TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
~~JUNE, 1899~~
Oct. 1901
41153

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SOIXANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1866

TUFTS COLLEGE
LIBRARY
41153

LES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

EN 1866

Les chemins de fer peuvent être considérés comme l'œuvre la plus importante de notre siècle. Le rôle qu'ils remplissent dans la société moderne est immense et universel; relations individuelles et internationales, commerce, industrie, finances, tout ce qui intéresse le bien-être, la prospérité, la grandeur des peuples, se rattache aujourd'hui à l'établissement de ces étroites bandes de métal sur lesquelles la vapeur fait glisser la locomotive remorquant les wagons. C'est l'instrument le plus utile qu'ait inventé jusqu'ici le génie de l'homme. Les premières voies ferrées datent de quarante ans à peine, et déjà les rails sillonnent toutes les parties du monde. Chaque année, le réseau primitif s'étend et se prolonge vers de nouvelles régions. En même temps que l'Europe et les États-Unis multiplient les lignes de chemins de fer, l'Asie et l'Afrique se mettent à l'œuvre. A en juger par ce que nous voyons, quels seront à la fin du siècle les effets de cet engin merveilleux, dont la découverte est due à notre génération? Nul ne saurait le prédire, tant la perspective est vaste et défie tous les calculs!

Mais ce que l'on peut essayer plus sûrement et avec profit, c'est l'étude des résultats obtenus et des moyens par lesquels les chemins de fer ont franchi la première période de création pour arriver à leur développement actuel. De même que, dans une grande usine, le chef d'industrie qui a augmenté ou transformé son outillage doit, à certains jours, se rendre compte des avantages et des économies que lui a procurés l'emploi d'instrumens nouveaux, de même il semble que le temps est venu d'examiner ce qu'ont pro-

duit les chemins de fer et de mesurer, autant que cela est possible, les services qu'ils ont déjà rendus dans l'organisation de ce grand atelier qui s'appelle la société. Nous voudrions dresser ainsi l'inventaire des chemins de fer pour ce qui concerne la France. Laissant de côté les questions techniques et les combinaisons financières, nous nous appliquerons à étudier les problèmes et les faits économiques qui naissent de l'existence des voies ferrées : problèmes difficiles qui, après de longs débats, ne sont pas encore résolus par la science ni par la législation; faits multiples et divers, qui nous entourent pour ainsi dire et nous pressent de toutes parts, et auxquels nous ne prenons pas garde, parce qu'ils nous sont devenus habituels et familiers. En outre, s'il paraît utile d'examiner, ne serait-ce que pour ordre, le bilan des chemins de fer, il n'importe pas moins d'apprécier les critiques qui s'adressent à l'exploitation. Ces critiques sont-elles reconnues fondées? Les procédés à l'aide desquels ont été établis les chemins de fer sont-ils condamnables? Il faut y pourvoir sans retard et tirer des erreurs du passé un enseignement utile pour l'achèvement du réseau; mais si les accusations sont fausses ou exagérées, si les procédés adoptés se justifient par l'expérience, il convient de le démontrer et de le proclamer bien haut, car, pour un travail aussi vaste, il est essentiel que les situations soient nettes, et que les entreprises de chemins de fer comme le public sachent décidément à quoi s'en tenir sur les conditions que l'avenir leur réserve. Ce sont là des questions délicates qui veulent être traitées sans passion, et qui, par leur importance, par l'universalité des intérêts qu'elles engagent, par leur influence sur la société tout entière, provoquent les plus sérieuses études de la science économique.

I.

Comment est-on arrivé à préférer l'action de l'industrie privée à celle de l'état pour l'établissement du réseau français? Dans quel intérêt les concessions de chemins de fer ont-elles été peu à peu révisées et concentrées entre les mains d'un petit nombre de compagnies? Quel est le caractère de ces concessions? — Tels sont les trois points qu'il importe d'éclaircir tout d'abord.

Lorsque en 1837 le gouvernement français se décidait à aborder le problème des chemins de fer, il avait sous les yeux l'exemple de la Grande-Bretagne, où tout était laissé à l'initiative de l'industrie privée, et l'exemple de la Belgique, où l'état s'était réservé la construction et l'exploitation. L'industrie particulière aurait-elle en France les capitaux et le crédit suffisans pour entreprendre l'œuvre immense qu'elle poursuivait en Angleterre avec tant d'énergie? Bien

que les projets et les demandes de concessions ne fissent pas défaut, cela paraissait douteux. En même temps on se demandait s'il serait prudent de livrer à l'industrie particulière la propriété et l'usage d'un nouveau moyen de transport qui était considéré comme un instrument de la puissance publique. Imbu de ses anciennes doctrines en matière de centralisation et secondé par les défiances d'un parti soi-disant démocratique, qui voyait dans les futures associations de capitalistes la création d'une aristocratie financière, le gouvernement pouvait croire qu'il était non-seulement de son droit et de son intérêt, mais encore de son devoir de se charger de l'entreprise des voies ferrées, et il inclinait vers l'exemple de la Belgique; mais ce qui avait été exécuté en Belgique était-il praticable en France, sur un territoire beaucoup plus étendu et dans des proportions nécessairement beaucoup plus larges? C'était par centaines de millions qu'il fallait compter pour se mettre sérieusement à l'œuvre, et, après avoir objecté l'insuffisance des ressources dont pouvait disposer l'industrie privée, on arrivait à reconnaître que le fardeau serait également très lourd pour le trésor. En outre, quoique l'on fût loin de soupçonner alors l'immense développement que prendraient dans l'avenir les voies ferrées, les esprits les plus réservés prévoyaient que les premiers millions dépensés ne tarderaient pas à en appeler d'autres, que le réseau primitif s'étendrait plus ou moins vite, qu'il y aurait des besoins impérieux, des exigences irrésistibles, et qu'un jour viendrait où le trésor lui-même serait obligé de se déclarer impuissant. Enfin, si l'on adoptait le système de l'exécution par l'état, par quelle ligne allait-on entamer le réseau? Comment satisfaire à toutes les demandes, à toutes les impatiences? Comment se défendre contre les rivalités et les jalousies qui devaient infailliblement se produire entre les différentes régions? — Nous n'avons pas à retracer ici l'historique des discussions et des incidens qui précédèrent l'enfantement si laborieux des chemins de fer en France. Disons seulement qu'après une longue lutte on s'arrêta au système mixte qui fut consacré par la loi de 1842. L'état supportait une part des frais d'établissement; l'industrie particulière devait achever la construction, fournir le matériel, et elle obtenait en échange le droit d'exploitation pendant un certain nombre d'années. Ce n'était point le système anglais, puisque l'état, participant aux dépenses de construction, demeurait nu-propriétaire des voies ferrées, et que, pour l'exploitation, il se réservait la faculté de résilier le bail passé avec les compagnies. Ce n'était pas non plus le système belge, puisque l'état appelait pour la construction le concours de l'industrie particulière, et qu'il concédait à celle-ci le droit d'exploitation. C'était un système nouveau dont le mécanisme réalisait une transaction entre les deux modes

contraires qui avaient été adoptés en Angleterre et en Belgique (1).

A la fin de 1841, le nombre de kilomètres exploités en France était de 569 ayant coûté 165 millions, tandis que l'ensemble du réseau européen comptait en exploitation 9,281 kilomètres. Ces chiffres indiquent à quel point la France se trouvait en arrière de la Grande-Bretagne et des principales nations du continent. La loi de 1842 donna l'impulsion : six ans après, en 1848, il y avait en exploitation, sur le réseau français, 2,222 kilomètres ayant coûté 797 millions, soit 110 millions dépensés par l'état et 687 millions par les compagnies. L'industrie privée fournissait ainsi l'éclatante démonstration de ses forces. Elle pouvait revendiquer la plus grande part de l'œuvre accomplie : l'état n'était en quelque sorte que son auxiliaire, et il ne l'assistait que dans une proportion assez restreinte. Survint la révolution de 1848, qui tarit toutes les sources du crédit. Les capitaux se cachaient, le trésor était vide, et il fallait recourir à des taxes extraordinaires pour assurer les services publics. Certes le moment était mal choisi pour imposer à l'état les dépenses de la construction et la responsabilité de l'exploitation des chemins de fer. Le gouvernement de 1848 en eut cependant la pensée, qui ne put aller au-delà de la préparation d'un projet de loi. Avec quels fonds, sous quelle forme acceptable l'état aurait-il racheté les concessions et remboursé les dépenses déjà faites? Comment aurait-il continué le réseau? Les compagnies, sur lesquelles venait de peser par surcroît la menace de cette expropriation onéreuse autant qu'illégitime, se voyaient elles-mêmes réduites à l'impuissance; elles subissaient les effets de la crise qui paralysait toutes les affaires, et elles n'avaient plus le crédit nécessaire pour exécuter leurs engagemens. De 1848 à 1851, il n'y eut pas de concessions nouvelles, les travaux furent sensiblement ralentis, et le développement du réseau français sembla indéfiniment ajourné.

Le gouvernement issu du 2 décembre avait donc un grand devoir à remplir, et ce devoir s'accordait avec son intérêt, car il lui importait essentiellement non-seulement de reprendre l'œuvre interrompue par la république, mais encore de dépasser les progrès réalisés ou promis sous la monarchie constitutionnelle. Au surplus, la question des chemins de fer s'imposait d'elle-même et avant toute autre à la sollicitude du pouvoir nouveau; elle tenait le premier rang dans les ardentes préoccupations du public, et il est permis de dire sans exagération qu'elle était alors, pour le gouvernement comme pour le pays, la question vitale. Toutefois, après le temps d'arrêt subi depuis 1848, elle rencontrait les plus graves difficultés.

(1) L'historique des débats relatifs au régime des concessions a été exposé avec une grande clarté par M. A. Audiganne (*les Chemins de fer aujourd'hui et dans cent ans*).

D'une part, il n'était point possible de mettre les dépenses de construction à la charge du trésor, qui ne se trouvait même pas en mesure d'achever les travaux laissés à son compte par les contrats de 1842; d'un autre côté, puisque l'on devait avoir recours à l'industrie privée, il fallait procurer à celle-ci les moyens d'attirer les capitaux et de les obtenir à des conditions convenables. Ce fut en augmentant la durée des concessions que l'on réussit à résoudre le problème. Avec un long avenir devant elles, les compagnies pouvaient se reconstituer et s'étendre, parce que les capitaux voyaient ainsi s'accroître les chances favorables de rémunération; elles pouvaient emprunter à des conditions plus avantageuses, parce que l'éloignement du terme assigné pour le remboursement diminuait les charges annuelles des emprunts. En donnant du temps aux compagnies, dont les concessions étaient portées à quatre-vingt-dix-neuf ans, l'état leur donnait de l'argent sans bourse délier, et jamais peut-être le proverbe anglais ne se vérifia d'une façon plus évidente, car au moyen de cette monnaie prélevée sur l'avenir le gouvernement obtint du même coup la certitude que les chemins de fer antérieurement concédés seraient construits, la décharge à peu près complète des engagemens qu'il avait contractés pour la construction partielle du réseau primitif, et enfin l'augmentation notable de ce réseau par suite des lignes nouvelles que les compagnies devaient établir. En 1851, le nombre des kilomètres concédés était de 4,969; dès 1852, il s'élevait à 6,914 pour atteindre, en 1855, le chiffre de 11,496. Tels furent les motifs et les résultats des combinaisons consacrées par la législation de 1852.

Cet accroissement du réseau était loin de suffire aux demandes qui se produisaient chaque jour et qui se montraient d'autant plus ardentes que chaque jour aussi les avantages procurés par l'établissement des chemins de fer étaient plus sensibles pour les régions traversées. Le gouvernement pouvait favoriser la formation de nouvelles compagnies; mais ce procédé, qui à première vue semblait le plus simple, donnait prise à de sérieuses objections. Les compagnies nouvelles qui étaient prêtes à s'organiser comprenaient dans leurs demandes de concessions un certain nombre de lignes qui, sur une portion de leur parcours, auraient fait double emploi avec les lignes existantes, et dont la concurrence aurait compromis les anciennes compagnies; or, après avoir reconnu la nécessité de soutenir les capitaux déjà engagés dans les chemins de fer, il était évidemment illogique de les menacer d'une concurrence qui aurait tout remis en question. D'ailleurs, à supposer que les compagnies nouvelles, si empressées à profiter de la faveur qui était revenue aux entreprises de voies ferrées, fussent réellement en mesure d'exécuter les concessions qu'elles sollicitaient, il y avait à craindre

que les appels de fonds multipliés et simultanés ne portassent le trouble dans les affaires, en causant un grave préjudice non-seulement au crédit des compagnies, mais encore au crédit de l'état. En outre, les concessions demandées ne complétaient point le réseau général tel que le gouvernement l'avait conçu dans l'intérêt de toutes les parties du territoire : certaines régions auraient possédé plusieurs lignes, tandis que d'autres fussent demeurées complétement dépourvues de chemins de fer, parce que l'insuffisance présumée de leur trafic n'était point de nature à tenter les capitaux privés. Enfin, depuis que les premières branches du réseau commençaient à être exploitées, le public et l'état remarquaient les inconvéniens que présentait pour le service la multiplicité des compagnies : voyageurs et marchandises avaient à subir des embarras, des retards, des supplémens de prix, lorsque, pour faire un trajet quelque peu prolongé dans une même direction, ils devaient être transbordés d'une ligne sur l'autre, sans compter l'augmentation de frais généraux que cette dissémination de forces entraînait pour les compagnies, obligées d'avoir un personnel plus nombreux, un matériel plus considérable, des comptabilités distinctes, etc. Par ces divers motifs, le gouvernement jugea qu'il convenait de ne point recourir à des compagnies nouvelles, et il s'appliqua au contraire à réduire le nombre des compagnies existantes. De là le système des *fusions*, qui reçut en 1857 son application décisive et qui eut pour résultat de réunir entre les mains de six grandes compagnies la presque totalité du réseau français; mais, si l'on préservait les compagnies des périls de la concurrence, on exigeait d'elles l'engagement d'entreprendre de nouvelles lignes, et l'on portait à plus de 16,000 kilomètres l'étendue des concessions. C'était, en deux ans, une augmentation de 5,000 kilomètres dont se chargeaient les compagnies, en échange de la sécurité qui leur était donnée. En même temps, les travaux de construction marchaient avec activité : il y avait, à la fin de 1857, 7,453 kilomètres en exploitation, soit près de 2,000 kilomètres de plus qu'en 1855. Cependant, malgré ces efforts et ces progrès, la France demeurait encore de beaucoup en arrière de la Grande-Bretagne, où l'on comptait, à la même date, 20,000 kilomètres concédés et 14,000 exploités.

Il était donc urgent d'aviser. Malheureusement, après avoir déjà dépensé 3 milliards pour les chemins de fer et en face d'engagemens qui s'élevaient au moins à pareille somme, l'on se trouvait arrivé au point où il était plus facile de décréter un nouveau réseau que de le construire. Il devenait évident que les compagnies, même avec les ressources qu'elles puisaient dans leurs concessions quasi séculaires, dans l'appui moral de l'état, dans le système de fusion

qui avait écarté les concurrences en améliorant, pour elles comme pour le public, les conditions de l'exploitation, n'obtiendraient point le crédit nécessaire pour mener à bonne fin l'œuvre vraiment gigantesque de l'achèvement du réseau. D'un autre côté, le fardeau qui menaçait d'écraser les compagnies n'aurait pas été davantage supporté par le trésor. Ce que ni les compagnies ni l'état n'auraient pu faire isolément, on le tenta en combinant leurs forces et leur crédit par le système de la garantie d'intérêt, système qui avait été partiellement essayé au début des chemins de fer, et qui fut généralement appliqué en vertu des conventions de 1859, révisées et complétées en 1863. D'après ce mode, l'état a garanti aux compagnies l'amortissement et un minimum d'intérêt pendant cinquante ans pour le capital destiné à l'établissement des lignes comprises dans le nouveau réseau, et pour prix de cette garantie il a pu tout à la fois hâter la construction des lignes décrétées antérieurement, rendre définitives des concessions qui n'avaient d'abord qu'un caractère éventuel, et prescrire l'exécution de chemins de fer nouveaux dans des régions qui, selon toute apparence, auraient attendu indéfiniment le passage d'une locomotive sur des rails. Grâce à ces mesures, l'ensemble des concessions comprend aujourd'hui 21,060 kilomètres, et il y a en exploitation 13,084 kilomètres, c'est-à-dire que depuis 1857 le réseau concédé s'est agrandi de 5,000 kilomètres, et le réseau exploité de près de 6,000. Si l'on tient compte des crises qui durant cette période ont à diverses reprises frappé le crédit, on doit reconnaître que ce résultat est très considérable. Il a été dépensé jusqu'ici une somme de 6 milliards 1/2, à laquelle l'état a contribué pour 970 millions seulement, le surplus ayant été fourni par les compagnies, et il reste à dépenser, pour l'exécution des lignes présentement concédées, 2 milliards 600 millions, soit 470 millions par l'état et 2 milliards 130 millions par les compagnies. En résumé donc, dans la dépense totale de 9 milliards 100 millions que coûteront les 21,060 kilomètres formant le réseau actuel, l'état n'aura eu à payer directement que 1 milliard 440 millions; si l'on estime à 400 millions le capital qui représente la garantie d'intérêt stipulée par les conventions de 1859 et de 1863, on voit que la contribution de l'état pour l'établissement du réseau n'atteindra pas 1,900 millions, tandis que les compagnies auront dépensé plus de 7 milliards.

Il suffit d'énoncer cette somme de milliards pour montrer que l'état n'aurait pu sans péril l'ajouter au capital de la dette publique, et qu'il a sagement fait de livrer à l'industrie privée l'exécution du réseau. Il résulte également de l'exposé qui précède que les mesures successivement prises à l'égard des compagnies, — subventions directes, prolongation des concessions, suppression des concurren-

ces au moyen de la concentration des entreprises, garantie d'un minimum d'intérêt sur une portion du capital, — n'avaient qu'un seul et unique objet, à savoir la construction prompte et ordonnée des chemins de fer suivant un plan d'ensemble dont le gouvernement avait tracé dès l'origine les grandes lignes, et qu'il développait à l'aide d'embranchemens destinés à rayonner sur toutes les parties du territoire. Sans doute chacune des mesures que nous venons d'énumérer constituait un avantage accordé aux compagnies; mais celles-ci ne recevaient cet avantage qu'à la condition de construire toujours et toujours des chemins de fer, aux termes d'engagemens nouveaux qui risquaient d'épuiser leurs ressources de capital ainsi que leur crédit et d'amoindrir les bénéfices de l'exploitation. L'état n'était libéral envers les compagnies que pour exiger beaucoup d'elles dans l'intérêt public; ce qu'il leur donnait en concours matériel ou moral devait être immédiatement employé au profit du réseau; à chaque concession correspondait une charge et plus d'une fois, après la signature de ces contrats, dans lesquels la responsabilité pécuniaire du trésor était soigneusement limitée, le gouvernement se voyait forcé de reconnaître ou qu'il n'avait pas assez accordé, ou qu'il avait demandé trop. Tel fut le système dont il convient de suivre exactement les combinaisons successives, si l'on veut se rendre bien compte du rôle des compagnies, de leurs engagemens envers l'état comme envers le public, de l'intention et du caractère des actes qui ont organisé en France les chemins de fer (1).

Ce système est-il conforme aux règles de l'économie politique? Ne pourrait-on pas y relever une dérogation aux principes, en ce sens qu'il entraîne l'intervention constante de l'état dans les opérations de l'industrie privée, maintient entre deux intérêts qui devraient demeurer distincts une confusion plus ou moins arbitraire, et restreint pour les transports le champ de la concurrence? Ces objections seraient très graves, s'il s'agissait de résoudre un problème scientifique; mais ici toute la question est de savoir si, pour créer et développer les voies ferrées sur notre territoire, la science pure fournissait des moyens plus énergiques et plus prompts que ceux qui ont été employés. Or il n'est point téméraire de penser que, sous le régime de liberté absolue, recommandé par la doctrine, l'industrie particulière, indépendante de l'état, livrée à ses seules ressources, menacée par la concurrence, n'aurait point été en mesure de construire les 13,000 kilomètres exploités aujourd'hui, et l'on peut affirmer à coup sûr que ses efforts se seraient portés sur les grandes lignes, sur quelques tronçons privilégiés, au lieu de

(1) Voyez, pour la série des concessions, le *Répertoire méthodique de la législation des chemins de fer*, 1864.

réaliser le plan d'ensemble qui établit une communication non interrompue entre les différentes régions du pays, et consacre pour ainsi dire l'égalité en matière de chemins de fer. Cette dernière considération justifie l'intervention de l'état dans l'accomplissement d'une œuvre qui exigeait tout à la fois une grande célérité et l'équitable répartition des moyens de transport.

Il nous reste à déterminer le caractère des concessions exploitées par les compagnies de chemins de fer. Nous entendons dire chaque jour que ces entreprises sont en possession d'un monopole dont elles usent et abusent à leur gré, que le public leur a été sacrifié, taillable et corvéable à merci, — que sous le régime actuel toute amélioration, tout progrès est entravé dans cette grande industrie des transports qui exerce une influence si décisive sur la prospérité générale. Ce sont là des exagérations évidentes que n'acceptent point les esprits sérieux; mais telle est la puissance des mots, que cette expression de monopole, appliquée aux entreprises de chemins de fer, suffit pour égarer la discussion. Quel était le point de départ? Il fallait créer des voies ferrées, les créer vite et en grand nombre, et dès lors il était indispensable d'offrir aux capitaux des conditions qui pussent les attirer vers ce nouvel emploi. Les capitaux seraient-ils venus, si l'état ne leur avait garanti la sécurité qu'ils exigeaient? Pour critiquer avec quelque autorité le système qui a été suivi, on aurait à prouver que les conditions accordées au capital étaient ou inutiles ou excessives, et l'on devrait surtout indiquer par quel autre mode on serait parvenu à doter la France du réseau qu'elle possède aujourd'hui. Cette démonstration n'a point été faite, et elle se trouverait réfutée par l'attitude même du capital, qui, malgré les avantages qui lui ont été attribués pour l'exécution des chemins de fer, a manifesté des défiances et des défaillances que l'on a dû rassurer et relever presque à chaque étape au moyen de garanties nouvelles. Ce n'est point arbitrairement, c'est en vertu de la loi économique de l'offre et de la demande que l'état s'est vu amené à stipuler des conditions qui étaient commandées aussi bien par l'intérêt et l'urgence de l'entreprise que par le tempérament du capital et la situation du marché financier. Ainsi, quand même on aurait été réduit à consacrer par la loi le régime déplaisant qui s'appelle le monopole, on serait mal venu à s'en indigner alors que l'on profite si largement des travaux accomplis sous ce régime; mais s'agit-il ici d'un monopole? L'état demeure nu-propriétaire des voies ferrées, dont les concessionnaires n'ont que l'usufruit pendant une période déterminée; il s'est réservé la faculté de racheter les concessions; il n'a pris aucun engagement qui l'empêche de laisser construire d'autres voies ferrées en concurrence avec celles qui existent; il a édicté un

maximum de tarif pour chaque catégorie de transports; il exerce sur les entreprises un contrôle incessant. Si les compagnies ont besoin de recourir au crédit, l'état limite leurs demandes, afin que le marché financier n'en soit pas affecté : toute mesure intéressant le public doit être homologuée par le gouvernement; enfin, tandis que les compagnies demeurent seules passibles des pertes de l'exploitation, l'état, à une période qui n'est pas éloignée, aura le droit de partager les bénéfices qui excéderaient un certain taux. Voilà en quoi consiste le monopole accordé aux concessionnaires de chemins de fer! Il faut convenir qu'un tel monopole serait au moins très inoffensif. Quel est donc, au vrai, le caractère des concessions au moyen desquelles ont été construites et sont exploitées les voies ferrées? Il y a là tout simplement une série de contrats qui ont été débattus de part et d'autre, que le gouvernement a acceptés, qu'il a même quelquefois imposés, contrats dont chacun a toujours le droit d'apprécier les clauses, mais qu'il n'est plus permis, en bonne justice, de reprocher aux concessionnaires, c'est-à-dire aux capitaux qui se sont engagés à les exécuter avec les garanties comme avec les restrictions qu'ils contiennent. Et quel est de fait le rôle actuel d'une compagnie de chemin de fer, sinon celui d'une grande régie qui exécute un service public à ses risques, périls et profits, sous la surveillance permanente de l'état, dont la responsabilité financière est soigneusement limitée? Ajoutons que cette compagnie, purement usufruitière de la chose qu'elle a créée, est tenue de l'entretenir pour la livrer un jour à l'état et l'ajouter ainsi à la fortune publique. De là au monopole il y a loin.

Certes il eût mieux valu, pour l'honneur des principes, que l'on n'eût pas été obligé d'employer ces expédiens compliqués et contestés pour exécuter le réseau des chemins de fer, et que ce réseau fût sorti tout entier de l'initiative et des ressources de la liberté. Cependant il eût fallu d'abord convertir le capital; or le capital, qui a par-dessus tout l'instinct de la conservation, se soucie médiocrement des principes et ne considère que l'intérêt. C'est donc comme une question pratique de capital et d'intérêt, et non comme une question de principes, qu'il faut envisager la grande affaire des voies ferrées, sans se laisser arrêter par des regrets rétrospectifs ni par des considérations théoriques qui ne peuvent rien sur le passé et qui risqueraient de retarder l'achèvement de l'œuvre. Contre ces critiques, vaines ou dangereuses, le gouvernement et les compagnies se défendent éloquemment en montrant ce qu'ils ont accompli de concert, et sauf quelques erreurs de détail, que l'expérience a révélées, nous n'apercevons pas qu'il eût été possible d'employer, pour l'établissement de 13,000 kilomètres aujourd'hui livrés à la circulation, un système plus expéditif que celui qui a été

adopté. Nous devons maintenant, après avoir tracé l'historique et le caractère des concessions, aborder l'étude et apprécier les résultats de l'exploitation des chemins de fer.

II.

Les chemins de fer français ont transporté, en 1864, 75 millions de voyageurs et 50 millions de tonnes de marchandises (1). Le tarif kilométrique, qui est en moyenne de 5 centimes 1/2 par voyageur, de 6 centimes 1/4 par tonne de marchandise, réalise une réduction de moitié, souvent même des deux tiers, sur l'ancien tarif des transports par terre. La concurrence des chemins de fer a entraîné une baisse très sensible des tarifs antérieurement appliqués sur les routes, sur les fleuves et canaux, et pour le cabotage. Il faut remarquer de plus que les transports sur les routes ordinaires sont demeurés aussi actifs qu'ils l'étaient avant l'établissement des voies ferrées et que les transports par les voies navigables ont augmenté. On a essayé de chiffrer l'économie que les chemins de fer ont procurée, directement ou indirectement, pour le transport des voyageurs et des marchandises. Les évaluations les plus autorisées atteignent dès à présent 800 millions, c'est-à-dire que, si les chemins de fer n'avaient pas existé, les transports effectués en 1864 auraient coûté 800 millions de plus. L'économie, qui s'accroît d'année en année, serait déjà énorme et représenterait un intérêt très élevé du capital de 6 milliards 1/2, consacré jusqu'ici à la construction des chemins de fer; mais là ne se borne pas le bénéfice. Sans les voies ferrées, ces immenses opérations de transport eussent été impossibles, et nous n'aurions pas vu l'essor prodigieux qu'ont pris toutes les branches de travail. En augmentant la circulation, en la créant sur certains points, les chemins de fer ont développé au plus haut degré l'industrie elle-même, en même temps qu'ils ont pourvu, dans la plus large mesure, aux besoins de la consommation.

Personne, au surplus, ne conteste ces avantages. La supériorité des chemins de fer est tellement manifeste que chacun veut avoir à sa portée ces merveilleux instrumens de la circulation; mais, précisément à raison de l'importance extrême que l'on attache aux chemins de fer, on se demande si le régime actuel de l'exploitation est le plus favorable pour l'intérêt public, si l'administration des compagnies concessionnaires est intelligente et habile, si le contrôle de l'état se montre utile et efficace, — en un mot si le pays retire des

(1) Le parcours moyen d'un voyageur est de 40 kilomètres, et celui d'une tonne de marchandises de 140 kilomètres environ, de telle sorte que le nombre de voyageurs kilométriques (c'est-à-dire transportés à un kilomètre) a été en 1864 de 3 milliards, et celui des tonnes kilométriques, de 4 milliards.

voies ferrées tout le bénéfice qu'il est possible d'en retirer. Les critiques et les conseils abondent. Sans méconnaître les résultats acquis, on veut obtenir mieux encore. Les uns réclament des réformes destinées à améliorer tel ou tel des mille détails qui dépendent de l'exploitation; les autres veulent une révolution radicale, qui supprimerait les compagnies et ferait passer les chemins de fer dans les attributions de l'état. Le champ de cette discussion est vraiment sans limites, et l'on risquerait de s'y égarer, s'il fallait en sonder tous les replis. Il vaut mieux s'en tenir aux points culminans, se borner aux questions simples et apprécier ce que l'organisation présente des chemins de fer donne au public au double point de vue de la célérité et de l'économie des transports. Cette étude est facilitée par les travaux de la commission d'enquête qui a été chargée, en 1861 et 1862, de recueillir les plaintes et les observations du public, d'entendre les explications des compagnies et de présenter ses conclusions (1). Le rapport de la commission contient tous les élémens d'une appréciation équitable; malheureusement il n'a reçu que la publicité restreinte que comportent les in-quarto officiels, et, s'il a éclairé le gouvernement, il n'a point pénétré assez avant dans l'opinion publique pour dissiper les erreurs, ni pour désarmer les injustes critiques, ni même pour encourager les vœux raisonnables que provoque l'exploitation des voies ferrées.

Occupons-nous d'abord des voyageurs. La vitesse des anciennes diligences était de 10 kilomètres à l'heure; la vitesse moyenne par les chemins de fer étant de 40 kilomètres, il en résulte que les 75 millions de voyageurs ayant parcouru, en 1864, 3 milliards de kilomètres sur tout le réseau ont économisé 225 millions d'heures. Ce détail statistique, que nous empruntons à M. Perdonnet (2), traduit d'une manière saisissante le bénéfice que procurent les chemins de fer en ce qui concerne la vitesse. On ne s'arrête point cependant à cette comparaison rétrospective, et l'on demande une accélération générale, tant pour les trains *express* que pour les autres, en même temps que l'augmentation du nombre des trains; on invoque l'exemple de l'Angleterre.

La vitesse moyenne des trains express anglais est de 60 kilomètres à l'heure, et celle des trains spéciaux qui transportent les malles atteint dans certains cas 70 kilomètres; les trains ordinaires parcourent de 40 à 45, quelquefois même 50 kilomètres à l'heure. En France, si quelques trains express, notamment les trains de ma-

(1) *Enquête sur la construction et l'exploitation des chemins de fer*, publiée par ordre du ministre des travaux publics, 1863. — On peut aussi consulter *les chemins de fer en 1862 et 1863*, par M. Eugène Flachat, et l'article *chemins de fer*, de M. Elphège Baude, dans le *Dictionnaire des Arts et Manufactures*.

(2) *Traité élémentaire des chemins de fer*, par M. A. Perdonnet, 4 vol. in-8°, 1865.

rée, sont aussi rapides qu'en Angleterre, la vitesse moyenne ne dépasse guère 50 kilomètres, et pour les trains ordinaires elle varie de 30 à 45 kilomètres. La différence quant à la vitesse des transports de voyageurs serait donc, on le voit, assez sensible; mais la vitesse n'est pas le seul élément à comparer quand il s'agit d'opérations de transport. Il faut en même temps consulter les tarifs. Or le prix moyen du transport des voyageurs, en Angleterre, ressort à 9 centimes par kilomètre, tandis qu'en France il est descendu à 5 centimes 1/2. Les tarifs, qui en France s'appliquent indistinctement à tous les degrés de vitesse, sont augmentés en Angleterre pour les trains de malles, et même pour les express ordinaires. Ainsi, au point de vue de l'économie, l'avantage est acquis, dans une proportion très forte, au voyageur français.

Vitesse plus grande en Angleterre, tarifs plus bas en France, voilà les traits saillans des deux exploitations. Et cette différence ne saurait être attribuée à la volonté arbitraire des compagnies; elle résulte de la dissemblance des conditions qui s'imposent au trafic et du contraste que présentent, là comme ailleurs, le caractère et les habitudes des deux peuples. Les compagnies anglaises ont reconnu que le premier besoin des populations qu'elles avaient à desservir était la rapidité du transport; elles ont jugé qu'elles trouveraient dans ces populations denses, riches, habituées déjà aux déplacemens coûteux, une clientèle disposée à payer le prix de la vitesse; elles se voyaient en outre, sur plusieurs lignes, en concurrence avec la navigation à vapeur du littoral, qu'elles ne pouvaient combattre que par la fréquence et la promptitude des trajets. Elles ont donc recherché premièrement la célérité de marche. Au contraire, les chemins de fer français, qui pénétraient au milieu de populations moins denses, moins riches, voyageant peu et ne voyageant qu'à courtes distances, avaient à procurer tout d'abord l'économie du transport. En Angleterre, malgré l'élévation du tarif, les voyageurs de première et de seconde classe figurent pour près de moitié dans l'ensemble, tandis qu'en France, malgré la modération relative du prix et malgré une différence très sensible de vitesse entre les trains express et les trains ordinaires, les voyageurs de première et seconde classe ne représentent que le quart. Cette comparaison montre bien quels sont de part et d'autre les besoins à satisfaire. Ajoutons que les compagnies anglaises, desservant des parcours peu étendus, complétement libres pour leur gestion, obtenant à bas prix une houille de qualité supérieure, peuvent réaliser la condition de vitesse plus facilement que les compagnies françaises. Sans insister sur ces dernières considérations, qui ont cependant leur importance, il nous suffit de répéter que, dans

chacun des deux pays, l'exploitation des chemins de fer est d'accord avec les préférences et avec les habitudes nationales, c'est-à-dire qu'en Angleterre elle donne la vitesse aux dépens de l'économie, et en France l'économie aux dépens de la vitesse. Si l'on proposait aux Anglais de payer moins cher une vitesse moindre, ils refuseraient sans aucun doute le cadeau offert à leur bourse, et si l'on disait aux Français que pour les faire circuler plus vite on doit hausser le prix des places, la nouvelle serait à coup sûr fort mal accueillie.

Il est vrai que des esprits impatiens n'hésitent pas à demander à la fois l'augmentation de la vitesse et la diminution du prix des places. Les uns, pénétrés de cette pensée malheureusement trop commune que les ressources d'une industrie privilégiée sont inépuisables et que l'état doit exiger tout des compagnies de chemins de fer, prétendent que ces compagnies pourraient, si elles le voulaient bien, donner satisfaction au double vœu du public, qu'elles s'attardent obstinément dans l'ornière du monopole, et qu'il suffirait au gouvernement d'user de fermeté et de décision pour les entraîner dans la voie des réformes. Les autres, sans partager ces passions jalouses, s'évertuent à démontrer que les compagnies méconnaissent leurs propres intérêts en n'organisant pas des services plus rapides avec des tarifs abaissés de manière à faciliter les longs voyages et à multiplier la clientèle, ce qui, suivant eux, ne tarderait pas à augmenter le produit net. Ils ne manquent pas de citer, comme exemple, le développement considérable que la diminution radicale de la taxe des lettres a imprimé aux revenus de la poste, et ils affirment qu'un résultat analogue ne tarderait pas à se produire pour le transport des voyageurs.

Malheureusement ces exigences et ces conseils ne paraissent point s'accorder avec les simples notions d'arithmétique, auxquelles les compagnies de chemins de fer, tout comme les autres industriels, sont tenues de subordonner leurs opérations. Il est reconnu que les frais de traction et de matériel croissent plus rapidement que les vitesses, et cet accroissement de dépenses est tellement considérable que l'ingénieur en chef d'un chemin de fer anglais, consulté sur ce point, a cru pouvoir évaluer à 30 pour 100 le supplément nécessaire pour porter de 48 ou 56 kilomètres à 64 ou 67 kilomètres la marche d'un train express. Il y a donc entre ces deux termes, augmentation de vitesse et diminution des tarifs, une contradiction absolue. Quant à l'énorme développement que l'on promet au trafic des voyageurs au moyen de l'abaissement radical du prix des places, on invoque à faux en cette matière la loi économique selon laquelle la consommation d'un produit s'ac-

croît en proportion de la baisse du prix de vente. Pour que cette loi devienne applicable sans ruiner l'industriel, il faut premièrement que le produit comporte une augmentation de consommateurs en rapport avec le supplément de capital qui aura été consacré à l'accroissement de la production; il faut, en second lieu, que l'industriel puisse, avec une production plus abondante, réaliser une économie très sensible sur les frais. Voici, par exemple, un fabricant de tissus, un extracteur de houilles : la consommation des produits que l'un et l'autre présentent sur le marché est d'une élasticité telle que la baisse du prix de vente est assurée de provoquer un accroissement continu d'acheteurs. En outre il est certain que pour ces industries les dépenses de fabrication ou d'extraction sont loin de s'élever en proportion de la quantité des produits. De même pour la poste : on a pu hardiment diminuer, par une réforme soudaine, la taxe des lettres, parce que cette réduction, opérée sur un tarif très onéreux, intéressait non-seulement la population tout entière, mais encore tout un monde d'affaires, et aussi parce que les frais de transport des correspondances, grâce à l'amélioration des voies de communication et à l'emploi économique des chemins de fer, devenaient absolument et proportionnellement beaucoup moindres. Et cependant, malgré ces conditions favorables, ce n'est qu'après une période de plusieurs années que l'état a retrouvé l'ancien produit net. — En serait-il de même pour les chemins de fer? Pense-t-on que le besoin ou le goût des voyages soit de nature à se développer, quant à présent, dans des proportions suffisantes pour donner un produit égal avec des tarifs beaucoup plus bas? Il faut songer que la population s'accroît lentement et qu'au sein de cette population il est de nombreuses catégories que la gratuité même des transports n'engagerait pas à se déplacer. On se berce d'illusions quand on imagine qu'avec de très larges diminutions de prix la France entière se mettrait en route. D'un autre côté, s'il est exact que les trains ont encore des places vides et qu'ils pourraient, sans augmentation de frais, transporter un plus grand nombre de voyageurs, ce raisonnement n'aurait plus aucune valeur dans l'hypothèse où l'on se place, c'est-à-dire si le trafic prenait les proportions immenses que certains esprits croient pouvoir attendre d'un dégrèvement de tarifs. Une partie des frais généraux, surtout les frais de traction, s'élèveraient très sensiblement avec des trains plus multipliés, qui exigeraient une augmentation correspondante de matériel et, sans mentionner les autres détails, des emplacemens plus coûteux. En un mot, le voyageur, considéré comme aliment de transport, ne peut pas être comparé avec ces marchandises de production presque inépuisable et de vente presque indéfinie que nous citions tout à l'heure. C'est à quoi n'ont pas réfléchi les

réformateurs des tarifs en parant leurs chimères d'un faux appareil de science économique. Il n'y a là qu'un simple calcul industriel dont les compagnies, en France comme en Angleterre, ont dû respecter les lois rigoureuses. Autrement, comment verrait-on les chemins de fer anglais maintenir leurs tarifs, plus élevés que les nôtres? Ils se seraient donc, eux aussi, grossièrement trompés, et bien plus que nous! Cette supposition ne saurait être admise par aucun esprit sensé. Les compagnies anglaises font payer plus cher le transport parce qu'elles donnent plus de vitesse, et elles n'ont jamais pensé qu'une baisse radicale de tarifs pût avoir la vertu d'augmenter leurs produits nets par l'extension illimitée du trafic des voyageurs.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire? Non certes. Nous ne combattons ici que les impatiences irréfléchies et les illusions vaines; nous cherchons à démontrer l'étrange erreur dans laquelle on tombe lorsque l'on exige des chemins de fer, tant en France qu'ailleurs, des conditions de vitesse et de tarif qui rendraient le prix de transport inférieur au prix de revient; mais, après avoir signalé des exagérations qui sont dangereuses parce qu'elles frappent tout à la fois une grande industrie et un grand service public, nous pouvons admettre que, pour la vitesse comme pour le prix des places, les compagnies de chemins de fer doivent réaliser de nouveaux progrès. Le passé est garant de l'avenir. Relativement à la vitesse, il est incontestable que l'exploitation des grandes lignes est aujourd'hui mieux organisée qu'elle ne l'était il y a dix ans, et l'enquête de 1862 a été suivie de diverses mesures de détail qui ont profité particulièrement au mouvement des trains-omnibus et au service des trains de correspondance. Quant au tarif, s'il est vrai qu'il n'a point encore été abaissé pour les mouvemens du service ordinaire, on ne saurait méconnaître l'influence que l'organisation d'un plus grand nombre de trains à prix réduit, même pour de longues distances, a exercée sur l'économie générale des transports. Il suffit de rappeler qu'en 1864 le prix moyen par voyageur kilométrique, avec l'addition de l'impôt du dixième perçu au profit du trésor, n'a point dépassé 5 centimes 1/2. Les compagnies se sont ingéniées à multiplier les trains d'excursions, les billets d'aller et de retour, les billets circulaires, etc.; elles connaissent mieux chaque jour les besoins et les goûts des populations qu'elles desservent; nous les voyons porter leurs combinaisons jusque sur les territoires étrangers, où elles propagent la facilité des voyages. Elles prouvent donc par leur initiative qu'elles se sentent intéressées à poursuivre ce système de dégrèvement, qui leur deviendra plus aisé et plus profitable à mesure que la science perfectionnera les instrumens de la traction. C'est ainsi que procèdent les améliorations sérieuses; on

doit se garder de les compromettre par trop de hâte et de les décourager par des exigences déraisonnables.

Nous arrivons au transport des marchandises. Au début des chemins de fer, on était convaincu que ces voies rapides seraient utilisées à peu près exclusivement pour le transport des personnes, et que celui des marchandises n'en profiterait que dans une faible proportion. C'était là une fausse prévision, et, ajoutons-le, une heureuse erreur. Préférées par les voyageurs au point de faire disparaître tous les autres modes de locomotion, les voies ferrées n'ont pas tardé à attirer les marchandises, au point de ruiner le roulage et de soutenir la concurrence des voies fluviales et des canaux. Depuis 1853, la recette brute provenant du transport des marchandises dépasse la recette des transports de voyageurs, et chaque année l'écart augmente. Cet accroissement énorme de trafic est aussi merveilleux qu'il était inattendu. Un résultat analogue s'est manifesté dans les autres pays. Les chemins de fer sont appelés à exercer sur les destinées de la production et de la consommation une influence prépondérante; ils portent sur leurs rails la plus grande partie de la fortune publique; par la force des choses, le capital et le travail sont devenus presque leurs tributaires. Leur bonne ou mauvaise exploitation réagit directement sur tous les intérêts. Aussi la question du transport des marchandises par les chemins de fer a-t-elle éveillé la plus vive sollicitude de la commission d'enquête de 1862, et nous la voyons reparaître chaque année dans les débats législatifs.

Pour les marchandises comme pour les voyageurs, c'est avec l'exploitation des chemins de fer anglais que s'établit d'ordinaire la comparaison, et là encore se rencontrent les traits distinctifs qui ont été observés dans le transport des personnes tel qu'il se fait en France et en Angleterre. La rapidité du service est incontestablement supérieure chez nos voisins, et les tarifs français sont plus bas : la moyenne du prix perçu est pour nous de 6 ou 7 centimes par tonne et par kilomètre, tandis qu'en Angleterre elle dépasse 9 centimes. La différence de prix suffirait à justifier la différence de célérité; mais il y a d'autres raisons qui expliquent l'avantage dont jouissent sous ce dernier rapport les chemins anglais.

Le trafic sur les lignes anglaises est plus régulier, plus également réparti que sur les lignes françaises. En France, le mouvement des affaires comme celui des voyageurs se concentre à Paris et dans un très petit nombre de villes, où les compagnies doivent entretenir sans cesse une énorme accumulation de matériel; en Angleterre, il s'étend à beaucoup de localités que l'industrie a peu à peu érigées en cités populeuses et qui prennent une part notable aux transports. Dès lors le travail d'expédition et de réception des

marchandises s'y fait plus vite, par cela même qu'il est plus divisé. Il faut en outre remarquer que les principales villes anglaises, particulièrement Londres et Liverpool, peuvent recevoir directement par mer une partie des approvisionnemens et des marchandises brutes qui leur sont destinées, ce qui dégage d'autant la circulation encombrante sur les chemins de fer, et permet d'organiser, dans les deux sens de l'*aller* et du *retour*, un mouvement à peu près égal de transports : condition qui est très avantageuse pour le service et qui n'existe pas au même degré en France. A Paris, les gares voient arriver, en produits bruts, un tonnage incomparablement plus fort que celui qu'elles expédient en articles manufacturés. Rappelons d'ailleurs qu'en Angleterre les gros transports de matières minérales se font de préférence par les wagons des expéditeurs, les compagnies n'ayant à exécuter que la traction, qui est la partie la moins compliquée du service; il y a donc là toute une catégorie de transports pour laquelle les compagnies sont délivrées des formalités d'écriture, de chargement, de déchargement, du camionnage, qui contribuent le plus à allonger les délais. En résumé, les chemins de fer anglais ont sur les chemins de fer français l'avantage d'un trafic plus régulier : les compagnies anglaises ont un service plus facile; on s'expliquerait donc que, même à prix égal, le transport des marchandises s'accomplît avec plus de célérité en Angleterre qu'en France.

Ce n'est pas tout : les compagnies anglaises jouissent d'une complète liberté d'action pour leur service, tandis que les compagnies françaises sont pour chaque détail soumises à la plus stricte réglementation. C'est ici que l'on observe combien l'organisation des chemins de fer est différente dans les deux pays. En Angleterre, les compagnies peuvent se dispenser d'exécuter les transports, leur charte de concession ne les obligeant qu'à établir les voies ferrées et à livrer passage sur leurs rails à quiconque veut en user moyennant un droit de péage. Si elles consentent à faire l'opération du transport, elles ne sont tenues de l'accomplir que dans un délai raisonnable, terme vague qui se prête à toutes les interprétations; quant au prix, elles peuvent dépasser le maximum officiel par l'addition de certaines taxes que la loi autorise, sans en fixer le chiffre, pour la manutention des marchandises. Il leur est loisible de passer tous traités de transport, de modifier leurs tarifs à quelque époque qu'elles le jugent convenable, sans être astreintes à aucune formalité d'autorisation administrative, ni à aucun délai. En France au contraire, les compagnies ont l'obligation absolue de recevoir toutes les marchandises qui leur sont remises, de les transporter dans un délai déterminé et moyennant un tarif qui n'admet aucune addition. Elles ne peuvent relever les tarifs, même en demeurant

en-deçà des limites du maximum légal, qu'après le délai d'un an: certains traités leur sont interdits, et elles doivent solliciter l'autorisation ou tout au moins l'homologation administrative pour chacune des mesures qui se rattachent à leurs relations avec le public. Quelle est, au point de vue de la célérité du transport, la conséquence de ces deux systèmes? C'est qu'en Angleterre les compagnies, dégagées, ou à peu près, de toute obligation légale quant aux délais et maîtresses de traiter comme elles l'entendent avec les expéditeurs, peuvent combiner plus sûrement leur service, de manière à le rendre plus régulier et plus rapide; en France, les compagnies, obligées d'effectuer tous les transports, incessamment exposées à des actions en responsabilité pour les moindres retards, privées des expédiens que leur procureraient les contrats particuliers passés avec les principaux expéditeurs, doivent être en mesure d'agir avec la même activité sur tous les points de leurs lignes, de telle sorte qu'elles disséminent forcément leurs moyens de manutention et de transport, et que le public se trouve moins promptement servi.

S'il était nécessaire d'entrer plus avant dans les détails, nous pourrions ajouter que les gares des chemins de fer anglais sont en général moins encombrées que celles des chemins français, parce que toutes les grandes villes d'Angleterre sont pourvues d'entrepôts et de magasins où les marchandises sont reçues à des prix très modérés, tandis que dans la plupart des villes de France c'est la gare même qui sert de magasin où les destinataires conservent les produits qui leur sont expédiés, occupant ainsi des emplacemens qui ne devraient être utilisés que pour l'opération du transport, et immobilisant un matériel qui devrait au contraire demeurer toujours disponible pour une circulation immédiate. Nous pourrions dire encore que les formalités de l'octroi retardent souvent en France le mouvement des marchandises, et amènent des embarras et des frais qui sont inconnus en Angleterre. Plus on pénètre dans cette question, plus on reconnaît que la situation des compagnies françaises ne permet point à celles-ci de procurer aux transports une célérité égale à celle qui est pratiquée par les compagnies anglaises. L'impossibilité résulte non pas du mauvais vouloir de nos compagnies, dont le premier intérêt est de satisfaire le public, non pas de la faiblesse du gouvernement, qui ne saurait point exercer son droit de contrôle, mais bien de conditions géographiques et d'habitudes commerciales qui sont différentes, d'un régime légal et d'une organisation économique qui, pour assurer à l'ensemble des transports d'autres avantages que l'on ne devrait pas négliger dans la balance d'une juste comparaison, lui retirent nécessairement un degré plus ou moins sensible de vitesse.

Le parallèle que nous avons essayé d'établir entre la France et l'Angleterre pour le transport des marchandises aboutit aux mêmes conclusions que pour le transport des voyageurs, et puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, la vitesse est une marchandise qui doit se payer proportionnellement, il ne reste plus qu'à demander au producteur et au consommateur français : Voulez-vous avoir plus de vitesse et payer plus cher ? ou préférez-vous un régime qui, pour une vitesse moindre, vous demande 2 centimes de moins en moyenne par tonne kilométrique (80 millions en moins par an pour un transport de 4 milliards de tonnes) ? — C'est toujours là qu'il faut en venir, car nous ne saurions engager une discussion sérieuse avec les personnes qui prétendent obtenir à la fois augmentation de vitesse et réduction de prix. Posée dans les termes où elle doit être posée, c'est-à-dire avec l'alternative qu'indiquent les notions les plus élémentaires du calcul et du bon sens, la question serait inévitablement résolue en faveur du régime français.

On peut même dire dès à présent qu'elle est résolue, et que le commerce, par sa pratique journalière, se charge de la réponse. Pour faciliter le trafic et en même temps pour multiplier les transports, les compagnies françaises ont imaginé des tarifs spéciaux qui sont inférieurs aux tarifs officiels, mais qui stipulent un certain allongement du délai réglementaire pour la livraison des marchandises. Eh bien! qu'arrive-t-il? Nous laisserons parler ici M. le directeur général des chemins de fer, qui, dans la dernière session, a traité devant le corps législatif avec autant de talent que d'autorité, cette grave question. « Toujours, dit-il, à côté d'un tarif spécial avec délai allongé, on trouve un tarif général avec un prix plus élevé et le délai réglementaire. Or il est à peu près sans exemple qu'un expéditeur choisisse les tarifs les plus élevés avec un délai moindre. On choisit toujours, presque sans exception, les tarifs les plus bas avec des délais plus longs. Donc on veut bien de la vitesse, mais on ne veut pas la payer. Voilà le fait véritable (1). »

Le transport à bas prix, tel est l'objet essentiel; c'est vers ce but que doivent tendre incessamment les efforts des compagnies de chemins de fer, et c'est particulièrement sur ce point qu'il convient de leur demander compte de leur gestion. En 1841, le prix moyen perçu par tonne kilométrique était de 12 centimes; en 1854, il est descendu à 7 centimes 1/2, et en 1864 à 6 centimes 1/4. Nous n'avons plus à rappeler ce que représentent en millions ces dégrèvemens de centimes, se multipliant par les milliards de tonnes qui sont aujourd'hui transportées. Bornons-nous à signaler ces diminu-

(1) Discours de M. de Franqueville dans la séance du corps législatif du 27 juin 1865.

tions successives, qui se traduisent chaque année par une économie nouvelle au profit du producteur et du consommateur, et que les compagnies accordent spontanément, puisque leurs cahiers des charges les autoriseraient à maintenir des taxes beaucoup plus élevées. Il est vrai qu'elles consultent leur propre intérêt et qu'elles gagnent elles-mêmes à ces modérations de tarifs, qui accroissent leur clientèle; mais s'il est permis de ne pas leur témoigner une trop vive gratitude, du moins faut-il reconnaître qu'elles ne demeurent pas inertes dans l'exécution passive de leurs contrats, qu'elles suivent le progrès, qu'elles se montrent pénétrées de l'intérêt qui s'attache au bas prix du transport.

Il serait vraiment superflu de fouiller dans les statistiques générales ou locales pour en extraire la preuve chiffrée du mouvement que la baisse des tarifs par chemins de fer a imprimé à la production et au commerce. Il suffit de considérer le total des quantités transportées pour apercevoir tout de suite combien d'industries, et avec elles combien d'élémens de travail, de bien-être, de richesse, se sont développés grâce à l'intelligence libérale avec laquelle les compagnies ont successivement réduit leurs taxes : ceux-là mêmes qui se refusent à reconnaître la cause sont bien obligés d'avouer et de saluer l'effet. Nous rencontrons cependant, parmi les nombreux documens que nous avons dû consulter, deux notes qui ont été publiées dans le *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale* (1), et qui démontrent d'une manière trop décisive les services rendus par les chemins de fer à l'agriculture pour que nous ne leur empruntions pas quelques renseignemens. Il s'agit du transport des céréales et des bestiaux.

Les céréales sont comprises dans la deuxième classe du tarif des chemins de fer et passibles, suivant les cahiers des charges, de la taxe de 14 centimes par tonne et par kilomètre. Une disposition récente stipule en outre que, dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait, sur le marché régulateur de Paris, à 20 francs et au-dessus, le gouvernement aura le droit d'exiger des compagnies que le prix de transport ne dépasse pas 7 centimes. Or aucune compagnie n'applique, pas même en temps normal, le tarif plein que les cahiers des charges accordent pour les expéditions qui doivent être faites dans les délais réglementaires; le prix réel est inférieur du tiers, quelquefois même de moitié au prix légal. Bien plus il y a, sur tous les chemins de fer, des tarifs spéciaux qui, pour un transport plus lent, fixent des prix qui varient de 6 à 2 centimes 1/2 par tonne (la tonne contient 12 hectolitres). La

(1) *Bulletin de la Société d'Encouragement*, nos d'avril et de septembre 1865.

totalité des transports s'effectue aux conditions de ces tarifs spéciaux, de telle sorte que le prix moyen perçu par les compagnies pour les céréales est inférieur de moitié environ au prix exceptionnel que le gouvernement s'est réservé la faculté de prescrire pendant les périodes de disette. Veut-on savoir ce que représente l'économie résultant de ces abaissemens de taxes? En 1847, la ville de Vesoul fit à Marseille des achats de blé dont le transport, sur un parcours de 670 kilomètres et aux prix du tarif alors en vigueur, ne coûta pas moins de 174 francs par tonne, soit 14 francs 75 centimes par hectolitre. La même opération, avec les tarifs actuellement appliqués sur les réseaux de la Méditerranée et de l'Est, ne coûterait plus que 33 francs 55 centimes par tonne, ou 2 francs 79 cent. par hectolitre, c'est-à-dire moins du cinquième du prix de 1847. Aussi voyons-nous par les statistiques des compagnies que les transports de céréales ont atteint des chiffres très élevés. De 1861 à 1864, ils comprennent, année moyenne, 30 millions d'hectolitres. C'est près du tiers de la consommation totale de la France. Grâce aux chemins de fer et à leurs tarifs, les effets des disettes peuvent être le plus souvent conjurés; l'égalité du prix du blé s'établit entre toutes les régions du territoire; l'importation de l'étranger est devenue facile et presque instantanée, de même que pendant les années d'abondance l'exportation peut, au premier signe du télégraphe, entraîner vers les contrées voisines une partie de l'excédant de la production, arrêter l'avilissement des cours ou du moins le rendre moins brusque et moins pénible pour l'agriculture.

De même pour les bestiaux. Malgré l'encombrement et les difficultés particulières que présente cette catégorie de transports, les compagnies n'ont pas hésité à entrer largement dans la voie des réductions de taxes en combinant des tarifs spéciaux, variables selon la distance parcourue, selon le mode de chargement et selon l'importance des expéditions. Qu'il nous suffise d'énoncer, sans multiplier les chiffres, que dans bien des cas les taxes perçues descendent au quart du tarif légal, et que les transports ont été organisés dans des conditions de vitesse exceptionnelle, notamment pour l'approvisionnement de Paris. Il a été ainsi transporté en 1863 plus de 4 millions de têtes de bétail sur les lignes exploitées par les six grandes compagnies, et sur ce nombre on compte environ 1,500,000 têtes qui ont été amenées sur le marché parisien. Nous ne parlons pas des viandes fraîches ni du gibier, qui figurent dans les relevés statistiques pour des quantités considérables. Quelle ressource pour l'agriculture que ce débouché tout récemment ouvert à l'un de ses principaux produits! quelle économie de frais de transport pour une denrée qui était antérieurement d'une circula-

tion si difficile et si lente, et qui perdait en route une partie de sa valeur! quel profit pour le consommateur, à qui les chemins de fer procurent non-seulement un approvisionnement régulier, provenant de la culture nationale, mais aussi les bestiaux et les viandes achetés à l'étranger, jusqu'en Hongrie!

Il serait aisé de multiplier les exemples en montrant à quels prix, inférieurs à ceux des tarifs anglais, les compagnies françaises transportent la houille, la marne, les engrais, et en signalant à chaque point du territoire l'influence féconde que les chemins de fer exercent sur la richesse publique. Quelle conclusion doit-on tirer de cet état de choses? C'est que les compagnies, loin de s'en tenir purement et simplement aux termes de leurs contrats, n'ont jamais cessé de faire des concessions de tarif en vue d'accroître les transports; c'est qu'elles ont étudié avec persévérance les combinaisons les plus propres à réaliser l'économie d'abord, puis, autant que leurs moyens d'action le permettaient, la célérité de la circulation mercantile; c'est, en un mot, que sous le régime qui leur a livré le soin d'exploiter les voies ferrées, le progrès a été constant et rapide. Il y aurait autant d'aveuglement que d'injustice à opposer la critique et le dénigrement à des résultats qui sautent aux yeux, et que ne sauraient infirmer quelques imperfections de détail.

Il vaut mieux assurément rechercher s'il ne serait pas possible d'accélérer ce mouvement de progrès et de faciliter davantage la baisse des tarifs. Sur ce point, nous observons dans le système actuel deux dispositions qui nous semblent absolument contraires au but que l'on doit se proposer. Il s'agit, en premier lieu, de l'interdiction qui est faite aux compagnies de relever, avant le délai d'un an, les tarifs qui ont été abaissés. La commission d'enquête de 1862, après avoir entendu les opinions contradictoires, s'est prononcée pour la diminution de ce délai, qui est excessif. On veut, dit-on, empêcher par ce moyen les compagnies de réduire leurs taxes dans la seule pensée de ruiner une concurrence, sauf à les relever ensuite, et plus haut encore, lorsque la concurrence, écrasée par une force supérieure, aura succombé. Ce sont les canaux que l'on prétend défendre contre les chemins de fer, et quand on parle ainsi de concurrence, on oublie que le gouvernement a tout fait au contraire pour susciter contre les voies ferrées la concurrence des canaux, dont il a racheté une partie pour réduire presque à néant les péages que les anciens concessionnaires auraient maintenus. Nous ne croyons donc pas qu'il convienne de se rendre à l'objection, surtout quand on traite avec de grandes compagnies qui ont un intérêt moral à sauvegarder, qui n'iraient certainement pas risquer leur considération dans une lutte de concurrence déloyale, et

qui pourraient même compromettre leurs intérêts de la manière la plus grave, si elles méritaient de la part du gouvernement, qui les contrôle, et de l'opinion publique, qui les juge, un blâme de cette nature. Ce qu'il faut voir dans l'interdiction que nous signalons, c'est un obstacle sérieux à des essais de réduction de tarifs dont profiterait le public, essais auxquels les compagnies ne peuvent se livrer que très timidement, dans la crainte qu'une simple erreur de calcul, qu'une prévision inexacte ne les condamne à des sacrifices trop prolongés.

La seconde disposition qui nous paraît sujette à critique dans le régime actuel, c'est la proscription de ce qu'on appelle les traités *particuliers*. Ces traités, qui étaient fort en usage de 1850 à 1857, et sous l'empire desquels la taxe moyenne kilométrique avait subi une réduction très sensible, ont été supprimés parce que, disait-on, ils créaient des inégalités entre les expéditeurs, stipulaient des conditions que tous les négocians ne pouvaient remplir, et sacrifiaient l'intérêt du plus faible à celui du plus fort. On se souvient des vives discussions qui s'engagèrent à ce sujet. C'était l'époque où l'on demandait en même temps la radiation de toutes conventions s'écartant plus ou moins de la taxe kilométrique, sous le prétexte que les chemins de fer doivent respecter les situations existantes et ne point rapprocher artificiellement les régions que la géographie a séparées. La plupart de ces prétentions étaient vraiment déraisonnables, mais devant un appel à l'égalité, argument irrésistible dans notre pays, on crut devoir donner une satisfaction en sacrifiant les traités particuliers. En est-il résulté quelque avantage? Devant la commission d'enquête plusieurs chambres de commerce ont exprimé leurs vieilles répulsions contre ces traités : la chambre de commerce de Paris a demandé au contraire qu'ils fussent rétablis. La plupart des compagnies de chemins de fer ont déclaré que plus d'une fois l'interdiction décidée depuis 1857 les avait empêchées de concéder à de grands centres d'industrie des abaissemens de tarif qui auraient été très désirables. La commission d'enquête n'a point émis d'opinion bien nette pour le présent; au fond cependant elle n'est point défavorable aux traités particuliers. « Il se peut, dit-elle dans son rapport, que plus tard, grâce à la multiplication des rapports internationaux, l'exemple de ce qui se passe chez nos voisins influe sur les esprits; il se peut qu'on cesse d'invoquer, dans une question où il n'est peut-être pas bien à sa place, le principe de l'égalité au nom duquel a été prononcée la condamnation des traités particuliers. Alors l'expérience pourra être reprise sans que le gouvernement assume une trop grande responsabilité et heurte le sentiment public. » Il n'y

a donc plus là, pour la commission, qu'une question d'opportunité. — Est-ce que l'inégalité des conditions n'est pas la loi du commerce, comme elle est la loi de la société? Est-ce que, dans des circonstances bien autrement graves, par exemple lorsqu'il s'agit d'un traité qui supprime des droits de douane ou de navigation, le gouvernement ne se trouve pas en présence d'intérêts faibles qui se prétendent lésés, qui sont lésés réellement? Est-ce que nous ne voyons pas sans cesse et aujourd'hui plus que jamais les petits capitaux dominés par les gros capitaux, qui s'associent pour la grande production ou pour le grand commerce? Ces doléances particulières, dignes assurément d'intérêt, empêchent-elles cependant que force reste à l'intérêt général? car c'est l'intérêt général qu'il faut considérer avant tout. C'est le progrès qui l'emporte, et il est si puissant qu'il arrive toujours à relever les ruines qu'il a pu laisser derrière lui et à panser les plaies qu'il a pu faire dans sa marche trop rapide. S'il est vrai que, par le moyen des traités particuliers, on obtiendra une réduction nouvelle des tarifs, il ne faut point hésiter à revenir sur la décision de 1857, et l'on ne doit pas craindre de heurter le sentiment public en favorisant un intérêt aussi essentiel, alors surtout que la lice de la concurrence universelle est ouverte, et que l'économie des frais de transport est regardée à juste titre comme l'une des armes les plus puissantes de la concurrence internationale. Au surplus, il n'est pas besoin d'autoriser expressément telle ou telle espèce de conventions : on n'a qu'à demeurer dans le droit commun. Les compagnies de chemins de fer sont obligées par leurs contrats d'observer un maximum dans la fixation de leurs tarifs ; qu'au-dessous de ce maximum elles soient maîtresses de combiner leurs taxes, de passer des traités et des conventions, sauf à respecter les lois générales qui régissent les transactions entre commerçans. Un tel régime serait parfaitement licite et rationnel. L'argument tiré du prétendu monopole des compagnies ne saurait être sérieusement invoqué. Le seul contrat applicable, c'est le cahier des charges; or celui-ci ne contient aucune disposition qui enlève aux compagnies la faculté de se mouvoir dans les bornes de leurs tarifs, et l'intérêt général ne demande certainement pas qu'on limite un droit qui ne s'exerce jamais que sous la forme d'une diminution des frais de transport.

Les mesures que nous nous permettons de recommander, en nous abritant sous l'autorité de la commission d'enquête, n'exigent aucun changement fondamental dans le régime qui a été adopté pour l'exploitation des chemins de fer. Ce régime, en définitive, se prête à tous les progrès; s'il repose sur le privilége, il faut rappeler non-seulement que le privilége était le seul moyen pratique de

procurer à la France son réseau de voies ferrées, mais encore qu'il a réalisé des améliorations considérables que les autres nations nous envient. Que l'on mette en regard le service rendu et le prix payé, tout esprit impartial reconnaîtra que les chemins de fer français sont exploités dans des conditions de régularité, de sécurité et d'économie qui n'existent pas ailleurs au même degré. Le public serait-il mieux servi, si l'exploitation était remise aux mains de l'état? La question n'offre aujourd'hui qu'un intérêt spéculatif, puisque l'époque du rachat éventuel des concessions est encore éloignée, et il n'est vraiment pas utile de la discuter dans tous ses détails; mais à première vue n'aperçoit-on pas qu'en se chargeant ainsi de l'entreprise générale des transports, l'état usurperait un rôle qui n'est pas le sien, qu'il assumerait une responsabilité qui répugne à sa nature même, et qu'il se trouverait mal à propos jeté dans l'ardente mêlée des compétitions mercantiles? Et puis les monopoles d'état sont-ils donc si tendres qu'il paraisse désirable de les multiplier? Nous nous demandons ce que le public gagnerait à ne plus rencontrer, dans ses rapports avec les chemins de fer, que des fonctionnaires et des agens de l'autorité. On se plaint de ce que les compagnies sont trop puissantes : l'état, s'il était à leur place, serait écrasant. Enfin quelle serait l'attitude du gouvernement devant les exigences innombrables et formidables, devant les rivalités et les jalousies qui l'assiégeraient sans relâche, et qui mettraient chaque jour en cause sa popularité et son prestige? Non, il n'est à souhaiter, ni pour le public, ni pour l'état, que le système d'exploitation soit modifié, et nous n'avons aucun doute sur la solution que l'avenir réserve à cette question.

III.

Après avoir justifié le système qui a été appliqué à l'établissement comme à l'exploitation du réseau français, nous avons à présenter l'énumération des avantages financiers, économiques, politiques et sociaux que le pays retire du développement de ses voies ferrées. Cette étude sera moins aride. Si quelques chiffres se dressent sur le seuil, nous les franchirons rapidement pour arrêter ensuite nos regards sur les perspectives si variées que l'intervention des chemins de fer a ouvertes aux destinées de notre temps.

En consultant le budget des recettes et en évaluant par des chiffres les clauses onéreuses du cahier des charges, on trouve que dès à présent les chemins de fer procurent à l'état un revenu annuel de 92 millions. Ce revenu est produit soit par les contributions foncières, droits de patente, droit du dixième sur les recettes

des voyageurs et des marchandises de grande vitesse, droits de timbre, etc., soit par l'exécution gratuite ou à prix très réduit des services auxquels sont obligées les compagnies, et parmi lesquels figurent en première ligne les transports de la poste et les transports militaires. On a calculé que, lorsque le réseau des 21,000 kilomètres aujourd'hui concédés sera en exploitation, la somme de ces produits directs et indirects s'élèvera à 135 millions, ce qui représentera un intérêt de plus de 7 pour 100 du capital de subvention que l'état aura consacré à la construction des voies ferrées (environ 1 milliard 900 millions). Que l'on déduise de ce bénéfice une certaine part d'impôt que l'état aurait obtenue du développement normal des anciens modes de transport, et qui dès lors ne doit pas être inscrite au crédit des chemins de fer : il restera encore une somme de plus de 100 millions provenant exclusivement de l'emploi du nouveau système de communication, c'est-à-dire un intérêt de 5 1/2 pour 100 du capital dépensé.

Ce n'est pas tout : à l'expiration des concessions, l'état entrera en jouissance pleine et entière des voies ferrées, et il pourra disposer d'une valeur immobilière dont l'établissement aura coûté 9 milliards. On a dit plus d'une fois que la propriété des chemins de fer suffira pour éteindre la dette publique. Ne nous chargeons pas de rédiger si longtemps à l'avance les budgets de nos descendans, alors que nous avons tant de peine à équilibrer les nôtres. L'heureuse génération qui saluera la quatre-vingt-dix-neuvième année des concessions actuelles fera de cette richesse l'emploi qu'elle jugera convenable. Quant à nous, voici la situation que nous avons créée : en premier lieu, le trésor n'est engagé que pour une somme relativement faible dans la construction des chemins de fer, puis il obtient de ce capital un intérêt très rémunérateur ; enfin les arrangemens sont combinés de telle sorte que l'état retrouvera un jour toutes les avances qu'il aura faites et se verra seul et unique propriétaire de la totalité du capital immobilisé dans les chemins de fer. Certes, si tous nos impôts recevaient une destination aussi fructueuse, les contribuables n'hésiteraient plus à proclamer, d'accord avec certains publicistes, que l'impôt est le meilleur des placemens.

Mais à ces profits directs viennent s'ajouter pour l'état les profits indirects, qui se traduisent par le progrès si rapide que les chemins de fer déterminent dans les différentes branches du travail. Tous les revenus sans exception se ressentent de l'influence des voies ferrées, et il est évident que la fortune publique ne s'accroît qu'en raison de l'augmentation de la fortune privée. La statistique, quelle que soit son habileté, ne pourrait chiffrer le développement

agricole, industriel et commercial dont nous sommes témoins depuis dix ans. Le regard le plus superficiel suffit d'ailleurs pour observer la révolution presque instantanée qui se produit dans les régions où pénètrent successivement les chemins de fer. On peut cependant, si l'on tient à s'en former par analogie une idée approximative, consulter les états du commerce extérieur, qui surpassent en exactitude et en précision les autres documens statistiques. Pendant la période décennale de 1827 à 1836, le mouvement général du commerce extérieur était en moyenne de 1,365 millions de francs par an; il s'est élevé à 2,112 millions pour la période de 1837 à 1846, et à 3,136 millions pour la période de 1847 à 1856. On ne comptait en exploitation, à cette dernière date, que 6,500 kilomètres de chemins de fer. En 1864, avec un réseau exploité de 13,000 kilomètres, le commerce extérieur a représenté une valeur de 7,329 millions. Complétons cette démonstration par l'étude des mouvemens du transit, car ce genre d'opérations est celui qui profite le plus des facilités données aux grands transports. De 1837 à 1846, la valeur moyenne annuelle des marchandises de transit n'était que de 194 millions de francs; elle s'est élevée à 306 millions pour la période de 1847 à 1856, et elle a, en 1864, atteint la somme de 723 millions, à laquelle il faut ajouter 200 millions, si l'on tient compte du mouvement spécial des marchandises importées sous le régime des admissions temporaires : c'est donc en réalité une valeur de plus de 900 millions qui représente le commerce du transit. En aucun pays, pas même en Angleterre, on n'a constaté un accroissement aussi rapide, et ce que l'on peut établir sûrement pour les opérations du commerce extérieur, il est permis de le conjecturer, dans des proportions au moins égales, pour le commerce intérieur, dont les transactions échappent, par leur multiplicité même et par l'infinie variété de leurs directions, aux calculs de la statistique.

Sans doute cet accroissement doit être attribué en partie aux réformes qui ont été introduites dans la législation commerciale et qui ont ouvert plus largement nos frontières aux échanges avec l'étranger; mais ces réformes elles-mêmes n'ont été que l'effet de l'établissement des chemins de fer. Si les voies ferrées, circulant à travers le pays comme les artères qui vivifient le corps humain, n'avaient point été là pour améliorer nos moyens de production, pour mettre les matières premières à la portée des usines où elles s'emploient, pour assurer les communications entre les fabriques et les marchés, et surtout pour abaisser le prix des transports, peut-être les conseillers les plus ardens de la réforme auraient-ils hésité à exposer l'industrie française aux hasards d'une concurrence où

elle aurait eu à lutter contre les Anglais, les Allemands, les Belges, pourvus depuis longtemps déjà de l'outil le plus puissant que le génie moderne ait mis entre les mains du travail. Si notre territoire n'avait pas été, lui aussi, bardé de rails, du nord au sud, de l'est à l'ouest, la réforme, quelque légitime qu'elle fût en principe, aurait pu sembler périlleuse, ou du moins elle n'aurait point produit les effets souverains et immédiats qui ont dépassé toutes les prévisions. Ce n'est donc que justice de porter au crédit des chemins de fer l'application récente de la liberté commerciale et l'impulsion qu'elle a imprimée aux échanges.

La grande industrie ne s'est réellement développée en France que depuis l'établissement des voies ferrées. Jusque-là, tout en conservant un rang élevé, souvent même le premier rang quant à l'élégance et à la perfection des produits, l'industrie française demeurait organisée sur une petite échelle; les capitaux lui manquaient; elle était mal outillée, elle éprouvait de graves difficultés à se procurer les matières et la main-d'œuvre; elle produisait peu et chèrement, bien différente en cela de l'industrie anglaise, dont la fabrication, montée en grand, obtenait par la multiplicité des relations et par l'économie des transports un approvisionnement assuré de matières premières, de capitaux et de bras. Du jour où nos manufactures ont pu disposer des mêmes moyens de communication, elles ont commencé à s'agrandir et à s'organiser en vue d'une production plus abondante et moins coûteuse. Elles ont profité de l'éveil donné aux petits capitaux, qui, rassurés par l'exemple que leur offraient les compagnies de chemins de fer, n'ont plus hésité à s'engager dans les grandes entreprises industrielles. Leur outillage s'est perfectionné, il s'est même renouvelé presque entièrement, grâce aux progrès que l'exploitation des voies ferrées a réalisés dans la construction des machines, dans le travail des métaux et dans l'emploi du combustible. Désormais nos manufactures peuvent faire venir à peu de frais leurs matières premières, comme elles étendent le rayon de leurs marchés de vente; elles n'ont plus à redouter au même degré la rareté ni les intermittences de la main-d'œuvre. Ce sont là les conditions nécessaires de la grande industrie, et si certains esprits, trop frappés de quelques inconvéniens que semble présenter au premier abord cette transformation des ateliers, méconnaissent les avantages du nouveau régime, un examen plus attentif et l'expérience devront les convaincre tôt ou tard que la révolution qui s'opère sous nos yeux était inévitable, que la concurrence exigeait impérieusement la concentration des forces productives, que les erremens de l'ancien système étaient devenus incompatibles avec les intérêts du travail et avec les besoins inces-

sans de la consommation, et que la France, sous peine de se laisser distancer à jamais par les nations rivales, ne pouvait ajourner plus longtemps la réforme industrielle que les chemins de fer ont accomplie.

On objecte, il est vrai, que, malgré cet outillage plus économique et en dépit de cette fabrication plus étendue, le prix des choses va sans cesse croissant, et que le consommateur paie les produits plus cher; on observe que, partout où le rail apparaît, l'enchérissement le suit; on signale avec un véritable effroi les déplacemens de population qui enlèvent des bras aux campagnes et qui encombrent les villes. Bien souvent ces objections et ces craintes ont été exprimées et combattues. L'enchérissement dont on se plaint en l'exagérant, qu'est-ce donc, sinon la preuve certaine que la nation s'enrichit plus vite, que les denrées et les produits sont demandés par un plus grand nombre, et que les moyens de paiement se sont accrus plus rapidement que la production elle-même? S'il ne s'agissait que d'une cherté momentanée, intermittente, on pourrait l'attribuer à un état anormal et douloureux qui aboutirait à une crise pendant laquelle tous les objets de consommation subiraient nécessairement une forte baisse, parce que les acheteurs, épuisés et ruinés, feraient défaut; mais il n'y a ici rien de semblable. La cherté est permanente, ou, pour parler le langage commercial, les prix se soutiennent. Or, pour qu'il en soit ainsi, il faut que la nation soit devenue plus riche, et l'on peut affirmer sans statistique, sans chiffres, par la simple observation des faits, que c'est l'unique raison du phénomène qui donne lieu à tant de regrets. Si l'on décompose les élémens du prix de revient des produits, on remarque que, sauf de rares exceptions, les matières premières sont moins coûteuses que par le passé, que les procédés de fabrication, par suite de l'emploi de la vapeur et d'un outillage plus perfectionné, sont plus économiques, que le capital s'obtient plus facilement, et surtout que les frais de transport, tant pour les matières premières que pour les produits fabriqués, sont beaucoup moins élevés. Pourquoi donc l'augmentation du prix de revient dans certains cas et celle du prix vénal presque partout? C'est que les salaires et les profits ont haussé, et cette hausse simultanée des profits et des salaires a naturellement fourni à un plus grand nombre de consommateurs les moyens d'acheter et de payer plus cher. Ce qui a été économisé sur les principaux éléments du prix de revient, et particulièrement sur les frais de transport, a tourné en accroissement de salaires et de bénéfices, c'est-à-dire en rémunération de travail. La matière s'efface devant l'intelligence, la machine marche et tourne au profit de l'homme. Voilà le motif, il n'y en a point d'autre, de l'enchéris-

sement général, et si les chemins de fer y ont contribué, cette influence doit leur être comptée parmi les plus grands services qu'ils aient rendus à notre génération.

Quant à la dépopulation des campagnes (nous nous servons du terme consacré), il est vraiment bien difficile d'y trouver un motif de critique contre les chemins de fer. Ici encore on perd de vue les avantages sans nombre que les voies ferrées procurent à la propriété rurale, et on se laisse effrayer par un inconvénient qui, selon toute apparence, ne sera que passager, qui se corrigera de lui-même, soit parce que le trop-plein des villes ramènera les citadins aux champs, soit parce que les procédés industriels, s'emparant à leur tour de certaines portions du travail rural, rendront moins sensible l'effet de la diminution des bras. Est-ce qu'en Angleterre, où les chemins de fer couvrent toutes les régions du territoire, où l'on compte un grand nombre de cités manufacturières très populeuses, les campagnes ont longtemps souffert de ce déplacement de travailleurs? Au surplus, il nous paraît tout à fait étrange que l'on fasse un crime aux chemins de fer de donner aux habitans des campagnes les moyens de se transporter où ils le jugent convenable pour leurs intérêts. Nous ne sommes plus au temps où des serfs étaient attachés à la glèbe. Laissons donc là les regrets féodaux, et proclamons au contraire qu'en ouvrant à tous la faculté de circulation, qui était précédemment le privilége d'un petit nombre, les chemins de fer remplissent une fonction très utile dont la société tout entière doit leur être reconnaissante.

Si nous voulions examiner dans ses détails multiples l'influence que les chemins de fer exercent sur les intérêts matériels, il serait aisé de prouver qu'ils réagissent sur tous les rouages du mécanisme administratif en leur donnant une impulsion qui augmente singulièrement leur puissance. Mentionnons seulement les services de la poste et du télégraphe, qui sont si intimement liés à l'existence des voies ferrées. En même temps, que de formalités inutiles et vexatoires, à commencer par les passe-ports, la locomotive n'a-t-elle pas supprimées! Elle a déjà brisé, ou peu s'en faut, les lourdes chaînes que la douane tendait à l'entour de nos frontières; à l'intérieur, nous la verrons quelque jour heurter l'octroi et se frayer une route libre et affranchie à travers les barrières du fisc, comme elle a percé les remparts épais des places fortes. Dès qu'elle siffle, elle veut que tout s'écarte devant elle; plus de retardemens, plus d'obstacle qui ne soit vaincu! Elle déraillera peut-être au choc d'un caillou que le hasard ou la main d'un enfant aura placé sous sa roue de fer; mais qu'elle se lance contre les plus solides redoutes où se retranchent encore les institutions parasites d'un autre âge avec leur

attirail de règlemens, de restrictions, d'antiques veto, elle les aura bien vite réduites en poudre. C'est l'engin le plus formidable et le plus bienfaisant de la révolution économique qui s'accomplit sous nos yeux avec une rapidité si merveilleuse et un tour si naturel que nous devons presque réfléchir pour la reconnaître et la comprendre. Il n'y a peut-être pas une seule condition de notre existence matérielle qui n'ait été modifiée, améliorée et surtout accélérée par l'intervention des chemins de fer.

Comment oublier dans cette énumération les travaux vraiment gigantesques auxquels a donné lieu l'établissement des chemins de fer et que l'on a nommés si justement travaux d'art? Soit qu'on aplanisse des collines en leur enlevant d'énormes tranches de terre, soit que l'on creuse des tunnels au travers des plus hautes montagnes, soit que l'on plante des ponts sur les plus grands fleuves, soit enfin que l'on érige les immenses bâtimens des gares, ces œuvres si diverses attestent les progrès qu'a réalisés l'art de l'ingénieur et suscitent chaque jour des procédés nouveaux, qui sont utilisés immédiatement dans les chantiers. Les architectes, les entrepreneurs, et, dans un ordre plus élevé, les savans eux-mêmes, pourraient dire ce qu'ils doivent d'enseignemens et de découvertes aux ingénieurs qui ont construit les voies ferrées. La France ne le cède pas à l'Angleterre pour l'exécution de ces travaux si hardis qui étonnent et charment les regards. En Europe, en Italie, en Autriche, nos ingénieurs sont appelés à tracer les chemins de fer; partout, à l'étranger comme en France, on leur rend hommage; la juste célébrité qui s'attache aux noms des plus éminens rejaillit sur le corps tout entier et honore grandement notre pays.

Il serait plus difficile de préciser l'influence politique des chemins de fer. Incontestablement la France est plus compacte, plus unie, par conséquent plus forte, depuis que toutes les régions qui la composent sont rapprochées l'une de l'autre par un système de communications plus faciles et plus rapides. Si elle était attaquée du dehors, elle trouverait dans l'organisation du réseau d'énergiques moyens de defense, puisqu'elle pourrait en très peu de temps diriger ses forces vers les points menacés. Il est facile d'en juger d'après ce qui s'est passé en 1859, lors de la guerre d'Italie. Il a suffi de quarante jours pour transporter jusqu'aux Alpes une armée de près de deux cent mille hommes et de trente mille chevaux! Il semble donc que l'achèvement du réseau doit avoir pour conséquence la réduction de l'effectif militaire, la plus grande mobilité de l'armée pouvant, dans une certaine mesure, suppléer au nombre. Jusqu'ici cette conséquence ne s'est pas produite. L'établissement militaire de la France a conservé ses anciennes proportions, et le

chiffre du contingent annuel n'a pas été diminué. Il serait également permis de supposer que l'existence des chemins de fer, en modifiant les distances et en déplaçant les étapes de passage comme les centres d'activité, pourrait amener le remaniement de plusieurs circonscriptions politiques et administratives, la suppression de sous-préfectures, de tribunaux, de services locaux, qui n'ont plus de raison d'être et dont l'entretien est inutilement coûteux. Ce travail ne s'est pas fait, et aucun symptôme n'indique qu'on y songe. Il est vrai qu'il soulève les questions les plus délicates, qu'il exige de grands ménagemens, et qu'il est de nature à mettre en émoi tous les clochers du pays le jour où il s'agira de l'entreprendre. Il faudra bien cependant qu'on s'y décide, car le tracé des chemins de fer a changé la carte de la France, et il est logique qu'une organisation nouvelle soit appropriée à des besoins et à des intérêts qui diffèrent très sensiblement des conditions de l'ancien régime. Quoi qu'il en soit, les voies ferrées peuvent, sous ce rapport, procurer à l'état une économie réelle ainsi qu'un meilleur agencement du mécanisme administratif.

On s'est demandé si l'extension des chemins de fer sera favorable à l'action du pouvoir ou au principe de liberté. Les chemins de fer constituent un grand instrument de gouvernement, et cet instrument, placé entre les mains des compagnies, se trouve de fait à la disposition presque entière du pouvoir. Si le raisonnement s'arrêtait à ce point, le pouvoir aurait à sa disposition une arme nouvelle et une arme très puissante dont pourraient s'effrayer les amis de la liberté; mais il convient d'aller plus avant. L'antagonisme qui se produit trop souvent entre l'autorité et la liberté n'est point un antagonisme fondamental ni nécessaire. Lorsque malheureusement il existe, on doit l'attribuer soit à ce que le pouvoir, servi par de mauvais agens, trompé par de faux rapports, gouverne et administre mal, soit à ce que la liberté, mal éclairée sur les intentions du pouvoir, égarée par de fausses impressions, proteste et s'insurge. La guerre qui se déclare alors par suite d'erreurs et de torts réciproques n'est le plus souvent que l'effet d'un malentendu qu'ont envenimé les circonstances et les passions des hommes, et qui aboutit un jour ou l'autre à la tyrannie ou à la révolution. Si donc on fournit au pouvoir un moyen de mieux surveiller ses agens, de connaître plus directement les vœux et les doléances de la nation, d'observer avec plus de sûreté le véritable courant de l'opinion publique, si en même temps on donne à la liberté un moyen de contrôler et d'apprécier plus exactement les intentions et les actes du pouvoir, il semble que l'antagonisme risquera moins de se produire et que la réconciliation sera plus prompte. Les chemins

de fer offrent précisément ce moyen; ils établissent entre le gouvernement et les gouvernés des relations plus fréquentes qui sont destinées à calmer tout à la fois les défiances instinctives du pouvoir et les ardeurs excessives de la liberté. Portons nos regards sur l'ensemble de l'Europe. Il est impossible de ne point remarquer que, depuis l'extension des voies ferrées, les principes de liberté sont en progrès parmi les peuples, sans que l'autorité ait rien perdu de sa force. Les nations sont assurément mieux administrées, et les gouvernemens de leur côté, en jugeant de plus près les idées, les choses et les hommes, sont moins timides à se démunir des garanties, souvent oppressives, qui, à une époque où l'éloignement augmentait les défiances, pouvaient leur paraître nécessaires. En un mot, les chemins de fer, considérés au point de vue politique, représentent un lien et non pas une arme; ils servent tout à la fois le pouvoir et le principe de liberté; ils contribuent à la bonne administration du pays et à l'harmonie générale.

S'il en est ainsi pour la politique intérieure, l'influence féconde des chemins de fer apparaît plus manifeste encore pour les relations de la politique internationale. Supposons que la France en fût encore réduite à ses anciennes voies de communication, le commerce avec l'étranger, dont nous avons plus haut signalé le prodigieux développement, cheminerait à petites journées sur les routes ou sur les canaux, avec cette augmentation moyenne annuelle de quelques millions qui figurait naguère dans la statistique officielle comme un indice de ce qu'on appelait alors la prospérité croissante. Aujourd'hui c'est par bonds de centaines de millions que se traduit l'augmentation des échanges. Sans les chemins de fer, les expositions universelles, ces grandes fêtes internationales auxquelles il a été donné à la France de prendre une part si brillante, si honorable et si utile pour elle, auraient été impossibles à organiser. On ne verrait point ces réunions fréquentes d'hommes et d'idées qui forment en quelque sorte le congrès permanent des peuples, et qui resserrent de plus en plus les liens de la solidarité européenne. Comment calculer ce que la France a gagné et gagne tous les jours, non-seulement en profits matériels, mais encore en profits intellectuels, en progrès moral, en influence politique, à la multiplication de ses rapports avec l'étranger? Traités de commerce, conventions postales et télégraphiques, actes consacrant la propriété intellectuelle ainsi que la liberté religieuse, arrangemens de toute nature protégeant les intérêts français sur le sol étranger aussi efficacement que sur le territoire national, voilà les formes extérieures et authentiques du régime nouveau; mais au-dessus de tout cela plane une idée souveraine, c'est-à-dire l'idée de paix.

sous l'égide de laquelle se propagent universellement les notions de la liberté et du travail. Avec les intérêts ainsi amalgamés et enchevêtrés, avec les affections créées par le contact, avec les sentimens réciproques d'estime et même de crainte qui circulent librement à travers toute l'Europe, la guerre n'est plus à la discrétion d'un accident qu'amène le hasard, ni du caprice ou de l'ambition des souverains. C'est l'idée de paix qui règne, à ce point que, même au lendemain du combat et dans toute l'ardeur du triomphe, elle arrête la marche du victorieux. Le mérite de cette transformation générale dans les sentimens des peuples appartient en grande partie aux voies ferrées.

Tels sont les services que nous rendent les chemins de fer, tels sont les avantages qu'ils apportent à notre génération et qu'ils promettent aux générations qui viendront après nous; voilà leur bilan. Ils donnent le *progrès* en toutes choses, ils le prodiguent avec une largesse que les imaginations les plus enthousiastes ne pouvaient prévoir et que les statistiques les plus habiles seraient incapables de mesurer. Aussi s'explique-t-on la place qu'ils occupent dans nos désirs et dans nos espérances, ainsi que la vivacité des discussions qui s'agitent à leur sujet. La France est arrivée à posséder 13,000 kilomètres en pleine exploitation; elle en aura bientôt 21,000, sans compter les chemins de fer d'intérêt local qui apparaissent à l'horizon (1). Cette grande entreprise a-t-elle été sagement conçue et habilement menée? Aurait-on pu avec d'autres procédés l'exécuter plus économiquement et plus vite? Les compagnies chargées de la construction et de l'exploitation ont-elles répondu à la confiance du gouvernement et à l'attente du public? Nous avons examiné ces différens points en exposant le système des concessions, en comparant l'exploitation du réseau français avec celle du réseau anglais, et en présentant le tableau des résultats obtenus. Nous croyons sincèrement que les milliards consacrés aux chemins de fer ont été employés avec une rare intelligence et avec d'immenses profits pour la nation. Les améliorations réalisées depuis l'origine de l'exploitation sont considérables et continues; l'avenir doit en procurer de nouvelles. Que notre impatience soit toujours en avant de ces progrès, qu'elle les provoque, qu'elle les stimule, en exerçant un contrôle incessant et rigoureux sur les compagnies, cela est naturel et légitime, car nous y sommes tous intéressés; mais il faut que parfois cette impatience sache se modérer, que le contrôle soit équitable, que la critique invoque de bonnes raisons et qu'elle

(1) Voyez le rapport sur le projet de loi relatif aux chemins de fer d'intérêt local, par M. le comte Le Hon, député; 1865.

écoute les réponses. Il n'y a peut-être pas de question qui ait été plus souvent examinée et débattue que celle de l'exploitation des chemins de fer. Indépendamment des discussions législatives et de la surveillance exercée par les fonctionnaires de l'état, il y a eu, on peut le dire, enquêtes sur enquêtes. Tout a été observé, analysé dans les moindres détails. Qu'est-il arrivé? C'est que le gouvernement, tuteur naturel de l'intérêt public, n'a pu s'empêcher de rendre justice à la gestion des compagnies quant à l'opération des transports, et qu'il s'est placé ouvertement en travers des attaques dirigées contre elles. Et enfin comment penserait-on obtenir plus de garanties pour la direction de ces grandes entreprises? La plupart des services d'exploitation sont confiés à des ingénieurs dont le mérite est universellement reconnu. De plus, par une heureuse fortune, les conseils d'administration ont pu recueillir dans leur sein, à la suite de nos révolutions politiques, des hommes éminens qui, après avoir occupé le premier rang dans l'état, sont venus leur apporter le plus utile concours. Nous voyons également figurer dans ces conseils des noms d'une illustration politique plus récente. S'imagine-t-on que ces ingénieurs, ces anciens ministres, conseillers d'état, magistrats, qui, pendant la plus grande partie de leur carrière, ont été habitués à traiter les questions de haut, sous l'inspiration et à la seule lumière de l'intérêt public, ont tout d'un coup changé leurs habitudes de travail, et qu'ils sont arrivés là, comme s'ils se fussent assis à un comptoir, pour vendre du transport au plus haut prix? Non, ils ont vu dans les chemins de fer une grande œuvre nationale à laquelle ils pouvaient dignement s'employer; ils savent, par leur ancienne expérience, que les intérêts des actionnaires dans les entreprises de cette nature sont d'autant mieux sauvegardés qu'il est donné une satisfaction plus grande à l'intérêt général; leur responsabilité devant le gouvernement et à l'égard du capital qu'ils représentent s'accorde avec leur propre dignité pour les maintenir dans les erremens d'une administration libérale et soucieuse de la prospérité publique. De cette façon, ils continuent à servir le pays, ce qui est, disons-le incidemment, l'irrésistible penchant de tous ceux qui, à un degré quelconque, ont eu l'honneur d'exercer des fonctions politiques ou administratives. Voilà les garanties que les compagnies peuvent invoquer pour la défense de leur gestion, garanties personnelles et morales qui commandent la confiance. N'ayons donc pas d'inquiétude sur l'exploitation des chemins de fer. Elle est en de bonnes mains, et elle assure au pays tous les bénéfices qu'il doit en attendre.

C. Lavollée.

LA RUSSIE

DANS LE CAUCASE

L'EXODE DES CIRCASSIENS ET LA COLONISATION RUSSE.

I. *Pïsma iz Tifliça* (*Lettres écrites de Tiflis*), par M. le général-major de Fadeief, publiées dans la *Gazette de Moscou* (*Moskovskiya Védomosti*), 1864-65.— II. *Vozpominania Kavkazkago ofitsera* (*Souvenirs d'un officier de l'armée du Caucase*) dans le *Rousskii Véstnik* (*le Messager russe*), 1864. — III. *The Circassian war, as bearing on the Polish insurrection*, London 1863. — IV. *The Circassian Exodus*, suite d'articles insérés dans le *Times*, 1864. — V. *Correspondence respecting the regulations issued by Russian government in regard to the trade with the eastern coast of the Black Sea*, presented to the House of Commons by command of Her Majesty, 1863. — VI. *Papers respecting the settlement of the Circassian emigrants in Turkey*, 1864. — VII. *Rapport presenté au conseil de santé* (de l'empire ottoman) *dans la séance du 28 juin 1864* par M. le docteur Barozzi, chargé d'une mission sanitaire concernant l'émigration circassienne; Constantinople 1864.

I.

Les longues épreuves et les souffrances cruelles qu'une lutte disproportionnée causa aux Tcherkesses n'étaient que le prélude de celles qui les attendaient hors de leur patrie, un présage sinistre de la ruine où la nation allait s'engloutir. A l'œuvre de la destruction opérée par la main de l'homme succéda l'action encore plus meurtrière de la nature, dont les fléaux conjurés moissonnèrent ceux que les coups de l'ennemi n'avaient point atteints. Il semble qu'un arrêt du sort avait condamné ces populations à disparaître de la surface de la terre; on dirait une victime marquée du sceau de la fatalité antique.

Nous avons vu les tribus tcherkesses terrassées l'une après l'autre, refoulées jusqu'aux limites extrêmes de leur territoire, acculées sur les bords de la mer, sans ressources et sans abri (1); nous avons

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1865.

maintenant à les suivre dans la voie douloureuse qui les conduisit sur la terre étrangère, et à terminer par ce lugubre épilogue le triste drame dont la guerre nous a rendus les spectateurs.

Une observation que suggère tout d'abord l'émigration tcherkesse, c'est qu'elle n'est pas, comme on l'a cru et comme on l'a répété plusieurs fois, un accident purement contingent, un acte de la volonté seule du vainqueur; elle est un fait complexe et par les causes qui l'ont occasionné et par la durée du temps dans lequel il s'est accompli. Ce fait est le résultat d'influences et de circonstances diverses qui ont agi simultanément, et qui doivent être discernées avec soin pour être appréciées sciemment et avec impartialité. A cet égard, les dates sont déjà une révélation : le premier groupe de montagnards qui se détacha pour gagner le territoire turk partit en 1859, à l'époque où tomba Schamyl et avant que la guerre ne fût sérieusement engagée avec les tribus du Caucase occidental. Ce départ fut volontaire, puisque la masse des émigrans appartenait aux tribus pacifiées de la région du Kouban, auxquelles se joignirent les Tartares Nogaïs, qui erraient comme nomades dans les steppes aux environs de Stavropol et qui étaient façonnés depuis longtemps au joug de la Russie. Et ce qu'il y a de plus significatif, c'est qu'il coïncida avec l'éloignement des Tartares, qui dans la Crimée formaient le fond de la population rurale. On se rappelle que la retraite précipitée de ces derniers fut un désastre pour les propriétaires fonciers de la péninsule; la main-d'œuvre atteignit un prix exorbitant; le manque d'ouvriers fut si grand que les champs restèrent abandonnés sans culture, et que la moisson, parvenue à sa maturité, se perdit sur pied faute de bras pour la couper et la renfermer dans les greniers. A partir de 1859 et dans le courant de 1860, Constantinople vit arriver 50,000 de ces Tartares de la Crimée; en comptant ceux qui les suivirent et qui furent disséminés dans les différentes provinces de la Turquie, ils dépassèrent le nombre de 300,000, d'après les calculs officiels de la Porte. Dans les khans et autres établissemens publics où on les logea pendant l'hiver, ils furent entassés et souffrirent à tel point que le typhus, la dyssenterie et les fièvres paludéennes les enlevèrent par milliers; les survivans se fondirent dans la masse de la population turque, et tous ont si bien disparu aujourd'hui, au bout de quatre années, que nul ne saurait dire ce qu'ils sont devenus. Le mobile, avéré d'ailleurs et connu maintenant de tout le monde, qui détermina ces Tartares, ainsi que les communautés musulmanes du Caucase, à déserter le territoire russe est le fanatisme religieux excité par des prédications très actives, quoique clandestines. J'ai montré précédemment les mêmes instigations agissant sur les Tcherkesses et la propagande à la fois religieuse et politique des apôtres du Koran

s'efforçant de les entraîner. Que cette impulsion ait été une des causes déterminantes de leur départ et la première origine de leurs malheurs, c'est ce qu'avoue très explicitement l'ambassadeur d'Angleterre à la cour de Russie, lord Napier, dans une dépêche adressée au comte Russell en date du 23 mai 1864. Il ajoute que lorsque l'émigration, prenant des proportions colossales, devint un très sérieux embarras et un sujet d'alarmes pour le gouvernement ottoman, celui-ci demanda au cabinet de Pétersbourg de la retarder et de la régulariser (1); mais il n'était plus temps. Pour les Tcherkesses, les Turks étaient un peuple ami, un peuple saint; ils se représentaient le sultan, le grand padischah des vrais croyans, comme le plus puissant monarque de l'univers, prêt à répandre sur eux d'une main libérale ses inépuisables trésors, ses états comme un asile où ils vivraient dans l'abondance, les terres qu'ils y trouveraient comme une large compensation de leurs rochers dévastés par le fer et le feu des Russes. A toutes les instances employées pour leur persuader d'aller se fixer comme colons sur le Kouban, ils répondaient invariablement : « Avec vous, nous serions bien peut-être, mais nous voulons vivre et mourir parmi nos frères de l'islam; notre désir est que nos ossemens reposent un jour dans une terre bénite. »

Ces propositions et ces promesses étaient d'autant plus sincères que, si la raison d'état exigeait l'éloignement des Tcherkesses des bords de la Mer-Noire et leur remplacement par des colons russes, il y avait bien quelque avantage à les retenir au Caucase en les transplantant dans des lieux où ils cesseraient d'être à craindre. Il fallait peupler de nouveau et rendre à la culture une contrée que la guerre et l'émigration avaient privée de ses habitans. Les Tcherkesses, acclimatés et habitués à la vie de montagnes, semblaient pouvoir répondre assez bien à ces vues du gouvernement russe, quoique réfractaires par leur nature à tout travail régulier et assidu, plutôt guerriers que laboureurs. Les terres qui leur avaient été assignées avaient assez d'étendue pour contenir tous ceux qui, d'après les présomptions les plus vraisemblables, voudraient aller s'y fixer, une fertilité suffisante pour fournir amplement à tous leurs besoins. Elles comprenaient 1,500,000 deciatines (1,638,750 hectares) réparties en trois lots : le premier d'un million de deciatines sur la rive gauche du Kouban, le second de 300,000 deciatines des meilleures terres de tout l'empire, dans le district de Piatigorsk, abandonnées par les Nogaïs, et le troisième lot pris sur le territoire des établissemens cosaques, qu'une mesure récente avait déplacés

(1) *Papers respecting the settlement of the Circassian emigrants in Turkey*, pièce n° 13, p. 9.

et transférés sur les lignes les plus avancées. Défalcation faite des montagnards émigrés ou morts pendant la guerre, il fut constaté que ceux qui avaient consenti à rester n'étaient pas même assez nombreux pour couvrir toute la surface du territoire réservé aux colons indigènes. Il n'existait donc aucune raison pour rejeter les Tcherkesses au dehors sur le territoire ottoman, comme il n'y en avait aucune pour les retenir de force au Caucase. L'emploi de la contrainte aurait été un acte aussi impolitique que dangereux; prétendre assujettir à la fois et le pays et ses habitans, c'eût été provoquer une résistance doublement opiniâtre, prolonger la lutte et l'effusion du sang. Il n'y avait pas lieu d'ailleurs de garder dans les limites de l'empire des populations dont l'antipathie était manifeste, et rien ne fut mis en œuvre soit pour favoriser, soit pour contrarier leur volonté de s'éloigner.

La première émigration, celle qui eut lieu en 1859, et qui fut déterminée par la chute de Schamyl, comptait dans ses rangs, comme je l'ai dit plus haut, les Nogaïs des environs de Piatigorsk et quelques tribus musulmanes pacifiées. Ce départ prouva que ces tribus n'avaient rien perdu de leurs dispositions hostiles, qu'elles n'avaient supporté jusque-là le joug des Russes que dans l'attente d'une prochaine délivrance. Lorsqu'elles virent cet espoir s'évanouir, elles se décidèrent à quitter leur pays souillé par la présence des infidèles. Ceux qui émigrèrent dans ces premiers temps furent, outre les Nogaïs, une grande partie des Abazes, vivant dans la plaine ondulée qui s'étend entre le Kouban et l'Ouroup. Sur leurs traces marchèrent, en 1861, les Beslesneï et quelques petits clans qui les touchaient de près par le voisinage ou le mélange du sang. L'année suivante, le mouvement s'arrêta; les montagnards remportèrent quelques avantages partiels, et leur courage se ranima. En 1863, la chance ayant tourné contre eux et sous le coup de défaites réitérées et définitives, ils recommencèrent à émigrer, mais cette fois par masses énormes et avec un emportement tellement irrésistible et désordonné que toutes les prévisions furent dépassées et que les deux gouvernemens russe et ottoman se trouvèrent impuissans à contenir et à diriger ce torrent débordé. Ce fut cet ébranlement subit de tout un peuple qui occasionna le désastre dont il a été victime, désastre épouvantable dont chacun cherche aujourd'hui à se disculper, et où tous ont encouru et auront devant la postérité leur part de responsabilité.

Vers la fin de 1863, la majeure partie de la tribu des Abadzekhs, retirée sur les hautes cimes du Caucase, s'y soutenait encore, épuisée par deux hivers passés dans ces âpres solitudes, au milieu des glaces et des neiges, cernée de tous côtés, par derrière, à droite et à gauche, par un réseau de baïonnettes, en face par la mer.

Dans cette situation désespérée, un découragement soudain les gagne tous à la fois, une panique aveugle les égare, et comme une avalanche ils se précipitent sur le versant de la montagne, pour atteindre en toute hâte les bords de la mer. Les rangs des fuyards se grossirent bientôt des débris de deux autres tribus, les Schapsougs méridionaux et les Oubykhs. La terreur et la confusion redoublèrent par l'arrivée des familles qui s'étaient réfugiées dans les lieux les plus écartés, et que l'épée impitoyable des soldats russes en délogeait. L'aspect seul de cette multitude qui se pressait sur le rivage annonçait les indicibles misères qu'elle avait endurées et navrait le cœur : les hommes y étaient en majorité, la population virile avait eu seule la force de résister; mais tout ce qu'il y avait d'êtres faibles, femmes, enfans, vieillards, avait été décimé.

Deux ans auparavant, le chef militaire de la province du Kouban, le général Yedokimof, prévoyant cette débâcle générale, avait demandé à son gouvernement l'envoi de navires pour recueillir les émigrans et les transporter en Turquie; mais cette mesure de précaution et d'humanité avait été négligée ou différée jusqu'alors. Errans sur un rivage inhospitalier, éperdus, les Tcherkesses, les yeux fixés sur l'horizon, ne voyaient venir à eux que quelques *kotchermas* turques où ils se jetaient en s'y disputant la plus petite place. Ces embarcations prenaient des passagers en nombre cinq ou six fois plus considérable qu'elles ne pouvaient en contenir. Les patrons, contrebandiers par état, au cœur endurci par l'habitude du trafic des esclaves qu'ils allaient chercher sur cette côte, montraient une âpreté sordide et cruelle, ne recevant à bord que ceux qui les payaient argent comptant ou par la remise de quelque objet de valeur et même de leurs femmes ou de leurs enfans.

Le grand-duc Michel, témoin de ces scènes de désolation, donna les ordres les plus pressans pour y remédier autant que cela se pourrait, et chargea ses aides de camp d'en diriger l'exécution. Des bâtimens à vapeur ou à voiles furent nolisés aux frais du trésor impérial, les navires des compagnies maritimes mis en réquisition. En même temps le cabinet de Constantinople envoyait des vaisseaux de guerre qui avaient été désarmés et convertis en bâtimens de transport. Dès l'ouverture de la navigation, au printemps de 1864, trois commissions, composées d'officiers russes, furent instituées pour présider à l'embarquement des émigrans, empêcher l'encombrement à bord, et pourvoir à ce qu'en partant ils fussent approvisionnés de vivres et d'eau potable, et reçussent les soins médicaux que leur état réclamait. Les bâtimens frétés par le gouvernement durent se charger gratis de ceux qui seraient désignés par les commissaires. Sur les navires de commerce, qui vinrent librement prêter leur concours à la marine de l'état, le pas-

sage des indigens était payé. Quant aux montagnards qui avaient conservé quelques ressources, on leur accorda un secours supplémentaire d'un rouble argent (4 fr.) par individu, adulte ou enfant indistinctement. Par une mesure administrative, le prix du passage fut fixé au taux uniforme de 3 roubles (12 fr.) sur les bateaux à vapeur, d'un rouble 75 kopeks (7 fr.) sur les navires à voiles, en sorte que même ceux qui étaient solvables n'eurent à débourser de leur pécule personnel que 2 roubles ou bien 75 kopeks (3 fr.) seulement.

Dans une lettre adressée de Théodosie au *Journal de Constantinople*, on lit que la somme dépensée à cette occasion s'élevait à 136,713 roubles ou 546,713 fr. En admettant que l'auteur de cette lettre ait été mieux informé à ce sujet qu'il ne l'a été sur un autre chiffre qu'il énonce ailleurs et que nous lui contesterons tout à l'heure, il est évident qu'une pareille somme est bien peu de chose pour soulager une infortune immense et subvenir à la détresse de toute une population; mais faut-il y voir, comme on l'a fait, une parcimonie inspirée par un odieux calcul, insouciante du sort des proscrits chassés brutalement et dépouillés de leur patrimoine? Une accusation aussi grave aurait besoin d'être appuyée de quelque preuve positive, et elle ne l'a jamais été, que nous sachions. Dans la conquête du Caucase, la Russie avait un but en vue; ce but, elle l'a poursuivi avec une logique inflexible et par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, mais elle n'a jamais eu recours à des rigueurs inutiles. Chaque acte de la vie individuelle de l'homme comme de la vie collective des nations a sa raison d'être et de se manifester, raison morale ou dictée par l'intérêt personnel; aller au-delà serait non pas seulement une perversion de la volonté, ce serait une aberration de l'intelligence et dans la pratique une de ces fautes que les habiles n'ont garde de commettre. L'exiguïté relative de la dépense faite pour les montagnards par la caisse militaire de la province du Kouban semble prouver plutôt l'insuffisance de ses ressources, peut-être aussi leur fière obstination à ne point accepter les bienfaits que leur offrait la même main qui les avait domptés et humiliés. Ce qui contribua surtout à leur perte, il faut avoir le courage de le dire, c'est, avec un concours de funestes circonstances, l'imprévoyance de tous, amis ou ennemis, et une suite de calculs faux et de démarches intéressées; c'est ainsi que le cabinet de Saint-Pétersbourg fut alors mis en éveil par les intrigues dont il eut vent, et qui s'agitaient auprès de la Porte pour la dissuader de donner l'hospitalité aux Tcherkesses, qui, forcés de rester chez eux, recommenceraient la guerre, et par les bruits qui circulèrent en même temps d'une velléité d'intervention de la part des puissances de l'Europe occidentale en leur faveur. Les susceptibilités

ombrageuses d'une politique alarmée firent taire cette fois, comme cela est si souvent arrivé dans tous les temps et partout ailleurs, la voix de l'humanité; pour des vaincus récalcitrans et considérés comme dangereux, il n'y eut ni grâce ni délai : ils furent poussés brusquement vers la mer et l'exil. De là les embarras et les désordres d'un départ précipité, accrus par la rareté des moyens de transport.

Des rivages de la Circassie nous allons maintenant cheminer avec eux sur les flots de la Mer-Noire et les accompagner jusqu'à leur dernière étape sur le territoire ottoman. Les élémens de notre récit ont été empruntés en premier lieu au rapport d'un témoin oculaire, M. le docteur Barozzi, chargé par le conseil de santé de Constantinople de se rendre dans les localités du littoral de l'Asie-Mineure où abordèrent les Tcherkesses, et de faire exécuter les mesures d'hygiène, d'ordre et d'assistance que leur arrivée avait rendues urgentes (1), — en second lieu à l'introduction historique qui accompagne ce rapport dans la *Gazette médicale d'Orient*, et qui paraît également puisée à des sources authentiques. Nous ne saurions mieux faire que de suivre ces deux guides pas à pas.

Les principales stations de la côte ottomane dans la Mer-Noire où se portèrent les Tcherkesses furent d'abord Trébizonde et ensuite Samsoun. Quelques-uns, mais en petit nombre, poussèrent jusqu'à Sinope. Depuis le mois de novembre 1863, et malgré les rigueurs d'un hiver précoce, ils arrivèrent par bandes qui se succédaient presque sans interruption, entassés quelquefois au nombre de 4 à 500 sur de petites barques, en proie à des maux de tout genre. Souvent la traversée sur une mer célèbre par ses orages avait été longue et laborieuse. Une partie avait succombé en route; mais l'encombrement était tel à bord, l'insouciance et la négligence poussées si loin que les morts restaient accolés aux vivans. Au fur et à mesure que grossit le courant de l'émigration, on les vit se présenter par convois de 4, 5 et même 10,000 à la fois dans des conditions encore plus déplorables. On cite entre autres le dernier convoi, qui comptait 6,000 personnes, entassées sur une vingtaine de barques où gisaient pêle-mêle les morts et les mourans. Comme le voyage, ralenti par le mauvais temps, avait été fort rude, ces pauvres gens, démunis de tout, avaient été obligés pour étancher leur soif de boire de l'eau de mer. Ils étaient si faibles qu'il fallut à leur arrivée les prendre à bras, comme des colis, pour les

(1) Comme récompense de sa belle conduite dans cette occasion, M. le Dr Barozzi a reçu la décoration de la Légion d'honneur. L'envoi des insignes de cette distinction était accompagné d'une lettre de M. le ministre des affaires étrangères, aussi honorable pour l'auteur de cette lettre que pour celui à qui elle était adressée.

déposer à terre; beaucoup souffraient de vomissemens ou de la dyssenterie, de la variole ou d'affections typhiques; tous mouraient de faim et de froid.

Une fois débarqués, ils se jetaient dans les villes, emportés par le besoin irrésistible de trouver des alimens et un abri. Dans les premiers jours de décembre, plus de 5,000 remplissaient déjà l'intérieur de Trébizonde, et ce nombre, s'accroissant de jour en jour, finit par dépasser le chiffre de 100,000. Vers le milieu d'avril, l'agglomération était au comble dans cette dernière ville, et les arrivages furent contraints de s'en détourner pour se diriger sur Samsoun. C'est vers ce côté que convergea dès lors le mouvement principal des émigrans. Les 10,000 que reçut d'abord Samsoun se trouvèrent au bout de quelques semaines au nombre de 30,000, et bientôt après de 120,000. La situation des habitans comme des réfugiés devint des plus graves et très alarmante. A Trébizonde, ceux-ci obstruaient les places et les rues; le lazaret, les magasins, toutes les maisons disponibles en regorgeaient. Les maladies épidémiques qu'ils avaient apportées avec eux se développèrent rapidement, et la mortalité sévissait avec une intensité croissante. Les cadavres, ensevelis sous une légère couche de terre ou simplement enfouis sous la neige, s'amoncelaient dans les cimetières placés à l'intérieur de la ville. Il y avait à craindre qu'au moment du dégel les miasmes putrides dégagés de ces restes humains mis à découvert ne vinssent ajouter leurs émanations délétères aux causes d'infection déjà existantes. Les habitans étaient dans la consternation, les affaires suspendues. A Samsoun, la ville, comme prise d'assaut par une multitude affamée, offrait l'image d'une désolation plus grande encore. La population, menacée du pillage et terrifiée, commençait à fuir. Pour faire face à tant de difficultés et de dangers, quelles étaient les ressources? Des autorités démoralisées, du pain et des alimens à peine, quelques rares abris ouverts à tous les vents, pour toute force publique cinq *zaptiés* (soldats de police), point d'argent ni de crédit.

Les secours accordés par le gouvernement ottoman avaient été promptement épuisés ou n'arrivaient pas. Quelles sommes d'ailleurs n'aurait-il pas fallu pour défrayer ces milliers d'hôtes survenus à l'improviste dans un dénûment sans pareil et pourvoir à leur installation dans les diverses provinces de l'empire où on se proposait de les interner! Cette dépense énorme et imprévue aurait surchargé et dérangé un budget plus en ordre et mieux doté que celui de la Turquie; mais il faut lui rendre cette justice, que dans sa pauvreté elle s'empressa d'ouvrir sa main compatissante à des coreligionnaires malheureux, et si le plus grand nombre d'entre

eux périrent, le gouvernement et la charité privée firent du moins tous les sacrifices possibles pour les sauver (1).

L'évacuation de Trébizonde et de Samsoun et la dispersion des émigrans comme première mesure de salubrité étaient d'autant plus urgentes que leur accumulation dans ces deux villes prenait des proportions plus considérables. De ces masses, foyers d'infection et sur lesquelles la mort s'acharnait, la contagion rayonnait dans les environs et menaçait d'envahir les provinces limitrophes. Dans le mois de décembre, on en transporta plusieurs milliers sur divers points du littoral de la Mer-Noire; 2,000 furent envoyés à Constantinople et logés au milieu de la ville, dans des khans, d'où le mal dont le germe était en eux ne tarda pas à se répandre dans les quartiers environnans; 40,000, débarqués sur la côte d'Europe, à Varna et à Kustendjé, furent de là dirigés dans l'intérieur du pays, jusqu'aux environs de Widdin, par la navigation du Danube, par la voie ferrée, ou par d'autres moyens de locomotion. Leur sort ne fut pas meilleur que celui de leurs autres compatriotes. Ils marquèrent les traces de leur passage dans les plaines basses et marécageuses de la Bulgarie en jonchant les chemins de leurs cadavres, en semant le typhus et la variole partout où ils passaient.

Bientôt le départ de ces colonies partielles fut ralenti ou suspendu par l'épidémie qui frappa les équipages eux-mêmes des embarcations employées à ce service. Le premier qui en ressentit les atteintes fut un pyroscaphe ottoman qui, dans les premiers jours de décembre, avait amené des Tcherkesses de Trébizonde à Constantinople et en avait perdu huit pendant la traversée. A peine ce navire eut-il repris la mer après avoir mis à terre ses passagers, que le typhus éclatait à bord avec violence et enlevait notamment le capitaine et le mécanicien. Un autre navire, mais cette fois un navire européen, par conséquent assujetti à une police sanitaire rigoureuse et bien entendue, la *Tamise*, appartenant à la compagnie des Messageries impériales, fut encore plus maltraité. Il avait quitté Trébizonde le 13 décembre emportant 113 Tcherkesses, qu'on avait eu le soin de prendre tous bien portans et de placer

(1) D'après les informations qu'il m'a été donné de recueillir, voici le relevé des sommes affectées au secours des réfugiés tcherkesses. J'aurais obtenu, je n'en doute pas, un chiffre plus élevé, si mes renseignemens avaient été complets : la Porte, 200,000 liv. sterl. (3,000,000 francs); le sultan, sur sa cassette particulière, 100,000 liv. sterl. (1,500,000 fr.); le comité circassien de Londres, 1,000 liv. sterl. (25,000 fr.); la mère du pacha d'Égypte, 300,000 piastres; sa femme, 150,000; le *scheikh-el-islam*, 25,000; le corps des ulémas 15,000, en tout, 490,000 piastres (98,000 fr.); — total général : 5,015,000 francs. A ces dons il faut ajouter 600 tonnes de biscuit mises par l'Angleterre à la disposition du gouvernement turk et tous les objets en nature fournis par les habitans des pays où les Tcherkesses vinrent se réfugier.

sur le pont en leur défendant de communiquer avec l'intérieur. Après une pénible traversée, la *Tamise* touchait à Constantinople sans avoir eu d'autres cas de maladie que trois varioles bénignes. Le 28, ce bâtiment repart pour Trébizonde; il venait à peine d'entrer dans la Mer-Noire que le typhus s'y manifeste, atteint dix-sept personnes de l'équipage, particulièrement les officiers ainsi que les hommes attachés au service de la machine, et en emporte sept, parmi lesquels le capitaine, deux officiers, le chef mécanicien et le maître d'hôtel. Les précautions apportées dans le choix et l'installation des passagers rendaient ce fait inexplicable; mais plus tard on apprit que dans une relâche à Sinope, par une bourrasque épouvantable et alors que le pont était couvert de neige, le capitaine avait permis à une quarantaine de femmes et d'enfans près de périr de froid de s'introduire dans une soute rapprochée de la machine, où ils séjournèrent quelques heures. Leur présence momentanée avait suffi pour empoisonner le navire.

C'est dans ces conjonctures que le conseil de santé de Constantinople, voyant toutes ses prescriptions sanitaires négligées ou contrecarrées par les autorités locales, proposa au gouvernement l'envoi sur les lieux de M. le docteur Barozzi en qualité de commissaire investi des pouvoirs les plus étendus. La Porte ayant agréé cette proposition, M. Barozzi, muni d'une lettre vizirielle qui confirmait sa mission, se rendit immédiatement à Trébizonde. Arrivé dans cette ville le 10 mars 1864, il entreprit aussitôt son œuvre de réparation et de salut. Elle exigeait une énergie à toute épreuve, une prudence consommée pour surmonter les obstacles matériels qui l'attendaient, vaincre ou atténuer un mauvais vouloir et une force d'inertie qui ne se dissimulaient pas, pour gagner la confiance des réfugiés exaspérés par la misère et leur faire accepter avec docilité le frein salutaire de l'autorité morale et une direction qui ne s'inspirait que du désir de leur être utile. En effet, les secours promis, tentes, biscuit, navires de transport, etc., se faisaient attendre par suite de la négligence des agens du gouvernement; la force armée manquait pour protéger les habitans et mettre à exécution les mesures d'hygiène publique et de police jugées nécessaires. Les autorités locales, malveillantes par indolence et par pusillanimité, étaient toujours prêtes à chicaner M. Barozzi sur les termes prétendus obscurs ou ambigus de son mandat. Le représentant de la commission centrale de Constantinople, venu sous le prétexte d'aider les émigrans, laissait percer ses intentions défavorables ou malveillantes. M. Barozzi ne se rebuta point; avec les simples ressources que le pays lui fournissait et profitant du laisser-faire du gouverneur, grâce au concours généreux et empressé de quel-

ques hommes de bien et en particulier du chef tcherkesse Ismayl-Bey, il réussit à faire évacuer Trébizonde, à assainir cette ville et à la préserver d'une ruine complète. On jugera de la grandeur du danger par le fait qui se produisit au lazaret dans le mois de février : parmi les 2,300 personnes qui y furent logées, 1,600 avaient succombé. Les Tcherkesses furent répartis sur trois emplacemens, à distance de la ville : les uns à l'est, dans un lieu nommé Campos; les autres à l'ouest, dans la vallée de Séré-Déré; un troisième groupe, un peu plus loin du même côté, à Aktcheh-Kaleh. Un détachement de 250 soldats fut appelé d'une garnison voisine pour maintenir le bon ordre. Les tentes expédiées de Constantinople abritèrent les 6 ou 8,000 réfugiés qui stationnaient à Campos, les 6,000 de Séré-Déré furent placés sous des baraques ou dans des hangars improvisés; mais de nouveaux arrivés affluant d'heure en heure et les matériaux de construction, les ouvriers et le temps faisant défaut, les 27,000 Tcherkesses réunis à Aktcheh-Kaleh durent coucher la plupart à la belle étoile, sur un sol détrempé par les pluies.

Cependant la présence de M. Barozzi était impérieusement réclamée dans d'autres localités encore plus compromises, et le 15 mai il se mit en route pour Samsoun. Son premier soin fut de faire enterrer les morts, gisant çà et là sans sépulture. Dans l'accomplissement de ce pénible devoir, il eut à payer plusieurs fois de sa personne. Un magasin situé sur le bord de la mer et pouvant à peine contenir 30 individus en renfermait 207, tous malades ou morts. De ses mains et secondé par Ali, le chef des pompiers, il vida ce réceptacle pestilentiel, où même les hommes de peine refusaient d'entrer.

Cet exemple d'intrépidité releva un peu le courage abattu des autorités. 150,000 piastres (37,500 francs) envoyées de Trébizonde accrurent un peu les ressources alimentaires et permirent d'attendre les secours annoncés de la capitale. Il y avait encore à faire évacuer la ville par les émigrans, dont elle était encombrée; les habitans, menacés dans leur existence et leur fortune, étaient prêts à déserter en masse. M. Barozzi, sans autres moyens d'action que la force morale que lui avait acquise sa conduite, et avec l'aide de M. Marcoaldi, médecin de la quarantaine, et d'Ismayl-Bey, moitié par persuasion, moitié par contrainte, fit sortir des bouges où ils s'étaient blottis, et par suite hors des murs, tous ces malheureux, qu'il dirigea vers l'intérieur du pays, du côté de Tchartchembeh et d'Amassie, dans des campemens convenables. Vingt-deux jours lui avaient suffi pour obtenir ce résultat. Le 5 juin, il quitta Samsoun, rappelé par le conseil de santé pour lui rendre compte de la situa-

tion et aviser avec lui au moyen d'y porter remède. J'extrais quelques lignes de son rapport, en les citant textuellement, pour ne point en affaiblir l'effet.

« Les conditions des émigrans durant la traversée sont effrayantes... Une fois à terre, dans les campemens, ces conditions ne sont guère meilleures; ils y sont sans abri, abandonnés à eux-mêmes, sans soins, sans police sanitaire, sans assistance aucune. Aussi y vivent-ils dans la plus profonde misère, au milieu de cadavres sans sépulture, décimés par la variole qu'ils ont importée et qu'ils propagent, par les affections typhiques qu'ils ont développées, par tous les états pathologiques que la misère et l'inanition engendrent. Dans les campemens, chaque famille compte plus d'un malade; il y en a beaucoup qui s'y sont éteintes. Les malades ne reçoivent aucun secours, ils gisent sur la terre nue, exposés à toutes les intempéries, et la mort vient les frapper dans cet état; la plupart des cadavres, restant abandonnés, se putréfient sur place.

« De là une mortalité considérable; elle est énorme chez les femmes et les enfans; les hommes résistent davantage aux souffrances et à la faim. Dans le mois d'avril dernier, à Trébizonde, 400 individus mouraient par jour sur une population de 27 à 30,000 émigrés; mais c'est à Samsoun que la mortalité est vraiment effrayante, parce que la misère y est aussi plus grande. Il est vrai que partout l'émigré manque de nourriture suffisante, mais c'est à Samsoun surtout que la famine règne. Pendant les vingt-deux jours que j'ai passés dans cette localité, l'autorité n'avait à distribuer, à plus de 100,000 individus, que 10,000 ocques de pain par jour, c'est-à-dire 40,000 rations de 100 drachmes chacune. Ajoutons que cette distribution est très défectueuse et que les vrais nécessiteux n'en profitent guère, attendu que les chefs et leur suite absorbent presque tout, si bien que les plus malheureux restent souvent plusieurs jours sans recevoir ce faible secours. Alors, à défaut de pain, ils se nourrissent de racines, d'herbes et de tous les débris d'alimens qu'ils peuvent ramasser. Ce déplorable régime alimentaire a des conséquences funestes sur leur santé, déjà délabrée.

« L'évacuation par voie de mer ou de terre marche très lentement, faute de moyens de transport, mais faute aussi d'une direction convenable. On peut dire que l'établissement définitif des émigrés n'est pas encore commencé, et cependant la saison avance. Les quelques milliers que l'on a transportés sur les différens points du littoral y ont été abandonnés; la misère les ronge et la mort les décime. Il en est de même de ceux qui ont été internés dans les provinces de Djanik, d'Amassie et de Sivas. En général, il faut le

dire, l'évacuation n'a servi qu'à propager le mal et à le déplacer. Presque partout, les emplacemens sur lesquels sont jetés les émigrés à Trébizonde et à Samsoun sont fiévreux et malsains. Les fièvres pernicieuses intermittentes y règnent; ils subissent déjà l'influence des effluves marécageuses. L'action de cette influence délétère sera décuplée par les fâcheuses conditions hygiéniques dans lesquelles ils se trouvent. »

M. Barozzi améliora leur sort avec le zèle le plus dévoué, mais dans la mesure des faibles moyens qu'il avait alors dans les mains. De retour à Constantinople, il révéla toute la gravité de la situation et l'imminence du danger qui menaçait les populations de l'empire. A sa voix, le gouvernement s'émut un instant et tenta quelques nouveaux efforts en faveur des Tcherkesses. Des navires furent nolisés à Constantinople ou fournis par l'arsenal et envoyés à Trébizonde et à Samsoun, avec de l'argent, des vivres et des soldats chargés de faire la police; mais bientôt le mal reprit son empire; les autorités locales, laissées sans surveillance, retombèrent dans leur incurie habituelle; les précautions sanitaires furent négligées ou tenues en oubli; la misère, la maladie, les désordres reparurent, exerçant les mêmes ravages qu'auparavant et ayant pour cortége la mortalité. Si le chiffre des décès baissa, ce ne fut que par suite des évacuations qui dispersaient les Tcherkesses au loin et dans toutes les directions et du ralentissement de l'émigration; mais sur tous les rivages où ils allèrent chercher l'hospitalité, la mort les escortait comme une compagne inséparable et sans pitié. C'est ainsi que, sur 6,302 individus transportés à Panderma, 793 périrent en moins d'un mois. En dehors de Trébizonde et de Samsoun, le littoral asiatique n'en reçut, comparativement parlant, qu'un petit nombre, débarqués directement ou internés par évacuation à Platana, Sinope, Héraclée et Ineboli. Un parti de 10,000 d'entre eux se jeta sur cette dernière localité, petite bourgade qui fut abîmée.

Le service maritime organisé postérieurement pour dégager le trop-plein de Trébizonde et de Samsoun transporta jusqu'en juillet 1864 environ 30,000 Tcherkesses au-delà du Bosphore, sur le pourtour de la mer de Marmara, à Moudanié, Gallipoli, Rhodosto, Silivri, et sur la côte d'Europe, aux embouchures du Danube. Un des derniers convois, franchissant les Dardanelles, en déposa 1,600 à Sânderli, près du golfe de Smyrne. Un autre convoi alla jusqu'à Salonique, et enfin quelques-uns poussèrent jusque dans l'île de Chypre.

Ici se présentent deux questions assez importantes par la diversité ou plutôt par l'opposition du point de vue sous lequel on peut les envisager, et parce qu'elles impliquent dans la triste

destinée des Tcherkesses une responsabilité que chacun, après l'événement, est bien aise de décliner. Quoique les élémens de solution mis au jour jusqu'à présent soient incomplets ou contradictoires, je vais essayer, en les rapprochant les uns des autres, de jeter quelque jour sur le caractère des faits dont le tableau vient de passer sous nos yeux. Quel est le nombre des populations du Caucase occidental qui, dans la dernière guerre, ont quitté leurs foyers pour émigrer sur le territoire ottoman? Quel est le chiffre de la mortalité, et par suite combien ont échappé à ce grand désastre et survivent aujourd'hui? On conçoit de prime abord que l'émigration, s'étant opérée à différentes époques, et en dernier lieu par groupes énormes, au milieu d'une inexprimable confusion et d'une manière inattendue, n'a pu être contrôlée par le gouvernement russe ni par celui de Turquie. Comme tous les calculs sont énoncés en chiffres ronds, il est incontestable qu'on ne doit les prendre que comme des évaluations plus ou moins exactes, comme des appréciations personnelles : un seul, celui qui est donné dans la lettre écrite de Théodosie au *Journal de Constantinople*, va, en se fractionnant, jusqu'aux simples unités; mais ce calcul, examiné de près, ne paraît être qu'une approximation d'une valeur relative, comme les autres, subordonné aux mêmes impossibilités matérielles de contrôle. Dans les chiffres qui ont été produits, on remarque un écart variant entre les limites extrêmes de 1 à 4, les uns comptant au minimum 100,000 émigrans, les autres 400,000 au maximum (1).

Au milieu de ces divergences et de ces incertitudes, il est d'autant plus nécessaire de chercher la vérité ou du moins la probabilité qu'ici tous les faits s'enchaînent, et qu'aux investigations de la statistique se rattache, comme corollaire, une suite d'inductions morales et historiques. On doit se rappeler que M. de Fadeief, qui a pris une part active à la guerre contre les Tcherkesses et qui par conséquent a été à même d'être parfaitement renseigné, raconte qu'au début de cette guerre les tribus hostiles du Caucase occidental constituaient un total de 405,000 âmes. Plus loin, le même écrivain nous apprend que dans la première moitié de 1864, c'est-à-dire dans

(1) Je transcris ici ces chiffres, parce que chacun d'eux a un sens déterminé par la source d'où il émane :

Le ministre de la guerre à Saint-Pétersbourg (dépêches de lord Napier des 19 et 23 mai 1864)	100,000
Lord Napier, d'après ses propres calculs (*ibid*)	150,000
Le *Times*, et d'après cette feuille le *Free Press* et tous les autres journaux anglais	300,000
La lettre écrite de Théodosie, 318,068, et antérieurement 80,000, ce qui fait en nombre rond (*ibid.*, et dans la réfutation de cette lettre par M. Barozzi)	400,000

l'intervalle pendant lequel l'émigration prit un développement continu et le plus considérable, il partit 191,000 émigrans (1). En ajoutant à ce nombre les 100,000 environ qui avaient quitté le Caucase dans les quatre années précédentes, les 70,000 colonisés dans les plaines du Kouban, on aura en somme 365,000 âmes, et si l'on admet que pendant cette période de quatre années (1860-1864) où sévirent à la fois le fer de l'ennemi et tous les fléaux réunis de la nature, 40,000 succombèrent, on retrouvera le chiffre donné par M. de Fadeief comme total de la population primitive.

Les arrivages qui se succédèrent à Trébizonde, à Samsoun et sur les autres points du littoral ottoman de la Mer-Noire, additionnés d'après les renseignemens que fournit la *Gazette médicale d'Orient*, nous donnent un chiffre de 200,000 réfugiés pour l'intervalle écoulé de décembre 1863 au mois d'avril 1864, chiffre confirmé par M. Barozzi dans sa réponse au correspondant du *Journal de Constantinople*, et très rapproché des 191,000 comptés par l'auteur russe. C'est donc une avalanche de 200,000 indigens qui tomba tout à coup sur la Turquie. Et quels indigens! Nous en avons dit assez sur leur poignante détresse pour ne pas reculer devant la pénible tâche d'en étaler ici le tableau dans tous ses détails.

Les indications consignées dans la *Gazette médicale d'Orient*, et dont la provenance n'a rien ici de suspect, font foi que les décès, au moment de la plus grande affluence des émigrans, furent de 1 pour 100 par jour, si bien que si cet état de choses se fût prolongé pendant trois mois et quelques jours, ce court espace de temps les aurait vus emportés tous jusqu'au dernier. On peut inférer de ce qui est dit dans le même recueil qu'il en mourut un tiers à peu près dans les lieux de leur débarquement primitif, à Trébizonde, Samsoun et ailleurs, sur la même côte, un autre tiers environ pendant leur translation et leur premier séjour dans les provinces où ils furent disséminés. En tenant compte de ceux qui restaient des précédentes émigrations depuis 1860, on peut supposer que le nombre des survivans aujourd'hui est inférieur à 100,000, dispersés de tous côtés sur la vaste étendue de l'empire ottoman.

(1) Voici comment ce chiffre se décompose :

Montagnards partis des ports libres du littoral tcherkesse jusqu'à la moitié de mars		40,000
Depuis cette époque, embarqués sur des *kotchermas* turques sous la surveillance des officiers russes		15,000
Par Taman		27,000
Par Novorossiik, jusqu'au 1er juin	63,000	88,000
Id. postérieurement	25,000	
Par Touapsé		21,000
Total		191,000

Le désir manifesté par les montagnards à leur départ du Caucase et provoqué sans doute par les suggestions fallacieuses auxquelles ils prêtèrent une oreille crédule était d'aller se mêler aux Turkomans campés dans les vastes *yaïlas* (1) de l'Asie-Mineure, hordes de pasteurs nomades et pillards dont l'existence, libre de tout frein, n'est pas sans analogie avec celle que menaient les Tcherkesses dans leurs montagnes. Il est vrai que la Porte avait d'autres vues sur ses nouveaux sujets : elle se proposait de les incorporer dans l'armée comme d'utiles auxiliaires; mais il fallut peu de temps pour se convaincre que ces enfans incultes de la nature étaient incapables de se ployer à une organisation régulière, à une discipline quelconque, et allaient devenir pour la Turquie non-seulement un fardeau, mais une cause permanente de troubles et de danger (2). Ce projet ayant paru impraticable, on résolut de les établir dans les provinces chrétiennes de l'empire, afin d'y renforcer l'élément musulman. Cette mesure, qui a déjà reçu son exécution, est le coup de grâce porté à la nation tcherkesse. Perdus au milieu de populations dont ils diffèrent profondément par la langue, les mœurs et la religion, ils sont destinés à leur rester toujours étrangers et antipathiques. Aucune fusion, aucune alliance ne peut rapprocher des élémens aussi disparates. Après avoir vu périr la plus grande partie de leurs femmes pendant la guerre ou dans l'exil, comment trouveraient-ils à les remplacer dans ces provinces où il n'y a qu'une poignée de musulmans, tous appartenant au monde officiel ou aristocratique? Comment trouveraient-ils à se marier dans une société où l'union de l'homme et de la femme n'est en réalité qu'un contrat de vente, puisque la jeune fille ne s'obtient qu'en retour d'une dot payée à sa famille et s'achète à beaux deniers comptans?

Si à ces causes d'extinction on ajoute le défaut d'acclimatation sous les températures si diverses où les réfugiés ont été placés, la subversion totale de leurs habitudes comme montagnards dans des pays de plaines et l'effet non moins nuisible de la nostalgie, on peut, sans être prophète, prédire que, dans l'intervalle d'une génération ou peut-être moins, ils auront éprouvé le même sort que les Tartares de la Crimée, dont nous avons constaté déjà la rapide disparition.

(1) Plaines ou plateaux recouverts de verdure et où les Turkomans conduisent leurs troupeaux et dressent leurs tentes pendant l'été.

(2) La Porte en a eu la preuve dans un fait qui s'est passé il y a deux mois à peine et que tous les journaux ont enregistré. Les Tcherkesses cantonnés aux environs d'Erzeroum se sont soulevés, et des troupes ont dû être envoyées en toute hâte pour les contenir et les faire rentrer dans l'ordre. Ce n'est que dernièrement, et il y a quelques jours seulement, qu'on est parvenu à les réprimer et à en désarmer 15,000.

II.

Après avoir suivi les Tcherkesses dans leurs pérégrinations à travers un pays dont l'hospitalité leur a été aussi funeste que la proscription qui les avait éloignés du sol natal, il est temps pour nous maintenant de retourner au Caucase, où nous attend un spectacle d'un ordre tout différent de celui que la guerre nous y a montré. La violence et la destruction ont cessé; une ère nouvelle s'ouvre et inaugure l'œuvre réparatrice de la colonisation et de la paix. Les indigènes, agrégation de tribus mi-païennes et musulmanes, aux instincts héroïques, mais barbares, société à peine ébauchée et déjà usée par l'anarchie et le désordre, les indigènes font place à une population nouvelle, rameau détaché de la grande famille européenne et chrétienne, faite aux habitudes actives et industrieuses de la vie civilisée, animée au travail et au progrès.

Les raisons politiques et surtout la nécessité d'assurer sur ce point la sécurité des frontières de l'empire, qui avaient provoqué l'exclusion des uns, déterminèrent le choix et l'appel des autres, deux mesures corrélatives et dont la seconde était la conséquence obligée de la première. D'après les projets du gouvernement de Saint-Pétersbourg, la colonisation du Caucase occidental dut commencer en même temps que la guerre, en 1860. A peine une portion du territoire ennemi était-elle occupée militairement, qu'elle était livrée aussitôt aux immigrans qui se présentaient avec l'intention d'y créer des établissemens agricoles ou industriels. Des rangées de *stanitzas* devaient s'élever à la suite de l'armée en marche, au fur et à mesure des progrès de la conquête. Il fut prescrit aux troupes, aussitôt après avoir débusqué les montagnards de leurs aoûls, d'abattre les forêts, de percer des voies de communication, de fonder des villages fortifiés, et, s'il leur restait assez de loisir, de bâtir des maisons pour les colons.

L'exécution de ce plan comportait des efforts et des dépenses hors de proportion avec les moyens alors disponibles; ce n'était pas tout que de combattre et d'expulser les montagnards, il fallait encore réserver tout un matériel de guerre, des approvisionnemens et des forces considérables, pour protéger les travailleurs, qui ne pouvaient aller aux champs ou s'écarter au-delà de quelques verstes sans être exposés au feu de l'ennemi ou à tomber dans quelque embuscade. Ces premiers essais furent réglementés par un oukase impérial en date du 10/22 mai 1862, qui décréta la colonisation du territoire situé au pied des montagnes dans la province du Kouban. Les régimens de la ligne stationnés dans les limites du rayon de cette province furent réunis avec les Cosaques

de la Mer-Noire (*tchernomorskié*) en un seul corps qui prit la dénomination de *division du Kouban* (*Koubanskaïa divitzia*), et tous reçurent l'ordre de se transporter en avant sur les lieux que l'oukase leur assignait. Cet ordre, qui déplaçait des établissemens déjà anciens et florissans, excita d'abord le mécontentement et les murmures des troupes auxquelles il s'adressait, et notamment du régiment Khoperskii et des Cosaques de la Mer-Noire; mais au bout de quelques semaines ce mouvement de mutinerie s'apaisa sans l'emploi d'aucune mesure grave de répression. Comme la continuation des opérations militaires n'était point subordonnée d'une manière absolue à la colonisation, il parut plus sage d'attendre que les récalcitrans acceptassent leur translation spontanément et sans conditions; le déplacement en masse des régimens fut différé jusqu'à l'élaboration d'un nouveau règlement qui prendrait en considération les intérêts froissés et compenserait le dommage par une indemnité équivalente.

Ce nouveau projet, qui ne tarda pas à voir le jour, décidait que la province du Kouban tout entière serait colonisée depuis ses limites extrêmes au nord jusqu'à la grande chaîne et jusqu'à la rivière Mokoupsé, qui a son embouchure dans la Mer-Noire, en y comprenant les terres des Oubykhs et des Abazes, situées au sud de cette zone et omises dans l'oukase précédent. Cette étendue de pays fut divisée en deux parts; l'une, réservée aux Cosaques, renfermait la plaine ondulée qui s'étend au pied de la grande chaîne, ainsi que le revers septentrional de la montagne, sur une superficie de 136,000 deciatines (148,530 hectares); l'autre part, réservée aux montagnards internés, comprenait la contrée située plus au nord, entre la Laba et le Kouban, d'une contenance de 1,014,000 deciatines (1,148,795 hectares). Dans la portion des Cosaques se trouvaient des terres qui, par la richesse et l'excellence de leurs produits, sont sans égales dans tout l'empire. Les lots individuels furent fixés à 20 et jusqu'à 30 deciatines et calculés sur un nombre présumé de 17,000 familles, c'est-à-dire un peu plus de 100,000 immigrans de l'un et de l'autre sexe, d'après les calculs de M. de Fadeief. La répartition des colons à fournir par les divers corps de l'armée, etc., et appelés par le sort chaque année, fut fixée de la manière suivante :

Les troupes de la ligne du Kouban	14,000	familles.
Les Cosaques de la mer d'Azof	800	—
Id. du Don	1,200	—
Les paysans des domaines de la couronne	2,000	—
Les soldats mariés de l'armée du Caucase	600	—
Total	17,000	familles.

De plus 170 familles choisies parmi les officiers cosaques, et un nombre indéterminé de colons volontaires (*okhotniki*), appartenant indistinctement à toutes les classes de la société, et en cas de besoin, et s'il y avait des terres vacantes, toute la division des Cosaques de la mer d'Azof.

Dans le projet primitif, tel qu'il est formulé par l'oukase de 1860, la colonisation avait été échelonnée sur un espace de six années: mais le progrès des armes russes fut si rapide, l'affluence des immigrans si considérable, que ce délai s'est trouvé réduit de la moitié environ de la période dans laquelle il avait été limité. Vers le milieu de 1864, le Caucase occidental était déjà couvert d'un bout à l'autre de populations russes ou cosaques. Ce résultat inespéré ne paraîtra nullement étonnant, si l'on se rappelle le penchant des Russes pour la locomotion et le déplacement, penchant tellement irrésistible que le tsar Boris Godounof se vit obligé d'interdire aux paysans le passage continuel d'une terre seigneuriale à l'autre, et en les rivant ainsi à la glèbe constitua de fait le servage. Il y a dans le caractère russe quelque chose de si mobile, de si aventureux, un tel amour de la vie libre et errante, que rien ne l'attire avec un charme plus puissant que la perspective d'un pays nouveau et inconnu. Et pour employer l'expression pittoresque de l'écrivain qui nous sert ici d'autorité, le Russe qui le soir s'endort sur la lisière du steppe le lendemain matin se réveille Cosaque. Bien différent de l'Américain de race anglo-saxonne, qui aime à s'enfoncer solitaire dans les profondeurs du *far west*, il emporte partout où il va son humeur sociable; il émigre par essaims, et en s'envolant au loin chaque essaim reste uni et serré, et partout où il se pose il conserve les habitudes et le souvenir de la ruche d'où il est sorti.

Mais le colon du Caucase par excellence, c'est le Cosaque, enfant du steppe, jadis nomade. Quoique dompté et assoupli aujourd'hui et rendu sédentaire, il n'a rien perdu des goûts de sa vie primitive. La fusion qui s'est opérée en lui des instincts qu'il tient de la nature et des aptitudes inoculées par l'éducation a produit un type auquel rien ne saurait être comparé. Les régimens cosaques ont été le noyau autour duquel se sont groupés les pionniers accourus au Caucase de toutes les parties de l'empire, et. pour continuer cet ordre de métaphores si heureusement employées par l'écrivain que je mentionnais tout à l'heure, ils ont été le levain qui a fait fermenter toutes ces masses, ils leur ont donné l'exemple et l'impulsion. Dans la guerre active, aucune des troupes de l'armée régulière n'aurait su, comme eux, lutter avec les montagnards de rapidité, de vigilance et de ruse. Dans leurs *stanitzas*, sentinelles avancées et toujours sur le qui-vive, ils ont

fondé ces lignes de défense contre lesquelles les montagnards sont venus se briser, et qui les ont enveloppés comme un réseau d'acier. M. de Fadeief raconte que des officiers envoyés par le gouvernement français pour étudier le système des lignes stratégiques du Caucase et les moyens de l'appliquer à l'Algérie ont reconnu que ce système était impraticable chez nous, faute d'hommes doués des qualités particulières au Cosaque et capables de supporter son existence à moitié sauvage. A notre tour, il nous sera permis de dire avec un sentiment de légitime orgueil que d'un Russe, d'un Cosaque, d'un Européen quelconque autre qu'un Français, ne se formera jamais une trempe de soldat comme celle du zouave.

Pour couvrir les dépenses de la colonisation, le gouvernement fit un fonds de 10,139,000 roubles, dont 8,045,000 à fournir par le trésor impérial et 2,094,000 par la caisse militaire de la province du Kouban. L'allocation attribuée sur cette somme à chaque famille fut réglée dans la proportion de 121 à 435 roubles, avec une fraction de quelques kopeks en sus, suivant la qualité ou le grade du chef de la famille, officier ou simple soldat (1). Chaque colon reçut en outre une somme déterminée pour frais d'équipement personnel et de nourriture de route, et 6 roubles pour dépenses générales; 10,000 roubles furent affectés à la construction de l'église de chaque *stanitza*.

Une stricte économie dut présider d'abord à la distribution de la portion des dépenses qui incombait au trésor impérial. La réduction de l'armée du Caucase, opérée par suite de la soumission de Schamyl, n'avait pu porter sur les troupes de la province du Kouban. La guerre contre les Tcherkesses continuait avec activité et tenait plus de 100,000 hommes en ligne. Plus tard, lorsque la lutte fut circonscrite dans le rayon du littoral de la Mer-Noire et touchait à sa fin, la charge du trésor impérial aurait été allégée par le licenciement d'une partie de l'armée du Kouban, s'il n'avait pas dû à cette époque pourvoir aux frais qu'occasionna la réorganisation de toutes les forces de l'empire. Dans ce remaniement général, trois divisions d'infanterie, nouvellement créées, vinrent renforcer l'armée du Kouban; mais la colonisation avait pris alors un cours régulier : la fertilité des terres du Caucase occidental, les immunités et les avantages accordés par le gouvernement attiraient des nuées d'immigrans. Le mouvement, loin de se ralentir, ne fit que s'accélérer et par contre-coup hâta l'achèvement de la conquête. S'appuyant sur les lignes de *stanitzas* qui s'élevaient rapidement et qui dès le printemps de 1864 s'étendaient sans inter-

(1) Officiers, 435 roubles 71 kopeks; Cosaques, 156 r. 46 6/7 k.; paysans de la couronne, 122 r. 14 1/2 k.; soldats mariés, 121 r. 43 1/7 k.

ruption depuis la Laba jusqu'au Pschisch et depuis la mer jusqu'au Schebs, l'armée n'avait plus rien à redouter sur ses derrières et put s'avancer hardiment. L'espace compris entre ces deux rivières était resté désert après le départ des derniers Abadzekhs. Il fut décidé qu'on y appellerait des colons, ainsi que sur le littoral d'où les montagnards venaient de se retirer. Seulement le nombre des familles déterminé réglementairement pour l'immigration de cette année était insuffisant pour couvrir tout ce vaste espace, et les ressources restreintes du budget et d'autres obstacles s'opposaient à ce que ce nombre fût augmenté. Il y avait d'ailleurs à prendre une foule de mesures préparatoires pour opérer la translation de ces familles et à disposer les lieux qui leur étaient destinés. On se borna, pour le moment, à peupler le territoire compris dans l'intérieur des lignes stratégiques, ainsi que le littoral, depuis Novorossiik jusqu'à Touapsé. Les habitans avaient disparu, il n'y avait plus d'ennemis, et les colons voyaient s'ouvrir devant eux une contrée pacifiée où la terre n'attendait que le travail fécondant des bras de l'homme pour livrer les trésors de son sein. Cet état de sécurité permit de changer le mode de colonisation adopté jusqu'alors; on ne songea plus à fonder de grandes *stanitzas* entourées de remparts et de haies épaisses, hérissées de canons dont la portée marquait jadis le périmètre de la culture rurale. Les Cosaques nouvellement arrivés furent installés dans des villages ouverts, épars au milieu des champs. Dans la plaine montueuse qui borde la grande chaîne, au milieu des ravins et des forêts, apparaissaient çà et là des terrains unis et déboisés qui n'attendaient que le fer de la charrue pour se couvrir de moissons. Sur ces emplacemens isolés, où il aurait été impossible de se maintenir tant que dura la guerre, furent construites des fermes, qui devinrent bientôt un centre productif d'exploitation agricole. Jusque-là une moitié de l'armée avait été employée à protéger l'autre moitié, occupée à l'œuvre de la colonisation. Dès la fin du printemps, affranchies du service pénible des combats, toutes les troupes sans exception purent consacrer leur activité aux travaux de défrichement; elles construisirent des ponts, relièrent les routes militaires par des chemins de communication. Au milieu de l'été, les lignes occidentale et orientale des *stanitzas*, séparées, il y a peu de temps, par une solution de continuité, furent soudées l'une à l'autre et couvrirent toute la surface de la contrée. Les détachemens qui franchirent les montagnes pour aller attaquer les tribus du littoral avaient trouvé à leur passage, entre les Schebs et le Pschisch, un désert hanté seulement par les animaux des forêts; à leur retour, au bout de quelques semaines, ces lieux, naguère solitaires et agrestes, leur offrirent l'aspect d'une province

russe, parsemée de villages et de populations laborieuses et empressées, tant avait été prompte la transformation.

Aux colons de 1864 échut une chance particulièrement heureuse : ils eurent pour lots des terres déjà cultivées et toutes prêtes à les recevoir. La crise de la guerre éclata d'une manière si subite et si inattendue que les montagnards, bien éloignés de l'idée d'une déroute imminente, avaient labouré et ensemencé leurs champs comme d'habitude pendant l'automne; ils partirent tout à coup, et ce furent les nouveau-venus qui firent la moisson.

Les *stanitzas* fondées dans la province du Kouban depuis le commencement de la colonisation, en 1860, sont au nombre de 111, habitées par 14,223 familles, que M. de Fadeief estime s'élever à un total de 85,000 âmes et qui ont été classées en neuf régimens de Cosaques à cheval. Si l'on étend les limites dans lesquelles stationne l'armée du Kouban non pas seulement à la province de ce nom, mais encore à toute la surface du pays qu'elle occupe réellement, c'est-à-dire depuis le fleuve Yéï, non loin de l'embouchure du Don, jusqu'à l'Abkhazie, et depuis le détroit de Kertch jusqu'à la Kouma, on aura une population de 440,000 âmes d'origine russe ou cosaque, et en y ajoutant les restes des tribus réparties dans les intervalles des *stanitzas*, un total de 570,000 âmes. Cette supputation nous laisse donc un chiffre de 130,000 indigènes établis dans les plaines basses du Kouban, et qui y vivent aujourd'hui, comme toutes les autres communautés du Caucase, sous le régime d'une administration locale dirigée par des officiers de l'armée russe. Ainsi la prise de possession du Caucase occidental par la race slave, qui devait se terminer seulement en 1865, était accomplie déjà, au moins dans ses travaux les plus essentiels, à la fin de l'été de l'année dernière.

Les cadres réglementaires ont été remplis, mais il reste encore assez de place pour contenir une population double de celle qui s'y est répandue. Les colons actuels ne sont que l'avant-garde de ceux qu'amènera l'avenir. La contrée dont nous venons de tracer les limites égale en effet par son étendue le gouvernement de Volhynie, et abstraction faite de la partie la plus élevée de la grande chaîne, impropre à la culture, elle peut être mise en parallèle, pour la fertilité du sol, presque encore vierge, avec le gouvernement de Kief. Par l'abondance et la variété de ses richesses naturelles, par sa position géographique si avantageuse entre un grand fleuve sillonné par la navigation et une mer qui ne gèle jamais et qui la rattache à l'Europe et à l'Asie, cette contrée est la plus belle, la mieux dotée de toutes les provinces du Caucase, et peut-être même de tout l'empire russe.

J'ai indiqué, au début de ce travail, les causes patentes ou secrètes qui ont armé la Russie contre les tribus tcherkesses, l'objet et l'importance d'une entreprise dont le succès a été si chèrement acheté. J'ai montré comment des complications extérieures survenues depuis une trentaine d'années ont rendu fatalement inévitables les dures conditions imposées aux vaincus. Je voudrais, en finissant, compléter cette démonstration par quelques aperçus sur les convenances géographiques et les vues politiques qui dans cette guerre ont dirigé la Russie, sur les conséquences probables que l'acquisition du Caucase peut avoir pour les destinées futures de l'Europe. Pour s'en former une idée, il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte de la Mer-Noire. La moitié du contour de ce bassin, la partie septentrionale, depuis les embouchures du Danube, était déjà en la possession de la Russie antérieurement au traité d'Andrinople. Par ce traité, cette immense étendue de côtes a été prolongée sur tout le littoral tcherkesse, et de ce côté la ligne des frontières pénètre maintenant jusqu'au centre de la Turquie asiatique; la Bessarabie d'une part et Poti de l'autre, à l'angle sud-est de la Mer-Noire, sont les anneaux extrêmes de cette chaîne qui enserre l'empire ottoman. Si l'on consulte dans l'atlas historique de Spruner une autre carte non moins curieuse, celle de l'empire russe, où est marquée la date de ses agrandissemens successifs dans les pays riverains de la Mer-Noire, on sera surpris du peu de temps qu'il a fallu pour créer ce formidable réseau (1). La guerre de Crimée et le traité de Paris n'ont eu d'autre but, on le sait, que de détruire la domination russe dans cette mer; Sébastopol a été emporté au prix des plus héroïques, des plus dispendieux efforts; les remparts construits par la main de l'homme sont tombés, mais une autre forteresse, ouvrage indestructible de la nature et inexpugnable, le Caucase, s'élève menaçante au-dessus des flots de la Mer-Noire, et le Caucase appartient aujourd'hui d'un bout à l'autre à la Russie !

L'Europe, disait dernièrement le représentant de l'une des puissances occidentales à Constantinople, l'Europe pourra-t-elle voir avec indifférence comment la Mer-Noire devient géographiquement un lac russe? Cette tendance à s'étendre au dehors date de l'origine de la monarchie des tsars, elle s'est manifestée par d'énergiques efforts à différentes époques de l'histoire russe, par d'incessantes invasions sur les terres de l'empire byzantin que baignent le Dniéper et le Don, ou voisines du Caucase, et elle ne cessera de produire

(1) *Historisch-geographischer Hand-atlas*, IIe Abtheilung, karte 48 : Azof, 1774; — Crimée, 1783; — Oczakof, 1788; — Odessa, 1792; — Bessarabie, 1812; — Abkhazie et Mingrélie, 1826-1829; — littoral de la Circassie, 1864.

son action que lorsqu'elle aura atteint son entier développement. Elle est en effet dans la nature même des choses et inhérente à la position territoriale de la Russie, c'est-à-dire au principe qui régit les conditions de son existence politique, commerciale et militaire dans le monde.

Son avénement dans le concert des grands états de l'Europe ne date pas seulement, comme on le croit d'ordinaire, du règne de Pierre le Grand, mais de l'époque où les grands-ducs de Moscou, vainqueurs des Mongols, eurent rangé sous leurs lois tous les princes apanagés et jeté ainsi les fondemens de sa grandeur future. Auparavant la Russie, perdue dans le fond des régions les plus reculées du nord, était reléguée dans le domaine de la géographie légendaire; elle apparaissait de loin comme une puissance presque asiatique, tout à fait barbare, placée sur le même niveau que le royaume du Grand-Mogol ou du Prêtre-Jean. Cet état d'isolement tenait à sa situation méditerranée, à l'impossibilité de s'ouvrir des relations à l'extérieur. Les grands cours d'eau qui prennent naissance dans la portion du territoire où elle était alors enclavée traversaient, avant de s'épancher dans la mer, des contrées qui relevaient de maîtres étrangers, et, comme le dit l'auteur des *Études sur l'avenir de la Russie*, ce grand corps, resserré dans des limites étroites qui gênaient sa respiration, devait se déployer sous peine d'étouffer, conquérir l'embouchure des fleuves qui l'arrosent ou périr (1). Les plus considérables de ces fleuves, le Dniéper, le Don et le Volga, le dernier surtout, magnifique artère fluviale qui, par son cours direct ou ses nombreux affluens, pénètre jusqu'au cœur même de la Russie, ont pour récipiens la Mer-Noire ou la Caspienne. C'est donc par un entraînement qui est l'effet d'une loi géographique et historique que cette fraction de la grande famille slave qui au IXe siècle reconnut Rurik pour chef entreprit sous le règne d'Igor, successeur de ce prince, sa première expédition dans les pays où le Dniéper débouche dans la Mer-Noire. C'est par ce fleuve que descendaient les flotilles russes qui allaient écumer cette mer et porter la désolation et l'effroi sur les côtes de l'empire grec jusque sous les murs de sa grande capitale (*Tsar-Grad*, Byzance).

Une fois ramenée à l'unité de gouvernement par l'ascendant que prirent les grands-ducs de Moscou, la Russie put porter ses armes au dehors, et c'est vers l'Orient qu'elle les dirigea d'abord, s'avançant chaque jour dans ce champ où rien n'arrêtait son ambition. Chaque règne a été marqué par un agrandissement, depuis

(1) Schédo-Ferroti, *ve étude, le Militaire*, Leipzig, 1860, p. 3 et 4.

Ivan III Vassilievitch (1462-1503), jusqu'à l'empereur Nicolas et à son successeur actuel. Les principautés tartares, auxquelles appartenaient les plus grands cours d'eau qu'elle possède aujourd'hui, furent détruites successivement et annexées. Celle qui tint le plus longtemps est le khanat de Crimée que Catherine II, secondée par Potemkin, arracha des mains débiles de son dernier souverain. La Russie compte parmi ses sujets actuels les descendans de ces terribles Mongols qui la dévastèrent au XIIIe siècle, et qui pendant une période de deux cents ans la tinrent sous le joug le plus dur et le plus humiliant. Deux de ses voisins musulmans, le sultan et le schah de Perse, sont encore debout comme les derniers représentans de l'antagonisme de l'islam contre le monde chrétien, mais dans un tel état d'affaiblissement et d'infériorité qu'aucun doute n'est possible sur le sort qu'ils auraient immédiatement, s'ils étaient livrés à sa discrétion. Tiflis, comme le dit M. de Fadeief dans un langage très significatif sous sa forme allégorique, Tiflis est un œil ouvert sur Ispahan; il aurait pu ajouter sur Kars, Erzeroum et toute l'Asie-Mineure.

La conquête de la région caucasienne est la continuation logique et le développement du système d'agrandissement inauguré par Ivan III. Cette acquisition marquera-t-elle enfin un temps d'arrêt dans cette marche toujours envahissante? Grave question qui intéresse l'équilibre du monde, et dont il est facile de comprendre toute la portée par un fait tout récent. La frontière russe a été reculée, il y a quelques mois, jusqu'au territoire de Khokand, et la navigation d'un grand fleuve, le Sir-Deria, qui se jette dans le lac d'Aral, rendue libre, ouvre l'accès de l'Asie centrale; il n'y a plus que le Pendjâb qui sépare la Russie de l'Inde britannique. Encore un pas de plus, et les deux maîtres souverains du continent asiatique vont se trouver en présence l'un de l'autre et leurs possessions se toucher. Le Caucase est l'anneau qui complète et consolide cette chaîne immense de frontières dont un bout plonge dans la mer Baltique et dont l'autre bout atteint, à travers la Sibérie et le territoire de l'Amour, jusqu'à la mer du Japon.

Je n'ai pas tout dit. Le Caucase est fécond en productions naturelles. Ces richesses du sol et celles de provenance étrangère, répandues par le commerce, avaient rendu florissantes dans l'antiquité les colonies grecques fondées sur la côte vers laquelle s'infléchit le versant méridional de la grande chaîne. Rome, à l'époque impériale, y eut aussi des comptoirs très fréquentés. Au moyen âge, c'est par là qu'arrivaient dans la Mer-Noire les précieuses marchandises de l'Inde et de la Chine, qui étaient ensuite exportées dans toute l'Europe par les Génois établis en Crimée. Ce commerce

peut revivre et prendre une extension bien autrement considérable que dans le passé, lorsque le chemin de fer projeté entre Poti et Bakou, sur toute la largeur de l'isthme caucasien, mettra en communication directe et rapide la Caspienne et la Mer-Noire, et ces deux bassins avec la Méditerranée. A l'angle sud-est de la mer Caspienne, Astérabad, reliée par la navigation à vapeur avec Bakou et admirablement située comme l'entrepôt des denrées de l'extrême Orient, semble appelée à devenir un jour une ville tout aussi européenne qu'Odessa.

Mais c'est principalement sous le rapport de la situation militaire et des finances de la Russie que cette acquisition a de l'importance. Le gouvernement peut disposer maintenant des 100,000 hommes de troupes régulières qu'il était obligé d'entretenir sur le Kouban et qu'il fallait considérer comme une valeur nulle dans le bilan des forces militaires de l'empire. Ces troupes, on se le rappelle sans doute, durent pendant la guerre de Crimée être maintenues immobiles, l'arme au bras, dans leurs cantonnemens respectifs. Maintenant les Cosaques du Kouban non-seulement suffisent pour défendre les lignes stratégiques comme garnisons permanentes, mais encore ils peuvent être détachés et employés comme troupes légères dans une future campagne, soit en Europe, soit en Asie; au besoin, ils seraient suppléés au Caucase par les milices indigènes assez nombreuses, assez bien disciplinées pour contenir le reste des populations et faire parmi elles un service de police et de sûreté. L'entretien de ces 100,000 soldats ne coûtait pas moins de 25 millions de roubles par an, comme nous l'apprend M. de Fadeief. C'est une dépense qui ne pèse plus sur le trésor impérial et dont il peut dégrever le budget en les licenciant en temps de paix, ou qu'il a la faculté d'affecter à toute autre destination, et qu'il ne faut pas oublier de porter en compte comme une ressource de plus qu'aurait la Russie dans le cas d'une guerre extérieure.

Si cette dernière éventualité devait un jour se réaliser, si une conflagration générale venait à s'allumer, alors apparaîtrait dans tout son jour la vérité des considérations qui précèdent, et qui peuvent être résumées ainsi : le Caucase ajouté à l'empire des tsars est pour le maître de cet empire une compensation de la prise de Sébastopol, un acheminement au rétablissement de la prééminence dans la Mer-Noire, peut-être à la domination exclusive de cette mer, une nouvelle chance obtenue dans la partie dont la Turquie serait l'enjeu, et contre ses adversaires une imprenable position.

De la conquête de cette position ressort plus d'un enseignement dont peut profiter et s'éclairer la politique contemporaine, pour prévoir et assurer l'avenir. La nation dont cette conquête est l'œu-

vre laborieuse, venue en dernier lieu sur le théâtre de la civilisation moderne, s'y montre maintenant dans toute la vigueur de la jeunesse et dans la plénitude de la croissance : imposant spectacle que celui d'un progrès rapide à la fois et stable, parce qu'il est persévérant et savamment calculé ! tableau bien digne de fixer l'attention et magnifique, s'il ne s'y mêlait quelques ombres qui en ternissent l'éclat, si, à côté du monument élevé par le génie de la guerre et de la politique au Caucase, il ne présentait la trace ineffaçable des ruines sur lesquelles ce monument a été construit, des images de grandeur et de gloire associées aux images de la désolation et de la mort !

Parmi les nations qui ont disparu de la scène du monde, les unes ont été détruites successivement par une race supérieure, les autres se sont éteintes d'elles-mêmes et dans une lente décrépitude d'épuisement, aucune n'a été emportée par une tempête plus soudaine, plus violente que celle qui a englouti les Tcherkesses. Pendant des siècles, ils ont vécu à l'état de clans séparés l'un de l'autre et isolés du reste de l'univers, incapables de franchir ce premier degré de la vie sociale et de s'élever jusqu'à la conception d'une unité politique dont la réalisation aurait fait leur force et retardé, sinon empêché leur ruine. Ils n'ont pas eu d'histoire intérieure, et leur existence s'est obscurément écoulée au sein de leurs montagnes. Ce n'est que sur la terre étrangère, par une éducation d'emprunt, que leurs aptitudes et leurs qualités se sont révélées. Transportés comme esclaves en Égypte, ils ont fourni aux souverains de ce pays une milice admirable par la noblesse de sa tenue militaire et sa bravoure réelle, et sans égale, si elle avait su se préserver toujours de ses instincts d'indépendance désordonnée et turbulente. Plus tard, devenus tout-puissans, ils s'assirent sur le trône du grand Saladin et fondèrent une dynastie qui eut ses jours de gloire et de prospérité (1382-1517), et ensuite, sous la suzeraineté nominale des sultans de Constantinople, la république aristocratique des Mamelouks. En Turquie, ils ont donné à l'armée plus d'un guerrier célèbre, au harem impérial plus d'une favorite influente; mais cet éclat, qui n'est qu'un simple reflet qu'ils tirent des faits contingens de leur vie extérieure, pâlit devant celui que font rejaillir sur eux, à la dernière heure, la défense héroïque de leur patrie bien-aimée et une fin ennoblie par la proscription et la souffrance. Leur nom, qui est celui d'un pauvre petit peuple, sera désormais inséparable du nom de la grande nation qui l'a écrasé, et y restera attaché comme un crêpe funèbre jeté sur le char radieux du triomphateur.

ED. DULAURIER.

UNE

ANNEXION D'AUTREFOIS

PHILIPPE II ET LE ROI DOM ANTONIO DE PORTUGAL

I. *Historia de Portugal nos seculos XVII e XVIII*, por Luiz Augusto Rebello da Silva, Lisbonne 1865. — II. *Collecion de documentos ineditos para la Historia de España*, por don Miguel Salva y don Pedro Sanz de Baranda, Madrid 1864.

Il y a des idées qui voyagent à travers l'histoire et promènent de siècle en siècle leur variable fortune, à laquelle se lie la destinée des peuples. Quand elles sont mûres, elles se réalisent toutes seules. L'occasion, l'imprévu, la volonté ou la résistance des hommes, tout leur vient en aide, tout concourt au but, et ce qui la veille encore semblait absolument chimérique ou à jamais impossible devient tout simple le lendemain : un instant a suffi, l'utopie est devenue une invincible réalité. Quand l'heure n'est point venue ou quand elle est passée, tout devient obstacle et contre-temps. Ce qui semble le plus simple se hérisse d'impossibilités. Un destin ironique se joue des efforts des hommes, des combinaisons les plus naturelles, et les ajourne d'année en année, quelquefois de siècle en siècle. Comment s'est accomplie l'unité de l'Italie, cette unité si récente encore et déjà si vieille qu'il faudrait une révolution, un bouleversement de l'Europe pour l'effacer? Elle avait cependant contre elle toutes les forces visibles, le pape et l'empereur, les traditions religieuses, le morcellement des souverainetés, les patriotismes locaux, les habitudes et les préjugés. Comment l'union de l'Espagne et du Portugal, l'unité ibérique, pour l'appeler de son nom moderne, n'est-elle qu'un mot jeté de temps à autre dans les polémiques, une conception artificielle et vague désavouée par le sentiment populaire? Elle avait cependant pour elle les affinités de

sang et d'intérêts, la nature des choses, une suite de mariages royaux combinés pour fondre les droits dynastiques. Telle est la fortune des fusions et des annexions. L'une s'accomplit toute seule au moment voulu; elle semble conduite par un génie facile et heureux qui triomphe en courant, profite de tout, passe à travers tout, et fait en quelques mois ce que mille ans n'ont pu faire. L'autre se heurte à tout et ne réussit à rien : elle ne peut même arriver à recruter assez d'adhérens pour faire un parti; elle n'est pas même une conspiration un peu vivace. Vainement on invoque la nature des choses, les intérêts d'une grandeur commune : les traditions d'antagonisme, les passions sont plus fortes et comprimment toutes les velléités unitaires. Vainement, il y a peu d'années encore, des tentateurs allaient murmurer à l'oreille du roi dom Pedro, le jeune souverain philosophe qui est mort en faisant son devoir, de ces mots qui excitent un prince à oser : le jeune souverain ne s'y laissa pas prendre; il ne voulait ni annexer le Portugal à l'Espagne ni annexer l'Espagne au Portugal. Il y a mieux : le plus léger soupçon d'un complot d'unité entre les deux peuples fait pousser des cris dans les deux camps, comme s'il ravivait une vieille plaie, la plaie inguérissable de quelque union mal assortie qui n'est pas oubliée.

C'est le passé qui conduit au présent par un courant ininterrompu et mystérieux; c'est souvent aussi le passé qui pèse sur le présent et le contrarie. L'histoire ne serait qu'une épaisse et monotone confusion, si elle ne s'éclairait de ces contrastes, de ces diversités de fortune dans les combinaisons humaines; elle ne serait qu'une énigmatique et décourageante immoralité, si tout ce qui arrive dans le conflit ou le mélange des races ne s'expliquait que par le hasard du moment et par l'audace, son éternelle complice. La vérité est que, dans ses contradictions et ses hasards apparens, le mouvement des choses ne fait que réveiller et renouveler, sans les créer, tous ces problèmes de formations nationales, de fusions, d'annexions, qui ont si souvent troublé la politique et la troubleront encore, qui éclatent quelquefois d'un bond subit et parfois aussi dorment pendant des siècles au plus profond de la vie des peuples. Quand des esprits à Madrid et à Lisbonne, — à Madrid bien plus qu'à Lisbonne, — échauffés au spectacle de ce que l'Italie a pu faire, ou peut-être aigris des déceptions du présent, rêvent une fusion des deux royaumes, image de l'unité italienne, ils ne disent rien de nouveau, rien que l'avenir désavoue absolument; mais ils déplacent la question : ils devraient se demander comment cette unité ibérique n'existe pas depuis longtemps, comment, lorsqu'elle a existé, elle n'a point duré, comment enfin ce qui a été si facile et si prompt au-delà des Alpes est devenu si difficile au-delà des

Pyrénées; ils devraient se demander comment toutes les tentatives patiemment ourdies pour fondre les deux peuples ont été toujours suivies de scissions plus profondes. Chose curieuse en effet! depuis cinq siècles, cette unité est la pensée de tous ceux qui règnent à Lisbonne et à Madrid; elle est le ressort de toutes les combinaisons, le mobile des mariages qui se succèdent de génération en génération entre les deux maisons royales. L'Espagne la veut, le Portugal lui-même la veut et la poursuit à ses heures d'ambition, et toutes les fois qu'elle touche à la réalité, elle s'évanouit. Le droit de succession n'y peut rien, l'instinct populaire proteste.

Quand c'est l'Espagne, au XIVe siècle, qui s'avance pour mettre la main sur la couronne portugaise en déshérence, le Portugal se lève, se fait un nouveau roi, une autre dynastie nationale avec le bâtard de l'un de ses princes, le grand-maître d'Aviz, et court avec lui sur le champ de bataille d'Aljubarrota. Quand, au siècle suivant, c'est le Portugal d'Alphonse l'Africain, de Jean II et de dom Manuel qui essaie de faire du rêve une réalité, le pays se réveille tout à coup devant la puissance espagnole déjà fondée et fixée sous les traits de la plus populaire des reines, Isabelle la Catholique. Encore un siècle, l'Espagne à son tour, l'Espagne de Charles-Quint et de Philippe II, agrandie et gonflée de l'esprit de domination, reprend cette pensée; cette fois elle est près de réussir, elle réussit un instant. C'est un terrible unitaire, un redoutable annexioniste que Philippe II, et M. de Bismark n'en est pas à trouver son maître. Philippe tient son titre, il est le fils d'une infante portugaise; il a son duc d'Albe, qui, tout vieux et tout meurtri qu'il est de ses exploits des Pays-Bas, est encore l'homme des grandes exécutions; il a toutes les ruses de la diplomatie et de la corruption pour se frayer un chemin en énervant la résistance. Il achète, il réduit, il assimile, il annexe; ce qu'il ne fait pas, ses successeurs, les autres Philippe, le font : ils s'efforcent de déraciner le dernier vestige d'autonomie, de faire d'un royaume une province, si bien que cette période garde encore en Portugal le nom de *soixante ans de captivité*, et que la révolution par laquelle elle se clôt s'appelle la délivrance, la restauration! De là le caractère profondément national des trois dynasties qui ont personnifié l'indépendance portugaise : la maison de Bourgogne qui la fonde, la maison d'Aviz qui la préserve et la raffermit à Aljubarrota, la maison de Bragance qui la relève en 1640. De là aussi le caractère pénible et sombre de cette période de la domination espagnole, la seule où l'unité des deux pays ait été plus qu'un rêve, et où elle a été peut-être définitivement compromise.

Épisode étrange, modèle des annexions à main armée par la toute-puissance de la force et de la conquête! Le théâtre est petit, les personnages se perdent dans une sorte d'obscurité lointaine.

Ce n'est plus, comme dans les Pays-Bas, un duel âpre et implacable entre deux races, entre le fanatisme enflammé de l'Espagne et la patiente, solide et héroïque ténacité hollandaise; tout se passe entre hommes du midi. Au fond, le drame est le même, et dans cette lutte engagée en plein XVIe siècle il passe comme un éclair de nos luttes modernes. L'attaque est savamment organisée, la résistance est toute populaire : elle vient de la masse, de la petite noblesse, des moines, du peuple, non des grands seigneurs, qui se livrent au maître étranger. C'est ce drame qui n'a plus rien d'inconnu, qui prend une précision saisissante depuis que la diplomatie de Philippe II a été mise à nu dans ses minutieuses et tortueuses correspondances avec ses ambassadeurs à Lisbonne, depuis qu'on a pu voir cette pensée à l'œuvre, épiant et enveloppant sa proie; c'est ce drame que M. Rebello da Silva raconte dans son *Histoire du Portugal au* XVIIe *et au* XVIIIe *siècle*. Député, journaliste, professeur, M. Rebello da Silva est de cette vaillante école historique qui s'est levée en Portugal, comme partout, pour fouiller le passé, qui compte au premier rang M. Herculano, le Thierry portugais, et qui n'a d'autre malheur que d'être presque inconnue. Son histoire est un de ces livres où l'esprit politique, l'esprit national se fait le complice d'une science ingénieuse et sûre. C'est le gouvernement lui-même, il y a quelques années, qui avait tracé ce programme d'étude historique, et entre toutes les périodes des annales portugaises il avait choisi la plus triste parce qu'elle est aussi la plus instructive, parce qu'elle n'est point de celles qui peuvent affadir le patriotisme.

Le Portugal d'ailleurs peut évoquer aujourd'hui sans amertume ces souvenirs de défaite et d'abaissement. Il a retrouvé par la liberté la séve qui rajeunit les petites et les grandes nationalités. S'il n'a pas dans les mêlées contemporaines l'éclat qu'il dut autrefois à son esprit d'entreprise, il n'en est pas non plus à se sentir toujours menacé par l'Espagne ou à mettre sa fortune en gage entre les mains de l'Angleterre pour s'assurer une protection intéressée. Il est plus près du temps où l'unité ibérique aurait pu s'accomplir par lui que du temps où elle s'est accomplie contre lui, et cette époque, dont le premier mot est l'invasion du duc d'Albe, dont le dernier mot est la revendication de 1640, cette époque ingrate, obscure, humiliée, contient après tout ce problème dont ne s'effraient jamais les esprits virils, qui leur sert plutôt d'aiguillon : comment se perd et comment se relèvel' indépendance d'un peuple.

I.

Je ne sais s'il est une histoire plus belle et moins connue, plus romanesque et plus rapidement obscurcie que cette histoire portu-

gaise où il n'y a presque point de halte entre la grandeur et la décadence, entre la fécondité du génie des entreprises et la stérilité qui prélude à la conquête. Ce qui en fait une histoire à part qui s'éclipse et se perd dans le tourbillon des nations modernes, c'est que le Portugal est loin : il est jeté à l'extrémité du monde, séparé des autres peuples. Il se mêle cependant au mouvement universel par tout son passé, par sa position à l'avant-garde des découvertes européennes, par les intérêts politiques, par les mariages. Il s'est formé par une dynastie française, il a donné des impératrices à l'Allemagne, et il a reçu des princesses de Savoie avant la jeune reine actuelle. Au moment surtout où la prépondérance espagnole menace et s'étend, il aurait pu avoir un rôle européen, un rôle d'équilibre et de résistance, être au midi ce que les Pays-Bas étaient au nord. Son malheur est de n'avoir connu que les courtes prospérités et de s'être trouvé affaibli quand tous les autres grandissaient.

Le Portugal avait été un des peuples les plus virils au temps où, de son austère et féconde retraite du promontoire de Sagres, le grand infant dom Henri sondait incessamment du regard les profondeurs de l'océan et semblait tracer le chemin à une légion de navigateurs, — au temps où Jean II, le Louis XI portugais, et l'heureux dom Manuel voyaient leur petit royaume s'agrandir tous les jours de conquêtes nouvelles. Il n'était plus rien à la fin du XVIe siècle, il fléchissait sous le poids même de cette politique disproportionnée avec ses forces naturelles. Il périssait par la corruption de l'esprit religieux et guerrier, par ce que nous appellerions aujourd'hui l'entraînement des expéditions lointaines. Il avait battu toutes les routes des mers en soldat, en marin et en commerçant, plantant son drapeau sur tous les continens et ramassant au passage l'or de Sumatra, les diamans de Narsingue, les perles de Kalekar, les étoffes de la Chine, les épices de Ceylan, le sandal de Timor. Il en revint « vieilli de plusieurs siècles par l'âme et par le corps en peu d'années, » selon le mot de M. Rebello da Silva, amolli par les mœurs asiatiques, perdu d'opulence factice et dégoûté du travail, fasciné d'aventures et exténué, régnant dans l'Océan-Indien et menacé du côté de l'Afrique, menacé du côté de l'Espagne, n'ayant plus même le sens de la réalité. Quand Philippe II vint, l'œuvre était plus qu'à demi faite. Entre une politique astucieuse, froidement combinée, qui avait pour elle la force d'une pensée fixe, et un pays énervé, affaissé dans ses décevantes splendeurs, la lutte ne pouvait plus désormais qu'être inégale, et les deux rois qui se succèdent coup sur coup semblent la personnification étrange ou maladive de cette décadence précipitée.

Le premier est ce dom Sébastien qui a gardé une sorte de mystérieuse et tragique auréole, que tous les poètes ont chanté, et que

la politique ne revendique pas pour un des siens. Né dix-huit jours après la mort de son père, gâté comme tous les héritiers uniques d'une race épuisée, nourri par son précepteur, jésuite, d'un sentiment exalté de son pouvoir et d'un faux idéal de chevalerie religieuse, il avait tout ce qu'il faut pour être un héros de roman et tout ce qu'il faut pour perdre un peuple. Il représente l'esprit chevaleresque dans ce qu'il y a de plus meurtrier et de plus inutile, la passion des aventures quand l'heure des aventures est passée. C'était un jeune homme au visage pâle et sévère, ascétiquement violent, altier, agité et sans repos, qui se croyait prédestiné à une grande mission et se voyait déjà marchant à la conquête de l'Afrique. Il passait sa vie à s'endurcir aux fatigues et aux dangers, fuyant la cour, battant en chasseur intrépide les montagnes d'Almeirim et les bois de Cintra, ou se faisant un jeu de braver la mer dans les tempêtes les plus furieuses. Au milieu de la corruption du temps, il avait des mœurs très pures et gardait une chasteté farouche, comme cet autre chasseur dont parle la nourrice de Phèdre dans Euripide : « vous connaissez ce superbe ennemi de notre sexe, cet orgueilleux jeune homme à qui une Amazone a donné le jour... » Le roi portugais était ainsi. Les courtisans disaient de lui qu'il « plaisait plus aux dames que les dames ne lui plaisaient. » Il craignait de s'amollir dans la volupté, il était tout entier à ses rêves de prouesses guerrières et à une sorte de passion fébrile du merveilleux. Un jour, au monastère de Batalha, un Saint-Denis portugais, il se fit ouvrir les sépulcres des rois ses prédécesseurs, et il se livra aux emportemens les plus étranges. Il s'exaltait devant ceux qui avaient été des rois guerriers et gourmandait amèrement ceux qui n'avaient rien fait qu'aimer les femmes, lorsqu'une voix mystérieuse se fit entendre, disant que, si ces rois ainsi outragés dans la mort n'avaient pas laissé l'exemple de conquêtes lointaines, ils avaient su du moins conserver leur propre royaume. A travers la bizarrerie de la scène, c'était la voix des sages qui pressentaient le péril et cherchaient à retenir cette imagination fougueuse. Dom Sébastien ne les écouta pas, il prenait leur sagesse pour de la pusillanimité de vieillards. Il partit pour l'Afrique; ils partirent aussi sous ce drapeau d'aventure, tous ces gentilshommes portugais qui allaient à la guerre comme à une fête, gaîment, couverts d'armures étincelantes d'or et de pierreries, dépensant des sommes folles pour leurs équipages. Dom Sébastien disparut à Alcacer-Kebir pour n'être plus qu'une vision de l'histoire, et avec lui disparut la fleur de la noblesse portugaise, qui resta morte ou captive, laissant le pays un peu plus abattu, un peu plus exténué. Le rêve était vaincu par la réalité.

Après dom Sébastien, c'est dom Henri, le cardinal, qui était le dernier fils survivant du roi dom Manuel, l'oncle du fiévreux héros

d'Alcacer-Kebir, et dont la fortune faisait l'image tristement symbolique d'une nationalité en détresse. Après le romanesque jeune homme, c'est le roi-prêtre. Celui-là n'a rien de guerrier et de chevaleresque : c'est la caducité portant à la fois la pourpre et la couronne, exemple unique peut-être de ce singulier assemblage ailleurs qu'à Rome. Il représente l'impuissance sacerdotale à la tête d'un pays. C'était un homme d'une certaine culture d'esprit, correspondant en lettré avec Sadolet, mais capricieusement violent, vindicatif, ambitieux et vain. Il avait passé sa vie à troubler de ses impatiences dominatrices le règne de Jean III, la minorité de dom Sébastien, et faute d'un pouvoir politique il s'était fait comme évêque, comme cardinal, comme grand-inquisiteur, une sorte de domaine propre où il régnait en maître avec un fanatisme étroit et persécuteur. Il avait un moment envié la tiare, qui lui manqua. Quand la couronne à laquelle il ne pouvait prétendre lui vint par un désastre national, il était vieux, cassé, valétudinaire; il ne pouvait se nourrir quelquefois que de lait de femme. Le duc d'Albe, lui aussi, fut réduit à soutenir ses derniers jours avec du lait de femme, après avoir fait couler des torrens de sang humain. Le règne de dom Henri dura moins de deux ans, du 28 août 1578 au commencement de 1580; ce ne fut qu'une longue agonie se confondant avec la prostration publique et en offrant la saisissante image. Le cardinal passa ces deux ans à déjouer les prévisions de ceux qui attendaient tous les jours sa fin.

C'est autour de ce vieillard sans avenir, de ce roi sans héritier, de ce pays sans espérance, que se lèvent toutes les prétentions : Emmanuel-Philibert de Savoie, qui réclame comme fils d'une princesse portugaise, le duc de Parme, Catherine de Médicis elle-même, et le pape, qui veut hériter d'un cardinal, — la duchesse de Bragance, qui est la petite-fille du roi dom Manuel, — le prieur de Crato, dom Antonio, qui se démène pour effacer l'illégitimité de sa naissance, et au-dessus de tous Philippe II, armé du droit qu'il tient de sa mère, plus armé encore d'ambition et de force. De tous ces prétendans, les uns étaient mêlés à toutes les affaires de l'Europe, et pour eux le Portugal était loin, presque un pays inconnu; les autres, ceux qu'on pourrait appeler les prétendans nationaux, se débattaient dans la confusion : seul, Philippe n'avait qu'un pas à faire, il avait la puissance, et il trouvait l'occasion de réaliser une des pensées fixes de sa politique. Alors s'engage ce drame mêlé de comédie qui pourrait avoir pour titre : comment se préparent les annexions. Les acteurs qui ont un rôle décisif sont Philippe II lui-même, ses ambassadeurs à Lisbonne, le duc d'Albe, l'homme de l'exécution, le roi dom Henri, triste jouet de toutes les intrigues nouées autour de lui, les Bragance, le prieur de Crato, dernier

et pâle champion de l'indépendance portugaise dans cette lutte inégale. Le pays, lui, est la proie qu'on se dispute, qui se raidit et succombe dans une convulsion de vie nationale aussitôt étouffée.

Le plus embarrassé était dom Henri. Au moment où il montait sur le trône, le pays était accablé, livré à une de ces crises de découragement qui suivent les grandes défaites. Du rêve des entreprises d'Afrique il était violemment ramené en face de ces dures réalités : le deuil des familles, l'appauvrissement du peuple, la désorganisation des conseils, la division des esprits, l'anxiété de l'avenir. La question de succession dominait tout. Quand les Portugais se tournaient vers le débile vieillard qui venait de prendre la couronne, ils ne voyaient derrière lui que le vide, et dans ce vide la domination espagnole s'avançant comme une ombre menaçante. Pour relever le pays, pour lui rendre la confiance et la sécurité, il aurait fallu un génie que le vieux prêtre n'avait pas. Placé entre le sentiment de sa faiblesse et un reste d'orgueil royal, dom Henri se perdait en perplexités énervantes; il voulait et il ne voulait pas, il passait de l'impatience fébrile à la prostration. Tantôt il se figurait pouvoir sauver l'indépendance portugaise; il eut même un instant l'étrange fantaisie de paraître décidé à se marier, et il fit faire secrètement des démarches auprès du pape pour obtenir des dispenses. A défaut de succession directe, il n'aurait pas été du moins éloigné de choisir un des prétendans portugais. Il ne prenait pas au sérieux le prieur de Crato, dom Antonio, dont il ne reconnaissait pas la légitimité, et qui l'irritait par ses velléités d'agitation populaire : ses préférences étaient pour l'énergique et intelligente Catherine de Bragance; mais il craignait, s'il se dévoilait, de donner un prétexte à Philippe II et de provoquer une invasion espagnole qui viendrait le culbuter lui-même. Tantôt, pris de découragement et d'angoisse et se tournant vers l'Espagne, il négociait avec elle. Si Philippe avait voulu lui donner son fils en garantissant l'autonomie portugaise, il aurait accepté; mais il n'en venait là qu'à la dernière extrémité, et il n'eût pas osé l'avouer : il craignait une explosion du pays.

La peur de laisser voir une volonté le dominait, et ce roi moribond qui n'osait pas vouloir, qui pouvait s'éteindre d'un instant à l'autre dans une défaillance, dont on se partageait déjà les dépouilles, se donnait à lui-même la comédie de rassembler des cortès, d'appeler tous les prétendans devant un tribunal chimérique, de désigner des gouverneurs pour prendre le pouvoir pendant l'interrègne et des juges pour prononcer sur le droit de succession. Il ne voulait que gagner du temps et ajourner la bagarre après sa mort. « ... Quant à désigner un héritier, écrivait un jour le représentant de Philippe II à Lisbonne, je ne le crois pas tant

aujourd'hui; je sais de bonne source que de grands amis siens lui conseillent de ne pas le faire pendant sa vie, s'il veut la passer tranquille, parce que, s'il nomme Bragance, il aura votre majesté pour ennemie; s'il nomme votre majesté, dom Antonio et Bragance lui donneront fort à faire dans sa maison, d'où il résulte qu'il vaut mieux qu'il vive tranquille et que les autres se débrouillent ensuite. Le conseil est bon pour le corps; je ne sais ce qui en sera de l'âme. De toutes ces choses d'ailleurs, on n'en peut affirmer aucune, parce que le roi est vieux, croit à la légère, et que tout peut changer aisément... » Au fond, c'était là toute la politique du cardinal : éluder, échapper à la crise par l'irrésolution. Pendant ce temps, Philippe II était à l'œuvre, se jouant de toutes ces propositions de cortès, de tribunal, rejetant toute transaction, pressant le vieux roi, enveloppant le pays et marchant avec l'effrayante fixité de l'homme qui, en dévorant un royaume, en voulant le dévorer tout entier, affirme aux autres, s'affirme à lui-même qu'il sert Dieu et l'église.

Philippe II, si habile qu'il fût, n'avait pas certainement prévu qu'une de ses ambitions était si près du but, que dom Sébastien allait disparaître dans une échauffourée africaine, et qu'il n'allait plus avoir devant lui qu'une ombre de roi. Il avait du moins refusé de suivre le jeune souverain portugais dans sa folie héroïque; il l'avait laissé à lui-même, prévoyant un revers, et à la première nouvelle du désastre d'Alcacer-Kebir il avait aussitôt merveilleusement senti que l'heure allait sonner. Ce n'était pas encore le moment de se démasquer, de mettre la pointe de l'épée sur le Portugal, et à ceux de ses courtisans qui lui parlaient d'aller célébrer les funérailles de dom Sébastien au monastère de Belem, il répondait qu'il était trop tôt, qu'il fallait savoir attendre les événemens. Il avait compris que brusquer le dénoûment, c'était peut-être provoquer une résistance soudaine et désespérée. Les affaires des Pays-Bas, sans décourager sa politique, l'avaient rendu prudent dans ces sortes de rencontres avec une nation; mais c'était le moment de préparer par la diplomatie l'œuvre de la force, d'enlacer le pays dans un réseau invisible, afin de briser d'avance toute résistance sérieuse, et même d'éviter, si on le pouvait, la conquête à main armée. Philippe II avait créé à Madrid une junte spéciale des affaires de Portugal. Là venaient se concentrer tous les fils de cette vaste trame. Tout passait sous les yeux du roi, tout était annoté par lui. Je ne sais si aucune œuvre fut jamais mieux soignée par ce redoutable taciturne.

Il avait à Lisbonne, entre les innombrables émissaires qu'il lançait, un ambassadeur fait pour la circonstance, Christovão de Moura, un de ces hommes tels qu'il les lui fallait, sachant entrer

dans ses pensées, soumis, dévoués, souples, discrets et dénués de tout scrupule. Christovão de Moura y ajoutait de l'esprit, de la netteté, une inépuisable fertilité d'initiative et une finesse singulière d'observation. Ses lettres, tirées de l'ombre des archives, sont un modèle d'immoralité habile, de diplomatie audacieuse et d'aisance dans l'intrigue. C'est lui qui peignait d'un trait si pénétrant et si dégagé les irrésolutions du vieux cardinal. Christovão de Moura réunissait des conditions merveilleuses : il était Portugais d'origine, lié aux plus grandes familles du pays, Castillan d'éducation et d'intérêt. Il avait été page de la belle princesse Jeanne, fille de Charles-Quint et mère de dom Sébastien, puis gentilhomme du prince don Carlos, fils de Philippe II. Il s'était toujours montré d'une prudence précoce, dévoué, fidèle et avisé, diplomate et courtisan plus que soldat. Il fallait qu'il eût de grandes qualités ou qu'il fût bien habile pour rester en faveur auprès de Philippe malgré sa familiarité avec le prince don Carlos et pour que le soupçonneux dominateur, qui tuait si aisément ses favoris d'un regard, dît encore de lui à la fin de son règne qu'on ne « pouvait trouver un homme plus digne d'être initié aux grandes affaires, aussi respectueux pour Dieu et pour son roi, moins sujet à la lèpre de l'ambition et de la cupidité. » Christovão de Moura était depuis quelques jours à peine en Portugal, que sans affectation et sans se démasquer il avait déjà pénétré tous les secrets. Il avait des intelligences partout, même dans les conseils; il savait tout, et un satirique populaire le peignait dans une attitude très diplomatique, — l'oreille toujours tendue pour recueillir les moindres rumeurs de la ville, la plume à la main pour tout raconter à son maître.

C'était Philippe II qui donnait les ordres; c'était Moura qui les suggérait en ayant l'air de n'être qu'un instrument docile. C'est par lui que le roi solitaire de l'Escurial était tenu au courant jour par jour, heure par heure, de la marche de l'intrigue; c'est par lui que, ralentie ou pressée, cette prise de possession latente du Portugal s'accomplissait sans que dom Henri le vît ou pût l'empêcher. Le vieux cardinal était bien gardé : quelquefois on l'entourait d'égards, de démonstrations, et on avait l'air de ne point douter de sa sagesse; quelquefois, si on soupçonnait quelque velléité dangereuse d'indépendance, on marchait droit sur lui, on le terrifiait : on lui laissait entendre qu'il ne régnait que par tolérance, que le droit de Philippe était supérieur au sien. Le vieux dom Henri ne voulait que gagner du temps; la politique espagnole gagnait aussi du temps, en se réservant toujours le dernier mot que Moura résumait énergiquement dès son arrivée à Lisbonne : « tenir prêtes ses forces..., et le jour où le roi fermera les yeux, par mer et par terre marcher sur cette ville. » Jusque-là il s'agissait moins de l'emporter de

haute lutte que de tout empêcher en poursuivant l'œuvre de captation clandestine. Quand le faible cardinal imagina, pour sa tranquillité, le chimérique expédient d'un tribunal appelé à trancher juridiquement la question du droit d'hérédité entre les prétendans, on répondit de Madrid par mille subterfuges, par mille interrogations évasives sur la formation de ce tribunal, sur le nom des juges. On n'avait pas la moindre intention de se soumettre à une juridiction pareille, devant laquelle ne se serait jamais abaissée l'orgueilleuse majesté de Philippe; mais on prenait du temps et on se disait qu'il y aurait bien du malheur, si on n'arrivait pas ainsi à l'heure désirée.

Un des plus curieux épisodes fut le projet de mariage un instant conçu par le vieux roi portugais. Tout le monde le lui demandait, les uns par intérêt, les autres par aversion pour la domination espagnole. Prêtre et sénile, il se donna le ridicule d'entrer à la légère dans cette aventure. Il s'était fait envoyer le portrait de Catherine de Médicis, et plus probablement il songeait à une fille du duc de Bragance. Il se hâta, en grand secret, de faire demander une dispense au pape. Le projet était à peine formé que Moura le sut, comme il savait tout. « Dom Duarte Castel-o-Branco, que votre majesté connaît, n'est pas pour Castille, écrivait-il à Philippe II; en arrivant ici, il a demandé au roi de se marier et aux théatins, dont il est grand ami, de lui donner une femme même enceinte. Il n'y a que ce moyen pour qu'il ait des enfans, parce que autrement tout le monde doute; mais le *novio* ne doute pas de pouvoir se marier. » Et quelques jours plus tard, revenant à ce contre-temps imprévu, l'ambassadeur ajoutait, allant droit au fait : « Vu l'âge et l'état du roi, on peut tenir pour certain qu'il ne résultera aucun fruit de ce mariage; mais on pourrait justement craindre les tromperies et les artifices qui se sont vus d'autres fois en pareil cas. Voilà pourquoi je ne serai jamais d'avis que votre majesté aide à obtenir les dispenses. Les amuser, oui; les étourdir, bien encore; mais, le moment venu, je dirais clair à ce roi qui avait le droit avant lui, parce que si nous devons nous battre ensuite sur le point de savoir de qui sont les enfans, il vaut mieux se battre dès à présent, soutenant qu'ils ne peuvent hériter, même quand ils seraient siens; et cela donnerait au moins du temps en ajournant les dispenses, car il est impossible que cet homme dure un an. Beaucoup de médecins lui donnent moins, tous craignent qu'il ne devienne étique, et parmi eux j'ai un bon espion... » Philippe II ne rit pas du tout en apprenant cette bizarre péripétie, et il n'était nullement d'humeur à aider dom Henri dans sa demande de dispenses. Il expédia aussitôt à Lisbonne un dominicain avec la mission de faire un sermon au cardinal sur les devoirs de son état, sur le scandale qu'il

allait donner au monde, et en même temps il s'empressa de faire jouer tous les ressorts de sa diplomatie à Rome. La mission du dominicain trouva un froid accueil à Lisbonne; elle ne réussit qu'à blesser le cardinal dans son orgueil de roi, dans sa fantaisie de vieillard, et peut-être n'eût-elle fait que précipiter le dénoûment, si le pape Grégoire XIII, embarrassé, flottant entre le roi dom Henri, auquel il s'intéressait, et le roi d'Espagne, dont il craignait la puissance, n'eût appelé à son secours l'immortel usage romain, — en enterrant la question dans une commission de cardinaux. La cour de Madrid, après tout, n'en demandait pas davantage. Le vieux cardinal put attendre ses dispenses qui ne devaient jamais venir; Philippe II restait libre dans ses mouvemens, libre d'envelopper de plus en plus le Portugal dans les mailles serrées de ses méthodiques intrigues.

L'histoire a bien des scènes curieuses plus retentissantes et se déroulant sur un théâtre plus étendu, où la dignité d'un peuple est le jouet de l'astuce et de la force; je ne sais s'il en est beaucoup qui égalent ce spectacle d'un roi concentré et actif, invisible et marchant à son but par tous les chemins, s'occupant des plus minutieux, des plus futiles détails d'une œuvre dont quelques-uns seulement ont le secret, à laquelle concourent mille acteurs qui ne se connaissent pas toujours, qui se surveillent mutuellement quelquefois. Dom Henri n'était rien, ou du moins ce n'était qu'une ombre de roi gardant une place qui allait être vide; c'est le pays même que la politique espagnole attaquait et pressait de toutes parts, faisant rédiger des mémoires, opposant des apologies aux manifestes portugais, envoyant des ingénieurs pour observer les côtes et les places fortes, des moines pour prêcher, des agens pour espionner, se mêlant aux mouvemens populaires, employant l'intimidation ou la flatterie, parlant le langage de la politique ou des intérêts. Aux uns on promettait des dignités, des honneurs, des charges à la cour, aux autres des commanderies, des bénéfices ecclésiastiques en Espagne; à ceux-ci, gens de trafic et de commerce, accoutumés aux grandes aventures de la mer, on offrait la liberté de navigation dans les Indes espagnoles; à ceux-là, gens de la terre et des provinces, on montrait les avantages de la suppression de la frontière. Au pays on promettait la conservation de son autonomie, de ses lois, de ses priviléges nationaux, à Lisbonne on laissait entrevoir la possibilité de devenir un grand entrepôt commercial et maritime. Pour ceux qui en voulaient surtout, on avait de l'argent.

Christovão de Moura s'entendait merveilleusement à cette corruption en grand. « A ceux qui me parlent clair sur cette matière, et ils sont assez nombreux, disait-il, je propose honneurs et profits. Dieu les éclaire pour qu'ils y entendent; avec quelques-uns, j'ai vu ce

miracle... » Le miracle se faisait en effet, et la correspondance de Philippe II avec l'ambassadeur est à chaque page le bulletin de ces singulières victoires. « Pour dépenses extraordinaires, écrit Philippe II, et particulièrement pour entretenir et gagner des hommes intelligens et des avocats, j'ai ordonné que par ce courrier on vous envoyât deux mille écus d'or, et avec le prochain autant, et tout ce qui vous paraîtra nécessaire dès que vous m'en aviserez... » Philippe II envoyait tant d'argent et on en promettait tant pour lui qu'il s'arrêtait quelquefois en se disant que sa conquête allait lui coûter plus cher qu'elle ne lui donnerait, que le royaume portugais tout entier n'y suffirait pas. Moura ne se lassait jamais. Si on paraissait hésiter ou s'effrayer à Madrid, il répondait au sujet d'un commandant des galères du roi sur lequel il avait mis la main : « Il ne faut pas s'arrêter au prix parce que cet homme sera d'une grande utilité; il y a longtemps qu'il sert ici, il a une grande pratique des côtes et des ports du royaume... » On avait soin d'envoyer à l'ambassadeur des blancs seings qu'il devait remplir lui-même en variant la rédaction selon le caractère des personnes, car il fallait aussi employer les procédés, et Moura était un trop fin diplomate pour l'oublier. « Ç'a été très bien, écrit-il, de m'envoyer les lettres en blanc avec la signature pour qu'on écrive à chacun suivant son humeur, car avec eux une parole suffit pour les gagner, si elle est à propos, et beaucoup ne suffisent pas, si c'est le contraire. C'est si vrai que le marquis de Villareal m'a juré que rien n'avait plus contribué à le gagner que la visite faite par moi à sa femme au nom du roi... » Moura et le roi pensaient à tout, et ils avaient la grâce des grands corrupteurs qui croient dominer la race humaine en l'avilissant.

Veut-on voir de quel ton leste et dégagé l'ambassadeur de Philippe II raconte la défaite de l'un des principaux ministres du roi dom Henri? « J'ai écrit l'autre jour à votre majesté, dit-il, que dom João Mascareñhas voulait me parler. C'est fait, et il est au service de votre majesté. C'est un grand personnage, et s'il y a des gouverneurs, il en sera infailliblement. Par ce que j'écris à Zayas, votre majesté verra ce qu'il demande. Viennent les lettres au plus vite, — *volando*, — parce que ce ne sont pas des hommes avec qui on doive s'en tenir aux règles ordinaires. Ils risquent pour votre majesté leur vie, leurs honneurs, leurs états. On ne peut leur refuser un morceau de papier; qu'on me les envoie et avec beaucoup de bonnes paroles... » Notez que Mascareñhas était en effet, comme le disait l'ambassadeur, un des premiers personnages du gouvernement, un des anciens du Portugal, qu'il avait brillé dans les affaires de l'Inde à la défense de Diu. C'est ainsi qu'en peu de temps, par ce travail d'insinuante et audacieuse captation, Moura

arrivait à pouvoir se croire maître du terrain. Il avait le secret de toutes les convoitises et de toutes les faiblesses. Il étendait son regard aux provinces et à la capitale, à Coimbre, à Braga et à Lisbonne. Il allait, l'argent à la main, à travers un pays abandonné de ses chefs, et en attendant de vaincre les dernières résistances du vieux roi lui-même il prenait ce qu'il trouvait, depuis les ministres et les plus hauts fonctionnaires jusqu'aux capitaines, qui se vendaient pour deux cents ducats. Cet étrange et imperturbable médiateur de vénalité était pourtant assez clairvoyant et avait assez la science de son métier pour comprendre que ce n'était pas tout, qu'en dehors de ces négociations clandestines il y avait le pays, qu'on pouvait entourer, désorganiser, ébranler, mais qui échappait aux obscures corruptions, qui était assez ignorant pour méconnaître les bienfaits de la domination castillane.

C'était là l'énigme. Jusqu'à quel point l'action corruptrice de la politique espagnole, si facilement victorieuse en apparence, avait-elle pénétré le pays? Elle était toute-puissante sur la grande noblesse, elle était toute-puissante encore sur la haute église, moindre dans la masse du clergé, et elle se brisait sur l'instinct national du peuple, de la *gentry* portugaise, de toute cette race de *fidalgos* répandus dans les campagnes et accoutumés à pousser le sentiment d'indépendance jusqu'à un orgueil ridicule. C'est parmi les grands du royaume que Moura trouva surtout ses prosélytes. Il y eut quelques exceptions : Pedro Barbosa, le comte Vimioso, Diogo Botelho, Figuereido, résistèrent à toutes les tentations et surent élever leur âme au-dessus des faveurs qu'on leur promettait. Dans son ensemble, cette noblesse se rua sur le marché ouvert par l'ambassadeur de Philippe II. Ruinée, affaiblie, décimée par le récent désastre d'Alcacer-Kebir, corrompue par les richesses fastueuses conquises dans les Indes et promptement dissipées, elle se précipitait vers le pouvoir nouveau qu'elle voyait venir; elle cédait à l'orgueil d'entourer un roi puissant, de devenir l'émule de la grandesse espagnole, ou à des séductions plus vulgaires. « La gent noble va se disposant de la bonne manière, écrivait Moura;... — grâce à Dieu, les affaires de votre majesté vont aussi bien qu'on peut désirer. La noblesse principalement est celle qui écoute le plus la raison... » João de Mascareñhas, un des conseillers du roi dom Henri, avait été des premiers; il ne fut pas le dernier. Ils y passèrent tous par cupidité, par intérêt de caste, pour ne pas plier leur orgueil devant un Portugais élevé au trône, et ce fut à ce point que parmi les cinq gouverneurs désignés par dom Henri pour l'interrègne il y en avait au moins trois qui appartenaient à l'Espagne.

Il en était de même des dignitaires de l'église. L'archevêque de

Lisbonne écoutait avec un sourire satisfait l'ambassadeur de Philippe lui disant négligemment que la couleur de son habit n'était pas assez vive, et se livrait pour la pourpre qu'on faisait luire à ses yeux. Les évêques, sauf celui de Guarda, étaient gagnés à la cause de l'Espagne. Une conférence suffit pour faire du général des dominicains un agent de Philippe. La masse du clergé, plus rapprochée du sol, plus mêlée à la vie populaire, résista. La plèbe des moines était suspecte, et l'ambassadeur passa tout un carême à faire surveiller les prédicateurs, qui mettaient, disaient-ils, toutes leurs mauvaises intentions dans leurs sermons. Chose curieuse, les adversaires les plus ardens de la politique espagnole étaient les jésuites, qui avaient pris parti pour Bragance. C'étaient ceux que Moura appelait les *théatins*, et qu'il représentait comme les inventeurs ou tout au moins les conseillers du mariage du roi. Philippe II fut obligé de peser de tout son poids sur le chef de l'ordre à Rome, de séduire, de promettre, de menacer, et même, quand le général eut écrit de Rome, la sourde opposition des jésuites n'inquiétait pas moins à Lisbonne; mais c'est surtout du peuple que venait la résistance la plus vive, la plus irréconciliable.

Le peuple, les bourgeois, la petite gentilhommerie en Portugal avaient la haine de la domination espagnole. Ce fut cette population mêlée et encore vivace qui sentit le dernier battement d'orgueil national et qui livra le dernier combat pour l'indépendance. « Le peuple, dit Moura, ne laisse pas de s'inquiéter de ce qu'on lui prépare, n'étant pas capable de comprendre ce qui est le meilleur... La basse classe est fort dure, et il convient de tenir toujours à point ce qui peut la flatter... » Dans les villes, dans les campagnes, l'aversion contre l'Espagne se manifestait sous toutes les formes. Les femmes elles-mêmes se faisaient patriotes. Les esprits se remplissaient d'inquiétude et de méfiance à l'égard de la noblesse, dont on sentait la trahison sans la voir encore. Au moment où les cortès se réunissaient pour la première fois, le 8 mai 1579, deux artisans, le cordonnier Martino Fernandez et le potier Antonio Pirez, qui se disaient *maîtres en la cité de Lisbonne*, pénétraient jusque dans la salle où se rassemblaient les députés et faisaient entendre le cri du patriotisme populaire. « Nous demandons, disaient-ils, à vos seigneuries, comme étant têtes principales de cette république, d'aider au moins à la soutenir; nous demandons qu'on ne perde ni son honneur ni son droit en écoutant la partialité ou les considérations particulières de quelques individus. Vos grâces peuvent être assurées que, pour la défense de nos droits et le châtiment des Portugais versatiles, nous sommes prêts à nous lever avec quinze ou vingt mille hommes de cette cité et des environs. Deux

heures suffiront pour les réunir, et nous brûlerons les habitations de ceux qui commencent à parler et à agir contre le bien général... »

Ce que disaient les deux artisans de Lisbonne n'était que l'écho du sentiment des masses. Si le peuple portugais eût été soutenu et conduit, s'il eût trouvé un chef comme les Hollandais en avaient un, il eût peut-être infligé dès ce moment à la politique espagnole l'humiliation d'une défaite; mais il était seul. S'il se tournait vers le roi, il ne trouvait qu'un moribond sans volonté, prêt à se livrer par lassitude à l'ennemi. Des deux prétendans portugais, l'un, le duc de Bragance, était impopulaire. Sa femme, la duchesse Catherine, était une personne supérieure d'âme et d'esprit, courageuse et séduisante; le duc était un homme orgueilleux et brouillon, dévoré de l'ambition de régner et incohérent, hautain, peu aimé, peu considéré comme soldat, encore moins comme politique. Il était la mauvaise chance d'une cause dont sa femme était l'inutile séduction. L'autre prétendant, le prieur de Crato, dom Antonio, quoique bâtard, était plus aimé, plus populaire, mais il manquait d'autorité; il avait plus d'humeur aventureuse et d'ambition remuante que de sérieuse intelligence, et de plus il était poursuivi, traqué, exilé loin de Lisbonne par le vieux roi, qui l'avait pris en haine. L'union des deux partis, en confondant les forces, aurait pu devenir une garantie; elle fut plusieurs fois essayée, elle manqua toujours, ou du moins elle ne fut jamais sincère. Le chef national propre à rallier les esprits manquait, la noblesse trahissait; le peuple restait seul avec l'élan réprimé de son patriotisme ombrageux. C'est là qu'était le plus vivace sentiment d'indépendance.

Quand le vieux cardinal, ne sachant plus que faire, n'osant se prononcer pour les Bragance et ne voulant à aucun prix du prince dom Antonio, finit par tomber d'épuisement aux pieds de Philippe II et rassembla de nouveau les cortès à Almeirim au commencement de 1580 pour essayer de leur faire sanctionner par subterfuge ce qu'il n'osait avouer, c'est dans le peuple qu'il trouva la dernière résistance. La noblesse avait voté pour l'Espagne, le clergé avait appuyé, l'ordre populaire refusa avec indignation de voter la déchéance qu'on proposait. On chercha vainement à gagner les députés des villes par les séductions ou par l'intimidation : ils répondirent en faisant le serment public de préférer tout, même la mort, à la domination étrangère. Le plus hardi et le plus éloquent de ces représentans obscurs des villes portugaises était un député de Lisbonne, Phebus Moniz, jurisconsulte éminent, qui n'était plus jeune, mais qui ressentait les viriles émotions du patriotisme et les faisait passer dans un langage enflammé. C'était la cour elle-même qui avait désigné Phebus Moniz à la place d'un autre député qu'on croyait hostile, et elle n'avait guère réussi. Elle s'était donné

un terrible adversaire, elle avait donné un chef à cette résistance nationale et légale, embarrassante pour le vieux roi, plus inquiétante encore pour les agens espagnols qui se croyaient près d'enlever le vote des cortès avec la complicité du cardinal lui-même et de triompher sans combat.

Entre le parti de l'indépendance et les prétendans portugais, l'alliance semblait naturelle, si naturelle qu'on crut d'abord à une agitation artificielle organisée par le prieur de Crato. Elle était cependant toute spontanée et instinctive; elle sortait du sein du peuple. Elle pouvait, elle devait servir le prince dom Antonio, qui se hâta d'en profiter; elle n'avait pas été créée par lui. L'opposition se tenait sur le terrain de la défense déterminée de l'autonomie portugaise sans prendre un nom pour drapeau; elle disait au cardinal : « Ne nous livrez pas à un prince étranger, donnez-nous un prince portugais ou laissez le peuple élire son souverain. » C'était en un mot le droit national se relevant et s'affirmant en face de l'étranger. L'ordre populaire envoya au roi députations sur députations, le roi envoya aux états admonestations sur admonestations, messages sur messages. L'irritation ne faisait que grandir. A la fin, le cardinal, qui sentait déjà la vie lui échapper, voulut tenter un dernier effort; il fit venir devant lui les députés des cinq principales villes, Lisbonne, Porto, Evora, Coimbre et Santarem, Phebus Moniz à leur tête, pour leur signifier de cesser toute résistance. Dom Henri était mourant et n'avait plus qu'une animation fébrile; le chef de la députation des villes était tranquillement résolu, et un singulier dialogue s'engagea aussitôt. A l'ordre donné impatiemment par le roi, Phebus Moniz répondit « qu'il n'était pas possible de délibérer quand on voyait son altesse ne prenant conseil que de gens suspects et ennemis de la liberté du pays. — Moi seul, je fais justice, dit le cardinal dissimulant son irritation, et ceux qui vous assurent le contraire vous trompent. Je veux que vous vous décidiez, et promptement. — Ce que votre altesse exige, répliqua l'orateur populaire, touche à la conscience et à l'âme, et de celles-ci Dieu seul dispose. Jamais nous n'accepterons qu'un roi portugais. — Quel moyen avez-vous pour résister à l'Espagne? ajouta dom Henri avec amertume. — Celui qu'eurent nos prédécesseurs au temps du roi Jean Ier, reprit froidement Phebus Moniz. — Que voulez-vous enfin? — Que votre altesse écoute le peuple, et si elle a le droit de choisir, qu'elle choisse un roi portugais, parce que jamais roi castillan ne sera reçu ni obéi. » Le cardinal ne put contenir sa colère, il renvoya brusquement les députés en leur renouvelant l'ordre de se soumettre; les députés des villes se retirèrent pour aller voter qu'à eux seuls appartenait le droit de faire un roi.

Les uns et les autres se trompaient. Les députés des villes n'é-

taient malheureusement pas sûrs, au milieu d'un pays affaibli et divisé, de pouvoir soutenir jusqu'au bout le rôle patriotique qu'ils prenaient dans leur langage. Le roi dom Henri n'avait plus assez de force pour imposer des ordres, il n'avait plus même la force de vivre. Ces scènes d'émotion et d'anxiété par lesquelles il passait à tout instant le brisaient et le laissaient dans un épuisement tel qu'il tombait parfois dans des léthargies profondes. Il mourut quelques jours après, le 31 janvier 1580, l'esprit détaché de tout, passant presque du sommeil à la mort; il ne se réveilla qu'un instant pour sentir l'agonie, demander un cierge, et le cierge à la main il s'éteignit en disant : « Le moment est arrivé! » Son oraison funèbre fut courte. Dans les rues de Santarem et de Lisbonne, le peuple chantait à tue-tête : « Vive à jamais le roi dom Henri dans les enfers, — puisque par testament il laisse le Portugal aux Castillans! »

Le roi-cardinal mourut presque seul, abandonné, au bruit des agitations auxquelles il n'avait su porter aucun remède, sans avoir rien décidé, laissant cinq gouverneurs pour prendre un pouvoir que toutes les ambitions se disputaient déjà : de telle sorte qu'au moment le plus décisif d'une crise qui se formait et grandissait depuis deux ans le Portugal se réveillait en face de la domination étrangère avec une noblesse vendue, un clergé qui trahissait, une opinion populaire passionnée, mais énervée d'incertitudes, avec une énergie guerrière émoussée par la corruption, un trésor vide, un gouvernement suspect et deux prétendans, dont l'un, n'osant tenter l'aventure, s'effaçait au dernier moment devant le plus hardi, qui ne méritait guère mieux la couronne et n'était guère plus capable de la gagner. Un instant, au lendemain de la mort du cardinal, le parti populaire des cortès essaya, il est vrai, de s'emparer du pouvoir. Phebus Moniz tonna contre la trahison. « Comment, s'écriait-il, pourrions-nous nous confier à ceux qui nous commandent, s'il nous est connu que des cinq gouverneurs trois au moins ne peuvent se laver du soupçon public d'être les amis et les partisans de l'Espagne?.. En présence de tels faits, serait-il raisonnable de laisser le pays à la discrétion d'hommes dont la loyauté est si douteuse? » Mais ce n'était qu'un vain appel. Le Portugal se trouvait, avec cinq gouverneurs impuissans ou infidèles, entre Philippe II prêt à s'élancer et le prieur de Crato, dom Antonio, resté dans la défection universelle l'unique chef d'une résistance nationale sans espoir.

II.

Il y a une fatalité qui semble conduire les événemens et proportionner les hommes aux circonstances. Les deux derniers rois avaient représenté l'indépendance portugaise à l'heure où elle était en dé-

clin, mais où elle vivait encore; dom Antonio la représente lorsqu'elle ne peut plus être sauvée. C'est un personnage trouble comme la situation, vrai héros d'aventures, type de ces princes destinés à livrer des combats inutiles, à poursuivre des couronnes et à finir dans un exil agité, — quelque chose de flottant entre les derniers Stuarts et le roi Théodore de Corse, convive prématuré du souper de Candide. Il était l'enfant naturel d'un des princes les plus aimés du Portugal, l'infant dom Luiz, frère du roi-cardinal, et d'une jeune femme, « humble par la naissance, mais d'une rare beauté, » Violante Gomez, surnommée la *Pelicana*, qu'on disait Juive, et qui mourut professe dans le monastère d'Almoster. Dom Antonio était le fils d'un amour romanesque qui avait fini dans l'ascétisme. Reconnu toujours par son père, sans être légitimé, et élevé en prince, destiné d'abord par le cardinal aux dignités ecclésiastiques et fait prieur de la commanderie de Crato, qui lui valait vingt-cinq mille ducats, il avait eu une jeunesse orageuse et indisciplinée. Il s'était battu bravement à Alcacer-Kebir, était resté captif et avait réussi à se sauver par ruse : il s'était fait passer pour un simple clerc et n'avait payé qu'une rançon insignifiante. Revenu à Lisbonne après la mort de dom Sébastien et l'avénement de dom Henri, il s'était fait prétendant pour n'en plus démordre, poursuivant passionnément sa légitimation, exaspérant le vieux cardinal par son ambition remuante et cherchant avant tout la popularité par l'agitation.

L'illégitimité de sa naissance était à peine une défaveur pour lui; elle lui donnait aux yeux du peuple une vague ressemblance avec cet autre bâtard, Jean d'Aviz, qui du bout de son épée avait raffermi l'indépendance portugaise vacillante sur le champ de bataille d'Aljubarrota. Dom Antonio vivait dans cette illusion qu'il était destiné à jouer le même rôle en défendant le Portugal contre le même ennemi; mais la vigoureuse séve du temps d'Aljubarrota était épuisée, et lui-même, le prieur de Crato, n'avait rien du sérieux et héroïque bâtard d'Aviz. Il était hardi, d'humeur facile et entraînante, mais vain, léger, plein de versatilités, amoureux de bruit et de pouvoir, incapable de suivre un dessein politique, et aussi peu scrupuleux que la plupart de ses contemporains. Il négociait avec tout le monde, avec le pape et avec l'empereur de Maroc, — même avec Philippe II, le grand ennemi, à qui il fit proposer, il est vrai, de se soumettre au jugement du pays, — et la réception que trouva à Madrid un de ses envoyés, Antonio de Brito, est une scène curieuse. A Madrid, on se moqua de l'envoyé du prieur de Crato. « Je lui dis, moitié plaisantant, écrit un des conseillers de Philippe II, Juan de Silva, comment un prince pauvre, brave et bien vu du peuple s'empêtrait en matière de jugemens et d'épreuves,... qu'il ne fallait pas qu'il se fatiguât à plaider, qu'il se souvînt de

César : *si jus violandum est*, et *alea jacta est!* Un bon cri dans Lisbonne, et puis advienne que pourra! » Antonio de Brito répondit sérieusement que dom Antonio le pouvait. Le lendemain, on reçut l'envoyé au Pardo au milieu de soldats récemment formés en compagnie et bien équipés; on l'avait fait exprès pour l'intimider, et Juan de Silva ajoute : « J'ai dans l'idée qu'il part avec une belle peur dans le corps, en même temps qu'il emporte au cou une chaîne de quatre cents ducats, afin que par l'un et par l'autre il s'efforce de tirer de l'esprit de son maître les vanités qu'il a conçues. »

Il y eut des momens où, soit découragement, soit calcul, soit esprit d'intrigue, dom Antonio serra de plus près les négociations avec l'Espagne, et il y eut aussi des momens où Philippe II passait à son égard du dédain à la crainte. C'était après tout le prétendant le plus dangereux, quoique le plus irrégulier, et même le seul dangereux, puisqu'il était seul capable d'élever sa hardiesse à la hauteur de son ambition. Il avait contre lui, à la vérité, toutes les classes gagnées déjà par la corruption espagnole, le clergé, la noblesse, les gouverneurs, les fonctionnaires obscurément subornés; il avait pour lui ceux qui l'aimaient en souvenir de son père ou par haine de l'Espagne, toute cette population connue sous le nom de *nouveaux chrétiens*, Juifs et Maures convertis qui voyaient une sorte de gage dans le fils de Violante Gomez, — la plèbe qu'il intéressait et qu'il séduisait par ses manières, l'instinct national qui cherchait de tous côtés un drapeau et ne voyait que le sien. Il pouvait compter aussi au moment décisif sur ce petit groupe de gentilshommes qui résistèrent jusqu'au bout aux captations étrangères, les comtes Vimioso, Diego de Meneses, qui avait fait la guerre dans l'Inde, Diogo Botelho, le bouillant et audacieux évêque de Guarda.

A la mort du roi, le prieur de Crato, que dom Henri tenait dans une sorte d'exil, et qui rôdait inquiet, changeant tous les jours d'asile, n'hésita point à se jeter dans la mêlée. Ses partisans agitaient le pays; lui-même il parcourait les villes et les campagnes, ne sachant trop que faire, mais soufflant la résistance, prodiguant les démonstrations, s'approchant tour à tour de Lisbonne, qu'il crut un moment enlever par surprise, — de Setubal, où s'étaient réfugiés les gouverneurs, — d'Almeirim, où se tenaient les cortès. Ce n'était pas des gouverneurs qu'il pouvait attendre un appui : les gouverneurs ne dissimulaient encore que pour laisser s'amortir le premier feu d'irritation populaire et livrer le royaume fatigué à Philippe II. Ce n'était pas sur les cortès qu'il pouvait compter : les cortès, échauffées un instant par l'intègre parole de Phebus Moniz et bientôt travaillées par l'habile Moura, s'affaissaient dans la division et l'impuissance. Ce fut la multitude qui le fit roi, et, comme tout ce qui se passait dans cette vie de hasard, l'acclamation d'où sortit sa

royauté fut un coup de théâtre à la fois improvisé et merveilleusement monté. Dom Antonio s'était établi à Santarem; ses partisans, les ennemis de l'Espagne, l'évêque de Guarda en tête, imaginèrent de provoquer la réunion d'une grande assemblée populaire, d'une sorte de *meeting*, pour délibérer sur les dangers du moment, sur la nécessité de s'armer, de se fortifier. Le jour fixé, en effet, une foule immense se rendit hors de la ville, à l'ermitage des Apôtres, très émue, très partagée, ne sachant trop encore ce qu'on lui demandait. L'évêque commença par dire la messe, et immédiatement après, revêtu des habits sacerdotaux, il se mit à haranguer la foule avec une véhémence extrême, accusant les gouverneurs et leur trahison, excitant les passions, fascinant la multitude par l'idée d'une élection populaire. « Il nous faut un chef pour nous diriger, s'écria-t-il, et où en trouverons-nous un plus digne, plus zélé, plus portugais en tout que le seigneur dom Antonio, que Dieu nous a donné pour notre salut et pour guérir tant de maux? Qu'il soit nommé notre défenseur, et unis à lui sacrifions tout pour n'être pas Espagnols! »

Ce fut aussitôt un effroyable tumulte de cris, d'acclamations, d'injures, de menaces qui volaient dans l'air. Les uns prétendaient que c'était une inspiration d'en haut; les autres, — et parmi eux les chefs de la ville, le corrégidor, l'alcade, — s'écriaient qu'ils ne voulaient pas d'un bâtard chassé par le cardinal, que c'était une trahison. La confusion était extrême lorsqu'un artisan, mettant un mouchoir au bout d'une épée nue et dominant de la voix toutes ces voix irritées, poussa le cri qui, deux siècles auparavant, avait fait roi le bâtard d'Aviz : « *Real*, *real*, pour dom Antonio roi de Portugal! » Les amis du prétendant répondirent par une formidable explosion, et la multitude surprise en fit autant, entraînée par le bruit, par la nouveauté, par la passion du moment. L'évêque de Guarda suivait avec la sérénité d'un habile conspirateur cette scène étrange, où les armes sortaient déjà du fourreau et menaçaient ceux qui s'opposaient à l'élection. L'évêque arrêta la violence à temps. La mêlée n'aurait pas tardé à devenir sanglante, si le prieur de Crato, qui s'était un moment dérobé à cette scène, n'eût paru à cheval, le bâton à la main, avec une garde de quarante arquebusiers. La foule se calma en voyant celui à qui elle faisait ainsi une équivoque couronne, et dom Antonio, précédé d'un porte-drapeau, rentra dans Santarem roi par la grâce du peuple, à la tête d'un immense et bruyant cortége. Rien n'y manqua, ni les prières à l'église, ni le serment de fidélité aux lois du royaume, ni les libéralités de joyeux avénement. De là dom Antonio partit aussitôt pour Lisbonne, où il fit son entrée avec cent hommes de pied et cent chevaux, et où il se fit couronner de la même manière, au milieu des mêmes cris de la populace et de l'inquiétude visible du reste des habitans. A Se-

tubal, un coup de main du comte Vlmioso fit partir les gouverneurs et mit la ville au pouvoir des partisans de dom Antonio. D'autres villes suivirent. Le feu semblait gagner et rayonner partout. Un instant le fils de Violante Gomez put se croire à peu près roi. Il s'en prodiguait à lui-même les témoignages par son impatiente activité, par son ardeur à mettre la main sur tout ce qui flattait son illusion; mais c'était sa faiblesse de vivre dans l'illusion, de ne pas voir que dans ces triomphes, œuvre de la mobilité populaire, la confiance manquait, que l'impuissance et l'inquiétude étaient partout, qu'on ne croyait ni aux ovations ni à ce pouvoir improvisé qui n'avait ni armes ni soldats. Le prieur de Crato s'était endormi prétendant et s'était réveillé roi; il se berçait un moment, comme dans un songe, de ce fantôme de royauté, et le songe se dissipait devant la brutale et sinistre apparition des bataillons espagnols.

La réalité, en effet, c'était l'Espagne s'ébranlant pour la conquête, c'était Philippe II, qui n'était pas homme à acheter un royaume pour l'abandonner ensuite, à s'arrêter devant cette pâle image d'une royauté faite par l'effervescence populaire. La mort du roi Henri ne l'avait point pris au dépourvu. Il laissait les gouverneurs se débattre dans leur trahison embarrassée et dom Antonio se démener dans son rôle d'agitateur; mais il se tenait prêt : il avait accumulé heure par heure les préparatifs, il avait appelé d'Italie ses plus vieux soldats, espagnols, allemands, italiens, avec leurs chefs expérimentés, Fernando de Toledo, Prospero Colonna, Lodron, Sancho de Avila, et le jour où Moura le prévenait de la mort du cardinal il n'avait plus qu'à pousser son armée vers la frontière. Il fallait un homme pour conduire l'entreprise, et il n'y en avait qu'un, le duc d'Albe, le terrible *pacificateur* des Pays-Bas. Sa renommée militaire, une des premières de l'Europe, le lugubre retentissement de ses exploits de Hollande, faisaient de lui un *épouvantail* selon le mot dont on se servait. Nul ne pouvait assurément lui disputer la gloire d'être un des premiers exécuteurs de peuples. Il fut choisi pour cela.

Ce n'est pas que Philippe II l'aimât; il ne lui pardonnait pas ses hardiesses, ses saillies d'indépendance et d'orgueil, et il l'avait tenu presque toujours, depuis son retour des Pays-Bas, dans une sorte de disgrâce à Uceda, où le duc vivait exilé, vieillissant et grondeur, trouvant que ses services étaient mal payés, se plaignant tout haut de l'ingratitude des rois, qui ont l'habitude d'exprimer le suc des fruits et de les rejeter ensuite. Il fallut l'opinion de Moura pour décider Philippe II, qui hésitait, et fixer son choix sur « l'homme d'Uceda, » comme on l'appelait dans l'intimité. Ce n'est pas que d'un autre côté « l'homme d'Uceda » fût très partisan de la conquête du Portugal; il lui était arrivé de dire un jour au marquis de

Los Velez, qui lui vantait l'annexion : « Quand tout sera espagnol, où pourront se réfugier nos enfans? » Malgré ces nuages entre le roi et le duc, la nécessité rapprochait ces deux hommes si bien faits pour s'entendre, si naturellement complices dans les œuvres de politique violente. Le roi avait besoin du soldat; le soldat n'était pas homme à résister à un ordre, à un geste, et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que Philippe II ne prit pas même la peine de relever ostensiblement le duc d'Albe de sa disgrâce en le mettant à la tête de l'armée : il le fit partir directement d'Uceda pour Lerena, où se réunissaient les forces de l'expédition, ce qui faisait dire au vieux général qu'on l'envoyait conquérir des royaumes les mains encore chargées de fers. Le duc ne fut pas autorisé à se rendre à Madrid pour assister aux conseils où se délibérait l'entreprise dont il était l'exécuteur; il ne vit le roi que plus tard, à Merida, marchant déjà sur le Portugal.

Une fois à l'œuvre d'ailleurs, « l'homme d'Uceda » ne se rappelait plus s'il avait approuvé ou désapprouvé. Le bruit des armes, la vue des vieux soldats qu'il avait connus, le ragaillardissaient; il se sentait jeune homme pour la guerre, et l'exil surtout n'avait pas attendri son âme pour les rebelles de toute sorte, car ceux qui défendaient leur pays, en Portugal comme dans les Flandres, étaient naturellement des rebelles. Pendant que les gouverneurs portugais en étaient encore à négocier pour couvrir leur trahison d'une apparence de concessions nouvelles de la part de la cour de Madrid, pendant que le prieur de Crato en était à conquérir sa fragile couronne dans les échauffourées populaires, l'armée espagnole était déjà en marche et s'approchait de Badajoz, où Philippe II se rendait lui-même avec la reine et le prince royal, comme pour rehausser l'éclat de cette entrée en campagne, et en réalité pour se tenir plus près des événemens. Le 27 juin 1580, l'armée réunie à Cantillena, dans une plaine, auprès d'une rivière qui courait le long de la frontière des deux royaumes, était prête à être passée en revue par le roi, pour qui on avait élevé un amphithéâtre au milieu du camp, au centre des lignes de l'infanterie italienne. Avant le défilé, le duc d'Albe, suivi d'un éclatant cortége, vint pour baiser la main de Philippe II et prendre ses ordres. Le vieux capitaine de l'empereur, qui semblait secouer le poids des ans et des infirmités, portait un vêtement aux couleurs de sa maison, bleu et blanc, sur la tête un bonnet orné de plumes magnifiques, à la ceinture une épée à la poignée d'argent, compagne de sa longue vie de soldat. Son attitude était martiale et superbe. Quand il s'approcha du roi, Philippe, qui n'ignorait pas l'art de régner et de gagner les hommes dont il avait besoin, le prit presque dans ses bras, le reçut de façon à lui faire oublier l'exil d'Uceda et le fit asseoir auprès de lui tandis que

les escadrons et les bataillons défilaient, la mine fière et d'une allure confiante, comme s'ils marchaient à la plus juste des guerres. Un descendant du connétable Alvaro de Luna conduisait les gardes de Castille au riche costume de velours bleu rehaussé d'écarlate et d'or, Prospero Colonna commandait les Italiens de Toscane, le prieur de Hongrie, Carafa, les Napolitains, Lodron les Allemands. L'armée espagnole comptait vingt mille hommes. Le duc d'Albe trouvait que ce n'était pas beaucoup; c'eût été peu en effet, si la diplomatie n'eût ouvert le chemin à ces soldats aguerris, poussés par une politique froidement impérieuse, conduits par un chef vieilli, mais toujours indomptable.

La force concentrée et fixe était dans un camp, la trahison et la décomposition étaient dans l'autre camp. Que pouvait le Portugal? Il était, il se sentait miné par une corruption sans limites qui paralysait toute résistance, qui laissait moralement et matériellement le pays ouvert à l'invasion. Dans la noblesse, c'était à qui se hâterait d'envoyer son adhésion et de faire ses conditions. Le seigneur de Cascaes, une des places les plus importantes des bouches du Tage, faisait demander à Philippe II « des ingénieurs étrangers et un officier aussi étranger pour l'aider à se défendre contre ceux du pays. » Il n'y avait pas une ville de la frontière dont les magistrats ou les habitans principaux n'eussent été gagnés, pas une forteresse qui ne fût démantelée, que les commandans ne fussent prêts à livrer. Les gouverneurs ne pouvaient songer à organiser la défense, puisqu'ils n'avaient d'autre pensée que de hâter l'arrivée de l'Espagne, et que le plus sûr moyen d'en finir était de désarmer la résistance. La royauté du prieur de Crato était un contre-temps dans leur plan; mais dom Antonio lui-même, dans l'enivrement de sa brusque victoire, n'avait à opposer aux reitres du duc d'Albe que des soldats novices, levés précipitamment dans le plus bas peuple, et même en trouvant des soldats il n'avait pas de chefs à leur donner, — et, quand il aurait eu chefs et soldats, il n'avait ni armes ni munitions. Les arsenaux étaient vides, on ne trouvait que quelques arquebuses à distribuer aux hommes de bonne volonté qui demandaient des armes, et l'ambassadeur de Philippe II, Moura, notait avec ironie qu'il n'y avait à Lisbonne pour toute provision de guerre que quelques quintaux de poudre. Tout avait été laissé à l'abandon. C'est ainsi que les principales places de la frontière, Villa-Viciosa, qui était au duc de Bragance, Elvas, Olivença, tombaient au premier choc de l'invasion, et que s'engageait à l'extrémité de l'Europe ce duel où un roi improvisé n'avait pour dernière défense que beaucoup d'illusions et les forces diminuées d'un pays sur lequel s'abattaient à la fois la trahison, la famine et la peste. Le prieur de Crato seul ne s'abandonnait pas encore : il comptait jusqu'au

bout, comme tous les désespérés, sur un secours étranger. Il s'obstinait à croire que l'Angleterre et la France ne pouvaient laisser périr l'indépendance portugaise, et s'accomplir une conquête qui agrandissait d'un royaume la puissance espagnole. Dans cette lutte inégale, dans cette détresse d'un petit pays, s'agitait une de ces questions qui revivent toujours, une question d'équilibre, de sécurité européenne, de garantie universelle devant une impatience de domination et de prépondérance.

C'est le côté diplomatique de cette question portugaise qui se lie singulièrement, vers la fin du XVIe siècle, à la question hollandaise. Les catholiques du midi et les protestans du nord luttent pour la même cause, contre le même ennemi, avec une fortune bien inégale. Les prétendans portugais n'avaient pas attendu le dernier moment pour agiter les cours de leurs démarches, pour rechercher l'alliance ou la protection de toutes les politiques émues de l'ambition croissante de l'Espagne. Avant la mort du roi Henri, ils négociaient déjà partout; après la mort du roi, ils redoublaient d'efforts; chacun d'eux, le prieur de Crato, comme le duc de Bragance, avait ses émissaires à Paris, à Londres, à Rome, même à Madrid, et de leur côté l'Angleterre, la France, le pape, avaient à Lisbonne des ambassadeurs, des agens de toute sorte occupés à débrouiller cette confuse intrigue nouée autour de la succession portugaise, observant tout, observés à leur tour par le pénétrant Moura, qui ne négligeait rien pour les suivre et pour les déjouer. La France envoya successivement l'évêque de Comminges et un agent plus obscur, Abadie; l'Angleterre envoya Wolton, le pape expédia des légats; ils étaient tous d'accord pour reconnaître que, si la lutte restait circonscrite entre Philippe II et le prieur de Crato ou le duc de Bragance, l'issue n'était point douteuse, que l'annexion se ferait, que l'Espagne aurait facilement raison d'une résistance d'avance frappée à mort par les divisions. C'est là que la question de succession cessait d'être exclusivement portugaise pour s'élever à la hauteur d'une question européenne qui touchait à toutes les situations.

Certes un intérêt commun liait toutes les politiques, subitement attirées dans ce fourré obscur et lointain. Le mâle et pénétrant esprit d'Élisabeth, la souveraine de la commerçante et protestante Angleterre, ne pouvait voir sans ombrage une annexion qui donnait la domination des mers et un nouvel ascendant politique en Europe au maître du Nouveau-Monde, à l'irréconciliable ennemi de la réformation. L'indépendance portugaise, si petite qu'elle fût, était pour l'Angleterre un rempart, une garantie, et elle pouvait être un levier, comme elle l'a été depuis, contre l'excès d'une autre prépondérance. La France à son tour, la France de la fin du

XVIe siècle, ne pouvait voir sans crainte s'agrandir encore la puissance qui étreignait ses frontières, qui avait la main dans ses factions, qui était l'alliée des Guises. Henri III avait pour le pousser à l'action des raisons de sécurité; Catherine de Médicis avait ses prétentions sur la couronne portugaise, prétentions légères, mais qui étaient du moins une arme : intérêt national, intérêt dynastique, intérêt politique du moment, tout se réunissait. Le pape lui-même, plus troublé que rassuré par le catholicisme envahisseur de Philippe II, ne demandait pas mieux que de contenir son terrible voisin de Naples et du Milanais, et d'instinct se sentait plus garanti par une action anglo-française que par la politique de Madrid. Ils étaient ainsi tous intéressés à ne pas laisser mourir cette petite indépendance menacée et à soutenir un prétendant portugais. Celui qui voyait le plus clair pour la France, c'était l'ambassadeur à Madrid, M. de Saint-Goard, qui, placé au foyer de l'intrigue espagnole et sous la pression des choses, concevait d'avance la politique d'Henri IV et de Richelieu. M. de Saint-Goard ne voyait d'autre remède que de laisser les Portugais se donner un roi avant l'invasion et de le soutenir. « Il est clair, ajoutait-il, que cela fait ils entoureront et défendront le souverain de leur choix avec le courage qu'ils ont montré à d'autres époques, tandis que, continuant à rester divisés et sans chefs, ils succomberont facilement au premier choc de l'ennemi... En laissant se développer l'anarchie et le découragement qui minent ce qui reste des forces portugaises, tout ce que nous ferons sera d'aplanir le chemin devant les Espagnols. » C'est dans cette voie que M. de Saint-Goard poussait la France.

Il arriva alors ce qui s'est vu depuis plus d'une fois, ce qui est arrivé hier encore dans les affaires du Danemark. La défiance jetée entre toutes les politiques amena l'impuissance commune. Le pape ne demandait pas mieux que de retenir l'Espagne, mais il n'osait contrarier ouvertement ses desseins, et il déguisait ses craintes sous l'innocent et candide conseil de ne pas recourir à la force. La vigoureuse Élisabeth se montrait prête à soutenir la cause portugaise même par les armes. Deux fois elle fit sonder la cour du Louvre par son ambassadeur Cobham; deux fois elle fit proposer à la France une alliance active, et, ne trouvant qu'une froideur évasive, elle se replia en elle-même; elle n'avait pas envie de s'aventurer seule contre l'Espagne, au risque d'avoir à combattre chez elle l'agitation des catholiques, les conspirations qui se succédaient, les entreprises auxquelles pouvait encore servir de drapeau le nom de la belle et infortunée Marie Stuart. Elle comprit qu'elle jouerait trop gros jeu et elle attendit. Henri III et Catherine de Médicis voulaient bien, eux aussi, faire quelque chose pour arrêter l'ambition espagnole; mais le faible Valois éludait les propositions de l'Angleterre

sous prétexte qu'en fait de guerre et de sacrifices d'argent Élisabeth était toujours prête à promettre et reculait toujours quand il fallait tenir. Il se défiait de l'Angleterre, il redoutait d'attirer sur lui quelque redoutable vengeance de l'Espagne; il craignait la ligue, il craignait les huguenots, et, perdu d'incertitudes, il évitait surtout de s'engager. Vainement Saint-Goard le pressait d'agir, d'envoyer tout au moins des ingénieurs et douze capitaines expérimentés comme le demandaient les Portugais : Henri III ne répondait pas plus aux confidences de son ambassadeur qu'aux propositions d'Élisabeth.

Faute d'une alliance dont la pensée naissait d'elle-même et qui eût probablement arrêté l'Espagne, la France et l'Angleterre se détournaient d'une politique qui ne devait pas être facile à réaliser, il est vrai, puisqu'elle est encore la généreuse chimère des esprits libéraux; elles se bornaient à une hostilité toute diplomatique contre les plans espagnols et à une sympathie inerte pour le petit royaume en péril, faisant tout ce qu'il fallait pour exciter les Portugais et rien pour les soutenir, se prêtant à toutes les négociations, promenant leur intérêt et leur faveur du duc de Bragance, leur premier candidat, au prieur de Crato, ne décourageant aucune espérance, mais n'envoyant ni un soldat ni un vaisseau. Philippe II, dont la froide sagacité n'était pas facile à tromper, n'avait pas tardé à démêler ce jeu; il avait vu que la France et l'Angleterre s'agitaient beaucoup, qu'elles craignaient l'annexion du Portugal, qu'elles protesteraient peut-être, mais qu'elles ne feraient rien, et c'est là au fond ce qui décida l'invasion. L'armée espagnole était déjà entrée en Portugal que dom Antonio ne désespérait pas encore, et promettait toujours à ses partisans l'intervention étrangère. Au dernier moment, le prieur de Crato fit une suprême tentative; il s'adressa à la France et à l'Angleterre. Il offrait à Henri III une alliance intime et des compensations pour les droits problématiques de Catherine de Médicis. L'indécis Henri III, qui n'avait rien fait jusque-là, n'était pas homme à prendre une résolution quand le moment était presque passé; il se montra violemment irrité de l'acte de force de Philippe II et ne répondit pas au nouveau roi portugais, le laissant à lui-même et à ses illusions. La reine Élisabeth, quoique pressée par quelques-uns de ses conseillers, ne se laissa pas plus entraîner. Elle avait toujours la haine de l'ambition espagnole, elle désirait le succès de dom Antonio et du Portugal; mais elle n'était pas femme à sortir légèrement de la neutralité où les refus de la France l'avaient rejetée : elle gardait ses soldats pour une meilleure occasion, et elle faisait des économies, ce qui faisait dire à un de ses agens les plus intimes qu'il priait Dieu « que de semblables économies fussent aussi utiles à l'Angleterre que la reine l'imaginait. » Le dernier appel de dom Antonio eut le sort qu'ont

souvent en politique les appels des désespérés et des faibles. Cette chance évanouie, le Portugal restait seul en tête-à-tête avec l'Espagne et ses bataillons, seul avec sa faiblesse, ses divisions, son découragement, sa misère et son roi plein d'illusions, pour soutenir une lutte où le sentiment populaire était le dernier complice d'une résistance inutile.

III.

Alors le duc d'Albe s'élance. L'abandon de l'Europe, la trahison intérieure, la conspiration de toutes les craintes, rendaient l'œuvre facile en faisant du Portugal une proie livrée d'avance. L'armée d'invasion, sans être nombreuse, avait la supériorité que donnent la discipline et l'habitude de la guerre. Le vieux capitaine n'était pas cependant sans préoccupations; il se trouvait sur un terrain nouveau, et l'indépendance portugaise avait en ce moment un auxiliaire redoutable, terrible, imprévu : c'était la peste qui avec la misère ravageait le pays et devant laquelle il ne fallait pas laisser faiblir le moral des soldats espagnols. Cette campagne, qui commençait aux derniers jours de juin 1580, ne fut pas une campagne; ce fut une marche méthodiquement impétueuse à travers des villes qui tombaient d'elles-mêmes et des contrées dont les habitans essayaient en désordre une vaine défense. On croyait le duc d'Albe encore à la recherche de son chemin, vers la rive droite du Tage, du côté de Santarem, qu'il était déjà sur l'autre rive, en face de Lisbonne, à Setubal, faisant plier sous son épée la ville où quelques jours avant dom Antonio avait paru en roi, et donnant la main à la flotte espagnole, qui abordait l'entrée du fleuve. On le croyait encore à Setubal que déjà, par une foudroyante témérité, il avait jeté ses soldats sur l'autre rive du Tage, disant à un de ses officiers, qui restait stupéfait de la rapidité et du succès de l'opération : « Vois ce que c'est que les occasions; les unes demandent l'audace d'un jeune homme, les autres la prudence et les lenteurs des vieux. » Il manquait la reddition du fort de Cascaes, dont la garnison aurait pu aisément rejeter les envahisseurs à la mer, et qui, gardé par un des partisans de dom Antonio, Diego de Meneses, pouvait encore menacer l'armée espagnole dans ses positions nouvelles, dans ses communications avec l'escadre du marquis de Santa-Cruz. Ce fut bientôt fait : le fort fut sommé de se rendre, attaqué et pris en quelques heures avec son commandant. Diego de Meneses demanda à être traité selon les lois de la guerre. Le duc d'Albe lui fit répondre laconiquement qu'il pouvait se préparer à mourir, et ce vaillant homme qui avait refusé de partir comme gouverneur des Indes pour prendre part à la défense de son pays, qui avait peut-

être plus d'intégrité et de courage que de tête, Diego de Meneses, fut une des premières et des plus nobles victimes dans l'obscure tragédie qui commençait. Le lieutenant de Philippe II le fit pendre aussitôt, punissant en lui la fidélité et l'indépendance, voulant faire un exemple pour tous les *rebelles* qui seraient tentés de résister.

Jusque-là cependant tout s'était passé sans lutte sérieuse. Il n'y avait eu que ce combat de Cascaes, suivi d'une exécution froidement impitoyable, et ce passage du fleuve qui était assurément une prodigieuse témérité. Il y avait un mois à peine que l'invasion avait commencé, et déjà l'armée espagnole se trouvait campée dans de fortes positions entre la mer et Lisbonne. Le duc d'Albe ne se serait pas lancé aussi impétueusement sur sa conquête, s'il avait eu en face de lui un autre ennemi; mais il avait bien vite reconnu qu'on pouvait être audacieux impunément. C'était le malheur du Portugal d'être mal servi, mal commandé, mal préparé, de se sentir plus qu'à demi vaincu avant le combat.

La défense était à peine sérieuse. Ce n'est pas que dans ces quelques jours de royauté dom Antonio et ses partisans ne se fussent étrangement agités, et qu'il n'y eût une apparence d'enthousiasme populaire. Dom Antonio était partout, remuait tout et s'efforçait de tout animer autour de lui. Il se berçait de cette popularité trompeuse que donne un moment d'émotion publique et dont il croyait pouvoir se servir pour organiser une défense efficace; mais ce n'était qu'une activité fiévreuse, confuse et stérile. Roi ou prétendant, dom Antonio portait la fatalité de toute une situation et d'un caractère peu fait pour se mesurer avec une crise où se jouait l'indépendance d'un pays. Le temps, les élémens, l'habileté, l'autorité, tout manquait. Il avait besoin de se fortifier, de s'assurer des positions, de combiner un plan d'action, et il n'avait ni ingénieurs, ni conseillers un peu instruits des choses de la guerre, ni chefs ayant l'habitude des armes. Son meilleur officier était un aventurier italien, Sforza Orsini, qui n'avait d'autre mobile que de pousser sa fortune là où l'on se battait et qu'on ne croyait même pas très sûr. Pour avoir de l'argent, le prieur de Crato était réduit à altérer les monnaies, à extorquer violemment des contributions, à mettre la main sur tout ce qu'il trouvait. Pour avoir une armée, il était obligé de recruter à la hâte des paysans novices qui savaient à peine porter une arme, et il en vint à donner la liberté aux esclaves noirs, qui étaient nombreux à Lisbonne. La noblesse fuyait, la classe moyenne s'inquiétait, la plèbe seule restait, violente et tumultueuse.

Lisbonne ressemblait à une ville en révolution plutôt qu'à une ville en défense. Des femmes du peuple s'enrégimentaient et parcouraient les rues avec des drapeaux. Des moines sortis de leurs couvens se mêlaient à la populace et excitaient toutes les passions

ou se mettaient à la tête d'une compagnie. Les nègres, affranchis et transformés en soldats, se répandaient à leur tour dans la ville et se livraient à mille excès. La fureur de tous se tournait contre les suspects, contre les amis de l'Espagnol. Le bruit et les violences ne faisaient pas une armée. Un jour dom Antonio voulut aller visiter son camp : il trouva ses soldats couchés par terre, déguenillés et assez tristes. Il n'y avait autour du camp ni gardes ni sentinelles; tout était à l'abandon. Et c'est avec ces soldats qu'il fallait affronter les terribles bandes espagnoles. Dom Antonio n'avait pour lui qu'un certain instinct qui relevait la légèreté de son caractère et la vanité de ses illusions. A ce moment extrême, Philippe II, qui était toujours prêt à négocier, même en se battant, voulut tenter encore une fois ce prétendant obstiné, et il lui envoya un plénipotentiaire qui devait s'entendre avec le chef de l'armée espagnole pour préparer un arrangement sans combat. Ce n'était pas l'affaire du duc d'Albe, qui n'avait qu'un pas à faire pour vaincre; au lieu de favoriser la négociation, il la compliqua de ses hauteurs; il prit avec le roi portugais un ton d'égalité et de protection méprisante. Dom Antonio, se relevant sous l'insulte, soutenu d'ailleurs par l'évêque de Guarda, se contenta de répondre froidement et fièrement : « Les rois sont des rois, les simples capitaines des capitaines, et la victoire, c'est Dieu seul qui la donne! » Après cela, le choc décisif était inévitable.

Il ne se fit pas attendre. Une fois décidé à ne plus reculer et à disputer sa couronne, dom Antonio se tenait prêt dans ses lignes. Lisbonne au fond tremblait, dégoûtée de ses défenseurs, craignant les représailles d'un vainqueur irrité par la résistance. Le duc d'Albe ne songeait pas précisément à emporter la ville d'assaut et à la livrer à sa soldatesque; il se présentait au contraire, — ce qui est toujours d'un bon effet, — en défenseur de l'ordre, en protecteur, en libérateur de la population paisible opprimée par la plèbe du prétendant. C'était le prétendant qu'il fallait abattre d'un coup pour s'ouvrir les portes de la ville, pour échauffer chez les bons bourgeois de Lisbonne le courage de la trahison. Le camp portugais était placé en avant de la capitale sur la rivière d'Alcantara, qui débouche dans le Tage. Ces environs de Lisbonne, qui sont aujourd'hui pleins d'habitations, de jardins et de cultures, étaient alors déserts. Il n'y avait qu'un pont massif de pierre jeté sur la rivière et une maison isolée. La petite armée de dom Antonio, au nombre de sept ou huit mille hommes, était là, barricadée dans une sorte de camp retranché élevé en toute hâte, défendue par le pont, touchant d'un côté à des collines boisées, de l'autre au Tage et aux navires restés fidèles à la cause nationale. Ce n'était pas une position sans force et sans

avantages. Le duc d'Albe, qui s'était avancé prenant successivement les forts de Cascaes, de Saint-Julien, d'Oeiras, de Belem, avait bien vite saisi les avantages de cette dernière position, où l'attendait le prieur de Crato; mais il avait vu aussi d'un coup d'œil ce qu'il y avait de vulnérable dans ces fortifications improvisées, inachevées et surtout mal liées, et il prit son parti.

Le matin du 25 août 1580, après une nuit passée à tenir en alerte, à fatiguer son ennemi, le vieux capitaine quitta son quartier-général suivi d'un brillant cortége d'officiers et alla se placer au centre de son armée. Il s'assit tranquillement à un poste d'où il pouvait embrasser le champ de bataille et il lança ses bandes, — Fernando de Tolède remontant la rivière avec ses cavaliers pour tourner les Portugais, et les Italiens de Colonna attaquant de front le pont d'Alcantara. Il faut tout dire : les Portugais soutinrent le premier choc, et ce fut même un carme déchaussé, Estevão Pinheiro, ardent partisan du prieur de Crato et de l'indépendance, qui l'épée à la main eut le singulier honneur de faire reculer pendant quelques minutes les terribles assaillans. Les Portugais se battirent plus d'une demi-heure, et dans cette demi-heure ils perdirent un millier d'hommes. C'était beaucoup pour ces conscrits. Dom Antonio, qui n'était ni un politique ni un général, se battit en soldat, corps à corps, se jetant au plus épais de la mêlée et enflammant les siens. Un instant il fut sur le point d'être pris; il avait été blessé au visage et à la gorge par un garde-côte de Grenade qui ne le connaissait pas, et il se battait encore que déjà son armée débandée, frappée de terreur, jetant ses armes, fuyait par tous les chemins. Il fit ce qu'il put pour arrêter la déroute, et, voyant tous ses efforts inutiles, il se sauva lui-même, traversant Lisbonne comme un éclair sans se reposer un moment. Il ne s'arrêta qu'à Santo-Antonio de Tojal, puis à Santarem, pour se réparer, se remettre et voir clair dans sa situation. Lisbonne pendant ce temps se hâtait d'aller porter ses clés au vainqueur, qui, malgré les ordres les plus sévères, ne put la préserver complétement du pillage.

Ce ne fut pas, il est vrai, la fin de la lutte. L'évêque de Guarda, le comte Vimioso, ceux des partisans de l'indépendance qui avaient échappé au désastre d'Alcantara se répandirent dans le pays, partout où ils avaient de l'influence, pour essayer de réchauffer l'ardeur populaire et de lever de nouveaux soldats. Dom Antonio lui-même, réfugié d'abord à Santarem, ne cédait que lentement devant les Espagnols de Sancho de Avila lancés à sa poursuite, se repliant de Coimbre sur Aveiro, d'Aveiro à Porto. Là il eut encore une dernière illusion, une dernière chance. Dom Antonio retrouva un moment dans le peuple de Porto un éclair de l'enthousiasme qui avait

fait sa royauté; il crut presque pouvoir se défendre, et en même temps éclatait tout à coup une nouvelle étrange qui inquiétait terriblement le duc d'Albe : Philippe II venait d'être attaqué à Badajoz d'une maladie soudaine qu'on prit d'abord pour la peste. La mort de Philippe pouvait tout changer, tout remettre en question ; mais ce ne fut qu'un éclair. Philippe se remit bien vite, et le prieur de Crato, chassé de son dernier refuge de Porto, disparut subitement de la scène pour mener la vie errante et obscure du prétendant proscrit. Ce ne fut que trois mois après, au commencement de 1581, qu'il put s'embarquer pour la France. Il passa ces quelques mois à battre les monts et les vallées du Portugal, réduit à changer tous les jours d'asile et à se cacher sous tous les déguisemens, poursuivi, traqué, souvent serré de près par les Espagnols acharnés à le prendre et ne leur échappant quelquefois que grâce à la fidélité, au dévouement qu'il rencontrait encore. Une nuit, exténué d'une longue course, il s'arrêta pour se reposer au bord d'une rivière, lorsqu'on entendit tout à coup le pas des chevaux d'un détachement lancé à sa poursuite. La captivité aux mains des Espagnols était ce qu'il redoutait le plus, et il n'y avait ni barque ni aucun moyen de passer la rivière. Il eut un moment de désespoir. Un des plus obscurs de ses compagnons le prit aussitôt dans ses bras, se jeta à la nage avec ce fardeau d'un roi en détresse, et alla le déposer sur l'autre rive. C'était une vie mêlée d'aventures romanesques, de tribulations et de dangers. Le plus souvent il trouvait une hospitalité sûre et discrète dans les couvens de religieuses des contrées du Miñho et chez des gens du peuple, chez des laboureurs. Personne ne le trahit. Une sorte de pitié populaire l'accompagnait et semblait voir en lui la pâle et errante image de l'indépendance portugaise réduite à se cacher dans les montagnes en attendant de disparaître tout à fait sur quelque navire préparé par une fidélité ingénieuse. Il n'était plus en réalité que cela devant l'astre ascendant de la domination étrangère.

C'est qu'en effet la défaite d'Alcantara avait été la déroute irréparable de l'indépendance. La prise de Lisbonne avait décidé de la soumission du Portugal en décourageant toutes les résistances, qu'un peu plus de bonheur ou un peu plus d'habileté eût ralliées peut-être, et c'est ainsi que s'accomplissait l'annexion commencée par la diplomatie de Moura, poursuivie par les bataillons du duc d'Albe, définitivement consommée par Philippe II lui-même, qui arrivait bientôt à Lisbonne pour mettre le sceau de ses armes et de sa politique sur un royaume transformé en province. En peu de temps, l'occupation espagnole s'étendit au pays tout entier et à ses possessions; il n'y avait plus qu'un point, les îles Terceires, où

flottât encore le drapeau national, défendu jusqu'au bout par un homme dévoué à la fortune du prieur de Crato. C'est alors que la conquête commence à se révéler dans sa vraie nature, avec ses duretés, ses représailles et ses humiliantes servitudes. Tant que Philippe II n'était encore qu'un prétendant désireux de se faire accepter, il prodiguait les promesses, il dorait la chaîne; après la victoire de la force, la main du maître étranger, du maître absolu et jaloux, s'appesantit sur le pays. La politique espagnole, à l'époque de ses excès de prépondérance, a été la grande promotrice de toutes ces tactiques à l'usage des dominateurs, et si notablement perfectionnées depuis : donner des amnisties qui ne protégent personne, faire sanctionner l'abdication d'un pays par des assemblées captées ou terrifiées, user une indépendance par la ruse ou par la force, par les faveurs corruptrices et les répressions sans pitié, transformer le sentiment de nationalité en sédition, la compression en défense de l'ordre, se servir des pusillanimités pour s'imposer, des divisions des classes pour régner. La politique espagnole, en Portugal comme dans les Pays-Bas, n'avait qu'une pensée, l'assimilation complète du royaume. Elle avait été trop rudement éprouvée dans les Pays-Bas pour ne pas se cacher un peu en Portugal : au fond, la pensée était la même. Les concessions faites par Philippe II à un reste d'autonomie n'étaient qu'apparentes; les amnisties n'étaient qu'un piége ou une parade. Amnisties et concessions dépendaient de l'interprétation discrétionnaire des nouveaux maîtres. La vérité, c'était la répression.

La première victime poursuivie, recherchée par la politique espagnole fut naturellement le prétendant, dont Philippe II mit en somme la tête à prix. Philippe promettait toute sorte d'avantages et de priviléges à ceux qui le livreraient ou aideraient à le saisir, et il absolvait d'avance ceux qui le tueraient en cherchant à le prendre. Après le prétendant fugitif, c'étaient les amis, les partisans de sa cause, les compagnons de sa mauvaise fortune. Après les amis et les compagnons de dom Antonio, c'étaient les amis, les parens de ses compagnons, et de proche en proche c'étaient tous ceux sur qui pouvait s'étendre un soupçon d'hostilité contre l'Espagne. La mère du comte Vimioso, avec sept de ses filles, fut envoyée en Castille et enfermée dans la tour de Torquado. La fidélité de Diogo Botelho à la cause nationale et au prétendant attira sur sa famille toutes les persécutions : sa femme et ses filles furent exilées, son fils fut jeté pour de longues années en prison, trois de ses sœurs qui étaient religieuses se virent brutalement arrachées à leur couvent et traînées par des soldats en Espagne. La veuve de Diego Meneses fut bannie et dépouillée de ses biens. Phebus Moniz, le dé-

puté de Lisbonne, expia lui aussi la hardiesse de ses discours. Des religieux furent poursuivis, chassés du pays ou emprisonnés; d'autres, tels que le gouverneur de Fayal, subirent d'atroces supplices Personne n'était à l'abri du soupçon, et chaque jour faisait de nouvelles victimes.

Ceux qui s'étaient laissé séduire d'abord par l'idée de l'union, qui avaient cru aux avantages de la fusion des deux pays et avaient été les partisans de l'Espagne, commencèrent bientôt à voir qu'ils s'étaient trompés, qu'il n'y avait de vrai que la prostration et l'abaissement sous le joug le plus dur. Le duc de Bragance lui-même, qui, pour ne pas s'allier au prieur de Crato, s'était hâté de faire sa soumission, et à qui Philippe II avait passé au cou la Toison-d'Or en le décorant de la dignité illusoire de connétable de Portugal, le duc de Bragance ne tarda point à se sentir diminué et froissé. La duchesse sa femme, qui était petite-fille de roi et qui avait aspiré à une couronne qu'elle eût si bien portée, la fière Catherine de Bragance se débattait vainement pour garder la supériorité de son rang vis-à-vis du duc d'Albe. Le vieux capitaine, qui savait se mettre à l'aise, en riait de son rire hautain avec Philippe II. « Comment t'a-t-elle traité? disait le roi à son généralissime. — Le mieux du monde, répliquait le duc d'Albe. — Elle t'a donné de la seigneurie? — Mieux, sire. — De l'excellence? — Mieux encore. — De l'altesse alors? — Bien mieux que tout cela; elle m'a dit tout le temps : Jésus! » Le fait est que la pauvre duchesse, voulant concilier sa crainte et son amour-propre, s'était ingéniée en tours de langage pour éviter de donner une qualification à son terrible interlocuteur, et elle avait cru se sauver par cette exclamation tout impersonnelle. Tout n'était pas puérilité d'étiquette, et les Bragance ne sentaient point seuls l'humiliation croissante. Ils en étaient déjà tous à se repentir de leur adhésion et à s'apercevoir que l'union, c'était la servitude sans compensation, mais non pas sans péril. Le mot de l'annexion, il est dans un vieux petit livre, — *Histoire de dom Antoine, roy de Portugal*, — écrit en plein XVIIe siècle par une dame française qui ne se doutait pas qu'en parlant de Philippe II elle résumait d'un trait le caractère de toutes ces entreprises. « Il ne laissa, dit-elle, en Portugal pas un homme de tête ni de courage, afin de n'être point troublé dans la possession de ce royaume. Après que Philippe eut satisfait pleinement sa vengeance, il déchargea le peuple de quelques impôts... » Le système est là tout entier, et il n'a pas vieilli.

Ce qui restait après tout de l'indépendance portugaise, c'était ce roi qui avait été si peu roi, et qui ne reste pas moins, dans ce lointain du XVIe siècle, le précurseur de tous les bannis des trônes, le chef de la famille des princes errans. Cent soixante-six ans avant

Charles-Édouard d'Angleterre, il avait promené sa fortune humiliée à travers les montagnes de son pays; cent soixante-six ans avant le prétendant anglais, il vint montrer à l'Europe ce que c'est qu'un prince portant partout l'inquiétude et l'embarras du proscrit découronné toujours dans l'attente d'une occasion. Dom Antonio avait passé trois mois à se dérober aux Espagnols, qui le poursuivaient avec âpreté et qui surveillaient toutes les côtes pour l'empêcher de fuir. Philippe II tenait à l'avoir entre ses mains. Ce ne fut qu'à l'adresse de quelques amis que le prieur de Crato dut de pouvoir s'embarquer le 6 janvier 1581 sur un bâtiment flamand qui l'amena en France. C'est alors le roman de l'exil qui commence pour lui, roman plein d'agitations, d'aventures nouvelles, de décevantes poursuites, de misères et de dangers. Il ne faut pas traiter à la légère ce bâtard illustre, qui n'a guère de place dans l'histoire, et qui a laissé comme un reflet fugitif de son passage dans tous les mémoires contemporains. Tant qu'il avait été en Portugal, offrant au moins un point d'appui, si équivoque et si faible qu'il fût, pour une politique de résistance aux desseins espagnols, on n'avait rien fait pour lui, on ne l'avait même pas reconnu; proscrit, il fut traité en roi par la France et par l'Angleterre. Il fut reçu au Louvre par Henri III et Catherine de Médicis, cette autre prétendante à la couronne de Portugal, qui n'avait peut-être songé à parler de ses droits, selon la maligne remarque d'un vieil historien, « qu'afin de faire croire qu'elle était d'assez bonne maison pour prétendre à la succession d'un royaume. » Dom Antonio eut son entrée à Paris et fut l'hôte du Louvre. En Angleterre, la reine Élisabeth l'accueillit aussi en souverain, « de façon à lui faire tout espérer. » C'était toujours une arme dont on pouvait se servir contre Philippe II. Dom Antonio mettait là ses espérances, et deux fois en quelques années effectivement il put croire encore qu'il touchait de la main son mirage, que ses espérances allaient devenir une réalité.

Une première fois, en 1583, Catherine de Médicis lui donna toute une flotte, six mille hommes et Strozzi pour aller prendre position aux îles Terceires, où flottait encore son drapeau. Le roi portugais alla s'embarquer à Nantes avec ses compagnons d'exil et nombre de gentilshommes français. Beaucoup de huguenots, heureux d'aller combattre l'Espagnol, étaient de cette expédition aventureuse. Tout marcha bien d'abord; on débarqua aux Terceires, on triomphait. Une bataille navale engloutit toutes les espérances; Strozzi fut tué dans le combat, la flotte fut dispersée, et le conquérant portugais revint à grand'peine en France; il aurait pu donner son royaume pour un vaisseau. Une seconde fois, quelques années après, la reine Élisabeth donnait à dom Antonio une escadre avec l'amiral Drake

et douze mille hommes avec lord Norrys pour général. Cette fois on toucha presque le but : on alla jusque sous les murs de Lisbonne, on campait aux portes de la ville, lorsque Norrys, voyant sa petite armée fondre chaque jour par les maladies, se replia tout à coup pour se rembarquer sur les vaisseaux de Drake sans vouloir rien écouter.

Le réveil de chacune de ces entreprises fut rude. Dom Antonio retombait du haut de ses espérances dans une vie précaire et disputée; il n'était pas même en sûreté. Philippe II, l'homme aux vastes trames et aux ressentimens profonds, qui s'irritait de toutes ces tentatives, Philippe II ne quittait pas du regard son pauvre rival, sur lequel il voulait remettre la main. « Voyez la reine-mère, écrivait-il à son ambassadeur en France, et tâchez par toute sorte de moyens de vous le faire livrer. C'est chose importante à mon service. » Et au pape Philippe disait : « Que votre sainteté fasse des démarches auprès de Henri III et de Catherine pour qu'ils abandonnent la cause de ce bâtard réprouvé! » Au besoin, le roi espagnol ne dédaignait pas d'organiser le meurtre et les guets-apens autour du fugitif. Dom Antonio s'était établi à Rueil, et fut obligé de s'enfuir pour échapper à quatre assassins soudoyés par l'Espagne. La reine-mère lui donna un château pour asile en Bretagne, et là encore il fut sur le point d'être livré par le duc de Mercœur, qui était l'allié de Philippe. Il n'eut que le temps de se sauver chez un gentilhomme des environs d'Auray, du Plessis du Guest, pour aller de là secrètement à Beauvoir en Poitou, chez la duchesse de Loudunois. A Beauvoir, mêmes menaces de la part du duc de Mercœur, et la duchesse de Loudunois lui donna des chevaux, de l'argent avec une escorte pour s'échapper encore. Dom Antonio ne trouva enfin de sûreté qu'à La Rochelle au milieu d'une population protestante qui l'accueillit comme un proscrit, comme un ennemi de Philippe II, et dans les rangs de laquelle il n'y avait ni traîtres ni assassins.

Il allait ainsi errant et délabré, un jour en Bretagne, un autre jour en Poitou, tantôt autour de Paris, tantôt à La Rochelle, épuisant ses ressources, vendant ses joyaux, réduit à vivre d'emprunts ou de secours du roi de France, et la féroce raillerie de d'Aubigné le peint d'un trait dans le *baron de Feneste* en parlant de la *jobelinocratie du prince Malaisé de La Rochelle*. Dom Antonio, toujours prêt à se reprendre à l'illusion, espéra une dernière fois. Ce fut à l'avénement d'Henri IV, qui lui permettait au moins de respirer, qui s'intéressait à sa cause et qui écrivait à M. de Beauvais : « Vous remercierez le roy de Portugal de l'affection qu'il a à mon endroit et lui direz que si Dieu permet quelque bon établissement

en mes affaires, il cognoistra que les siennes me sont très recommandez... » Henri IV lui fit dire que, s'il voulait assister à son sacre, il aurait le premier pas, et il lui réservait un rôle dans ses plans contre l'Espagne; mais dom Antonio était à bout d'épreuves : il mourut à Paris en 1595, avant que rien pût être fait. On mit son cœur au couvent des religieuses de l'*Ave-Maria*, son corps au couvent des grands cordeliers. On lui éleva un tombeau avec deux épitaphes latines, et ainsi disparut, selon le mot du nouvelliste l'Estoile, « dom Antonio, roy de Portugal, au moins qui l'avoit esté, car son train estoit réduit à celui d'un bien simple gentilhomme. » Le Portugal, pendant ce temps, s'enfonçait de jour en jour dans cette ombre que ses historiens ont appelée la *captivité*. Camoens avait raison quand, s'éteignant au lendemain d'Alcacer-Kebir et prenant sa patrie en compassion, il s'était écrié : « Au moins je meurs avec elle!... » Le cri de l'âme nationale s'était exhalé du cœur d'un poète avant la crise suprême.

Lorsque Philippe II en était encore à préparer le triomphe de ses convoitises par tous les subterfuges et par tous les moyens, sans dédaigner même les raisons sérieuses, il écrivait à son ambassadeur Moura, chargé de veiller au lit du roi-cardinal : « Vous pourrez lui dire aussi qu'il sait très bien que cette différence entre Portugais et Castillans n'est qu'un mot vain et faux, puisque les uns sont aussi Espagnols que les autres, et qu'ils diffèrent si peu de langue, d'habitudes, de mœurs, que beaucoup de grandes et moyennes maisons de Castille procèdent du Portugal, et toute la noblesse des deux royaumes est unie par des liens de parenté, de manière qu'on peut bien voir que cette opinion vaine ne se fonde que sur l'ignorance populaire, incapable de raisonner et fomentée par des intérêts particuliers... » C'était peut-être à demi vrai avant l'annexion, c'était déjà moins vrai quand l'annexion fut commencée, ce n'était plus vrai du tout quand elle fut définitivement accomplie : tant la force va contre son but. La force ne prime pas le droit, comme le disent les présomptueux de la politique : elle profite quelquefois de l'éclipse du droit, des défaillances de ceux qui seraient intéressés à ne pas le laisser s'obscurcir, et le plus souvent elle est la grande corruptrice des combinaisons les plus simples, les plus naturelles. Il n'y a de fusions vraies que celles qui ont les peuples eux-mêmes pour complices. Les autres ont un lendemain, quand le sentiment du droit se réveille, quand l'énergie d'une nation s'est assez retrempée dans le malheur, et ce lendemain des annexions violentes s'appelle une révolution d'indépendance.

CHARLES DE MAZADE.

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

VIII.

UN MONASTÈRE PROTESTANT. — LA CAMPAGNE DE GEORGIE. — LE JOUR DE L'AN A NEW-YORK.

Pittsfield (Massachusetts), 18 décembre 1864.

Je n'ai pas vu les *shaking-quakers* (1). C'est un trait nouveau du guignon qui semble poursuivre et châtier toutes mes curiosités superflues. Arrivé hier soir de Boston, j'ai pris ce matin un traîneau pour me conduire à Lebanon avant l'heure du *meeting :* c'est le nom que les *shakers* donnent à leur service religieux. Tout le pays leur appartient à trois lieues à la ronde. On rencontre leurs villages le long du chemin, de place en place, reconnaissables à leurs grandes maisons de trois ou quatre étages, à leur triste silence et à leur étrange immobilité. Lebanon est le plus grand de tous et leur chef-lieu. On descend d'une montagne boisée au fond d'une vallée riante encore, même sous la froide blancheur d'une neige sibérienne. Un village neuf et propre, plein des traces d'une activité récente, borde des deux côtés la route : ce sont de grands édifices en brique ou en bois, avec des fondations de pierre de taille,

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1865.

des granges monumentales, de vastes bâtimens de ferme; mais pas un cottage, pas un enclos coquet, pas un jardinet pour en égayer un peu la monotonie sévère. Aux fenêtres alignées sont tendues des rangées de rideaux blancs. Rien de moins séduisant que cet air d'aisance uniforme et d'irréprochable propreté. Une nouvelle maison s'élève, haute de cinq étages, plus semblable à une auberge qu'à une habitation rurale. Il n'y a place ici ni pour l'ornement ni pour le plaisir, ni pour aucun des caprices aimables de la fantaisie individuelle : le communisme a mis partout son empreinte banale et désolée. L'église même n'est qu'une grande baraque tout unie, surmontée d'une sorte de dôme bas et écrasé, comme une cloche à melon. Ce matin, la porte en était fermée. Vu le grand froid de la saison, chacune des sections de la communauté accomplissait à huis clos ces rites étranges qui m'avaient attiré. Je frappai d'abord à une porte où l'écriteau *office* indiquait la demeure de l'un des *headmen* ou chefs à la fois temporels et spirituels de la congrégation, préposés en même temps à l'administration des intérêts et à la garde des âmes. Un personnage grave et simple, vêtu d'une sorte d'habit gris à la française et entièrement boutonné, avec une cravate blanche à bouts pendans et à plis réguliers, un visage pâle et rasé, des cheveux plats et arrondis autour de la tête, vint m'ouvrir la porte et me souhaiter la bienvenue. « Il fait froid, me dit-il, je regrette que nous n'ayons pas de feu. Vous venez sans doute pour assister au *meeting?* — Précisément. — J'en suis fâché : nous ne nous réunissons pas à l'église aujourd'hui. Nous venons justement de finir le service dans cette maison. Allez un peu plus loin, à la maison blanche que vous voyez de la fenêtre. Peut-être vous admettra-t-on. » Je le remerciai et remontai en voiture, frappé de son air doux, respectable, de son accueil simple et cordial. J'étais un étranger, un intrus, évidemment un curieux et un sceptique qui venait s'amuser d'eux et rire à leurs dépens; mais toute créature humaine a titre à leur bienveillance et à leur hospitalité. — Vous venez le sourire aux lèvres, la moquerie au fond du cœur, vous venez nous voir comme des bêtes curieuses ou comme un hôpital de fous. Asseyez-vous là, mon frère, et chauffez-vous à notre feu, nourrissez-vous à notre table. — C'est ainsi du moins, me disait mon guide, qu'ils pratiquent l'hospitalité dans la semaine. Le dimanche, portes et maisons sont fermées, et les âmes, absorbées dans l'extase des saints exercices, ne s'abaissent pas aux soins de ce monde. L'église néanmoins reste ouverte à tout venant, et sans doute le sublime spectacle des élans chorégraphiques de toute cette pieuse communauté vers le ciel aura converti plus d'une âme dégoûtée de la terre.

De temps en temps, quand l'esprit saint les inspire, ces pau-

vres gens interrompent leurs hurlemens et leurs danses pour improviser des sermons, des prières, ou même des exhortations au public infidèle. Ce doit être une curieuse chose que de les voir sauter, les mains en l'air, comme des chiens savans, les yeux au ciel, poussant en cadence je ne sais quel cri inarticulé de supplication larmoyante et craintive, hommes d'un côté, femmes de l'autre, dans leur triste uniforme de bure grise, jusqu'au moment où leurs jarrets se fatiguent, où la sueur les inonde et où la pesanteur de leur enveloppe charnelle rabat au niveau terrestre leurs âmes prêtes à s'envoler dans le monde céleste. Détruire cette chair funeste, la mortifier par le célibat, la ployer par l'obéissance, secouer le fardeau de la vie corporelle, en délivrer les générations à venir en les empêchant de naître, voilà leur doctrine morale, qui, vous le voyez, a plus d'une ressemblance avec celle du monachisme catholique, on peut dire aussi avec celle des fakirs de l'Inde. Convaincus que l'existence est un mal, ils rêvent l'extinction de la race humaine et font dater du jour où elle aura accompli la loi divine de l'anéantissement ce règne éternel des *saints* qu'attendent tous les visionnaires. En attendant, ils ont des champs, des fermes, des manufactures; ils font le commerce, ils achètent des terres, ils placent des capitaux, ils font pour se recruter une propagande active et non toujours innocente. Ils s'emparent de tous les enfans laissés sans ressources et sans famille; souvent même ils les achètent ou les dérobent. Je me trompe fort, ou parmi ces petites figures moroses qui me regardent curieusement aux fenêtres de ces prisons, il y a plus d'un *petit Mortara* élevé par force à l'ombre de la foi.

Arrivé à la porte de la maison blanche, je frappai discrètement et je prêtai l'oreille. Des sons vagues semblables à des cris plutôt qu'à des chants semblaient s'en échapper par intervalles. Une autre figure grise, à face pâle et rasée, vint m'ouvrir et me demander ce que je désirais. Son allure aussi était grave, simple et sacerdotale, son extérieur celui d'un prêtre catholique plus que d'un ministre protestant, et d'un moine encore plus que d'un prêtre. Malgré son aménité parfaite, il était clair que ce personnage serait moins affable et moins accueillant que le premier. Il voulut savoir de quel pays j'étais et rentra dans la maison, puis il en ressortit pour me dire que le *meeting* touchait à sa fin, et qu'il était bien fâché de ne pouvoir m'admettre. « Est-ce, ajouta-t-il, la curiosité qui vous amène ou bien?... » Il n'osait achever sa pensée. « Oh! répondis-je, je ne crois pas que je sois touché de la grâce. » Et là-dessus, impatient déjà de cette inquisition, dégoûté de la comédie qu'il aurait fallu jouer pour m'introduire, désireux enfin de ne pas offenser ces braves gens, je l'ai remercié et m'en suis allé. J'é-

prouvais la sensation d'un homme qui regarde par la serrure ou qui s'introduit par fraude dans un couvent de chartreux.

Au retour, j'ai essayé de questionner mon guide; mais il savait peu de chose de ses voisins de Lebanon. Il n'a pas même pu me dire si les *shakers* avaient voté dans l'élection présidentielle, et pour qui, ni s'ils avaient payé de bonne grâce leur tribut à la conscription. J'en reste donc à mes impressions personnelles, qui sont en vérité toutes différentes de celles que j'attendais. A part les extravagances qu'ils ont renouvelées des premiers quakers, les *trembleurs* ne sont pas les fous burlesques dont on m'avait parlé : leur communauté n'est qu'un grand monastère; eux-mêmes ne sont que les moines de la société américaine. On arrive avec l'intention de rire de leurs folies; mais quand on a parlé à ces hommes doux et graves, quand on voit ces femmes pâles et abattues, quand on songe à ce qu'il faut d'obéissance et de vertus pour qu'une société puisse vivre et prospérer sous de pareilles lois, on respecte presque ces pieux insensés; on voit qu'il s'agit d'une chose sérieuse, d'un besoin, ou, si l'on veut, d'une maladie et non d'une difformité grotesque de la nature humaine, et qu'à tout le moins le rire est déplacé. Peut-être cependant, si je leur avais vu faire leur gymnastique, ma gravité aurait-elle perdu l'équilibre.

Vous demandez sans doute le lieu précis où je me trouve? Pittsfield est dans l'ouest du Massachusetts, près de la frontière de l'état de New-York. C'est une petite ville rurale, gaie, industrieuse, qui compte environ 10,000 habitans. La contrée qui l'environne, comme tout le Massachusetts en général, est un pays montueux, boisé, parsemé de lacs et de rivières, tout à fait pittoresque et alpestre sur un petit pied. J'ai traversé hier en chemin de fer de grandes étendues de forêts qui me rappelaient la Pensylvanie et l'Ohio. Le pays le plus peuplé est ici très clair-semé d'habitans, et les cantons sauvages du Massachusetts abondent en délicieuses retraites d'été. L'une d'elles, Lebanon-Springs, où jaillit une fontaine d'eau minérale, située sur la colline à deux milles du village *shaker*, dominant la vallée, en face des chaînes de *montagnettes* boisées des environs, reste riante même en hiver et sous le funèbre linceul blanc taché de noir qui ne quittera pas la terre jusqu'au printemps. Pour le moment, les bises du nord y sont glaciales, et quand un homme s'occupe à maintenir la vie dans son nez, ses mains et ses oreilles, il n'a guère souci d'admirer les étincelles qu'allume sur la neige le soleil d'hiver, ni le sombre contraste des *evergreens* sur le paysage décoloré.

Je vous avouerai en confidence que la déroute commence dans ma garde-robe. Cela m'avertit que la saison d'hiver avance et que la même armée ne peut pas faire deux campagnes sans renfort. Il

faudra que je me résigne à encourager l'industrie des fabricans indigènes en leur payant double des objets de demi-valeur. Je ne connais pas de pays où la vie matérielle soit à meilleur marché, mais je n'en connais pas non plus où les accessoires de la vie soient plus coûteux. Dans les meilleurs hôtels des grandes villes, on est encore logé, nourri, défrayé de tout pour 4 dollars par jour en papier-monnaie. En revanche, le prix moyen d'un pardessus à la mode est de 125 dollars. Toutes les choses de demi-luxe sont à un tel prix que je me demande comment vivent ces *lions* de New-York qui n'ont parfois que d'assez maigres revenus. Dans les quartiers populaires que dédaigne le monde élégant, une tranche de maison de vingt-cinq pieds sur cent, de quoi loger une seule famille, se loue 5,000 ou 6,000 dollars. La cherté n'a pas encore atteint les subsistances, quoique les gens du pays se plaignent que les dépenses indispensables aient triplé depuis trois ans. On voit cependant les mêmes équipages rouler tous les jours à Central-Park, la même foule mangeante et buvante se presser toutes les nuits chez Delmonico ou à la Maison-Dorée. Les Américains disent que le superflu est devenu pour eux le nécessaire.

New-York, 19 décembre.

Me voilà de retour à New-York, la grand'ville; voici le son perpétuel du tocsin annonçant ses perpétuels incendies; voici la pluie qui nettoie les rues et commence par les inonder d'une bouillie neigeuse sans écoulement. J'éprouve, en rentrant dans la Babylone américaine, ce sentiment de dégoût familier que m'inspire, après une nuit de voyage, le Paris sordide et boueux du matin. On s'accoutume si vite aux lieux et aux choses, qu'il me semble rentrer chez moi.

Je vous parlais hier des *shakers*, et je regrettais de n'avoir pu assister à leurs prières. J'ai fait aujourd'hui une rencontre qui vaut tous les *meetings* et toutes les danses du monde, parce qu'elle me donne une idée plus juste de cette singulière société. J'étais dans le train de Pittsfield à Chatham, lorsque je vis un vieux paysan étrangement vêtu auquel je ne fis d'abord aucune attention. Je le retrouvai à Chatham dans la salle étroite de la station, où il se chauffait devant le poêle. Je m'aperçus alors qu'il portait le costume des *shaking-quakers*, redingote grise, col blanc, culotte et guêtres brunes. Joignez-y un grand chapeau gris à larges bords tout plats, un vrai chapeau de *quaker*, et vous avez tout l'homme.

Je l'examinais, tout en lisant un roman de Hawthorne, quand ce singulier personnage m'adressa la parole en français. « Comment, lui dis-je, avez-vous reconnu que j'étais Français? — J'ai vu tout de suite à votre mise que vous n'étiez ni Américain ni Anglais. »

J'appris alors que ce paysan grossièrement vêtu avait longtemps vécu à Paris, qu'il avait été riche, qu'il connaissait la société parisienne, qu'il était au fait, sinon de nos affaires actuelles, dont il n'avait qu'une vague idée, au moins de celles du temps passé. Ses manières d'homme du monde, son sens raffiné des nuances sociales, la variété de sa conversation, m'eurent vite gagné. Il me conta qu'il avait des enfans établis à New-York, qu'il allait en ce moment leur faire visite, que quant à lui il ne regrettait point sa fortune perdue, et que l'existence la plus simple, la plus retirée, était ce qui lui convenait le mieux pour le peu d'années qu'il avait à vivre. Je croyais qu'il allait me parler de son étrange religion et du parti qu'il avait pris de renoncer au monde; mais il me laissa deviner tout cela sans vouloir y toucher, et moi-même je n'osai lui faire de questions indiscrètes. Nous nous assîmes ensemble en chemin de fer. Son vêtement plus que simple, sa paysannerie et son quakérisme semblaient avoir disparu. Nous parlâmes de toutes choses, politique présente et passée, américaine et française, littérature même, et je m'étonnais de plus en plus du bon sens de cet homme. Je m'étais figuré les quakers comme de sombres enthousiastes courbés sous une règle de fer, comme de pieux insensés toujours perdus dans les idées apocalyptiques et lugubrement acharnés à la destruction de l'espèce humaine; je croyais qu'ils faisaient de leurs folies non-seulement un moyen de sanctification personnelle, mais encore une loi universelle à laquelle ils espéraient convertir l'humanité. Ce père de famille allant voir ses enfans, ne réprouvant pas les profanes, s'intéressant au bien terrestre de cette race humaine à qui sa doctrine propose l'extinction pour but suprême, passionné encore sur toutes les questions temporelles qui devraient le trouver dédaigneux ou indifférent, patriote enfin et vivement ému des dangers et des souffrances de son pays adoptif, répondait si peu à l'idée que j'avais de la secte que je me demandais parfois si je ne m'étais pas mépris. Il n'y avait pas à douter, le costume trahissait l'homme aussi sûrement que s'il eût porté un écriteau sur sa poitrine. Je m'aperçus qu'il était républicain radical et (comme de raison sous le chapeau du quaker) ardent abolitioniste. Bien loin de prédire la vanité du progrès humain et de prêcher la fin du monde, il comptait sur l'avenir pour réparer et les injustices et les désastres du passé. J'ai vu peu d'hommes qui eussent une foi plus active que ce serviteur volontaire d'une loi d'immobilité et d'anéantissement. On dirait un moine qui, une fois sorti de sa cellule, reprend vie au contact des hommes et oublie l'œuvre de destruction personnelle à laquelle il s'est condamné pour partager, lui aussi, les pensées et les espérances humaines.

Voyez-vous maintenant le vrai caractère de cette congrégation bizarre? Ce n'est ni une aberration sans exemple, ni un produit particulier de l'Amérique; c'est tout simplement un ordre monastique, le refuge de tous ceux qui se sentent dépaysés dans le monde et veulent une retraite pour y commencer à mourir. On embrasse la religion des *shakers* comme chez nous on entre dans les ordres. Les hommes malheureux, désappointés, dégoûtés de la vie, y vont chercher le repos, et la cérémonie fatigante des cabrioles du dimanche ne les empêche pas d'y trouver le calme profond, la mort anticipée qu'ils désirent. Ils peuvent d'ailleurs en sortir librement, si par hasard ils reprennent goût à la vie. On m'a parlé d'une jeune fille d'Albany qui, dans un désespoir d'amour, a pris la robe de bure et le bonnet plat des *shakeresses*, apportant une dot de plusieurs millions à l'époux divin. La communauté des biens, la vie en troupeau, le célibat, l'obéissance, sont des règles communes à tous les ordres religieux, et, pour compléter la ressemblance, de même qu'il y a dans les couvens des dupeurs et des dupes, les uns guettant les conversions lucratives et les autres abandonnant leurs biens terrestres aux mains qui dirigent la congrégation, la générosité des néophytes passe également pour profiter aux convertisseurs.

20 décembre.

Hier, *la Tribune* paraissait avec ce mot en tête de ses colonnes: *thunder!* Suivait une nouvelle étourdissante, la prise de Savannah avec 11,000 prisonniers. La dépêche, plus ou moins authentique, qu'avait reçue le ministre de la guerre ne disait que 1,100; mais *la Tribune* se croyait autorisée, sur la foi d'un journal de Baltimore, à ajouter un zéro inoffensif au bilan de la victoire. Aujourd'hui les secondes nouvelles refroidissent le coup de tonnerre. Sherman n'a point pris, il a investi seulement Savannah, dont la garnison, forte de 12,000 hommes, *ne peut manquer* de se rendre. En même temps le général confédéré Hood a été repoussé de Nashville, et, tout en revendiquant l'honneur de la victoire, il a battu en retraite avec cinq ou six généraux tués ou blessés. On dit encore que Forrest a été tué par Rousseau à Murfreesborough. Enfin de tous côtés pleuvent les nouvelles heureuses, et Grant seul, le sphinx de Richmond, reste immobile et silencieux.

Cependant le président vient de faire un nouvel appel de trois cent mille hommes. La plupart des états avaient échappé au dernier *draft* de 500,000 hommes en faisant valoir le contingent volontaire déjà fourni par eux sans réquisition. Ainsi la ville de New-York, ayant prouvé qu'elle avait librement donné aux armées et à la marine des États-Unis 30,000 hommes de plus qu'il n'en avait été

jusque-là exigé d'elle, se trouvait avoir rempli d'avance les trois quarts de son contingent. Ce monstrueux appel de 500,000 hommes avait donc été une régularisation du passé plus encore que la création d'une ressource nouvelle. C'est pour suppléer à l'insuffisance de ce premier appel que le président lève les 300,000 hommes qui devront à présent être fournis jusqu'au dernier. L'exonération, cet expédient fiscal d'une législation improvisée, qui laissait les cadres vides ou ne les remplissait qu'aux dépens des pauvres, est maintenant abolie (1); tout citoyen désigné par le sort doit partir lui-même ou donner un remplaçant. En même temps tous les soldats en congé et bons au service reçoivent l'ordre de rejoindre leurs régimens. Vous voyez qu'on pousse énergiquement la guerre, et qu'on n'est pas près de se laisser dépasser par cette supériorité du nombre dont les confédérés menacent les *Yankees* après l'enrôlement des nègres et la conscription des 150,000 jeunes gens qui, d'après leurs statistiques, doivent atteindre, l'an prochain, l'âge du service militaire.

Les mesures financières ne sont pas moins énergiques. Le congrès s'occupe d'un nouvel impôt de 25 pour 100, qui s'ajoutera aux tarifs de tous les chemins de fer, omnibus, bateaux à vapeur et voitures publiques des États-Unis. En même temps on propose une taxe additionnelle d'un *cent* sur tous les marchés sans exception. Non-seulement tout *check*, tout *draft* chez un banquier, toute facture, tout effet de commerce doit porter le timbre national, mais tous les petits objets de menu commerce sont frappés d'un droit de timbre presque égal à leur valeur. Vous ne pouvez acheter une feuille de papier, une boite de pastilles, un flacon d'eau de Cologne, une carte photographique sans qu'elle porte le passe-port du *revenue-stamp*. Dans ce pays, qui se fait gloire d'avoir enseigné au monde la doctrine du *free trade*, les plus petites transactions, les moindres transports sont aujourd'hui frappés par l'état, comme s'il avait à cœur de suspendre le mouvement et la vie. Je ne blâme pas ces mesures de nécessité, pas plus que je ne blâme la ressource extrême de l'impôt sur le revenu. Quelle autre manière de faire face à une guerre dont les dépenses moyennes s'élèvent, au bas mot, à 2 millions de dollars par jour? Je veux seulement vous montrer combien les cordes sont tendues, et quelle profonde transformation s'est accomplie en quelques années dans le régime économique de ce peuple, autrefois libre d'entraves, aujourd'hui bridé, garrotté dans tous les sens.

La dette cependant grossit toujours, et la planche aux assignats n'est pas oisive. On a imaginé, pour relever la valeur du papier-

(1) Voyez, sur le système de la conscription, la *Revue* du 1er septembre 1865.

monnaie, d'émettre des billets remboursables à terme fixe, avec un intérêt de 5 à 6 pour 100; mais, bien loin de relever la masse pesante des émissions anciennes, ces nouveaux billets sont eux-mêmes entraînés et ramenés au taux commun. Ils circulent au même prix que les simples *greenbacks*. Que valent-ils en effet de plus que les autres? Ils seront, à l'expiration du terme, remboursés en *greenbacks* des émissions précédentes, et l'intérêt qu'ils promettent n'en augmentera la valeur qu'à la veille du remboursement. — Les *banques nationales* sont aussi un moyen mal déguisé d'augmenter l'émission du papier-monnaie. Jusqu'à présent, bien que le congrès se fût réservé le droit virtuel de régler le système monétaire, l'anarchie la plus grande avait régné. Les banques se fondaient par milliers et émettaient un papier presque sans valeur, dont rien ne garantissait le remboursement qu'une réserve métallique ou foncière, ou de toute autre nature, ridiculement petite et souvent même illusoire par rapport à l'émission. On voyait des banques offrir pour garantie du blé, du coton ou des pommes de terre. Presque pas de village qui n'eût plusieurs banques, et elles inondaient le pays d'un numéraire qui n'aurait pas eu cours dans une société moins active, moins entreprenante, moins besoigneuse de moyens d'échange et moins confiante dans les ressources naturelles qui devaient, avec le temps, donner corps à toutes ces fictions. L'habitude donnait à ces billets innombrables toute leur valeur nominale. Rien n'en rendait la circulation obligatoire : on était libre de les refuser, de ne les prendre qu'à décompte, et dans ce chaos financier il s'était vu plus d'un naufrage. M. Chase, à la faveur de la guerre civile et de l'émission du papier-monnaie, conçut une révolution hardie, et se servit des dangers mêmes qui menaçaient les finances pour y établir l'ordre et l'unité. Profitant du crédit passager des doctrines républicaines et du mouvement centralisateur imprimé à l'opinion par la nécessité de défendre les pouvoirs nationaux, il entreprit de faire rentrer les banques sous le contrôle du gouvernement fédéral. Il n'essaya pas de rétablir violemment cette banque des États-Unis, violemment supprimée jadis par le président Jackson aux applaudissemens de l'école démocratique. Il voulut seulement, dans la perturbation générale apportée à l'ancien régime monétaire par le règne nouveau des assignats, amener les banques à rentrer d'elles-mêmes sous le joug de l'autorité fédérale et sous les lois uniformes du congrès. Du jour où le papier du trésor fut devenu monnaie légale, le papier des banques se trouva réduit à la valeur mobile des assignats et attaché à leur fortune. Cependant, comme elles conservaient leurs anciens capitaux, leurs réserves métalliques, et que la suspension des paie-

mens en or diminuait la valeur réelle de leur circulation, le rapport de leur émission à leur garantie monétaire était rentré dans des proportions plus sages, et leurs opérations gagnaient en sûreté ce qu'elles perdaient en étendue. Elles faisaient donc encore une concurrence dangereuse au trésor, dont la promesse pure et simple ne pouvait valoir la sécurité matérielle offerte par les banques locales.

C'est alors que M. Chase organisa les banques nationales, et fit voter au congrès l'acte du 25 février 1863 intitulé « acte pourvoyant à la création, à la circulation et au rachat d'une monnaie nationale garantie par des fonds des États-Unis. » On offrit aux banques privées de transformer leur réserve métallique en une réserve de papier, bénéficiant ainsi de toute la différence entre l'or et le *greenback*. La garantie nouvelle devait être déposée au trésor fédéral en bons d'emprunt des États-Unis d'une valeur égale au moins à celle du tiers du capital des banques, en retour de quoi le trésor fédéral leur livrait des billets imprimés par lui pour une valeur égale aux neuf dixièmes des valeurs déposées. Ces billets portent la signature du trésor, qui répond lui-même des engagemens de la banque. Pour décider les anciennes banques à prendre le nouvel uniforme, on les accabla d'impôts ruineux; on leur imposa une taxe d'un demi pour cent sur tous les dépôts faits chez elles, d'un pour cent sur l'ensemble de leur circulation, de deux pour cent sur leur circulation émise au-delà des neuf dixièmes de leur capital; on les détermina enfin à placer leurs capitaux en bons des États-Unis par une taxe d'un demi pour 100 sur tous les capitaux placés autrement. En revanche, les banques nationales qui acceptaient le régime de la loi nouvelle étaient, par faveur spéciale et par acte d'autorité, exemptées de payer les impôts particuliers des états. C'étaient là de grandes tentations, surtout pour les banques obérées, qui, sans retirer un sou de leur émission, sans déprécier en rien la valeur courante de leurs billets, en la plaçant même sous la garantie du gouvernement et sous la protection du cours forcé, acquittaient leurs dettes, sortaient de leurs embarras et réalisaient en outre un bénéfice. L'exemple fut donné par les plus pauvres, bientôt suivi, répandu partout, et aujourd'hui plus de trois cents banques sont devenues des banques nationales (1). Le nombre ne cessera de s'en accroître jusqu'à ce que leur émission totale s'élève à 300 millions de dollars, limite fixée par la loi. Tels sont les traits principaux de cette grande réforme financière de M. Chase, van-

(1) Une des banques de Philadelphie a pu distribuer ainsi à ses actionnaires un dividende de 110 pour 100.

tée aujourd'hui comme une des conquêtes et un des bienfaits de la guerre (1).

Les meilleures banques résistent encore, et préfèrent leur solidité modeste au brillant patronage de l'état. Elles ne veulent pas devenir des machines à battre monnaie et des succursales du trésor de Washington. Les autres, après avoir distribué à leurs actionnaires un dividende en or, reliquat de leur ancienne réserve, peuvent encore élever nominalement la réserve de papier qui la remplace et développer d'autant leur émission. Elles aident le trésor à écouler ses emprunts en lui achetant des titres qu'elles transforment en monnaie courante. Ce sont de nouvelles planches aux assignats pour épargner la planche un peu usée de Washington.

Voilà une mesure centralisatrice au premier chef. Elle tend à substituer au crédit des entreprises privées un crédit unique, celui de l'état. J'avoue que la régularité est un mérite; mais il faut savoir ce qu'elle déguise et à quel prix on l'achète. Nul n'en peut contester sincèrement l'utilité présente : en face du danger, tous les moyens sont bons pour trouver de l'argent. Toujours est-il que cette immense émission d'un nouveau papier-monnaie, cette augmentation de la responsabilité publique, cette unité financière qui attache si étroitement la fortune nationale à la gestion du trésor public, qui fait qu'avec l'état tout s'écroule et que l'Amérique perd cette vitalité privée qui était sa force et sa gloire, tout cela, dis-je, paraît dangereux et révolutionnaire aux démocrates, et inquiète même beaucoup de républicains. La prospérité des États-Unis a pu être, elle est encore aujourd'hui indépendante du gouvernement. Avant peu d'années, elle en sera devenue inséparable, et les embarras du trésor public deviendront la souffrance du pays.

On répond que les intérêts sont le nœud du patriotisme, et que l'unité nationale, le sentiment de l'honneur public, l'autorité des engagemens pris au nom de l'état, grandiront à mesure qu'une part plus grande de chaque existence sera enveloppée dans ses destinées. Sans voir autre chose qu'un vain charlatanisme dans l'assertion fréquente que le peuple américain, s'empruntant à lui-même les milliards qu'il dépense, ne peut ni s'endetter ni s'appauvrir, il faut reconnaître que l'honnêteté publique s'assure en devenant un intérêt universel. Si les emprunts des États-Unis avaient été faits à l'étranger, je craindrais que le lendemain de la guerre le peuple ne fût tenté de répudier la dette. C'est parce que l'emprunt est national que la banqueroute devient plus difficile à mesure que la dette s'enracine davantage. Dans les grandes villes, il est peu d'ouvriers,

(1) Le nombre des banques nationales s'est énormément accru depuis l'année dernière. On n'en compte pas moins de 1,600 aujourd'hui, et la réforme de M. Chase est désormais un fait accompli.

d'hommes du peuple, qui ne soient intéressés personnellement à l'exécution des engagemens de l'état. Les plus petits capitaux sont justement ceux qui souffriraient le plus de la banqueroute. Il y a dans toutes les villes des caisses d'épargne (*savings banks*) qui reçoivent les petites sommes et les font fructifier, payant chaque année des intérêts fixes de 5 pour 100 et des dividendes de profits tous les cinq ans. Toutes sans exception, pour obtenir de grosses rentes, ont placé leurs fonds sur l'état. Les tuteurs et curateurs, pour s'épargner le souci d'une administration difficile et sujette à contestation perpétuelle, ont pris l'habitude commode de mettre la fortune de leurs pupilles en bons des États-Unis, et la justice, qui remplace ici dans son contrôle le conseil de famille, autorise toujours des deux mains un placement aussi patriotique. Voilà comment il se fait que les petites fortunes sont précisément les plus intéressées à la probité publique, et que la banqueroute devient chaque jour plus improbable. Seuls, les propriétaires du sol, les agriculteurs sans capital, ou qui emploient tout leur capital sur leur terre, défendent cette façon sommaire de jeter à l'eau la dette et les taxes. Grâce à la différence de l'or et du papier, le capital reconnu des dettes contractées pendant la guerre dépasse énormément la somme versée par les acheteurs; plusieurs des emprunts ont été contractés à 150 pour 100 de prime (1). Ils se sont pourtant maintenus au-dessus du pair : c'est que, l'industrie en souffrance, les banques paralysées par l'impôt, ne donnant pas d'aussi gros intérêts que l'emprunt, le capital national s'est dès lors porté en masse dans les coffres de l'état; mais quelle sera la durée d'un avantage momentané que le crédit public doit au mauvais état même des finances du pays? Le trésor remboursera-t-il en or ce qu'il n'a reçu qu'en papier? Il ne manquera pas de voix pour en démontrer l'injustice. On dit que pour échapper au remboursement on consolidera une partie de la dette en réduisant à 5 pour 100 l'intérêt de 6 et de 7 1/2. A supposer même qu'on rembourse successivement à leur échéance tous les emprunts faits pendant la guerre, comment se débarrassera-t-on du papier-monnaie? Vous savez que les *greenbacks* ne sont ni des billets à ordre ni des bons à terme; c'est une anticipation sans intérêts des emprunts futurs : le gouvernement, après avoir épuisé son crédit présent, escompte son crédit à venir. La garantie de la valeur des *greenbacks* est contenue dans ces mots imprimés sur le revers : « bon pour le paiement de tout emprunt fait par les États-Unis. » A moins que le trésor ne soit assez riche pour reprendre les paiemens en espèces et détruire tous les *greenbacks* qui rentreront dans ses caisses, il

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1865.

faudra, pour les racheter, faire des emprunts nouveaux (1). Il ne manque pas d'hommes pour dire qu'une dette permanente est la condition nécessaire d'une ferme union nationale, et qu'il faut sentir le joug incessamment pour y rester accoutumé. L'Amérique se trouverait donc convertie en quelques mois au régime financier des grands états de l'Europe. Elle aurait sa dette comme la France, et, comme la France, son système bientôt centralisé de banques nationales. Que lui manquerait-il? Une administration comme la nôtre. Et bien que tant d'indices précurseurs annoncent que pour une longue période le vent va souffler de ce côté, je doute qu'on puisse jamais transformer la constitution intime et élémentaire du pays. Je ne redoute en Amérique qu'un seul genre de centralisation, celui auquel la démocratie est toujours encline, parce qu'elle abat les influences individuelles, traditionnelles et locales, et qu'elle les noie dans le flot sans nom des partis. Cette centralisation politique serait à craindre le jour où le courant aurait coulé longtemps d'un même côté et creusé son lit à travers les résistances des institutions libres. Quant à l'administration proprement dite, l'impulsion de l'opinion publique peut à l'occasion mouvoir à la fois tous ses rouages épars et lui donner l'apparence, la force même de l'unité; mais cette force ne lui vient pas d'elle-même, et bien vaine est la menace de ceux qui prédisent à l'Amérique un gouvernement centralisé.

(1) On sait qu'aujourd'hui la reprise des paiemens en espèces est devenue certaine, bien qu'elle ne puisse être immédiate. C'est l'honneur de l'administration républicaine et de son ministre des finances, M. Mac-Culloch, de vouloir acquitter jusqu'au bout les promesses du trésor. Les démocrates voudraient qu'on instituât simplement un fonds de réserve pour garantir la valeur du papier et une dotation annuelle pour l'amortissement de la dette; ils espèrent par là éviter les lourdes taxes qu'il faudrait lever pour effectuer le remboursement rapide que souhaitent les républicains. C'est le parti des *expansionistes*, dirigé aujourd'hui par M. John Van Buren. Au contraire les *contractionistes*, avec M. Mac-Culloch, sont d'avis qu'il faut retirer le papier-monnaie de la circulation, maintenir de gros impôts, et racheter chaque année ce qu'on pourra de la dette nationale. Dans son dernier rapport au congrès, M. Mac-Culloch se déclare pour la révocation ultérieure du *legal tender act*, qui a institué le papier-monnaie. Il recommande au congrès de démonétiser d'abord à leur échéance les *compound interest notes*, espèces d'obligations portant intérêt qui ne sont qu'une forme déguisée du papier-monnaie. Il lui demande en revanche la faculté d'émettre à discrétion de l'emprunt 6 pour 100, dont le produit sera affecté au rachat des *compound interest notes*, et conseille en général le remboursement graduel de la dette à son échéance. En même temps la chambre a passé une résolution pour condamner à l'avance toute proposition tendant à répudier la dette, qui est aujourd'hui de 2 milliards 714 millions de dollars. Quant aux revenus actuels, on les évalue à 396 millions de dollars, plus de 2 milliards de francs. Le peuple américain, qui paie en outre des taxes locales au moins aussi lourdes, ne se sent pourtant pas écrasé : il tient à faire mentir les prédictions de banqueroute. S'il persiste dans sa résolution courageuse, il aura donné l'exemple d'une probité bien rare et d'un sentiment d'honneur qu'on n'a pas coutume d'attribuer aux nations démocratiques.

21 décembre.

Le congrès vient de faire un pas hardi vers la responsabilité ministérielle. Un membre a proposé que désormais les ministres pussent être appelés à la barre de l'assemblée pour donner des explications. Le rapport du comité, rédigé par M. Stevens, sera favorable à la proposition, et il est probable que l'active résistance de M. Seward n'empêchera pas qu'elle ne soit votée. Ainsi, même dans une république où le pouvoir exécutif se retrempe dans l'élection populaire, où son action est limitée par un pouvoir judiciaire, interprète unique et sans appel d'une constitution souveraine, on éprouve encore le besoin de lier plus étroitement le faisceau des pouvoirs publics, et de mettre les agens de l'autorité exécutive sous le contrôle plus direct de la représentation nationale. Qu'en diraient ceux de nos philosophes politiques qui ne croient pas l'irresponsabilité exécutive incompatible avec la liberté?

M. Seward paraît en ce moment très impopulaire dans le congrès. On reproche de la faiblesse à sa politique extérieure tant à l'égard du Mexique et de l'Angleterre qu'à l'égard du Brésil. La fameuse doctrine de Monroë, ce drapeau de l'orgueil national et de l'esprit envahisseur de la race américaine, est déployée contre lui. On dit même que ses dissentimens avec le congrès le forceront à donner sa démission.

On s'attend à une escarmouche assez vive sur l'admission de MM. Cutler et Smith, prétendus sénateurs de la Louisiane. Vous savez que le sénat des États-Unis est élu, non pas directement par le peuple, mais par la législature des états, qui envoient chacun deux sénateurs au congrès, quelle que soit d'ailleurs leur population. Or la Louisiane est depuis le mois de juillet dernier sous l'empire d'une constitution nouvelle, œuvre semi-militaire du général Banks et d'une sorte de junte à la mexicaine nommée seulement par les amis connus du gouvernement fédéral. Les libertés de la Louisiane sont rétablies sur le papier, l'état réorganisé dans la plénitude de ses droits souverains; seulement les pouvoirs sont élus, sous la protection de l'autorité militaire, par un vingtième à peine des citoyens. Cela s'appelle « *reconstruire* l'état de la Louisiane; » ce n'est au fond que donner à l'état de siége une apparence de légalité. On pouvait faire provisoirement de la Louisiane un *territoire*, c'est-à-dire lui imposer la direction politique du gouvernement de Washington sans lui donner voix délibérative au sein du congrès; on pouvait la laisser quelque temps encore sous la domination avouée de son commandant militaire, et l'arbitraire avait ainsi le mérite de la franchise : on a préféré lui restituer le rang fictif d'état souverain, afin

d'exercer en son nom dans les conseils de la nation l'influence dont elle restait dépouillée.

Le congrès se demande s'il prendra au sérieux cette comédie. Les deux partis sont divisés d'opinions, républicains contre républicains et démocrates contre démocrates. Parmi les républicains, les uns tiennent pour la politique radicale et pour le plan Sumner-Wade de la réorganisation en *territoires* des états conquis (1); les autres veulent donner une approbation sans réserve à toutes les mesures dictatoriales du général Banks. Quant aux démocrates, les uns obéissent à leur hostilité très légitime contre le général lui-même et la domination militaire qu'il personnifie; les autres s'attachent à une idée mal entendue des droits impérissables des états, qui ne peuvent être légalement exclus de l'Union et dont les affaires locales doivent rester closes à l'intervention du congrès. Enfin le dictateur de la Louisiane est venu lui-même à Washington soutenir ses créatures, et nul ne doute aujourd'hui que les deux nouveaux sénateurs ne soient admis dans le congrès.

On parle plus que jamais de l'abolition de l'esclavage. M. Sumner a demandé hier qu'on prît en considération une pétition du révérend Ward Beecher (2) et de 3,000 citoyens de New-York qui réclament l'émancipation radicale et immédiate. Une fraction considérable du parti démocrate se rallie à la grande réforme pour cette bonne raison qu'elle en voit l'opinion publique possédée, et qu'elle veut au moins en partager l'honneur. De son côté, Jefferson Davis n'a pas renoncé à son projet d'émancipation armée. Un de ses journaux s'indigne contre cet obstacle suranné de l'esclavage qu'on oppose à l'indépendance du sud. « Privons, dit-il, nos ennemis du prétexte de l'abolition. Nous ne faisons plus la guerre pour l'esclavage, mais pour la liberté des blancs. » Vous le voyez, il s'agit maintenant de savoir si la société du sud rentrera dans la famille américaine; quant à l'esclavage, il est blessé à mort, et la guerre ne sert plus qu'à ensanglanter ses funérailles.

L'esprit abolitioniste a pénétré jusqu'à la Havane. Blancs et noirs,

(1) C'est la même politique que les radicaux soutiennent encore aujourd'hui contre la politique plus douce de *reconstruction* adoptée par le président Johnson. Les radicaux veulent imposer *manu militari* aux états du sud toutes les réformes qu'ils jugent nécessaires à l'honneur national et à la sécurité publique, et au premier rang desquelles ils mettent le suffrage des noirs. Le président, sans réprouver toutes leurs idées, pense qu'il faut laisser les états du sud accomplir eux-mêmes les réformes qu'on leur demande. Les radicaux voudraient agir : M. Johnson se contente de parler en maître et de dicter aux états du sud les conditions indispensables de leur retour à l'Union.

(2) M. Henri Ward Beecher, prédicateur et orateur abolitioniste, frère de Mme Beecher Stowe, l'auteur du roman célèbre *la Case de l'Oncle Tom.*

mais surtout les blancs, convaincus que le système du travail esclave est funeste à leur prospérité publique et privée, se sont unis, dit-on, pour obtenir de l'Espagne un acte d'émancipation. La résistance de la métropole ne les décourage pas. On cite un propriétaire de 2,000 esclaves au premier rang de l'agitation abolitioniste. Ainsi cette guerre civile des États-Unis, où, disait-on, l'esclavage n'était pas intéressé, aura été le signal de son écroulement dans le monde entier. Cette petite église abolitioniste, si longtemps honnie et persécutée, aura été l'étincelle qui met le feu à la mine cachée de la conscience et de la raison humaines.

Le congrès s'occupe toujours de la question canadienne. On soupçonne le ministère de connivence avec le juge qui a si galamment acquitté les *raiders* de Saint-Albans. Les jurisconsultes disent que le motif allégué est trop misérable pour avoir arrêté un esprit sincère. Cette question d'extradition, réservée, disait-on, au gouvernement anglais, a été positivement réglée dans un amendement aux statuts voté par la législation canadienne et approuvé, il y a trois ans, par la reine. Les raisons du juge ne sont même pas des prétextes spécieux, et plusieurs journaux américains et canadiens se demandent si l'argent de Saint-Albans, en passant dans ses mains, les a laissées vides. Les Canadiens s'effraient des conséquences possibles de leur faute, et sauf quelques acharnés mangeurs de *Yankees* qui glorifient la décision du juge comme un acte de fierté nationale, la voix publique demande à grands cris sa démission. Le chef de la police a pris les devans en donnant la sienne. Les chemins de fer internationaux se préparent à interrompre leur service et mettent déjà leur matériel en lieu sûr. Il n'est bruit au Canada que des nouvelles entreprises machinées par les pirates confédérés. On raconte qu'ils ont acheté des vaisseaux, des armes, qu'ils vont brûler Buffalo, Cleveland, Detroit. On enrôle trois régimens de volontaires; on annonce qu'on va mettre sur pied 200,000 hommes.

Il y a aux États-Unis une institution singulière, la confrérie des *fenians*, vaste association irlandaise, moitié publique, moitié secrète, comme chez nous la franc-maçonnerie, formée en haine de l'Angleterre et pour la délivrance de l'Irlande. Les fenians se bornent pour le moment à tenir des *meetings*, à proférer des vociférations patriotiques, à accomplir des cérémonies burlesques en manière de rites religieux, à encourager enfin l'émigration de leurs compatriotes; mais la confrérie, qui n'est pas opulente, prétend compter par centaines de mille les mains prêtes à combattre. Son espoir est de pousser les États-Unis dans une guerre européenne et d'écraser cette odieuse Grande-Bretagne, dont la haine semble impérissable

chez les fils des *paddies* irlandais (1). A tout le moins, elle est un cauchemar pour le Canada, qui ne rêve en ce moment que fenians envahisseurs et voit déjà dans la nombreuse population irlandaise à laquelle il a lui-même donné asile un monstre prêt à le dévorer. Encore un brigandage des confédérés, et voilà la guerre entamée, voilà les *hordes celtiques* précipitées sur les colons de l'Amérique anglaise! Dans la colère du premier mouvement, le général Dix, commandant le département militaire du nord, avait lancé une proclamation belliqueuse qui autorisait les populations attaquées à des représailles sur leurs voisins. Le congrès discutait l'armement d'une marine sur les lacs et la rupture immédiate de ce *traité de réciprocité* qui, étendant aux sujets britanniques toutes les immunités commerciales des États-Unis, désarme et désintéresse au Canada le parti de l'annexion américaine. Tout penchait donc à la guerre; mais le gouvernement, plus sage, est venu mettre le holà. Le président, guidé par son propre bon sens ou cédant à l'influence toujours prudente de son ministre d'état, a désavoué le manifeste du général Dix en le contraignant lui-même à se rétracter. Enfin M. Sumner, avec une sagesse et une modération qui l'honorent, a combattu énergiquement dans le sénat les mesures de guerre, insistant pour que le traité de commerce ne fût pas rompu sans qu'on donnât au Canada l'avertissement préalable précédant de six mois la rupture, et que

(1) Depuis les derniers troubles d'Irlande, les fenians ont achevé de déchirer le voile qui couvrait leurs secrètes menées. Ils se sont constitués en république élective, sur le modèle de la république des États-Unis. Ils ont nommé un *congrès*, qu'on a vu siéger dernièrement à Philadelphie, et un président, qui est le colonel O'Mahoney; ils ont émis un emprunt remboursable après l'établissement de la république d'Irlande, organisé une armée, acheté même à New-York un *capitole*, où ils ont installé leur gouvernement au milieu de tout l'appareil d'une souveraineté de théâtre. Ils parlent tous les jours de faire une descente en Irlande, où ils ont de nombreux affiliés, et d'en balayer « les myrmidons de la tyrannie anglaise. » Le *Herald*, qui se fait leur journal officiel, prophétise qu'avant un an d'ici l'Angleterre sera devenue une république. Les choses en restent là, et tandis que le produit de l'emprunt se gaspille d'avance en préparatifs extravagans, les pauvres gens à qui l'on a fait un devoir patriotique d'y engager leurs économies risquent fort de ne les recouvrer jamais. On accuse le gouvernement américain de complicité secrète avec les fenians. Ce reproche est injuste. C'est bien sur leur requête que le président Johnson a mis en liberté le fameux John Mitchell, un des chefs de l'insurrection irlandaise de 1848, compromis depuis dans la rébellion des états du sud; mais le gouvernement n'a cessé de les décourager par ses conseils et de démentir les bruits d'alliance complaisamment répandus par leurs chefs. Il n'a aucun désir d'entrer en lutte avec l'Angleterre, et peut-être aurait-il déjà mis à la raison ces énergumènes, s'il n'était forcé de ménager l'opinion publique. Il faut se rappeler enfin que l'on jouit en Amérique d'une liberté de réunion et d'association illimitée. Dans ce pays, où tout le monde porte un revolver chargé dans sa poche, ce n'est pas un crime de revêtir un uniforme et de parader dans les rues le fusil sur l'épaule. Le président n'a pas le droit de gêner des citoyens dans l'exercice de leur liberté naturelle, à moins qu'ils ne compromettent sérieusement la paix publique, et ce serait faire trop d'honneur aux fenians que de les supposer dangereux.

la question d'armement de la frontière fût envoyée au comité des affaires étrangères avant de passer au comité de la guerre. « Les rebelles, dit-il (c'est du moins la substance de sa pensée), ont un autre dessein dans ces pirateries que de voler quelques banques et de tuer quelques citoyens. Ils veulent nous mettre en guerre avec la Grande-Bretagne en faisant déborder la coupe déjà pleine de nos griefs et de ses injustices. Ne tombez pas dans ce piége, ne compromettez pas le succès de l'autre guerre, mais abattez l'insurrection, et du même coup vous aurez tout vaincu. »

On a trop souvent accusé l'Amérique de provoquer tous les peuples et de fouler aux pieds toutes les lois. Si nous consultions l'histoire de ces dernières années, nous verrions qu'elle sait tout aussi bien que ses aînées d'Europe se modérer devant la force ou s'incliner devant le droit. Quand on se rappelle que pendant la guerre de Crimée aucun pirate américain n'arbora le pavillon russe, on se sent moins disposé à donner à la neutralité anglaise la palme de la bonne foi. — Sans doute on ne verra jamais un journal autrichien, français ou russe, faire la vaine et ridicule menace d'une descente en Irlande et d'un démembrement de la puissance britannique; mais cette écume superficielle n'altère pas le solide bon sens du peuple, et il serait peut-être à désirer que quelques-unes de nos savantes monarchies empruntassent à la démocratie américaine la sage politique de son fondateur : ne pas rechercher d'influences lointaines ni d'aventures ruineuses au-delà des mers.

23 décembre.

Voilà Noël et le jour de l'an qui arrivent avec leurs fêtes. Étant venu à New-York pour voir le monde, je devrais me jeter dans le tourbillon de cette société futile que l'hiver y rassemble, et où ma qualité d'*étranger de distinction* m'ouvrirait toutes les portes. Il me manque cette épreuve personnelle pour porter mon jugement sur le sujet infiniment délicat et fugitif des mœurs privées. Ces choses-là ne se lisent pas dans les livres, ne s'écrivent pas dans les constitutions, et je devrais profiter de l'occasion pour y jeter un coup d'œil; mais j'ai une grande antipathie pour les relations de politesse pure. Je n'aime pas à solliciter la bienveillance des indifférens, je n'aime pas à payer de ma personne l'obligeance des gens que j'ennuie. Aussi ne suis-je allé encore qu'une seule fois en soirée.

C'était un de ces bals qu'on appelle ici classes de danse (*dancing class*), — véritables *clubs* de jeunes filles qui y viennent sans leurs mères, amenant qui leur plaît. On compte à New-York un grand nombre de ces petites coteries joyeuses qui se réunissent toutes les semaines chez une des sociétaires. Chacune arrive d'ordinaire flanquée de deux cavaliers : l'un d'eux, le plus intime et le plus

familier sans doute, la reconduit chez elle après le bal. Pour moi, je n'y connaissais personne et j'étais dans un désert. J'ai pourtant remarqué jusque-là, même sous la cravate blanche et l'habit noir, un reste de ces mœurs démocratiques qui semblent avoir passé dans le sang. Un inconnu vous interpelle et vous parle familièrement, vous demande un renseignement, vous prie de le présenter à miss une telle. Ceux qui me faisaient cette requête, il faut l'avouer, s'adressaient mal.

L'Amérique est le pays du sans-façon. Vous avez lu dans les récits de M. Ampère l'amusante anecdote du cocher qui demande où est l'*homme* qui a loué sa voiture, en s'intitulant lui-même le *gentleman* qui doit le conduire. Chaque jour passé en Amérique m'en fait admirer la justesse. Je débarque à New-York, dans le lieu civilisé par excellence, je monte en *stage*, je paie le conducteur; il se retourne et crie : « Où est le bagage de cet homme? » — A Pittsfield, je monte dans le traîneau de l'auberge, il gèle à pierre fendre, et je me blottis au fond du berlingot; le cocher met le nez à la portière : « Où est donc cet homme? » Je demande mes souliers à un petit ramoneur chargé du département des bottes cirées : celui-ci par amitié me passe son bras autour du cou et me frappe familièrement sur l'épaule. Un autre, à bord d'un *steamer*, jure après moi parce que je gêne son coup de balai. Même ici, dans les *cars*, vous voyez le conducteur causer sur un pied d'égalité parfaite avec ses pratiques. Une dame entre, le conducteur lui met la main sur l'épaule et la pousse en lui donnant dans le dos comme de grands coups de poing; nous l'appelons « sir, » tandis que lui-même se dispense habituellement de cette formalité. Une fois, à Boston, un Français paisiblement assis dans l'omnibus sent une badine lui chatouiller les jambes et lui dire avec de petits coups : « Faites-moi place. » Le personnage qui se servait de cette langue peu cérémonieuse était là, debout devant lui, un homme bien vêtu, de bonne tournure, qui semblait n'avoir pas le sentiment de son insolence. Le chapeau d'un Américain est cloué sur sa tête : un bonjour banal, un universel *shake-hands*, quelquefois un signe de tête imperceptible, une brusque manière de prendre congé sans dire adieu, voilà les formes usuelles entre gens bien élevés, façons d'hommes qui n'ont pas de temps à perdre ni d'imagination à dépenser en complimens inutiles. Cette simplicité est vraiment bien commode, et ceux même qu'elle choque le plus en ont bientôt mis l'uniforme. J'ai peur que je n'aie un jour à rapprendre ma politesse française oubliée, ce dont d'ailleurs personne ne songe à s'offenser ici. Au contraire les Américains semblent gênés lorsqu'on use avec eux de formes trop recherchées. « Oh! » disait un habitant de New-York d'un Anglais de bonne compagnie qui avait longtemps vécu dans les colonies espagnoles

et qui en avait rapporté peut-être une fleur de politesse un peu trop raffinée, « *he is a very fine gentleman, but painfully polite* (1). »

Dieu me garde pourtant de calomnier l'Amérique et de vous rendre ses habitans odieux ou ridicules! Ils ne méritent ni l'un ni l'autre, et ils rachètent presque toujours cette absence d'ornemens par une cordialité et une obligeance sincères. Si je reviens sur cet éternel sujet des façons américaines, c'est seulement pour vous montrer à quel point l'égalité démocratique pénètre dans les manières d'un peuple. Peut-être aussi n'y insisté-je autant que par vanité nationale, la politesse étant, à vrai dire, le seul point du caractère français où nous gardions encore une incontestable supériorité. Les Américains bien élevés qui vont en France sont charmés de l'universelle courtoisie qui y règne. En Angleterre, la société se divise en deux classes, les insolens et les humbles : nous seuls avons le privilége d'être à la fois un peuple démocratique et un peuple poli. Tandis qu'en Angleterre l'homme riche ou titré répond *man* ou *fellow* à l'homme du peuple qui lui parle chapeau bas et courbé, tandis qu'en Amérique le dernier goujat vous traite comme un camarade, nous savons, nous autres, grands et petits, trouver dans nos manières la mesure de la convenance. Nous sommes, rendons-nous cet hommage à nous-mêmes, un des peuples les plus polis du monde; nous n'avons pas assez de vertus pour en diminuer aucune.

Je vous parlais hier du succès probable de l'amendement constitutionnel : il me semble assuré aujourd'hui. Le parti démocrate obéit enfin aux événemens, et pour faire face au vent contraire, pour le ramener dans ses voiles, change décidément sa position. Le *World*, organe des *copperheads*, contenait l'autre jour un grand manifeste abolitioniste, où sans doute l'émancipation n'était pas glorifiée, mais où, ce qui revient au même, elle était acceptée comme une nécessité, presque comme un fait accompli. Les raisons qu'il en donne sont bien simples, et quelque peu impudentes dans leur gros bon sens. « Il est clair, dit-il, que jamais le parti démocrate ne pourra rallier le pays sur cette *plate-forme* et devenir une majorité. Il faut donc l'abandonner et nous en faire une nouvelle, où nous ferons entrer la planche de l'abolition. Libre à chacun de garder ses pensées intimes; mais l'esclavage doit être rayé des opinions officielles du parti. »

Chez nous, on crierait à la palinodie et à la trahison; on poserait en principe que les opinions doivent être sacrées comme une foi religieuse, et que les partis ne doivent jamais changer une pierre à l'édifice immuable de leurs dogmes,—sauf à donner librement l'exemple des trahisons individuelles et à déserter soi-même le camp des

(1) « C'est un parfait *gentleman*, mais d'une politesse pénible. »

vaincus. Ici les partis savent au contraire virer de bord, quand ils se voient jetés à la côte, et c'est grâce à ces évolutions opportunes qu'ils conservent tout leur équipage. Cette politique de concession effarouche-t-elle votre sévérité? C'est pourtant le seul moyen de ne pas devenir un corps mort, un tronc inerte sans bras ni jambes, sourd, muet et aveugle, et conservant seulement dans son impuissance la vaine consolation de sa libre et secrète pensée. Il n'y a rien de honteux à faire ainsi la part du feu, à jeter à la mer une partie de la cargaison pour sauver le reste. L'avenir n'est pas aux partis qui se laissent silencieusement et stoïquement couler à fond, ni à ceux qui, pour sauver leur vie, cherchent un refuge dans une reddition déshonorante; il est à ceux qui savent se maintenir à flot. Bons ou mauvais, il y a des faits accomplis qu'il faut subir, car on perd son temps à les combattre : telle est ici l'abolition de l'esclavage, tel est chez nous le suffrage universel. La force des choses, qui contraint les esclavagistes à voter pour l'abolition, condamne nos conservateurs à devenir démocrates, s'ils veulent ressusciter la liberté...

24 décembre.

La querelle canadienne s'apaise, et le vote qui doit rompre le traité de réciprocité est renvoyé après les vacances de Noël pour être soumis à considération plus mûre. Le gouverneur-général, lord Monck, a compris et fait son devoir : il a ordonné la poursuite des fugitifs; l'un d'eux a été ressaisi, on espère s'emparer bientôt des autres. En même temps il a fait une proclamation pour recommander au peuple une neutralité sans reproche. De son côté, le congrès s'adoucit; sa grande affaire est en ce moment la croisade des radicaux contre le *réactionnaire* Seward.

On a dit que le président Lincoln n'était qu'un homme de paille, une marionnette dont M. Seward agitait les fils. Il paraît au contraire que, sous sa rude écorce et avec sa bonhomie naïve, M. Lincoln est un véritable homme d'état, plus souple et plus délié dans les intrigues politiques que beaucoup de praticiens rompus dans les cabinets. Il a su, sans dévier jamais, se tenir assis en équilibre entre les deux factions hostiles du parti républicain. Tant que l'opinion publique a demandé des temporisations et des demi-partis, M. Seward est demeuré maître absolu dans le cabinet. Aujourd'hui que les eaux de l'opinion l'abandonnent, il risque de rester à sec sur la plage déserte de son ministère d'état. La responsabilité ministérielle, pour n'être pas constitutionnelle en Amérique, n'en est pas moins une loi naturelle à laquelle le gouvernement ne peut échapper. Le jeu de ce rouage caché est sans doute plus lent et plus dif-

ficile que dans les monarchies : un ministre, au lieu de se retirer comme en Angleterre devant la première rafale, reçoit plusieurs bordées en pleine poitrine avant de s'avouer vaincu. Un jour pourtant arrive où sous les coups répétés des votes contraires il faut obéir ou battre en retraite; c'est ce que ferait M. Seward le jour où ses ennemis auraient résolu d'en finir avec lui et où le président leur dirait sous le rideau d'ouvrir leurs batteries. Il n'est pas dit que l'*honnête Abe* doive être maladroit parce qu'il est honnête. Sa politique est une girouette intelligente et prévoyante des vents futurs, qui, sans les suivre ni les devancer, se trouve toujours d'accord avec eux.

La chambre des représentans vient en apparence de lui infliger un blâme en votant avec bruit la confirmation de la doctrine Monroë; mais en réalité le blâme n'atteint que M. Seward. Quand M. Winter Davis donna lecture de la *résolution* qu'il soumettait à la chambre, et qui portait qu'en règle générale la politique extérieure du président devait être rigoureusement subordonnée aux vœux émis par le congrès, on a pu remarquer le changement significatif du mot *président* en celui de *département exécutif*. Enfin la politique des chambres entraîne de plus en plus le président au radicalisme. Elle ne peut en revanche que déplaire, je ne dis pas au tiède libéralisme, mais à la modération naturelle du secrétaire d'état. Quand le sénateur Wilson fait ajouter à la résolution d'enquête sur l'arrestation et la disparition arbitraires du lieutenant gouverneur du Kentucky Jacobs cette restriction qui l'annule implicitement, « pourvu que l'enquête soit compatible avec l'intérêt public, » M. Seward applaudit sans doute à un tour de sa façon; mais quand l'attention du sénat est appelée sur la *loyauté* douteuse d'un grand nombre des employés du gouvernement de Washington, et qu'un vote de cette assemblée, imposant le serment de fidélité (*oath of allegiance*) à tous les habitans du district de Colombie sans exception, interdit de faire le commerce à quiconque ne l'aura pas prêté, le débonnaire ministre d'état, qui, tout en se permettant, dit-on, l'arbitraire à petites doses et à huis clos, n'aime pas ces mesures générales et éclatantes d'autorité révolutionnaire, doit mordre ses lèvres avec un sourire de pitié. M. Seward n'aime en fait d'arbitraire que le pouvoir à petit bruit, le gouvernement discret des cabinets et des bureaux de police, où les paroles compromettantes se chuchotent sous le manteau de la cheminée, tandis que la protestation des victimes s'éteint derrière la porte murée. Les radicaux au contraire sont des bûcherons et des bouchers politiques qui hachent l'arbre à sa racine et frappent l'ennemi à la tête sans se soucier du fracas de sa chute.

27 décembre.

J'ai fait hier un second pèlerinage dans le New-Jersey, chez le général Mac-Clellan, car, si je suis en Amérique du parti du vainqueur, ce n'est pas une raison pour oublier les vaincus. Cette fois encore le général était absent, et je n'ai pu le voir: mais le premier mot que j'ai entendu dans sa maison m'a vivement frappé : « bonnes nouvelles ce matin! » Or ces bonnes nouvelles, c'est la prise de Savannah. Je sais des familles où ce succès des armes fédérales fait pousser des cris mal contenus. Chez le général, qui pourrait songer à sa carrière brisée, à la gloire dont les autres l'ont dépouillé, on dit : « Bonnes nouvelles! »

C'est une grande nouvelle en vérité : non pas que le succès soit aussi complet qu'on aurait pu l'attendre; une dépêche reçue la veille parlait de 13,000 prisonniers que le rapport officiel réduit à 800; le général Hardee a échappé avec la garnison. Cependant, quelque effort que fassent les journaux rebelles pour le déguiser, cette campagne peu bruyante et peu coûteuse a des résultats incalculables. La Georgie, ce riche pays d'où le gouvernement de Richmond tirait tant de ressources, a été ruinée de fond en comble par le passage de l'armée de Sherman, armée composée de vétérans, habituée aux maux et aux représailles de la guerre, et peu pitoyable aux souffrances de l'ennemi. Depuis longtemps, le sud épuisé faisait illusion par son audace. Il y a six mois à peine, quand les rebelles menaçaient Philadelphie, Baltimore, assiégeaient pour la seconde fois la capitale, qui eût deviné combien était usée au dedans cette puissance qui paraissait invincible?

Quand le général Sherman conçut, il y a deux mois, le projet hardi, téméraire en apparence, mais en réalité facile, de percer le cœur de la confédération et de s'y ouvrir un chemin jusqu'à la mer, il s'éleva beaucoup de prophètes qui prédirent que ce serait son tombeau : Hood devait lui couper la retraite; son armée devait périr en détail dans les montagnes de la Georgie; il allait se mettre dans la gueule du lion. Les sceptiques hochaient la tête et souriaient de pitié. Plusieurs ne voulaient pas croire qu'il avouât son dessein véritable, et les journaux de Richmond mesuraient avec ironie les 300 milles qui séparent Atlanta des côtes de l'Océan. Il partit cependant, coupant ses communications, ses vivres, détruisant tout sur ses derrières, laissant à l'armée de Hood le pays libre et dévasté, et pendant six semaines on ne sut que par de vagues rumeurs, par des rapports venus de l'ennemi, le hasardeux progrès de l'expédition. Tout à coup la nouvelle éclate : Sherman est sur la côte; il donne la main à la flotte, il prend le fort Mac-Allister, il assiége Savannah. Dans cette longue et triomphante *anabase*,

comparable ou du moins comparée à celle des dix mille, le nouveau Xénophon n'avait pas rencontré de résistance sérieuse, ni perdu plus de quelques centaines de ses 60,000 vétérans. Il est vrai que la Georgie, fort différente de l'Asie-Mineure, offrait aux conquérans une abondante hospitalité. Au lieu des sentiers impraticables, des montagnes neigeuses, des déserts glacés, où les dix mille se frayèrent passage, Sherman avait devant lui un pays agricole riche encore, des chemins de fer, des routes de planches, et un beau ciel sur des champs de riz et de maïs. Au lieu des peuplades barbares et inhospitalières qui harcelèrent la phalange affamée et réduite, il avait à soumettre des populations sans défense, d'où la conscription avait enlevé tous les hommes valides, des milices exténuées à qui le gouvernement de Richmond ne pouvait envoyer pour tout secours que le nom et l'épée de Beauregard. Il y avait bien l'armée de Hood qui avait cru le ramener à sa poursuite en menaçant le Tennessee. Sherman, en effet, feignit de le suivre pour le laisser engagé avec Thomas dans une lutte qui absorbait toutes ses forces. A demi victorieux à Franklin, mais écrasé à Charleville par Thomas, Hood perd soixante canons, 8,000 prisonniers, et la moitié de son effectif. Les chemins de fer sont coupés, les rivières débordées sur ses derrières, et, tandis que sa cavalerie se fait battre au Kentucky, celle de l'ennemi harasse ses troupes dispersées et fugitives. Hood a essuyé un vrai désastre.

Cependant Sherman continuait sa marche triomphale et ses dévastations. On n'épargna pas une plantation, pas un village, pas un troupeau de bœufs ni de moutons. Le coton fut brûlé, les chevaux saisis, les étables et les basses-cours massacrées pour subvenir à la profusion inséparable du pillage. Ainsi l'armée de Sherman vécut, comme on dit en langue américaine, *splendidement*, laissant sur sa trace l'incendie et la famine. A peine quelques milices mal organisées, quelques bandes de cavalerie l'attaquèrent. Une seule place, Savannah, ceinte de rizières inondées qui formaient une sorte de lac à l'entour, une seule armée, celle de Hardee, forte d'environ 13,000 hommes, pouvaient lui opposer quelque résistance. On échangea des boulets et des bombes; mais après trois jours de siége, quand les *Yankees* eurent poussé jusqu'aux murailles quelques ouvrages grossiers, Hardee mit le feu à l'arsenal, aux poudrières, détruisit la petite marine ancrée dans le port, et traversa la rivière avec 12,000 hommes sous la protection d'une batterie flottante qu'il fit sauter ensuite. Huit cents hommes dispersés dans les avant-postes furent faits prisonniers. Douze locomotives, trois bateaux à vapeur, 32,000 balles de coton furent pris et sauvés de l'incendie. Enfin la municipalité de la ville alla elle-même se rendre au général Sherman, se confiant à la générosité de

« l'ennemi magnanime » qu'on appelait hier le vil Yankee. En même temps Gillem, avec un corps de cavalerie légère, envahit le Mississipi, l'Alabama, coupe le chemin de fer d'*Ohio and Mobile*, et culbute tout ce qui résiste. Enfin une *expédition monstre*, de longue main préparée, s'avance contre Wilmington, le dernier port de la confédération et l'entrepôt de son commerce clandestin avec l'île anglaise de Nassau.

Les journaux de Richmond se consolent par de vaines bravades : « Savannah est prise; la grande perte! Savannah n'est pas la confédération ni même la Georgie, ce n'est rien que Savannah, un repaire de Juifs et de *Yankees* qu'on aurait dû brûler en le quittant, mais dont il faut presque s'applaudir d'être débarrassé. » — La confédération, disent-ils, n'a rien perdu de ses ressources inépuisables : plus elle se resserre, plus elle devient invincible! — Mais Charleston tombera bientôt devant Sherman, Wilmington aussi va tomber, et bien que la presse rebelle essaie de se consoler d'avance de la chute prévue de Richmond en disant qu'après tout Richmond n'est que Richmond, une ville dont la perte n'enveloppe en rien les destinées du pays, qu'au contraire les armées seront plus fortes lorsqu'elles n'auront plus cette charge et cet embarras des villes à défendre, — je me demande ce qui restera de la confédération du sud quand la Virginie, la Georgie, les Carolines, l'Alabama, auront fait leur soumission, si ce n'est les déserts et les forêts marécageuses de la Floride. Les rebelles, en effet, y seront inexpugnables: ils pourront y éterniser la résistance jusqu'à ce que la fièvre jaune les moissonne et les donne en pâture aux alligators de ces marais. Mieux vaut faire comme le sénateur Foote, du Tennessee, et prendre les devans de la déroute.

Aussi voyez la belle discorde qui se met à Richmond dans le congrès et le gouvernement! D'abord M. Foote, jadis le partisan acharné de la sécession et le virulent adversaire de M. Seward dans le sénat des États-Unis, donne sa démission après un discours audacieux pour les temps, où il accuse hardiment et appelle par son nom le despotisme du président confédéré. Il se plaint de la suspension des lois, de l'impuissance du congrès, de l'universelle servilité qui encourage la dictature. « Je ne veux pas, dit-il, être un législateur enchaîné, » et il s'en va, prophétisant un prochain coup d'état militaire qui détruira jusqu'à l'ombre des anciennes libertés publiques. De son côté, le gouverneur Brown se retranche dans les droits de la Georgie, se plaint qu'on emploie à défendre Richmond les hommes qui auraient chassé Sherman de son pays. De toutes parts les propositions de paix s'élèvent dans les législatures d'état, et, quoique mises partout *sur la table* par une majorité plus crain-

tive et plus docile que confiante, elles montrent le progrès rapide de l'opposition pacifique. Après s'être révoltés au nom des *states rights*, nous verrons les hommes du sud briser au nom des mêmes droits leur nationalité prétendue impérissable.

Comme toujours dans les maux sans remède, l'on rejette sur le gouvernement tout le poids des désastres. Le président Davis est si menacé que la presse même de Richmond, cette servante dévouée dont il a si souvent expurgé les rangs et choisi les guides, se divise et se retourne en partie contre lui. Le pauvre dictateur est obligé de faire augmenter son traitement : 25,000 dollars en papier confédéré ne suffisent pas à la vie matérielle dans un pays où un dindon coûte 100 dollars. Là-dessus l'*Examiner* et le *Whig* le dénoncent avec une colère et une liberté de langage qui pourraient bien leur être fatales. La presse devient plus factieuse à mesure qu'il fait plus d'efforts pour la bâillonner. L'absolutisme de l'ancien régime étouffait la pensée, et se croyait d'autant plus fort qu'il était plus silencieux. La civilisation moderne a changé tout cela : le journalisme est devenu la cheville ouvrière des gouvernemens paternels. Le président confédéré, homme de progrès et de science, voudrait bien nous emprunter ce régime que le monde nous envie et faire de tous les journaux des officines administratives. Il n'a pas tenu à lui que le congrès ne votât l'institution d'une presse militante et patriotique, chargée de faire la police des opinions, et que les rédacteurs de journaux, gens privilégiés, exemptés de la conscription comme les juges ou les prêtres, ne tinssent officiellement de sa main l'écritoire, la plume et le papier; mais il y a sans doute dans la race américaine je ne sais quelle barbarie native qui repousse la discipline. M. Davis a beau saisir les presses, expédier à l'armée les écrivains indociles : toujours l'opposition se relève, toujours cette mauvaise herbe étouffe le bon grain qu'il a semé, si bien qu'aujourd'hui on le dit près de jeter la pelle et la pioche, et de livrer son champ, pour une dernière moisson, à la faux guerrière du général Lee.

Telle paraît être la seule issue de ce chaos, la dernière crise de cette lugubre agonie. Quand la guerre pousse un peuple dans la dictature, il faut qu'il en descende jusqu'au bout la pente. Les plus timides deviennent alors les plus violens : faute de savoir reculer à temps, ils se jettent dans un fanatisme aveugle et désespéré. Ceux même qui maudissent le mal dans ses conséquences n'osent pas en voir la cause et le remède. Si leur territoire est déchiré, leurs armées détruites, leurs finances vingt fois ruinées, ce n'est point parce qu'ils ont persisté dans une guerre insensée, c'est parce que « Hood a remplacé Johnston au Tennessee, » parce que Davis a voulu diriger la campagne, parce « qu'il affame les troupes » en

arrachant au congrès quelques tonneaux de viande pour sa table et quelques bottes de foin pour ses chevaux. Lui-même, le prudent sénateur Foote, qui sort de la maison avant qu'elle ne tombe, ne dénonce dans son discours d'adieu que le mauvais gouvernement de Davis. Il invoque le despotisme en le maudissant.

Cependant le congrès de Richmond, assailli de motions pacifiques, les repousse avec indignation. A sa licence effrénée contre les personnes, la presse mêle encore des protestations de loyalisme rebelle. « La confédération, Dieu merci, n'est pas vaincue! Deux fois elle a semblé mourante, et deux fois elle s'est relevée par un secours merveilleux de la Providence. Qu'elle y compte encore, la fortune lui réserve quelque miraculeuse occasion de salut. — Que seulement on en finisse avec Davis et sa tyrannie imbécile, et l'indépendance du sud est assurée. Plutôt périr d'ailleurs, plutôt accepter le patronage d'une nation européenne et s'abaisser au rang de colonie que de devenir les esclaves des nègres et les vassaux des *Yankees!* »

28 décembre.

L'affaire canadienne vient de valoir aux États-Unis l'inauguration du système jusqu'alors inconnu des passe-ports. M. Seward, dans son ordonnance, indique bien que la mesure doit être temporaire et mise particulièrement en vigueur sur la frontière du nord; il n'en est pas moins curieux de voir ce pays d'indépendance, de franchise illimitée, adopter une à une toutes les vieilles entraves discréditées de l'Europe, — douanes, passes militaires, passe-ports civils, police secrète, — et s'y soumettre avec une docilité dont nous n'avons pas nous-mêmes l'idée.

L'astre de M. Seward pâlit toujours, et en revanche celui des radicaux culmine. Quand l'auront-ils détrôné, et que gagnera-t-on à passer entre leurs mains? Je pense qu'il vaudrait mieux garder M. Seward jusqu'à la fin de la guerre, et que la politique des Wendell Phillips ne serait bonne aujourd'hui qu'à prolonger et à ranimer la rébellion. Ces hommes qui proclament d'avance ce que l'avenir accomplira sont bons pour imprimer aux événemens le souffle de leurs idées, mais non pour tenir de leur main raide et brutale le gouvernail fragile de la politique exécutive. Quant au président, il joue toujours le même jeu. On s'en aperçoit au langage plus doux que tient sur son compte l'abolitionisme militant et extrême dont M. Wendell Phillips est l'organe, et qui reste par système à l'écart du gouvernement. Il y a un mois, M. Phillips ne parlait encore de M. Lincoln que comme d'un adversaire subjugué et réduit contre son vouloir à servir la bonne cause. Aujourd'hui, dans un grand discours prononcé à *Cooper's Institute* contre le projet d'émancipation du général Banks (système ingénieux qui n'ôte de

l'esclavage que le mot en faisant de tous les hommes noirs, de ceux même qui étaient déjà libres avant l'acte d'émancipation du président, les serfs et les bêtes de somme du gouvernement des États-Unis), le même orateur commence par rendre un hommage éclatant à Abraham Lincoln, « le premier des honnêtes gens du pays, » sauf ensuite à le traiter avec un sans-façon mêlé d'ironie qui montre que la politique ne peut obtenir de cet esprit dédaigneux et absolu que de maigres et hautaines concessions; mais Wendell Phillips n'est dans le parti que la vigie placée au haut du mât pour crier terre, et ceux qui mettent la main à la manœuvre ont de bien autres ménagemens. L'accord est si parfait entre eux et la présidence qu'on a pu parler du général Fremont comme du successeur probable de M. Dayton à Paris. Le général dit à qui veut l'entendre qu'on lui a deux fois offert l'ambassade, et que deux fois il l'a refusée, ce qui donnerait à croire qu'après l'avoir désirée il s'est aperçu qu'on ne la lui donnera pas. Du reste, il n'est pas le seul qui se voie condamné à être désintéressé malgré lui et à se retrancher fièrement dans la grandeur d'âme. J'en sais un autre qui grille d'envie d'obtenir cette place, mais qui se console en disant qu'il est trop bon démocrate pour se laisser séduire aux faveurs d'un gouvernement corrompu.

Toujours est-il que les radicaux disposent déjà des ambassades; si, comme on le pense, ils gratifient de cette vacance M. Fessenden ou M. Everett, c'est que leurs chefs n'ont pas voulu du gâteau pour eux-mêmes. Sans croire beaucoup peut-être à leur parfaite sagesse, je pense qu'ils peuvent rendre un grand service au pays en votant des lois au lieu de chercher des expédiens. Leur influence révolutionnaire ne peut manquer d'augmenter l'importance et l'autorité de la législature. Du jour où le congrès aura pris la suprématie incontestée à laquelle il aspire, la direction des partis parlementaires deviendra l'échelon du gouvernement, et le ministère ne sera plus qu'une délégation des assemblées. On dit beaucoup que l'ancien mécanisme du gouvernement est incompatible avec ce nouveau pouvoir, et que ni indépendance locale, ni constitution souveraine, ni système judiciaire régulateur ne peuvent subsister en face de cette souveraineté des chambres. Je n'en comprends pas, quant à moi, la raison; il me semble logique que le pouvoir exécutif, agrandi dans ses attributions, soit diminué dans son indépendance, et qu'on lui mette un double mors en déliant ses entraves.

31 décembre.

La grande expédition de Wilmington a complétement échoué. Porter commandait la flotte, Butler l'armée de débarquement; ni

l'un ni l'autre n'avait le commandement suprême : ils se querellèrent aussitôt partis. Arrivés devant le fort Fisher, ils l'ont bombardé pendant vingt-quatre heures : on a tiré, je crois, vingt mille coups de canon; puis le général Weitzel, descendu à terre avec 3,000 hommes, s'avança en reconnaissance jusqu'au pied de la forteresse, qu'une grêle de bombes fédérales tenait silencieuse et enfermée hermétiquement comme une tortue dans sa cuirasse. Quelques soldats sont montés sur le parapet : l'un d'eux est entré dans le fort et y a tué un aide-de-camp, dont il a ramené le cheval. C'était le moment d'un coup de main, ou bien l'entreprise même était insensée. Le général Weitzel voulait donner l'assaut; mais les deux chefs étaient jaloux l'un de l'autre. Butler enfin manqua d'audace; sans même quitter son navire, il envoya l'ordre à ses troupes de se rembarquer, puis il s'en retourna sans vergogne à son camp de la rivière James. Cependant Porter, resté seul, exhalait sa rage par un bombardement furieux et inutile, il écrivait à Butler une lettre presque outrageante; mais à quoi bon? A qui Butler avait-il désobéi? La flotte persiste à brûler sa poudre : que de millions envolés en fumée! On croirait que l'expérience des dernières années a dû instruire les Américains et leur apprendre qu'à la guerre au moins il faut une discipline et un maître. Le général Grant semble dans cette affaire n'avoir pas eu plus de prévoyance et d'initiative qu'un soliveau. On l'a appelé le *boucher* Grant; on pourrait, après cette expédition plus ruineuse en poudre qu'en hommes, l'appeler l'*artificier*.

J'ai vu hier soir l'amiral Farragut chez M. Bancroft, le célèbre historien de la révolution des États-Unis. M. Bancroft est un vieillard raide, jaune, sec, maigre, avec des cheveux blancs, et dont l'apparence générale ne peut se traduire que par le mot anglais *tough*. Ce n'est peut-être pas un esprit très brillant; mais ceux qui le connaissent me disent que rarement ils ont vu d'intelligence aussi active, aussi laborieuse, de mémoire aussi solide et de compréhension aussi universelle. Avec ses soixante-dix et tant d'années, on le voit tous les soirs dans le monde, gai, causant, d'humeur encore jeune; il dicte tous les jours de longues improvisations et lit tout ce qui peut paraître dans l'ancien monde et dans le nouveau. Science, littérature, histoire, philologie, ethnologie, on peut lui parler de tout; on le trouve toujours au courant et informé des idées nouvelles.

Quant à l'amiral Farragut, il parle peu : c'est un homme simple, dont la figure plaît par un front large et carré, un regard franc et énergique, une expression modeste et bienveillante. Il dit que Wilmington est à peu près imprenable par mer à cause des bas-fonds, qui ne permettent pas l'entrée de la rivière du cap Fear aux vais-

seaux de guerre lourdement armés; les coureurs de blocus, ces bâtimens minces et légers, peuvent seuls y passer à l'aise. On ne peut même pas bloquer toutes les embouchures. Au plus fort du feu, quatre *blockade-runners* pénétraient dans l'estuaire par des chenaux détournés. L'amiral croit pourtant que Wilmington tombera, mais à son tour, quand Sherman, remontant vers le nord et balayant l'ennemi du littoral, aura pris Charleston, et viendra fermer avec Grant le cercle de fer qui enlace Richmond. Là sera écrasée la dernière armée de la rébellion. Quant aux états de l'extrême sud, branches déjà séparées du tronc, ils tomberont comme des membres sans tête.

Les journaux de Richmond annoncent que l'armée de Lee est grosse d'un grand événement, et qu'elle va frapper un coup qui étonnera le monde. Elle semble en vérité s'étirer les membres et se secouer les épaules, comme un lutteur qui se prépare à quelque grand exercice musculaire. Les malheureux journalistes du sud sont depuis quelque temps si prodigues de charlatanisme que je crois bien que cette montagne accouchera d'une souris. On soupçonne que ce grand mouvement stratégique pourrait bien être l'évacuation de Richmond, où l'on ne trouve plus à vivre, et le déménagement du quartier-général de la rébellion, armée, président, gouvernement et gazettes officielles, à Danville, contrée plus riche et plus épargnée par la guerre. C'est le lièvre blessé qui se retire de gîte en gîte jusqu'à ce que les chiens le dévorent.

La fin de l'année ramène invariablement le déluge des statistiques. Les journaux constatent que l'année 1864 a été plus fertile que toute autre en accidens de chemins de fer. Les comptes tenus par le *Herald* donnent environ 500 tués sur place et au moins 2,000 blessés. Le total en paraît énorme, et je ne prétends pas dire que les chemins de fer américains soient sans reproche. Cependant, si vous considérez la multitude des voyageurs et l'immensité des distances, vous trouverez que la proportion des déchets n'est pas encore trop effrayante.

Vous voulez savoir la population des États-Unis en général et en détail celle des grandes villes? Vous en demandez plus que les Américains n'en peuvent apprendre. Croyez-vous que la statistique soit régulière et scientifique aux États-Unis comme chez nous? Où prenez-vous ces agens présens partout d'une administration centralisée? Où prenez-vous ces recensemens exacts, consciencieux? Où prenez-vous même, en Amérique, les registres de l'état civil (1)?

(1) Les registres des décès et des naissances doivent être tenus par les *clergymen* des diverses communions et régularisés par le juge de paix. Ce dernier délivre aussi des actes de notoriété fondés sur la déclaration des témoins. Ce système imparfait donne lieu souvent à de grands désordres.

Songez un peu au désordre des administrations locales, à leur négligence, à leur manque d'unité; songez aussi aux étonnantes fluctuations de la marée humaine qui envahit le sol du Nouveau-Monde. Parmi les bienfaits du *self-government*, il ne faut pas compter la statistique, science éminemment administrative, et qui ne peut fleurir que sous la cloche d'une centralisation hermétique. Allez en Chine ou en France, si vous voulez de belles additions symétriques et de beaux chiffres ronds. En Amérique, on fait de temps en temps (1), pour constater le progrès accompli, un recensement par à peu près, comme on jette la sonde sur un sable mouvant, ou comme on mesure, dans une mer troublée, la vitesse d'un vaisseau poussé à pleines voiles: mais les additions ne sont pas encore faites, ni les résultats rendus publics, que déjà l'inondation en a dépassé le niveau. Pour aujourd'hui et pour quelques années encore, on vit sur le recensement de 1860; mais quatre ou cinq ans pour l'Amérique, c'est un demi-siècle pour la France. C'est plus même qu'un demi-siècle, car si l'ensemble de la population n'a pas beaucoup augmenté peut-être, de grandes masses du moins s'y sont déplacées, et des villes, des contrées entières peuvent être sorties des solitudes.

Encore un mot : le système des passe-ports exaspère les deux frontières. Les Américains le pratiquent avec la dureté impitoyable de tous les gens qui sortent du régime de la liberté. Les passans quotidiens, les fermiers du pays, les conducteurs de chemins de fer, jusqu'à un enfant surpris sur la rive canadienne par la législation nouvelle, ont dû acheter des passe-ports. Les consuls américains, contre toute justice, les font payer en or et profitent du change. L'homme habitué à la liberté est le plus terrible de tous les instrumens de despotisme. Je suppose l'Amérique sous les lois françaises, et je frémis de l'oppression qu'elle en saurait tirer. Il faut un long usage du despotisme pour apprendre à en allonger la chaîne.

Dimanche 1er janvier 1865.

C'est demain le jour du grand coup de feu, le dimanche étant toujours consacré à l'immobilité et à l'ennui. Demain, toutes les femmes restent chez elles, parées de leurs plus beaux atours, et les hommes courent, comme des chevaux de fiacre, apportant, selon le degré de leur intimité, bonbons, bouquets, bijoux, ou leur seule présence et ce salut consacré : *a happy new year!* pendant du salut de Noël : *merry Christmas!* Partout des goûters ou *luncheons* attendent les visiteurs affairés, qui de dix heures du matin à sept heures du soir n'ont nul repos avant d'avoir fait leurs trois

(1) Les recensemens généraux ont lieu aux États-Unis tous les dix ans.

cents complimens de bonne année. Les femmes trônent en reines, couvertes comme des reliques de tous les joyaux de leur écrin. Et nul n'est dispensé de venir plier le genou devant elles : le grand-père infirme se fait traîner jusque chez sa petite-fille ; le père de famille va boire à la ronde les innombrables verres de vin de la bonne année, tandis qu'un millier d'étrangers viennent s'asseoir en procession à son foyer. Vous voyez que le jour de l'an n'est pas, comme chez nous, et comme en Angleterre le jour de Noël, une fête de famille; c'est le *thanksgiving day* qui occupe cette place dans la vie américaine. Le jour de l'an est au contraire celui où l'on entasse toutes les politesses qu'on n'aura pas le temps ni la patience de faire durant l'année. Il appartenait bien à ces Américains utilitaires de dévouer ainsi une journée aux obligations du monde, et d'en faire une tâche sérieuse, un devoir impérieux et formel, afin de pouvoir vaquer le reste du temps à leurs affaires et à leurs plaisirs.

Pour moi, nouveau dans la société de New-York, j'en serai quitte pour environ vingt-cinq visites et vingt-cinq verres de sherry, que je trouverai moyen, bien entendu, d'escamoter adroitement. Celui qui a dit des Américains qu'ils étaient sobres ne les a vus qu'à la surface. S'ils boivent tant d'eau glacée dans les chemins de fer, c'est faute de mieux, et parce que le *whiskey*, les *bitters*, les *punchs*, les *côcktails* et *drinks* de toute nature ont allumé en eux un feu insatiable et inextinguible. Tous leurs grands et petits hommes, depuis Webster jusqu'à Douglas, ont besoin de cet ingrédient pour entretenir en eux la combustion vitale. Le général Grant, avant sa fortune, était connu dans l'Illinois pour un buveur émérite. Douglas, le *petit géant* de l'ouest, ne débuvait jamais. Les hommes de l'ouest en sont venus à ce point de solidité virile que les liqueurs, comme à Mithridate les poisons, ne leur font plus aucun mal, et que leur intelligence n'emprunte à l'élément alcoolique que sa violence, sans se laisser d'ailleurs ni ébranler ni obscurcir. Cette faculté, comme toutes nos facultés morales ou physiques, grandit avec l'usage, si bien que tel homme qui buvait modestement dans sa jeunesse se distingue dans son âge mûr, et peut espérer atteindre dans sa vieillesse au plus glorieux point de l'ivrognerie. M. Webster, qui d'ailleurs paraît avoir eu toute sorte de vices, a eu deux périodes dans son existence, marquées l'une par l'usage du vin, l'autre par celui de l'eau-de-vie. On dit : M. Webster avant qu'il eût perdu le goût du vin, comme on dit : Raphaël avant la Fornarine, et ceux même qui vénèrent sa mémoire ne croient pas la souiller en avouant ces petites faiblesses.

On dit aussi, — ce n'est pas moi qui parle, — que beaucoup de femmes ont un goût décidé pour la boisson économique de l'avenir, et qu'en liberté elles délaissent les vins fins de France ou d'Espagne

pour ce fameux *Bourbon-whiskey* dont un brave Yankee demandait à un prince français de lui envoyer quelques bouteilles, pensant sans doute que les Bourbons étaient une famille enrichie par la fabrication de ce breuvage. J'ai bien vu l'autre jour en chemin de fer, première classe, un *gentleman* irlandais tirer de sa poche une bouteille d'eau-de-vie et en servir de grandes rasades à sa voisine, après quoi l'un et l'autre se sont mis à chiquer amicalement; mais, Dieu merci, ce ne sont pas là les manières des salons. Les traces de rusticité que j'y relève encore s'y voilent et s'y déguisent sous les modes européennes, dont une foule d'Américains francisés, anglicisés ou cosmopolites donnent le ton à ceux qui ont grandi et vécu à l'ombre du City-Exchange ou de leur bureau enfumé de *Wall*, *Beaver* ou *Pearl-street*.

Ce n'en est pas moins une société d'attrait médiocre pour un homme d'habitudes paisibles, ami des petits comités et des causeries du coin du feu. C'est un tourbillon plutôt qu'un monde, et le ralentissement que la guerre civile, les deuils privés des familles, la diminution aussi des fortunes, ont mis à ses amusemens ne les a rendus ni moins futiles ni plus intellectuels. La foule y est légère, bruyante, pleine de *snobbisme* et de vanité, prête à saluer humblement les gens qui se font valoir, mais très dédaigneuse de ceux qui n'affichent pas de prétentions ridicules. Le mot d'ordre est que New-York est le lieu le plus agréable du monde, et il faut se confondre en admirations pour ne pas être vu de mauvais œil. Voyons pourtant quels sont les élémens de ce monde si content de lui.

Les hommes, pour la plupart, vivent dans les affaires depuis leur enfance; à peine âgés de quatorze ans, la finance les a dévorés, et l'on cite avec admiration, comme une rareté, ceux qui ont reçu ce qu'on appelle une *collegiate education*. Les femmes, livrées à elles-mêmes dès leur enfance, commencent de bonne heure cette recherche d'un mari qui les absorbe tout entières, et qui, surtout dans un pareil monde, exige plus de futilité, de falbalas et de charlatanisme extérieur que de culture et de valeur sérieuse. Ce ne sont point des sensitives, de poétiques rêveuses, de sentimentales moralistes, ni d'insouciantes chercheuses d'aventures; ce sont des gens d'affaires calculateurs qui empruntent à la société où elles vivent un esprit positif et mercantile. Ces petites folles raisonnables, dont l'appareil extravagant rappelle celui de nos lionnes, jettent l'hameçon non pas pour le plaisir même de la pêche, mais pour le bénéfice. Êtes-vous à marier, un essaim tourbillonnera de lui-même autour de vous. Semblez-vous au contraire de prise improbable et difficile, vous marchez dans un désert. Toutes ces demoiselles (et vous ne rencontrez nulle part que des demoiselles : le reste du monde fé-

minin semble enterré d'avance dans le tombeau de la vie domestique), toutes ces demoiselles ont deux ou trois cavaliers à leurs trousses, et n'ont pas envie d'abandonner un *tiens* pour deux *tu l'auras*. On n'est pas admis dans le cercle intime à moins qu'on ne veuille prendre soi-même une part active au jeu. Il faut, pour se plaire dans le monde de New-York, pour ne pas s'y promener comme dans une foule étrangère, s'attacher volontairement à un char ou, pour employer une métaphore plus réaliste, à un cotillon quelconque. Alors vous ne le quittez plus; vous le menez au parc, vous le conduisez dans le monde et l'en reconduisez, vous passez partout à sa suite comme un meuble indispensable, — jeu glissant et d'où vous pouvez sortir, suivant votre habileté et vos scrupules, voleur ou volé.

Ajoutez la fatigue, l'incommodité de ne pouvoir s'asseoir, puisque les femmes elles-mêmes restent debout, le vacarme enfin d'une conversation soutenue, non pas à demi-voix et discrètement comme chez nous, mais à pleins poumons et avec des éclats de voix plus dignes d'un *meeting* populaire que d'une soirée élégante, et vous concevrez pourquoi les bals américains me déplaisent. Les efforts qu'il faut faire, les cris qu'il faut y pousser pour être entendu, le retentissement dans un petit espace de deux cents voix déployées ébranleraient des nerfs accoutumés au feu de la mousqueterie ou au grondement continu des cent soixante-quinze bombes par minute lancées l'autre jour inutilement sur Fort-Fisher.

Ce monde tumultueux ne me trouve guère à son goût. J'aime mieux ne fréquenter qu'un petit nombre de maisons amies et de personnes distinguées, mais un peu sérieuses, qui me témoignent une bienveillance dont je voudrais pouvoir profiter plus souvent. Miss ***, une des *belles* de New-York, du reste une intelligente et gentille personne, m'a dit que le bruit courait que j'étais *very wise*, et que j'avais une vieille tête sur de jeunes épaules. Un *sage* de mon espèce ne saurait avoir part aux amusemens de ces joyeux écervelés, dont le grand plaisir, la grande affaire est *sleigh-riding*, c'est-à-dire d'aller en traîneau en gaie compagnie et de s'en retourner le soir, à fond de train, dans Fifth-Avenue, en faisant retentir les échos de leurs cris. Je n'en suis pas moins en ce moment le plus dissipé des hommes : c'est à peine si j'ai pu garder une soirée pour aller entendre, dans *Hamlet*, ce fameux acteur Booth dont on fait tant de bruit.

3 janvier.

J'ai fait hier près de quarante visites. Le juge R..., un homme d'autrefois, qui appartient à la vieille aristocratie hollandaise de la colonie, a voulu me présenter lui-même dans une foule de maisons

nouvelles. Le soir je marchais encore, et je commençais à trouver fastidieuse cette course au clocher de douze heures. J'ai cependant pu distinguer les deux sociétés très diverses qui se partagent le monde de New-York. L'une, assez restreinte et parfois un peu fière, a des allures dignes, sérieuses et légèrement surannées : c'est celle des anciens *knickerbockers*, descendans de la vieille bourgeoisie hollandaise, accrue des vieilles familles anglaises établies dans le pays avant la révolution de l'indépendance et d'un certain nombre de familles récentes, mais à qui de vastes possessions ou de grandes richesses solidement assises tiennent lieu d'ancienneté. Cette espèce d'aristocratie territoriale possède encore, surtout dans la contrée qui avoisine les rives de l'Hudson, de vieux manoirs, de grandes habitations de campagne et des terres presque princières dont le nombre va diminuant tous les jours. Elle vit à New-York dans de vastes hôtels à la mode anglaise, ornés avec un luxe sévère et garnis presque tous d'une galerie de tableaux, bons ou mauvais, comme dans les palais italiens. Elle a gardé un certain orgueil de race. Un jour, chez une dame de mes amies, un Anglais de bonne compagnie s'étant avisé de me dire, non sans quelque dédain : « Vous savez qu'en Amérique on n'a pas d'ancêtres, » tout le monde cria haro sur l'impertinent. « Pas d'ancêtres! dites-vous; nous en avons autant que vous-mêmes. » Et ce n'était pas, je vous assure, fierté plébéienne offensée. Les mêmes gens faisaient la moue en me parlant d'un parvenu célèbre que pourtant ils recevaient chez eux.

L'autre société, bien plus nombreuse et souvent mêlée à l'autre, est celle des financiers et des gens d'affaires. On voit souvent chez eux un luxe de mauvais aloi. Tout en aimant les choses solides, ils ont du goût pour tout ce qui brille. Une dame *** s'obstine à m'appeler *le comte* malgré l'exhibition de ma carte très bourgeoise. Dans une maison historiée de Fifth-Avenue, Mme X..., une Écossaise d'assez basse extraction, femme d'un certain propriétaire et rédacteur en chef d'un des grands journaux de New-York, qui est aussi une des puissances politiques et financières du pays, trônait chamarrée au fond d'un appartement somptueux, avec de brillantes corbeilles de fleurs à sa droite, un buffet surchargé de cristaux, de vermeil et de plats truffés à sa gauche. La profusion des vins et des viandes, l'accumulation des dorures et des corniches, les peinturlures criardes, toute la décoration lourde, gauche et *parvenue* de ses salons était d'accord avec l'extérieur fastueux de cette personne étrange, aux yeux hardis, à la parole intarissable et vulgaire, aux bras et au cou enchaînés de pierreries. Cependant il y défilait une procession d'hommes politiques et de chefs militaires qui venaient rendre leurs hommages intéressés au démon directeur

du journal, et payer leur tribut de flatterie au Moloch infatué de la presse américaine. La dame du logis faisait retentir bien haut les noms de ses amis, le général D..., l'amiral F..., et tant d'autres qui ne dédaignaient pas d'y placer leurs égards à fonds perdus, mais à gros intérêts d'éloges imprimés. Il y a des divinités que le monde encense de peur d'en pâtir. X..., qui pour être un homme sans principes n'est pas un homme sans génie, a imaginé de publier une sorte de petit journal des théâtres où sont racontés tous les cancans de la ville, et qui lui sert de clé pour ouvrir à sa femme les portes de la bonne société; mais, comme toujours, on murmure, on lève les épaules dès qu'ils ont le dos tourné.

Une autre maison de fraîche date est celle de M. Z..., ancien aubergiste, ancien directeur d'un grand hôtel de New-York qui porte encore son nom. Un soir j'entre dans une maison riche et sévère, dont le luxe exagéré ne gâtait pas l'harmonie. Je trouve là deux dames fort élégantes, de manières gracieuses et d'entretien charmant. L'une d'elles se met à chanter avec une voix peu puissante, peu passionnée, mais avec tout l'art qu'ont pu lui donner les leçons des meilleurs maîtres. Ces dames parlent français, ont longtemps vécu en Europe. La porte s'ouvre, et un vieillard un peu chancelant sur ses jambes goutteuses entre en s'appuyant sur une canne : habit noir, perruque du dernier bon ton, favoris teints à la Palmerston; dans l'ensemble, l'air grave, courtois et un peu nul d'un vieux *nobleman* anglais alourdi par les années. En sortant, j'apprends que ce nabab a commencé par tenir une petite pension bourgeoise, et que sa femme, sa belle-sœur ont été l'une et l'autre *factory-girls*, simples ouvrières, à Lowell, dans le Massachusetts. On est allé à l'étranger laver dans les eaux du *grand monde* la tache originelle, et il est probable qu'on y retournera pour fuir les souvenirs importuns de ces humbles commencemens. Ces fortunes et ces métamorphoses sont plus fréquentes en Amérique que partout ailleurs. Grâce à l'éducation universelle et au sentiment général d'égalité qui y règne, on s'élève sans peine, sans combat; on passe sans effort d'un milieu dans un autre. Il n'y a pas entre les nés et les parvenus cette ligne infranchissable, cet obstacle qu'oppose l'éducation première. Les femmes (comme c'est d'ailleurs par tout pays leur privilége) ont une flexibilité prodigieuse. Prenez une fille de ferme, et poussez-la dans un monde élevé; vous en faites une dame en quelques mois.

En revanche, il y a parmi les hommes des exemples de rusticité obstinée, qui sont d'autant plus haïssables que nul ne s'en offense, et qu'ils traversent le monde comme une écurie, le chapeau sur la tête, les mains dans les poches et en gros souliers. On dit que l'or le plus neuf est le plus brillant. En général il a beau faire, il ne

ressemble jamais qu'à du clinquant mis sur du plomb vil et pesant. Cet homme qui fait bonne figure aperçu de loin dans sa loge à l'opéra ou dans sa voiture au parc, tenant en main le fouet de sa profession primitive et les rênes de quatre chevaux fringans, ne sera, quand vous le verrez de près, qu'un rustre indécrottable, à peine descendu du siége de l'omnibus où il a commencé sa fortune. Vous le rencontrez, vous le saluez poliment, et bientôt vous vous détournez, las de dépenser la politesse même la plus économe sur cette terre brute et ingrate. Regardez un peu ses vêtemens, et vous le jugerez tout de suite : il est habillé grossièrement et se tient lourdement, comme un manœuvre, car le costume est une partie des manières, et la tournure, le langage se conforment toujours à la nature. Cet homme est M. Y..., qui a fait sa fortune dans les spéculations les plus véreuses, et qui semble lié de grande amitié avec de parfaits *gentlemen* aux façons prévenantes et gracieuses. Y... semble infatué de lui-même, et bien que des scrupuleux, qu'on regarde ici comme des dédaigneux surannés, refusent de le connaître, sa prétention est acceptée du grand nombre. Et voyez le préjugé (car la société américaine n'en est pas plus exempte qu'une autre), M. Z..., qui est un galant homme et un homme du monde, se voit opposer tous les jours son ancienne profession d'aubergiste. Celui-ci, s'étant enrichi dans les tripots, a conquis ses titres de noblesse, et, tout manant qu'il est demeuré, entre de plain-pied dans l'aristocratie des spéculateurs. Quel dommage qu'on ne fasse pas de barons en Amérique !

4 janvier.

Hier soir, à un bal somptueux où nous nous sentions un peu étrangers l'un et l'autre, mon ami M. *** m'entretenait de son prochain départ pour la Chine aussi froidement que s'il se fût agi d'aller de New-York à Philadelphie ou à Boston. Il y a dix ans, M. ***, qui appartient à une famille opulente et distinguée de la ville, fut envoyé, tout jeune encore, représenter à Hong-Kong une maison de commerce importante ; il venait l'année dernière, en congé de six mois, renouer connaissance avec son pays oublié et revoir les visages nouveaux de sa famille et de ses amis. Il retourne maintenant à son poste et ne sait pas trop s'il en reviendra jamais. Il y a peu de familles à New-York qui n'aient quelqu'un de leurs membres, je ne dis pas errant en voyageur dans quelque lointaine partie du monde, mais transplanté à demeure aux antipodes et devenu presque étranger à son pays. Ces épreuves s'acceptent avec une sagesse et un sang-froid incroyables. Vous savez l'histoire de ce père américain dont le fils, arrivant d'Australie, frappa inopinément à sa porte : il le reçut poliment, s'informa de sa santé,

lui offrit un siége, et finit par l'inviter à dîner. — La famille américaine ressemble un peu à une couvée de moineaux : les petits s'en échappent dès qu'ils ont des plumes pour s'envoler et des ongles pour se défendre; ils oublient le nid maternel, et souvent les parens eux-mêmes ne les connaissent plus. Ils ont eu la peine de les protéger dans leur faiblesse première; mais, une fois cette tâche accomplie, leurs droits et leurs devoirs finissent en même temps. C'est la loi de la nature dans toute sa crudité naïve : l'association de la famille ne dure que tout juste autant qu'elle est indispensable à ses membres.

En revanche, si les parens donnent peu, ils exigent moins encore. La puissance paternelle n'a jamais été une loi bien rigoureuse dans la famille américaine, ni la docilité filiale une de ses plus grandes vertus. Les parens ne font rien non plus pour retenir l'autorité qui leur échappe, ni pour garder dans sa coquille l'oiseau emprisonné. Au contraire ils prennent plaisir à développer en lui l'instinct précoce de la liberté; ils ont hâte de l'émanciper, soit qu'ils aiment à être débarrassés de bonne heure d'une charge importune, soit qu'il leur répugne d'exercer longtemps une espèce de royauté domestique, et qu'ils respectent outre mesure l'esprit d'indépendance dont ils sont possédés eux-mêmes. Le fait est que nulle part les enfans ne sont aussi libres, aussi hardis, aussi *enfans terribles* qu'en Amérique. Dans les lieux publics, en chemin de fer, vous les voyez courir, crier à tue-tête, grimper sur vos genoux, jouer avec vos breloques, épeler dans le livre que vous tenez à la main, vous parler familièrement sans que personne les rabroue. On ne les accable pas de ces discours, de ces préceptes, de ces belles leçons morales dont nous sommes si prodigues, et qui glissent à peu près comme de l'eau sur du verre. Ce n'est pas à dire pourtant qu'on emploie contre eux les moyens de conviction énergiques qui s'appellent la raison du plus fort : les Américains ont de tout temps réservé cela pour leurs nègres, race incorrigible et bestiale à qui l'on ne parle qu'à coups de bâton. Quant à leurs enfans et à leurs chevaux, ils les ont toujours traités avec douceur, comme des êtres intelligens et raisonnables en qui il fallait bien se garder d'éveiller l'instinct de la révolte. Ils comptent, pour former leur raison, sur l'expérience plutôt que sur les châtimens; au lieu de les tenir pieds et poings liés jusqu'à l'âge d'homme, ils les laissent de bonne heure se heurter eux-mêmes aux choses. C'est cette éducation libre qui mûrit les Américains et développe en eux la raison pratique à un âge où chez nous elle sommeille encore sous les rêves et les illusions de l'adolescence. Chez nous, l'éducation intellectuelle précède l'éducation morale; c'est le contraire ici. A douze ans, l'éducation morale des jeunes filles américaines est

considérée comme faite : elles vont et viennent librement, souvent seules; leurs idées pratiques semblent toutes formées, et l'usage veut même qu'elles soient déjà initiées à toutes les réalités de la vie. On ne les conduit pas par la main comme des aveugles, en leur ordonnant d'avoir toujours les yeux baissés, pour leur découvrir un jour brusquement l'horizon de la vie. On ne leur déguise rien de ce qu'il faut bien qu'elles apprennent, puisqu'elles doivent être seules maîtresses de leur destinée. Aussi la choisissent-elles sans illusion et sans ivresse, et quand viennent les dégoûts ou les épreuves, il faut bien qu'elles les supportent sans murmure, puisqu'elles ne peuvent accuser qu'elles-mêmes de leurs erreurs et de leurs déceptions.

Quant aux hommes, elle ne leur est pas moins salutaire, cette rude école de l'expérience et de la liberté. Sitôt qu'ils commencent à penser, les voilà aux prises avec les nécessités positives de la vie; les affaires, les intérêts, les travaux assidus de la profession qu'ils ont prise les absorbent, les façonnent, les marquent d'une empreinte un peu grossière peut-être, mais les sauvent en même temps de ces agitations maladives des âmes inoccupées qui énervent le caractère et rendent l'esprit stérile. Ils n'ont pas encore vingt ans, et à l'âge où, chez nous, les jeunes hommes cherchent leur voie, tourmentent la muse indocile, ou bien nagent dans les vagues rêveries d'une philosophie apocalyptique, ils songent à s'établir, à prendre femme, à fonder pour leur compte une maison de banque ou de commerce, à quitter l'hospitalité provisoire du toit paternel.

Que devient pourtant la famille? Elle dure tant que le même foyer la tient réunie; mais elle se relâche dès qu'elle se disperse, car elle n'a point pour se maintenir le lien des héritages et des intérêts communs. Vous savez qu'en Amérique la liberté des testamens est illimitée; la seule restriction que les lois y mettent est en faveur, non des enfans, mais des femmes. Dans l'état de New-York, où, sauf stipulation contraire du contrat de mariage, tous leurs biens meubles tombent dans le domaine commun, elles succèdent de droit à un tiers des biens immeubles du mari. Ailleurs, dans l'Illinois si je ne me trompe, elles gardent tous leurs biens et leur administration indépendante. Toujours est-il que le droit de la femme prime celui des enfans; sauf la réserve accordée à la femme, le père fait de sa fortune tel emploi qu'il lui plaît : il peut déshériter ses enfans sans qu'ils aient le droit de se plaindre, et souvent il ne leur laisse qu'une moindre part de son héritage. Plus souvent il en avantage un seul au détriment des autres; il laisse par exemple le gros de sa fortune, soit à l'aîné, soit à l'un quelconque de ses fils, et vous savez qu'au Massachusetts les propriétés foncières ne se divisent presque jamais : l'aîné prend la terre, les cadets entrent dans le commerce,

dans l'industrie, dans les affaires, ou bien vont dans l'ouest se faire un patrimoine à eux. Le père de famille peut même établir une véritable substitution en faveur de l'aîné de sa race, limitée, il est vrai, à la seconde génération seulement et n'obligeant légalement que son héritier immédiat. Ainsi la loi américaine est aux antipodes de la loi française. Liberté des testamens, inégalité permise des partages, substitution même dans une certaine mesure, tout ce que la démocratie française condamne comme d'odieux vestiges de l'oppression féodale, la démocratie américaine l'autorise et le couvre du nom de la liberté. Ici encore, en matière de testamens et d'héritages, c'est toujours la même question qui se présente : laquelle des deux est la vraie démocratie, de celle que le goût de la liberté domine, ou de celle qui sacrifie la liberté même à un amour insatiable de l'égalité?

Nous nous vantons volontiers en France d'être un des peuples les plus démocratiques du monde, si ce n'est le modèle même de la parfaite démocratie. Et pourtant, à y regarder de près, malgré le code civil, les principes de 89, l'admissibilité de tous aux emplois, voire le suffrage universel, nous n'avons guère répudié que de nom la tradition morale de l'ancienne monarchie. A la caste nobiliaire, déjà fortement battue en brèche au siècle dernier par les classes moyennes, s'est substituée la classe administrative et bourgeoise. Elle croit, par l'égalité des partages, avoir à jamais aboli l'esprit d'aristocratie de l'ancien régime, et elle n'a fait en réalité que le rendre populaire, le répandre, pour ainsi dire, dans tout le corps du peuple. Quel est le vice que nous reprochons, par exemple, à l'aristocratie anglaise? C'est d'élever des prédestinés de la fortune qui n'ont rien à demander à leur travail, c'est d'entretenir en eux l'esprit d'oisiveté, l'égoïsme et l'orgueil. — Franchement est-ce que tous nos fils de familles bourgeoises, héritiers de trois mille livres de rente, ne sont pas de petits aristocrates manqués? Est-ce que l'oisiveté des bourgeois de province, qui moisissent dans les petites villes et ne connaissent d'autre emploi de leur vie que de tondre leurs métayers ou d'aller au café risquer le pain de leurs familles, est-ce que cette oisiveté misérable n'est pas un vice aristocratique? Et quand nos jeunes gens, qu'on envoie dans les villes apprendre une profession libérale, se croient permis de ne rien faire, sous prétexte qu'ils ont le droit de dissiper d'avance leur part de l'héritage paternel, ne trouvez-vous pas qu'ils se donnent, à leur façon, des airs d'aristocrates et de marquis?

Dira-t-on qu'il y a une union plus tendre entre le fils et le père quand la loi leur impose des droits et des devoirs mutuels? Cela même est encore douteux : je les vois bien devant la loi marcher unis et inséparables, mais comme deux prisonniers liés à la même

chaîne, non pas comme des amis qui se donnent la main. A supposer même que l'intérêt soit au fond le vrai mobile des affections humaines, croyez-vous qu'un fils respecte mieux son père, s'il le regarde comme un débiteur forcé que s'il n'en doit rien attendre, et s'il lui est tout au plus permis d'espérer de la tendresse paternelle ce que la loi ne lui a point donné? Dans la famille française, le père n'est trop souvent aux yeux du fils que le dépositaire provisoire de son bien, l'homme d'affaires qui pour le moment règle ses comptes et qui bientôt devra les lui rendre. J'aime encore mieux la famille américaine, où le fils n'attend rien du père à moins qu'il ne l'ait mérité.

En Angleterre, pour un aristocrate, le droit d'aînesse fait vingt hommes de labeur et d'entreprise qui enrichissent leur pays. Les aînés eux-mêmes sont les protecteurs nés de la famille; dans le rang élevé qu'ils occupent, l'opinion les oblige à faire un noble emploi de leur fortune et de leurs loisirs, et l'on ne peut certes pas dire qu'ils soient inutiles à leur pays. En France, nous avons à leur place vingt aristocrates râpés, qui vivent maigrement de leurs rentes et croiraient déroger en gagnant leur vie. Ils encombrent les antichambres du pouvoir et mendient l'aumône d'une petite place. On a raison de dire que l'administration est l'aristocratie de la France. A tout le moins, on y contracte tout le formalisme mesquin et tous les préjugés vaniteux des aristocraties. Il y a longtemps d'ailleurs que l'orgueil de ce qu'on appelait chez nous l'aristocratie était fondé non plus sur le sentiment de la force et de l'indépendance individuelle, mais sur l'esprit de cour, c'est-à-dire sur l'esprit d'antichambre; la noblesse française n'était plus, révérence parler, qu'une domesticité élégante et privilégiée. La faveur en était la reine : elle l'est encore aujourd'hui. Elle était fière de sa livrée et de sa vie oisive : voyez de quel air un fonctionnaire toise un simple mortel, avec quel mépris superbe le chien de garde de la fable, l'*honnête homme* du XVIIe siècle, toujours vivant parmi nous, apostrophe le pauvre loup sauvage et affamé.

De même qu'autrefois on ne concevait pas de félicité plus grande que de servir la personne du roi, nous ne connaissons pas de plus grand honneur que d'être les instrumens de l'autorité. Nous aimons à nous appuyer sur elle, à en obtenir des priviléges, à nous distinguer des taillables pour faire partie des taillans, à prendre des airs de gouvernement, à entrer en un mot dans le nombre des élus. Et comme ce nombre est immense aujourd'hui, comme tout le monde a l'ambition d'y être, comme aussi la division et la modicité des fortunes en font une nécessité, il arrive que l'administration, ses candidats et ses invalides composent à peu près tout le peuple.

Bien des gens qui ont le nécessaire et pour ainsi dire le matériel de la vie, juste assez pour s'accoutumer à brouter leur pré sans travail, ont pourtant grand besoin d'un traitement qui les mette à l'aise. Ceux qui ont une fois participé aux grandeurs craignent de s'humilier en travaillant. Qu'y a-t-il donc de changé dans nos mœurs? Rien, sinon le théâtre où nous déployons nos petitesses. Nous avons renversé l'appareil extérieur de l'aristocratie; mais nous n'avons fait que multiplier ses ridicules et disséminer ses vices.

Prenons exemple de l'Amérique. Là du moins les hommes se font eux-mêmes, s'en honorent et ne sont estimés qu'à cette condition. Sans appui, sans privilége, sans espoir de sinécure ni de fortune acquise, ils ont appris à envisager sans crainte les luttes de la vie. Ils honorent le travail comme nous honorons l'oisiveté. Les jeunes gens les plus riches doivent prendre un métier : ils entrent dans le commerce, dans l'industrie ou dans le barreau, sans nécessité, sans vocation, seulement pour obéir à l'opinion publique. Tout Américain se fait gloire de savoir gagner tout seul avec sa propre vie celle de sa femme et de ses enfans : vous lui feriez injure, si vous en doutiez. Tour à tour avocat ou charpentier, journaliste ou négociant, maître d'école ou ministre, garçon tailleur ou président des États-Unis, il est partout à sa place et ne se plaindra jamais de sa condition. Voilà la vraie démocratie, celle qui fait des hommes libres et des citoyens : la nôtre fait des hommes qui aiment l'égalité par jalousie, mais dont la faiblesse envieuse a peur de la liberté.

5 janvier.

On a ce matin des nouvelles curieuses de Savannah. Le gouvernement des États-Unis y est revenu comme dans son domaine; l'agent des postes, l'agent du trésor y ont immédiatement repris leurs fonctions. Les messageries Adams sont rentrées dans le bureau qu'elles occupaient avant la guerre et ont enregistré en quatre jours 300,000 dollars de marchandises. On dirait, tant le retour du passé paraît facile, que le temps écoulé n'a pas marqué sa trace. Les habitans acceptent sans arrière-pensée la suprématie de l'Union. La fortune de la guerre, en les faisant tomber aux mains de l'ennemi, les dispense de continuer plus longtemps l'hypocrisie du patriotisme confédéré. Ils demandent à reprendre leur ancien commerce, à soulager leurs pauvres, à conserver leur gouvernement municipal, et le général Sherman, respectant tous leurs droits, ne leur enlevant que la liberté momentanée de la presse (pourquoi? je n'en sais rien, car quel mal peut-elle lui faire?), leur offre même, s'ils trouvent son joug insupportable, de les faire transporter aux lignes ennemies. Un *meeting* général des citoyens, convoqué par le maire Arnold,

affirme unanimement leur volonté de demeurer fidèles. Leurs résolutions, comparées aux diatribes insensées que publiaient peu de jours auparavant les journaux de la ville, montrent bien tout ce qu'il y a de faux courage et de bravade officielle dans l'arrogante attitude des confédérés.

« Considérant que, par la fortune de la guerre et la reddition de la ville, Savannah rentre sous l'autorité des États-Unis..., nous, peuple de Savannah, en assemblée générale, avons résolu :

« Que nous acceptons notre position, et, suivant les termes du président des États-Unis, voulons obtenir la paix en déposant les armes et en nous soumettant au gouvernement national sous l'empire de la constitution, laissant d'ailleurs toute question indécise au pacifique jugement des lois, des négociations et des votes.....

« Que d'ailleurs *nous ne prenons point le rôle d'une ville conquise qui demande merci à son vainqueur,* mais que nous réclamons les immunités et les priviléges énoncés dans la proclamation et le message du président des États-Unis et dans la législation du congrès relative à notre situation présente, — et qu'en retour d'*une stricte observance des lois des États-Unis* nous demandons pour nos personnes et nos biens la protection que ces lois nous accordent.....

« Que nous requérons avec respect son excellence le gouverneur de convoquer *une convention du peuple de la Georgie* pour décider s'il entend que la guerre continue *entre les deux sections de notre pays.* »

Tels sont les hommes que l'on représente comme prêts à mourir plutôt que de céder à l'abomination d'une union nouvelle avec les *Yankees!* De son côté, le peuple du nord leur tend une main secourable : il veut les soumettre, et non les humilier. Le général Sherman nourrit les habitans affamés de Savannah. La municipalité envoie à New-York le colonel Allen acheter des vivres et des vêtemens payables en riz, sous la garantie de la ville de Savannah. La chambre de commerce de New-York refuse tout paiement et ouvre d'elle-même une souscription; Boston déjà organise des *meetings;* partout on veut contribuer à cette charité fraternelle. Ce pardon généreux est en même temps une politique habile : la cité reconquise, à mesure qu'elle reprendra vie, deviendra comme un foyer d'unionisme. La vieille rivalité de Charleston et de Savannah pourra être utilement exploitée. Quand son port sera rouvert, quand son commerce refleurira, quand de toutes parts les produits agricoles du sud afflueront sur ses marchés, Savannah s'applaudira d'avoir changé de maîtres et verra avec joie la jalousie de sa rivale ruinée. La Georgie suivra l'exemple de sa métropole commerciale, et le gouverneur Brown se décidera enfin à mériter les accusations qu'on ne lui épargne pas à Richmond.

On lui reprochait récemment, dans le congrès rebelle, d'avoir

exempté du service militaire 15,000 hommes qui seraient d'un bon service à Richmond. Brown répond très fièrement que, s'il a un reproche à se faire, c'est d'avoir trop cédé aux exigences du despotisme militaire et trop laissé fouler aux pieds les lois de son état. Si la Georgie, au lieu d'envoyer le ban et l'arrière-ban de sa population mâle au secours de la Virginie, avait fermé l'oreille aux appels du président, Sherman ne l'aurait pas envahie, dévastée et à demi conquise. Il convient mal aux législateurs de Richmond de se plaindre de la Georgie après l'avoir dépouillée de son dernier homme et livrée sans défense à l'ennemi. Elle a envoyé cinquante régimens périr sur de lointains champs de bataille, et ces 15,000 hommes qu'on lui reproche d'avoir gardés pour elle, qui à présent sont toute sa milice, se composent de vieillards et d'enfans. La loi n'enrôle que les hommes valides de seize à cinquante ans. Il y en a 800 à peine qui aient l'âge du service, et ceux-là sont des prêtres, des juges, des fonctionnaires de l'état, indispensables au gouvernement de leur pays et légalement exemptés. La Georgie ne souffrira pas qu'on détruise son gouvernement, qu'on enrôle ses législateurs, qu'on ferme ses cours de justice; elle s'est armée pour le maintien de ses libertés, et elle saura bien les défendre.

Telles sont les deux factions qui se disputent les restes mutilés de la confédération rebelle. On peut, en l'étreignant d'une main puissante, brider le pays pour une dernière bataille, et prolonger une lutte inutile au prix d'un effort gigantesque. La Virginie n'a pas, à la vérité, 600 hommes blancs désarmés; mais il lui reste ses nègres à immoler. Le gouvernement ne paie qu'un cinquième des réquisitions qu'il extorque : il lui reste à ne rien payer du tout. Le commerce hasardeux du blocus a enrichi quelques négocians : on songe à confisquer leurs navires, à monopoliser leur commerce, à en accaparer les profits. Alors, avec les noirs saisis et enrôlés malgré leurs maîtres, on frapperait un grand coup sur le Maryland, sur la Pensylvanie, peut-être sur Washington, après quoi, si l'on échouait, il faudrait se rendre, se faire tuer ou mourir de faim. Voilà ce qu'on attend du général Lee; d'autres aiment mieux voir en lui le pacificateur réservé par la Providence. On sait que « le vieux Virginien » n'a été entraîné dans l'insurrection que par un sentiment de fidélité chevaleresque et de patriotisme égaré. Aura-t-il à présent le courage de s'avouer vaincu? En tout cas, la ruine des rebelles est proche. « Jamais, dit Burke, une nationalité n'a été soumise, » et les sudistes s'encouragent en invoquant cette pensée; mais il s'agit de savoir s'ils ont eu le temps de fonder une nation. Je sais bien qu'aujourd'hui les nationalités sont à la mode et qu'avec ce mot sonore on a réponse à tout. L'esclavage est sans doute une institution bien odieuse; mais que voulez-vous? l'escla-

vage est une cause nationale! Il n'en faut pas davantage pour embarrasser la grande multitude des esprits qui se nourrissent de mots sans idées.

Admettons, je le veux bien, qu'une nationalité soit une chose inviolable lorsqu'elle a ses racines lointaines dans l'histoire; au moins lui faut-il le temps de se former : elle ne s'improvise pas en quatre ans. On dit, non sans raison, que celle des États-Unis se forme encore, et Davis, qui prétend en avoir fait une, en sent déjà le faisceau se briser dans ses mains. La *reconstruction* est loin d'être aussi difficile qu'on se l'est figuré. Il y a sans doute entre les deux sociétés des différences profondes d'intérêts et de coutumes : il y en a moins, à tout prendre, qu'entre le Gascon et le Flamand, l'Alsacien et le Breton, ou les peuples de la Haute et de la Basse-Italie. Ce sont des intérêts matériels et des passions sociales qui les ont désunies : l'esclavage, en un mot, était le seul obstacle à l'Union. Cet obstacle une fois levé, le même intérêt qui les a désunies les rapproche; leur antagonisme doit finir avec la matière même de leur dispute. Pour le peuple américain provoqué, la guerre était le seul parti possible, le seul qui convînt à sa dignité et lui donnât le droit de se dire une nation; mais c'est une question de savoir si, même sans la guerre, l'unité nationale n'aurait pas triomphé. La politique des amis du sud, qui conseillaient hypocritement la tolérance du fait accompli, aurait bien pu à la fin tourner contre eux. C'est ce que prédisait M. Pendleton le jour où il adjurait l'assemblée de dire tendrement adieu aux états rebelles et d'attendre que, comme l'enfant prodigue, ils revinssent au bercail. Sa prophétie était moins fausse qu'il ne le croyait lui-même, car si une confédération maîtresse de l'ouest, maîtresse du Maryland, de Washington, du Kentucky, resserrant les anciens États-Unis entre le Mississipi, les grands lacs et la *ligne de Mason et Dixon*, eût bientôt absorbé les états du nord, une rébellion bloquée entre l'Océan, le Mississipi et la ligne indécise du Potomac eût bientôt dépéri. Supposez une paix durable, les relations rétablies, le mélange inévitable de ces populations de même race, et leur parenté naturelle aurait promptement repris ses droits.

Les violences même de cette guerre n'ont pu creuser entre les combattans l'abîme d'une haine nationale; au contraire elles en détruisent la cause matérielle, sans inspirer, quoi qu'on en dise, aux révoltés cette force morale incalculable qui relève les peuples terrassés. Il se découvre parmi les rebelles beaucoup d'unionistes cachés, pour qui la conquête est une délivrance. Combien de prisonniers se sont échappés du sud par la secrète assistance de ces amis inconnus! Le général Sherman a trouvé dans Savannah nombre d'officiers fédéraux hébergés et recélés par les familles. Les

montagnes de la Caroline du nord abritent tout un peuple de déserteurs et de conscrits réfractaires. C'est en vain que les fanatiques débitent des fables puériles : — les Yankees brûlent les enfans, outragent les femmes. Sherman, comme Pharaon, a donné l'ordre exprès d'égorger tous les mâles. — Ces folies ont le crédit qu'elles méritent, et la rébellion s'éteint partout où l'armée victorieuse a passé.

Comme toutes les guerres civiles où la passion plutôt que l'obéissance a poussé les hommes, cette lutte a été implacable et féroce. Le caractère américain et sa brutalité proverbiale m'en expliquent suffisamment les excès. Nous-mêmes, il n'y a pas cent ans encore, nous avons éprouvé à quelles extrémités criminelles une guerre civile et sociale peut pousser un peuple dont on vante l'humanité. Nos massacres de la Vendée, nos noyades de la Bretagne, nos mitraillades et nos échafauds n'ont pas empêché pourtant qu'au fond nous ne fussions un même peuple, exaspéré un jour contre lui-même par les convulsions d'une grande métamorphose, et que, sauf une poignée d'émigrés morts en exil, la France au lendemain de la révolution ne se soit retrouvée tout entière et aussi unie que par le passé. Les guerres civiles ensanglantent, démembrent, mais ne détruisent jamais : plus cruelles, elles sont aussi plus vite oubliées. La nationalité anglaise n'a-t-elle pas résisté à des siècles de guerre civile? L'Italie, si longtemps disparue du nombre des nations, ne recouvre-t-elle pas aujourd'hui, comme par miracle, l'unité et la vie? Je crois plus que jamais à l'unité naturelle des États-Unis; je les crois géographiquement, moralement et politiquement indivisibles. Comme les nouveaux territoires, les états du sud se repeupleront après la guerre d'habitans venus de toutes les parties de l'Union; les hommes libres du nord apporteront leurs bras et leurs capitaux sur la terre conquise à l'esclavage, et « l'éternelle antipathie » de ces deux races prétendues hostiles se dissipera avec la fumée des incendies et des canonnades.

On raconte qu'en entrant à Milledgeville 300 soldats se sont assemblés au *state-house* pour *reconstruire* à leur façon l'état de Georgie. Ils nommèrent une législature, un gouverneur, un ministère, et jusqu'à des députés au congrès. Des résolutions furent votées : on proclama unanimement que la sécession était *a damned piece of nonsense*, après quoi l'assemblée se dispersa, ayant rendu un état à l'Union. Le gouverneur était de l'Ohio, le ministre d'état du New-Hampshire; les sénateurs, l'un d'Illinois, l'autre de New-York : tous les états étaient représentés dans cet abrégé de gouvernement. Cette mascarade est l'image vraie de la restauration qui suivra la conquête.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LES

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

EN FRANCE ET EN ANGLETERRE

I. *Rapports de la Commission des Caisses d'épargne* et *du conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels,* novembre 1865. — II. *The law relating to industrial and provident Societies* (25 and 26 Vict. cap. 87), by W. Tidd Pratt, esq., 1862. — III. *Rules of the Rochdale Equitable Pioneers' Society limited,* Rochdale 1864. — IV. *Rules of the North of England cooperative wholesale industrial and provident Society limited,* Manchester 1864. — V. *Rules of the Manchester and Salford equitable cooperative Society limited,* Manchester 1864. — VI. *Rules of the Leeds industrial cooperative flour and provision Society limited,* Leeds 1863. — VII. *Report of the Registrar of friendly Societies in England,* 18 july 1864. — VIII. *La vraie Mine d'or de l'ouvrier,* traité de W. Chambers, traduit par Francesco Vigano, Paris 1865.

C'est toujours un droit de s'associer, c'est presque toujours un bonheur, c'est souvent un devoir. Vivre, c'est lutter. Il n'est pas absolument vrai de dire que la lutte soit surtout difficile aux faibles, car pour apprécier la difficulté on doit tenir compte également de la force du lutteur et de celle de l'obstacle. C'est une grande pensée de la sagesse antique que plus un homme s'élève, plus il a de devoirs : ce qui revient à dire qu'il a besoin d'une plus grande force, ayant plus d'obstacles à vaincre. Grands ou petits, nous sommes tous trop faibles pour nos devoirs. On dit que nous avons besoin les uns des autres pour supporter la vie : cela est vrai à cause de nos souffrances; nous avons encore plus besoin les uns des autres, à cause de notre faiblesse, pour opérer le progrès, pour triompher de l'obstacle. Nous pouvons être soldats ou généraux suivant ce que nous valons; mais nous sommes tous dans une armée. Le mot de l'humanité est association.

Le sentiment de la faiblesse de l'humanité a poussé les réformateurs à compter avant tout sur l'association, et le goût de domination qui se remarque chez presque tous les a conduits à imposer cette nouvelle forme à l'activité humaine, au lieu de se borner à la conseiller. L'association ainsi présentée a paru aux esprits inattentifs un instrument d'oppression : son but est au contraire de développer la valeur individuelle et l'esprit d'initiative.

Aujourd'hui les partisans les plus décidés de l'association la veulent libre, indépendante, autonome ; ils n'acceptent ni maîtres ni protecteurs. Ils croient qu'il ne leur faut pour réussir que de l'honnêteté, de l'intelligence, de la persévérance. Dans le parti contraire, on a cessé de considérer l'association comme une menace et de la honnir comme un fléau; tout au plus persiste-t-on à traiter de chimères les bienfaits promis en son nom. Sur ce pied-là, on peut discuter. Il y a loin de cette compassion protectrice et bienveillante à la haine qu'on avait pour elle il y a vingt ans, et même il y a quinze ans. Si l'association avait accompli dès cette époque, en Allemagne et en Angleterre, les merveilles que nous y voyons de nos jours, il n'est pas très sûr qu'on aurait pu les raconter en France impunément. Il y avait alors deux mondes, — l'un où il fallait à tout prix être socialiste, l'autre où il fallait à tout prix être ennemi des socialistes. C'est déjà un heureux progrès de pouvoir dire honnêtement et simplement ce qu'on pense sans pour cela faire acte de courage.

Le mouvement coopératif comprend trois parties : l'économie, l'épargne et l'affranchissement. Il va sans dire que les grands problèmes sociaux sont ceux qui roulent sur la nécessité et la possibilité de l'affranchissement. Nous ne parlerons ici que de l'économie et de l'épargne en ajoutant ce seul mot, que, si l'affranchissement est jamais possible, l'épargne en est le chemin unique et nécessaire.

I.

On épargne pour obtenir avec une moindre somme d'argent la même quantité de bien-être, pour se garantir contre les tristes éventualités du chômage, de la maladie et de la vieillesse, ou enfin pour échapper au salariat. L'épargne, sous sa première forme, s'appelle plus volontiers l'économie.

L'économie est recommandée, même aux riches, comme une des formes de la sagesse. Elle est un devoir étroit pour les pauvres, qui ôtent aux besoins de leur famille l'argent que leur coûtent leurs plaisirs quand ils en prennent, ou celui qu'ils perdent par une mauvaise organisation de leurs dépenses nécessaires. Ce devoir

est dur à remplir; c'est la pratique même du stoïcisme. Nous admirons dans les livres l'histoire des vertus stoïques sans penser que nous vivons au milieu d'hommes et de femmes qui les exercent, et qui, ne possédant rien et gagnant peu, trouvent tout naturel de conformer leurs dépenses à leurs recettes, et n'ont pas même la pensée d'échapper par la faute à la souffrance. Ni l'économiste ni le moraliste ne feront jamais assez l'éloge de ces volontés fermes et simples. Si la volonté est l'essence même de l'homme, souvenons-nous qu'elle agit de deux façons, — pour pousser et pour retenir. Pousser, marcher, prospérer, n'est pas plus difficile que résister, demeurer. La foule ne le voit pas; elle réserve ses transports pour l'action, pour l'audace heureuse, et (disons le mot juste et douloureux) pour le succès. C'est qu'elle comprend aisément les effets qui lui remplissent les yeux, et n'a pas assez de pénétration pour apprécier une force au repos, pour la saisir dans son fond. La même faiblesse d'esprit nous porte à juger la grandeur de la cause par la grandeur de l'effet, quoique rien ne soit moins légitime quand la cause est une volonté. Vouloir est plus beau que pouvoir. Il entre de l'orgueil dans la vertu d'un homme qui se sacrifie devant une armée : ces regards fixés sur lui, la peur de la honte, la noble ambition de la gloire, lui rendent l'héroïsme presque facile. Ce n'est peut-être après tout qu'un héros de parade, tandis que le soldat qui meurt obscurément à son poste, sûr que son nom meurt avec lui, n'est soutenu que par sa propre force; il est grand, pour ainsi dire, à lui tout seul.

> . . . . . Sapiens sibique imperiosus
> Quem neque pauperies, neque mors, neque vincula terrent,
> Responsare cupidinibus, contemnere honores
> Fortis (1).....

Le plaisir d'admirer, qui est si grand, est toujours à côté de nous, si nous savions nous dépouiller de nos préjugés et sentir la beauté morale, même quand elle est simple. Cet ouvrier travaille tous les jours dix heures par jour à un métier dangereux et fatigant, il gagne un bon salaire, il pourrait s'asseoir sur le bord de la route, approcher la gourde de ses lèvres sans honte et sans reproche; mais non. Parce qu'il veut instruire ses enfans et qu'il a constamment le fier souci de son indépendance, il se refuse tout, travaille sans relâche, risque sa santé et sa vie pour amasser une somme, une faible somme. Qu'elle est faible en effet! qu'elle tient dans un petit espace! Pas une banque, si ce n'est celle du pauvre, ne daignerait la recevoir. Il n'y a rien dans cet argent, ni pouvoir, ni luxe, ni bien-être : il y a le sentiment paternel et le cœur de

(1) Horace, liv. II, sat. VII, v. 83.

l'homme libre. Voilà l'économie, une vertu, si nous la comprenions, souvent plus grande que l'austérité fastueuse de Caton.

Hélas! l'économie, comme toutes nos vertus, est côtoyée par un vice. Elle n'est d'ailleurs qu'un palliatif tant qu'elle ne se transforme pas, car il ne suffit pas de savoir subordonner la dépense à la recette; il faut prévoir le jour où la dépense fera défaut, prévoir le chômage, la maladie, la vieillessse. Il faut aussi, quand on laisse une famille après soi, prévoir la mort. L'économie doit donc s'achever et se compléter par l'épargne. L'épargne est le seul générateur de la richesse qui soit à la portée du pauvre; il commence par celui-là et rencontre d'autres moyens chemin faisant. Il y a possibilité d'épargner toutes les fois qu'il y a un écart entre la recette et le strict nécessaire.

Le nécessaire, dans la rigoureuse acception du mot, est la plus faible somme qu'on puisse dépenser pour faire subsister un homme sans l'exposer à une maladie immédiate ou à la mort. Ce mot « le nécessaire » a dans la langue courante une grande élasticité, et il en est de même du mot « richesse, » parce que toute différence entre le nécessaire et la recette peut être transformée en richesse au moyen de l'épargne. Le nécessaire, dans le sens que lui donne la langue usuelle, varie avec les conditions et les usages établis. Il n'est pas le même pour un homme du monde ou pour un ouvrier, pour un ouvrier d'élite ou pour un manœuvre. Cela n'implique du reste aucune inégalité politique ou sociale; ce n'est pas un principe, ce n'est pas une règle : c'est un fait. Un fonctionnaire ne pourrait pas, quand il le voudrait, sortir en blouse. Il y a une quantité de gens très pauvres, plus pauvres que la plupart des ouvriers, pour lesquels une mise décente et par conséquent assez coûteuse fait partie du nécessaire. Ce sont là des différences dans le nécessaire qui tiennent aux détails de l'organisation sociale; d'autres tiennent à la nature même. Par exemple, une nourriture substantielle est plus ou moins nécessaire suivant la nature des tempéramens et celle des occupations ordinaires. Non-seulement le nécessaire varie avec les classes, mais il varie avec le temps pour chaque classe, et c'est même cela qui constitue essentiellement le progrès. Ainsi en France une chaussure complète fait à présent partie du nécessaire pour un ouvrier des campagnes, et ce n'est pas depuis longtemps. Nos conseils de salubrité, qui pourtant usent bien mollement de leurs droits, ne laisseraient pas subsister une heure les taudis dont les artisans se contentaient il y a un siècle. Le nécessaire dont nous parlons n'est pas ce nécessaire mobile et dont l'appréciation d'ailleurs dépend en grande partie de l'énergie des caractères : c'est ce que nous pourrions appeler le nécessaire absolu, c'est-à-dire, pour répéter la définition, « la somme qui re-

présente en nourriture, vêtement et logement, tout ce qui est indispensable sous peine de mort. » L'épargne peut commencer au moment précis où finit le nécessaire ainsi entendu et restreint.

Maintenant suffit-il d'une volonté puissante pour se renfermer et se contenir dans ces terribles limites? Il faut en outre un stimulant; il faut que ce sacrifice soit imposé par le devoir, c'est-à-dire par une nécessité visible et immédiate, ou qu'il soit payé. L'ascète, qui se condamne rarement à une vie aussi dure, est payé d'un prix infini, s'il va au ciel comme il l'espère. Quand il s'agit de pensées terrestres et de devoirs humains, il est juste que le bénéfice compense la peine. Il est impossible que le patient ne se demande pas quelle somme il accumulera dans un an, dans dix ans, combien de jours de vie cette somme représentera en cas de chômage, quelle éducation elle assurera aux enfans. Il est même impossible qu'il ne se dise pas que, quand on se réduit volontairement, comme il le fait dès à présent et pour toujours, à un morceau de pain, on a bien peu de chances d'en manquer dans la maladie ou dans la vieillesse, que la société, fût-elle sans entrailles, reculera devant un déni de secours qui serait un homicide, et qu'enfin un ouvrier infirme qui ne demande que ce morceau de pain est assuré de l'obtenir, soit de la charité privée, soit de la charité officielle ou légale. Si donc il se condamne au « nécessaire » pour toute la vie, ce n'est point par prévoyance, c'est par fierté; c'est pour se soutenir jusqu'au bout par ses propres forces et ne jamais dépendre de personne. L'épargne ainsi exercée ne peut être qu'une exception, même dans une société féconde en caractères. Si même, franchissant plusieurs degrés et accommodant notre hypothèse à notre taille, nous nous représentons par la pensée un ouvrier chargé de famille, vivant au jour le jour de son salaire, ne souffrant à la vérité ni du froid, ni de la faim, mais se refusant impitoyablement tout superflu, pouvons-nous espérer qu'il se condamne à des privations de surcroît pour amasser à force de peines une réserve dérisoire? L'épargne dans ces conditions, et sans motifs suffisans d'épargne, n'est pas seulement une utopie, c'est une folie.

L'idée est donc venue de rendre l'épargne attrayante en la faisant fructueuse. Il suffisait, pour cela, de donner aux prolétaires par la mutualité les bénéfices d'accumulation et de crédit qui n'appartiennent qu'aux riches. Comme le crédit mutuel était encore, pour ainsi dire, inconnu, et qu'on n'en comprenait ni la nature ni la portée, l'état donna sa garantie, et les caisses d'épargne furent créées.

La première fut fondée à Paris en 1818; le nombre s'en multiplia assez lentement. Elles donnèrent lieu à plusieurs lois, dont la dernière remonte au 7 mai 1853. Un rapport du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, inséré au *Moniteur*

universel le 3 mai 1865, donne les résultats suivans pour l'exercice 1864. Il y avait en France, au 31 décembre 1864, 492 caisses d'épargne et 430 succursales. La fortune des caisses d'épargne, en y comprenant la dotation, la réserve, les dons et legs, les *boni* de toute sorte, s'élevait à 12,688,420 fr. 36 cent. pour 1,554,151 livrets. Les intérêts payés aux déposans, après avoir atteint le chiffre de 5 pour 100 en 1848, sont maintenant réduits à 4 pour 100, et personne ne peut avoir sur la caisse un crédit de plus de 1,000 fr. On a pensé, non sans quelque raison, que cette restriction ne gênerait personne : un ouvrier doit beaucoup travailler et beaucoup se priver pour amasser avec le secours des caisses d'épargne une somme de 1,000 fr. Il est presque vrai de dire que le plus grand service rendu par cette institution philanthropique a été un service de l'ordre moral. L'habitude prise de se contenir et de modérer ses dépenses est un bénéfice bien autrement important que l'acquisition de 30 ou 40 francs de revenu. Les caisses d'épargne ont d'ailleurs l'immense mérite d'avoir conduit à la mutualité, comme la mutualité a conduit à la coopération.

Les caisses de retraite pour la vieillesse, créées par la loi du 18 juin 1850, sont une extension importante de la législation des caisses d'épargne, puisqu'elles permettent de s'assurer, au moyen de versemens annuels, une rente dont le maximum peut, en vertu d'une loi postérieure (1), s'élever jusqu'à 750 fr. La loi a sagement permis aux déposans de stipuler le remboursement à leur décès du montant des sommes versées; de cette manière, ils améliorent leur propre position sans déshériter leur famille. Elle a décidé dans le même esprit que les versemens faits pendant le mariage par l'un des deux conjoints profiteraient séparément à chacun d'eux par moitié. C'est surtout quand il s'agit de mutualité qu'on ne doit jamais perdre de vue les règles de la morale.

Personne ne pourrait assigner une date à la création des sociétés de secours mutuels. Sous l'ancien régime, les corporations étaient de véritables sociétés de secours mutuels, avec accompagnement de lois pénales et de priviléges, et les confréries d'ouvriers, nées du besoin de s'unir contre les patrons, avaient pour but ostensible la nécessité de secourir les malades et les orphelins. Plusieurs des sociétés modernes se rattachent à ces confréries par une filiation non interrompue, et l'on cite à Lille une *société de malades* qui remonte à 1580. Les sociétés de secours mutuels n'en sont pas moins en réalité une création de notre temps. A partir de la loi du 15 juillet 1850, la mutualité a pris sous cette forme une importance inattendue. 5,027 sociétés, 714,345 membres, 36,624,622 fr. 77 cent. de

(1) 7 juillet 1856, art. Ier.

fortune, voilà les chiffres attribués à l'exercice 1864 par un rapport inséré au *Moniteur* du 22 novembre 1865. L'augmentation de la fortune des sociétés de secours mutuels est due en grande partie à l'introduction de membres honoraires, c'est-à-dire, pour parler nettement, de patrons qui concourent aux charges sans participer aux bénéfices. Les membres honoraires, pour toute la France, sont au nombre de 85,559. Ce chiffre élevé de donateurs a permis d'abroger la disposition de la loi de 1850 qui défendait aux sociétés de promettre des pensions de retraite. Il est vrai qu'en revanche la présence de ces membres non participans sur la liste des associations leur ôte presque complétement le caractère de mutualité. L'institution se trouve mélangée de mutualité et de patronage, et c'est là, pour tous ceux qui se préoccupent du côté moral des institutions, un fait éminemment regrettable.

Mais ce n'est pas le seul reproche que nous ayons à faire à la loi de 1850 et au décret de 1852. Toute cette législation abonde en dispositions restrictives. En 1850, on limitait le nombre des membres, pour chaque société, à 2,000; en 1852, on limite à 500 le nombre des participans. En 1850, on décidait que le maire ou un adjoint par lui délégué aurait toujours le droit d'assister à toute séance et de présider la séance quand il y assisterait; on va plus loin encore en 1852 : on fait nommer le président par le pouvoir exécutif. On semble craindre que l'institution ne réussisse trop, le maximum de l'encaisse est fixé à 3,000 francs. Pourquoi ces entraves? pourquoi ces frayeurs? Beaucoup de citoyens qui entreraient de grand cœur dans la mutualité renoncent à se laisser imposer un chef. On veut bien donner, on le souhaite même : on veut pourtant donner à sa guise, contrôler par soi-même ou par ses délégués l'emploi de son argent, et on n'aime pas à subir l'ennui d'être dirigé et gouverné par cela seul qu'on est généreux. Est-ce une peine dont on a voulu punir les gens de cœur? A-t-on cru que, si 500 ouvriers ou patrons se réunissaient pour se secourir mutuellement en cas de maladie, ils allaient, par la force des choses, se transformer en mauvais citoyens? Cette somme de 3,000 francs indivise entre 500 associés a-t-elle paru menaçante pour la solidité du gouvernement? Une telle pusillanimité est étrange dans un pays où, Dieu merci, les sociétés anonymes jouissent d'une certaine liberté et peuvent posséder un peu plus de 1,000 écus. Serait-ce qu'on n'est pas redoutable pour l'ordre quand on construit 2,000 kilomètres de chemins de fer, et qu'on le devient tout à coup quand on donne des remèdes à un malade et du pain à sa famille?

Ces reproches tiennent à des imperfections légales qu'il est facile de faire disparaître avec un peu de bonne volonté et sans déployer trop de courage civil. Un plus grand malheur, c'est que les sociétés

de secours mutuels, qui interviennent si utilement dans les maladies, ne peuvent rien pour une infirmité prolongée, pour la vieillesse, pour les orphelins. Ainsi l'économie livrée à elle-même est admirable et impuissante; l'épargne secondée par les pouvoirs publics est une belle institution dont on ne saurait trop louer les auteurs et qu'on ne saurait trop recommander à défaut d'une autre, mais elle n'est que le commencement du bien. Son grand mérite, qui n'est pas celui qu'on cherchait, a été de faire soupçonner la puissance de la mutualité. Et la mutualité, ce n'est pas la société de secours mutuels, c'est-à-dire l'ancienne *société de malades* améliorée et perfectionnée, c'est l'union légale et pacifique de toutes les petites forces pour en faire une grande. C'est ce qu'on appelait autrefois en France l'association et ce qu'on appelle aujourd'hui d'un nom nouveau qui ne change rien à l'affaire, — la coopération.

II.

La théorie coopérative, appliquée à l'organisation de l'économie dans les dépenses et de l'épargne par le moyen de cette économie, n'est autre chose que l'élimination de tout intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Il y a quelques années, différentes sectes demandaient l'élimination radicale et absolue du marchand: il n'est plus question de cela, on ne demande aujourd'hui qu'à se passer d'intermédiaires dans certains cas particuliers où l'on croit cette modification à la fois possible et utile. Tout le monde saisit du premier coup d'œil la profonde différence entre ces deux conclusions; elles reposent cependant sur les mêmes prémisses, mais très mal appliquées par les ennemis du commerce et très bien comprises au contraire par les amis de la coopération.

Les marchands, — disait-on il y a trente ans, et même il y a quarante ans, — sont des intermédiaires inutiles entre le producteur et le consommateur. Le producteur et le consommateur sont rarement en rapports directs, non qu'il leur soit difficile de s'entendre, mais parce que le marchand s'interpose afin de les cacher, pour ainsi dire, l'un à l'autre. Le producteur vend son produit au marchand, et c'est aussi chez le marchand que le consommateur va le chercher. Cet intermédiaire, qui par lui-même ne produit rien, vit cependant de sa profession; ses bénéfices consistent dans la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. Il est clair que, si le producteur, au lieu de vendre au marchand, vendait au consommateur, il vendrait un peu plus cher, et que, si le consommateur achetait au producteur au lieu d'acheter au marchand, il achèterait un peu meilleur marché. Donc le marchand vit à la fois

aux dépens du producteur et aux dépens du consommateur, et on réaliserait des deux côtés une économie en le supprimant.

L'état d'ailleurs, obligé de chercher des prétextes de fiscalité, en trouve un particulièrement commode dans l'existence de cet intermédiaire. Après avoir frappé le producteur d'un impôt, il atteint le marchand, soit par l'impôt d'octroi et de douane, soit par l'impôt des patentes, de telle sorte que, quand l'objet entre dans la consommation en sortant des entrepôts du marchand, il supporte, outre le bénéfice de celui-ci, la charge d'un double et triple impôt.

Enfin le marchand peut être trompé par le producteur; il peut voir la denrée ou le produit manufacturé dépérir entre ses mains; il peut être obligé de le garder longtemps et perdre ainsi l'intérêt du prix de la marchandise, celui de sa patente, de ses magasins et de tous ses frais en personnel, manutention, éclairage et publicité. Il peut s'être trompé dans ses prévisions d'écoulement, être évincé par une concurrence, ruiné par une faillite, mal payé par les acheteurs. Toutes ces chances défavorables s'apprécient, se chiffrent, se répartissent sur le contenu entier du magasin, et doivent être en définitive supportées par l'acheteur, chargé de faire vivre le commerçant et de l'indemniser de ses sottises.

On concluait de tout cela, il y a vingt ans, qu'il fallait supprimer le marchand, — conclusion par trop facile, ou pour mieux dire par trop naïve, — comme si le marchand n'était pas à la fois un banquier, une messagerie, une réserve et un agent de production; un banquier pour le producteur, qui a besoin d'écouler en gros ses produits; une messagerie, chargée de transporter la marchandise de l'endroit où elle est créée à l'endroit où elle est demandée; une réserve, où le consommateur est toujours sûr de trouver à point nommé ce qu'il lui faut, sans subir les délais d'une recherche personnelle, sans être obligé de payer trop tôt et de garder trop longtemps; enfin un agent de production, si le marchand déploie l'habileté spéciale du commerce, qui consiste à deviner les besoins, quelquefois à les faire naître et à imaginer des produits spéciaux pour les satisfaire. Non, il n'est ni possible, ni souhaitable de supprimer un tel intermédiaire; mais il y a une grande différence entre rêver cette suppression, comme le faisaient plusieurs écoles socialistes, ou supprimer en effet pour certaines personnes placées dans des conditions particulières, et spécialement pour des ouvriers habitant le même quartier, ayant les mêmes habitudes et les mêmes besoins, un intermédiaire qui leur rend peu de services et frappe une dîme sur toutes leurs dépenses.

Il est même à remarquer que les ouvriers sont d'ordinaire en rapport avec de petits marchands. Or les petits marchands sont eux-mêmes dans une position analogue à celle de leur clientèle;

ils ne peuvent acheter à propos ni par grandes quantités, ni solder immédiatement leurs achats, ni amortir les frais généraux en les répandant sur de nombreuses opérations. Ils n'ont sur la place qu'un crédit restreint. Leurs marchandises, pour tous ces motifs, leur coûtent plus cher, et ils sont obligés d'en tenir les prix plus élevés, de telle sorte que l'acheteur pauvre souffre de sa pauvreté et de la pauvreté relative de ses fournisseurs. Comment les petites maisons à petits crédits et à petites clientèles peuvent-elles se soutenir en présence de l'accaparement du commerce par les grands capitaux? Et comment les ouvriers vont-ils en général s'approvisionner dans des maisons où ils trouvent moins de choix et des prix moins favorables? Cela s'explique par la routine, par une certaine familiarité qui s'établit, grâce à la communauté des idées et des intérêts, entre personnes du même monde, et surtout par la grande et incomparable raison de la vente à petites mesures et des avances. Ce dernier point est également triste pour le vendeur et pour l'acquéreur, pour ce dernier surtout, qui, en achetant de petites quantités, paie pour ses consommations une plus grande redevance, et qui, en obtenant un crédit qu'il faut également payer, car tout se paie, abdique sa liberté et jusqu'à un certain point la direction de sa propre dépense. Il est évident qu'une association de consommation, si elle est possible, est pour l'ouvrier une diminution notable de dépenses, ou, ce qui revient au même, une augmentation notable de richesse.

En effet, l'association est un grand marchand, quoiqu'elle vende à de petits acheteurs, et un grand capitaliste, quoiqu'elle soit formée par des prolétaires. Elle fait ses approvisionnemens en gros et elle les paie comptant, double raison pour les payer moins cher. Elle est exonérée de tous les frais de luxe, c'est tout au plus si elle s'accorde le comfortable; tout le monde, depuis le directeur jusqu'aux commis de vente, vit en ouvrier, en porte le costume et en garde les habitudes. Elle n'a pas besoin d'affiches ni de réclames dans les journaux; enfin elle est exempte de la plupart des exigences fiscales. Connaissant à fond les besoins de sa clientèle, dont le nombre est d'ailleurs à peu près invariable, elle fait ses achats à bon escient et n'est exposée ni aux erreurs de mévente ni aux longs emmagasinages. A tous ces titres, elle peut livrer ses marchandises à bien meilleur marché. En s'obligeant très strictement à ne vendre qu'au comptant, elle supprime une des plus grandes chances de perte, et fait contracter à ses acheteurs une habitude également précieuse au double point de vue de l'économie et de la morale. Il n'y a donc pas de doute sur les services que peut rendre une association de consommation, si elle est possible; mais est-elle possible? On a voulu le contester, et voici comment.

On pourra dire qu'elle n'est pas possible, si on démontre qu'elle n'est pas utile, car alors à quoi bon tant de peine? Et comment peut-elle être utile? Évidemment en donnant un bénéfice à répartir. Sur quel bénéfice compte-t-elle? Sur celui du marchand. Or ce bénéfice, elle ne peut l'avoir, d'abord parce qu'elle n'est pas un marchand, ensuite parce qu'elle sera ruinée par la concurrence.

Elle croit sans doute être un marchand, c'est là son erreur. Elle se dit : Je ferai telles ou telles économies que le marchand ne fait pas, donc j'aurai son bénéfice et quelque chose de plus; mais elle oublie que tous les marchands ne font pas de bénéfices. Quelques-uns se ruinent, et beaucoup végètent. C'est le petit nombre qui réussit, et à quelle condition? A la condition d'oser. Précisément c'est ce qu'elle ne veut et ne peut pas faire. Le marchand qui réussit est stimulé par la crainte de la faillite et l'envie démesurée de la fortune. Il travaille, il intrigue, il imagine; tout lui est bon de ce qui est honnête. L'intérêt personnel surexcité double, triple, décuple ses forces. Il joue le plus souvent, car il y a des spéculations qui peuvent être assimilées au jeu. Il ferait beau voir, dit-on, un ouvrier transformé en gérant de société aux prises avec cette âme souple, intelligente, passionnée, rusée, infatigable, qu'on appelle un commerçant.

La réponse est que le commerce n'est un jeu que pour les commerçans sans scrupule, que la société coopérative ne sera pas la première maison calme, consciencieuse, demandant le succès à la persévérance et à l'honnêteté, que dans une telle société tous les membres sont intéressés au succès, que le directeur ou gérant y est intéressé plus que tous les autres, qu'il n'est ni vrai ni honorable de ne pas admettre d'autre stimulant que l'intérêt, et de tenir pour rien le sentiment du devoir, qu'il n'y a pas d'habileté qui puisse compenser les deux grands avantages des associations, c'est-à-dire l'élimination de toutes les mauvaises chances et la suppression de tous les frais de publicité, qu'une telle certitude dans la double opération d'acheter et de vendre est mille fois préférable à cette concurrence acharnée et furieuse qui se traduit pour les uns en ruine, pour les autres en bénéfices scandaleux, et pour les consommateurs en accroissement de dépenses.

On nous menace aussi de la concurrence; mais de laquelle? Si c'est la concurrence des anciens marchands, ils ne peuvent lutter contre nous qu'en abaissant leurs prix au niveau des nôtres, ou plutôt, car cela ne suffirait pas, en distribuant, comme nous le faisons, leurs bénéfices à leurs acheteurs. Et s'ils le font, où donc est la difficulté? Ils nous tuent comme société; mais tenons-nous à être une société? Si les marchands se chargent de la peine à notre place

et nous assurent les mêmes avantages, la coopération qui les y aura contraints ne sera-t-elle point par cela même triomphante? Croit-on qu'à défaut de marchands nous allons avoir à lutter contre une autre société de coopération? Oh! la rare imagination! Pourquoi lutterions-nous, si personne chez nous n'a un intérêt distinct de celui de tout le monde? Quand même notre société dépasserait nos espérances, s'il s'en fonde une à côté qui soit aussi solide et plus avantageuse, nous passons à elle aussitôt en vertu du principe même qui nous faisait être. Quelle erreur de nous parler de concurrence, à nous qui ne naissons que pour l'intérêt général et ne pouvons prospérer que par lui! C'est, après une révolution, juger le monde nouveau par les principes du vieux monde. La concurrence peut être bonne entre marchands; elle est impossible entre les sociétés, parce qu'elle s'éteint nécessairement par une fusion le jour même où elle se produit. Ainsi ces objections sont des chimères. Le bénéfice est certain, les sociétés sont utiles; donc elles sont possibles.

Nous avouons cependant avec empressement qu'une association de consommation ne peut pas prospérer partout, et qu'elle ne prospérera nulle part, si elle n'est conçue sur des bases très sérieuses. Si les marchands à qui elle doit succéder se contentaient d'un faible bénéfice et vendaient des denrées de bonne qualité, si la population à laquelle elle s'adresse est trop mobile pour qu'on puisse prévoir la vente avec quelque certitude, trop disséminée pour permettre un service régulier et peu coûteux, si en outre la société n'a pas le fonds de roulement nécessaire pour procéder dans ses achats à la façon des grands marchands et profiter des bonnes occasions, alors qu'elle se garde bien d'ouvrir ses magasins : elle ne rendrait aucun service et courrait infailliblement à sa ruine. Beaucoup de marchands qui commencent dans des conditions défavorables ne demandent qu'à vivre d'abord, et comptent pour réussir sur quelque chance imprévue; mais ce n'est pas le cas de l'association coopérative, heureusement pour elle : elle doit acheter et vendre à coup sûr et toujours au comptant. Elle ne doit donc commencer que si elle est sûre de durer, et ne peut rendre de services qu'à cette condition.

III.

Ici se présente la question la plus importante au point de vue pratique, car de la solution qu'on lui donnera dépend tout l'avenir des sociétés coopératives de consommation. Les sociétés vendront-elles seulement à leurs associés? vendront-elles au public?

Supposons qu'elles vendent seulement à leurs associés : elles peuvent vivre ainsi à la rigueur, cela ne fait guère de doute. Si les

directeurs sont très habiles et très réservés, s'ils réduisent les achats dans les limites de la vente à peu près assurée et la vente elle-même dans les limites que leur fonds social leur prescrit, si d'un autre côté les associés habitent très près les uns des autres, vivent de la même façon, paient comptant, s'abstiennent d'entraver par des exigences hors de propos et par des querelles l'action de l'administration, il ne paraît en vérité nullement impossible que l'association puisse durer ainsi quelque temps et même apporter une certaine amélioration dans la situation des sociétaires. Avouons pourtant que ce sont des conditions bien multiples, dont plusieurs semblent assez difficiles à réaliser, et qu'en mettant tout au mieux, la société ainsi constituée ne fera que végéter, n'amassera aucun bénéfice et ne sera jamais sûre du lendemain. Sera-ce bien la peine de se mettre en mouvement et de risquer une tentative qui ne peut échouer sans quelques inconvéniens, pour arriver à ce chétif résultat? Et si c'est là tout, ne vaut-il pas mieux s'en tenir aux anciennes façons et compter pour la bonne tenue des ménages sur l'habileté et l'honnêteté des ménagères? C'est l'avis des partisans les plus décidés de la coopération, et il n'y a pas un *manager* d'association anglaise qui ne déclare que, si on ne vend pas au public, tout ce qui peut arriver de mieux à la société, c'est de ne faire ni bien ni mal.

Prenons maintenant l'hypothèse inverse, et voyons quel sera le sort de la compagnie, si elle vend au public. Avant tout, il faut, sous peine de ruine, qu'elle ait la sagesse de choisir sa clientèle, c'est-à-dire de n'acheter elle-même que les denrées ordinairement consommées par les ouvriers. Elle court à sa ruine, si elle se lance dans les spéculations; elle y perd sa sécurité, son utilité, sa raison d'être, son importance sociale. Ce danger n'est pas à craindre, car les sociétés savent qu'en se fourvoyant sur le marché des fournitures destinées aux riches, elles y rencontreraient la concurrence des grands capitaux et des capacités spéciales. Il faudrait bien peu connaître l'esprit des ouvriers pour ignorer qu'ils ne seront même pas tentés, et que par goût autant que par prudence ils ne chercheront pas de relations ailleurs que dans leur classe. Vendre au public, pour les sociétés coopératives, signifie donc seulement vendre aux ouvriers non-associés ou aux personnes vivant à la façon des ouvriers.

Ainsi les sociétés étendront leur clientèle sans la changer, cela veut dire qu'elles conserveront leurs avantages et en acquerront de nouveaux. Leurs avantages sont d'acheter en gros comme les plus fortes maisons, d'avoir une clientèle certaine (les associés), et une clientèle homogène (les ouvriers). Les bénéfices sont donc infaillibles, et il suffit d'en faire part aux acquéreurs pour les attirer.

Non pas sans doute à tous les acquéreurs indistinctement. Quel-

ques sociétés poussent la générosité jusqu'à ce point. Le plus grand nombre se contente de faire bonne mesure et de fournir de bonnes marchandises, réservant aux seuls associés le droit de se partager les dividendes; mais à ce compte qui ne voudra être associé, surtout s'il suffit d'obtenir son affiliation sans bourse délier, ou en ne payant qu'un droit d'entrée insignifiant, et de compléter ensuite son apport social à l'aide de ses dividendes? Cette combinaison est peut-être la seule au monde qui fournisse un moyen honnête d'amasser de l'argent sans risque et sans travail. Les ouvriers non-associés se promettront de le devenir, et en attendant ils se fourniront aux magasins coopératifs. Ils les choisiront aussi de préférence par esprit de corps, et parce qu'ils compteront avec raison sur leur exacte probité. La vente au public avec participation immédiate des nouveaux associés aux bénéfices de la vente peut donc être considérée comme un excellent moyen de propagande qui dispense de tous les autres, notamment des grands étalages, des magasins splendides, de l'affichage et de la publicité dans les journaux.

Cette participation des acquéreurs aux bénéfices sera d'autant plus utile à la société qu'elle se fera par grosses sommes, c'est-à-dire par distributions semestrielles ou trimestrielles, au lieu de se faire tout simplement au jour le jour et à mesure de la vente. On comprend en effet que si la société, qui achète au prix du gros, vend en détail au prix de revient, elle fait directement et immédiatement cadeau à chaque acheteur du bénéfice du marchand. Il est clair que, si elle agit ainsi, elle écrasera toutes les concurrences, car aucun marchand ne s'amusera à donner son temps et à courir des risques pour ne rien gagner; mais la société elle-même, que gagnera-t-elle à rechercher, en vendant aux non-associés, une clientèle plus étendue, si elle distribue immédiatement son bénéfice? Elle ne gagnera que d'opérer sur de plus grandes quantités. Et que gagneront les cliens? Une économie sur les dépenses de chaque jour, c'est-à-dire un peu plus de bien-être, voilà tout. C'est quelque chose, surtout pour les familles malaisées, mais c'est une amélioration plutôt qu'une transformation. Si au contraire la vente se fait aux prix courans du commerce avec distribution trimestrielle des bénéfices entre les acquéreurs au prorata de leurs achats dans le magasin, la société ne retient pas plus d'argent, les acquéreurs n'en reçoivent pas plus de leur côté, et pourtant tout est changé par le simple fait que les bénéfices, au lieu d'être abandonnés par la compagnie au fur et à mesure de la vente, ont été retenus pendant un trimestre, capitalisés et distribués à la fois de manière à former une somme relativement importante. Rien de plus simple que le moyen d'exécution, car il consiste à donner au chaland, en même temps que la marchandise, un jeton

sans valeur intrinsèque portant inscrit le chiffre auquel se monte l'emplette qu'il vient de faire. La société, par ce moyen, est à la fois un fournisseur vendant de bonnes denrées et l'instrument le plus actif qui ait encore été imaginé jusqu'à présent de la création de la richesse par l'épargne.

En effet, pour épargner par les moyens ordinaires, il faut d'abord se priver, puis persévérer. Se priver est bien dur, persévérer est bien difficile. La volonté continuée est le triomphe de la volonté, très peu d'hommes en sont capables. Ici l'épargne se fait toute seule; il ne faut ni privation ni persévérance. Il n'y a pas de privation, puisque l'épargne a son origine dans l'achat même des denrées nécessaires; il n'y a pas de persévérance, puisque l'argent, au lieu de tomber à mesure dans la main du bénéficiaire, s'accumule pour lui, pendant trois ou six mois, selon les statuts, dans la caisse de la société. Il est vrai que, le moment venu, le chaland peut ramasser ses jetons et se présenter au guichet de la compagnie pour y recevoir sa part proportionnelle dans les bénéfices, à moins toutefois que les statuts n'aient subordonné l'exercice de ce droit, pour chaque membre, au paiement intégral du montant de sa souscription; mais, même dans ce cas, il ne s'agit que d'un retard, et tout associé a le droit de se faire payer par trimestre. Or c'est là précisément, à l'occasion de ce droit, qu'intervient l'élément moral. Autre chose est un bénéfice de 10 centimes perçu tous les jours, autre chose un bénéfice de 9 francs perçu au bout de trois mois. Il ne faudra qu'un acte de volonté pour économiser les 9 francs; il en faudra quatre-vingt-dix pour économiser les 10 centimes pendant trois mois. L'intelligence est complice de la volonté pour négliger les petites épargnes. On se dit : Que ferais-je d'une économie de 10 centimes? Il est impossible de plus mal raisonner et très difficile de ne pas faire ce raisonnement pitoyable. Ce sophisme, qui n'a de place dans aucun traité de logique, est bien connu de tous ceux qui ont l'expérience de la pauvreté pour l'avoir étudiée ou pour l'avoir soufferte. On l'appelle en langue vulgaire « le coulage. » Un moraliste, un économiste qui ne tiendrait pas compte du « coulage » n'est pas digne de dresser le budget d'une petite bourse.

Le chaland du magasin coopératif se trouve donc tout à coup, sans s'être privé de rien et sans avoir pris aucune peine, possesseur d'une somme relativement importante. Il peut la réclamer, c'est son droit; s'il est sage, il la laissera à la société coopérative à titre de commandite. Il a mille bonnes raisons pour le faire : d'abord c'est, comme on dit, « de l'argent trouvé, » de l'argent qui ne lui a rien coûté à gagner. Ensuite il n'a pas même besoin, pour le placer, de faire une démarche. Cela compte aussi parmi les motifs qui déterminent ou arrêtent cette cause si mobile qu'on appelle

la volonté humaine. Combien de bonnes résolutions se sont évanouies dans le trajet entre la maison et le bureau de la caisse d'épargne! Quelquefois même ce n'est pas une simple défaillance de la volonté, c'est la pensée du temps qu'il faudra perdre pour placer une si petite somme. Quant au bénéfice trimestriel de la société coopérative, il n'y a ni démarche, ni formalité, ni perte de temps pour le placer; il suffit de dire au commis : Je le laisse. Ces trois mots ont le pouvoir merveilleux de transformer l'ouvrier en capitaliste, — un petit capitaliste sans doute. Cependant ce petit capital, si facilement gagné et si facilement placé, est en outre merveilleusement placé : presque toutes les compagnies servent un intérêt de 5 pour 100 sur la commandite, 1 fr. de plus que la caisse d'épargne; elles donnent, comme la caisse d'épargne, la faculté de retirer à volonté; elles donnent en outre, aussitôt qu'on a rempli les conditions statutaires, le titre et les droits d'associé, c'est-à-dire des moyens de contrôle et la possibilité d'arriver par voie d'élection à prendre soi-même une part active dans la direction des affaires. Le chaland, qui dès lors est un déposant en même temps qu'un associé, commence le second trimestre dans une situation excellente, puisqu'aux 5 pour 100 assurés au capital transformé en commandite viennent s'adjoindre les bénéfices réalisés chaque jour, en quelque sorte sans y penser, par les acquisitions faites au magasin coopératif. Que pendant une année seulement il nourrisse son capital par l'abandon successif des bénéfices trimestriels, et la cause de l'économie contre la prodigalité sera gagnée. Il faudra maintenant que la société prenne des précautions contre lui, qu'elle limite le maximum de sa commandite pour qu'il ne se laisse pas entraîner à devenir millionnaire; il faudra qu'elle se souvienne qu'elle est instituée non pour faire des riches, mais pour supprimer les pauvres.

Elle profite elle-même au moins autant que ses cliens de ce système d'accumulation des bénéfices trimestriels. Ce n'est pas en vérité parce qu'en multipliant à la fois les commanditaires et les consommateurs ce système donne à la société une base plus solide et une sphère d'action plus étendue : non, c'est parce que, de simple méthode économique et de simple caisse d'épargne, elle devient un instrument d'amélioration morale et sociale, un générateur très puissant d'épargne et de richesse. Plusieurs des sociétés de coopération anglaises commencent leurs règlemens par cette formule bizarre, qui d'abord fait sourire, et qui à la réflexion paraît sensée et même profonde : « le but de la compagnie est d'élever la condition morale et sociale des adhérens en recueillant parmi eux des souscriptions volontaires pour acheter en commun les épiceries, le pain, les vêtemens, etc. » C'est qu'en effet en vendant des épiceries aux associés et aux non-associés, les *stores* coopératifs leur vendent par

surcroît ou plutôt leur donnent la sécurité et l'indépendance. Du moment que leur action n'est pas enfermée et étouffée dans le cercle étroit des associés et qu'ils peuvent appeler à eux le public sous la double forme d'acheteurs et de nouveaux commanditaires, ils exercent une influence vraiment moralisatrice. Ce magasin, qui ressemble à tous les autres, avec plus de propreté et moins de luxe, a la prétention d'enseigner la morale, et il n'a pas tort. Il en viendra à bout, pourvu qu'on ne le force pas de moraliser à huis clos. Entre l'association restreinte à ses propres membres et l'association vendant au public, il y a toute la différence qui sépare un simple rouage d'économie domestique d'un instrument de rénovation sociale.

Quand on parlait ainsi il y a vingt ans, il s'élevait de toutes parts un concert de lamentations. Il fallait être fou pour associer tant de misères entre elles, — pour compter qu'une fois réunies elles allaient devenir une richesse; la première leçon de l'arithmétique et la première leçon du bon sens, c'est que rien ajouté à rien ne peut pas produire quelque chose. Ce raisonnement serait admirable, si la proposition qui lui sert de base était exacte. Les ouvriers qui s'associent ne possèdent rien, cela est vrai; ils ne peuvent retrancher de leurs dépenses qu'une somme infiniment petite, une obole, cela est encore vrai; cette somme, quand même ils l'épargneraient chaque semaine pendant des années, ne suffirait pas à les arracher à la misère, cela est manifestement, douloureusement vrai. Cependant toutes ces oboles impuissantes forment, une fois réunies, un tout formidable, une richesse, et cette richesse, comme toute richesse accumulée, engendre des richesses nouvelles qui, se répartissant alors sur les misérables d'hier, les transforment sans miracle, et par la puissance de la loi éternelle de l'économie politique, en autant de modestes capitalistes. Ce n'est pas en vérité être très fort sur l'arithmétique que d'ignorer la puissance d'un coefficient. Quand l'état a eu besoin d'emprunter un demi-milliard, et que les banquiers n'ont pas été assez riches pour le lui donner, qu'a-t-il fait? Il l'a fort habilement demandé aux pauvres, qui le lui ont donné aussitôt. Voilà l'histoire de la coopération, ou plutôt voilà le commencement de son histoire.

Mais comme il y a encore aujourd'hui des railleurs et des incrédules qui ne se laisseraient jamais convaincre par un raisonnement, il vaut mieux les conduire à Rochdale et leur dire : Regardez!

IV.

Rochdale est une ville du comté de Lancastre, située sur la Roch, à 17 kilomètres nord de Manchester, et dont l'industrie consiste

surtout en fabriques de draps, flanelles, fils et tissus de coton. C'est une de ces villes sans monumens, sans promenades, sans places publiques, même sans rues propres et régulières; c'est une agglomération de fabriques réunies presque au hasard et de maisons d'ouvriers, d'un aspect triste et monotone, groupées autour des fabriques. Elle n'est du reste remarquable ni par le nombre de ses habitans, ni par sa richesse; elle doit uniquement sa renommée, qui s'accroît tous les jours, à ses trois grandes sociétés coopératives. La première en date et en importance est une société de consommation fondée en 1844, à la suite d'une grève des tisserands en laine, par quelques ouvriers qui eurent recours à ce moyen pour s'affranchir de ce qu'ils appelaient la tyrannie du capital. Ils étaient pauvres, quelques-uns même étaient misérables. Cependant ils n'aspiraient alors à rien moins qu'à supprimer le marchand et le capital, à substituer la justice à la concurrence dans la fixation du prix de main-d'œuvre. Une expérience durement payée a depuis modifié leurs idées et remplacé des utopies généreuses par un sens pratique d'une portée vraiment admirable. Ils n'ont gardé de leur début qu'une foi énergique dans l'excellence de leur œuvre, une volonté persévérante, un sentiment profond de la justice. Ils n'étaient alors que quarante et ne purent mettre en commun qu'une somme de 28 livres (708 fr. 16 c.). Ils prirent le nom des *équitables pionniers de Rochdale*. Leur société fut d'abord inscrite comme société amicale (*friendly society*); mais le parlement ayant, en 1852, porté une loi qui donnait de plus grandes facilités aux sociétés coopératives (*industrial and provident societies*), ils résolurent, le 23 octobre 1854, de profiter des avantages de la législation nouvelle et se firent inscrire comme *société industrielle*. Leurs commencemens furent difficiles; ils les ont racontés eux-mêmes dans leur *Almanach pour* 1860. C'est dans leur almanach qu'ils publient chaque année autour du calendrier d'utiles conseils, des renseignemens précis sur la marche de leurs affaires, et quelquefois, comme en 1860, une courte notice sur leur passé et sur leurs espérances. « Il y a déjà quinze ans, disaient-ils en 1860, que quelques pauvres ouvriers de Rochdale pensèrent qu'il pouvait être possible d'améliorer leur condition en s'unissant pour acheter en gros les objets nécessaires à l'entretien de leurs familles. Cette idée bien simple rencontra beaucoup de difficultés dans la pratique. La première de toutes et la plus grave venait de l'extrême misère des fondateurs, qu'une récente grève avait privés de toutes leurs ressources et qui presque tous avaient été obligés de s'endetter. Les souvenirs de diverses sociétés coopératives promptement tombées en déconfiture jetaient de la défaveur sur la société nouvelle. Les boutiquiers, menacés dans leurs intérêts, ne tarissaient pas en sinis-

tres pronostics, et, ce qui était plus grave, les ménagères, attachées aux anciens magasins où elles avaient leurs habitudes et où elles trouvaient du crédit, ne voulaient pas les quitter pour les magasins coopératifs, dont la première règle était de vendre toujours au comptant. »

Les *équitables pionniers* n'opposèrent à ces difficultés et à ces railleries que leur probité et leur activité. On disait en 1844 qu'une charrette à bras aurait suffi pour emporter toutes leurs marchandises, et cela était à peu près vrai. Ils ne vendaient alors que des épiceries, de la farine, du beurre, du gruau d'avoine. La boutique (il n'y en avait qu'une, dans une ruelle) était ouverte seulement les samedis soir et tenue sans rétribution par des associés de bonne volonté. Plusieurs des fondateurs, raillés par leurs voisins, sollicités par leurs ménagères, embarrassés peut-être par l'obligation de payer une cotisation toutes les semaines, se décourageaient et s'en allaient. Il ne resta que des hommes fortement trempés, que ne put ébranler même l'abandon de leurs amis, et qui ne tardèrent pas à se voir récompensés par le succès. Le fonds social s'était déjà élevé de 28 livres à 400, quand la caisse d'épargne de Rochdale, quoique fondée et soutenue par des capitalistes, vint à manquer. Ce fut là pour les tièdes une occasion de se retourner vers la caisse populaire, où ils trouvaient sécurité et solidité, sans compter le bonheur de se sentir entre ouvriers, de faire eux-mêmes leurs affaires et de n'avoir d'obligation à personne. Dans l'espace d'un an, le capital du magasin tripla. Les affaires furent augmentées en proportion. On ouvrit de nouvelles salles de vente, on eut des employés salariés, ce qui permit de vendre tous les jours et à toute heure de la journée. Au commerce d'épicerie et à celui de farine, toujours très important en Angleterre, où le pain se fait presque partout dans les ménages, on adjoignit successivement une boucherie et une fabrique de vêtemens et de chaussures. En 1845, lors du premier inventaire, le nombre des membres était de 74, le capital de 181 livres, et le bénéfice se montait à 32 livres sur 710 liv. d'affaires. Cinq ans après, en 1860, on faisait 152,063 livres d'affaires (près de 4 millions de francs), et on réalisait un bénéfice de 15,906 liv. Le 20 décembre 1864, la société comptait 4,747 membres, elle avait un capital de 55,221 liv. 9 sh. 3 pence; elle avait dans le courant de l'année acheté pour 151,221 livres 10 shillings 2 1/2 pence, et vendu pour 174,937 liv. 1 sh. 10 pence, et ses bénéfices de toute nature s'élevaient à 22,717 liv. 12 sh. 6 pence, c'est-à-dire à 567,940 fr. 60 centimes. Dans un rapport daté du 21 mars 1865, le comité de direction avertit les associés qu'après avoir prélevé sur les bénéfices du trimestre une somme de 221 liv.

11 sh. 8 1/2 pence pour le fonds de réserve et 124 livres 13 sh. 10 1/2 pence pour ce que les sociétés coopératives appellent *educational department*, il restait à répartir un dividende de 2 sh. 5 pence (3 francs) par livre, c'est-à-dire 12 fr. pour 100 fr. (48 pour 100), si la même prospérité se soutenait pendant toute l'année.

Il semble en vérité que de pareils faits parlent assez haut. Nous n'en concluons pas que toutes les sociétés de consommation doivent partout produire le même résultat; mais nous demandons qu'en présence d'un succès aussi incontestable et aussi complet on cesse de regarder la coopération comme une utopie. On disait autrefois en logique : *ab actu ad posse valet consecutio*, ce qui veut dire en bon français que la meilleure manière de prouver qu'on peut faire une chose, c'est de la faire. Eh bien! voilà une société coopérative fondée, il y a vingt et un ans, par quarante tisserands ne possédant entre eux qu'une somme de 28 liv.; elle a maintenant 4,747 membres et un capital qui s'élève à 1,380,539 fr. 25 c. Nous demandons à tout esprit sérieux si ce n'est pas là une démonstration irréfutable.

On dit : C'est une expérience qui a réussi à Rochdale, et qui ne réussirait pas ailleurs; mais la société de Manchester et Salford réussit admirablement. Dira-t-on que le succès n'est possible qu'à Rochdale et à Manchester? Alors nous invoquerons la société d'Oldham, qui distribue cette année à ses acheteurs 34 fr. 40 c. pour 100 fr. Il faudra donc que l'on dise aussi que la société d'Oldham est une exception, comme celles de Rochdale, de Manchester et Salford. N'est-ce pas exagérer jusqu'au ridicule la manie du scepticisme? Et pourquoi le système coopératif réussirait-il à Rochdale plutôt qu'ailleurs? Qu'on en dise la raison. Il n'y en a pas, et il ne peut pas y en avoir. Oldham est une petite ville, Rochdale une assez grande ville, et Manchester une très grande ville. Elles n'ont d'ailleurs rien de particulier; ce sont des villes manufacturières qui ressemblent de très près à toutes les villes manufacturières. On peut en dire autant de Leeds, dont la société coopérative, fondée en octobre 1846 (*flour and provision society*), ne le cède pas en importance à la société des *équitables pionniers* de Rochdale. La vérité est que ces sociétés et un très grand nombre d'autres ont réussi parce qu'elles ont été bien dirigées et bien organisées. Le chancelier des sociétés amicales (*registrar of friendly societies*) pour l'Angleterre et le pays de Galles seulement a examiné les règles de 1,054 sociétés nouvelles dans le cours de l'année 1863. Sur ce nombre, il y a sans doute beaucoup de sociétés de bienfaisances et de secours mutuels (les sociétés de crédit, *loan societies*, font l'objet d'un rapport séparé); mais il y a aussi beaucoup de sociétés de consommation proprement dites (*for the purchase of coals*

or other necessaries). On peut dire sans exagération qu'il s'en forme de tous côtés, et que celles qui succombent, car il y en a, quoique ce soit de beaucoup la minorité, échouent par leur propre faute.

Ceux qui fondent inconsidérément des sociétés de coopération avant d'avoir les premiers capitaux nécessaires, comptant sur des donations qui ne viennent jamais ou sur des emprunts toujours difficiles et le plus souvent ruineux, ceux qui établissent leurs magasins dans des quartiers où les ouvriers sont rares et disséminés, où le commerce de détail, dirigé avec économie et intelligence, tient ses prix de vente très rapprochés du prix d'achat, ceux enfin qui, prenant leurs désirs pour une vocation, se chargent d'une mission pour laquelle l'expérience, la capacité et l'énergie leur font défaut, ceux-là commettent la triple faute de se ruiner d'abord, de ruiner les associés qui ont eu confiance en eux, et de fournir des argumens aux ennemis de la cause, car, il faut bien qu'on le sache, tout est bon pour combattre une idée nouvelle. Les éclatans succès de Rochdale et de Leeds ont beau porter jusqu'à l'évidence la démonstration du principe; une faillite, trop explicable d'ailleurs, qu'on verra à côté de soi fera plus d'effet sur des esprits prévenus que les plus solides raisons et les plus irréfutables exemples.

Il importe donc, pour toute sorte d'excellens motifs, de ne rien précipiter, de bien mesurer ses forces et de bien profiter des expériences faites. La société de Rochdale doit son succès en premier lieu à la sagesse et à la persévérance de ses fondateurs, en second lieu à l'excellence de son règlement. Ce règlement ne contient pourtant rien de bien nouveau, rien surtout de bien inattendu; il suffira d'indiquer les dispositions principales.

Pour être membre de la société, il faut être propriétaire de cinq actions d'une livre chacune, formant une somme totale de 125 fr. Cependant on n'est pas obligé de payer une si grosse somme en entrant dans l'association; il suffit de s'engager pour cinq actions, de payer immédiatement 1 shilling d'entrée qui n'est jamais rendu et qui sert à augmenter le capital social, un autre shilling qui est porté au compte du nouveau membre, et 3 pence au moins par semaine ou 3 shillings et 3 pence par trimestre, jusqu'à concurrence de 125 francs. C'est à peu près ce qu'il en coûte en France pour faire partie d'une société de secours mutuel avec cette différence que dans les sociétés de secours mutuel il faut payer sa cotisation tant qu'on fait partie de la société, tandis qu'un *équitable pionnier* cesse d'être astreint à payer la sienne aussitôt qu'il possède dans la société un capital de 125 francs. Notons encore que, sa qualité de membre lui donnant droit immédiatement à toucher des dividendes au prorata de ses achats, il peut payer ses cinq actions

sans bourse délier. Il suffit de payer le premier jour l'énorme capital de 2 shillings (2 fr. 50 c.) dont la moitié n'est jamais rendue. Quiconque peut faire ce sacrifice est apte à devenir membre de la société et sûr de devenir propriétaire de cinq actions avec le temps.

Il faut pourtant quelques formalités pour entrer dans l'association. Le nom du candidat est affiché dans la salle des séances trois jours avant l'assemblée générale, qui peut prononcer l'admission ou la refuser. Cette affiche doit être signée de deux membres. Une fois admis, on ne peut plus se retirer sans le consentement du comité avant d'avoir entièrement acquitté le prix de ses cinq actions. Les actions ne sont pas transférables par vente, mais elles peuvent être recueillies par succession. Dans ce dernier cas, la société conserve le droit d'exclure le nouveau titulaire en lui remboursant le capital et les intérêts. Enfin elle peut prononcer l'exclusion d'un membre en assemblée générale. On voit que toutes les précautions sont prises pour que la société soit bien composée et demeure toujours maîtresse de son personnel.

Aussitôt qu'un membre est admis, il a droit de voter dans toutes les réunions. On ne vote pas par actions, mais par tête, ce qui maintient l'égalité. Cependant, pour des raisons faciles à comprendre, personne ne peut être élu membre du comité, s'il ne fait partie de la société depuis six mois, ni président, s'il n'est membre du comité. Il faudrait plusieurs années pour acquitter le montant des cinq actions, si l'on ne comptait pour cela que les 3 pence de cotisation payés par semaine; mais il n'en est presque jamais ainsi, on abandonne presque toujours, pour avancer sa libération, les bénéfices trimestriels réalisés sur les achats de denrées. De son côté, la société s'interdit de restituer à ses membres tout ou partie des sommes inscrites à leur crédit, jusqu'au moment où les cinq actions sont intégralement payées. Une fois que le membre est au pair, il peut retirer à volonté toute somme qui n'excède pas 2 livres 10 pence, et les sommes plus élevées en prévenant plusieurs semaines d'avance. Le comité de direction est par ce moyen à l'abri de toute surprise; il connaît avec certitude l'état de sa caisse et peut échelonner ses paiemens au mieux des intérêts de la société.

Le gouvernement est tout à fait démocratique. Le comité d'administration est élu pour un an par l'assemblée générale. Il se compose d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire, de trois conseillers élus dans l'assemblée générale du mois de janvier et de cinq autres élus dans l'assemblée générale du mois de juillet. Tous ces officiers sont immédiatement rééligibles. Ils ont les pouvoirs administratifs les plus étendus; il leur faut l'autorisation de l'assemblée générale pour contracter des emprunts ou pour opérer des

placemens de fonds. Leurs comptes sont vérifiés à chaque trimestre par des censeurs ou auditeurs des comptes (*auditors*) élus comme eux par le suffrage universel des membres.

Les bénéfices réalisés sont employés de la façon suivante : on prélève d'abord les frais d'administration, ensuite les intérêts dus aux prêteurs s'il y en a, puis tant pour cent afin de compenser la dépréciation subie par la fortune sociale, qui ne doit jamais descendre, puis encore les intérêts dus au capital souscrit, intérêts qui ne doivent jamais dépasser 5 pour 100. On fait avec le surplus les dépenses autorisées par le règlement, accroissement du fonds de roulement, achat de marchandises, placemens. Ce qui reste après tout cela subit encore un prélèvement de 2 1/2 en faveur de l'*educational department*, et ce n'est qu'à la suite de cette dernière soustraction qu'on répartit aux actionnaires le reliquat des bénéfices au prorata de leurs acquisitions pendant le trimestre. On aura une juste idée de l'importance des bénéfices de la société, si l'on se souvient qu'après avoir pourvu à tous les services et même au paiement des actions, aux dépenses d'approvisionnement, on distribue encore des dividendes dont se contenteraient les sociétés de capitalistes les plus prospères.

Il a fallu prévoir le cas où le comité d'administration se trouverait trop riche. Il peut alors payer les dettes de la société, si elle en a, augmenter le fonds de réserve, ou, ce qui revient à peu près au même, réduire proportionnellement le nombre des actions en commençant par rembourser les membres qui en possèdent le plus. Les dettes ne sont jamais contractées pour les affaires courantes, la loi fondamentale de toute société coopérative étant d'acheter et de vendre expressément au comptant.

Telles sont les règles principales qui ont assuré le succès des *équitables pionniers* de Rochdale. Les autres sociétés anglaises qui ont réussi se rapprochent plus ou moins du type que nous venons d'esquisser. Toutes considèrent comme absolument indispensable de vendre aux non-associés. C'est là en quelque sorte un point de l'évangile coopératif en Angleterre. Nous reconnaîtrons volontiers qu'il ne suffit pas d'avoir des règles bien faites ; il faut avant tout avoir des hommes. Il a fallu aux fondateurs de la première société une grande foi pour commencer, un grand courage pour persévérer, un grand bon sens pour reconnaître leurs erreurs, une véritable capacité d'hommes d'affaires pour acheter et placer à propos, une prudence consommée pour écarter toutes les discussions sociales et politiques, toutes les subtilités de sectaires qui auraient jeté la désunion parmi eux, une grande sagesse pour être restés purement et simplement ouvriers après avoir conquis l'aisance et même la célébrité. C'est que les *équitables pionniers* de Rochdale

sont des hommes en effet, et peut-être le plus grand service que la coopération puisse rendre est-il de faire des hommes.

Ceci nous amène à dire un mot de ce que dans les sociétés anglaises on appelle *educational department*, non pas que les livres et les cours publics valent à nos yeux l'enseignement qui résulte de la pratique des affaires, les leçons que les coopérateurs donnent et reçoivent tour à tour dans leurs assemblées trimestrielles et dans leurs comités; mais ils rendent un service d'un autre genre, qui concourt puissamment à transformer les ouvriers et à élever le niveau intellectuel et moral des ateliers. Indépendamment des *improvement societies* et des *mecanics institutes* qui ont leur vie propre, les sociétés coopératives ont leur *educational department*, dont le budget est toujours considéré par elles comme une dépense de premier ordre qui doit être soldée avant tout partage de dividendes. Cette dépense est fixée par la plupart des règlemens à 2 1/2 pour 100. Un comité spécial est chargé d'en diriger l'emploi. Il ne s'agit pas, comme on pourrait le croire, de fonder des écoles pour les enfans des associés; l'éducation dont les sociétaires se préoccupent est l'éducation des sociétaires eux-mêmes. Comme la plupart des statuts déclarent dans leur premier ou dans leur second article que « cette société est fondée pour procurer l'avancement intellectuel et moral des ouvriers, » en ajoutant, il est vrai, qu'elle procurera cet avancement « en facilitant l'acquisition à prix réduits des épiceries, du charbon et de la farine, » il ne faut pas s'étonner de les voir invariablement constituer une sorte de club littéraire, comprenant une bibliothèque, un salon de lecture pour les journaux, assez souvent des conférences publiques, et presque toujours des réunions périodiques où l'on sert du thé, où l'on chante, où l'on danse, mais où l'on fait aussi des discours. Plusieurs de nos associations françaises ont aussi leurs fêtes, et quelques-unes, mais en très petit nombre, ont leur bibliothèque. La société d'approvisionnement de Manchester ouvre sa *library* au public. Celle de Rochdale n'est accessible qu'aux associés, et comprend déjà sept mille volumes. On y trouve une quantité remarquable de journaux. La liste en est affichée dans le *reading-room*, et, pour faciliter le choix des lecteurs, le nom de chaque journal est suivi d'une qualification dont voici la curieuse nomenclature : — *liberal*, — *conservative*, — *independent*, — *neutral*, — *religious*, — *democratic*, — *light*. Voilà de l'éclectisme sincère et sans prétention. L'inspection des registres du bibliothécaire donne les résultats suivans : on demande : 1° des romans (surtout Bulwer), 2° des livres d'histoire, 3° des pièces de théâtre (surtout Shakspeare). Enfin la bibliothèque contient ordinairement les meilleurs livres de toutes les sectes religieuses. Ils sont là côte à côte sur les rayons, et ceux qui les lisent

ne deviennent pas les ennemis de leurs associés d'une autre secte.

Nous avons parlé surtout de la société de Rochdale, parce qu'elle est la première en date, ce qui n'est pas un mince honneur. Il ne faut pas oublier que presque toutes les villes manufacturières du Lancashire et du Yorkshire ont leurs *stores* coopératifs avec des institutions analogues.

Il y a aussi des associations de consommation en France, et même depuis longtemps. Nous avions, bien avant la révolution de 1848, la société de Grenoble, fondée par M. Frédéric Taulier : société fortement conçue, capable de rendre de grands services, mais qui s'est volontairement renfermée dans la question d'économie domestique. Le mouvement coopératif a fait naître plusieurs sociétés : deux à Paris, qui ne datent que d'hier. L'une a son siége à Passy, l'autre rue de Montmorency, n° 36. Lyon en compte 16 ou 18, dont quelques-unes très prospères. Lyon semble fait à souhait pour la coopération, il y a là beaucoup de fraternité, beaucoup de sens, beaucoup d'énergie; mais quoi? dix-huit sociétés, même pour une grande ville, c'est peut-être dix-sept de trop! Aucune de ces 18 sociétés ne fondera un moulin et une filature de coton, comme la société unique de Rochdale. Il y a des sociétés de consommation à Pau, à Pouilly-sur-Loire, à Montereau, à Saint-Étienne, à Elbeuf, à Alger, à Guebwiller, à Dieuze. Il y en a une très importante au Havre, une à Marseille, moitié société de consommation, moitié société de crédit mutuel, la *Société provençale d'approvisionnement, de consommation et de crédit*, une autre à Mulhouse, qui n'a point de magasins spéciaux, et qui s'est assuré par des traités avec les fournisseurs des remises de 5, 6 et 7 pour 100. La société de Mulhouse perçoit directement ces remises et les capitalise au profit des acquéreurs qui font partie de l'association. C'est à peu près, par des moyens différens, le même mécanisme qu'en Angleterre. Cependant jusqu'ici la plupart de nos sociétés coopératives ont été créées uniquement pour faciliter l'économie; elles sont un but : Rochdale est un moyen. Ne les dédaignons pas pourtant; le tout est de commencer. Puisque les ouvriers français visent surtout aux sociétés de production, qu'ils n'oublient pas qu'il leur faut d'abord un capital, qu'il faut le demander à l'épargne, et que l'épargne ne peut se faire utilement que par les sociétés de consommation taillées sur le patron de Rochdale. Qu'ils n'oublient pas surtout une chose : ce sera notre dernier mot. Toute réforme doit commencer par la réforme morale, toute association doit être fraternelle. C'est une grande gloire pour une institution de ne pouvoir vivre et se développer qu'à force de probité, de générosité et de courage.

JULES SIMON.

LA

MARQUISE DE CIREIX

I.

En pleine Vendée, sur les bords de la Loire, s'élevait en 1815 le château de Cireix. C'était une de ces élégantes constructions de Mansart qui accusent en architecture et au point de vue historique la transformation des châtelains du moyen âge en courtisans du grand roi. Ce n'est plus la vraie demeure seigneuriale, encore à demi bâtie pour la défense et les retours offensifs d'une garnison de serviteurs et de partisans; c'est une belle maison aux abords faciles, tout ouverte au soleil, et dont le corps de logis principal, percé de larges fenêtres, se reliait à angles droits aux deux pavillons carrés qui le débordaient. Un profond fossé, couronné d'une balustrade de pierre, s'étendait à l'entour, et l'écusson de famille, délicatement sculpté, surmontait la porte d'entrée. Des deux façades du château de Cireix, l'une donnait sur des massifs et des pelouses qui descendaient en pente douce jusqu'à la Loire, l'autre sur une vaste cour d'honneur plantée à ses confins de chênes et d'acacias énormes. Ces arbres, livrés à eux-mêmes, enchevêtraient leurs ramures dans un puissant désordre, et, ombrageant le fossé, les étendaient presque jusqu'aux murailles. Entre les pavés disjoints de la cour, une herbe fine et drue, mêlée çà et là de quelques orties, croissait à sa guise. La grille qui ouvrait sur la grande route était une merveille de serrurerie; mais les arabesques et les fers de lance dorés disparaissaient sous la rouille. Aussi, quoique le château fût dans une des plus riantes situations de cette belle contrée, l'aspect en était sombre et triste. On y sentait de la part de ses maîtres comme un abandon volontaire; sauf les cris et le mouvement de deux enfans, un petit garçon et une petite fille qui jouaient et cou-

raient dans cette grande maison avec l'insouciance de leur âge, on n'y entendait jamais aucun bruit. Il est vrai que leur mère, la marquise de Cireix, menait la vie la plus sévère et la plus retirée. Le marquis ne comptait plus. Il était à peine âgé de trente-cinq ans; mais, frappé d'aliénation mentale peu de temps après son mariage, il était devenu tout à fait idiot. Dans la journée, les rares visiteurs qui venaient au château ou les gens de service l'apercevaient vêtu de noir avec un grand col blanc, invariablement assis sur un haut tabouret derrière une des fenêtres du salon. De temps à autre, il poussait des grognemens ou faisait des grimaces. Il y avait devant lui une table chargée d'images qu'il découpait; s'interrompait-il dans ce travail machinal, c'était pour jouer avec une chaîne d'acier et une petite clé qu'il portait au cou, et qu'il gardait obstinément, même quand on le changeait de vêtemens. Il semblait adresser de longs discours à ces deux objets, mais ses efforts pour parler n'aboutissaient qu'à joindre les unes aux autres, d'un ton larmoyant ou sentencieux, des syllabes incohérentes. Son existence, purement animale, nécessitait des soins répugnans que la marquise lui rendait toujours elle-même avec un froid dévouement. Elle surveillait l'éducation de ses enfans, confiés à un précepteur, et s'occupait d'eux souvent, mais sans vive tendresse. A vingt-huit ans, la marquise de Cireix était très belle, d'une beauté altière, immobile et pour ainsi dire pétrifiée. D'une taille élevée et majestueuse, mais d'une démarche un peu raide, elle avait un visage pâle dont aucun sentiment n'altérait l'admirable pureté de lignes. Ses yeux noirs, qui eussent été prompts à lancer des flammes, conservaient une expression hautaine et calme. Elle parlait peu, ne souriait jamais. Ses manières étaient d'une grâce noble et correcte, son ajustement sans recherche comme sans négligence : elle s'habillait; rien de plus, rien de moins. Quoiqu'elle répandît sa fortune sur les pauvres, elle n'accomplissait que strictement ses devoirs religieux. Elle n'eût point voulu donner un mauvais exemple. Le bon curé du petit village de Cireix avait essayé de sonder, pour la ranimer au besoin, cette foi qui lui semblait tiède; mais la marquise l'avait reçu avec un visage si cruellement énigmatique qu'il s'était bien gardé d'y revenir. — Dieu l'a frappée, disait-il parfois, il la touchera peut-être. — Certes le malheur de la marquise était assez grand, sa jeunesse, indéfiniment attachée à un cadavre vivant, était un désastre assez complet, pour expliquer et justifier son attitude austère et sourdement révoltée. Toutefois, parmi la noblesse des environs et dans la ville d'Angers, quand on s'entretenait de Mme de Cireix, on attribuait le douloureux isolement qu'elle s'imposait à une cause plus intime et plus grave. On parlait d'une af-

fection de jeune fille brisée soudainement et sans retour; on s'appuyait pour cette supposition sur un événement qui s'était passé dix ans auparavant au château de Cireix, et qui avait eu dans le pays un certain retentissement. En dehors des commentaires et des amplifications auxquels il avait donné lieu, voici le fait tel qu'on le racontait.

M. de Cireix, le beau-père de la marquise, après avoir épousé les idées libérales et philosophiques de la révolution à ses débuts, avait à la mort du roi Louis XVI émigré en Angleterre avec sa famille. Il avait emmené en même temps un de ses serviteurs, Joseph Cornier, qui l'avait autrefois suivi en Amérique et lui était entièrement dévoué. Le marquis prit part à l'expédition de Quiberon, où Cornier l'accompagnait. A l'issue de cette malheureuse affaire, il venait d'être recueilli par les embarcations anglaises lorsqu'il s'aperçut que Cornier n'était point avec lui. Ce brave homme, après s'être battu comme un lion pour protéger l'embarquement de son maître, était encore à terre. Le marquis le vit se jeter à la mer et nager vigoureusement de son côté. Il pria l'officier qui commandait la chaloupe de s'arrêter quelques instans; celui-ci était pressé et n'y voulut pas consentir. Il répondit même qu'il attendrait peut-être le marquis de Cireix, mais qu'il n'en pouvait faire autant pour son domestique. Cette réponse indigna M. de Cireix, qui d'un beau sang-froid répondit à l'officier qu'en ce cas il le forcerait d'attendre. En effet, il se lança délibérément à l'eau, rejoignit Cornier et le ramena vers la chaloupe. Tous deux furent ainsi sauvés. Ce dévouement réciproque unit plus étroitement encore le maître et le serviteur. Cornier, qui était marié, avait un fils du même âge que celui du marquis et son frère de lait. M. de Cireix prit cet enfant en affection, l'éleva comme son propre fils, et lui donna les mêmes professeurs. Adrien Cornier, doué des plus heureuses dispositions, se montra digne de cet intérêt. Très intimement lié, sauf une nuance de respectueux dévouement, avec le jeune Charles de Cireix, il devint son inséparable compagnon de plaisirs et d'études. Il l'aimait d'ailleurs tendrement et aurait donné sa vie pour lui, comme son père se fût fait tuer pour le marquis. En 1802, M. de Cireix rentra en France et parvint à s'y faire rendre son château et ses biens. Il n'avait point à s'occuper de l'avenir de son fils : Charles vivrait en gentilhomme sur ses terres et attendrait des temps meilleurs; mais le marquis songea au sort d'Adrien, que sa naissance n'obligeait pas à garder à ses maîtres légitimes une fidélité absolue. Il eût été fâcheux que les rares aptitudes et l'intelligence du jeune homme fussent perdues, surtout à une époque où la société se renouvelait et où la plus brillante fortune était à la portée de tout homme de cœur. D'après la volonté du marquis, Adrien fut envoyé

à Paris pour se préparer à l'école polytechnique. Pendant que son père restaurait Cireix, Charles alla également à Paris, libre de son temps et de son argent, pour y renouer des relations de famille et se former au spectacle des hommes et des choses. Aux vacances, les deux jeunes gens, alors âgés de vingt ans, revinrent à Cireix. Adrien avait subi ses examens; il était admis. A sa grâce naturelle, à son élégance, à la distinction de ses manières, on l'eût pris pour le vrai frère de Charles. Ils trouvèrent Cireix très animé. Le marquis, heureux de se revoir chez lui, recevait nombreuse société en l'honneur d'une de ses parentes, la baronne de Kfili, et de sa fille Émilie, à qui il avait offert l'hospitalité. Mme de Kfili, revenue en France un peu sur la foi des traités, était en instance pour recouvrer ses terres et n'y avait point encore réussi. Par bonté de cœur, le marquis cherchait à la distraire, car, bien qu'âgée de près de cinquante ans, la baronne aimait beaucoup le monde et le plaisir. Aussi n'étaient-ce chaque jour que chasses, dîners et fêtes.

Les personnes qui avaient été reçues à Cireix se souvenaient très bien de la cour respectueuse, mais vive, qu'Adrien faisait à la belle Émilie et de l'accueil favorable que rencontraient ses assiduités. Un mariage aurait-il eu lieu? Peut-être, si la baronne de Kfili fût restée pauvre et si la carrière d'Adrien se fût sérieusement dessinée; c'est ce que personne ne pouvait savoir. L'on entrevoyait déjà cependant par d'illustres exemples la possibilité de ces unions qui, vingt ans plus tôt, eussent paru inadmissibles. Au surplus, c'étaient là, quand on parlait de Mme de Cireix, des suppositions faites après coup, car, à l'époque où les jeunes gens montraient l'un pour l'autre une sympathie visible, nul ne se fût hasardé à rien prédire. On se rappelait aussi que la crainte de rester sans fortune était la préoccupation constante de la baronne. Elle disait à qui voulait l'entendre que, si on lui faisait l'injustice de ne pas lui restituer ses biens, elle n'avait pas un sou vaillant. Elle possédait en revanche une magnifique parure en diamans qu'elle montrait volontiers, mais qu'elle avait conservée dans les plus dures nécessités et dont elle ne se déferait jamais, car c'était un présent et un souvenir du roi Louis XV. A quelle occasion la lui avait-il donnée? C'est ce qu'il n'était guère facile de démêler. La baronne, qui ne se décidait point à franchir la cinquantaine, était frivole un jour et dévote le lendemain. Ce lendemain-là, elle disait bien haut que le roi, dont elle avait repoussé les avances, lui avait offert cette parure comme un hommage à sa vertu; mais la veille cette farouche vertu, si fort affirmée, s'était trop complu, pour qu'on y ajoutât foi sans réserve, à l'évocation des joies et des enivrans triomphes de Versailles. Ces diamans de la baronne étaient tellement connus au château qu'un beau jour ils disparurent. Grand émoi. On les chercha

inutilement pendant que la baronne jetait les hauts cris. Le marquis, désolé, n'ayant point de soupçons précis, prit le parti de s'adresser à la justice, qui fit une descente au château. Charles y était sans Adrien, qui était parti depuis deux jours pour Paris. L'absence d'Adrien fut remarquée, mais le marquis se porta garant de l'innocence du jeune homme et ne permit pas qu'on l'accusât. Adrien revint en pleine nuit quelques jours après, et dès son arrivée eut un entretien avec Charles. Ce qui se passa entre les deux amis, nul ne le sut; mais le lendemain matin, en présence de la famille et des serviteurs assemblés sur sa demande, Adrien se déclara coupable. Il avait emporté les diamans et les avait vendus à un homme dont il donna l'adresse. Quant au prix de la vente, il refusa de dire à quoi il l'avait dissipé, et laissa seulement entendre que c'était pour une femme. Le marquis, au milieu de la stupeur générale, chassa honteusement de chez lui l'indigne enfant. Toutefois, voulant éviter, s'il était possible, de le perdre entièrement, il assoupit l'affaire, racheta les diamans et les rendit à la baronne. Peu de temps après, celle-ci recouvra ses biens et consentit avec joie à la demande que lui fit le marquis de la main d'Émilie pour Charles.

Le jeune homme, à ce qu'il paraît, aimait en secret et passionnément sa cousine. Émilie se laissa marier. Cette union ne devait pas être heureuse; elle fut presque aussitôt suivie d'un double deuil, avant même que l'étrange maladie de Charles se déclarât. Dans une épidémie régnante, le marquis fut emporté par une fièvre typhoïde, et Joseph Cornier, si terriblement frappé dans son fils, mourut, dit-on, de chagrin. Ce qui étonna tout le monde, c'est que ce vieux serviteur, modèle d'honneur et de probité, ne prononça jamais contre son fils un mot de blâme ou de reproche; on prétendait même qu'à son lit de mort, dans une sorte d'hallucination, il avait cru le voir près de lui et avait étendu ses deux mains comme pour le bénir. Quant à Adrien, on ne l'avait pas revu, et on n'avait jamais eu de ses nouvelles.

Quoi qu'il en fût de ces causes diverses auxquelles on pouvait attribuer le chagrin concentré de Mme de Cireix, elle était pour tous l'objet d'une pitié émue et d'un grand respect; mais on la voyait peu. Le château de Cireix était si triste qu'on n'y faisait guère que les visites obligées de cérémonie. La vie habituelle s'y écoulait dans une régularité morne et se restreignait à un très petit cercle de personnes. En dehors de la marquise, c'étaient d'abord le précepteur, un Anglais flegmatique qui s'occupait tout uniment de ses fonctions, puis le médecin et le curé de Cireix, qui venaient assez souvent, et que par politesse on retenait à dîner. Ces deux braves gens, à demi campagnards, n'étaient point fâchés de s'asseoir à

une table mieux servie que la leur; ils s'accommodaient de la taciturnité de la marquise, et ne se formalisaient pas de recevoir à peine une réponse d'elle. Ils jouaient avec les enfans, plaisantaient parfois le précepteur, échangeaient après le dîner quelques phrases, toujours les mêmes, avec la marquise, et regagnaient leur village de compagnie. Pourtant, au moment où commence ce récit, le château était un peu plus animé que de coutume. La baronne de Kfili, qui venait rarement, car elle ne trouvait pas le séjour divertissant, y avait fui, dès le mois de juin 1815, les prochaines et menaçantes commotions guerrières de la capitale. Il est vrai que le précepteur l'avait quitté pour rentrer tout à fait en Angleterre, où il avait recueilli un petit héritage; mais son absence, au lieu de produire un vide, offrait un aliment à la conversation : il s'agissait de le remplacer, et cette question se débattait chaque soir. Enfin les nouvelles politiques, si nombreuses et si graves, remuaient ce petit momde comme le reste de la France. La baronne de Kfili était naturellement une ardente royaliste; cependant, comme elle aimait beaucoup à causer, elle tolérait la discussion. Alors le médecin, à qui sans cela le respect eût fermé la bouche, prenait la défense des vaincus et s'indignait de l'acharnement avec lequel le gouvernement du roi les poursuivait. Le curé, assez embarrassé par son caractère de prêtre, qui le posait à la fois en soutien du trône et de l'autel et en protecteur des opprimés, allait d'un adversaire à l'autre avec d'onctueuses paroles de conciliation. Quoiqu'il n'eût affaire qu'à l'excellente baronne, il y avait quelque courage au docteur à soutenir son opinion, car il parlait à voix haute, et en ce temps-là les murs avaient des oreilles. La marquise, silencieuse, ne se mêlait pas à ces discussions. Elle était implacable dans son royalisme. Tout châtiment, si dur qu'il fût, lui paraissait juste, surtout s'il était infligé à quelqu'un de ces audacieux soldats de fortune qui, après avoir grandi avec Napoléon et l'avoir suivi jusqu'au bout de sa carrière, avaient osé préparer son retour de l'exil.

Parmi les événemens politiques, il en était un qui intéressait particulièrement la contrée : c'était le licenciement de l'armée de la Loire. Décrété depuis trois semaines, il s'opérait graduellement. Chaque jour, de la grille qui donnait sur la grande route, on voyait défiler le matériel et les hommes. Le matériel, qui rentrait aux arsenaux, artillerie et fourgons, était conduit par de jeunes soldats de la dernière levée, imberbes, aux vêtemens neufs, qui n'avaient pas même eu le temps d'aller sur les champs de bataille. Ceux-là venaient de l'intérieur et n'étaient point licenciés. On les gardait sous les drapeaux comme incapables encore d'inspirer des inquiétudes aux alliés ou aux Bourbons. Les autres, les licenciés, s'en

allaient isolément ou par bandes. Vieux soldats, quelques-uns blessés, l'uniforme déchiré, sans armes, ils avaient un aspect humilié, farouche, héroïque. Bien que le cœur du pays eût dû battre à l'unisson du leur, ils n'inspiraient ni compassion ni enthousiasme. Pour les Vendéens purs, qui n'avaient jamais cessé de voir des ennemis dans les bleus, cela se comprenait à la rigueur. Le bas peuple les insultait parfois : ils ne répondaient pas, et, détournant la tête avec dédain, continuaient leur route; mais, chose plus étrange, le sentiment public leur paraissait contraire, et l'on eût dit qu'il les rendait responsables des malheurs de la France. Sur quelques-uns, leur vue produisait de l'étonnement. Le mot de *brigands de la Loire* semblait vrai. L'empire était tombé depuis quelques jours à peine, et des siècles s'étaient écoulés depuis sa chute! On sentait qu'on en avait sans retour fini avec la guerre. On était soulagé d'un poids immense, et on pensait à tout autre chose. Ces hommes de combat et d'aventures inouies, ces séides obscurs et sublimes d'un règne évanoui, apparaissaient comme les revenans d'un autre âge. On les considérait avec stupeur, presque avec effroi. Si pourtant ces vieilles bandes allaient se réveiller, qu'arriverait-il encore? La guerre. Quand ils étaient hors de vue, on respirait. Eux-mêmes étaient tristes et fatigués, ils n'avaient plus la foi et se dispersaient d'un pas lourd à chaque angle du chemin.

Un jour du mois de septembre, à cinq heures du soir, une petite pluie fine avait forcé les femmes à rentrer au salon. Le médecin et le curé les avaient suivies. Les enfans seuls étaient restés près de la grille, au bord de la route. Ils s'amusaient à voir les fourgons et les soldats. Dans le salon, la vieille baronne, à un coin de la cheminée, se pelotonnait dans sa bergère et se chauffait à de belles flambées de sarment. De temps en temps, elle faisait bouffer ses jupes, comme si elle eût encore porté des paniers. En face d'elle, la marquise regardait le feu et réfléchissait. Les deux hommes ne disaient mot. Le marquis, juché sur son tabouret, découpait ses images. Tout à coup la porte s'ouvrit, et les enfans, avec une mine effarée, coururent à leur mère. — Maman, dit Roger, il y a un soldat qui vient de tomber la tête contre la grille.

— Il est ivre sans doute, fit la marquise. Demeurez ici tous les deux.

— Mais, dit à son tour Estelle, il est étendu tout pâle, et le sang coule.

La marquise ne répondit rien. — Ma chère, observa la baronne, il ne faut pas être plus royaliste que le roi. Cet homme est peut-être grièvement blessé.

Le médecin et le curé s'étaient déjà levés, mais ils attendaient la

permission de la marquise. — Je ne vous empêche pas d'aller voir, dit-elle. On peut même le déposer quelque part dans les communs.

Le docteur et l'abbé allèrent à la grille. Là, en effet, ils trouvèrent étendu à terre un homme enveloppé d'une longue capote de soldat. Sa tête avait frappé contre un barreau, et le trou était assez profond. Il portait en outre le bras gauche en écharpe, ce qui expliquait sa chute quand le vertige l'avait pris, le vertige non de l'ivresse, mais de la fatigue et du besoin, comme le disaient clairement son visage amaigri et ses traits tirés. Le médecin, aidé du prêtre, transporta le blessé non point aux communs, où rien n'eût été disposé pour le recevoir, mais dans une des chambres du château. Là ils le mirent sur un lit, le déshabillèrent et le pansèrent. Lorsqu'ils eurent lavé le sang et la boue qui couvraient le visage du blessé, ils furent surpris de son expression de noblesse et d'intelligence. Le linge était d'une finesse que n'a point celui des soldats; les mains, belles, nerveuses, sans callosités, étaient les vraies mains de l'homme qui commande. Cet homme sortit alors de son évanouissement et regarda autour de lui. — Où suis-je donc? dit-il.

— Chez Mme la marquise de Cireix, lui répondit l'abbé. Sans doute une seconde faiblesse le prit, car il devint très pâle et ferma les yeux. Sans y songer, le docteur lui avait mis la main sur le cœur, qui battait très vite. — Ah! fit-il, voilà qui est singulier. Ce n'est pas une défaillance, c'est une émotion.

Une légère rougeur colora en effet la figure de l'inconnu, qui rouvrit les yeux et voulut parler. — Non, dit le médecin, tenez-vous en repos et dormez, si vous pouvez. L'abbé, restez pour soigner monsieur jusqu'à ce que je revienne.

Il fit un signe à l'abbé comme pour lui recommander la discrétion et la prudence, et descendit au salon.

— Eh bien? demanda la baronne de Kfili pendant qu'Estelle et Roger accouraient vers le docteur.

— C'est, dit-il, un homme à bout de forces. Il est tombé quand il n'a plus pu marcher. Sa blessure à la tête n'a rien de dangereux, et dans quelques jours il sera remis. Ce qui me paraît plus grave, c'est, par le temps qui court, sa situation sociale. A diverses remarques que nous avons faites l'abbé et moi, ce doit être quelque officier compromis qui s'est déguisé en soldat pour échapper plus facilement aux poursuites.

La marquise, qui écoutait, fit un geste d'indifférence.

— Vous ne voudriez pourtant pas, madame la marquise, qu'il fût arrêté dans votre château?

Elle leva la tête vivement. — On ne trahit personne à Cireix,

dit-elle, et mes serviteurs sont sûrs. Tant que votre protégé sera ici, vous pouvez être tranquille, docteur.

Elle mit aux derniers mots une intonation douce, presque caressante. Cela lui arrivait parfois quand elle craignait ou se reprochait d'avoir blessé quelqu'un. Ces retours de grâce et de bonté chez cette femme hautaine et sévère lui ramenaient tous les cœurs. Dans ces momens-là, le timbre de sa voix, sympathique et vibrant, faisait tressaillir. On devinait en elle comme une autre femme d'un charme irrésistible, ensevelie sous les malheurs et le chagrin.

Cependant on eût pu croire que l'idiot s'intéressait à ce qui se passait, car il donnait sur son tabouret des marques inusitées d'agitation.

— Mais qu'a donc le marquis? demanda la baronne. Voyez cela, docteur.

Le docteur s'approcha du pauvre homme, lui tâta le pouls et l'examina quelques instans. — Il n'a rien, répondit-il, ou plutôt on dirait qu'il est content.

II.

Quelques jours plus tard, comme l'avait annoncé le docteur, le malade fut sur pied. Ces quelques jours s'étaient écoulés très tranquillement. Les serviteurs du château, qui d'ailleurs n'étaient qu'au nombre de trois, avaient été mis dans la confidence et s'étaient relayés auprès de l'inconnu pour le veiller tant qu'il en avait été besoin ou pour le soigner. L'abbé Muron et M. Piard, afin de ne point exciter les soupçons, avaient eu la précaution de ne venir au château qu'à l'heure habituelle. Naturellement, pendant ses visites, le docteur étudiait son malade. Celui-ci n'avait point hésité à lui dire qu'il était non point soldat, mais officier à l'armée de la Loire et compromis comme un des compagnons de Labédoyère. Il s'appelait Debrès. C'était un homme doux, timide en apparence et sujet à de singulières absences : il s'absorbait parfois en de si profondes rêveries qu'il ne s'apercevait point de l'entrée du docteur, du reste très instruit, s'exprimant avec élégance, ayant sur toutes choses des aperçus pleins de finesse et de bon sens, enjoué par instans, le plus souvent mélancolique. M. Piard et l'abbé s'étaient fort attachés à lui. Les enfans, de leur côté, se familiarisaient avec le proscrit, dont l'entrée au château avait été le grand événement de leur vie. Il se faisait brusque avec eux et un peu soldat pour leur plaire, mais il leur portait une sorte de tendresse craintive. A ses premières sorties, il s'était rencontré avec la baronne de Kfili et l'avait séduite par ses façons respectueuses et sa bonne grâce. — C'est étonnant, disait-elle, comme ce roturier sent son gentilhomme! Si ce nom de

Debrès est réellement le sien, il doit tout au moins avoir approché la noblesse. — Quant à Mme de Cireix, elle ne l'avait point vu, ni voulu le voir. Une ou deux fois seulement, par simple politesse, elle avait demandé au docteur des nouvelles de son malade. On eût dit que la présence de cet homme sous son toit lui était à charge et qu'elle la supportait impatiemment. Elle était quelque peu changée, avec des vivacités d'humeur et de paroles dont elle souffrait et s'irritait la première; il lui venait des rougeurs et des tressaillemens subits. Elle ne savait à quoi attribuer ce malaise. Elle éprouvait de l'ennui de dérober à la justice du roi un traître que son malheur même ne pouvait rendre intéressant, car ce malheur était le châtiment de sa rébellion et de sa déloyauté. L'espèce d'engouement dont elle le voyait l'objet lui semblait ridicule. Elle lui était hostile d'instinct; peut-être le devinait-il, car jamais il ne parlait d'elle, et, s'il l'avait fait remercier par le docteur de l'hospitalité qu'elle lui avait donnée, il n'avait point osé solliciter la faveur de l'en remercier lui-même. C'était sans doute cette répugnance occulte qu'il sentait peser sur lui qui le rendait par accès inquiet et agité. Quoiqu'il allât de mieux en mieux, le docteur lui trouvait de la fièvre. Une après-midi, il le surprit revêtu de sa capote de soldat, son bâton à la main, prêt à partir, d'ailleurs indécis et exalté tout à la fois. Le docteur lui fit comprendre tous les dangers de ce brusque départ; le proscrit se laissa convaincre et consentit à rester jusqu'au lendemain. Très effrayé de la résolution de l'officier, le docteur alla en faire part aussitôt à l'abbé et à la baronne. Il y eut entre eux trois une longue conférence à laquelle les enfans furent presque admis. On y décida que le meilleur moyen de soustraire le capitaine Debrès à tout danger était de le garder au château dans une position qu'il pût accepter et qui ne parût point étrange. Il n'avait pour cela qu'à prendre la place vacante du précepteur. Roger et Estelle sautèrent de joie. Le château était isolé; on y pouvait arriver par la grande route sans traverser le village : nul ne s'étonnerait de la présence du nouveau-venu, surtout en le voyant en fonction. Cette décision prise, il fallait la faire agréer à la marquise, et cela ne semblait aisé à personne. Il fut pourtant convenu qu'on profiterait du dîner pour parler à Mme de Cireix.

Le dîner vint; mais ce soir-là Mme de Cireix était plus glaciale que de coutume. On en était au dessert que ni l'abbé, ni M. Piard, ni même la baronne ne s'étaient encore aventurés à dire un mot. Le hasard les aida. Un domestique apporta les journaux. Le docteur en prit un et le parcourut. — Ah! dit-il, on est toujours bien sévère. Et il lut : « Labédoyère, les frères Faucher, Mouton-Duvernet, Chartran, vont, en même temps que le maréchal Ney devant la cour

des pairs, être traduits devant des conseils de guerre. Leur condamnation à mort ne paraît pas douteuse. »

Ces paroles, tombant au milieu du silence et des secrètes préoccupations de chacun, eurent un effet lugubre. L'organisation impressionnable des enfans le subit plus vivement, et Roger s'écria : — Moi, je ne veux pas qu'on condamne à mort mon bon ami Debrès. — La petite Estelle se prit à sangloter.

— Ah! fit la marquise comme réveillée en sursaut, c'est votre bon ami à présent? — Et elle regarda sévèrement ses deux enfans.

— Madame la marquise, dit M. Piard, le capitaine Debrès ne vous gênera pas longtemps. Son intention est de partir.

— Eh bien! qu'il parte, je ne le retiens pas.

Elle sentit que ce qu'elle disait était mal. — D'ailleurs c'est ce qu'il peut faire de mieux puisqu'il est guéri. Tant qu'il était malade et couché, il ne courait aucun risque. Maintenant qu'il sort et que, par la faute ou l'imprudence de quelqu'un de ses amis, fit-elle en appuyant sur le mot, on saura bientôt qu'il est ici, j'aime mieux qu'il ne soit pas arrêté à Cireix.

— Il le sera si près du château, dit encore M. Piard, qu'on apprendra bien vite qu'il y a reçu l'hospitalité.

— Où voulez-vous en venir? dit nettement la marquise.

Le bon abbé Muron prit la parole. — Madame, le malheureux que Dieu nous envoie doit nous être sacré jusqu'au bout. Il ne suffit pas de l'abriter une heure et de réparer ses forces; il ne faut pas le laisser sortir de la maison quand ses ennemis l'attendent au dehors.

La fière marquise regarda l'abbé d'un œil irrité; mais l'humble prêtre soutint ce regard. Il y avait dans son attitude et dans son visage une énergie vaillante et naïve. Comme tous les hommes timides auxquels il en coûte un peu d'accomplir un devoir, il était ému et avait le regard brillant. La marquise baissa les yeux, elle comprenait qu'elle avait tort. Sa forte et généreuse nature réagit en un moment; elle se demandait compte de ses répugnances, d'ailleurs toutes gratuites, contre un homme qu'elle ne connaissait pas. Si elle obéissait à des préjugés d'opinion, ces préjugés avaient une petitesse indigne d'elle. Cédait-elle à des pressentimens? Lesquels alors? Elle-même n'aurait su que répondre. Elle se rendit. — Alors, dit-elle, vous avez sans doute quelque projet?

— Oui, dit la baronne, et elle lui expliqua comment, jusqu'au jour où tout danger de poursuites serait passé, le capitaine Debrès devrait rester le précepteur des enfans.

La marquise écoutait. Elle lut sur tous les visages une telle unanimité de désir et de conviction qu'elle s'étonna plus encore de l'é-

loignement que lui inspirait l'inconnu. Décidément il y aurait eu puérilité de sa part à ne pas céder. — Soit, dit-elle, je le veux bien.

On la remercia vivement, et le docteur courut annoncer la bonne nouvelle au proscrit. Celui-ci reçut M. Piard avec un visible mélange d'anxiété et de joie. La joie fut la plus forte, et bientôt presque expansive, ce qui surprit un peu le docteur. — Cet homme-là, dit-il à l'abbé, doit être brave sur un champ de bataille, mais il s'émeut outre mesure dans les circonstances ordinaires de la vie. Les militaires n'ont pas le courage civil.

— Parce que, riposta l'abbé encore fier de ses paroles à la marquise, ils sont les instrumens de la colère et non de la justice de Dieu.

Les deux amis éprouvèrent le petit plaisir de se sentir supérieurs à leur protégé. Par cela même, ils ne l'en aimèrent que davantage. La présentation du capitaine à la marquise et son entrée en fonction ne devaient avoir lieu que le lendemain. Il fallait en effet lui apporter des habits bourgeois convenables, et le docteur se chargea de ce soin. Quand il les eut revêtus, et bien que ce fussent des vêtemens d'emprunt, l'officier, qui avait rasé ses moustaches et dont les cheveux coupés courts autrefois avaient quelque peu repoussé, eut tout à fait l'air d'un homme du monde. M. Piard, quelques minutes avant l'heure du dîner, l'introduisit au salon. Cette grande pièce n'était alors éclairée que par les dernières clartés du jour et la lueur du foyer. Tandis que la marquise se soulevait très légèrement à l'approche du capitaine, l'idiot s'agita sur son tabouret et jeta des cris gutturaux. — Fi donc, monsieur le marquis! dit la baronne. vous avez l'air d'aboyer aux nouveaux visages. — La vieille dame d'ordinaire ne traitait pas fort doucement son gendre, ce qui était du reste explicable chez la mère de Mme de Cireix. L'idiot vit qu'on s'adressait à lui et se tut. Pendant ce temps, la marquise traçait très brièvement ses devoirs au précepteur. Il n'avait qu'à surveiller les enfans à la promenade et à leur continuer les leçons qu'ils avaient commencées. Cela suffirait, ses fonctions, comme il le savait, ne devant point durer. Le capitaine ne fit que s'incliner sans répondre. On passa bientôt dans la salle à manger. Alors, à la lumière que projetait la lampe, Mme de Cireix put distinguer les traits de l'officier. Les autres convives, qui le trouvaient changé sous son costume, le regardaient aussi avec curiosité. On lui eût donné de trente-cinq à quarante ans, peut-être plus. Il eût été assez difficile de lui assigner un âge précis, car son visage était jeune et vieux tout à la fois. Des chagrins et des fatigues pouvaient en avoir creusé les rides, mais souvent il s'illuminait d'un sourire, et l'expression en

devenait charmante, presque juvénile. Il y avait de l'énergie dans ses traits; son front était haut et méditatif, son œil vif et pur, mais sérieux. Le nez aquilin aux ailes mobiles, la bouche finement découpée avec des dents éblouissantes, révélaient une organisation délicate et passionnée. Cet homme si bien doué n'avait pas été heureux. Cela se devinait vite, et l'on s'intéressait malgré soi aux secrets malheurs qui l'avaient pu frapper et qu'il supportait avec une force d'âme bienveillante et sensible. Ses amis voulurent le faire valoir auprès de la marquise. Il fut aimable, mais d'une excessive réserve. Il paraissait chercher à se faire pardonner sa présence. Ce sentiment devait être puissant chez lui, car en parlant il avait dans la voix ce tremblement involontaire qui, mieux que le trouble du visage, décèle les agitations de l'âme. Mme de Cireix le considéra plusieurs fois avec une attention lente et soutenue. Elle touchait à peine aux mets qu'on lui présentait, répondait par monosyllabes, s'il lui fallait parler, et reprenait son examen. Cette attitude froide et hautaine amena une contrainte générale. De retour au salon, et après quelques phrases échangées et de longs silences chacun se retira. La marquise resta seule, le coude appuyé sur la cheminée, la tête dans sa main. Soudain elle se redressa et dit d'une voix sourde : — Si c'était lui ! — Elle se fit à elle-même un geste de dénégation et haussa les épaules. — Allons donc! c'est une folie. — Puis, sans transition, une soudaine colère faisant explosion en elle, elle s'écria : — Et si c'était lui, quelle audace!

Elle s'avança d'un pas, la narine gonflée, les yeux étincelans et fixés sur la porte qu'il venait de franchir, prête peut-être à le chasser de cette maison. Elle s'arrêta presque aussitôt. — Non, se dit-elle, je ne suis pas assez sûre encore. — Et, se maîtrisant avec une rare puissance, elle sonna tranquillement sa femme de chambre.

Le lendemain soir, elle ne doutait plus. L'homme qu'elle cherchait à reconnaître s'était trahi vingt fois : il s'était troublé sous son regard, avait balbutié quand elle l'interrogeait, rougi et pâli sans cause. Qu'allait-elle faire? La protection qu'elle lui avait accordée était si récente, que pour sa propre dignité elle hésitait à la lui retirer. Le château de Cireix ne pouvait, ne devait être qu'un lieu d'asile. Elle se résigna dans sa pensée à laisser le proscrit profiter d'un délai qu'elle se réservait d'abréger le plus possible.

Quant à l'officier, lui non plus ne pouvait se faire illusion. Il se voyait faible et désarmé devant une ennemie toute-puissante. Mme de Cireix assistait parfois aux leçons de ses enfans, mais elle avait entièrement cessé de lui adresser la parole. Un soir, au sujet des bruits du jour, elle le regarda fixement. — C'est heureux, dit-elle; il paraît que l'amnistie est plus que probable. — Ces paroles, que

les assistans prirent pour une félicitation polie, étaient pour lui trop claires. Le ton, le regard, les expliquaient assez. Cela signifiait: — Pourquoi ne partez-vous pas? Voilà pourtant une occasion. — Il courba la tête. Pourquoi ne partait-il pas en effet? Est-ce donc qu'il aimait la marquise? Peut-être. Si malheureux qu'il fût dans cette maison, de quelques secrets outrages qu'il y fût abreuvé, il y goûtait les âcres jouissances de cette douleur et de cette honte auxquelles il se condamnait de parti-pris. Quand la marquise ne le voyait pas, il la suivait d'un long regard. Il se repaissait avec d'amères délices de cet indélébile chagrin qu'elle portait gravé sur ses traits. Si réellement il en avait été cause, ne pouvait-il se dire avec un immense orgueil que la terrible blessure était toujours saignante? Une sorte de vertige l'avait saisi. Il n'espérait rien, ne réfléchissait plus; il s'abandonnait, comme en un rêve, aux débordantes émotions de son cœur. Il ne savait qu'une chose : c'est qu'il voulait rester auprès de la marquise, et qu'il y resterait jusqu'à ce qu'elle le chassât.

Le silence de l'officier, son obstination à ne pas comprendre le sens des paroles qu'elle lui avait dites, étonnèrent Mme de Cireix. Était-ce la crainte du danger qui le retenait au château? Tremblait-il pour sa vie? Après tout, c'était digne de cet homme qu'elle avait connu lâche et vil. Il n'avait pas changé. Elle ne voulut même plus apercevoir l'officier; elle se renferma chez elle et ne donna plus à sa famille que le temps strictement nécessaire pour soigner ses enfans et son mari.

Estelle et Roger prenaient leurs leçons dans le grand salon du rez-de-chaussée. On s'y tenait d'ailleurs presque toujours, car on était à portée du marquis de Cireix, qui eût crié, si on l'eût mis autre part. Une après-midi, les enfans, emmenés par la baronne, jouaient au jardin pendant que leur précepteur rangeait les cahiers et les livres. Le médecin et l'abbé n'étaient pas encore au château, et la marquise n'avait point paru de la journée. L'officier était non-seulement triste, mais découragé. La séquestration que s'infligeait la marquise était le coup le plus rude qu'il eût reçu. Ainsi donc il ne la voyait déjà plus. Taciturne et rêveur, il se disait qu'il lui fallait partir et ne pouvait s'y résoudre. Il s'aperçut alors qu'il se trouvait seul avec l'idiot. C'était la première fois que cela lui arrivait. Après avoir jeté les yeux autour de lui avec une curiosité inquiète, il s'approcha du marquis. Celui-ci découpait ses images. L'officier s'assit auprès de lui et le regarda. De son côté, l'idiot s'interrompit et fixa sur l'étranger ses yeux ternes. Ils restèrent ainsi quelques minutes. A mesure que cette muette contemplation se prolongeait, la poitrine de l'officier se soulevait plus violemment,

et le marquis, les sourcils froncés, semblait vouloir ressaisir quelques lueurs de sa raison et de sa mémoire. Tout un passé, étrange, sinistre et doux, se levait entre ces deux hommes, indécis et obscur pour l'un, tracé pour l'autre en traits de feu. Enfin l'officier sentit un sanglot lui monter à la gorge et ses yeux se noyer de pleurs. Dans un attendrissement subit, il prit à deux mains la tête de l'idiot et la couvrit avec emportement de baisers à plusieurs reprises. L'idiot eut d'abord peur, mais les bêtes elles-mêmes ne se trompent pas à une caresse. Le pauvre être tressaillit jusque dans les entrailles. Une caresse! Il y avait si longtemps qu'il n'en avait reçu! Il se prit à pleurer, à rire, à pousser des cris inarticulés. Il se frôlait contre l'officier, lui manifestant, comme un chien à son maître, sa reconnaissance et sa joie. L'exaltation du proscrit s'en accrut. Cette émotion souveraine, peut-être comprimée pendant des années de douleur, ne s'arrêtait plus dans son expansion. Il s'en effraya, craignit de devenir insensé lui-même, et, s'éloignant, pâle, à bout de forces, se laissa tomber sur un canapé.

A ce moment, la marquise et le docteur entrèrent. Le médecin courut au marquis, vit la direction de son regard, l'expression à demi vivante de sa physionomie et s'écria : — Mais, capitaine, venez donc; c'est vous qu'il appelle; c'est à vous qu'il en veut.

Et pendant que l'officier s'avançait d'un pas chancelant : — C'est extraordinaire, madame, continuait le docteur. Je n'ai jamais vu le marquis dans cet état. Il est impossible qu'il revienne à la raison. Si cependant quelqu'un au monde pouvait le guérir, ce serait M. Debrès. — Mais le charme était rompu. Glacé par la présence de la marquise, l'officier, pour animer ce corps inerte de son âme et de sa pensée, n'avait plus ni l'émotion du cœur ni le don des larmes. Les mains du marquis se refroidirent, son visage rentra dans ses lignes heurtées et pendantes. Il se dégagea, s'entrelaça les doigts et se dandina en grommelant. La marquise, attentive jusqu'à ce moment, se détourna avec un accablant sourire. L'officier comprit ce sourire. Dans la scène qui venait de se passer, Mme de Cireix n'avait vu qu'une manœuvre vulgaire à l'aide de laquelle il avait cherché à exciter sa curiosité et à se donner de l'importance. Une pensée plus haute cependant, une pensée noble et généreuse l'empêcha de remarquer les dédains de la marquise. L'idiot, grâce à lui, pouvait recouvrer sa raison. Il le rendrait à sa femme tel qu'elle l'avait connu. Qui sait? Elle l'avait aimé peut-être et ne pleurait que cet amour perdu; il le lui ferait retrouver, et ce serait là sa vengeance. Cette résolution, prompte et ardente, lui ouvrit des horizons nouveaux. Il avait désormais une tâche à poursuivre, un devoir à remplir. Le docteur ne lui avait-il pas dit

qu'il était le seul homme dont le marquis pût attendre sa guérison?

M. Piard examinait alors le marquis de Cireix, qui était retombé dans son état d'imbécillité. — Non, dit-il, on ne doit point se leurrer; la guérison n'est pas possible.

— Et pourquoi? demanda vivement Debrès.

— Parce qu'il est non pas fou, mais idiot. La folie n'est que la perversion des facultés, tandis que l'idiotisme en est l'anéantissement. On ne ressuscite point ce qui est mort.

Le capitaine se fit expliquer médicalement l'état réel du marquis. Il voulait savoir à quoi s'en tenir et ne point agir à l'aventure. Il interrogea donc M. Piard sur les causes probables qui avaient amené le mal. Le docteur lui dit que le marquis, même après son mariage, avait eu une jeunesse fort orageuse, et que, autant qu'on en pouvait juger, il ne s'était abandonné à ces excès que pour échapper à de secrets et cruels chagrins; ce qui semblait à bon droit étrange, ajouta le docteur, puisqu'il avait une femme belle et charmante. Ces dernières paroles du docteur remuèrent l'officier. Il pouvait se faire que le marquis n'eût point été aimé de sa femme. Et s'il n'avait point été aimé, c'est qu'un autre amour n'avait peut-être point cessé de vivre au cœur de Mme de Cireix. A cette pensée, il tressaillit d'une joie ardente et craintive; puis, comprenant trop bien ce que l'aversion d'une telle femme devait faire souffrir, il se sentit pris d'un redoublement d'affection et de pitié pour ce pauvre être qu'il avait devant lui. Se berçant de rêves et d'espérances, il dit au docteur : Si difficile qu'il soit de tenter la guérison, j'essaierai pourtant.

Les jours suivans en effet, il se mit à l'œuvre. Afin de ne point être dérangé, il avait voulu qu'on le laissât seul avec le marquis. Il passait avec lui des heures entières, sollicitant le plus léger retour à la vie intellectuelle. Tout fut inutile. Il constata bientôt que, incomplétement servie par ses organes ou frappée elle-même dans ses sources vives indépendantes de la matière, une intelligence anéantie peut se relever jusqu'à l'instinct, mais que l'instinct ne saurait dépasser les obscures limites qui lui sont assignées. Le marquis le reconnaissait quand il entrait, cela se voyait à son regard, qui brillait une seconde; mais ce regard n'était qu'un éclair dans une nuit complète. Nulle lueur ne l'avait précédé, nulle lueur ne le suivait. Parfois l'idiot ne s'apercevait même pas de sa présence, parfois aussi on le voyait imiter certains gestes que lui faisait l'officier, rire et s'amuser avec lui; mais, s'il y avait là quelque effort de mémoire couronné de succès, il n'y avait point d'association d'idées.

Ces résultats néanmoins, si vains qu'il les jugeât, apparaissaient

comme très réels aux hôtes du château. Pour eux, le semblant de vie qu'il avait communiqué au marquis était merveilleux. Tous, par bienveillance pour l'officier, songèrent à organiser une sorte de petite séance où le marquis et le capitaine seraient appelés à jouer un rôle. La marquise ne pourrait alors s'empêcher d'être juste pour l'homme qui s'efforçait de lui rendre son mari. Cela s'était comploté à l'insu du capitaine, et un soir il fut tout surpris de voir Mme de Cireix assise dans un fauteuil, avec ses hôtes et ses enfans auprès d'elle, comme dans l'attente d'une expérience. On ne lui cacha pas d'ailleurs ce qu'on désirait de lui. Un sentiment de répugnance extrême envahit l'officier. Ce qu'on demandait lui sembla impie et cruel; mais personne ne partageait l'espèce de pudeur morale qui l'arrêtait. Depuis trop longtemps, le marquis n'était qu'une *habitude* dans la maison. On avait affaire à un automate, et non pas à un être humain et raisonnable. De plus un vif attrait de curiosité, mélangé d'intérêt et d'espoir, poussait les amis du capitaine. Mme de Cireix, ironique et cependant inquiète, attendait. L'officier devinait en elle, s'il refusait, le parti-pris du dédain et de l'insulte. Ne le regardait-elle pas déjà comme un imposteur? Puis sa présence même à cette scène confirmait la décevante et constante pensée qui le brûlait. Elle ne devait pas avoir aimé le marquis, puisqu'elle était là, car l'épreuve à laquelle on soumettait cet infortuné l'eût indignée comme il s'en indignait lui-même. Enfin elle serait peut-être touchée de l'œuvre persévérante et dévouée à laquelle il se livrait. Il fit taire ses scrupules et obéit. Malheureusement cette fois encore il ne retrouva pas l'influence puissante dont il avait disposé en un moment d'émotion inattendue et suprême; il ne put obtenir la manifestation de ces puérils résultats que sa tendresse continue et patiente produisait chaque jour. Le marquis, insensible, ne se douta même pas que l'officier s'occupât de lui. — Monsieur, dit froidement Mme de Cireix en se levant, ne fatiguez pas davantage le marquis et ne vous fatiguez point vous-même. — Puis elle sortit.

III.

Le lendemain soir, la marquise descendit à l'heure du dîner et se mit à table. La baronne, enchantée de voir sa fille, se montra très gaie, et Mme de Cireix, qui se départit un peu de sa raideur, l'encouragea dans cette disposition d'esprit. En sortant de table, la vieille dame en était au règne de Louis XV et racontait ses triomphes de toilette et de coquetterie. Elle en arriva bientôt aux fameux diamans donnés par sa majesté. — Tenez, monsieur Debrès,

dit-elle, il faut que je vous les fasse voir. Moi, j'ai toujours du plaisir à les regarder, et je suis sûre que vous les trouverez très beaux. Mariette, ma fille, continua-t-elle en s'adressant à la femme de chambre qui arrangeait le feu, va me les chercher. Ils sont, tu sais, dans mon petit salon. Voilà, poursuivit-elle quand la femme de chambre fut partie, ce que je n'eusse pas fait autrefois. J'aurais eu trop peur d'induire quelqu'un en tentation. Il est vrai qu'on me les avait volés une fois, et comme j'étais pauvre alors, mes craintes étaient bien naturelles. Elles ne le seraient plus maintenant. On ne prend jamais rien aux riches.

Mariette apporta les diamans, qui sortirent de leur écrin et passèrent de main en main. Chacun les admira. La marquise observait gravement l'officier; il soupesa la parure d'une main ferme et dit avec calme qu'elle était réellement fort belle. Quand les diamans furent remis dans leur boîte, la vieille baronne s'attrista. — C'est tout ce qui me reste de ce pauvre passé, dit-elle.

Elle parut chercher Mariette, ne la vit pas, et se tournant vers l'officier : — Monsieur Debrès, ayez donc la complaisance de les reporter chez moi. Vous les mettrez sur le premier meuble venu.

Il se disposait à obéir quand la marquise l'arrêta d'un geste. — Pardon! fit-elle. Il ne faut pas déranger monsieur pour cela. — Elle sonna. Mariette rentra.

— Donnez-les à cette fille, ma mère, ils seront beaucoup mieux dans ses mains que dans celles de monsieur.

Mme de Cireix le croyait-elle donc capable de les voler? Tout le monde se regarda. La baronne mit la main au-dessus de ses yeux pour mieux voir l'officier, non pas qu'elle le soupçonnât, mais afin de juger plus exactement l'impression qu'avait produite sur lui l'inconcevable antipathie de la marquise. Le proscrit resta calme. Il arrêta seulement sur Mme de Cireix un regard froid et menaçant. Il y eut un silence. On partit. Quand la baronne, après avoir embrassé sa fille, se fut retirée, l'officier, qui avait jusque-là feuilleté un livre et fait semblant de lire, se leva résolûment. — Madame, dit-il à la marquise, qui était restée debout près de la cheminée, vous m'avez parfaitement reconnu.

Elle ne répondit pas.

— Je suis, poursuivit-il, Adrien Cornier, le fils de votre ancien domestique, le compagnon et l'ami de votre mari, l'homme que vous avez aimé.

Mme de Cireix se haussa de toute sa taille avec un frisson d'indignation et de mépris.

— Vous m'avez aimé, reprit-il, j'en suis sûr. J'ai pour garans de votre amour d'autrefois la haine implacable que vous m'avez gar-

dée, le deuil et l'austérité de votre vie, l'incurable chagrin que votre cœur voudrait nier, mais que vos traits dénoncent.

Le visage de l'officier resplendissait. Ce n'était plus cet homme doux, timide, presque craintif, qui depuis un mois, se faisant humble et petit, se laissait frapper sans résistance. C'était l'homme de la lutte et du commandement, étranger à toute hésitation comme à toute faiblesse et dans le plein essor de sa puissance et de sa volonté.

La marquise, frémissante, mais domptée, concentrait ses forces pour accabler son adversaire.

— Et si vous avez cessé de m'aimer, poursuivit Adrien, c'est que je me suis accusé devant vous et devant tous d'avoir volé ces mêmes diamans que tout à l'heure encore vous avez paru craindre que je n'emportasse. Eh bien! madame, dit-il en baissant le ton et avec une simplicité pleine de noblesse, ces diamans, je ne les ai pas volés.

Elle le toisa des pieds à la tête et se prit à ricaner.

Adrien alla lentement vers l'idiot. — Pardonne-moi, Charles, dit-il, ce que je souffre est vraiment au-dessus de mes forces. Pourquoi m'a-t-elle accablé à ce point? Est-ce donc ma faute si je suis ici? J'avais bien reconnu sa demeure. Je voulais passer outre, mais la fatigue m'a vaincu, et je suis tombé tout sanglant sur le seuil. On m'a soigné, on m'a guéri. Quand j'ai dit que j'allais partir, on m'a retenu. Hélas! mon cœur trop débile me retenait aussi. Elle aurait dû me prendre en pitié, et je n'aurais pas à cette heure, dans un honteux combat, à discuter mon honneur avec elle.

Il se retourna vers la marquise. — Pardon, madame, lui dit-il, c'est à lui que je parle, non à vous. La douleur m'égare, et je n'ai certes pas le droit de vous parler d'un amour qui vous importe peu. J'ai tout autre chose à vous dire.

Mme de Cireix s'assit et se croisa les bras, impassible et résignée en apparence, mais attendant avec une haineuse et violente curiosité les révélations sans doute mensongères que cet homme lui promettait.

— Madame, dit Adrien, il y a douze ans, j'étais au château de Cireix comme j'y suis aujourd'hui. Seulement j'étais jeune; j'avais la confiance et l'espoir. Charles était moins mon camarade que mon ami, moins mon ami que mon frère. Le marquis de Cireix me traitait presque comme son fils. J'avais dans mon avenir je ne sais quelle foi enthousiaste et aveugle. Ne m'en veuillez pas de vous rappeler cette époque, j'ai besoin de le faire pour vous expliquer comment je vous ai aimée dès que je vous ai vue, et comment j'ai pu croire qu'une union entre nous ne serait pas impossible. L'am-

bition et le succès m'eussent rendu grand et riche. La tendresse du marquis me laissait croire que je pourrais ne pas être indigne de vous. Vous-même ne vous montriez pas contraire à mes vœux et ne me rejetiez pas dans l'ombre. Je pouvais croire que j'étais aimé. C'est alors, en plein bonheur, que je fus frappé. Charles et moi, nous arrivions de Paris. Pendant que j'y préparais ma carrière, il y vivait dans des plaisirs trop faciles, et parfois je l'en avais amicalement grondé. En le voyant à Cireix, où je le savais à l'abri de tout danger, mes inquiétudes avaient cessé. Un jour il me prit à part. — Adrien, me dit-il, j'ai une confidence à te faire et un service à te demander. Quand j'étais à Paris, j'ai joué sur parole une somme considérable et je l'ai perdue. J'ai obtenu de mon adversaire un délai de trois semaines, mais ce délai expire dans quelques jours. Naturellement il m'a fallu faire face à l'échéance. Je n'ai pas osé avouer cette aventure à mon père, qui, tout dernièrement, m'a fait des remontrances assez sévères sur ma conduite; mais j'ai tout dit à Mme de Kfili, et elle m'a autorisé à engager momentanément ses diamans. Un peu plus tard, je m'ouvrirai de tout ceci au marquis, et il paiera. Pour le moment, il ne me permettrait pas d'aller à Paris; il faut donc que tu partes à ma place. Tu porteras les diamans chez un prêteur, dont j'ai l'adresse; tu toucheras la somme et la donneras à qui de droit.

Je l'écoutai très ému. Il me semblait étrange que la baronne se fût dessaisie de ces diamans auxquels elle tenait tant; mais je n'eus pas un seul instant l'idée de soupçonner Charles. Je partis néanmoins avec une tristesse profonde. On m'eût dit que j'allais être séparé de vous pour toujours, que, à mon chagrin et à mes angoisses, je n'en eusse point été surpris. Je m'acquittai de ma commission le plus rapidement possible. Je revins courant la poste, à franc étrier, dévorant l'espace. J'avais une hâte folle d'être au château et le pressentiment d'un malheur que je voulais devancer à tout prix. Je me figurais que, moi une fois là, si ce malheur n'était pas encore venu, il n'oserait venir. J'arrivai au milieu de la nuit. Tout le monde dormait, excepté Charles, chez qui je vis de la lumière. Je montai. Je le trouvai assis sur son lit, pâle, défait, dans un trouble extrême.—Eh bien! lui dis-je, tout est terminé.—Ah! me répondit-il, il s'agit bien de cela! Je ne t'ai pas dit la vérité, Adrien. Ces diamans, Mme de Kfili ne me les avait pas donnés, je les lui avais... Il hésita. — Pris? lui dis-je avec une sueur froide. — Oui, répondit-il. On s'est aperçu de la disparition de l'écrin, et mon père s'est adressé à la justice. Comme tu étais absent, les soupçons se sont dirigés sur toi.—Mon premier mouvement fut le plus fort.—Et tu n'as rien dit! m'écriai-je. — Rien, fit-il en baissant les yeux. Ces gens de police

m'observaient, et leurs regards ne me quittaient point. Demain peut-être ils m'accuseront. Et moi, je ne puis avouer, à mon père surtout, que j'ai volé... — Tandis que moi, n'est-ce pas?... dis-je en balbutiant. Je n'achevai pas. Il ne répondait rien. Je m'élançai hors de la chambre, et pendant une heure je courus au hasard dans le parc, la tête en feu, me heurtant aux arbres, fuyant vos fenêtres et y revenant sans cesse. Vous dormiez, vous rêviez à une fête, à un bal, à moi peut-être... Et moi, fou de douleur, je me préparais à vous dire un éternel adieu. J'allai enfin chez mon père. Je le réveillai brusquement. Quand il me vit, il s'effraya. — Père, lui dis-je, il faut que tu saches ce qui se passe. — Je le lui racontai. — Et maintenant que dois-je faire? lui dis-je en terminant. — Tu le sais, Adrien, puisque tu me le demandes. — Je m'agenouillai auprès de son lit et j'éclatai en sanglots. — Le maître, reprit-il, a risqué sa vie pour sauver son serviteur. Le fils du maître ne peut être infâme tant que le fils du serviteur est là pour lui sacrifier son honneur. — Je regardai mon père. Il était livide. Ses cheveux gris et rares me parurent dressés sur sa tête. Son œil avait un éclat extraordinaire, et sa main droite s'étendait vers moi. Je saisis cette main et la baisai. — Va, mon enfant, me dit-il, fais ton devoir. — Et le lendemain matin, madame, devant vous, devant tous, car j'avais voulu qu'il en fût ainsi et que la honte, étant publique, fût mieux prouvée, je me suis accusé d'avoir volé les diamans. Et je vous ai vue pâlir et détourner les yeux, et Charles a chancelé, et le marquis m'a chassé comme un misérable, et mon pauvre père lui-même, jouant ce jour-là seul, car depuis il n'en a pas eu le courage, une horrible comédie, ne m'a pas fait un geste d'adieu...

Adrien s'arrêta un moment et se retourna, voulant cacher peut-être les larmes qu'il jugeait indigne de lui montrer. Quant à la marquise, elle ne tenait plus ses bras croisés sur sa poitrine. Les mains crispées aux têtes de sphinx de son fauteuil, le corps en avant, elle écoutait l'officier avec une défiance excessive, mais aussi avec un intérêt qu'elle était impuissante à dissimuler. Il reprit :

— Alors, à tout hasard, madame, j'ai été aux armées. Là, mieux que partout ailleurs, je pouvais rencontrer l'oubli et la mort. La mort n'a pas voulu de moi. Je n'avais qu'une pensée au cœur, la vôtre; qu'un regret, celui de m'être volontairement et sans réhabilitation possible déshonoré à vos yeux. J'avais changé de nom pour prendre celui de ma mère. Celui-là, dont on eût pu se souvenir, je l'ai changé tout récemment encore en entrant sous votre toit. Inutile mensonge, pour vous du moins! Vous m'avez reconnu. Alors j'ai vu dans toute son étendue le malheur qui vous avait frappée, que

je connaissais déjà en partie. Au retour de chaque campagne, mon premier soin était de m'informer de vous. J'ai su ainsi que Charles vous avait épousée. J'ai deviné qu'il vous aimait, et c'est pourquoi je lui ai pardonné. Il ne pouvait pas, il ne devait pas, lui votre allié par le sang, se couvrir de honte comme je l'ai fait. J'ai appris ensuite les désordres où il s'était jeté après son mariage et dans lesquels il cherchait sans doute à étourdir ses regrets, ses remords peut-être. Il y a laissé sa raison. Maintenant, madame, que sa folie me rend ma liberté vis-à-vis de lui, maintenant que je pars demain et que je ne vous reverrai probablement jamais, dites-moi, je vous en supplie, que vous me croyez quand je vous jure que je suis innocent.

Il tendait les mains vers la marquise et ployait le genou.

— Monsieur, répondit froidement Mme de Cireix, vous spéculez sur la maladie du marquis !

Adrien se releva et regarda dans le salon avec égarement; puis, avisant l'idiot, il courut à lui, et, le couvrant de son regard enflammé, l'enveloppant de son souffle, il s'écria : — Oh ! mon Dieu, faites un miracle, comme vous avez failli en faire un l'autre jour ! Permettez qu'il me reconnaisse pour ce que j'étais, que je le ressuscite, ne fût-ce qu'une seconde. Déliez-lui la langue, ouvrez-lui les yeux. Qu'il puisse attester la vérité !

Mais l'idiot, sans doute ennuyé qu'on ne le couchât pas, se remua impatiemment, et se mit à geindre d'un ton stupide et plaintif.

— Ah ! s'écria la marquise, n'essayez plus ces jongleries ; vous voyez bien qu'il ne peut rien dire, et que vous êtes sûr de son silence.

—Vous avez raison, dit Adrien, le sort me condamne; mais vous, vous n'êtes point digne d'être aimée. Adieu, madame, je sais ce qu'il me reste à faire.

Et, d'un pas ferme, la tête haute, il sortit de cette chambre où la marquise demeura tremblante en face de l'idiot, qui, secouant la tête de droite à gauche et sur un rhythme monotone, continuait à se lamenter.

IV.

Adrien était parti, et cependant Mme de Cireix subissait encore l'impression de sa parole ardente et triste. Une inconcevable émotion la dominait. Des sensations douces et cruelles, depuis si longtemps oubliées qu'elle n'en aurait jamais cru le retour possible, se réveillaient en elle. Elle s'indignait et ne pouvait les chasser. Cet

homme avait-il dit vrai ou n'était-il qu'un imposteur? C'était alors un bien redoutable comédien ; il fallait se garder de lui ; toutefois elle ne pouvait faire que dans ce soldat, en même temps énergique et désolé, qui tour à tour l'avait suppliée et bravée, elle ne retrouvât quelques traits de ce jeune homme naïf et fier, charmant et vainqueur, qu'elle avait aimé jadis. Elle se complut un instant, et malgré elle, à ces souvenirs; c'était la première fois qu'elle les accueillait. S'il avait dit vrai pourtant! si ses dernières paroles n'étaient pas une vaine menace! Elle tressaillit et prêta l'oreille. Il lui semblait à chaque moment qu'elle allait entendre une détonation, que l'officier n'était rentré chez lui que pour se tuer. Elle l'eût voulu, elle le désirait presque. Comme au bout d'une heure aucun bruit n'avait troublé le silence de la maison, elle se rassura et plissa ses lèvres avec dédain. Où donc avait-elle pris qu'un tel homme eût l'idée de se tuer? Elle était folle; elle se coucha, dormit peu et fut debout d'assez grand matin. Quoi qu'elle en eût, elle ne croyait pas que l'officier se bornât à partir; quant à rester désormais au château, c'était impossible. La marquise avait ouvert sa fenêtre et regardait vaguement dans le parc. Une belle matinée d'automne venait de commencer; un léger brouillard flottait dans l'atmosphère, mais sous les rayons du soleil étincelait aux feuilles des arbres la rosée de la nuit; d'agrestes senteurs se dégageaient des bois. Mme de Cireix aspira cet air frais et pur qui la calmait; tout à coup elle aperçut d'assez loin Adrien traversant une allée. Il marchait d'une allure vive et facile qui n'était point du tout celle du précepteur des derniers jours. Cela lui parut étrange, et elle se cacha quelque peu derrière ses rideaux pour l'observer sans être vue. Le jardinier du château travaillait au bord du chemin qu'il suivait, Adrien l'accosta, lui dit quelques mots en lui remettant une lettre et continua sa promenade du côté de la Loire. L'homme laissa là sa bêche, entra aux communs et en sortit bientôt avec sa veste, son chapeau et un bâton ferré. Il allait évidemment faire une commission pour l'officier. La marquise descendit dans la cour et rejoignit le jardinier au moment où il franchissait la grille. — Où allez-vous, Jean? lui dit-elle.

— Madame la marquise, je vais porter à la ville une lettre de M. Debrès.

— Montrez-la-moi.

Le jardinier la lui donna; elle était adressée au procureur du roi.

— Et vous ne trouvez pas surprenant que M. Debrès, dans la position où il est, écrive au procureur du roi? Il est bien imprudent.

Le jardinier fut tout étonné; la marquise n'avait pas l'habitude de causer avec ses gens, encore moins de leur demander leur avis. Cependant il répondit : — Madame la marquise a raison; c'est drôle à lui tout de même.

— Jean, reprit Mme de Cireix, vous pouvez rester au château jusqu'à nouvel ordre; je garde la lettre. Il faut que je parle de cela à M. Debrès.

Elle remonta dans sa chambre avec un incroyable battement de cœur. Là, elle retourna la lettre entre ses mains. Ce papier la brûlait. Que contenait-il? Certes l'officier se livrait, mais de quelle façon? Dénonçait-il sa retraite au château de Cireix? Elle ne lui en reconnaissait pas le droit. Une rougeur fébrile colora ses joues; un mouvement d'orgueil offensé se joignit à sa curiosité passionnée. Elle rompit le cachet presque sans s'en apercevoir, et lut :

« Monsieur,

« Je sais qu'on recherche activement le général comte Adrien Berthelot, un des principaux membres de l'ancien comité bonapartiste de Paris. Je suis le général. On me trouvera au château de Cireix, dont la châtelaine m'a recueilli tout sanglant sur la route. La marquise ignore d'ailleurs mon nom et ma qualité; elle n'a fait qu'accomplir un simple acte d'humanité. Si vous preniez la peine de venir vous-même à Cireix et que je n'y fusse pas, ayez la bonté de m'attendre, je ne tarderai pas à rentrer. Vous me pardonnerez de n'avoir pas abrégé une charmante promenade que je fais en ce moment sur les bords de la Loire. Au reste, vous trouverez dans ma chambre, entre la doublure et le drap de ma capote de soldat, les pièces qui établissent mon identité. »

Ce nom de Berthelot troubla au dernier point la marquise. Vingt fois elle l'avait vu dans les bulletins militaires de l'empire. Elle y avait fait attention alors, non point parce que c'était le nom de la mère d'Adrien, — elle ignorait de pareils détails, — mais parce que le nom d'Adrien s'y joignait par hasard et qu'elle avait songé à ce que cet homme avait pu devenir. N'était-ce point là une nouvelle imposture? N'avait-il pas volé ces papiers comme il avait volé les diamans? La malheureuse femme doutait de tout, de lui et d'elle-même. Elle voulait savoir la vérité, et, sans réfléchir à l'étrangeté de sa démarche, elle courut, emportant la lettre, à la chambre d'Adrien. La longue capote bleue était en évidence sur une chaise. La marquise la prit; elle trouva dans la doublure, parmi plusieurs papiers, la feuille de route délivrée au général et signée par lui. Elle compara la signature à celle de la lettre; elles étaient identiques.

Mme de Cireix poussa un soupir de soulagement. C'eût été aussi trop d'infamie; puis elle s'assit, car ses jambes se dérobaient sous elle. Ainsi c'était bien lui. Elle se souvint alors de ce qu'elle avait lu à diverses époques sur ce jeune officier, signalé par des traits d'audace inouis, le plus brave entre les braves. Comment tant de grandeur d'âme et de vertus vaillantes s'unissaient-elles à tant de bassesse? Son sein gonflé se soulevait, de longs frissons parcouraient tout son corps. Ne découvrant point d'évidentes raisons de croire à l'innocence du général, elle s'acharnait à sa terrible conviction de dix ans et se disait qu'il était coupable. Cependant le temps s'écoulait, et Mme de Cireix demeurait assise sur la chaise de paille, tenant sur ses genoux ce vêtement de soldat, les papiers et la lettre entre ses mains tremblantes, les regardant et ne les voyant pas.

En ce moment la porte de la chambre s'ouvrit, et le général entra. Il s'arrêta pâlissant sur le seuil. Au bout d'un instant, Mme de Cireix l'aperçut. Elle se leva et ne trahit aucun trouble.

— Vous ici, madame, vous! dit Adrien d'une voix sourde et toute vibrante d'émotion. Qu'êtes-vous venue y faire?

— Vous le voyez, répondit-elle; j'ai eu quelques soupçons de vos desseins. Le général Berthelot peut se livrer, si bon lui semble, à la justice du roi, je ne lui reconnais pas le droit de se faire arrêter chez moi.

Les traits du général s'altérèrent. Il avait été assez fou pour croire à un mouvement de pitié chez la marquise. En face de cette tranquillité froide, il sentit la colère et l'indignation s'allumer dans ses veines. — Le droit! dit-il. Et c'est vous qui l'invoquez! Eh bien! ce droit que vous ne me reconnaissez pas, je le prends. Il y a dix ans, j'ai été chassé de ce château comme un misérable. J'en suis sorti pour aller à l'inconnu, à la honte peut-être; on m'y saisira aujourd'hui, mais pour me conduire à la mort.

— Et moi, je ne veux pas que ce château vous soit deux fois fatal, je ne le veux pas, général!

Elle appuya sur ce dernier mot et y mit une intonation singulière. Il y avait encore de la dureté, mais aussi une certaine douceur, un commencement de défaite. Le général saisit cette nuance; sa colère fit place à une surprise mêlée d'attendrissement. Cette femme hautaine lui était donc moins rude!

— Vous croyez au moins, reprit-il amèrement, que ce titre est le mien? J'aurais pu aussi l'inventer pour m'en parer!

— Non, dit-elle en rougissant un peu et en lui montrant les papiers, j'ai eu la preuve qu'il vous appartient.

— C'est vrai, fit-il avec une ironie triste, il vous faut des preuves.

Qu'on ne puisse vous en donner, et vous ne croyez plus à rien. Si aujourd'hui je vous jurais comme hier soir que je suis innocent. vous ne me croiriez pas davantage.

La marquise hésita. Elle était oppressée et paraissait souffrir. Elle se domina pourtant. — Je crois, répondit-elle, que vous avez réparé par toute une vie de belles actions un moment d'égarement ou d'erreur.

— Et c'est là tout ce que vous croyez?

— Laissons cela, général, et ne me demandez maintenant pas plus que ce que je vous dis.

— Vous pourriez donc me croire un jour? s'écria-t-il.

— Ah! tant pis pour vous, répondit-elle d'un ton véhément et courroucé, vous me pressez trop. Non, jamais je ne croirai qu'un honnête homme consente à se flétrir lui-même d'une accusation infâme.

— Hélas, reprit tristement le général, en ce temps-là, pour mon père et pour moi-même, l'honneur, ce n'était qu'un aveugle dévouement à votre famille.

Les tumultueux sentimens qui s'agitaient en elle avaient accablé Mme de Cireix. Elle se laissa tomber sur une chaise et se cacha le visage dans ses mains; mais les larmes ne jaillirent point de ses yeux. Cette âme forte, aux convictions absolues et rigides, était ébranlée, non vaincue. Son désordre ne se trahissait que par la prostration physique et l'abandon de cette fierté qui lui était si chère, et avec laquelle jusque-là elle n'eût jamais imaginé de compromis possible. Elle discutait avec cet homme et daignait lui répondre. Il n'était plus en son pouvoir de le chasser de sa présence ou de sortir elle-même.

Quand le général la vit ainsi, il s'approcha doucement, et de cette voix dont l'éloquence entraînante est puisée aux sources mêmes du cœur, il lui dit : — Madame, je vous aime si profondément aujourd'hui que je doute presque de vous avoir autant aimée autrefois. Mon affection, mes désirs vers vous étaient alors un rêve si brillant qu'il m'éblouissait. Qu'étais-je en effet? Un enfant du peuple élevé en grand seigneur par un caprice de la fortune et la bonté de ses maîtres. Quand mon père, ce droit et inflexible vieillard, m'a dit : « Adrien, fais ton devoir, » j'ai été précipité du haut de mes chimères dans la réalité. Je me suis vu tel que j'étais, non plus libre, non plus l'homme que je pouvais devenir et que je suis devenu, mais l'humble serviteur de cette famille et taillable par elle, car elle avait sur moi le droit du bienfait et du malheur. J'étais foudroyé sous mon abaissement. Je me suis épouvanté d'avoir osé lever les yeux jusqu'à une fille noble. J'étais le fils de mon

père, et, comme il eût fait, j'ai agi. Voilà toute l'explication de ma conduite, la seule, la vraie.

Mme de Cireix ne répondait pas. Elle pleurait. — Ah! s'écria le général avec transport, vous me croyez enfin.

— Je n'en sais rien, dit-elle avec un sanglot. Je le voudrais. Je ne puis pas encore. Que n'ai-je, continua-t-elle d'une voix basse, plus lente, en montrant les papiers tombés à terre, une preuve comme celle-là!

Le général fut frappé de l'accent de la marquise. Il la regarda. Tous deux restèrent quelques secondes silencieux. Avaient-ils donc une pensée commune qu'ils n'osaient se confier? — Vous parlez de preuve, dit enfin le général. Il y en a peut-être une.

— Laquelle?

— Avez-vous remarqué cette clé pendue à une chaîne d'acier que Charles porte toujours à son cou et à laquelle il parle dans sa folie?

— Si j'ai remarqué cela!

— Une clé dont il ne se dessaisit jamais, n'est-ce pas?

— Jamais on n'a pu la lui ôter.

— Et savez-vous ce qu'elle ouvre?

— Oui, un tiroir de son secrétaire.

— C'est bien cela. Je le connais, moi, ce tiroir. Charles y serrait ses lettres. La preuve est là peut-être.

— Peut-être.

— Il faudrait qu'il nous donnât la clé.

— Oui, il le faudrait... Il vous la donnera peut-être, à vous.

— Essayons.

Elle l'arrêta. — Et si vous n'obteniez rien de lui? Si vous n'aviez point sur lui cette influence que vous n'avez que par instans?

— Oh non! répondit Adrien. Si je n'ai rien pu sur lui quand vous étiez là, c'est que votre présence me remplissait de crainte et de doute, c'est que je vous savais hostile. Maintenant au contraire que vous ne serez plus près de moi en ennemie, je réussirai; je le veux, je le sens.

Ils descendirent précipitamment au salon, sombres, muets, surexcités, unis par une complicité tacite et sachant mal faire, car, si réellement il y avait un secret là où ils le cherchaient, ils allaient tenter par la ruse, au besoin même par la force, de le ravir à un être sans défense.

Le marquis était à sa place ordinaire. Sa femme se posta derrière lui afin de n'en être point vue, car elle savait qu'elle lui faisait peur. Adrien l'aborda de face. L'idiot reçut le général avec des grognemens de plaisir. C'était de bon augure. Adrien se mit à

jouer avec lui comme avec un enfant, à lui sourire, à lui faire de petits gestes gais et badins. L'idiot s'amusait et ripostait de son mieux. Au bout de quelques instans, le général prit la clé entre ses doigts, la fit sauter, la reprit. Le marquis ne résistait pas, mais il surveillait les moindres mouvemens de son ami. C'était, à tout prendre, une horrible chose. Cet homme de guerre, brave et bon, grimaçait, l'angoisse au cœur, la sueur au front. La marquise, le visage altéré, se penchait au-dessus de son mari. L'idiot seul semblait doué de raison. Quant au général, il jouait mal son rôle. Il n'inspirait pas confiance au marquis. Un moment, Adrien posa ses mains près de la petite clé de chaque côté de la chaîne afin de l'enlever prestement. Aussitôt le marquis y appuya également ses mains, un peu plus haut, l'une à droite, l'autre à gauche, tout près de son cou, contre lequel il maintenait ainsi une partie des anneaux. Il fallait en finir ou recommencer. Recommencer, c'était impossible. Le général ne s'en fût pas senti le courage. Il éleva la chaîne en l'air avec une sorte d'insistance suppliante. Le marquis grondait sourdement et ne cédait pas.

— Enlevez-la-lui, s'écria la marquise.

A ces mots, aiguillon terrible qui ne lui permettait plus d'hésiter, le général, debout, dominant de toute sa taille le marquis assis sur son tabouret, donna de bas en haut une rude et violente secousse à la chaîne; mais le marquis, de ses deux mains qu'il rapprocha l'une de l'autre, s'y cramponna avec une telle énergie qu'il fut presque soulevé de son siége. La lutte se continua quelques secondes. La chaîne eût pu casser, mais l'acier était de bonne trempe et tint bon. Enfin et tout d'un coup l'idiot se mit à pousser des cris si rauques et si sauvages, qui avaient si peu de la voix humaine que le général et la marquise s'épouvantèrent. Mme de Cireix défaillante s'appuya au mur, Adrien lâcha prise, et tous deux s'entre-regardèrent avec effarement.

V.

Tout le monde accourut aux cris du marquis. Mme de Cireix et le général, reprenant leurs esprits, prétendirent que cette attaque s'était déclarée sans cause. On alla en toute hâte prévenir le docteur. En arrivant, il trouva le marquis dans d'effroyables crises qui se succédaient à de courts intervalles. Il n'y vit heureusement qu'un phénomène ordinaire à ce genre de maladie. Toutefois l'état du marquis était fort grave. On le coucha, et il fallut le veiller jour et nuit. Mme de Cireix voulut d'abord garder seule son mari; mais le soir même, accablée par tant d'émotions, elle tomba malade et

s'alita. Le général prit alors sa place au chevet de Charles. Pendant huit jours, il ne bougea point d'auprès de lui, ne dormant pas, mangeant à peine, l'étreignant durant ses accès pour qu'il ne se brisât point les membres et, l'accès terminé, s'efforçant avec un soin pieux et repentant de ramener le calme dans cette pauvre âme toute hantée de terreurs et de visions. Il y réussit peu à peu. Souvent, il est vrai, le marquis, tenant ses deux mains sur sa chaîne, regardait le général d'un œil effrayé; mais il y avait entre ces deux hommes une sympathie latente si réelle et si douce qu'elle triompha de la rancune et des défiances de l'idiot. A la façon de l'animal, il comprit que la main qui l'avait blessé le voulait guérir, et il ne s'y opposa point. Les crises s'éloignèrent graduellement, et le matin du huitième jour M. Piard annonça que le marquis était hors de danger.

Ce matin-là, Mme de Cireix, convalescente elle-même, se rencontra près du lit de son mari avec le général. — Vous avez été plus vaillant que moi, lui dit-elle, et vous l'avez sauvé. Merci.

— Il le fallait bien, répondit Adrien. Je lui avais fait tant de mal!

Le marquis dormait paisiblement, ses deux bras étendus le long de son corps. En lui soulevant quelque peu la tête avec précaution, ils eussent pu facilement s'emparer de la chaîne. Cette pensée leur vint naturellement à tous deux, mais ils auraient eu horreur de la mettre à exécution.

— Nous ne recommencerons jamais, n'est-ce pas, mon ami? fit la marquise.

— Oh! non, jamais, répondit Adrien.

— Maintenant, général, j'ai été injuste et cruelle envers vous. Pardonnez-moi. Je tiens pour vrai tout ce que vous m'avez dit. Il ne faut pas que vous songiez à partir tant qu'il y aura quelque péril à le faire, et même, s'il n'y en avait plus, je désire que vous demeuriez, au moins un certain temps.

Elle lui tendit sa main, que le général baisa.

Le changement de Mme de Cireix à l'égard du général fut promptement remarqué. Il était dû sans doute à l'infatigable dévouement de l'officier pendant la maladie du marquis; mais on l'attribua aussi à ses éminentes qualités, qu'une femme supérieure comme la marquise n'avait pu méconnaître plus longtemps. Ce qu'on remarqua également, ce fut la nouvelle physionomie de l'officier, l'aisance de son maintien, la joie intime et profonde qui, malgré ses efforts pour la maîtriser, se révélait par le rayonnement des traits, la franchise du sourire, la limpidité du regard. Libre de la contrainte douloureuse qui pesait sur lui, ce n'était plus le même homme. Il avait singulièrement grandi en noblesse, en autorité. Les enfans eux-mêmes s'en étaient aperçus. La baronne, M. Piard,

l'abbé Muron n'étaient pas éloignés de croire qu'il ne fût d'un grade et d'une position bien plus élevés que ceux qu'il s'était donnés. Aussi ne furent-ils qu'à demi surpris quand la marquise leur fit confidence du titre et du grade d'Adrien. Cette confidence, dans les projets de Mme de Cireix, s'adressait surtout à la baronne. Il s'agissait de la décider à partir pour Paris, où, grâce à ses relations avec la noblesse la plus en faveur, elle pourrait obtenir la grâce du général Berthelot et peut-être sa réintégration dans les cadres de l'armée. L'excellente dame se prêta volontiers à ces vues, car elle aimait le général. Elle partit donc, et aussitôt à Paris se mit en campagne; mais il lui fallait se conduire avec beaucoup de prudence : ses démarches étaient forcément pleines de diplomatie et n'aboutissaient pas vite. Elle donnait de ses nouvelles tous les huit jours, et au bout de deux mois, tout en espérant un résultat heureux, elle ne pouvait encore l'annoncer.

Pour la marquise et le général, ces deux mois s'écoulèrent en plein bonheur. Ils ne se disaient point qu'ils s'aimaient et vivaient dans une secrète entente de cœur et de pensée qui croissait chaque jour. Ils ne retrouvaient plus leurs naïves impressions d'autrefois, mais découvraient avec délices l'un chez l'autre et savouraient dans sa plénitude cette délicatesse exquise des sentimens généreux particulière aux nobles natures, et que les luttes de la vie peuvent seules développer et mûrir. Le véritable amour n'est-il pas d'ailleurs plutôt fait de mélancolie que d'enthousiasme? Respectueuse et discrète chez le général, bienveillante et douce chez la marquise, leur affection était également profonde. Mme de Cireix subissait de plus en plus l'ascendant de cet homme supérieur et ne s'en défendait pas.

Le sombre château avait, lui aussi, changé d'aspect; les arbres élagués n'éborgnaient plus les fenêtres de leurs branches; la grille, dont les dorures avaient été délivrées de la rouille, tournait facilement sur ses gonds; c'était désormais l'élégante entrée d'une demeure seigneuriale. La cour d'honneur, débarrassée de ses herbes parasites et sablée sur les côtés, offrait un pavé sonore où roulait chaque après-midi une voiture légère et où retentissaient les pas des chevaux de selle. Le général, invoquant la santé des enfans et les distractions nécessaires à leur âge, avait décidé Mme de Cireix à une sortie quotidienne. Pendant qu'il l'escortait à cheval avec Estelle et Roger, la fière marquise, enfoncée dans un coin de sa calèche, avait des frémissemens d'orgueil et de tendresse. Avec une coquetterie remplie d'art et de tact, elle avait insensiblement modifié sa toilette. Sans se parer encore, elle était bien loin de ces uniformes et tristes vêtemens qui semblaient la vêtir d'un deuil

éternel. Une fleur, un ruban, un bijou accusait chez elle le réveil de la femme. Ses traits, que n'immobilisait plus un chagrin constant, s'étaient détendus.

Un beau jour, la baronne arriva. Elle avait voulu apporter ses nouvelles. Le général Berthelot était non-seulement gracié et rappelé au service actif, mais nommé au commandement de la subdivision militaire d'un département voisin. — Maintenant, général, lui dit la vieille dame, n'allez pas retomber dans le jacobinisme. J'ai répondu au roi de votre fidélité. D'ailleurs, ajouta-t-elle avec un peu de l'indulgente malice de son jeune âge, la marquise est nourrie de bons principes, et vous voyez que, pour plus de sécurité, je vous ai placé près d'elle.

Quelque temps après, le général se rendait à son poste. Il était bien entendu qu'il viendrait chaque mois passer à Cireix les quelques momens qu'il pourrait dérober au service. Ces jours-là étaient de grands jours au château. On en parlait à l'avance et on se réunissait pour l'instant de l'arrivée. Le général faisait son entrée avec une exactitude militaire dans une berline de poste attelée de quatre chevaux tout ruisselans de sueur. Il saluait la marquise, et tous deux, en se serrant la main, pouvaient savoir à quel point ils étaient heureux; puis les enfans, les hôtes du château s'empressaient autour du comte. Il embrassait Estelle et Roger, donnait de cordiales poignées de main à M. Piard et à l'abbé. Ensuite il allait dire bonjour au marquis de Cireix, qui l'avait aperçu par la fenêtre et qui prenait sa part de la joie commune. Fort triste lors du premier départ du général, au point qu'on avait été inquiet pour sa santé, puis ayant vu revenir son ami, il avait fini par apprécier le temps qui s'écoulait entre ces retours périodiques. Tout au plus donnait-il certains signes de malaise lorsque la visite se trouvait différée de quelques jours. Du reste il se portait très bien, et le docteur pensait qu'il mourrait vieux.

Plusieurs années se succédèrent ainsi. Jamais plus il n'avait été question entre eux du fatal secret. La marquise y pensait-elle? Quelquefois. A moins qu'une conviction absolue, entretenue dix ans par la haine et le désespoir, ne soit mise à néant par des faits irréfutables, on ne passe pas sans d'involontaires et cruelles réserves à la conviction contraire. En dépit des élans de cœur qui nous emportent, de l'éloquence de sentimens qui nous persuade, de la générosité du caractère qui s'indigne, il est des instans funestes où l'habitude du passé nous ressaisit de sa froide étreinte. De loin en loin la marquise doutait. Elle voulait en vain se soustraire au doute; il la poursuivait et ne la quittait plus. Il est vrai que, lorsque le général était là, elle respirait. Cette physionomie si ouverte et si

franche, ces yeux brillans, cette voix assurée, ne pouvaient mentir : il n'était pas coupable; mais, lui parti, le doute revenait. Lasse de le fuir, elle essayait de le conjurer et n'y réussissait pas mieux. Elle se reportait à la scène terrible de la clé. Quel délire les avait donc alors entraînés? Certes la preuve qu'ils cherchaient eût pu se trouver dans ce tiroir; mais y était-elle? Et, s'ils ne l'eussent pas rencontrée, où en seraient-ils, elle et lui? Où en serait ce bonheur qu'elle empoisonnait à plaisir, et qui cependant lui était si cher?

Vers la fin de 1820 se dénoua un singulier procès. Cogniard, un ancien forçat, fut condamné à mort. Quoique commencée depuis longtemps, l'affaire avait traîné en longueur. Il avait fallu confronter l'accusé avec des compagnons de chaîne difficiles à trouver; puis le pourvoi et le recours en grâce avaient pris du temps. D'ailleurs l'histoire de cet homme était extraordinaire. Envoyé très jeune au bagne pour meurtre et pour vol, il s'était évadé au bout de quelques années et avait gagné l'Espagne. Là, dans une gorge déserte, ayant rencontré un officier français, le comte de Sainte-Hélène, il l'avait assassiné. Le hasard faisant qu'il ressemblât à sa victime, il avait imaginé de se donner pour le comte. A l'aide des papiers du mort, de quelques lettres jointes aux papiers et du contenu desquelles il s'était pénétré, grâce surtout à une incroyable audace et à un rare esprit d'intrigue, il réussit à jouer son rôle. En 1815 et pendant les années qui suivirent, des circonstances favorables et son royalisme exalté le portèrent à un grade élevé. Il se parait hardiment de son titre de comte; il était devenu lieutenant-général. Malheureusement pour lui, dans une revue qu'il passait en présence du roi, deux de ses camarades d'autrefois le reconnurent. Ne voulant ou ne pouvant point satisfaire aux demandes insatiables de ces deux hommes, il fut peu de temps après dénoncé par eux. Sa fortune s'était brisée à ce vulgaire écueil. Quoique cette aventure eût fait grand bruit dans toute la France, on ne s'en était que fort peu entretenu au château de Cireix. Ce n'est pas que le docteur ou l'abbé n'en eût parlé; mais, que le général fût ou non présent, la marquise avait toujours laissé tomber ou détourné la conversation. C'était concevable. Quelle que fût la distance du comte Berthelot au comte de Sainte-Hélène, il y avait, meurtre à part, dans les destinées de ces deux hommes de saisissantes et redoutables analogies. Le jour où les feuilles du temps annoncèrent l'exécution de Cogniard, le général et la vieille baronne étaient au château. Mme de Kfili était loquace, et, bien qu'on ne lui donnât pas la réplique, elle s'étendit sur l'événement et sur les étonnantes péripéties de l'époque où l'on vivait. — Eh bien! dit-elle, vous ne savez pas ce que j'ai toujours pensé à l'endroit de ce procès? — Et

elle fit une pause comme pour bien s'assurer de l'attention des convives. Le général et la marquise eurent un pressentiment sinistre; ils échangèrent un coup d'œil plein d'anxiété.

— C'est, reprit la baronne, que ce fameux comte de Sainte-Hélène pourrait bien être le garçon qui m'a autrefois volé mes diamans.

Le général essaya de porter son verre à ses lèvres pour cacher son émotion, mais sa main tremblait tellement qu'il le posa sur la table.

— Quelle idée vous avez là, ma mère! balbutia la marquise.

— Mais pas si étrange, ma fille. Ce garçon, je m'en souviens, était bien de sa personne, avec de l'entregent et de l'usage. Il était capable d'arriver à tout.

Mme de Cireix devint si pâle qu'on s'empressa autour d'elle. Elle prétexta une indisposition et se retira. Le général se mit bientôt à sa recherche et la rencontra couchée à demi sur un banc du parc, le visage dans ses mains et comprimant ses sanglots. Il la fit lever. — Après les six ans que nous venons de passer ensemble, lui dit-il, vous doutez encore que je sois innocent et vous en avez toujours douté. C'est malgré vous, je le sais, mais c'est ainsi.

— Eh bien! oui, répondit-elle, je doute; mais ce n'est pas ma faute, et je vous en demande pardon à deux genoux.

Elle allait s'agenouiller lorsqu'il l'attira vers lui et la serra sur son cœur. — Oui, fit-il avec une indicible tristesse, vous êtes de ceux qui ont besoin de voir et de toucher pour croire. Hélas! puisse Dieu ne jamais vous punir!

Il la ramena au château, et rien, par la suite, ne parut changé dans leur manière d'être. Le général revenait chaque mois comme à son ordinaire; seulement il était sombre ou d'une gaîté bruyante et factice. Il cherchait à ne point penser. Mme de Cireix, craintive et soumise, redoutant de l'avoir à jamais offensé, se hasardait à peine à lever les yeux sur lui. C'en était fait de ces joies douces et timides, confiantes pourtant, qui les avaient si longtemps bercés. Ils s'aimaient follement et ne savaient plus même se le laisser deviner. Un jour, quelques mois plus tard, ils venaient de faire une longue promenade, préoccupés et silencieux. Le général semblait avoir reçu quelque nouvelle dont il hésitait à informer la marquise, et Mme de Cireix n'osait le questionner.—Mon amie, dit-il enfin, nous sommes malheureux tous deux; il faut nous séparer.

— Ah! s'écria-t-elle avec des larmes dans la voix, c'est bien ce que j'avais prévu.

— Il le faut, reprit-il. Au moins nous ne souffrirons pas l'un par l'autre, mais par des circonstances indépendantes de notre volonté,

et nous puiserons dans l'absence les forces nécessaires, vous pour obtenir la foi qui vous manque, moi le courage que je n'ai plus. D'ailleurs, continua-t-il en s'efforçant de sourire, nous ne nous quitterons pas pour longtemps.

— Où allez-vous donc?

— En Espagne. La guerre est décidée, et la campagne ne tardera pas à s'ouvrir. Comme je connais le pays, on m'a proposé de partir en avant, et j'ai accepté.

— Et si vous étiez tué? dit-elle en pâlissant.

— Est-ce qu'on est tué! fit le général en haussant les épaules. Si c'était comme autrefois, je ne dis pas, quoique j'aie fait cinq ans la guerre en Espagne sans attraper une égratignure; mais aujourd'hui on ne se battra même pas : ce sera une simple promenade militaire.

— Partez donc, dit la marquise. Aussi bien, vous avez peut-être raison; mais soyez prudent et revenez vite. Et surtout, murmura-t-elle, surtout que Dieu me protége!

VI.

La guerre d'Espagne ne devait commencer réellement qu'au printemps de 1823; mais le général était parti plus d'une année à l'avance avec une mission presque diplomatique, tant pour se rendre compte de l'état des esprits que pour étudier les ressources du pays. Pendant cette année, les craintes de Mme de Cireix pour l'homme qu'elle aimait ne pouvaient être sérieuses. La guerre n'était pas encore déclarée. La marquise eut bientôt d'ailleurs dans la santé de son mari un sujet d'inquiétudes très graves. Depuis le jour où le général avait été recueilli au château et pendant les années qui avaient suivi, la vie si incomplète du marquis s'était éclairée de quelques lueurs, non de raison, mais de sentiment. Il s'apercevait de l'arrivée et du départ de son ami, supputait la durée de ses absences, et, selon le cas, manifestait à sa façon sa joie ou son chagrin. Quand le général fut parti et qu'au bout d'un mois il ne le vit pas revenir, il donna des signes d'extrême agitation. Les mois suivans, cette agitation devint douloureuse et dégénéra enfin en une tristesse morne et concentrée. La seule affection que le marquis pût comprendre, et sur laquelle il s'était habitué à compter, lui faisait défaut. L'idiot dépérissait visiblement, quoique avec lenteur. Il n'avait pas de crise, car sans doute le chagrin qui le minait consumait ses forces au jour le jour; il en vint à refuser ses alimens, ne s'occupa plus de ses images et demeura immobile sur son tabouret, regardant toujours par la fenêtre, jetant de loin en loin un petit

cri plaintif et les mains si obstinément fermées que les ongles lui entraient dans la chair. On avait beaucoup de peine à les lui ouvrir pour laver les plaies, et il geignait alors comme un enfant. Tout le monde le soignait, et Mme de Cireix était la première à son poste. On ne put bientôt plus se faire illusion sur sa fin prochaine, et en effet un matin du milieu de l'été de 1823 on le trouva mort dans son lit. Pendant qu'on s'attristait ou qu'on pleurait autour de lui, Mme de Cireix, les yeux secs, réprimait mal une impatience fébrile. Quand on l'ensevelit, elle s'empara de la chaîne en acier et de la petite clé qu'il portait au cou, puis le lendemain, tandis que se faisaient les funérailles, elle profita de ce que le château était désert pour aller dans la chambre de son mari. Elle avait voulu être seule afin qu'à ce moment suprême où son sort se déciderait, nul ne pût lire dans son âme ou sur ses traits. Elle ouvrit le tiroir d'une main tremblante. D'abord elle n'aperçut rien, et il lui parut vide. La marquise se sentit défaillir. Elle amena violemment le tiroir à elle. Alors, tout au fond, elle vit une lettre et se jeta dessus. Il y avait sur une grande enveloppe : « A n'ouvrir qu'après ma mort. » On lisait plus bas : « A Mme la marquise de Cireix. » Ce devait être cela. Elle décacheta la lettre.

« Madame, écrivait Charles, je vous aime, et vous ne m'aimez pas. Je crois que le chagrin et d'affreux remords qui me tourmentent abrégeront ma vie. J'écris ceci pour que vous rendiez justice après ma mort au malheureux que vous aimiez sans doute et qui s'est sacrifié pour moi. Adrien est innocent du vol dont il s'est accusé. » Venait ensuite un récit conforme de point en point à celui que le général avait fait à la marquise. Mme de Cireix ne douta plus. Elle avait entre les mains cette preuve évidente, palpable, qu'elle avait si longtemps demandée. Il se fit en elle un grand apaisement. Elle goûta toutes les joies triomphantes de la certitude, et pour la première fois son cœur altier, dévoré jusque-là de tant d'inquiétudes, put battre sans crainte. L'homme qui l'aimait était digne d'elle. Quant au marquis, elle n'eut pas pour lui un instant de pitié. Loin de là, elle ressentit de la haine. N'était-il pas l'auteur de tout le mal et ne le réparait-il pas lâchement, comme il l'avait commis, au seul moment de sa mort, après avoir infligé vingt ans de douleur à ses victimes? Aussi, quand on avertit Mme de Cireix que les personnes qui avaient accompagné le marquis à sa dernière demeure voulaient lui présenter leurs complimens de condoléance, elle refusa de les recevoir. Elle eût mal dissimulé devant eux le peu de regrets qu'elle éprouvait. Elle se trahit même devant ses enfans. Ils vinrent, tout remués encore par la cérémonie, se jeter en pleurant dans ses bras; mais elle les ac-

cueillit avec indifférence et se hâta de les quitter pour écrire au général.

L'armée française, après de faciles succès, traversait alors l'Espagne pour aller assiéger Cadix, où les cortès et le roi Ferdinand VII, qu'elles retenaient captif, s'étaient réfugiés. La ville ne pouvait tarder à être prise. La marquise, après avoir informé le général de la mort de Charles et de ce qui avait suivi, le pressait de revenir. Elle écrivait avec la fièvre; elle avait peur. Elle redoutait pour lui les dangers de l'assaut. Il en avait assez fait dans sa vie comme soldat. Elle ne composait même pas avec les exigences de sa réputation militaire. Il fallait qu'il revînt, coûte que coûte. Sans lui dévoiler entièrement, par une sorte de convenance, les projets qu'elle formait pour leur bonheur à venir, elle les lui laissait entrevoir. — Cette lettre écrite et envoyée, elle se sentit plus calme et reprit dès le lendemain sa vie habituelle avec une paix et une sorte d'enjouement qu'on ne lui avait jamais vus. Cependant la réponse ne venait pas. Elle avait reçu deux lettres du général, mais antérieures à celle qu'elle lui avait écrite. Elle commença de s'inquiéter; bientôt elle ne put même plus cacher son trouble à ses vieux amis le docteur et l'abbé. Une fois, au mois de septembre, le docteur, un peu alarmé de son état d'excitation nerveuse, lui conseillait de se soigner. — Ah! lui répondit-elle, quand je pense qu'il y a huit ans à pareil jour il est tombé tout sanglant contre cette grille! — Il y avait chez cette femme, jusque-là si ferme et d'un caractère si viril, une tardive et puissante explosion de tendresse et de séve. De son côté, l'abbé Muron s'effrayait. La religion condamne ces manifestations trop vives et ce tumulte de l'âme. — Ne me grondez pas, mon cher abbé, lui dit-elle. Jamais je n'ai été plus à Dieu qu'à présent. J'ai tant besoin de croire à sa bonté!

Cependant le temps s'écoulait. On était à la fin d'octobre, et l'armée avait dû attaquer les hauteurs du Trocadero, qui défendent Cadix. D'un jour à l'autre, on s'attendait à la prise ou à la reddition de la ville. La marquise n'avait point reçu de réponse du général. Elle était à bout de patience, et de sombres pressentimens l'assiégeaient. Une après-midi, selon son habitude, elle était allée sur la route attendre le courrier: elle aperçut M. Piard et l'abbé Muron, et il lui sembla qu'à sa vue tous deux s'étaient un instant arrêtés comme en suspens. Ils étaient trop loin pour qu'elle pût lire sur leur physionomie; mais leur contenance lui parut accablée, leur démarche hâtive et lente à la fois. L'abbé tenait des papiers à la main. A coup sûr, c'étaient des nouvelles; mais lesquelles? Elle voulut aller au-devant d'eux et n'en eut pas la force. Quand ils ne furent plus qu'à quelques pas, elle devina un malheur.

— Madame, dit l'abbé, le général m'a écrit. Il est blessé grièvement, très grièvement.

— Ah! s'écria-t-elle, il est mort.

Le prêtre et le médecin ne répondirent que par leur silence.

— Mais, reprit doucement l'abbé, avec ma lettre il y en a une pour vous. La voici.

La marquise, toute défaillante, la prit, l'ouvrit et la lut à demi-voix, de sorte que les deux hommes purent entendre.

« Mon amie, disait le général, je viens d'être mortellement blessé. Lorsque je ne serai plus, cette lettre partira. Je l'adresse à notre bon abbé, afin que la nouvelle de ma mort, vous arrivant par lui, vous soit moins pénible. Ayez du courage. Je meurs heureux, car je sais enfin que je suis aimé de vous et qu'à vos yeux j'ai le droit de l'être. Votre lettre a couru partout après moi. Je ne l'ai reçue que quelques heures avant l'attaque. Je l'avais sur mon cœur quand j'ai été frappé. Aussi mon bonheur était trop grand, et tout bonheur se paie. Pleurez-moi et ne m'oubliez pas. Je vous aime tant! Adieu, je ne puis plus écrire. »

Mme de Cireix laissa tomber ses bras, pencha la tête, et deux grosses larmes roulèrent sur ses joues.

— Madame la marquise, fit l'abbé, soyez chrétienne. Ayez l'espérance, ayez la foi.

— Ah! répondit-elle avec une amertume navrante, vous avez raison, l'abbé. C'est la foi qui m'a toujours manqué. Docteur, reprit-elle en se tournant vers M. Piard, donnez-moi le bras. Je ne pourrais peut-être pas rentrer seule chez moi. Et venez demain matin, j'ai un service à vous demander.

Elle ne vit pas ses enfans et s'enferma dans sa chambre. Le lendemain matin, à l'heure du déjeuner, Estelle et Roger, M. Piard et l'abbé attendaient la marquise avec une anxiété cruelle. Quand elle entra, ils furent saisis de stupeur; Mme de Cireix avait repris ses vêtemens noirs et sa glaciale impassibilité d'autrefois. Elle s'assit, adressa quelques mots à chacun, mangea même un peu. Personne ne parla du général. En se levant de table, la marquise retint Estelle et Roger. — Mes enfans, leur dit-elle, vous êtes assez grands pour ne point demeurer plus longtemps à Cireix; le séjour d'ailleurs vous en serait mauvais. Vous partirez donc aujourd'hui même pour Paris, où M. Piard veut bien vous conduire, et vous y vivrez auprès de votre grand'mère.

Les jeunes gens se turent et s'inclinèrent en signe d'obéissance.

A quatre heures du soir, une berline de poste, toute disposée pour le voyage, s'arrêtait à la grille; Estelle et Roger prirent congé de leur mère. La marquise embrassa Estelle. — Ma fille, lui dit-

elle, vous êtes en âge de vous établir, et j'écris en ce sens à la baronne. Du reste vous êtes tout à fait libre ; mais, si j'ai un conseil à vous donner, n'épousez que l'homme que vous aimerez.

Roger lui baisait alors la main. — Quant à vous, monsieur le marquis, fit-elle, tâchez d'être un loyal gentilhomme.

Le jeune homme offensé se redressa brusquement; mais il vit un tel éclair dans l'œil de sa mère qu'il n'osa dire un mot.

La berline partit. Quand elle eut disparu à l'angle de la route, la marquise jeta autour d'elle un morne regard. — Seule, seule au monde! dit-elle. Je n'ai eu qu'une affection dans ma vie, et je l'ai perdue par ma faute; mais du moins, pauvre et cher Adrien, je resterai avec ton souvenir, dont rien ne me distraira, aux lieux où nous nous sommes aimés, où nous aurions pu nous tant aimer.

A partir de cette époque, Mme de Cireix vécut dans l'isolement le plus complet; elle ne reçut même plus l'abbé Muron ni le docteur Piard. De temps en temps ils venaient demander de ses nouvelles; alors elle les faisait remercier de l'intérêt qu'ils voulaient bien lui porter. Une fois par an seulement, Estelle et Roger, accompagnés de la vieille baronne de Kfili, toujours ingambe, venaient présenter leurs devoirs à leur mère. La visite était courte, la marquise et ses enfans l'abrégeaient d'un accord tacite.

La baronne s'affligeait, il est vrai, de voir sa fille dans un pareil état de réclusion et de tristesse; mais elle avait peur de mourir dès qu'elle s'ennuyait, et elle s'ennuyait horriblement à Cireix. Elle partait donc au plus vite. Quant au château, il était d'une apparence encore plus désolée qu'autrefois. Ce deuil des choses plaisait à la marquise; il était en harmonie avec celui de son cœur. Pendant la belle saison, en automne surtout, elle se promenait souvent sous les arbres touffus de la cour d'honneur, devant la grille. Si quelque voyageur étranger au pays passait alors sur la route, il s'arrêtait tout surpris à la vue de cette femme de haute taille, aux vêtemens noirs, aux traits durs, à la pâleur éclatante, et, avisant quelque paysan, lui demandait qui elle était. — C'est la grande marquise, lui répondait-on.

HENRI RIVIÈRE.

DE

L'INSTRUCTION DU PEUPLE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

II.

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'ENSEIGNEMENT.

L'ANGLETERRE ET LES COLONIES ANGLAISES.

On a vu au prix de quels sacrifices d'argent et de quels efforts persévérans, éclairés, unanimes, les États-Unis sont parvenus à organiser un bon enseignement pour le peuple (1). Il faut maintenant observer l'instruction populaire dans les autres sociétés qui représentent la civilisation moderne, et l'on doit s'attendre à l'y trouver établie sous des formes bien différentes. Ici une première objection se présente, qu'il importe d'indiquer, de discuter même avant d'aborder ce nouveau côté du sujet. Est-il juste, est-il utile que les pouvoirs publics, agissant au moyen de l'impôt, — état ou commune, pouvoir central ou administration locale, — interviennent dans l'instruction? A cette question deux groupes d'hommes dont le nombre, il faut l'avouer, tend à s'accroître depuis quelque temps ont nettement répondu que cette intervention n'était pas seulement inutile, qu'elle était nuisible. Ce sont d'une part des économistes *à outrance* qui croient résoudre tous les problèmes d'orga-

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1865.

nisation sociale par le monotone refrain du *laissez faire;* d'autre part, des catholiques rétrogrades qui ne voient de salut pour la société que dans une soumission complète à l'église, et que l'on s'habitue à nommer cléricaux. Les premiers, considérant la société comme émancipée et l'individu comme majeur, repoussent tout ce qui peut contrarier l'action, selon eux souveraine, de la concurrence; les seconds regardent l'état comme incapable de professer des doctrines, puisqu'il n'a et ne peut avoir, selon eux, ni certitude, ni religion, ni science. Quelque spécieuses que paraissent ces objections des libéraux extrêmes et des catholiques théocrates, on peut y répondre et on y a souvent répondu.

La mission essentielle de l'état est, il est vrai, de faire respecter la justice, c'est-à-dire de garantir à chacun la jouissance libre, entière de ses droits; mais lorsqu'on prétend que l'état n'a rien à enseigner parce qu'il n'a pas de doctrines, on se trompe. Tout état repose sur certaines doctrines, et de fait il les enseigne dans chacun de ses actes. Le législateur promulgue-t-il une constitution, il formule par cela même une théorie de droit constitutionnel, et cette théorie, il la rend obligatoire. Décrète-t-il un code pénal, il ne le peut faire sans distinguer le bien du mal et sans proclamer des doctrines morales, puisqu'il établit une échelle de peines graduée d'après la perversité des violations de ces lois morales. Rédige-t-il un code civil, il tranche les questions les plus délicates touchant la propriété, l'hérédité, les obligations, la durée des droits, la prescription. Dans ce cas encore, il enseigne; il fait plus, il force chacun à respecter son enseignement et à le mettre en pratique. La société humaine s'appuie donc sur un certain nombre de principes considérés comme incontestables et appliqués comme tels. Ces principes forment la base de la législation civile, pénale et politique. L'état les affirme dans ses assemblées, dans ses tribunaux, jusque sur l'échafaud même, et le seul lieu où il ne pourrait les enseigner, ce serait l'école! L'état n'est pas infaillible sans doute, mais en résulte-t-il qu'il ne doive ni légiférer ni punir? Il peut se tromper sur la notion de la propriété : doit-il amnistier le vol? La polygamie n'a pas toujours été et n'est pas encore partout un crime : on n'en frappe pas moins le bigame. Quoique sujet à l'erreur, le législateur édicte la loi et en impose le respect, parce qu'il faut bien que l'ordre social subsiste. C'est en vain qu'on le conteste : tant qu'il y aura parmi les hommes un pouvoir, ce pouvoir proclamera des doctrines, et, qui plus est, il les appliquera.

Qu'on resserre la mission de l'état dans les bornes les plus étroites, toujours accordera-t-on qu'il doit au moins protéger les personnes et les propriétés. Or quel danger les menace plus que l'ignorance

grossière des classes inférieures, d'où naissent le désordre, la misère et le crime? Pour assurer le maintien de l'ordre et le respect du droit, il faut donc répandre les lumières. Supprimez l'école, il ne reste plus comme moyen d'ordre que la prison et l'échafaud. Si l'état n'instruit plus, il faut qu'il effraie. On n'a que le choix entre le bourreau et le maître d'école. Jadis l'état n'employait que le premier; bientôt peut-être il n'emploiera plus que le second. Eh quoi! la société aurait le droit de punir celui qui viole ses lois, et elle n'aurait point celui de les enseigner, de les faire comprendre à tous? Elle pourrait payer certains fonctionnaires pour condamner et poursuivre ceux qui portent atteinte à ses institutions, et il lui serait interdit d'en payer d'autres pour expliquer quelles elles sont? Obligée d'entretenir des gendarmes, il lui serait défendu de rétribuer des instituteurs? Non, ce serait trop absurde : comme l'a dit Macaulay en un mot qui résume tout ce débat, celui qui a le droit de pendre a le droit d'enseigner.

Le rapport de cause à effet qui relie l'ignorance à la criminalité est maintenant un fait démontré par les chiffres exacts de la statistique. A mesure que l'enseignement a fait des progrès dans un pays, le nombre des délits a diminué (1); donc tout l'argent employé à bâtir des écoles sera épargné à bâtir des prisons. Mais une fois ce point établi que l'état a le droit d'enseigner et qu'il en a la capacité, il n'en résulte pas encore qu'il soit opportun et nécessaire qu'il enseigne, car on peut prétendre que la liberté et l'initiative individuelle fourniront une instruction meilleure que l'enseignement officiel. C'est donc ce second point qu'il faut examiner maintenant, et comme il s'agit ici d'une question de fait, c'est par l'examen des faits qu'il faudra la décider.

(1) L'intéressant rapport de M. Duruy sur l'instruction primaire en France donne à ce sujet des chiffres concluans. Ainsi le nombre total des accusés pour crime âgés de moins de vingt et un ans, qui avait diminué seulement de 235 de la période décennale 1828-1836 à la période décennale 1838-1847, a décru de 4,152, c'est-à-dire presque dix-huit fois plus, de la période 1838-1847 à la période 1853-1862. En 1847, on comptait 115 jeunes gens de moins de seize ans traduits en cour d'assises; en 1862, il n'y en eut que 44. En Allemagne, en Prusse, à mesure que l'enseignement s'améliore et se répand, le nombre des crimes diminue. Dans les prisons de Vaud, de Neufchatel, de Zurich, il y a 1 ou 2 détenus; souvent elles sont vides. Dans le pays de Bade, où depuis trente ans on a beaucoup fait pour l'instruction du peuple, de 1854 à 1861 le nombre des prisonniers est tombé de 1,426 à 691; aussi supprime-t-on des prisons. La Bavière, tristement fameuse par le nombre des naissances illégitimes, en voit enfin diminuer le chiffre humiliant.

I.

M. Guizot a résumé en quelques mots décisifs l'expérience du passé à ce sujet. « Jamais, dit-il, dans un grand pays, un grand changement, une amélioration considérable dans le système de l'éducation nationale n'a été l'œuvre de l'industrie particulière. Il y faut un détachement de tout intérêt personnel, une élévation de vues, un ensemble, une permanence d'action qu'elle ne saurait atteindre. » Rien n'est plus vrai, et la nécessité de l'intervention de l'état n'est pas près de finir. Tant qu'il y aura d'un côté des hommes assez grossiers pour ne désirer l'instruction ni pour eux ni pour leurs enfans, et de l'autre des hommes qui croient avoir intérêt à prolonger l'ignorance pour cacher les abus dont ils vivent, les efforts des particuliers seront absolument insuffisans. — Mais, disent les représentans des églises établies en France, en Angleterre, en Italie et partout, ce que ne peuvent faire les individus, nous le ferons. Nous constituons des corps puissans et durables; notre influence sur le peuple est grande, et les ressources dont nous disposons sont en proportion. Nous avons la permanence, l'élévation des vues, le détachement de l'intérêt individuel. Nos doctrines sont consacrées par la vénération séculaire des nations; nous leur apportons à la fois les connaissances profanes et l'instruction religieuse, des lumières pour faire son chemin en ce monde et son salut dans l'autre. Notre enseignement est une garantie contre l'immoralité et les révolutions : formés par nous, les hommes sont plus vertueux et plus dociles; les gouverner devient facile, et leur bonheur est assuré. Avec la non-intervention de l'état et la liberté, l'instruction sera mise à la portée de tous; ce sera notre œuvre, nous en répondons.

A propos de ces discours sans cesse répétés, nous ne ferons pas ici le procès aux églises établies, nous ne leur demanderons pas si, en invoquant aujourd'hui la liberté, elles n'ont pas pour but de préparer les âmes à subir leur despotisme. Il s'agit seulement de voir si en effet, en l'absence de l'intervention des pouvoirs publics, elles ont réussi à organiser pour le peuple des moyens d'instruction suffisans et à l'éclairer.

Autrefois ce régime de non-intervention qu'on nous vante aujourd'hui était en vigueur : l'état ne s'occupait point de l'enseignement du peuple par la raison très simple qu'il croyait inutile et même dangereux de l'instruire, non sans motif peut-être. L'église était seule chargée de dissiper les ténèbres épaisses qui pesaient sur la classe inférieure. Or pour y parvenir qu'a-t-elle fait? Dans

un des chapitres de son beau livre de *l'École*, M. Jules Simon en a fait le compte, et il a montré combien l'ignorance était générale : un ouvrier, un paysan, un soldat même qui sût lire était une rare exception. L'état représenté par Charlemagne avait ouvert des écoles; elles tombèrent sous la féodalité, et pendant mille ans l'église a fait bien peu d'efforts pour les rouvrir. Voilà donc une expérience dix fois séculaire. Est-elle assez longue pour être concluante? Non, dit-on; cette expérience faite sous l'ancien régime ne prouve rien, car alors nul ne pensait qu'il fût nécessaire d'instruire ces animaux grattant la terre dont parle La Bruyère. On ne peut reprocher à l'église de n'avoir pas donné d'enseignement à ceux qu'on croyait voués à une inévitable et salutaire ignorance. Soit, admettons cette excuse; transportons-nous donc à l'époque actuelle et dans un pays où l'église a toujours été maîtresse absolue et où une enquête récente a pu faire apprécier à leur juste valeur les résultats obtenus.

Dans le royaume de Naples, les anciens gouvernemens avaient livré l'instruction de tous les degrés à la direction souveraine du clergé. Les membres de la commission supérieure de l'enseignement étaient des dignitaires de l'église ou des personnes affiliées à quelque congrégation religieuse. L'instruction secondaire était aux mains des jésuites, et c'étaient les ordres monastiques qui fournissaient presque tous les maîtres aux écoles primaires. Si maintenant nous recherchons dans un excellent rapport du ministre du royaume d'Italie, M. Natoli, quels fruits avaient donnés les travaux et les efforts des corporations religieuses, voici ce que nous trouvons. Dans les Deux-Siciles, la moyenne des personnes sachant lire et écrire ne s'élevait pas à 1 sur 10! Dans la Basilicate, sur 1,000 habitans, 912 étaient complétement illettrés. Dans les autres provinces, les Calabres, les Abruzzes, la Sicile, la proportion était de 900 sur 1,000. Chez les femmes, l'ignorance était la règle générale : à peine 2 sur 100 savaient lire et écrire, et encore comment le savaient-elles? Ce chiffre est effrayant quand on songe que les femmes de la bourgeoisie sont comprises dans le calcul, et on peut en conclure que dans les campagnes on ne rencontrait pas une femme du peuple ayant reçu les premières notions de l'instruction élémentaire. Quand on a sondé ainsi jusqu'au fond l'étendue de cette opaque ignorance, on ne s'étonne plus que ces provinces si favorisées de la nature, douées d'un sol fertile et du plus beau climat, habitées par une race intelligente, soient pauvres, et que la seule industrie prospère y ait été celle du brigandage. L'homme sans instruction est un puissant agent de désordre et un détestable instrument de production. Imprévoyant, incapable de se procurer de l'aisance par un

travail bien conduit, il est toujours prêt à quitter l'outil ou la bêche pour prendre le fusil et à exploiter la grande route plutôt que la terre.

L'histoire de l'enseignement primaire au Portugal nous offre un exemple plus décisif encore. Dans ce pays, comme chez les autres nations catholiques, l'église seule était jadis chargée d'instruire le peuple. Or au XVIIIe siècle, quand le ministre Pombal, éclairé sur les besoins de la société nouvelle, voulut se rendre compte de l'état de l'instruction populaire, il trouva une ignorance profonde et générale. En 1772, il forma le projet de doter chaque commune d'une école; il en fit ouvrir immédiatement 400, et il établit même sur le vin et l'eau-de-vie un impôt spécial appelé *subside littéraire*, faisant ainsi, par une combinaison originale et juste, contribuer les consommateurs de spiritueux au progrès des lumières, afin que le vice payât lui-même le remède qui devait l'extirper. L'impôt demeura, comme toujours et partout, mais les écoles qu'avait ouvertes Pombal disparurent après sa chute. En 1807, on comptait dans les écoles primaires 24,000 élèves seulement; après les désastreuses guerres de l'empire et la réaction absolutiste et cléricale qui les suivit, ce chiffre se réduisit à 8,000, ce qui signifie qu'il y avait 3 élèves par 1,000 habitans : autant dire que l'enseignement primaire était réduit à rien. Voilà donc le magnifique résultat obtenu par l'initiative individuelle combinée avec les efforts du clergé et des ordres religieux! Après le triomphe des idées libérales en 1834 et l'établissement du régime constitutionnel, la législature portugaise comprit qu'il était urgent de s'occuper de l'instruction publique. Une loi fut votée en 1836, successivement amendée et complétée par les lois et arrêtés du 20 septembre 1844, 20 décembre 1850 et 1er janvier 1851. Par une réaction qu'expliquent les abus du passé, l'école a été complétement soustraite à l'influence de l'église. La sécularisation a été radicale. Le prêtre n'entre dans l'école ni pour l'inspecter ni même pour y donner l'instruction religieuse. Grâce à l'intervention de l'état, le nombre des élèves s'accrut rapidement. En 1855, le chiffre des écoles primaires s'élevait en tout à 1,319, dont 1,189 entretenues par l'état, 33 par les communes et 48 par des particuliers ou des associations charitables. Le nombre des élèves était de 36,465, dont 1,906 filles, pour 3,844,000 âmes. Ce sont là encore, il faut bien l'avouer, des résultats désolans, car cela ne fait qu'une école par trois paroisses d'une superficie moyenne de 74 kilomètres carrés et par 3,000 habitans, et un écolier par 85 habitans. Cette situation déplorable tient à diverses causes dont les trois principales sont l'apathie invétérée et héréditaire des habitans, la place trop petite faite à l'initiative

des administrations locales et l'opposition du clergé à une organisation d'où il est exclu. Sans examiner ce point, un fait du moins est certain : tant que l'église a été seule chargée de l'instruction populaire, celle-ci a été littéralement nulle, et si elle ne fait pas plus de progrès depuis que l'état s'en occupe, c'est par suite surtout de l'hostilité du clergé. Lorsqu'il a été le maître absolu, il n'a rien fait, et maintenant qu'il a cessé de l'être, il empêche les autres de faire mieux que lui.

Mais les adversaires de l'intervention de l'état en matière d'instruction ne se rendront peut-être pas encore. Le royaume de Naples, diront certains d'entre eux, est un pays catholique. Or le clergé, de qui dépendait l'enseignement, n'avait aucun intérêt à le répandre. Pourvu que le peuple allât à la messe, à la communion et obéît au curé, celui-ci se déclarait satisfait. La lecture était à ses yeux une science sans utilité et non sans danger, car elle conduit souvent à l'hérésie : la réforme est née en même temps que l'imprimerie. D'ailleurs à Naples, sur cette terre classique du despotisme, l'initiative de l'individu étant nulle, la liberté ne pouvait porter ses fruits ordinaires, et quant au Portugal, les conditions de l'épreuve n'étaient guère plus favorables. Soit encore. Prenons donc le pays par excellence de la liberté et de l'initiative individuelle, l'Angleterre.

Voici une nation où la richesse abonde et où les particuliers sont habitués à de grands sacrifices pour des objets d'intérêt général, où différentes communions se disputent l'empire des âmes, et où chacune d'elles a intérêt à fonder des écoles pour s'en emparer. Le protestantisme, mettant la Bible entre les mains des fidèles, fait de la lecture une nécessité pour tous. Depuis longtemps, il s'est établi des associations puissantes et rivales pour rétribuer des instituteurs et répandre l'instruction dans le peuple. Par conséquent, ce pays remplissait mieux qu'aucun autre toutes les conditions propres à faire réussir le régime de non-intervention qu'on préconise. Or ici encore l'expérience a été malheureuse, et l'initiative des individus, fortifiée par l'association sous toutes ses formes, s'est montrée impuissante à procurer au peuple les moyens de s'instruire. Au moment où l'état s'est vu forcé d'intervenir, les enquêtes officielles ont montré que l'enseignement était détestable et l'ignorance extrême.

La première enquête, faite en 1803, constata une situation déplorable. L'on ne trouva que 1 enfant fréquentant les écoles sur 1,712 habitans. L'état s'était abstenu, l'église anglicane au XVIIIe siècle s'était très peu occupée d'éclairer le peuple, et les classes riches n'avaient pas encore compris que contribuer à amé-

liorer le sort des classes inférieures est un de leurs devoirs. Une nouvelle enquête ouverte en 1818 ne révéla guère de progrès. Les grandes guerres continentales avaient absorbé toutes les ressources et toute l'attention du pays. C'était beaucoup déjà cependant que d'essayer de voir clair dans une question qui ailleurs ne préoccupait point encore beaucoup les hommes d'état. En 1833, nouvelle enquête; cette fois on découvrit une certaine amélioration. Environ 13 pour 100 des enfans allaient à l'école, mais celle-ci était généralement plus que médiocre, et le nombre des élèves qui y apprenaient à lire et à écrire couramment était très restreint. Enfin en 1833 le parti de la réforme, à la tête duquel se trouvaient lord Brougham et John Russell, parvint à faire adopter par le parlement le principe si passionnément contesté de l'intervention de l'état en matière d'enseignement primaire. Une somme de 20,000 livres sterling fut votée afin de venir en aide à la construction des bâtimens d'école. Pour ne point irriter encore plus les rivalités religieuses déjà si excitées sur cette question, on répartit également le travail entre les deux grandes sociétés d'éducation, la *National Society* et la *British and foreign Society*. Depuis 1833, les subsides accordés par le gouvernement ont été sans cesse en augmentant, et ils s'élèvent maintenant à 20 millions de francs par an: néanmoins les résultats sont encore loin d'être satisfaisans. Voici en quels termes M. Stuart Mill appréciait, il y a quelques années, la situation de l'enseignement primaire dans son pays : « L'instruction donnée en Angleterre au moyen des souscriptions volontaires a été tellement discutée en ces derniers temps qu'il est inutile d'en faire la critique détaillée. Je dirai seulement que, comme quantité, elle est et sera longtemps encore insuffisante, tandis qu'en qualité, quoiqu'il y ait tendance à l'amélioration, elle n'est jamais bonne que par accident et en général si mauvaise qu'elle n'a guère de l'instruction que le nom. » La tendance à l'amélioration dont parle M. Stuart Mill date du jour de l'intervention de l'état et a été en proportion de celle-ci. Tout ce qui concerne cette intervention a été réglé par la loi de 1847, amendée en 1862. Aujourd'hui toute école qui dépend de l'une des principales communions obtient un subside, à la condition qu'elle se soumette à l'inspection officielle et qu'elle offre des garanties suffisantes de capacité chez l'instituteur, de moralité et d'instruction chez les élèves. Les grandes sociétés d'écoles, la société de l'église établie (*National Society*), la société britannique et étrangère (*British and foreign Society*), la société wesleyenne (*Wesleyan education Committee*) et la société catholique continuent à entretenir la plupart des établissemens d'instruction primaire; mais, s'étant soumises à l'inspection officielle, elles prennent part

aux subsides de l'état dans la proportion de 8 shillings par an et par enfant qui a satisfait à l'examen et qui a fréquenté régulièrement l'école. Les institutions fondées par les particuliers ont les mêmes droits en se soumettant aux mêmes obligations.

Autrefois l'Angleterre manquait d'établissemens pour former des instituteurs capables de remplir convenablement leur importante mission. Il n'y avait que deux écoles normales dignes de ce nom, celles de Battersea et de Borough-Road (1), et encore ont-elles langui aussi longtemps qu'elles n'ont eu à compter que sur les contributions volontaires. Il existe aujourd'hui 34 écoles normales en Angleterre et dans le pays de Galles. Le subside parlementaire couvre 60 pour 100 des frais, et c'est grâce à ce secours que la plupart se sont fondées et se soutiennent (2). Au centre siége le conseil privé de l'éducation, constitué en vertu d'une patente royale en 1839. Ce conseil ne peut agir sur les établissemens privés et contribuer au développement de l'instruction que par les subsides qu'il accorde pour aider à construire des écoles et à payer ou encourager les maîtres. Les inspecteurs, qu'il nomme de concert avec les autorités ecclésiastiques des différentes communions, lui permettent de contrôler l'emploi des fonds qu'il accorde et de constater les progrès accomplis, mais non de diriger ou d'améliorer l'enseignement. Le seul moyen de contrainte dont il dispose est le retrait de son concours pécuniaire. Pour chaque école qu'il admet à participer au subside parlementaire, il faut un contrat dont les conditions sont librement débattues entre les fondateurs et le conseil. L'état agit donc par voie de bienfaits, non par voie d'autorité. Il intervient comme un philanthrope opulent qui conseille et secourt, non comme un souverain qui commande et impose.

On le voit, le système anglais constitue une transaction entre celui qui confie l'organisation de l'enseignement primaire aux pouvoirs publics et celui qui l'abandonne complétement à l'initiative des particuliers. Le parlement n'a pu aller plus loin, parce qu'il s'est trouvé arrêté par la jalousie des sectes dissidentes et par les appréhensions de l'église établie. La plupart des hommes qui s'occupent spécialement de cette question en Angleterre reconnaissent cependant que

(1) Pour tout ce qui concerne l'organisation de l'enseignement primaire en Angleterre, outre les travaux de M. Rendu, on peut consulter le livre plus récent de M. Reyntiens (1864), où tous les faits sont exposés avec une grande impartialité et d'après les documens officiels.

(2) Les catholiques eux-mêmes, qui ailleurs combattent l'intervention de l'état, la déclarent nécessaire en Angleterre. « Nous devons au concours de l'état, disait naguère le cardinal Wiseman, la possibilité de former de bons maîtres et l'organisation des écoles normales dont nous avons un si grand besoin. »

l'instruction du peuple laisse encore beaucoup à désirer malgré le million de livres sterling que le gouvernement y consacre chaque année. Nos cotons et nos machines, disent-ils, défient toute concurrence, tant pour leur qualité que pour leur bas prix; au contraire notre enseignement primaire n'est remarquable que par son imperfection et par sa cherté. La Prusse fait trois fois plus de bien avec une dépense trois fois moindre. Comme dans une question de fait il faut entendre les témoignages des gens compétens et bien informés, on nous permettra d'invoquer ici celui de sir J. Pakington, ancien ministre de la marine, et l'un des hommes d'état qui s'est le plus occupé de l'amélioration de l'instruction populaire. « Pendant longtemps, disait-il récemment dans un *meeting*, nous avons négligé l'éducation du peuple, oubliant que la prospérité durable de ce grand empire dépend surtout du développement moral et intellectuel des masses. Il en est résulté que l'Angleterre a été devancée par d'autres pays. Oui, nous nous sommes laissé dépasser par plusieurs nations de l'Europe, par les États-Unis d'Amérique et même par quelques-unes de nos colonies, qui ont eu la sagesse de comprendre que les institutions libérales venues d'Angleterre ne produiraient tous leurs fruits que par le concours d'un peuple éclairé et moral. »

Dans ces dernières années, un progrès réel a été accompli. En mars 1858, on estimait que 1,750,000 enfans seulement fréquentaient une école quelconque, ce qui faisait environ 1 élève sur 11 habitans. Le nombre des enfans, entre 8 et 15 ans, devant être à peu près de 4,500,000, on en trouvait 2,750,000 qui ne recevaient point d'instruction. En 1861, lors de la dernière grande enquête, il y avait en Angleterre et dans le pays de Galles, non compris l'Écosse et l'Irlande, 58,975 établissemens d'instruction avec 2,536,462 élèves, ce qui fait environ 1 élève par 8 habitans, ou moitié moins qu'aux États-Unis, et environ autant qu'en France. On estime que l'instruction élémentaire d'un enfant coûte par an 30 shillings (1), ce qui ferait une dépense totale pour l'enseignement élémentaire d'environ 80 millions de francs; sur cette somme, les différentes sociétés d'école fournissent un peu plus de 25 millions, le gouvernement 20 millions, et les rétributions scolaires couvrent le reste. Cette dépense est très grande pour 2,536,462 élèves et 20 millions d'habitans, car la France, avec plus de 37 millions d'habitans, ne débourse en tout que 58 millions de fr. pour 4,336,368 élèves. Quant aux résultats définitifs, qu'on peut juger à peu près par le nombre d'adultes sachant lire et écrire, ils sont tout aussi peu sa-

(1) Voyez le livre d'un savant économiste mort récemment, M. M.-W. Senior, *Suggestions on popular education*.

tisfaisans en Angleterre qu'en France : les relevés faits dans les paroisses montrent que plus du tiers des conjoints sont complétement illettrés, et les différentes enquêtes ont révélé parfois un tel degré d'ignorance qu'on trouverait difficilement ailleurs des exemples aussi affligeans.

Les vices du système anglais sont nombreux, et on ne les conteste plus depuis que la dernière enquête de 1858-1861 les a mis en pleine lumière. Le bureau central de l'enseignement, obligé de faire des contrats particuliers et d'entretenir des rapports administratifs avec six ou sept mille directions d'école, est surchargé de travail et ne peut exercer une influence suffisante sur les progrès de l'instruction. Le subside parlementaire se répartit d'une manière extrêmement inégale et souvent en raison inverse des besoins. Un district entier manquerait d'école, l'état ne pourrait rien pour diminuer le mal, car il n'a nulle initiative : il ne peut venir en aide qu'aux établissemens déjà existans. Il s'ensuit que les subsides qu'il accorde se répandent extrêmement peu dans les campagnes. Les localités aux besoins desquelles l'initiative privée a déjà pourvu reçoivent beaucoup, celles où tout est à créer ne reçoivent rien (1). Comme les écoles sont dirigées par les ministres des cultes et que l'enseignement religieux y occupe une très grande place, chaque secte est obligée d'entretenir des maîtres et d'organiser une institution à son usage. Or il arrive toujours que, dans telle ou telle localité, le nombre des dissidens est trop restreint pour en faire les frais. Les enfans sont ainsi privés d'instruction ou n'en reçoivent qu'une très médiocre. Si l'état devait accorder ses subsides à toutes les paroisses en proportion de leur population et de leurs besoins, on estime que la dépense totale s'élèverait à 100 millions de francs au moins. Sans doute ce sacrifice, quelque énorme qu'il puisse paraître, serait loin d'être exorbitant, puisqu'il n'atteindrait pas encore ce que les états les plus jeunes de l'Union américaine consacrent à l'instruction primaire ; mais à ce prix même il est reconnu qu'on n'arriverait pas à des résultats satisfaisans : c'est le système tout entier qui devrait être modifié.

Certains faits ont pu à cet égard faire illusion. Ainsi les ou-

(1) Voici quelques chiffres empruntés à l'enquête de 1861 et qui donneront une idée de l'imperfection du système anglais. Dans le diocèse d'Oxford, il n'y a que 24 paroisses sur 339 dont les écoles pauvres jouissent d'un subside de l'état. Dans d'autres comtés, on trouve la proportion suivante : dans l'Herefordshire et dans le Somerset, 1 sur 280 ; dans le Devonshire, 2 sur 245 ; dans le Dorset, 10 sur 179 ; dans la Cornouaille, 1 sur 71. Sir John Pakington cite 4 paroisses pauvres de Londres qui, avec une population de 138,900 âmes, ne reçoivent qu'un subside de 12 liv. st., tandis que 4 paroisses riches, ne comptant que 50,000 habitans, obtiennent de l'état 3,908 liv. st.

vriers des grandes villes ont relativement un développement intellectuel remarquable. Plusieurs causes y ont contribué. Ils touchent de forts salaires, et la jouissance d'une certaine aisance fait naître le désir de s'instruire. La race est énergique, active, douée d'une grande spontanéité et d'une remarquable aptitude pour l'association. De là sont nées ces institutions de tout genre : sociétés de secours mutuels, sociétés coopératives, sociétés de lecture, clubs et réunions, qui ont tant fait pour répandre les lumières parmi le peuple. En outre les moyens de s'instruire abondent. Les manufacturiers généreux et bien inspirés, les sectes rivales, les négocians enrichis ouvrent à l'envi des écoles. Malheureusement à côté des localités favorisées où l'instruction est très répandue, il en est d'autres où règne une ignorance dont on ne peut se faire une idée. La récente enquête sur le travail des enfans a révélé à ce sujet des faits si affligeans que l'Angleterre entière en a frémi de honte et de remords, comme à la vue d'un mal caché qui aurait déshonoré cette société si brillante et si prospère, et de toutes parts a retenti le mot *réforme*. Ce mot du reste, même en une matière si délicate, ne devrait effrayer personne, car pour améliorer le régime existant l'Angleterre ne devrait rien emprunter à l'étranger; il lui suffirait de prendre à l'Écosse et à l'Irlande ce qui s'est fait de bon dans ces deux pays.

II.

L'organisation de l'enseignement primaire en Écosse remonte, je crois, plus haut que partout ailleurs. Elle date d'un acte de Jacques VI portant que dans chaque paroisse il sera établi une école publique avec un maître capable d'enseigner, le tout aux frais des paroissiens, proportionnellement à leur nombre et à leur richesse. Le principe fondamental était posé; l'instruction du peuple était proclamée un service public auquel chacun est tenu de concourir par l'impôt. Un acte du parlement de 1696 compléta le système et régla tous les points d'application. L'école est soumise à l'église presbytérienne, religion d'état de l'Écosse. Le minimum du salaire de l'instituteur est fixé; les propriétaires sont tenus de se réunir pour voter les fonds nécessaires, et s'ils ne le font pas, les commissaires répartiteurs des taxes lèveront d'office l'impôt scolaire. C'est à cet acte si simple dans sa forme que l'Écosse dut sa civilisation et sa prospérité. La nature ne l'avait point comblée de ses faveurs. Un sol rude, granitique et pauvre, un climat si froid et si humide que les fruits n'y mûrissent guère et que l'avoine est la prin-

cipale céréale et le fond de la nourriture de ses sauvages habitans, des tribus farouches, ignorantes, superstitieuses, sans cesse en guerre les unes contre les autres, vivant de pillage aux dépens des populations pacifiques et industrieuses des terres basses, tel était le peuple écossais jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Cent ans après, tout est changé. Sur ce sol ingrat, fécondé maintenant par le travail le plus intelligent, on trouve une nation morale, prospère, religieuse, tolérante, éclairée, et très supérieure sous ce rapport aux Anglais, — qui jadis méprisaient leurs barbares voisins, — les égalant dans le commerce et l'industrie, les surpassant dans l'agriculture. « Partout où un Écossais se trouve placé, remarque M. Biot dans son curieux livre sur l'enseignement primaire en Écosse, l'instruction qu'il a reçue dans les écoles paroissiales donne à son esprit un tour particulier d'observation, et lui permet de s'étendre fort au-delà du cercle d'objets qui occupe l'attention des personnes de ces mêmes classes qui n'ont point été ainsi élevées. » On parlait à Londres de l'Écossais du XVIIe siècle comme des Esquimaux, dit Macaulay. L'Écossais du XVIIIe siècle fut considéré, non plus avec mépris, mais avec envie. On se plaignait que partout il l'emportait sur les autres. Mêlé aux Anglais et aux Irlandais, il s'élève au-dessus d'eux, disait-on, comme l'huile surnage au-dessus de l'eau. D'où venait cette prodigieuse transformation? De l'influence de l'école presbytérienne, obligatoirement soutenue par l'argent de la commune. C'est sans contredit un des plus mémorables exemples de l'action qu'exerce la diffusion des lumières sur la moralité et le bien-être des nations.

Si c'est à l'Écosse que l'Angleterre doit emprunter le principe de l'école communale, c'est à l'Irlande qu'elle doit prendre celui de l'école laïque. Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'Irlande avait été plongée dans une ignorance complète. La raison principale en était facile à découvrir. La très grande majorité des habitans était catholique, et un statut de Guillaume III interdisait à tout catholique le droit d'enseigner. En 1781, ce statut fut aboli, et en 1793 le parlement irlandais encouragea directement l'enseignement populaire par des subsides. Il se fonda dès lors un assez grand nombre d'écoles mixtes où les enfans des protestans et des catholiques, assis sur les mêmes bancs pour apprendre à lire et à écrire, recevaient ensuite l'instruction religieuse des ministres de leur culte respectif. La grande enquête ouverte en 1806, et dont le rapport ne parut qu'en 1812, démontra qu'une éducation indépendante des sectes et commune à tous pourrait seule réussir. Les protestans, qui avaient la richesse et le pouvoir, n'auraient pas voulu soutenir de leur argent des écoles catholiques, et les catholiques, qui formaient préci-

sément le peuple qu'on désirait instruire, n'auraient pas voulu fréquenter les écoles protestantes.

Une puissante association s'était fondée, en 1811, sous le nom de société de Kildare, dans la pensée de répandre l'instruction en dehors de tout esprit de secte et de propagande. Le comité directeur était composé de 21 anglicans, de 4 quakers, de 2 presbytériens et de 2 catholiques. Il avait adopté pour principe de ne se guider ni dans le choix des maîtres ni dans l'admission des élèves par aucune considération dogmatique. Pendant les heures de classe, on lisait l'Écriture sainte, mais sans aucun commentaire. Tout livre portant la moindre empreinte de controverse religieuse était strictement interdit. C'était un admirable exemple de tolérance sur cette terre d'Irlande si souvent ravagée et ensanglantée par les haines furieuses des sectes rivales.

Ce fut à la société de Kildare que l'état confia le soin de distribuer des subsides. Le succès fut d'abord très grand. De 1817 à 1825, on organisa 1,490 écoles fréquentées par plus de 100,000 élèves; mais le succès même ne tarda pas à soulever l'animosité de la fraction la plus fanatique des deux communions. Les anglicans étaient mécontens de voir l'égalité établie entre eux et les ministres du culte catholique. Les ultramontains auraient voulu détruire l'enseignement national au profit des corporations religieuses; les catholiques modérés au contraire comprenaient très bien que, sans le secours de l'état, il était impossible de répandre les lumières dans ces comtés pauvres qui n'auraient jamais pu entretenir les instituteurs dont ils avaient un si urgent besoin. Après des discussions violentes et prolongées, les catholiques des deux partis se décidèrent à en appeler à l'autorité infaillible aux décisions de laquelle tous deux faisaient profession d'obéir. Le pape Grégoire XVI répondit en 1841 par une lettre que la *propagande* adressa aux évêques d'Irlande. Cette réponse mérite attention, car elle montre que, même dans une question aussi grave que celle de l'enseignement primaire, Rome se décide à transiger quand elle croit y trouver son intérêt (1). Le pape ne condamne pas l'école laïque, il exige

(1) Un membre catholique du parlement anglais nommé par l'Irlande, M. O'Hagan, démontrait dans les termes suivans la nécessité du système actuel pour ses coreligionnaires : « Les frères de la doctrine chrétienne, quelque grand que soit leur dévouement, ne peuvent fournir assez d'instituteurs pour les énormes besoins de l'enseignement. Il faut choisir entre un système d'instruction indépendant des cultes ou une union intime avec les sectes; or ce dernier régime serait impossible en Irlande, car il fait dépendre les subsides de l'état du montant des contributions particulières. Qui donc, connaissant la misère du peuple dans ce pays, voudrait en voir l'adoption? Les conséquences d'une semblable réforme seraient désastreuses. Les protestans irlandais, qui possèdent la richesse et les terres, seraient largement subsidiés par l'état, et ils fonderaient dans

même qu'on n'y enseigne point du tout la religion, de sorte que le principe moderne de la sécularisation de l'enseignement primaire donné par l'état, que l'église combat ailleurs comme une monstruosité, est accepté par elle en Irlande comme en Hollande, c'est-à-dire là où, le pouvoir étant protestant, elle ne peut espérer régner en souveraine.

L'approbation du souverain pontife assura le succès de l'enseignement national. Les prêtres permirent à leurs paroissiens d'envoyer leurs enfans dans les écoles mixtes, et beaucoup d'écoles catholiques, dont les ressources étaient insuffisantes, se sécularisèrent, se soumirent aux règlemens généraux, et obtinrent des subsides. Bientôt les locaux et les bâtimens manquèrent, tant était grand l'empressement à recevoir une instruction naguère encore condamnée du haut de la chaire. Le progrès fut rapide et constant. En 1833, on comptait 789 écoles et 107,000 élèves; en 1843, 2,912 écoles et 355,000 élèves; en 1853, 5,023 écoles et 550,000 élèves; enfin, en janvier 1863, 6,010 écoles et 811,973 élèves. De janvier 1861 jusqu'en 1863, plus de 520 écoles, dont 287 écoles catholiques, s'étaient soumises à la législature nationale. On peut donc affirmer qu'en Irlande l'école laïque soutenue par les subsides de l'état a pleinement réussi et ne donne lieu à aucune plainte de la part des parens, car leurs sentimens religieux ne sont pas froissés par un enseignement indépendant et du gouvernement et des sectes.

C'est à lord Stanley (depuis lord Derby) que l'Irlande doit en grande partie la généralisation d'un système qui a couvert d'écoles ce pays qui n'en avait que de rares et de misérables, et il est honorable pour le chef du parti conservateur et ultra-anglican d'avoir contribué si efficacement à répandre l'instruction parmi ces populations catholiques vouées à une misère héréditaire et à une ignorance qui semblait sans remède. Une loi de 1861 est venue confirmer la charte de 1845, qui avait constitué le comité directeur en personne civile; elle a codifié les règlemens antérieurs et déterminé les mesures d'application, l'instruction religieuse, l'emploi des livres, l'inspection. Le salaire des instituteurs varie entre 600 et 1,300 francs, et celui des institutrices entre 1,050 et 400 francs. Tout le monde est satisfait du régime actuel, et peu à peu les lumières se répandent.

L'expérience de l'Australie n'est pas moins instructive que celle de l'Irlande, et montre clairement la voie que l'Angleterre devrait suivre pour améliorer son enseignement primaire. Le système adopté naguère encore en Australie était le système anglais de l'in-

chaque paroisse une école destinée à faire des prosélytes, bien supérieure en ressources aux nôtres et par conséquent plus attrayante pour les pauvres. »

struction donnée par les sectes (*denominational system*). L'état accordait aux ministres des différens cultes des subsides pour l'entretien des écoles dont ils conservaient la direction. Le local était bâti sur les terres de l'église et le maître nommé par les pasteurs. Le bureau de l'instruction (*board of education*) n'avait que le droit d'inspecter et celui de refuser ses secours. Ce système présentait dans la jeune colonie les mêmes inconvéniens que dans la mère-patrie : il coûtait énormément et ne donnait que des résultats insuffisans. Dans les localités nouvelles et encore faiblement peuplées s'établissaient des ministres de différentes confessions, qui s'empressaient d'ouvrir une école et de demander un subside. Celui-ci était généralement accordé, mais néanmoins les ressources étaient trop minimes. Là où on aurait pu établir une bonne école, ouverte aux enfans de tous les cultes, cinq ou six élèves végétaient dans un pauvre local avec un maître incapable. La colonie de Victoria votait annuellement 120,000 livres sterling ou 3 millions de francs pour l'enseignement primaire, somme considérable eu égard au chiffre de la population, car c'est comme si, proportion gardée, l'Angleterre dépensait 200 millions de francs pour le même objet, et cependant tous les besoins n'étaient pas satisfaits, par suite de l'inégalité de la répartition.

Convaincue des vices du système, la législature, tout en maintenant les anciens subsides aux écoles de secte, établit une organisation semblable à celle de l'Irlande, basée sur le principe d'écoles nationales ouvertes à tous et soumises à une inspection régulière. Le nouveau régime eut beaucoup de succès. Déjà en 1861 le *national-board*, le bureau des écoles nationales, absorbait 50,343 liv. sterl. et le bureau des écoles des sectes, *denominational board*, 105,000 liv. sterl. On arriva enfin à des résolutions plus radicales. La loi de l'instruction publique de 1862 (*educational act*) supprime les deux anciens bureaux (*boards*) chargés de la distribution des subsides et les fond en un seul, organisé d'après le système irlandais. Quatre heures par jour sont consacrées à l'instruction laïque, tandis que l'instruction religieuse est remise au ministre du culte auquel chaque enfant appartient. Le salaire des maîtres s'élève de 100 à 300 livres sterl., et la rétribution des élèves (*fee*), qui est de 1 ou 2 shillings par semaine, double à peu près leur revenu. L'enseignement est obligatoire. Ces mesures sont excellentes; elles prouvent que ces jeunes sociétés qui se développent si rapidement à nos antipodes comprennent aussi bien que les États-Unis et mieux que nous la nécessité de l'enseignement populaire.

III.

Si, après avoir constaté l'insuffisance du système volontaire anglais, on veut se convaincre encore davantage de la nécessité de l'intervention des pouvoirs publics en matière d'instruction primaire, il faut étudier l'état de cette instruction dans une colonie anglaise où l'on peut voir se développer librement deux races très différentes, les Anglo-Saxons et les Français, je veux parler du Canada. Avant l'organisation de l'enseignement par voie législative, les campagnes étaient plongées dans une ignorance absolue. Les deux villes principales, Québec et Montréal, avaient seules quelques établissemens où les enfans des classes aisées venaient puiser les connaissances élémentaires, trop vite oubliées. Un voyageur, Talbot, après avoir parcouru à cette époque le Haut-Canada, déclare n'avoir vu, pendant cinq ans de séjour, que deux personnes tenant un livre à la main; il est vrai, ajoute-t-il, que les livres y sont aussi rares que les pommes sur les montagnes de la zone polaire. Dans le Bas-Canada, habité par les Français, savoir lire et écrire était un talent si rare que plus d'un membre du parlement ne le possédait pas. Un journal de Québec proposait de fonder une école d'adultes pour communiquer aux législateurs ces connaissances indispensables. L'un des gouverneurs de ce temps, lord Durham, s'étonnait, en arrivant dans la colonie, qu'on n'eût rien fait pour l'instruction des classes inférieures. Enfin dans le Haut-Canada la législature intervint en 1841 et 1843 pour établir un système général d'enseignement primaire soutenu par les subsides de l'état et des communes. Nous trouvons ici encore un de ces hommes qui, comme MM. Barnard et Horace Mann aux États-Unis, consacrent une indomptable énergie et un esprit élevé et juste, appuyé sur de vastes connaissances administratives, à l'œuvre de l'éducation nationale. Le révérend docteur Ryerson, après avoir étudié avec soin les institutions scolaires de l'Europe et de l'Amérique, publia un rapport sur l'instruction primaire dans le Haut-Canada, dont les conclusions furent ratifiées par le parlement. Il emprunta à l'Allemagne ses écoles normales, à l'Irlande son système d'instruction religieuse, aux États-Unis le principe fécond que l'enseignement du peuple est un service public auquel il faut pourvoir par l'impôt, et l'on arriva ainsi à établir une organisation dont les Canadiens sont fiers, et à juste titre, à en juger par les rapides progrès qu'elle a provoqués.

Chaque commune (*township*) est divisée en sections d'une étendue

suffisante pour soutenir une école. Dans chaque section, les électeurs nomment une commission de trois membres (*trustees*) constituée en personne civile sur qui repose la propriété de l'école et de tous les biens et revenus qui peuvent lui appartenir. Ce comité nomme l'instituteur, surveille l'enseignement, lève les taxes votées à cet effet par les contribuables, et en réalité dirige tout le service sous la condition obligatoire que l'école sera ouverte pendant au moins six mois de l'année. Un fonds composé d'un subside parlementaire et d'une somme égale levée sur les biens-fonds dans chaque commune est distribué entre toutes les sections en proportion du nombre d'élèves qui fréquentent l'école publique.

Les écoles sont visitées deux fois chaque semaine par des inspecteurs que nomme le conseil du comté et qui sont tenus de donner annuellement une conférence dans chaque section, de manière à faire pénétrer ainsi partout un reflet d'une vie intellectuelle plus élevée. Réunis en *commission*, ils examinent les candidats instituteurs et leur délivrent le diplôme. La direction supérieure appartient à une autorité centrale divisée en deux branches : le pouvoir exécutif, confié à un surintendant général (*chief superintendent of education*), et le pouvoir législatif, exercé par le grand conseil de l'instruction publique. Les fonctions du surintendant sont très importantes. Il paie directement tous les subsides et il décide toutes les questions litigieuses que soulève l'application de la loi. C'est à lui que sont adressés tous les rapports des comités locaux, qu'il résume dans le rapport général soumis chaque année au parlement. Nous trouvons ici un principe d'administration emprunté à l'Angleterre et qu'il faut noter. Les Anglais confient souvent à un seul fonctionnaire la direction complète d'un service avec le droit de nommer directement tous ses subordonnés. Dans les tribunaux, au lieu d'une cour composée de cinq magistrats, un seul juge siége et décide. Quand il s'agit d'éclairer un débat, ils font volontiers appel aux lumières des corps délibérans ou des comités consultatifs; mais dès qu'il s'agit d'administrer, de juger, ils préfèrent s'en rapporter aux décisions d'un seul, parce qu'ainsi la responsabilité du bien et du mal s'attache à une personne nettement déterminée, et quand le public a lieu de se plaindre, il sait à qui il doit s'en prendre. La responsabilité collective est une très faible garantie de bonne administration, tandis que la responsabilité individuelle en est une excellente. D'ailleurs un chef de service capable choisira beaucoup mieux ses employés que le ministre, pour deux raisons : d'abord parce qu'il sait mieux les conditions que doivent réunir ceux qu'il doit nommer, ensuite parce qu'il a un intérêt direct à ne pas faire de mauvais choix, attendu qu'il en porterait la peine et devant l'o-

pinion publique, qui le contrôle, et devant le pouvoir suprême, dont il dépend.

La question de l'enseignement religieux dans les écoles a reçu ici une solution qui mérite d'être signalée parce qu'elle tient le milieu entre le système irlandais et le système américain. Ce n'est point tout à fait la sécularisation radicale comme aux États-Unis, et cependant la liberté de conscience est scrupuleusement respectée. Dans aucune école, les enfans ne sont tenus de lire ou d'entendre lire des extraits d'un livre religieux quelconque ou de s'associer à une pratique de dévotion, quelle qu'elle soit, sans le consentement de leurs parens. L'instituteur ne peut s'occuper de l'instruction religieuse avec les élèves qui veulent y participer qu'en dehors des heures de classe; mais s'il doit éviter de parler des dogmes d'une secte particulière, il est tenu cependant d'inculquer aux élèves les principes généraux de la morale et de la religion naturelle. Il ne sera pas superflu de citer, au sujet de cette importante matière, les termes mêmes dont s'est servi le conseil supérieur de l'instruction publique. « Le système adopté en Irlande doit servir de modèle pour le Haut-Canada. Là, ainsi que le constate la commission de l'éducation nationale irlandaise, on s'efforce partout d'imprimer fortement dans les âmes des jeunes enfans la conviction de la nécessité de la religion; on cultive pratiquement le sens moral, on fait aimer Dieu, on éveille le sentiment d'une piété sincère, mais toujours en évitant de parler des dissidences qui caractérisent les différentes communions. Ici nos instituteurs devront agir dans le même sens. Joignant l'exemple au précepte, ils auront pour idéal la piété, la justice, le saint amour de la vérité. Ils stimuleront le patriotisme, le dévouement à l'humanité, la bienveillance universelle. Ils se rappelleront que la sobriété, l'activité, la frugalité, la chasteté, la modération, sont des vertus aussi nécessaires à la conservation de la liberté des peuples qu'à l'ornement de la vie sociale. Enfin, autant que l'intelligence de leurs élèves le permettra, ils leur feront comprendre la destination de l'homme et les obligations qui en résultent, et ils prépareront ainsi leur bonheur futur en fécondant leurs bons instincts et en leur inspirant de l'horreur pour toute espèce de mal moral. » Ce système emprunté à la loi du Massachusetts paraît bon. Confier à l'instituteur laïque l'enseignement des vérités morales et religieuses auxquelles l'homme peut s'élever par la seule force de la raison et réserver au prêtre les dogmes qui reposent sur la révélation, tel est le moyen adopté pour assurer d'une part l'indépendance de l'état, d'autre part le respect de la liberté de conscience.

Le parlement canadien et les sections scolaires n'ont pas reculé

devant les dépenses qu'exigeait le développement de l'instruction. Tandis qu'en 1850 on ne consacrait à l'enseignement primaire que 102,619 livres sterling, on donnait pour le même objet 194,420 livres sterling en 1856. En moins de six ans, la somme était doublée. Le sacrifice s'élevait presque au niveau de ceux que s'imposent les États-Unis. Pour une population de 953,225 âmes, il était d'environ 5 francs par tête. Comprenant l'importance décisive qui s'attache à former de bons instituteurs, la législature vota 625,000 francs (25,000 livres sterling) pour construire à Toronto une école normale que l'intelligent gouverneur du Canada, lord Elgin, ouvrit solennellement, à la satisfaction générale, le 24 novembre 1852. En 1856, le nombre des instituteurs s'élevait à 2,622 avec un salaire annuel variant de 1,500 à 8,000 fr., et 1,067 institutrices avec un salaire de 1,250 à 3,000 francs. Le chiffre des enfans fréquentant les écoles primaires montait en tout à 251,145, dont 113,725 filles, ce qui donne 1 élève par 7 habitans. Depuis 1857, les progrès ont été rapides, surtout la qualité de l'enseignement s'est notablement améliorée sous l'impulsion et par les bons exemples des instituteurs sortis de l'école normale de Toronto.

Comme complément de l'école primaire, on a établi à peu près partout des bibliothèques populaires dans le genre de celles des États-Unis. Il ne suffit pas en effet d'apprendre à lire aux enfans, il faut encore leur inspirer le goût de la lecture et mettre à leur portée des livres attrayans et instructifs. C'est ce que l'on a commencé à comprendre depuis quelque temps en France et en Belgique, où de différens côtés on a fait les plus louables efforts pour doter les communes de ces utiles institutions. Dans le Haut-Canada, pays d'origine anglo-saxonne, où par suite on ne fait guère appel à l'intervention de l'état, on n'a pas craint d'y avoir recours pour favoriser la création des bibliothèques populaires, tant on est convaincu de leur utilité. Il est intéressant de voir comment le pouvoir central et les administrations locales ont combiné leur concours, parce qu'on pourrait peut-être trouver ici un exemple utile à suivre. Un fonds spécial a été constitué, le *public library fund*, et les communes votent aussi une taxe pour l'acquisition de livres. Le conseil supérieur de l'instruction publique a publié un catalogue de plus de 6,000 ouvrages qu'il peut se procurer à prix réduit, parce qu'il en prend un grand nombre. Le comité d'école ou le conseil communal envoie la liste des livres qu'il désire acquérir en y ajoutant le prix, et il reçoit, outre les ouvrages demandés, d'autres volumes pour une valeur égale. L'état intervient ainsi pour moitié dans la création de l'institution, et le conseil supérieur, plus éclairé que les autorités locales, peut l'enrichir de livres que celles-ci n'au-

raient point songé à réclamer. Une salle est appropriée à la bibliothèque populaire, souvent dans l'école, et l'instituteur en est le conservateur. Il a de cette façon sous la main les moyens de continuer à s'instruire, ressource qui fait presque toujours défaut aux maîtres dans les campagnes, et il peut aussi continuer de diriger la culture intellectuelle de ses anciens élèves par les livres qu'il leur prête et leur recommande. Les bibliothèques sont le complément indispensable des écoles, et partout en Europe, à l'exemple des États-Unis et du Canada, particuliers, communes et états devraient rivaliser d'efforts et de sacrifices pour en créer.

L'organisation de l'instruction populaire dans le Bas-Canada offre peut-être plus d'intérêt que celle du Haut-Canada, parce qu'elle montre comment un pays très arriéré sous ce rapport peut d'un seul bond et en très peu d'années se mettre presqu'au niveau des nations les plus avancées. Cette étude présente encore un autre enseignement; elle permet de voir de quelle façon, au milieu d'une population d'origine française, on est parvenu à résoudre un problème qu'on déclare insoluble en France même, en ayant à la fois des administrations locales indépendantes et un service efficace de l'instruction, c'est-à-dire en décentralisant sans désorganiser.

La loi organique de l'enseignement primaire dans le Bas-Canada date de 1847; elle a été amendée à différentes reprises par des actes subséquens. En voici les principales dispositions.

Le premier lundi de juillet, chaque année, dans chaque commune, les propriétaires de biens fonds et « les habitans tenant feu et lieu » se réunissent en assemblée générale pour élire un comité d'école composé de cinq membres. Ce comité forme un corps moral, une fondation jouissant de tous les droits d'une personne civile, possédant les biens de l'école et ayant le droit d'agir en justice et de s'y défendre. Ses pouvoirs sont très étendus: il veille à l'entretien des bâtimens, nomme ou destitue les instituteurs, lève directement les taxes destinées à subvenir aux frais de l'enseignement, poursuit devant le juge de paix les contribuables récalcitrans et fait exécuter ses jugemens par saisie et vente des meubles et immeubles du défendeur condamné. Les commissaires élus sont tenus, sous peine d'amende, de remplir leurs fonctions, qui sont considérées comme un devoir civique. — Voilà donc la base de tout le système, une institution solidement assise et vigoureusement armée pour l'action. Elle a tous les droits de l'individu et une durée perpétuelle. Le grand mérite de la fondation est qu'elle survit aux décisions variables des majorités, chose essentielle dans un état démocratique où tout est sans cesse remis en question par les fréquens renouvellemens qu'amène l'élection. La fondation favorise aussi et appelle les

sacrifices des particuliers pour des œuvres d'utilité générale. Les personnes dont la bienfaisance est éclairée seront disposées à enrichir l'école de leurs dons, parce qu'elles savent que la commune en profitera seule. Peu d'hommes feront un legs ou une donation en faveur de la nation, parce qu'il semble que c'est apporter une goutte d'eau à l'océan. Il y en aura davantage qui donneront à l'école du voisinage, parce qu'ils la connaissent, qu'ils en apprécient l'avantage, et qu'avec peu d'argent on obtient un grand résultat. Faire du bien à ses semblables n'est point chose facile quand on veut éviter d'affaiblir en eux le ressort salutaire de la responsabilité : or donner à l'école est un moyen qui ne présente point de danger, car instruire l'enfant, c'est préparer l'homme à se suffire. Les fondations, il est vrai, constituées comme elles l'ont toujours été en Europe, offrent un grand danger et donnent lieu à d'inévitables abus. Gérées par des administrateurs spéciaux que le fondateur désigne une fois pour toutes ou par des commissions qui se recrutent elles-mêmes, elles échappent au contrôle indispensable de l'opinion publique, végètent dans la routine, cessent de répondre aux besoins nouveaux, et, obstinément attachées aux traditions du passé, se transforment en foyers d'opposition à tout progrès, à toute réforme. Elles provoquent ainsi l'animadversion violente des générations nouvelles et elles la méritent. Il ne reste plus alors qu'à les supprimer comme les nations européennes ont supprimé les corporations religieuses, ou à les modifier profondément comme l'Angleterre a entrepris de le faire pour ses fondations d'enseignement, — dont la dernière enquête de 1861 a révélé les nombreux et intolérables abus. Au Canada, comme aux États-Unis, on est parvenu à éviter ces dangers par une mesure bien simple. On a confié la nomination des administrateurs des fondations scolaires au suffrage des citoyens. De cette façon, on combine la stabilité des institutions du passé avec la mobilité que réclament les transformations des sociétés modernes. On assure la perpétuité de l'école sans la livrer à l'empire de l'esprit rétrograde, et l'on est certain qu'elle répondra toujours aux besoins du présent.

En matière d'enseignement, la loi organique canadienne ne s'est pas fiée complétement à l'initiative des communes; elle arme le pouvoir central contre leur inertie, parce qu'il s'agit d'un service d'intérêt général. Si les électeurs négligent de choisir des commissaires d'école, le gouvernement les nomme d'office à la requête du surintendant de l'instruction, et ces commissaires ont le droit de taxer les contribuables comme s'ils avaient été élus par eux.

Comment réunir les fonds nécessaires à l'enseignement public? C'est là un point capital qui a été réglé au Canada avec beaucoup

de sagesse et de fermeté. Chaque année, le parlement vote pour l'instruction primaire un subside, qui est réparti par le surintendant et son conseil entre toutes les communes suivant leurs besoins, et celles-ci sont obligées de prélever sur la propriété foncière une taxe égale au subside qui leur est attribué. Les chefs de famille sont tenus aussi de payer une rétribution mensuelle pendant les huit mois de l'année scolaire pour chaque enfant en âge de fréquenter l'école, qu'il s'y rende ou non. Cette rétribution ne peut dépasser 2 shillings par mois et par enfant. Les indigens en sont naturellement exempts. En outre les commissaires des écoles peuvent faire prélever telle somme additionnelle qu'ils jugent nécessaire : ainsi l'a décidé un amendement de 1856, qui confie au comité local un pouvoir que n'a pas le souverain : lever des impôts non votés par les chambres, car on a voulu armer d'un privilége énergique ceux qui sont chargés de faire avancer l'instruction. Du reste la garantie contre tout excès se trouve dans le renouvellement fréquent des membres du comité élus par les contribuables. Ceux-ci sont-ils mécontens, ils n'ont qu'à choisir d'autres délégués. L'autonomie de la commune est ici soumise aux décisions de l'autorité centrale, parce que les communes où l'ignorance est le plus générale seraient précisément celles qui, livrées à elles-mêmes, s'imposeraient le moins de sacrifices pour l'instruction. L'autorité centrale des écoles, mieux à même que personne de connaître les besoins de chaque localité, mesure ses secours à cette échelle, et oblige en même temps la commune de faire autant que l'état; mais le service une fois assuré, c'est le comité local qui décide de tout souverainement et sous sa responsabilité. Il lève l'impôt et l'emploie sans devoir en rendre compte à d'autres qu'à ceux qui l'ont payé. On retrouve ici ce principe d'administration si efficace aux États-Unis, c'est-à-dire des comités spéciaux investis de pouvoirs très étendus, mais qui dépendent directement des électeurs. L'autorité centrale trace à l'autorité locale la limite de ses obligations, et cette dernière est libre et souveraine dans tout ce qui concerne l'application. C'est faire à chacun sa juste part. Au centre, on est mieux placé pour saisir l'ensemble du service, et dans les localités pour en diriger les détails.

La loi n'a point énuméré les matières obligatoirement enseignées dans les écoles primaires : ce point si important est abandonné à la décision des comités; mais, conformément à la tradition ancienne, l'instruction religieuse se donne dans l'école, qui devient ainsi confessionnelle. Restait à pourvoir aux besoins des dissidens. Voici le singulier expédient adopté par le législateur. L'article 26 de la loi de 1846 porte que la minorité dissidente a le droit de si-

gnifier par écrit au comité de la majorité qu'elle n'approuve point l'instruction donnée, et qu'elle a choisi trois syndics ou commissaires pour élever une autre école. Du moment que la minorité réunit vingt enfans en âge de fréquenter les classes, c'est-à-dire entre cinq et quinze ans, elle constitue un district scolaire. Elle a droit à un subside proportionnel, et les syndics élus lèvent directement la taxe par tête d'enfant et la cotisation sur la propriété de leurs électeurs, qui sont alors dispensés de payer entre les mains du comité de la majorité. Ce système offre des inconvéniens manifestes. Il éparpille singulièrement les ressources, et il sacrifie les droits des dissidens dispersés. Il ressemble à celui qui était en vigueur en Australie et auquel on a renoncé au grand avantage des contribuables et de l'enseignement.

Dans le Bas-Canada comme dans le Haut-Canada, on a bien compris que le point capital, sans lequel rien n'est fait, est de former de bons maîtres. Trois écoles normales ont été organisées : l'une à Montréal, celle de Mac-Gill, anglaise et protestante; une seconde, aussi à Montréal, française et catholique, portant le nom de l'intrépide navigateur qui découvrit le Canada en 1534, Jacques Cartier; enfin une troisième à Québec, aussi française et catholique, celle de Laval. La création et l'entretien de trois établissemens au lieu d'un seul entraînent une plus grande dépense, mais ils offrent l'avantage d'attirer un plus grand nombre d'élèves et de répandre les bonnes méthodes d'enseignement dans les différentes parties du peuple. Depuis leur ouverture, en 1850, jusqu'en 1864, ces établissemens ont été fréquentés par 1,557 élèves, dont 575 ont obtenu un diplôme. Ce dernier chiffre ferait supposer peu d'aptitude chez les candidats ou beaucoup de sévérité chez les examinateurs. Sous l'influence active et éclairée du surintendant actuel de l'enseignement public, M. O.-P. Chauveau (1), des mesures excellentes ont été adoptées pour stimuler le zèle et favoriser l'instruction des instituteurs. On a organisé des associations et des conférences où ils se réunissent de temps à autre pour discuter des questions pédagogiques et pour s'initier aux nouvelles méthodes. Ils y présentent des travaux écrits qui sont soumis à une discussion publique et dont

(1) On ne peut assez louer le dévouement de ces hommes à qui tout un peuple doit les moyens de s'instruire. M. Chauveau a été pendant treize ans député de Québec et pendant deux ans secrétaire provincial, c'est-à-dire ministre de l'intérieur. Orateur éloquent et jurisconsulte distingué, il a renoncé et au barreau et à la vie parlementaire pour se consacrer entièrement à son œuvre civilisatrice, l'organisation de l'enseignement primaire. M. Alphonse Le Roy, professeur à l'université de Liége, a bien fait ressortir tous les services rendus par cet homme de bien dans un travail intéressant publié en France il y a quelques années.

les meilleurs sont ensuite publiés dans un recueil, le *Journal de l'Instruction publique*, rédigé par le surintendant, M. P. Chauveau, et envoyé gratuitement à tous les maîtres d'école. Ces réunions font le plus grand bien. Les instituteurs, arrachés pour quelques jours à leur rude et uniforme tâche, y retrempent leur courage au contact de leurs confrères et de leurs supérieurs, et y puisent une provision d'idées nouvelles et d'aspirations vers le progrès. Des récompenses ont été accordées aussi à ceux qui tiennent le mieux leur classe et font faire le plus de progrès à leurs élèves. La publication du rapport général annuel tel qu'il a été rédigé l'an dernier forme encore un stimulant des plus énergiques. Ce document intéressant contient en effet les rapports particuliers de tous les inspecteurs, qui rendent compte de la façon dont l'instruction est donnée dans chaque district scolaire et souvent dans chaque école. Les lacunes, les négligences sont dénoncées sans pitié, les services rendus signalés avec éloge, et la publicité complète est ainsi la peine la plus sévère pour les uns, la récompense la plus efficace pour les autres. A ce propos, on peut signaler encore une excellente coutume des administrations de l'autre côté de l'Atlantique. Tandis qu'en Europe les rapports ne sont publiés d'ordinaire qu'assez longtemps après l'époque à laquelle ils se rapportent, en Amérique on les livre au public chaque année avec toutes les données de l'année précédente. Ce n'est pas le statisticien seul qui a lieu de se réjouir de ces procédés expéditifs. Les autorités scolaires et le public, instruits de la situation actuelle des choses, peuvent immédiatement porter remède aux abus et introduire à temps les réformes nécessaires.

Les progrès accomplis depuis l'introduction de la loi nouvelle sont vraiment remarquables, surtout dans les dix dernières années. En 1853, on comptait 2,352 institutions de tout genre avec 108,284 élèves, et les contributions locales pour l'enseignement montaient à 165,845 dollars. En 1864, il y avait 3,604 écoles avec 196,739 élèves, et les taxes locales s'élevaient à 593,964 dollars ou plus de 3 millions de francs; à cette somme il faut ajouter le montant du subside de l'état, soit 112,158 dollars ou 583,000 francs. D'après un calcul fait en 1863, le nombre des enfans entre cinq et quinze ans accomplis aurait été de 304,429, et comme il y avait dans les différents établissemens d'éducation 193,131 élèves, on serait arrivé à ce résultat, que 60 pour 100 des enfans en âge d'apprendre les fréquentaient. Le rapport du nombre des élèves à la population totale, qui était de 1,156,000, donnait le chiffre de 16 pour 100; en d'autres termes, il y avait 1 écolier sur 6 habitans. Cette proportion, déjà très satisfaisante pour un état européen, est encore loin

cependant des relevés faits aux États-Unis, où certains états arrivent, nous l'avons vu, au rapport de 1 élève sur 3 habitans. Toutefois, quand on se rappelle le niveau inférieur d'où le Bas-Canada est parti, quand on songe à tous les obstacles que la nature du pays oppose à la fréquentation régulière des écoles, on s'étonne presque des résultats obtenus en si peu de temps, et l'on admire l'activité et la persévérance qu'il a fallu déployer pour les réaliser.

Que l'on compare maintenant les institutions scolaires de l'Angleterre avec celles du Bas-Canada, et nul exemple ne démontrera d'une manière plus décisive la nécessité de l'intervention de l'état en matière d'enseignement. Voyez l'Angleterre : c'est sans contredit le pays le plus riche du monde. Le capital y abonde et s'y accumule pour se déverser sur l'univers entier; chaque année, l'épargne de la nation met à la disposition d'entreprises de tout genre la somme inouie de 2 à 3 milliards de francs. Ce n'est donc point l'argent qui manque. La population est très dense, condition très favorable à la fondation et à la fréquentation régulière des écoles; la bienfaisance privée ne se lasse point de donner, et les sectes rivales s'efforcent d'attirer ces libéralités inépuisables vers l'instruction. Cependant l'Angleterre n'est point parvenue à instruire ses vaillantes populations. Considérez d'autre part le Bas-Canada, ces cent mille arpens de neige dont parlait Voltaire. Le climat est très rude. Quoiqu'il n'y ait de misère nulle part, le pays est relativement pauvre, et le capital manque partout. La population est disséminée en petits groupes, en familles même, éparpillés sur un vaste territoire. La race française, honnête, intelligente, mais dont l'inertie a été longtemps entretenue par les institutions féodales et par une soumission passive au clergé, est loin d'avoir ce ressort, cette fièvre qui pousse sans cesse en avant la race anglo-saxonne. Et pourtant, malgré tous ces désavantages, le Bas-Canada a établi un système d'enseignement primaire dont l'opulente Angleterre envie l'évidente supériorité. Si la colonie pauvre et peu active a réussi dans l'œuvre où a échoué la métropole riche et entreprenante, c'est que l'une a repoussé et que l'autre a admis le principe essentiel de l'intervention de l'état; c'est que celle-ci a adopté l'école communale soutenue par l'impôt et une organisation uniforme pour tout le pays imposée par la loi, et que celle-là, jusqu'à présent, n'en a pas voulu. Au XVIIIe siècle, l'Angleterre a été dépassée sous le rapport de l'instruction populaire par l'Écosse; au XIXe, elle l'est déjà par l'Australie et le Canada.

En présence de tous les faits que nous venons de résumer, à moins de soutenir que dans les sciences politiques l'expérience ne prouve rien, il faudra bien admettre, semble-t-il, que sans l'in-

tervention des pouvoirs publics il est impossible de procurer au peuple des moyens suffisans de s'instruire. Cette intervention doit être de deux sortes : il faut d'abord que la loi établisse un système général d'instruction élémentaire, afin que celle-ci se répande d'une manière uniforme sur tout le territoire et que l'on n'ait pas à constater l'affligeant contraste qu'offrent certaines localités plongées dans une déplorable ignorance à côté d'autres points où les lumières sont très répandues. Il faut en second lieu que l'état intervienne pour une part dans les dépenses de l'enseignement, parce qu'il est nécessaire et juste que les districts riches viennent en aide aux districts pauvres, attendu qu'il s'agit d'un service d'intérêt général. Toutefois il n'est pas bon que l'état paie tout; l'exemple du Portugal semble prouver que, quand les administrations locales n'ont pas une part suffisante dans la direction et dans l'entretien de l'école, elles deviennent indifférentes au succès de l'instruction populaire. Dans tout ce qui intéresse celle-ci, il faut faire concourir les autorités communales et les autorités centrales, surtout quand ce sont des autorités spécialement scolaires.

Qu'on le remarque bien d'ailleurs, l'intervention des pouvoirs publics n'est nulle part plus efficace et moins fâcheuse que dans l'instruction, plus efficace, car en peu d'années et avec des sacrifices relativement peu lourds, une bonne loi sur l'enseignement suffit pour répandre partout les connaissances élémentaires et pour transformer une nation; moins fâcheuse, car elle a pour effet de fournir aux citoyens les moyens de se suffire par leurs propres efforts. En toute autre matière, l'intervention de l'état tue ou amortit l'initiative des particuliers; ici, au contraire, elle la stimule et la fait naître, car là où l'homme privé de lumières demeurera inerte faute de voir qu'ainsi il se nuit à lui-même, l'homme instruit agira parce qu'il comprendra que c'est le seul moyen d'améliorer sa condition. Voulez-vous restreindre les attributions de l'état et préparer même son abdication, instruisez le peuple. Les nations ignorantes sont des mineures : toujours elles retombent sous le régime de la tutelle, tandis que les nations éclairées ne tardent pas à s'en affranchir parce qu'elles peuvent s'en passer.

ÉMILE DE LAVELEYE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1865.

La fin de cette année marquera infailliblement une date dans l'histoire. Elle a donné à ceux qui ont le souci de voir la dignité humaine reprendre ses droits dans le gouvernement des sociétés modernes deux consolations éclatantes par le message du président des États-Unis et par les manifestations qui ont accompagné en Belgique le changement de règne : des faits pareils ouvrent même les yeux à ces habiles qui n'ont pas d'ambition plus fière que de raser la terre, afin de devenir les premiers courtisans du succès prochain. Des symptômes de cette force ne peuvent être trompeurs : ils sont l'aube certaine de l'avenir. Non, l'avenir ne sera point l'abrutissement de la démocratie sous le despotisme; l'avenir appartient à la démocratie échauffée, élevée, ennoblie par les courans de cette électricité morale qui s'appelle la liberté.

Mais avant de considérer les belles perspectives qu'ouvrent sur la morale politique de notre époque les magnifiques déclarations de principes du président Johnson et les honnêtes effusions libérales du peuple belge et de son jeune roi, des intérêts immédiats et par conséquent plus pressans nous réclament. Voici la saison des affaires en politique qui va commencer chez nous et à peu près partout en même temps. Dans tous les pays de l'Europe, les pouvoirs exécutifs sont ou vont se trouver en présence des représentations nationales. En Italie, en Espagne, en Hongrie, en Belgique, les gouvernemens sont déjà en face des chambres; en Angleterre, la vie parlementaire commencera le 1er février; en France et en Prusse, elle s'ouvrira le 15 janvier. Or ce sont avant tout les affaires françaises qui nous préoccupent, et parmi ces affaires il en est une qui se présente avec un tel caractère de gravité et d'urgence, qu'il faut souhaiter qu'elle sorte résolue de la prochaine rencontre de notre gouvernement et de notre chambre des députés : nous voulons parler de la question mexicaine, et c'est de cette

affaire qu'il nous paraît important de préparer le plus tôt possible la complète et décisive élucidation.

L'entreprise du Mexique est grave pour nous de deux façons. Elle est grave par les difficultés inhérentes à la fondation d'un gouvernement monarchique au moyen d'une grande et longue intervention militaire dans une contrée éloignée de deux mille lieues de nos rivages; elle est grave par l'antagonisme d'intérêts et de principes qu'elle peut provoquer entre notre gouvernement et le peuple des États-Unis. Dès l'origine, les esprits sages avaient prévu et déploré les difficultés que notre création d'un empire au Mexique pouvait nous susciter avec la grande république américaine; aujourd'hui ces difficultés existent, elles frappent tous les yeux. Elles ne sont point, nous nous hâtons de le dire, arrivées encore à l'état aigu, et c'est pour cela que nous croyons opportun que le gouvernement et le corps législatif les prennent en considération dès la discussion de l'adresse avec un calme bon sens et un viril esprit de justice.

Un examen approfondi et vraiment politique de la question du Mexique envisagée en elle-même aidera certainement le corps législatif et notre gouvernement à préparer la politique qui doit prévenir à jamais la calamité d'un antagonisme entre la France et les États-Unis. Pour nous guider dans la marche que nous avons à suivre, les raisons prépondérantes sont, grâce à Dieu, les raisons françaises. Même dans la question considérée au point de vue purement français, nous consentirions volontiers, pour notre part, à éliminer du débat plusieurs points essentiels. Nous ne parlerions plus du passé, des motifs accidentels de l'entreprise, des premières fautes diplomatiques et militaires de l'expédition, de ce qu'il y avait peut-être dans le projet primitif de chimérique et de contraire à ce qu'on pourrait appeler notre droit et à notre tradition révolutionnaires, qui répugnent à l'idée d'imposer par la force des armes à un peuple étranger une forme nouvelle de gouvernement; nous renverrions aux limbes les erreurs et les fautes du passé. Nous ne nous occuperions que du présent et de l'avenir. Ici encore nous ne serions ni exigeans ni cruels. Vous avez fait un empereur du Mexique, dirions-nous : eh bien! soit. Cet empereur a inauguré son règne depuis bientôt deux ans; nous ne serons pas curieux : nous ne vous demanderons pas ce qu'il a fait et où il en est. Nous ne vous demanderons pas s'il a acquis la popularité qui lui aurait manqué au début, ou s'il a perdu celle qui l'aurait accueilli à son entrée dans Mexico; nous ne vous demanderons pas s'il s'est livré aux travaux de cabinet plutôt qu'à la véritable action politique, et si vous êtes contens des gros volumes de lois que ce Solon a déjà édictés pendant l'espace écoulé de son règne que lui-même a décoré du nom de période législative; nous ne vous demanderons pas s'il est parvenu à rallier les partis, ou s'il demeure isolé au milieu des factions dédaigneuses et taciturnes; nous ne vous demanderons pas s'il fait bon ménage avec les chefs de service français détachés près de lui. Si

de ce côté il y a des déceptions qu'il eût été pourtant bien naturel de prévoir, ce n'est point nous qui voudrons leur faire violence et les tirer hors du huis clos des épanchemens intimes. Nous aborderons les choses au point de vue le plus actuel, le plus pratique, le plus simple. Combien d'hommes employons-nous au Mexique? Que nous coûtent-ils chaque année? Combien de temps pouvons-nous continuer au profit d'une idée fausse ou d'une idée juste, mais si excentrique à la sphère de nos intérêts, une semblable subvention annuelle en hommes et en argent? Nous voulons bien que nos 30,000 hommes ne vous coûtent que le pied de paix de France, avec les frais de transport, et que le surplus soit à la charge du Mexique: c'est encore, sans compter le sang versé et les ravages des maladies, de 40 à 50 millions par an. Mais les frais extraordinaires de guerre, est-ce bien le Mexique qui est destiné à les supporter? On connaît les ressources du Mexique, on connaît son budget. Le gouvernement mexicain dépense chaque année 40 millions de piastres, et son revenu ordinaire ne s'élève pas à la moitié de cette somme. Il y a donc chaque année un déficit d'au moins 100 millions de francs. Le pauvre empereur Maximilien ne possède point les moyens de trésorerie connus en Europe; il n'y a pour lui qu'une façon de remplir son déficit annuel d'une centaine de millions : il faut qu'il emprunte cette somme sur émission de titres soumis à un amortissement rapide. Ces titres, il ne peut les placer qu'en France sous l'appât d'un système d'énormes loteries qui est la corruption même du crédit, et sous le patronage manifeste de notre administration financière. Nous n'avons donc point seulement à dépenser 40 ou 50 millions par an aux frais du trésor public pour entretenir cette aventure mexicaine; il faut encore que l'établissement de l'empereur Maximilien, sous peine de périr de famine et d'anémie foudroyante, trouve encore à prélever sur les capitaux français, sous forme d'emprunt, 100 millions effectifs par an. La question qui est donc posée en ce moment au gouvernement et à la chambre est celle-ci : pendant combien d'années voudra-t-on persévérer dans cette étourderie gigantesque et déjà trop prolongée? Par quel chiffre d'années se figure-t-on qu'on pourra multiplier les 50 millions que le Mexique coûte au trésor et les 100 millions qu'il emprunte au capital français? Mais d'une part les partisans de l'occupation du Mexique par la France prétendent, avec raison suivant nous, que, pour que notre œuvre ait quelque chance vraisemblable de réussite, il faut que nous restions au Mexique jusqu'à ce que nous y ayons frappé à notre effigie une génération nouvelle; il faut que nous attendions que ceux que nous avons trouvés enfans dans ce pays y soient devenus des hommes. D'un autre côté, les emprunts mexicains qui ont été placés jusqu'à présent ont été pris par le public avec une arrière-pensée à laquelle il nous paraîtrait difficile et même peu juste de donner un démenti catégorique. Les souscripteurs de ces emprunts se sont dit: Après tout, nous secondons une entreprise de notre gouvernement; si cette en-

treprise ne réussit pas, si le Mexique devient mauvais débiteur, il est impossible que nous n'obtenions point de notre gouvernement une indemnité raisonnable. Et quelle est la chambre qui ne sera pas trop heureuse de liquider l'affaire mexicaine en augmentant de quelques millions au profit des porteurs de bons de Maximilien le service de la dette publique le jour où le gouvernement lui annoncera cette bonne nouvelle, cette nouvelle qui fera pousser à la France un si allègre soupir de satisfaction, à savoir que l'on renonce à l'expérience mexicaine, et que nos bons soldats vont être rappelés au pays natal?

On le voit, il n'est pas possible que la France, prenant le parti de regarder en face l'état présent et l'avenir probable des affaires mexicaines, veuille de gaîté de cœur, jouet volontaire du hasard, continuer plus longtemps une pareille extravagance, pour employer un mot dont nous reconnaissons la dureté impolie dans le sens français, mais que nous employons ici avec la signification anglaise, qui qualifie ainsi la prodigalité aveugle qui ne veut ou ne sait point compter. En parlant ainsi, nous ne cédons nullement à une pensée d'opposition : nous obéissons au sentiment du patriotisme le plus désintéressé. Nous sentons que le temps des hésitations, des vagues critiques provoquant de vagues assurances, est passé. Pour employer une expression grossière, l'intérêt le plus élevé, le plus pressant de la France veut que quelqu'un mette enfin les pieds dans le plat. Il s'agit de reconnaître virilement une faute et de la réparer avec une promptitude sensée. Faute avouée est à demi pardonnée; si notre vœu se réalisait, bien loin d'y voir pour l'opposition un sujet d'égoïste triomphe, nous conseillerions plutôt à l'opinion libérale de seconder et d'accueillir par une patriotique indulgence le courage sensé que montrerait le gouvernement en abandonnant la chimère mexicaine. Nous sommes convaincus que les plus dévoués serviteurs de l'empereur n'ont point sur cette affaire une opinion différente de la nôtre; si nous osions aller plus haut et plus loin dans nos hypothèses, nous confesserions qu'il nous est impossible de croire que l'empereur lui-même conserve encore les illusions de 1861 et de 1862. Le chef de l'état ne nous a-t-il point laissé voir ses sentimens intimes sur les lointaines, longues et coûteuses colonisations militaires dans sa brochure sur l'Algérie? Quel utile pendant à cette étude pourrait nous donner l'empereur, s'il lui convenait d'écrire une brochure sur le Mexique! Peut-être l'opinion publique n'a-t-elle point prêté une attention suffisante à la dissertation algérienne; mais on pourrait promettre un beau succès à un écrit impérial qui signalerait avec une précision souveraine les difficultés ou, pour mieux dire, les impossibilités radicales de l'entreprise du Mexique, démontrées déjà par une expérience suffisante.

Nous ne saurions trop insister sur ce que nous avons dit en commençant : nous parlons de la cessation de l'intervention militaire de la France

au Mexique d'un cœur d'autant plus libre que c'est sur des intérêts français et des raisons d'état françaises que s'appuie la nécessité de cette solution. Quand ces intérêts seraient seuls en jeu, le moment serait venu de renoncer à une expérience dont les charges actuelles sont accablantes pour nous, et à laquelle il n'est pas possible d'assigner une autre issue prochaine et satisfaisante. La question d'honneur national est donc dégagée du débat. Notre politique a commis une faute, et qu'y a-t-il de plus honorable à la fois et de plus sensé que de reconnaître une faute commise et de prendre la résolution de n'y point persévérer? Il est certain qu'il y a bien peu de gens dans le monde officiel, supposé même qu'il s'en trouve, qui pensent qu'il y aura encore une armée française au Mexique dans deux ans; il est certain qu'un des organes les plus écoutés de la majorité ne supposait même pas, au commencement de l'avant-dernière session, quand il écrivit son fameux rapport sur les crédits supplémentaires, que nous aurions encore là-bas 25 ou 30,000 hommes à la fin de 1865, et que son impatience, comme celle de ses amis, ne peut qu'avoir été accrue par cette attente; il est certain enfin que la présentation d'un nouvel emprunt mexicain n'est plus possible. Le terme de notre intervention approche donc visiblement, et personne n'a le droit d'intéresser notre honneur à l'ajourner encore. Nous n'avons évidemment contracté aucun devoir de ce genre envers l'empereur Maximilien. Il lui a plu de tenter une aventure où la France s'était engagée; mais la France n'a pu contracter le devoir de lui prêter indéfiniment 30,000 de ses meilleurs soldats : on ne lui a accordé qu'un concours limité au délai d'une expérience temporaire; cette expérience dure depuis deux ans, admettons, si l'on veut, qu'elle soit prolongée d'une année encore : qu'est-ce que ce prince peut exiger de plus? Si au bout de ce temps il ne se croyait point en état de voler de ses propres ailes, cela le regarderait, et nous n'y pourrions rien. Son échec serait encore bien moins coûteux pour lui qu'il ne l'aurait été pour la France.

Ceci posé, nous sommes à l'aise pour parler de l'influence que notre présence au Mexique peut exercer sur nos rapports avec les États-Unis. Nous ne serons contredits par personne dans notre pays, si nous affirmons qu'aucun Français n'a l'idée qu'il valût la peine de fonder un empire mexicain protégé par nous, si nous devions, à ce prix, créer entre les États-Unis et nous une cause durable de défiance et d'antagonisme. Il est également certain qu'aux États-Unis aucun homme sensé ne croit à la possibilité de fonder au Mexique une monarchie même étayée par une intervention européenne. Entre deux nations qui entretiennent de pareils sentimens et de pareilles idées, la question mexicaine ne peut faire naître aucune cause naturelle et nécessaire d'hostilité. Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, que par une désastreuse maladresse on se laissât éloigner du fond même des choses et qu'on fît dévier étrangement les questions. Il ne nous est pas malheureusement permis de regarder de telles déviations comme tout à

fait impossibles. Nous en avons un redoutable exemple dans le sort de l'empereur Nicolas et dans les désappointemens terribles que la question d'Orient a donnés à ce potentat. La première infortune de l'empereur Nicolas fut de faire passer les susceptibilités d'un faux amour-propre avant les intérêts pratiques de la politique positive; son plus grand malheur fut d'être perpétuellement trompé par l'optimisme complaisant de sa diplomatie et de ses amis politiques d'Europe. De toutes parts on lui faisait dire que rien de ce qui devait effectivement arriver n'avait chance de se produire. On lui faisait croire qu'une alliance militaire et maritime entre la France et l'Angleterre était une conception monstrueuse et irréalisable; on lui faisait croire que jamais l'Autriche n'oserait lui opposer une abstention hostile. Puis, lorsqu'il dut commencer à s'apercevoir qu'il s'était trompé sur la nature essentielle et nécessaire des choses, son inflexible vanité ne put se résoudre à capituler. Il ne demandait qu'un mot pour consoler son amour-propre et couvrir sa retraite; ce mot à peine intelligible pour les initiés, la conférence de Vienne le lui refusa. Nicolas est tombé victime de la conspiration dont l'orgueil autocratique est naturellement enveloppé par la courtisanerie.

Si nous rappelons cette grande leçon d'hier, c'est que nous avons la confiance qu'elle est encore vivante dans la conscience des contemporains. Cette leçon nous apprend à nous défier de l'amusement du babil diplomatique et de l'affectation des sentences oraculaires et dilatoires dans les affaires qui peuvent mettre aux prises les intérêts et l'honneur de deux grands états. Il n'y a point de temps à perdre quand on est engagé dans de telles affaires: il faut tourner le dos au hasard, dieu des paresseux; il faut aller tout de suite au fond des choses, mesurer le possible et le nécessaire, prendre vite son parti, et, comme on dit vulgairement, avoir à temps le courage de se couper un bras. Si donc à l'endroit des États-Unis nous n'avons rien à sacrifier des vrais intérêts de la France, il faut nous garder de toute illusion sur les intérêts et le caractère nécessaire de la grande république américaine. Le nouveau ministre des États-Unis à Paris, M. Bigelow, dans la réunion des Américains qui a eu lieu au commencement de ce mois à l'occasion du *thanksgiving* national, citait un mot fort juste de M. Drouyn de Lhuys. La première fois que le ministre américain aborda notre ministre des affaires étrangères, il lui avoua son inexpérience dans l'art de la diplomatie. M. Drouyn de Lhuys lui répondit qu'on était toujours assez bon diplomate quand on avait la bonne foi et l'équité de se rendre compte de la situation où sont placés ceux avec qui l'on négocie. Il n'est point de meilleure maxime, et nous en devons faire l'application au gouvernement américain. Nous devons avoir avant tout la bonne foi de reconnaître que les Américains n'ont point été payés pour regarder d'un œil favorable l'origine et le but proclamé de notre expédition mexicaine. D'abord, sans la guerre civile qui semblait

les menacer d'une ruine profonde, jamais le gouvernement français n'eût conçu le dessein de substituer au Mexique un gouvernement monarchique à la forme républicaine. Convenons que, si la France se fût trouvée dans une position semblable, si, souffrant des plus graves embarras intérieurs, il eût plu à l'Autriche, à l'Angleterre, à la Prusse, de profiter de la circonstance pour arranger les affaires d'Italie, d'Espagne ou de Belgique d'une façon contraire à nos traditions et à nos principes, nous ne serions guère tenus de garder d'un tel procédé un souvenir reconnaissant. La célèbre lettre adressée au général Forey accentuait le sens de notre entreprise d'une façon qui ne ménageait guère les susceptibilités ou, si l'on veut, les préjugés des Américains. Il s'agissait pour nous, en un moment où les États-Unis étaient plongés dans une détresse que plusieurs croyaient incurable, d'empêcher la grande république de s'emparer de tout le golfe du Mexique, de dominer de là les Antilles et l'Amérique du Sud, de rendre à la race latine de l'autre côté de l'Océan sa force et son prestige, de garantir la sécurité à nos colonies des Antilles et à celles de l'Espagne, etc. On doit remarquer en passant que, si tel a été le dessein de l'expédition du Mexique, l'objet principal de cette entreprise est aujourd'hui manqué totalement : les Chiliens et les Péruviens nous montrent le cas qu'ils font du panlatinisme; maltraités par les Latins d'Espagne, c'est du côté des Saxons du Nord-Amérique que se tournent leurs regards fraternels. Quant à l'influence prépondérante du golfe du Mexique, les États-Unis la conservent telle que la nature la leur a donnée, et la sécurité de nos colonies et de celles de l'Espagne a pour garantie, sans compter notre droit et notre puissance, la modération et l'esprit de justice des républicains de l'Amérique, garantie que bien des gens se permettront toujours de préférer à celle qu'aurait pu promettre la fondation au Mexique d'un fragile empire. Cette politique avouée n'est point faite assurément pour gagner les sympathies de l'Amérique à notre expérience mexicaine; mais c'est encore là du passé, et il n'y faut plus revenir. Au cœur du peuple américain, le souvenir des fautes de notre politique officielle durant la guerre civile ont été, nous en sommes sûrs, effacées par les témoignages que l'opinion libérale française, fidèle à ses plus belles traditions et éclairée sur l'avenir par la générosité de sa foi, n'a cessé de donner à la grande cause de l'Union républicaine. Ce qui résulte du moins d'un passé si récent, ce qui résulte surtout des déclarations sobres et fermes du message présidentiel en l'honneur de l'institution républicaine, c'est qu'on ne doit point s'attendre à voir reconnaître par les États-Unis l'empire mexicain. Ce serait une illusion dangereuse de fonder sur l'espoir d'une pareille reconnaissance l'expédient au moyen duquel nous pourrions sortir du Mexique. Pour mettre d'une façon honorable une prompte fin à nos stériles sacrifices, nous avons besoin sans doute d'entrer en une coopération amicale avec le cabinet de Washington. Notre vrai devoir d'honneur serait, en abandonnant le

Mexique, d'y laisser une combinaison de pouvoirs qui permît d'espérer la pacification intérieure du pays. Une telle combinaison ne pourrait présenter des garanties d'efficacité que si elle était patronnée à la fois par la France et la république américaine cordialement unies. C'est à cette union qu'il faudrait travailler sans délai, sans se laisser amuser par des espérances illusoires. Le temps en effet est contre nous et non pour nous dans cette affaire. Avec le temps s'accroissent nos sacrifices et peuvent se développer chez le peuple américain des courans d'opinion dangereux. Se figure-t-on qu'on peut se laisser conduire par un système de temporisation jusqu'aux approches des élections qui auront lieu dans trois ans? L'agitation électorale commence longtemps avant le vote aux États-Unis : supportera-t-on l'idée qu'on n'ait point enlevé avant cette époque aux candidats à la présidence le triste prétexte qui pourrait leur permettre de poser leur *plate-forme* sur la question du Mexique?

En tout cas, il est une chose dont nous n'aurons point à nous repentir; il est aussi une chose que nous demanderons avec confiance au gouvernement. Nous ne nous repentirons jamais, pour ce qui nous concerne, d'avoir poussé trop loin les scrupules de la prévoyance et les conseils de la prudence. Quant au gouvernement, nous l'adjurons de faire autant que possible la lumière sur la question mexicaine. Qu'il ne retienne point d'une main avare les documens officiels, qu'il les communique au contraire à la chambre avec abondance; que nos députés soient mis en état de calculer complétement le prix de revient de l'entreprise mexicaine depuis l'origine jusqu'à l'époque actuelle; qu'on leur fasse connaître dans leur exacte étendue les ressources en hommes, en argent, en crédits, qui sont nécessaires au maintien de l'empire de Maximilien, et au défaut desquelles il ne pourrait plus longtemps subsister. Il serait, ce nous semble aussi, d'une politique sensée et honorable de devancer la publication des correspondances diplomatiques dont la communication a été promise au congrès américain par le président Johnson. A quelque parti qu'on s'arrête, il faut savoir ce que l'on fait. Le pays a le droit de demander qu'on lui mette en main toutes les pièces, afin qu'il puisse se prononcer en connaissance de cause.

Nous sommes contraints, bien malgré nous, à dire un mot des incidens universitaires qui ont été depuis quelques jours et qui n'ont peut-être pas cessé d'être une cause de préoccupation et d'anxiété publique. Les écoles se sont émues des rigueurs dont le conseil académique a frappé quelques étudians à qui l'on reproche d'avoir tenu hors de France, en Belgique, au congrès de Liége, des propos irréligieux et une conduite séditieuse. L'émotion des écoles est devenue une cause d'inquiétude pour l'ordre public. Dans cette situation et avec la législation qui nous régit, il est fort embarrassant d'exprimer une opinion sur les faits qui ont agité notre jeunesse des écoles : on n'aimerait pas à courir le risque de paraître favoriser des doctrines ou des actes semblables à ceux qui sont imputés aux élèves frap-

pés d'exclusion, et l'on craindrait d'irriter l'autorité par une contradiction qui ne serait point opportune. Nous ne pouvons que gémir sur un état de choses qui rend possibles de tels conflits. N'est-il pas étrange que le principe d'autorité, comme on dit chez nous, soit amené à se commettre avec cette gravité et cette sévérité contre des escapades d'écoliers? De pareils chocs nous confondent toujours. Nous en trouvons la cause dans l'excès de notre esprit autoritaire et dans l'organisation, suivant nous défectueuse, de notre université. A quoi bon faire ainsi de l'autorité à tout propos, en toute occasion? Y a-t-il pour des erreurs d'opinion de répression plus juste et plus efficace que les jugemens mêmes de l'opinion publique? Les débauches d'esprit sont-elles un accident si nouveau chez la jeunesse, et ceux à qui l'âge a malheureusement appris leur courte durée ne feraient-ils pas mieux de feindre de ne les point voir, au lieu de les mettre eux-mêmes en évidence par un étalage de sévérité? Dans une société où l'on a vu de la jeunesse à l'âge mûr de si violentes mutations d'idées chez des hommes devenus les plus graves, est-on fondé à prendre si furieusement l'alarme? Les hommes de notre génération ont vu des professeurs qui leur enseignaient le républicanisme devenir des conservateurs sévères et des organes rigides du principe d'autorité. Nous plaignons ceux que ces vicissitudes d'opinion n'ont point rendus indulgens envers la jeunesse; puis, dans l'organisation de notre université, qui n'est point formée en corporation autonome et qui est peuplée de professeurs assimilés à des fonctionnaires, est-il bien facile de tracer ou de découvrir les limites de la discipline académique? Une discipline quelconque, dans les idées naturelles, est quelque chose d'inférieur assurément à la justice nationale. Il est peu aisé de faire comprendre à des étudians, même à des esprits plus mûrs, que la discipline, prenant les formes judiciaires et appliquant une pénalité si grave qu'elle peut aller jusqu'à l'interdiction d'une carrière, ait une juridiction plus vaste que la loi même du pays, et puisse atteindre hors du territoire des délits que la justice ordinaire ne connaît pas. Il y a dans tout cela, ce nous semble, une grande confusion des choses et une excessive précipitation de conduite parmi ceux qui allèguent les intérêts de l'ordre moral et de l'ordre public. La vraie sagesse politique consiste à prévenir ces orages. Un bon moyen serait de réformer notre organisation universitaire et de définir législativement d'une façon claire et intelligible pour tous la discipline académique. Si nos jeunes étudians se trompent dans le jugement qu'ils portent sur les attributions de l'autorité disciplinaire, ils se trompent assurément de bonne foi. L'autorité n'a certes rien à perdre à ménager la bonne foi d'une jeune génération et à lui montrer sa sollicitude par la révision d'une législation mal définie, et qui donne lieu à de si regrettables malentendus.

Nous avons plus de goût à nous occuper des perspectives financières à propos du récent rapport de M. Fould à l'empereur. M. Fould nous semble

poursuivre lentement, mais sans se laisser décourager, le système qu'il a inauguré en entrant au ministère des finances. Ce système a pour objet d'éclaircir notre comptabilité financière et de lui tracer des règles telles qu'il devienne de jour en jour plus difficile de se lancer dans les dépenses aventureuses. M. Fould fait aujourd'hui un pas nouveau dans cette voie en supprimant l'ancienne organisation de l'amortissement et en créant un amortissement restreint sans doute, mais dont les ressources seront efficacement appliquées à l'objet de cette institution. L'ancien amortissement ne fonctionnait plus depuis bien des années; une somme considérable, 127 millions, lui était encore annuellement et nominalement affectée, mais il n'en était pas employé un centime au rachat de la dette. La dotation de l'amortissement était comme une grosse réserve à laquelle les autres services publics allaient puiser, au moyen d'écritures contre-passées, les ressources dont elles avaient besoin pour couvrir leurs crédits extraordinaires et supplémentaires. L'existence de cette réserve était commode pour ceux qui ordonnaient sans trop compter des dépenses pour lesquelles des ressources n'avaient point été prévues d'avance. Cette fiction disparaît de nos budgets. Le budget ordinaire de 1867 est réglé de telle sorte qu'il se solde par un excédant de près de 100 millions, et l'amortissement reçoit une dotation dont une partie, 30 millions au moins, sera employée en achats de rentes. L'excédant du budget ordinaire fournit et limite les ressources et par conséquent les dépenses du budget extraordinaire. Des excédans de cette nature devant se reproduire chaque année, ce sera au gouvernement et à la chambre d'aviser au meilleur emploi qu'il y aura à en faire, ou continuer les travaux publics, ou réduire certains impôts et essayer sur la taxation des expériences financières, comme font les Anglais. La distribution des ressources étant ainsi établie d'une manière permanente, il ne reste pour les dépenses que l'on engageait si facilement autrefois au moyen des crédits supplémentaires que les fonds relativement bornés qui pourraient être rendus disponibles par des viremens ou des annulations de crédit. Si désormais dans l'intervalle d'une session à l'autre le pouvoir exécutif voulait engager une dépense considérable non prévue au budget rectificatif de l'exercice, il serait forcé de convoquer extraordinairement le corps législatif. Cette nécessité d'en appeler aux chambres peut devenir un frein très efficace dans notre mécanisme gouvernemental. Ce qui nous frappe et nous intéresse surtout dans les arrangemens de M. Fould, ce sont ces limitations pratiques apportées peu à peu à l'initiative des dépenses, et que l'empereur a le mérite incontestable de s'imposer en quelque sorte à lui-même.

Nous ne nous dissimulons point au surplus que toutes les précautions de comptabilité sont peu de chose en matière de finances publiques auprès de l'influence des institutions générales qui régissent un pays. En temps régulier, c'est à l'efficacité du contrôle parlementaire et au degré d'homo-

généité qui peut exister entre les chefs des divers départemens ministériels que se mesure la prospérité des finances d'un état. A ce point de vue, nous avons bien des progrès à faire. Pourtant, quoique notre système financier soit encore éloigné de la perfection, nous n'aurions guère à nous plaindre, si, au lieu de nous comparer à l'Angleterre, nous nous mettions en parallèle avec la plupart des grands états du continent. Voilà, par exemple, l'Italie, dont la crise ministérielle coïncide avec la révélation plus complète de ses embarras financiers. La nouvelle chambre ne semble point avoir eu un tempérament assez robuste pour supporter la lumière que M. Sella a fait luire sur les déficits italiens, ou pour suivre le sévère et hardi ministre dans les mesures héroïques qu'il avait conçues. Bien que le déficit annuel de l'Italie s'élève à une somme de beaucoup supérieure à 200 millions, il paraît que la situation serait tolérable, si l'on parvenait à créer une augmentation de recette régulière d'une centaine de millions. On subviendrait au reste pendant quelques années au moyen de ressources extraordinaires, telles que des aliénations de domaines et l'appropriation des biens du clergé; mais il y a un bloc de 100 millions de recettes régulières à trouver, ou, ce qui revient au même, 100 millions à rayer dans les dépenses. M. Sella comptait obtenir ces 100 millions de l'impôt sur la mouture, impôt qui à un financier se présente avec l'avantage d'une perception et d'un produit certains, mais impôt tracassier, impopulaire, odieux en lui-même, il faut le dire, et qu'une nation ne pourrait accepter que par un rare effort d'abnégation patriotique. Le nouveau ministre des finances, M. Scialoja, économiste napolitain connu et fort estimé depuis longtemps, apportera-t-il un autre secret que celui de M. Sella? Quant à nous, nous n'en voyons qu'un seul, et il est politique avant d'être financier. C'est la dépense qu'il faut diminuer de 100 millions, et c'est au budget de la guerre qu'il faut demander cette économie. Si deux grandes puissances européennes, la France et l'Angleterre, venaient dire à l'Italie : Nous vous garantissons une trêve de dix ans avec l'Autriche; nous nous engageons à ne pas vous laisser attaquer durant cette période par cette redoutable voisine; nous vous invitons en conséquence à retrancher 100,000 hommes de votre armée pour que vous puissiez retrouver enfin votre aplomb financier; certes si une telle offre leur était faite, les hommes d'état italiens devraient l'accepter sur l'heure et commencer un véritable désarmement. Eh bien! nous nous retournons vers eux et nous leur disons : Qu'avez-vous besoin d'une assurance semblable à celle que nous venons de supposer pour faire vos vraies affaires et prendre une résolution de salut? La trêve, la paix avec l'Autriche, mais c'est la force des choses, c'est tout le poids des intérêts européens qui vous les imposent ou vous les assurent, à l'Autriche aussi bien qu'à vous. Vous signez à l'instant même un traité de commerce avec le Zollverein, croyez-vous que cette alliance des intérêts ne vaut pas mieux pour vous que l'entretien stérile de bien des milliers d'hommes sous vos dra-

peaux? Au nom de Dieu, si vous voulez vivre, ne vous laissez pas envahir par la lèpre du délabrement financier. Il est bon, quand des peuples ont à combattre pour des questions suprêmes de liberté et l'existence, qu'ils ne ménagent pas plus l'or que leur propre sang. La France pendant la révolution, les États-Unis hier même ont donné l'exemple de ces prodigalités héroïques qui sauvent les peuples; mais, quand ces crises suprêmes sont passées, il ne faut pas se laisser dégrader paresseusement et lentement par la misère chronique. Prenez donc un grand parti : rompez avec les routines, ayez le courage d'être modernes, suivez l'exemple que vous donnent les États-Unis, renvoyez cent mille hommes, et attendez d'être devenus riches pour vous donner le luxe d'une grande armée.

L'exemple de l'Espagne devrait être aussi pour l'Italie un avertissement en sens contraire. La session est ouverte en Espagne. La reine a franchi le pas délicat de la rentrée à Madrid. La réception qu'elle a rencontrée dans sa capitale a été froide, quoi qu'en aient dit les télégrammes officiels; mais à l'honneur de la population de Madrid elle n'a point été traversée par les manifestations grossières dont le bruit public avait si longtemps répété l'odieuse menace. Le confesseur favori est revenu près de la reine, mais il faut espérer qu'on n'entendra plus parler des intrigues de camarilla. Il est difficile d'apercevoir encore si, devant un parlement nouveau dépourvu de toute opposition, le cabinet du maréchal O'Donnell trouvera l'occasion de dessiner une politique intéressante. C'est surtout aux questions financières que nous attendons ce cabinet; la reine, dans le discours d'ouverture, a fait allusion à ces questions comme devant être soumises aux chambres durant la session. Nous sommes curieux de voir les solutions que le ministre des finances du maréchal O'Donnell apportera aux problèmes du crédit espagnol. Plus heureux que la reine d'Espagne, l'empereur d'Autriche a eu un beau jour à l'ouverture de la diète hongroise. L'enthousiasme est l'état d'âme qui s'accommode le mieux aux brillantes qualités extérieures des Magyars. L'éclat des costumes, l'élégance des attitudes, les *eljen* donnent aux réunions politiques des Hongrois un charme pittoresque dont il semble que l'on ressente l'effet même à distance. Le roi de Hongrie et les Hongrois ont eu l'air de s'entendre à merveille dans cette première rencontre. Quant à nous, nous n'avons pas caché dès l'origine les vœux que nous formons pour le succès du rapprochement aujourd'hui si solennellement tenté. Ce serait une vraie joie pour les libéraux européens de voir ces races vivantes, intelligentes, généreuses, de Hongrie rentrer enfin dans le mouvement et le bruit des affaires européennes. Il est aussi d'un haut intérêt d'avenir qu'une grande confédération animée de l'esprit moderne se forme le long du Danube, et pour l'organisation de ce système l'accord de François-Joseph et de la Hongrie paraît être le moyen le plus certain et le plus expéditif. L'opposition des Allemands à l'ordre de choses qui se prépare ainsi devient plus sèche et plus raide à mesure

que s'accroissent les chances de la réconciliation de la Hongrie. Cette mauvaise humeur des populations germaniques n'est pas la seule des difficultés qui compliquent le problème que la cour de Vienne cherche à résoudre; nous faisons des vœux pour que les antipathies de races ne se réveillent point contre les Hongrois parmi ces populations d'origine et de langues diverses que le royaume de saint Étienne embrasse dans ses limites.

Nous sommes bien attardés pour rappeler le grand et noble spectacle que le peuple belge et son jeune et libéral souverain viennent de donner au monde. L'attitude du peuple belge, le langage du roi si élevé, si sincère, si pénétré d'honnêteté communicative, n'ont point trompé notre attente et ont réjoui ceux qui savent accueillir les beaux exemples, qu'ils nous viennent des petits peuples ou des grands. La Belgique a dit de toutes les façons, avec une dignité et un élan bien remarquables, qu'elle veut demeurer une nation indépendante, parce qu'elle entend être une nation libre. Nous ne pensions point rencontrer si juste quand naguère nous comparions la position morale de la Belgique par rapport à nous à celle de l'Amérique du Nord vis-à-vis de l'Angleterre. Il y a eu dans la signification généreuse des manifestations belges et la grandeur politique du message du président Jonhson une merveilleuse coïncidence. Par ces actes et par ce langage, il semble que le ton moral de la politique ait été soudainement élevé dans le monde et que la conscience de ceux qui ont gardé leur fidélité à la liberté se soit dilatée avec bonheur. Quelle belle, simple, forte, humaine, virile revendication des principes républicains fondés sur les droits de l'homme dans le message de Johnson! Quelle foi profonde, bien que contenue sous une forme austère, dans l'influence que les institutions américaines doivent exercer sur le développement de l'idéal politique de l'humanité! Et dire que pour avoir ces parties divines de l'art de gouverner il n'est pas nécessaire d'avoir eu des aïeux, qu'on peut parler devant l'histoire cette grande langue de la magistrature suprême quand on a commencé par être un ouvrier tailleur! Quel titre de noblesse pour les démocraties du monde, et quelle promesse consolante pour l'avenir de l'humanité!

E. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Aux alentours de l'Opéra, l'arrivée à Paris du *maestro* Verdi met en éveil toute sorte de curiosités. Est-ce une partition nouvelle que l'auteur du *Trovatore* et de *Rigoletto* apporte à l'Académie impériale, que le vide menace aussi d'envahir? Quel poème a choisi le compositeur pour sa musique?

quels chanteurs l'interpréteront, et à quelle date? Patience! les choses ne sont point si avancées. L'Opéra, pris de court au sortir de son rêve d'or de *l'Africaine*, se demande s'il ne serait cependant pas bientôt temps de s'occuper un peu du lendemain, et M. Verdi, qui se sent, comme on dit, l'homme de la situation, vient à Paris causer traités; les affaires d'abord, la musique ensuite. Lorsqu'un dramaturge de renom se voit sollicité par un directeur de théâtre, il pose pour condition première la reprise de quelqu'un de ses anciens ouvrages. C'est là aujourd'hui une manière de question préalable fort en vigueur dans toutes les administrations secondaires, et qui même ne laissait pas d'avoir déjà cours en plus haut lieu au temps où Rossini, avant de consentir à écrire une partition toute française, imposait à l'Académie alors royale de musique diverses reprises de son répertoire italien. Maintenant, étant donné le sens très pratique dont le ciel l'a doué, il n'était point à supposer que l'auteur de *Rigoletto* fît autrement que tout le monde. Cet excellent usage de négocier le vieux au moyen du neuf nous vaudra tôt ou tard *la Forza del destino,* assez médiocre ouvrage écrit il y a quelques années pour Saint-Pétersbourg, et qui, pour se produire à Paris, n'attendait qu'une occasion. Parlons donc de *la Forza del destino* avant de parler de *Don Carlos* ou de telle partition qu'il plaira à l'illustre maître de composer en vue de notre scène. Je ne m'occupe pas de l'exécution et ne tiens pas à savoir d'avance qui pourra chanter à l'Opéra le rôle créé par Tamberlick. Le musicien ici est homme de ressources, nul mieux que lui ne s'entend aux variantes, transpositions et remaniemens. Trancher jusqu'au vif dans la partie du ténor, remplacer l'air de la femme par une cavatine empruntée soit à *Giovanna d'Arc,* soit à une partition quelconque de son répertoire également ignorée du public français, pointer un rôle dans les belles notes du chanteur et, fût-ce aux dépens de la *tessitura* des ensembles, s'arranger de manière à contenter la voix de M. Faure chantant ce qu'avant lui a chanté Graziani, — ce sont là jeux d'enfant pour un Italien. Autant un Allemand répugne à ces combinaisons de pacotille, autant un Italien s'y trouve à l'aise. Refondre, rajuster, avec du vieux faire du neuf, on dirait qu'il y a là comme une inéluctable nécessité, la *force du destin;* bien avant Cimarosa florissait ce beau système. Voyez ce *don Bucefalo,* peinture grotesque, mais vraie à plus d'un titre, de ces mœurs musicales dont l'immortel Lablache, dans son Campanone de *la Prova d'un opera seria*, bafouait déjà au milieu des éclats de rire des générations précédentes le suprême indifférentisme, l'incomparable sans-gêne.

On se souvient de *Macbeth* au Théâtre-Lyrique, du travail de rénovation auquel donna lieu cette malencontreuse mise en scène : partout la confusion, les disparates, des ajoutés sans relation avec le style primitif, des pâtés de couleur écrasant l'ancien dessin. J'imagine que nous verrons le cas se reproduire à l'Opéra, et pourtant ce n'est point encore ce qui me préoc-

cupe davantage. Les ouvriers du tempérament de Verdi ont la poigne rude, la besogne ne les effraie pas; mais ce poème impossible, qui se chargera de le revoir, de le refaire? Quel auteur parmi les contemporains prendra sur lui de créer l'ordre et la lumière dans ce chaos, de rendre, je ne dis pas intéressant, mais simplement représentable sur une scène française, cette série grotesque d'incidens suscités par la force du destin? Au premier acte, don Alvar s'introduit chez sa maîtresse, comme don Juan chez donna Anna : le père survient qui provoque en duel le ravisseur. Celui-ci refuse et, pour ne pas être exposé à défendre ses jours contre un pareil adversaire, jette bas son arme; mais, ô puissance du destin! cette arme, qui pourrait si bien être une épée, est un pistolet; le pistolet en tombant fait feu, et la balle assassine de traverser incontinent le cœur de l'infortuné beau-père! Supposer que le destin va s'en tenir là serait ignorer sa force: une fois lancé, il ne s'arrête plus, et le voilà pendant quatre actes interminables donnant des croc-en-jambes à tous les personnages, qui finissent par tomber les uns sur les autres comme des capucins de cartes! *Callot fecit!* Et c'est une telle conception que le musicien a prise au sérieux du commencement à la fin! En empruntant au faire moderne bien plus encore qu'à l'Allemagne, comme les gens à courte vue le prétendent, certains de ses moyens d'action, Verdi est resté par maint endroit un Italien de la plus vieille roche. Cet homme-là mettrait en musique sans sourciller *la Tour du Nord* et *le Pont du Torrent :* non qu'il professe à l'égard de la pièce une absolue indifférence; tout au contraire, une situation l'attire, le captive, mais il ne s'informe pas de quelle manière cette situation se rattache au sujet. Ce qu'il cherche, c'est ce que le grand empereur parlant à Goethe appelait le *genre tranché*. Qu'importent l'ineptie de la contexture dramatique, les gestes et les contorsions de tous ces mannequins sans raison d'être, si de la grossière, inintelligible ébauche se dégage à un moment donné le sublime morceau? Avec un tel système, il n'y a point de pièces, il n'y a que des sujets, et le *Trovatore,* charade absurde que jamais personne au monde n'a comprise, comptera aux yeux d'un maître autant, ni plus ni moins, que les œuvres du théâtre de Victor Hugo, *Ernani* ou *le Roi s'amuse* par exemple. Scribe, quand on lui parlait d'une situation, devenait sérieux; puis, après avoir réfléchi : « Très bien, répondait-il, je comprends, mais où cela mène-t-il? » Grave question que Meyerbeer à son tour se posait et dont Verdi n'a cure. « Voyez-vous ce pont? disait le maréchal Pélissier, accoudé sur la balustrade du jardin de la chancellerie de la Légion d'honneur. On l'appelle le pont de Solferino parce qu'il ne mène à rien! » Le *miserere* du *Trovatore,* égaré, perdu dans cette impasse dramatique, produit sur vous le même effet : c'est très beau, bien plus beau que le pont, c'est également sans issue. Étant donné ce genre d'opéra macabre, *la Forza del destino* en serait le chef-d'œuvre; aussi j'admire d'avance l'habile teinturier qui va se charger d'imprimer une couleur française quelconque à

cet affreux tissu de fabrique espagnole. On prétendait qu'il n'y avait plus de poète à l'Opéra depuis Scribe; il paraîtrait qu'il a suffi cette fois d'étendre la main pour en trouver un et des plus féconds, car cette reprise en sous-œuvre de la rapsodie exotique ne serait pour le lauréat qu'une manière d'entrer au jeu et de préparer les esprits à l'avénement d'un *Don Carlos* dont on raconte des merveilles. Il faut que le morceau soit bien fameux pour qu'on se le dispute de la sorte.

C'est peut-être une curiosité fort déplacée, mais je me demande, au point où en sont les choses aujourd'hui, ce que pourra bien être au théâtre un *Don Carlos*. Après les récentes découvertes historiques, en présence de tant de documens publiés de toutes parts, le personnage inventé par Schiller, même à l'Opéra, semblerait trop enfantin dans son nimbe de libéralisme humanitaire sur lequel la critique moderne a soufflé. C'est l'honneur de la musique de notre temps d'aimer à discuter les caractères qu'elle étudie; pour traduire à la voix et à l'orchestre cette sensiblerie romanesque, le *canto fiorito* suffirait, la vieille cavatine à roulades, laquelle à son tour appelle le costume traditionnel des héros du répertoire : béret à créneaux, tuniques à crevés de velours noir, bottes à revers chamois. Tout se tient en ce monde, et ce que les portraits d'un Van-Dyck ou d'un Velasquez sont pour un peintre de costumes, les renseignemens de l'histoire devaient l'être nécessairement pour la musique. A Dieu ne plaise que je songe à médire de Schiller! Rien ne me porte à supposer que le grand poète ignorât absolument la vraie cause de la mort du prince, et peut-être en savait-il sur son sujet tout autant que les nouveaux biographes nous en ont appris. Seulement à cette époque la profonde ignorance du public en matière historique autorisait bien des licences au théâtre. Du caractère et de la destinée du jeune fils de Philippe II, personne parmi les gens qui hantaient le spectacle n'avait souci. Schiller pouvait donc se croire en droit d'inventer tout, à ce point que le personnage sorti de ses mains ne saurait même passer pour une idéalisation du type original, qu'il ne rappelle par aucun trait. D'autre part, s'il semble que le personnage de Schiller ne pourrait plus guère servir désormais qu'au Théâtre-Italien, je ne vois guère en quoi l'art dramatique aurait à profiter du type reconnu pour vrai. Le fils de Philippe II venant chanter devant la rampe les élancemens de sa passion, *sospiri, lamenti*, etc., offrirait sans aucun doute un assez ridicule spectacle au public mieux informé de nos jours; mais on devra convenir aussi que ce serait un bien funèbre héros d'opéra que le jeune prince découvert par l'histoire, cette espèce de crétin fanatique, mal bâti, mal embouché, travaillé de fièvres intermittentes, qui pour une goutte d'eau tombée d'une croisée vous faisait incendier une maison et châtiait les impérities d'un cordonnier en le forçant à manger le cuir de ses bottes coupé à petits morceaux et fricassé dans la casserole. Tout bien considéré, j'avoue qu'à la place de Verdi je ne me déciderais ni pour l'un ni pour l'autre des deux

types, et m'abstiendrais d'écrire un *Don Carlos*. « Entre tant de pères qu'il pouvait me donner, pourquoi le ciel m'a-t-il infligé celui-là? » s'écrie le héros de Schiller. Entre tant de sujets qu'un maître peut prendre, pourquoi choisir *Don Carlos?* On avait parlé d'un *Roi Lear*, d'une *Marion Delorme*. Deux fois déjà le théâtre de Victor Hugo a porté bonheur à Verdi; il ne serait pas impossible qu'une troisième expérience réussît encore davantage. Chose curieuse pourtant de voir ainsi nous revenir l'une après l'autre par la musique les plus nobles œuvres du théâtre contemporain! Donizetti nous a conservé *Lucrèce Borgia;* si *le Roi s'amuse* figure encore sur une affiche parisienne, c'est grâce à Verdi; un maestro de Pérouse ou de Bergame a écrit un *Ruy-Blas:* vous verrez que nous retrouverons ainsi quelque jour *Marion Delorme*. C'est de la musique aujourd'hui que nous vient la littérature; c'est dans les salles d'opéra, c'est au milieu des harmonies des voix et de l'orchestre qu'il faut aller rêver des imaginations de nos grands poètes.

A quoi sert donc la Comédie-Française? Pourquoi de ces toiles splendides que le musée national possède sommes-nous réduits à n'avoir en quelque sorte que la gravure? Question ingénue! la Comédie-Française est de son temps. Les théâtres de genre ont donné le branle, et l'antique duchesse emboîte le pas du demi-monde et du petit monde. Elle qui jadis donnait le ton à son tour le subit. Les grandes dames vont à Mabille : pourquoi la maison de Molière se refuserait-elle les violons du bal de l'Opéra? Les pierrots sont entrés avec les débardeurs, et à leur suite cette cohue carnavalesque des gens criant bravo et de ceux qui sifflent *devant que les chandelles soient allumées*. Du balcon de la rue Richelieu, on entendait parler l'argot du Vaudeville. Quand on a l'honneur de diriger la Comédie-Française, on se doit au culte de la belle langue, et s'il vous arrive d'en pouvoir enrichir le trésor, n'eussiez-vous d'ailleurs jamais su rien écrire qui vaille, vous vous serez acquis dans l'avenir un certain titre aux yeux de l'Académie. Sérieusement, nous n'avons au cœur ni malveillance ni pruderie, et pourvu que la question littéraire soit en jeu, on nous trouvera toujours inclinant plutôt du côté de l'audace. La question littéraire, la question d'art, je voudrais bien qu'on me fît voir ce qui pouvait l'intéresser dans cette histoire d'*Henriette Maréchal*. J'accepte ce prologue impossible, je vais même jusqu'à tenir compte aux auteurs de l'idée plus ou moins originale. Mettre en scène l'œuvre de Gavarni, peut-être y avait-il là quelque chose. Par malheur, l'esprit du crayon manque; plus de relief, plus de trait, des découpures sans perspective passant et repassant, des pantins qui se coudoient en s'adresant d'ignobles apostrophes dont la platitude vous déconcerte. Je me dis alors : C'est *raté*, voyons la pièce. Ici le désappointement n'a plus de bornes : des situations ayant traîné depuis trente ans sur tous les théâtres du boulevard, cet écœurant scandale domestique dont prose et vers ont tant abusé que dernièrement une pièce agréable d'ailleurs, la *Fa-*

bienne de M. Meilhac, tombait au Gymnase pour s'être laissé prendre à si ingrat sujet! Un caractère étrange, singulier, distingue pourtant ce drame d'*Henriette Maréchal:* l'inexpérience absolue unie au plus imperturbable aplomb. Jamais on ne vit sujet plus vieux traité d'une façon plus jeune; c'est l'enfance de l'art, et le naïf par endroits n'est même point sans grâce. Tandis que dans l'invention de la pièce tout vous rappelle l'idée d'autrui, l'exécution vous livre à chaque pas des moyens d'un primitif incomparable. Les entrées et les sorties se font sans que rien les commande, sinon le bon plaisir des auteurs, lesquels se tirent d'embarras en évoquant un domestique ou une dame de charité de circonstance : « Monsieur, c'est votre déjeuner; madame, ce sont vos pauvres! » Il n'en faut pas davantage au Théâtre-Français pour se débarrasser des personnages qui nous gênent et ménager à discrétion les tête-à-tête. Otez à Mme Maréchal son domino de bal masqué, et vous avez Adèle d'Hervey tombant en pâmoison aux bras d'Antony, d'un Antony bébé : mêmes tirades, mêmes boursouflures; toute la différence est dans la question d'âge. Paul de Bréville a dix-neuf ans, Mme Maréchal en a quarante : passion de matrone à jouvenceau, trame odieuse où se prend, comme un moucheron dans une toile d'araignée, le cœur d'une jeune fille qui aime l'amant de sa mère et meurt en s'accusant d'une honte dont sa virginale innocence n'a pas rougi d'instruire le procès.

Cette pièce sans invention et sans style, où la jeunesse surtout manque, ne pouvant réussir, a fait scandale. Au lieu de laisser ce qui était si médiocre s'enfoncer tout naturellement dans le silence et l'ombre, la cabale est accourue en troupe, comme s'il s'agissait de venger la morale publique. On a parlé d'influences de salon habilement mises en jeu; bref, on a poursuivi et sifflé comme d'abus. Nous ignorons, cela va sans dire, ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans ces sortes de récriminations, qui, fussent-elles justes, ne sauraient, en bon droit, porter d'avance atteinte à la fortune d'un ouvrage. Une pièce au théâtre doit avoir pour première condition de se faire à elle-même sa destinée et de ne point dépendre des circonstances plus ou moins contraires, plus ou moins favorables, qu'elle aura traversées pour arriver. Bonne, elle réussit; mauvaise, elle tombe. Le nom de l'auteur n'y fait rien, puisque, ce nom ne figurant point sur l'affiche au jour de la première représentation, la fiction veut que le public appelé à juger la chose ne le connaisse même pas. D'ailleurs, sur ce sujet d'une intervention officieuse, la lettre du directeur du Théâtre-Français publiée dans la préface de la pièce imprimée répond à tout. Un directeur de théâtre, au temps où nous vivons, est maître chez lui, tout le monde sait cela, et s'il n'était point libre de jouer les chefs-d'œuvre de son goût, autant vaudrait pour lui se retirer dans quelque bonne bibliothèque de l'état. Cette lettre prouve qu'en recevant le drame d'*Henriette Maréchal,* le directeur a agi dans la plénitude de son indépendance : généreuse et noble initiative,

tout à l'honneur de son caractère administratif, mais dont l'autorité de son goût littéraire ne se relèvera pas.

Cependant le succès de *la Famille Benoîton* est loin de diminuer. Tandis qu'à la rue Richelieu il n'était déjà plus question de ce triste drame refusé d'abord au Vaudeville, la comédie de M. Sardou continuait d'aller aux étoiles. Pourquoi ces fortunes si diverses? pourquoi ici cet excès d'honneur, là cette indignité? Interrogez la mode, et la mode vous répondra : il s'agit de donner la note du moment, de pincer, comme on dit, l'*ut dièze*. Les féeries sont à l'ordre du jour. Cinq cents représentations n'ont pas épuisé la fortune de *la Biche au bois; la Lanterne magique* du Châtelet va renouveler l'âge d'or du *Pied de Mouton*, des *Pilules du Diable*, de *Peau d'Ane*, et de tant de chefs-d'œuvre destinés à rendre inutile désormais au théâtre tout autre art que celui de la mise en scène et des tableaux vivans. M. Sardou, qui prend son bien ou plutôt le bien d'autrui partout où il le trouve, s'est dit : Adressons-nous aux couturières, faisons des comédies qui, par les travestissemens, soient des féeries, et quand un peu de fine et spirituelle observation des mœurs contemporaines se mêlerait à notre exhibition, quand çà et là quelques *mots* rehausseraient le dialogue, arrangeons-nous de manière que le public nous les pardonne en faveur des extravagantes fanfreluches dont nous allons l'éblouir. Confions notre littérature aux jambes de ces demoiselles, et ces jambes la porteront loin! On croira peut-être que je plaisante, et pourtant rien n'est plus sérieux. Le grand principe d'attraction consiste aujourd'hui dans ce qu'on appelle le *spectacle*, et l'unique spectacle au théâtre désormais, c'est la femme, la femme *physique*, entendons-nous bien, le mannequin, la poupée à travestissemens, non l'actrice, — la femme réduite à l'état de figurante qu'on habille et surtout qu'on déshabille à volonté.

S'il fut un temps où la danse et la pantomime servaient au moins de prétexte à ces sortes de théories, nous avons changé tout cela. Ni le talent ni l'intelligence ne sont d'obligation; il s'agit simplement d'être jolie et assez bien *lancée* pour savoir ne reculer devant aucun frais de couturière. Celles qui, par exemple, n'ont en partage que les charmes et la jeunesse de leur personne doivent s'attendre à ne briller qu'au second rang : c'est le menu fretin; on les habille en poissons, en oiseaux, en coléoptères. Quant à la courtisane bien rentée qui arrive au théâtre en *huit-ressorts*, qui subvient au luxe tapageur de ses accoutremens et ne compte pas avec les fournisseurs lorsqu'il s'agit de payer sa gloire, voilà la vraie actrice, la virtuose! M. Sardou a pris de cet art tout ce qu'il en pouvait prendre. Sa pièce de *la Famille Benoîton* est une féerie, et c'est par ce côté qu'elle réussit tant. Dès le lendemain de la première représentation, quel bruit courait la ville? De la valeur dramatique ou littéraire de l'ouvrage, nul ne s'en occupait; mais en revanche que d'émerveillemens à propos des robes de ces demoiselles! Telle toilette avait coûté six mille francs, telle autre huit! Et, tandis

qu'une actrice de premier ordre, Mme Fargueil, se voyait cette fois délaissée, les comparses tenaient le devant de la scène en faisant sonner leurs sonnettes. A l'extravagance des travestissemens venait se joindre l'*argot* du dialogue, nouvel attrait également emprunté au règne de la féerie, et qui, de même que le reste, n'est là qu'une manière d'accessoire et pour assurer un succès que la pièce livrée à ses propres ressources n'eût jamais fourni. Et c'est si vrai ce que j'avance, que, du moment où le drame cherche à s'engager, toute cette mascarade s'interrompt à miracle. Plus de toilettes funambulesques, plus d'argot! Les princesses du *turf* descendent de cheval, déposent leurs cravaches et leurs marottes, elles s'habillent et parlent comme tout le monde. Même temps d'arrêt dans les caractères, mêmes inconséquences! C'est que pendant les premiers actes l'auteur n'était occupé qu'à nous débiter des brochures, à barbouiller des arabesques sur son enseigne. Au conférencier de la salle Scribe succède brusquement le dramaturge. Assez de tirades et de mise en scène! Il faudrait maintenant intéresser, émouvoir! mais le temps presse, comment faire? Mettre d'accord avec eux-mêmes tous ces masques demanderait bien du travail, et d'ailleurs où chercher le pathétique avec des personnages si grotesquement présentés? Renoncer à toute espèce d'émotion sérieuse ou couper court à la logique des caractères, nulle autre alternative n'était possible : œuvre complexe et disjointe, merveille de décousu, d'incohérence! Les caractères, à partir du troisième acte, ne se ressemblent plus; vous les voyez se dérober, s'amender, rentrer leurs angles. L'odieux tourne au sentimental, et telle péronnelle à qui tantôt les plus sacrés intérêts du ménage soulevaient le cœur de dégoût, et qui ne détournait même pas du miroir son visage maquillé pour répondre aux honnêtes remontrances de son mari, devient subitement, et par une illumination d'en haut, la plus admirable et la plus sublime des mères. La bouche habituée aux indécens jargons éclate en ritournelles éloquentes dont chaque phrase est chargée à en couler à fond de sensiblerie et de pathos mélodramatique. On a dit : Les peuples ont les gouvernemens qu'ils méritent. Le mot peut s'appliquer au théâtre. Les publics aussi ont les ouvrages qu'ils méritent, et c'est parfois bien juger son siècle et procéder en homme d'esprit que de mystifier, en lui faisant payer les violons, une foule chez laquelle le niveau intellectuel et moral s'est assez abaissé pour qu'elle se reconnaisse complaisamment dans de pareils types. Vérité en-deçà des fortifications, erreur au-delà! Tel est d'ailleurs le mérite intrinsèque de ces prétendus tableaux de mœurs contemporaines qu'il suffit de les changer de place pour qu'à l'instant le même monde qui les applaudissait hier au Vaudeville les trouve faux et saugrenus. On sait ce que valent les reprises des meilleurs chefs-d'œuvre de ce répertoire : la moindre distance agit là-dessus comme le temps. Deux heures de chemin de fer, du département de la Seine transportez-les dans Seine-et-Oise, et voilà toute cette littérature qui s'effrite, tombe en loques, tout ce grand succès qui

s'évanouit; on se regarde, on hausse les épaules, on n'y comprend plus rien.

La confusion des genres, où ne règne-t-elle pas? Tel vaudeville, parce qu'on a oublié d'y mettre des couplets, s'intitule comédie; tel autre, lesté de musique, va du Palais-Royal à Favart et s'y donne des airs d'opéra-comique. C'est l'histoire du *Voyage en Chine*. J'entends dire de tous côtés: La pièce a tant d'esprit, d'entrain drolatique, qu'elle pourrait à merveille se passer de musique. Alors pourquoi l'avoir apportée là? C'est d'ordinaire l'inconvénient des auteurs qui se sont fait dans un théâtre une physionomie très particulière de ne s'entendre que médiocrement aux combinaisons propres à la musique. Leur personnalité tient trop de place. Je ne vois pas ce que les violons pourraient ajouter de gaîté à des pièces comme *la Fiancée du mardi gras, la Cagnotte* ou *la Bergère de la rue Mont-Thabor*. Ces choses-là sont complètes en ce qu'elles sont, des chefs-d'œuvre, si vous voulez, et qui n'ont besoin d'aucun accessoire. En outre la musique doit-elle jamais être un simple accessoire? Je ne le pense pas. Ce n'est point de la valeur plus ou moins littéraire d'une comédie ou d'un drame, c'est de l'idée qui se trouve au fond, qu'elle tire ses vrais avantages; il lui faut des textes élastiques qui lui permettent de se loger, de s'installer tout à son aise, de choisir sa place et son moment. Les lieux communs en ce sens font bien mieux son affaire que les choses trop bien réussies. Ce qui est complet en soi ne se transforme pas, et la musique vit surtout de transformation. Qu'est-ce que la comédie du *Mariage secret?* Une maiserie sentimentale qu'on n'écouterait plus aujourd'hui. Qu'est-ce que l'opéra? Un chef-d'œuvre. Il y avait donc en cette médiocre comédie un élément à découvrir, un dessous musical que le génie de Cimarosa frappant du pied le sol sait faire jaillir comme une de ces îles enchantées que la baguette magique d'un Prospero évoque du sein des mers. C'est à cette espèce de sous-sol musical, ignoré des dramaturges et des vaudevillistes de profession, que songent à pourvoir tout d'abord les auteurs ayant acquis l'expérience du genre. L'idée ne serait jamais venue au bon Sedaine de porter à Grétry *le Philosophe sans le savoir* ou *la Gageure imprévue*, pas plus que Scribe ne se fût avisé d'aller offrir à M. Auber *Bertrand et Raton* ou *la Demoiselle à marier*. Et si, par impossible, Sedaine et Scribe eussent eu la velléité dont je parle, ni l'auteur de *Richard* et du *Tableau parlant*, ni l'auteur de *la Muette* et du *Domino noir* n'eussent accueilli la proposition. Le malheur est qu'à notre époque les conditions d'un répertoire tout à fait spécial ne préoccupent plus personne; tout ce qui est bon à dire est bon à chanter; on met en musique les *mots* et les calembredaines du Palais-Royal, — avec quel sérieux, chacun peut aller s'en convaincre. Tout le monde pouffe de rire dans cette pièce extravagante; seul, le musicien y conserve son plus beau sang-froid. La pantalonnade se démène, le dialogue éclate en mille pétarades; lui, compose, module, et combien laborieusement! Il aligne ses portées,

écrit des rondos, des polkas, des chœurs d'orphéons. A la place de l'honorable M. Bazin mettez un Italien, non pas un Cimarosa ou un Rossini, mais un Ricci, même un Cagnone, l'auteur de *Don Bucefalo,* et tout de suite les rôles seront changés, la musique entraînera la pièce; vous aurez un opéra bouffe, tandis qu'ici vo us n'avez rien qu'une bouffonnerie sans opéra.

Il ne faudrait pas cependant à ce propos enfler la voix outre mesure. L'Europe ne court aucun danger et la France ne périra point, grâce à Dieu, pour une fantaisie un peu trop carnavalesque jouée à l'Opéra-Comique, et, ce qui est pis, si bien jouée, qu'on se croirait tout autre part. Seulement il ne me paraît pas qu'on doive beaucoup encourager la tentative. Elle réussit cette fois, laissons-la faire, mais n'y revenons pas. Le nombre est assez grand des scènes exclusivement réservées aux exploits de la muse burlesque sans qu'on aille encore l'augmenter. Quand on est l'Opéra-Comique, quand on a, comme le Théâtre-Français, un répertoire que le monde entier vous envie, on demeure en quelque sorte obligé par certaines traditions dont il convient de ne s'écarter que le moins possible. Au lendemain de ce *Voyage en Chine,* j'entendais *l'Ambassadrice*, qu'on reprenait l'autre soir pour la rentrée de Mme Cabel. C'est le modèle du genre. Pièce et musique marchent ensemble de compagnie; tandis que le dialogue va son train, l'orchestre ne cesse pas un seul instant de tenir en éveil votre curiosité, le chant de vous intéresser. On a beau dire, savoir son affaire est le grand point. La collaboration dont la plupart de ces charmans ouvrages sont sortis se composait d'auteurs connaissant à fond la matière, et qui tous, très capables d'écrire au besoin des comédies et des vaudevilles, savaient pourtant qu'un opéra-comique n'est ni une comédie ni un vaudeville. La musique n'a déjà que trop abondé dans ces associations banales; depuis le décret promulguant la liberté des théâtres, il ne s'élève pas un tréteau sur lequel on ne la voie monter. Elle sert aux plus ignobles parodies, s'encanaille dans les plus bas lieux : chansonnettes en action, opérettes, il y en a pour tous les goûts et pour toutes les bourses. Laissons cet art forain mener sa bacchanale, ne nous mêlons pas de lui faire concurrence, il prospérera toujours assez sans nous. *Claudite jam rivos,* car en vérité les *cascades* nous débordent.

F. DE LAGENEVAIS.

ESSAIS ET NOTICES.

Le Bosphore et Constantinople avec perspective des pays limitrophes,
par M. de TCHIHATCHEF; Paris, Morgand, 1865.

Parmi les diverses contrées de l'ancien monde, l'une des plus admirables, personne ne l'ignore, est celle où les promontoires avancés de l'Europe et

de l'Asie se regardent par-dessus la nappe bleue du Bosphore. En nulle contrée peut-être, les splendeurs de la nature, colorées d'ailleurs par l'immense reflet des souvenirs, ne se combinent d'une manière à la fois plus charmante et plus grandiose. Aussi, lorsque du bateau à vapeur on voit au loin s'ouvrir l'entrée du merveilleux détroit, est-il difficile de ne pas se sentir d'avance sous le coup d'une profonde émotion. D'un côté se déroulent les côtes de Thrace, de l'autre celles de Bithynie. Le bassin de la mer de Marmara, entouré de montagnes, se rétrécit peu à peu; les falaises et les caps qui terminent les continens s'élèvent graduellement hors des flots; la côte dessine ses pointes et ses baies, tandis que sur la droite les îles des Princes, aux escarpemens rouges ou jaunâtres rayés çà et là de verts taillis, semblent se détacher successivement du rivage, puis vont, en se rapetissant et en se rapprochant les unes des autres, se perdre au milieu de la mer. En face, la péninsule doucement inclinée qui porte le dôme et les hauts minarets de Sainte-Sophie, les murs, les jardins du sérail et les innombrables maisons de Constantinople, se prolonge gracieusement dans le Bosphore comme pour en défendre l'entrée.

La scène change et devient encore plus belle lorsqu'on a pénétré dans le détroit et qu'il faut lutter contre le rapide courant de ce fleuve marin, portant à la Méditerranée le trop-plein de toutes les eaux que la Russie et l'Asie-Mineure ont versées dans la Mer-Noire. A gauche, au-delà de centaines de navires profilant sur le ciel leurs mâts et leurs cordages, s'étend le bassin recourbé de la Corne-d'Or, qui sépare la ville turque et son fouillis de constructions pittoresques des faubourgs chrétiens où s'élèvent des palais réguliers entourés d'arbres. De l'autre côté, sur la pointe d'Asie, apparaît la ville de Scutari autour de laquelle se dressent comme des lances les troncs noirs des cyprès et que domine la montagne de Boulgourlou-dagh aux longues pentes revêtues de bois. En amont commence le ravissant panorama qu'offrent les deux rivages parallèles de l'Europe et de l'Asie. Le long des hautes berges se développent en ligne presque continue de nombreux villages auxquels, suivant M. de Hammer, leur position escarpée a valu le nom d'*échelles,* transféré plus tard à tous les ports du Levant. Au-dessus s'élèvent des remparts de rochers, arides pour la plupart, qui limitent le champ de la vue et ramènent le regard sur les ravissans tableaux qui se succèdent sur l'une et l'autre rive. De distance en distance, on voit s'ouvrir de petites vallées qu'embellissent des groupes de châtaigniers ou de platanes, et dans le lointain les arcades blanches des aqueducs se détachant sur un fond de verdure. Le paysage change incessamment avec les contours du détroit, et tantôt on pourrait se croire sur un fleuve, tantôt sur un lac; l'admiration est sans cesse tenue en éveil par de nouveaux aspects, mais elle n'a point le temps de se fatiguer, car après 26 kilomètres de navigation on sort du magnifique défilé de montagnes, et l'on voit se déployer jusqu'à l'infini de l'horizon l'immense rondeur de la Mer-Noire. Il est vrai que les

rivages du Bosphore n'ont pas comme les bords du golfe de Naples un Vésuve fumant qui domine tout le paysage; mais jadis ils eurent aussi leur volcan, ainsi que le prouvent les coulées de basalte qui forment les promontoires septentrionaux du détroit. Qu'étaient d'ailleurs les célèbres Cyanées, qui d'après la tradition erraient autrefois sur les vagues pour fermer le passage aux Argonautes? Sans doute, ainsi que le suppose M. de Tchihatchef, c'étaient les produits de quelque éruption volcanique, et si les descriptions qu'en donnent Strabon et d'autres géographes de l'antiquité ne conviennent pas aux îles que l'on voit aujourd'hui, c'est que les oscillations du sol ont modifié le relief souterrain des mers. Les forces qui ont jadis fendu les montagnes de la Thrace et frayé une issue vers la Méditerranée aux flots de la Mer-Noire sont toujours à l'œuvre, et comme aux temps des premiers navigateurs elles déplacent encore les îles et les récifs sur le seuil du Bosphore.

C'est aux beaux rivages de ce détroit que M. de Tchihatchef veut conduire ses lecteurs. Et ce n'est point là une expression figurée, car l'un des buts principaux de l'ouvrage, qui, par son format et son prix, s'adresse spécialement à un public restreint de personnes riches, est bien de conseiller aux familles opulentes de l'Europe occidentale les bords du Bosphore comme lieu de *villégiature* pendant la charmante saison de l'été et du commencement de l'automne. Il est vrai que les autres parties de l'année sont fort peu agréables dans ce pays, et l'étranger qui veut jouir en hiver d'une température égale et douce doit bien se garder d'échanger les tièdes rivages de la Provence ou de l'Italie pour les froides côtes de la Mer-Noire et du canal de Constantinople. En effet, le climat annuel de cette région est des plus inconstans: les températures moyennes de chaque année et de chaque mois, à l'exception des mois d'été, y varient d'une manière imprévue, si bien qu'on pourrait se croire transporté successivement sous les latitudes les plus variées. D'ailleurs la moyenne générale de toutes ces températures, telle que M. de Tchihatchef a pu l'établir par de patientes observations de plus de dix-sept années, est relativement froide, puisqu'elle égale à peine celle de Bordeaux, de Trieste et de Venise, villes situées beaucoup plus au nord. Le nom d'Orient fait toujours penser aux palmiers, aux orangers en fleur; mais ni Constantinople, ni les campagnes voisines de la Thrace et de la Bithynie n'offrent, comme les côtes de la Provence, des groupes de dattiers, des bosquets de citronniers ou même des cactus, des agaves et des oliviers. Le canal du Bosphore est librement ouvert à tous les vents qui descendent des régions polaires, en passant au-dessus des plaines basses de la Russie et des eaux de la Mer-Noire; aussi les froidures de l'hiver y sont-elles parfois très intenses. Pendant l'ère historique, le détroit de Constantinople et la nappe avoisinante du Pont-Euxin ont été fréquemment recouverts de glace, ce qui prouve que, durant la période de congélation, la température de cette partie de l'Orient était analogue à celle de Copen-

hague. En 762, la surface presque entière de la Mer-Noire fut transformée, comme la Baltique, en un vaste champ de glace.

Si les hivers de Constantinople et des villages voisins peuvent être comptés parmi les plus désagréables de l'Europe à cause de la rigueur et de la variabilité du climat, en revanche les étés du Bosphore sont des saisons vraiment délicieuses, surtout à Therapia et dans les diverses localités situées à quelques kilomètres en amont de la grande cité. Là, grâce aux masses d'air qui viennent des régions du nord et s'engouffrent dans l'espèce d'entonnoir que forment les berges et les collines riveraines du Bosphore, l'atmosphère est sans cesse renouvelée et rafraîchie. Jamais la température n'y atteint cette élévation tropicale qui rend parfois le séjour de Paris et des autres grandes villes du nord presque intolérable pendant quelques jours de l'année. En outre les pluies d'été sont très rares dans le voisinage de Constantinople, et l'on peut, sans crainte des orages ou des changemens soudains de température, s'égarer au loin sur les collines d'où l'on voit se dérouler à ses pieds les tableaux si variés du Bosphore. C'est donc avec raison que M. de Tchihatchef, instruit lui-même par une longue expérience, conseille aux voyageurs aisés de Paris et de Londres de choisir pour l'une de leurs principales résidences d'été les frais vallons de la Thrace et de la Bithynie, d'où l'on peut contempler la nappe azurée du Bosphore.

Certainement il est à désirer qu'un nombre toujours accru d'Européens de l'Occident aille habiter ces belles campagnes, jusqu'à ce moment réservées aux pachas et à quelques diplomates. Bien que d'ordinaire le voisinage d'une ville de bains ou de plaisance soit une grande cause de démoralisation pour les populations indigènes et que la débauche, l'oisiveté, le jeu, les spéculations sordides servent trop souvent de cortége aux visiteurs étrangers, cependant on ne saurait douter que les Turcs et les Grecs des villages du Bosphore gagneront en intelligence et en instruction au contact des hommes plus civilisés de l'ouest. Malheureusement cela ne suffit point. Il faut que les habitans eux-mêmes, sous peine d'être écartés tôt ou tard, trouvent dans leur propre fonds les ressources nécessaires pour prendre part à l'œuvre générale et seconder les rapides progrès dont ils sont les témoins. Quelles sont les modifications qui s'opèrent dans les idées et les mœurs des Turcs de toutes les conditions sociales? Ont-ils gardé leur fatalisme antique et se laissent-ils envahir lentement par la mort en se bornant à quelques impuissantes convulsions? De leur côté, les Grecs, qui pendant de longs siècles ont été traités comme des esclaves, et qui n'ont pu vivre qu'à force de ruses et de bassesses honteuses, acquièrent-ils rapidement les qualités viriles qui seules peuvent en faire un peuple? Ce sont là des questions qui comptent parmi les plus importantes de notre époque et sur lesquelles nous eussions été heureux de trouver plus de détails dans l'ouvrage de M. de Tchihatchef.

Le nom de Constantinople ne réveille guère que de tristes souvenirs. Pendant plus de mille ans, n'a-t-on pas vu tout dégénérer dans cette grande cité, l'industrie, le commerce, les arts, les sciences et le peuple lui-même, si bien que le mot de Bas-Empire est devenu le synonyme de servilisme et d'abaissement, et que la perspective la plus douloureuse pour une nation, c'est d'en venir un jour à ressembler aux Byzantins dégénérés? Et que de malheurs pendant ces mille années! que de fois Constantinople a-t-elle dû souffrir de siéges, d'assauts et de révolutions intestines! Ces nombreux désastres firent disparaître presque tous les monumens du passé, et par une singulière ironie du sort les plus terribles destructeurs furent Baudouin et ces barbares croisés, les ancêtres de ces occidentaux qui devaient un jour mettre le mieux à profit les rares débris de l'antiquité byzantine préservés de la ruine commune. Puis vint la catastrophe finale, et l'empire grec succomba devant les hordes turques de Mahomet II, qui venait de franchir le Bosphore à l'endroit où l'innombrable armée de Darius était passée plus de dix-neuf siècles auparavant pour aller asservir l'Hellade. Depuis que Constantinople est entre les mains des musulmans, l'antique cité a joui d'une longue paix, elle s'est agrandie de nouveau, et son commerce a repris une importance très considérable. Actuellement elle est la troisième ville d'Europe, et des centaines de navires se présentent parfois en un seul jour à l'entrée du détroit; mais quant aux progrès nouveaux accomplis par la population turque, il est difficile de les constater. Même au point de vue matériel, la civilisation moderne n'entame que bien lentement l'ancien ordre de choses, et nombre d'améliorations apparentes ne sont faites que par une vaine imitation ou bien dans l'intention puérile d'étonner les étrangers. Constantinople, la grande ville européenne de huit cent mille âmes, n'a pas un seul chemin de fer, tandis que dans certaines parties du Nouveau-Monde habitées par des métis indiens, il est peu de localités considérables qui n'aient déjà leur petite voie ferrée. Byzance, qui mille années après la chute de Rome était encore le boulevard de l'antique civilisation contre les barbares, reste maintenant presque isolée du mouvement rapide qui entraîne les nations de l'Europe occidentale et de l'Amérique.

Cette malheureuse situation ne peut durer longtemps. Bien que le grand courant du progrès se dirige d'Orient en Occident, et que les Américains, fiers de leur prospérité sans cesse accrue, aient pu s'écrier joyeusement : « *Westward the star of empire takes its way!* l'étoile de la puissance gravite vers l'ouest! » cependant le monde moderne s'élargit aussi du côté de l'orient, et là, comme dans le nouveau continent de l'Atlantide, les peuples doivent naître peu à peu au sentiment de la solidarité humaine. Comment s'accomplira cette heureuse transformation à Constantinople et dans le reste de la Turquie? Nous ne savons, mais il nous paraît inévitable que là, comme dans tous les autres pays de la terre, une crise de dissolution po-

litique et sociale précédera la période de régénération. M. de Tchihatchef semble être d'un autre avis; il pense qu'en dépit « des plus irrésistibles et des plus légitimes appas, » qui promettent à l'heureux possesseur du Bosphore la double couronne de l'Occident et de l'Orient, » les grandes puissances comprennent désormais « l'absolue nécessité » de maintenir l'autonomie de la Turquie « dans l'intérêt de l'équilibre européen. » A cet égard, les ambitions rivales seraient tellement neutralisées, suppose M. de Tchihatchef, que, si la Mer-Noire devenait le grand centre de l'activité commerciale et de la marine militaire de la Russie, — et si les portes du Bosphore et des Dardanelles étaient librement ouvertes aux vaisseaux du tsar, ainsi qu'à ceux de tous les autres souverains, — l'intégrité de la Turquie n'en courrait néanmoins aucun danger. « C'est qu'aussi, dit l'auteur russe, l'existence de l'empire ottoman ne repose point sur des alliances, des promesses ou des considérations philanthropiques. Celles-là, on ne le sait que trop, n'engagent à rien. L'existence de cet empire est fondée sur des sentimens de jalousie, d'égoïsme et d'inimitié que se portent mutuellement les puissances européennes; ce sont pour la Turquie des garanties de conservation bien autrement durables, car si en politique les affections et les instincts généreux ne produisent que des résultats éphémères, les rivalités nationales défient les siècles et dureront autant que le genre humain. » Certainement les haines et les jalousies de puissance à puissance ne sont que trop réelles; mais ce ne sont là pour les nations convoitées que de bien trompeuses garanties d'indépendance. La Pologne aussi était entourée de rivaux qui se craignaient et s'enviaient mutuellement, et cela n'a pas sauvé ce royaume infortuné du partage et de la ruine. Un peuple entouré d'ennemis ne peut se croire en sûreté qu'à la condition d'être composé de fermes citoyens travaillant de concert à la grande œuvre du salut national. Quant aux populations qui, à l'exemple des Turcs, adorent la fatalité et se laissent aller nonchalamment à leur destinée, elles peuvent être sûres de perdre tôt ou tard leur autonomie. Pour vivre, il faut d'abord croire en soi-même et en son avenir.

ÉLISÉE RECLUS.

LE CRÉDIT ET LES BANQUES, par M. VICTOR BONNET (1).

Dans ce volume, M. Victor Bonnet a réuni une série d'études qu'il a publiées depuis quatre ans, particulièrement dans la *Revue*. Les opinions de l'auteur en matière de finances sont donc bien connues de la plupart de nos lecteurs, qui ont en même temps apprécié la clarté parfaite avec laquelle il a exposé et discuté les questions si complexes que soulèvent l'organisation du crédit et la constitution des banques.

(1) 1 vol. in-8°. Paris, Guillaumin et Cᵉ et Lainé, éditeurs, 1865.

Les principes les plus élémentaires de l'économie politique sont profondément engagés dans ces questions, ou plutôt ils les dominent. En effet, pour déterminer exactement le rôle des banques et pour discerner les moyens pratiques de répandre le crédit à l'aide de la circulation fiduciaire, il importe, avant tout, d'être bien fixé sur la nature même du crédit, sur le caractère et la valeur de la monnaie de papier, sur les conditions qui président à la hausse et à la baisse de cette valeur. Ce sont là des problèmes purement économiques. On doit ensuite examiner comment sont organisés les établissemens de crédit dans les pays où la monnaie fiduciaire est le plus utilement employée et exerce la plus heureuse influence sur l'ensemble des transactions. Quelque différente que paraisse l'organisation des banques en France, en Angleterre, en Hollande, aux États-Unis, on peut ajouter, en y regardant de près, que la diversité n'existe que dans la forme; au fond, le crédit est soumis partout aux mêmes lois, aux mêmes principes. M. Victor Bonnet s'est livré à cette double étude, à la fois théorique et comparative, qui seule peut conduire à la solution des difficultés auxquelles donne lieu aujourd'hui le système des banques.

L'un des grands périls de l'économie politique considérée comme science, c'est qu'elle est exposée à voir ses axiomes les plus certains discutés et contestés par les intérêts auxquels ceux-ci peuvent faire obstacle. Rien de pareil ne s'observe dans les sciences dites exactes. Il n'y a pas de contradicteur, si ardent qu'il soit, qui ose s'attaquer à une règle d'arithmétique, tandis qu'en matière d'économie politique on ne se fait pas scrupule de revenir sur les règles admises, sur les faits établis, pour peu que l'intérêt s'en mêle. A ce compte, si l'économie politique ne possédait pas des principes certains, invariables, même au milieu de la diversité des applications, elle ne mériterait pas le nom de science; elle s'abaisserait à la condition d'un simple expédient, et ses plus cruels ennemis ne pourraient la décrier plus sûrement. Quand on soutient, par exemple, qu'une banque, fût-elle la plus riche et la plus privilégiée du monde, pourrait continuer à fournir l'escompte à bas prix concurremment avec une hausse générale dans le taux du crédit, n'est-ce point méconnaître les principes depuis longtemps vérifiés par la science et répudier par le fait la grande loi de l'*offre* et de la *demande*, qui est assurément l'un des fondemens les plus solides de l'économie politique?

Ce qui obscurcit en ce moment la question des banques, c'est qu'elle est livrée aux disputes véhémentes des intérêts. Les lumières qu'elle a reçues de la doctrine sont étouffées sous les passions qui s'agitent. On s'en prend à une institution particulière, à une forme du crédit, et l'on ne paraît pas songer que l'on s'attaque au crédit même, en lui enlevant ses caractères essentiels. Il n'y a pas à s'inquiéter de l'issue de ce débat. Les principes triompheront par leur propre vertu. Il n'en faut pas moins savoir gré aux hommes d'étude qui s'appliquent à la démontrer en rappelant la loi de la

science et les enseignemens de la pratique. A ce titre, et sous la réserve de quelques points secondaires, sur lesquels la contestation pourrait s'établir sans compromettre les principes, les écrits que M. Bonnet vient de publier sur le crédit et sur les banques sont tout à fait dignes des succès qu'ils ont obtenus.

C. LAVOLLÉE.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES A NAPLES.

Le temps n'est plus où les académies italiennes faisaient parler d'elles, mais on peut se demander si le silence et l'obscurité dont elles s'enveloppent aujourd'hui ne sont pas préférables au bruit et à l'éclat des siècles passés. Dans cet étonnant XVIe siècle où la prose italienne prit son essor, où l'on poussa presque à l'excès, s'il peut y avoir excès en ce genre, l'art de bien écrire, on voyait se former, sous les noms les plus bizarres, les *Lucides*, les *Obscurs*, les *Gelés*, les *Enflammés*, etc., autant d'académies qu'il y avait de villes et même de bourgades. Dans chaque compagnie, chaque membre portait un surnom conforme à la prétentieuse appellation des doctes corps. Pour ne citer qu'un seul exemple, l'académie de la Crusca, qui a survécu, comme celle des Arcades, à tant de ruines, avait voulu se donner pour une compagnie de meuniers, triant la farine du son au moyen du blutoir : ces meuniers littéraires s'appelaient le *Pétri*, le *Mou*, le *Pain bis*, etc., et s'asseyaient sur des siéges qui imitaient par leur forme la hotte à porter le pain, le dossier rappelait la pelle à remuer le blé, et les coussins ressemblaient à des sacs. L'emploi du temps n'était pas soumis à des règles moins singulières. Se trouvait-il, par exemple, que, dans la très sérieuse assemblée de la Vertu, le consul ou président eût un grand nez, Annibal Caro faisait l'éloge des grands nez dans un long discours. Dans ces sortes de harangues nommées *cicalate*, parce que le débit de l'orateur rappelait le cri de la cigale, on louait, le premier jour d'août, la salade, le concombre, l'hypocondrie, on recherchait qui était antérieur de la poule ou de l'œuf. Le discrédit où tombèrent promptement ces premières académies italiennes n'était, on le voit, que trop mérité; mais il faut dire à la décharge de l'Italie que si elle perdit son temps à de elles inepties, c'est peut-être que le despotisme ombrageux des princes, ne lui permettait pas les occupations sérieuses. L'historien qui voulait soulever un coin du voile dont la vérité était couverte courait risque d'être envoyé en exil ou même assassiné, comme Varchi. Seules, les sciences naturelles obtenaient, avec les discussions grammaticales, les encouragemens princiers, dont il semblait qu'on ne pût se passer pour aucune étude: les Médicis ne voyaient pas un dangereux adversaire de leur poli-

tique dans l'homme qui employait sa vie à compter les pattes des insectes ou à observer leur appareil digestif. Mais l'Italie n'a-t-elle pas assez longtemps porté la peine des sottises d'un temps passé sans retour? Elle a marché avec la civilisation, et quelques-unes de ses académies d'aujourd'hui mériteraient qu'on parlât d'elles sur un ton sérieux et pour les louer. Quoique disséminées, elles ont plus d'importance que n'en sauraient avoir chez nous les académies de province, parce que si la péninsule a longtemps souffert du régime municipal, elle en a eu du moins les avantages : chaque ville a conservé sa physionomie propre et tenté de se suffire à elle-même.

L'Académie de Turin, divisée en sections comme notre Institut, contient ou a contenu dans son sein des hommes d'une célébrité européenne, d'une science profonde, Lagrange, Plana, Gazzera, Gorresio, sans compter ses associés étrangers dont la réunion, si elle avait jamais lieu, formerait la plus brillante compagnie qu'on puisse imaginer. L'académie de la Crusca, dont le siége est à Florence et que Napoléon a réorganisée en 1811, conserve, comme fait chez nous l'Académie française, le précieux dépôt des traditions littéraires, et se borne à enrichir ce trésor en consacrant à l'occasion les heureuses hardiesses des nouveaux génies. Elle juge sévèrement, au sein de l'Italie régénérée, cette littérature élégante, mais verbeuse et vide, qui plut si longtemps à une noblesse éloignée des affaires publiques, avilie par la servitude des cours, et qui, pendant plus de deux siècles, détourna une nation si heureusement douée de ses plus graves devoirs comme de ses plus chers intérêts.

Rendue à la liberté et à la vie, Naples n'a point voulu rester en arrière; ne trouvant plus dans les vieux corps savans dont la dynastie des Bourbons avait toléré l'existence assez de flexibilité et de force pour se prêter aux changemens qu'exigeait l'esprit moderne, elle a fondé de nouvelles académies, comme elle fonde peu à peu toutes les institutions nécessaires à son existence intellectuelle. En 1862, quelques hommes de bonne volonté se réunirent pour créer une académie des sciences morales et politiques, c'est-à-dire celle qui, par son titre et ses études, semble correspondre le mieux aux besoins nouveaux de notre temps. Il fut décidé que cette compagnie ne se composerait que de quatorze membres résidens, limite prudente, pour être assuré de n'admettre que des hommes de valeur. Dans ce petit nombre, on rencontre des noms connus à Naples et même dans le reste de l'Italie, entre autres MM. Pisanelli, Manna, Desanctis, Spaventa, Imbriani et Vera, qui a professé longtemps la philosophie dans l'université de France avant de l'enseigner à Naples et à Milan. Parmi les six membres non résidens, nous trouvons MM. Mamiani, Sclopis, Cattaneo, Mancini, qui se sont fait un nom soit dans les lettres, soit dans la politique, et M. Ferrari, dont les lecteurs de la *Revue* n'ont peut-être pas oublié les travaux. Les associés étrangers sont MM. Stuart Mill, Michel Chevalier, Faustin

Hélie, Victor Cousin, Mittermaier, Mohl, Brandeis; on aurait pu, comme on le voit, plus mal choisir. Enfin il y a vingt places d'associés correspondans, dont dix-huit sont occupées, et par une innovation à laquelle on ne saurait trop applaudir, au nombre de ces correspondans est une femme, Mme Marianne Florenzi-Waddington.

Une telle académie n'a donc rien de semblable aux sociétés dites savantes dont la bonne humeur du public s'est si souvent égayée. Ses premiers travaux font bien augurer de ceux qu'elle produira dans la suite. Les comptes-rendus qu'elle fait imprimer ne donnent que des analyses, mais il suffit de ces résumés pour voir que, si les sujets choisis n'ont pas tout l'attrait de la nouveauté, ils sont du moins dignes d'étude et contrastent singulièrement avec ceux qu'on traitait au XVIe siècle et au XVIIe. Nous avons sous les yeux les comptes-rendus du mois de mai 1864 publiés à la fin de cette même année, et nous trouvons dans cette courte période des travaux importans. Au premier rang, il est permis de placer celui de M. Lomonaco, membre résident, sur l'origine, la nature et les vicissitudes du droit municipal en Italie, à l'époque romano-byzantine, au moyen âge et dans les temps modernes. On comprend l'intérêt d'une pareille étude pour un peuple qui n'a connu durant des siècles que la vie municipale, et qui cherche aujourd'hui à en concilier les traditions obscures, diverses, contradictoires même, avec les aspirations modernes qui le poussent vers la centralisation et l'unité. A côté d'un mémoire de M. Pessina sur l'*Éthique* d'Aristote, on en trouve un de M. Spaventa sur la doctrine de Gioberti relativement à l'espace et au temps, que le philosophe piémontais identifie avec la création. Les opinions scientifiques de Gioberti ont singulièrement perdu de leur prix depuis que le publiciste, l'homme d'état a cessé, en disparaissant de ce monde, de leur communiquer l'éclat de sa bruyante renommée; mais après tout Gioberti n'est qu'un prétexte, qu'une occasion d'étudier à nouveau ces grands problèmes dont on a proposé tant et de si diverses solutions. Signalons encore le mémoire de M. Baldacchini sur le nominalisme dans la morale et dans l'instruction, et celui de M. Trinchera sur Sully et Colbert.

Nous n'avons ni le droit ni le désir d'interdire aux académies italiennes les sujets étrangers à leur pays; mais personne ne s'étonnera que nous mettions plus de prix à ce que les Italiens nous apprennent sur eux-mêmes. A ce titre, nous avons remarqué un mémoire de M. Tulelli sur la vie politique et la doctrine de Pasquale Galluppi, de Tropea, mort il y a vingt ans environ, initiateur des Napolitains aux études philosophiques par ses ouvrages et par un enseignement qui dura quinze années (de 1831 à 1846). Les élèves de Galluppi voient en lui le plus grand philosophe des provinces méridionales dans notre siècle, et il faut reconnaître que Naples est bien la capitale philosophique de l'Italie par la hardiesse et la force de la pensée. Ce n'est pas pour Galluppi un médiocre sujet de gloire qu'on lui en attribue

le mérite, et on lui fait honneur en outre de la transformation qui s'est opérée dans les opinions politiques de ses concitoyens et qui les a disposés à recevoir et à goûter les bienfaits de la liberté. Le titre que portent les ouvrages de Galluppi permet de croire qu'à cet égard tout au moins les éloges qu'on lui accorde ne sont pas empreints d'exagération (1).

En général, la critique italienne manque de profondeur et de force, surtout dans les questions d'ordre purement littéraire. On analyse, on résume beaucoup, mais on juge peu; on se borne à dire que l'auteur ou l'ouvrage est *simpatico,* et après cette sorte de *tarte à la crème* le critique n'a plus rien dans son sac. Rendons néanmoins cette justice aux Italiens, et en particulier à l'académie qui nous occupe, que dans les matières scientifiques ils font plus d'efforts pour ne pas rester à la surface des choses. Toutefois l'analyse nous semble trop dominer encore, non que nous en voulussions rien retrancher, mais nous y voudrions ajouter les considérations personnelles de celui qui l'a faite; alors même qu'elles sont excellentes, et c'est souvent le cas, elles nous semblent tenir trop peu de place.

L'Académie des sciences morales et politiques de Naples, quoique née d'hier, a déjà su se faire sa place en Italie. Le prince Humbert est venu assister à la séance annuelle de la compagnie; le ministre des affaires étrangères lui a demandé ses directions scientifiques pour un voyage de circumnavigation qui allait être entrepris aux frais de l'état. Nous ne doutons pas que cette jeune académie n'occupe désormais un rang très honorable parmi les plus savantes compagnies de l'Italie régénérée. F.-T. PERRENS.

(1) *Pensieri filosofici sulla libertà compatibile con qualunque forma di governo, — lo sguardo dell' Europa sul Regno di Napoli,* etc.

V. DE MARS.

L'ITALIE

ET LA VIE ITALIENNE

VII.

FLORENCE, LE MOYEN AGE, LE XVe SIÈCLE ET LA RENAISSANCE (1).

8 avril 1864. La ville.

Une ville complète par elle-même, ayant ses arts et ses bâtimens, animée et non trop peuplée, capitale et non trop grande, belle et gaie, voilà la première idée sur Florence. — Les pieds avancent sans qu'on y songe sur les grandes dalles, dont toutes les rues sont pavées. Du palais Strozzi à la place Santa-Trinità, la foule bourdonne, incessamment renouvelée. En cent endroits, on voit reparaître les signes de la vie intelligente et agréable : des cafés presque brillans, des boutiques d'estampes, des magasins d'albâtre, de pierre dure, de mosaïques, des librairies, un riche cabinet littéraire, une dizaine de théâtres. Sans doute l'ancienne cité du XVe siècle subsiste toujours et fait le corps de la ville, mais elle n'est pas moisie comme à Sienne, reléguée dans un coin comme à Pise, salie comme à Rome, enveloppée dans les toiles d'araignée du moyen âge, ou recouverte par la vie moderne comme par une incrustation parasite. Le passé s'y raccorde avec le présent; la vanité élégante de la monarchie y a continué l'invention élégante de la république; le gouvernement paternel des grands-ducs allemands y a continué le pompeux gouvernement des grands-ducs italiens. A la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, Florence

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1865.

était une petite oasis en Italie; on l'appelait *gli felicissimi stati*. On y bâtissait comme autrefois, on y donnait des fêtes, on causait; l'esprit de société n'avait point péri comme ailleurs sous la rude main d'un despote ou dans l'inertie décente du rigorisme ecclésiastique. Le Florentin, comme jadis l'Athénien sous les césars, était resté critique et bel esprit, fier de son bon goût, de ses sonnets, de ses académies, de sa langue, qui faisait loi en Italie, de ses jugemens incontestés en matière de littérature et de beaux-arts. Il y a des races si fines qu'elles ne peuvent déchoir tout à fait; l'esprit leur est inné, on peut les gâter, mais non les détruire; on en fera des dilettanti ou des sophistes, mais non des muets ou des sots. Même c'est alors qu'apparaît leur fond intime; on découvre que chez elles, comme chez les Grecs du Bas-Empire, l'intelligence primait le caractère, puisqu'elle a duré après qu'il s'est dissous. Déjà sous les premiers Médicis les plus vifs plaisirs sont ceux de l'esprit, et la tournure de l'esprit est toute gaie et fine. Le sérieux diminue; comme les Athéniens au temps de Démosthènes, les Florentins songent à s'amuser, et comme Démosthènes leurs chefs les gourmandent. « Votre vie, dit Savonarole, se passe toute au lit, dans les commérages, sur les promenades, dans les orgies et la débauche. » Et Bruto l'historien ajoute qu'ils mettent « la politesse dans la médisance et le bavardage, la sociabilité dans les complaisances coupables; » il leur reproche de faire « tout languissamment, avec mollesse et sans ordre, de prendre la paresse et la lâcheté pour règle de leur vie. » Voilà de gros mots: les moralistes parlent toujours ainsi, haussant la voix pour qu'on les entende; mais il est clair que vers le milieu du xve siècle les sens intelligens, cultivés, experts en matière d'agrément, d'arrangement et d'émotions, sont souverains à Florence. On s'en aperçoit dans les arts. La renaissance n'a rien ici d'austère ni de tragique. Seuls les vieux palais, bâtis de blocs énormes, hérissent leurs bossages rugueux, leurs fenêtres grillées, leurs encoignures noirâtres, comme un signe de la dangereuse vie féodale et des assauts qu'ils ont soutenus. Partout ailleurs perce le goût de la beauté élégante et heureuse. De la base au sommet, les grands édifices sont revêtus de marbre. Des *loggie*, ouvertes au soleil et à l'air, se posent sur des colonnes corinthiennes. On voit que l'architecture s'est tout de suite dégagée du gothique, qu'elle y a pris seulement une pointe d'originalité et de fantaisie, que sa pente naturelle l'a portée dès les premiers pas vers les formes sveltes et simples de l'antiquité païenne. On marche et on aperçoit un chevet d'église peuplé de statues expressives et intelligentes, un solide mur où la jolie arcade italienne s'incruste et se développe en bordure, une file de colonnes minces dont les têtes s'épanouissent pour porter le

toit d'un promenoir, tout au bout d'une rue un pan de colline verte ou quelque cime bleuâtre. Je viens de passer une heure dans la place de l'*Annunziata*, assis sur un escalier. En face est une église et de chaque côté de l'église un couvent, tous les trois avec un péristyle de fines colonnes, demi-ioniennes, demi-corinthiennes, qui s'achèvent en arcades. Au-dessus d'elles, les toits bruns de vieilles tuiles tranchent le bleu pur du ciel, et au bout d'une rue allongée dans l'ombre chaude les yeux s'arrêtent sur un dos rond de montagne. Dans cet encadrement si naturel et si noble est un marché : des échoppes abritées d'un linge blanc recouvrent des rouleaux de toiles; quantité de femmes en châles violets, en chapeaux de paille, vont, viennent, achètent et parlent; presque point de mendians ni de déguenillés; les yeux ne sont point attristés par le spectacle de la sauvagerie brute ou de la misère; les gens ont l'air à leur aise et sont actifs sans être affairés. Du milieu de cette foule bariolée et de ces boutiques en plein vent s'élève une statue équestre, et près d'elle une fontaine verse son eau dans une vasque de bronze. Ce sont là des contrastes pareils à ceux de Rome; mais ils s'accordent au lieu de se heurter. La beauté est aussi originale, mais elle tourne vers l'agrément et l'harmonie, non vers la disproportion et l'énormité.

On redescend; un beau fleuve aux eaux claires, taché çà et là par des bancs de gravier blanc, coule le long d'un quai superbe. Des maisons qui semblent des palais, modernes et pourtant monumentales, lui font une bordure. Dans le lointain, on aperçoit des arbres qui verdissent, un doux et joli paysage pareil à ceux des climats tempérés, plus loin des sommets arrondis, des coteaux, — plus loin encore un amphithéâtre de rocs sévères. Florence est dans une vasque de montagnes comme une figurine d'art au centre d'une grande aiguière, et sa dentelure s'argente avec des teintes d'acier sous les reflets du soir. On suit la rivière et on arrive aux Cassines. Le vert naissant, la teinte délicate des peupliers lointains ondule avec une douceur charmante sur le bleu des montagnes. Une haute futaie, des haies épaisses et toujours vertes défendent le promeneur contre le vent du nord. Il est si doux, aux approches du printemps, de se sentir pénétré par la première tiédeur du soleil! L'azur du ciel luit magnifiquement entre les branches bourgeonnantes des hêtres, sur la verdure pâle des chênes verts, sur les aiguilles bleuâtres des pins. Partout entre les troncs gris où la séve s'éveille sont des bouquets d'arbustes qui n'ont point subi le sommeil d'hiver, et la jeunesse des pousses nouvelles va s'unir à leur jeunesse vivace pour remplir les allées de couleurs et de senteurs. Des lauriers fins comme dans un tableau profilent sur la rive leurs têtes sérieuses, et l'Arno, tranquillement épandu, développe

dans la rougeur du couchant ses nappes pourprées, reluisantes.

On sort de la ville et l'on monte sur quelque éminence pour embrasser d'un regard la cité et sa vallée, toute la coupe arrondie autour d'elle : rien de plus riant; le bien-être et le bonheur s'y marquent de toutes parts. Des milliers de maisons de campagne la parsèment de leurs points blancs; on les voit monter de coteau en coteau jusqu'au bord des cimes. Sur toutes les pentes, les têtes des oliviers moutonnent comme un troupeau sobre et utile; la terre est soutenue par des murs et forme des terrasses; la main intelligente de l'homme a tourné tout vers le profit et en même temps vers la beauté. Le sol ainsi disposé prend une forme architecturale, les jardins se groupent en étages parmi des balustres, des statues et des bassins. Point de grands bois, aucun luxe de végétation abondante : ce sont les yeux du nord qui ont besoin pour se repaître de la mollesse et de la fraîcheur universelle de la vie végétale; l'ordonnance des pierres suffit aux Italiens, et la montagne, qui est voisine, leur fournit à souhait les plus belles dalles, blanches ou bleuâtres, d'un ton fin et sobre. Ils les disposent noblement en lignes symétriques; la maison, sous sa devanture de marbre, luit dans l'air libre, accompagnée de quelques grands arbres toujours verts. On y est bien pour se reposer l'hiver au soleil, l'été à l'ombre, oisif et laissant ses yeux errer sur la campagne.

On aperçoit de loin une porte, un campanile, quelque église. San-Miniato, sur une colline, développe sa façade de marbres bigarrés. C'est une des plus vieilles églises de Florence, elle est du XIe siècle. On entre, et l'on trouve une basilique presque latine, des chapiteaux presque grecs, des fûts polis et sveltes qui portent des arcades rondes. La crypte est pareille; rien de lugubre ni d'écrasé, toujours des colonnes élancées d'où s'élancent des courbes harmonieuses; l'architecture florentine dès son premier jour retrouve ou reprend l'antique tradition des formes solides et légères. Les vieux historiens appellent Florence « la noble cité, la fille de Rome. » Il semble que la tristesse du moyen âge n'ait fait que glisser sur elle; c'est une païenne élégante qui, sitôt qu'elle a pensé, s'est déclarée, d'abord timidement, puis ouvertement, élégante et païenne.

Visites, soirées aux théâtres.

Il y a huit ou dix théâtres, ce qui indique un goût vif pour le plaisir. Ils sont commodes, aérés; une grande allée tourne autour du parterre et de l'orchestre, les spectateurs ne s'étouffent point comme à Paris; plusieurs salles sont jolies, bien décorées, simples: le goût semble naturel en ce pays. Quant au reste, c'est autre chose; les places sont à si bas prix que les directeurs ont peine à se tirer

d'affaire, et par exemple pour les décors, les figurans, toute la partie mécanique, ils s'arrangent comme ils peuvent à l'Opéra; les figurantes ont 250 ou 300 francs pour la saison, qui dure deux mois et demi; elles se fournissent de bas et de chaussures, on leur donne le reste; la plupart sont des grisettes. Au reste, figurans et figurantes sont difficiles à manœuvrer; on les met à l'amende pour un retard ou pour toute autre raison, ils vous plantent là; leur emploi au théâtre n'est qu'un surcroît de gain, ils vivent d'ailleurs; tel ouvrier maçon, le soir mousquetaire ou druide, arrive à la répétition avec son pantalon de travail encore blanchi au genou. Il faut une grande capitale et une grande dépense d'argent pour huiler les rouages d'un théâtre moderne : ceux-ci grincent parfois et se détraquent, on s'en aperçoit aux représentations. Pareillement il faut une centralisation et une vie nationale complète pour fournir des idées théâtrales; on traduit ici nos pièces. Je viens d'écouter l'opéra de *Faust*, la *prima donna* est une Française. Au théâtre Nicolini, on joue *Montjoie* d'Octave Feuillet, et pour le rendre plus intelligible on l'intitule *Montjoie o l'Egoïsta*. Un autre jour c'est *la Gelosia, Othello* arrangé en mélodrame bourgeois; impossible de rester, je suis parti au troisième acte. — Il se produit quelques romans, *Uno Prode d'Italia*, *Pasquale Paoli*, grandes machines historiques à la façon de Walter Scott, écrites en style déclamatoire avec force allusions au temps présent. Un savant de mes amis reconnaît qu'en ce moment la littérature est médiocre en Italie; la politique prend pour elle toute la séve de l'arbre, les autres branches avortent. En fait d'histoire, rien que des monographies. Les écrivains ressemblent à des provinciaux maintenus par l'éloignement à trente ans en arrière de la capitale; il faudra beaucoup de temps pour que le style net, précis, attaché aux faits, exempt de phrases, s'acclimate ici. Ils n'ont pas même de langue arrêtée; les Italiens nés hors de la Toscane sont obligés d'y venir, comme Alfieri, pour corriger leur dialecte. En outre Italiens et Toscans, tous sont tenus d'éviter les tours français, si contraires au génie de leur langue, de les désapprendre à grand'peine, de s'en purger la mémoire. Or c'est la France qui, depuis cent cinquante ans, fournit des livres et des idées à l'Italie; jugez de la difficulté! Là-dessus, beaucoup d'écrivains tombent dans le pédantisme et la superstition classiques : ils se nourrissent des bons auteurs du XVIe siècle, remontent plus haut, en puristes, jusqu'au XIVe; mais comment exprimer les idées modernes dans la langue de Froissard, ou même dans celle d'Amyot? Les voilà contraints de plaquer sur leur style antique une quantité de mots contemporains; ces disparates les désolent, et ils ne marchent que les entraves aux pieds, empêtrés par le souvenir des tours autorisés et du vocabulaire correct. Un

écrivain me disait que cette obligation lui mettait l'esprit à la torture. Ceci est encore un effet du passé; on aperçoit tout de suite les causes de cet avortement, qui sont d'un côté l'interruption de la tradition littéraire à partir du XVIIe siècle par la décadence universelle des esprits et des études, et de l'autre côté le manque de capitale et de centralisation, nécessaires pour étouffer les dialectes. Toute l'histoire de l'Italie dérive d'un fait : elle n'a pu devenir une monarchie tempérée, intelligente, au XVIe siècle, en même temps que ses voisines.

En revanche, la politique est en pleine fleur; on dirait d'un champ longtemps desséché qui a reverdi sous une pluie subite. On ne voit que caricatures politiques sur Victor-Emmanuel, l'empereur Napoléon, le pape. Elles sont grossières d'intention et d'exécution : le pape est un squelette, un danseur de corde; la mort joue à la boule pour abattre les cardinaux et pour l'abattre. Point d'esprit ni de finesse; il ne s'agit pour les Italiens que de rendre l'idée bien sensible et de faire une forte impression. De même leurs journaux, presque tous à un sou, crient fort et haut plutôt que juste. Je les compare à des gens qui, après beaucoup de temps, dégagés d'entraves étroites, gesticulent vigoureusement et donnent des coups de poing dans l'air pour détirer leurs membres. Quelques-uns cependant, *la Pace*, la *Gazette de Milan*, raisonnent serré, sentent les nuances, se défendent d'être pour de Maistre ou pour Voltaire, louent Paolo, Sarpi, Gioberti, Rosmini, tâchent de renouer la tradition italienne. Des gens si spirituels et si bien doués finiront par trouver le ton proportionné et la ligne moyenne. En attendant, ils sont très fiers de leur presse libre et se moquent de la nôtre. A vrai dire, sur ce chapitre nous faisons triste figure à l'étranger; quand on a lu dans un café le *Times*, le *Galignani's*, la *Kœlnische* ou l'*Allgemeine Zeitung*, et qu'on retombe sur un journal français, l'amour-propre souffre. Un petit morceau politique vulgaire ou prudent, un article littéraire vague ou trop complaisant, des correspondances rares et toujours arrangées, très peu de renseignemens précis et de discussions solides, beaucoup de phrases, dont plusieurs bien écrites, voilà le fond, qui est pauvre, non-seulement parce que le gouvernement intervient, mais encore et surtout parce que les lecteurs instruits, capables d'attention sérieuse, sont trop peu nombreux. Le public ne demande pas qu'on le munisse de faits et de preuves, il veut qu'on l'amuse ou qu'on lui ressasse bien clairement une idée toute faite. Tout au plus quelques esprits cultivés, une coterie parisienne qui a de petites succursales en province devine çà et là une allusion, une ironie, une malice; elle rit, la voilà satisfaite. Si la politique manque dans nos journaux, c'est que l'aptitude et l'instruction politique manquent dans notre pays. Ici on prétend que

naturellement les Italiens ont l'instinct et le talent des affaires publiques ; en tout cas, ils en ont la passion.

Plusieurs personnes très bien placées pour voir me répètent que si la France monte encore dix ans la garde sur les Alpes pour empêcher l'Autriche de descendre, le parti libéral aura doublé ; les écoles, les journaux, l'armée, tous les accroissemens de la prospérité et de l'intelligence contribuent à l'augmenter. Les jalousies provinciales ou municipales ne font aucun obstacle. Dans les premiers temps, on a vu en Toscane quelques dissentimens, quelques résistances : ce pays était le plus heureux, le mieux gouverné de l'Italie, on hésitait avant de se soumettre à Turin et de courir les aventures; mais le marquis Gino Capponi, l'homme le plus respecté du parti toscan, s'est lui-même prononcé pour l'union. Nul autre moyen de subsister dans l'Europe moderne; d'ailleurs tous les grands Italiens, depuis Machiavel et Dante, ont écrit dans ce sens : il faut pouvoir résister à l'Autriche. Aujourd'hui tout se rejoint et se fond; on voit déjà paraître dans l'armée une sorte de langue commune qui est un compromis entre les divers dialectes.

Deux traits séparent cette révolution de la nôtre. En premier lieu, les Italiens ne sont point niveleurs ni socialistes. Le noble est familier, bonhomme avec le paysan, il parle avec amitié aux gens du peuple; ceux-ci sont bien loin d'être hostiles à leur noblesse, ils sont plutôt fiers de la posséder. Toute la propriété est affermée en métayage, et le partage des fruits établit une sorte de camaraderie entre le maître et le fermier. Souvent ce fermier est sur le *podere* depuis deux cents ans, de père en fils; par suite, il est conservateur, rebelle aux innovations, inaccessible aux théories; la culture est encore la même que sous les Médicis, fort avancée pour ce temps-là, fort arriérée pour celui-ci. Le propriétaire vient en octobre pour surveiller sa récolte, puis s'en retourne : non pas qu'il soit *gentleman farmer*, il a un *fattore* et souvent possède sept ou huit villas dont il habite une; mais s'il n'a pas d'autorité morale ou politique sur ses paysans comme en Angleterre, il vit en bons termes avec eux. Il n'est pas dédaigneux, délicat, insolent, citadin comme nos anciens nobles; il aime l'économie; jadis il vendait son vin lui-même. A cet effet, chaque grand palais avait un guichet par lequel les chalands introduisaient leur bouteille vide et retiraient, moyennant argent, leur bouteille pleine; la vanité supprimée laisse à la bonté humaine un plus large champ. Le maître profite et laisse profiter. Point de tiraillemens; les mailles du réseau social sont lâches, mais ne cassent pas. Voilà pourquoi le pays a pu se gouverner tout seul en 1859. A cet égard, les Italiens sont plus heureux que nous; c'est un grand point, quand on construit un gouver-

nement et une nation, de ne point sentir sous ses pieds les instincts et les théories communistes.

En second lieu, ils ne sont point voltairiens. Le commis voyageur philosophe et lecteur de Béranger n'est pas chez eux un caractère fréquent ou populaire. Les violences du journal le *Diritto* sont désapprouvées. Ils sont trop imaginatifs, trop poètes, et outre cela doués d'un trop grand bon sens, trop pénétrés des nécessités sociales, trop éloignés de notre logique abstraite, pour vouloir supprimer la religion, comme nous l'avons fait en 92. Ils sont élevés à voir des processions, des tableaux de sainteté, des églises pompeuses ou nobles; leur catholicisme fait partie des habitudes de leurs yeux, de leurs oreilles, de leur imagination, de leur goût; ils en ont besoin comme ils ont besoin de leur beau climat. Jamais un Italien ne sacrifiera tout cela, comme fait un Français, à un raisonnement de la cervelle raisonnante; sa façon de concevoir les choses est tout autre, bien moins absolue, bien plus complexe, bien moins propre aux démolitions brusques, bien mieux accommodée au train courant du monde. Voilà encore une assise solide; ils bâtissent sur une religion et sur une société intactes, et ne sont point obligés, comme nos politiques, de se prémunir contre les grands effondremens.

D'autres circonstances ou traits de caractère sont moins favorables. L'énergie manque en Toscane encore plus qu'ailleurs. En 1859, le pays a fourni douze mille hommes contre les Autrichiens, encore y en avait-il six mille de l'armée précédente, — en tout six mille volontaires, — et beaucoup sont revenus. On compte quelques héros, des gens comme M. Montanelli, qui cherchaient les balles; mais quant à la masse, la discipline les incommode, la dureté de la vie militaire les étonne, ils ne trouvaient pas leur café au lait le matin. A Florence, les mœurs depuis trois cents ans sont épicuriennes; on ne s'inquiète ni de ses enfans, ni de ses parens, ni de personne; on aime à causer et à flâner, on est spirituel et égoïste. Dès qu'on a quelque petit revenu, on se drape dans son manteau et on va bavarder au café. — D'autre part, la domination des habitudes et de l'imagination empêche les opinions religieuses de devenir nettes. Ils ne voient pas clair dans cette question catholique. Nul ne se fait au préalable son symbole arrêté et personnel comme en France au XVIIIe siècle ou en Allemagne au temps de Luther; le raisonnement et la conscience ne parlent pas assez haut. Ils disent vaguement que le catholicisme doit s'accommoder aux besoins modernes; mais ils ne précisent pas les concessions qu'il doit faire ou qu'on doit lui faire, ils ne savent pas ce qu'ils peuvent exiger ou abandonner. On a eu le tort grave en 1859 de ne pas instituer le mariage civil

et de ne pas revenir aux lois léopoldines. Le pape, à force d'instances, les avait entamées ou transformées; il n'avait pu souffrir à côté de lui un état vraiment laïque. Or en face d'un adversaire pareil il faut décider à part soi et d'avance ce qu'on cédera, s'il le faut, et ce qu'on prendra, coûte que coûte, car ses empiétemens imperceptibles sont tenaces comme ceux du lierre, et l'irrésolution est toujours vaincue par l'obstination. Ajoutez qu'une portion notable du clergé, la plupart des prélats sont pour lui; l'un d'eux, le cardinal de Pise, a la raideur du moyen âge, et il est *papabile*. En somme, les Italiens sont dans une impasse. Ils voudraient rester bons catholiques, avoir chez eux la capitale du monde chrétien, et cependant réduire le pape au rôle de grand lama, sans s'apercevoir qu'une fois dépouillé il est à jamais hostile; autant vaudrait « marier le grand Turc à la république de Venise. » Ce sont là leurs deux points faibles, l'insuffisance de l'esprit militaire et l'irrésolution de l'esprit religieux. Il faut laisser faire au temps, à la nécessité, qui peut-être affermira l'un et précisera l'autre.

La Piazza, le Dôme, le Baptistère.

Dans une ville comme celle-ci, les premiers jours on va devant soi, sans système. Comment dans ce pêle-mêle d'œuvres et de siècles dégager tout de suite une idée nette? Il faut feuilleter avant de lire.

Ce qu'on visite d'abord, c'est la Piazza della Signoria; là, comme à Sienne, était le centre de la vie républicaine; là, comme à Sienne, l'ancien hôtel de ville, le Palais-Vieux, est une bâtisse du moyen âge, énorme carré de pierre, percé de rares fenêtres en trèfles, muni d'un grand rebord de créneaux surplombans, flanqué d'une haute tour pareille, vraie citadelle domestique, bonne pour le combat et pour la montre, se défendant de près, s'annonçant de loin, bref une armure fermée surmontée d'un cimier visible. Impossible de le voir sans penser aux guerres intestines que décrit Dino Compagni. — Ce fut un rude temps en Italie que le moyen âge; nous n'avions que la guerre des châteaux, ils ont eu celle des rues. Pendant trente-trois ans de suite, au XIIIe siècle, les Buondelmonti d'un côté avec quarante-deux familles, les Uberti de l'autre côté avec vingt-deux familles, se sont battus sans relâche. On barricadait les rues avec des chevaux de frise, les maisons étaient fortifiées; les nobles faisaient venir de la campagne leurs paysans armés. A la fin, trente-six palais des vaincus furent rasés, et si l'hôtel de ville est irrégulier, c'est que par un acharnement de vengeance on obligea l'architecte à laisser vides les emplacemens maudits qui avaient porté les maisons détruites. — Que dirions-nous aujourd'hui si une bataille comme celle de juin durait non pas trois jours, mais trente ans dans nos rues, si des transportations irrévo-

cables mettaient hors de la nation un quart de la population, si ce peuple d'exilés, joint aux étrangers, rôdait autour de nos frontières, attendant l'occasion d'un complot ou d'une surprise pour forcer nos murailles et proscrire à son tour ses persécuteurs, si des haines et des combats nouveaux venaient entre-choquer les vainqueurs après la victoire, si la cité, déjà mutilée, était forcée de se mutiler sans cesse, si les tumultes brusques de la populace devaient compliquer les guerres intestines des nobles, si chaque mois une insurrection faisait fermer les boutiques, si chaque soir un homme sortant de sa maison pouvait craindre un ennemi embusqué au premier coin? « Beaucoup de citoyens, dit Dino Compagni, étant un jour sur la place de Frescobaldi pour ensevelir une femme morte, et l'usage du pays en de telles réunions étant que les citoyens fussent assis en bas sur des nattes de jonc et les cavaliers et les docteurs en haut sur des bancs, comme les Donati et les Cerchi étaient en bas les uns en face des autres, un d'eux, pour arranger son manteau ou pour toute autre chose, se leva droit. Les adversaires, soupçonnant quelque chose, se levèrent aussi et mirent la main à l'épée. Les autres firent semblablement, et ils en vinrent aux mains. » Un pareil trait montre avec quel excès les âmes étaient tendues; les lames fourbies et toutes prêtes sautaient d'elles-mêmes hors du fourreau. Au sortir de table, échauffés par le vin et la parole, les mains leur démangeaient. « Une compagnie de jeunes gens qui chevauchaient ensemble, s'étant retrouvés à souper un soir aux calendes de mai, devinrent tellement outrageux qu'ils songèrent à se rencontrer avec la brigade des Cerchi et à user contre eux des mains et des armes. En ce soir, qui est le renouvellement du printemps, les femmes s'assemblent pour la danse et les bals dans leurs voisinages (1). Les jeunes gens des Cerchi se rencontrèrent donc avec la brigade des Donati, qui les assaillirent à main armée. Et dans cet assaut Ricoverino des Cerchi eut le nez coupé par un homme aux gages des Donati, lequel, dit-on, fut Piero Spini;... mais les Cerchi ne révélèrent jamais qui c'était, comptant tirer ainsi une *plus grande vengeance*. » Ce mot, presque effacé de notre esprit, est la clé de l'histoire italienne; les *vendette* à la façon corse sont à demeure et en permanence, de parti à parti, de famille à famille, de génération à génération, d'individu à individu. « Un jeune homme de mérite, fils de messire Cavalcante Cavalcanti, noble cavalier, appelé Guido, courtois et hardi, mais hautain, solitaire et attaché à l'étude, ennemi de messire Corso, avait résolu plusieurs fois de le rencontrer. Messire Corso le craignait fort, parce qu'il le connaissait comme étant de grand courage, et chercha à l'assassi-

(1) Voyez le premier acte de *Roméo et Juliette* dans Shakspeare, qui a deviné et peint ces mœurs avec une exactitude admirable.

ner, Guido allant en pèlerinage à Saint-Jacques, ce qui ne réussit pas... Ce pourquoi Guido, revenu à Florence, excita beaucoup de jeunes gens contre lui, lesquels lui promirent aide. Et un jour, étant à cheval avec quelques hommes de la maison des Cerchi, ayant un dard à la main, il éperonna son cheval contre messire Corso, croyant être suivi des siens, et, le dépassant, lui lança son dard, mais sans l'atteindre. Il y avait là avec messire Corso Simon, son fils, brave et hardi jeune homme, et Cecchino dei Bardi, ainsi que beaucoup d'autres avec des épées, qui coururent après lui; mais, ne l'atteignant pas, ils lui jetèrent des pierres, on lui en jeta aussi des fenêtres, en sorte qu'il fut blessé à la main. » Pour trouver aujourd'hui des mœurs pareilles, il faudrait visiter les *placers* de San-Francisco; là, sur la première provocation, en public, dans un bal, dans un café, le revolver parle; il tient lieu de police, et supprime les formalités du duel. La loi de Lynch, fréquemment pratiquée, est seule capable de pacifier de tels tempéramens; on l'appliquait parfois à Florence, mais trop peu et d'une façon décousue : c'est pourquoi l'habitude de l'appel à soi-même, des coups de main subits, de l'assassinat honorable et honoré, y a persisté jusqu'à la fin et au-delà du moyen âge. En revanche cette habitude, en maintenant l'âme tendue et occupée de sentimens tragiques et forts, la rendait d'autant plus sensible aux arts dont la beauté et la sérénité faisaient contraste. Il fallait cette profonde couche féodale si labourée et si déchirée pour fournir des alimens et une prise aux racines vivaces de la renaissance.

Le petit livre où sont toutes ces histoires est de Dino Compagni, un contemporain de Dante; il est grand comme la main, coûte deux francs, et on peut l'emporter avec soi dans sa poche. Entre deux monumens, dans un café, sous une *loggia*, on en lit quelques morceaux, une rixe, une délibération, une sédition, et les pierres muettes deviennent parlantes...

On veut voir les commencemens de cette première renaissance, et du Palais-Vieux on s'en va au Dôme. L'un et l'autre sont le double cœur de Florence, tel qu'il a battu au moyen âge, l'un pour la politique, l'autre pour la religion, tous les deux si bien unis qu'ils n'en faisaient qu'un seul. Rien de plus noble que le décret public rendu en 1294 pour construire la cathédrale de la nation : « attendu qu'il est de la souveraine prudence d'un peuple de grande origine de procéder en ses affaires de telle façon que par ses œuvres extérieures se reconnaisse non moins la sagesse que la magnanimité de sa conduite, il est ordonné à Arnolfo, maître architecte de notre commune, de faire les modèles ou dessins pour la rénovation de Santa Maria Reparata avec la plus haute et la plus prodigue magnificence, afin que l'industrie et la puissance des hommes n'inven-

tent ni ne puissent jamais entreprendre quoi que ce soit de plus vaste et de plus beau, selon ce que les citoyens les plus sages ont dit et conseillé en séance publique et en comité secret, à savoir qu'on ne doit pas mettre la main aux ouvrages de la commune, si l'on n'a pas le projet de les faire correspondre à la grande âme que composent les âmes de tous les citoyens unis dans une même volonté. » Dans cette ample phrase respirent l'orgueil grandiose et le patriotisme passionné des républiques anciennes. Athènes sous Périclès, Rome sous le premier Scipion n'avaient pas des sentimens plus fiers. A chaque pas, ici comme ailleurs, dans les textes et les monumens, on retrouve en Italie les traces, le renouvellement, l'esprit de l'antiquité classique.

Voyons donc ce célèbre Dôme; la difficulté est de le voir. Il est sur un sol plat, et pour que l'œil pût embrasser sa masse, il faudrait abattre trois cents maisons. En ceci apparaît le défaut des grandes constructions du moyen âge; même aujourd'hui, après tant d'éclaircies pratiquées par les démolisseurs modernes, la plupart des cathédrales ne sont visibles que sur le papier. Le spectateur en saisit un fragment, un pan, une façade; mais l'ensemble lui échappe, l'œuvre de l'homme n'est plus proportionnée aux organes de l'homme. Il n'en était point de même dans l'antiquité; les temples étaient petits ou médiocres, presque toujours placés sur une éminence; de vingt endroits on pouvait en saisir la forme générale et le profil complet. A partir du christianisme, les conceptions de l'homme ont outre-passé ses forces, et l'ambition de l'esprit n'a plus tenu compte des limitations du corps. L'équilibre s'est rompu dans la machine humaine; avec l'oubli de la mesure, le goût de la bizarrerie s'est établi. Sans raison, sans symétrie, on a posé des campaniles ou des clochers, comme un pieu isolé, en avant ou à côté des cathédrales; il y en a un à côté du Dôme, et il faut que cette altération de l'harmonie humaine fût bien forte, puisque ici même, parmi tant de traditions latines et d'aptitudes classiques, elle se fait sentir.

Pour le reste, sauf les arcades ogivales, le monument n'est pas gothique, il est byzantin ou plutôt original : c'est une créature d'une forme nouvelle et mixte comme la civilisation nouvelle et mélangée dont elle est l'enfant. On y sent la force et l'invention avec une pointe d'étrangeté et de fantaisie. Des murs pleins d'une grandeur énorme se développent ou se renflent sans que les rares fenêtres viennent en évider la masse ou affaiblir la solidité. Point d'arcs-boutans; ils se soutiennent par eux-mêmes. Des panneaux de marbre tour à tour jaunes et noirs les revêtent d'une marqueterie luisante, et des courbes d'arches engagées dans leurs massifs apparaissent comme une robuste ossature sous une peau. La croix

latine que figure l'édifice se contracte à la tête, et le chevet, les transepts, se pelotonnent en bourrelets, en rondeurs, en petits dômes au dos de l'église, pour accompagner le grand dôme qui monte au-dessus du chœur. Ce dôme, ouvrage de Brunelleschi, plus neuf et plus fruste que celui de Saint-Pierre, porte en l'air à une hauteur étonnante sa forme allongée, ses huit pans, sa lanterne pointue; mais comment rendre avec des paroles la physionomie d'une église? Elle en a une cependant : toutes les portions, apparaissant ensemble, se combinent en un seul accord et un seul effet. Regarde des plans, de vieilles estampes, tu sentiras la bizarre et saisissante harmonie de ces grands murs romains plaqués de bigarrures orientales, de ces ogives gothiques arrangées en coupoles byzantines, de ces colonnettes italiennes faisant cercle au-dessus d'une bordure de caissons grecs, de cet assemblage de toutes les formes, pointues, renflées, carrées, oblongues, circulaires, octogonales. L'antiquité grecque et latine, l'orient byzantin et sarrasin, le moyen âge germanique et italien, tout le passé ébréché, amalgamé, transformé, semble avoir bouilli de nouveau dans la fournaise humaine, pour se couler en nouvelles formes, sous la main de nouveaux génies, Giotto, Arnolfo, Brunelleschi et Dante.

Ici l'œuvre est inachevée, et la réussite n'est pas complète. La façade n'a pas été construite, on n'en voit qu'un grand mur nu, écorché, comme une emplâtre de lépreux. Point de jour à l'intérieur; une ligne de petites baies rondes, quelques fenêtres jettent à peine un jour gris dans l'immensité de l'édifice : il est nu, et le ton argileux dont il est peint attriste l'œil de sa monotonie blafarde. Une *Piétà* de Michel-Ange, quelques statues semblent des ombres; les bas-reliefs ne sont qu'un fouillis vague. L'architecte, incertain entre le goût du moyen âge et le goût de l'antiquité, n'a trouvé entre la lumière colorée et la lumière claire que la lumière morte.

Plus on regarde les œuvres de l'architecture, plus on les trouve propres à exprimer dans ses traits les plus généraux l'esprit d'une époque. Voici sur le flanc du Dôme le campanile de Giotto, debout, isolé, comme le Saint-Michel de Bordeaux ou la tour Saint-Jacques de Paris : en effet, l'homme du moyen âge aime à bâtir en hauteur, il vise vers le ciel, ses monumens s'effilent en cimes aiguës; si celui-ci eût été achevé, un clocher de trente pieds eût surmonté la tour, qui en a deux cent cinquante. Jusqu'ici, l'architecte d'outre-monts et l'architecte italien suivent le même instinct et contentent le même penchant; mais tandis que l'homme du nord, franchement gothique, brode sa tour de nervures délicates, de fleurons compliqués, d'une dentelle de pierre infiniment multipliée et entre-croisée, l'homme du midi, à demi latin par ses tendances et ses

réminiscences, dresse un pilier carré, fort et plein, dans lequel l'ornement ménagé n'efface point la structure générale, qui est non un frêle bijou sculpté, mais un solide monument durable, que son revêtement de marbres rouges, noirs et blancs, entoure d'un luxe royal, qui, par ses saines et vivantes statues, par ses bas-reliefs encadrés de médaillons, rappelle les frises et les frontons d'un temple antique. Dans ces médaillons, Giotto a dessiné les principaux momens de la civilisation humaine, les traditions de la Grèce près de celles de la Judée, Adam, Tubalcaïn, Noé, Dédale, Hercule et Antée, le labourage inventé, le cheval dompté, les arts et les sciences découverts; l'esprit laïque et philosophique vit librement chez lui côte à côte avec l'esprit théologique et religieux. Ne voit-on pas déjà dans cette renaissance du XIVe siècle la renaissance du XVIe? Pour passer de l'une à l'autre, il suffira que le premier esprit prenne l'ascendant sur le second; au bout de cent ans, dans ces statues de Donatello, dans ce *Chauve* si expressif, dans le profond sentiment de la vie réelle et naturelle qui éclate chez les orfévres et chez les sculpteurs, ses contemporains, on verra la preuve que la transformation commencée sous Giotto est déjà faite.

On ne peut faire un pas sans rencontrer un signe de cette persistance ou de cette précocité de l'esprit latin et classique. En face du Dôme est le Baptistère, qui d'abord servait d'église, sorte de temple octogone et surmonté d'une coupole, bâti certainement sur le modèle du Panthéon de Rome, ouvert jadis au sommet comme le Panthéon de Rome, et qui, au témoignage d'un évêque contemporain, déjà au VIIIe siècle élevait dans l'air les pompeuses rondeurs de ses formes impériales. Voilà donc aux temps les plus barbares du moyen âge une continuation, une rénovation, tout au moins une imitation de l'architecture romaine. On entre et l'on aperçoit une décoration qui n'a rien de gothique, un pourtour de colonnes corinthiennes en marbres précieux, au-dessus d'elles un cercle de colonnes plus petites surmontées d'arcades plus hautes, sur la voûte une légion de saints et d'anges qui peuplent tout l'espace, qui se pressent sur quatre rangs autour d'un grand Christ byzantin, maigre, éteint et triste. Ce sont là aux trois étages superposés les trois déformations graduelles de l'art antique; mais, déformé ou intact, c'est toujours l'art antique. Ce trait est capital pour toute l'histoire de l'Italie : elle n'est point devenue germanique. Au Xe siècle, le Romain avili subsistait distinct et intact en face du barbare orgueilleux, et l'évêque Luitprand écrivait : « Nous autres Lombards, de même que les Saxons, les Francs, les Lorrains, les Bavarois, les Souabes et les Bourguignons, nous méprisons si fort le nom romain que, dans notre colère, nous ne savons pas offenser nos ennemis par une plus forte injure qu'en les

appelant des Romains, car nous comprenons par ce nom seul tout ce qu'il y a d'ignoble, de timide, d'avare, de luxurieux, de mensonger, tous les vices enfin. » Au XIIe siècle, les Allemands de Frédéric Barberousse, comptant trouver dans les Lombards des hommes de la même race qu'eux, s'étonnaient de les voir tellement latinisés, « ayant quitté l'âpreté de la sauvagerie barbare et pris dans les influences de l'air et du sol quelque chose de la finesse et de la douceur romaines, ayant gardé l'élégance de la langue et l'urbanité des mœurs antiques, imitant jusque dans la constitution de leurs cités et dans le gouvernement de leurs affaires publiques l'habileté des anciens Romains (1). » Jusqu'au XIIIe siècle, ils continuent à parler latin ; saint Antoine de Padoue prêche en latin ; le peuple, qui jargonne l'italien naissant, entend toujours la langue littéraire comme un paysan du Berri ou de la Bourgogne que son patois campagnard n'empêche pas de comprendre le prône correct de son curé. Les deux grandes inventions féodales, l'architecture gothique et les poèmes chevaleresques, n'entrent chez eux que tardivement et par importation. Dante dit que jusqu'en 1313 aucun Italien n'avait écrit de poème chevaleresque ; on traduisait ceux de France ou on les lisait en provençal. Les seuls monumens vraiment gothiques de l'Italie, Assise et le dôme de Milan, sont bâtis par des étrangers. Au fond et sous des altérations extérieures ou temporaires, la structure latine du pays demeure complète, et au XVIe siècle l'enveloppe chrétienne et féodale tombera d'elle-même pour laisser reparaître le paganisme sensuel et noble qui n'avait jamais été détruit.

On n'eut pas besoin d'attendre jusque-là. La sculpture, qui une première fois, sous Nicolas de Pise, avait devancé la peinture, la devança encore une fois au XVe siècle, et l'on peut voir sur les portes mêmes du Baptistère avec quelle perfection subite et quel éclat. Trois hommes alors apparaissent ensemble, Brunelleschi, l'architecte du Dôme, Donatello, qui décora le campanile de ses statues, Ghiberti, qui fit les deux portes (2), tous les trois amis et rivaux, tous les trois ayant commencé par l'orfévrerie et l'observation du corps vivant, tous les trois passionnés pour l'antique, Brunelleschi dessinant et mesurant les monumens romains, Donatello copiant à Rome les bas-reliefs et les statues, Ghiberti faisant venir de Grèce des torses, des vases, des têtes qu'il restaurait, qu'il imitait et qu'il adorait. « Il n'est pas possible, disait-il en parlant d'une statue antique, d'en exprimer la perfection avec des mots... Elle a des suavités infinies que l'œil seul ne comprend pas; la main

(1) Otho de Freysingen.

(2) Le premier né en 1377, le second en 1386, le troisième en 1381.

seule les découvre par le toucher. » Et il rappelait avec douleur les grandes persécutions par lesquelles, sous Constantin, « toutes les statues et les peintures qui respiraient tant de noblesse et de parfaite dignité furent renversées et mises en pièces, outre les châtimens sévères dont on menaça quiconque en ferait de nouvelles, ce qui amena l'extinction de l'art et des doctrines qui s'y rattachent.» Quand on sent aussi vivement la perfection classique, on n'est pas loin d'y atteindre soi-même. Vers 1400, à l'âge de vingt-trois ans, après un concours d'où Brunelleschi se retira en lui décernant le prix, il obtient de fabriquer les deux portes, et l'on voit renaître sous sa main la pure beauté grecque, non pas seulement l'imitation énergique du corps réel comme l'entend Donatello, mais le goût de la forme idéale et accomplie. Il y a dans ses bas-reliefs vingt figures de femmes qui, par la noblesse de leur taille et de leur tête, par la simplicité et le développement tranquille de leur attitude, semblent des chefs-d'œuvre athéniens. Elles ne sont point trop allongées comme chez les successeurs de Michel-Ange, ni trop fortes comme les trois Grâces de Raphaël. Son Ève, qui vient de naître et qui, penchée, lève ses grands yeux calmes vers le Créateur, est une nymphe primitive, vierge et naïve, en qui sommeillent et s'éveillent tout à la fois les instincts équilibrés. La même dignité et la même harmonie agencent les groupes et disposent les scènes. Des processions se déploient et tournent comme autour d'un vase; des personnages, des foules s'opposent et se relient comme dans un chœur antique; les formes symétriques de l'architecture ancienne ordonnent autour des colonnades les figures mâles et graves, les draperies tombantes, les attitudes variées, choisies et modérées de la belle tragédie qui s'accomplit sous leurs portiques. Tel jeune guerrier semble un Alcibiade; devant lui marche un consulaire romain; de florissantes jeunes femmes, d'une fraîcheur et d'une force incomparables, se tournent à demi, regardant, étendant un bras, l'une semblable à une Junon, l'autre pareille à une amazone, toutes saisies dans un de ces momens rares où la noblesse de la vie corporelle atteint sans effort ni réflexion sa plénitude et son achèvement. Quand la passion soulève les muscles et plisse les visages, c'est sans les déformer ni les grimer. Le sculpteur florentin, comme jadis le poète grec, ne lui permet point d'aller jusqu'au bout de sa course; il la soumet à la mesure et subordonne l'expression à la beauté. Il ne veut pas que le spectateur soit troublé par l'étalage de la violence crue, ni emporté par la vivacité frémissante du geste impétueux saisi au vol. Pour lui, l'art est une harmonie qui purifie l'émotion pour assainir l'âme. Aucun homme, sauf Raphaël, n'a mieux retrouvé ce moment unique de l'invention naturelle et choisie où l'œuvre d'art sans intention devient une œuvre de morale. *L'École*

d'Athènes, les loges du Vatican semblent de la même école que les portes du Baptistère, et, pour achever la ressemblance, Ghiberti manie le bronze comme ferait un peintre; par l'abondance des personnages, par l'intérêt des scènes, par la grandeur des paysages, par l'emploi de la perspective, par la variété et la dégradation des plans successifs qui se reculent et qui s'enfoncent, ses sculptures sont presque des tableaux. — Mais le vent du nord souffle entre les masses de pierres, comme dans un défilé de montagnes, et lorsqu'on a manié une demi-heure sa lorgnette sous la bise, on quitte Ghiberti lui-même pour une mauvaise tasse de café dans une mauvaise auberge.

12 avril. Les premiers peintres.

Voici cinq ou six journées que je passe à l'Académie des beaux-arts, aux *Uffizi*, à Saint-Marc, à Santa-Croce, à Santa-Maria-Novella, à l'église del Carmine, Vasari à la main. On y peut compter tous les pas de la peinture, et il faut les compter; sinon, dans cet âge à demi barbare, la peinture n'intéresse guère.

De quels bas-fonds n'est-elle pas sortie! A l'académie, une sainte Marie-Madeleine, faite par un Byzantin, a des pieds informes, des mains en bois, des oreilles saillantes, la figure et la pose d'une momie; ses cheveux, qui tombent jusqu'aux pieds, lui font une robe velue : au premier regard, on dirait un ours. Aux Uffizi, le plus ancien tableau, une madone de Rico de Candie, semble une figure de massepain. Ce sont des peintres en bâtimens, copistes à la toise, et dont la niaiserie est grotesque.

D'un ouvrier à un artiste, la distance est infinie, comme celle de la nuit au jour; mais entre la nuit et le jour on voit poindre la pâleur de l'aube, et, si terne que soit cette aube, c'est déjà le jour. Pareillement, si raide que soit Cimabue, il appartient déjà au nouveau monde, car il invente et exprime : sa Madone, à l'académie, encore un peu morte, ne manque pas d'une certaine bonté grave; deux anges au bas ont une attitude de grâce et de mansuétude triste. Des quatre vieillards qui sont au pied, deux n'ont pas de cou; mais on leur trouve un certain fonds de sérieux et de grandeur; l'un d'eux semble attentif et étonné. Une expression même effacée, n'est-ce pas alors une chose miraculeuse, comme la première phrase balbutiée et confuse d'un muet qui tout d'un coup recouvrerait la parole? On comprend que la madone de Santa-Maria-Novella, dont les mains sont si maigres et qui nous semble si morne, ait excité « l'émerveillement de tous, au point qu'on mena le roi Charles d'Anjou dans l'atelier, que toutes les femmes et tous les hommes de Florence accoururent en très grande fête, avec la plus grande

affluence de monde, et que le tableau fut porté de la maison de Cimabue à l'église en grande pompe, avec trompettes et en procession solennelle. » De quelque côté qu'on étudie son œuvre, on trouve qu'il a touché à toutes les innovations futures. Il fit, dit Vasari, un saint François d'après nature, chose nouvelle et contraire aux procédés des Grecs, ses maîtres, qui ne peignaient que par tradition. Revenir au corps vivant, découvrir que pour imiter la figure humaine il faut regarder la figure humaine, quoi de plus simple? Et pourtant tout l'art tient là en raccourci. On s'en aperçoit aux Uffizi dans un petit tableau qui représente sainte Catherine dans sa chaudière. Les muscles du torse sont indiqués, les seins sont déjà dessinés; trois femmes en longues robes vertes sont posées noblement. Tu te rappelles la Madone sévère du Louvre et la grandeur, le fier mouvement des anges qui l'entourent. « Il était, dit un commentateur de Dante, noble plus qu'on ne pourrait le dire, et avec cela si arrogant et si dédaigneux, que si on lui montrait ou s'il découvrait quelque défaut dans un de ses ouvrages, il l'abandonnait à l'instant, si cher qu'en fût le prix. » On trouve quelque trace de cette élévation d'âme dans l'attitude hautaine et calme de plusieurs de ses figures. Une âme ayant sa vie propre, un caractère personnel et distinct qui se laisse entrevoir même dans un brouillard vague, quelle nouveauté! Et c'est là tout l'art avec son principe, sa dignité, sa récompense : manifester et perpétuer une personne, qui est l'artiste, et dans cette personne ce qui est essentiel. A tout degré et dans tout domaine, son affaire est de dire aux hommes : « Voici ce qui était en moi et ce que j'étais; à vous de regarder, de mesurer et d'emprunter ce que bon vous semble. »

Le second pas, celui qu'a fait Giotto, est beaucoup plus grand et, proportion gardée, égal à celui qui sépare Raphaël du Pérugin ou Vinci de Verocchio. A côté de lui, Margheritone, continuant la tradition, faisait de parti pris des figures laides et parfois hideuses; Giotto a découvert le beau par la vive invention spontanée d'un génie complet, heureux et même gai, à l'italienne. Quoique né dans un siècle mystique, il n'est point mystique, et s'il fut l'ami de Dante, il ne lui ressemblait pas. Avant tout, c'est un esprit abondant, varié, aisément et richement créateur; à Florence, Assise, Padoue, Rome, Ferrare, Rimini, Avignon, ce sont des chapelles et des églises entières qu'il a peintes. « Il travailla à tant d'ouvrages que, si on le racontait, on n'y croirait pas. » Ces féconds et faciles génies sont enclins à la joie et disposés à bien prendre la vie. « Il fut très ingénieux, dit Vasari, et très agréable dans ses entretiens, et très habile à dire des mots plaisans, desquels la mémoire est encore vivante dans cette ville. » Ceux qu'on rapporte sont salés et rudes; l'esprit d'alors était conforme aux mœurs, qui

étaient celles des paysans. Même plusieurs sont médiocrement religieux; quand il explique pourquoi dans les tableaux saint Joseph a l'air mélancolique, on le prendrait pour un contemporain de Pulci. C'est l'esprit laïque qu'on découvre en lui, sensé et même positif, satirique, ennemi de l'ascétisme et de l'hypocrisie. Lui qui a peint le *Mariage de saint François et de la Pauvreté* raille et gourmande à voix haute la superbe et la rapacité des moines. « Pour la pauvreté qui semble voulue et choisie, dit-il dans son petit poème, — on peut voir par claire expérience — qu'on l'observe ou non, selon ce qu'on a dans la poche. — Et si on l'observe, ce n'est pas pour la rendre louable, — car il ne se rencontre en elle ni discernement d'esprit, — ni connaissance, courtoisie ou vertu. — Certainement ce me semble une grande honte — que d'appeler vertu ce qui étouffe le bien, — et c'est très mal fait — de préférer une chose bestiale aux vertus, — lesquelles donnent le salut à tout sage entendement, — et qui sont telles que plus on vaut, plus on s'y délecte. » — Voilà la vertu laïque, la dignité morale, la culture supérieure de l'esprit ouvertement préférées au rigorisme monacal et aux mortifications chrétiennes. En effet, Giotto est déjà un penseur parmi d'autres penseurs, près de Guido Cavalcanti et de son père, qu'on disait épicuriens et armés de raisonnemens contre l'existence de Dieu, près de Cecco d'Ascoli et de plusieurs autres. « Giotto, disaient ses amis, est un grand maître dans l'art de peindre : il est plus encore, il est maître des sept arts libéraux. » Aussi bien on n'a qu'à regarder les figures de son campanile pour voir qu'il est tout imbu de philosophie, qu'il s'est fait une idée de la civilisation universelle et humaine, qu'à ses yeux le christianisme n'y entre que pour une part, que la Chaldée, la Grèce et Rome en revendiquent la moitié, que les inventeurs des arts utiles et beaux y tiennent le premier rang, qu'il conçoit la vie, le bonheur et le progrès de l'homme à la façon des larges et libres esprits de la renaissance et de l'âge moderne, qu'à son gré l'ample et complète expansion des facultés naturelles est le but auquel il faut subordonner le reste. Comme il a pensé, il agit. « Il fut très studieux, dit Vasari, et allait toujours réfléchissant à des choses nouvelles et s'inquiétant de la nature, en sorte qu'il mérita d'être appelé disciple de la nature et non d'autrui... Il peignit divers paysages pleins d'arbres et de rochers, ce qui fut chose nouvelle en son temps. » Il a fait bien davantage, et, quoique ses principales œuvres soient à Padoue et à Assise, on peut mesurer ici, par les petits tableaux des Uffizi, de l'Académie, de Santa-Croce, la grandeur de la révolution qu'il accomplit dans son art. Il semble qu'il ait tout découvert, l'idéal et la nature, la noblesse des figures et la vive expression des sentimens. Dans sa *Nativité* à l'Académie, le geste du pâtre

agenouillé qui, pénétré d'un respect tendre, n'ose approcher davantage est pris sur le vif. *Jésus devant saint Thomas incrédule* lève le bras de l'air le plus affectueux et le plus triste. Dans *la Cène*, Judas, qui s'en va penaud, est un mauvais drôle rabougri, un Juif avare. Et d'autre part, entre ses mains, les têtes, les attitudes, les draperies s'épurent, s'ordonnent, s'embellissent, se rapprochent de la largeur et de la dignité antiques. *Jésus disputant contre les docteurs* semble un adolescent grec. Dans la *Visitation*, la Vierge a une beauté, une pureté, un recueillement que Raphaël exprimera mieux, mais ne sentira pas davantage. Une figure de roi mage, par la douceur de son regard et de ses contours, est presque un visage de femme. On en citerait vingt autres; c'est un monde qu'il révèle à ses contemporains, le monde réel et le monde supérieur, et l'on comprend leur étonnement, leur admiration, leur plaisir. Pour la première fois, ils apercevaient ce qu'est l'homme et ce qu'il doit être. Ils n'étaient point choqués comme nous le sommes par les imperfections ou les impuissances que le contraste d'œuvres plus complètes nous signale et ne leur avait point signalées. Ils ne remarquaient point l'insuffisance de l'anatomie, des bras et des jambes raides, les attitudes violentes mal exprimées, les apôtres maladroitement renversés dans la *Transfiguration*, les nuques rentassées des *Docteurs dans le temple*, le manque de relief et cet inachèvement de la vie qui présente aux yeux non un corps, mais l'indication d'un corps. On ne sent les défauts de l'imagerie qu'au contact de la peinture, et Raphaël au temps de Giotto n'eût été, comme Giotto, qu'un imagier...

En somme, quand on entre dans l'esprit des contemporains, ce qu'on y découvre, c'est le désir de voir représentés non des *êtres*, mais des *idées* (1). Le mysticisme du cloître et la philosophie des écoles ont peuplé leurs têtes de formules abstraites et de sentimens exaltés : qu'on leur indique la vérité sacrée et sublime, cela leur suffit; la forme physique ne les intéresse qu'à demi, ils ne la poursuivent pas curieusement et passionnément pour elle-même; ils ne lui demandent qu'un symbole et une suggestion. Peu leur importe qu'un poignet soit cassé et qu'une nuque soit mal emmanchée; ils sont contemporains de Dante et contemplent à genoux ce couronnement de la Vierge noir comme une silhouette sur le rayonnement mystique des auréoles et des fonds d'or; ils y sentent l'imitation d'une vision céleste et la figure sensible d'un de ces rêves intenses dont le poète a rempli son paradis. Ce que, comme Dante, ils souhaitent voir, ce n'est pas une poitrine de gladiateur ou une vivante anatomie d'athlète : c'est l'église avec ses épreuves, ses

(1) Analogie de cet état d'esprit et de celui des Allemands modernes, ce qui explique l'admiration des critiques allemands pour ces peintures.

promesses et ses triomphes; c'est la vérité avec le groupe de ses sciences et le cortége de ses inventeurs, c'est l'histoire et l'encyclopédie scolastique, c'est ce grand édifice symétrique de doctrines et de preuves sous lequel saint Thomas vient d'abriter toutes les âmes actives et tous les esprits pensans. Des intelligences sublimées par la théologie et le rêve ne peuvent désirer ni produire une autre œuvre. Dans la peinture comme dans la poésie, elles y sont poussées; elles y sont réduites dans la peinture comme dans la poésie, et l'on n'a qu'à regarder le cloître de Santa-Maria-Novella pour y retrouver les limitations et les exigences de cette préoccupation et de ce besoin. Taddeo Gaddi y a représenté la philosophie, quatorze femmes, qui sont les sept sciences profanes et les sept sciences sacrées, toutes rangées sur une seule ligne, chacune assise dans une chaire gothique richement ornementée, chacune ayant à ses pieds le grand homme qui lui a servi d'interprète; au-dessus d'elles, dans une chaire plus délicate encore et plus ornée, saint Thomas, le roi de toute science, foulant aux pieds les trois grands hérétiques, Arius, Sabellius, Averrhoès, pendant qu'à ses côtés les prophètes de l'ancienne loi et les apôtres de la nouvelle siègent gravement dans leurs insignes, et que dans l'espace arrondi sur leurs têtes des anges et des vertus symétriquement posés apportent des livres, des fleurs et des flammes. Sujet, ordonnance, architecture, personnages, la fresque entière ressemble au portail sculpté d'une cathédrale. — Toute pareille et encore plus symbolique est la fresque de Simone Memmi, qui, en regard, représente l'église. Il s'agit de figurer là toute l'institution chrétienne, et l'allégorie y est poussée jusqu'au calembour. Sur le flanc de Santa-Maria-di-Fiore, qui est l'église, le pape, entouré de cardinaux et de dignitaires, voit à ses pieds la communauté des fidèles, petit troupeau de brebis couchées que défend la fidèle milice dominicaine (*Domini canes*); les chiens du Seigneur étranglent des loups hérétiques. D'autres, prédicateurs, exhortent et convertissent. La procession tourne, et l'œil remontant aperçoit les vaines joies du monde, les danses frivoles, puis le repentir et la pénitence; — plus loin, la porte céleste, gardée par saint Pierre, où passent les âmes rachetées, devenues petites et innocentes comme des enfans; — puis le chœur pressé des bienheureux qui se continue dans le ciel par les anges, la Vierge, l'Agneau, entouré de quatre animaux symboliques, et le Père, au sommet du cintre, ralliant et attirant à lui la foule triomphante ou militante échelonnée depuis la terre jusqu'au ciel. — Les deux peintures sont en face l'une de l'autre et font une sorte d'abrégé de la théologie dominicaine, mais elles ne sont pas autre chose; la théologie n'est pas la peinture, pas plus qu'un emblème n'est un corps.

12 avril. — Le xve siècle.

Ce qu'il y eut de peintres de cette école et de ce talent est surprenant; on en a compté une centaine, Angiolo Gaddi, Giovanni de Melano, Jacopo de Casentino, Buffalmaco, Pietro Laurati, et tous ceux que j'ai vus à Sienne; les Uffizi et l'Académie en ont des spécimens : point d'ombres portées, point de gradations d'une teinte à l'autre, point de relief, la perspective et l'anatomie insuffisantes, voilà ce qui leur est commun à tous. De 1300 à 1400, aucun progrès sensible; même au dire de Sacchetti le conteur, Taddeo Gaddi, l'un des meilleurs entre ces peintres, jugeait que l'art avait baissé et allait baissant tous les jours. Du moins la noble recherche des formes idéales s'amoindrissait pour faire place à l'imitation intéressante de la vie réelle, et de Giotto à Orcagna, comme de Dante à Boccace, l'esprit tombait du ciel à la terre. Et justement, grâce à cette chute, un autre art se préparait. « Considérant le temps présent, dit Sacchetti, et la condition de la vie humaine, qui est souvent visitée de maladies pestilentielles et de morts imprévues, et voyant quelles grandes destructions, quelles grandes guerres civiles et étrangères s'y acclimatent, et pensant combien de peuples et de familles sont tombés ainsi dans la pauvreté et le malheur, et avec quelle sueur amère il faut qu'ils supportent la misère dont leur vie est traversée, et encore en représentant combien les gens sont curieux de choses nouvelles, principalement de ces sortes de lectures qui sont faciles à comprendre, et particulièrement quand elles donnent du réconfort, en sorte qu'un peu de rire se mêle à tant de douleurs,... moi, Franco Sacchetti, Florentin, je me suis proposé d'écrire ces contes. » Tel est en effet le vaste changement qui s'accomplit alors dans l'esprit public; les terribles haines municipales ont fait tant de mal que l'antique énergie républicaine s'est détendue. Après tant de ravages, on aspire au repos. De la sobriété et du sérieux antique, on passe à la recherche du luxe et au goût du plaisir. La classe guerrière des grands nobles a été chassée, et la classe énergique des petits artisans écrasée. Des bourgeois vont régner, et régner tranquillement. Comme les Médicis leurs chefs, ils fabriquent, commercent, font la banque, et gagnent de l'argent pour le dépenser en gens d'esprit. Les soucis de la guerre ne les étreignent plus comme autrefois d'une prise âpre et tragique; ils la font par les mains payées du condottiere, et ceux-ci, commerçans avisés, la réduisent à des cavalcades; quand ils se tuent, c'est par mégarde; l'on cite des batailles où il reste trois soldats, quelquefois un seul sur le carreau. La diplomatie remplace la force, et l'esprit s'ouvre à mesure que le caractère faiblit. Par cet adoucissement de la guerre et par cet établissement de principats ou de tyrannies locales, il semble que l'I-

talie, comme les grandes monarchies de l'Europe, vienne d'atteindre son équilibre. La paix est à demi fondée, et les arts utiles poussent de toutes parts sur les mœurs adoucies, comme une bonne moisson sur un terrain nivelé et défriché. Le paysan n'est point serf de la glèbe, il est métayer; il nomme ses magistrats municipaux, il a des armes, une caisse communale; il habite des bourgades fermées dont les maisons bâties de pierre et de ciment sont vastes, commodes et souvent élégantes. Près de Florence, il a construit des murs, — près de Lucques, des terrasses en gazon, pour étager ses cultures. La Lombardie a ses irrigations et ses assolemens; des districts entiers, aujourd'hui déserts autour de Livourne et de Rome, sont encore peuplés et féconds. Au-dessus du peuple bourgeois, le noble travaille; puisque les chefs de Florence sont des banquiers héréditaires, il est sûr que le commerce ne fait point déroger. Il y a des carrières de marbre exploitées à Carrare et des fonderies de métaux allumées dans les maremmes. On trouve dans les villes des manufactures de soie, de glaces, de papier, de livres, de lin, de laine, de chanvre; l'Italie produit à elle seule autant que toute l'Europe et lui fournit tout son luxe. Ainsi entendus, le commerce et l'industrie ne sont pas des œuvres serviles, propres à rétrécir l'esprit ou à l'abaisser. Un grand négociant est un général pacifique dont l'esprit s'étend au contact des choses et des hommes. Comme un chef militaire, il fait des expéditions, des découvertes, des entreprises. En 1421, douze jeunes gens des premières familles partent pour Alexandrie afin de traiter avec le Soudan et fonder des comptoirs. Comme un chef d'état, il mène des négociations, intervient dans la politique, calcule la solidité des gouvernements et les intérêts des peuples. Les Médicis ont seize maisons de banque en Europe, relient par leurs affaires la Moscovie à l'Espagne, l'Écosse à la Syrie, possèdent des mines d'alun dans toute l'Italie, paient au pape pour une d'entre elles cent mille florins par an, représentent à sa cour toutes les puissances de l'Europe, deviennent les conseillers et les modérateurs de l'Italie. Dans un état limité comme Florence et dans un pays dépourvu d'armée nationale comme l'Italie, une pareille influence devient un ascendant par elle-même et par elle seule; le gouvernement de toutes les fortunes privées conduit au maniement de la fortune publique, et sans coup de main ni violence un particulier se trouve directeur de l'état.

Comment va-t-il user de sa puissance? Comme en userait un Rothschild aujourd'hui, et c'est ici qu'éclate la conformité précoce de cette civilisation du xve siècle avec la nôtre. Considérez aujourd'hui la classe aisée et intelligente de l'Europe. De quelle façon prend-elle et souhaite-t-elle arranger la vie? Non pas à la façon militaire et héroïque des cités antiques et des tribus germaines,

non pas à la façon mystique et triste des premiers chrétiens, des fidèles du moyen âge ou des protestans de la renaissance, non pas à la façon brutale, désordonnée ou engourdie des races demi-sauvages ou des grands états orientaux. Nous ne voulons être ni des héros, ni des ascètes, ni des opprimés, ni des abrutis. Nous nous sentons humains et cultivés, un peu épicuriens, un peu *dilettanti*. Nous regardons comme le but suprême des efforts et des progrès humains un état dans lequel la guerre étrangère ou civile deviendrait de plus en plus rare, où l'ordre serait maintenu sans tiraillement ni contrainte, où le bien-être toujours croissant se répandrait à larges flots sur chacun et sur tous, où la pensée de l'homme s'appliquerait incessamment à améliorer sa condition et à multiplier ses connaissances, où enfin, au milieu de la sécurité civile, du développement industriel, de l'apaisement définitif et de la douceur universelle, on verrait fleurir comme dans une température ménagée et tiède la grande curiosité, les inventions de l'esprit compréhensif et tolérant, l'intelligence délicate et supérieure de toutes les choses humaines et naturelles, la philosophie, le génie et la critique des lettres, des sciences et des arts. Telle est l'idée que ces Florentins, élevés comme nous au contact de l'industrie pacifique et cosmopolite, commencent à se faire comme nous du bonheur et de la culture humaine, car ils ne sont point de simples voluptueux, des païens vulgaires : c'est tout l'homme qu'ils développent dans l'homme, l'esprit aussi bien que les sens, et l'esprit au-dessus des sens. Cosme a fondé une académie philosophique, et Laurent renouvelle les banquets platoniciens. Laudino, son ami, compose des dialogues (1) dont les personnages, retirés pour prendre le frais au couvent des camaldules, disputent pendant plusieurs journées pour décider laquelle des deux vies est supérieure, l'active ou la contemplative. Pierre, fils de Laurent, institue une discussion sur la véritable amitié dans Santa-Maria del Fiore et propose en prix au vainqueur une couronne d'argent. On voit par les récits de Politien et de Pic de la Mirandole que les princes du commerce et de l'état se plaisaient alors aux spéculations raffinées et supérieures, aux idées larges et hautes, aux grandes courses de l'esprit, élancé dans sa liberté et dans sa joie vers les lointains et sur les sommets. Y a-t-il un plus grand plaisir que de converser ainsi dans une salle ornée de bustes précieux, devant les manuscrits retrouvés de la sagesse antique, en langage choisi et orné, sans étiquette ni souci des rangs, avec une curiosité conciliante et généreuse? C'est la fête de l'intelligence; elle est complète dans le palais de Laurent, et la préoccupation des réformes sociales, l'âpreté de la polémique reli-

(1) *Disputationes camaldulenses*, 1468.

gieuse, ne viennent point, comme plus tard dans notre XVIIIe siècle, en troubler la poétique harmonie. Au lieu d'attaquer le christianisme, ils l'interprètent; leur tolérance est celle des contemporains de Goethe, et Marsile Ficin semble un Schleiermacher. Élevé par Cosme, il explique à Laurent « qu'entre la philosophie et la religion règne la plus étroite parenté, que, le cœur et l'entendement étant selon le mot de Platon les deux ailes par lesquelles l'homme remonte vers sa patrie céleste, le prêtre y arrive par le cœur et le philosophe par l'entendement, — que toute religion renferme en soi quelque chose de bon, que ceux-là seuls honorent Dieu véritablement qui lui rendent un hommage incessant par leurs actions, leur bonté, leur véracité, leur charité, leurs efforts pour atteindre la clarté de l'intelligence. » Pareillement il pose avec Platon que « les sphères célestes sont mues par des âmes qui tournent perpétuellement, se cherchant elles-mêmes, » et il développe une astronomie païenne au-dessous d'un ciel chrétien. Enfin il fait rentrer la génération du Verbe dans cette loi universelle par laquelle « chaque vie engendre sa semence en elle-même avant de se manifester au dehors, » et, reliant la philosophie, la foi et les sciences, il en compose un édifice harmonieux où la sagesse laïque et le dogme révélé se complètent et s'épurent l'un par l'autre, non-seulement pour fournir un enclos et des images à la foule grossière, mais encore pour ouvrir un promenoir aérien et des perspectives indéfinies à l'élite des esprits pensans.

De ce trait principal, les autres suivent. Ce qu'ils recherchent, ce n'est pas le plaisir simple, c'est la beauté dans le bonheur, j'entends l'épanouissement des instincts nobles aussi bien que des instincts naturels. Ces banquiers-magistrats sont libéraux autant qu'habiles. En trente-sept ans, les ancêtres de Laurent ont dépensé en œuvres de charité ou d'utilité publique six cent soixante mille florins. Laurent lui-même est un citoyen à la façon antique, presque un Périclès, capable d'aller se remettre aux mains d'un ennemi, le roi de Naples, pour détourner par les séductions de sa personne et de son éloquence une guerre qui menace son pays. Sa fortune est une sorte de trésor public, et son palais un second hôtel de ville. Il accueille les savans, les aide de sa bourse, les fait entrer dans son amitié, correspond avec eux, fournit aux frais des éditions, achète des manuscrits, des statues, des médailles, patronne les jeunes artistes qui donnent des espérances, leur ouvre ses jardins, ses collections, sa maison, sa table, avec cette familiarité affectueuse et cette ouverture de cœur sincère et simple qui met le protégé debout à côté du protecteur, comme un homme devant un homme, et non comme un petit vis-à-vis d'un grand. Le voilà enfin ce personnage régnant en qui tous les contemporains reconnaissent l'homme accompli du siè-

cle, non plus le Farinata ou l'Alighieri de l'ancienne Florence, l'âme toute militante, raidie ou exaltée jusqu'à l'extrémité de sa force, mais le génie équilibré, tempéré, cultivé, qui, par l'aimable ascendant de sa sereine et bienveillante intelligence, assemble en une gerbe toutes les beautés et tous les talens. C'est un plaisir que de les voir fleurir autour de lui; d'une main ils restaurent, de l'autre ils produisent. Déjà depuis Pétrarque on s'est mis à rechercher les manuscrits grecs et latins, et maintenant on va les déterrer dans les couvens d'Italie, de Suisse, d'Allemagne et de France. On les déchiffre, on les répare avec l'aide des savans de Constantinople. Une décade de Tite-Live, un traité de Cicéron est un précieux cadeau que sollicitent les princes; tel lettré a passé dix années en des voyages de circumnavigation dans les bibliothèques lointaines pour retrouver un livre perdu de Tacite; on compte comme autant de titres de gloire immortelle les seize auteurs que le Pogge a retirés de l'oubli. Un roi de Naples, un duc de Milan prennent pour premiers conseillers des humanistes, et voilà qu'au contact de cette antiquité reconquise la rouille scolastique tombe de toutes parts. Le beau style latin refleurit presque aussi pur qu'au temps d'Auguste. Quand de pénibles hexamètres et des épîtres lourdement prétentieuses de Pétrarque on passe aux élégans distiques de Politien ou à la prose éloquente de Valla, on se sent pénétré d'un plaisir presque physique. Les fruits avortés et moisis du moyen âge, tous aigris par l'hiver féodal ou rancis par l'air étouffé du cloître, se trouvent tout d'un coup savoureux et mûrs. Les doigts et l'oreille scandent involontairement la marche aisée des dactyles poétiques et l'ample déroulement des périodes oratoires. Le style est redevenu noble en même temps qu'il est redevenu clair, et la santé, la joie, la sérénité, répandues dans la vie antique, rentrent dans l'intelligence humaine avec les proportions harmonieuses du langage et les grâces mesurées de la diction. De la langue savante, elles passent à la langue vulgaire, et l'italien renaît à côté du latin. Dans ce nouveau printemps, Laurent de Médicis est le premier poète, et c'est chez lui qu'apparaît d'abord non-seulement le nouveau style, mais encore le nouvel esprit. Si dans ses sonnets il imite Pétrarque et continue les soupirs de l'ancien amour chevaleresque, il peint dans ses pastorales, dans ses satires, dans ses vers de société, la vie philosophique et raffinée, les beautés gracieuses de la campagne ornée, les délicats plaisirs des yeux et de l'intelligence, tout ce qu'il aime, tout ce qu'autour de lui l'on aime, et ses vers, par leur développement aisé, riche et simple, témoignent d'une main sûre, d'un siècle adulte et d'un art complet. Au-dessus de cette riche harmonie s'élève une note joyeuse, qui est celle du temps et indique la pente fatale sur laquelle on va glisser : il amuse la foule, et compose pour

elle le plan et les vers des triomphes du carnaval. « Que la jeunesse est belle! disent les chanteurs dans son *Triomphe de Bacchus et d'Ariane.* — Elle s'enfuit pourtant. — Que celui qui veut être heureux le soit tout de suite! — Il n'y a pas de certitude pour demain. » Ici percent, avec le paganisme restauré, l'allégresse épicurienne, la volonté de jouir quand même et tout de suite, et cet instinct du plaisir que la sérieuse philosophie et la gravité politique avaient jusqu'alors tempéré et contenu. Avec Pulci, Berni, Bibiena, l'Arioste, Bandello, l'Arétin et tant d'autres, on verra bientôt arriver la débauche voluptueuse, le scepticisme déclaré, plus tard le dévergondage cynique. Ces heureuses et délicates civilisations qui s'établirent sur le culte de l'esprit et du plaisir, la Grèce du IVe siècle, la Provence du XIIe, l'Italie du XVIe, n'étaient pas durables. L'homme y manquait de frein. Après un vif élan d'invention et de génie, il s'échappait vers la licence et l'égoïsme : l'artiste et le penseur dégénérés faisaient place au dilettante et au sophiste; mais dans ce court éclat sa beauté était charmante, et les âges suivans, moins brillans dans leur dehors, quoique mieux assis sur leurs fondations, ne peuvent s'empêcher de regarder avec sympathie l'harmonieuse structure dont leurs efforts ne sauraient reproduire l'élégance, et que sa finesse condamnait à la fragilité.

C'est dans ce monde redevenu païen que renaît la peinture, et les goûts nouveaux qu'elle doit satisfaire indiquent d'avance la voie où elle va marcher : il s'agit pour elle de décorer les maisons de négocians riches qui aiment l'antiquité et veulent vivre allégrement. Avec la direction, le point de départ est tout trouvé : c'est l'orfévrerie qui le donne. Par les petites dimensions de ses œuvres, l'orfévre est le fournisseur naturel du luxe privé; il cisèle les armes et la vaisselle, les piliers de lit, le revêtement des cheminées, les incrustations des buffets. Tous les bijoux sortent de sa main, et comme avec le bronze ou l'argent il manie le bois, le marbre, le stuc, les pierres fines, il n'y a rien dans l'embellissement de la vie domestique qui ne provoque son talent ou ne développe son art. Ajoutez que, par sa maturité précoce, cet art a devancé tous les autres. Nicolas de Pise, au milieu du XIIIe siècle, sculpte déjà des figurines qui, par la gravité et la beauté, par la noblesse de l'expression et la solidité de la structure, rappellent la virile antiquité et annoncent la virile renaissance. Par un privilége unique, la sculpture a trouvé dès son premier pas ses modèles accomplis dans les reliques de la Grèce ou de Rome en même temps que ses instrumens complets dans le fourneau du fondeur et dans le maillet du maçon, pendant que la peinture, mal guidée et mal munie, attendait que le lent progrès des siècles eût dégagé des visions troubles du moyen âge la parfaite forme corporelle, que la renaissance de la géométrie

eût enseigné la perspective, que l'éducation de l'œil et les tâtonnemens de la pratique eussent introduit l'usage de l'huile et la dégradation du coloris. C'est pourquoi dans le nouveau stade qui s'ouvre la sœur aînée dépasse et instruit la sœur cadette. Vers 1400, Ghiberti, Donatello, Jacopo della Quercia, sont adultes, et les œuvres qu'ils mettent au jour pendant les vingt années suivantes sont si vivantes ou si pures, si expressives ou si grandes, que l'art ne s'élèvera pas au-delà. Tous sont orfévres et sortent d'une boutique : leur maître Brunelleschi a lui-même commencé par là; c'est dans cette boutique que se forme la génération des nouveaux peintres. Paolo Uccello y a travaillé sous Ghiberti; Mazzolino y a gagné la réputation d'habile polisseur, excellent pour figurer les plis des vêtemens. Pollaiolo, élève du beau-père de Ghiberti, puis de Ghiberti lui-même, a fait dans les portes du Baptistère une caille à laquelle « il ne manque que le vol. » Dello, Verocchio, Ghirlandaio, Botticelli, Francia, plus tard Andrea del Sarto et tous ces sculpteurs qui débutent par l'orfévrerie, je veux dire Luca della Robbia, Cellini, Bandinelli, combien en nommerais-je? Ceux qui n'ont point limé le bronze ont néanmoins subi l'ascendant des faiseurs de bronze; Masaccio est l'ami de Donatello et a étudié sous Brunelleschi; Léonard de Vinci, dans l'atelier de Verocchio, a modelé, puis drapé de linges mouillés des figurines de terre glaise pour les dessiner et en imiter le relief. Par cette pratique et cette éducation, les mains, palpant la forme, ont contracté le sentiment de la substance solide; elles l'importent dans la peinture. Désormais le peintre sent qu'une image plate n'est pas un corps. Il faut que la figure ait un dedans comme un dehors, que derrière l'apparence extérieure et la couleur superficielle le spectateur sente une profondeur et une plénitude, des chairs et des os, des seconds plans et des lointains, l'assiette ferme et les distances vraies, les proportions exactes des choses. Il tire ses lignes, calcule sa perspective, déshabille les corps, les soulève, les dissèque, et, muni enfin de tous les procédés grâce auxquels la superficie colorée peut donner à l'œil la sensation de la substance vivante, il pose l'art sur sa base définitive, l'imitation exacte et complète de la nature telle qu'on la voit et telle qu'elle est.

C'est que la nature, telle qu'on la voit et telle qu'elle est, intéresse désormais les hommes. Détachés du monde céleste et ramenés au monde naturel, ils veulent contempler non plus des idées ou des symboles, mais des êtres et des personnes. Pour eux, les choses réelles ne sont plus un simple signe à travers lequel s'élance la pensée mystique; elles ont un prix et une beauté propres, et le regard arrêté sur elles ne songe plus à les quitter pour se porter au-delà. Ainsi relevées et ennoblies, elles méritent d'être représentées sans lacunes; leurs proportions et leurs formes, les moindres détails

de leur aspect et de leur situation prennent une importance, et l'infidélité pittoresque de l'artiste serait maintenant aussi choquante que l'eût été jadis l'infidélité théologique du chrétien. Dans cette imitation de l'apparence sensible, le premier point est la connaissance des dimensions que le recul donne aux objets; leur grandeur varie pour l'œil avec la distance, et la vérité de l'ensemble est le fond indispensable sur lequel viendra se déployer la vérité du détail. Paolo Uccello, instruit par le mathématicien Manetti, donne les règles de la perspective, et passe sa vie en fanatique à développer les suites de son invention. On se réjouit et on s'étonne de comprendre par lui pour la première fois le dehors véritable des choses, de voir fuir un fossé, une allée, les sillons d'un champ labouré, de mesurer l'éloignement qui sépare deux personnages, de sentir le raccourci d'un homme couché les pieds en avant, d'apercevoir les changemens innombrables et rigoureusement définis que la moindre variation de distance imprime aux formes et aux dimensions d'une figure. Cependant Uccello va plus loin et peuple cette nature dont il a rétabli les proportions. Il s'est pris d'affection pour toutes les créatures vivantes, et les voilà qui par lui rentrent dans le cercle des sympathies humaines : chiens, chats, taureaux, serpens, lions « qui veulent mordre et pleins de fierté, » cerfs et biches « exprimant la vélocité et la crainte, » oiseaux avec leurs plumes, poissons avec leurs écailles, tous avec leur figure, avec leur naturel propre, jadis inaperçus ou dédaignés, maintenant retrouvés et ranimés; on les démêle encore dans ses fresques effacées de Santa-Maria-Novella, et le goût public le suit dans le chemin qu'il a frayé. Il peint chez les Médicis des histoires d'animaux, chez les Peruzzi les figures des quatre élémens, chacun avec un animal approprié, une taupe, un poisson, une salamandre, un caméléon. Désormais chacun veut contempler chez soi les vives images du monde humain et naturel. Sur les corniches intérieures des appartemens, sur les boiseries des lits, sur les grands coffres où se conservent les vêtemens, on fait peindre « des fables prises dans Ovide et les autres poètes, ou des histoires racontées par les historiens grecs et latins, semblablement des joutes, des chasses, des nouvelles d'amour,... des fêtes, des spectacles d'alors et autres choses semblables, selon ce qui plaît à chacun. » Il y en avait chez Laurent de Médicis « et aussi dans les plus nobles maisons de Florence. » Dello avait peint ainsi pour Jean de Médicis la garniture d'une chambre entière, et Donatello avait fait les stucs dorés des encadremens. Les anatomistes vont venir et répandre dans les maisons, à côté des calmes nudités antiques, les nudités musculeuses et agitées de l'art nouveau, toutes ces effigies sensuelles ou hardies que poursuivra le rigorisme de Savonarole. Quelle distance entre ces mœurs et celles des contempo-

rains de Dante, et comme on voit commencer à la fois le paganisme mondain dans la vie et le paganisme pittoresque dans l'art!

A présent quelle idée vont-ils se faire de l'homme, et quel est le type corporel qui, répété de toutes parts, va maintenant couvrir les murs? Il en est un qui va régner plus d'un demi-siècle, et, jusqu'à la venue de Léonard, de Raphaël et de Michel-Ange, relier les talens les plus divers en un seul faisceau. C'est le personnage réel, la figure florentine et contemporaine, le corps déshabillé tel que le fournit le modèle vivant, l'homme exactement reproduit par l'imitation littérale, et non transformé par la conception idéale. Quand pour la première fois on découvre la vie réelle, et que, pénétrant dans sa structure, on comprend le mécanisme admirable de ses parties, cette contemplation suffit, on ne désire rien au-delà. Il y a tant de choses dans un corps et dans une tête! Chaque irrégularité, — tel allongement du col, tel rétrécissement du nez, tel pli étrange de la lèvre, — fait partie de l'individu; on le mutilerait, si on la réformait: ce ne serait plus lui, ce serait un autre; l'attache par laquelle cette irrégularité tient au reste est si forte qu'on ne peut la retrancher sans détruire l'ensemble. La personne est une, et rien ne peut l'exprimer que le *portrait*. C'est pourquoi ce sont des portraits que les fresques du temps alignent et ordonnent dans les églises, non-seulement des portraits du visage, mais encore des portraits du corps. L'orfévre anatomiste, Pollaiolo ou Verocchio, place sur sa table un sujet nu, l'écorche, note dans sa mémoire les saillies des os, les renflemens des muscles, l'entrelacement des tendons, puis, avec des noirs et des clairs, il transporte ce modelé sur la toile, comme il l'eût transporté sur le bronze avec des bosselures et des creux. Si vous lui disiez que cette clavicule est trop saillante, que cette peau sillonnée de muscles ressemble à un paquet de cordages, que ces masques de gladiateurs ou de centaures ont la laideur repoussante des physionomies populacières convulsées et grimées par la rixe ou l'orgie, il ne vous comprendrait pas. Il vous montrerait un ouvrier, un passant, en premier lieu son sujet, surtout son écorché; il dirait ou sentirait qu'embellir la vie, c'est falsifier la vie. Ce sont justement ces plissures des visages, ces angles secs des muscles entre-croisés et soulevés qui l'intéressent, son pouce de modeleur et de ciseleur s'y enfonce et s'y heurte en imagination: ils enferment la force active amassée qui va se tendre pour se débander en chocs; on ne peut trop les montrer; à ses yeux, ils sont tout l'homme. Luca Signorelli, ayant perdu un fils bien-aimé, fit dépouiller le corps et en dessina minutieusement tous les muscles pour en mieux garder la mémoire. Nanni Grosso, mourant à l'hôpital, refusa un crucifix qu'on lui offrait, et s'en fit apporter un de Donatello, disant que sinon « il mourrait désespéré, tant lui déplai-

saient les ouvrages mal faits de son art. » La forme anatomique s'est tellement imprimée dans leur esprit que l'être humain dans lequel ils ne la sentent pas leur paraît vide et sans substance. Une omoplate, un muscle suffit pour les transporter de plaisir. « Sache, dit plus tard Cellini, que les cinq fausses côtes forment autour du nombril, quand le torse se penche en avant ou en arrière, une foule de reliefs et de creux qui sont parmi les principales beautés du corps humain... Tu auras du plaisir à dessiner les vertèbres, car elles sont magnifiques... Tu dessineras alors l'os qui est placé entre les deux hanches, il est très beau, et s'appelle croupion ou sacrum... Le point important dans l'art du dessin est de bien faire un homme et une femme nus. » On s'en aperçoit à leurs œuvres. Dans le *Saint Sébastien* de Pollaiolo, l'intérêt porte non plus sur le martyr, mais sur les bourreaux. Pour l'artiste comme pour eux, il s'agit avant tout de bien larder le patient. A cet effet, six hommes penchés en avant ou cambrés en arrière, tous à deux pas du but pour ne pas le manquer, bandent ou tirent leurs arbalètes, la bouche demi-ouverte par excès d'attention, le sourcil froncé pour accompagner le coup, les jambes écartées et étayées pour assurer la main : le peintre n'a songé qu'à étaler des corps et des attitudes. De même, à San-Giminiano, son frère Piero a mis dans un *Couronnement de la Vierge* quatre saints amaigris et tannés dont tout le souci est de faire ressortir leurs veines, leurs tendons et leurs muscles. Pareillement encore Verocchio, dans son *Baptême du Christ* à l'Académie, étale un Christ vieux, sec, ridé, un saint Jean anguleux, un ange triste et boudeur, qui font contraste avec la grâce du bel adolescent à demi incliné que son jeune élève Léonard de Vinci a placé dans un coin comme le signe et l'aurore de la peinture parfaite. Non-seulement l'anatomiste, l'amateur du réel, le mouleur en plâtre du corps nu, mais encore l'orfévre et le praticien en bronze ou en marbre, percent dans toutes ces figures. Dès qu'on les imagine coulées en métal, on les trouve belles. Les draperies, durement tortillées et cassées, seraient à leur place dans une figurine d'ornement. Le mouvement, qui est trop raide, serait assez vif, et l'attitude, qui est trop marquée, serait convenable dans une statue. Un petit *Hercule* de Pollaiolo aux Uffizi, les muscles tous tendus et enflés depuis les pieds jusqu'au front pour faire craquer Antée, qu'il serre et qu'il étouffe, serait un chef-d'œuvre, s'il était en bronze. On ne remarquerait pas ses coudes et ses genoux pointus, la sécheresse de ses contours, sa couleur terne; on ne sentirait que la vitalité de sa charpente ployée et la furieuse énergie de son effort. Dans cette enceinte étroite et sous la main de la sculpture sa maîtresse, la peinture marche encore entravée ou raidie, et une seule fois on la voit prendre son essor.

C'est par les mains d'un jeune homme né avec le siècle, mort à vingt-six ans, Masaccio, qu'elle fit ce grand pas, et l'on vient encore, dans la chapelle Brancacci, contempler l'inventeur isolé dont l'exemple précoce ne fut point suivi. Non-seulement il mourut trop jeune, mais encore il fut médiocrement apprécié de son vivant, « à ce point, dit Vasari, qu'on ne mit aucune inscription sur sa tombe. » Pour être chef d'école et mener le goût public, il faut être non-seulement un grand artiste, mais encore un habile politique et un homme du monde, et il sut si peu se faire valoir qu'il n'eut aucune commande des Médicis. « Il vécut toujours très concentré, dit Vasari, négligeant tout le reste, en homme qui, ayant attaché toute son âme et toute sa volonté aux seules choses de l'art, s'occupait peu de lui et encore moins des autres,... ne voulant jamais penser en aucune façon aux choses et soins du monde, pas même à son vêtement,... ne demandant d'argent à ses débiteurs que lorsque son besoin était extrême. » Avec de telles mœurs, on arrive au talent, mais non à l'autorité, et l'on fait des chefs-d'œuvre sans obtenir de prôneurs. Un des premiers, il avait étudié le nu comme les raccourcis, observé soigneusement la perspective, rompu sa main aux difficultés, tout pénétré par le sentiment du réel, « comprenant que la peinture n'est que la reproduction au vif des choses de la nature au moyen des couleurs et du dessin, travaillant continuellement à faire les figures les plus vivantes possible à l'imitation de la vérité. » Outre ces dons, qui lui étaient communs avec ses contemporains, il en avait un autre qui lui était propre et le menait plus haut. On voit de lui aux Uffizi un vieillard en bonnet et en robe grise, tête ridée, un peu moqueuse; c'est un portrait, mais non pas un portrait ordinaire: il copie le réel, mais il le copie *en grand*. Voilà l'idée ou plutôt l'ébauche d'idée qu'on emporte avec soi de cette chapelle Brancacci qu'il a couverte de ses peintures; elles ne sont pas toutes de lui. Masolino a commencé, Filippino a achevé; mais les portions peintes par Masaccio sont aisées à reconnaître, et soit que les trois artistes se tiennent par des conformités secrètes, soit que le dernier ait suivi les cartons du second, l'œuvre dans ses différentes dates n'indique que les divers stades d'un même esprit. Ce qu'on remarque d'abord, c'est qu'ils partent du réel, je veux dire de l'individu vivant, tel que les yeux le voient. Le jeune homme baptisé que Masaccio montre nu, sortant de l'eau et grelottant, les bras croisés, est un baigneur contemporain qui s'est trempé dans l'Arno par une journée un peu froide. De même son Adam et son Ève chassés du paradis sont des Florentins qu'il a déshabillés, l'homme avec des cuisses minces et de grosses épaules de forgeron, la femme avec un col court et une lourde taille, tous deux avec des jambes

assez laides, artisans ou bourgeois qui n'ont point pratiqué comme les Grecs la vie nue, et dont la gymnastique n'a point proportionné et réformé les corps. Ainsi encore le petit ressuscité de Lippi agenouillé devant l'apôtre a la maigreur osseuse et les membres grêles d'un enfant moderne. Enfin presque toutes les têtes sont des portraits : deux hommes encapuchonnés, à gauche de saint Pierre, sont des moines qui sortent de leur couvent. On sait les noms des contemporains qui ont prêté leurs visages : Bartolo di Angiolino Angioli, Granacci, Soderini, Pulci, Pollaiolo, Botticelli, Lippi lui-même, en sorte que cette peinture semble avoir pris tout son être dans la vie environnante, comme le plâtre plaqué sur un visage emporte le modelé de la forme à laquelle on l'a soumis.

D'où vient donc que ces personnages vivent d'une vie supérieure? Comment se fait-il que l'exacte imitation du réel n'en soit point l'imitation servile? Et comment de personnages ordinaires Masaccio a-t-il tiré des personnages nobles? C'est que dans la multitude des choses observables il en a dégagé quelques-unes plus importantes que les autres, et qu'il leur a subordonné le reste. C'est qu'il a distingué dans les élémens du corps et de la tête des *valeurs* différentes, et qu'il a effacé ou diminué les moindres pour augmenter ou faire ressortir les plus grandes. C'est qu'ayant devant lui un homme et une femme nus quand il a fait cette Ève et cet Adam, ce jeune homme baptisé et le reste, il ne s'est point attaché aux innombrables et infinies nuances de toute cette couleur et de toute cette forme. C'est que tel ventre flasque, tel pied gâté par la chaussure, telle minutieuse saillie d'un cartilage ou d'un os ne lui ont pas semblé l'essentiel de l'homme. En effet, l'essentiel est ailleurs; il est dans la solidité de la charpente osseuse, dans l'emmanchement des muscles et des tendons, dans le mouvement présent et possible des membres équilibrés, dans le frissonnement universel de la peau sur la chair qui se contracte, dans l'élancement et la détente générale de l'animal agissant. Le modèle nu ou l'écorché ne lui a servi que d'indication; il s'en est mis le détail dans la mémoire, non pour le répéter comme un manuel, mais pour en comprendre les dépendances et les attaches, et pour en faire sentir l'agencement et la vitalité. Il en est de même pour le visage que pour le corps. Ce qui différencie des têtes contemporaines, ce qui distingue un marchand d'un marchand, un moine d'un moine, ce qu'il y a d'accidentel en chacun, la déformation ou la grimace spéciale que lui imprime l'habitude de veiller tard ou de trop dîner, quelle attention puis-je y donner? Ce qui m'importe et ce qui importe, c'est sa grande passion dominante, c'est sa tendance et son caractère d'esprit principal, surtout ce qu'il y a en lui d'énergique,

de tranché, de propre à l'action ou à la pensée, au calcul ou à la résistance. Ce sont les grandes lignes de sa structure physique comme de sa structure morale que je veux voir. Le reste est secondaire dans la vie comme dans la peinture, et voilà pourquoi cette peinture, quoique assise sur le réel, atteint l'idéal. Elle copie des individus, mais dans ce qu'ils ont de général; elle laisse aux têtes leur originalité et aux corps leurs imperfections, mais elle fait saillir dans les têtes le caractère et dans les corps la vie. Elle sort du style méticuleux et plat pour entrer dans le style large et simple. Parfois même emportée par son mouvement, elle y entre tout entière. Plusieurs personnages, par leur grandeur sévère, par la gravité de leur visage, par la forte assiette de leur menton, semblent des consulaires antiques. Saint Pierre guérissant les malades avec son ombre marche avec une force royale, comme un Romain habitué à conduire les peuples; Jésus-Christ payant le tribut a la noblesse calme d'une tête de Raphaël, et rien n'est plus beau que ces grandes ordonnances de quarante personnages tous simplement drapés, tous sérieux et sévères, tous d'attitudes variées, tous rangés autour de l'enfant nu et de saint Paul, qui le relève, entre deux massifs d'architecture et devant un mur orné, — assemblée silencieuse encadrée sur les deux flancs par deux groupes distincts, l'un de survenans, l'autre d'hommes agenouillés, qui se correspondent et par leur harmonie nuancée ajoutent un plus riche accord à cette ample harmonie.

Par malheur, ils ne se sont point maintenus sur cette hauteur qu'ils avaient atteinte. Les artistes sont encore trop enfoncés dans la découverte nouvelle et dans l'observation minutieuse du réel pour porter leurs regards plus haut. Leur main n'est pas libre. En tout art, il faut s'arrêter longtemps sur le vrai pour arriver au beau. Les yeux collés sur l'objet commencent par circonstancier les détails avec un excès de précision et d'abondance; c'est plus tard, quand l'inventaire est fini, que l'esprit, maître de ses richesses, s'élève au-dessus d'elles pour y prendre ou y négliger ce qui lui convient. Le principal maître de cette époque est Fra Filippo Lippi, exact et curieux imitateur de la vie réelle, poussant si loin le fini de ses ouvrages que, selon un contemporain, un peintre ordinaire travaillerait pendant cinq ans jour et nuit sans arriver à faire tel de ses tableaux. Il choisissait pour ses figures des têtes rondes et courtes, des personnages un peu ramassés, des vierges qui sont de bonnes fillettes bornées et nullement sublimes, des anges qui ressemblent à des écoliers ou à des enfans de chœur bien bâtis, bien nourris, un peu obstinés et vulgaires, mais en même temps il poursuivait le relief, affermissant le contour, faisant fuir et saillir les menus détails d'un vêtement, d'un mur, d'une auréole avec

cette vigueur et cette justesse de dessin qui donnent à l'œil la sensation de la chose corporelle définitivement assise et complète; — du reste, approprié par ses mœurs comme par son talent à l'esprit du temps, très populaire, très admiré, fougueux et joyeux vivant, favori des Médicis, protégé par eux dans ses frasques, ayant enlevé une religieuse, quoique moine, sautant par la fenêtre pour aller retrouver ses maîtresses, « extraordinairement dépensier dans les choses d'amour, y vaquant sans cesse sans s'arrêter jusqu'à sa mort, » ce dont ses protecteurs « rient, » disant qu'il faut pardonner aux génies rares, « parce que ce sont des essences célestes, et non des bêtes de somme. » Voilà déjà et d'avance le véritable artiste de la renaissance, passionné pour la nature et rebelle à la loi, sujet enthousiaste dans le royaume du beau et citoyen insubordonné dans la société civile, à qui son art tient lieu de patrie, et qui a son talent pour vertu.

A tout prendre, quoique cette imitation dans laquelle se complaisent les peintres florentins soit trop littérale, elle a une grâce particulière. Il faut aller à Santa-Maria-Novella pour en sentir le charme. Là Ghirlandaio, le maître de Michel-Ange, a couvert le chœur de ses fresques. Elles sont mal éclairées, maladroitement empilées les unes sur les autres, mais vers midi on peut les voir. C'est l'histoire de saint Jean-Baptiste et de la Vierge, et les figures sont de demi-grandeur. Par éducation aussi bien que par instinct, le peintre est, comme ses contemporains, un copiste. De sa boutique d'orfévre il dessinait les passans, et on admirait la ressemblance de ses figures. A son gré, « toute la peinture était dans le dessin. » L'homme pour les artistes de cette époque n'est encore qu'une forme; mais celui-ci avait un sentiment si juste de cette forme et de toute forme, que, copiant à Rome les arcs de triomphe et les amphithéâtres, il les dessinait à l'œil aussi sûrement qu'avec un compas. Ainsi préparé, on comprend qu'il ait mis des portraits frappans et parlans dans ses fresques; il y en a vingt et un qui représentent des hommes dont on sait les noms, Cristoforo Landini, Ficin, Politien, l'évêque d'Arezzo, d'autres de femmes, celui de la belle Ginevra de' Benci, tous appartenant aux familles qui avaient le patronage de la chapelle. Les figures sont un peu bourgeoises; plusieurs sèches, au nez pointu, sont trop proches du réel; la grandeur manque, le peintre reste sur la terre, ou ne vole qu'avec précaution à la surface : ce n'est point le coup d'aile de Masaccio. Et pourtant il fait des groupes et des architectures, il dispose les personnages dans des sanctuaires arrondis, il les habille d'un costume demi-florentin, demi-grec, qui allie ou oppose en contrastes heureux, en harmonies gracieuses, l'antique et le moderne; par-dessus tout cela, il est sincère et il est simple. Moment charmant, délicate aurore qui est la jeu-

nesse de l'âme, où l'homme pour la première fois découvre la poésie des choses réelles! En ce moment-là, il ne trace pas une ligne qui n'exprime un sentiment personnel; ce qu'il raconte, il l'a éprouvé; il n'y a point encore de type accepté qui enferme dans une beauté convenue les naissantes aspirations de son cœur; plus il est timide, plus il est véridique, et les formes un peu sèches sur lesquelles il appuie sont les discrètes confidences d'une âme neuve qui n'ose ni s'échapper ni se retenir. On passerait ici une journée à contempler les figures de femmes; elles sont la fleur de la cité au xve siècle, et les voilà telles qu'elles ont vécu, chacune avec son expression originale et la charmante irrégularité de la vie, toutes avec ces traits florentins si intelligens et si vifs, demi-modernes et demi-féodales. Dans la *Nativité de la Vierge*, la jeune fille en jupe de soie qui vient faire visite est la demoiselle de bonne condition, sage et simple; dans la *Nativité de saint Jean*, une autre debout est une duchesse du moyen âge; près d'elle, la servante qui apporte des fruits, en robe de statue, a l'élan, l'allégresse, la force d'une nymphe antique, en sorte que les deux âges et les deux beautés se rejoignent et s'unissent dans la naïveté du même sentiment vrai. Un sourire jeune effleure leurs lèvres, et sous la demi-immobilité, sous le reste de raideur que la peinture incomplète leur laisse encore, on devine la passion latente d'une âme intacte et d'un corps sain. La curiosité et le raffinement des âges ultérieurs ne les ont pas atteintes. Leur pensée sommeille; elles marchent ou regardent droit devant elles avec la froideur et la gravité de l'honnêteté virginale; l'éducation aura beau faire, ses élégances agitées n'égaleront jamais la divine gaucherie de leur sérieux.

Voilà pourquoi j'aime tant les peintures de cet âge, il n'en est point que j'aie regardées davantage à Florence. Elles sont souvent maladroites, toujours ternes, le mouvement et la couleur y manquent; mais c'est la renaissance dans son aube, aube grisâtre, un peu froide, comme on en voit au printemps lorsque sur un ciel de cristal pâle s'éveille le rose naissant des nuages, et que, semblable à une flèche de flamme, le premier rayon du soleil glisse sur la crête des sillons. Elle se prolonge, même lorsque sur l'horizon se sont levés les grands génies; au milieu de la campagne éclairée, on démêle une sorte de vallée où durent encore les formes inanimées de l'ancien style. Roselli, Piero di Cosimo, Credi, Botticelli, n'en veulent pas sortir; ils gardent les lignes sèches, le coloris éteint, les figures irrégulières ou disgracieuses, la scrupuleuse imitation du réel; c'est d'un autre côté qu'ils se développent, — Botticelli surtout par l'expression du sentiment profond et intime, par la tendresse et l'humilité, par la rêverie maladive et intense de ses vierges pensives, par les frêles et maigres formes, par la

délicatesse frémissante de ses Vénus nues, par la beauté contournée et souffrante de ses créatures précoces et nerveuses, tout âme et tout esprit, qui promettent l'infini, mais ne sont pas sûres de vivre. Il y a dans tous les maîtres de ce temps, Mantegna, Pinturicchio, Francia, Signorelli, le Pérugin, un mérite semblable; chacun d'eux invente par lui-même; chacun se fait sa route, et marche dans sa voie par son propre essor. Que sa course soit limitée et que parfois il trébuche, peu importe, tous ses pas sont à lui, et son élan lui vient de lui, non d'autrui. Plus tard, les peintres feront mieux, mais ils seront moins originaux; ils avanceront plus vite, mais en troupe; ils iront plus loin, mais sous la main des grands maîtres. A mes yeux, la pensée disciplinée ne vaut pas la pensée libre; ce que j'aperçois à travers une œuvre d'art comme à travers toute œuvre, c'est l'état de l'âme qui l'a produite. A inventer son but, même sans l'atteindre, on vit plus hautement et plus virilement qu'à l'atteindre sans l'inventer. Dorénavant les talens seront étouffés par les génies, et les artistes seront moindres quand l'art sera plus grand.

13 avril. — Fra Angelico.

Comme ils s'agitent et se travaillent dans ce xve siècle! Au milieu de cet atelier tumultueux et païen subsiste un couvent tranquille où pieusement, doucement, rêve un mystique des anciens jours, Fra Angelico de Fiesole.

Le couvent est demeuré presque intact; deux cours carrées y développent leurs files de colonnettes surmontées d'arcades et leurs petits toits de vieilles tuiles. Dans une salle est une sorte de mémorial ou d'arbre généalogique portant les noms des principaux moines morts en odeur de sainteté. Parmi ces noms est celui de Savonarole, et il est mentionné qu'il périt par une accusation injuste. On montre deux cellules qu'il habita. Avant lui, Fra Angelico vécut dans le monastère, et des peintures de sa main décorent la salle du chapitre, les corridors et les murs gris des cellules.

Il était demeuré étranger au monde et continuait, au milieu des sensualités et des curiosités nouvelles, la vie innocente et toute ravie en Dieu que les *Fioretti* décrivent. Il vivait dans l'obéissance et la simplicité primitives, et l'on conte de lui « qu'un matin, le pape Nicolas V voulant le faire déjeuner, il se fit conscience de manger de la viande sans la permission de son prieur, ne pensant pas à l'autorité supérieure du pape. » Il refusait les dignités de son ordre et ne vaquait qu'à l'oraison ou à la pénitence. « Quand on lui demandait quelque ouvrage, il répondait avec une bonté d'âme singulière qu'on allât parler au prieur, et que, si le prieur voulait bien, lui ne manquerait pas. » Jamais il ne voulut peindre que des

saints, et l'on rapporte « qu'il ne prenait point ses pinceaux sans se mettre en oraison et ne faisait pas un Christ en croix sans avoir les yeux baignés de larmes. Il avait pour coutume de ne jamais retoucher ou refondre aucune de ses peintures, mais de les laisser comme elles étaient venues la première fois, croyant qu'elles étaient telles par la volonté de Dieu. » On comprend qu'un tel homme n'ait point étudié l'anatomie ni le modelé contemporain. Son art est primitif comme sa vie. Il a commencé par des missels et continué sur les murailles, et les ors, les vermillons, la vive écarlate, les verts éclatans, les enluminures du moyen âge s'étalent dans ses toiles comme sur les vieux parchemins. Parfois il en met jusque sur les toits; sa piété enfantine veut parer et faire reluire à l'excès son saint et son idole. Quand il sort des petites figures et dresse en pied une grande scène de vingt personnages (1), il fléchit; ses personnages ne sont pas des corps. Leur expression touchante et recueillie ne suffit pas à les animer; ils restent hiératiques et raides; il n'a compris que leur âme. Ce qu'il sait peindre et ce qu'il a répété partout, ce sont des visions, les visions d'une âme innocente et bienheureuse. « Donne-moi (2), très doux et très tendre Jésus, de me reposer en toi au-delà et au-dessus de toute créature, de tout salut, de toute beauté et de toute gloire..., au-dessus de tous les dons et présens que tu peux donner et répandre, au-delà de toute joie et de toute allégresse que l'âme peut recevoir et sentir... Voici mon Dieu et tout. Que veux-je de plus ou que puis-je désirer de plus heureux? Mon Dieu et tout. Cela suffit à qui comprend, et le répéter souvent est doux à qui aime. Toi présent, tout est délicieux; toi absent, toute chose est déplaisante. Tu fais mon cœur tranquille, tu y fais une grande paix et une joie de fête. » Une pareille adoration ne va pas sans des images intérieures; les yeux fermés, on les voit, on les suit longuement et sans effort ainsi qu'en songe. Comme une mère qui, sitôt qu'elle rentre dans la solitude, voit flotter devant sa mémoire le visage de son fils bien-aimé, comme un poète chaste qui dans le silence de la nuit imagine et revoit les yeux baissés de son amie, ainsi le cœur involontairement appelle et contemple le cortége des figures divines. Rien ne le trouble dans cette contemplation pacifique. Autour de lui, les actions sont réglées et les objets sont ternes; tous les jours les heures uniformes ramènent devant lui les mêmes murailles blanches, les mêmes reflets bruns des boiseries, les mêmes plis tombans des capuchons et des robes, le même bruissement des pas qui vont au réfectoire ou à la chapelle. Les sensations délicates, indistinctes,

(1) Le Christ et dix-sept saints, au couvent de Saint-Marc.
(2) *Imitation*, III, 26.

s'éveillent vaguement dans cette monotonie, et le rêve tendre, comme une rose abritée contre les brutalités de la vie, s'épanouit loin de la grande route où se heurtent les pas humains. Alors se déploie devant le regard la magnificence du jour éternel, et désormais tout l'effort du peintre s'emploie à l'exprimer. Des escaliers de jaspe et d'améthyste étagent leurs dalles luisantes jusqu'au trône où siégent les personnages célestes. Des auréoles d'or luisent sur leurs têtes; leurs robes rouges, azurées, vertes, frangées d'or, cerclées d'or, rayées d'or, scintillent comme des gloires. L'or rampe en filets sur les baldaquins, s'amoncelle en broderies sur les chapes, étoile les tuniques, fleuronne les diadèmes, et les topazes, les rubis, les diamans constellent de leurs flammes l'orfévrerie des couronnes (1). Tout est lumière; c'est l'épanchement de l'illumination mystique; par cette prodigalité de l'or et de l'azur, une seule teinte domine, celle du soleil et du ciel. Ce n'est point là le jour ordinaire, il est trop éclatant, il éteint les couleurs les plus vives, il enveloppe les corps de toutes parts, il les efface et les réduit à n'être plus que des ombres. En effet, ce sont des âmes; la pesante matière a été transfigurée, son relief n'est plus sensible, sa substance s'est évaporée; il ne reste d'elle qu'une forme éthérée qui nage dans la splendeur et dans l'azur. — D'autres fois, les bienheureux approchent du paradis (2) parmi de riches gazons parsemés de fleurs rouges et blanches, sous de beaux arbres fleuris; les anges les conduisent, et fraternellement, la main dans la main, ils forment une ronde; le poids de la chair ne les opprime plus; la tête étoilée de rayons, ils glissent dans l'air jusqu'à la porte flamboyante d'où jaillit une gerbe d'or; tout en haut, le Christ, dans une triple rose d'anges serrés comme des fleurs, leur sourit sous son auréole. Ce sont les délices et les rayonnemens qu'a racontés Dante.

Les personnages sont dignes du lieu. Quoique belle et idéale, la figure du Christ, même dans les triomphes célestes, est pâle, pensive, légèrement creusée; c'est l'ami éternel, le consolateur un peu triste de l'*Imitation*, le poétique et miséricordieux Seigneur que rêve le cœur douloureusement tendre : ce n'est pas le corps trop bien portant des peintres de la renaissance. Ses longs cheveux bouclés, sa barbe blonde encadrent doucement son visage; parfois il sourit faiblement, et sa gravité ne va jamais sans une bonté affectueuse. Au jour du jugement, il ne maudit point; seulement du côté des damnés sa main se baisse, et c'est vers la droite,

(1) *Couronnement de la Vierge*, musée du Louvre. *Douze anges autour de l'enfant Jésus*, Uffizi.

(2) *Jugement Dernier*, Académie des Beaux-Arts à Florence.

vers les bienheureux, vers ceux qu'il aime, que se tourne tout son regard. Près de lui, à genoux, les yeux baissés (1), la Vierge semble une jeune fille qui vient de recevoir l'hostie. Souvent sa tête est trop grosse, comme il arrive aux illuminées; ses épaules sont étroites, ses mains trop petites; la vie spirituelle, intérieure, trop développée, a réduit l'autre, et le long manteau d'azur broché d'or qui l'enveloppe tout entière ne laisse pas soupçonner qu'elle ait un corps. On n'imagine pas, avant de l'avoir vue, une modestie si immaculée, une candeur si virginale; auprès d'elle, les vierges de Raphaël ne sont que de belles paysannes fortes et simples. Et les autres personnages sont pareils. Toutes leurs expressions se rapportent à deux sentimens, l'innocence de l'âme paisible conservée dans le cloître, et le ravissement de l'âme heureuse qui voit Dieu. Les saints sont des portraits, mais épurés, embellis; la transfiguration céleste dégage dans le corps comme dans l'âme la portion idéale recouverte et altérée par la grossièreté de la vie terrestre. Pas une ride sur les visages les plus vieux : ils refleurissent sous l'attouchement de la jeunesse éternelle. Pas une trace de macération sur les corps : ils sont entrés dans la félicité pure. Leurs traits sont tranquilles, on sent qu'ils demeurent immobiles, suspendus dans l'extase. Quelques-uns, les disciples, semblent des enfans de chœur, des novices du monastère, pleins de vénération, timides. Quand ils voient le petit Jésus, ils laissent échapper un mouvement d'allégresse enfantine, puis, craignant d'avoir mal fait, ils hésitent et se retiennent. Il n'est point d'émotions violentes ou emportées dans ce monde, toutes sont demi-voilées, arrêtées en chemin par la paix ou l'obéissance du cloître. — Mais les plus charmantes figures sont celles des anges. On les voit s'agenouiller en files silencieuses autour des trônes ou se serrer en guirlandes dans l'azur. Les plus jeunes sont d'aimables enfans candides; ils n'ont jamais eu soupçon du mal, ils ne pensent pas beaucoup. Chaque tête dans son cercle d'or sourit, est heureuse; elle sourira toujours, et c'est là toute sa vie. D'autres, aux ailes flamboyantes comme des oiseaux de paradis, jouent des instrumens ou chantent, et leur visage rayonne. L'un d'eux, levant sa trompette pour la porter à ses lèvres, s'arrête comme surpris par une vision resplendissante. Celui-ci, une viole sur l'épaule, semble rêver au son délicieux de son propre instrument. Deux autres, les mains jointes, contemplent et adorent. L'un, très jeune, avec une ronde figure de jeune fille, se penche comme pour écouter avant de heurter ses cymbales. A l'harmonie des sons s'ajoute l'harmonie des couleurs. Les teintes ne

(1) *Couronnement de la Vierge*, Saint-Marc.

vont point s'accroissant, s'alternant, se fondant, comme dans les peintures ordinaires. Chaque vêtement est d'une seule teinte, un rouge auprès d'un bleu, un vert vif auprès d'un violet pâle, une broderie d'or sur une amarante foncée, comme les sons simples et soutenus d'une mélodie angélique. Le peintre en jouit; il ne trouve jamais pour ses saints des couleurs assez pures et des ornemens assez précieux. Il oublie que ses figures sont des images, il leur rend les soins minutieux d'un fidèle et d'un adorateur, il brode leurs robes comme des vêtemens réels, il fait serpenter sur leurs manteaux des guillochures aussi fines qu'un ouvrage d'orfévrerie, il peint sur leurs chapes de petits tableaux complets, il s'applique à dérouler délicatement leurs beaux cheveux pâles, à étager leurs boucles, à faire tomber régulièrement les plis des tuniques, à arrondir purement sur leurs têtes la tonsure monacale, et il entre dans le ciel à leur suite pour les aimer et les servir. En effet, il est lui-même la dernière des fleurs mystiques. Ce monde qui l'entourait et qu'il ne connaissait pas achevait de s'engager dans la voie contraire et, après un court accès d'enthousiasme, allait brûler son successeur, un dominicain comme lui, le dernier chrétien, Savonarole.

Uffizi, 14 avril.

Qu'est-ce qu'on peut dire d'une galerie où il y a treize cents tableaux? Les impressions qu'on emporte de ces grands magasins sont trop diverses et trop nombreuses pour être transmises par l'écriture. Les Uffizi sont un dépôt universel, une sorte de Louvre : peintures de tous les temps et de toutes les écoles, bronzes, statues, sculptures, terres cuites antiques et modernes, cabinet de gemmes, musée étrusque, portraits des peintres par eux-mêmes, vingt-huit mille dessins originaux, quatre mille camées et ivoires, quatre-vingt mille médailles. On y va comme dans une bibliothèque; c'est un abrégé et un spécimen de tout. On va aussi ailleurs, au Palais-Vieux, au palais Corsini, au palais Pitti. Les notes s'amoncellent, mais je ne trouve rien à dégager de cette masse. Il me semble bien que j'ai complété, corrigé, nuancé quelques idées antérieures, mais on n'écrit pas des corrections, des complémens, des nuances.

Ce qu'il y a de plus simple, c'est de laisser là l'étude et de se promener pour son plaisir. On monte le grand escalier de marbre, on passe devant le célèbre sanglier antique, on entre dans le long corridor en fer à cheval peuplé de bustes et tapissé de peintures. Vers dix heures du matin, les visiteurs sont rares; les gardiens silencieux se tiennent dans les coins; il semble que véritablement on

est chez soi. Tout cela est à vous, et quelle propriété commode! Des conservateurs et des majordomes sont là pour tenir tout en ordre, bien épousseté et bien intact; on n'a pas même besoin de leur rien demander, les choses vont d'elles-mêmes, sans accroc ni heurt, sans qu'on s'en inquiète; c'est le monde idéal tel que nous devrions l'avoir. Le jour est beau, les vitres luisantes jettent un reflet sur quelques blanches statues lointaines, sur un torse rosé de femme qui sort vivant des noirceurs de l'ombre. A perte de vue, des empereurs et des dieux de marbre développent leurs files jusqu'aux fenêtres d'où l'on voit l'Arno remuer les petites crêtes, les nielles argentées de ses flots et de ses remous. On entre dans le détachement et la douceur de la vie abstraite; la volonté se détend, le tumulte intérieur s'apaise; on se sent devenir moine, moine moderne. Là comme autrefois dans les cloîtres, l'être intime, délicat, étouffé par les nécessités de l'action, se dégage insensiblement pour entrer en commerce avec les figures affranchies des nécessités de la vie. Il est si doux de ne plus être! il est si naturel de ne pas être! Et c'est un royaume si paisible que celui des formes humaines retirées du conflit humain! La pure pensée qui les suit a conscience que son illusion est passagère: elle participe à leur sérénité incorporelle, et le rêve, promené tour à tour sur leurs voluptés et sur leurs violences, lui rapporte la plénitude sans la satiété.

Sur la gauche des corridors s'ouvrent des cabinets précieux, la salle de Niobé, celle des portraits, celle des bronzes modernes, chacune avec son groupe distinct de trésors. On sent qu'on est maître d'entrer, que les grands hommes vous attendent. On choisit, on revoit la *Tribune*; cinq statues antiques y font cercle : un esclave aiguisant son couteau, deux lutteurs enlacés dont tous les muscles se tendent et s'enflent, un charmant Apollon de seize ans dont le corps uni a toute la souplesse de la plus fraîche adolescence, un admirable faune qui se sent de son espèce animale, joyeux sans arrière-pensée et dansant de tout son cœur, enfin la *Vénus de Médicis*, une fine jeune fille avec une petite tête délicate, non point une déesse comme sa sœur de Milo, mais une mortelle parfaite, œuvre de quelque Praxitèle amoureux des hétaïres, sachant encore être nue, exempte de cette mignardise un peu fade, de cette coquetterie pudibonde que lui prêtent les copies et que ses bras restaurés, ses mains effilées par Bernin semblent lui imposer. Elle est peut-être la copie de cette Vénus de Cnide de laquelle Lucien conte une si étrange histoire, et l'on pense devant elle aux baisers des jeunes gens qui collaient leurs lèvres sur son marbre, aux cris de Chariclès qui, en la voyant, appelait Mars le plus heureux des dieux. Autour des statues, sur les huit pans de la salle, s'étagent les chefs-d'œuvre des premiers

peintres : *la Vierge au chardonneret* de Raphaël, candide et pure comme un ange et dont l'âme est un bouton non encore éclos, son *Saint Jean* nu, beau corps de quatorze ans, florissant et sain, en qui revit le plus pur paganisme, surtout une superbe tête de femme couronnée, radieuse comme le plein midi d'un jour d'été, au regard droit et ferme, avec cette forte carnation méridionale que les émotions n'altèrent pas, où le sang ne vient pas affluer par saccades, que la passion ne fait qu'enflammer d'un ton plus chaud, sorte de muse romaine en qui la volonté est encore plus grande que l'intelligence, et dont l'énergie vivace transpire dans le repos comme dans l'action (1). Dans un coin, un gros chevalier de Van Dyck, tout en noir avec une large fraise, semble aussi grandement et glorieusement d'aplomb dans sa vie que dans ses membres, d'abord par l'habitude d'une ample nourriture, ensuite par la possession incontestée de l'autorité et du commandement. On fait trois pas, et l'on est devant la *Vierge en Égypte* du Corrége, charmante figure vive et fière, toute pénétrée d'une lumière intérieure, en qui la pureté, la finesse, la douceur et la sauvagerie d'une jeune fille s'assemblent pour verser la grâce la plus touchante et darder l'attrait le plus piquant. Une *Sibylle* de Guerchin, sous sa coiffure savante et dans ses draperies arrangées, est la plus spirituelle et la plus raffinée des poétesses sentimentales.

J'en passe vingt autres, il faut réserver son dernier regard pour les deux *Vénus* de Titien. L'une, en face de la porte, est couchée sur un manteau de velours rouge, — ample et vigoureux torse aussi large qu'une bacchante de Rubens, mais plus ferme, figure énergique et vulgaire, simple courtisane bornée et forte. Elle est étendue sur le dos et caresse un petit amour nu comme elle avec le sérieux vide et l'immobilité d'âme d'un animal au repos qui attend. — L'autre, qu'on appelle la *Vénus au petit chien*, est une maîtresse de patricien, couchée sur un lit, parée et prête. On reconnaît un palais du temps, l'alcôve arrangée, les couleurs opposées savamment et magnifiquement pour le plaisir de l'œil. Dans le fond, les servantes rangent les habits; on aperçoit par une fenêtre un pan bleuâtre de campagne : le maître va venir. Aujourd'hui nous savourons le plaisir en cachette comme une friandise volée; ils l'étalaient, le servaient sur des plats d'or et se mettaient à table. C'est que le plaisir alors n'était point vil ou bestial. Cette femme, un bouquet à la main dans cette grande salle à colonnes, n'a pas le fade sourire, l'air malicieux ou effronté d'une drôlesse qui va faire

(1) On l'appelle la *Fornarina*; ce n'est point la *Fornarina*, et il n'est pas certain qu'elle soit de Raphaël.

une mauvaise action. Le calme du soir entre dans le palais par les nobles ouvertures architecturales. Sous le vert effacé des rideaux, sur un linge blanc, le corps, faiblement rougi par le sourd mouvement de la vie, développe l'harmonie de sa forme onduleuse. La tête est petite, paisible; l'âme ne s'élève point au-dessus des instincts corporels, c'est pour cela qu'elle y peut vaquer sans honte, et de toutes parts la poésie des arts, du luxe et de la sécurité vient les embellir et les orner. C'est une courtisane, mais c'est une dame : en ce temps-là, la première qualité n'effaçait point l'autre; l'une était un titre aussi bien que l'autre, et probablement pour les façons, le cœur et l'esprit, la dame et la courtisane se valaient. La célèbre Imperia eut son tombeau dans l'église San-Gregorio à Rome avec cette inscription : « Imperia, courtisane romaine, digne d'un si grand nom, donna aux hommes l'exemple d'une beauté accomplie, vécut vingt-six ans douze jours et mourut en 1511, le 25 août. » Deux siècles plus tard, le président de Brosses à Venise, s'étant fait indiquer certaine adresse, trouva une dame aux manières si nobles, au port si majestueux, au langage si digne, qu'il balbutia, s'excusa; il s'en allait tout penaud de sa méprise, lorsqu'elle sourit et le fit asseoir.

Quand des salles italiennes on passe aux salles flamandes, on est tout dérouté : ce sont des peintures faites pour des marchands qui sont contens de se reposer dans leur intérieur, de bien dîner, de compter leurs économies; dans ce pays pluvieux et plein de boue, on est tenu de s'habiller, la femme encore plus que l'homme. L'esprit se sent étriqué quand il rentre dans cette petite vie bourgeoise et intime : c'est l'impression de Corinne lorsque de la libre Italie elle va dans l'aigre et triste Écosse. — Pourtant il y a tel tableau, un grand paysage de Rembrandt, qui égale ou surpasse tout, un ciel noirâtre fondant en averses parmi des corbeaux qui crient, — au-dessous une campagne infinie, désolée comme un cimetière, — sur la droite, un entassement de roches désertes, d'une teinte si douloureuse et si lugubre que l'effet va jusqu'au sublime. De même un andante de Beethoven après un opéra italien.

14 avril, Uffizi.

Visite aux antiques et aux sculptures de la renaissance.

On reconnaît à l'instant la parenté des deux âges. Tous les deux sont également païens, c'est-à-dire occupés uniquement de la vie corporelle et présente. Néanmoins ils sont séparés par deux différences notables : l'antiquité est plus calme, et lorsqu'on arrive aux meilleurs temps de la sculpture grecque, ce calme est extraordinaire; c'est celui de la vie animale, presque végétative : l'homme

se laisse vivre et ne souhaite rien au-delà. Même au premier aspect, nous lui trouvons l'air éteint, du moins terne et presque triste, par contraste avec la fièvre habituelle et la profonde élaboration des têtes modernes.

D'autre part, le sculpteur de la renaissance imite plus curieusement le réel et cherche davantage l'expression. Voyez les statues de Verocchio, de Francavilla, de Bandinelli, de Cellini, surtout celles de Donatello. Son *Saint Jean-Baptiste*, desséché par le jeûne, est un squelette. Son *David*, si élégant, si bien posé, a les coudes pointus et les bras d'une maigreur extrême; le caractère personnel, l'émotion passionnée, la situation particulière, la volonté ou l'originalité intense font saillie dans leurs œuvres comme dans un portrait. Ils sentent la vie mieux que l'harmonie.

C'est pourquoi, dans la sculpture du moins, les seuls maîtres qui donnent le sentiment du beau parfaitement pur sont les Grecs. Après eux, il n'y a que déviation; nul autre art n'a su mettre l'âme du spectateur dans un si juste équilibre. On s'en aperçoit lorsqu'on a erré une heure dans la longue galerie; l'esprit se trouve tout d'un coup reposé, il semble qu'il ait repris son assiette. On a passé rapidement devant les têtes d'impératrices, presque toutes gâtées par leur coiffure ambitieuse et surchargée, on a jeté un regard sur les bustes d'empereurs curieux pour un historien, et qui résument chacun un caractère et un règne; mais on s'arrête devant les statues d'athlète, devant le *Discobole*, la petite *Bacchante*, surtout devant les dieux, *Mercure*, *Vénus*, les deux *Apollons*. Les muscles sont effacés, le tronc se prolonge sans creux ni saillie dans les bras et dans les cuisses; point d'effort; quel mot singulier dans notre monde où l'on ne voit qu'effort! C'est que depuis les Grecs l'homme, en se développant, s'est *déjeté*; il s'est déjeté tout d'un côté par la prédominance de la vie cérébrale. Aujourd'hui il veut trop, il vise trop haut, il a trop à faire. Alors, quand un adolescent s'était exercé au gymnase, quand il avait appris quelques hymnes et savait lire Homère, quand il avait écouté les orateurs dans l'agora et les philosophes sous un portique, son éducation était faite; l'homme était achevé et entrait complet dans la vie. Un jeune Anglais riche, de bonne famille, de sang tranquille, qui a beaucoup ramé, boxé et couru à cheval, qui a les idées droites et saines et vit volontiers à la campagne, est de nos jours la moins imparfaite imitation du jeune Athénien; il a parfois le même visage uni et le même regard tranquille. Encore n'est-ce pas pour longtemps. Il est obligé d'engloutir trop de connaissances, et des connaissances trop positives : langues, géographie, économie politique, vers grecs à Eton, mathématiques à Cambridge, chiffres et documens dans les journaux, en

outre la Bible et la morale. C'est que notre civilisation nous accable; l'homme fléchit sous le poids de son œuvre incessamment accrue; le faix de ses inventions et de ses idées, qu'il portait aisément à la première heure, n'est plus proportionné à ses forces. Il est contraint de se cantonner dans une petite province, de devenir spécial. Un développement exclut les autres; il faut qu'il soit ouvrier ou homme de cabinet, politique ou savant, industriel ou père de famille, qu'il s'enferme en un seul rôle et se retranche le reste; il serait insuffisant s'il n'était pas mutilé. C'est pourquoi il a perdu de son calme, et l'art est déchu de son harmonie. Le sculpteur ne parle plus à une cité religieuse, il parle à un amas de curieux isolés; il cesse d'être pour sa part citoyen et prêtre, il n'est plus qu'homme et artiste. Il insiste sur le détail anatomique qui frappera les connaisseurs et sur l'expression saillante que comprendront les ignorans. Il est une sorte d'orfévre supérieur qui veut conquérir et garder l'attention. Il fait une simple œuvre d'art et non pas une œuvre d'art nationale. Le spectateur le paie en louanges, et il paie le spectateur en plaisir. Comparez le *Mercure* de Jean Boulogne et le jeune athlète grec qui est près de là. Le premier, élancé sur la pointe du pied, est un tour de force qui fera honneur à l'artiste et un spectacle attrayant qui occupera les yeux des visiteurs. Au contraire le petit Athénien qui ne dit rien, qui ne fait rien, qui se contente de vivre, est une effigie de la cité, un monument de ses victoires olympiques, un exemple pour les adolescens de ses gymnases; il sert à l'éducation, comme une statue de Dieu à la religion. Ni l'un ni l'autre n'ont besoin d'être intéressans, il leur suffit d'être parfaits et calmes; ils sont non pas une fourniture de luxe, mais un instrument de la vie publique; ils sont une commémoration, non un meuble. On les respecte, et on profite par eux; on ne fait pas d'eux un sujet de distraction et une matière de critique. De même encore le *David* en marbre de Donatello, si fièrement campé, drapé d'une façon si originale, d'un sérieux si hautain, n'est pas un héros ou un saint de la légende, c'est un pur objet d'imagination; l'artiste fait du païen ou du chrétien selon la commande, et tout son souci est de plaire à des gens de goût. Considérez enfin Michel-Ange lui-même, son *Adonis mort* la tête penchée sur son bras reployé, *Bacchus* qui soulève sa coupe et ouvre la bouche à demi comme pour porter une santé, deux admirables corps si naturels et presque antiques! Chez lui pourtant, comme chez les contemporains, le mouvement, l'intérêt prédominent. Il ne se contente pas plus qu'eux de représenter la vie simple, reposée en elle-même. Par cette grande transformation de la vie humaine désarticulée et scindée en ses divers organes, le modèle idéal, les sentimens du public et l'esprit de l'artiste

ont changé de fond en comble, et désormais ce que l'art nouveau figure, c'est la personne individuelle, la particularité frappante, la passion abandonnée, les variétés du mouvement, au lieu du type abstrait, de la forme générale, de l'harmonie et du repos.

C'est dans l'église de San-Lorenzo, toute remplie des œuvres de Donatello, de Verocchio, de Michel-Ange, qu'il faut aller pour suivre cette idée. L'église est de Brunelleschi, et la chapelle de Michel-Ange; l'une est une sorte de temple à plafond plat soutenu de colonnes corinthiennes, l'autre un carré surmonté d'une coupole, la première trop classique, la seconde trop froide. On hésite avant d'écrire ces deux mots; pourtant il faut tout dire, même en présence de si grands noms. Mais les deux chaires de Donatello, les bas-reliefs de bronze qui recouvrent le marbre, tant de figurines naturelles et passionnées, surtout la frise de petits anges nus qui jouent et courent sur le rebord, et le charmant balcon au-dessous de l'orgue, si délicatement ouvragé qu'il semble en ivoire, avec ses niches, ses coquilles, ses colonnettes, ses animaux, ses feuillages : quel goût et quelle grâce! et quels ornemanistes que ces sculpteurs de la renaissance! Là-dessus on entre dans la chapelle des Médicis, et l'on regarde les figures colossales que Michel-Ange a mises sur leurs tombes. Il n'y a rien d'égal dans la statuaire moderne, et les plus nobles figures antiques ne sont pas supérieures; elles sont autres, c'est tout ce qu'on peut dire. Phidias a fait des dieux heureux, Michel-Ange des héros souffrans; mais des héros souffrans valent des dieux heureux : c'est la même magnanimité exposée aux misères du monde ou affranchie des misères du monde, et la mer est aussi grande dans la tempête que dans le calme.

Tout le monde en a vu le dessin ou les copies, mais à moins d'être venu ici personne n'a vu l'âme. Il faut avoir senti, presque par le contact, la masse colossale et surhumaine de ces grands corps allongés dont tous les muscles parlent, la nudité désespérée de ces vierges dont on ne voit que la fierté, la douleur et la race, sans que l'esprit puisse laisser approcher de lui-même un autre sentiment que la crainte et la compassion. Elles sont d'un autre sang que le nôtre : une Diane déchue, captive aux mains des barbares de la Tauride, aurait cette taille et ce visage. Une d'elles, demi-couchée, s'éveille et semble secouer un mauvais rêve. La tête est affaissée, le sourcil froncé, les yeux se sont creusés, les joues se sont amaigries. Qu'il a fallu de misères pour qu'un corps pareil ait senti les atteintes de la vie! Son indestructible beauté n'a point fléchi, et pourtant la souffrance intérieure commence à y imprimer sa morsure. La superbe séve animale, la vivace énergie des membres et du tronc sont entières, mais l'âme défaille; elle se soulève

péniblement sur un bras et revoit avec regret la lumière. Qu'il est triste de rouvrir les yeux et de sentir qu'on va porter une fois encore le faix d'une journée humaine!

A côté d'elle, un homme assis se tourne à demi d'un air sombre, comme un vaincu irrité et qui attend. Quel sera l'effort et le craquement lorsque cette masse de muscles qui sillonnent le torse s'enflera et se tendra pour étreindre un ennemi! Sur l'autre tombeau, un captif inachevé, la tête à peine dégrossie dans sa gaine de pierre, les bras raidis, le corps tordu, soulève toute son épaule avec un geste formidable. Je vois là toutes les figures de Dante, Ugolin rongeant le crâne de son ennemi, les damnés qui sortent à demi de leur sépulcre de braise; mais ceux-ci ne sont point des maudits, ce sont des âmes magnanimes blessées qui s'indignent justement contre la servitude.

Une grande femme étendue dort; auprès d'elle est un hibou, posé contre son pied. C'est le sommeil de l'accablement, l'engourdissement morne de la créature surmenée qui s'est affaissée et demeure inerte. On l'appelle la Nuit, et Michel-Ange écrivit sur le socle : « Dormir m'est doux, et encore plus d'être de pierre, — tant que dure la misère et la honte. — Ne pas voir, ne pas sentir, voilà ma joie. — Ainsi ne m'éveille pas! ah! parle à voix basse. » Il n'avait pas besoin de ces vers pour faire comprendre le sentiment qui avait conduit sa main; les statues seules parlent assez haut. Sa Florence venait d'être vaincue; en vain il l'avait fortifiée et défendue: après un siége d'un an, le pape Clément l'avait prise. Le dernier gouvernement libre était détruit. Des mercenaires allaient dans les maisons tuant les meilleurs citoyens. Quatre cent soixante émigrés étaient condamnés à mort par contumace ou lisaient dans toute l'Italie la proclamation qui mettait leur tête à prix. On avait fouillé le logis de Michel-Ange pour le saisir et l'emmener; sans un ami qui l'avait caché, il aurait péri. Il avait passé de longs jours enfermé dans cet asile, sentant la mort qui prenait les plus nobles vies et qui tournait autour de la sienne. Si ensuite le pape l'avait épargné, c'était par intérêt de famille et pour qu'il achevât la chapelle des Médicis. Il s'y enferma, il y travailla avec furie, il essaya d'y oublier, dans la contention de l'esprit et la fatigue des mains, la ruine de la liberté vaincue, l'agonie de la patrie foulée, la défaite de la justice écrasée, le tumulte de ses ressentimens comprimés, de son désespoir impuissant, de ses humiliations dévorées, et c'est la révolte indomptable de son âme raidie contre l'oppression et la servitude qu'il a mise ici dans ses vierges et dans ses héros.

Au-dessous d'eux, le silencieux Laurent, sous son casque de guerrier, tragique et muet, la main posée sur sa lèvre, va se lever.

Un roi a cette attitude quand, assis au milieu de son armée, il ordonne quelque grande justice, une destruction de ville. Frédéric Barberousse devait être ainsi quand il fit passer la charrue sur Milan. Près de la porte, une admirable Vierge inachevée tient son fils sur sa cuisse; son long corps drapé est d'une noblesse étonnante; elle se penche, et son flanc creusé fait une courbure étrange que suivent les plis de la robe; le visage svelte exprime une bonté triste. Comme ses sœurs couchées, elle est d'une race plus souffrante et plus haute que la race humaine; ce sont tous des êtres disproportionnés aux choses, tempétueux et froissés pour tout le courant de leur vie, et qui de loin en loin rencontrent un mouvement de rêverie sublime ou calme.

Entre sa tranquille *Pietá* de Saint-Pierre à Rome et cette Vierge si grandiose, d'une âme si mélancolique et si fine, quelle distance! Joignez-y le *Moïse* et les voûtes de la Sixtine : comme l'homme a grandi et souffer ! comme il a formé et dégagé sa conception originale de la vie! Voilà l'art moderne tout personnel et manifestant un individu qui est l'artiste, par opposition à l'art antique tout impersonnel et manifestant une chose générale qui est la cité. La même différence se rencontre entre Homère et Dante, entre Sophocle et Shakspeare; de plus en plus l'art devient une confidence, celle d'une âme individuelle, qui s'exprime et se rend visible tout entière à l'assemblée dispersée, indéfinie des autres âmes. Ainsi fit Beethoven, le plus moderne et le plus grand des grands musiciens modernes. — La conséquence est que pour un artiste la première condition est d'être une personne; sinon, il n'a rien à dire. Un Italien me disait à Sienne : « Autrefois ils peignaient avec les passions qu'ils avaient; aujourd'hui ils peignent avec les passions qu'ils croient avoir. C'est pourquoi, après avoir fait des hommes, ils font des fantômes d'hommes. »

15 avril, le palais Pitti.

Je doute qu'il y ait un palais plus monumental en Europe; je n'en ai pas vu qui laisse une impression si grandiose et si simple.

Il est sur une éminence, ce qui lui laisse toute sa taille, et il se profile dans l'air bleu par trois étages distincts, qui vont se superposant, comme trois blocs réguliers assis l'un sur l'autre, les plus étroits sur les plus larges. Aux deux flancs, deux terrasses s'avancent en travers, ajoutant leurs masses à cette masse; mais ce qui véritablement est unique et porte à l'extrême le grandiose sévère de l'édifice, c'est l'énormité des matériaux dont il est construit. Ce ne sont point des pierres, ce sont des quartiers de roche et presque des pans de montagnes. Quelques blocs surtout, dans le soutène-

ment des terrasses, sont longs comme cinq hommes. A peine dégrossis, rugueux, noirâtres, ils gardent leur barbarie originelle. Tel serait un mont arraché de sa base, dépecé en assises et empilé sur un nouvel emplacement par des mains cyclopéennes. Nul ornement dans la façade; seule, une longue balustrade court au sommet, découpant l'azur immobile. De colossales arcades rondes soutiennent les fenêtres, et chacune de leurs vertèbres fait saillie avec ses irrégularités primitives comme l'ossature d'un vieux géant.

Au dedans, une cour carrée, semblable à celle du palais Farnèse, s'encadre entre quatre massifs d'architecture aussi austères et aussi grands que les dehors. L'ornement là aussi manque, et manque de parti-pris : pour toute décoration, un revêtement de colonnes doriennes, sur celles-ci des colonnes ioniennes, sur elles des colonnes corinthiennes; mais ces piles de blocs ronds, entassés les uns sur les autres ou alternés de blocs carrés, égalent par la force de leurs masses et par l'âpreté de leurs angles la rudesse et l'énergie du reste. La pierre seule règne ici; l'œil ne cherche rien par-delà la variété de ses reliefs et la fermeté de son assiette. Il semble qu'elle subsiste par elle-même et se suffit à elle-même, que l'art et la volonté de l'homme ne sont point intervenus, que la fantaisie n'a point de place. Au rez-de-chaussée, les piliers doriens trapus, résistans, portent des arcades qui font promenoir, et chaque courbe hérissant ses bossages semble l'emmanchement d'une échine antédiluvienne. Une teinte brune, pareille à celle des pics lézardés par les siècles, assombrit des pieds au sommet la monstrueuse structure et couvre jusqu'au dallage rayé, rude, qui revêt le sol autour de cet amoncellement de pierres.

Un commerçant florentin a élevé cette masse au xve siècle et s'y est ruiné. Brunelleschi a fait le plan, et, par une chance heureuse, ses successeurs, qui ont achevé l'édifice, n'en ont point amolli le caractère. Si quelque chose peut donner une idée de la grandeur, de la sévérité, de l'audace d'esprit léguées par le moyen âge aux citoyens libres de la renaissance, c'est une pareille demeure construite par un particulier pour lui-même et le contraste de la magnificence intérieure avec la simplicité du dehors. Les Médicis, devenus princes absolus, l'ont achetée au xvie siècle et l'ont décorée en princes. Cinq cents tableaux la remplissent, tous choisis entre les meilleurs, et plusieurs parmi les chefs-d'œuvre. Ils ne forment point un musée disposé par écoles ou par siècles, comme dans nos grandes collections modernes, pour servir à l'étude ou à l'histoire et fournir des documens à une démocratie qui reconnaît la science comme son guide et l'instruction comme son soutien. Ils ornent les salons d'un palais royal où le prince reçoit ses courtisans et étale son luxe par

des fêtes. L'âge des inventeurs a été remplacé par l'âge des connaisseurs, et la pompe des habits dorés, le sérieux de l'étiquette espagnole, la galanterie du sigisbéisme nouveau, la diplomatie des conversations officielles, la licence et le raffinement des mœurs monarchiques vont se déployer devant les nobles formes et les chairs vivantes des peintures, devant les arabesques d'or des murailles, devant le somptueux étalage des meubles précieux par lesquels le prince fait figure et tient son rang. Pierre de Cortone, Fedi, Marini, les derniers peintres de la décadence couvrent les plafonds d'allégories en l'honneur de la famille régnante. Ici Minerve enlève Cosme Ier à Vénus et le conduit à Hercule, modèle des grands travaux et des exploits héroïques; en effet, il a mis à mort ou proscrit les plus grands citoyens de Florence, et c'est lui qui disait d'une cité indocile : « J'aime mieux la dépeupler que de la perdre. » Ailleurs la Gloire et la Vertu le conduisent vers Apollon, patron des lettres et des arts; en effet, il a pensionné les faiseurs de sonnets et meublé de beaux appartemens. Plus loin, Jupiter et tout l'Olympe se mettent en mouvement pour le recevoir dans les parvis célestes; en effet, il a empoisonné sa fille, fait tuer l'amant de sa fille, tué son fils, qui avait tué son frère; sa seconde fille a été poignardée par son mari, la mère en meurt; à la génération suivante, ces opérations recommencent; on s'assassine et on s'empoisonne héréditairement dans cette famille. Mais les tables de malachite et de pierre dure sont si belles! Les cabinets d'ivoire, les meubles de mosaïque, les coupes à anses de dragons sont si bien choisies! Quelle cour goûte mieux les œuvres d'art et entend mieux les fêtes? Quoi de plus brillant et de plus ingénieux que les représentations mythologiques par lesquelles on y célèbre le mariage de François de Médicis avec la fameuse Bianca Capello, de Cosme de Médicis avec Marie-Madeleine d'Autriche? Quel meilleur asile pour les académiciens qui épurent la langue et rédigent des dédicaces, pour les poètes qui arrondissent des complimens et aiguisent des *concetti?* La politesse obséquieuse y fleurit avec ses emphases, le purisme littéraire avec ses scrupules, le dilettantisme dédaigneux avec ses raffinemens, la sensualité contente avec son indifférence, et le « très illustre, très accompli, très parfait » gentilhomme, devenu le cicerone de l'Europe, explique avec un sourire complaisant aux *barbares* venus du nord (1) « la vertu » de ses peintres et la « bravoure » de ses sculpteurs.

Il y en a trop. Cinq ou six tableaux de Raphaël se détachent : l'un est cette madone que le grand-duc emportait avec lui dans ses voya-

(1) *Voyage* de Milton en Italie.

ges; elle est debout, en robe rouge avec un long voile vert, et la simplicité des couleurs ajoute à la simplicité de l'attitude. Un petit voile blanc diaphane avance, par-dessus les fins cheveux blonds, jusqu'au bord de son front. Les yeux sont baissés, le teint est d'une blancheur extrême; un coloris léger, comme celui de la rose des buissons, s'est posé sur ses joues; sa bouche toute petite est fermée, elle a le calme et la candeur d'une vierge allemande. Raphaël est encore à l'école du Pérugin. — Une autre peinture, la *Madone à la chaise*, fait contraste. C'est une belle sultane, Circassienne ou Grecque; sur sa tête est une sorte de turban, et des étoffes orientales rayées de vives couleurs, bordées de franges d'or, tombent autour d'elle; elle se courbe sur son enfant avec un beau geste d'animal sauvage, et ses yeux clairs, sans pensée, regardent librement en face. Raphaël est devenu païen et ne songe plus qu'à la beauté de la vie corporelle et à l'embellissement de la forme humaine. — On s'en aperçoit dans sa *Vision d'Ézéchiel*, petit tableau haut d'un pied, mais du plus grand caractère. Le Jévohah qui apparaît dans un tourbillon est un Jupiter à poitrine nue, aux bras bien musclés, à l'attitude royale, et les anges autour de lui ont de petits corps si bien portans qu'ils en sont gras. Rien ne subsiste ici de la fureur et du délire des voyans israélites; les anges sont rians, le groupe est harmonieux, la couleur saine et belle; l'apparition qui chez le prophète fait claquer les dents et frissonner la chair n'aboutit chez le peintre qu'à élever ou à fortifier l'âme. Ce qu'on retrouve partout chez lui, c'est la perfection dans la mesure. Tous les personnages chrétiens ou païens sont en équilibre et en paix avec eux-mêmes et avec le monde. Ils ont l'air de vivre dans l'azur comme il y a vécu lui-même, admiré dès l'abord, aimé de tous, exempt de traverses, amoureux sans folie, travaillant sans fièvre, et dans cette sérénité continue occupé à trouver un bras arrondi, une cuisse reployée pour un enfant, une oreille petite, un enroulement de cheveux pour une femme, cherchant, épurant, découvrant et souriant comme un homme qui écoute une musique intérieure. A cause de cela, il ne remue que faiblement les âmes qui manquent de calme. Voilà pourquoi les peintres raffinés ou passionnés, ceux qui manient leur art avec quelque grand parti-pris, d'après un instinct spécial et dominateur, leur plaisent davantage. A ce titre, les portraits me frappent plus que tout le reste, parce qu'ils font saillir la particularité de la personne individuelle. L'un d'eux, par Léonard de Vinci, s'appelle la *Religieuse*. Un voile blanc semblable à une guimpe est posé sur sa tête; la poitrine nue jusqu'au milieu du sein se gonfle avec une froideur superbe au-dessus d'une robe de velours noir. Le visage est sans couleur, sauf les fortes et étranges lèvres

rouges, et la physionomie tout entière est au repos avec une expression inquiétante. Ce n'est pas là une créature abstraite sortie du cerveau d'un peintre; c'est une femme réelle qui a vécu, une sœur de la Monna aussi compliquée, aussi pleine de contrastes intérieurs, aussi indéchiffrable que l'autre. Est-ce une nonne, une princesse ou une courtisane? Peut-être les trois à la fois, comme cette Virginie de Leyva dont on vient de déterrer l'histoire. Avec la pâleur mate du cloître, elle a la splendide nudité du monde, et l'incarnat des lèvres sur l'immobile figure blanche semble une fleur de pourpre éclose sur un sépulcre. Il y a une âme, une âme inconnue et dangereuse, qui dort ou veille sous cette poitrine de marbre.

Dans ce domaine, les plus grands maîtres sont les Vénitiens, Titien au premier rang. Les portraits de Raphaël (il y en a cinq ici) me disent moins de choses; il donne simplement, sobrement, largement l'essentiel du type, mais non, comme l'autre, la profonde expression morale, la physionomie mouvante, l'originalité personnelle absolument infinie, tout le dedans de l'homme. On compte ici huit ou dix portraits de Titien, André Vesale l'anatomiste, l'Arétin, Luigi Cornaro, le cardinal Hippolyte de Médicis en costume de magnat hongrois, tous vivans avec un regard étrange, inquiétant, inquiété, quoique immobile, — Philippe II d'Espagne, debout en costume d'apparat, culottes bouffantes, bas montant jusqu'au milieu de la cuisse, être blafard, à sang froid, à mâchoire saillante, qui semble avorté, disproportionné, inachevé, figé de naissance et par l'étiquette, mais surtout un patricien de Venise dont on ne sait pas le nom, l'un des plus grands chefs-d'œuvre que je connaisse. C'est un homme de trente-cinq ans, tout en noir, blême, au regard fixe. Le visage est un peu amaigri, les yeux sont d'un bleu pâle; une mince moustache rejoint la barbe rare. Il est de grande race et d'un haut rang, mais il a moins joui de la vie qu'un manœuvre; les délations, les anxiétés, le sentiment du danger, l'ont creusé et miné par une usure incessante et sourde. Tête énergique, fatiguée et songeuse, qui connaît les résolutions soudaines aux noirs tournans de la vie! Elle luit dans son entourage de tons sombres comme une lampe qui vacille dans un air funèbre.

Parfois la vérité est si vive que le portrait, sans que le peintre y songe, atteint le plus haut comique. Tel est celui que Véronèse a fait de sa femme. Elle a quarante-huit ans, l'air d'une douairière de cour, un double menton et une coiffure de caniche; avec sa robe de velours noir qui se décollète en carré dans un encadrement de dentelles, elle représente, elle a tous ses atours : ample personne, bien conservée, bien étalée, majestueuse et de bonne humeur, et dont la chair rouge, le contentement parfait, l'arrondissement uni-

versel rappellent vaguement les belles dindes prêtes pour la broche.

On ne peut pas quitter ces Vénitiens, le bleu profond de leurs paysages, les nudités lumineuses dans une ombre chaude, les rondeurs des épaules enveloppées dans un air palpable, la pulpe frémissante des chairs épanouies comme des fleurs de serre, les plis chatoyans des étoffes lustrées, les fières tournures des vieillards allongés dans leurs simarres, la voluptueuse élégance des visages de femmes, la force de regard, de structure et d'étreinte avec laquelle les corps tordus ou dressés étalent l'opulence de leur séve et la vitalité de leur sang. Un Giorgione représente une nymphe poursuivie par un satyre; avec quels mots peut-on rendre la jouissance de l'œil et la puissance du ton? Tout est noyé dans l'ombre, mais l'ardente figure immobile, la belle épaule, le sein en jaillissent comme une vision. Il faut voir la chair vivante émergeant de la noirceur profonde et la splendeur intense des tons pourprés qui vont se dégradant ou s'avivant depuis la noirceur de la nuit jusqu'à la flamme du plein jour; en face, une *Cléopâtre* du Guide, gris de perle sur fond d'ardoise claire, n'est qu'un fade fantôme, l'ombre déteinte d'une demoiselle sentimentale.— De même encore une femme qu'on nomme la maîtresse de Titien, en robe bleue brochée d'or, avec des crevés de velours violacé. Ses tresses d'un blond clair luisent parmi de petits cheveux follets crêpelés; ses mains adorables, d'une finesse et d'un ton de chair exquise, sont au repos parce que sa toilette est faite; sa petite tête de très jeune fille gaie, contente dans ses grands atours, s'anime imperceptiblement par un demi-sourire de malice. Elle ressemble à la *Vénus au petit chien;* si c'est la même, habillée ici, déshabillée là-bas, on conçoit le peintre, le patricien, l'écrivain qui s'enterrait tout entier dans une pareille félicité; cœur et sens, tout était pris; dans une telle femme, selon les attitudes et la toilette, il y avait cinquante femmes. En effet, on ne lui demandait point d'âme; on lui demandait seulement de la joie, de la beauté, de la parure : voyez dans les lettres de l'Arétin son ménage et les autres intérieurs de Venise.

J'ai eu tort de me laisser entraîner par mon goût; j'aurais dû ne parler que des peintres de Florence. Il y en a deux, André del Sarto, Fra Bartolomeo, que nous ne connaissons presque point chez nous, et qui ont atteint le faîte de leur art par l'élévation de leurs types, par la beauté de leurs ordonnances, par la simplicité de leurs procédés, par l'harmonie de leurs draperies, par le calme de leurs expressions. Il y a seize grands tableaux du premier au palais Pitti, d'autres au palais Corsini et aux Uffizi, et des fresques encore plus belles au portique des Servites. Il y a cinq grands tableaux de Fra Bartolomeo au palais Pitti, surtout un *Saint Marc*

colossal, moins fier et moins emporté, mais aussi grave et aussi grand que les *Prophètes* de Michel-Ange, d'autres aux Uffizi, enfin un admirable *Saint Vincent* à l'Académie. Ce moine est le plus religieux des peintres qui ont été complétement maîtres de la forme; nul n'a si bien accompli l'alliance de la pureté chrétienne et de la beauté païenne. Le même homme dessinait ses madones nues avant de les peindre, afin de placer un corps véritable et parfait sous les draperies tombantes (1), et s'était fait dominicain, après la mort de Savonarole, afin d'obtenir le salut : assemblage étrange d'actions qui semblent se contredire et qui indiquent un moment unique dans l'histoire, celui où le paganisme nouveau et le christianisme ancien, se rencontrant sans se combattre et s'unissant sans se détruire, permettent à l'art d'adorer la beauté sensible et de relever la vie corporelle, mais à la condition qu'il n'en aimera que la noblesse et n'en représentera que la gravité. Avec leur coloris modéré, atténué et toujours sobre, avec leur goût dominant pour le pur dessin, avec la mesure, l'équilibre et la finesse exquise de leurs facultés et de leurs instincts, les Florentins se sont montrés plus propres que les autres à remplir cette tâche. Comme jadis l'art grec dans Athènes, l'art italien a trouvé son centre dans Florence. Comme jadis en Grèce, les autres villes étaient insuffisantes ou excentriques. Comme jadis en Grèce, les autres développemens sont restés locaux ou temporaires. Comme jadis Athènes, Florence les a guidés ou ralliés autour d'elle; comme jadis Athènes, elle a gardé sa primauté jusque dans la décadence. Par Bronzino, Pontormo, les Allori, Cigoli, Dolci, Pietro de Cortone, par sa langue et ses académies, par Galilée et Filicaja, par ses savans et ses poètes, plus tard enfin par la tolérance de ses maîtres et la vivacité de son réveil, elle est demeurée en Italie la capitale de l'esprit.

H. TAINE.

(1) Dessins originaux aux Uffizi.

PROUDHON

ET

SES ŒUVRES COMPLÈTES[1]

I.

Victor Hugo disait à Bruxelles : — Il faut que Proudhon ait dans sa poche de la peau de crapaud séché. Il frappe l'ennemi, il frappe l'ami, l'ami de préférence à l'ennemi, et à chaque coup qu'il porte à la démocratie, la démocratie frotte sa blessure et répond : Bien touché! — Victor Hugo avait raison et il avait tort, sans vouloir le contredire. Proudhon portait bien en effet un sort sur sa poitrine, mais ce n'était que son tempérament, plus tempérament chez lui que chez personne. On est ce qu'on est; Proudhon n'est pas plus l'homme d'une opinion que d'une autre; il est Proudhon, et encore ne l'est-il pas toujours. Pour le juger sainement, on doit le juger en dehors de toute idée reçue, le prendre comme il est, pour ce qu'il est, pour un esprit déclassé et un aventurier de la parole. Il n'appartient pas plus à un parti qu'à lui-même, il appartient au coup de foudre de naissance qui fait de Pascal un génie à part, et qui en fait aussi un cas de pathologie.

On peut l'accuser d'erreur, non de défection; il marchait toujours seul, systématiquement seul, à côté de toute route battue. C'est à ce point de vue qu'il faut l'apprécier; mais pour l'apprécier il faut le comprendre, formalité difficile à remplir, car sa doctrine échappe à l'intelligence. Cerveau grisé de sa propre pensée, il avait l'illumination et plus encore la fumée de l'ivresse. Lorsqu'il mit la phi-

(1) *Œuvres complètes,* Librairie internationale, A. Lacroix, Verboeckhoven et comp.

losophie en réquisition pour appuyer un système économique de sens dessus dessous, il tira d'Allemagne une dialectique obligeante qui consiste à dire le pour et le contre, le blanc et le noir comme également vrais, comme également faux, à la condition de mettre en temps et lieu les deux frères ennemis d'accord par l'intervention d'une troisième personne, tenue en réserve pour cet acte de charité.

Cette méthode porte le nom d'antinomie. Thèse, antithèse, oui et non, tout ce qu'on voudra, — on peut choisir en sûreté de conscience, on choisit toujours bien, on choisit toujours mal. Il n'y a que la synthèse pour tirer le lecteur d'embarras; mais, après avoir promis la synthèse toute sa vie, Proudhon finit par avouer qu'elle a pris la volée dans l'espace. Voilà pour la méthode; quant à la forme, il parle toutes les langues, la langue de tout le monde et la langue de l'oracle. Quand il raconte ou quand il discute, il a un style, c'est un écrivain; mais sitôt qu'il argumente, et il argumente plus souvent qu'il ne raisonne, alors il brouille, alors il embrouille la discussion, il la charge, il la surcharge d'une triple scolastique, triplement impénétrable, à démonter la transcendance du docteur le plus transcendant de Tubingue.

Il avait en outre l'infirmité de surfaire sa pensée, habitude de producteur probablement; ce qui prouve en passant qu'on ne doit médire d'aucun producteur : il ne fait que défendre d'avance sa marchandise. « La propriété, c'est le *vol;* Dieu, c'est le *mal;* la femme, c'est la *débauche;* le gouvernement, c'est l'*anarchie.* » Simple mise à prix, le lecteur peut en rabattre; l'auteur vaut mieux que son premier mot; si on le prenait à la lettre, on y mettrait de la cruauté. « Ma violence, dit-il lui-même, n'est qu'une tactique. » Tel contre l'idée, tel contre l'homme de l'idée, il manque volontiers de respect à son semblable. Là encore sa parole exige un rabais. Quand il dit d'un philosophe : C'est un charlatan, le lecteur doit faire le décompte et entendre : c'est un adversaire. Quand Proudhon écrit : C'est un idiot, le lecteur doit encore opérer une réduction et traduire : c'est un contradicteur. Proudhon comptait d'avance sur une diminution de prix, et il enflait le mémoire. Cette précaution prise pour lui-même contre lui-même, faisons l'inventaire de son talent.

II.

Il y a trente ans, le fils d'un tonnelier arrivait à Paris, le sac sur le dos, avec une bourse d'académie; c'était un jeune homme blond, au front large, à l'œil dérangé, le tout porté sur un corps de forte carrure. Il marchait de ce pas pesant du paysan qui semble tenir au sol et traîner le sabot. Il avait mis la main là au sortir du collége, il y avait senti quelque chose, et il venait tenter la chance

au grand rendez-vous de l'inconnu. Il espérait y gagner ce grain de phosphore qu'on appelle du talent. La révolution de juillet, en changeant une dynastie à vue, semblait donner une prime à l'esprit de changement. Le saint-simonisme annonçait, de concert avec le fouriérisme, un revirement de la société et mettait la propriété elle-même en question. Plus de riche, plus de pauvre! disait-on. Il n'y avait qu'à déposséder tout le monde pour rendre tout le monde propriétaire. On faisait de la France une caserne industrielle classée par ordre de mérite, et on envoyait indistinctement l'un et l'autre sexe à la gamelle.

Proudhon trouvait, en entrant à Paris, un milieu préparé à souhait pour sa nature d'esprit; le voilà lauréat pensionné qui regarde et qui écoute, et tout ce qu'il voit, tout ce qu'il entend ne fait que charger encore plus d'électricité cette âme orageuse de plébéien à la recherche de son numéro. Paris, ce chef-d'œuvre du contraste, offre à chaque pas, pour parler la langue du sujet, l'antinomie de la richesse et de la misère. Une pouliche de prix emporte à fond de train au bois de Boulogne une Cléopâtre de vaudeville, et en passant elle éclabousse une balayeuse de rue, la mère peut-être de cette reine de la coulisse. Et ailleurs, au pied de l'hôtel flamboyant où un millionnaire impromptu d'un coup de bourse donne une soirée dansante à tous les diamans de la Chaussée-d'Antin, le chiffonnier, ce ver luisant du pavé, ramasse sournoisement sa vie dans l'ordure.

Ce contraste entra comme un dard dans l'esprit de Proudhon. La campagne a sa misère sans doute, mais elle a aussi son églogue en action que la nature charitable jette comme un manteau de poésie sur le déshérité de la glèbe; elle a le soleil, elle a le printemps, elle a le festival du travail en plein air, de la fenaison et de la vendange. A côté de la gerbe ou de la grappe, on a le droit de moins souffrir; mais à Paris, dans cet enfer de boue, sous un plafond de brouillard, la misère brille dans tout son *déguenillé*, sans l'indemnité du paysage. Proudhon, fraîchement débarqué de son village, l'imagination encore pleine de la terre en fête de son adolescence, dut rugir de ce contre-sens, et jura d'en avoir le dédit. De ce jour, il a mieux que l'intuition, il a la fierté de sa destinée; au lieu de jeter son temps au vent de feu de la jeunesse, il pratique courageusement la vertu de l'étude; il comprend de bonne heure la science au pain sec et la puissance du talent qui n'a pas besoin de dîner. Qui contracte un appétit de trop donne un otage à la fortune: il aliène d'avance sa liberté; il sollicitera plus tard, ou il intriguera.

Mais la vie à Paris, lorsqu'on vient y jouer le tout pour le tout et qu'on n'a pas la première mise au jeu, sait-on bien ce qu'elle promet d'humiliation à l'amour-propre? C'est à vouloir rentrer au

ventre de sa mère, comme cet autre désemparé de biblique mémoire : on y laisse un lambeau de soi-même, quand on n'y périt pas tout entier. A l'heure où l'étoile mourante du gaz ne jette plus sur le pont vide qu'une lueur pâle, le passant de la dernière heure voit tout à coup une ombre humaine apparaître et disparaître : un bruit dans l'eau, puis un remous, et puis rien, si ce n'est le deuil ignoré d'une mère au fond d'un village. Voilà où mène l'ambition à outrance; il faut qu'elle arrive ou qu'elle meure, et, lors même qu'elle arrive, elle garde sur le cœur l'injure de l'attente. Mais Proudhon, caractère âpre poussé sur le granit du Jura, ne cédait pas à la mollesse voluptueuse de la mélancolie; il y avait en lui ce vieux levain de Jacques Bonhomme qui, selon l'heure et le lieu, sait toujours faire sa jacquerie. Le présent est maigre pour lui; la trentaine approche, elle fuit déjà; le jour tombe après le jour, et ne laisse en partant sur la tête du surnuméraire de la renommée que la même espérance et la même déception. Proudhon n'en travaille pas avec moins d'acharnement; il prépare son équipement en silence. Le voilà maintenant armé; il va entrer en campagne.

Mais que faire au milieu du troupeau serré des candidatures? Suivre la foule qui coule homme par homme, et marquer le pas à chaque temps d'arrêt? La tête grisonne à ce métier; il vaut mieux brusquer la partie. Proudhon sort des rangs, le pistolet au poing. — Place! me voici! — Et il tire ce coup à poudre dont il a été parlé. A partir de ce moment, il relève son front jusqu'alors penché sur l'œuvre d'autrui, et il lance à la classe favorisée son cri de guerre : « la propriété, c'est le vol!... » Qui donc a-t-elle volé? Voilà une terre vierge qui ne porte que de la broussaille; nul n'y vit ou n'en vit; c'est une non-valeur pour tout le monde, excepté pour le blaireau. Triptolème met le feu au maquis, et sur la cendre encore chaude de la ronce il passe la charrue. A qui a-t-il nui? Au blaireau peut-être; mais il a rendu service du moins à quelqu'un, ne fût-ce qu'à Triptolème.

La culture de sa terre lui donne plus que sa provision, autrement il ne saurait pas compter : il n'aurait pas prévu l'année de disette. Que fera-t-il de son excédant de moisson? Il le cède au voisin pour une part équivalente de travail, et chacun y gagnera en vertu de la loi de l'échange. Cependant le voisin préfère l'état de propriétaire à l'état de salarié; qui l'empêche de satisfaire son désir? Il n'a qu'à défricher à son tour la lande disponible le long de la propriété de Triptolème; Triptolème lui prêtera volontiers sa charrue moyennant redevance pour l'usure, et il lui repassera son expérience acquise par-dessus le marché. Si un premier champ apporte au premier groupe agriculteur un supplément d'existence, un second champ ne peut qu'ajouter une facilité de plus à la recherche com-

mune du pain quotidien. La bruyère inculte elle-même profite du voisinage de la terre cultivée, et acquiert, rien que par cette mitoyenneté, une valeur d'attente. En un mot, la propriété enrichit l'espace ambiant, comme la lampe éclaire autour d'elle l'atmosphère. Proudhon n'avait pas eu le temps de faire cette réflexion; il souffrait de sa pauvreté, il voyait dans la propriété une ennemie personnelle, et il la traitait crûment de voleuse : plus de tien ni de mien à la façon du code civil, — égalité absolue de condition. A égale A, dit-il; donc A ministre doit toucher la même rétribution que A portefaix. Proudhon même conseillait au roi Louis-Philippe de faire de ses fils des apprentis et de ses filles des vachères; à ce prix, il lui promettait la durée de sa dynastie.

Qu'est-ce pourtant que la richesse à côté de la renommée? L'une n'est qu'une injustice, l'autre est une insolence. En fait de génie, Proudhon est un *partageux*, il met la gloire au pillage; pas un homme de notre temps ne lèvera la tête au-dessus de la foule que Proudhon ne l'immole d'un mot ou ne le rabaisse. Qui es-tu? Grand homme! A mort l'aristocrate! Et Proudhon le traîne sous le niveau. Il établit autour de lui une sorte de terrorisme, il décapite la pensée, il démolit le panthéon, il abat, il nivelle. Il faut qu'il ne reste plus autour de lui qu'une société plate comme l'Arabie, et sur cette plaine nue un seul homme qui tourne le dos au soleil, et qui regarde amoureusement son ombre grandir devant lui à mesure que la nuit égalitaire, puisqu'elle éteint tout également, descend en silence sur une mer de poussière.

Qu'on ne crie pas à l'exagération. « Il n'y a pas de supériorité réelle, dit Proudhon dans sa lettre à Blanqui; le plus beau génie n'est qu'un enfant sublime. » Est-ce tout? Non. « Le talent, dit-il ailleurs, est l'attribut d'une âme disgraciée, » quelque chose comme un monstre dans la nature. Enfin il affirme que la « gloire est une offense directe à la dignité d'autrui. » Il préfère ouvertement un roulier à Lamennais, parce qu'un roulier a plus d'énergie de volonté. « Ce qui fait mon mérite, disait un hercule de la foire, ce n'est pas ma force, c'est mon caractère. »

L'intempérance de langage n'exclut pas chez Proudhon la prudence de conduite. Chaque fois qu'il médite un coup de plume contre le code, il cherche à mettre sa personne à couvert. Il venait de pousser la théorie de la propriété voleuse jusqu'à sa dernière conséquence dans une lettre adressée à Victor Considérant; il demandait qu'on en finît au plus vite avec le grimoire du sol tracé par le cadastre à la superficie du territoire; mais cette fois l'air frémit, Proudhon sent l'orage. Il écrit aussitôt une lettre au comte Duchâtel, et il lui offre, selon sa propre expression, « de passer au gouvernement avec armes et bagages, » à la condition

toutefois que le ministre voulût bien l'aider à débarrasser le pays de la propriété. « Il faut que le gouvernement m'accepte, écrivait-il à un ami; j'aurai l'avantage d'être tout à la fois le réformiste le plus avancé de l'époque et le protégé du pouvoir. » M. Duchâtel avait encore la faiblesse de tenir à la propriété; il trouva la mise à prix de Proudhon trop élevée, et la transaction en resta là faute d'une seconde signature. On comprend maintenant la colère de Proudhon contre la doctrine économique de l'offre et de la demande.

Le parquet de Besançon poursuit la lettre à Considérant pour attaque au droit de chacun sur sa motte de terre ou sur son écu. On avait eu la bonté d'inscrire ce délit dans la législation de septembre, comme si la propriété pouvait courir aucun danger du fait d'une parole; autant vaudrait mettre le soleil sous la protection d'un décret. Le décret n'aurait d'autre résultat que de pousser à la négation de la lumière. Une expropriation universelle, une loi agraire? Mais qu'on veuille réfléchir. On retire la propriété au propriétaire actuel : c'est bientôt dit; mais à qui la donner? Au cultivateur? A merveille! Et si un autre cultivateur en disponibilité vient dire au possesseur de la culture : Ote-toi de là que je m'y mette? — Tu te trompes, répond le premier, je laboure la place. — Tu te trompes toi-même, réplique le second; je vais la labourer à mon tour. La propriété, ainsi transférée d'une main à l'autre, ne serait donc qu'une fausse monnaie du sol. Malheur à la main qui aurait la maladresse de l'accepter! Une révolution aurait créé son titre, une autre révolution pourrait le détruire.

Proudhon présenta lui-même sa défense dans la langue la plus métaphysique de son répertoire. Le jury bisontin comprit que Proudhon ne se comprenait pas lui-même, que personne par conséquent ne pouvait le comprendre, et il acquitta l'accusé. Il eut raison, et d'autant plus raison que Proudhon brûlait d'une haine purement platonique pour le pouvoir. Il ne demandait pas mieux que de l'aimer pour peu qu'on le payât de retour. Il sollicita de son préfet une place de buraliste à Besançon, tant il tenait médiocrement au mérite de victime. La persécution affrontée pour une conviction troublait sa conscience comme une variété du charlatanisme. « Il y a un homme que je déteste à l'égal du bourreau, disait-il, c'est le martyr! » Lamennais avait mérité la prison, à ce qu'il paraît, pour une brochure. Il pouvait obtenir sa grâce; il aima mieux entrer à Sainte-Pélagie. « Je reconnais bien là le faux stoïcisme du républicain, écrit Proudhon; Galilée à genoux devant le tribunal de l'inquisition et reniant l'hérésie du mouvement de la terre pour recouvrer sa liberté me paraît cent fois plus grand que Lamennais. » Et à quelques pages de là, pour bien marquer sa pensée, il ajoute : « Je respecte les mannequins, je salue les épouvantails. Je

suis en monarchie, je crierai *vive le roi!* plutôt que de me faire tuer. »

Il y a dans cette phrase autre chose que de la prudence corrigée par l'ironie; il y a comme un goût de terroir, comme un fonds de paysan franc-comtois ou bas-normand, peu importe. Le paysan ressemble partout au paysan, il peut contrevenir à l'ordonnance, il ôte toujours son chapeau à l'autorité. Il lui arrive parfois de chasser en terre réservée; mais sitôt qu'il entrevoit à l'horizon un uniforme, il coule son fusil sous le buisson, et il va serrer la main du gendarme.

Proudhon avait débuté par le pamphlet, c'était là son tour d'esprit. Il manie bien l'invective et il raisonne serré; mais le pamphlet sentait le fagot. Proudhon voulut faire un livre; le livre passe pour un personnage, et à ce titre il jouit d'une certaine immunité. L'auteur perdit au format; un volume exige un plan et une symétrie. Or Proudhon n'avait qu'un talent de détail, au hasard de l'inspiration; il savait mieux écrire un article qu'un chapitre, et un chapitre qu'un ouvrage. Il publia pour son coup d'essai *la Création de l'ordre dans l'humanité.* Il y traitait de la théologie, de l'ontologie, de la garde nationale, de la méthode, de la royauté, de la logique, de la bureaucratie, de l'élection, du cens électoral, de l'école primaire, de la version latine, *de omni re scibili* en un mot, avec tout l'attirail d'une amulette de sa façon, pour arriver à la découverte de la vérité. C'est la *loi sérielle.* Qu'est-ce que la *loi sérielle?* L'auteur a l'honnêteté d'en reporter l'honneur à Fourier; mais si Fourier a trouvé le moteur, il n'en a pas trouvé le mécanisme. Le mérite du mécanisme appartient tout entier à Proudhon. Il a imaginé le premier une machine à raisonner; Pascal avait bien inventé dans le temps une machine à compter, et le Thibet une machine à prier. Le Thibétain tourne une manivelle, et il a satisfait à Bouddha. Mais jusqu'à présent personne n'avait imaginé une machine à penser. Que dans l'ordre mathématique, où l'esprit humain procède sur lui-même en quelque sorte, il arrive toujours à un résultat certain, il n'y a pas besoin d'être mathématicien pour l'admettre. Ainsi un astronome soupçonne sur la foi d'une hypothèse une planète dissimulée dans l'espace; il pourra sans doute, à l'aide d'une équation du quatorzième degré, aller de chiffre en chiffre donner de la tête contre une étoile, par la raison toute simple que la mathématique ne peut pas errer comme mathématique, et que la planète, prise au piége de l'algèbre, ne saurait échapper à sa destinée; mais appliquer ce que Proudhon appelle la loi sérielle, c'est-à-dire la loi mathématique, à la science sociale, fabriquer la vérité à la mécanique comme on fabrique la mousseline, c'est confondre l'algèbre et la vie et mettre une horloge à la place du cerveau.

Une fois à la tête d'une méthode, Proudhon voulut en faire l'essai; mais en route il échange la série de Fourier pour l'antinomie de Hegel, ou plutôt il amalgame l'une avec l'autre, et il écrit son livre des *Contradictions économiques*, son livre dans toute la force du terme, car c'est là qu'il a mis le plus du sien, au-delà même du sien, quelque chose du possédé ou du convulsionnaire. Nulle part il n'a eu plus d'attaques de nerfs de style; mais nul ordre, aucun plan : le chapitre sur l'impôt cède la place au chapitre sur Dieu, ce qui ne doit pas étonner de la part de Proudhon. Une Providence qui fait payer la vie plus cher au pauvre qu'au riche ne peut être qu'une doublure de la gabelle.

Dieu, c'est le mal! et pourquoi non, puisque la propriété, c'est le vol? N'est-ce pas toujours le même système, thèse, antithèse, toute la sagesse humaine en deux mots? Il fait jour quand il fait nuit! vive la concurrence, à bas la concurrence! vive la propriété, à mort la propriété! Vous ne comprenez pas, lisez Hegel. Il y a une valeur sans doute en économie politique; mais ce n'est que l'offre et la demande qui la déterminent à l'amiable. Qu'est-ce donc alors? Vous ne le devinez pas, vous n'entendez rien à la dialectique; c'est la synthèse, à genoux devant elle! Voilà la déesse *ex machina!* Mais où réside-t-elle? Dans la valeur constituée. Qu'est-ce que la valeur constituée? Proudhon ne le sait pas encore, il le saura sûrement un jour, quand sur le coup de minuit il aura une apparition de la déesse. Ce livre néanmoins n'est pas du premier venu : on ne saurait le lire avec indifférence; il attire et il repousse; il a je ne sais quoi de fort et de brutal, comme une violence à la raison et une tentative sur sa pudeur. Quand on passe le soir auprès du Sahara, on entend quelquefois un bruit effroyable : c'est un lion qui bat une lionne pour lui témoigner sa tendresse; mais on ne traite pas ainsi l'âme humaine, on ne l'épouse que de son aveu.

Néanmoins Proudhon croyait avoir fait une révolution dans le monde économique, et il n'avait fait en réalité qu'un esclandre. Le public avait dressé la tête une minute et il avait passé : on savait vaguement qu'il existait quelque part quelqu'un du nom de Proudhon; mais que voulait-il? Qu'on ne payât plus de terme, ni de fermage. L'idée pouvait paraître ingénieuse au locataire ou au fermier; le soleil n'en continuait pas moins de mûrir la moisson sans croire entrer pour cela dans le complot d'un vol à l'humanité. On vendait, on achetait, on empruntait, on payait l'intérêt comme auparavant, et le petit groupe qui avait lu le livre de Proudhon d'un bout à l'autre y voyait simplement un esprit hors de lui-même qui sait frapper la phrase et qui a besoin de vieillir. Proudhon tomba dans cet état crépusculaire qui n'est ni l'obscurité ni la renommée, qui est simplement, au dire de la marquise de Sévigné, « l'entre

chien et loup du talent. » Il a beau prêter l'oreille à l'écho, l'écho ne lui renvoie que le nom de Victor Hugo et le nom de George Sand; ces gens-là le paieront!... Il faut vivre cependant; la pitance d'abord, la philosophie ensuite! Proudhon n'avait pu être prophète, il se fit commis : il vaut mieux après tout travailler à la façon américaine, au risque de devenir président, que de traîner une vocation besoigneuse d'antichambre en antichambre; mais aussi plus d'une fois le messie ajourné dut montrer le poing au ciel et le prendre à témoin.

La révolution de février éclata dans l'intervalle. Toute révolution, à-t-on dit, sort d'une idée et l'apporte avec elle; quelle idée apportait l'improvisation de février? Ce n'était pas la république, la république n'était qu'une reprise. C'était le socialisme. Le socialisme avait cheminé à la sape dans le peuple, et il entrait à l'Hôtel-de-Ville à la tête du peuple vainqueur. Ce jour-là, une bannière passait sur la place de Grève avec cette inscription : « droit au travail! » Que signifiait cette devise? Elle dormait auparavant sous la couverture des livres, et maintenant elle éclatait sur un drapeau. La veille, ce n'était qu'un mot; le lendemain, c'était un parti. Le socialisme représente une vérité et une erreur, une vérité de cœur, une erreur de système. Une vérité de cœur n'en est pas moins vraie, bien que Proudhon la traite de mysticisme. Or le cœur dit de toute éternité qu'il faut aimer le peuple, qu'il faut l'aimer parce qu'il souffre et en raison de ce qu'il souffre, qu'il faut le racheter de sa double misère du corps et de l'esprit, qu'il faut l'élever en bien-être et en savoir, car le monde ne saurait être un certificat du manichéisme, le paradis d'un côté, l'enfer de l'autre; car si la politique a une action sur l'homme, ce n'est pas pour rendre l'homme heureux plus heureux, c'est bien pour faire le malheureux moins misérable. Donc impôt, traité de commerce, organisation du crédit, instruction primaire, instruction professionnelle, la politique doit ajuster la législation à ce point de vue, vrai comme le sermon sur la montagne; mais à côté de ce *desideratum* évangélique le socialisme plaçait son moyen de guérison. Ce n'était pas le même à coup sûr d'une école à l'autre; l'une recommandait l'Icarie, l'autre la triade, l'autre la phalange, l'autre le babouvisme; aucune n'avait la même recette. C'est à ce moment que Proudhon entre en scène avec un à-propos que février pouvait seul lui donner. Il fallait à ce génie de l'hyperbole un auditoire exalté par une révolution. Ouvre qui veut un parloir, fonde qui veut un journal; plus de cautionnement, plus de timbre, liberté plénière; la France a la parole du haut en bas, l'insurrection a versé l'atelier dans la rue; Paris ne forme qu'un club en plein vent; la borne, la muraille, la pierre partout placardée de rouge ou de blanc pérore au regard.

On peut tout dire, on dit tout, le dernier mot reste à qui parle le plus fort et à qui met une surenchère à l'enchère du voisin. Proudhon avait autant et plus que personne le talent de forcer la note pour couvrir la voix de la cohue; il fonde un journal, *le Représentant du Peuple*, et il catéchise la foule, non en simple mortel, mais en envoyé de Dieu, ce même Dieu que dans une apostrophe byronienne il avait mis à la retraite. « Ma destinée, dit-il, est toute de providence ; le fabricateur des mondes m'a jeté sur ce globe au jour marqué par les destinées pour annoncer aux hommes cette grande nouvelle : *consummatum est!* c'en est fait de la propriété. Comme l'airain sonore et la cymbale retentissante, je n'ai pas mon libre arbitre, aucune part à ma vocation! »

Proudhon n'est encore qu'un monde fabriqué, il sera bientôt fabricateur à son tour. En attendant son apothéose par lui-même, il rédige un journal. Il y avait dans le temps à Venise un parti que l'on appelait le *parti barnabote*. Le barnabote n'était autre chose qu'un cadet de famille; il n'avait pas son nom inscrit au livre d'or, et par conséquent il n'avait pas entrée dans l'état. Trop noble pour prendre la profession de gondolier, trop peu noble, en sa qualité de puîné, pour monter au pouvoir, qu'en résulta-t-il? Qu'il conspirait sans cesse contre la république et qu'il la mettait sans cesse en danger. Aussi la république répondit à cette sédition en permanence par deux mesures de salut public : le pont des soupirs et le carnaval; elle condamna la jeunesse mécontente à mourir ou à danser. Toute nation, à toute époque, a son barnabote, cadet de la société, sinon de la famille. En France par exemple, par le fait du progrès de l'industrie et de la loi de succession, une partie de la classe ouvrière émerge du prolétariat à une certaine instruction, et d'un autre côté par suite de l'égalité de partage une portion de la bourgeoisie retombe à un état de fortune inférieur à son éducation. Pour l'Angleterre ou pour l'Amérique du Nord, le barnabote ne fait pas question, il trouve son débouché naturel dans la colonisation ou dans l'hospitalité indéfinie du travail : la liberté, d'un commun accord avec sa sœur la richesse, se charge elle-même de le placer; mais en France il aime mieux compter sur une place de l'état. Or la place est prise, il faut attendre la vacance, et pour abréger le temps le barnabote aime mieux renouveler l'état, il a du moins la chance de refaire le partage.

Le parti barnabote forma l'auditoire de Proudhon. Avec une feuille à un sou et une parole à tout rompre, il eut bientôt gagné l'oreille du peuple et pris la tête de colonne; le peuple aime la crânerie au feu de la discussion comme au feu de la bataille. Lorsqu'il eut à parfaire la représentation de Paris, il envoya Proudhon à l'assem-

blée constituante. Le sol tremble : fonder ou perdre la république, voilà le dilemme. Lorsqu'on met la main à l'œuvre, on n'a pas le droit de se tromper; la question est une question de vie ou de mort. Que fera Proudhon? La France ne s'attendait pas à la révolution de février, mais elle se résignait volontiers à sa victoire. Troublée comme une jeune fille naïve, amoureuse sans le savoir, qui croit être encore jeune fille et qui est déjà mère, elle se défiait de son bonheur, et malgré sa bonne volonté à se montrer radieuse elle se sentait au fond du cœur une certaine inquiétude. Bien que la France ait toujours vécu en république, depuis 89, avec trois ou quatre présidens invariablement héréditaires, la république était un gros mot pour elle, non que le mot eût rien d'effrayant en lui-même : l'Amérique du Nord montre suffisamment la taille que peut prendre un peuple sous cette forme dernière de démocratie; mais la république avait laissé trace dans notre histoire, et sous son nom plus d'un esprit trembleur voyait la rue à la place de la loi et la guillotine mutuelle en permanence. On voulait vivre d'abord, et ensuite vivre en paix; il y avait donc nécessité pour quiconque datait de février à présenter la révolution comme une république de bonne humeur, toute à tous, sans distinction de classe ou de parti. Le gouvernement provisoire, il faut le dire à son honneur, comprit ainsi la question : il abolit la peine de mort en matière politique, et il supprima le serment.

Proudhon entendait la république autrement; au lieu de lui mettre le sourire sur la figure, il lui met un masque de Gorgone; il souffle le feu entre le peuple et la bourgeoisie, il représente le capital effarouché comme un nouveau pacte de famine et le prolétaire comme un mourant à bout de patience. Ainsi, à l'heure même où le suffrage venait confondre une classe avec l'autre dans l'étreinte fraternelle du droit commun, Proudhon déclarait qu'il y avait une classe inutile sur la terre et conseillait la lutte à outrance. On n'a que trop écouté ce conseil; la nation, déchirée en deux, laissa au milieu un vide terrible que la république régulière essaya vainement de remplir, et un jour Paris en feu montra au monde le spectacle contre nature d'un peuple souverain qui tirait contre sa propre souveraineté dans la personne de l'assemblée qu'il avait élue. Le sang de juin doit-il cependant retomber sur la mémoire de Proudhon? Il y aurait injustice à le dire, car il avait de l'éloignement pour la barricade; mais il y aurait aussi indulgence à le décharger de toute espèce de reproche. Quand on parle en temps de révolution, il faut prendre garde à sa parole, le peuple n'argumente pas. Si quelque tribun sociologue lui présente la thèse, il ne voit pas l'antithèse; si on vient lui dire : « Le capital affame le travail, » il répond avec sa candeur indignée : « Vivre en travaillant ou mourir

en combattant! » Et il marche la poitrine au vent sur les baïonnettes; il croit accomplir un devoir : il combat, il meurt. Et quand un nuage de poudre couvre la cité, quand le fusil porte la demande et le canon la réponse, que fait le boute-feu déconcerté de l'erreur populaire? Il écoute en gémissant « la sublime horreur de la canonnade. »

III.

Tout est fini, la république est frappée; peut-être réussirait-on encore à la sauver en rapprochant par un mot de cœur la classe victorieuse de la classe vaincue. Proudhon ne travaille au contraire qu'à élargir et à envenimer la blessure. Les bourres de fusil fument encore sur le pavé qu'il reprend la lutte en parole. « Voici le terme, écrit-il. Comment payer le terme? Il ne s'agit plus de sauver le prolétaire, on l'a jeté à la voirie.... Allez en deuil, le crêpe au bras, le drapeau noir flottant, les femmes en pleurs répétant en chœur la romance de misère : *Cinq sous!* allez au *National*, race désespérée, allez lui demander ce qu'il a fait de la république! » Le texte ici réclame un commentaire; Proudhon dit *le National*, mais *le National* n'est que le surnom de Cavaignac. Proudhon avait accusé le général d'un nouveau massacre de septembre. Le parquet saisit son journal; l'auteur va trouver le ministre de la justice, il demande la levée de la poursuite, et comme un service en attend un autre en bonne économie, il promet en échange de respecter la politique du général. « Mieux vaut Galilée à genoux qu'en prison, » avait-il dit; il conforme sa conduite à sa doctrine. M. Marie ne pouvait en conscience accepter le marché : un ministre de la justice ne saurait dessaisir la justice. Le lendemain Proudhon écrivait cet article sur le terme, qui n'était, à proprement parler, que la dernière cartouche de juin tirée en l'air pour effrayer le passant.

Cavaignac suspendit le journal de Proudhon du droit de l'état de siége; il eut tort assurément: il transformait un émeutier après coup en victime de l'arbitraire. Proudhon rebondit sous la poursuite, et quelque temps après il présente à l'assemblée une espèce de jubilé à la manière juive, une faillite universelle par sixième. Tout débiteur, quel qu'il soit, emprunteur, fermier, locataire, ne paiera plus que les deux tiers de l'annuité qu'il doit servir à son créancier; quant au tiers réservé, une moitié restera au débiteur pour entretenir son ménage, et l'autre moitié passera dans la caisse du fisc pour former le budget. La commission chargée de l'examen de la proposition choisit M. Thiers pour rapporteur; le rapport traita sans miséricorde la banqueroute universelle du sixième. Proudhon demande une remise à huitaine pour préparer sa ré-

ponse, et au jour dit il arrive à la chambre, portant son discours sous le bras : il réclame la parole.

L'assemblée fait silence; Proudhon monte lentement à la tribune, il balance sa tête à droite et à gauche, puis il entame d'une voix traînante, imprégnée d'un accent franc-comtois, la lecture du cahier qu'il a écrit à l'appui de sa proposition; il provoque au premier moment une attention de curiosité, et il a soin de l'entretenir en frottant de temps à autre l'épiderme de son auditoire, mais bientôt il tombe dans la dissertation. L'assemblée sommeille de fatigue, lorsque tout à coup elle part d'un éclat de rire; Proudhon venait de lancer je ne sais plus quel paradoxe. « Ne riez pas, répliqua-t-il; ce que je vous dis là vous tuera, » et il met d'un air tragique le doigt sur son manuscrit, puis il reprend avec le même flegme la psalmodie de sa lecture. Il semble que sa parole distille l'opium, mais à la fin d'une phrase inoffensive il lâche ce mot gros d'une tempête : « Ou la république emportera la propriété, ou la propriété emportera la république. » La chambre moutonne et murmure sourdement comme à l'heure de la marée; Proudhon attend le silence et passe à un autre feuillet, puis à un autre, et ainsi de suite au milieu de l'inattention générale. Enfin il jette ce défi : « Il n'existe plus ni droit ni loi, il n'existe que la force ou, si vous aimez mieux, la nécessité. » Cette fois l'assemblée perd patience, elle bouillonne, elle éclate en cris confus. Le président laisse tomber du haut de son bureau un rappel à l'ordre sur la tête de l'orateur; mais l'orateur ne l'écoute pas, il poursuit à outrance l'écoulement de son manuscrit, et il termine par cette menace : « Le capital ne reparaîtra plus; le socialisme a les yeux sur lui. » Après ce trait final, il descend de la tribune au milieu d'un tumulte inexprimable et traverse la salle d'un pas solennel pour regagner sa place au sommet de la dernière banquette; puis, à moitié renversé sur le dos, la tête inclinée sur l'épaule, il laisse fièrement passer à ses pieds le flux et le reflux d'ordres et de contre-ordres du jour qui tous néanmoins concluent à un blâme du discours. L'assemblée vota le blâme à l'unanimité moins deux voix. — Voilà un coup de tocsin qui a cassé la cloche, disait un montagnard en sortant de la séance. Il avait raison, moins raison pourtant que cet honnête représentant qui cria de son banc à Proudhon : « Vous croyez sauver la république, et vous la tuez. » Il la tuait en effet dans sa mesure d'influence; il fournit alors la matière première du spectre rouge.

Chaque jour cependant apporte son bruit et l'emporte en temps de révolution; le lendemain avait oublié le discours de Proudhon, mais le peuple n'oubliait pas son chômage : il attendait la manne dans le désert, Proudhon la lui avait promise et il devait opérer,

coûte que coûte, le miracle. Alors du haut du ciel de sa théorie il jette au peuple la banque d'échange, et pour abolir le numéraire il commence par demander cinq millions de numéraire; ce n'est plus cette fois le fils du tonnelier qui parle, c'est le Christ d'un monde nouveau, un quatrième personnage de la Trinité. « Je forme, dit-il, une entreprise qui n'eut jamais d'égale, qu'aucune n'égalera jamais. Je veux changer la base de la société, déplacer l'axe de la civilisation, faire que le monde, qui, sous l'impulsion de la volonté divine, a tourné jusqu'à ce jour d'occident en orient, mû désormais par la volonté de l'homme, tourne d'orient en occident. J'ai pris mon point d'appui sur le néant, et j'ai pour levier une idée; c'est avec cela que le travailleur divin créa l'univers. » On ne pouvait mettre plus poliment Dieu à la porte pour prendre sa place; mais quand on fait tant que d'escalader le ciel pour remplacer Dieu, ce n'est plus la peine, ce nous semble, de le prendre comme associé dans une maison de banque, pour mettre cette même banque sous sa garantie. Ce fut une étourderie de la part de Proudhon, d'autant plus qu'il y engage sa signature d'une façon un peu trop dithyrambique pour une question d'argent; mais enfin il avait, lui aussi, son terme à payer au socialisme, et voici de quelle façon il le paya. « Je fais serment, dit-il, devant Dieu » (il l'avait appelé Satan), « et devant les hommes » (il avait déclaré que sur cent hommes il y a quatre-vingt-dix-sept coquins), « sur l'Évangile » (il y croyait médiocrement), « sur la constitution » (il ne l'avait pas votée), « que je n'ai jamais professé d'autres principes de réforme sociale. Je déclare que dans ma pensée la plus intime les principes, avec les circonstances qui en découlent, sont tout le socialisme, et que hors de là il n'y a qu'utopie et chimère. » Il mettait ainsi les autres sectes socialistes hors de concours. Il disait en posant la main sur son cœur : *Ecco il vero...* « Ceci est mon testament de vie et de mort. A celui-là seul qui pourrait mentir en mourant, je permets d'en soupçonner la sincérité. Si je me suis trompé, la raison publique aura bientôt fait justice de mes théories, il ne me restera plus qu'à disparaître de l'arène révolutionnaire... »

Cet article de journal n'est, à vrai dire, qu'un appel de fonds sur le Thabor. Le messie comptait sur cinq millions et fit dix-sept mille francs de recette! L'enfant n'était pas né viable, il expira à point nommé dans la main de l'accoucheur. La terre ne changea pas d'axe, le monde ne tourna pas d'orient en occident, Proudhon ne déposa pas la plume, il ne disparut pas de l'arène révolutionnaire. Il ne tint pas plus son serment sur l'Évangile que sur la constitution; seulement il vengea sa déconvenue sur le président de la république, et le jury le condamna pour ce fait à deux ans de prison.

La police l'arrêta au moment où il prenait la fuite pour la Suisse; elle l'écroua à la Conciergerie. Sa responsabilité de banquier malheureux passe à l'abri d'une grille; mais voici qu'à travers les barreaux de sa prison il fait feu... Sur qui? Sur le pouvoir? Nullement, mais sur quiconque fait de l'opposition au pouvoir soit au nom de la montagne, soit au nom du socialisme, sur Ledru-Rollin, qu'il appelle « un blagueur, » sur Louis Blanc, qu'il nomme « une queue de vipère, » etc. Et pendant ce temps-là Proudhon, prisonnier sur parole, circulait dans Paris et retournait le soir coucher à la prison. Il y avait là une antithèse; où était la synthèse? Elle était dans une lettre au préfet de police Carlier : Proudhon y prenait l'engagement de ne plus écrire un mot contre la politique du président..., et donnant donnant il pouvait aller et venir. Que Proudhon ait écrit cette lettre, on le conçoit à la rigueur : Galilée à genoux est plus grand que Galilée en prison; mais qu'il ait cherché à glorifier cette abdication de soi-même, on ne peut l'expliquer que par sa nature d'esprit. « Je n'ai fait que sacrifier, disait-il, le plaisir d'écrire au plaisir de visiter mes amis... » Et quoi donc? Dieu tout à l'heure et moins qu'un homme à présent! Est-ce là le missionnaire d'une vérité, du moins à son avis? Ni si haut, ni si bas! C'est assez pour l'écrivain de rester debout. Quand on a le salut du monde sous son chapeau, écrire n'est pas un plaisir, c'est un devoir et le premier devoir. On a pris l'humanité à sa charge, on ne s'appartient plus, on lui appartient. On fait un bail à la vie et à la mort avec sa conviction; on n'a pas plus le droit de la mettre au mont de piété que de la vendre à forfait.

Il y avait pendant ce temps-là un homme de bon sens, un Franklin de l'économie politique, qui avait, comme l'autre, le mérite de jeter le sel de l'esprit français sur la sécheresse de la science. C'était Bastiat, cœur honnête dévoré uniquement de l'ambition de la vérité. Il demande à Proudhon la permission de combattre la gratuité du crédit dans son propre journal : Proudhon l'accorde généreusement, et il livre l'économiste à un disciple; mais bientôt le disciple ne suffit plus, il faut que le maître intervienne et il donne une répétition du dialogue de Gorgias; Proudhon ergote, Bastiat argumente; Proudhon injurie, Bastiat discute; Proudhon échappe, Bastiat le ramène; Proudhon fuit dans la métaphysique, Bastiat le serre de près, le prend corps à corps, et ne le lâche qu'après l'avoir réduit à l'absurde. Proudhon rompt brusquement la controverse... Quinze ans après, il en gardait encore le souvenir, et il accusait de mauvaise foi... son adversaire.

L'auteur de *la Mécanique de l'échange*, l'économiste Cernuschi, a repris depuis la question, et il l'a illuminée d'un éclair. On doit distinguer, dit-il, entre le capital présent et le capital futur. Durée

moindre, utilité moindre : l'intérêt vient combler la distance entre l'une et l'autre durée; mais suffit-il de montrer la justice de l'intérêt? n'y a-t-il pas encore à dénoncer le service qu'il rend à la société? Le capital représente le travail antérieur accumulé sur le sol d'un pays. Par conséquent il réduit le montant du travail à faire par la génération suivante de toute la somme du travail déjà fait par la génération passée. Moins de travail manuel à faire, il y a plus de loisir pour la pensée, c'est-à-dire pour l'âme même de la production, car toute production en ce monde n'est qu'une idée à la besogne. Donc le capital multiplie la pensée, et la pensée à son tour multiplie le capital. Il n'y a pas toutefois de meilleure recette pour capitaliser que d'épargner; mais qui épargnera jamais quand du fait de la gratuité du crédit on n'aura aucun intérêt à l'épargne? Pourquoi défricher une terre, si je ne peux l'affermer? Pourquoi bâtir une maison, si je ne peux la louer? Proudhon immole l'intérêt et croit maintenir la propriété; il repousse le communisme et en réalité il retourne au communisme par la traverse; il en avait peut-être la conscience le jour où il disait à Cabet : Montez dans la voiture et laissez-moi sur le siége, je connais la route mieux que vous et je vous mènerai plus sûrement à destination.

La crise approche, trêve au socialisme! La France a peur d'un spectre, le spectre rouge; il faut encore lui faire plus peur et lui montrer le spectre plus rouge, et Proudhon écrit les *Confessions d'un révolutionnaire*. Cette fois il a une verve continue, et il écrit son meilleur pamphlet; il y fouaille impitoyablement la réaction. C'est un coup de nerf de bœuf dans de la peau d'autruche, disait une femme d'esprit; mais il éprouvait le besoin de lancer un autre mot à effet, le mot d'anarchie. Plus de gouvernement d'aucune sorte, anarchie avec ou sans trait d'union; plus de code, rien que l'état de nature réglé par un contrat d'individu à individu. Et si une des deux parties viole la foi jurée? Eh bien alors la force! — Laquelle? irrégulière ou régulière? Proudhon ne le dit pas, bien qu'il ait formulé plus tard le droit de la force, le premier droit à coup sûr pour le lion qui mange le mouton. « Pour moi, dit Proudhon, je ne m'en cache pas, j'ai poussé à la désorganisation politique. » Dans quel intérêt? Il fallait le dire; tout but est avouable. Il ne le dit pas; il avait cependant promis de changer l'axe du monde et de donner au prolétaire double ration sous forme de gratuité du crédit. Le prolétaire jeûnait en attendant, et il avait la faiblesse de rappeler à Proudhon sa promesse. Proudhon avait oublié la banque d'échange, tombée en déconfiture quand Dieu lui-même commanditait l'entreprise! Il y avait là une raison suffisante pour manquer de mémoire. « A quoi bon, disait-il, perdre son temps aux bagatelles? Le monde n'a plus le temps d'attendre le résultat

de nos expériences. Il faut vaincre ou périr dans le champ clos de la révolution; vaincre, c'est-à-dire porter au pouvoir le principe démocratique et social. A quoi bon dès lors la banque du peuple? La Banque de France n'est-elle pas là?... » Elle était là en effet, mais pour faire à certain jour une avance au trésor; la propriété, prise d'une sueur froide, chercha un refuge dans la dictature. Qu'on dresse maintenant, si l'on veut, un monument au terroriste du capital; mais qu'on y mette cette épitaphe : « A Proudhon le capital reconnaissant! » et puis la date du 2 décembre au-dessous.

IV.

Proudhon avait un défaut : il ne pouvait pas parler, il ne savait que crier; mais une fois le cri défendu, et le mot à voix basse seul permis, que devient l'énergumène de février? Il rentre au coin de son feu et il philosophe avec son tison. Après tout, il faut vivre, la vie est courte, sauve qui peut! à quoi sert de bouder? Proudhon fait un nouveau livre sous la rubrique à double entente : *la Révolution prouvée par le coup d'état*. Naufragé de la veille, il monte sur son épave pour faire la leçon à la tempête. On ne gouverne pas comme on gagne le prix Monthyon, dit-il au gouvernement provisoire, et par la même occasion il chapitre la montagne pour avoir trop parlé. « La montagne n'avait qu'à se taire, dit-il encore, et qu'à se tenir prête à partager avec le président le fruit de la victoire. Ne valait-il pas mieux que Michel de Bourges fût ministre d'état et président du conseil le 4 décembre que d'aller à Bruxelles dans un exil sans gloire pleurer l'erreur de l'invisible souverain? » Fouché avait à coup sûr plus d'esprit que Michel de Bourges : il allait toujours au secours du vainqueur.

La nation avait à ce moment la fièvre de la hausse et de la baisse, chemins de fer sur chemins de fer, maisons de crédit, maisons de jeu de toute nature, et toujours l'action à prime; on spécule à outrance. Un homme sort endetté de sa maison et il y rentre millionnaire. Proudhon proteste en petit in-octavo contre cette épidémie d'agiotage; mais il aime l'ironie, il en fait même une déesse: il connaît Huber, l'homme du 15 mai, rentré en grâce auprès du pouvoir, et de concert avec lui il demande au gouvernement la mesure préventive..., sans doute du tourniquet? Non pas précisément, il demande la concession d'une ligne de chemin de fer; il ne l'obtient pas toutefois; son concurrent lui offre un pot-de-vin, Proudhon le refuse à son honneur. Il voit à cette époque M. de Persigny; une fois engagée, la conversation tombe naturellement sur l'un et l'autre empire. « Vous méconnaissez la tradition impériale, dit Proudhon au ministre : Napoléon faisait entrer au sénat

Volney, l'auteur des *Ruines*. Volney, monsieur le ministre, c'est mon maître. Voulez-vous me faire entrer au sénat? J'accepte. » Le ministre sourit, ajoute Proudhon, et me fit un signe d'adieu. Le ministre avait tort, il n'avait pas l'oreille fine; Proudhon sénateur! dira-t-on, mais le Luxembourg en aurait croulé. Et pourquoi donc? Ce n'est pas le passé du tribun qui lui eût fait obstacle, le passé n'était plus pour lui qu'une page tournée. « Je suis aussi dédaigneux du parti jacobin, disait-il, que du parti légitimiste, indifférent sur la forme politique et beaucoup plus soucieux de la besogne des dépositaires du pouvoir que de leur titre. » On comprend maintenant le sens profond caché sous le mot d'anarchie.

Proudhon avait un beau-père fleurdelisé dans l'âme, qui avait passé sa vie à conspirer pour le drapeau blanc; mauvais métier en tout pays, mais en France peut-être plus que partout ailleurs. Le conspirateur adresse une demande de secours au comte de Chambord; Proudhon ne savait pas conspirer, mais il savait écrire, et par dévouement à l'esprit de famille il consent à dresser les états de service de son beau-père. « En septembre 1815 et en mars 1816, dit-il, Piégard eut l'avantage de transmettre d'abord au roi, ensuite à son altesse royale le duc de Berri, des renseignemens utiles sur la présence à Paris de l'ex-reine Hortense et sur les menées des bonapartistes. » La plume, au souvenir de ce haut fait royaliste, serait tombée de la main de tout autre; mais Proudhon a une grâce d'état. La pauvreté lui fait une escorte d'honneur; il peut tout dire, elle écarte de lui jusqu'à l'ombre du soupçon. *Omnia sancta sanctis*, a-t-il osé écrire. Il ne faudrait pas abuser de la maxime.

Quand on écrit à un prince, on peut bien écrire pour un prince. Le prince Napoléon a la spécialité des expositions universelles; il aime à gagner les batailles de l'industrie, et, à vrai dire, de toutes les victoires ce sont encore celles-là qui méritent le mieux un *Te Deum*. Il invita Proudhon à mettre la main à la manœuvre; le socialiste en retrait d'emploi répondit à l'invitation par un mémoire, et le prince, généreux de sa nature, admira convenablement le travail de Proudhon. Si l'empire veut écouter Proudhon, Proudhon lui promet l'éternité; il oubliait, hélas! qu'un Proudhon, — même partiel, même admis à correction, représentait une faiblesse plutôt qu'une force pour le pouvoir. Et vaincu, toujours vaincu, plus vaincu qu'il ne voulait l'être, il cherche en vain le placement du génie protesté de la banque d'échange, lorsqu'un biographe imprudent le tire de son *a parte* et le rejette dans la mêlée. Proudhon répond à sa biographie par une autre biographie. Cette fois on prend en flagrant délit son système de composition, il commence une brochure de quelques pages, et il la fait en trois volumes : *la Justice dans la révolution et dans l'église*. Voltaire disait de Diderot : Il met

plus de pain au four qu'il n'en peut cuire. On en peut dire autant de cette fournée de Proudhon. L'auteur cherche à y prouver la supériorité de l'immanence sur la transcendance, c'est-à-dire de la justice sur l'église. Or qu'est-ce que la justice? Une faculté innée selon Proudhon, et une équation de la liberté. Comme équation, la justice est immuable; comme faculté, elle est mobile, ce qui prouve en passant qu'on peut remuer au repos; l'immobilité est le plus beau mouvement de la manœuvre, disait un capitaine à sa compagnie. Rousseau avait déjà signifié que la morale réside dans la conscience; il vaut mieux en effet mettre la garnison dans la place pour la défendre que la mettre dehors : Proudhon substitue le mot d'immanence au mot de conscience, et il prend ainsi un brevet de novateur.

Mais à quelle conséquence sociale conduit la justice comme il l'entend? Économiquement elle conduit à la balance, ou, si vous aimez mieux, à la commensuration de la valeur. Commensuration par qui et comment? Il ne le dit pas, du moins pour le moment. Sa théorie a toute la pudeur d'une jeune fille à son premier amour, elle craint de trahir son secret, elle ne le révèle que par son embarras; mais plus tard Proudhon confessera ingénument que par la commensuration de la valeur il entend la taxe sous une autre forme et une contrefaçon du maximum. Politiquement la justice conclut à l'égalité de l'homme,... à l'homme bien entendu; mais de l'homme à la femme que pense Proudhon? Il pense que la femme ne fait pas la moitié de l'être humain. Ce n'est que la bête à gésine et la laitière de l'homme, une créature purement passive, et il ajoute lascive. Cependant, si elle n'est que passive, elle ne fait pas l'attaque, elle ne peut que la subir; ce n'est plus la chèvre, comme on l'a dit, c'est le bouc qu'il faut accuser de débauche. Quand on fabrique du paradoxe, on devrait le mettre d'accord avec lui-même, ne fût-ce que pour l'honneur du métier.

Mais qu'importe la logique à Proudhon? Il ne la respecte pas plus que l'harmonie, il parle de tout à propos de tout, et le monde entier défile pêle-mêle dans son panorama. Veut-on voir le cardinal Mathieu? Le voici. Veut-on voir Homère? Le voilà. Après avoir ainsi promené le lecteur de hors-d'œuvre en hors-d'œuvre, l'auteur jette en passant le plan de la cité future couvée dans la solitude de son imagination. Quelle forme de gouvernement préfère-t-il? Aucune pour la minute. Il en faut une cependant. Serait-ce encore l'anarchie? Mais sur cent citoyens il y a quatre-vingt-dix-sept coquins, — il a fait lui-même l'addition, — comment accepter un pareil bagne sans garde-chiourme? Aussi Proudhon renonce-t-il au suffrage universel par mesure de prudence : la nation votera par catégories; il n'y aura d'électeur qu'un électeur collectif, et de crainte

d'erreur la collection elle-même votera sous l'œil d'une commission de surveillance. Qui surveillera cependant la commission de surveillance? car à moins qu'elle n'ait dans sa poche un brevet d'infaillibilité, elle pourrait bien commettre un abus de pouvoir. Presse libre d'ailleurs, totalement libre, sous la seule réserve de la même commission, cette fois de censure! Quant à l'église, Proudhon la fond dans l'état, l'état pape et empereur, l'évêque préfet de police. Voilà la lanterne magique,... où est la bougie?

Ce n'est pas que cette œuvre décousue, tirée en longueur, n'ait de temps en temps une page de lyrisme. La page est en général la gloire de Proudhon; quand une pensée lui porte à la tête, il a un coup de sang d'éloquence. Il y a, entre autres beautés de style, une tirade sur la mort qui donnerait envie de mourir. La police correctionnelle a cru devoir condamner cet ouvrage pour attaque à la religion; la catholique Belgique l'a réédité depuis, et il n'y a pas un Belge de plus ou de moins qui aille à confesse. L'auteur, frappé d'une peine énorme, passa la frontière et alla rejoindre à Bruxelles l'ombre « sans gloire » de Michel de Bourges. A dater de ce jour, sa verve décline; le soir vient déjà, l'ombre tombe sur sa route, et au crépuscule anticipé de son esprit il publie un jeu de mots en deux volumes : *le Droit de la force et la Force du droit.* Chaque faculté, dit-il, porte en elle son droit; or la force étant une faculté,... on tire d'avance la conclusion. Il n'y a rien à reprendre au syllogisme, sinon que la force n'est pas une faculté, qu'elle est une arme, que, ni bonne ni mauvaise en elle-même, son droit dépend uniquement de l'idée qui la met en action. Du droit de la force à l'éloge de la sainte-alliance il n'y a que l'épaisseur de la cause à l'effet. Proudhon applaudit à l'acte qui traita l'Europe comme une ville prise d'assaut et la mit à sac : à toi cette province, à moi l'Italie! Or au moment même où Proudhon répétait le mot du premier empire, que force signifie justice, la Pologne, écartelée de nouveau, râlait sur son lit de torture, la gorge ouverte et la tête pendante. Proudhon trempe son doigt dans la blessure, et avec le sang encore chaud de la victime il signe la quittance du bourreau.

Quelque temps après, il obtient sa grâce et il revient à Paris. La France allait renouveler le corps législatif pour la seconde fois. Que fera la démocratie? Jusqu'alors, elle s'était abstenue. La chambre, réduite à sa plus simple expression, n'avait qu'une publicité restreinte; une opposition entre quatre murs ne pouvait guère servir la liberté. Et cependant à cette époque Proudhon avait hautement blâmé la réserve de la démocratie. Il avait représenté l'*abstention soi-disant vertueuse* comme une lâcheté. « Nous avons trop d'intérêts engagés au corps législatif, disait-il, pour avoir le droit de nous tenir à l'écart. » Le général Cavaignac, élu à Paris, avait re-

fusé de lever la main pour le nouveau régime. Proudhon lui en fait un reproche comme d'une coquetterie de conscience. « Depuis la révolution, dit-il, on ne prête plus serment à un homme, on le prête au peuple et on le légitime par son opposition. » La démocratie n'en persiste pas moins dans une politique d'attente. Le décret de novembre dénoue la langue du corps législatif. La vaillante opposition des *cinq*, reprenant la liberté à son origine, fait de la discussion de l'adresse une véritable constituante d'une quinzaine. Sa parole porte; l'opinion retourne à la liberté. L'heure du scrutin approche; que dira le suffrage universel? On attend la réponse. Une portion de la démocratie, toujours noyée dans sa tristesse d'inconsolable Rachel, plonge de plus en plus dans l'abstention; mais le peuple veut faire quand même acte de présence : Proudhon change d'idée, il entend fermer l'entrée de la chambre à l'opposition; il prend gravement sa tête dans sa main, il imagine la bouffonnerie d'un vote qui vote et qui ne vote pas, il conseille au peuple de porter dans l'urne du papier et rien que du papier. Il déguise le suffrage universel en blanc, comme pour une partie de bal masqué. C'était l'abstention sous la forme d'une attrape.

Et le même homme qui avait engagé la démocratie à prêter serment, changeant aujourd'hui de parole comme de conduite, fulmine une brochure contre ce qu'il appelle la *démocratie assermentée;* il retourne sa thèse en sens inverse, il affirme avec la même intrépidité de conviction que la démocratie a prêté serment « non pas au peuple, mais à un homme, » et il insinue par la même occasion qu'elle pourrait bien avoir commis un parjure. Le peuple vote néanmoins; l'union de la classe bourgeoise et de la classe ouvrière donne la victoire, de ville en ville, au parti de la liberté. Proudhon en éprouve la même tristesse que le pouvoir, et sous le coup de sa défaite il écrit le libelle de *la capacité électorale des classes ouvrières,* — de la capacité, le mot dit tout. Il n'y a d'électeur capable que l'électeur qui vote comme Proudhon. Il remue la lie de 1848 à pleine main, il cherche encore à aigrir la classe ouvrière contre la classe bourgeoise; mais il parle au vent, le peuple ne l'écoute plus, il sait par expérience où l'a mené la guerre de classe à classe; il ne pense pas que la prospérité de Cayenne vaille la peine de recommencer la sinistre école de juin. Alors Proudhon écoule sa mauvaise humeur de tribun éconduit sur l'opposition du corps législatif, et il affirme et imprime que le gouvernement a toujours raison contre elle en toute occasion et sur toute question. « Monseigneur, vous avez menti, » disait De Maistre à Bossuet. — A quoi sert l'opposition? demande Proudhon ironiquement. — Eh! mon Dieu! elle sert à réparer le mal que vous avez fait à la liberté.

Mais voici que Proudhon lui-même, averti par l'heure sévère,

songe à faire son examen de conscience. A partir de l'année où il a tenu la plume pour la première fois, il a toujours excommunié la propriété. Il l'avait dans le temps assimilée à la bête du cirque et il avait annoncé sa mort prochaine. « *Ave, moritura,* lui avait-il crié, tu vas passer par mes mains, » et il avait affilé sur la pierre sa lame de gladiateur. Proudhon a eu le temps depuis lors de remettre la question à l'étude. Il la voit en vieillissant sous un autre aspect, et après ample examen il réhabilite la propriété. — Pour ses bienfaits peut-être? Pas tout à fait encore. Il lui faut bien ménager l'amour-propre de ses premières critiques. Il justifie la propriété par ses abus, il la proclame sacrée précisément parce qu'elle est abusive. Son vice, voilà sa vertu! « La propriété, dit-il, constituée contre toute raison de droit, peut être considérée comme le triomphe de la liberté. C'est la liberté qui l'a faite, non pas comme il semble au premier abord contre le droit, mais par une intelligence bien supérieure du droit. » A la bonne heure! que ne le disait-il plus tôt?

Eh quoi! il lui a fallu vingt ans pour faire cette découverte que la propriété, abusive en elle-même, tirait sa légitimité de ses propres abus, et après l'avoir maudite, après l'avoir revomie avec je ne sais quelle horreur apocalyptique, il soupçonne tout à coup, comme par hasard, *in extremis,* qu'elle constitue un droit supérieur au droit, le droit même de la liberté, et après une erreur si prodigieuse, suivie d'un plus prodigieux *erratum*, l'adversaire repenti de la propriété trouve le moyen de chanter un *magnificat* à la gloire de son génie, et mieux encore le moyen de prouver qu'il n'a pas varié d'opinion. Et savez-vous comment? En opposant le principe à la fin, comme si le principe ne contenait pas la fin, du moins en principe. Oui, comme principe, la propriété restera illégitime; mais, comme fin, elle devient équitable. Il suffit qu'on la prenne par un bout ou par l'autre pour qu'on ait tour à tour la permission de la maudire ou de la bénir. Proudhon n'avait vu d'abord que le principe, et il avait dit : C'est le vol; aujourd'hui il voit la fin, et il lève le séquestre qu'il avait mis sur la propriété. Et maintenant que la fin lui apparaît et le contraint à proclamer la vérité qu'il avait niée, croit-il donc mettre sa responsabilité en règle par une simple pirouette? Nous pouvons tous nous tromper sans doute, mais c'est un devoir pour nous de faire amende honorable de notre erreur; la reconnaissance du tort commis est une forme de la dignité humaine et comme la rançon de la conscience.

V.

Il faut finir. Proudhon avait pris pour devise : *destruam et ædificabo.* Qu'a-t-il détruit? Rien. Qu'a-t-il édifié? Rien encore; l'écho lui-

même ne répond plus quand on lui redemande la banque d'échange. Proudhon aimait à tenir le miroir devant sa figure et à faire un compliment à son image. Proudhon en contemplation devant Proudhon trouve que Proudhon a beaucoup inventé ; il a inventé la propriété c'est le vol, mais il a pris le mot à Brissot. Il a inventé la série, mais il l'a empruntée à Fourier ; il a inventé la justice à la place de l'église, mais M. Michelet avait déjà émis cette idée dans une préface ; il a inventé la raison collective, mais M. Cousin l'avait nommée la raison impersonnelle ; il a inventé la femme ménagère, il veut qu'elle dise à son mari : monsieur, mais il reste au-dessous du Chinois qui brise le pied de sa femme pour la retenir à la maison ; il a inventé la gratuité du crédit, mais l'église l'impose de tout temps sous peine de damnation ; il a inventé la mutualité de la valeur constituée ou l'équivalence de la valeur : l'utilité vaut l'utilité, pour répéter sa formule ; la fonction vaut la fonction, le service paie le service, la journée de travail balance la journée de travail. Et à l'appui de sa thèse, que le service paie le service, comme on peut le voir par son *mémoire* au prince Napoléon, il oblige le riche à donner la moitié de son revenu à son valet de chambre. A ce compte, on ne trouverait plus un fonctionnaire, tout le monde voudrait être valet. Proudhon n'a pas même le mérite de cette folie, un Anglais du nom de Bray en avait donné l'étrenne. « Mutualité de service, dit Bray, égalité de bénéfice. » — « Valeur égale échangée contre valeur égale, » n'est-ce pas là ce que Proudhon appelle en style cabalistique la commensuration de la valeur? L'Amérique n'invente pas, mais elle vérifie. Un Américain, Josiah Warrem, appliqua la doctrine de Bray au bord de l'Ohio, dans la colonie d'*Utopia*. Le bottier y échangeait avec le buraliste une heure de tire-pied contre une heure d'écritoire, service mutuel, bénéfice égal. Qu'en est-il résulté? Que la colonie a tenu parole à son nom de baptême, et qu'elle a fini comme finit toute espèce d'utopie.

Il faut bien avoir dans ce monde l'originalité du mot quand on n'a pas l'autre originalité; on n'est pas un penseur, on sera un virtuose : alors on donne le coup d'archet, on le donne même en sens inverse. Proudhon a le mérite de la contradiction : *quidquid dixeris, argumentabor*, et il argumente pour toute et contre toute doctrine. Un jour il crie : Vive la Pologne ! L'heure passe; périsse la Pologne! Une autre fois, il dira : Que le prêtre n'approche pas de mon enfant, ou je tue le prêtre! puis il penchera la tête sur la poitrine, et il affirmera que Rome est aujourd'hui la seule garantie de morale. A un autre moment, il conseille à la démocratie de prêter serment pour entrer au corps législatif, puis il tourne sur le talon et il ajoute : N'entre pas, ou tu te parjures. Ailleurs il annonce une clé magique qui ouvre toute espèce de problème, il nomme cette clé la syn-

thèse, et lorsque le public attend à la porte, Proudhon montre sa main vide, et reconnaît d'un air embarrassé que « l'antinomie ne se résout pas par la synthèse, » autrement dit que la serrure est brouillée. Enfin il court sur le rempart, la tête au vent, en criant : La propriété est morte; Proudhon l'a tuée; puis il revient sur ses pas et il fait du code civil le dieu de la liberté. Une fois en verve de résipiscence, il demande le rétablissement du cens électoral pour corriger la France de la monomanie du suffrage universel. Quelqu'un prophétisait, il y a dix-sept ans, que les filles des conservateurs iraient planter des rosiers sur la tombe de Proudhon. Le temps a-t-il assez donné raison à sa prophétie?

Ce n'est pas qu'on ait le droit de blâmer la contradiction; la dernière opinion peut valoir mieux que la première. On ne doit condamner personne à l'impénitence finale; mais il y a justice à blâmer la mauvaise humeur : quand on émet une idée, on invite le public; on est maître de maison. On doit en faire galamment les honneurs; mais lorsqu'on reçoit l'invité à coups de poing, il prend la fuite ou il va chercher le sergent de ville. Il faut donc toujours respecter le public et plus encore l'écrivain, ce public du public. L'intelligence fait l'homme; le plus grand homme, c'est le plus grand penseur, et le plus grand penseur, c'est le plus grand écrivain, puisque la vérité n'est que la pensée exprimée. Un écrivain qui fait injure à un autre, non-seulement se la fait à lui-même, mais encore il nuit au progrès de l'intelligence, car enfin tout homme préposé au ministère de la parole cherche de bonne foi la vérité, et, lors même qu'il ne la trouve pas, il mérite encore la reconnaissance, car il appelle la réflexion sur son hypothèse, et sous ce rapport il contribue au développement de l'esprit. Proudhon n'a jamais voulu admettre cette assurance mutuelle de l'intelligence, il en a été puni par son isolement. Or qu'est-ce que l'isolement? Le néant du penseur. Il aura fait du bruit, voilà tout; il pouvait faire mieux à notre avis et tirer un autre parti de son talent.

Aimez-vous les uns les autres, disait Voltaire aux encyclopédistes, car si vous ne vous aimez pas, qui diable vous aimera? Proudhon n'aimait pas à aimer, il aimait plutôt à haïr ou du moins à blesser. Notre siècle aura eu peut-être sa part de génie; il a pensé quelquefois, agi à l'occasion, inventé souvent, sans vouloir faire tort à Proudhon, et pourtant en face de ce siècle inspiré Proudhon n'a jamais eu un oubli de lui-même, un mot de cœur pour quoi que ce soit, pour qui que ce soit, même dans son courant d'opinion. En vrai paysan qu'il est, ce qu'il déteste le plus, c'est son voisin. Un homme a rendu service à la cause commune, il aurait le droit de compter sur une marque de sympathie. Eh bien! non, frappe! Dieu

reconnaîtra les siens d'un autre côté. Il y a un poète européen emporté après un long supplice par une maladie nerveuse, et Proudhon, qui devait finir de la même maladie, a le courage de jeter sur ce martyr de l'infirmité humaine cette déplorable épitaphe : « Il a vécu et il est mort en catin digne de pourrir au charnier des filles repenties! » Que dit-il de Rousseau? Il l'appelle une tête fêlée, et il le met au-dessous de la Du Barry; ce n'est qu'une âme vile, un cœur sec, un vrai jongleur; le peuple fera bien de traîner son cadavre à Montfaucon. Voltaire lui-même ne trouve pas grâce devant Proudhon. « Il commence, dit-il, à nous sembler drôle, et si nous n'avions soin de le mesurer à la mesure du XVIIIe siècle, qui est le pied de roi, il nous paraîtrait de taille assez médiocre. » Le métier de grand-prévôt de la pensée peut être un métier qui a son excuse; encore faut-il y apporter un sentiment de justice et prendre garde à trop presser l'éponge de fiel et de vinaigre.

La critique aurait mauvaise grâce aujourd'hui à soumettre Proudhon à la loi du talion. Il n'a pas eu sans doute le je ne sais quoi du cœur qui fait l'homme complet parce qu'il fait le pendant de la raison. Il a pu avoir le respect de l'amitié au besoin, et on pourrait citer de lui tel ou tel autre trait digne d'une sœur de charité; mais au fond bonté, sympathie, c'est-à-dire la fleur, la grâce même, l'existence, tout cela paraissait à ce fou du cœur une véritable folie. Il ne comprend pas plus la poésie de l'art qu'aucune autre poésie; il préfère Courbet à Raphaël, et cette fois, malgré son penchant à l'ironie, il parle avec sincérité. Et pourtant, en cherchant bien, on lui trouverait peut-être un mérite. On avait trop négligé le peuple sous Louis-Philippe; Proudhon s'est fait peuple pour venger cette indifférence. Il a parlé si fort qu'il a bien fallu l'entendre. Il a posé la question sociale avec violence à coup sûr, mais par sa violence même il l'a imposée à l'attention du public. Il ne l'a pas résolue sans doute, personne ne pouvait la résoudre. Il n'en aura pas moins servi à mettre la question du prolétaire à l'ordre du jour et obligé la France à réfléchir. Autrefois, du temps de la Bible, quand il arrivait malheur à la Judée, on voyait tout à coup passer sur la place publique un homme étrange, venu on ne sait d'où, qui ne savait pas lui-même où il allait. La tête au vent et la toilette en désordre, il tonnait contre ce qu'il appelait l'indifférence, et il annonçait la ruine d'Israël. Quand il parlait une langue pittoresque, la foule l'écoutait avec curiosité et rentrait en elle-même. Elle ne mourait pas sans doute de cette prophétie de malheur, mais elle avait appris à faire son examen de conscience.

EUGÈNE PELLETAN.

Mme DE NAILHAC

UN SPHINX DE LA VIE MONDAINE.

I.

Un clair soleil brillait et invitait à la promenade tous les oisifs de Paris. Il y avait dans l'air, quoiqu'on fût au mois de janvier, comme un souffle léger du printemps. A la gaîté du ciel, au vif éclat de la lumière, on aurait pu se croire à Nice. Une grande foule passait sur le boulevard. Tout à coup, vers deux heures, une rafale de pluie et de neige se mit à fondre sur la ville. En un clin d'œil, le boulevard fut désert. L'asphalte, fouetté par l'ondée, luisait comme un miroir. Belles robes et frais chapeaux avaient disparu. En ce moment, une jeune femme surprise par la bourrasque venait de chercher un asile sous une porte cochère de la rue Taitbout; quelques larges gouttes d'eau, qu'elle n'avait pas eu le temps d'éviter malgré la rapidité de sa fuite, tachetaient son grand manteau de velours; elle soulevait du bout de sa main bien gantée le bas de sa robe, qui laissait voir deux pieds délicats finement chaussés. Les hachures de la pluie rayaient l'atmosphère assombrie, le ruisseau gonflé par l'averse se changeait en torrent et débordait sur le trottoir, de petites vagues menaçaient la porte cochère, où le vent s'engouffrait; le talon de la fugitive commençait à battre avec impatience le pavé mouillé par l'embrun. La pluie tombait toujours. Les voitures que Mme de Nailhac apercevait dans la rue passaient avec la rapidité de la foudre, aucune n'était vide. — Je ne puis cependant pas rester là jusqu'à demain! — se disait-elle. Tandis qu'elle regardait en l'air, un coupé s'arrêta subitement devant la porte après l'avoir un instant dépassée; un jeune homme de bonne mine en descendit, s'approcha de Mme de Nailhac, et la saluant : — Voulez-vous permettre à une personne qui a eu l'honneur de vous

rencontrer chez Mme de La Roque de vous offrir sa voiture? dit-il.

— Monsieur de Bois d'Arci, je vous remercie, répondit Mme de Nailhac, j'attendrai, et il en passera bien quelqu'une que je pourrai prendre.

— S'il en arrivait une qui fût libre, toutes les personnes qui vous entourent, madame, se rueraient sur le marchepied; ce serait un assaut. Vous êtes ici comme des naufragés dans une île déserte, je mets mon canot à votre disposition. La navigation achevée, vous me le renverrez.

Mme de Nailhac jeta un nouveau regard vers le ciel; elle n'aperçut que des nuées d'où la pluie tombait à flots. — Monsieur, dit-elle, je suis vaincue par le déluge; mais si j'accepte une place à bord de votre coupé, c'est à la condition que vous garderez l'autre.

— Madame, je ferai comme ce gentilhomme suédois que le roi Louis XIV engageait à monter le premier dans son carrosse; j'obéirai.

Mme de Nailhac prit le bras de M. de Bois d'Arci et franchit le trottoir d'un élan rapide. — Où faut-il donner ordre de vous conduire? dit M. de Bois d'Arci.

— Chez moi, répondit Mme de Nailhac.

— Rue d'Aguesseau 97, cria M. de Bois d'Arci au cocher.

— Ah! pensa Mme de Nailhac, il sait où je demeure.

Assis l'un près de l'autre, ils causèrent de différentes personnes avec lesquelles ils avaient des relations communes et particulièrement de Mme de La Roque, qui paraissait avoir quelque tristesse depuis un certain temps. La voiture allait comme le vent; en dix minutes, elle eut franchi la distance qui sépare la rue Taitbout de la rue d'Aguesseau et entra sous le vestibule d'un hôtel. M. de Bois d'Arci mit pied à terre et offrit la main à Mme de Nailhac. Elle venait de le remercier, lorsque, se retournant : — Monsieur, dit-elle, je suis toujours chez moi le mardi soir; s'il vous plaît d'y venir prendre une tasse de thé, je vous l'offrirai de bon cœur.

M. de Bois d'Arci s'inclina. — Madame, répliqua-t-il, je vous mettrais peut-être dans la nécessité de m'en offrir souvent, si je ne craignais de passer dans votre esprit pour un usurier... Autant que faire se pourra, j'userai sans abuser.

Seul dans sa voiture, à la place même que Mme de Nailhac occupait tout à l'heure, M. de Bois d'Arci n'en put distraire sa pensée pendant quelques minutes. — Elle est tout à fait charmante, se dit-il, c'est ce qu'on pourrait appeler une coquette ingénue... un sourire d'enfant et des yeux de femme.

Dans le même moment, le souvenir de M. de Bois d'Arci, de son humeur aimable, de sa conversation alerte et vive, se présentait à l'esprit de Mme de Nailhac. — Comment se fait-il, pensa-t-elle, qu'il n'ait pas eu le désir de se faire présenter chez moi?... Cela frise

l'impertinence. — En entrant chez elle, Mme de Nailhac jeta un coup d'œil sur un miroir. — Ce n'est cependant pas ma faute, ajouta-t-elle.

Il se trouva que le lendemain du jour où la pluie avait inonde brusquement Paris était précisément un mardi. M. de Bois d'Arci était aux Italiens. Il lui sembla qu'on chantait mal. — Si j'allais chez Mme de Nailhac? pensa-t-il. — Un quart d'heure après, il entrait dans l'hôtel de la rue d'Aguesseau. Mme de Nailhac, qui causait avec un ami d'enfance appelé M. de Bré, rougit en l'apercevant. — Voilà mon sauveur, dit-elle gaîment.

M. de Bré, qui connaissait M. de Bois d'Arci, lui serra la main. Il l'observa ainsi que Mme de Nailhac tandis qu'ils échangeaient quelques paroles. — Son sauveur! fit-il; il s'agit de savoir à présent lequel des deux perdra l'autre.

M. de Bré était de ces hommes qui prévoient les catastrophes de loin. Vers cette époque, en 186., Odette de Nailhac passait à bon droit pour l'une des plus charmantes maîtresses de maison du faubourg Saint-Honoré. Son hôtel était le rendez-vous d'une compagnie aimable et choisie. On tenait à honneur d'y être invité, et lorsqu'un hasard en avait ouvert les portes, celui qui les avait franchies une première fois y retournait, ramené au même lieu par une séduction dont il subissait l'influence sans bien se rendre compte des élémens qui la composaient. Mme de Nailhac avait alors vingt-huit ans à peu près, et les avouait sans en distraire un seul mois; elle était d'une taille moyenne; des amies assuraient même qu'elle était petite. Élégante et gracieuse sans effort, souple dans ses mouvemens, toujours bien assise dans son fauteuil et bien drapée dans sa robe aux longs plis, elle avait le don singulier de ne jamais porter que des étoffes et des bijoux dont la couleur et la forme seyaient à son visage. Elle ne suivait pas la mode, elle adoptait celle du jour en l'appropriant à sa personne, et en tirait des ressources que les plus habiles ne découvraient pas. On n'apercevait rien sur elle qui attirât le regard; tout l'y retenait. Elle était à la fois active et silencieuse, toujours occupée, mais sans bruit. Elle ne forçait pas l'attention à se tourner vers elle, mais elle avait une façon de tendre la main à ses amis qui les enchaînait à son côté. Très pâle, avec des yeux bruns doucement lumineux, les cheveux châtains, la bouche grande et d'un dessin correct, les dents magnifiques, l'oreille fine, rose et pareille à une coquille, le cou délicat et bien attaché, les épaules larges, effacées et telles que le ciseau d'un sculpteur les eût prises pour modèle, Mme de Nailhac joignait à tous ces avantages le don plus rare d'avoir un profil. Par là elle était sûre de vaincre ses rivales et de ne point passer inaperçue. Quand on lui faisait compliment des mille cadeaux

qu'elle avait reçus du ciel en partage, Odette laissait fuir le torrent, et, la dernière phrase achevée, sans prendre un air de modestie, hochant la tête : — C'est vrai, disait-elle, mais on avait oublié d'inviter une fée autour de mon berceau, et celle-là m'a donné des mains qui ne sont pas jolies.

On se récriait. Pas jolies! des mains si mignonnes et si doucement vêtues d'un épiderme frais et blanc! C'était un blasphème.

— Blasphème tant qu'il vous plaira, reprenait Mme de Nailhac; tous ces madrigaux n'empêchent pas qu'elles ne soient laides.

Si des avantages physiques on passait aux qualités morales, on découvrait chez Mme de Nailhac une égalité d'humeur qui étonnait à l'égal d'un phénomène, Paris étant la ville du monde où les nerfs se piquent le moins de solidité. Telle on l'avait vue au printemps, telle on la retrouvait en automne; la pluie ou le vent n'y pouvait rien. Jamais sur ses lèvres de mots piquans, jamais d'observations malignes. Elle ne se plaisait point aux confidences perfides qui sont en usage dans les entretiens du monde; les petites infortunes qui arrivaient à ses amies intimes ne la réjouissaient pas non plus. Elle avait l'esprit aimable, ouvert, bienveillant, avec une nuance de paresse qui n'était pas sans charme et qui n'excluait pas l'originalité; aucune prétention d'aucun genre, point de paradoxes, nul étalage de sentimens. Mme de Nailhac ne connaissait pas l'ennui. Ce n'était pas la moindre de ses singularités.

Odette s'était trouvée veuve à vingt-cinq ans, avec une fortune qui lui permettait de vivre à l'aise dans le monde le plus brillant de Paris. Elle n'avait point eu l'hypocrisie de pleurer ni beaucoup ni longtemps M. de Nailhac. Ceux qui avaient connu son mari en parlaient comme d'un homme atrabilaire qui soignait ses rhumatismes, chassait dans l'intervalle des accès et avait un grand goût pour l'agriculture. Contre l'habitude des gens qui s'en occupent, il avait des terres magnifiques et admirablement entretenues. Il y mettait sa vanité. Une pleurésie rapportée d'un marais où il poursuivait des bécassines l'enleva en trois jours. Mme de Nailhac, à laquelle il laissait tous ses biens, à la charge par elle de ne vendre ni fermes, ni châteaux, porta son deuil convenablement et passa de la laine à la soie, et du noir aux nuances les plus tendres, par ces gradations successives et savantes dont les Parisiennes ont le secret. M. de Nailhac avait vingt-cinq ans de plus que sa femme. Il l'avait rendue heureuse autant qu'il lui était permis de le faire. La reconnaissance d'Odette n'allait pas au-delà d'un souvenir qui déclinait lentement vers l'oubli.

Veuve, riche et sans enfans, Mme de Nailhac était une proie offerte à ces jeunes célibataires qui traversent les salons de Paris comme des brochets voraces les eaux confuses d'un étang; mais, quel que

fût leur appétit, aucun n'avait pu mordre sur son indépendance. L'esprit, le courage, la réputation, les séductions de la naissance et des positions les plus enviées, le charme d'un amour sincère, n'y pouvaient rien. Odette voyait le danger, s'y exposait sans crainte, sans forfanterie, et n'y succombait pas; sa porte restait ouverte à ceux des prétendans qu'elle avait évincés. On en voyait par groupes dans son salon les jours de grande réception. Elle leur faisait un accueil égal. Les plus épris ne revenaient pas; elle n'y pensait plus, et cela sans effort. Un temps ces personnes qui cherchent partout des choses mystérieuses avaient cru à un sentiment profond, secret, inaltérable, à quelque passion entourée de voiles pour un inconnu qui se tenait dans l'ombre. Ce grand calme, qui rappelait la froide immobilité des lacs ensevelis dans le silence des forêts vierges, semblait impossible dans une âme si jeune. Il fallut cependant se rendre à l'évidence. La vie de Mme de Nailhac avait la transparence du cristal; elle n'aimait pas.

Ceux qui la connaissaient le mieux ne la comprenaient point; peut-être ne la comprenaient-ils pas à cause de sa simplicité même, et parce qu'elle se présentait à eux sans détour. Les paysages les plus unis dans leurs plans successifs sont précisément ceux dont il est le plus difficile de circonscrire les lignes et d'arrêter les contours; point de relief, point de cadre pour en déterminer le caractère. On saisit l'aspect et le mouvement pittoresque d'une montagne dont le regard mesure la hauteur et sonde les abîmes; on ne précise pas la monotonie d'une plaine dont les ondulations fuient dans l'espace. Chaque jour, vers quatre heures, Odette rentrait chez elle; elle trouvait à sa place la tapisserie commencée, sur le guéridon le livre ouvert le matin, et auprès du piano ses cahiers de musique favoris. Il y en avait toujours une profusion. La pièce où se tenait Mme de Nailhac était assez grande, avec de hautes fenêtres ouvrant sur un jardin. Un rapide regard indiquait que la maîtresse du logis avait du goût. Assise au milieu de meubles bien choisis et d'objets d'art qui avaient une valeur réelle, ses doigts sur le clavier ou quelque volume à la main, Odette attendait les visites sans impatience. Si on ne venait pas, c'était bien; si la porte ne cessait pas de s'ouvrir et de se fermer, c'était bien encore. Le temps fuyait du même vol.

Parmi les personnes qui la voyaient le plus fréquemment, il en était deux ou trois, — l'une surtout, M. Jean de Bré, — qui avaient surpris par éclairs dans les yeux bruns de Mme de Nailhac des lueurs fauves d'une mélancolie pénétrante. Elle attachait alors dans l'espace des regards profonds, tout baignés d'une tristesse indéfinissable. Il lui arrivait à longs intervalles de s'oublier dans des rêveries. En ces momens fugitifs où M. de Bré l'avait observée, sa grâce

était alanguie, son charme plus attractif, en quelque sorte plus intime; un sentiment d'une intensité plus vive animait son visage: dans le sens idéal du mot, il respirait, il vivait. Un jour que Jean de Bré était resté dans son boudoir, immobile, pendant plus de cinq minutes, sans que les yeux de Mme de Nailhac quittassent une terre cuite de Clodion qu'elle ne voyait certainement pas, il appuya délicatement le doigt sur sa main. — Chère madame, dit-il, m'est avis qu'il ne faut pas que la chrysalide devienne papillon... Les papillons sont fort jolis, mais ils ne durent qu'un printemps. C'est trop modeste pour une jolie femme.

Odette rougit. — Est-ce à dire, répondit-elle, que j'ai quelque ressemblance avec les chenilles?

— Je le souhaiterais pour ces petites bêtes; mais, sans vouloir faire aucune impertinente comparaison, je crois que la prudence vous conseille de rester telle qu'on vous a toujours connue.

— Ne craignez rien, s'écria Mme de Nailhac; je n'ai point envie de changer, même pour être mieux.

La voix cependant n'était pas assurée; un soupir la faisait trembler.

Au moment précis où commence cette histoire, Mme de Nailhac était assise devant son piano. Elle en tirait des sons éclatans et doux, suaves et pénétrans. Un artiste eût reconnu la *Marche funèbre* de Chopin. Une symphonie de Beethoven, abandonnée vers le milieu, succéda bientôt à la *Marche funèbre*, une sonate de Mozart à la symphonie. Les mains d'Odette tombèrent sur ses genoux. — La vie cependant, murmura-t-elle, ne peut pas se composer éternellement de musique... Ce n'est pas plus un opéra qu'un oratorio.

Elle se leva, prit une aiguille, un écheveau de soie, et se mit à piquer délicatement un canevas très fin tendu sur un métier. Au bout de quelques minutes, l'aiguille d'Odette resta inoccupée sur les touffes de roses qui naissaient sous ses doigts. — Ce n'est pas une tapisserie non plus, reprit-elle en repoussant le métier.

Elle changea de place, s'empara d'un volume marqué d'un signet et l'ouvrit. Cette lueur fauve que M. de Bré avait remarquée s'alluma dans les yeux d'Odette, un soupir à demi contenu gonfla sa poitrine. Elle tourna la page lentement, puis ferma le volume et posa la tête dans sa main. — Qui sait? dit-elle d'une voix étouffée.

Quelqu'un entra. — Ah! fit-elle en se levant avec vivacité.

Son visage, illuminé par une flamme, se voila aussitôt. — C'est donc vous, mon ami? reprit-elle en tendant sa main languissamment à M. de Bré.

Jean sourit, et, portant cette main à ses lèvres : — On ne saurait dire plus nettement à un visiteur que ce n'est pas lui qu'on attendait, répondit-il; mais je suis dans mes jours d'opposition : je ne m'en irai pas, je vous en préviens.

— Lors même que je vous prierais de regagner la porte?

— Quand même vous me feriez jeter par la fenêtre.

— Alors asseyez-vous et causons.

— Votre mansuétude ne me désarmera pas, répliqua Jean, qui s'installa dans un fauteuil.

Il tira sa montre, et souriant : — Cependant rassurez-vous, il n'est pas encore cinq heures... M. de Bois d'Arci, à moins qu'il ne soit mort, sera ici dans cinq minutes.

— Qui vous fait croire que je l'attends?

— Mille symptômes, et vraiment pour une Parisienne c'est trop de franchise. Vous plaît-il que je les analyse? Tenez, le visage que vous aviez tout à l'heure et que vous n'avez plus, le cri que vous avez poussé à mon entrée, votre façon paresseuse de me tendre la main, le regard que vous tournez vers la porte maladroitement,... que sais-je encore,... cent choses qui vous donnent cet air que devait avoir la femme de Barbe-Bleue quand elle criait : « Sœur Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? » Mais je suis bon; aussitôt que le timbre sonnera, je m'en irai.

— Vous n'en ferez rien; ce serait de la dernière impertinence!

— Que vous seriez furieuse si je vous prenais au mot! C'est alors que l'impertinence éclaterait dans tout son lustre.

Mme de Nailhac sourit, et reprenant son aiguille, piquée dans le canevas : — Avec vous, reprit-elle, on ne peut obtenir une parole sérieuse.

Tout à coup, achevant de broder un bouton de rose et sans regarder M. de Bré : — Franchement, que pensez-vous de M. de Bois d'Arci?

— De mon ami Gaston? Si je vous en disais beaucoup de bien, le mieux que j'en pourrais dire ne serait jamais qu'un pâle reflet de votre opinion. Si je vous en disais un peu de mal, vous crieriez à la calomnie. Le plus simple est de vous raconter ce que je pense de vous.

— Je suis tout oreilles.

Jean prit une pincette, et tisonnant le feu : — Vous êtes sur la pente où le pied glisse, dit-il.

— Ah!

— Et vous allez voir comment, de déduction en déduction, j'arrive à cette prophétie, qui ne me donne aucun droit à la réputation d'Ézéchiel ou de Jérémie. La curiosité vous a mordue; vous n'êtes plus indifférente. Les partitions des meilleurs opéras et les symphonies des plus vieux maîtres ne suffisent point à remplir les heures oisives de votre solitude. Le supplément des tapisseries n'y peut rien. Inquiète ou du moins, si le mot vous paraît exagéré, agitée et curieuse, vous cherchez autour de vous. « Quand une femme cherche. Eblis arrive, » dit un proverbe persan. Eblis, c'est le diable.

Cette démonstration, qui répondait si bien aux lassitudes dont Mme de Nailhac était tourmentée tout à l'heure encore, fit passer une rougeur légère sur son front. M. de Bré, qui l'observait, sourit. — Vous venez de me répondre, dit-il.

— Vous me rappelez ce voyageur qui, voyant des lueurs dans la campagne, se mit à crier *au feu!* On accourut de toutes parts, et on découvrit des feux follets qui dansaient sur une prairie tranquille et froide. Cette prairie, c'est moi.

— J'y consens.

Il y eut un silence. M. de Bré badinait avec une canne légère qu'il tenait à la main. Il regardait un petit tableau placé en face de lui. — Ce paysage d'Orient est fort beau, reprit-il. Marilhat et Decamps ont eu seuls le secret de cette grande clarté blanche et de ces horizons lumineux. Cette toile n'a pas dix pouces de haut, et la pensée s'y perd dans des lointains dont les perspectives sont infinies.

— Oui, répondit Odette sans lever les yeux.

— Votre malheur, poursuivit Jean, est de ne pas aimer les choses qui vous plaisent. Je plains M. de Bois d'Arci.

L'aiguille que Mme de Nailhac faisait voltiger d'une main agile s'arrêta; penchant alors la tête au-dessus du métier : — Expliquez-moi cela, je vous prie, dit-elle.

— C'est fort simple. Vous lisez volontiers les premiers chapitres d'un roman; mais jamais vous ne tournez les derniers feuillets.

— Ah! fit Odette, qui enfonça l'aiguille dans le canevas, un roman déjà! Il me semble, ami Jean, que vous abusez de tous les priviléges, de ceux de l'amitié aussi bien que de ceux de l'imagination; mais, si je crois à l'une, vous sayez que je ne crois guère à l'autre.

— *Amen!* murmura M. de Bré.

Un timbre retentit. M. de Bré se leva, et d'un air gai : — Voici le loup, je me sauve, reprit-il, quoique, à vrai dire, je pense que cette fois c'est la brebis qui croquera le loup.

Ce ne fut cependant pas M. de Bois d'Arci qu'il rencontra dans un premier salon; Mme de La Roque passa devant lui comme un trait et entra chez Mme de Nailhac; elle était fort pâle.

— Qu'est-ce donc? s'écria Mme de Nailhac.

— Ma chère Odette, je pars dans une heure; vous connaissez Mme de Chanvri, je crois?

— Certainement; c'est après vous ma meilleure amie.

— Donnez-moi bien vite une lettre d'introduction; je ne veux pas arriver chez elle comme une aventurière.

— Vous allez au château du Ménil?

— Ah! je voudrais y être déjà! On m'écrit que M. de Varanges est en grand danger. S'il meurt, je veux le voir, l'embrasser, recevoir son dernier soupir.

— Mais vous l'aimez donc, ma chère Jeanne?

— Si je l'aime!... Je m'en suis bien aperçue lorsque j'ai lu cette lettre fatale. Mon cœur a cessé de battre... Et j'ai pu le laisser partir! Était-il pâle, désespéré, quand il m'a quittée! Ah! j'en suis bien punie. S'il meurt, vous ne me reverrez plus.

Tout à coup, saisissant le bras de Mme de Nailhac : — Mais cette lettre, vite, il me la faut!

Odette s'assit devant un petit meuble, et trempant une plume dans l'encre : — Vous savez à quoi vous vous exposez en allant ainsi dans une maison où l'on ne vous attend pas et pour quelqu'un qui n'est pas de votre famille?

— Eh! que m'importe?... Je dirai tout à Mme de Chanvri. S'il meurt, je vous jure que c'en est fait de moi; s'il vit, j'espère bien qu'un jour je m'appellerai Mme de Varanges.

Odette écrivit. — Est-ce bien cela? dit-elle en tendant le papier tout ouvert à Mme de La Roque. La lettre contenait ces quatre lignes :

« Ma chère belle,

« Une amie qui tient dans mon cœur une place égale à celle que j'occupe dans le vôtre sollicite l'honneur de vous être présentée. Ce m'est un plaisir de me rendre à ce vœu. Mme de La Roque sera dans quelques heures au Ménil. Vous avez l'âme assez élevée pour comprendre le motif qui lui fait entreprendre ce voyage, assez d'esprit pour en excuser la folie. Elle est seule, tendez-lui la main; elle pleure, ouvrez-lui les bras. Du même coup vous acquérez des droits à son éternelle reconnaissance et des titres nouveaux à mon amitié. Vous savez que je ne crains pas de vous devoir beaucoup, déterminée que je suis à vous aimer toujours.

« ODETTE DE NAILHAC. »

— C'est fort bien, dit Jeanne, qui lut rapidement. A présent embrassez-moi vite... et adieu. A dix heures, priez pour lui, priez pour moi; je saurai s'il est vivant ou mort.

Elle sortit comme elle était entrée, en courant. Restée seule, Odette croisa les mains sur ses genoux, les yeux sur la porte qui venait de se refermer. — C'est donc vrai? cela existe! murmura-t-elle.

II.

M. de Bois d'Arci ne parut pas. Mme de Nailhac, contre son habitude, trouva le temps un peu long. — J'irai à l'Opéra ce soir, — se dit-elle. Après le dîner, elle donna brusquement l'ordre de dételer. et s'arrangea pour attendre minuit au coin du feu. Quelques livres,

parmi les plus nouveaux, étaient sous sa main, son piano tout ouvert non loin de là, sa tapisserie à côté. Il lui semblait que ce n'était pas trop de tous ces auxiliaires pour tuer deux ou trois heures. Vers neuf heures, on sonna, et M. de Bois d'Arci entra. — Enfin! s'écria-t-elle.

— Voilà un mot qui va me donner du bonheur pour un mois, dit Gaston.

— N'en soyez pas trop fier... Il y a des heures dans la vie d'une Parisienne où tout visiteur qui se présente est accueilli comme ce prince Charmant dont parle le bon Perrault. Je n'ai presque vu personne aujourd'hui, et je suis un peu lasse de causer avec moi-même. A présent je vous tiens et je vous garde. Qu'avez-vous fait? pourquoi n'êtes-vous pas venu tantôt?

— Je me suis occupé de vous.

— De moi?

— Oui, mais avant de m'expliquer, laissez-moi vous demander des nouvelles de Roger.

— Ah! ce pauvre Roger! vous y pensez encore? vous y croyez?

— Eh! qu'y faire? ce n'est pas moi qui le veux, c'est l'expérience. La vie de toute femme, a dit un philosophe, est un problème dont il faut dégager l'x. Selon les temps, cet x mystérieux s'appelle Alcibiade, Lovelace ou Saint-Preux, quand il ne porte pas bourgeoisement le nom de Philippe ou d'Émile. Il a été décidé un soir, entre nous, il y a de cela six semaines, que votre inconnu s'appellerait Roger. J'attends Roger, je cherche Roger.

— Cherchez, répliqua Odette d'une voix un peu sèche.

— Faut-il ajouter, madame, qu'un sentiment indéfinissable me fait espérer que jamais je ne le découvrirai? Eût-il toutes les grâces et toutes les séductions, eût-il l'enthousiasme de René uni à la constance de Werther, il me semble que jamais cet être idéal ne vous méritera. Je me sens des trésors de haine contre ce Roger. Et cependant j'ai la certitude douloureuse qu'un jour, — qui sait? demain peut-être, — il surgira devant vous, et que ce jour-là vous l'aimerez. Dieu ne vous a pas créée telle que vous êtes pour rester insensible éternellement. Il n'a pas mis dans vos yeux cette clarté pénétrante, dans toute votre personne ce charme sympathique, dans votre voix ces cordes musicales dont le cœur est ému après que l'oreille en est caressée, pour qu'un matin la flamme tout à coup ne vous envahisse pas.

Mme de Nailhac venait de poser ses deux coudes sur ses genoux, et dardant un regard vif sur M. de Bois d'Arci : — C'est fort joli, tout cela, fit-elle en l'interrompant; mais tout cela ne me dit pas ce que vous avez fait aujourd'hui, ni comment à mon insu vous vous êtes occupé de moi.

Un certain trouble se peignit sur le visage de Gaston. — C'est presque une confession que vous me demandez, dit-il.

— Je fais mieux, je l'exige.

— Eh bien! je connaissais chez un marchand de curiosités un tableau de l'école française dont j'avais grande envie. Bien des fois j'avais prié ce marchand de me le céder; malheureusement un caprice de sa femme s'y opposait. Elle a quelque part à la campagne une collection de portraits historiques, et elle destinait ma princesse, une princesse de Conti, s'il vous plaît, à parer son plus beau salon.

— Ah! c'est une princesse de Conti?

— Oui, madame. Enfin aujourd'hui, vers six heures, après mille démarches et des négociations diplomatiques dont je vous épargne le détail, j'ai eu ville gagnée, et à l'heure où je vous parle, mon trésor est chez moi suspendu à la plus belle place, où je ne me lasserai jamais de le contempler.

— Contemplez-le, monsieur, vous ne sauriez mieux faire pour un portrait dont l'acquisition vous a coûté tant de soins et probablement une grosse somme d'argent dont vous ne dites rien; mais moi, où suis-je?

— Eh! madame, la princesse de Conti, c'est votre image. On dirait que vous avez posé tout exprès pour Largillière. Tous ceux qui vous connaissent pousseraient un cri en voyant ce portrait; pour moi, qui vous ai analysée à toutes les heures du jour et qui vous ai vue dans la peine et dans la joie, il y manque peut-être quelque chose que seule vous avez, ce port de tête d'une grâce indicible, cette finesse de traits dont le burin d'un maître aimerait à reproduire l'exquise délicatesse sur l'agate ou le jaspe... Ce n'est pas vous,... et cependant c'est vous.

— Et je suis tranquillement, à ce qu'il paraît, accrochée à quelques pieds du sol dans votre appartement, entre une mandarine du Japon, j'imagine, et quelque pipe turque, fruits de vos lointains voyages?

— Ah! madame, vous êtes seule, si bien placée que du premier regard on vous voit. Il n'y a que vous dans cette pièce, moi seul j'y entre. Je l'ai choisie entre toutes. Ce n'est plus un salon, c'est un sanctuaire... J'y ai passé bien des heures aujourd'hui; combien de jours n'y passerai-je pas dans l'avenir!

— Savez-vous bien, mon cher monsieur de Bois d'Arci, que sans coquetterie aucune je puis croire que c'est une déclaration que vous me faites?

Gaston se leva tout tremblant. — Il peut se faire, dit-il, que dans une heure je vous aie vue pour la dernière fois; mais la vérité me défend de rien rétracter de ce que je vous ai dit. Oui, je

vous aime, et je vous aime du plus profond de mon âme. Cet amour ne m'a pas vaincu du premier coup comme la foudre renverse un arbre; il m'a pénétré lentement, jour à jour, heure à heure, comme une eau limpide s'infiltre dans la terre et va chercher dans des profondeurs invisibles les racines qu'elle doit féconder. Un soir, en vous disant adieu, j'ai pris votre main, et j'ai senti en la serrant que le charme avait opéré : je vous aimais. Depuis, je n'ai pas cessé d'être à vous dans le secret de mon cœur. Vous voir, vous chercher, vous attendre, vivre d'un mot, d'un regard, d'un sourire, s'entourer de chimères que l'on adore ou que l'on redoute plus que des réalités, s'émouvoir d'un son, s'enivrer d'une parole, s'attrister d'une absence, pleurer d'un oubli, vingt fois se repaître des mêmes choses, craindre tout, espérer je ne sais quoi, et par-dessus tout, au-delà de tout, dans l'éternité, ne voir que vous, ne désirer que vous, et m'étonner d'avoir pu croire que je vivais avant de vous avoir rencontrée, voilà mon bonheur, et je n'en veux pas d'autre.

Un soupir gonfla la poitrine de M. de Bois d'Arci; la voix venait de lui manquer.

— Continuez, lui dit Odette.

— Ah! vous êtes cruelle! Je vous dis les choses comme je les sens, et vous me raillez!

— Non pas! Je vous parle même plus franchement que les femmes ne sont accoutumées à le faire. Me suis-je fâchée seulement? Bien au contraire; j'ai écouté jusqu'au bout, et sans vous interrompre, la confession que j'ai eu l'étourderie de vous demander. N'était-ce pas avouer qu'elle ne me déplaisait point?

— Dieu bon! s'écria Gaston.

Il allait continuer; Mme de Nailhac l'arrêta. — N'allez pas crier ville gagnée, comme vous me disiez tantôt à propos d'une princesse de Conti. Je ne le suis point encore, Dieu merci; il se peut même que je ne le sois jamais. En attendant, je veux bien ne pas vous cacher que de toutes les personnes, et le nombre en est grand, qui m'ont fait l'aveu de leurs sentimens, il n'en est point qui m'ait touchée autant que vous. Je vous crois sincère. Tout à l'heure, tandis que vous parliez, la pâleur du marbre sur le front, les lèvres tremblantes, la voix émue, il me semblait que je lisais un chapitre de roman. Quoi! me disais-je, il y a donc des hommes qui éprouvent de telles choses, en plein Paris, à l'heure même où le vaudeville éclate de rire, où le mélodrame pleure, où l'opéra chante? C'est un miracle! et je me gardais bien de vous arrêter. Cela me faisait l'effet d'une belle musique, et je ne me lassais pas d'en écouter les mélodies.

— Après un tel aveu, le plus sage serait peut-être de ne plus chanter de mélodies et de s'en aller.

Une larme que l'orgueil s'efforçait de retenir grossit entre les paupières de M. de Bois d'Arci. Odette lui prit la main. — Je n'en sais rien, poursuivit-elle d'un accent plus doux; il se peut que je ne sois pas faite pour le sentiment que vous savez exprimer avec tant de charme, et cependant je crois que les heureux sont ceux qui aiment. J'ajouterai que, si quelque jour Roger se trouve sur mon chemin, je vous en avertirai le premier.

— Le premier... ou le second, dit M. de Bois d'Arci avec un triste sourire.

— Non pas; j'ai dit le premier, et je le maintiens.

Mme de Nailhac tira le cordon d'une sonnette; un domestique entra apportant le thé. — A présent causons, ajouta-t-elle; s'il ne vous plaît pas de parler de la comédie nouvelle, vous me parlerez de vous. Vous êtes l'un des causeurs les plus aimables que j'aie rencontrés, vous ne pouvez rien dire que je n'y sois attentive, et jamais je ne vous dirai : C'est assez.

— Allons, c'est une porte ouverte à l'espérance!

— Ouverte, non; entr'ouverte, oui.

Au moment de se retirer, et depuis une heure la pendule avait sonné minuit, M. de Bois d'Arci leva sur Odette un regard souriant. — Maintenant que vous savez tout, j'ai comme un remords, dit-il. Ce portrait que j'ai chez moi, c'est presque un vol que je vous ai fait.

Odette regarda la pendule. — Il est très tard, répondit-elle; si Mme de Nailhac ne vous permettait pas de garder la princesse de Conti, vous ne vous en iriez pas... Bonsoir.

Gaston disparut sans répondre, mais le dernier regard qu'il jeta sur Odette la poursuivit jusque dans son sommeil. C'était comme un rayon de feu. — C'est bon d'être aimée; est-ce bon d'aimer? se disait-elle. Elle ferma les yeux et ne les ouvrit plus.

III.

M. de Bois d'Arci n'était plus tout à fait un jeune homme, mais il avait un amour de la vie qui lui tenait lieu de printemps. Il possédait une fortune honnête et en usait largement. Il occupait au ministère des affaires étrangères une position considérable. — Cela me permet de croire que je fais quelque chose, disait-il. Au fond, M. de Bois d'Arci travaillait beaucoup et travaillait bien. Il avait l'esprit sérieux sous une surface brillante, mais il fallait le bien connaître pour deviner cette profondeur. A l'encontre de bien des gens qui se parent de qualités qu'ils n'ont pas, M. de Bois d'Arci mettait un soin extrême à dissimuler celles dont il était pourvu. L'origine des peuples, les diverses phases de leur histoire

au point de vue diplomatique, leurs alliances, leurs ressources diverses, les rapports de leurs législations, étaient pour son esprit curieux des sujets d'étude continuels. Personne mieux que lui n'était au courant de certaines questions, et il aurait eu des occasions d'avancement rapide, si une certaine habitude d'analyse et de concentration ne l'avait retenu à Paris, où, disait-il, le choc des passions et des hommes produit des résultats psychologiques dont le relief et l'inattendu ne se rencontrent nulle part. Ce spectacle suffisait à son ambition. Fort amoureux de voyages aux environs de la vingtième année, Gaston avait eu ses heures de folie qu'il ne regrettait pas. Son seul chagrin peut-être était de n'en avoir pas compté davantage. Quelque bruit de ses succès et de ses aventures s'était répandu dans le monde; il n'en parlait jamais. Quand on le questionnait à ce sujet, il souriait. — Il en est de ces souvenirs comme de ces flacons d'essence que l'on a touchés, disait-il; si le parfum de l'essence reste aux doigts, on oublie la forme et la couleur du flacon. — Au physique, il avait la physionomie expressive et un sourire intelligent, la taille souple et le geste dégagé. Il était un peu chauve, mais cela ne messéyait pas à l'air de son visage.

A son réveil, lorsque, fraîche et reposée, Mme de Nailhac se souvint de l'entretien qu'elle avait eu la veille avec Gaston, un soupir de satisfaction entr'ouvrit sa bouche aux lèvres expressives. Un élément nouveau venait d'entrer dans sa vie : elle n'en avait peut-être pas un besoin extrême, mais il ne lui déplaisait pas d'en goûter les délicatesses et d'en connaître les émotions. Seulement ces émotions, les connaîtrait-elle? Ce langage enflammé, sincère, pénétrant, qui frappait son oreille, et dont son cœur avait été doucement bercé, saurait-elle jamais en balbutier les syllabes magiques? Un sourire d'incrédulité éclaira soudain son visage. — Et cependant, murmura-t-elle, je l'attends!

Cette attente, on le conçoit, ne fut pas trompée. A quatre heures, M. de Bois d'Arci sonnait à la porte; trois minutes après, il attaquait les premières mesures de cette cantilène que tant de bouches ont chantée, dont tant de larmes accompagnent les ivresses si vite évanouies, et qu'on regrette aussitôt qu'on n'en sait plus ni l'air ni les paroles. Odette l'écoutait, tandis que sa main paresseuse s'oubliait par intervalles sur le canevas. Des lueurs tendres passaient dans ses yeux; elle avait de petits mouvemens de tête approbateurs, des sourires caressans : on aurait dit un dilettante qui savoure l'exquise perfection d'un chant dont la mélodie lui semble originale. Comme on applaudit après un passage difficile habilement enlevé, Odette tendit à Gaston cette main qui n'était pas jolie, et qu'il trouvait la plus charmante du monde. — Oui, vous êtes sincère, vous m'aimez, je le sens, dit-elle : vous avez ce trouble et dans les yeux

cet enchantement dont parlent les poètes, et auquel j'ai tant de peine à croire; mais ce qui me plaît en vous surtout, c'est que vous oubliez de me demander ma main. Par là, vous sortez du vulgaire et du suranné.

— Mais si j'osais croire...

— Gardez-vous-en bien! Je n'ai qu'une pauvre petite illusion, à savoir que mes cent mille francs de rente, cent mille francs en terres, s'il vous plaît, ne sont pour rien dans votre amour; laissez-la-moi, la proposition d'un contrat gâterait tout.

— C'est entendu; je ne vous en parlerai jamais, et cependant...

— Voilà deux mots de trop, le reste était bien. Je dis un peu *qui sait?* à propos de tout. Qui sait? dirai-je encore; il se peut que moi, la première, je vous engage à passer chez mon notaire... Jusque-là laissons dormir la question du mariage.

— Je le jure! répondit gaîment M. de Bois d'Arci.

Il fut convenu tacitement que Gaston verrait Odette tous les jours. Ce qu'il éprouvait en la quittant, il ne le savait pas bien lui-même. L'espoir surnageait, mais la crainte était au fond avec un mélange d'amertume et de jalousie qui ne lui laissait plus une heure de liberté d'esprit. Il n'eût pas échangé, il est vrai, ces tourmens pour toutes les félicités d'un paradis où Odette ne se fût pas trouvée. Il y avait des jours où un mot l'emportait au ciel, des heures où elle avait une manière de le regarder qui le jetait dans des ravissemens. Le plus clair cependant était que sa vie se composait de bonheurs qu'un sage n'eût pas souhaités à son plus mortel ennemi. Il s'échappait quelquefois en des paroles d'une violence contenue où éclataient sourdement tous les ressentimens de son cœur. — Quoi! vous vous plaignez! lui dit-elle un soir; mais le plus heureux, c'est vous! N'avez-vous pas des agitations sans cesse renaissantes, l'émotion, mille surprises? Or tout cela, c'est la vie... Qu'ai-je, moi? Des promenades, des tapisseries, de la musique! Si mon cœur bat quelquefois, et je vous dois ce phénomène, il ne me fait rien connaître encore des choses dont le vôtre est plein. Arrangez-vous pour que ces tourmens contre lesquels vous vous révoltez, je les apprenne à mon tour; il me semble alors que vous n'aurez pas perdu votre temps.

Ces paradoxes arrachaient un sourire à M. de Bois d'Arci; mais il ne parvenait pas à croire qu'il fût le plus heureux des mortels. Chaque jour il pénétrait plus avant dans l'intimité d'Odette, il ne pénétrait pas dans les replis de son caractère. Il lui arrivait parfois de la presser de questions. — Eh! que vous dirai-je? répondait-elle avec une nuance d'impatience. Croyez-vous que je ne serais pas charmée de me connaître moi-même? mais quelle femme, quelle

Parisienne surtout, a vu jamais le fond de son âme? Nous sommes des fleurs nées dans une serre chaude, les fleurs d'une civilisation exquise et raffinée qui nous a fait éclore au milieu des fantaisies et des conventions d'un monde tout plein de délicatesses maladives et de sentimens tout à la fois irritables et languissans. Nous sommes sincères et menteuses à notre insu; l'heure, l'impression du moment, le vent qui souffle, il n'en faut pas davantage pour transformer en perfidie ce qui la veille encore était la vérité. Ah! savoir ce que l'on veut, être bien sûr que ce qu'on espère on le désire, voir clair dans ces ténèbres qu'on porte au dedans de soi, être bien convaincu que les battemens d'un cœur jusqu'alors muet ne sont pas l'effet puéril d'une irritation nerveuse, mais le magnifique élan d'un sentiment sincère et fort, ne pas craindre, ne pas hésiter, c'est mon vœu le plus ardent. Est-ce ma faute si un dieu jaloux m'enchaîne dans mon incertitude?

Un soir qu'elle avait parlé en ces termes, tout en vidant à petites gorgées une tasse de thé, Gaston se leva subitement comme un homme prêt à disparaître. — Ah! vous n'aimerez jamais, s'écria-t-il.

— En êtes-vous bien sûr? répliqua-t-elle.

Gaston eut comme un éblouissement, jamais flamme plus belle ne brilla dans un regard plus chargé de promesses.

Un élan le porta à ses pieds. Odette l'arrêta d'un geste vif. — Ah! vous êtes terrible! fit-il.

— Non pas! je suis vraie.

M. de Bois d'Arci reprit son attitude première avec cette liberté aisée que donne une longue habitude du monde. — Je n'ai point la prétention de tout comprendre, ajouta-t-il presque aussitôt, et j'ai devant moi une énigme vivante dont le mot échappe à mes recherches. Si je pouvais vous parler avec indifférence, je vous comparerais à ces inscriptions en caractères hiéroglyphiques qu'on découvre sur des monumens de porphyre et de granit, et dont le mystère antique défie la science. Ne sauriez-vous essayer de vous traduire pour un ami sincère?

— C'est un peu le récit de ma vie que vous demandez là; elle n'est point telle qu'on y trouve matière à de longs mémoires.

— Dites toujours.

— Eh bien! sachez donc que tout enfant je me trouvais l'unique héritière d'un riche industriel du Perche, qui avait tout à la fois un château, des forêts et une filature. Je n'ai jamais connu d'homme plus occupé. C'était sa coutume de prétendre que, lorsqu'on a le temps de faire quelque chose, on ne fait rien. A ce compte-là, il devait faire une terrible besogne. Il était toujours courant, écri-

vant, discutant. Je le voyais par éclairs. Quand il me rencontrait, il me donnait sur les joues une petite tape de ses doigts vigoureux. Il ne m'embrassait jamais autrement.

— Ah! diable!

— Et j'étais convaincue qu'aucun enfant du pays ne recevait d'autres caresses et de plus douces. Quand par aventure un voisin lui en faisait l'observation, mon père haussait les épaules. — Manque-t-elle de quelque chose? disait-il; elle a du linge plein ses armoires, des poupées plein les mains, et des professeurs de toute sorte plein la maison. Le reste ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe! — Il y avait auprès de moi une tante, sœur de ma mère, qui tenait à la noblesse de la province par sa famille. Son mari, mort depuis longues années, avait eu sa place à la cour du feu roi Charles X. C'était une personne verte, acerbe, enracinée dans ses idées, et qui n'avait, à aucune époque de sa vie, entretenu commerce avec les illusions et la poésie. Je dois vous prévenir qu'elle enfermait dans ce cercle fatal toutes ces choses idéales auxquelles certains hommes, parmi lesquels vous êtes, attachent un si haut prix. Elle estimait qu'un air de danse et quelque ajustement nouveau étaient plus utiles. — Au moins cela se comprend-il, — disait-elle. La première fois que Mme d'Aureillan parut à la maison après la mort de son mari, elle me trouva tout en larmes. J'avais perdu dans la même journée un petit chien qui trottait toujours sur mes talons et une amie qui jouait avec moi à la poupée. L'un s'était égaré au fond des bois; l'autre avait été ramenée à son couvent. En apprenant la cause de mon chagrin, Mme d'Aureillan se mit à rire : — Si vous pleurez pour tout ce qui s'en va, dit-elle, vous y perdrez vos yeux... Un chien et une amie, tout cela se retrouve. — Je ne comprenais pas bien ce langage, mais il me rendit sérieuse sur-le-champ. Petit à petit et sous l'influence de cette parole qui avait la froideur métallique d'une lame de canif, je me déshabituai de pleurer; n'était-ce pas désapprendre de sentir?.. Quand un attendrissement subit me gagnait, ma tante avait une façon de me regarder en haussant légèrement les épaules qui me faisait rentrer en moi-même. Ce fut dès lors Mme d'Aureillan qui dirigea mon éducation.

— Elle seule?

— Elle seule. Malgré son humeur tranchante et ses répliques volontiers aiguisées, nous faisions bon ménage : personne qui fût plus accommodante dans le menu détail de la vie. En dehors de mes heures de leçons, j'allais partout et furetais partout, à la bibliothèque ainsi qu'au jardin. Un soir, elle me surprit lisant un volume de *la Nouvelle Héloïse*. — Mignonne, me dit-elle, tu aurais au bout

des doigts la fameuse lanterne de Diogène que tu chercherais vainement quelqu'un dans la province qui ressemblât à l'amant de Julie... On n'en fait plus. A présent lis toujours, si ça t'amuse. — Je jetai le volume. Je me souviens qu'une autre fois une amie de Mme d'Aureillan nous raconta qu'un jeune homme à qui l'on avait refusé la main d'une fille qu'il aimait s'était jeté dans la rivière. — On n'a point retrouvé son corps, ajouta-t-elle en pleurant. — Malgré les germes d'insensibilité déposés en moi, des larmes me vinrent aux yeux. Mme d'Aureillan partit aussitôt d'un fou rire. — C'est qu'il aura suivi le courant, toujours nageant, dit-elle; attendez seulement vingt-quatre heures, et il reparaîtra frais et dispos comme une anguille. — Le hasard voulut qu'elle eût prédit la vérité de point en point. — Chère petite, reprit-elle, les gens qui se tuent par amour finissent toujours par se marier et font souche d'enfans gros et gras. — Je jurai bien de tenir en bride dorénavant mon imagination et ma sensibilité.

— Et vous y avez réussi, à ce que je puis croire?

— Ce sont des choses qu'on ne sait bien que la veille du jour où l'on n'a plus rien à apprendre.

Arrivée à ce point de son récit, Mme de Nailhac ne cacha point à M. de Bois d'Arci que son père était venu à mourir presque subitement, alors qu'on pouvait supposer qu'il vivrait jusqu'à cent ans. De sa grande fortune, il ne restait que des parcelles, quelques terres, quelques rentes, quelques valeurs. Les affaires avaient dévoré ce que rapportaient les affaires. Mme d'Aureillan prit sa nièce à part, et lui tapant sur la joue en souvenir de son père: — Mignonne, ne te chagrine pas, je n'ai point d'enfans et j'ai du bien, — lui dit-elle. A l'expiration du deuil, les partis se présentèrent. L'un d'eux avait pour lui sa jeunesse et sa bonne mine. — Il me plaisait, ajouta Odette.

— Et vous l'appelez? répliqua M. de Bois d'Arci.

— Henri de Faux. Malheureusement M. de Faux m'aimait.

A ce mot, qui partit comme une balle, M. de Bois d'Arci soupira. — Seriez-vous bien aise qu'il m'eût épousée? ajouta Odette.

— Non, certes.

— Alors soupirez moins et écoutez-moi jusqu'au bout. M. de Faux avait cette manie de prendre tout au sérieux. Un sourire, un regard, une fleur, une distraction, un mot, des vétilles auxquelles je ne prenais pas garde, étaient pour lui des affaires d'état. De là mille discussions sans cesse renouvelées et partout deux yeux enflammés attachés sur les miens. — Ma chère, me dit Mme d'Aureillan, c'est ainsi que sont faits les amoureux, point aimables, mais jaloux et tyranniques. Dans les grandes occasions, ils verseraient, disent-ils, leur sang goutte à goutte pour leur idole; mais, ces

grandes occasions ne se présentant jamais, ils en ont mille pour rendre journellement la vie insupportable aux personnes qu'ils adorent. — M. de Faux fit si bien qu'un matin j'épousai M. de Nailhac.

— Presque un vieillard! Ce mariage vous a-t-il rendue bien heureuse?

— Mon ambition n'allait point jusque-là. Avec M. de Nailhac, je n'ai pas souffert. J'attends pour savoir s'il y a autre chose que des négations dans la vie. Si vous parvenez à me démontrer que M. de Faux m'eût fait connaître un bonheur plus vif, je ne vous en voudrai pas. A présent vous savez tout.

— Et c'est absolument comme si je ne savais rien, dit M. de Bois d'Arci, qui se leva; mais j'ai commencé, je continuerai.

— Et je prierai pour vous, ajouta Mme de Nailhac.

IV.

Sur ces entrefaites, Mme de Nailhac reçut une lettre qui arrivait du château du Ménil. — Ah! cette pauvre Jeanne! fit-elle.

« Il vit, comprenez-vous? disait la lettre. Chaque jour je le vois, il me parle, je l'entends, il est sauvé; il me semble que je suis pour quelque chose dans le miracle qui nous l'a rendu. Qui dira ce que peuvent les élans d'une sympathie ardente toujours prête au sacrifice? Pourquoi une existence en péril ne serait-elle pas sauvée par une existence qui s'offre en holocauste? Quand je suis arrivée, la mort allait le prendre. Il m'a reconnue et m'a tendu la main; je suis restée debout et souriante. Mme de Chanvri m'a comprise avant que j'eusse parlé. Elle m'a embrassée. — Dieu est bon, il vivra! me dit-elle tout bas. J'ai senti que je l'aimerai toujours pour ce mot-là. Un matin j'ai vu dans les yeux de celui qui s'en allait une lumière qui n'y était pas la veille; je suis tombée à genoux. Il y a des sensations de bonheur qui vous écrasent; je sanglotais. La main de M. de Varanges qui pendait hors du lit a cherché la mienne et l'a rencontrée. — Rassurez-vous, m'a-t-il dit, je n'ai plus peur. — Cette lumière que j'avais vue briller, elle ne s'est plus effacée. De cette place où je vous écris, et c'est la première heure que je lui dérobe, je le vois... Il est assis au soleil, il lit, il respire un air tiède et sain qui le fortifie; quelquefois il tourne les yeux vers moi. Quand j'aurai fini, j'irai le prendre, nous ferons un tour ensemble; sa marche n'est pas encore aisée, je me plais dans les petits soins que sa faiblesse réclame. Il s'y soumet malgré son orgueil masculin. Quelquefois je lui fais la lecture; je comprends mieux ce qu'il entend. Son regard, quelques mots, guident ma pensée vers des hauteurs qu'elle n'avait pas atteintes. Nous causons; sa parole éclaire tout comme un rayon. Le soir, nous faisons

de la musique: là je reprends mes avantages; il me remercie par son attention. On vivrait ainsi des mois et des ans. Il est si bon, si sincère, si rempli de moi!.. »

Quand elle eut achevé cette lecture, Mme de Nailhac posa la lettre tout ouverte sur ses genoux. — Sa vie est pleine! murmura-t-elle avec un soupir. Sa pensée se concentra sur Jeanne. Dans la vie de Mme de La Roque aucun trouble, aucune indécision; elle l'avait remplie des meilleures choses, la bonté, la droiture, la franchise, le dévouement. On voyait dans son âme comme dans une eau limpide. Elle n'ouvrait pas son cœur ou sa maison à tout venant; mais, la chose faite, c'était pour toujours. On ne savait qu'on l'aimait que par le vide que faisait son absence et le chagrin qu'on en éprouvait. Elle assurait en riant que rien n'est plus facile que l'existence. — Il suffit de faire chaque jour ce qu'on doit faire chaque jour, disait-elle, et d'appliquer à toute chose le même soin et la même vigilance. — Je ne la vois jamais assez, reprit Mme de Nailhac les yeux sur la lettre de Jeanne.

M. de Bré entra. — Je vous prends encore en flagrant délit de rêverie, dit-il. Est-ce ce bout de papier qui en est cause?

— Peut-être, c'est de la poésie en prose, répondit Odette avec un sourire.

Jean haussa les épaules. — De telles lectures sont malsaines, répliqua-t-il; mais laissons cela : je viens faire œuvre d'écolier, c'est-à-dire vous donner un avertissement. Vous n'en ferez aucun cas, mais du moins ma conscience ne me reprochera rien.

— Qu'a-t-elle donc à s'agiter, mon ami? La mienne sommeille encore.

— J'ai grand'peur qu'elle ne renouvelle le miracle de la Belle au Bois dormant. Permettez que je sonne du cor à son oreille. Si Gaston de Bois d'Arci était un de ces fils de famille qui croquent leur légitime en mille sottises, je me garderais bien d'intervenir. La paille brûlée, on en secouerait la cendre; mais il vaut mieux que cela: c'est un cœur, c'est un cerveau. C'est pour cela, me direz-vous peut-être, qu'il me plaît de l'égratigner.

— Peut-être en effet.

— Cependant mon avis est qu'il vaudrait mieux faire les choses honnêtement. Si vous l'aimez, menez-le tout droit à la mairie de votre arrondissement; il vous y suivra à genoux. Si vous ne l'aimez pas, dites-le-lui bien gentiment, et l'on se mettra en campagne pour sauver ce qui reste de son esprit.

— Ami Jean, vous me rappelez ces caporaux instructeurs qui, d'une voix de stentor, crient à leurs recrues : Une, deux, portez armes! Croyez-vous qu'il en soit de mes sentimens comme de la charge en douze temps?

— Halte-là! je ne vous suivrai pas dans vos arguties. Si vous plaidez, c'est que vous êtes décidée à condamner la victime. Grand bien lui fasse; mais à sa place je prendrais la fuite.

— Bravement?

— Sans hésiter. Je connais trop vos ruses innocentes pour m'y fier. Entre vos mains, le cœur d'un homme est comme une boule de papier entre les griffes d'un chat. Le jeu fini, on en ramasse les lambeaux.

— Lambeaux tant qu'il vous plaira! Cela vit, palpite et sert encore!

Jean frappa du pied. — A qui le dites-vous? s'écria-t-il d'un air où la gaîté se mêlait à la colère. Je sens quelque chose-là qui me le répète, et cependant je suis comme un brick désemparé qu'un récent orage a poussé vers la côte; je ne navigue plus.

— Vous avez tort, dit Odette négligemment.

M. de Bré partit d'un joyeux éclat de rire, et usant de la liberté que lui donnaient ses anciennes relations : — Ah! chère petite amie, s'écria-t-il, vous me croyez donc bien jeune encore pour tendre à ma vieille liberté de ces jolis piéges auxquels les novices se laissent prendre! Je sais bien des comédiennes, et des meilleurs théâtres, qui vous envieraient cet aimable et provoquant *vous avez tort!* Hélas! vos dents ne mordront pas sur ma cuirasse, et la plus excellente preuve que je puisse vous en donner, c'est qu'elle a plus d'un défaut par où le fer peut passer. Je ne la mène plus aux batailles auxquelles votre espièglerie me convie. Vous me plaisez fort, vous me plaisez beaucoup par l'effet naturel de cette loi qui veut que les contraires s'attirent : même je vous aime un peu, quoique je vous connaisse encore davantage; mais si j'éprouvais jamais un commencement de trouble auprès de vous, ce jour-là n'aurait pas de lendemain.

— Vous disparaîtriez?

— Spontanément. Ma dernière aventure m'a rendu poltron. J'ai eu le cœur pris, fracassé, pulvérisé par les ongles roses d'une charmante personne qui vous ressemblait. J'ai donné ma démission. Donc gardez vos mièvreries pour les autres. La belle affaire quand je m'habillerais à la mode des amoureux illustres, Alceste ou Roméo! Vous y perdriez un ami sincère, et vous y gagneriez d'avoir un autre Gaston. Le premier, c'est déjà trop.

Odette réfléchit. Elle regarda du coin de l'œil M. de Bré. Il avait toujours été auprès d'elle, et toujours bon et franc, avec des allures vertes qui témoignaient de sa loyauté; c'était en quelque sorte le démon familier de la maison. C'était lui qu'on appelait dans les mauvais jours. Il n'avait guère que douze ou quinze ans de plus qu'elle, mais par l'habitude il en avait trente. Elle mit sa main

dans la sienne. — Soit, dit-elle, j'accepte votre démission... Vous resterez mon ami.

Elle soupira, et se renversant dans son fauteuil : — Mais cela me gêne, reprit-elle.

Malgré l'expérience qu'il avait de ce caractère bizarre, Jean fit un bond. — Tenez, s'écria-t-il, vous avez l'une des natures les plus originales qui se puissent rencontrer. Il ne me déplairait pas de l'étudier chez une femme laide; mais, ayant les traits qu'on vous voit, c'est une étude à laquelle je n'oserai pas me risquer. Entre votre imagination et votre cœur se livre une bataille éternelle. L'une crie : En avant! L'autre répond : J'ai sommeil! Vous me faites l'effet d'un jockey plein d'ardeur en selle sur un cheval paresseux. Il a beau jouer de l'éperon et faire siffler sa cravache; la bête indolente marche au pas. J'imagine que vous chercheriez vainement à vous expliquer, sans compter que vous appelleriez peut-être à votre aide une demi-douzaine de jolis petits mensonges. J'aime mieux vous prier de me dire en quoi mon indifférence vous gêne.

— Parce que j'aurais voulu savoir si, troublé par les mêmes émotions, vous tiendriez le même langage que M. de Bois d'Arci... Savez-vous qu'il m'a presque convaincue?

— Eh! que vous importe que je sois plus tendre ou moins passionné, si rien ne peut fondre la neige immaculée de votre cœur? Laissez croquer les amandes à qui sait les cueillir et les éplucher.

— Et voilà précisément ce qui me blesse. L'amour tient une place insupportable dans tous les livres et tous les entretiens. On peut sans humiliation ne pas savoir le turc, mais il n'est pas permis d'ignorer un sentiment dont tout le monde parle.

— O sphinx! murmura Jean. Il se souvint des petites filles qui ouvrent leurs poupées pour voir ce qu'il y a dedans. — Faute de poupées, on prend des hommes! — se dit-il. Il sourit. Mme de Nailhac brodait. Un rayon de soleil qui filtrait entre les rideaux tombait sur sa tête et l'entourait d'un nimbe d'or. Un peu de rougeur colorait son teint mat et velouté, sa bouche était entr'ouverte, comme si sa poitrine soulevée n'eût point eu assez de l'air qu'elle respirait. La jeunesse et la vie palpitaient sur son visage. — La chrysalide serait-elle décidément morte? pensa-t-il.

— Chère madame, reprit Jean, vous venez tout à l'heure de prononcer le nom de M. de Bois d'Arci. C'est celui d'un galant homme. Vous êtes en train avec vos badinages de lui faire perdre son avenir. On ne le voit presque plus au ministère, et ce qui est plus grave, c'est qu'il vient de refuser la main d'une jeune personne qui n'eût pas mieux aimé que de le rendre heureux.

— Ah! et belle à souhait, et spirituelle à l'avenant?

— Madame, cette héroïne de roman offerte par un notaire porte

un million dans sa corbeille; mais, je ne l'ignore pas, tous les sacrifices que l'on fait en des jours de folie sont grains de poussière et fétus de paille. Aucun n'arrive à la hauteur de vos prétentions.

— Ami Jean, avouez du moins que par ces folies mêmes vous les justifiez toutes.

M. de Bré, qui avait pris son chapeau, salua en souriant. — Ma belle amie, reprit-il, vous avez raison; en toutes choses, nous ne sommes que des imbéciles qui méritons le fouet.

— Ainsi soit-il, dit Odette.

V.

Cette nuit-là cependant Mme de Nailhac ne dormit point. Si par impossible ou sous le coup d'une défaillance Gaston avait dit oui, il était perdu pour elle. Cette pensée lui donna un léger frisson. Ce frisson l'étonna, il la charma presque. Naïvement elle appuya la main sur son cœur. — Serait-ce qu'il bat? pensa-t-elle. Au petit jour, elle ferma les yeux, et, troublée par sa propre fatigue, elle rêva que M. de Bois d'Arci voyageait dans un pays plein de ténèbres; un monstre apparaissait et l'enlevait. Elle poussa un grand cri et se réveilla les paupières trempées de larmes. Elle ne sortit pas de la journée, et se trouva le soir plus agitée encore que le matin. M. de Bois d'Arci n'était pas venu. Vers neuf heures, le timbre sonna. — C'est lui! se dit Odette. Elle sauta sur le tabouret de son piano, et une fantaisie brillante éclata sous ses doigts. Gaston parut. Elle lui fit un petit signe de tête et continua. Elle l'avait vu presque sans le regarder. — Certainement il y a quelque chose, pensa-t-elle.

Quand elle eut fini son grand morceau, mais pas avant, elle se leva, et s'approchant du feu : — Quand j'ai joué, j'ai toujours froid, dit Mme de Nailhac.

— Vous me rappelez ce qu'une amie intime a dit de vous : « Elle a mis toute son âme dans ses doigts. »

— Je le voudrais, répondit Odette.

Elle allongea ses pieds du côté de la cheminée, et tournant la tête à demi : — Est-ce là tout ce qu'on dit dans Paris?

— On dit encore qu'une compagnie d'explorateurs s'organise, avec l'appui du gouvernement français, pour visiter une partie inconnue de l'Afrique équatoriale, et le bruit court qu'un certain M. de Bois d'Arci que vous connaissez se joindrait à l'expédition.

— Ah! fit Mme de Nailhac, qui tressaillit.

Mais presque aussitôt se remettant : — Vous allez au Sénégal, en Abyssinie, chez les Touaregs? Et les périls, le désert, les animaux féroces?

— Oh! madame, il en est des périls comme des bons numéros à la loterie : ces choses-là ne sont faites que pour les prédestinés. S'il s'en trouve, tant mieux : ils m'aideront à combattre un souvenir devant lequel je fuis.

— Quel souvenir?

— Le vôtre. Si je vous aimais moins, je resterais près de vous. Si vous aviez accepté le don de ma vie, tout eût été facile et bon. Malheureusement je ne puis pas vous regarder sans souffrir du bonheur que je n'ai pas. Il ne m'est point permis de croire qu'un jour vous changerez... Je m'en vais.

Un sentiment d'angoisse serrait le cœur d'Odette : il l'irritait, et elle le combattait. — Je voudrais bien savoir ce qu'en penserait Mme d'Aureillan? se disait-elle. — Resterez-vous longtemps dans ces pays lointains où vous allez? reprit enfin Mme de Nailhac.

— Aussi longtemps que je le pourrai, jamais assez pour vous oublier.

— Voilà un air dont les paroles sont connues, poursuivit la jeune femme avec un sourire ironique.

— Je ne mens jamais; pourquoi d'ailleurs mentirais-je?.. Vous n'êtes pas de celles qu'on peut attendrir. Vous ne redoutez aucune surprise de vos nerfs : vous en êtes maîtresse comme de votre cœur. Une institutrice habile a pris soin de tout faucher en vous, la moindre fleur, le plus petit brin d'herbe;... la place est nette. Une fois loin d'ici, je serai loin de tout... Je ne vous écrirai pas, je craindrais d'élargir la plaie qui saigne en moi.

— Et si Roger vient, vous n'y pensez plus?

— Roger? Dieu vous le donne! dit Gaston, qui pâlit.

Il allait se lever; Odette changea de place, et se rapprochant du siége qu'il occupait : — Et cette fiancée qu'on vous avait proposée, ne la regretterez-vous pas? reprit-elle. C'était Mlle Du Treillis, je crois?

— Ah! on vous l'a nommée?

— Non, je l'ai deviné; comment? Je ne sais pas. Elle avait un million de dot, m'a-t-on dit?

— Oh! cela n'est rien.

— Eh! quelle fortune avez-vous donc?

Gaston s'était levé. Odette lui tendit la main. — Pardonnez-moi, reprit-elle. Ma méchanceté ne vient pas du cœur, je vous sais gré au contraire de la délicatesse que vous avez mise à ne rien me dire; mais, si maîtresse que je sois de mes nerfs, ils ont parfois des révoltes... J'ai eu la fièvre tout aujourd'hui. La musique a seule le pouvoir de me calmer. Voulez-vous me permettre de retourner à mon piano?... Seulement vous resterez.

— Je resterai.

Mme de Nailhac fit signe à Gaston de s'asseoir à côté d'elle. Bientôt après, elle jouait avec une fiévreuse animation les premières pages de l'ouverture de *Sémiramis*. Quelque chose de divin chantait avec le piano. Un sentiment d'ivresse douloureuse remplissait le cœur de Gaston. Les dernières notes de ce chant tragique venaient de s'envoler sous les mains frémissantes de Mme de Nailhac. Il se pencha, et, prenant un long ruban qui des cheveux d'Odette flottait sur ses épaules, il le porta à ses lèvres et l'y retint un instant. Odette, toute pâle, se leva, et passant devant lui : — Au revoir, Roger! dit-elle.

Gaston poussa un cri : elle avait disparu.

M. de Bois d'Arci ne partit pas. Pendant quelque temps, il vécut dans les nuées : cet idéal que tant d'êtres humains poursuivent à travers les angoisses de la vie, il l'avait trouvé, il s'appelait Odette. Il la voyait telle qu'elle était, avec les incertitudes de son cœur, les défaillances de son esprit, et il n'aurait pas voulu qu'elle fût autrement. C'est ainsi qu'il l'avait connue, c'est ainsi qu'il l'avait aimée. Il n'eût pas désiré que son idole perdît un rayon, perdît une ombre : parfaite et transfigurée, ce n'eût plus été Mme de Nailhac, celle qui remplissait son âme et la rajeunissait. Une lettre qu'il écrivit pendant cette première fièvre donnera une idée plus nette de ce qui se passait en lui.

« Tu as gagné le port, mon vieux camarade; tu as une femme, des enfans, la certitude dans l'avenir. Je n'ai aucun de ces biens, et cependant je ne changerais pas mes tempêtes contre ton repos. Il se peut que demain le désespoir m'anéantisse, j'aurai goûté le bonheur dans ce qu'il a de plus enivrant : j'aime, je ne m'appartiens plus...

« Depuis l'approche de la belle saison, elle habite une villa, à mi-côte, sur la lisière d'un bois, dans la vallée de Montmorency. D'une petite terrasse abritée par une vérandah, on voit des lointains vaporeux qui ne sont pas sans grâce et sans étendue; par une échappée entre deux bouquets d'arbres, le lac d'Enghien apparaît baigné de lumière ou voilé de brume; nous passons des heures sur cette terrasse. Pour être plus près d'elle, j'ai pris un gîte dans un chalet voisin. Je ne sonne jamais à sa porte sans un battement de cœur qui m'étouffe. Je cherche ses yeux, j'attends son sourire; chaque jour, je lui apporte un bouquet de violettes, et le mouvement de sa main quand elle le prend me donne l'exacte température de son âme. Ah! la sienne est pareille au ciel, un jour bleue, un jour grise. Le caractère est charmant, l'âme est confuse et mobile.

« Odette voit beaucoup de monde. C'est la maladie de certaines femmes de Paris, qui embarrassent leur existence d'une foule d'êtres inutiles ou importuns. On pourrait dire qu'au lieu de s'éco-

nomiser elles se gaspillent. Cette contagion l'a gagnée. Je souffre de la voir ainsi entourée, et toujours égale, sans impatience, sans irritation. J'ai peine à me défendre d'un mouvement de dépit. Il y a des jours où j'exprime plus vivement ce que je ressens; elle lève la tête, suspend le travail de son aiguille, me regarde, sourit. — Vous vous plaignez donc encore? me dit-elle doucement. Quand mes yeux rencontrent les siens, je ne me plains plus. Le sentiment de la réalité ne me revient que lorsque je suis loin d'elle. Alors je me souviens d'indifférences qui m'étonnent. Se peut-il, quand on aime, qu'on soit si calme et si tranquille, si absorbé par les mesquines préoccupations du monde?

« Quel sera le dernier chapitre de ce roman où ma vie s'est enfermée? Je ne le sais pas. Odette le sait-elle mieux? Je le crois encore moins; mais, quand je descends tout au fond de moi, je n'y trouve rien de semblable à ce qu'autrefois j'ai connu. C'est quelque chose de plus intense qui m'accable et m'effraie; j'en sens le redoutable empire, et s'il est vrai que toute créature humaine doit rencontrer celle en dehors de qui rien n'a été et ne peut plus être, qui résume toutes les félicités par son amour et vous plie à tous les désespoirs par son abandon, je pourrai dire, à l'heure où les formes s'effacent : Celle-là, je l'ai connue, elle s'appelait Odette. »

On se souvient que M. de Bois d'Arci apportait chaque jour à Mme de Nailhac un bouquet de violettes qui était entre eux comme le signe visible du souvenir. Un soir, après une première visite, il la trouva sous la vérandah, accoudée à une balustrade qui la séparait du jardin. Elle était dans l'ombre, la tête dans sa main, le regard perdu dans la nuit. Ces clartés laiteuses qui suivent en été la chute du jour donnaient aux choses des contours vagues qui en augmentaient les proportions et les revêtaient d'une grâce plus intime. Un vent indécis arrachait de furtifs murmures au feuillage: c'était comme une respiration mystérieuse dont les soupirs mouraient pour renaître encore. De pâles étoiles scintillaient dans les profondeurs du ciel. Odette tourna la tête à demi au bruit que fit Gaston en passant sous la vérandah; mais ses yeux restèrent froids, et sa main ne s'étendit pas vers lui. Le silence n'était troublé en ce moment que par le pétillement d'un jet d'eau dont les gouttes de cristal sonnaient dans un bassin. Le cœur un peu serré, Gaston s'assit auprès d'elle. — A quoi pensez-vous? lui dit-il.

— Je voudrais bien le savoir, répondit Odette.

M. de Bois d'Arci remarqua alors que Mme de Nailhac tenait à la main un bouquet de violettes dont elle mordillait en rêvant les fleurs embaumées. Du bout des lèvres, les yeux errant sur l'horizon, elle les tirait de leur écrin de feuilles vertes et les rejetait dans le vide. L'obscurité de l'endroit, que les lumières éparses dans

la maison n'atteignaient pas, ne permettait point à Gaston de reconnaître ce bouquet. Il fit un pas du côté de la fenêtre, pénétra dans le salon et aperçut, oublié sur le coin de la cheminée, entre un livre et une tapisserie, celui qu'il avait apporté à Odette le matin même. Un sentiment de douleur inexprimable l'envahit, et d'une main qui tremblait un peu il s'empara des violettes abandonnées. — Quel est donc ce bouquet que vous tenez à la main? dit-il quand il fut de nouveau sous la vérandah.

— Je ne sais pas, répondit Odette, j'ai pris le premier qui s'est trouvé sur mon chemin; on m'en a laissé plusieurs dans la journée... Ce sont des violettes de Parme, je crois.

— Ah! fit Gaston, qui jeta violemment dans l'espace les fleurs qu'il venait de reprendre, non, vous ne m'aimez pas!

Mme de Nailhac tressaillit, et, saisie par un de ces mouvemens de franchise subite auxquels les femmes cèdent quelquefois : — Eh bien! oui, s'écria-t-elle, je ne vous aime pas et je n'aime personne! Voilà bien des jours déjà que je lutte contre cette vérité poignante... Je ne voulais pas me l'avouer à moi-même; mais vous l'avez appelée, la voilà! Un jour, dans une heure de folie, je vous ai donné ce nom de Roger qui était pour vous et pour moi le symbole de la jeunesse, de l'amour, de la foi. Ah! si Roger est l'être qu'on aime de toutes les forces de son âme, en qui se résument toutes les espérances et tous les bonheurs, sans lequel la vie est déserte, il n'y a pas de Roger dans la mienne, il n'y en aura jamais!

Elle passa devant Gaston, pâle, décomposée, le regard éclatant, plus dur que l'acier. Il la prit dans ses bras et l'appuya sur son cœur frémissant. — Est-ce bien vrai? s'écria-t-il les yeux noyés de larmes.

Elle resta immobile et glacée sur sa poitrine, sans effort pour se dégager, sans voix pour lui répondre, les lèvres fermées, le regard fixe et froid, inerte et pareille au marbre d'une statue. — Adieu donc! reprit-il, et d'un élan rapide il disparut dans la nuit.

Les deux épaules adossées au mur, les bras pendans, elle écouta le bruit de sa marche dans les ténèbres. Bientôt elle n'entendit plus rien. Alors, passant sur son front sa main moite : — Adieu donc! murmura-t-elle.

La course effarée de Gaston le conduisit au chemin de fer; il s'y jeta et fut à Paris en un instant.

Ce lac, ces ombrages si chers, il ne voulait plus les voir. En arrivant sur le boulevard, il rencontra M. de Bré. Jean ouvrait la bouche; mais à l'aspect de ce visage où l'agonie d'une âme était visible il s'arrêta. — Ah! s'écria M. de Bois d'Arci, j'arrive de Montmorency, et...

— Pas un mot, plus un seul! dit Jean, qui l'interrompit; je n'ai

pas besoin de vos confidences pour comprendre ce qui s'est passé... Vous montez ce calvaire que tous les hommes ont connu. Maintenant, si vous étiez sage, vous n'y retourneriez plus; mais vous aimez, vous y serez demain.

— Moi, jamais! s'écria Gaston, qui s'éloigna.

— J'ai dit demain, c'est peut-être bien tard, murmura M. de Bré, qui sourit tristement.

VI.

Le lendemain, dans la matinée, deux hommes se rencontraient du côté de Montmorency, à quelques pas de la maison qu'habitait Mme de Nailhac. L'un revenait de chez Odette, l'autre s'y rendait. — Elle est partie cette nuit, dit Gaston à M. de Bré. Je voulais la voir, je voulais... Ah! misérable cœur! sais-je seulement ce que je voulais? Son oubli me punit de ma lâcheté!

— A présent qu'allez-vous faire?

Gaston arrêta sur M. de Bré deux yeux ardens et fiévreux. — Ce que je vais faire, dites-vous? Eh! que m'importe! Je l'ai perdue.

Il serra violemment la main de Jean et le quitta, marchant à grandes enjambées dans la direction du chalet qu'il avait loué tout auprès de Saint-Gratien. M. de Bré prit lentement le chemin de la station. — Il a le visage d'un mort, pensait-il, et, comme si ce dernier mot eût réveillé dans le silence de ses méditations une série d'idées nouvelles, il ralentit le pas, hésita, puis, changeant de route : — C'est impossible, mais qui sait? murmura-t-il.

Bientôt après il sonnait à la grille du cottage. — M. de Bois d'Arci? dit-il au domestique.

— Monsieur est chez lui, mais il m'a donné l'ordre de ne recevoir personne.

— Personne, oui; mais moi, c'est différent.

Jean écarta le domestique et passa. Arrivé en deux bonds à la chambre que Gaston occupait, il jeta bas la porte d'un coup de pied et entra. Gaston, debout, chargeait un pistolet; il le rejeta à la vue de M. de Bré. Jean s'empara de l'arme et la fit sauter par la fenêtre. — Toutes les folies seront donc éternelles! s'écria-t-il.

— Ah! pourquoi me sauver?... Le cœur est mort! s'écria Gaston.

Jean lui saisit la main. — Qu'est-ce que le cœur, et qu'en a-t-on besoin? dit-il. La vie, c'est le cerveau; vivez et n'aimez plus. Ah! vous vouliez mourir parce qu'une femme est partie?... Vous? un homme! Mais qu'est-ce donc que celle-ci que j'ai fait sauter sur mes genoux, quand elle était petite fille? Une femme qui n'est ni meilleure ni pire que les autres, une créature pétrie dans l'argile et semblable à toutes. Ah! s'il fallait mourir aussi souvent qu'on

est trahi par ces êtres fragiles, la vie n'aurait jamais de printemps!

Il fit quelques pas dans la chambre, tandis que Gaston restait debout devant lui, le front assombri, les lèvres serrées. — Quoi! reprit-il, vous avez parcouru dix contrées de l'Europe et de l'Asie, vous avez vu de près les hommes et les choses, et la partie vous semble perdue parce qu'il plaît à une petite Parisienne de s'en aller un matin? Vous aviez donc cette illusion de croire que l'éternité se trouvait dans le cœur des filles du caprice et de la curiosité? Que ces plaisanteries s'échangent un soir d'été, je le veux bien : l'âme aime à se repaître de mensonges; mais qu'on assoie sa vie sur de telles fumées, voilà ce qui me passe.

Il s'arrêta subitement en face de Gaston. — Et d'ailleurs de quoi vous plaignez-vous? Elle vous a aimé, elle ne vous aime plus. La belle affaire!

— Et quelle pire infortune pouvez-vous concevoir?

— Laquelle! s'écria Jean, dont le visage se décomposa. Je ne puis arrêter ma pensée sur l'heure terrible où l'affreuse vérité me fut révélée dans toute son horreur sans éprouver encore je ne sais quel déchirement... Il y a longtemps de cela, et il me semble que c'était hier!... Comme vous, j'aimais une femme non moins séduisante que Mme de Nailhac; comme vous, je marchais dans la joie et l'ivresse, et je croyais que mon bonheur ne passerait pas; mais un homme vint qui avait deux cent mille francs de rente, et je ne vis plus celle pour qui j'aurais donné jusqu'à la dernière goutte de mon sang.

— Mais c'est horrible, ce que vous me racontez là!

— C'est horrible, parce que c'est vrai. Le cœur et la femme le suivirent. Le cœur, je ne sais pas; la femme, j'en suis sûr. Comprenez-vous maintenant qu'il peut y avoir une douleur pire que l'abandon? Quel cœur n'est pas mobile? quelle tendresse n'est pas périssable? Mais ne pouvoir même plus estimer ce qu'on a perdu et sentir au fond de son âme ramper et se débattre mille souvenirs empoisonnés pareils aux tronçons d'un serpent écrasé dans son nid, voilà ce qui brûle et corrode, voilà la plaie que rien ne guérit...

Jamais Gaston n'avait vu se dresser devant lui un visage marqué du sceau d'une plus incurable souffrance. M. de Bré semblait épuisé; mais tout à coup, employant le langage de la plus étroite amitié : — Tu m'as entendu, reprit-il; ce coup qui devait m'écraser m'a-t-il abattu?... J'ai lutté, j'ai vaincu, je vis... Seras-tu moins fort? Ne laisse pas croire à celle qui t'a fui qu'elle disparue, la terre est vide. Relève-toi, jure-moi que ces projets, accueillis dans un moment de délire, tu les repousses, et pour toujours. Jure-moi que l'énergie que je t'ai connue, tu l'emploieras à une œuvre meilleure. Mets ta main dans la mienne, et je te croirai...

— La voilà, dit Gaston.

Bientôt M. de Bois d'Arci partait pour l'extrême Orient, chargé d'une mission qui devait pour longtemps le tenir éloigné de l'Europe. Au moment de quitter la France, Gaston écrivit ces derniers mots à M. de Bré : « Un jour nous a liés d'un lien indissoluble. J'ai vu jusqu'au fond de ton cœur; le mien n'est plus avec moi. Je n'espère pas me ressaisir à la vie. Il a suffi d'une heure pour lui faire perdre son prestige. Je ne reverrai plus celle que j'ai tant aimée. Si je pouvais, même au prix d'un effort, recommencer ces jours où je n'avais pas d'autre ambition que de la retrouver, je ne le tenterais pas. La confiance est morte. Pourquoi faut-il que l'âme, la partie la plus pure et la plus haute de nous-mêmes, soit trompée et se donne à qui ne la mérite pas? S'il est vrai que l'amour soit le culte de l'idéal, un reflet des choses d'en haut, comment se fait-il qu'il ait souvent pour cause une créature d'un ordre inférieur? Il y a là des abîmes dans lesquels mon esprit se perd. Que de larmes arrachées par ces rencontres fatales!...

« Adieu donc! Dans une heure, ces côtes qui appartiennent au pays où elle vit ne seront plus qu'un nuage suspendu à la surface des eaux. Un peu plus tard, elles s'effaceront dans les vapeurs confuses de l'horizon; mais ce qui ne s'effacera pas, c'est son souvenir. Il y a des heures dont la pensée me fera tressaillir aussi longtemps qu'une goutte de sang animera ce cœur qni fut à elle. Elle est morte dans mon espérance, mais je la sens vivre et palpiter en moi. Cependant, quoi qu'il arrive, sois tranquille, mon ami, je me souviendrai de la parole que je t'ai donnée : tes mâles accens ont réveillé mon courage; si le cœur est brisé, l'homme est debout... »

Mme de Nailhac cependant était partie pour l'une de ses terres. L'unique sentiment qu'elle éprouvât alors était une sorte de repos : ni remords, ni regret. Cet égoïsme qui sommeille si rarement dans le cœur de toute créature humaine s'était réveillé et reprenait possession de son empire. Il débordait. Elle était libre! Elle n'avait plus à soumettre ses caprices, ses sensations, ses espérances, ces mille pensées fugitives, confuses, insaisissables, qui se jouent dans l'esprit comme des insectes ailés dans la lumière, aux investigations d'une âme jalouse. De quoi d'ailleurs Gaston se plaindrait-il? Il avait eu des heures et des jours, tandis que tant d'autres n'avaient pas eu des minutes. Il l'oublierait.

A ce dernier mot, Mme de Nailhac s'arrêtait. Voulait-elle bien être oubliée? Un orgueil impérissable, l'orgueil féminin, se révoltait et lui criait que, le voulût-elle, elle ne le serait jamais. Ces rêves d'amitié que caressent certaines femmes, et auxquels il n'en est point qui veuillent rester fidèles, lui traversaient l'esprit. — Un temps

viendra où nous nous reverrons, je lui tendrai la main, pensait-elle; il a de l'esprit, nous causerons.

La belle saison était dans son plus vif éclat, Mme de Nailhac partit pour les bains de mer. C'est la mode de courir à ces villages dispersés aux bords de l'Océan; les mêmes agitations qu'on promène dans Paris, on les retrouve à l'ombre des falaises. Les habitudes de sa vie passée la reconquirent. Elle eut un jour de réception où l'on dansait en petit comité. Elle fut la première à parler de M. de Bois d'Arci. Elle ne s'en souvenait que pour qu'on ne lui reprochât point de l'avoir oublié. Dans cette solitude animée et traversée par tous les bruits du monde, elle pensait quelquefois à sa tante, Mme d'Aureillan. Un sourire passait alors sur son visage. — J'imagine qu'elle serait contente de moi, se disait-elle, les racines de l'amour n'ont pu s'enfoncer dans un cœur où son esprit a promené la faucille. Si j'ai fait un rêve, il n'a duré qu'un jour. Comment se fait-il cependant que ma pauvre tante fût heureuse dans son ironie? Je ne le suis pas dans mon indifférence.

A cette même époque, parmi les personnes dont elle avait fait récemment la connaissance, on distinguait un étranger dont la mâle physionomie portait tous les caractères de la franchise et de l'audace. Une chevelure blonde rejetée en arrière et de longues moustaches fauves indiquaient son origine. Il avait les yeux de cette nuance particulière aux races violentes et martiales; le bleu d'azur s'y mêlait au gris de fer; sous l'empire de passions spontanées, ils devenaient doux et profonds comme les flots, ou plus durs et plus étincelans qu'une lame d'épée. Une cicatrice blanche coupait son front par le milieu. Le comte Sandor Brady était Hongrois. Tout jeune encore, il avait pris part à la grande insurrection de 1849. Dans ces phalanges de vaillans soldats qui combattirent à Débreczin, à Temeswar, à Ofen, il s'était fait une renommée par sa bravoure. Il avait toutes les grâces et toutes les séductions de cette nation héroïque; il en avait aussi toutes les impétuosités. Né pour la guerre, il promenait dans la paix une élégante oisiveté, à laquelle venaient en aide les débris d'une grande fortune. Le comte Sandor avait remarqué Mme de Nailhac. Odette estimait qu'il n'y avait pas de meilleur valseur à Trouville.

La première conséquence de la vie des eaux est de créer entre personnes qui se voient tous les jours une intimité qui disparaît peut-être avec les bourrasques du mois d'octobre, mais que rien n fait naître et ne peut remplacer à Paris. Il y a des heures régulières durant lesquelles on se réunit au même lieu, on fait ensemble les mêmes promenades, on visite les mêmes paysages, on partage les mêmes plaisirs. On se rencontre dix fois en vingt-quatre heures; on s'est vu le matin au fond d'un bois, on se retrouve le soir au

bal. Le récit commencé en face de la mer, on l'achève sous le feu de cent bougies. Par un sentiment inexplicable et confus, mais sincère dans son résultat, comme on sait qu'on ne se connaîtra presque plus la saison finie, on se cache moins et on se pénètre mieux.

Une excursion avait conduit un soir Mme de Nailhac et Sandor dans une forêt au milieu de laquelle s'élève un chalet dont les galeries dominent la mer voisine. D'un océan de feuillage, le regard s'élance vers un autre océan plus vaste où le flot scintille. Des massifs de fleurs s'épaississent autour de la maison; les plaintes du flot qui bat le rivage se mêlent aux murmures des feuilles effleurées par le vent. L'espace est immense; les côtes ont des courbes harmonieuses; des voiles blanches animent les solitudes bleues de l'horizon. Au moment où la compagnie à laquelle Mme de Nailhac et le comte Brady s'étaient joints arriva sous les ombrages de cette retraite, le soir finissait. Des bruits confus et doux flottaient dans l'air tiède; la mer, assombrie sur les rivages, avait au loin des couleurs d'opale; des nuages aux teintes roses nageaient dans le ciel limpide. La nature, alanguie par les ardeurs du jour, s'apprêtait au sommeil. Déjà la forêt, où passaient les frissons du vent, devenait noire. Mme de Nailhac et Sandor, accoudés à l'un des angles du balcon, regardaient devant eux. A quoi pensait Odette? On peut croire que le Hongrois pensait à Mme de Nailhac. Parfois il tournait les yeux vers elle, et il ne trouvait pas que le paysage entrevu dans l'ombre eût des lignes plus douces et plus charmantes que celles tracées par le cou et les épaules de sa voisine. Un inconnu passa sous le balcon; une femme était auprès de lui. — Que cette retraite serait belle à deux! dit une voix qui s'éteignit comme un souffle.

Sandor tressaillit. — Oui, murmura-t-il, bien belle en effet, si l'un des deux s'appelait Sandor, et si l'autre vous ressemblait!

Mme de Nailhac, à demi surprise, mais non troublée, tourna lentement la tête de son côté, et d'un air de moquerie : — Ce langage n'a rien de nouveau pour moi, dit-elle. Entre nous, et je dois vous en avertir, il est même usé.

— Qu'importe qu'il soit usé s'il est sincère? s'écria le comte.

— Ce n'est pas tout; encore faut-il qu'il ait le don de me convaincre, et d'autres l'ont tenté qui n'y ont pas réussi.

Ils descendirent et s'enfoncèrent dans la forêt. Un sentier que de pâles lueurs éclairaient s'ouvrait devant eux. — Mon langage a paru vous surprendre, poursuivit Mme de Nailhac; vous me prenez dans une heure de franchise, profitez-en. Demain peut-être je ne l'aurai plus; aujourd'hui je vous parle sincèrement, je ne vous aime pas. Une retraite à deux, même avec vous, me semblerait un purgatoire, je n'ose pas dire un enfer, de peur de vous offenser. Demain il se peut que je me taise et que je trouve un plaisir méchant à

rester maîtresse d'un cœur qui n'est pas pétri dans le moule commun. Vous êtes de la race des grands seigneurs et des soldats...

— Je suis ce que je suis, dit fièrement Sandor.

— Eh bien! restez ce que vous êtes, reprit Mme de Nailhac en souriant; moi, j'ai été coquette, je ne le suis plus. Il paraît qu'un jour mes coquetteries ont fait plus de mal que je ne l'aurais voulu. Il y a des âmes superbes qui se donnent tout entières et ne se reprennent plus. Je ne désire pas être aimée autrement, et cependant toute passion sérieuse m'épouvante. Explique qui pourra cette contradiction!... Il me suffit de vous en avertir; le reste est votre affaire plus que la mienne. Si votre amour,... car c'est bien de cela qu'il est question, n'est-ce pas?

— Oui, répondit le comte d'une voix grave.

— Si donc votre amour est de ceux qui brillent le soir comme une étoile et s'éteignent le matin, jouez-en la comédie auprès de moi, je ne risque rien, elle peut être aussi plaisante que toute autre distraction d'un jour; mais s'il a de ces symptômes qui peuvent faire croire à sa durée et à sa vérité, partez. Une pauvre petite Parisienne telle que moi n'est pas faite pour ces grands sentimens... Est-ce ma faute si un malin génie s'est plu à répandre dans mes veines un filet d'eau froide dont le temps et l'éducation ont fait un ruisseau de neige?

On était arrivé dans un endroit où les arbres moins pressés laissaient tomber un rayon de lumière. Sandor s'arrêta pour mieux voir le visage de sa compagne. Mme de Nailhac l'exposa coquettement aux clartés de la lune. — Regardez, dit-elle, je ne ris ni ne tremble.

— C'est donc bien vrai?

— C'est vrai ce soir, fiez-vous à ce soir. Demain ne m'appartient pas.

— Eh bien! dit Sandor d'un air de gaîté superbe, j'ai toujours eu pour coutume de me fier au lendemain. S'il ressemble à la veille, tant mieux! s'il ne lui ressemble pas, tant mieux encore!

Mme de Nailhac, à son tour, fit un mouvement. — Cela vous étonne? reprit le Hongrois avec une nuance d'ironie. Ce n'est pas ma faute si je ne suis pas semblable à tout le monde. Je ne m'en aperçois que depuis que j'ai quitté mon pays. Mon langage, mes sentimens, mon caractère, ne sont pas à la mode de l'Occident. A présent que je vois de près vos habitudes bien ordonnées et que j'analyse vos passions tirées au cordeau et soumises à la règle, j'ai souvent envie de rire de mes enthousiasmes et de mon exaltation; mais je ne puis vaincre ma nature. Chez moi, au bord de la Save, dans les grandes plaines sauvages de la terre d'Arpad, je ne fais

pas disparate. Ici l'harmonie est rompue. Je dissimule le plus que je puis pour ne pas être accusé d'extravagance. Si je vous parais un peu fou, n'oubliez pas que je suis fils d'Attila.

— Fou! murmura Mme de Nailhac, comme si elle eût répondu à une voix intérieure, c'est bien le malheur d'une foule de gens que je connais de ne pouvoir pas le devenir!

— Alors laissez-moi l'être tout à mon aise avec vous.

— Soit, mais à une condition, c'est que vous me permettrez de rire au moment des accès.

— Et vous êtes une femme? s'écria Sander avec une nuance d'irritation.

Sa compagne fit un petit signe de tête affirmatif.

— Maintenant vous êtes prévenu, reprit-elle. Suivez votre sentier, je suivrai le mien.

Sandor ne répondit pas; ils venaient de rentrer dans la zone d'ombre. Leurs pas nonchalans faisaient crier le gravier. Du bout de sa main gantée, Mme de Nailhac brisait les feuilles des arbrisseaux voisins. Le comte, dans ses longues courses à travers l'Europe, avait rencontré bien des femmes; aucune ne lui avait tenu ce langage. Était-ce le manége d'une coquetterie habile? était-ce l'expression sincère d'un cœur qui n'avait jamais aimé? Une douleur intense, aiguë, lui rappelait alors qu'il aimait la belle indifférente suspendue à son bras plus encore qu'il ne le croyait. Elle fut la première à rompre le silence. — Voilà que vous vous taisez, dit la jeune femme; les hommes ne se plaisent pas au langage de la vérité. Si l'obscurité ne s'y opposait, vous pourriez lire sur l'une des branches de cet éventail, et tracée par la pointe légère d'une épingle, une devise bien vieille, bien surannée, mais plus sage que toutes les philosophies ensemble; j'en ai fait mon catéchisme. La voici dans son laconisme et telle qu'une vieille amie à moi qu'on appelait Mme d'Aureillan me la faisait répéter : *tout passe, tout casse, tout lasse*. Cela dit, à quoi bon?

Un mouvement subit de passion emporta Sandor. Il s'empara des mains de Mme de Nailhac, et l'entraînant dans une clairière où la lumière blanche tombait à flots : — Ah! ne blasphémez pas! cria-t-il. Vous, avec des yeux si profonds et si doux, un jour remplis de flammes, un jour attendris par la mélancolie, vous, avec ce fier profil et ces lèvres éloquentes, vous n'aimeriez pas, vous n'aimeriez jamais! C'est impossible; vos mains sont dans les miennes, et je sens les frissons de votre épiderme. Je vois votre beau visage plus pâle que la neige, votre bouche qui tremble; quelque chose y circule qui n'est pas la jeunesse et la vie seulement, qui est tout cela et qui est plus que cela! Est-ce que la nature peut tromper à ce point, vous donner tous les charmes et toutes les at-

tractions, et vous refuser l'étincelle qui vient d'en haut? Non, non! vous êtes belle, vous êtes jeune, une émotion inconnue gonfle votre poitrine. Un jour viendra où vous sentirez un souffle embrasé passer en vous comme une flamme. Ce jour-là, vous aimerez!... Et moi, j'attendrai ce jour-là... Que m'importent les souffrances? que me font les angoisses des heures où l'on doute? J'ai vu la mort voler autour de moi, et je suis sorti vivant des champs de bataille. Une nouvelle épreuve m'est offerte, je l'accepte avec ivresse. Que mon cœur saigne, j'attendrai; que mille tristesses me déchirent, j'attendrai; que le désespoir soit mon lot pendant des mois et des ans, je vous aime, j'attendrai.

— A demain alors! dit Mme de Nailhac.

VII.

A quelque temps de là, un matin, Odette rencontra Sandor qui prenait le chemin des falaises. Il était à cheval. — Vous allez rire, dit-il en retenant sa monture; mais on ne peut se corriger en un jour. Veuillez ne pas oublier que j'ai été hussard : c'est une circonstance atténuante qui me permet de ne pas trop réfléchir à ce que je fais.

— Qu'est-ce donc? répondit Mme de Nailhac, qui découvrait une nuance d'embarras dans le sourire du cavalier.

— J'ai fait un pari, reprit le comte, ou, pour mieux dire, j'ai perdu une discrétion. La marquise de Sivrey m'a condamné à faire trois fois le tour d'un vaste champ dans lequel paît un troupeau de bœufs. On m'a toujours raconté, m'a-t-elle dit, que les taureaux d'Espagne ne peuvent supporter la vue de la *muleta* couleur de pourpre que les matadors agitent sous leurs yeux; je serais curieuse de savoir si les taureaux de la Normandie ont les mêmes antipathies. Je ris encore à la joie d'enfant avec laquelle j'ai accepté. Ce sera comme une charge de cavalerie. C'est pourquoi je vais faire un tour sur la falaise, vêtu de l'attila rouge que je portais dans mon pays.

Mme de Nailhac voulut retenir son interlocuteur. — Mais c'est une folie! dit-elle. — Bah! s'écria Sandor, qui poussa son cheval. Mme de Nailhac le suivit. Au sommet de la falaise, elle trouva la marquise de Sivrey, qui attendait en calèche. Elles se saluèrent. Devant elles s'étendait un champ immense, où paissait à l'aventure un grand troupeau de bœufs. Sur l'un des côtés de ce vaste plateau, la falaise tombait à pic. A la vue du troupeau, Mme de Sivrey chercha le cavalier des yeux : elle avait peur et voulait le retenir; mais déjà le comte était dans la plaine. Son attila, soulevé par la brise, flottait en l'air; vivement éclairé par le soleil, il avait l'éclat d'une

flamme. Un taureau leva la tête et le vit. D'abord étonné, il regarda venir à lui ce cavalier vêtu de pourpre. Bientôt un mugissement éveilla l'attention du troupeau. Sandor montait un de ces chevaux de race hongroise qui ont la légèreté du vent et la grâce de l'hirondelle; frémissant d'impatience et les oreilles pointées en avant, il fut en un instant au milieu du troupeau. Un taureau gratta la terre du pied et fondit sur lui; mais, plus rapide qu'une flèche et guidé par l'habile main de Sandor, le cheval évita le choc et poursuivit sa course. Le troupeau s'ébranla derrière lui. L'attila rouge tournoyait dans la plaine comme une étincelle chassée par le vent. — Voyez! dit Mme de Nailhac, qui, prise d'effroi, saisit la main de Mme de Sivrey.

— Ah! mon Dieu! qu'ai-je fait? s'écria la marquise.

Cependant Sandor avait traversé le cercle de ses ennemis formidables. Deux taureaux plus agiles s'acharnaient à le poursuivre. Cette fièvre qui naît de la lutte, cet amour du péril que le péril engendre l'animaient. Il eût voulu plus de monstres encore autour de lui. Dans son élan, il touchait parfois à cette limite où la falaise s'abîmait dans le vide. Le cheval s'arrêtait court, ployé sur ses reins, les naseaux tout ouverts, la crinière au vent, fou de terreur. Un instant on voyait sa silhouette noire se dresser dans l'azur, et de nouveau un galop furieux le précipitait dans la plaine, où des mugissemens l'attendaient. Dix colosses bondissaient sur ses traces. Debout sur les étriers, Sandor agitait son attila; souple, audacieux et prompt dans sa fuite, il touchait de sa cravache la croupe des taureaux et n'en était pas touché. Les cornes frappaient dans le vide. Une sorte d'ivresse le gagnait. Cependant sa course le ramena auprès de la haie. — Restez! s'écria en ce moment Mme de Nailhac. Restez, quand ce ne serait que pour l'amour de moi!

Sandor obéit, et bientôt on le vit disparaître dans la plaine. Mme de Nailhac reprit le chemin de Trouville; elle était brisée comme si elle avait fait une longue course. Les battemens de son cœur l'étonnaient; battait-il avec la même force à l'époque où Gaston l'attendait? Et maintenant où donc M. de Bois d'Arci était-il? Elle essaya de pénétrer en elle-même; tout y était vague, obscur, flottant. Des larmes mouillèrent ses joues. Elle les laissa couler. — J'étais plus heureuse, il me semble, quand j'étais tranquille, pensa-t-elle.

Peu de jours après, on apprit à Mme de Nailhac que quelqu'un l'attendait au salon. Elle eut un mouvement d'impatience et courut cependant; elle se trouva dans les bras de Mme de La Roque. — Comme je l'avais oubliée! se dit-elle.

— C'est donc ainsi que vous pensez à vos amis? s'écria Jeanne après le premier moment d'effusion.

Odette se mit à rire et ne chercha point à s'excuser. La vie de Paris a des tyrannies qu'on subit sans se les expliquer. Elle avait obéi à la loi commune. — Chansons que tout cela! poursuivit Mme de La Roque. Je ne vous pardonne que si vous êtes heureuse.

Mme de Nailhac haussa légèrement les épaules. — Heureuse! Il me suffit de m'amuser, et j'y réussis.

— Ah! pauvre petite, que je vous plains! Moi je ne m'amuse plus, et la joie m'étouffe.

Jeanne était de ces femmes qui tirent leur beauté de l'expression du visage. Animée, elle devenait charmante; à présent elle était comme transfigurée. — Ah! ma chère, faut-il que je sois folle, reprit Odette, et M. de Varanges, comment va-t-il? où est-il?

— Vous me voyez et vous le demandez! Il est ici... Dans huit jours, nous serons mariés... Quelle affaire qu'un mariage quand on n'a plus de grands-parens pour s'en occuper! Il y a toujours quelque petit papier dont les notaires ont besoin. A présent les bans sont publiés.

— Ainsi rien ne manque à votre bonheur?

— Rien, si ce n'est de porter son nom; mais je sais qu'il m'appartient, qu'il est à moi... Je prends patience. J'ai presque mis de la coquetterie à retarder le moment où je n'aurai plus rien à souhaiter. Il y a dans cette pensée qu'on touche à l'instant radieux où tous les rêves seront accomplis, où l'on n'aura plus qu'à tomber à genoux sous l'œil de Dieu et à le remercier, une sorte d'enchantement dont malgré soi on prolonge la durée. On est comme un voyageur qui n'est plus séparé des sommets vers lesquels il marche que par un pan de gazon. Avant d'y poser le pied et de prendre possession de son empire, il s'attarde en chemin, il regarde en arrière; il veut, par une attention plus complaisante, graver dans un coin de sa mémoire l'image du site qui va disparaître, il en salue l'ombrage aimable. Il y a comme une sorte de mélancolie dans cet abandon qu'il va faire des lieux où il s'est reposé et qui ont été les étapes de son ascension. C'est mon histoire, et si un petit nombre de jours me retiennent éloignée du moment où je serai Mme de Varanges, je n'en précipite pas le cours, et je me plais à en savourer les délices.

Mme de Nailhac était devenue sérieuse. Elle regardait par la fenêtre la mer qu'une risée de vent faisait blanchir. Ce grand bonheur dont Jeanne venait de lui faire voir la vivante image, cette plénitude de vie qui rayonnait en elle, cette attente heureuse d'un avenir que ne menaçait aucune ombre, troublaient la jeune femme. Mme d'Aureillan avait-elle eu raison? avait-elle eu tort? L'incertitude la gagnait. — Si l'impitoyable railleuse qui m'a élevée revenait au monde, pensait-elle, elle serait toujours contente de moi; mais moi, le se-

rais-je autant d'elle? — Elle passa dans un jardin que fermait une haie; par-dessus les sureaux et les chèvrefeuilles, on voyait la mer, dont les flots, poussés par la marée, couvraient la plage à chaque élan. Un flot invisible montait dans son cœur et l'envahissait aussi. Elle découvrit une marguerite dans l'herbe et la ramassa. Tout en jouant avec la fleur, ses doigts négligens en arrachaient les pétales un à un. Elle murmurait des mots qu'elle avait appris dans son enfance... Elle la rejeta vivement. — A quoi songeais-je? se dit-elle; de tels enfantillages peuvent-ils avoir prise sur moi?

Sandor parut devant elle. — J'ai vu cette fleur, j'ai vu votre geste, dit-il. Ne l'interrogez pas : quoi qu'elle vous dise, elle sera loin de la vérité, comme cet oiseau qui bat de l'aile autour de la haie est loin du nuage... J'ai vécu comme un fou depuis ce matin. J'avais toujours devant les yeux votre image éplorée, j'entendais toujours votre voix tremblante. Quel regard dans ce moment! Ah! si Mme de Sivrey n'avait pas été là, je serais tombé à vos pieds!... Odette, le jour n'est pas loin où vous aimerez!

— Ah! fit Mme de Nailhac, qui sourit, vous prenez une violette pour un bouquet!

— Je suis d'un pays où ceux qui sèment le grain de blé ne récoltent pas toujours l'épi, répondit le comte. Si vous ne m'aimez pas, Dieu me viendra en aide. Bientôt peut-être ne serai-je plus auprès de vous. Ainsi qu'un grand nombre de mes frères, j'appartiens à des hommes inconnus à qui nous avons fait le sacrifice de nos biens et de notre volonté. S'ils nous disent : Partez! nous partons. S'ils nous crient : Mourez! nous mourons. Ce matin, à mon retour de la falaise, j'ai trouvé une lettre qui me fait croire que l'heure est proche où je devrai ceindre mes reins et courir à de nouvelles batailles. Ah! lâche cœur! j'ai pensé à vous et j'ai senti un frisson passer dans mes veines. Pour la première fois j'ai regretté de vous avoir rencontrée.

— Ainsi vous partiriez donc, si l'on vous commandait de partir?

— Rien ne saurait m'en empêcher.

Sandor soupira. Mme de Nailhac le regardait toujours. — Rien, si ce n'est vous, reprit-il d'une voix mourante.

Le soleil venait de disparaître dans les flots, teints d'une couleur de sang. Mme de Nailhac quitta le jardin et rentra dans une grande pièce ouverte, dont toutes les fenêtres donnaient sur la mer. Elle avait froid, elle avait chaud. Elle aurait voulu que Sandor ne fût plus auprès d'elle, et pour rien au monde elle n'aurait permis qu'il s'éloignât. Son piano se trouva sous sa main. Bientôt un chant âpre, éclatant et d'un rhythme sauvage retentit. Sandor, qui avait suivi Mme de Nailhac, tressaillit. — Quoi! dit-il, vous connaissez la *Marche de Rakoczy?*

— Vous le voyez. Une de mes amies me l'a envoyée de Paris... On dirait les appels du clairon, le piaffement des chevaux, le choc des sabres mis en musique.

Subitement Mme de Nailhac changea de thème. Un air suave et tendre s'éleva du clavier caressé par ses doigts. Sandor la regardait, une larme mouilla ses paupières. — Je vous ai donné ma vie, dit-il, je sens que vous en pouvez disposer à votre gré. Si un jour vous en acceptez le sacrifice, et elle vous sera vouée jusqu'à mon dernier souffle, jouez cette mélodie qu'une nuit d'été a inspirée à Weber. Ce jour-là, je comprendrai que vous m'aimez.

— Ah! fit Mme de Nailhac, qui continua d'une main paresseuse à suivre les modulations commencées, et si quelque jour aussi l'idée me vient de ne plus vous voir, à quel opéra, à quelle symphonie faudra-t-il que mon souvenir s'adresse?

Le comte pâlit. — Ne plus vous voir? dit-il.

— Oui, vous appartenez à la première révolution qui passe; pourquoi mon cœur n'aurait-il pas le droit de lever aussi le drapeau de l'indépendance? C'est un badinage, une supposition, si vous voulez; mais enfin il faut tout prévoir, surtout avec moi qui ne suis jamais qu'à demi sérieuse.

— Eh bien! ce jour-là faites entendre cette marche terrible qui tout à l'heure a frappé mes oreilles... Je comprendrai que vous voulez que je parte, et je partirai...

Mme de Nailhac prit en riant sur le piano les deux morceaux de musique, et les regardant d'un air coquet: — L'air d'Agathe, c'est donc le paradis terrestre, dit-elle; la *Marche de Rakoczy*, c'est le paradis perdu!... Enfermons-les bien vite dans leur casier, l'avenir fera parler les oracles.

Sandor saisit sa main au passage et la porta à ses lèvres. De son épiderme blanc, la sensation de ce baiser glissa jusqu'au cœur d'Odette. Elle s'efforça de sourire, et du ton d'une femme du monde : — Ah! dit-elle, nous n'en sommes pas à la musique allemande.

Le comte allait répondre; elle lui fit signe de s'éloigner. Quand elle fut seule, elle tomba sur un siége : — Serait-ce lui enfin? murmura-t-elle.

Le lendemain, avant midi, elle reçut la visite de Jean. A sa vue, elle poussa un petit cri de joie. — Autre paysage, autre cri! dit-il gaîment.

— Voilà dix fois que je pense à vous, on ne vous voit plus. D'où venez-vous?

— J'arrive de Bade en droite ligne; j'y assistais à l'agonie d'un cœur qu'une femme presque aussi jolie que vous assassinait à coups d'épingle.

— Eh bien?

— Il est mort vendredi dernier.

— Bon! il ressuscitera dimanche prochain.

Jean salua. — Vous en parlez fort à votre aise, reprit-il; on voit bien qu'en tendre nièce de Mme d'Aureillan vous avez pris l'excellente habitude de ressusciter avant de mourir.

Comme ils se promenaient dans le jardin, Sandor vint à passer. A la vue de M. de Bré, il hésita; puis, ôtant son chapeau, il continua son chemin. — Vous lui avez fait peur, dit Mme de Nailhac.

— Faut-il que je le rappelle?

— C'est inutile, il reviendra; vous le connaissez?

— Le comte Sandor Brady? Un peu...

— Qu'en pensez-vous?

— Déjà un interrogatoire? Eh bien! je vous répondrai en style de procès-verbal que le comte Sandor a trente-deux ans, qu'il a été riche comme on ne l'est plus que dans le vieil Orient, et qu'il l'est encore malgré la confiscation de tous ses domaines, qu'il a été condamné à mort par les tribunaux autrichiens, qu'il est noble comme le feu roi Mathias Corvin, démocrate à la façon du général Marceau, et au besoin aristocrate comme l'était le grand-connétable Anne de Montmorency... Il a beaucoup voyagé.

— Je ne vous demande pas tout cela.

— Alors vous êtes plus indiscrète encore.

— Je le suis jusqu'au bout des ongles. On me donnerait la boîte de Pandore que je l'ouvrirais.

— Sachez donc que le comte est l'un des derniers représentans d'une race qui s'en va, un de ces hommes pour qui la bataille et l'amour sont tout. Il donnerait sa vie pour un sabre et le paradis pour un baiser. Le vieil honneur chevaleresque bout dans ses veines. Un jour qu'on parlait devant lui des croisés qui allaient mourir dans les sables de la Judée et qu'on raillait leur mémoire, il fut superbe. — Vous les plaignez, s'écria-t-il, des gens qui combattaient pour leur Dieu et pour leur dame!... Ils mouraient dans l'enivrement de leur foi, et vous les plaignez! On s'est beaucoup moqué de cette écharpe que les chevaliers portaient sur leur cœur et que les mains d'une châtelaine avaient brodée. Elle leur servait de linceul à cette heure dernière où ils se confessaient à la croix de leur épée, et ils rendaient leur âme fière en murmurant un nom sacré! Que Dieu me donne une mort pareille! Croire, aimer, n'est-ce pas la vie? — Tout l'homme est dans ce cri. Sa Palestine, à lui, c'est la Hongrie. Sa châtelaine, je ne la connais pas.

Mme de Nailhac sourit. — Je la connais, moi, dit-elle étourdiment. Figurez-vous que le comte Sandor...

— Ah! pas de confidence! s'écria Jean. Encore un mot et je me sauve! Un homme du monde peut tout deviner, mais ne doit rien

entendre... Je ne veux pas que vous ouvriez la porte aux regrets et qu'un jour vous vous avisiez de me haïr.

Mme de Nailhac se tut et se mit à casser des brindilles en regardant du côté par lequel Sandor s'était éloigné. — Avez-vous des nouvelles de M. de Bois d'Arci? dit-elle un instant après.

— Vous vous en souvenez? Vous êtes un ange!

— Ah! reprit-elle en se mordant les lèvres, parce qu'on a été émue un jour, faut-il donc courir à sa perte et y courir jusqu'au tombeau?

— Calmez-vous, et surtout ne vous perdez pas. M. de Bois d'Arci est au fond de l'Asie, dans un pays dont la civilisation est plus féroce que la plus extrême barbarie. On a de ses nouvelles au ministère des affaires étrangères, et on espère beaucoup de sa rare intelligence.

— Pensez-vous qu'il revienne bientôt?

— Rassurez-vous. M. de Bois d'Arci est devenu tout à fait diplomate. S'il revient, il n'aura plus le temps de voir ses anciennnes connaissances.

— Je ne suis pas assez jeune pour l'ignorer. Quand on est ambassadeur, on a le privilége de tout oublier.

— Avouez du moins que ce privilége n'est pas un monopole.

Mme de Nailhac ne put réprimer un mouvement de dépit. Jean, qui l'observait, pensa que la femme la plus indifférente avait, comme la plus passionnée, le désir de faire des blessures éternelles. En ce moment, Sandor se fit voir sur la plage. Il reprenait à petits pas le chemin du chalet de Mme de Nailhac. Jean chercha son chapeau. — Je reste encore quelques jours à Trouville, dit-il. Si vous avez besoin d'un compagnon de route pour retourner à Paris, je me mets à votre disposition.

A peu de temps de là, Odette partit subitement, obéissant à son insu à une de ces impulsions dont le secret mobile échappe même aux femmes qui les subissent. — S'il m'aime, se disait-elle, il saura bien me rejoindre. S'il ne m'aime pas,... adieu!

Elle n'était pas bien sûre de savoir ce qu'elle désirait. Pendant son voyage de quelques heures, elle s'interrogea elle-même, analysant en philosophe ses propres sensations et n'en découvrant aucune qui fût claire. Elle avait perdu sa tranquillité; qu'avait-elle gagné en échange? Le sentier où Jeanne marchait d'un pas si ferme lui était-il donc interdit à tout jamais? Cependant elle ne pouvait distraire sa pensée du souvenir de Sandor. Il lui arrivait même en dormant de voir sa tête enflammée et pâle.

Un mois se passa. L'automne faisait pleuvoir les feuilles mortes dans les longues avenues des bois. Retirée à la campagne, Mme de Nailhac laissait dormir son cœur, ainsi qu'on laisse une eau quel-

que temps agitée reprendre sa transparente immobilité afin de mieux voir au fond. Elle partageait quelques heures entre l'aiguille et le piano. Quand ses mains rencontraient les deux pages marquées par le Hongrois, elle en jouait les phrases musicales avec un sourire. « Laquelle retentira un jour? » se disait-elle. Sandor n'était pas encore venu, mais un sentiment invincible lui répétait sans cesse qu'elle le reverrait. A défaut de sa présence, elle avait ses lettres. Le comte voyageait en Italie. Un certain mystère enveloppait ce voyage. Un matin, Mme de Nailhac le trouva près d'elle. Du premier regard elle devina que son empire n'était pas diminué. — J'ai bien souffert loin de vous, dit-il, j'ai cru que l'heure du dernier combat allait sonner. J'ai souhaité alors que vous fussiez morte.

— Morte! répéta-t-elle.

— Ah! s'écria Sandor avec une sorte d'exaltation mystique, au moment d'offrir mon sang en holocauste, vous ne savez pas quel trouble peut jeter en moi cette pensée qu'un jour peut-être vous serez à un autre. Vous à un autre!... Morte, il me semble que vous seriez moins perdue!

Mme de Nailhac frissonna; c'était l'accent de la passion dans ce qu'elle a de plus âpre et de plus profond.

— Laissez-moi vivre encore un peu, dit-elle d'une voix émue, et racontez-moi ce qui vous a retenu de l'autre côté des Alpes.

— Ne vous l'ai-je pas dit? J'étais appelé par ceux qui ont le droit de me dire : « Venez! » Quelques jours de répit m'ont été donnés, et je suis accouru. Je vivrai dans votre ombre jusqu'à ce que l'heure sonne; pour la première fois j'ai appris à l'attendre avec crainte.

La tapisserie chôma; la musique eut toute la part que l'aiguille perdait. Jamais Mme de Nailhac ne parlait mieux que lorsqu'elle se taisait. Ses mains avaient une éloquence qui ravissait le cœur de Sandor. Jamais non plus elle n'était plus belle qu'aux momens où elle s'abandonnait à son inspiration. Son front pâle, ses joues décolorées avaient la transparence de l'albâtre; une flamme l'avait touchée. Il lui arrivait quelquefois, quand elle était seule, de jouer l'air d'Agathe.

Un soir, Sandor parut plus tendre qu'à l'ordinaire. La pâleur de son visage frappa Mme de Nailhac. Elle se leva et lui tendit la main. — Sortons, dit-elle.

Ils se dirigèrent vers l'extrémité d'un parc où de grandes futaies dressaient en l'air leur dôme de feuillage. L'ombre se faisait. Marchant à petits pas sur un lit de feuilles sèches, ils arrivèrent auprès d'une fontaine au-dessus de laquelle s'élevait la statue blanche d'une déesse. La lune versait sa lumière sur l'onde frémissante et sur le marbre éclatant. Ils s'y arrêtèrent, et Mme de Nailhac s'accouda au socle de la statue.

— C'est ici peut-être que je vous verrai pour la dernière fois! dit Sandor tout à coup.

— Ainsi vous partez!

— A toute heure je dois être prêt. L'avis m'en est venu ce matin. J'ai passé ma journée en préparatifs. J'ai voulu qu'aucune préoccupation ne troublât le moment des adieux.

— Et où allez-vous?

— J'irai où va la guerre. Beaucoup de ceux qui partent ne reviendront pas; mais que m'importe d'être au nombre de ceux qu'un peu de terre recouvrira bientôt?... Je n'avais qu'une espérance, elle est morte!

Mme de Nailhac restait debout, enveloppée d'une robe blanche qui la rendait semblable à une ombre. La pâleur des tombeaux était descendue sur son front. Sandor se mit à ses pieds. — Ah! si vous aviez voulu! dit-il.

Il releva la tête doucement, et d'une voix qui avait des sons d'une mélancolie pénétrante : — Je vous appartenais, reprit-il; pourquoi n'avez-vous pas accepté le don de ma vie?

A la vue de ce front pâli par tant d'angoisses et prédestiné à la mort, Odette se pencha, et, l'entourant de ses bras, elle inclina vers lui ses lèvres brûlantes.

— Ah! tu m'aimes! s'écria Sandor.

Bientôt après il ne vit plus à travers les arbres que l'éclair d'une robe blanche qui s'enfuyait. Il eût pu croire qu'il avait rêvé, si les battemens de son cœur ne l'avaient averti que la jeune femme était là tout à l'heure.

Mille songes agitèrent Mme de Nailhac pendant la nuit; elle revit Sandor à ses pieds, elle le vit dans la mêlée. Elle ouvrait les yeux, une fatigue accablante les refermait. Un souvenir traversa son esprit. « Ne m'a-t-il pas dit : A demain? » pensa-t-elle. Le jour vint sans mettre un terme à son agitation. Elle se couvrit d'un peignoir et passa sur un balcon. Une brume légère voilait les futaies voisines où s'abritait la fontaine. Le vent du matin poussait autour d'elle des feuilles jaunies qui faisaient entendre un doux bruit en tombant sur la terre humide. En ce moment, un rayon de soleil perça le brouillard; la campagne fut illuminée. Mme de Nailhac était pleine d'incertitude et d'anxiété, mais sans impatience. — J'ai cherché l'amour... il y a des instans où j'ai cru l'avoir trouvé, et je suis plus agitée, plus inquiète qu'au temps où je n'éprouvais rien! Est-ce donc cela qu'on appelle le bonheur? se dit-elle. Mme d'Aureillan avait-elle eu si grand tort de n'en pas vouloir? — Qui sait? reprit-elle encore.

Elle se souvint de matinées semblables qui s'étaient écoulées à Montmorency. Seulement alors les feuilles étaient vertes; à présent

elles étaient rouges. Un livre se trouva sous sa main. Elle l'ouvrit : c'était un volume des *Méditations* de Lamartine. Les marges en étaient couvertes de notes écrites au crayon. Elle se rappela que Gaston lui avait lu bien des pages de ce volume. Ces vers célèbres tombèrent sous ses yeux :

Que ne puis-je, porté sur le char de l'aurore,
Vague objet de mes vœux, m'élancer jusqu'à toi !
Sur la terre d'exil pourquoi resté-je encore?
Il n'est rien de commun entre la terre et moi !

Quand la feuille des bois tombe dans la prairie,
Le vent du soir s'élève et l'arrache aux vallons;
Et moi, je suis semblable à la feuille flétrie :
Emportez-moi comme elle, orageux aquilons !

Le volume s'échappa des mains de Mme de Nailhac. Un sentiment de tristesse amère la saisit. — Hier c'était Gaston; aujourd'hui sera-ce Sandor? Et demain et après-demain?... se dit-elle.

Elle crut entendre dans l'éloignement le galop d'un cheval. Elle se pencha sur la balustrade du balcon. Un cavalier apparaissait au bout d'une longue avenue de hêtres dépouillés. C'était lui! Sandor montait ce même cheval qu'il avait le jour où Mme de Nailhac l'avait vu sur la falaise. Il semblait avoir des ailes; chaque élan le rapprochait du balcon où elle attendait, pâle, inquiète, fiévreuse. Elle distinguait les traits du comte; il l'avait reconnue; ils étaient rayonnans.

Bientôt il fut sous ses yeux. A l'instant où il jetait la bride à un domestique, Mme de Nailhac se redressa toute blanche, et, courant à son piano, d'une main nerveuse elle attaqua la marche de Rakoczy. Les notes pétillaient comme des balles sous ses doigts. Elle entendit un cri et continua. — Non! non! aimer sans amour, c'est impossible! murmura-t-elle.

Pendant deux minutes, Sandor, immobile comme une statue, écouta l'air hongrois, qui éclatait, violent, sauvage, impétueux; puis, secouant la tête, il marcha vers la barrière refermée, et, saluant la fenêtre derrière laquelle Mme de Nailhac venait de disparaître, il lui jeta le cri du gladiateur mourant au césar romain. Aussitôt il enleva son cheval blanc d'écume, et d'un bond il franchit la barrière. Mme de Nailhac se glissa vers la fenêtre. Cachée derrière un pli du rideau, elle ne vit plus que le fantôme d'un cavalier qui fuyait sur la route. Elle ferma les yeux et tomba anéantie sur un fauteuil.

Le vide s'était fait dans son cœur, l'activité de la vie la ressaisit, mais une activité sans chaleur et sans but. Un mois après, elle reçut une lettre qui portait le timbre de Gênes. Elle devina qu'elle était de Sandor avant de l'avoir ouverte. — Adieu, lui disait-il, je pars pour ne plus revenir. Vous êtes comme un songe dans mon passé,

et il me semble que des temps sans limites se sont écoulés depuis que je ne vous ai vue. Votre nom même est comme l'écho mourant d'un bruit qui a cessé de retentir... Vous ne saurez jamais combien je vous ai aimée... Je ne l'ai bien su moi-même qu'à l'heure où tout espoir m'a été ravi. Un jour, une heure, une minute, j'ai été heureux d'un bonheur que vous ne connaîtrez jamais... Le lendemain vous m'avez réveillé;... à présent je vais chercher un sommeil qui ne trompe pas...

Elle n'alla pas plus loin. Une larme vint à sa paupière, elle chercha une plume qu'elle saisit d'une main tremblante ; mais en levant les yeux elle aperçut dans son cadre l'image sardonique de Mme d'Aureillan qui souriait. — A quoi bon? dit-elle en jetant la plume; M. de Bois d'Arci n'est pas mort, pourquoi Sandor mourrait-il?

Un temps vint où elle apprit que Sandor était parti pour cette aventureuse expédition de Sicile qui renversa un trône, et qui, à huit siècles d'intervalle, renouvelait les héroïques expéditions de Robert et de Roger Guiscard. Plus tard encore, Mme de Nailhac fut informée, par quelques lignes froides et laconiques insérées dans un journal, qu'un jeune Hongrois, le comte B..., avait été ramassé, expirant et percé de coups, sur le champ de bataille du Vulturne. Il était couvert d'un attila rouge. Nul n'avait poussé plus avant dans les lignes de l'armée royale. Le journal tomba des mains de Mme de Nailhac. Le cœur gonflé, elle descendit dans ce même parc où, pendant les heures silencieuses d'une nuit d'automne, elle l'avait vu à ses pieds. A présent la lumière circulait partout; l'air était tiède, le feuillage frissonnant. Mme de Nailhac s'enfonça sous le couvert des arbres. Deux ombres invisibles la suivaient dans sa promenade, toutes deux tristes et pâles, l'une à demi confuse et comme perdue dans la nuit, l'autre tachée de sang. L'une s'appelait Gaston, l'autre Sandor. — Dieu juste, me condamnerez-vous parce que je n'ai pas aimé! dit-elle.

L'eau chantait dans le bassin de la fontaine, au pied de la statue. Alors elle aperçut le long d'une haie deux inconnus, un jeune homme, une jeune femme, dont les bras étaient enlacés, et qui suivaient lentement un sentier. Leurs sourires se répondaient, leurs regards se cherchaient; quelque chose de doux et de rayonnant était répandu sur leur physionomie; leurs pas légers glissaient sur l'herbe : on aurait pu croire qu'ils étaient portés par des ailes, Mme de Nailhac les suivit quelques instans, perdue en mille pensées, puis elle les vit s'éloigner et disparaître ensemble, comme deux cygnes qui fendent l'azur du même vol. C'était l'image souriante et jeune du bonheur qui s'effaçait derrière un rideau de feuillage. — Ils s'aiment! se dit-elle; comment font-ils?

*****

EXPÉDITIONS

PROJETÉES

AU POLE NORD

DE LA POSSIBILITÉ D'ATTEINDRE LE PÔLE, NOUVEAUX PLANS DE CAMPAGNE PROPOSÉS EN ANGLETERRE ET EN ALLEMAGNE.

Les limites du possible reculent chaque jour en navigation comme en toutes choses. Dans l'antiquité, le monde connu était limité au pourtour de la Méditerranée; au-delà commençait le fabuleux, le vague, l'inconnu. Les conquêtes d'Alexandre, celles des Romains servirent la géographie. Les invasions des barbares, les migrations des peuples firent entrevoir les profondeurs de l'Asie et de l'Afrique. Dans le moyen âge, les courses audacieuses des Normands, les croisades et les récits des marchands aventureux de Pise, de Gênes, de Venise et de Montpellier (1) maintinrent la tradition de peuples étranges et lointains. Plus tard, la découverte de l'Amérique et la circumnavigation du globe par Magellan changèrent toutes les idées reçues, et l'homme put mesurer l'étendue de son domaine. Dans le Nouveau-Monde, les Espagnols et les Portugais se frayèrent une route d'un océan à l'autre. Depuis cette époque, les voyages de découvertes se sont multipliés, et les nombreuses circumnavigations qui suivirent celle de Magellan firent connaître les lisières des continens et les îles sans nombre dont l'Océan-Pacifique est semé. Cependant l'intérieur de l'Australie et de l'Afrique restait encore en

(1) Germain, *Histoire du Commerce de Montpellier*, 1861.

blanc sur les mappemondes. Des voyageurs intrépides ont pénétré dans l'intérieur de ces continens mystérieux; presque tous ont payé de leur vie les résultats dont l'Europe savante constate avec reconnaissance le nombre et la valeur. La terre est donc bien près d'être connue tout entière; il est cependant deux points où l'on n'est pas encore parvenu : ce sont les pôles. L'homme a exploré toute cette portion de la superficie du globe qui décrit chaque jour une révolution autour de son axe idéal; mais il n'a pas encore atteint les deux points immobiles où cet axe vient aboutir, les deux pôles où le jour et la nuit se partagent l'année, où le soleil décrit pendant six mois des cercles parallèles à l'horizon pour disparaître totalement pendant une période d'égale durée, ces points enfin où tous les méridiens convergent et où les heures ne mesurent plus le temps.

Le voyageur atteignant le pôle nord verrait briller au-dessus de sa tête la constellation de la Petite-Ourse et l'étoile polaire, qui nous semble d'autant moins élevée que nous sommes plus voisins de l'équateur. Celui qui atteindrait le pôle sud ne contemplerait qu'un espace vide, sans étoiles brillantes, mais entouré des grandes constellations australes du Vaisseau, de la Croix, du Triangle, du Paon et de l'Hydre. Les pôles étant plus rapprochés du centre de la terre qu'aucun autre point de la surface du globe, c'est là aussi que la force de pesanteur a le plus d'intensité : la force centrifuge, résultat de la rotation diurne de notre planète, y est au contraire complétement nulle. Le sphéroïde terrestre étant renflé vers l'équateur, chaque point de cet équateur est plus distant du centre de la terre qu'un autre point situé en dehors de la ligne équinoxiale : aussi c'est sur cette ligne que la pesanteur agit avec le moins d'intensité, tandis que la force centrifuge y atteint son maximum. Soumis à ces deux forces, qui le sollicitent en sens opposé, un corps pesant, à l'équateur, parcourt en tombant un espace de $175^{m},997$ millimètres en six secondes, et au pôle, sous l'influence de la pesanteur seule, $176^{m},613$ millimètres dans le même laps de temps. La différence est de $0^{m},616$ millimètres : elle correspond à celle du diamètre polaire comparé au diamètre équatorial qui s'élève à 42,612 mètres. Les oscillations du pendule confirment ces données. Sous l'équateur, le pendule qui bat la seconde a une longueur de $0^{m},991$ millimètres; mais au Spitzberg, par 79° 50′, le général Sabine a vu qu'il fallait allonger l'instrument de 5 millimètres pour que la durée de ses oscillations fût encore d'une seconde. On connaît théoriquement la longueur que le pendule doit avoir au pôle; l'expérience directe est encore à faire. Sur la terre même, rien n'avertirait le voyageur qu'il a touché ce point si important dans la mécanique de notre globe : il peut être situé sur un

continent, sur une île ou en pleine mer, comme les pôles magnétiques, dont l'un est sur le continent du nord de l'Amérique, l'autre au milieu de l'Océan-Antarctique, sans que rien signale ces deux points, où viennent converger les directions prolongées de toutes les boussoles du globe. Il en est de même pour la température.

Les lignes isothermes nous montrent par leurs courbures qu'il existe dans notre hémisphère deux *pôles du froid*, c'est-à-dire deux points où la température moyenne est plus basse que partout ailleurs. L'un de ces points est situé dans l'Amérique boréale, l'autre au nord de la Sibérie asiatique; mais il serait du plus haut intérêt de constater de combien le climat du pôle nord astronomique de la terre est moins âpre que celui des deux pôles du froid. Le dernier travail de Plana, un des plus grands géomètres dont l'Italie moderne puisse s'enorgueillir, donne un nouvel intérêt à cette recherche. Plana démontre en effet géométriquement que la chaleur due à l'action du soleil décroît d'intensité du cercle polaire (latitude 66° 1/2) jusqu'au pôle astronomique, et Plana en conclut hardiment que les mers des deux pôles doivent être libres de glaces pendant une grande partie de l'année. La distribution des terres et des mers, la direction des vents et celle des courans, l'état habituellement nuageux ou serein du ciel polaire, modifient sans doute profondément cette loi mathématique. C'est donc un problème des plus intéressans dont la physique du globe attend la solution directe et définitive.

Les voyages entrepris pour atteindre le pôle nord auraient encore une autre importance : c'est de faire connaître une portion de la surface terrestre complétement inexplorée jusqu'à ce jour, une surface équivalente aux quatre cinquièmes de l'Europe environ. La côte du Groënland s'arrête-t-elle par le 76e degré de latitude, où Sabine et Clavering sont parvenus en 1823? Se prolonge-t-elle au contraire, comme le pense le géographe Petermann (1), sous la forme d'une longue presqu'île ou d'un archipel qui s'étendrait à l'occident du pôle nord jusque dans le voisinage du détroit de Behring, et dont l'île Herald, découverte en 1849 par Kellett, qui lui donna le nom de son navire, serait le dernier anneau? Derrière cette île, Kellett et ses compagnons virent se prolonger au loin une terre étendue, hérissée de sommets aigus qui perçaient les nuages. Déjà en 1762, le Russe Andrejev avait signalé dans ces parages une terre appelée Titigen et habitée par une peuplade qui se désignait elle-même sous le nom de Kraïhaï, et l'amiral Wrangel avait revu les parties élevées de cette terre du haut du cap sibérien de Jakan. Andrejev ne

(1) *Geographische Mittheilungen*, 1865, 4e cahier, où l'auteur a figuré ce prolongement du Groënland.

fut pas cru; cependant Clavering et Sabine ont trouvé des Groënlandais habitant par 74° 10′ (1), et sur la côte occidentale du Groënland l'Américain Kane communiqua, durant l'hiver de 1853 à 1854, avec des Esquimaux qui demeuraient non loin de la baie Ranselaer par 78° 40′ dans un village qu'ils nommaient Etah. Est-ce le point le plus septentrional du globe habité par l'homme? On pourrait en douter, puisque Morton, le compagnon de Kane, a trouvé des huttes enfouies dans la glace et entourées d'ossemens de phoques et de baleines au-delà du 80e degré de latitude. Nous ne connaissons donc pas encore les limites du domaine habité par la race humaine dans l'hémisphère boréal : la géographie physique, l'hydrographie, la géologie, la faune, la flore de ces contrées nous sont également inconnues. Aussi, comme le disait naguère un des plus anciens explorateurs des mers sibériennes, l'amiral russe Lütke, peu importe qu'on atteigne le pôle même; la connaissance des régions arctiques si voisines de nous, si influentes sur la climatologie européenne, est le point essentiel. Il en est un autre uniquement moral et par conséquent prépondérant: c'est l'exercice de la volonté et de l'énergie humaines luttant contre les forces aveugles de la nature pour les connaître et les dompter. Oserait-on soutenir que des hommes tels que Franklin, les deux Ross, Richardson, Parry, d'Urville, Bellot, Mac Clure, Inglefield, Mac Clintock et Kane, dont l'existence et celle de leurs équipages ont été mises cent fois en péril durant des années entières dans des mers inconnues et désertes par les tempêtes, les courans, les écueils, des glaces monstrueuses, un froid épouvantable, la nuit éternelle de l'hiver, l'ennui, le découragement, le scorbut, ne soient pas comparables aux héros si populaires de la guerre? Personne ne le croira : ces héros de la paix élèvent le niveau moral et intellectuel d'une nation; nul sentiment de regret ou de tristesse ne vient troubler les élans d'admiration et de respect qu'ils inspirent; leur gloire est pure du sang et des douleurs de leurs semblables, et le génie de l'humanité n'a point à gémir sur des triomphes dont la science et la morale recueilleront tous les fruits. Aux esprits étroits qui se croient positifs et nous demanderaient quels seraient les avantages matériels qui résulteraient d'un voyage au pôle, nous répondrons résolûment que ces avantages seraient nuls, que le commerce des deux mondes n'y gagnerait absolument rien. L'expédition ne saurait donc être mise en actions ni réaliser des bénéfices. Heureusement il est encore un certain nombre d'hommes qui ne se glorifient pas du titre d'utilitaires et pour lesquels le lucre n'est pas le but unique de la vie.

(1) On sait que le pôle boréal est situé par 90 degrés de latitude nord.

Des deux pôles, le pôle boréal est le plus rapproché de nous et paraît le plus abordable. La Société de géographie de Londres a consacré plusieurs séances à discuter la possibilité et les moyens de l'atteindre. Des géographes, des marins, ont émis leur avis et conclu pour l'affirmative. En Allemagne, le docteur Petermann, dont nous avons déjà cité les recherches sur le Groënland (1), a provoqué et poursuivi de toutes ses forces la réalisation de ce grand projet : il en a fait le sujet des conférences d'un congrès de savans et de marins réuni à Francfort en 1865. Ce projet préoccupe donc l'attention publique en Allemagne et en Angleterre : la France n'y saurait rester indifférente; mais, avant d'indiquer les plans proposés pour arriver au pôle, je crois utile de faire connaître les tentatives qui ont été déjà faites et d'initier en même temps le lecteur à la géographie des mers et des terres boréales, ces notions étant nécessaires à l'intelligence des projets mis en avant par la Société de géographie de Londres et par M. Petermann, le promoteur de la question en Allemagne.

I. — LES MERS DU SPITZBERG. — LA PÊCHE DE LA BALEINE DANS LA MER GLACIALE. — TENTATIVES DE PHIPPS ET DE PARRY POUR ATTEINDRE LE PÔLE.

Si l'on jette les yeux sur une mappemonde planisphérique, c'est-à-dire dressée suivant la projection dite de Mercator, ou mieux encore sur une carte des régions boréales dont le pôle occupe le centre, on reconnaît que ce pôle est entouré par les deux grands continens de l'Asie et de l'Amérique, séparés l'un de l'autre par le détroit de Behring. Aucune autre ouverture à travers le continent asiatique ne fait communiquer l'Océan-Glacial avec la Mer-Pacifique. L'Amérique du Nord au contraire est découpée par une foule de détroits, de canaux et de bras de mer contournant de grandes îles ou de vastes promontoires. Par ces détroits, par ces canaux, la Mer-Polaire communique avec la baie d'Hudson et celle de Baffin, qui elles-mêmes s'ouvrent dans l'Océan-Atlantique, en face des côtes du Labrador. Cette communication n'est pas la seule : entre l'Amérique et l'Europe, c'est-à-dire entre les côtes orientales du Groënland et celles de la Norvége, il existe une grande lacune par laquelle la Mer-Polaire se continue librement avec l'Atlantique. Cette lacune correspond à l'extrémité septentrionale du continent européen. L'archipel du Spitzberg, placé au milieu de ce large canal, non comme un obstacle, mais comme un point de relâche, est l'étape naturelle sur le chemin du pôle. Les côtes occidentales de l'île

(1) M. Petermann est le directeur d'un important recueil consacré aux sciences géographiques et intitulé : *Mittheilungen aus Justus Perthes geographischer Anstalt über wichtige neue Erforschungen aus dem Gesammtgebiete der Geographie.*

principale, découpées par des *fiords* profonds et ramifiés, sont baignées par les eaux du *gulfstream*, courant d'eau chaude qui, sortant du golfe du Mexique, longe les côtes occidentales de l'Irlande et les côtes orientales de l'Islande, embrasse les Shetland et les Féroe, gagne la Norvége, atteint la Laponie et va se perdre dans la Mer-Blanche, en contournant le Cap-Nord. Ce fleuve d'eau tiède adoucit les hivers de toute l'Europe occidentale, depuis le nord de l'Espagne jusqu'au Spitzberg. Grâce à lui, les glaces flottantes versées dans l'Océan-Arctique par les glaciers du Spitzberg et du Groënland fondent avant d'avoir atteint le sud de l'Islande vers le 63e degré de latitude, tandis que les légions de glaces flottantes qui débouchent des baies d'Hudson et de Baffin par le détroit de Davis descendent dans l'Océan-Atlantique jusqu'au 40e degré, c'est-à-dire à la latitude de Boston et de Madrid.

Toutes ces circonstances réunies avaient appelé dès l'origine de la grande navigation les navires hollandais et anglais dans la Mer-Glaciale. Avec des vents favorables, on pouvait, en moins d'un mois, se rendre des ports de l'Angleterre ou de la Hollande à l'extrémité méridionale du Spitzberg. Un intérêt commercial y attira bientôt des navires de toutes les nations maritimes de l'Europe : c'est la pêche de la baleine. Dans l'origine, ce monstrueux cétacé fréquentait les parages de toute l'Europe, et du xe au xiiie siècle les pêcheurs basques, bretons, normands, flamands, norvégiens, le poursuivaient sur leurs côtes respectives. Les baleines, chassées sans relâche, devinrent plus rares et se retirèrent vers le nord. Les Basques les suivirent, et au xvie siècle ils s'aventuraient déjà sur les côtes d'Islande, du Groënland et de Terre-Neuve. Les Islandais, voyant une nouvelle industrie naître pour ainsi dire autour de leur île, se joignirent aux Basques, et vers la fin du xvie siècle cinquante ou soixante navires des deux nations se livraient dans les parages de l'Islande à la pêche de la baleine. Les Anglais entrèrent en lice vers 1594. En 1607, Hudson retrouve le Spitzberg, découvert onze ans auparavant par les Hollandais, et s'élève dans le nord jusqu'à 80° 23′. Jonas Poole, envoyé en 1610 par la compagnie formée pour la découverte de nouvelles contrées, ne dépasse pas 79° 1/2, mais il est frappé du grand nombre de baleines qui fréquentent ces côtes, et provoque l'envoi de deux navires anglais portant six harponneurs basques. La campagne fut assez malheureuse; cependant dès l'année suivante il y avait cinq navires baleiniers dans ces eaux : deux anglais, deux hollandais et un basque. Les Anglais chassèrent les Hollandais, prétendant qu'eux seuls avaient le droit de pêcher dans ces parages. En 1613, la compagnie moscovite anglaise obtint une charte royale qui confirmait ce prétendu droit, et elle équipa sept navires armés en guerre qui poursuivirent tous les bâtimens fran-

çais et hollandais qui se livraient à la pêche; mais l'année suivante seize baleiniers hollandais, sortis du port d'Amsterdam, purent, sous la protection de quatre frégates, se livrer tranquillement à leur industrie. Ces dissensions, accompagnées de violences réciproques, durèrent jusqu'à l'année 1618, où les nations engagées dans ces conflits convinrent d'un commun accord de déclarer la pêche libre au Spitzberg et de se partager les baies. Le monopole de la compagnie hollandaise pour la pêche de la baleine ayant expiré en 1642, tandis que le régime du privilége régnait toujours en Angleterre, la liberté donna une impulsion extraordinaire à ce genre d'entreprises, et de 1660 à 1670 il n'y avait pas moins de quatre à cinq cents navires hollandais et hambourgeois sur les côtes du Spitzberg, tandis qu'on n'y comptait pas un seul bâtiment anglais. Ces pêcheurs, exclusivement commerçans, nous ont laissé peu de renseignemens sur l'Océan-Glacial, sur le Spitzberg et sur la Mer-Polaire; il n'en est pas de même d'un baleinier hambourgeois appelé Frédéric Martens, qui atteignit en 1671 le 81e degré, et publia, avec la relation de son voyage, la première description connue du Spitzberg, de ses glaciers, de ses productions naturelles, suivie des détails les plus intéressans et les plus véridiques sur les mœurs de la baleine et des autres grands cétacés que l'on trouvait à cette époque sur les côtes du Spitzberg (1). Pour montrer combien la pêche de la baleine était productive à la fin du XVIIe siècle, il me suffira de dire qu'en 1697 une flotte de 190 navires, dont 121 hollandais, 54 hambourgeois et 15 brêmois, rapporta le produit de 1,886 baleines. Tous les ans, un village temporaire s'improvisait comme par enchantement dans la baie de Smeerenberg, près de l'île Amsterdam, au nord du Spitzberg : il était fréquenté annuellement par près de 18,000 matelots, et se composait surtout de boutiques de marchands, de boulangers, de bouchers, et d'établissemens pour la fonte de la graisse de baleine. Telle était la prospérité de cette colonie passagère qu'on la comparait à celle de Batavia, qui venait d'être fondée récemment.

La première moitié du XVIIIe siècle vit décliner peu à peu la pêche dans ces parages. Traqués sans relâche par de véritables flottes, ces cétacés inoffensifs, qui d'ailleurs se multiplient lentement, cherchèrent un refuge vers le pôle, au-delà de la banquise, dans des espaces de mer libres semblables à de grands lacs entourés de glace. Les Hollandais les y suivirent. Par un vent favorable, mettant toutes voiles dehors, ils coupaient la glace nouvellement formée avec la proue de leurs navires, entraient dans ces

(1) Son voyage a été publié en français dans le recueil de *Voiages au Nord*, t. II, sous ce titre : *Journal d'un Voiage au Spitzberghen*, in-18, Amsterdam 1715, avec dix-sept planches.

espaces fermés, y poursuivaient leur proie, et s'en rapportaient tranquillement à un changement de vent pour en sortir. De vagues traditions veulent que quelques-uns aient pu atteindre ainsi les plus hautes latitudes : l'un d'entre eux même, dit-on, regagna sa patrie en passant près du pôle. Franchissant le détroit de Behring et doublant le cap Horn, afin de rentrer dans l'Atlantique, il fit le tour du monde pour revenir du Spitzberg à Amsterdam. Oublions ces légendes maritimes pour revenir à l'histoire.

Au commencement du XIXe siècle, nous trouvons une série de voyages exécutés par un seul navigateur qui, pour le nombre, la variété et l'exactitude des travaux accomplis, ne peut être comparé à aucun de ses prédécesseurs : c'est William Scoresby. Fils d'un capitaine baleinier, il fit dix-sept voyages au Spitzberg. Trop jeune pour se livrer à des recherches suivies pendant les premiers, ce sont les résultats des douze derniers, compris entre les années 1807 à 1818, qui forment la matière de l'excellent ouvrage qu'il a publié sur les mers arctiques (1). Scoresby, livré à la pêche de la baleine, ne dépassait guère le 79e degré de latitude; toutefois en 1806 il remonta très haut dans le nord à la recherche de ces cétacés, et le 24 mai il se trouvait par 81° 30′ de latitude et 16° de longitude est de Paris, c'est-à-dire précisément au nord du Spitzberg. La glace s'étendait vers l'est-nord-est; entre cette direction et le sud-est, la mer était complétement libre sur une étendue de 30 milles (55 kilomètres), et il n'y avait pas de terre à la distance de 100 milles. « Si notre voyage eût été un voyage de découvertes, dit à ce propos Scoresby, nous eussions certainement ajouté quelque chose aux connaissances géographiques acquises sur les régions arctiques; mais la pêche était notre unique but, et l'équipage au milieu de ces mers désertes et inconnues se montrait péniblement impressionné et donnait des signes de découragement. » Bien que Scoresby ne se soit point proposé d'atteindre le pôle nord, personne n'a mieux observé, personne n'a mieux décrit les phénomènes des mers polaires. Pour se faire une juste idée de son exactitude et de sa sagacité, il faut avoir vu ce qu'il a vu et contrôlé ce qu'il a écrit. Comme de Saussure, avec qui l'intrépide et savant capitaine a les plus grands rapports par l'ingénuité de ses observations parfaitement libres d'idées préconçues, Scoresby sera toujours considéré comme l'initiateur de toute recherche scientifique dans la Mer-Glaciale et le guide le plus sûr du navigateur dans les parages du Spitzberg et du Groënland.

On voit que, si l'on n'avait pas tenté directement d'atteindre le

(1) *An account of the arctic regions with an history and description of the northern whalefishery*, 2 vol., 1820.

pôle, l'Océan-Glacial était au siècle dernier presque aussi fréquenté pendant l'été que l'Atlantique sur les côtes de l'Europe. Acharnés à la poursuite de la baleine, devenue moins commune, les pêcheurs s'avançaient à sa suite dans les hautes latitudes, et quelques-uns, comme Frédéric Martens et Scoresby, avaient fait connaître ces mers, que la plupart ne visitaient que pour exploiter les richesses que la faune arctique offre au commerce et à l'industrie.

Parlons maintenant des voyages dont le pôle nord était le but direct ou indirect. Les premières tentatives directes remontent à 1607. De notables commerçans de Londres envoyèrent Henry Hudson pour s'assurer si l'on ne pourrait pas se rendre directement en Chine et au Japon en passant par le pôle. Parti de Gravesend le 1er mai, sur un petit navire appelé *Hopewell*, Hudson reconnut le Spitzberg le 27 du même mois et s'avança jusqu'au nord de l'île; les glaces flottantes étaient nombreuses et compactes, et il fut forcé de s'arrêter par 80° 23′ de latitude. Le 16 août, il vit une terre qui s'étendait, suivant son estime, jusqu'au 82e degré; il espérait trouver une mer libre entre la banquise et la côte, mais tout était obstrué de glaces, et il prit le parti de revenir. En 1609 et 1611, Jonas Poole reçut de la compagnie du commerce russe (*muscovy company*) la mission de s'approcher le plus possible du pôle nord. La première fois il ne put dépasser 79° 50′, et la seconde fois il se heurta par 80 degrés contre une barrière de glace qui s'appuyait sur la côte du Spitzberg : il la prolongea dans l'ouest pendant environ 120 lieues, sans trouver une issue pour s'élever davantage dans le nord. En 1614, ces tentatives furent renouvelées par deux navigateurs célèbres, Baffin et Fotherby, commissionnés par la même compagnie; ils ne furent pas plus heureux que leurs devanciers et déclarèrent à leur retour qu'ils ne croyaient pas à la possibilité de dépasser la barrière de glace qui unit le Spitzberg au Groënland. Cette affirmation, provenant de marins aussi expérimentés et à la suite de quatre tentatives inutiles, mit fin aux entreprises de la société.

Depuis un siècle et demi, les Anglais semblaient avoir renoncé à étendre le champ de leurs découvertes dans les mers polaires, lorsqu'en février 1773 la Société royale de Londres présenta au roi George III une requête pour l'engager à envoyer une expédition dans le nord afin d'examiner jusqu'où l'on pourrait s'approcher du pôle boréal. Le 21 mai suivant, deux navires, le *Race-Horse* et le *Carcass*, étaient prêts à mettre à la voile. Jean Constantin Phipps, depuis lord Mulgrave, commandait le premier comme chef de l'expédition; le capitaine Lutwidge était le capitaine du second. Un astronome, M. Lyons, et un physicien, le docteur Irving, furent adjoints aux états-majors. D'Alembert et Joseph Banks donnèrent leurs instruc-

tions pour les observations à faire sur la physique générale et l'histoire naturelle. L'expédition sortit le 2 juin 1773 de la Tamise; on découvrit la côte méridionale du Spitzberg le 28 au soir. Le 4 juillet, les navires mouillèrent dans une petite baie au sud de celle de Hambourg. Mettant de nouveau le cap au nord en serrant la côte, ils rencontrèrent la glace le lendemain, et le 6 ils étaient à quatre milles (1) de la banquise, par 80 degrés de latitude; ils suivirent alors cette banquise, naviguant au milieu des glaces flottantes et souvent arrêtés par elles, mais cherchant une ouverture par laquelle ils pourraient pénétrer vers le pôle. Après avoir louvoyé le long de cette barrière infranchissable, les deux navires atteignirent le 5 août une île, située par 80° 35′, à laquelle Phipps donna le nom de son pilote Walden (2), qu'il avait envoyé pour la reconnaître. Là le *Race-Horse* et le *Carcass* furent pris par les glaces et coururent les plus grands dangers. Déjà les embarcations étaient à la mer lorsqu'on s'aperçut que les glaces entraînaient peu à peu les navires vers l'ouest; bientôt elles se séparèrent assez pour leur permettre d'avancer lentement, et le 10 juillet 1773 ils naviguaient au milieu des glaçons flottans, mais dans une mer ouverte, et revinrent sans difficulté en Angleterre vers le milieu de septembre. Suivant son estime, Phipps avait atteint en mer, le 27 juillet, à l'ouest de l'archipel des Sept-Iles, la latitude de 80° 48′. « Le 30 juillet, dit Phipps, le capitaine Lutwidge et un maître du *Race-Horse* abordèrent sur une île sans nom (c'est celle qui depuis a reçu celui de Phipps) : ils gravirent une haute montagne. De ce point élevé, leur vue embrassait à l'est et au nord-est un espace de trente à quarante milles de glace unie et continue qui s'étendait jusqu'à l'horizon. » Cinquante ans plus tard, un jeune officier de marine, Edward Parry, qui avait déjà fait quatre voyages de découvertes dans l'Amérique boréale, conçut à la lecture de ce passage de Phipps la pensée hardie d'atteindre le pôle nord en s'avançant sur cette plaine de glace avec des traîneaux portant des embarcations qui seraient mises à l'eau chaque fois que la mer serait libre et replacées sur leurs traîneaux pour glisser sur la glace chaque fois qu'elle ne le serait pas (3). D'autres navigateurs, Scoresby, Franklin lui-même, l'encourageaient et pensaient aussi que la banquise était une surface plane comme celle d'un lac ou d'un fleuve gelé. Tous avaient été induits en erreur par cette illusion d'optique dont on est dupe

(1) Un mille marin vaut 1,852 mètres.

(2) Voyez la carte du Spitzberg dans *le Tour du Monde*, n°s 287, 1865, reproduite avec additions par M. Petermann, *Geographische Mittheilungen, Ergaenzungs Heft*, n° 16, 1865.

(3) Voyez la préface de sa relation intitulée : *Narrative of an attempt to reach the north pole*, in-4°, 1829.

quand on contemple de loin et d'une certaine élévation une surface inégale et crevassée telle que celle d'un glacier : alors les irrégularités disparaissent, et la surface semble complétement unie. Parry n'a point réussi dans sa tentative, mais il s'est approché du pôle plus qu'aucun autre mortel, puisqu'il a presque atteint le 83e degré. Aussi croyons-nous devoir entrer dans quelques détails sur cette expédition, qui donnera une mesure de la vigueur et de l'énergie que l'homme peut déployer au milieu des circonstances les plus propres à abattre son courage.

Le 27 mars 1827, Parry sortait de la Tamise; l'*Hecla*, qu'il commandait, était une corvette à voiles portant les deux embarcations *Enterprize* et *Endeavour*, longues de 7 mètres et pouvant contenir chacune quatorze hommes : c'est avec ces chaloupes qu'il comptait s'avancer sur la glace. Le 19 avril 1827, la corvette jetait l'ancre dans le port de Hammerfest. Parry se procura plusieurs de ces longs patins de bois avec lesquels les Lapons courent sur la neige pendant l'hiver. Le 29 avril, l'*Hecla* sortait du vaste golfe au fond duquel Hammerfest est situé et cinglait vers le nord. Le 5 mai, elle rencontra les premiers glaçons flottans, et le 7 elle en traversait un banc étendu; mais plus loin la mer était libre et seulement couverte d'une mince couche de glace récente que la proue du navire brisait facilement. Depuis le départ de Hammerfest, le temps avait été sombre et neigeux, et le thermomètre se tenait entre — 7 et — 9 degrés centigrades; le 12 mai, il marqua zéro. Des eiders et des guillemots s'approchaient du bâtiment, qui naviguait par le travers de l'île du Prince-Charles. Le 14 mai, l'*Hecla* passait devant la baie de la Madeleine et essuyait un violent coup de vent au milieu des glaçons flottans en vue de la pointe d'Hackluyt. Le 19 mai, le navire fut pris dans des glaces *compactes* et pressé par elles au point de courir de sérieux dangers, s'il avait été construit moins solidement. Trois jours après, quelques vides apparurent dans la banquise, mais le vent était si faible que le navire dut rester immobile. Cet état de choses se prolongea jusqu'au 3 juin malgré tous les efforts faits pour dégager le bâtiment en repoussant les masses qui l'assiégeaient. A minuit cependant la glace cessa tout à coup d'enserrer le navire aussi étroitement, et il dériva rapidement vers l'est sans pouvoir néanmoins s'approcher de terre. Du haut des mâts, on apercevait deux ou trois espaces libres de glaces au nord du Cap-Lointain (*Verlegen hook*). Cette vue fit renaître l'espérance; mais Parry se désolait de voir le commencement de la belle saison déjà entamé avant qu'il eût mis le pied sur la grande banquise. Un étroit chenal s'était ouvert dans les glaces, Parry gagna la terre dans une embarcation, aborda dans la Baie Demi-Lune (*Half-Moon or Mussel bay*), et reconnut qu'il ne pourrait y abriter son navire;

mais il vit avec plaisir que la plage était couverte d'une quantité de bois flottés, pins ou sapins, dont plusieurs étaient encore munis de leurs racines. Il remarqua aussi que des ruisseaux coulaient des hauteurs voisines et que la terre était parsemée de nombreuses mares d'eau : plusieurs rennes se montrèrent, et l'un d'eux fut tué. Le temps était beau et le soleil presque chaud; cependant la glace ne s'ouvrit que le 8 juin au soir, et une fraîche brise du sud poussa le navire dans une mer libre. Il y avait vingt jours qu'il était emprisonné dans les glaces. La pointe basse du Cap-Lointain fut doublée; on reconnut l'Ile-Basse (*Low Island*). Parry cherchait à gagner l'île Walden ou une des Sept-Iles, afin d'y trouver un ancrage et d'abréger le trajet à faire sur la banquise; mais les glaces qui assiégeaient toutes ces terres l'empêchèrent d'en approcher. Cependant il avait atteint la latitude de 81° 6′ sans voir la banquise unie et continue que Phipps assurait avoir aperçue distinctement. Le 15 juin, un vent d'est ayant débarrassé la côte des masses qui l'obstruaient, le lieutenant Ross fut envoyé pour reconnaître l'île de la Petite-Table et le rocher qui l'avoisine, actuellement appelé *Ross inlet*. Ces îlots, les plus avancés vers le nord de tous ceux de l'archipel des Sept-Iles, n'offrant aucun point où un navire comme l'*Hecla* pût être abrité, Parry se décida dès lors à mettre le cap au sud pour gagner une baie située à l'entrée du détroit de Hinlopen, et que les anciens navigateurs hollandais avaient nommé *Treurenburg bay*. L'*Hecla* fut mouillée dans une anse qui depuis a porté son nom.

Dès le lendemain 21 juin, Parry, ayant laissé le commandement du navire au lieutenant Foster, partait pour atteindre le pôle avec John Ross, qui depuis s'est illustré dans les mers arctiques, le docteur Beverly et le lieutenant Crozier, une des victimes de la malheureuse expédition de sir John Franklin : ils montaient les deux embarcations *Enterprize* et *Endeavour*. La chaloupe du navire, commandée par le lieutenant Crozier, portait pour soixante-onze jours de vivres. Abordant à l'Ile-Basse, on y déposa des provisions pour le retour, puis on s'engagea au milieu des glaces flottantes : elles étaient couvertes de morses, qui plongeaient à la vue de la flottille. Celle-ci, continuant sa route, toucha bientôt à l'île Walden, qui était encore encombrée de glaces, et atteignit enfin l'îlot de la Petite-Table, la plus septentrionale de toutes les terres connues sous le méridien de l'Europe. Les provisions furent chargées sur de petits traîneaux montés sur des patins de Lapons, et le 24, à dix heures du soir, la caravane se mit en marche sur la banquise. Malheureusement, au lieu de la surface unie promise par Phipps et Franklin, Parry trouva des bancs de glace peu étendus, mais excessivement accidentés, couverts d'aspérités, hérissés de pointes

comme les glaciers les plus crevassés de la Suisse; ces bancs étaient interrompus par des flaques d'eau qu'il fallait traverser sur les deux embarcations. Le lendemain, à cinq heures, après sept heures de marche, on n'avait gagné que 4,620 mètres vers le nord. A midi, la latitude était de 81° 15′. Le soleil ne se couchant pas, on marchait aussi la nuit, et la troupe se remit en route à neuf heures et demie du soir. Les bancs de glace, toujours peu étendus, étaient séparés par des intervalles de mer libre qui forçaient de mettre à chaque instant les embarcations à l'eau et de les haler de nouveau sur la glace. Dans la matinée du 26, une pluie abondante força les explorateurs de s'arrêter et de se réfugier dans les chaloupes, où les marins étaient abrités par une tente goudronnée. Après cette pluie, la surface de la banquise se montra parsemée d'un grand nombre de flaques et de mares d'eau qui ajoutaient à la difficulté de la marche. La glace elle-même était couverte de grands cristaux ayant environ 2 décimètres de long sur 2 centimètres de large; ils étaient serrés perpendiculairement les uns contre les autres et formaient une espèce de carrelage naturel; ces cristaux sont particuliers aux régions arctiques, je les ai observés aussi au Spitzberg, à Belsound et à Magdalena-Bay, sur des surfaces horizontales où l'eau imbibe lentement la neige qui recouvre le sol. Ils ne sont pas très réguliers et rappellent plutôt les formes prismatiques, résultat du retrait par refroidissement qu'on observe sur les basaltes, ou celles que présente l'argile lorsqu'elle se fendille en se desséchant.

Le soir, un nouveau contre-temps devait encore arrêter les hardis pionniers. Le vent, qui soufflait du nord, entraînait les glaces vers le sud : il leur avait imprimé une telle impulsion, qu'il eût été dangereux de lancer les embarcations à l'eau. Parry résolut de s'arrêter. Le thermomètre était à zéro, et l'on aperçut plusieurs oiseaux, comme des mouettes, des guillemots et des goëlands (1). Une brume épaisse ne permettait pas de distinguer les objets à quelques mètres autour de soi. Le vent revenant au sud, l'équipage se remit en route; mais il se retrouva le 28 juin sur un champ de glace tellement hérissé de bosses et de saillies, qu'on n'avançait qu'avec beaucoup de peine et de lenteur, car il fallait hisser les embarcations au sommet de ces monticules de glace, puis les faire glisser sur la pente opposée. Pour la première fois on vit briller le soleil, mais les officiers constatèrent avec chagrin que la latitude était seulement de 81° 23′ : en quatre jours, ils n'avaient donc gagné que 14 kilomètres dans la direction du nord.

Le 30 juin, une neige épaisse obscurcit le ciel, et on rencontra des monticules tellement escarpés qu'on dut frayer un passage aux

(1) *Larus tridactylus, L. eburneus.*

deux embarcations avec la hache : en outre les mares d'eau douce étaient si étendues qu'on préféra les traverser en canot. Le vent fraîchissant, les glaces s'écartèrent, et on put s'avancer dans les embarcations de 5 milles (9,300 mètres) vers le nord dans un canal très sinueux. On vit encore des goëlands et quelques phoques. Le 1er juillet au matin, il neigeait aussi, et les voyageurs eurent de la peine à sortir du glaçon flottant sur lequel ils avaient passé la nuit, tant les masses qui les entouraient étaient en mouvement. Après en avoir traversé quelques-unes, ils trouvèrent de nouveau une mer relativement libre, puis une surface de glace plus unie qu'auparavant, mais recouverte d'une couche de neige molle de trente centimètres d'épaisseur, qui rendait la marche fort difficile. « Nous étions toujours en avant, dit Parry, le lieutenant Ross et moi, pour éclairer la route. Arrivés à l'extrémité d'un champ de glace ou à un endroit difficile, nous montions sur une éminence élevée de 5 à 8 mètres pour dominer les environs. Aucune expression ne peut donner une idée de la tristesse du spectacle qui s'offrait à nous : rien que la glace, le ciel, et encore la vue du ciel nous était-elle souvent cachée par d'épais brouillards. Aussi un glaçon d'une forme étrange, un oiseau qui passait, prenaient l'importance d'un événement; mais lorsque nous apercevions de loin les deux petites chaloupes et nos hommes contournant un monticule avec les traîneaux qu'ils tiraient derrière eux, cette vue nous réjouissait, et dès que leur voix se faisait entendre, il nous semblait que ces solitudes muettes avaient perdu quelque chose de leur horreur. Quand les hommes nous avaient rejoints, nous retournions avec eux vers les chaloupes afin d'aider à les faire avancer; les officiers s'attelaient avec les matelots. C'est ainsi que nous procédions neuf fois sur dix, et même au début nous étions obligés de faire trois voyages pour transporter tout notre matériel, c'est-à-dire de refaire cinq fois le même chemin. Le 2 juillet, à midi, le thermomètre marquait 1°,7 à l'ombre et 8°,3 au soleil malgré une brume épaisse; mais nous étions tellement éblouis par la réflexion de la lumière que nous fûmes obligés de nous arrêter. Sous l'influence de la chaleur, la neige s'était ramollie, et nous dûmes nous atteler tous à une des embarcations pour la mettre en mouvement. La neige fondue avait donné naissance à de grandes flaques d'eau sans profondeur à travers lesquelles il fallait traîner les chaloupes avec de l'eau glacée jusqu'aux genoux. Nous n'avancions pas de 100 mètres en une heure. » Après des journées aussi fatigantes, Parry et ses compagnons se permettaient une soupe chaude et la chair rôtie de quelques oiseaux tués pendant le trajet. Toutefois l'état des glaces ne s'améliorait pas, c'étaient toujours les mêmes difficultés et un mauvais temps presque continuel. Le 13 juin, on avait atteint la lati-

tude de 82° 17′; la température de l'air était à 2°,2, et on vit une espèce de goëland découverte par Ross à Arlagnuk dans l'Amérique boréale, et que Richardson avait appelée *Larus Rossii*. Debout sur un monticule dans un court intervalle où le ciel resta clair, Parry ne voyait rien au nord que ces amas de glaces brisées et si difficiles à traverser. Il commençait à craindre de ne jamais rencontrer cette banquise continue et unie de laquelle dépendait le succès de son expédition. Cependant il ne désespérait pas encore. Le 14, après un travail de onze heures, on avait seulement gagné 3 milles (5,550 mètres). Un ours blanc fut blessé, mais il s'échappa au vif désappointement de tous, car les provisions commençaient à s'épuiser. Une pluie abondante et non interrompue, telle que Parry n'en avait jamais vu dans les régions arctiques, tomba pendant vingt et une heures consécutives. Le 17, le temps se mit au beau, et le thermomètre s'éleva à 4°,4 à l'ombre et 10°,0 au soleil; ce sont les plus hautes températures observées pendant le voyage. La glace était tellement morcelée que tous les 30 ou 40 mètres les chaloupes étaient placées en guise de pont pour passer d'un glaçon sur l'autre. La hauteur du soleil, prise à minuit, donna une latitude de 82° 32′. L'équipage commençait à se fatiguer, et la chair d'un petit phoque, dont la vue et l'odeur eussent été repoussantes en d'autres circonstances, fut trouvée délicieuse. Malgré les voiles verts et les besicles à verres violets, les yeux de plusieurs officiers et matelots étaient affectés par l'éclat de la réverbération de rayons du soleil réfléchis par la neige.

S'avançant toujours vers le nord en dépit de tous ces obstacles, Parry reconnut avec désespoir, en prenant la hauteur du soleil le 20 juillet à midi, qu'il ne se trouvait que par 82° 37′ de latitude, c'est-à-dire à 5 milles ou 9 kilomètres seulement plus au nord que le 17, tandis qu'il avait certainement marché de 12 milles (22 kilom.) au moins vers le nord. Cachant ce résultat désespérant à l'équipage, il continua néanmoins. La glace était toujours morcelée, et les fragmens si minces qu'ils n'auraient pas pu supporter le poids des chaloupes avec les provisions qu'elles contenaient; un de ces blocs se brisa même, et les canots faillirent s'enfoncer sous la glace. Parry calcula, après avoir pris la hauteur du soleil à midi, qu'il ne se trouvait qu'à 2 milles 1/4 au nord de la station de la veille, tandis qu'il aurait dû en être à 4 milles 1/2. On tua un second phoque, dont la viande fut mangée, et l'huile employée à cuire la soupe. La glace ne devenait pas plus praticable, Parry souffrait cruellement d'une inflammation des yeux, Ross avait reçu une forte contusion en aidant à haler le bateau. Le 24 juillet, la latitude était de 82° 40′, la longitude, 17 degrés est de Paris. Les officiers constatèrent avec décourage-

ment qu'on avait perdu 24 kilomètres depuis le 22, et qu'à partir du 21 juillet ils n'avaient avancé que de 1 mille vers le nord : c'était le travail de Sisyphe; ils marchaient sur un sol mouvant qui dérivait vers le sud, tandis qu'ils progressaient péniblement vers le nord, et ils ne gagnaient avec les plus grands efforts que la différence entre deux vitesses contraires et opposées. S'ils avaient avancé en ligne droite autant qu'ils l'avaient fait en décrivant des circuits ou en revenant sur leurs pas, ils eussent atteint le pôle. Le dernier jour, ils ne virent que deux oiseaux égarés. Le vent, ayant tourné au nord-ouest, poussait les glaces vers le sud. La moitié des provisions était épuisée, et la saison s'avançait. Parry ne pensait plus au pôle; son ambition se bornait à pouvoir atteindre le quatre-vingt-troisième parallèle : il dut même renoncer à cette satisfaction et annoncer sa résolution à l'équipage en accordant un jour de repos bien mérité à ses braves matelots. Les officiers, favorisés par une belle journée, firent toutes les observations qui pouvaient avoir de l'intérêt sous cette latitude, la plus septentrionale que l'homme ait jamais atteinte. Des opérations de sondage furent tentées entre les glaces, et on ne trouva pas de fond avec une ligne de 915 mètres. L'inclinaison de l'aiguille magnétique, qui à Paris est de 66° 36′, était de 82° 21′. Le thermomètre marquait 2°,2 à l'ombre et 2°,8 au soleil. Le pavillon britannique resta déployé toute la journée, et en le regardant ces hardis marins déploraient profondément de n'avoir pas pu le planter sur le pôle. A quatre heures et demie du soir, Parry donna le signal du retour après avoir laissé sur un glaçon une bouteille qui, si elle eût été retrouvée, aurait indiqué la direction des courans.

Je ne donnerai pas de détails sur les péripéties de ce retour : elles furent les mêmes que celles de l'allée. Seulement les marins avançaient plus vite, puisqu'ils marchaient vers le sud comme la glace qui les portait. Le 2 août, ils virent un ours blanc par 82° 14′, et de la neige rouge colorée par un végétal réduit à une cellule, l'*Hæmatococcus nivalis*. Le 6, un ours fort gras s'approcha des embarcations et fut tué par Ross. Les matelots se régalèrent de sa chair : le foie leur parut exquis. Cette viande fraîche ranima leurs forces, épuisées par quarante-deux jours de fatigues incessantes. Le 10, par 81° 40′ de latitude, un second ours fut tué. Les eaux étaient peuplées d'une immense quantité de mollusques (1), et l'air fourmillait de nombreux oiseaux auxquels ces mollusques servaient de nourriture; la mer devenait plus libre, et le trajet se faisait à l'aviron. On rencontra du bois flotté, preuve évidente que le *gulfstream* atteint l'extrémité septentrionale du Spitzberg. — Le

(1) *Clio borealis, Argonauta arctica.*

12 août, à onze heures du matin, les voyageurs arrivèrent à *Ross inlet*, près de l'îlot de la Table. Rien ne peut rendre la satisfaction qu'ils éprouvèrent en foulant la terre ferme; mais les ours avaient dévoré la provision de pain déposée avant le départ. Parry trouva aussi des lettres que le lieutenant Crozier avait apportées dans ce lieu le 23 juillet, et qui lui rendaient compte de ce qui s'était passé à bord de l'*Hecla* pendant son absence. Naviguant désormais dans une mer ouverte, les embarcations, malgré le mauvais temps, touchèrent à l'île Walden, à l'Ile-Basse, et entrèrent le 21 août dans la baie de Treurenbourg, où elles trouvèrent l'*Hecla* ancrée dans l'anse qui porte son nom. Ce n'est pas le froid, c'est la pluie, la neige, l'humidité, en un mot, qui fut une cause de souffrance pour ces hommes courageux; en effet, la température moyenne pendant ce voyage fut de 0°,7 au-dessus de zéro, et la plus basse température de 2°,2 au-dessous de zéro. N'oublions pas que le voyage s'accomplissait entre le 25 juin et le 10 août. Dans une saison plus froide, ils eussent peut-être réussi, si la banquise avait porté dans le nord ou était restée immobile, au lieu de dériver vers le sud.

L'ordre chronologique m'amène à parler de deux voyages au Spitzberg accomplis en 1838 et 1839, par la commission scientifique du nord. Cette commission se composait de MM. Gaimard, Lottin, A. Bravais, X. Marmier, E. Robert, Mayer et moi. La *Recherche*, corvette à voiles construite pour naviguer dans les mers glaciales et commandée par M. Favre, lieutenant de vaisseau, mort amiral en 1864, avait été désignée pour cette expédition. Les deux campagnes furent séparées par un hivernage à Bossekop, en Laponie (1), auxquels prirent part MM. Lottin, A. Bravais et deux savans suédois, MM. Lilliehöök et Siljestroem. Une publication de seize volumes (2) avec deux grands atlas, l'un pittoresque, l'autre scientifique, a été le fruit de ces voyages, et je ne crains pas d'être démenti en disant que depuis l'ouvrage de Scoresby il n'en est point qui ait jeté autant de jour sur l'astronomie, la météorologie, la physique du globe, l'hydrographie et l'histoire naturelle des régions boréales visitées par la commission. Malheureusement en 1856 une décision du ministre de la marine arrêta la publication à la page 294 du troisième volume, consacré au magnétisme terrestre, et au milieu même de l'historique des opinions qui ont été émises sur les causes des aurores boréales. L'auteur, M. Auguste Bravais, membre de l'Institut, lieutenant de vaisseau, professeur à l'École polytechnique, et dont M. Élie de Beaumont a récem-

(1) Les principaux résultats de cet hivernage sont consignés dans le livre intitulé *du Spitzberg au Sahara*, p. 127. Baillière, 1866.

(2) *Voyages en Scandinavie, en Laponie, aux Féroe et au Spitzberg de la corvette la Recherche*, 16 vol. in-8°.

ment prononcé l'éloge académique, devait formuler ses propres conclusions dans la suite de ce volume : il n'a pu le faire; quelque temps après, sa santé s'affaiblit, la mort l'emporta, et le monde savant a été privé d'une théorie complète de ce grand et mystérieux phénomène. C'est une perte irréparable, car depuis Mairan personne n'avait plus profondément étudié et analysé les aurores dans le pays même où elles se montrent avec tout leur éclat. Le Spitzberg a été visité deux fois par la commission scientifique du nord, et les officiers de la *Recherche* ont relevé le plan des deux baies de Bellsound et de Magdalena-bay; ces plans font partie des cartes hydrographiques que le dépôt de la marine met libéralement à la disposition du public et des navigateurs.

Dans sa première campagne, en 1838, la *Recherche* rencontrait déjà un banc de glaces flottantes entre le Cap-Nord et l'île de l'Ours (*Beeren-island* des Hollandais, *Cherry-island* des Anglais), par 73 degrés de latitude; mais dans le second voyage nous longeâmes toutes les côtes du Spitzberg et parvînmes le 2 août 1839 jusqu'à 79° 34′ sans voir une glace flottante. La mer était libre aussi loin que la vue pouvait porter. Jeunes et ardens, nous pressions le capitaine de pousser plus avant dans le nord, la route du pôle était peut-être ouverte devant nous; Bravais insistait pour que l'on reconnût au moins la banquise. Les conseils de la prudence l'emportèrent : le but de l'expédition n'était pas d'atteindre le pôle. C'eût été une entreprise hasardeuse avec un petit navire à voiles; actuellement l'hélice rend facile ce qui était difficile et possible ce qui ne l'était pas alors. Nous entrâmes dans la baie de la Madeleine, où nous restâmes douze jours occupés de travaux divers. Depuis, une commission suédoise, composée de MM. Nordenskiöld, Malmgren, Chydenius, Blomstrand, Dunér et Torell, a exploré le nord du Spitzberg, dressé une carte exacte de l'archipel des Sept-Iles, jalonné les points qui pourraient servir à la mesure d'un arc du méridien compris entre 79° 8′ et 80° 50′ de latitude et fait connaître les productions naturelles de ces îles. Le gouvernement suédois a l'intention de faire continuer cette étude et compléter ainsi l'exploration du Spitzberg. Avec un budget qui ne dépasse pas la moitié de celui de la ville de Paris, il trouvera les ressources nécessaires pour expédier de nouveau un navire au nord du Spitzberg et achever l'œuvre si bien commencée en 1861.

II. — EXPÉDITIONS PROJETÉES PAR LES MERS DU SPITZBERG.

Après ce qu'on vient de lire, on est au courant de la géographie des régions polaires situées sous le méridien de l'Europe moyenne et des tentatives faites pour arriver au pôle de ce côté. C'est par les

mers du Spitzberg que le pôle est le plus facilement abordable; cette opinion est soutenue énergiquement par le docteur Petermann depuis quelques années. Voici ses argumens : d'abord dans cette direction on pourrait y arriver par mer, et il est inutile d'insister sur l'avantage qu'il y aurait sous tous les points de vue à atteindre le pôle nord avec un navire. Un navire est une maison flottante pourvue de tout ce qui peut contribuer au bien-être et à la sécurité de ses habitans, et tous ceux qui ont navigué savent qu'à bord d'un bâtiment bien installé tous les besoins, toutes les nécessités, tous les accidens même, sont prévus. L'expédition arriverait donc au pôle portant avec elle les instrumens nécessaires aux observations scientifiques et un personnel suffisant pour les exécuter. Le choix du genre de navire ne saurait être douteux : ce sont de petits avisos à hélice, construits en bois, mais cuirassés de plaques de fer suffisantes pour les garantir contre le choc et la pression des glaces flottantes. Il ne faut pas oublier que le brick la *Lilloise*, commandée par un jeune marin plein d'espérance, M. de Blosseville, a péri en 1833 dans les mers du Groënland, ouvert par une glace flottante. Les navires en fer ont l'inconvénient immense de se refroidir prodigieusement et d'être moins solides que les bâtimens en bois. Un hivernage au Spitzberg devrait être dans les prévisions du commandant afin de pouvoir entrer dans les glaces au printemps. Ce serait peut-être le moment le plus favorable; l'exemple de Scoresby est encourageant : c'est le 24 mai 1806 qu'il se trouvait par 81° 30′ de latitude sans apercevoir de glace vers l'orient. D'un autre côté, Parry, dont nous avons raconté la tentative hardie, termine ainsi sa relation : « Avant le milieu d'août, lorsque nous quittâmes la glace dans nos embarcations, un navire aurait pu s'avancer jusqu'au 82e de latitude sans toucher un fragment de glace, et l'opinion unanime de l'état-major était qu'il ne serait pas difficile de s'avancer jusqu'au 83e degré sous le méridien du Spitzberg. » Suivant Parry, l'arrière-saison présenterait donc des chances favorables, mais alors le navire serait probablement obligé d'hiverner au Spitzberg à son retour du pôle. D'autres navigateurs des plus autorisés, le vieil amiral Lütke, qui s'est élevé jusqu'à 76° 20′ dans les mers de la Nouvelle-Zemble, Hedenstroem et des officiers anglais dont nous aurons à résumer les opinions, partagent cette manière de voir.

Une autre question se présente : vaut-il mieux suivre les côtes occidentales du Spitzberg ou longer les côtes orientales? Il est certain qu'en suivant les côtes occidentales, celles qui autrefois étaient si fréquentées par les baleiniers, on est sûr de pouvoir atteindre le 80e degré; mais on a toujours trouvé vers cette latitude, au moins en été, une banquise qui s'étendait dans l'ouest et allait s'arc-

bouter sur les côtes orientales du Groënland. Le puissant courant polaire qui descend le long de ces côtes favorise le charriage des glaces dont il empêche la fusion, tandis que le courant équatorial du *gulfstream* réchauffe les côtes occidentales du Spitzberg et fond les blocs que les glaciers de l'île précipitent incessamment dans la mer. Ce courant contourne le cap nord de la Norvége, pénètre dans la Mer-Blanche, longe les côtes septentrionales de la Nouvelle-Zemble, et s'étend presque jusqu'au détroit de Behring : c'est la *Polynia* des Russes; mais les immenses quantités de glaces charriées par les fleuves sibériens à l'est du détroit de Kara refroidissent considérablement ce courant, déjà si éloigné de sa source, le golfe du Mexique. Ces fleuves se nomment l'Ob, le Jenissei et la Léna; leurs bassins hydrographiques respectifs sont supérieurs à celui du Rhin. Aussi les navigateurs russes Hedenstroem, Tatarinov, Wrangel, Anjou, sont-ils d'accord avec les voyageurs sibériens Erman, de Baer et Middendorff, pour affirmer que la mer comprise entre le cap nord de la Norvége et la Nouvelle-Zemble est libre pendant une grande partie de l'année, tandis que celle de Kara, entre la Nouvelle-Zemble et la Sibérie, est presque toujours obstruée par les glaces qui descendent le cours de l'Ob et du Jenissei. C'est donc en face des côtes orientales du Spitzberg, entre cette île et la Nouvelle-Zemble, que M. Petermann voudrait qu'on essayât de parvenir au pôle. Cependant ces côtes sont aussi quelquefois bloquées par les glaces. En 1839, elles furent dégagées, et les pêcheurs norvégiens et russes y trouvèrent les phoques et les morses en abondance; mais on m'assurait à Hammerfest la même année que ces terres avaient été inabordables pendant plusieurs étés, et que l'abondance de ces animaux provenait de ce qu'ils avaient eu le temps de se multiplier. Néanmoins il est certain qu'elles sont souvent ouvertes à la navigation, et il ne l'est pas moins qu'on n'a jamais fait de tentative sérieuse de ce côté avec de grands navires, mais seulement avec les barques de pêche des Russes et des Norvégiens, qui se livrent à leur industrie sans s'inquiéter si la mer est ouverte ou ne l'est pas dans les hautes latitudes. Deux amateurs anglais, MM. Lamont et Birbek, ont chassé les phoques et les morses sur ces mêmes côtes en 1861 et 1864; ils ont trouvé la mer libre et vu de loin la terre de Gillis, qui est située sous le 79e parallèle; mais ils n'ont pas poussé au-delà. On possède encore d'autres documens. Le capitaine et hydrographe hollandais Jansen a communiqué l'été dernier à la Société géographique de Londres des renseignemens précieux. Il rappelle d'abord qu'en 1596 le célèbre Barrentz atteignit presque le 80e degré sur la côte orientale du Spitzberg. Un autre navigateur hollandais, le capitaine William de Vlamingh, explora ces mers en

1664. La côte nord de la Nouvelle-Zemble était libre de glaces, mais couverte de bois flotté; il se trouvait par 82° 10′, ne rencontrant que çà et là un glaçon égaré. Le temps fut en général brumeux et humide. Witsen (1) prétend savoir avec certitude qu'un baleinier hollandais avait atteint sous les mêmes méridiens le 85e degré : il aperçut des îles peuplées d'oiseaux, prit terre, et du haut d'une colline vit qu'il aurait pu naviguer encore trois jours dans la direction du nord. M. Jansen fait encore le calcul suivant : il est de fait que des champs de glace flottans, longs de 40 milles marins, s'avancent vers le sud avec une vitesse de deux degrés de latitude en 18 jours. Ces champs de glace sous le 79e degré de latitude parcourent donc en cinq fois 18 jours un espace de 10 degrés latitudinaux, exactement la distance du 80e degré au 90e, c'est-à-dire au pôle.

En définitive, pour savoir si l'on peut atteindre le pôle boréal par le méridien de la Nouvelle-Zemble ou par celui du Spitzberg, il faut l'essayer, et on ne l'a pas fait. Des insuccès antérieurs ne sont point une raison pour s'abstenir. Voici quelles sont à cet égard les leçons de l'expérience : Cook essaya de s'approcher du pôle sud en 1773 et 1774, précisément à la même époque où Phipps s'efforçait d'atteindre le pôle nord; il trouva les premières glaces flottantes au sud de la Nouvelle-Zélande par 62° 10′. Vers le 67e, il se heurta contre la banquise, et ne put jamais dépasser 71° 10′. « Je crois, dit-il, avec mes officiers, que la glace s'étend jusqu'au pôle, ou bien s'appuie, depuis l'origine des siècles, sur une côte inconnue. Les dangers que l'on courrait en voulant explorer ces mers terribles sont tels que personne, je pense, n'osera jamais s'aventurer plus loin, et que les terres situées au sud du 71e parallèle resteront éternellement vierges. » Qui ne se serait rendu à l'autorité d'un pareil navigateur? Aussi cette assertion a-t-elle paralysé pendant longtemps l'ardeur des marins de toutes les nations. Cependant en 1820 le capitaine russe Bellingshausen s'avance sans obstacle jusqu'au 70e degré. En 1823, l'Anglais Weddel atteint le 74e parallèle, et James Ross trouve une mer libre qui lui permet de pénétrer en 1842 jusqu'à 78° 10′, après avoir traversé la barrière de glace que Cook croyait infranchissable. Les premiers navigateurs n'avaient aperçu que quelques îles, et personne ne doutait que le pôle sud ne fût entouré d'eau, lorsque Balleny, d'Urville et James Ross découvrirent successivement les terres de Sabrina, d'Adélie et de Victoria, qui semblent faire partie d'un même continent. Sans vouloir comparer les deux pôles, qui présentent entre eux des différences

(1) *On North-east Europa and Asia*, 1705.

capitales, une série de découvertes aussi importantes sont probablement réservées aux navigateurs qui s'avanceront dans les mers arctiques situées au nord du Spitzberg. Cet archipel sera toujours pour eux une base d'opérations : il offre de nombreux ports de refuge soit pour hiverner avant de partir au printemps dès que la mer est libre, soit pour s'y abriter après une expédition entreprise dans l'arrière-saison. Un hivernage au Spitzberg n'a rien qui doive effrayer après les hivernages des Anglais et des Américains dans l'Amérique boréale, où l'hiver est beaucoup plus long et le froid infiniment plus intense. Déjà dans le siècle dernier des matelots hollandais et des chasseurs de renards russes passèrent plusieurs hivers sur divers points de la côte occidentale de l'île. Le Russe Saratschin est enterré à *Green-Harbour*, dans la baie des Glaces : il mourut de vieillesse en 1826 après y avoir passé trente-deux hivers. On sait maintenant, grâce aux recherches de MM. Torell, Nordenskiœld et Blomstrand, qu'il existe de la houille sur plusieurs points, notamment dans les baies de la Cloche, des Glaces et du Roi; mais cette houille, il faut l'exploiter, l'arracher à un sol gelé, tandis qu'on trouve un autre combustible échoué en abondance sur le rivage : c'est le bois flotté composé d'essences résineuses et qui se rencontre en abondance depuis la Baie-Large (*Weide-Bay*) jusqu'à l'îlot de la Table, le plus septentrional de l'archipel des Sept-Iles. Ces îles elles-mêmes sont pour ainsi dire assiégées par le bois flotté. Les ressources alimentaires ne sont pas moindres. Sur un grand nombre de points, on trouve des troupeaux de rennes de six à vingt individus; leur chair est une des plus succulentes que je connaisse, tenant à la fois du bœuf et du chevreuil. L'équipage de l'*Hecla* abattit soixante-dix pièces dans la seule baie de Treurenbourg. Le général Sabine en tua cinquante en moins d'un mois pendant son séjour à l'entrée de la même baie. Les rennes sont encore plus abondans autour de la baie des Glaces. La chair de l'ours blanc n'est pas à dédaigner, pas plus que celle du phoque et du morse. Une espèce de crucifère, un *cochlearia* (1), fort répandue sur toutes les côtes de l'île, possède des propriétés anti-scorbutiques supérieures à celles de toutes les autres plantes de la même famille; elle peut être habituellement mangée en salade, car l'absence de chaleur en été adoucit l'âcreté que des espèces analogues présentent dans nos climats tempérés.

Telles sont les ressources que le Spitzberg offrirait à un équipage forcé d'y passer l'hiver, et cet hivernage, comparé à ceux de Ross, de Parry, de Mac Clure, de Kane et des autres navigateurs envoyés à

(1) *Cochlearia fenestra*, R. Br.

la recherche de John Franklin, serait relativement aussi supportable que l'hiver de Saint-Pétersbourg, par exemple, comparé à celui du Spitzberg. On connaît maintenant les raisons qui militent en faveur d'une expédition par les mers du Spitzberg. Je n'ai plus qu'à donner celles qui ont été émises à l'appui d'une expédition mixte par terre et par eau en partant du détroit de Smith, le point le plus septentrional qui ait été atteint sur la côte occidentale du Groënland.

III. — EXPÉDITIONS PROJETÉES PAR LE NORD DU GROENLAND.

On sait qu'en 1845 le capitaine Franklin, un des premiers explorateurs des mers et des terres arctiques au commencement de ce siècle, voulut mettre le sceau à ses découvertes en constatant enfin l'existence de ce passage du nord-ouest qui devait, suivant toutes les probabilités, relier la mer de Baffin à l'Océan-Pacifique. Il avait soixante-neuf ans; mais si son expérience était celle d'un vieux marin, son ardeur était celle d'un jeune homme. Deux navires, l'*Erebus* et le *Terror* que James Ross avaient conduits au pôle sud, furent mis à sa disposition. Le *Terror* était commandé par le capitaine Crozier, le compagnon de Parry et de James Ross, et tous les lieutenans, les sous-officiers et les matelots avaient été choisis avec le plus grand soin. L'expédition mit à la voile le 19 mai 1845. A la fin de juillet, les capitaines baleiniers Martin et Danett communiquèrent avec Franklin : les deux navires se trouvaient alors dans la baie de Melville sur les côtes du Groënland; l'état physique et moral de l'équipage était excellent. Ce sont les dernières nouvelles qui soient parvenues à l'amirauté.

La fin de 1845 et le commencement de 1846 se passèrent sans que l'on entendît parler de l'expédition. On crut que les navires avaient franchi le passage du nord-ouest et atteint le détroit de Behring; l'on s'attendait à recevoir des messages de quelque point de l'Océan-Pacifique : rien ne venait; à la fin de 1846, l'inquiétude devint extrême. Depuis ce moment jusqu'en 1857, le gouvernement anglais envoya vingt-deux expéditions, dont deux par terre. Lady Franklin sacrifia sa fortune pour équiper le navire le *Prince-Albert* en 1851, et en 1857 le *Fox*, qui retrouva les traces de Franklin. Enfin un généreux Américain, M. Grinnel, fit les frais des expéditions du lieutenant de Haven et du docteur Elisah Kane. Les couleurs des deux autres grandes puissances maritimes, celles de la France et de la Russie, ne parurent pas à côté des pavillons anglais et américain. Toutefois il faut dire que le gouvernement russe paya sa dette en faisant faire d'actives re-

cherches sur les côtes sibériennes. Quant au gouvernement anglais, il a dépensé 1,033,900 livres sterling (25,847,500 francs) pour ces expéditions, en dépit de la guerre de Crimée et de la révolte de l'Inde. Est-ce à dire que la recherche de Franklin en fut le but unique? Oui certes, dans les premières années, lorsque les équipages naufragés pouvaient encore avoir survécu en partie sur quelque côte déserte. Plus tard, le seul espoir raisonnable était de retrouver leurs traces et de constater leur perte; mais un autre motif animait l'amirauté anglaise. Il s'agissait de maintenir toujours au premier rang la réputation de la marine britannique, d'exercer ses officiers et ses équipages dans la plus rude école navale qui existe au monde, d'étendre le champ des découvertes géographiques et de couvrir de noms anglais toute l'Amérique boréale. Ces résultats ont été obtenus. Les traces de Franklin ont été retrouvées sur la terre du Roi-Guillaume, le passage du nord-ouest a été traversé par Mac Clure, et son navire, l'*Investigator*, laissé dans les glaces, démontra que ce passage tant cherché existe, mais qu'il sera à jamais impraticable au commerce. Le 75e degré de latitude, limite extrême des voyages de Ross et de Parry, a été dépassé : la géologie, la zoologie, la botanique des contrées arctiques ont été complétées par la liste des espèces animales et végétales chez lesquelles la vie organique est la plus énergique. Des traces d'habitations humaines ont été reconnues jusqu'au 81e degré. On a constaté l'existence de grands espaces de mer libres sous cette latitude, et l'idée d'atteindre le pôle nord par le Groënland a germé dans l'esprit de ceux-là mêmes qui ont parcouru ces terres désolées.

Si les amis de notre gloire maritime et des sciences géographiques ont été douloureusement affectés de ne pas voir le pavillon français tenir son rang dans ces expéditions aussi glorieuses que celles de la guerre, ils ont été consolés par deux enfans de la France qui n'ont pas menti à ses traditions. René Bellot et M. Émile de Bray prirent part à trois expéditions anglaises. Dans une première campagne, Bellot fut lieutenant à bord du *Prince-Albert*, commandé par le capitaine Kennedy. Parti d'Aberdeen le 22 mai 1851, il revit l'Europe en septembre 1852, après avoir exploré à pied avec Kennedy pendant l'hiver toutes les côtes du Nouveau-Sommerset et de la terre du Prince-de-Galles; ils restèrent soixante-dix-neuf jours absens, pendant lesquels ils parcoururent 2,037 kilomètres, couchant chaque nuit dans une maison de glace qu'ils construisaient eux-mêmes, et ne portant avec eux que le strict nécessaire. La température variait entre 20 et 30 degrés au-dessous de zéro; aussi revinrent-ils exténués, et tous plus ou moins affectés de scorbut.

Ils reconnurent que le Nouveau-Sommerset est une île séparée de la Boothia-Félix, promontoire du continent américain, par un canal qui porte le nom de Bellot. Leur navire resta emprisonné par les glaces dans Batty-Bay pendant trois cent trente jours. De retour en Angleterre, Bellot y fut accueilli comme il méritait de l'être; mais à Paris il fit de vains efforts pour émouvoir l'opinion publique en faveur d'une expédition à la recherche de Franklin; une lettre motivée écrite au ministre de la marine n'eut pas plus de succès. Pensant que Franklin était peut-être naufragé sur les côtes asiatiques, Bellot voulait les explorer en entrant par la Mer-Blanche pour revenir par le détroit de Behring. Sacrifiant à l'esprit utilitaire de l'époque, il faisait valoir que les Américains avaient rencontré au nord de ce détroit, dans la Mer-Glaciale, une telle quantité de baleines que les bénéfices se traduisaient par des millions de dollars. Il espérait, disait-il, découvrir de son côté quelques parages peu fréquentés où les pêcheurs français trouveraient les mêmes avantages. Sa proposition n'eut pas de suite. A la même époque où il perdait son temps en démarches inutiles dans son propre pays, le voyageur américain Kane, qui l'avait connu dans le nord, lui offrait la place de lieutenant dans une expédition destinée à explorer le détroit de Smith, et lady Franklin le sollicitait vivement d'accepter le commandement en chef de l'*Isabel*. Son ancien capitaine Kennedy était prêt à servir sous ses ordres. Quelle plus grande preuve d'estime et d'amitié pouvait-il lui donner? Bellot refusa toutes ces propositions. Son extrême modestie répugnait aux premiers rôles, et il demanda simplement l'autorisation de s'embarquer à bord du *Phœnix*, commandé par le capitaine Inglefield.

Un des motifs principaux de la mission du *Phœnix* était de porter des dépêches à l'amiral sir Edward Belcher, retenu par les glaces au milieu du détroit de Wellington. Le *Phœnix* était dans la baie de l'Érèbe et de la Terreur, sur l'île Beechey, où Franklin passa son premier hiver. Bellot part le 12 août 1853 avec un quartier-maître et trois matelots, emmenant avec lui un traîneau et un bateau en caoutchouc. Le 14, il se voit, avec deux matelots, isolé de ses autres compagnons et entraîné au large par une glace flottante : il les quitte un instant pour reconnaître la position, passe derrière un monticule de glace et ne reparaît plus ; les deux matelots trouvèrent son bâton du côté opposé d'une crevasse de 10 mètres de large dont la glace était brisée. Le vent était violent, et il a probablement été précipité et englouti dans la mer ; ses deux compagnons parvinrent à gagner la côte en sautant d'un glaçon à l'autre. L'Angleterre ne fut pas ingrate envers la mémoire de l'officier mort au service de l'humanité. Dans l'Océan-Arctique, un cap et un pro-

montoire portent son nom. Une stèle funéraire lui a été érigée par les soins de sir John Barrow dans l'île Beechey, d'où il était parti pour cette malheureuse expédition. A Greenwich, un monument commémoratif, élevé par souscription dans la cour des invalides de la marine, rappelle à ces vieux matelots l'acte de dévouement volontaire et spontané du jeune officier français. Cette souscription permit encore de doter les sœurs de Bellot et d'assurer l'avenir de sa famille. La France, représentée par l'empereur, s'associa à cette manifestation. Ainsi deux nations ont rendu hommage à la mémoire de Bellot, et son nom sera toujours cité parmi ceux des voyageurs qui ont illustré les régions arctiques de l'Amérique.

L'autre officier de la marine militaire dont nous avons parlé, M. Émile de Bray, servit comme volontaire dans l'escadre commandée par sir Edward Belcher et composée du *Resolute*, de l'*Intrepid*, du *Northstar*, de l'*Assistance* et du *Pioneer*. M. de Bray était sur le *Resolute* avec le capitaine Kellett et le lieutenant Mac Clintock. A l'île Beechey, les navires se séparèrent. Le *Northstar* resta comme stationnaire : sir Edward Belcher entra dans le détroit de Wellington avec l'*Assistance* et le *Pioneer*, tandis que le *Resolute* se dirigeait vers l'île Melville, où Parry avait hiverné en 1819; il y passa l'hiver de 1852-1853. M. de Bray accompagna Mac Clintock dans une exploration en traîneaux du nord-ouest de l'île Melville, et revint seul après un voyage de 45 jours. En arrivant, il trouva le lieutenant Pim, qui avait ramené une partie de l'équipage de l'*Investigator*, commandé par Mac Clure. C'est ce navire qui, après avoir pénétré par le détroit de Behring dans le canal de Banks, était retenu depuis trois hivers au fond de la baie de Mercy, et dut être abandonné par le vaillant capitaine qui avait juré de trouver Franklin ou le passage du nord-ouest. Le 18 août 1853, le *Resolute* quittait son port d'hivernage pour retourner en Europe. Vain espoir! le 26 septembre, il était pris de nouveau dans les glaces au milieu du détroit de Barrow. M. de Bray passa donc un second hiver sous le 74e degré de latitude et n'abandonna le *Resolute* que le 8 mai avec un convoi de malades qu'il amenait à l'île Beechey, où ils s'embarquèrent sur le *Northstar*. Le *Resolute* et l'*Intrepid* furent abandonnés, sur l'ordre de sir Edward Belcher, dans le détroit de Barrow. M. de Bray, envoyé vers l'amiral pour lui porter des dépêches importantes, parcourut une distance de 111 kilomètres en douze heures sur un traîneau attelé de dix chiens esquimaux. C'était la même côte que Bellot avait suivie; mais, plus heureux que lui, M. de Bray revint en France, après une absence de deux ans, reprendre son rang dans notre marine militaire, où il est le seul représentant de la navigation dans les mers arctiques.

Nous avons cru devoir donner une idée de la part que nos compatriotes ont prise volontairement à ces grandes expéditions; il nous reste à tracer brièvement l'esquisse de la géographie des terres arctiques de l'Amérique boréale, pour faire comprendre par quelle voie et par quels moyens les Anglais espèrent atteindre le pôle nord.

Quand on jette un coup d'œil sur une carte à projection planisphérique (1) ou polaire des régions arctiques, on voit au nord-ouest de la baie de Baffin un archipel de grandes îles et de vastes promontoires qui s'étend jusqu'à l'extrémité de la Mer-Glaciale voisine de la portion occidentale des côtes asiatiques de la Sibérie. Deux grands détroits, celui de Lancaster à l'est et celui de Behring à l'ouest, conduisent : le premier dans l'Océan-Atlantique, le second dans la Mer-Pacifique, et communiquent entre eux par un grand nombre de canaux sinueux qui enlacent les îles, contournent les promontoires, et viennent aboutir à trois passages qui s'ouvrent dans la Mer-Glaciale asiatique : ce sont les détroits de Banks, de l'*Investigator*, et celui du Dauphin et de l'Union. Deux autres larges canaux mettent la baie de Baffin en communication directe avec la Mer-Polaire, savoir : le détroit de Smith, qui va directement au nord, le détroit de Jones, peu connu, qui s'étend dans la direction du nord-ouest, et enfin le canal de Wellington, sensiblement parallèle à celui de Jones. A l'extrémité des détroits de Smith et de Wellington, on a vu la mer libre, navigable, remplie de baleines, de phoques, peuplée d'oiseaux aquatiques; en un mot, tandis que les détroits de Wellington et de Smith étaient encombrés de glaces infranchissables pour des navires, la mer était ouverte dans le nord et peut-être jusqu'au pôle.

En 1850, le capitaine Penny part de la baie de l'Assistance, située à l'extrémité méridionale du canal de Wellington, et s'avance vers le nord, sur la mer gelée, avec des traîneaux attelés de chiens de Terre-Neuve. Arrivé le 16 mai à l'île Hamilton, la plus grande des îles du détroit, par 76° 2′, il découvre avec stupéfaction un canal libre au milieu des glaces : il plonge avec délices ses yeux dans les profondeurs de l'eau, qu'il n'avait pas vue depuis si longtemps. Deux morses jouaient sur le rivage, des eiders et d'autres oiseaux marins volaient de tous côtés dans une saison où ils n'apparaissent ordinairement que dix degrés plus au sud. Montant sur une éminence, Penny voit à perte de vue dans le ciel le reflet de l'eau. *Oh for a boat!* — que n'ai-je un bateau! — s'écrie-t-il avec désespoir. Il n'hésite pas, ses vivres et ceux des chiens tiraient à leur fin :

(1) Voyez la carte n° 10 de l'*Atlas* de Dufour.

il retourne à son navire, toujours immobile et gelé dans la baie de l'Assistance. Il retrouve ses lieutenans Goodsir et Steward, qui, envoyés par lui le long des deux bords du canal, ont vu également une mer libre peuplée d'animaux. Avec deux charpentiers envoyés par sir John Ross, Penny fait construire un canot qui pouvait se monter sur un traîneau, et le 20 juin il était de nouveau à l'extrémité septentrionale du canal de Wellington, qui maintenant porte son nom. Mais combien l'aspect de la mer était changé! elle n'était plus libre, de violens vents d'ouest poussaient d'énormes glaces flottantes dans le canal et menaçaient de l'obstruer totalement. Toutefois Penny s'avance de 310 milles; il rencontre du bois flotté, aperçoit des animaux comme la première fois, mais il est forcé de revenir sans pouvoir, ainsi qu'il l'espérait peut-être, s'élever jusqu'au pôle. En 1853, sir Edward Belcher trouvait ces mêmes parages couverts d'une glace marine solide où il dut abandonner ses deux navires, l'*Assistance* et le *Pioneer*, après deux étés passés en tentatives infructueuses pour les dégager de l'étau de glace où ils étaient rivés. Ainsi donc la mer, au nord du détroit de Wellington, dégèle dans certaines saisons et dans certaines années, mais le plus souvent elle est emprisonnée sous sa carapace de glace. On sait encore, grâce à un parchemin trouvé le 6 mai 1859 dans une boîte de fer blanc enterrée sous un tas de pierres (*cairn*) à la pointe Victory, à l'ouest de l'île du Roi-Guillaume, qu'en 1845, l'année même de son départ d'Angleterre, Franklin avait remonté le canal de Wellington jusqu'au 77e degré de latitude, puis hiverné dans l'île Beechey, et qu'il était redescendu dans le sud jusqu'à la terre du Roi-Guillaume, où les navires furent abandonnés le 22 avril 1848. En 1845, la Mer-Polaire était donc navigable au nord du canal de Wellington.

Écoutons maintenant les récits des voyageurs qui se sont avancés au nord du détroit de Smith, le chemin le plus direct pour attaquer le pôle en partant de la baie de Baffin. Le docteur Elisah Kane, commandant le brick américain *Advance*, séjourna deux hivers dans le havre Renselaer, par 78° 40′. Personne n'avait hiverné au Groënland sous une latitude aussi septentrionale. La température moyenne du premier hiver, celui de 1853-1854, fut de — 40°, qui est le degré de congélation du mercure. Le 4 juin 1854, le *steward* de Kane, M. Morton, partit avec un traîneau tiré par des chiens et un Groënlandais du village d'Etah, le plus septentrional du monde : ils longèrent d'abord l'immense glacier de Humboldt en marchant sur la mer gelée et en se frayant un passage au milieu des pointes et des aspérités qui la hérissaient. Au-delà du glacier, un chenal libre se montrait au milieu du détroit; ayant contourné le cap Jackson, ils virent une prodigieuse quantité d'oi-

seaux, des bernaches, des eiders et diverses espèces de mouettes; des phoques se jouaient dans les eaux. Sur la terre, quelques plantes naines des genres *Lychnis*, *Hesperis* et *Sedum* épanouissaient leurs fleurs. Le 24 juin, Morton arbora le drapeau étoilé de l'Union américaine au sommet du cap Constitution, dont la marée battait le pied, par 81° 22′ suivant son estime, et par conséquent sur la terre la plus rapprochée du pôle que l'homme ait jamais foulée. Au loin dans le nord-ouest, au-delà du 82e degré, s'élevait une haute montagne : elle reçut le nom de Parry, et un cap qui s'avançait dans les flots, celui de Bellot. Morton retrouva l'*Advance* dans la baie où il l'avait laissée. Le second hiver se passa comme le premier; l'été revint, la petite peuplade d'Esquimaux vint faire ses adieux, et le 17 juillet 1855 les Américains, abandonnant leur navire dans le havre, où Hayes ne le retrouva plus en 1861, partirent sur trois embarcations qu'ils traînaient à travers les glaces ou mettaient à flot suivant les nécessités. Après avoir surmonté des dangers sans nombre et supporté des fatigues inouies, ils arrivèrent à la première colonie danoise d'Upernavik, ayant fait 400 milles marins ou 740 kilomètres sur la mer gelée.

IV. — DISCUSSION DES DEUX PROJETS A LA SOCIÉTÉ GÉOGRAPHIQUE DE LONDRES.

On connaît maintenant le théâtre des explorations polaires dans l'Amérique du Nord et les tentatives faites par Kane et Morton pour s'avancer le plus loin possible au-delà du canal de Smith. Ce canal est le chemin du pôle sous ce méridien, et le mémoire lu le 23 janvier 1865 à la Société géographique de Londres par le capitaine Sherard Osborn que je reproduis presque textuellement fera apprécier parfaitement les sentimens exprimés et le plan proposé par cet officier. Nulle voix n'est plus autorisée que la sienne. En 1850 avec Austin et Ommaney, en 1852 avec sir Edward Belcher, il commandait le vapeur *Pioneer*, et il a fait 1,093 milles ou 2,024 kilomètres dans une expédition en traîneaux pour explorer les terres arctiques à la recherche de Franklin. Laissons parler l'intrépide voyageur :

« Morton, dit le capitaine Osborn, avait atteint le cap Constitution. L'amiral Collinson, le capitaine George et le géographe Arrowsmith le placent plus au sud que lui; suivant eux, il se trouve par 80° 56′, et le cap Parry par 81° 56′. De ce point, qu'on atteindrait en bateau ou sur des traîneaux, il n'y a plus que 484 milles géographiques ou 896 kilomètres jusqu'au pôle. Je ne crois pas que la mer soit toujours libre, comme Morton l'a vue; mais alors on s'avancerait sur des traîneaux tirés par des chiens. L'amiral Mac Clintock n'a-t-il pas fait en 1859 1,330 milles (2,463 kilom.) d'une seule traite, et en 1853 1,220 milles ou 2,259 kilomètres en 105 jours, Kennedy et Bellot 2,037 kilomètres en 79 jours? Le lieutenant Mecham, en 1854, re-

vint après un voyage de 2,142 kilomètres parcourus en 70 jours, dont 10 passés sous la tente à cause du mauvais temps. On pourrait citer d'autres exemples, ceux-là sont suffisans. Sir Leopold Mac Clintock pense qu'un voyage de 2,800 kilomètres n'est pas au-dessus des forces d'hommes énergiques et résolus. Or, pour aller au pôle et en revenir, il n'y a que 1,692 kilomètres, distance moindre que celles parcourues par les voyageurs que nous avons cités. Kane a pénétré dans le Smith-Sound sur un petit brick à voiles; il a passé deux hivers pris dans les glaces avec dix-sept hommes, des vivres médiocres et insuffisans, de la houille pour un an seulement, et cependant il a ramené son équipage sain et sauf. A cette époque, j'étais avec le capitaine Richards sous les ordres de sir Edward Belcher dans le canal de Wellington; Kellett et Mac Clintock se trouvaient dans le détroit de Barrow, Mac Clure avait pénétré dans le passage qui unit l'Océan-Pacifique à l'Atlantique. Collinson et Rae parcouraient les terres Victoria et Boothia-Felix, et Inglefield faisait une pointe dans l'île Melville. Il y avait donc au moins quatre cents marins anglais dans les mers arctiques; leur santé fut toujours excellente, et la mortalité presque nulle, comparée à celle des campagnes dans les pays chauds et au nombre des matelots qui se noient tous les ans sur les côtes d'Angleterre. L'entreprise n'est donc point de celles qui doivent être rejetées comme téméraires par un gouvernement avare de la vie de ses marins.

« Voici maintenant le plan de campagne que je propose : deux petits bateaux à hélice, tels que l'*Intrepid* et le *Pioneer*, avec 120 hommes, officiers compris, seraient prêts au printemps de 1866. Ils partiraient pour la baie de Baffin et arriveraient au cap York en août. Un navire resterait au cap Isabelle par 78° 15′ de latitude avec 25 hommes d'équipage. L'autre navire, monté par 95 hommes, suivrait la côte occidentale et s'avancerait vers le cap Parry, en ayant soin de ne pas s'éloigner du premier navire d'une distance supérieure à 300 milles. Pendant l'automne, le navire du sud se relierait au navire du nord pour des dépôts de provisions, tandis que le navire du nord ferait la même opération sur le chemin du pôle. En 1867 et 1868, des expéditions avec des canots et des traîneaux seraient organisées aux époques les plus favorables, et en 1869 les équipages reviendraient soit avec le navire, soit dans des embarcations, si celui-ci était toujours prisonnier dans les glaces. Je ne crois pas que la mer libre que Morton a vue du haut du cap Constitution le soit toujours : ces espaces navigables sont des ouvertures dans la glace marine dues à l'action des montagnes de glace détachées des glaciers terrestres qui, entraînées par les courans et poussées par le vent, rompent la croûte dont la mer est couverte; mais ces montagnes de glace elles-mêmes prouvent que la terre existe dans le nord, puisqu'elles proviennent de glaciers qui se forment dans les vallées ou plutôt qui sont les émissaires du glacier unique et général dont ces terres sont recouvertes. Kane a essuyé dans le détroit de Smith un hiver plus rude que nous à l'île Melville; c'est une présomption pour croire que la terre de Grinnel, vue par Morton du cap Constitution, et celle de Washington dont il fait partie, s'étendent au loin vers le nord : ce sont des terres inconnues dont la géographie, le climat, les productions végétales et animales le sont également. Je croirais faire injure à la société, si je

mêlais des calculs mercantiles, tels que l'huile et les fanons de baleine, les peaux de morses ou de rennes, la graisse de phoque, les dents de narval, les pelleteries, le graphite d'Upernavik, à des questions scientifiques : ce serait comme si l'on mettait au nombre des argumens en faveur d'une expédition à la Nouvelle-Guinée les plumes des oiseaux de paradis et les nids de salanganes. Non, je n'invoque en faveur de l'expédition que les intérêts de la marine et de la géographie. L'importance de ces intérêts est attestée par le doyen des voyageurs arctiques, le général Sabine; il voudrait que l'on mesurât dans le nord de l'Amérique un arc du méridien terrestre pendant que les Suédois se préparent à faire la même opération au Spitzberg, il voudrait que l'on y continuât les expériences sur le pendule et les observations magnétiques qu'il a si bien commencées: ce serait l'occupation des savans qui resteraient au cap Parry pendant la tentative faite pour atteindre le pôle.

« Espérons que les lords de l'amirauté céderont à la pression de l'opinion publique, éclairée par les cinq premières sociétés savantes de Londres, la Société royale, celle de géographie, la Société géologique, la Société ethnologique et la Société linnéenne. L'amirauté n'hésitera pas à profiter de cette occasion pour réveiller le génie de la marine britannique, engourdie par les loisirs de la paix et les erremens de la routine. Des explorations arctiques seront plus efficaces à ce point de vue que les petites guerres du Japon et de la Chine. La marine militaire de l'Angleterre n'a pas pour unique mission de tirer des coups de canon; la guerre n'est pas l'unique moyen d'acquérir de la gloire ou de former des équipages et des officiers. Les officiers de la marine anglaise ne désirent pas la guerre, mais ils veulent être employés activement et utilement, et quand je demande que 120 hommes soient distraits des 50,000 que la nation fournit annuellement, il me semble qu'on ne saurait me taxer d'être trop exigeant. »

A la suite de cette communication, le président de la Société de géographie, sir Roderick Murchison, prit la parole pour appuyer la proposition du capitaine Osborn, et l'amiral sir Edward Belcher, le commandant de l'escadre des mers arctiques en 1852, ajouta que sur les îles du canal de Smith il avait vu le 20 mai, par 78° 10′ de latitude, des traces et des cornes de rennes, ainsi que des oiseaux qui se dirigeaient vers la pleine mer. La glace était partout en mouvement, et cependant plus au sud, dans le détroit de Barrow, la débâcle n'a jamais lieu avant la fin d'août. La glace marine est prédominante dans les mers polaires, circonstance favorable pour les courses en traîneaux.

Le capitaine Inglefield, commandant du *Phœnix* en 1853 et 1854, témoigne de son côté avoir également trouvé au nord du canal de Smith une mer libre de glaces aussi loin que la vue pouvait s'étendre; il pensait donc qu'il serait possible d'arriver au pôle avec un navire ou des embarcations. Enfin le capitaine Richards, compagnon de voyage d'Osborn, déclare qu'il est prêt, comme son ami, à retourner dans les régions polaires, et comme lui il sait que quant

aux matelots on aurait le choix parmi les nombreux volontaires qui se présenteraient avec empressement au premier appel de l'autorité.

M. John Lubbock, président de la Société ethnographique, fit ressortir l'intérêt qui s'attache à l'étude des Esquimaux, dont la civilisation rudimentaire doit se rapprocher de celle des villages lacustres de la Suisse, des habitans des cavernes du Périgord ou des anciennes populations littorales du Danemark. Le capitaine Hamilton, M. Marckham et lord Dufferin, tous trois familiers avec les régions boréales, appuyèrent de toutes leurs forces la proposition du capitaine Osborn, et le Dr Donnet, qui était attaché à l'expédition du capitaine Austin en 1850 et 1851, rapporte qu'en vingt mois on ne perdit qu'un seul homme, mort de froid, sur un total de cent quatre-vingts, qui revinrent bien portans. A la fin de la séance, le capitaine Osborn prit de nouveau la parole pour rendre hommage à la mémoire de sir Francis Beaufort, hydrographe en chef de la marine, qui lui avait tendu la main au début de sa carrière et lui avait inspiré le goût des voyages de découvertes. Lorsqu'on était à la recherche de Franklin, l'amiral Beaufort lui disait : « Jeune homme, ne vous découragez pas; que des savans tels que Murchison et Sabine unis à l'héroïque lady Franklin soulèvent l'opinion publique, et l'amirauté cédera à sa pression. » C'est ce qui est arrivé; et les traces de Franklin ont été retrouvées, et la géographie des régions arctiques a été complétée par ceux-là mêmes qui suivaient les vestiges de ses pas dans ces parages inconnus.

La profonde conviction et la compétence bien connue du capitaine Osborn avaient enlevé les suffrages de l'assemblée. Un peu plus tard cependant des doutes s'élevèrent. Le docteur Petermann, dans une lettre adressée au président sir Roderick Murchison, fit valoir les argumens que nous avons reproduits plus haut en faveur d'une tentative par les côtes orientales du Spitzberg, et dans la séance du 27 mars 1863 beaucoup de membres, sans repousser le plan proposé par le capitaine Osborn, se déclarèrent en faveur de celui du géographe allemand. L'amiral sir George Back ne fut pas de ce nombre : il avait servi en 1818, sous les ordres de Franklin, dans l'expédition du *Trent* et de la *Dorothea*. Les navires suivirent la banquise qui s'étend du Spitzberg au Groënland, et telle en est la continuité que l'amiral ne croit pas à la possibilité de dépasser, entre ces méridiens, le 82e parallèle atteint par Scoresby. Eux-mêmes furent arrêtés par 80° 30′. « Quant au régime des glaces sur la côte orientale du Spitzberg, ajoute l'amiral, il est peu connu; il faut l'étudier, et en attendant on ne voit pas de raison pour qu'une expédition en traîneaux, bien équipée, ne puisse atteindre le pôle en partant du détroit de Smith. »

L'amiral Belcher exprime aussi la crainte que les capitaines Osborn et Richards ne rencontrent une mer moitié libre, moitié gelée, et ne se heurtent contre les mêmes difficultés qui ont fait échouer la tentative de Parry sur la banquise du Spitzberg. James Ross, l'amiral Wrangel et lui-même savent par expérience qu'il n'est point de mode de locomotion plus lent et plus pénible. En essayant de pénétrer par les mers du Spitzberg, un navire peut, s'il ne réussit pas, revenir en Angleterre dans le cours de la même année. Scoresby, qui se trouvait à la fin de mai par 81° 30′ dans une mer libre de glaces vers l'orient, serait probablement parvenu à atteindre le pôle. Telle est du moins la conviction personnelle de l'amiral Belcher.

L'amiral Ommaney parle dans le même sens que l'amiral Belcher; il partage son avis, précisément parce qu'il a commandé des expéditions dans l'Amérique boréale. Un grand nombre de navires à voiles ou à vapeur sont déjà arrêtés par les glaces dans la baie de Melville, sur les côtes du Groënland, par 76° de latitude, et l'on n'est jamais sûr d'atteindre le détroit de Smith, où Kane en 1853 et Hayes en 1861 n'arrivèrent qu'avec beaucoup de peine. Le premier y laissa son navire et revint dans ses embarcations. Par le Spitzberg au contraire, on parvient aisément et rapidement au 80e degré, et dans le nord-est de l'île la mer doit être libre soit au printemps, soit en automne. L'amiral Ommaney se rallie donc à l'opinion de Parry, de Scoresby, de Sabine et de Belcher, pour affirmer que les chances les plus favorables se rencontrent sur les côtes orientales du Spitzberg.

Le capitaine Inglefield se prononce également en faveur du Spitzberg pour les motifs suivans : puisqu'on cherche la route la plus courte et la plus sûre, il faut se rappeler que par la baie de Baffin il y a 4,000 milles marins de Londres au pôle, par le Spitzberg 2,500 seulement. Ceux qui ont navigué dans la mer de Baffin savent combien il est difficile de dépasser les glaces flottantes de la baie de Melville. Trois fois le capitaine Inglefield a soutenu personnellement cette lutte, et il sait par expérience combien elle est longue et pénible. Plusieurs navires ont au contraire atteint sans peine 81 et 82 degrés au nord du Spitzberg et ont vu la mer libre autour d'eux et dans la direction du nord. Le chef dont l'hydrographie déplore la perte récente, sir Francis Beaufort, considérait aussi la mer située entre la Nouvelle-Zemble et le Spitzberg comme l'ouverture par laquelle on pourrait un jour peut-être atteindre le but désiré.

Le capitaine Davis, qui a accompagné sir James Ross au pôle sud, se déclare également pour le Spitzberg par des motifs tirés de la proximité des ressources dont l'île abonde et de la probabilité

d'une mer libre au-delà de la barrière de glaces qui a jusqu'à ce jour arrêté les navigateurs, comme elle avait arrêté Cook, Bellingshausen, d'Urville et Wilkes dans leurs tentatives pour s'approcher du pôle sud.

Écoutons maintenant les partisans de l'expédition par le détroit de Smith, et dont la réflexion a mûri les convictions au lieu de les détruire. A leur tête est resté l'amiral Mac Clintock, le plus autorisé des explorateurs modernes de l'Océan-Glacial, celui qui a séjourné cinq hivers et sept étés dans l'Amérique boréale et retrouvé finalement les traces de Franklin. Son opinion est toujours que c'est par le détroit de Smith qu'on a le plus de chances d'atteindre le pôle.

L'amiral Collinson, qui prend la parole après lui, commandait l'*Enterprize* dans l'expédition arctique. Pendant trois ans, il essaya, sans y réussir, de forcer les glaces dans le passage du nord-ouest en partant du détroit de Behring, et Mac Clure lui-même dut abandonner son bâtiment, de façon que, même à l'heure qu'il est, jamais navire n'a passé de l'Océan-Pacifique dans l'Océan-Atlantique par les détroits de Behring et de Lancaster. L'amiral ne pense pas que la descente incessante des glaces polaires du nord vers le sud puisse être une preuve que la mer est ouverte au nord pendant une saison quelconque de l'année. Le *Terror*, l'*Advance*, le *Rescue*, le *Fox*, abandonnés dans les glaces, ont dérivé avec elles et ont été retrouvés plus au sud. Cependant la mer n'était pas libre entre le pôle et les navires entraînés par la glace. La comparaison faite par M. Petermann entre les deux pôles lui paraît comme à plusieurs de ses collègues complétement inexacte. De ce qu'il y a une mer libre au-delà d'une barrière de glaces au pôle antarctique, il n'en résulte nullement qu'il en soit de même du pôle arctique. Configuration des continens, vents, courans, climat, tout est différent aux deux pôles, et comme Parry il pense également que le pôle boréal ne peut être atteint que s'il est entouré de terres sur lesquelles la banquise s'appuie solidement. Il se déclare donc en faveur du projet de M. Osborn, qui lui semble réunir de plus grandes probabilités de succès, puisque avec des traîneaux on est sûr d'arriver au but, si la terre se prolonge assez loin.

Un géologue, M. Marckham, présente à la société un relevé des navires arrêtés dans la baie de Melville, et il trouve que sur trente-huit expéditions cinq n'ont pas été entravées par les glaces à cette latitude, et les autres ne l'ont été que pendant quelques jours : huit seulement ont dû perdre un mois ou plus avant de passer outre. On ne saurait donc invoquer cet obstacle comme une objection contre la tentative par le Groënland. M. Lamont prend alors la parole : c'est un *sportsman* comme on n'en trouve qu'en Angleterre;

il a séjourné deux étés avec son yacht sur les côtes orientales du Spitzberg pour chasser le renne, le phoque, le morse et l'ours blanc. En deux mois, il a tué avec un ami 200 pièces, sans compter les oiseaux. Il a interrogé plus de vingt chasseurs de morses norvégiens dont plusieurs ont passé vingt étés sur les bords de la banquise : tous sont contraires à l'idée d'une mer libre autour du pôle, mais avec des traîneaux attelés de chiens esquimaux il serait possible qu'on y arrivât en partant dans le courant de mars ou d'avril, avant que les glaces se mettent en mouvement vers le sud : il faudrait donc hiverner au Spitzberg. Le grand avantage pour l'équipage serait l'abondance de viande fraîche qui le mettrait à l'abri du scorbut.

Le célèbre géographe américain Maury se prononce en faveur de l'expédition par le détroit de Smith comme offrant plus de certitude que l'autre. L'assimilation entre les deux pôles énoncée par M. Petermann lui paraît aussi inexacte que si dans notre hémisphère on comparait le climat des îles britanniques avec celui du Labrador ou du Canada. La mer libre que découvrit James Ross après avoir forcé la banquise du pôle antarctique n'existe probablement pas autour du pôle boréal.

Le capitaine Richards, compagnon et ami de son collègue M. Osborn, exprime pour ainsi dire l'impression générale que cette discussion a laissée dans les esprits en disant que les deux tentatives seront également profitables aux sciences géographiques : l'une et l'autre feront connaître les terres et les mers qui avoisinent le pôle. Veut-on faire une expédition par terre, alors il faut partir du détroit de Smith. Aime-t-on mieux essayer par mer, c'est le Spitzberg qu'on doit préférer. Dans le premier cas, on emploiera six ou sept traîneaux et de 60 à 70 hommes. Les six premiers traîneaux retourneront au navire à mesure que les provisions qu'ils portaient seront à moitié épuisées. Un seul traîneau avec dix hommes parviendra donc au pôle : ce sera une reconnaissance, mais on ne saurait s'attendre à obtenir ainsi des résultats scientifiques. Si l'on envoie un navire par les côtes orientales du Spitzberg, il trouvera probablement une mer maniable en juillet, août et septembre. A cette époque, les glaces, sous l'influence des vents, des marées, de la pluie et de la température, se désagrégent et se brisent : c'est un phénomène périodique aussi constant, aussi régulier que la chute des feuilles en automne. Le pôle nord est entouré d'eau ou de terres; dans le premier cas, un navire a de grandes chances d'y arriver; dans le second, l'expédition hivernera dans quelque baie, et au printemps elle atteindra le pôle avec des traîneaux.

Nous sommes-nous trompé en pensant que le lecteur français suivrait sans fatigue cette mémorable enquête à laquelle nous avons

conservé la forme qu'elle a revêtue au sein de la Société géographique de Londres? J'ai été vivement touché de cette discussion, où l'intérêt de la science était le seul en jeu. Combien l'esprit pratique des Anglais se manifeste dans ces argumens invoqués en faveur de l'une et de l'autre voie, non par des géographes théoriciens, mais par des navigateurs qui tous pouvaient apporter le contingent d'une expérience personnelle acquise dans leurs voyages de découvertes au pôle nord ou au pôle sud! Quel autre pays pourrait réunir un pareil aéropage? Aussi, quand de tels hommes sont divisés dans l'appréciation des chances probables du succès, quand nous voyons d'un côté Sabine, Belcher, Ommaney, Beaufort, Richards se déclarer pour le Spitzberg, tandis que Mac Clintock, Osborn, Maury, Collinson et Back optent pour le Groënland, on ne peut qu'imiter la réserve du président sir Roderick Murchison, appuyé par le capitaine Allen Young, qui, pour résumer le débat, exposant les argumens donnés de part et d'autre et montrant combien ils se balancent, émet le vœu que l'on tente les deux voies, et qu'une expédition se fasse par le Spitzberg et l'autre par le détroit de Smith. C'est aussi mon humble opinion. Des souvenirs de jeunesse me font incliner vers le Spitzberg : je me rappelle avoir vu le 2 août 1839 du haut des mâts de la *Recherche* la mer complétement libre au-delà du 80e degré et avoir ressenti pour ainsi dire l'attraction que le pôle exerce sur l'imagination de tous ceux qui s'en approchent. Cependant que pourrais-je dire, modeste naturaliste, lorsque les premiers marins du monde ont parlé? Il est évident que bien des tentatives seront vaines : ce ne sera pas la première fois que l'homme se fraiera un passage dans des régions qui lui semblent interdites; mais l'une de ces tentatives réussira. Les forces aveugles de la nature seront encore une fois vaincues par la volonté de l'homme, et en mettant le pied sur le pôle il pourra dire qu'il a achevé de prendre possession de son domaine, car la conquête d'un pôle amènera fatalement celle de l'autre.

L'intérêt que cette question excite n'est point limité à l'Angleterre. En Allemagne, elle a également passionné les esprits. Grâce à l'agitation provoquée par le docteur Petermann, une souscription publique s'est ouverte, et une somme considérable a été réunie. L'automne dernier, un voyage de reconnaissance au nord-est du Spitzberg fut décidé. Un navire, le *Queen of the isles,* fut loué en Angleterre, installé en quelques jours et mis sous le commandement du capitaine Werner, de la marine prussienne; mais le navire, envoyé de Londres à Hambourg, ne sortit pas de l'Elbe; sa machine, fort mauvaise à coup sûr, se détraqua sans pouvoir être réparée immédiatement. Cet échec n'a point refroidi l'ardeur des

promoteurs volontaires de l'expédition. Les Allemands savent que le Spitzberg est plus voisin des côtes de la Baltique que de celles d'Angleterre. Hambourg et Brême se rappellent que leurs baleiniers rivalisaient avec ceux des grandes nations maritimes, — la Prusse aspire à prendre rang parmi elles, et l'année prochaine nous apprendrons qu'un navire à hélice est parti de Hambourg, se dirigeant vers les côtes orientales du Spitzberg.

La Suède n'a pas eu besoin de suivre un mouvement dont elle a eu l'initiative depuis longtemps. Plusieurs de ses savans ont pris part à la première campagne de la *Recherche* au Spitzberg en 1838, et en 1861 une véritable expédition scientifique, dont nous avons déjà parlé, s'est rendue dans le nord du Spitzberg, qu'elle a décrit et étudié sous tous les points de vue : elle se propose d'y retourner afin de mesurer un arc du méridien terrestre sur l'archipel des Sept-Iles, mesure réclamée par l'astronomie et la géographie pour déterminer exactement la figure de la terre. Le gouvernement suédois trouvera dans son faible budget les ressources que nécessitera une opération que des savans français, Maupertuis et Outhier, ont eu l'honneur d'exécuter les premiers dans les hautes latitudes, sur les bords du fleuve Torneo. La France ne saurait s'abstenir et ne pas entrer dans la lice ouverte aux marines du nord de l'Europe. Il s'agit d'un noble but, d'une conquête aussi glorieuse que celles de la guerre. Le pavillon qui flottera le premier sur le pôle nord sera salué par les acclamations du monde entier. Pourquoi ce drapeau ne serait-il pas celui de la France? Marine puissante, finances prospères, officiers instruits, patiens et énergiques, que lui manque-t-il? Où serait l'excuse de cette abstention? L'élite intellectuelle de la nation apprendrait avec une fierté légitime qu'une expédition française sera mise au service de la science, et nous verrions surgir dans notre marine les émules de Bellot et de Blosseville, les successeurs de Lapeyrouse, de Baudin, de Freycinet, de Duperrey, de d'Urville, comme l'Angleterre a vu surgir pendant les dernières campagnes arctiques ceux de Hudson, de Baffin, de Cook, de Franklin, des deux Ross et de Parry. La marine a toujours été l'auxiliaire indispensable et l'alliée fidèle des sciences dont l'ensemble constitue la géographie et l'histoire naturelle de la terre et des mers. Fortifier cette alliance, n'est-ce pas travailler à la fois aux progrès de l'art nautique et à l'avancement de la physique du globe? C'est à ceux qui ont en main l'avenir de notre marine de sauvegarder sa force et son honneur en présence des puissances rivales de l'Angleterre et de la Russie, et de faire à la science une petite part dans les prodigalités que les menaces de la guerre imposent annuellement aux budgets européens.

CHARLES MARTINS.

ÉTUDES

SUR

LES TRAVAUX PUBLICS

LES CHEMINS DE FER VICINAUX.

I. — *Les Chemins de fer vicinaux dans le département du Bas-Rhin*, recueil de documens officiels; Paris-Strasbourg 1865. — II. *Rapports de MM. Lan, Moussette et Bergeron* (mission en Angleterre); Paris, Imprimerie impériale, 1862. — III. *Rapport sur le projet de loi relatif aux chemins de fer d'intérêt local*, par M. le comte Léopold Lehon, député au corps législatif. — IV. *Observations sur le projet de loi des chemins de fer départementaux*, par MM. Thirion et Bertera; Paris 1865.

On s'accorde à reconnaître que les voies de communication sont ce qu'il y a de plus important pour une contrée où le commerce et l'industrie ont acquis quelque activité. De là le grand intérêt qu'elles inspirent en notre pays et les sacrifices que les populations s'imposent volontiers pour les étendre. On reconnaît encore que de toutes les voies qui servent aux transports, routes, canaux, railways, ce sont ces derniers qui présentent les avantages les plus réels. Les chemins de fer, en effet, comportent pour les voyageurs une vitesse supérieure; pour les marchandises, ils abaissent le coût du transport au tiers du tarif des routes de terre; enfin les canaux ne leur sont préférables que pour les matières lourdes et encombrantes de certaines grandes industries. Par malheur le prix d'établissement d'une voie ferrée serait toujours prodigieusement élevé, si l'on n'en jugeait que d'après le prix de revient kilométrique des grandes lignes qui ont été construites depuis vingt-cinq ans; mais on a pensé qu'en certaines localités du moins la dépense première de

construction pourrait être réduite à un taux bien moindre, grâce à de sages tolérances dans le tracé et l'exécution des travaux. On a imaginé de plus qu'il serait moins difficile de réunir les fonds nécessaires, si considérable que la dépense fût encore, en faisant appel au concours simultané de tous les intéressés; enfin on a jugé que le réseau ferré, au lieu de ne desservir que des grandes lignes où le trafic local s'efface presque en comparaison du transit, pénétrerait grâce à de nouvelles combinaisons économiques jusque dans les contrées qui ne peuvent l'alimenter que par leurs ressources propres. De là est venue l'idée d'assimiler, au point de vue légal et administratif, les chemins de fer dont il s'agit aux chemins vicinaux et de leur appliquer le bénéfice de la loi du 21 mai 1836, qui a donné aux départemens et aux communes de puissans moyens d'exécuter des travaux de ce genre. Il est peut-être à propos de rappeler d'abord les dispositions principales de cette loi et les résultats qui en sont sortis.

I.

Au commencement de ce siècle, les chemins vicinaux n'existaient guère qu'à l'état de sol naturel, sauf peut-être quelques portions qui accédaient aux châteaux de riches propriétaires. Aucune ressource fixe ne leur était attribuée. Les travaux d'entretien étaient nuls, à moins que l'on ne veuille compter à ce titre l'obligation imposée aux paysans, en certains pays, de labourer en travers les chemins contigus à leurs champs afin de combler les ornières. Lors même que la paix fut rétablie en Europe et que le besoin de bonnes voies de communication devint plus pressant, les communes se trouvèrent hors d'état de créer leur vicinalité, ou bien, si quelqu'une d'entre elles était disposée à y consacrer des ressources extraordinaires, elle se trouvait paralysée par l'inertie ou la mauvaise volonté des communes voisines.

C'est à cet état de choses que la loi de 1836 dut remédier. Elle dota d'abord la vicinalité de ressources spéciales, soit par des centimes additionnels au principal des contributions directes, soit par des prestations en nature. Il fut posé en principe pour la première fois que l'entretien des chemins auxquels le classement a donné une existence légale est une dépense obligatoire du budget des communes. En outre des chemins qui assurent les communications intérieures de chaque commune, le législateur prévit que les voies qui intéressent plusieurs communes limitrophes pourraient être construites et entretenues par les ressources combinées de ces communes en proportion de l'utilité que chacune en doit retirer. Enfin les chemins vicinaux plus importans, qui assurent à un certain

degré la viabilité du département, devaient recevoir des allocations départementales votées par le conseil-général, et étaient placés sous l'autorité directe du préfet. Telle fut en germe la division encore en vigueur de la vicinalité en chemins ordinaires, chemins d'intérêt commun et chemins de grande communication. Ces derniers durent seuls, dans le principe, participer aux subventions du conseil-général, mais peu à peu et à mesure que ce réseau, le plus important des trois, fut plus avancé, les mêmes encouragemens furent accordés d'abord aux chemins de la seconde catégorie, ensuite à ceux de la première.

Si l'on considère qu'au moment où cette loi fut votée tout était à créer, organisation du personnel et organisation des travaux, on ne s'étonnera pas que les progrès aient été lents pendant les premières années. L'une des ressources les plus importantes de la vicinalité est la prestation en nature, impôt assez léger à porter pour les populations des campagnes, mais difficile à mettre en œuvre. Avant que le personnel des agens-voyers ait pu être convenablement recruté et suffisamment dressé aux travaux de ce genre, l'exécution des chemins était souvent abandonnée à l'arbitraire, et la main-d'œuvre des prestataires était à peu près perdue faute d'une direction intelligente. A notre époque, où l'on parle beaucoup de décentralisation, on remarquera que la loi du 21 mai 1836 a décentralisé d'une façon presque absolue le service de la voirie vicinale, puisque les ressources dont elle fait usage sont votées par les conseils-généraux et municipaux et employées par l'autorité départementale. Il s'agit pourtant, on le verra plus loin, d'une somme de dépenses d'une importance considérable. Si cette décentralisation, commandée au reste par la nature des choses, eut dans l'origine des inconvéniens au point de vue de la régularité du travail, on ne peut douter qu'elle n'ait eu la plus sensible influence sur la marche ultérieure de l'œuvre en lui assurant le concours empressé de tous les coopérateurs qui voyaient dans les travaux de ce genre une entreprise d'intérêt local et parfois même d'amour-propre communal. D'ailleurs il est à peine besoin d'observer que l'uniformité d'exécution n'eût jamais été nécessaire ni même utile dans la construction de voies de communication destinées à desservir des pays d'aspect bien différent. D'un département à l'autre, on n'avait pas les mêmes ressources, les mêmes besoins; la diversité du tracé, des pentes, des ouvrages d'art, était commandée par les conditions locales et la nature propre de chaque contrée.

Voyons maintenant quels résultats ont été obtenus par la loi de 1836. D'abord, au point de vue financier, les ressources affectées à la voirie vicinale se sont élevées graduellement de 44 millions en 1837 à 120 millions en 1864. Pendant ces vingt-huit années, le

total des dépenses effectuées pour la création des chemins vicinaux se monte à plus de 2 milliards. La prestation, qui peut être acquittée en nature ou en argent au gré du contribuable, forme un peu plus de la moitié de cette somme. On avait terminé, jusqu'au 31 décembre 1863, 111,000 kilomètres de chemins vicinaux ordinaires, 43,000 kilomètres de chemins d'intérêt commun, et 69,000 kilomètres de chemins de grande communication. A la même époque, il restait à établir ou à compléter 257,000 kilomètres de la première catégorie, 35,000 de la seconde et 12,000 de la troisième. Ces chiffres sont, il est vrai, un peu modifiés chaque année, mais dans des limites assez étroites, par de nouveaux classemens dont les conseils-généraux et municipaux reconnaissent la nécessité. On peut prévoir néanmoins que les chemins de grande communication, qui sont les plus importans et qui absorbent la plus forte part des subventions départementales, seront terminés dans un avenir assez rapproché. Si les ressources avaient été réparties d'une manière égale entre les divers départemens de l'empire, le réseau en serait complet dans trois ou quatre ans; en réalité, l'œuvre est déjà terminée dans plusieurs départemens et le sera dans beaucoup d'autres à bref délai, tandis que quelques-uns sont bien en retard. Lorsque les chemins sont achevés, il faut les entretenir; cependant une partie importante des impositions autorisées par la loi de 1836 va devenir disponible, et l'on songe à les employer à la création de chemins de fer d'embranchement, ou, si l'on veut, de chemins de fer vicinaux. Tel est en substance le projet dont il s'agit maintenant, et qui a reçu dans le département du Bas-Rhin une première et heureuse application. L'historique des phases que l'affaire a traversées dans ce département n'est pas sans intérêt, car on y verra en détail les difficultés que l'extension du système doit rencontrer partout.

Le département du Bas-Rhin se trouvait, en 1858, dans une position exceptionnelle sous le rapport des voies de communication. Les voies magistrales, routes impériales et routes départementales, étaient achevées depuis longtemps; les chemins vicinaux de grande communication, retardés un moment par les exigences que la défense du territoire impose aux régions frontières, allaient être terminés. Plusieurs canaux facilitaient le transport des matières lourdes et encombrantes. Deux lignes de fer principales traversaient la contrée en deux sens différens, — l'une de l'est à l'ouest faisant communiquer l'Allemagne avec le centre de la France, — l'autre du nord au sud et parallèle au cours du Rhin. Toutefois une notable partie du territoire n'était pas encore desservie directement par les chemins de fer, et l'éloignement des voies ferrées était surtout regretté en certains cantons industriels qui ont besoin de trans-

ports rapides et peu coûteux. A l'époque où le plus ancien chemin de fer de ce pays, celui de Strasbourg à Bâle, fut exécuté, les ingénieurs ne prévoyaient pas l'importance que les stations intermédiaires devaient acquérir et n'avaient songé qu'à réunir les points extrêmes par le tracé le plus court et le plus facile. S'éloignant du pied des Vosges, où se trouvent groupées les villes industrielles et commerçantes, ils s'étaient tenus au milieu des plaines plates et unies des bords du Rhin, qui sont purement agricoles. La voie ferrée circule au milieu de villages d'une faible importance, tandis qu'il y a au contraire dans la région déshéritée une population agglomérée, active et industrieuse, des villes de quatre ou cinq mille âmes comme Barr, Obernai et Wasselonne, qui fabriquent des tissus de laine et de coton, comme Mutzig et Molsheim, qui ont des manufactures d'armes; il y a des établissemens de bains et des sites pittoresques qui attirent les touristes pendant la belle saison, enfin des richesses naturelles en vins et en bois. D'autres parties du département, éloignées aussi des voies ferrées existantes, renferment des élémens de richesse d'une égale importance. Plusieurs projets de chemins de fer, tracés en vue de desservir ces riches contrées, avaient été déjà mis en discussion, mais les grandes compagnies n'avaient pas osé les entreprendre dans les conditions ordinaires. Quelques personnes avaient bien songé à établir sur les accotemens des routes des lignes de rails où l'on aurait fait circuler des wagons traînés par des chevaux; après mûr examen, on avait conclu que ce procédé, assez coûteux d'ailleurs, ne satisferait que d'une façon imparfaite et provisoire aux besoins reconnus. Les routes, n'ayant pas été tracées en prévision de ce nouvel emploi, présentaient trop peu de largeur en certains endroits, une déclivité trop forte en d'autres. En général, tous les systèmes secondaires de chemins de fer qui ont été conçus pour réaliser des économies considérables sur le système ordinaire, soit en ce qui concerne les frais d'établissement, soit en ce qui concerne la traction, ne conviennent, disait-on, que dans des cas particuliers très restreints. Les uns, établis sur les routes ordinaires avec traction de chevaux, ainsi qu'on en voit plusieurs exemples aux environs de Paris, ne sont utilisés que pour les voyageurs. D'autres, construits pour le service particulier des usines, avec une largeur moindre et un matériel spécial, ne transportent qu'une seule nature de produits. Ces systèmes bâtards n'eussent point paru suffisans pour desservir une contrée étendue et transporter avec célérité les personnes et les marchandises.

D'un autre côté, les lignes de chemins de fer construites suivant le type habituel du réseau français coûtent, on le sait, un prix considérable. Le prix de revient par kilomètre est en moyenne,

pour les six grandes compagnies françaises, de 432,000 francs. Il était évident qu'une entreprise de cet ordre ne pourrait être une œuvre locale; mais, en simplifiant autant que possible le tracé de la voie, ne diminuerait-on pas dans une forte proportion les dépenses de premier établissement? Ainsi les chemins de fer locaux peuvent être construits avec une seule voie, ce qui abaisse notablement le coût des terrains à acquérir, des terrassemens et des travaux d'art. On peut aussi éviter tous les grands travaux d'art, tunnels, viaducs et ponts à grande portée, limiter au strict nécessaire les bâtimens des stations, en un mot bannir le luxe sans cependant exclure la solidité. Un chemin qui doit être parcouru par un petit nombre de trains à vitesse modérée et qui ne doit être alimenté que par le trafic local n'a pas évidemment les mêmes exigences qu'une ligne internationale où la circulation doit être rapide et très active.

C'est avec ces considérations à l'appui que le conseil-général du Bas-Rhin était saisi, dans la session de 1858, d'un projet consistant à relier aux lignes ferrées déjà existantes tous les chefs-lieux de canton qui s'en trouvaient encore éloignés (1). Il s'agissait de construire une dizaine de petits embranchemens d'une longueur totale d'environ 250 kilomètres. Après un examen préliminaire et des études sérieuses sur le terrain, il fut reconnu que trois de ces chemins pouvaient seuls, dans l'état présent des choses, donner un produit rémunérateur des dépenses; c'étaient ceux de Strasbourg à Barr avec embranchement sur Wasselonne, de Haguenau à Niederbronn et de Schlestadt à Villé. Les autres étaient ajournés à un temps plus éloigné. Les trois lignes admises avaient une longueur totale de 84 kilomètres. Une voie de fer n'est en définitive qu'une route perfectionnée quant à son tracé, ses pentes et ses courbes, et cette route pourrait aussi bien recevoir un empierrement qu'un système de rails. Le département, assimilant ces trois lignes aux chemins vicinaux, s'engageait à faire les terrassemens et les travaux d'art ordinaires dans les conditions de la loi de 1836, c'est-à-dire avec le concours des communes intéressées, sauf à trouver ensuite une compagnie qui consentît à entreprendre la transformation de ces voies en chemins de fer, à poser les rails, fournir le matériel roulant et exploiter la ligne moyennant perception des droits de transport. La dépense prévue pour le simple établissement de la plate-forme de la voie était de 25,000 francs par kilomètre, soit une somme totale de 2 millions environ, dont 40 pour 100 devaient être fournis par le département et 60 pour 100 par les com-

(1) Il n'est que juste de dire que l'initiative de ce projet appartient à M. Migneret, alors préfet du département, et à M. Coumes, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur des chemins vicinaux.

munes. Les fonds furent votés avec empressement par le conseil-général et par la presque totalité des communes que l'entreprise intéressait. Jusque-là tout allait bien. Le projet n'était au fond qu'une application de la loi du 11 juin 1842, si ce n'est que, l'état se tenant à l'écart, la dépense d'établissement de la voie restait tout entière à la charge des localités.

Avant d'aller plus loin, il ne sera pas superflu de rappeler que les travaux d'établissement d'une voie ferrée se divisent en deux catégories bien distinctes. Acheter les terrains, niveler le sol au moyen de tranchées et de remblais ou de tunnels et de viaducs, construire les travaux d'art, ponts et aqueducs, à la rencontre des cours d'eau, en un mot établir ce que l'on appelle la plate-forme de la voie, et même garnir cette plate-forme du ballast qui supporte les rails, — ce ne sont au fond que des travaux de voirie de même ordre, aux détails du tracé près, que ceux que l'on exécute pour toute autre voie de communication. Jusque-là il est presque indifférent, au point de vue administratif, que le chemin soit destiné au roulage ordinaire ou au transport sur rails. L'exécution de ces travaux rentre de droit dans les attributions de l'autorité, état, département ou commune. On peut encore ranger sans trop d'effort dans la même catégorie l'édification des bâtimens des stations en les assimilant aux maisons de cantonniers placées sur les routes ou bien aux édifices communaux d'un usage public; mais il n'en est plus de même des travaux qui complètent la voie ferrée. Acheter et entretenir le matériel roulant, organiser les ateliers indispensables à l'exploitation, percevoir les taxes, c'est entreprendre une œuvre industrielle et faire acte de commerce avec toutes les chances bonnes et mauvaises que le commerce et l'industrie comportent. C'est un des principes les mieux établis et les moins contestés de l'économie politique que le pouvoir doit le plus possible rester à l'écart en ces matières. Aussi le conseil-général du Bas-Rhin ne s'arrêta pas un seul instant à la pensée de transformer en voie ferrée par ses propres ressources les nouveaux chemins dont il avait voté la construction, et il fallut chercher une compagnie qui voulût bien compléter l'œuvre et en entreprendre l'exploitation industrielle.

La dépense complémentaire à effectuer pour mettre le chemin en état d'exploitation était évaluée à 50,000 francs par kilomètre. La concession de cette ligne fut proposée tout d'abord à la compagnie des chemins de fer de l'Est, qui pouvait s'en charger avec plus de facilité que toute autre, puisqu'il ne s'agissait que d'embranchemens aboutissant aux lignes qu'elle exploitait déjà; mais cette compagnie, jugeant que les produits du chemin ne lui seraient pas rémunérateurs et ne voulant pas au surplus s'engager dans une affaire aléatoire qui eût été un précédent à invoquer dans d'autres

départemens, fit un refus positif, et offrit seulement de traiter à forfait pour l'exploitation, moyennant qu'on lui garantirait une recette annuelle de 8,500 francs par kilomètre. Cette somme fixe lui paraissait représenter la dépense moyenne occasionnée par l'entretien de la voie et du matériel et par la mise en marche de trois trains par jour en chaque sens. Dans ce système, la compagnie n'eût couru aucun risque, et le département eût eu toutes les chances de gain ou de perte suivant que les recettes effectives eussent été supérieures ou inférieures au chiffre fixé des dépenses.

Cette combinaison ne pouvait être acceptée, car elle eût exposé les finances départementales à des éventualités dangereuses. D'autres concessionnaires se présentèrent alors, mais en demandant que le département et les communes consentissent à de nouveaux sacrifices et contribuassent pour une part à la transformation du chemin proprement dit en voie ferrée. Il s'agissait de voter un supplément de subvention d'à peu près 20,000 francs par kilomètre, soit 1 million pour la ligne de Strasbourg à Barr et Wasselonne. Le département et les principales villes intéressées à l'entreprise accordèrent sans difficulté le nouveau contingent qu'on leur demandait.

Il semblait difficile, impossible même qu'un concessionnaire entreprît l'exploitation des embranchemens construits avec les ressources vicinales sans une entente étroite avec la grande compagnie au réseau de laquelle ces embranchemens venaient se souder. On craignait que des tarifs différentiels bien combinés ne vinssent décider les expéditeurs et destinataires de marchandises à employer, pour les matières venant de loin, le camionnage au lieu du chemin de fer local. Cette difficulté n'a pas sans doute l'importance qu'on lui supposait. Les principaux industriels et propriétaires du pays, auxquels les chemins projetés devaient le plus profiter, ne s'en réunirent pas moins en société financière pour prendre à leur charge les risques d'exploitation dont le département, de même que la compagnie de l'Est, ne voulait pas être responsable. Cette société locale, constituée au capital de 1,200,000 francs, devait poser la voie de fer à ses frais, compléter les bâtimens des stations, et remettre le chemin en cet état à la compagnie de l'Est, qui maintenait ses premières propositions, c'est-à-dire qui s'engageait à exploiter la ligne moyennant une recette garantie de 8,500 francs par kilomètre et par an. Toutefois l'affaire parut alors si peu avantageuse sous le rapport financier que l'association qui s'interposait ainsi entre le département et la compagnie de l'Est ne put se former qu'avec la promesse d'un secours de l'état. En effet, le gouvernement lui accorda une subvention de près de 20,000 francs par kilomètre, autant en vue de favoriser l'intéressante expérience que

le département du Bas-Rhin poursuivait avec persévérance qu'en raison des avantages réels que le chemin lui-même devait procurer aux forêts domaniales situées sur son parcours.

Par une réserve prudente, on n'avait pas voulu procéder à l'exécution des chemins projetés avant de s'être assuré du concours d'une compagnie qui pût compléter l'œuvre et exploiter les embranchemens qu'il s'agissait d'établir. Ce n'est donc qu'au commencement de la campagne de 1861, après trois ans d'études et de négociations, que les terrassemens furent entrepris. Il fut aisé alors de reconnaître que ces chemins de fer locaux devaient rencontrer dans l'exécution bien moins d'obstacles et de difficultés que les grandes lignes. D'abord les acquisitions de terrains se firent avec une facilité remarquable, car presque toutes furent traitées à l'amiable et sans intervention du jury d'expropriation; au contraire les grandes compagnies, étrangères aux localités, ont à lutter, on le sait, contre des prétentions souvent exorbitantes. On n'eut pas besoin non plus de réunir de grands ateliers d'ouvriers nomades qui jettent toujours plus ou moins de trouble dans un canton et y font hausser temporairement le prix habituel des salaires et des objets de consommation. Les terrassemens, peu importans d'ailleurs, furent exécutés par les prestataires, comme s'il ne s'agissait que de chemins vicinaux ordinaires, et aux époques de l'année où l'agriculture réclamait le moins de bras utiles. Les travaux furent néanmoins poussés avec activité, et les trois lignes de Strasbourg à Barr et Wasselonne, de Haguenau à Niederbronn, et de Schlestadt à Sainte-Marie-aux-Mines (1), furent livrées à la circulation dans les derniers mois de l'année 1864. Dans l'intervalle, la compagnie de l'Est, dont la concession fut remaniée en 1863, s'était décidée à absorber définitivement ces trois embranchemens, qui font aujourd'hui partie de son nouveau réseau.

En cours d'exécution, les devis primitifs avaient été quelque peu dépassés, comme il est d'usage dans toute espèce de travaux publics. Toutefois la dépense totale ne s'est élevée qu'à 117,000 fr. en moyenne par kilomètre de chemin (2). On doit remarquer sans doute que les chemins de l'Alsace sont tracés dans une plaine

(1) Cette troisième ligne, substituée au projet primitif de Schlestadt à Villé, a été exécutée par les efforts combinés des départemens du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

(2) Il est intéressant de noter comment la dépense s'est répartie entre les quatre budgets qui y ont concouru. Le département a fourni, en nombres ronds, 21,900 francs par kilomètre, soit 18,7 pour 100; les communes 22,400 francs, soit 19,1 pour 100; l'état 18,700 francs, soit 16 pour 100; — la compagnie concessionnaire, 54,000 francs, soit 46,2 pour 100. Il faut observer que le contingent des communes a été fourni, en partie du moins, au moyen de la cession de terrains communaux et des prestations en nature, ce qui a un peu allégé les charges qui leur incombaient.

presque plàte qui présente des facilités exceptionnelles; mais par compensation les terrains y ont en général une valeur assez élevée. Il est donc permis de croire, d'après cette expérience, que l'on pourra construire des chemins de fer à une voie au même prix partout où l'on n'aura ni de grands cours d'eau à traverser, ni des faîtes de montagnes à franchir. Une sage tolérance dans l'inclinaison des rampes et dans le rayon des courbes permettra d'éviter tous les grands travaux d'art qui absorbent sur un seul point une somme considérable. Si l'on considérait l'expérience faite dans le département du Bas-Rhin comme trop restreinte pour être concluante, nous pourrions répondre que d'autres embranchemens, d'une très courte longueur il est vrai, entre autres celui de Saint-Gobain à Chauny, exécuté par la compagnie du Nord, sont ressortis à un prix de revient encore moindre. Des renseignemens recueillis en divers pays étrangers par les ingénieurs français ont confirmé ces évaluations.

II.

Ainsi deux points peuvent être considérés comme bien établis. D'une part, il est possible de créer, dans toutes les régions où le sol ne présente pas des obstacles exceptionnels, des chemins de fer à une voie de même gabarit que les grandes lignes au prix moyen de 120,000 francs par kilomètre, y compris la fourniture d'un matériel roulant qui équivaut au cinquième de la dépense totale. D'autre part, les ressources si importantes que la loi de 1836 a créées au profit de la voirie vicinale permettent aux communes et à certains départemens de participer dans une large mesure à des entreprises de cette sorte. Depuis vingt-huit ans que les centimes additionnels et les prestations en nature sont perçus au profit des voies de communication, les populations ont eu le temps de s'habituer à ces impositions, et les acceptent d'autant plus volontiers que le résultat se traduit par une amélioration évidente de la viabilité du pays. L'achèvement graduel des chemins de grande communication dans la plupart des départemens va d'ailleurs rendre disponible une partie de ces ressources, que l'on pourra ainsi appliquer à des chemins de fer d'une longueur limitée, s'étendant rarement au-delà de 40 kilomètres, d'un tracé facile et d'un trafic peu considérable. Les centres manufacturiers, les entrepôts agricoles et commerciaux que les lignes principales ne desservent pas, pourront s'y rattacher par des embranchemens très courts qui coûteront peu, et qui seront cependant construits dans des conditions telles que les marchandises lourdes et encombrantes passent sans transbordement

ni retards de la ligne principale à l'embranchement. Le problème économique de la construction est à peu près résolu. En est-il de même du problème de l'exploitation? Malheureusement la difficulté se représente ici tout entière.

Le chemin de fer est un instrument de travail très perfectionné, qui fonctionne admirablement lorsqu'il a des milliers de tonnes à convoyer chaque jour. N'est-il pas trop parfait, c'est-à-dire trop coûteux, lorsque la circulation est très restreinte? C'est là la question qu'il s'agit d'examiner. Peut-il être exploité d'une façon économique? C'est à l'étranger qu'il nous faut aller demander des renseignemens sur ce sujet, car en France nous n'avons pas encore de chemins de fer où l'on ait été obligé de restreindre la dépense d'exploitation au strict nécessaire. On trouve au contraire dans les îles britanniques, et surtout en Écosse, de nombreux embranchemens qui méritent de servir de type de chemins économiques et qui fonctionnent au surplus depuis si longtemps que l'exploitation y a pris une allure tout à fait normale (1).

Les grandes compagnies de chemins de fer de la Grande-Bretagne ont été contraintes, de même que les compagnies françaises, de construire beaucoup d'embranchemens secondaires dont le prix de revient kilométrique est aussi élevé que celui des lignes principales et dont les recettes sont bien moindres. Double voie, ouvrages d'art grandioses, courbes à grands rayons et pentes réduites, rien n'y manque de ce qui constitue les artères principales, si ce n'est que le trafic est toujours médiocre et trop faible pour assurer un produit rémunérateur. Aussi s'accorde-t-on à dire, en Angleterre comme en France, que les embranchemens ne paient pas les frais de leur entretien.

Il y a en outre en Écosse et en Irlande, dans des pays agricoles ou de petite industrie, bon nombre de chemins de fer à une seule voie qui ont été établis par des compagnies locales à un taux très modéré, sans aucune subvention officielle, et qui, grâce à une exploitation intelligente, appropriée à leurs besoins, assurent un revenu satisfaisant au capital qui leur a été consacré. Ce sont ceux-ci qu'il faut prendre pour modèles. Ainsi un chemin qui s'embranche sur la ligne d'Édimbourg à Perth a été construit en 1855 pour desservir la petite ville de Leven, dont la population est tout au plus de 2,000 âmes. Ce chemin, qui n'a que 9 kilomètres de long, traverse une contrée agricole où il n'y a d'autre industrie que des distilleries et des féculeries. Le pays est peu accidenté; cepen-

(1) Voyez les rapports de MM. Lan et Bergeron sur les chemins de fer économiques de l'Écosse.

dant le tracé suit les contours d'une vallée à ondulations nombreuses et rapprochées. Il y a donc beaucoup de courbes à faible rayon. Les trois stations, deux aux extrémités et une au milieu, sont en bois et se composent d'un simple rez-de-chaussée de deux ou trois pièces, sans logement pour le chef de station. Le prix d'établissement s'est élevé à 83,000 francs par kilomètre. Un peu plus tard, ce chemin a été prolongé de 11 kilomètres par la ligne d'*East of Fife*, dans les mêmes conditions économiques, mais dans un pays encore plus pauvre. Cependant cette ligne de 20 kilomètres, avec une recette brute de 12,000 francs par kilomètre et une dépense de 7,500 francs, donne près de 5 pour 100 de revenu à ses actionnaires.

Une autre ligne de la même catégorie, qui s'embranche sur celle d'Édimbourg à Berwick, a été construite par les propriétaires de la contrée pour desservir la petite ville de Peebles, qui n'a que 2,500 habitans. Elle dessert en outre deux bourgs de 1,200 à 1,500 âmes, et traverse une contrée de bois et de pâturages où la population est clair-semée. Comme industrie, il y a quelques papeteries et des fabriques de draps de peu d'importance; mais l'agriculture est assez développée. Le terrain est relativement accidenté, car on franchit un faîte qui s'élève à 225 mètres au-dessus d'une des extrémités de la ligne. On a vaincu cette difficulté au moyen de pentes de 18 à 19 millimètres par mètre, sans avoir à exécuter de tranchées ni de remblais d'un volume considérable. L'ingénieur qui a construit ce chemin, ainsi que le précédent, a posé en principe, dans les travaux de ce genre qu'il a dirigés, qu'il importe surtout d'éviter les terrassemens, et il y réussit en faisant suivre au chemin autant que possible les sinuosités du terrain. Il y a sept stations, qui sont toutes, sauf une, des bâtimens en bois. En somme, cette ligne a coûté 87,000 francs par kilomètre pour la construction, 17,000 francs pour le matériel roulant, et, avec une recette kilométrique annuelle de 10,000 francs, elle a rapporté de 4 à 5 pour 100 à ses actionnaires pendant plusieurs années. Ensuite elle a été rachetée à un taux très favorable par la grande compagnie sur laquelle elle s'embranchait.

Voilà deux exemples de chemins de fer économiques. On pourrait en citer bien d'autres qui sont arrivés au même résultat, c'est-à-dire qui, construits par les seuls efforts de l'industrie privée et des associations locales, assurent un revenu de 3 à 6 pour 100 aux capitaux de premier établissement. Ce taux d'intérêt paraît d'autant plus satisfaisant que les chemins dont il s'agit sont concédés à perpétuité et constituent de véritables propriétés. On pense avec raison que le trafic doit s'accroître d'une façon progressive, et que

l'excédant de revenu dû à cet accroissement de trafic viendra à point, dans quelques années, pour couvrir les dépenses de réfection et d'amélioration de la voie.

Les ingénieurs français — MM. Lan et Bergeron, qui ont étudié avec beaucoup de soin les chemins de fer économiques de l'Écosse, et à qui ces renseignemens sont empruntés, n'ont trouvé au fond rien de bien nouveau ni dans le système de la construction ni dans les procédés d'exploitation, si ce n'est un esprit de stricte économie qui perce jusque dans les moindres détails et une grande indépendance laissée à ces petites compagnies en ce qui concerne les règlemens de service et de tarifs. Pour la construction, le plus important est, on l'a dit plus haut, de suivre les contours du sol au moyen de pentes rapides et de courbes à faible rayon, de façon à éviter tous les ouvrages d'art dispendieux, et sauf à rectifier plus tard les parties du tracé qui imposeraient des dépenses de traction trop considérables. Ces rectifications ne viennent d'ailleurs que quand le succès de l'entreprise est assuré. Stations, voies de garage, barrières, trottoirs, tout est réduit au nécessaire. Il faut ajouter aussi qu'en Écosse la propriété est peu divisée, et que les propriétaires des terrains traversés, étant en grande partie souscripteurs du fonds social, ne pourraient émettre des prétentions exagérées sans rencontrer une vive opposition de la part de leurs co-associés. Les travaux n'étant pas assujettis à un mode uniforme, comme sur le réseau d'une grande compagnie, l'ingénieur qui est sur les lieux fait, pendant que la voie est en cours d'exécution, les changemens que comporte la localité, il emploie les matériaux les moins coûteux et réalise en somme des économies importantes. Enfin les intérêts individuels, qui ne manquent jamais de se coaliser contre une grande compagnie étrangère au pays, afin d'obtenir les uns un pont ou un passage à niveau, les autres une gare plus commode ou plus rapprochée, n'osent agir de même envers une compagnie locale dont leurs exigences, ils le savent bien, anéantiraient les efforts dès le début.

On a dit souvent que la concentration d'un vaste réseau de chemins de fer entre les mains d'une société puissante a pour effet de diminuer les frais généraux d'administration. Cette assertion n'est pas exacte pour les chemins de fer de l'Écosse, où les frais généraux sont à peu près nuls. Ainsi l'embranchement de Leven, dont il a été question plus haut, a pour administrateurs des propriétaires ou industriels du pays qui s'occupent avec activité des affaires de la compagnie sans traitement ni jetons de présence, et par ce seul motif que leur intérêt personnel y est engagé. Le président du conseil est un meunier-distillateur dont l'usine est située au milieu du chemin

et contiguë à la seule station intermédiaire. Le secrétaire est un banquier de Leven, qui tient les comptes moyennant 2,000 francs par an. Tout le personnel de l'exploitation est à l'avenant. Le service des trains se faisant en navette, c'est-à-dire que les mêmes voitures vont alternativement d'une extrémité à l'autre, il n'y a qu'une seule locomotive, un seul mécanicien, un seul chauffeur, et en cas de maladie ceux-ci sont remplacés par les ouvriers des ateliers de réparations, qui sont chargés d'entretenir le matériel en bon état. Tous les hommes employés dans ces ateliers et à l'entretien de la voie sont de simples ouvriers payés à la semaine, qui se suppléent au besoin et n'ont aucune hiérarchie, parce que le président de la compagnie les connaît tous et les surveille tous sans embarras. Aucun d'entre eux n'a la prétention de passer pour un fonctionnaire.

Même simplicité dans les gares. Sur le chemin de Peebles, où le service des marchandises est assez actif, voici ce que rapporte M. Bergeron : « Je m'étais arrêté à la station de Roslin après avoir visité les ruines célèbres du château et de la chapelle de ce nom. L'employé qui délivrait les billets m'expliqua qu'il était à la fois receveur, facteur et gardien d'un passage à niveau, qu'il n'avait personne de sa famille pour l'aider dans ses fonctions. Depuis cinq ans, sans manquer un seul jour, — je ne compte pas les dimanches, où le mouvement des chemins de fer est généralement interrompu en Écosse, — il s'était parfaitement acquitté tout seul du service multiple dont il était chargé. Sur une petite voie de garage, contiguë à la station, se trouvaient deux wagons de houille à l'adresse d'un blanchisseur du voisinage. A mon observation, qu'il lui fallait bien quelqu'un pour l'aider dans les manœuvres de ces wagons, l'employé me répondit que les expéditeurs ou destinataires des marchandises fournissent eux-mêmes les ouvriers pour charger ou décharger les wagons et prêter main-forte aux agens de la compagnie pour les manœuvres. Ainsi, le public étant appelé à faire lui-même une partie du service des gares, la compagnie du chemin de fer obtient une économie notable dans son personnel. J'appris encore qu'après le passage du dernier train, à huit heures du soir, le chef de station fermait la porte de son bureau et allait passer la nuit dans son domicile, qui ne dépendait pas du chemin de fer. Avant de partir, il laissait libre le passage à niveau; les barrières, cadenassées perpendiculairement à la voie, empêchaient les animaux d'y pénétrer pendant la nuit. L'employé revenait le lendemain matin, à sept heures, reprendre son service. N'ayant pas de télégraphe qui le retînt dans son bureau, il trouvait le temps nécessaire pour aller à son domicile prendre ses repas dans

l'intervalle des trains, dont le nombre était de quatre par jour, en chaque sens, pendant l'été, et de trois en hiver. »

Ailleurs le service se fait encore avec plus de simplicité. Ainsi on cite une gare où l'employé est un épicier du village voisin, qui vient à son poste un quart d'heure avant l'heure réglementaire du passage du train, délivre les billets aux voyageurs qui partent, reçoit ceux des voyageurs qui arrivent, et retourne à sa boutique quand le train s'est remis en marche. Il ne faut pas croire cependant que les embranchemens exploités de cette façon laissent beaucoup à désirer sous le rapport de la régularité du service. Malgré les imperfections de la voie, les trains y circulent avec au moins autant de rapidité que les trains dits *omnibus* sur les grandes lignes du réseau français. Quoiqu'il n'y ait ni disques pour signaux, ni télégraphe, ni surveillance minutieuse, les chances d'accidens sont très faibles en raison de ce qu'il n'y a jamais qu'un seul train à la fois en mouvement sur la ligne.

Ces procédés expéditifs seraient-ils admis en France? Il est à peine permis d'en douter. Le public français a l'habitude, il est vrai, d'une régularité parfaite : il se plaint avec aigreur des petites erreurs, des petits retards que les services les mieux organisés ne peuvent éviter; mais il est à remarquer que les embranchemens de petite longueur et dont le trafic est peu important (il ne s'agit que de ceux-là) ont de toute nécessité une clientèle locale. Il s'établit alors entre les agens de la compagnie et les voyageurs des relations familières qui rendent ceux-ci plus tolérans. Il suffit d'avoir quelque peu fréquenté les innombrables voitures publiques qui complètent aujourd'hui nos moyens de communication pour comprendre à quel degré de mansuétude le voyageur français est enclin quand il est en présence d'hommes qu'il connaît et d'habitudes déjà prises.

Si l'on objecte que dans la moitié au moins des départemens français la construction des chemins de fer vicinaux rencontre des difficultés topographiques considérables qui accroîtront la dépense de premier établissement, il est facile de répondre que cette dépense peut alors être restreinte en de moindres limites, pourvu que l'on adopte une voie de largeur moindre. Au lieu de $1^{m},44$ de largeur entre les deux lignes de rails, on se contentera de $1^{m},20$ ou de $1^{m},10$. Par suite, on pourra faire usage d'un matériel plus léger et moins coûteux, rétrécir le rayon des courbes, proportionner en un mot le poids des rails, la superstructure du chemin, et même la force des machines locomotives au trafic réduit que le chemin doit desservir.

Ici encore l'expérience a été faite des services que peut rendre

un chemin de fer conçu d'après ce système et du résultat économique auquel il aboutit. La compagnie d'Orléans, comme propriétaire des établissemens métallurgiques d'Aubin, exploitait la minière de Mondalazac, à 7 kilomètres de la station de Salles-la-Source. Le transport des minerais par voitures ressortait à un prix très élevé, 20 centimes par kilomètre, et était une source d'embarras continuels, même dans la saison où les voies de communication sont en bon état d'entretien. D'autre part, le pays étant très accidenté, la construction d'un embranchement avec la grande voie et les rails ordinaires, de manière à utiliser les vagons et les locomotives du réseau, eût coûté un prix excessif, hors de proportion avec les services qu'on en attendait et l'importance des matières à convoyer. Le conseil d'administration de la compagnie résolut donc de construire un chemin à section réduite, avec des rails moins lourds et un matériel spécial. Pendant trois ans, de 1861 à 1864, ce chemin fut exploité avec des chevaux, puis on y mit des locomotives légères qui circulent sans difficulté dans des courbes de 40 mètres de rayon et remontent aisément une rampe de 1,2 centimètres par mètre qui se trouve à l'une des extrémités de la ligne (1).

Sur ce petit chemin de longueur si réduite que la locomotive qui le dessert n'a que trois heures de travail effectif par jour, la substitution de la traction par la vapeur à la traction par chevaux fut une économie, bien que les machines ne puissent y développer qu'une partie de leur effet utile. Quant au prix d'établissement, il n'a été que de 50,000 francs par kilomètre, y compris le matériel roulant. L'exploitation laisse un produit net de 1,500 francs par kilomètre, défalcation faite des dépenses, à peu près 3 pour 100 du capital dépensé. Dans des circonstances analogues, — il s'agit ici du département de l'Aveyron, l'un des plus accidentés de France, — avec une subvention modeste, la construction et l'exploitation d'un chemin de fer deviendraient une opération industrielle avantageuse. Il s'agit cependant d'une ligne où les recettes brutes ne dépassent pas 3,600 francs par kilomètre et par an.

On rencontrera sans doute dans l'esprit public une certaine répugnance contre les chemins à largeur réduite qui exigent un trans-

(1) On a fait une objection à l'emploi des locomotives sur des chemins de fer de petite largeur et à déclivité considérable. Il faudra conserver, a-t-on dit, aux rails la même épaisseur que sur les grandes lignes, parce que les locomotives, ayant besoin de beaucoup d'adhérence pour gravir les rampes, devront être pesantes; par suite l'économie que l'on prétend réaliser sur le prix d'établissement est illusoire. Cette objection est sans valeur. Les locomotives du chemin de fer de Mondalazac ont plus d'adhérence, à proportion de leur puissance de traction, que les grosses machines qui remorquent les trains de marchandises sur les chemins à large section : elles sont moins exposées à *patiner* et font par conséquent un meilleur service.

bordement des voyageurs et des marchandises aux points où ils se soudent sur une artère principale, répugnance qui est plutôt instinctive que justifiée par la nature des choses. On peut craindre aussi que le matériel roulant spécial qu'ils exigent ne dépérisse en peu de temps faute des moyens de réparation qu'un embranchement ne pourrait avoir à sa disposition sans des frais excessifs, et dans ce dépérissement graduel d'un matériel entretenu d'une façon insuffisante les gens timorés verront une source de péril. D'ailleurs les chemins de cette catégorie ne pourront être construits et exploités qu'autant que les règles inflexibles et minutieuses de l'ordonnance royale de 1846 seront adoucies en leur faveur. Chacune de ces tolérances se rachètera tôt ou tard, pensera-t-on, par de douloureux accidens. Ces craintes sont chimériques, ou tout au moins exagérées. Sur les chemins de fer, l'excès de vitesse est la cause la plus fréquente d'accidens, et surtout c'en est la cause la plus grave. Or les chemins départementaux n'auront jamais que des trains à vitesse modérée, au plus 30 kilomètres à l'heure pour ceux à large voie, et 15 ou 20 kilomètres pour ceux de section réduite. Quant au transbordement nécessaire pour passer de l'embranchement à la ligne principale, c'est un inconvénient insensible pour les voyageurs et pour les marchandises d'un certain prix qui sont transportées par colis isolés. C'est moins encore pour ce qui s'arrête aux extrémités de l'embranchement, sans aller plus loin. Pour les marchandises lourdes ou encombrantes, qui composent sur certains chemins la majeure partie du trafic, ce transbordement est sans doute une gêne, mais il se résout en une légère augmentation de dépense, augmentation qui est faible en comparaison de celle que la marchandise supporterait, si on voulait la faire voyager sur une route ou sur une voie de fer de largeur normale (1). On peut faire valoir encore que ces lignes à section réduite se prêteront mieux que d'autres à l'établissement de voies de service contiguës qui pénétreront à l'intérieur même des usines, y apporteront les matières premières ou en rapporteront les produits fabriqués. C'est le rêve de tous les industriels d'avoir une voie de fer qui vienne déposer ou prendre à pied d'œuvre les matières qu'ils ont à convoyer. Jusqu'à présent les usines d'une grande importance ont pu seules se relier au réseau d'un chemin de fer, en raison des dépenses que ces embranchemens nécessitent et des exigences rigoureuses que doit imposer le service d'une ligne très fréquentée; mais le nombre s'en multipliera sans doute rapidement lorsque les réseaux départementaux

(1) A la bifurcation du chemin de fer de Mondalazac, la compagnie d'Orléans paie le transbordement du minerai à forfait au prix fixe de 17 centimes par tonne.

amèneront à proximité des usines des lignes de fer dont les entrepreneurs auront un intérêt majeur à puiser dans les localités mêmes les élémens de leur trafic.

III.

Le prix de revient kilométrique d'un chemin de fer peut donc, en France même, varier dans d'énormes proportions, de 500,000 à 50,000 francs. Pour peu que l'on soit au courant des modifications qui ont été successivement introduites dans les conditions techniques d'établissement des chemins de fer français, on ne s'en étonnera pas, car ce prix dépend surtout des exigences qui sont imposées au tracé. Au début, l'administration des ponts et chaussées exigeait que les pentes n'eussent pas une inclinaison plus forte que 5 millimètres par mètre, que le rayon des courbes ne fût pas inférieur à 1,000 mètres, et qu'une double voie fût posée sur toute la longueur de la ligne à desservir. Les chemins établis d'après ce système sont très utiles sans contredit dans les directions où la circulation des trains est très active, parce que les locomotives peuvent y remorquer de lourdes charges en conservant une vitesse supérieure, et que les trains peuvent être nombreux sans qu'il y ait de graves chances d'accidens; mais là où le trafic est médiocre, il n'est plus besoin des mêmes facilités de circulation. Peu à peu il fut permis aux compagnies d'élever l'inclinaison des pentes et rampes à 7, 8, 9 millimètres par mètre, à 1 centimètre et même 1 centimètre 1/2. Le rayon des courbes fut réduit à 600 mètres, puis à 300 mètres et moins encore. La double voie ne fut plus considérée que comme une mesure d'avenir en vue de laquelle il convenait de préparer tout de suite les terrains et la dimension des ouvrages d'art (1). Simplifier ainsi les conditions d'établissement, ce n'est après tout que proportionner la perfection et le prix de revient des chemins de fer aux services qu'ils sont appelés à rendre. Il y aurait prodigalité à construire un chemin de fer très perfectionné pour desservir une ligne où les voyageurs doivent être peu nombreux et les marchandises peu abondantes. Il est clair d'ailleurs que l'on n'a pas encore suivi l'application de ce principe aussi loin qu'il est possible de le faire. On n'a construit jusqu'à présent que des lignes qui, plus ou moins, ont un caractère d'utilité générale et sont appelées à recevoir tôt ou tard

(1) En moyenne, on évalue que la plate-forme à double voie ne coûte que 25 pour 100 en plus de ce que coûte celle à voie unique. En face d'un si léger accroissement de dépense, c'est donc une mesure sage que d'imposer la première à toutes les lignes dont le trafic paraît susceptible d'un large développement.

un développement de trafic que d'autres lignes ou des embranchemens leur amèneront; mais lorsqu'on s'occupera de chemins de fer ne présentant qu'un intérêt vraiment départemental ou communal, l'ingénieur sera libre d'introduire dans ses projets toutes les tolérances compatibles avec la sécurité de l'exploitation.

Quand on voudra établir une voie ferrée soit pour desservir quelques petites villes ou villages dont le trafic total n'équivaudra pas à une recette de plus de 10,000 francs par kilomètre, soit pour faciliter les communications dans une vallée sans aboutissans, où, les parcours étant peu développés, il suffira d'obtenir une vitesse de 20 kilomètres à l'heure, sera-t-il nécessaire de faire les mêmes terrassemens, de poser les mêmes rails, de mettre en mouvement les mêmes locomotives et les mêmes wagons que sur une ligne magistrale où doivent circuler des trains de marchandises de 500 à 600 tonnes et des trains *express* de voyageurs aux vitesses perturbatrices de 70 à 80 kilomètres? Évidemment non. La puissance de l'instrument doit être en raison du travail qu'on veut lui faire accomplir. On se contentera de locomotives légères, de wagonnets dont le poids mort sera réduit autant qu'il est possible; par suite, le matériel fixe et les ouvrages d'art n'auront besoin que d'une résistance moindre. Sans rien sacrifier de ce qui est indispensable à la sécurité de la circulation, on rapprochera les essieux de telle façon que les voitures puissent tourner dans des courbes de faible rayon, et l'on allégera le matériel roulant de telle sorte que des rampes assez raides soient franchies sans renfort. On arrivera ainsi à construire des voies ferrées dont le prix de revient, matériel roulant compris, n'excédera pas 50,000 francs par kilomètre, comme à Mondalazac. Peut-être même se tiendra-t-on au-dessous de ce chiffre, par exemple, en utilisant sur une partie de la distance à parcourir les bas côtés des routes qui existent déjà. Cependant on ne doit pas perdre de vue que moins un chemin de fer est parfait, et plus les frais d'exploitation y sont considérables, en sorte qu'il sera quelquefois préférable de dépenser plus de prime abord afin d'économiser sur la dépense annuelle d'entretien et d'exploitation.

Maintenant, si l'on compare les chemins de fer économiques de l'Écosse aux chemins de fer vicinaux que plusieurs de nos départemens ont déjà établis ou projettent d'établir, on est bien forcé de reconnaître que ces derniers sont, au point de vue financier, dans des conditions infiniment préférables. D'abord, pour la construction, le territoire de l'Écosse n'est pas moins accidenté que le nôtre. Nos embranchemens peuvent être exécutés par un service public, celui des chemins vicinaux, qui est déjà largement organisé en vue d'autres besoins; ils n'ont pas à supporter les dépenses parlemen-

taires, qui s'élèvent toujours à une somme assez considérable dans la Grande-Bretagne, et les frais d'études et de projets seront sans importance. C'est au total une économie de 5,000 à 15,000 francs par kilomètre. Une loi récente vient de les dispenser de clore la voie par une barrière continue (1) et de fermer les passages à niveau au croisement des chemins de traverse peu fréquentés. La main-d'œuvre est en général à un taux moins élevé en France qu'en Angleterre. L'ensemble de ces avantages compense et au-delà ce qu'il faut payer de plus pour le fer et la fonte employés dans la construction. Cette question du prix d'établissement paraît au reste déjà résolue par l'expérience qui en a été faite en diverses parties de notre pays, quoique l'établissement des stations et de leurs annexes ait donné lieu en certains cas, sur les chemins de l'Alsace par exemple, à des dépenses assez élevées que d'autres départemens feront bien d'éviter.

La différence capitale gît dans le mode d'exécution des travaux, puisqu'en France la plate-forme de la voie sera le plus souvent livrée au concessionnaire à titre gratuit, et que celui-ci recevra même dans la plupart des cas une allocation supplémentaire à valoir sur la dépense qu'il lui reste à faire. Au lieu de 100 ou 120,000 fr. par kilomètre, c'est sur un capital de 50 ou 60,000 francs qu'il y aura à servir les intérêts, en supposant qu'on établisse un chemin de fer de largeur normale, et sur un capital moindre encore dans tous les cas où la largeur réduite sera jugée suffisante.

Les chemins de fer d'intérêt local n'ont cessé depuis un an d'attirer l'attention. Les départemens du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont donné l'éveil en engageant les premiers leurs finances dans cette catégorie de dépenses d'un nouveau genre. Ceux de la Sarthe et de Saône-et-Loire ont entrepris d'exécuter, eux aussi, des lignes vicinales, et se sont mis à l'œuvre. L'esprit public, séduit par les promesses et les discussions de la loi que le corps législatif a votée récemment, a reçu de nombreuses satisfactions à ce sujet pendant la dernière session des conseils-généraux, car il est peu d'assemblées départementales où la question n'ait été agitée. Les uns, les conseils des Ardennes, de l'Eure, du Calvados, ont alloué tout de suite des subventions pour exécuter certains chemins ou pour venir en aide aux compagnies particulières qui offriraient de

(1) Ce n'est pas seulement au point de vue immédiat de l'économie de la barrière qu'il convient d'apprécier cette innovation. Elle permet en outre de supprimer la plus grande partie des chemins latéraux à la voie, dont l'établissement est une lourde charge pour les compagnies et peut influer d'une façon sensible sur le prix d'acquisition des terrains, car un chemin de fer sans clôture n'est pas, comme nos chemins de fer actuels, un obstacle absolu à la circulation entre champs limitrophes.

les entreprendre. D'autres, plus timides, se sont contentés de témoigner leur sympathie en faveur de tels projets, ou ont ajourné leur décision afin de s'éclairer par des études approfondies sur les dépenses que l'exécution d'un réseau départemental entraînerait et sur le degré d'utilité qu'il présenterait. Enfin un certain nombre, les mieux dotés peut-être en chemins de fer et les plus habitués sans doute à ce que le budget de l'état pourvoie à leurs besoins, ont refusé d'engager les ressources de la vicinalité ordinaire dans des entreprises dont ils contestaient l'à-propos. En somme cependant la conclusion a été que les railways départementaux méritent des études sérieuses, bien qu'il soit difficile dans la plupart des départemens de leur assigner dès à présent une dotation suffisante.

Lorsque le premier engouement sera calmé et que les conseils-généraux auront médité d'une façon suffisante sur le grave sujet qui est abandonné à leur initiative, les chemins de fer vicinaux se multiplieront-ils avec rapidité? On peut prévoir déjà que les travaux ne pourront être bien étendus ni poussés avec beaucoup d'activité. L'état, qui promet de prendre part, dans la proportion du tiers en moyenne, à la dépense que les concessionnaires des nouvelles lignes laissent à la charge des budgets locaux, l'état ne consacrera que 6 millions par an à cet ordre de travaux. Son concours n'est pas indispensable, mais on n'y renoncera point volontiers. La part de chaque département serait donc faible, si beaucoup d'entre eux manifestaient le désir de puiser à cette source. La difficulté de créer des ressources nouvelles ou d'affecter à ces projets une partie de la dotation habituelle des chemins vicinaux arrêtera bon nombre d'autres départemens. Le plus souvent on n'a pu achever le réseau des chemins vicinaux de grande communication qu'à la condition de laisser d'abord dépérir celles de ces voies qui ont été établies les premières, et l'entretien normal de ces routes si utiles absorbera presque en entier les centimes additionnels consacrés à l'établissement, ou bien ce qui en restera disponible sera considéré comme le plus légitimement attribué à l'interminable réseau des chemins vicinaux ordinaires. Au fond, les chemins de fer vicinaux n'auront jamais à un degré comparable le double caractère d'utilité générale et locale qui a valu à la petite vicinalité le concours de tous les budgets publics. Le département qui entreprend des voies ferrées ne peut guère échapper à ce dilemme : ou bien classer tout de suite un réseau de chemins de fer si étendu qu'on ne peut entrevoir l'époque à laquelle il sera terminé, ou bien entreprendre seulement deux ou trois embranchemens très courts qui ne desservent que deux ou trois cantons et n'ont aucun intérêt pour le reste du département. Dans le premier cas, il est impossible de tout faire,

et l'on ne sait par où commencer; dans le second, il y a défaut de concours de la part de la majorité des communes. Avec une somme si considérable, — car il faut toujours compter par millions, — les opposans diront qu'on pourrait doter la contrée de tout ce qui lui manque, créer ou améliorer tous les établissemens locaux dont le besoin se fait sentir, distribuer sur la surface entière du pays une foule de petits travaux utiles qui satisferaient tout le monde. N'est-il pas injuste, ajoutera-t-on, d'enfouir la somme entière en un seul arrondissement pour le bénéfice de deux ou trois petits chefs-lieux et de s'exposer à ce que leurs voisins réclament longtemps en vain des travaux plus modestes, mais plus utiles?

Si les promoteurs des nouveaux chemins triomphent de ces oppositions, ils seront amenés sans doute à conclure que les projets ne peuvent être uniformes pour tous les départemens, et doivent varier suivant les ressources financières aussi bien que suivant les conditions topographiques de chaque région. Aux pays riches et de grande industrie, les chemins à large voie, comme en Alsace, avec leurs coûteux travaux et leur service régulier; aux cantons ruraux, les chemins de fer tout à fait économiques. En chaque cas, le problème à résoudre est de mettre en regard la dépense nécessaire de chaque système de transport et la recette probable de l'exploitation. Par malheur, les devis de travaux publics sont toujours, on le sait, une approximation lointaine de la dépense réelle. Quant à la recette, elle est encore plus sujette à révision. Lorsqu'on aura compté tous les colis qui passent sur une route de terre et supputé le tonnage des produits que chaque commune traversée exporte, sera-t-il prudent d'attribuer tout ce trafic au chemin de fer parallèle à la route et de supposer que toute matière à transporter prendra la voie ferrée au point le plus proche de son parcours? Faudra-t-il compter parmi les futurs cliens de l'entreprise tout individu qui se montre sur la route, à pied ou en voiture? Non, sans doute; mais d'autre part le bas prix du transport peut déterminer un accroissement de circulation. Supposons cependant que ces calculs de recettes et de dépenses aient été faits au plus juste, en sorte que l'on connaisse assez bien les bases financières de l'entreprise. On peut affirmer que si le chemin projeté a besoin alors d'une subvention considérable, c'est qu'il est mauvais en principe, et que le projet sera d'autant meilleur et d'autant mieux approprié aux besoins qu'il doit desservir que la subvention gratuite qu'il réclame sera plus faible. En résumé, l'établissement de ces petits chemins d'embranchement doit être le plus souvent une entreprise viable par elle-même, une affaire industrielle rémunératrice des capitaux qu'elle emploie, ou l'œuvre intelligente des propriétaires les plus

intéressés se concertant entre eux tant pour établir que pour exploiter une nouvelle voie. C'est ainsi du moins que les chemins d'embranchement ont réussi en Écosse.

Une cause peut contribuer à obscurcir la question des chemins de fer vicinaux. Plusieurs des railways que l'on projette d'établir d'après les nouvelles combinaisons financières qui ont été indiquées au commencement de ce travail ont une utilité qui s'étend au-delà de la localité qu'ils doivent desservir. Ils méritent à juste titre le concours de l'état et de un ou même de plusieurs départemens. Comme voies de transit entre les lignes existantes, ils complètent le réseau et en sont des annexes plutôt que des embranchemens. Ils ne peuvent être conçus et exécutés qu'avec le gabarit des anciennes voies. C'est dire que le réseau français, quoiqu'il mesure déjà un développement de 21,000 kilomètres, n'est pas encore tracé tout entier. Certes l'état n'abdique pas en faveur des départemens toute participation ultérieure dans la création des chemins de fer, il ne renonce pas à concéder lui-même les lignes qui lui paraîtront satisfaire à un intérêt général; mais il réservera sans doute son action pour des œuvres d'une utilité bien constatée, et quant au reste, il laissera les autorités locales aux prises avec les difficultés naturelles de l'entreprise, ou il ne les secondera que d'une main avare. Ce sera peut-être un des plus heureux résultats de la nouvelle loi que d'engager les conseils-généraux à substituer des votes effectifs aux vœux stériles et peu compromettans qu'ils émettaient chaque année en faveur de leurs lignes respectives, et d'appeler tous les intéressés, petits ou grands, à peser et mesurer au prix de quels sacrifices on doit acheter le bienfait d'un chemin de fer.

A considérer ce qu'il y a d'imprévu dans les découvertes industrielles de chaque époque, je trouve que c'est une recherche assez futile que d'imaginer à l'avance ce que telle ou telle industrie, celle des transports par exemple, sera dans cinquante ou cent ans d'ici. Est-ce la locomotion sur rails qui doit se développer, et, en s'accommodant à des conditions économiques plus étroites, s'étendre jusqu'aux exploitations rurales? On s'effraie au premier abord de tout ce qu'un pareil résultat exigerait de dépenses, tant en mouvemens de terrain pour niveler la voie qu'en matériel de rails et en travaux accessoires. Faut-il au contraire prévoir que la machine à vapeur s'affranchira de la ligne de fer inflexible qui jusqu'ici a toujours guidé sa marche, et qu'elle courra sur les routes ni plus ni moins qu'une voiture ordinaire? J'aimerais mieux cette seconde hypothèse, justifiée au surplus par de récentes expériences qui ont assez bien réussi. Déjà les curieux peuvent voir, au milieu même de Paris, de lourds rouleaux à concasser le macadam qu'une ma-

chine à vapeur automobile fait marcher avec une vitesse modérée, tantôt en avant, tantôt en arrière; mais cette machine, lente et pesante par destination, donne au spectateur assez mauvaise idée des qualités de vitesse et d'évolution qu'une locomobile peut avoir. Ailleurs on a fait mieux. On a lancé sur les routes des voitures à voyageurs mues par une machine à vapeur qui peut acquérir une vitesse assez notable, tourner presque sur elle-même, gravir sans obstacle les rampes habituelles de nos voies de communication. L'essai jusqu'à ce jour s'en est fait sur une échelle bien restreinte. Aussi qui peut dire ce qu'il y a d'avenir dans l'application pratique de cette idée? En présence d'une innovation de ce genre et des conséquences qu'elle aurait en cas de réussite, serait-il sage qu'un département ou une association s'imposât prématurément la lourde charge d'une voie ferrée pour desservir un parcours que le trafic local seul alimentera, et qui n'a ni les besoins ni les exigences d'une ligne importante de communications?

Ce qui paraît à peu près certain, c'est que la machine à vapeur, locomotive ou locomobile, pénétrera dans les campagnes tôt ou tard; elle s'arrêtera à la porte des châteaux, desservira les fermes isolées, conduira les paysans au marché. Quand on la connaîtra bien, on s'effraiera moins de ses sifflemens que du hennissement des chevaux, et l'on trouvera que les robinets de vapeur sont plus faciles à manœuvrer que les rênes d'une carriole. Les bestiaux eux-mêmes s'habitueront à ces engins bruyans et ne se sauveront plus à leur approche. Les générations qui viendront après nous s'égaieront de nos terreurs puériles en présence de la machine à vapeur et de notre maladresse à la laisser quelquefois éclater. L'accoutumance, a dit le fabuliste, nous rend tout familier. Sans s'abandonner trop longtemps à de vagues suppositions que l'avenir ne manquerait pas de déjouer en quelque point, on peut affirmer que la science ne commande pas à la vapeur de ne paraître que sur les grandes voies de communication terrestres ou maritimes. Il n'y a pas de limite au-delà de laquelle la vapeur doive cesser d'agir; au contraire il est encourageant de remarquer que les forces mécaniques et artificielles s'adaptent à des usages de plus en plus modestes, et que le champ de leurs applications pratiques s'agrandit chaque jour.

H. Blerzy.

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

IX.

LA VIE POLITIQUE A WASHINGTON. — LE CAPITOLE ET LA MAISON-BLANCHE.

Washington, 11 janvier 1865.

Hier soir, à New-York (1), en arrivant au *ferry* de Cortland-street, j'appris qu'on avait changé l'heure des départs, et qu'il fallait attendre le train de minuit. J'allai passer ma soirée chez des amis, et à l'heure dite je me mis en route vers la sixième avenue, où je comptais prendre les *cars;* mais je n'en vis pas un seul, et, bientôt égaré par les détours des rues dans cette partie très irrégulière de la ville, je résolus de gagner West-street, au bord de la rivière de l'Ouest, où roulent des *cars* qui desservent tout le port. Peu à peu l'obscurité s'épaissit, les lanternes devinrent rares, les maisons se transformèrent en baraques projetant des ombres suspectes, les trottoirs enfin disparurent, et les passans aussi. Je marchais dans des terrains boueux, couverts de démolitions, de chantiers, d'amas de planches; çà et là une forme noire rôdait silencieusement dans les coins sombres, ou bien quelque masure de mauvaise apparence

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

laissait échapper par les fissures de ses volets fermés un rayon de lumière rouge et un bruit de voix avinées. Enfin voici le quai et sa longue rangée de trottoirs défoncés, ombragés de grands auvens de bois. Rue après rue et *pier* après *pier*, j'atteignis le marché à la viande, où le chemin s'engage dans des catacombes sanglantes, entre deux rangées épaisses et compactes de cadavres écorchés. Cette excursion nocturne dans les bouges mal peuplés du quartier de l'Ouest était sans doute pittoresque et digne du pinceau de Victor Hugo ou de Dickens. Le marché surtout, avec sa galerie souterraine entre deux murailles de chair sanglante, le demi-jour indécis qu'y jetaient quelques lampes fumeuses, le bruit étouffé du pied du passant solitaire, avaient quelque chose de fantastique et d'horrible comme le charnier du cyclope Polyphème; mais pour un étranger sans guide, pressé par l'heure, qui ne peut plus revenir sur ses pas, n'ayant pour toute arme que son parapluie, porteur d'ailleurs d'un sac plein d'or, cette promenade avait une autre et non moins vive source d'intérêt, et c'est avec plaisir que j'apercevais de temps en temps, au coin des rues, la haute stature, les grandes mains gantées de buffle, les grandes bottes noires et l'uniforme carré du *policeman*.

Dans ces capitales qui s'appellent Paris, Londres et New-York, on découvre chaque jour des aspects nouveaux du hideux et du terrible. Sous le masque brillant de la ville officielle, voilà ce qui s'agite au fond de l'égout. New-York a son quartier des *Five-Points*, qui est l'analogue de notre ancienne Cité : comme dans certains quartiers de Londres, on ne s'y aventure que suivi de deux *policemen*. Boston aussi a son quartier dantesque, à l'entrée duquel on peut dire : *Lasciate ogni speranza*, si l'on n'est pas prêt à se défendre et guidé par le bon ange de la police. Il en est de même dans tous ces lieux où le commerce, en apportant les richesses du monde, en dépose aussi l'écume et l'ordure. La charité aventureuse des dames de New-York n'a pas craint de pénétrer dans ces horreurs et de bâtir une école au milieu des bouges fangeux et pourris dont elles entreprenaient de régénérer les habitans. L'école des *Five-Points* prospère à souhait, et il ne lui faudra pas beaucoup d'années pour relever le niveau moral de cette population de hasard jetée là par la débauche et instruite par la misère à tous les vices, tant l'école, ou, comme il est de mode aujourd'hui de le dire en style figuré, tant la lumière est le moyen d'assainir et de féconder l'âme humaine!....

On parle ici de la démission prochaine de M. Fessenden. Il annonce, dit-on, l'intention de reprendre son siége au sénat en quittant ce ministère des finances si ingrat et si pénible, rocher de Sisyphe à soulever sans cesse pour le voir retomber chaque fois sous

le poids d'un nouvel emprunt. — Qui sera maintenant assez hardi pour poser le pied sur la corde fragile d'où sont tombés tant d'acrobates politiques? Je ne sache qu'un seul homme qui se montre prêt à tenter l'aventure : c'est le député Stevens, si du moins il en faut croire la témérité inouie de ses propositions. L'échec de son bill du taux forcé a infligé une blessure cruelle à son amour-propre. L'autre jour encore, et sans autre intérêt que de récriminer, il a relevé la question malgré la chambre, et dans un discours vif, nerveux, spirituel, arrogant, il a renvoyé à ses adversaires l'accusation d'absurdité et d'ineptie dont on lui avait été prodigue. Il a invoqué des précédens historiques, l'exemple de l'Angleterre, pour prouver que ces mesures-là n'étaient pas insensées, et qu'on pouvait régler la température par le degré du thermomètre; mais on lui a fort bien répondu que si en Angleterre, en 1815, le taux forcé des billets de la Banque, malgré la suspension des paiemens, n'avait pas amené de catastrophe, c'était grâce aux circonstances spéciales dont l'Angleterre n'était redevable qu'à sa bonne fortune. Au moment même où la mesure était prise, Waterloo mettait fin à la guerre : que la paix se fasse, et le bill de M. Stevens n'aura plus ni utilité, ni danger. L'Angleterre en outre avait mis une limite à l'émission du papier-monnaie; mais imposer une valeur à des billets dont on se réserve la faculté d'émettre une masse indéfinie, c'est vouloir remplir un tonneau percé.

Rassurez-vous : M. Stevens ne sera point ministre, et les créanciers des États-Unis peuvent encore dormir tranquilles. Lui-même trouve peut-être le rôle indépendant et irresponsable du législateur préférable à la charge toujours pesante, mais en Amérique écrasante, du ministère. Un homme peut se relever d'une chute ministérielle, comme l'a fait M. Chase, mais il en reste toujours affaissé pendant quelque temps. Plus la position est haute, et moins la démocratie pardonne à ceux qui s'en sont laissé précipiter. La plupart des présidens déchus vont vivre et mourir dans l'obscurité. Qui connaît maintenant le nom des Fillmore, des Pierce, des Buchanan? On ne les mentionne que pour leur donner le coup de pied de l'âne. Aujourd'hui l'homme embourbé, que l'oubli dévore, est celui qu'on appelait hier le héros d'Antietam. La démocratie est un sable mouvant qui engloutit les renommées échouées sur la côte; on peut dire avec Victor Hugo : « Sinistre effacement d'un homme! »

Puisque nous sommes au congrès, voyons où en est la grande discussion sur l'esclavage et l'amendement de la constitution. Dans la chambre, la majorité des deux tiers est toujours récalcitrante à l'amendement. De son côté, le sénat vient, sur la proposition du sénateur Wilson, du Massachusetts, de voter l'émancipation des femmes et enfans des soldats de couleur, de façon que sous des

noms divers la même question est sur le tapis dans les deux assemblées. Au sénat, l'opposition à la mesure est de 10 contre 27; un amendement du sénateur Davis contre la rétroactivité de la loi n'a obtenu que 7 voix. Le sénateur Johnson, du Maryland, a prononcé contre la loi un discours dont la modération extrême montre les progrès de l'abolitionisme : il faut bien que le parti de l'esclavage s'évanouisse à mesure que la chose expire. Le changement est si grand que les anciens démocrates sudistes, autrefois si intraitables, défendent aujourd'hui la cause de la modération et du bon sens contre la violence inapaisée des radicaux. Tandis que ceux-ci, et à leur tête le sénateur Wade, de l'Ohio, conservent dans leur triomphe toute l'animosité d'une minorité opprimée et mettent souvent leurs rancunes à la place de l'intérêt public, les esclavagistes, devenus humbles et doux parce qu'ils sont faibles, n'offrent plus qu'une molle résistance à ce qui est devenu inévitable. Ils cherchent à temporiser, à ralentir plutôt qu'à empêcher l'abolition, et je dois dire qu'ils ont souvent l'avantage de la prudence et de la saine raison. « Plutôt trente ans de guerre, s'écrie le sénateur Wade, que la paix sans l'abolition absolue ! » Les radicaux se rappellent qu'ils étaient, il y a peu d'années, courbés sous la réprobation publique, et je les excuse volontiers de prendre aujourd'hui leur revanche des mépris dont on les abreuvait. Un tel langage pourtant ferait croire que le but de leur parti, ce but déclaré dans les manifestes, dans les résolutions de la convention de Baltimore, n'est pas tant l'union que l'abolition. Les démocrates leur ont souvent fait ce reproche, et toujours les républicains l'ont repoussé comme une calomnie. Qu'ils y prennent garde : le courant les porte au pouvoir, l'opinion publique est à eux, et la sagesse même de leurs adversaires prouve leur victoire incontestée; mais, s'ils ne se modèrent pas eux-mêmes, l'opinion pourra bien s'arrêter à mi-côte, et les démocrates reprendre l'avantage avec une politique renouvelée.

Dans la chambre, la discussion est encore plus significative. Plusieurs démocrates, MM. Yeaman, du Kentucky, Oddell, de New-York, pensent qu'il faut en finir avec cette question maudite de l'esclavage et la balayer impitoyablement de leur chemin. Quand Jefferson Davis lui-même l'abandonne et menace de devenir le plus radical des abolitionistes, comment veut-on que les démocrates du nord s'obstinent à défendre une cause délaissée? Une fois l'obstacle abattu, les partis se retrouveront à armes égales, et ce n'est probablement pas le moindre motif de ce changement de front imprévu. Lorsqu'on veut gagner la course, il ne faut pas prendre son cheval mort sur ses épaules, mais abandonner sa carcasse inutile et voler, si l'on peut, celui de l'ennemi. Enfin l'abolition a bien ses mérites,

l'esclavage est après tout une grande injustice. La partie est perdue : changeons de jeu et prenons notre revanche!

Ceux même qui combattent l'amendement n'attachent pas grand intérêt à leur résistance et se résignent aisément à le voir passer. M. Voorhees, le fameux *copperhead* de l'Indiana, tout en repoussant la motion comme inconstitutionnelle, ajoute qu'elle est inutile et que la question de l'esclavage est morte. Le vrai débat se poursuit sur les champs de bataille : si le sud est conquis, quoi que le congrès décide, l'esclavage est matériellement aboli; si le sud triomphe, à quoi bon l'amendement? Seulement, fidèle à la cause du sud, tandis que ses collègues patriotes concluent pour la loi, en bon *copperhead* il conclut contre elle, précisément pour les mêmes motifs.....

Ce *Willard's hotel* est toujours le même, le pire et le plus cher des États-Unis. Il a profité de l'encombrement de l'hiver pour élever ses prix au-dessus du *Tremont* de Boston et du *Fifth-avenue* de New-York. Le service y est détestable; le menu somptueux couvre un dîner sale et avare; les parts y sont rognées par des mains économes, et l'on voit trop bien qu'elles sont composées des restes laissés dans les assiettes. Le public a cependant meilleure tournure que l'été dernier; membres du congrès, gouverneurs d'états et officiers généraux en forment la couche principale. Ce n'est pas moins un assez vilain spectacle que la foule bruyante et bigarrée qui se presse dans les corridors et les *salons* du rez-de-chaussée : c'est une ruche toujours pleine d'abeilles bourdonnantes qui vont et viennent sans repos.

12 janvier.

Washington a bien changé avec la saison, non pas que l'aspect de la ville soit matériellement altéré : toujours, à l'extérieur, ces vastes plaines dévastées par les campemens militaires, dénudées à ras de terre, sans un arbre, sans une herbe, sans rien que des tentes et des baraques; à l'intérieur, cette pauvreté boueuse et ce misérable essai de grandeur manquée; mais au lieu de ce sommeil et de cette mort qui y régnaient sous le ciel d'été, j'y trouve la vie la plus active et la plus étourdissante. Avec le bruit des voitures, le grondement des *cars* sur leurs voies ferrées et le murmure des passans qui encombrent les trottoirs, on se croirait presque dans une ville commerçante et populeuse. Ce mouvement n'est pourtant qu'à la surface, cet encombrement n'est que momentané, et si l'on retirait de la capitale tout ce qui ne lui appartient pas, il ne resterait plus guère qu'un désert. Jamais le gouvernement n'a employé tant d'hommes, jamais son influence souveraine n'a attiré tant d'intérêts autour de lui; enfin la guerre augmente la population d'un

nombreux corps de troupes. Si le gouvernement fédéral continue à s'étendre et à grossir, sa capitale grossira avec lui; s'il retombe dans l'ancienne insignifiance, elle dépérira. Ville de carton comme Berlin, qui ne se tient que par la présence du gouvernement, son avenir est attaché à celui de l'unité américaine : plus le lien national se resserre et plus nous voyons acquérir d'importance au lieu où la tradition d'un siècle réunit tous les fils du gouvernement politique. On peut prévoir cependant le jour où l'extension des États-Unis vers l'ouest et la rencontre des deux armées civilisatrices qui assiégent des deux côtés les Montagnes-Rocheuses déplaceront par nécessité d'équilibre le centre mal placé de l'Union américaine : Saint-Louis ou toute autre ville peut-être encore inconnue deviendrait la capitale, et la grandeur de Washington dépendrait alors d'une scission de la république. C'est d'ailleurs un événement inévitable, quoique dans un avenir lointain. La séparation du nord et du sud, qu'on a représentée comme nécessaire, n'a certainement rien de naturel; je conçois même comme inséparables les états du sud, ceux du nord jusqu'au Maine, et ceux de l'ouest en-deçà des Montagnes-Rocheuses : c'est la grande unité géographique du bassin du Mississipi, dont les états atlantiques ne sont que la bordure et le revers. Une fois l'esclavage détruit, aucun antagonisme de races, d'intérêts, d'institutions, ne me paraît pouvoir compromettre cette unité. Il n'en est pas de même des immenses pays qui se forment, sur l'autre versant, au-delà des montagnes. On va les relier par un chemin de fer à cette partie du continent, ils communiquent déjà par un télégraphe; mais, ou je me trompe fort, ou bien cette douzaine d'états qui se construisent là-bas formeront un jour un faisceau séparé. Lorsque les deux sociétés grandissantes se rencontreront au sommet des Montagnes-Rocheuses, écrasant entre elles les dernières tribus des Indiens dispersés, ce jour-là commenceront des luttes acharnées pour la possession des terres, comme on en a déjà vu dans le Michigan et dans le Kansas. Les colons envoyés par la Nouvelle-Angleterre feront le coup de fusil avec les pionniers de la Californie et de l'Orégon. Les mormons, ce peuple étrange qui grandit entre les deux versans, sur un bassin intérieur des montagnes, respectés aujourd'hui par le gouvernement fédéral, qui admet leurs délégués au congrès, mais qui n'ont pour avenir que l'extermination ou la conquête, si l'Union se complète et se fonde, prendront sans doute parti pour les hommes de l'ouest... Mais vous riez peut-être de mes témérités prophétiques, et je passe aux nouvelles du jour.

La principale et la plus saisissante est la destitution du général Butler, tombée comme un coup de foudre du nuage mystérieux qui enveloppe la tête auguste du gouvernement. Butler a reçu l'ordre

de se retirer à Lowell, dans son pays, de remettre au général Ord, choisi par Grant pour remplir les fonctions de commandant temporaire de l'armée du James, tous les papiers, documens et fonds publics trouvés entre ses mains : on prédit qu'avant huit jours il sera enfermé au fort Warren. Cette disgrâce subite est l'explosion d'une patience longtemps éprouvée par des abus de pouvoir, des fraudes, des exactions et des cruautés de toute sorte. Le général Grant, tout-puissant sur son armée, y avait opposé jusqu'ici l'obstacle de sa volonté suprême; il voulait conserver Butler. Depuis la retraite peu glorieuse de l'expédition de Wilmington (dont il paraît que Butler a pris le commandement sans en avoir reçu l'ordre) et le *fiasco* de Dutch-Gap, immense canal inutile qu'il a construit entre deux coudes de la rivière James à la manière des Xerxès et des Marius, Grant semble lui avoir retiré sa protection; en voilà la prompte conséquence. Je ne puis m'apitoyer sur sa chute bruyante. Puisse-t-elle servir de leçon à tous les soldats ambitieux et indisciplinés qui seraient tentés de suivre son exemple! Puissent les abolitionistes de la Nouvelle-Angleterre, qui le célèbrent parce qu'il est de leur pays, se dégoûter enfin de leur triste héros! J'ai entendu dire à ses amis, pour excuser son avidité : « Ce n'est pas lui, c'est son frère. Son seul tort est d'être trop faible pour les siens. » Touchante faiblesse en vérité! Sa vie politique elle-même prouve qu'il n'est qu'un aventurier sans scrupule et sans conviction. D'ardent démocrate il est devenu un fougueux abolitioniste du jour où il a flairé dans l'air un vent nouveau. Sa brutalité égale, dit-on, son indélicatesse. A la Nouvelle-Orléans, pour vaincre l'opposition des femmes dont les frères et les fils combattaient dans l'armée du sud, et qui, dans leur fureur d'être soumises, faisaient pleuvoir sur leurs vainqueurs tout autre chose que des guirlandes et des bouquets de fleurs, — il les menaça de les envoyer à la prison des filles perdues, au Saint-Lazare du pays, — et il exécuta sa menace : plusieurs disent que ce fut bien fait. Dernièrement encore, en Virginie, il faisait chasser hors des lignes une femme, un vieillard et trois enfans, qui, sommés de prêter le serment de fidélité au gouvernement des États-Unis, avaient répondu qu'ils promettaient d'être sujets dociles, mais que la formule même du serment répugnait à leur conscience quand leurs familles étaient de l'autre côté. Il les faisait chasser avec une lettre ignominieuse et insultante, où il comparait leur scrupule à celui des femmes hindoues qui se brûlent sur le bûcher de leurs maris. Une autre fois il cite Shakspeare à l'appui d'un acte de cruauté qu'il ordonne... Mais le voilà maintenant terrassé, et à quoi bon frapper un homme à terre? Si fait, car il peut s'en relever en victime, avec la couronne d'un faux mar-

tyre, car il peut devenir un jour,.. devinez quoi? président des États-Unis.

Au sud, la dissolution continue. La querelle du gouvernement et des états va s'irritant tous les jours. Il s'agit de savoir si les milices seront retirées aux états et mises à la disposition de Lee, ou si, conformément aux lois, le gouverneur de chaque état restera commandant des milices. Le gouverneur et la législature du Mississipi ont positivement refusé leurs milices au président confédéré. Le gouverneur de l'Alabama déclare qu'il entend exempter du service les hommes d'église, les droguistes, les fonctionnaires et les journalistes. Vous savez déjà ce qui se passe en Georgie. Maintenant la Caroline du sud et son gouverneur Vance embrassent le même parti; la législature repousse la suspension de l'*habeas corpus* et se pose la question de savoir *whether it be treasonable to secede* (1), tandis que la Caroline du nord, s'abstenant encore d'une action séparée, vote pourtant des résolutions, *to initiate negociations for an honorable peace* (2), où le président est sommé de prendre l'initiative de la démarche. Cependant Richmond même est en discorde et en émoi. Le congrès rebelle discute, sous une forme détournée, le grand projet de dictature dont je vous ai parlé : il s'agit de savoir si le général Lee aura seul le pouvoir de nommer sans contrôle tous les officiers de l'armée, ou si son choix restera subordonné à la ratification du gouvernement et du congrès. — Vous le voyez, dictature d'un côté, dissolution de l'autre, partout l'esprit de résistance et de liberté est aux prises avec le despotisme de Richmond. La rébellion périra par les causes mêmes qui menaçaient de mort la nationalité américaine; les coupables seront punis par là même où ils ont péché.

On parle beaucoup de la mission secrète d'un intime ami du président Lincoln, M. Blair, qui va, suivant le dire officiel, réclamer à Richmond certains papiers de famille perdus l'été dernier dans le pillage de sa maison de campagne lors du *raid* confédéré dans le Maryland. Tout le monde pense que ce prétexte déguise une intention pacifique. Le gouvernement est vivement blâmé par quelques hommes du parti républicain, qui, prévoyant bien l'inutilité de ces démarches, craignent que le sud n'y voie un signe de lassitude ou de faiblesse; il est vivement approuvé au contraire par une autre fraction du parti à la tête de laquelle se signale le directeur de *la Tribune*, Horace Greeley. Je leur souhaite, quant à moi, plein succès; je pense qu'en faisant des tentatives réitérées, quoique infructueuses, en ne se laissant pas rebuter par les ré-

(1) « Si c'est une trahison que de sécéder une seconde fois. »

(2) « A l'effet d'obtenir des négociations pour une paix honorable. »

ponses insultantes des confédérés, ils ne font que remplir un devoir et agir avec cette indulgence qui convient au plus fort en même temps qu'elle lui gagne des partisans. La mission de M. Blair n'a pourtant rien d'officiel, puisqu'on la désavoue, et pour qui considère l'obstination aveugle du gouvernement de Richmond il est évident que ce nouveau météore pacifique s'évanouira comme les autres. . . . . .

Il fait un temps radieux et doux qui me réconcilie avec le climat de Washington. De ma fenêtre ouverte au levant, et perché au sixième étage, je vois se dresser sur l'horizon la majestueuse coupole du Capitole, élevée sur ce piédestal naturel qui ajoute encore à sa grandeur et noyée dans la brume comme quelque montagne lointaine. Ce matin, l'aspect solitaire et dominateur de cette coupole était superbe dans la pourpre violette de l'aurore. J'y vais tout à l'heure entendre discuter au sénat la rupture du traité de réciprocité canadien et à la chambre l'amendement constitutionnel.

13 janvier.

J'ai perdu mon temps au congrès. D'abord j'entendais mal les orateurs dans les tribunes publiques, ensuite le congrès n'est pas tous les jours le royaume de l'éloquence. On dit que l'éloquence américaine a dégénéré et que jadis elle comptait de vrais génies; son plus grand mérite aujourd'hui est une intarissable et fatigante facilité. Elle a deux manières et pour ainsi dire deux genres divers : l'un, celui du sénat, ressemble à une conversation entremêlée de querelles aigres-douces; les bancs vides, les tribunes clair-semées, le président à moitié endormi sur son siége, tout y invite au calme et à la paisible expédition des affaires. La chambre au contraire est une mer tumultueuse, entourée de tribunes immenses et pleines de monde. Le nombre des membres est petit en comparaison du parlement anglais ou même de nos propres assemblées; mais chacun d'entre eux est bruyant comme quatre. Le murmure des voix, le bruit des pas, les groupes rassemblés dans les coins, les mains claquées à chaque instant l'une contre l'autre pour appeler les *waiters* (je n'ose dire les huissiers, car ils n'ont ni chaînes ni baguettes), tout y respire l'indiscipline, l'insubordination et l'irrévérence. Peu d'orateurs obtiennent plus de cinq minutes d'attention silencieuse; les discussions se poursuivent tumultueusement à un bout de la salle, tandis que l'autre ne les écoute plus : d'où la nécessité de parler, comme Démosthène, au bruit des vagues, de parler toujours, sans égard à l'auditoire, de parler fort pour se faire entendre des sténographes. Aussi l'éloquence de la chambre est-elle tapageuse, intarissable, gesticulée, la copie en un mot de celle des *meetings*. Chez nous, l'orateur cherche à conduire son auditoire, et

l'auditoire lui-même est sous sa main comme un cheval docile ou rétif, qui se cabre, qui le désarçonne, mais qui ne cesse de sentir la bride et d'être en communication intime avec lui; de là ces ménagemens, ces délicatesses, ces mots de circonstance qui donnent à nos discussions l'apparence et l'intérêt d'une scène dramatique. Au congrès des États-Unis, l'auditoire est comme un troupeau de chevaux échappés; l'orateur les fouaille brutalement et à tour de bras, s'efforçant d'enlever la peau et d'en obtenir une ruade ou un temps de galop. Les marques d'approbation ou d'improbation y sont également rares; on y parle et l'on s'y rassied au milieu du murmure continuel de la cohue inattentive. Que voulez-vous que devienne la parole mise à pareille épreuve? L'orateur hurlera ou bien il se taira. Ceux-là seuls vaincront le désordre qui sauront tirer à boulets rouges sur cette foule compacte : bonne école peut-être pour les gens timides et délicats qui craignent le feu et l'assaut des multitudes! Ce n'est point le défaut des Américains, et je souhaiterais pour leur éloquence que leurs nerfs fussent un peu moins aguerris.

Dans le sénat, l'émancipation des femmes et des enfans de soldats de couleur a été votée à une grande majorité, après quoi M. Sumner est venu apporter son bill pour la rupture du traité de commerce canadien, amendé par le comité des affaires étrangères. Vous vous rappelez qu'il y a quelques semaines le sénat, dans un accès d'humeur, avait failli voter la rupture immédiate du traité. Aujourd'hui, refroidi par le temps et par les satisfactions qu'a données le gouverneur-général du Canada, il hésite même à voter la rupture pacifique et légale que M. Sumner propose. — Ce n'est plus seulement la forme, c'est l'essence même de la mesure qu'on attaque. On dit qu'elle nuirait plus aux États-Unis qu'à leurs voisins, que la balle rebondirait contre le tireur. Rompre maintenant le traité après réparation de l'insulte, ce n'est plus user de justes représailles, c'est faire un acte de mauvais voisinage, c'est le faire gratuitement, puisqu'on n'a plus rien à venger, aveuglément, puisqu'on doit y perdre plus que le voisin. Le commerce international a décuplé depuis l'ouverture du traité : le rapport des exportations aux importations est à l'immense avantage des États-Unis; l'élévation des tarifs fera perdre ce profit. Le revenu que le trésor tirera des exportations frappées de droits sera donc acquis au prix de grands sacrifices. Si l'on a besoin de quelques millions, mieux vaut les prendre directement dans la bourse des contribuables : les tarifs sont la façon la plus ruineuse de faire de l'argent. Tout se réduit donc à une rancune, à une colère qu'on veut contenter à tout prix : petit et méprisable motif, aussi impolitique qu'indigne d'un grand peuple, qui, justement jaloux de son honneur, ne doit jamais faire une offense inutile ni un tort systématique à ses voisins. La rupture

du traité de commerce pouvait être excusée comme une représaille, presque comme une mesure de guerre, à l'époque où le Canada semblait provoquer les États-Unis. Elle n'a plus de raison d'être aujourd'hui, et ne peut être considérée que comme un acte de politique rancuneuse qui fera peu d'honneur au pays (1).

A la chambre des représentans, c'est toujours l'esclavage qu'on discute. L'amendement semble enrayé, et depuis plusieurs jours n'a pas avancé d'une ligne malgré les énergiques efforts de ses partisans. Il est probable, à la tournure que la discussion semble prendre, que la querelle se prolongera jusqu'à ce qu'on en soit fatigué, et qu'un vote quelconque l'envoie dormir jusqu'à la session prochaine. Il s'en faut de cinq voix à peine que la mesure n'obtienne les deux tiers exigés; mais sur ces limites extrêmes le terrain est difficile à conquérir, et l'on n'avance que pas à pas. Cependant la lutte s'envenime entre les deux débris du parti démocrate. Les uns, MM. Yeaman, Oddell, Smithers et autres, acceptent l'abolition comme un fait, et l'amendement comme une nécessité; quelques-uns y voient même un acte de justice et de réparation. Les autres, les coryphées ordinaires du parti, Wood, Voorhees et Pendleton, suivis du gros bataillon, repoussent avec indignation ou avec un demi-sourire de scepticisme découragé ce qu'ils appellent la violation des droits constitutionnels des états. Je ne comprends pas, je l'avoue, leur raisonnement, car si la constitution a pourvu elle-même à la forme de ses modifications futures, on ne peut pas dire qu'il soit inconstitutionnel de l'amender suivant les règles qu'elle a prescrites. Ils peuvent regarder comme funeste le droit même d'amendement, parce qu'il menace l'esclavage, et qu'ils voudraient perpétuer à jamais dans la constitution le silence équivoque qu'elle garde sur l'esclavage. Ils ne peuvent cependant l'en faire disparaître ni en interdire l'usage à leurs adversaires, à moins de l'avoir fait abroger eux-mêmes, suivant les formes légales, par une majorité qu'ils ne peuvent pas réunir. Il est trop commode de se faire aujourd'hui un rempart de la constitution contre la volonté natio-

(1) La rupture fut votée peu de temps après par une forte majorité des deux chambres. M. Sumner et les auteurs de la mesure n'y voyaient qu'un expédient financier pour grossir le revenu; ils se défendaient de tout dessein hostile et de toute arrière-pensée d'annexion. Au printemps de 1865, la convention internationale de Détroit, en émettant des vœux pour la reprise des anciennes relations commerciales, a témoigné une fois de plus de la solidarité d'intérêts qui règne entre les deux peuples. Tout donne à croire que les hauts tarifs ne seront maintenus qu'autant que durera la nécessité financière qui les a fait adopter, et que les États-Unis n'en veulent pas faire une arme de guerre contre la nationalité canadienne. Malgré les menaces et les rassemblemens armés des Irlandais fenians sur la frontière, le Canada peut dormir tranquille : son autonomie n'est pas encore sérieusement menacée. Elle le serait le jour où les États-Unis voudraient faire de leur puissance commerciale un moyen de conquête et bloquer systématiquement leurs voisins derrière la frontière des lacs.

nale, et de rejeter la constitution même le jour où elle est d'accord avec le vœu du pays.

Le sud, dit-on encore, n'est pas là pour défendre ses intérêts; on ne l'admet point comme partie au contrat, et l'on décide de lui sans l'entendre. — Si les représentans du sud ne sont pas aujourd'hui dans le congrès pour empêcher l'amendement, à qui la faute? Et qui donc les en a chassés? — On reproduit enfin la grande, l'éternelle banalité, l'excellence de l'esclavage. Fernando Wood, dans un discours terminé, comme toujours, par des yeux levés au ciel et une pieuse prière pour la paix, déclare que la servitude est un bien pour la race noire, que la Providence la lui a envoyée pour la tirer de sa barbarie primitive, et que le nègre atteint dans l'esclavage son plus haut degré de progrès. Quelques-uns, moins éhontés, se contentent, sans chanter les louanges de l'institution, d'invoquer pour elle le respect des propriétés. D'autres affichent un grand zèle pour le maintien de l'union nationale, et dénoncent l'amendement comme une mesure de sécession. Plusieurs ne semblent s'y opposer que pour mémoire et par fidélité à d'anciennes opinions; il en est même qui s'excusent en alléguant des scrupules de conscience. Fernando Wood cependant n'a pas de ces craintes pusillanimes; il s'avoue franchement sécessioniste, et nie que le salut de l'Union soit possible sur toute autre base que celle de l'esclavage régénéré. — Son institution chérie, nord et sud, s'écroule néanmoins partout. Un député du Missouri, ancien état à esclaves, propriétaire d'esclaves lui-même, vient en termes hardis et convaincus prêcher une émancipation radicale et prompte. Le lendemain, on apprend que l'assemblée constituante ou *convention constitutionnelle* extraordinaire du Missouri vient de balayer sommairement les dernières traces de la servitude avant même de commencer les travaux de la constitution nouvelle et de nommer les commissions qui doivent en élaborer les détails. Ainsi le sol manque sous les pieds des esclavagistes, et si le sud ou plutôt le gouvernement de Richmond, imposant sa loi aux états du sud, se décide enfin à l'émancipation armée qu'il médite, il ne leur restera plus aucun prétexte, aucune arme entre les mains. Ils auront à choisir entre la ruine totale de leur influence et le rôle nouveau qui leur est dicté par les événemens.

Les républicains ne figurent pas beaucoup dans la querelle : ils laissent leurs adversaires s'entre-détruire, bien sûrs de rester à la fin maîtres du champ de bataille. En général, les adversaires de l'amendement ont un ton de résignation découragée ou cette violence convenue et irritante qui met des injures à la place des raisons. Ils font l'effet de jouer un rôle et de savoir que la partie est désespérée. Les abolitionistes au contraire, recrutés aujourd'hui dans tous les partis, ont l'accent de la sincérité et de la passion. Ce

n'est point ici la minorité qui a le beau rôle; ses cris de colère et ses plaintes d'oppression ne sont écoutés de personne. Le lendemain du vote, vous verriez leur indignation s'éteindre et leur politique virer de bord pour se mettre en face du vent.

L'abolition a bien aussi ses petits ridicules. Ainsi la dépêche qui annonce à *la Tribune* le vote unanime de la convention du Missouri est conçue en ces termes : « A trois heures, aujourd'hui mercredi, le 11 janvier de l'an de grâce 1865, tout esclave dans le Missouri est devenu libre instantanément et sans condition par vote de la convention de l'état. Amen ! » Plus loin, un article sur cet important événement se termine par un verset de la Bible : « Le Seigneur règne, que la terre se réjouisse ! » — Non, le Seigneur ne règne pas encore en Amérique, et malgré l'abolition le millénium est encore loin dans l'avenir idéal. Cette abolition même, qui se dit la réparation du grand crime de l'esclavage, a bien son revers et son mauvais côté. Que deviennent les pauvres diables jetés d'un jour à l'autre sur le pavé sans un morceau de pain? Les rôles de l'armée, les tombeaux sans nom creusés sur les champs de bataille, les potences élevées par le sud aux prisonniers noirs, les ateliers de travail forcé du général Banks, les hôpitaux et les *work-houses* peuvent vous le dire. L'abolition n'est pas plus un remède aux maux de l'esclavage que l'amputation d'une jambe gangrenée. Sous toutes les formes, elle aboutit maintenant à l'extermination de la race : il y a de ces réformes héroïques qui sont justes et nécessaires, bien qu'elles doivent coûter du sang aux innocens comme aux coupables. Sans doute il eût mieux valu que le sud en comprît lui-même l'impérieuse nécessité : c'est par une éducation graduelle et par une lente émancipation qu'il eût fallu faire passer la race noire de la servitude à la liberté. Faut-il donc à présent, sous prétexte d'humanité, perpétuer l'esclavage, éterniser l'injustice à cause des dangers de la réforme? — Si l'émancipation coûte des millions de vies humaines, que le crime en retombe sur les auteurs aveugles et sur les défenseurs obstinés de l'esclavage ; mais qu'ils ne viennent pas, après cette guerre impie, nous parler au nom de la philanthropie et de l'humanité !

On a de nouveaux détails sur le renvoi du général Butler. C'est après une conférence entre le lieutenant-général Grant et le ministre de la guerre Stanton que la destitution a été signée. Butler, en quittant son armée, lui a adressé un ordre du jour napoléonien, où il se vante d'avoir épargné le sang de ses soldats, après quoi ce grand citoyen est parti pour le lieu de son exil. Les radicaux, comme je le prévoyais, veulent en faire une victime des machinations politiques, et le malheur est en vérité que les motifs personnels semblent entrer pour beaucoup dans la décision du général

Grant. Butler, par sa popularité, commençait, dit-on, à lui porter ombrage. On opposait Butler le radical à Grant le démocrate, on parlait de lui sérieusement comme du secrétaire de la guerre du futur ministère *anti-Seward* et *anti-Stanton*. Cela déplaisait au lieutenant-général et au ministre, qui se seraient, assure *la Tribune*, coalisés pour le frapper d'avance et ruiner son avenir; mais, quels que soient les motifs intéressés des vengeurs, justice n'en est pas moins faite, et le public attend de curieuses révélations.

14 janvier.

Je suis retourné au congrès, cette fois en me faisant introduire par M. Sumner sur le *floor* de la chambre des représentans, où M. Elliot, du Massachusetts, m'a procuré un siége auprès des orateurs, et où M. Winter Davis, le président du comité des affaires étrangères, m'a cédé sa place pendant que M. Stevens parlait. Ce seul détail vous montre l'obligeance extrême de ces messieurs.

La séance a été intéressante et animée, les orateurs en général écoutés. Le premier qui ait parlé est M. Rollins, du Missouri, ancien *war democrat*, ancien grand propriétaire d'esclaves, et qui à une certaine rudesse inévitable chez les hommes de l'ouest joint quelque chose de franc et de courtois qui le tire du commun. Longtemps opposé à l'amendement abolitioniste, il se levait aujourd'hui pour le soutenir. Frappé lui-même par la mesure émancipatrice de la convention de son état, il en faisait pourtant l'apologie et la glorification. Il aurait, dit-il, consenti au maintien, même à l'extension de l'esclavage pour sauver l'Union : il consentait maintenant à l'abolition, puisque l'abolition était devenue nécessaire au succès de la guerre et à la paix publique. Il était curieux d'entendre ce maître d'esclaves dépouillé d'hier par les doctrines nouvelles défier les démocrates d'appuyer l'esclavage sur aucun argument religieux, moral, politique, ou même sur un intérêt de l'ordre économique, — puis réclamer avec énergie un affranchissement général, sans condition, sans compensation pécuniaire, au nom de la justice et du bien public. Pourquoi le Missouri, fondé longtemps avant l'Illinois, son voisin, est-il resté un état pauvre et à moitié désert, tandis que l'Illinois s'est peuplé, en quelques années, de deux millions d'hommes? Parce que l'esclavage, dominant au Missouri, y tuait l'activité commerciale, industrielle, agricole même des habitans, parce que l'esclavage est un germe de mort, qu'il repousse l'émigration européenne, et que le travail libre ne peut exister à côté du travail esclave; mais, Dieu merci, l'irrésistible courant de la civilisation moderne balaie devant lui ce reste de la barbarie, et déjà le Missouri se régénère, comme feront bientôt, de leur propre aveu, les états les plus en-

durcis de la confédération rebelle. Cette conquête naturelle et pacifique du sud à la liberté est inévitable, et le serait encore, quand même le sud aurait conquis son indépendance et s'isolerait dans sa nationalité prétendue. Pourquoi donc alors cette opposition vaine à la force des choses? Pourquoi ne pas devancer les événemens et proclamer le code auquel tous les états viendront un jour se ranger d'eux-mêmes? Voilà le Maryland, le Missouri, qui ont d'avance accepté l'amendement. La législature du Kentucky, de la même voix qui nomme au sénat le démocrate James Guthrie, se prononce pour une émancipation immédiate dans l'intérêt de l'ordre public. — On parle d'oppression militaire et d'opinions imposées. C'est la voix libre et sincère du peuple qui a parlé dans les élections; c'est la volonté populaire qui, dans la convention du Missouri, a décidé par soixante voix contre quatre qu'on trancherait d'un seul coup l'existence déjà condamnée de l'esclavage. Quant au droit constitutionnel, il faut être de mauvaise foi pour le nier. Certainement il y a des limites au droit d'amendement dont on réclame l'usage : d'abord la majorité des deux tiers dans le congrès, sanctionnée par les trois quarts des législatures des états, — et qui songe à violer ces formes protectrices? — ensuite le préambule de la constitution, qui en énonce les motifs et les principes. Il y est dit que la constitution est fondée pour assurer au peuple américain les bienfaits de l'union, de la justice, de la paix et de la liberté. Qui oserait dire à présent que l'esclavage est juste, qu'il n'est pas un ennemi public, une semence de guerre, une audacieuse négation de la liberté humaine? — On objecte que l'amendement est contraire à l'esprit de la constitution. Qui donc en est l'interprète, sinon la conscience de chacun? En quoi d'ailleurs les auteurs de la constitution ont-ils consacré l'esclavage? Ils l'ont toléré comme un mal inévitable, dont la guérison eût été dangereuse; mais ils ont eu soin d'interdire solennellement l'extension de ce grand crime et de mettre un terme à la traite des nègres en attendant l'occasion future de l'émancipation radicale, qui seule est compatible avec les principes de liberté et de justice avoués par la déclaration de l'indépendance et par le préambule de la constitution.

Je vous ai dit souvent qu'au fond le parti démocrate était le parti de l'esclavage et de la désunion. J'y reconnaissais bien la présence d'un grand nombre d'hommes honnêtes et déçus, à commencer par son chef. Je n'y voyais pas cette foule d'hommes gagnés d'avance à la cause abolitioniste, dévoués profondément à leur pays, et qui ne différaient des républicains que sur la manière et l'occasion. Je méconnaissais trop le grand sentiment national qui, malgré les trahisons individuelles et les allures suspectes du parti, animait

encore le gros des démocrates. Le respect de l'Union et la volonté de la maintenir sont les grands mobiles qui poussent l'opinion publique, et qui finiront par la rendre unanime quand les événemens auront mûri. Quel meilleur exemple de patriotisme que celui de ces hommes qui, mettant de côté les griefs et les rancunes du passé, ne demandent en retour de leurs sacrifices que la réciprocité du pardon et de l'oubli! Ils ont le droit de réclamer leur part d'honneur dans la révolution, qu'ils servent de leurs efforts autant et plus peut-être que ceux qui, l'ayant toujours voulue, triomphent de son succès. Comme chez nous en 89, ce sont les privilégiés eux-mêmes qui détruisent l'ancien régime, — et les plus acharnés défenseurs de l'esclavage viennent des états qui l'ont dès longtemps aboli. L'Amérique, après son 93 militaire, marche à grands pas vers un 89 pacifique. Mieux vaut assurément conquérir les droits de l'homme par la guerre civile que de les perdre comme nous dans une anarchie sanguinaire. Le canon vaut encore mieux que la guillotine : il abaisse moins le caractère des peuples. La France est sortie du premier empire avec un grand besoin de liberté; elle était sortie du règne de la convention avec un servile et impérieux besoin de despotisme. Chez nous d'ailleurs, les idées ont marché avant les choses et ont éclaté comme une mine, ne laissant plus que des débris. Ici elles ont suivi les événemens, et surviennent à temps pour cimenter l'édifice des choses nouvelles. L'avenir nous dira ce qui vaut le mieux.

Je ne vous parle pas d'un orateur braillard, un de ces hommes qui ne croient pas être éloquens tant qu'ils n'ont pas le visage bleu et les yeux injectés, — qui vint ensuite débiter contre l'esclavage un certain nombre de déclamations banales. — Le dernier incident de la séance a été une courte allocution de M. Stevens, l'auteur fameux du bill de l'or, qui cette fois se levait pour répondre à une allusion personnelle de M. Pendleton. Du premier mot j'ai pu reconnaître un orateur. M. Stevens est un vieillard énergique et vigoureux, mais dont la figure expressive, hautaine, aux yeux enfoncés, est sillonnée de rides profondes. Une perruque assez maladroite, qui répand des boucles brunes sur son front chauve, ne peut cependant lui donner l'air grotesque de ceux qui cherchent à se rajeunir. Et lorsque, rappelant son passé, sa constance dans ses opinions, il parle de sa « vieillesse affaiblie, » sa voix chevrotante et plaintive justifie cet appel au respect de tous. Sa phrase est pleine, aisée, nerveuse, toujours sûre d'une fin. Droit et immobile quand il parle, sobre de gestes, tout l'accent de son éloquence est dans le ton et dans le regard. Il est un des derniers de cette vieille génération d'orateurs qui comptait les Clay, les Webster et les Calhoun, et dont la manière digne et fière ressemble si peu aux gesticulations

et aux vociférations d'aujourd'hui. Tout passionné qu'il est dans ses volontés, tout rude et impitoyable qu'il se montre à ses adversaires, M. Stevens a été élevé, comme M. Bright, dans la religion de l'*amour fraternel*. Il fait songer en effet aux vieux quakers pensylvaniens du temps passé, devenus militans dans les luttes politiques, mais gardant toujours leur gravité austère et leur ton presque religieux. — Il y a une puissance indéfinissable qui s'attache à certains hommes, et qui se fait sentir partout. Cette chambre des représentans si désordonnée, qui ne prête qu'une oreille inattentive aux bruyans du parti, fait tout à coup silence quand M. Stevens se lève, rendant un hommage involontaire à l'éloquence et à la dignité dont elle a perdu le secret.

On parle beaucoup d'un autre orateur de la bonne école, celui-là parmi les jeunes : c'est M. Winter Davis, l'abolitioniste, — homme aimable, simple, d'air modeste, intelligent, mais dont la puissance, comme il arrive souvent, ne se révèle qu'à la tribune. Je ne l'ai pas entendu parler.

En somme, la chambre des représentans n'est point, comme j'ai pu quelquefois vous le faire croire, composée uniquement d'aventuriers et de *politicians* de cabaret. Sans doute cette espèce y occupe une place trop grande, et pour un Davis ou un Stevens il y a beaucoup de C..., de l'Ohio, et de W..., de l'Illinois. Les vilaines figures et les têtes rustiques y abondent; mais quand une fois on s'est accoutumé au type et au costume américain, si étrangement mêlé de formalisme austère et de négligence débraillée, on s'aperçoit que la majeure partie de la chambre est composée de *gentlemen*. Çà et là parmi les têtes blanches se signale la face rude et vulgaire d'un jeune *politician* de l'ouest, fermier ou garçon de charrue, élevé pour la politique par son père enrichi. Son costume d'apprenti endimanché, ses longs cheveux, son attitude mêlée de hardiesse et de gaucherie, éveillent en moi un vague souvenir. J'ai entendu ce petit monsieur à Saint-Louis crier du haut de sa voix de fausset le plus insignifiant et le plus froid des mauvais discours dans un *meeting* où il était annoncé comme l'honorable M. ***, représentant du Kansas. Il y a donc ici, comme en Angleterre, une classe de *politicians*, — et ces précoces favoris de la démocratie, portant sur les bancs du congrès leur air d'écolier léger et impertinent, me rappellent ces petits messieurs de la chambre des communes qui n'ont pas un poil de barbe au menton et viennent le soir y étaler leurs bottes vernies et leurs cravates blanches. La démocratie a donc aussi ses passe-droits et ses fortunes ridiculement prématurées.

15 janvier.

Je viens de visiter les magasins et les bureaux de direction de la commission sanitaire, cette belle institution qui s'est formée et qui marche seule, faisant les trois quarts de la besogne, que le gouvernement néglige. Son administration forme une hiérarchie régulière à la tête de laquelle siége un comité central dont les pouvoirs sont absolus. Elle se distribue en départemens, en armées et en services comme un ministère : elle emploie une légion de médecins, d'infirmiers, d'intendans, d'inspecteurs, qui la plupart s'adonnent gratuitement à ces fonctions pénibles, sans autre récompense que l'austère plaisir de faire le bien et de servir utilement leur pays. J'ai vu le tableau synoptique de cette organisation ingénieuse et compliquée, due tout entière à cette initiative individuelle dont les Américains ont le droit d'être fiers. Toutes les branches s'y entre-croisent et tous les pouvoirs s'y équilibrent avec l'unité savante et rationnelle d'une constitution de l'abbé Sieyès. Le directeur du département de l'est, comprenant trois armées, est un jeune homme de Boston, riche de plusieurs millions, qui a interrompu de brillantes études pour dévouer deux ans de sa vie à cette œuvre laborieuse et obscure. « La commission, me disait-il, s'est donné pour devoir de prendre soin du soldat et de pourvoir à tous ses besoins. Elle va le ramasser sanglant sur le champ de bataille ou fiévreux sur la terre humide, le soigne dans ses hôpitaux, l'accueille voyageur ou convalescent dans ces établissemens appelés *soldier's homes*, où il trouve toujours un repas et un gîte préparés; elle l'assiste dans les démarches souvent difficiles qu'il doit faire auprès du gouvernement pour obtenir un congé, pour faire valoir ses titres à la retraite, pour se faire payer sa solde; elle le défend enfin contre ces soupçons de désertion qui, dans le désordre extrême de l'administration militaire, poursuivent le soldat licencié. » Grâce à cette association libre, fondée on ne sait comment, soutenue par des contributions volontaires, le soldat américain ne s'aperçoit pas qu'il a affaire à un gouvernement irrégulier et malhabile. En même temps les livres de la commission fournissent une statistique exacte et minutieuse de tous les faits que le gouvernement ignore. Chaque soldat est inscrit sur un triple registre, et c'est souvent par l'entremise de la commission qu'on découvre ceux que l'état civil avait oubliés, et dont toute trace semblait avoir disparu. J'ai vu sur les tableaux d'ensemble un fait curieux et qui mérite d'être signalé : les trois quarts des pertes des armées n'ont pas eu lieu sur les champs de bataille, mais par maladie. En été et en hiver, la proportion des pertes est effrayante, au point que dans l'armée de Mac

Clellan en 1862 le seul mois de juillet enleva 262 hommes sur 1,000, c'est-à-dire un grand quart de l'effectif; mais cette guerre d'Amérique, si meurtrière qu'elle soit, n'a pas approché, dans ses plus mauvais momens, de la guerre de Crimée, où, durant l'hiver passé devant Sébastopol, le mois de janvier a enlevé dans certains régimens plus de 1,100 hommes sur 2,000. Je suis venu apprendre cela en Amérique.

La commission sanitaire a enregistré depuis trois ans un *million* de soldats qui ont passé dans ses hôpitaux. Elle les a fournis de vivres, de remèdes, de vêtemens, de souliers. Dans la seule ville de Washington, le *soldier's home*, où les vétérans licenciés ou en congé s'arrêtent pendant la longue formalité du règlement de leurs papiers, coûte 12,000 dollars par semaine. Et ce qui est plus merveilleux encore que ces dons immenses, c'est l'ordre, la régularité, la discipline parfaite de cette administration improvisée; c'est enfin le dévouement des hommes qui donnent plusieurs années de leur vie à cette grande œuvre de charité patriotique. C'est là qu'on apprend à admirer l'Amérique et que les philanthropes de l'autre monde peuvent venir prendre des leçons. . . . . .

J'ai revu plusieurs fois M. Seward dans sa petite maison de Lafayette-square, à deux pas de la Maison-Blanche et du ministère d'état, modeste demeure pour un tel personnage. Je l'ai trouvé tantôt seul, tantôt avec sa famille, quelquefois entouré de solliciteurs. Il faut l'entendre le soir, quand, fatigué des tracas de la journée, il s'étend dans son fauteuil en balançant son pied, et raconte de sa voix gutturale et étouffée les anecdotes de sa vie politique. Sa vive physionomie s'anime d'un sourire; avec l'apparence d'un laisser-aller extrême, il sait toujours garder la mesure de la convenance et de la courtoisie. Il parle de ses adversaires amicalement, sans rancune, avec un heureux mélange d'adresse diplomatique et de bonhomie sincère. Enfin il voit juste et clair, au-dessus des événemens actuels, au-dessus des idées et des passions de coterie : il a surtout le bon goût bien rare de ne point faire étalage de ses convictions. C'est ce qui lui vaut apparemment son injuste renommée de scepticisme et d'hypocrisie. Son indifférence présumée n'est au fond qu'un mélange de modération, d'impartialité et de bienveillance. Croyez-moi, ce n'est pas le tigre à pattes de velours, le Machiavel en action qu'on nous représente : il n'a ni cette puissance ni cette férocité, et ses méfaits se bornent peut-être au meurtre accidentel de quelque souris, croquée en tapinois sous le fauteuil présidentiel.

16 janvier.

Le rapport de Butler a paru. M. Seward, discret par position, semble ignorer les motifs de sa destitution et l'attribuer uniquement au mécontentement que le général Grant a éprouvé de l'échec de Wilmington. « Je ne blâme personne, dit-il avec sa finesse accoutumée; il se peut très bien que le général Butler, quoique patriote éprouvé, ne soit pas meilleur soldat que je ne l'aurais été moi-même, si j'avais eu, comme tant d'autres, la fantaisie de m'improviser général il y a quatre ans. » Il me semble clair qu'il y a sous ce prétexte un monceau de linge sale qu'on aime mieux laver en famille. Le rapport de Butler, à ne considérer que les faits qu'il allègue et que les autres généraux confirment, est concluant en sa faveur. Le général Grant n'en réitère pas moins au général Ord, son successeur, l'ordre de prendre Wilmington. Une nouvelle expédition secrète, dont on a prié les journaux de ne rien dire de peur d'alarmer l'ennemi, est partie pour bombarder Fort-Fisher ou l'emporter d'assaut. Grant est un homme têtu, qui se brise d'abord contre l'impossible, mais finit par passer toujours à force de donner des coups de bélier dans la muraille. L'amiral Farragut dit qu'il arrivera de deux choses l'une : ou bien les rebelles seront surpris et tomberont avant l'arrivée de leurs renforts, — ou bien, si la prise de Wilmington n'est pas un coup de main, elle ne peut s'obtenir que par de longs et sanglans combats. Tout donne à croire que l'ennemi était sur ses gardes et qu'il a fallu verser du sang. Point de nouvelles d'ailleurs, bien qu'on les attende au ministère d'une heure à l'autre.

Je retrouve ici l'amiral Farragut, qui est établi dans l'hôtel depuis quelques jours. J'ai eu peu de peine à faire la connaissance de cet homme excellent et cordial, et je veux vous dessiner sa silhouette : sa figure est si franche, si peu ornée, si parfaitement sympathique, qu'on la saisit du premier coup d'œil. C'est un vrai marin, de cette espèce droite et bonne, héroïque sans le savoir et aimable sans y songer, par la bienveillance primitive de sa nature inculte. Mousse à huit ans, il a fait son chemin tout seul et recueille aujourd'hui la récompense de sa rude vie. Intrépide et simple, il raconte les beaux passages de sa carrière sans vanité, sans ostentation, dans un intérêt purement professionnel, n'y cherchant que des exemples et des leçons. Il est si accoutumé au courage qu'il ne songe pas à se faire valoir, et qu'il lui semble évidemment que tout le monde en ferait autant. On s'imagine presque, à l'entendre, qu'on n'aurait pas peur à côté de lui. — Je sens bien qu'à la longue ses récits de manœuvres, d'expériences d'artillerie, ses juge-

mens sur les opérations navales auxquelles je n'entends rien, me lasseraient comme une langue étrangère; mais il n'est pas besoin d'être expert pour voir son intelligence calme et prompte percer sous la simple nudité de ses entretiens.

L'amiral Farragut est né dans le Tennessee : c'est un de ces héroïques défenseurs que l'Union doit aux énergiques populations du sud, et qui ont quitté leurs familles, leurs foyers, sacrifié leur vie tout entière pour suivre leur drapeau. Envers lui du moins, la patrie n'a pas été ingrate; on a ressuscité en son honneur le titre abandonné de vice-amiral. Dernièrement les notables de New-York se réunissaient pour lui offrir 50,000 dollars en témoignage d'admiration et de gratitude. Chez nous, ce cadeau serait regardé comme une aumône. Ici on l'accepte comme une récompense nationale et une marque d'honneur. Quelle différence au fond entre ce don individuel et notre usage reçu de mendier les pensions et les dotations de l'état! Lequel est le plus digne? Chaque pays a ses mœurs : autrefois on n'avait pas honte d'être le valet et le parasite du roi. En Amérique, le peuple est roi : on se fait donc le courtisan et le commensal du peuple.

En fait de réfugiés du sud, Mme Foote, la femme du sénateur Foote, du Tennessee, est ici prisonnière de guerre à Willard's-hotel. L'un et l'autre avaient tenté de fuir; mais une patrouille confédérée les reprit aux avant-postes. Mme Foote, après un combat, tomba entre les mains des fédéraux avec les bagages de l'ennemi; le malheureux M. Foote est à présent dans les prisons de Richmond. M. Seward, longtemps son adversaire dans le sénat des États-Unis, a lui-même installé Mme Foote dans cette maison et défraie pour le moment sa dépense. Tout le monde lui fait bon visage et essaie de la consoler. Si M. Foote parvient à s'échapper du sud, il sera sans doute jugé pour la forme, puis gracié par le président.

Les journaux de Richmond s'indignent des propositions de M. Blair, de celles du moins qu'il est supposé apporter du nord, car aux dernières nouvelles il n'avait pas encore paru à Richmond. C'est un outrage à leur avis que d'offrir au sud un retour à l'Union. A leur gré! mais alors ils n'auront pas à se plaindre le jour où l'homme du nord régnera sur leur terre en conquérant. Le nombre des Foote grossit d'ailleurs chaque jour. Des patriotes qu'on est forcé de mettre en prison pour s'assurer de leurs bons et loyaux services ne sont pas d'un grand secours dans une pareille extrémité. On dit que les élections municipales qui ont lieu en ce moment dans divers cantons de la Georgie donnent les plus beaux résultats unionistes; mais Savannah me paraît plus humiliée et plus servile que profondément soumise. A côté des adulateurs, des sol-

liciteurs et des spéculateurs, il y a des têtes hautaines qui ne veulent pas se courber, mais que le citoyen Sherman, commissaire de la république, ne fera pas, à la manière française, saluer sous la guillotine. Ceux qui avaient horreur des *Yankees* ont pu passer aux lignes rebelles. Les enfans de Savannah peuvent donc chanter des couplets outrageans pour Lincoln. En demeurant dans la ville, les habitans n'en ont pas moins fait acte de soumission et trahi à leur façon le gouvernement confédéré.

Les drapeaux des monumens publics sont aujourd'hui abaissés en signe de deuil pour la mort de M. Everett. Il est tombé malade au sortir d'un *meeting* où il avait parlé pour les habitans pauvres de Savannah. Il est mort en orateur, comme le soldat sous les armes; ses dernières paroles ont été des conseils de patriotisme, de concorde et de charité. C'était un noble esprit et un homme de bien. Rien n'est plus légitime que les honneurs rendus par le président à sa mémoire.

17 janvier.

Le fort Fisher est tombé après un combat de sept heures, opiniâtre et sanglant. Le canon de victoire annonce à la fois l'expédition et le succès. Rien pourtant d'inusité dans les rues ni dans le vestibule de l'hôtel : pas de conversations animées, pas d'affiches, mais seulement le *news-boy* vendant un supplément du journal du matin et criant à gorge déployée la nouvelle. Les Américains ont si bien pris l'habitude de la guerre que ses vicissitudes ne les émeuvent plus. Avec leur confiance imperturbable et presque impertinente, ils verraient sans s'alarmer le canon battre leurs murailles; en revanche, ils accueillent les plus grandes nouvelles sans beaucoup de démonstrations de joie, comme des gens accoutumés à les recevoir.

Il y a dans l'hôtel un homme à qui ce bruit de victoire a dû écorcher les oreilles, c'est le général Butler. Le sénat a voté l'autre jour une enquête sur la première expédition de Wilmington, et Butler a comparu ce matin même devant le comité de la guerre. Il était justement occupé à démontrer, pièces en main, que la forteresse était imprenable, quand le *clerk* du ministère de la guerre est entré apportant la dépêche, qu'on a lue avec acclamation. Accablé par ce terrible argument, Butler a payé d'audace, et sans se déconcerter s'est écrié à haute voix : « Dieu soit loué ! Puisse-je toujours me tromper de même ! » La défense devient difficile aujourd'hui que l'événement a prononcé. Il continue pourtant à faire bonne figure, et même à prendre l'offensive contre ses ennemis. Il y a parmi les *boarders* ou hôtes permanens de la mai-

son une certaine Mme X..., dont le fils est à l'armée, et qui a pris depuis la guerre l'habitude de vivre l'hiver à Washington. Femme active et intrigante, elle s'est mise jusqu'aux yeux dans la politique, et le même esprit remuant qui fait qu'elle s'empare le soir du salon de l'hôtel pour y tenir ses assises, mettre en rapport les hôtes de hasard qui s'y trouvent rassemblés, usurper le rôle de maîtresse de cette maison publique, se dissipe encore en lettres écrites à droite, à gauche, aux ministres, aux généraux, au président, pour recommander, conseiller, accuser tel ou tel. Cette mouche du coche a pourtant parfois la dent mauvaise, et dans le nombre il arrive que quelques-uns de ses coups ont porté. Elle a pour ami un certain chapelain protestant que le général Butler accuse d'avoir déserté son poste et prolongé indûment de deux mois un bref congé qu'on lui avait accordé. Le chapelain, de son côté, se plaint amèrement du général, qui, dit-il, l'aurait laissé plusieurs jours sans vivres, enfermé dans une poudrière, sous le feu de l'ennemi, quand il n'avait allongé son absence que de deux jours à peine à cause de la mort d'un oncle; sur quoi Mme X... écrivit tout droit au général Grant pour obtenir vengeance. — Et, si peu d'influence qu'ait dû avoir cette goutte d'eau sur la coupe déjà pleine de ses griefs, la destitution de Butler, survenant par hasard à ce moment même, a pu paraître à un esprit vaniteux et prévenu le très grand effet de cette très petite cause. Quant à Butler, il n'est pas fâché non plus, pour déguiser les motifs vrais ou supposés de sa disgrâce, d'en rejeter la faute sur Mme X... et sur son piteux protégé. Hier donc, comme Mme X... remplissait dans le salon de l'hôtel ses fonctions volontaires de maîtresse des cérémonies, Butler, se promenant dans la galerie, prit soin de dire tout haut, en passant auprès d'elle : *So, I am relieved of my command on the charge of a runaway parson* (1). Le mot fut entendu, relevé, et il s'ensuivit une scène des plus curieuses et des plus comiques. Butler, qui a la langue rude, qui se glorifie d'être un *avocat*, est resté maître du champ de bataille et a pris sur Mme X... sa revanche de Wilmington. En général, je dois le dire, le public de l'hôtel lui paraît favorable. Une députation des habitans unionistes du Kentucky est venue le trouver pour exprimer le vœu que le président lui donnât le commandement de leur état. Lui-même est si gai, si rond, si cordial, que je ne doute pas qu'il n'augmente de beaucoup d'amis personnels le nombre de ses partisans politiques. C'était un spectacle amusant que de le voir ce soir, dans le vestibule, avec sa forte carrure, sa redingote militai-

(1) « Ainsi me voilà destitué sur l'accusation d'un chapelain déserteur! »

rement boutonnée, son chapeau tapageur planté en biais sur la nuque, sa moustache épaisse et provoquante, et un perpétuel sourire sur sa grosse lèvre ironique, distribuer les énergiques poignées de main et les brusques amitiés à la ronde, tandis que la foule stationnaire faisait autour de lui un cercle de têtes curieuses. Il y a dans sa démarche une certaine rudesse étudiée, dans ses yeux louches et son regard sardonique une certaine expression dédaigneuse, dans toute sa personne enfin un mélange de hauteur et de vulgarité, de bouffissure et de finesse, qui dénoncent l'aventurier habile et populaire, le faux soldat, le comédien politique doublé d'un flibustier aventureux, aussi arrogant d'esprit que souple de caractère, aussi hardi sur la place publique que prudent sur le champ de bataille. L'ensemble a quelque chose qui tout à la fois séduit et repousse, comme si c'était en vérité la « *beast* Butler » dont parlent avec horreur les populations qu'il a gouvernées, et qu'il allât tirer de sa poche une patte velue et armée de griffes. On se dit, en le voyant, que ce serait un homme dangereux, s'il avait autant de courage et d'énergie morale que d'orgueil et d'audace.

18 janvier.

J'ai retrouvé le général Butler à la réception de M. Seward avec une nombreuse société diplomatique, visiblement peu charmée de sa compagnie. Il m'a paru tout différent de l'homme que je venais de voir pérorant, fêté, presque acclamé par la foule. Il semblait moins fier et moins dégagé sur cet étroit théâtre qu'au milieu des scènes tumultueuses et populaires. Il faisait au contraire assez triste figure, errait gauchement de groupe en groupe, et gardait un silence plein d'embarras, comme un homme dépaysé, qui n'est pas dans son élément naturel. Son grand uniforme de gala semblait le gêner aux entournures : avec son épée pendante, ses éperons d'or, et le fourreau de son pistolet attaché au ceinturon, il avait à peu près l'air martial d'un notaire de campagne en habit de garde national.

Le monde diplomatique est à la vérité un monde ganté, cravaté de blanc, dédaigneux, superstitieux même en fait de convenances, et moins disposé que tout autre à être indulgent pour les aventuriers et les démagogues. Si bien qu'ils y soient accoutumés, les diplomates de profession ont toujours une antipathie invincible pour les hommes et les choses de la démocratie. J'en ai rencontré bien peu de ce côté de l'Océan qui crussent à la durée de la liberté américaine, ou même en général à l'avenir de la liberté. Habitués à regarder la politique étrangère comme la grande, l'unique chose qui intéresse un peuple, agens d'un pouvoir exécutif avec lequel

seul ils ont à compter, enfin amis naturels de la politique secrète, qui est leur élément favori, ils ne peuvent considérer le gouvernement que comme une affaire à débattre en conseil privé, sans bruit, sans fracas inutiles, entre gens polis et bien élevés, sous la présidence d'un ministre suprême. La diplomatie n'est pas chose facile dans un gouvernement démocratique, sans cesse à la merci de l'opinion publique, obligé de rendre compte de ses démarches, de cajoler la majorité, de la payer de belles paroles, de la suivre pour la retenir dans ses violences imprudentes, et de lutter chaque jour contre les bâtons mis dans les roues par les assemblées. Le rôle d'un ministre sage, placé comme M. Seward entre le marteau et l'enclume, est un rôle difficile et sacrifié. Il n'est donc pas étonnant que les diplomates comprennent mal le grand avantage qui résulte de tous ces contre-temps fâcheux. A chacun son métier : le ramoneur ne connaît que le prix de la suie, le maçon que celui du plâtre, et le prix du pain est le thermomètre politique des paysans de nos campagnes. Les hommes sont ainsi faits qu'ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Marionnettes suspendues à des fils différens, ils s'imaginent marcher sur la scène du monde dans l'indépendance et la force de leur pensée, quand toutes leurs opinions dépendent de la main qui les soutient et les agite.

19 janvier.

Je mène une vie à la vapeur. Les six étages que j'escalade à toute heure du jour, le corridor long de 100 mètres qui conduit à mon gîte, le terrible brouhaha de cette grande baraque, où les nerfs sont entretenus dans un continuel état d'agitation et de malaise, enfin et surtout le dîner, dont le vacarme indescriptible pousse l'agacement du mangeur à tel point qu'il prend aussi le galop convulsif de tout ce qui l'entoure, et s'en retourne à demi affamé, avec un mal de tête et une courbature, après avoir tordu et dévoré imparfaitement quelques bouchées, tout me fait songer par contraste à la douceur du *home*, à son atmosphère intime et tranquille qui retrempe et rassérène l'esprit fatigué. J'admire les Américains, qui peuvent vivre ainsi pendant des mois entiers sans en être obsédés, sans songer à ce foyer de famille qui souvent reste désert, tandis que les oiseaux du pigeonnier disputent leur pâture, parmi les cris et le tumulte, aux volées de corbeaux et de vautours qui s'abattent dans les lieux publics. J'ai fait ici la connaissance de diverses personnes de New-York et de Boston qu'une maison calme et commode attend à leur retour, et qui s'attardent par plaisir dans ce sabbat de l'hôtel Willard. Il en est qui passent régulièrement à Washington la moitié de l'année, et qui ne songent même pas à chercher un peu

de paix dans une *boarding-house* plus silencieuse. Ce tourbillon leur plaît et les entraîne.

Washington a cela d'intéressant qu'en cette saison la politique y rassemble une foule d'hommes dispersés le reste de l'année aux quatre coins de l'horizon. Ce monde bariolé et disparate a un peu l'air d'une cohue, et ressemble beaucoup à celui que j'ai déjà vu aux eaux de Saratoga. On y rencontre cependant plus d'individus remarquables, et à chaque instant un nom connu frappant mon oreille, appelle mon attention. Sans doute je ne tire pas grand'chose de ce coup d'œil jeté à la hâte sur chacun des personnages qui défilent dans cette lanterne magique; mais l'esprit s'amuse de voir des hommes nouveaux et de mettre sur des figures des noms déjà familiers. C'est ainsi que j'ai vu hier soir les sénateurs Sprague, Trumbull, Sherman, le général Burnside, le général Banks, le juge Holt du Kentucky, et tant d'autres, sans compter un portrait saisissant du général Sherman, dont le front haut et carré, la bouche ferme, le visage musculeux, plein d'une énergie fière et un peu sauvage, contrastent singulièrement avec le sourire louche et la fausse franchise de Butler. J'ai enfin jugé par mes propres yeux, non plus la société de New-York ou de Boston ou toute autre coterie locale, mais la société américaine en général, celle dont les élémens encore confus forment ce qu'on peut appeler l'aristocratie politique du pays. Un jour doit venir où le monde de Washington prendra le pas sur celui des autres grandes villes de l'Union, comme en Angleterre le monde de Londres éclipse celui de la province. Je ne parle pas de Paris, la ville universelle, qui contient vingt sociétés diverses, et qui absorbe à elle seule tout le pays. Jamais l'Amérique n'aura, comme la France, une vraie capitale, une sorte de tête couronnée et souveraine, imposant jusque dans les moindres détails la loi de ses fantaisies au corps inerte qu'elle traîne après elle. Londres est un meilleur terme de comparaison pour la future capitale des États-Unis, car on ne voit à Londres qu'une seule société, réunie pour un seul objet : la politique. En dehors de ce cercle restreint, Londres n'est qu'une ville de province, le mélange colossal d'un gros Manchester et d'un gros Liverpool. Si les réunions du *beau monde* de Washington peuvent être comparées à quelque chose, c'est aux *routs* anglais, dont elles ont la monotonie, l'encombrement dans des maisons trop étroites, et qui ne sont que des pied-à-terre pour la saison, tout enfin, sauf l'élégance irréprochable et la raideur flegmatique. En Angleterre, l'hérédité, la permanence des influences politiques, la constitution séculaire d'une classe aristocratique et gouvernante, ont donné à cette réunion temporaire qui s'appelle la société de Londres de la

cohésion et de l'unité. En Amérique au contraire, même après une série de siècles, même en supposant d'avance établie l'uniformité future des mœurs et des coutumes, je ne puis me figurer qu'un monde nomade, plein de contrastes choquans, où règne la plus grande anarchie de costumes et de manières, image fidèle de la société démocratique où il s'est formé. Le monde politique y sera toujours un ramassis de toutes les classes et de toutes les conditions, réuni hier pour se disperser demain, trop mouvant pour que des habitudes puissent jamais s'y fixer ni des traditions s'y transmettre, — un monde de pacotille, rassemblé des quatre coins de l'horizon par le hasard de l'élection populaire. Il n'y faudra jamais chercher aucun trait général ni aucun air d'ensemble, si ce n'est celui d'une salle d'auberge où se rencontrent toute sorte d'hommes, les uns avec leurs bottes boueuses et leurs habits de voyage poudreux, les autres en tenue mondaine et sévère, — ceux-ci graves et réservés comme dans un salon de ministre, ceux-là débraillés et sans façons comme des gens qui descendent en pantoufles et en robe de chambre prendre leur déjeuner intime dans la salle à manger publique, — sans parler de la foule prétentieuse et vulgaire qui affecte l'élégance sans y parvenir, le bon ton sans le connaître, semblable à ces figurans de théâtre qui représentent les réunions du *grand monde* sur les scènes des boulevards. Aux yeux d'un Européen, si distingués d'ailleurs que soient les individus isolés qu'on y rencontre, la société de Washington ne peut être en gros qu'une mascarade bigarrée et disgracieuse, une galerie de types originaux où l'on se promène un peu comme dans une ménagerie de bêtes curieuses.

J'ai la superstition de l'habit : je l'avoue et je n'en rougis point, car, à tout prendre, l'habit fait partie des manières, et M. Emerson a bien raison de dire qu'il faut, pour savoir s'en passer, une rare distinction naturelle. J'en fais donc une règle impérieuse, que des hommes supérieurs peuvent seuls transgresser impunément. De grandes manières peuvent donner du bon ton à une veste de paysan; mais quand je vois une figure déjà commune affublée de gros souliers cirés, d'un gros pantalon de couleur et d'un paletot-sac fait d'une couverture d'écurie, — quand je vois ces dames de l'ouest vêtues des couleurs les plus voyantes et les plus écarlates, cachant mal un reste de la friperie souillée qu'elles ont traînée le matin dans les rues, — leurs robes décolletées en carré, leurs poitrines gauchement rembourrées de coton, leurs corsages montans sans manches, avec des bouffettes aux épaules et les bras nus, leurs *waterfalls*, ou cascades de fausses boucles, surmontées d'un panier de coquelicots ou de pivoines, — quand je vois les élégans

eux-mêmes avec leurs gilets boutonnés jusqu'au menton, leurs cravates bleues ou brunes, leurs gants de toutes les nuances de l'arc-en-ciel, — au milieu de cette anarchie des couleurs et des formes je regrette l'uniforme insignifiant des modes européennes, et je leur souhaiterais à tous un peu plus de vernis sur leur rude écorce. Je vous entends dire que me voilà devenu perruquier et couturière, et qu'il ne faut pas juger d'une société par l'extérieur. Je conviens volontiers que la gaucherie des modes américaines n'est pas une condamnation de la démocratie; mais soyez sûr que dans ces menus détails il se traduit quelque chose de la nature intime et de l'esprit des sociétés. Le *Herald* remarquait hier, dans une notice sur M. Everett, que son sens d'artiste, son goût pour le beau, s'apercevaient jusque dans ses vêtemens. Je ne l'ai pourtant jamais vu que mis très simplement, à l'européenne, comme vous et moi. Si les délicats nous imitent naturellement dans ces petites choses, n'est-ce pas qu'elles sont le signe d'une supériorité intellectuelle et d'un sens esthétique plus fin et plus juste? Je mets en fait qu'il n'y a pas un gamin de Paris qui n'en remontrât, en fait d'art, aux neuf dixièmes de ces Américains, si admirables à leur manière et si dignes d'envie.

Il y a d'ailleurs deux types distincts parmi les habitans de Washington : les hommes de l'est, qui ressemblent beaucoup aux hommes d'Europe, et dont les plus distingués sont à leur insu des copies de l'Angleterre, et les hommes de l'ouest, presque tous géans d'au moins six pieds, à grands traits, à robustes figures, à chevelures épaisses comme des crinières. Ceux-là sont plus rustiques, moins rabotés, mais ils ont pour eux l'originalité et un certain air de puissance massive qui ne me déplaît pas. Les échantillons qu'on en voit chez M. Chase et chez M. Sherman sont naturellement des plus choisis. Je n'y ai vu ni le crâne aplati et le museau carnassier de W..., ni l'habit bleu à boutons d'or du futur sénateur Y... Au contraire ces vigoureuses organisations de l'ouest ont presque toutes quelque chose d'attrayant et d'aimable. Il ne faut leur demander ni raffinemens de langage ni vaines exagérations de politesse; mais pour la franchise, la rondeur, la bonhomie mêlée de finesse, ils n'ont pas leurs pareils. Je ne parle pas de M. Chase, qui n'appartient pas plus à l'ouest qu'à la Nouvelle-Angleterre, où il est né. Je prends pour type accompli de l'homme de l'ouest un certain M. Ashley, de l'Ohio, membre de la chambre et des plus influens, ennemi infatigable de l'esclavage, figure large et joviale en même temps que vive et héroïque, cordial, obligeant, aisé sans rudesse, gracieux avec les dames, plaisant dans ses discours, et évidemment un des hommes les plus contens de vivre

qu'il y ait au monde. Ces puissantes natures m'étonnent toujours, moi petit fruit rabougri d'une civilisation potagère. Quand je me trouve à la porte du sénat à la fin de la séance, et que je vois passer près de moi tous ces grands corps énergiques, j'éprouve le même sentiment de respect que si un peloton de *horse-guards* défilait à mes côtés. Le malheur est que beaucoup de ces colosses ne sont des Mirabeaux que par l'apparence, et que souvent il y a plus de puissance réelle dans la tête sèche et nerveuse d'un Guizot ou dans la main ronde et potelée d'un Thiers que dans ces grandes machines imposantes de chair et d'os.....

Je n'ai pas encore vu le président Lincoln, car je n'ai fait que jeter un coup d'œil dans l'antichambre de la Maison-Blanche sur un géant à longues jambes qui sortait emmaillotté dans un immense cache-nez. Il est de mode, chez les voyageurs européens, d'aller voir le président comme une bête curieuse, pour faire ensuite des gorges-chaudes à ses dépens. Je sais un journaliste anglais qui, après avoir sollicité l'honneur de lui être présenté, écrivait le lendemain un récit injurieux et burlesque de son entrevue avec *Abe* Lincoln. Quant à moi, je suis entré plusieurs fois à la Maison-Blanche, et je n'y ai rien vu, jusqu'à présent, qui justifiât ces bruyantes gaîtés. Encore si la calomnie se bornait à des épigrammes de mauvais goût! si même elle ne s'attaquait qu'à l'homme public, et s'arrêtait décemment au seuil de la vie intime! Mais non; la famille même du président n'est pas épargnée. On insinue que Mme Lincoln met à profit toutes les petites libertés que sa position lui donne, qu'elle vend les fleurs des serres présidentielles, qu'elle fait payer par l'état les dîners modestes qu'elle est parfois obligée de donner, qu'elle a conservé l'esprit des ménagères économes qui marchandent un chou pour un liard. En même temps on lui reproche de ne pas payer ses fournisseurs assez vite; on imprime dans les journaux leurs lettres et ses réponses. N'osait-on pas dernièrement raconter que Mme Mac Clellan avait employé à acheter un châle une somme qui lui était confiée par une société charitable pour le soulagement des soldats blessés? Malgré toutes les déprédations dont on les accuse, je vous assure que ces potentats américains ne sont pas bien riches. M. Lincoln a refusé de recevoir en or au lieu de papier-monnaie le maigre traitement de 25,000 dollars que la loi lui alloue. Je demandais à son fils aîné s'il ne comptait pas bientôt faire le voyage d'Europe. « J'attends, me dit-il, la fin de la guerre. Au cours actuel de l'or, ce voyage coûterait trop cher. » Que de modestie dans cette réponse et quelle noble simplicité! — Je sais bien qu'autrefois le dictateur Cincinnatus maniait la charrue et dînait avec un oignon sur du pain noir;

mais ce désintéressement n'est pas très moderne, et je ne sache pas un autre pays du monde où le chef de l'état soit trop pauvre pour faire voyager son fils.

On reproche pourtant aux habitans de la Maison-Blanche un luxe de mauvais aloi et un faste de parvenus. On parle surtout des toilettes extravagantes de Mme Lincoln. J'ai lu les descriptions ridicules qu'elle laisse publier par les journaux courtisans qui croient sans doute avoir le secret de lui plaire. « Le président portait un simple habit noir avec des gants blancs; Mme Lincoln, une délicieuse robe de soie blanche, une coiffure charmante de rubans d'or et un *lovely* collier de perles. » — Laissez dire, et venez vous-même aux réceptions de la présidente. Vous arrivez à pied; vous entrez dans le grand vestibule désert de la Maison-Blanche. Point de gardes cuirassés d'or, point d'armée de laquais chamarrés, pas même un factionnaire sur le seuil. Un seul domestique en habit noir vous demande votre carte et vous ouvre la porte des appartemens : c'est un salon simple et sévère, tendu en damas rouge. La maîtresse du logis se lève et s'avance; on dirait, tant son accueil est franc et simple, qu'elle va déjà vous donner la main. C'est la raideur empesée de votre salut cérémonieux qui la rappelle aux froides conventions de l'étiquette officielle. L'ancienne fermière ne porte pas plus mal sa somptueuse robe de velours que toute autre vieille dame un peu replette et un peu bourgeoise. Sa manière est digne, bienveillante, réservée, presque timide; sa conversation, je le veux bien, n'est pas très brillante, et il semble qu'elle éprouve devant les étrangers européens, qu'elle croit des juges sévères, un embarras bien naturel après toutes les plaisanteries indécentes qu'on a fait pleuvoir sur elle. Tant pis pour les moqueurs, car rien n'est risible dans cet intérieur honnête, et j'ai pauvre opinion de ceux qui raillent cette simplicité modeste comme une rustique grossièreté (1).

Quant au président lui-même, je réserve encore mon jugement; mais comment croire à la réputation d'ineptie qu'on lui a faite en Europe? L'homme qui d'un *log-house* perdu dans les forêts de l'Indiana s'est élevé tout seul à la présidence des États-Unis ne peut pas être le premier venu. Il lui a fallu mieux que l'intelligence, don moins rare qu'on ne l'imagine et qui ne sert à rien sans le caractère;

(1) Qu'on me pardonne l'indiscrétion de ces détails intimes. Je n'ai pas voulu modifier mes impressions premières, afin qu'on ne m'accusât point de faire des habitans de la Maison-Blanche un portrait de fantaisie ou de convention. La familiarité, le sans-gêne de ce récit prouvent mieux que ne pourrait le faire un tableau d'apparat la profonde sincérité de mon respect. D'ailleurs le nom d'Abraham Lincoln n'a plus besoin aujourd'hui d'être défendu contre le ridicule. Les traits d'une raillerie envieuse et impuissante n'atteignent pas un front couronné de l'auréole du martyre.

il lui a fallu cette puissance morale, cette vertu de persévérance et de volonté qui est d'ailleurs la première des vertus américaines. Son histoire est instructive pour nous autres raffinés, mandarins de l'intelligence, qui regardons l'esprit comme le monopole des lettrés, comme une fleur délicate éclose à force de soins dans l'air artificiel et étouffé d'une serre chaude : elle montre comment dans la démocratie américaine les grandes intelligences mûrissent naturellement au soleil de la liberté. Six mois d'instruction élémentaire dans une misérable école de campagne, voilà toute la culture étrangère qu'a reçue celui qui devait un jour marcher de pair avec tous les souverains du monde. Tour à tour laboureur, bûcheron, manouvrier vivant du travail de ses bras, puis charpentier, batelier sur le Mississipi, meunier, soldat, négociant, élu enfin à la législature de l'Illinois par la ville de New-Salem, où il avait gagné l'estime et l'affection de tous, — son esprit, développé par des études solitaires et par cette éducation pratique que le *self-government* donne à tous les citoyens, avait acquis cette trempe vigoureuse, cette élévation simple et naïve, cette saveur originale, qui de bonne heure le firent distinguer dans la foule vulgaire des orateurs politiques. Ce fut alors qu'il étudia la loi et qu'il embrassa la profession d'avocat. Il devint bientôt dans l'Illinois l'homme nécessaire du parti whig. Dès l'année 1837, il présentait à la législature de l'état une protestation contre l'esclavage; plus tard, nommé au congrès, membre influent de la convention de 1848, candidat au sénat des États-Unis, adversaire redoutable du fameux orateur Douglas durant cette campagne électorale dont le bruit remplit l'Amérique et où l'on vit les deux candidats voyager ensemble de ville en ville, faire assaut d'éloquence sur la même estrade devant le peuple assemblé, — nommé enfin président des États-Unis, — ses talens d'orateur et d'homme d'état n'ont pas cessé de grandir avec sa fortune. Un jour, parlant de l'esclavage, il disait avec une ironie fine et grave : « J'ai entendu dans ma vie bien des argumens destinés à prouver que les nègres sont faits pour la servitude; mais s'ils consentent à se battre pour que leurs maîtres les retiennent dans l'esclavage, ce sera le meilleur des argumens. Celui qui se battra pour cela méritera certainement de rester esclave. Quant à moi, je crois que tout homme a le droit d'être libre; cependant je permettrais volontiers aux noirs qui aimeraient à être esclaves de le rester, j'irais même jusqu'à permettre aux blancs qui vantent et envient la condition des esclaves de le devenir. »

Je ne crois pas que l'éloquence moderne ait jamais rien produit de plus élevé que le discours prononcé par lui sur la tombe des soldats morts à Gettysburg : il atteint la simplicité grandiose, le souffle

austère et patriotique de l'antiquité; mais on y sent en même temps l'émotion d'une âme humaine et chrétienne en face des horreurs de la guerre civile (1). On me raconte que ce *bouffon illettré*, ou, comme dit en se moquant le *New-York Herald*, « notre très classique président, » sait par cœur tout Shakspeare, et que, lorsqu'il va l'entendre au théâtre, nul n'est plus prompt à signaler les coupures faites au texte original ou à relever les inexactitudes commises à la scène par les acteurs. Je commence à croire que son seul défaut est d'avoir été bûcheron, fendeur de bois et homme de peine. Pour ma part, je ne l'en honore que plus.

20 janvier.

Cette fois j'ai vu le président; je lui ai été présenté dans son cabinet par M. Sumner à l'heure où il est, comme saint Louis sous son chêne, accueillant les réclamations de ses sujets. La Maison-Blanche, qui pour les étrangers conserve une sorte de prestige et où la discrétion que commandent nos usages m'interdit de pénétrer sans un guide ou sans l'appel même du grand personnage qui l'habite, ouvre librement ses portes à tout le peuple américain : comme les églises, c'est la maison de tout le monde. A toute heure du jour, on trouvera des curieux ou des flâneurs dans la grande salle de réception où le président tient ses levers populaires; quelques-uns, dit-on, sans doute des gens de province, coupent en souvenir de leur pèlerinage un morceau des rideaux de soie. Vous croyez peut-être qu'on a posté en ce lieu un agent de police ou un factionnaire? Nullement, l'office de garde est rempli par une affiche qui réclame le respect des visiteurs pour le mobilier de l'état. — Nous montons un escalier, nous ouvrons une porte, et voici la ma-

(1) Je ne puis mieux faire que de citer tout entière cette brève allocution dans sa mâle et concise beauté : « Il y a quatre-vingt-sept ans, nos pères ont enfanté sur ce continent une nation nouvelle, conçue dans la liberté et mise sous l'invocation du principe de l'égalité humaine. A présent nous sommes engagés dans une grande guerre civile pour éprouver si cette nation, si toute autre nation ainsi conçue, ainsi consacrée, peut durer longtemps. Nous sommes réunis sur un grand champ de bataille de cette guerre. Nous sommes réunis pour en dédier une part au dernier repos de ceux qui ont donné leur vie pour que la nation pût vivre. Cela est juste, cela est bien; mais dans un sens plus élevé nous ne pouvons dédier, nous ne pouvons consacrer, nous ne pouvons sanctifier cette terre. Les braves gens, vivans ou morts, qui ont combattu ici l'ont consacrée bien au-delà de notre pouvoir, bien au-dessus de notre louange ou de notre blâme. Le monde tiendra peu de compte et se souviendra peu de temps de ce que nous disons ici; mais il ne pourra jamais oublier ce qu'ils ont fait ici. C'est plutôt à nous, les vivans, de nous consacrer à la grande tâche qu'ils nous ont laissée, — afin que ces morts honorés nous inspirent un dévouement nouveau pour la cause à laquelle ils ont donné la dernière, la pleine mesure du dévouement, — afin que nous résolvions ici hautement que les morts ne seront pas morts en vain, et que le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ne périra pas sur la terre. »

jesté présidentielle. Au bout de la salle, le dos à la fenêtre, à côté d'un immense bureau chargé de papiers et formant comme la cloison d'un confessionnal, le *père Abraham*, assis sur une chaise basse, écrivait sur ses genoux, avec ses longues jambes repliées; devant lui, une solliciteuse dans tous ses atours se tenait debout respectueusement et se penchait pour murmurer à son oreille des choses dont il prenait note sur son calepin. Tour à tour familière et humble, elle déployait ses plus beaux sourires et lançait ses plus pénétrantes œillades; mais le juge, grave et affairé, la pressait d'aller au fait, la questionnait avec une raideur brève, et griffonnait diligemment ses notes, lui disant par son maintien qu'elle perdait son temps et qu'il n'était ni assez sot ni assez bonhomme pour prendre garde à ses séductions. Plus loin, cinq ou six personnes, soldats, femmes du peuple, étaient silencieusement assis le long de la muraille en attendant leur tour. La robe de velours fut bientôt dépêchée, et le président se leva pour nous recevoir; alors son immense taille se révéla. Je levai la tête, et je vis un visage osseux, des cheveux abondans et mal peignés, un nez camard, une bouche large et serrée, des traits sillonnés et anguleux, un regard étrange, pénétrant, sardonique, mais un front triste, préoccupé, comme ployé sous le faix d'un grand souci. Sa tournure est gauche, singulière, à la fois raide et dégingandée; il ne sait pas porter sa grande taille. Nous ouvrîmes les lèvres après le *shake-hands* d'usage, moi pour lui faire un compliment, — M. Sumner pour lui expliquer qui j'étais, lui-même enfin pour répondre à ma politesse et faire semblant de connaître déjà mon nom. Sa voix n'est pas harmonieuse, son langage n'est pas fleuri : il a un peu les façons de parler de l'homme du peuple et de l'homme de l'ouest, et l'argot semble à chaque instant au bout de sa langue.

Du reste il est simple, sérieux, sensé : il a fait sur M. Everett et sur l'étrange espoir qu'avait le parti démocratique, il y a quatre ans, d'imposer sa politique aux républicains victorieux, quelques remarques prosaïquement exprimées peut-être, mais finement et spirituellement pensées. Pas un éclat de rire vulgaire, pas une plaisanterie de mauvais ton, pas un de ces *jokes* pour lesquels il est célèbre; puis un nouveau *shake-hands*, et nous le laissions à ses affaires. J'emportais de lui, après cette entrevue de dix minutes, l'idée d'un homme peu brillant sans doute, peu aristocratique, peu princier, mais digne, honnête, capable et laborieux. Je pense que les Européens qui ont parlé de lui se sont amusés de parti-pris à exagérer ses ridicules, — ou bien ils sont allés à la Maison-Blanche avec l'idée qu'ils y verraient un beau personnage *décoré*, en cravate blanche, aux façons à la fois courtoises et supérieures, une

sorte de représentation républicaine de la royauté : grande et sotte erreur que de demander à Abraham Lincoln, l'ancien batelier du Mississipi, des manières de roi ou de prince! Pour bien juger les hommes, il faut d'abord comprendre les choses et se rappeler que dans une démocratie on n'a que faire des pompes et des prétentions du beau monde. Quand on est si sensible aux objets extérieurs, et qu'on a besoin des dehors de la monarchie, gardes, chambellans et majesté lointaine enveloppée de broderies d'or, il vaut autant garder le nom avec la chose. Dans une république, on est plus positif et plus terre-à-terre; le président est nommé pour jouer son rôle politique et non pour danser des quadrilles royaux, ni cavalcader avec un plumet dans les revues. On ne lui demande pas d'être un lettré ni un académicien, d'écrire des traités de philosophie ni de publier dix volumes d'œuvres complètes. On ne lui demande même pas d'être ce qu'on appelle en Amérique *a fine gentleman*. Il ne faut pas des mains trop blanches ni trop parfumées pour manier la rudesse américaine. Pourvu qu'il fasse bien et honnêtement son métier, on ne s'inquiète pas de savoir s'il écrit dans un style « classique, » ni s'il est vêtu à la mode du jour. Le despotisme élève de petits fétiches pour l'adoration du monde; les républiques élèvent à l'estime générale et au pouvoir, qui en est le signe, des charpentiers comme Abraham Lincoln.....

Il n'est bruit que de l'enquête réclamée par le sénateur Powell, du Kentucky, contre le général Payne. M. Wilson et quelques autres soutiennent par esprit de parti ce violent patriote, que du reste le sénateur Powell attaque avec une véhémence et une crudité d'expressions incroyables. M. Conness, de la Californie, lui ayant répondu quelques paroles blessantes, il a riposté avec fureur par un débordement d'injures personnelles dont chez nous la péroraison n'aurait pu être qu'un échange de soufflets; mais l'équanimité des Américains égale leur intempérance, et je ne serais pas étonné, après cette scène brutale, de voir les deux champions se serrer la main.

Dans la chambre, une enquête déjà ouverte contre le général Payne et le député Anderson, du Kentucky, tous les deux accusés de corruption et d'abus de pouvoir, a éveillé l'attention publique sur les nombreuses iniquités que les autorités militaires se permettent au nom du président depuis la suspension de l'*habeas corpus* (1).

(1) On sait que la suspension du *writ* d'*habeas corpus*, autorisée par la constitution des États-Unis « en cas de rébellion ou d'invasion, quand la sûreté publique l'exige, » et proclamée par le président Lincoln le 15 septembre 1863, vient d'être révoquée par le président Johnson pour tout le territoire de l'Union, sauf le district de Colombie, les états de Virginie, de la Caroline du sud, de la Caroline du nord, du Kentucky, du

Un démocrate, M. Ganson, de New-York, a mis le feu aux poudres, et l'abus est si criant, les emprisonnemens arbitraires sont si souvent suivis de détentions indéfinies, le nombre des victimes enfermées au fort Lafayette et au vieux Capitole est, dit-on, si effrayant, que tout le parti républicain, sauf une phalange obstinée de cinq voix, qui reste groupée autour de l'impitoyable Thadæus Stevens, a souscrit à la réparation proposée. M. Winter Davis, du Maryland, et M. Dawes, du Massachusetts, ont eux-mêmes dénoncé, comme un déni de justice, l'ordre du jour que demandait le vieux mulet pensylvanien. La discussion sera curieuse lorsque les mystères des cachots seront mis au jour, et que le peuple américain apprendra par le congrès que sous l'édifice extérieur de sa liberté il a insensiblement livré à des fonctionnaires, à des subalternes, à des gens armés de la force, mais à peine revêtus du caractère officiel, le droit de plonger en prison des citoyens innocens ou coupables, qui n'ont pas été légalement jugés. Le désordre de l'arbitraire est en tout cas si grand, qu'il est souvent difficile de remonter à l'auteur premier de l'injustice. On va donc passer le balai dans les coulisses du gouvernement, car les représentans du peuple américain n'ont pas peur de la vérité. Ils ne croient pas que, pour réparer un abus, il suffise de fermer l'oreille au bruit de l'opinion qui le leur dénonce, comme ces autruches qui croient se rendre invisibles en se bouchant les yeux.

21 janvier.

Il y avait ce matin réception ou plutôt défilé officiel à la Maison-Blanche. Il n'était besoin, pour y pénétrer, ni d'une invitation spéciale, ni d'un costume de cour. On ne prenait même pas la peine d'ôter son paletot dégouttant de givre. Tout homme respectable, c'est-à-dire de mise à peu près décente, était admis sur sa bonne mine. Je ne sais même pas si les hommes de service postés dans l'antichambre auraient eu le droit de repousser, à cause de ses bottes ou de ses habits, un citoyen patriote qui aurait voulu voir son président. Les visiteurs défilaient un à un. Debout près de la porte, serré dans une redingote noire, entre deux aides de camp en uniforme qu'il dominait de sa taille gigantesque, se tenait le président et commandant en chef des forces militaires des États-Unis, distribuant sans cesse des poignées de main à la ronde avec un mouvement raide et régulier comme une horloge. Plus loin et un peu en

Tennessee, de la Georgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississipi, de la Louisiane, du Texas et de l'Arkansas, les territoires de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, c'est-à-dire tous les états et territoires engagés dans la rébellion où l'ordre légal n'a pu être encore entièrement rétabli.

arrière, Mme Lincoln, flanquée de deux graves personnages en habit noir, saluait assidûment la file de visiteurs qui passait devant elle, le tout au bruit d'une musique militaire qui assourdissait les oreilles de ses roulemens tumultueux. Et ce n'était là, remarquez-le bien, qu'une des réceptions ordinaires et presque intimes qui ont lieu tous les mois. Les jours de *grand lever* du président, le peuple entier de la ville assiége les antichambres; les chemins de fer apportent des flots de visiteurs étrangers. L'enthousiasme est tel qu'au bout de quelques heures, quand le corps diplomatique en habit brodé, les membres du congrès et leurs femmes, quand tout le beau monde et toutes les toilettes ont passé, on ouvre à deux battans les portes, la présidente se retire, les dames prennent la fuite, et le malheureux élu de la nation reste seul à soutenir l'assaut de la mêlée. Bien lui prend d'avoir été laboureur et bûcheron, et d'avoir des mains robustes qui ne craignent pas ce terrible exercice (1).

J'ajoute quelques figures nouvelles à ma galerie. L'une est celle de M. ***, curieuse surtout comme échantillon de cette race de grands planteurs qu'on appelle les « gentilshommes virginiens. » C'est une sorte de demi-paysan, demi-procureur, le type parfait du gentillâtre campagnard finaud, intéressé, dans la peau d'un homme d'état encore plus intrigant qu'influent. L'autre est celle

(1) En novembre dernier, un comité de notables de New-York offrit au général Grant une immense réception ou *lever* pour lui présenter le peuple de New-York. J'emprunte au *New-York Times* la scène suivante, qui donne bien l'idée de la politesse démocratique et de ses fêtes officielles : « En face d'une corbeille de fleurs se tenait le général Grant, avec tout le comité autour de lui, comme des abeilles autour d'un morceau de sucre; à côté et à sa droite se tenaient Mme Grant et d'autres dames...; en face, la multitude, criant, se démenant, s'étouffant, ennuyée, grognant, rendue de chaleur et de fatigue, — la cohue bousculée, rudoyée, tirée et poussée de droite et de gauche par les infortunés membres du comité. A chaque couple qui s'approchait, un petit homme demandait son nom : presque toujours il l'entendait de travers et annonçait au général toute sorte de noms bizarres aussi amusans pour les personnes présentées qu'inintelligibles pour le général... Tout homme et toute femme voulaient absolument serrer la main du général, de telle façon qu'avant la fin de la cérémonie elle était tout enflée et déformée. Des gens pieux et respectueux faisaient en passant de petites prières pour lui, et d'autres jugeaient l'occasion bonne de lui adresser de jolis petits discours : « Je suis bien heureux de vous voir, général. Dieu vous bénisse et vous conserve! — Général, c'est mon fils aîné, William Mason. — Willie, dis au général la petite prière que tu fais pour lui tous les soirs (Willie va obéir, mais les membres du comité l'entraînent brusquement). — Je savais bien que vous seriez vainqueur, général... Puis-je vous embrasser, général? (Le général s'excuse). — Vous vous souvenez bien de moi, général? L'an dernier, à West-Point! — Beaucoup de monde, n'est-ce pas, général? C'est bien juste, général, c'est bien juste! — Bonjour, mon vieux camarade! Causons un peu de Chattanooga. — J'avais un frère dans le 29e; est-ce que vous le connaissiez? » Ces propos et bien d'autres encore furent tenus au général, qui laissa gravement et patiemment *pomper* sa main de haut et de bas (*pump his hand up and down*) à la merci de l'impitoyable populace. »

d'un homme de guerre déchu, le général Burnside. Vous n'avez peut-être pas oublié qu'il y a deux ans (fin 1862), dans cette effroyable mêlée où généraux et armées fondaient comme la neige, parmi ces chefs malheureux qui se succédaient et se culbutaient sans relâche à la tête de l'armée du Potomac, Burnside parut un moment se maintenir au sommet de la roue. C'était après la sanglante bataille d'Antietam. Mac Clellan, qui venait de repousser à grand'peine Jackson et Lee du Maryland, restait immobile depuis sa victoire. Burnside prit le commandement, passa le Rappahannock, puis vint se briser sur Fredericksburg contre les retranchemens de Lee et de Longstreet. Il garde encore dans sa retraite, avec un dernier rayon de sa gloire éclipsée, la seule réputation qu'on ne puisse lui ravir, celle d'être un des plus beaux hommes d'Amérique. C'est un bel homme bien en chair, élégant en effet, quoique de massive encolure, avec de larges épaules, des joues pleines, de beaux yeux noirs caressans, bien cravaté, bien boutonné, mis avec recherche, et semblable de tout point à un beau colonel de *horse-guards* anglais. Ses allures sont étudiées, gracieuses, presque féminines : à dîner, où je le rencontre, il a une manière coquette de manier la cuillère et le couteau, qui fait valoir sa main potelée. Ce n'est pas là un général d'armée démocratique. Il figurerait mieux, ce me semble, sur le champ de manœuvre et de parade que dans la rude et sauvage mêlée de la guerre américaine. — Je pourrais aussi vous montrer la moustache hérissée, la mine suffisante, l'air coupant et cassant du général Banks, ancien avocat, ancien *speaker* de la chambre des représentans et homme de guerre improvisé; mais je veux d'abord vous parler du congrès et d'une curieuse discussion qui montre assez bien le caractère américain sous son double aspect de brutalité impitoyable et de généreuse équanimité.

Vous savez sans doute avec quelle cruauté systématique ont été traités les prisonniers fédéraux chez les rebelles : famine, nudité, froidure, intempéries et mauvais traitemens de tous genres, fusillades au moindre prétexte, outrages enfin pires que les souffrances, on ne leur a rien épargné. On les a laissés croupir comme des pourceaux, sans vêtemens et sans abri, dans d'immondes cloaques où on les cantonnait à coups de fusil comme un troupeau de bêtes. Je crois que nul peuple moderne n'a montré jamais pareille barbarie. Ces atrocités ont donné lieu dans le nord à un sentiment bien naturel de colère et de vengeance. On a commencé l'an dernier à réduire aussi les rations des prisonniers rebelles, à leur refuser des couvertures, ou à ne leur en fournir qu'en échange de coton livré par le gouvernement confédéré, enfin à faire peser sur eux une inexorable discipline et à marquer parfois des victimes pour ces sacrifices hu-

mains qui s'appellent les représailles. Aujourd'hui le sénat lui-même s'apprête à voter des lois de vengeance et à prescrire le mode des supplices à infliger à ces coupables des crimes d'autrui. M. Lane, de l'Indiana, présente une pétition des citoyens de Fort-Wayne demandant que les prisonniers rebelles soient confiés à la garde de prisonniers fédéraux libérés, afin qu'ils soient traités de même. « On craint, dit-il, que les représailles ne rendent la guerre plus sanglante. Peu importe le sang versé! Je voudrais rougir toutes les rivières du sang des traîtres. » — M. Wade vient ensuite exprimer son regret de la sympathie témoignée par le peuple du nord aux rebelles de Savannah. Le président a cru devoir étendre sa main protectrice sur un rebelle fugitif, M. Foote, et menacer le gouvernement confédéré de représailles, si l'on touchait un cheveu de sa tête. « Je ne voudrais pas, dit M. Wade, frapper un chien en représaille du supplice d'un traître. » Enfin, malgré la généreuse résistance de M. Sumner, le comité de la guerre a résolu que la mesure serait adoptée, et le président requis de rendre dent pour dent, œil pour œil aux rebelles. Je ne m'étonne pas d'une exaspération si légitime. Il n'y en a pas moins dans ces cruautés héroïques quelque chose d'horrible que les Américains ne sentent pas assez. Ils sont moins intempérans dans leurs actes que dans leurs discours, et dans leurs intentions que dans leurs actes. Au lendemain de ces résolutions implacables, ils se serrent la main comme des duellistes courtois, ou s'embrassent même comme de vieux amis réconciliés. A l'armée du James, les soldats des deux camps se rencontrent pacifiquement entre les lignes, causent, échangent leurs provisions, jouent aux cartes. Francis P. Blair, le père *of Lincolndom*, comme disent les journaux rebelles, s'étant montré l'autre jour dans les rues de Richmond, fut reconnu et fêté par une foule d'anciens amis, lui devenu leur ennemi acharné et insulté chaque matin par leurs journaux. C'est sans doute un mérite que d'être, comme on dit, sans rancune; mais je trouve que l'indulgence, poussée à ce point extrême, ressemble trop à l'indifférence et à l'insensibilité.

Un autre vote important du congrès, quoique déguisé sous l'enveloppe inoffensive d'un simple amendement au budget, est celui qui reconnaît la république du Mexique comme le seul gouvernement en rapport avec celui des États-Unis, et refuse au nouvel empire jusqu'à la satisfaction incomplète d'une neutralité avouée entre belligérans. Cette mesure s'est introduite sans bruit et avec l'allure modeste d'un changement de texte innocent. L'allocation de la légation des États-Unis au Mexique venait paisiblement, à son tour de rôle, parmi plusieurs autres semblables, solliciter l'approbation du sénat. Le texte portait simplement : « légation du Mexique. » Un

sénateur se leva et demanda que le mot république du Mexique fût substitué à celui de gouvernement mexicain, ce qui fut voté sans discussion, sans éclat, par une entente tacite et unanime qui est un indice significatif du sentiment public. Cette résolution, disent les journaux américains, est l'arrêt de mort de l'empereur Maximilien, *seals the doom of the so called empire of Mexico;* elle condamne toute intervention des puissances monarchiques de l'Europe sur ce continent républicain. Déjà les écrivains populaires conseillent à Jefferson Davis de se faire pardonner son crime en allant défendre au Mexique les principes menacés de la démocratie, et ces plaisanteries à demi sérieuses n'attendent que le jour favorable pour devenir la volonté nationale. La politique d'envahissement et d'annexion n'est pas le privilége des gouvernemens despotiques. Les républiques se vantent même d'avoir sur les monarchies cet avantage que, la masse entière du peuple étant souveraine, elles se trouvent de fait irresponsables et libres de rompre sans scandale une foi qui oblige trop de consciences pour en lier solidement aucune. Dans les empires absolus, il y a toujours une minorité mal soumise qui accuse la mauvaise foi du maître; dans une démocratie, le bien et le mal sont affaire de majorité, et c'est bien là qu'on peut dire avec vérité que l'idée du juste dérive du consentement général des hommes. Je conçois donc à la rigueur que certains états d'Europe voient d'un œil soupçonneux ce rétablissement énergique de la nationalité américaine à l'heure même où elle menace de devenir guerrière et conquérante. L'intérêt est malheureusement le seul mobile constant de la conduite des peuples, et il en sera de même jusqu'au jour problématique où l'humanité entière ne formera plus qu'une vaste confédération à la façon des États-Unis. Jusque-là, et tant que le monde marchera clopin-clopant parmi les révolutions civiles et nationales, chacun sera dans son rôle en jalousant son prochain, — l'Europe en se défiant de la puissance américaine, les États-Unis en annexant les territoires voisins au nom de la liberté et en repoussant l'Europe sur le vieux monde pour rester pleins possesseurs du nouveau. Je réserve toute ma colère pour ceux-là seuls qui cachent leurs desseins hostiles sous un air de neutralité et de bienveillance hypocrites, et qui frappent par derrière l'ennemi qu'ils n'osent pas attaquer en face...

22 janvier.

M. Sumner a fait un éloquent discours contre les représailles. Il s'obstine, avec une modération généreuse, à repousser la vengeance pour s'attacher à la stricte justice. Il dit qu'un crime commis n'en excuse pas un autre, et qu'il ne faut répondre à l'ennemi

qu'en restant fidèle aux principes de l'humanité et de la charité chrétienne; mais le congrès ne se rend qu'à moitié, et je commence à croire que, si j'étais Américain, je serais moi-même de l'avis du congrès. Je viens de lire le rapport de l'enquête détaillée faite aux frais de la commission sanitaire sur la condition véritable des prisonniers. Ce n'est pas un recueil d'accusations vagues, c'est un tableau de faits authentiques, attestés sous la foi du serment par mille témoins oculaires. Les hommes qui les ont recueillis sont des médecins, des magistrats, des *clergymen*, d'une intégrité et d'une véracité connues. Les dépositions des témoins ont été soigneusement comparées, contrôlées l'une par l'autre. Ce ne sont que des faits; mais quelle lumière épouvantable ils jettent sur la rébellion et sur ses défenseurs! Vous allez en juger vous-mêmes.

Quand les rebelles font un prisonnier, ils commencent par le dépouiller de son argent, de son manteau, de sa couverture, de ses vêtemens les plus indispensables; ils le laissent à peu près nu, ou bien ne lui donnent en échange que des haillons immondes. On le conduit alors à la prison. A Richmond, dans celle de Libby, il y a environ quatre mille hommes. Ces *chiens de Yankees* y sont trop heureux, puisqu'on leur fait la grâce de leur donner un abri. L'un d'eux, Joseph Grider, raconte qu'ils étaient deux cent quatorze prisonniers dans une seule chambre, sans vitres aux fenêtres, si pressés qu'ils pouvaient à peine se mouvoir, et qu'ils sautaient sur place la nuit pour se réchauffer. Durant tout l'hiver dernier, douze cents officiers de tout grade vécurent enfermés dans six salles basses et humides; chacun avait environ pour se mouvoir un espace de dix pieds de long sur deux de large. Il fallait se tenir à distance des fenêtres : ceux qui s'en approchaient par mégarde, qui seulement montraient leur bras ou leur tête, étaient fusillés sans pitié par les sentinelles qui veillaient au dehors, l'arme au bras et l'œil au guet, comme des chasseurs à l'affût. Cela devint un jeu fort amusant, fort goûté des soldats rebelles. On se défiait comme au tir aux pigeons; on faisait le pari d'abattre un *damned Yankee* dans sa journée, et les vainqueurs tiraient gloire de leur adresse. Il ne se passait pas de jour qu'on n'emportât des morts ou des blessés. Quelquefois, dans l'ardeur du jeu, les gardes quittaient leur poste au pied de la muraille pour mieux voir et tirer plus juste. On se plaignit au major Turner, commandant de la prison, qui fit cette réponse plaisante : « Il faut bien que nos garçons s'exercent. » Dick Turner, son digne acolyte, ajoutait avec des blasphèmes : « Damnés *Yankees*, on vous traite mieux que vous ne le méritez! »

Mais ce n'était là qu'une peccadille : les prisonniers n'y songeaient guère, car ils étaient affamés. La ration quotidienne au

quartier des officiers, à Libby, se composait d'un morceau de pain de maïs gros comme le poing, plein de paille et de vers, une demi-livre environ, avec deux onces de bœuf. Le pain était si dur qu'on l'appelait l'*iron clad* (le vaisseau cuirassé), et qu'on ne pouvait le manger qu'en le râpant. Au commencement, grâce à la convention d'échange signée entre les deux armées, ils recevaient quelquefois des vêtemens, des vivres, du tabac, qu'ils mâchaient pour tromper la faim, secours envoyés du nord par leurs femmes, par leurs mères ou par la commission sanitaire, — cette grande institution qui leur sert de famille à tous. Soudain, au mois de janvier 1864, on cessa les distributions; leurs gardes s'approprièrent les vivres. Un jour le lieutenant Mac Ginnis reconnut ses habits sur le dos d'un employé de la prison. Alors la famine fut affreuse. Ceux des officiers supérieurs à qui on avait laissé leurs couvertures en considération de leur rang les donnaient à leurs gardes pour une poignée de riz; ceux-ci s'en saisissaient et riaient du bon tour. Les prisonniers cherchaient des os pour les ronger (1). Une fois, en levant une des poutres du plancher, ils pénétrèrent dans un caveau, où ils trouvèrent abondance de provisions, farine, navets et pommes de terre; ils s'en gorgèrent, mais on les prit en faute. Pour les punir, on les mettait dans des cachots au niveau de la rivière, si entassés qu'il fallait se tenir debout. Quant aux morts, on les jetait dans un caveau ouvert aux animaux errans dans les rues, et où les cochons, les chiens et les rats venaient les dévorer.

Enfin, pour comble d'horreur, on assure que la prison était minée. Au moins ses gardiens ne faisaient-ils pas mystère de leur projet délibéré de l'envoyer « en enfer » avec tous ses habitans, si Richmond était prise. Quand le général Kilpatrick fit son audacieuse incursion en Virginie, le major Turner dit à ses victimes que, « si Kilpatrick venait les délivrer, ils n'y gagneraient rien, car il les ferait sauter d'avance. » Voilà pourtant les abominations qui se

(1) Tous ces détails m'ont été confirmés de vive voix par un soldat français de l'armée fédérale, fait prisonnier au mois de janvier 1865, à l'époque même où j'écrivais ces lignes et qui parvint à s'échapper miraculeusement. « Quand je fus pris, me disait-il, les confédérés me dépouillèrent de tout ce que j'avais sur moi, me laissant à peine ce qu'il fallait pour me dire vêtu. Je fus conduit dans une salle basse, encombrée, fétide, où le sol était couvert de boue et d'ordures. Je n'oublierai jamais ce que je vis en y entrant : des fantômes blêmes, décharnés, à demi nus, hérissés, aux yeux hagards, étaient accroupis ou vautrés dans l'ordure; plusieurs se disputaient, comme des chiens, de vieux os pour les ronger. Ces scènes-là n'étaient plus humaines. La ration se composait d'une demi-écuelle de soupe au riz, où il n'y avait guère que de l'eau, de deux bouchées de pain de maïs moisi et dur comme de la pierre, d'une bouchée de viande enfin grosse comme le pouce. Je n'y restai que quinze jours. Je suis sûr que, si j'y étais resté un mois, j'y serais mort de faim. »

commettent à deux pas de la demeure du président Davis, presque sous les yeux du général Lee!

A Belle-Isle, dans la prison des simples soldats, c'est bien pis encore. Belle-Isle est un îlot bas, sablonneux et stérile de la rivière James, situé tout près de Richmond. On y a bâti une enceinte de terre et creusé des fossés autour d'un petit champ de trois ou quatre arpens où sont entassés de 10 à 12,000 hommes. Ils ont chacun pour se mouvoir environ huit pieds de long sur trois de large, à peine assez de place pour un tombeau. Ici les malheureux n'ont pas même un toit sur leur tête. On ne leur a construit ni cabanes de planches, ni huttes de branchages. On leur a donné un petit nombre de vieilles toiles usées, déchirées, pourries, qui restent aux plus forts et aux plus heureux. Dans ce pays couvert des plus belles forêts du monde, on ne trouve pas un morceau de bois à leur céder pour qu'ils s'en fassent un abri. La plupart vivent nu-tête, exposés tour à tour au soleil brûlant de l'été, aux bises glacées de l'hiver, sans manteaux, ni souliers, ni couvertures, vêtus seulement de loques pourries qui voilent à peine leur nudité. Figurez-vous l'horreur d'une telle existence dans cette saison cruelle, sur cet îlot dénudé, sous le givre et la neige, la rivière aux eaux grises qui tourbillonne en charriant des glaçons mêlés de cadavres, l'eau gelant toutes les nuits de deux pouces, les rafales du vent du nord, ces malheureux frissonnans, blêmes et bleuis, s'entassant les uns sur les autres dans les fossés pour ranimer la chaleur de la vie, se couchant la nuit en rangs serrés « comme les pourceaux en hiver, » et chaque matin, aux deux bouts de la rangée, plusieurs corps raides et glacés qui ne se relevaient plus! Quelques-uns creusaient des trous dans le sable, d'autres couraient toute la nuit pour ne pas geler. Quelle désolation! Ce n'est pourtant qu'une partie de leurs misères, car eux aussi ils meurent de faim. Leur nourriture est dérisoire : douze onces de pain de maïs à peine cuit, plein de sable, de paille et de moisissure, quelquefois une espèce de soupe saumâtre pleine de chenilles et d'araignées, plus rarement un peu de viande gâtée, une bouchée à peine. Comme dit l'un d'eux à son lit de mort, « il n'y a pas de nom pour nos souffrances. » — « Je me réveillai une nuit, dit Hiram Neal, et je me trouvai rongeant ma manche. » Ils étaient heureux de ramasser le pain de rebut que parfois leur jetaient les gardes. Un chien qui s'aventura dans le camp fut déchiré et dévoré en un clin d'œil. Le froid, la faim, la vermine, engendraient mille maladies affreuses; les fièvres, la dyssenterie, le scorbut, la phthisie, faisaient chaque jour des vides remplis chaque jour par les nouveau-venus. Il y avait dans la prison un hôpital, une tente sur la terre nue : les malades gisaient sur de la paille avec

une bûche pour oreiller. « Si vous voyiez un cheval mourant, dit l'un de ces malheureux aux commissaires chargés de l'enquête, ne lui mettriez-vous pas un peu de paille sous la tête? Lui laisseriez-vous, dans son agonie, battre la tête sur un morceau de bois? »

Parfois, quand les prisons de Libby, de Belle-Isle, de Danville, étaient trop pleines, on entassait leurs habitans, malades, blessés, mourans, dans le sang et dans l'ordure, pêle-mêle sur des fourgons à bœufs, et on les expédiait par le chemin de fer en Georgie, à la prison d'Andersonville, illustrée par les exploits glorieux du général Winder et du capitaine Wirz. C'est un grand parallélogramme de vingt-cinq acres, dans un bas-fond marécageux où passe un ruisseau qui le submerge à moitié. Pendant un an, vingt-huit, trente et jusqu'à trente-cinq mille hommes ont croupi dans ce cloaque sous la menace de cinq batteries de canons chargés à mitraille; là, pas le moindre abri; peu de prisonniers étaient vêtus, beaucoup absolument nus; on leur donnait huit onces seulement du même pain moisi, deux onces de porc gâté, parfois une cuillerée de riz; n'ayant pas d'ustensiles et ne pouvant les cuire, ils mangeaient souvent leurs rations toutes crues. L'eau du ruisseau était fétide, et le marais devint vite un égout immonde. Il fallait pourtant boire cette eau; aussi mourait-on par milliers : on ramassait chaque jour plus de cent cadavres. Comme ceux qui sortaient pour les enterrer avaient au moins la permission de rapporter un peu de bois, on se disputait les cadavres comme une proie. D'ailleurs quiconque faisait un pas hors de l'enceinte, se penchât-il seulement pour cueillir une herbe ou ramasser un brin de bois mort, était instantanément fusillé. On a vu des hommes pris de désespoir sortir exprès de la ligne pour se faire tuer par les gardes; d'autres tombaient dans l'insensibilité et l'idiotie. Je ne finirais pas si je vous disais tous ces détails hideux et terribles. Les bourreaux sont en même temps des brigands infâmes qui pillent et rançonnent leurs victimes. Voilà pourtant les mœurs généreuses des preux « chevaliers » de l'esclavage!

On vous a dit que le nord lui-même était responsable des souffrances de ses soldats prisonniers, qu'en refusant si longtemps l'échange il les avait livrés volontairement aux tortures des prisons du sud. Rappelez-vous à quelle occasion a été rompue la convention d'échange, par quelle insultante prétention le sud avait refusé de traiter en prisonniers de guerre les soldats et les officiers des régimens noirs. A ses yeux, les soldats de couleur de l'armée des États-Unis n'étaient que des esclaves fugitifs : il prétendait avoir le droit, soit de les passer par les armes comme rebelles, soit de les vendre ou de les employer comme esclaves. Quant aux officiers, il voyait en eux

des criminels et les livrait à la justice des états pour être fusillés ou pendus. Le nord pouvait-il supporter cela? N'était-ce pas le devoir de son gouvernement de protester de toutes ses forces contre un ennemi déloyal qui traitait en criminels ou en esclaves des soldats et des citoyens des États-Unis? Qui oserait dire que le président Lincoln pût agir autrement sans forfaire à sa dignité et à l'honneur national?

Le sud enfin allègue sa détresse. Il prétend que son armée n'est pas mieux nourrie que ses prisonniers. Est-ce une excuse pour tant d'atrocités inutiles? — On vous a trop parlé de guerre *fratricide* et d'abominations réciproques. C'est pour la férocité du sud qu'il faut réserver votre indignation. Je l'avoue, on peut vous citer des faits tour à tour révoltans et lamentables de représailles qui ressemblent à des tortures et à des assassinats. Il est vrai que dans le Missouri on a fusillé récemment dix hommes innocens des crimes dont une prétendue justice faisait retomber sur eux la vengeance, il est vrai que dans cette lutte de guérillas, lutte de bêtes fauves plutôt que d'hommes, les soldats des deux partis ont déployé librement leurs instincts sauvages, il est vrai enfin que le congrès a failli voter des mesures de rétaliation systématique; mais ces rigueurs ne sont qu'une réponse tardive, involontaire, à de longues et intolérables provocations. Au début de la guerre, les cruautés du sud n'avaient pas altéré le sentiment d'humanité fraternelle que les hommes du nord nourrissaient encore pour les vaincus et les blessés. Sur le champ de bataille de Gettysburg, on ramassa indifféremment fédéraux et rebelles, on les soigna ensemble; on établit des hôpitaux pour les prisonniers avec la même charité, la même profusion, la même sollicitude que pour les soldats patriotes. Il y a encore auprès de Baltimore un hôpital de prisonniers où les dames sudistes de la ville vont faire de charitables pèlerinages. Aux camps même où bientôt il fallut les rassembler sous la garde de régimens armés, ils avaient des maisons, des lits, des livres, des jeux, des écoles, une nourriture en tout point semblable à celle de l'armée. Aujourd'hui encore que fait-il donc en représailles des horreurs commises par l'ennemi, ce gouvernement qu'à son tour on accuse d'affamer les prisonniers? Le congrès lui enjoint de leur donner le nécessaire et de ne les priver que du superflu. On ne prétend pas apparemment qu'il les traite avec tendresse.

Au sud, la moitié des prisonniers meurt en un an; ceux qui survivent n'y gagnent pour la plupart que d'attendre une mort plus lente. Au nord, dans les grandes prisons de Fort-Delaware, de Johnson's-Island et de Point-Lookout, les rebelles semblent réparer leurs forces pour les campagnes prochaines. J'ai vu hier, ici

même, l'hôpital Lincoln, un vaste et admirable établissement où amis et ennemis sont mêlés dans les mêmes salles et soignés indifféremment. C'est à l'armée, quand se font les échanges, que le contraste est saisissant entre ces hommes vigoureux, bien nourris, équipés de neuf aux frais des États-Unis, — et ces cadavres ambulans, rampant sur les genoux, rongés de vermine, couverts de plaies, les pieds gelés, les mains perclues, devenus aveugles, sourds, muets ou idiots, criant tous famine, qu'on renvoie des prisons du sud. Il faut lire la visite des commissaires dans l'hôpital d'Annapolis! « Rien, disent-ils, ne peut rendre l'effrayant et hideux spectacle de ces squelettes humains, avec la peau tendue sur le crâne, sur les côtes, sur tous les membres, qui pourtant se retournent et se meuvent encore faiblement, comme des êtres vivans... » J'ai moi-même sous les yeux les portraits photographiés de ces ombres humaines. — Vous ai-je dit par quelle horrible dérision, si quelques-uns de ces malheureux, se cramponnant à la vie, trahissaient leur drapeau et s'engageaient dans l'armée rebelle pour avoir du pain, leurs bourreaux les appelaient *Yankees galvanisés!* Cependant ce gouvernement, qui allègue sa misère pour excuser des barbaries dignes de Tamerlan ou de Soulouque, fête les déserteurs, leur paie des primes et leur fournit un retour gratuit en Europe ou au Canada, partout où il leur plaît d'aller. Voyez maintenant les représailles du congrès, — quelle inexorable nécessité les commande, quelle opposition elles ont rencontrée, absolue chez M. Sumner et quelques autres, plus timide, mais pourtant sérieuse chez ses collègues moins généreux! Voyez la restriction qu'on y a mise en ajoutant à la proposition de M. Lane ces mots qui en adoucissent toute l'âpreté : « pourvu qu'elles soient conformes aux usages de la guerre chez les peuples civilisés, » — et la carte blanche laissée sur le choix des moyens à ce président honnête homme dont l'humanité vous est bien connue. N'est-ce pas là une menace plutôt qu'une vengeance? — Souvenez-vous enfin qu'il y a cent mille familles qui ont eu un père, un frère, un fils tué à petit feu ou estropié pour la vie après la bataille par un ennemi sans honneur et sans pitié. Et si au lendemain de la guerre les auteurs premiers de ces crimes échappent à des châtimens trop justes, admirez la clémence du peuple des États-Unis.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

L'HISTOIRE

DE LA PHILOSOPHIE

ET

L'ÉCLECTISME

Les sciences, comme les mœurs, sont soumises aux vicissitudes de la mode et du caprice. Telle science obtient tout à coup la faveur publique : on s'en occupe avec enthousiasme et ferveur, le public s'y met de moitié avec les savans, et sa sympathie est une sorte de collaboration; mais bientôt il se refroidit et il se lasse : de nouveaux objets l'attirent, de nouveaux talens sollicitent son attention, et il va porter ailleurs le bruyant tribut de son admiration superficielle. La science courtisée naguère se voit oubliée et dédaignée pour des rivales plus jeunes et plus brillantes; elle est renvoyée aux écoles et abandonnée aux savans. Tel a été le sort de l'histoire de la philosophie, si populaire il y a trente ans, un peu oubliée aujourd'hui, et qui a vu l'archéologie, l'histoire des langues ou la critique religieuse prendre sa place dans l'opinion. Après tout, comme les sciences valent par elles-mêmes et non par le bruit qu'elles font, cette sorte de discrédit ne serait qu'un très petit mal, ce serait peut-être même un bien (au point de vue de la vraie science), si beaucoup de bons esprits ne se joignaient à la foule en cette circonstance, et si des objections dignes d'un examen sérieux n'étaient mêlées à des entraînemens peu éclairés. Une réponse à ces objections sera donc utile en faisant connaître le vrai rôle de la science historique appliquée à la philosophie, ses droits légitimes

son incontestable autorité. L'histoire de la philosophie peut être considérée à un double point de vue, au point de vue de l'histoire et au point de vue de la philosophie : nous étudierons successivement ce double objet.

I.

L'objection la plus répandue contre l'histoire de la philosophie est celle-ci : les philosophes, dit-on, feraient beaucoup mieux de nous apprendre ce qu'il faut penser que de nous apprendre ce que les autres ont pensé. Que nous importent les opinions? Ce qu'il nous faut, c'est la vérité. Cette objection repose sur une confusion qu'il importe d'éclaircir, sur la confusion de la philosophie et de son histoire.

Prise dans son idée exacte et précise, l'histoire de la philosophie n'est pas la philosophie, et même à la rigueur ne fait point partie de la philosophie, pas plus que l'histoire de la physique ne fait partie de la physique, si ce n'est à titre d'annexe ou d'appendice. Est-ce une chose bien hardie que d'avancer que l'histoire de la philosophie est une partie de l'histoire, et non de la philosophie même? Elle est un chapitre des sciences historiques, comme l'histoire littéraire, l'histoire des beaux-arts, l'histoire des religions. L'historien des religions n'est pas tenu de nous donner une religion nouvelle, ni celui des beaux-arts de faire un chef-d'œuvre en peinture, ni celui de la guerre d'être un grand capitaine : ainsi l'historien de la philosophie n'est pas nécessairement un grand philosophe, ce n'est pas son objet. Sans doute il ne lui suffit pas de raconter, il faut encore qu'il interprète et qu'il juge, et le critique doit s'unir en lui à l'érudit; mais c'est là le propre de tout historien en tout genre. L'historien politique juge les hommes et les événemens, l'historien des lettres ou des arts juge les œuvres, l'historien de la philosophie juge les systèmes. Or celui qui juge n'est pas tenu de remplacer ce qu'il juge, il use de son droit en approuvant ou en désapprouvant; mais son but n'est pas d'ajouter à la somme des vérités nouvelles et de résoudre les problèmes inexplorés.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que toutes les sciences, quelque effort que l'on fasse pour les séparer en théorie, s'unissent toujours plus ou moins dans la pratique. Le chimiste ne peut pas se passer de physique, le physiologiste ne peut pas se passer de chimie, et cependant la chimie n'est pas la physique, ni la physiologie la chimie. De même l'historien de nos jours doit être nécessairement plus ou moins économiste, le juriste doit être plus ou moins historien, et cependant l'histoire n'est pas l'économie politique, et le

droit n'est pas l'histoire. Il n'y a point de règle pour mesurer ou limiter les emprunts qu'une science peut faire à une autre : cela dépend du tact et du génie des écrivains; mais il est facile de comprendre qu'un certain excès changerait le caractère d'une science. Par exemple, s'il plaisait à un écrivain qui nous raconte l'histoire de Rome et qui analyse son gouvernement de s'arrêter tout à coup et d'introduire dans son ouvrage un traité approfondi sur les gouvernemens mixtes, il cesserait d'être historien pour devenir publiciste. Il en est de même de l'historien de la philosophie. Son principal objet est d'exposer et de faire connaître les différens systèmes philosophiques, de les interpréter avec toute l'exactitude désirable, d'en rechercher les origines, les conséquences, d'en découvrir les lois; en un mot, il se propose non pas de découvrir la vérité en soi, mais de chercher ce que les hommes, et les plus grands hommes, ont pensé de la vérité. On ne peut lui interdire de juger; mais si d'un jugement rapide et concis il passe à la discussion, et si de la discussion elle-même il tire une conclusion sur le fond des choses, il cesse d'être historien et devient philosophe.

Sans doute la philosophie est nécessaire à l'historien de la philosophie, car, pour comprendre les systèmes, il faut avoir approfondi la science elle-même, et l'érudition ne suffit pas; mais une intervention indiscrète et exagérée de la philosophie dans l'histoire elle-même a un double inconvénient : le premier, c'est de fausser les systèmes; le second, c'est de rendre l'histoire inutile. Le philosophe qui étudie les idées des autres est trop enclin à les voir à travers les siennes : il se retrouve lui-même partout, il impose aux écrivains du passé les cadres artificiels de son propre système, comme a fait Hegel dans son *Histoire de la philosophie*, ouvrage éminent, mais d'un philosophe plus que d'un historien; ou bien il les juge avec une sévérité excessive, leur demandant ce qui est de son temps et non du leur, exigeant des réponses à des questions qu'il n'ont point connues, ce qui a été quelquefois le tort de l'école française. Le second défaut de cette méthode, avons-nous dit, est de rendre l'histoire inutile. En effet, si par exemple lorsque je rencontre dans Platon la distinction de l'âme et du corps, je développe ses argumens au point d'en tirer tout ce qu'ils peuvent contenir, et si je traite à fond cette question, je n'ai plus aucune curiosité de savoir ce qu'en ont pensé Descartes et les modernes. Si je prends occasion de la polémique entre Zénon et Épicure pour traiter à fond la question du souverain bien, les débats du XVIIIe siècle sur la même question me deviendront parfaitement indifférens. En un mot, un ou deux philosophes me suffiront pour épuiser toute la philosophie, car tout est dans tout.

Il est très important, je crois, de maintenir à l'histoire de la philosophie son caractère historique. Ce qui l'a rendue impopulaire en grande partie, c'est qu'on a cru qu'elle voulait se substituer à la philosophie elle-même, qu'elle était un moyen de contrarier et d'éteindre la liberté et le progrès de l'esprit humain. Il faut protester contre ce point de vue et nous dégager de ce soupçon. La philosophie ne doit pas être absorbée par l'histoire. Elle ne doit point se borner à des conclusions rapides et générales sur les principaux systèmes. Elle est une science de recherches nouvelles (autant qu'il est possible) et non pas un dogme fondé sur la tradition. En distinguant comme il convient la philosophie et l'histoire, on rend à chacune d'elles son indépendance et sa fécondité. L'histoire, plus libre, moins préoccupée d'arriver à une conclusion dogmatique, sera moins tentée d'altérer le caractère des doctrines, et la philosophie, moins subordonnée à l'histoire, sera plus portée à des recherches nouvelles et approfondies.

On en veut à l'histoire de la philosophie de ce que la philosophie dogmatique est depuis longtemps assez stérile. On confond peut-être ici la cause avec l'effet. L'épuisement des grandes conceptions peut avoir jeté les esprits dans l'histoire; mais ce n'est pas la passion de l'histoire qui appauvrit la puissance de l'invention. Quoi qu'il en soit, je maintiens qu'il y a place pour les deux, et pour la philosophie et pour l'histoire de la philosophie. L'esprit humain ne doit pas sans doute renoncer à faire des progrès dans la philosophie spéculative; il ne doit pas renoncer non plus à connaître l'histoire de son passé. Après tout, c'est un grand mal sans doute si dans un temps donné il n'y a pas de grand philosophe; mais ce n'est pas une raison pour qu'il n'y ait point d'historien de la philosophie, de même que, s'il n'y a pas de grand peintre, ce n'est pas une raison pour ne pas faire l'histoire de la peinture. Il faut donc ne renoncer à rien de ce qui est utile, et faire de son mieux pour son propre compte sans jeter des pierres dans le jardin d'autrui.

Que me font, dites-vous, les opinions des philosophes? Ce que je veux, c'est de savoir ce que je dois moi-même penser. N'est-ce pas comme si l'on disait : Que m'importe la manière dont Rome a été gouvernée? Je veux savoir comment nous devons nous gouverner aujourd'hui; ou bien encore : Que m'importent les lois des Romains ou celles du moyen âge? Ce que je veux connaître, ce sont les lois qui nous régissent aujourd'hui. Et enfin que m'importe l'histoire? que m'importe le passé? Je ne m'intéresse qu'au présent ou à l'avenir. On le voit, le fond de toutes ces objections consiste à écarter le passé comme indigne d'être l'objet de la science, ou du moins comme un objet inutile ou spéculatif, bon pour les érudits.

non pour les hommes. Pour couper cette objection dans sa racine, il est nécessaire de creuser un peu loin.

Distinguons d'abord en toute science la théorie et la pratique. On peut étudier une science pour s'en servir, pour en tirer parti; on peut l'étudier pour elle-même. Aux yeux du plus grand nombre, la science ne vaut que par son utilité; mais il n'en est pas ainsi du vrai savant : son seul objet est de connaître pour connaître; la science a une valeur intrinsèque, indépendante de ses résultats. Connaître les lois du système du monde est par soi-même une chose noble, excellente, et c'est là le véritable but de la curiosité scientifique. Ce n'est point à dire que la science ne puisse pas être utile aussi bien que belle; mais elle est belle avant d'être utile, ou même sans être utile. Il n'y a donc point à s'occuper ici de ceux qui ne mesurent la valeur des sciences que par l'utilité : c'est là sans doute un élément dont il faut tenir compte, mais il n'est pas le premier à considérer. Lors même que l'histoire de la philosophie ne servirait à rien en général, et même ne servirait pas à la philosophie proprement dite (ce qui est manifestement faux), on ne pourrait pas en conclure néanmoins qu'elle ne fût point par elle-même l'objet légitime de la curiosité, de l'examen.

L'objet de la science étant non pas l'utilité, mais la vérité, il me semble que la vérité doit embrasser tous les faits, de quelque nature qu'ils soient, tout aussi bien les faits passés que les faits actuels, car, je le demande, de quel droit exclurait-on le passé de la recherche scientifique, et sur quoi s'appuierait-on pour établir que le présent seul peut être l'objet de la science? Ce qui nous trompe ici, c'est que les sciences les plus autorisées, les sciences physiques et chimiques (je laisse les mathématiques, qui ont pour objet l'absolu), ne s'occupent que du présent de l'univers; elles dirigent leurs recherches sur les propriétés que manifeste actuellement la matière, et on est porté à croire, sans y avoir beaucoup réfléchi, que ces propriétés ont toujours existé et sont inhérentes à la substance où nous les découvrons, quoique cela ne soit pas évident, puisqu'il pourrait se faire qu'elles ne fussent que des états acquis à une époque inconnue. Cependant rien non plus ne paraît autoriser une telle hypothèse, et on n'y songerait même pas, si d'autres faits empruntés à d'autres sciences ne donnaient à penser que la nature n'a pas toujours été dans un même état, et qu'elle a eu aussi ses vicissitudes et ses évolutions.

Jusqu'à l'époque où la géologie positive a été fondée, l'idée d'un passé de la nature, d'une évolution dans son développement, était reléguée parmi les hypothèses philosophiques. Il n'y avait aucune transition entre les sciences naturelles et les sciences historiques :

d'un côté la permanence et l'immobilité, de l'autre le changement et la diversité. La géologie devint bientôt le lien de ces deux classes de sciences. Il fut démontré que la terre n'avait pas toujours été dans l'état actuel, et soit que l'on admette avec les uns la théorie des cataclysmes, avec les autres la théorie des actions lentes, on est forcé de reconnaître que la nature a eu son histoire. Non-seulement la géologie, mais la zoologie et la botanique entrèrent dans cette voie; il fut établi que les habitans de la terre, comme la terre elle-même, avaient changé. On essaya de trouver un ordre entre ces empires successifs contemporains des diverses couches géologiques, et l'expression d'histoire naturelle, qui n'avait signifié d'abord que science de la nature, se retrouva justifiée dans son acception nouvelle. Enfin, tandis que la géologie et la zoologie entraient dans cette voie historique, l'astronomie elle-même les suivait de loin, et au moins par hypothèse elle nous faisait assister à l'éclosion des mondes et au développement du système planétaire. Ainsi le passé est entré comme objet dans les sciences de la nature, et elles sont devenues historiques sans cesser d'être des sciences.

Mais s'il a fallu beaucoup de temps et une attention très particulière pour s'apercevoir que la nature a changé, il est au contraire une classe d'êtres où le changement est si visible et où le passé joue un rôle si considérable, que l'on a dû être de très bonne heure frappé d'un fait si éclatant. Je veux parler de l'espèce humaine. Dans cette espèce, l'extrême complexité des individus et les rencontres innombrables où ils se trouvent avec les circonstances extérieures donnent lieu à des phénomènes bien plus variés que dans les autres classes, même chez les animaux les plus élevés. De très bonne heure l'homme a dû être attentif à ces phénomènes si frappans et qui l'intéressaient de si près; il a dû en garder le souvenir : de là les contes, les traditions, les fables qui sont les origines de l'histoire; de là l'histoire elle-même, qui a pour objet l'étude du passé de l'humanité.

Maintenant, en laissant même de côté le haut intérêt qui s'attache à l'homme, d'abord parce que nous sommes des hommes, et ensuite à cause de l'excellence et de la dignité de la nature humaine, en laissant de côté les questions morales et religieuses qui font de l'homme l'objet le plus élevé de la spéculation humaine, je le demande, quelle raison y aurait-il pour que les phénomènes par lesquels se manifeste l'humanité fussent moins dignes d'étude que ceux de la nature? Et si le passé de notre globe est pour le géologue un légitime objet de recherches, pourquoi le passé de notre espèce ne le serait-il pas également? Sans doute les changemens sont beaucoup plus rapides, plus éclatans, plus nombreux, et il est bien plus difficile de les rame-

ner à des lois. L'individu, étant presque à lui seul un petit monde, surtout quand il est grand, prend une place et joue un rôle qu'aucun individu n'occupe dans la nature extérieure. En un mot, l'accidentel, qu'Aristote rejetait de la science, est bien près d'en devenir au contraire ici le principal objet; mais pour quelle raison? C'est que l'accident prend ici la valeur d'un fait général. En effet, tout événement n'est pas historique, tout homme n'est pas historique. L'histoire ne choisit que les événemens et les lieux qui ont un certain caractère de généralité. Un roi n'est pas seulement un individu, c'est un homme général qui résume toute une société. Une bataille n'est pas seulement un accident, c'est la destinée de tout un peuple. C'est par là que l'histoire elle-même peut se plier à cette loi d'Aristote : « la science ne s'occupe que du général. »

Il est arrivé pour l'histoire ce qui est arrivé pour la science : elle s'est démembrée, elle s'est divisée en chapitres particuliers, qui sont devenus des sciences distinctes. Tout le monde sait quelle révolution s'est opérée en histoire pendant les deux derniers siècles. A la sèche histoire du moyen âge, à la chronique conteuse et naïve de Joinville et de Froissart ont succédé d'abord les grandes imitations de l'antiquité, à savoir les récits oratoires et politiques; puis on est arrivé à penser que les événemens intérieurs de la vie d'un peuple ont un intérêt non moins grand que les événemens plus palpables de la politique et de la guerre. Ainsi se sont développées, d'abord sous forme de chapitres, par exemple dans les écrits de Voltaire, puis comme œuvres distinctes et séparées, l'histoire des institutions, l'histoire des mœurs, des controverses religieuses, des lettres, des arts, des sciences, enfin des systèmes de philosophie. Ce qui n'était d'abord qu'un chapitre ou à peine un chapitre est devenu par son importance une science tout entière, et cette science elle-même a des chapitres qui sont presque des sciences, car l'infini est partout.

L'histoire de la philosophie, considérée ainsi comme une partie de l'histoire en général, est donc une science incontestable et d'un intérêt universel. S'il est intéressant de savoir ce qu'a fait Alexandre, qui oserait dire qu'il est insignifiant de savoir ce qu'Aristote a pensé? Sans doute les événemens extérieurs ont un éclat qui frappe tous les yeux; mais, pour ceux qui aiment la pensée, quel plus grand événement qu'une grande idée, une vue originale sur la nature des choses? Et si les causes de la grandeur et de la chute d'un peuple méritent l'étude attentive des plus grands esprits, que dira-t-on du règne d'une philosophie, de son origine, de ses progrès, de sa chute? Remarquez d'ailleurs que les peuples périssent, et que les philosophies ne périssent pas.

On dit que les choses sont plus intéressantes que les livres; mais qui ne voit que les livres sont eux-mêmes des choses, et la plus noble des choses, le vêtement visible de l'incorporel et de l'impalpable, c'est-à-dire de la pensée? On dit encore que la nature est le livre de Dieu; mais la pensée humaine n'est-elle pas aussi le livre de Dieu, et en quelque sorte son verbe mortel? On est bien aise de savoir quelles sont les fonctions de l'estomac ou du foie; mais les opérations de la pensée, étudiées dans les plus grands de ses représentans, ont une bien autre valeur. Ainsi, à aucun point de vue, les livres ne sont inférieurs aux choses; je parle des grands livres, qui ne sont pas de purs accidens, mais qui sous une forme particulière expriment quelques-unes des lois générales de la pensée.

L'histoire de la philosophie est une sorte de contre-épreuve de la psychologie : celle-ci étudie subjectivement les lois de l'esprit, que celle-là nous présente en quelque sorte objectivement. C'est l'esprit humain qui de part et d'autre est l'objet de notre étude. Les conceptions des philosophes peuvent être plus ou moins arbitraires quant à leur objet : elles ne le sont pas quant à leur origine et à leurs causes, lesquelles sont dans les lois de l'esprit. Jusqu'à quel point les systèmes sont-ils vrais ou faux? C'est à la philosophie de le décider; mais, cette question mise à part, les systèmes subsistent à titre de faits où se manifestent bien plus que dans l'histoire extérieure, et même que dans l'histoire des lettres et des arts, les lois du développement intellectuel de l'humanité.

Sans doute les systèmes philosophiques ont en grande partie leurs causes dans l'état général de la civilisation et des mœurs. Quelquefois ils naissent d'une protestation de la conscience contre les mœurs et les institutions d'un temps, et par là ils ont encore leurs raisons d'être dans le temps lui-même : par exemple, la révolution de Socrate ou celle de Rousseau; mais il ne faut pas exagérer le point de vue des origines extérieures des systèmes philosophiques. Ils ont surtout une filiation interne et toute subjective. Il y a des lois d'action et de réaction, des lois d'oscillation et de progrès, qui sont dignes du plus haut intérêt, et ainsi l'histoire de la philosophie jette une grande lumière sur les lois mêmes de l'esprit humain.

D'un autre côté, par ses relations avec les autres phénomènes de la civilisation, les lois, les cultes, les beaux-arts, l'histoire de la philosophie se rattache étroitement aux autres branches de l'histoire. Par ses doctrines morales et politiques, la philosophie est ou l'expression ou quelquefois l'anticipation et le pressentiment des grandes époques historiques; elle résume ou prépare les révolu-

tions. Par les doctrines métaphysiques, elle nous sert à comprendre l'histoire des religions. Aujourd'hui la critique religieuse a pris un intérêt supérieur et jouit d'une très grande faveur; mais l'histoire religieuse a été préparée et facilitée par l'histoire de la philosophie. Sans doute les développemens de la philologie et de la critique ont grandement contribué à éclaircir les textes et à jeter du jour sur l'origine des grands événemens religieux; mais après tout ce qu'il y a de plus important et de plus intéressant dans les religions, c'est l'histoire des dogmes : or une telle histoire est-elle possible sans une étude très approfondie de la philosophie? Sans ce secours indispensable, on prendra les religions par le dehors, on n'en comprendra ni le sens, ni les développemens. Il y a là, je le reconnais, des services réciproques : les religions agissent sur la métaphysique, surtout à l'origine; mais plus tard la métaphysique agit sur la religion. Qui pourrait nier par exemple l'action de la métaphysique allemande sur la crise que traverse aujourd'hui le protestantisme? Et dans le passé qui peut nier l'action du platonisme sur le christianisme? Ainsi les deux histoires sont intimement liées, et il n'y a pas de raison pour que l'intérêt qui se porte vers l'une se détache de l'autre.

J'ajouterai cette considération : c'est que l'histoire de la philosophie est une science sur le terrain de laquelle toutes les opinions peuvent se rencontrer. Quelque opinion qu'on professe sur la philosophie en elle-même, qu'on la croie, avec les positivistes, condamnée à périr ou à s'absorber dans les sciences exactes et positives, ou qu'avec les spéculatifs on la considère comme la première des sciences, résumant et dominant toutes les autres; que l'on soit spiritualiste, matérialiste ou panthéiste, toujours est-il que la philosophie doit être étudiée comme un des aspects, une des formes de l'esprit humain. En outre, si l'on a soin de distinguer d'une part l'exposition et l'interprétation des doctrines, de l'autre la discussion et la critique, toutes les écoles pourraient à la rigueur avoir une même histoire de la philosophie. Cela, je l'accorde, est très difficile, mais non impossible. Ce que l'on ne peut contester, c'est que par les nombreux travaux critiques qui ont été faits en ce siècle, soit en Allemagne, soit en France, l'histoire de la philosophie est de plus en plus en voie de devenir une science positive. L'établissement, l'interprétation, la coordination des textes, la détermination précise des vrais caractères de chaque école, une intelligence de plus en plus exacte des théories les plus éloignées en apparence de nos idées actuelles, le sens du passé, le discernement des vrais rapports entre les systèmes ainsi que de leurs oppositions, tels sont les gains que l'histoire de la philosophie a faits de

nos jours, et qui lui assurent une place durable parmi les sciences historiques.

Un illustre érudit du XVIIIe siècle, le chef de l'école de Leyde, Tibère Hemsterhuys, se plaignait que de son temps « l'histoire de la philosophie, cette matière si riche des recherches savantes, n'eût pas encore attiré les études de la critique, qu'elle fût livrée à des compilateurs sans génie et sans lettres, qui ne connaissaient les philosophes anciens que par de vicieuses traductions, et qui tiraient d'une lecture superficielle un résumé aride et sans intelligence (1). » Il y a un siècle à peine que ces paroles ont été prononcées. Combien tout est changé aujourd'hui! L'Allemagne sans doute a le premier rang dans cette révolution. Les Tennemann, les Schleiermacher, les Brandis, les Ritter, les Zeller, les Trendelenbourg, ont mis l'histoire de la philosophie, surtout de la philosophie ancienne, au niveau des parties les plus avancées des sciences historiques et philologiques; mais la France a eu aussi sa gloire dans ce grand mouvement : elle a fait des efforts pour rivaliser avec l'Allemagne, ou pour lui disputer le premier rang. Si elle ne l'égale pas pour ces grandes et vastes compositions qui embrassent l'histoire tout entière, en revanche nous avons sur presque toutes les grandes écoles philosophiques des travaux étendus et approfondis où la force de la pensée s'unit souvent à la solidité de l'érudition et à la sagacité de la critique.

M. Cousin a été, à n'en pas douter, l'initiateur et le guide de ce mouvement de recherches, et c'est la partie la moins contestable de sa gloire philosophique. Par sa traduction et surtout par ses argumens de Platon, M. Cousin, émule de Schleiermacher, voulut faire pour notre pays ce que celui-ci avait fait pour le sien, nous retremper à la grande source de la philosophie antique et nous rendre l'intelligence du passé en nous mettant en commerce intime avec le plus illustre de ses représentans. Par ses travaux sur Proclus et sur Olympiodore, il a révélé l'école presque inconnue du néoplatonisme d'Alexandrie; par ses travaux sur Abeilard, il nous a ouvert le moyen âge; par ses travaux d'éditeur, qu'il poursuit encore, il nous a particulièrement appris à recourir aux textes et aux sources, et il a discrédité à jamais les travaux de seconde main. Dans son *Histoire générale de la Philosophie*, il a donné les grandes lignes, les grands cadres, les grandes directions. Je néglige tout ce qu'il a écrit sur la philosophie moderne, ses livres sur Locke, sur Kant, sur l'école écossaise, qui sont des travaux de controverse philosophique plutôt que de critique historique,

(1) *Éloge de Tib. Hemsterhuys*, par Ruhnken.

mais qui n'en ont pas moins contribué à répandre parmi nous la connaissance des écoles modernes. Pour achever de rappeler tout ce que M. Cousin a fait pour l'histoire de la philosophie, disons que depuis trente ans, à l'Académie des sciences morales, il suscite les recherches de la science et les fait porter successivement sur tous les points encore inexplorés par les concours d'où sont sortis tant d'ouvrages éminens. Le dernier témoignage de cette infatigable sollicitude a été la fondation récente d'un prix qui porte son nom, et qui sera consacré exclusivement à l'histoire de la philosophie ancienne.

Si l'on se demande maintenant quels sont les travaux qui se sont produits sous cette vigoureuse impulsion, nous serions embarrassé par le nombre même. Qu'il nous suffise de rappeler l'*Essai sur la Métaphysique d'Aristote*, de M. Ravaisson, l'*Histoire de l'École d'Alexandrie*, de M. Vacherot, les *Études de philosophie grecque*, de M. Ch. Lévêque, l'*Histoire des idées morales dans l'antiquité*, de M. J. Denis, l'*Abeilard* et le *Saint Anselme*, de M. de Rémusat, la *Philosophie scolastique*, de M. Hauréau, le *Roger Bacon*, de M. Charles, l'*Histoire de la Philosophie cartésienne*, de M. F. Bouillier, l'*Introduction* aux œuvres de Spinoza, d'Émile Saisset, le *Leibniz*, de M. Nourrisson, l'*Histoire de la Philosophie allemande*, de M. Willm, et tant d'autres œuvres importantes que je ne puis citer, sans parler des traductions, des commentaires, des monographies surtout, dont la gloire revient à la Faculté des lettres de Paris, à laquelle on a reproché quelquefois de rester attardée dans les voies d'une érudition surannée, tandis qu'il n'est pas une des branches nouvelles de la critique qu'elle n'ait encouragée et récompensée dans les travaux du doctorat. Sans doute tout n'est pas fait encore : le monde oriental, malgré les beaux travaux de MM. Burnouf, Barthélemy Saint-Hilaire, Munck, Renan, etc., est un champ à peine défriché où la philosophie est obligée d'attendre les travaux préliminaires de la philologie. Il en est à peu près de même du moyen âge : nous commençons à l'épeler; mais ce que nous savons n'est rien à côté de ce qu'il nous reste à savoir. En outre la philosophie de la renaissance attend encore son historien. D'intéressantes monographies, par exemple le *Jordano Bruno* de M. Bartholmess, le *Ramus* de M. Waddington, n'ont fait qu'exciter notre curiosité sans la satisfaire. Indépendamment de ces parties encore incomplètes, ce qui manque surtout à la France, c'est une histoire générale de la philosophie comme il y en a plusieurs en Allemagne. C'est là, nous le reconnaissons, le travail de toute une vie; mais maintenant que les sources sont connues, que les grandes écoles ont été approfondies, une multitude de points particuliers

éclaircis, le moment serait venu peut-être d'entreprendre une vaste synthèse qui embrasserait l'histoire générale des systèmes non-seulement en eux-mêmes, mais dans leurs rapports avec l'histoire religieuse, politique et scientifique en général. Cette œuvre n'est pas impossible, puisqu'elle a été réalisée chez nos voisins. Espérons qu'elle tentera quelque penseur qui ne croira pas s'abaisser et descendre en se faisant l'historien de l'esprit humain!

II.

Après avoir considéré l'histoire de la philosophie dans ses rapports avec l'histoire, il faut maintenant l'observer dans ses rapports avec la philosophie : c'est le second point de cette étude.

Quand on compare la philosophie aux autres sciences, on est frappé tout d'abord d'une différence éclatante. Dans toutes les sciences en général, le progrès a lieu d'une manière continue et en quelque sorte insensible, par additions ou réformes successives. Dans la philosophie au contraire, les grands changemens sont presque toujours des révolutions. Lorsqu'un penseur nouveau se présente, il cherche d'abord à détruire entièrement l'œuvre de ses prédécesseurs, et la raison en est assez facile à comprendre. Dans une science qui a pour objet l'absolu, il n'y a pas de milieu, à ce qu'il semble, entre la vérité et l'erreur : dans cette science, on ne prétend pas seulement découvrir des vérités, mais on croit atteindre et posséder la vérité. Les sciences qui étudient les choses diverses et particulières peuvent accepter tout ce qui est acquis sans renoncer à y ajouter; mais la science qui prétend atteindre au fond des choses ne peut pas admettre qu'il y ait deux manières de concevoir le fond des choses. De là une intolérance naturelle qui fait que chaque nouvelle école, se croyant en possession de la vérité absolue, chasse et extermine autant qu'il est en elle les écoles antérieures, excommunie même les écoles rivales : chacune recommence éternellement la philosophie, comme si rien n'existait avant elle, comme si rien ne devait la suivre. Dans une telle science, il n'y a point de tradition ni d'héritage, il y a des établissemens successifs de conquérans chassés et remplacés les uns par les autres, comme dans les anciens empires de l'Asie, sans qu'aucun d'eux réussisse à fonder un empire définitif. Ainsi Descartes semble vouloir oublier qu'aucun philosophe l'ait précédé; il ne tient aucun compte de Platon ni d'Aristote, ni du moyen âge. Locke, Condillac et toute la philosophie sensualiste du XVIIIe siècle ne se montrent pas moins exclusifs à l'égard du cartésianisme que celui-ci ne l'avait été à l'égard de la

philosophie ancienne. La timide et modeste école écossaise elle-même manifeste un égal dédain à l'endroit du passé, et croit qu'avant elle on a complétement ignoré l'existence de l'esprit humain.

Cette méthode barbare, qui a jusqu'ici régné dans l'établissement des systèmes philosophiques, outre qu'elle est très injuste, a un très grand inconvénient : c'est que chaque nouveau philosophe, en détrônant son prédécesseur, étouffe en même temps les vérités partielles que celui-ci peut avoir découvertes. Il y a en effet dans tout système des vues qui ne sont pas liées avec l'ensemble du système, et qui par elles-mêmes sont vraies, solides, intéressantes, dignes d'être conservées par la science; même parmi les vues systématiques, on peut trouver des faits, des données qui resteraient encore vrais, le système disparaissant. Ces vérités partielles sont le gain le plus solide et le meilleur héritage des écoles et des systèmes. Le doute méthodique de Descartes est une bonne chose pour tout le monde; l'analyse des erreurs des sens et de l'imagination est aussi vraie pour Helvétius qu'elle l'est pour Malebranche. Les sentimens moraux ont été analysés par les Écossais d'une manière que toute école peut admettre. Ainsi de la méthode inductive dans Bacon, de la théorie du langage dans Locke et Condillac, de la théorie de l'habitude dans Maine de Biran; mais, je le répète, par suite de cet esprit d'intolérance que la philosophie (surtout dans les temps modernes) a toujours pratiqué à l'égard d'elle-même, bien des choses excellentes sont toujours menacées par les révolutions des systèmes, de même que les bonnes lois, indépendantes des systèmes politiques, sont cependant entraînées souvent par les révolutions des états.

Eh bien! l'histoire de la philosophie est le remède à ce grand mal, c'est à elle de réparer nos pertes, de recueillir dans le passé tout ce qui est perdu et bon néanmoins à reprendre, à conserver. Elle établit une tradition en philosophie : à travers tant de systèmes changeans, elle retrouve et essaie de dégager ce que Leibniz appelait la philosophie perpétuelle, *perennis philosophia*. Elle démontre que dans toutes les écoles, même les moins bonnes, il y a quelque chose à emprunter, car il est difficile d'admettre que des écoles sérieuses puissent avoir eu des sectateurs et duré un certain temps, si elles n'eussent été autre chose qu'un tissu d'erreurs.

Au reste, ce travail de restauration, qui consiste à retrouver et à préserver la tradition philosophique, à sauver cet héritage successivement accru par les âges, mais trop souvent renversé et détruit par les révolutions et les réactions, les révoltes et les coups d'état, les anarchies et les dictatures (car les écoles passent par les mêmes crises que les états), ce travail conservateur et réparateur ne doit

pas être confondu avec ce que l'on a de nos jours appelé l'éclectisme. Je ne parle en ce moment que de ce travail conciliateur qui recueille dans les systèmes les vérités indépendantes du système lui-même, et qui sont bonnes pour toutes les écoles : ces vérités courent plus risque de se perdre en philosophie que dans les autres sciences. L'histoire de la philosophie les retrouve et les transmet à la philosophie elle-même, qui les classe et les emploie.

L'éclectisme est tout autre chose, mais il est encore un effet bienfaisant de l'histoire de la philosophie. Il consiste, ou plutôt il consisterait, s'il était appliqué et applicable, à recueillir tous les points de vue systématiques qui ont été proposés, à leur faire leur part et à les concilier dans un point de vue synthétique plus élevé et plus général. Le moment est venu peut-être d'apprécier librement cette conception, qui déjà appartient à l'histoire, et que l'on a trop abaissée, après en avoir trop espéré. En définitive, l'éclectisme est une idée grande et sage, très appropriée à l'esprit de notre temps et à la nature des choses; mais cette idée elle-même a ses limites, et il importe, tout en en appréciant la valeur, d'en mesurer la portée. L'éclectisme repose sur un principe très vrai et très équitable, c'est qu'il n'y a pas d'erreur absolue, que toute erreur n'est que l'exagération d'un point de vue partiel qui a sa vérité, mais qui n'est pas toute la vérité. Sans doute cette théorie est elle-même un peu excessive, car il y a des erreurs où la part de la vérité est si minime, et la part du faux si considérable, que le plus équitable des éclectismes serait embarrassé d'y prendre quelque chose. Néanmoins, en se bornant aux grandes idées, on peut affirmer que toutes celles qui se sont reproduites à toutes les époques ont leur part de vérité, et qu'il est sage et opportun de les recueillir, et, autant que possible, de les réconcilier.

Tout esprit quelque peu réfléchi aura été frappé de ce fait, qu'un certain nombre d'hypothèses ou conceptions systématiques se sont produites de très bonne heure relativement à l'origine et à la fin des choses, à la nature et à la destinée de l'homme, que ces conceptions, toujours à peu près les mêmes, quoique chacune avec de notables développemens, se sont reproduites aux époques les plus diverses, et qu'elles paraissent toutes à peu près aussi durables et aussi nécessaires les unes que les autres. C'est là le fait le plus général et le plus éclatant qui résulte de l'histoire de la philosophie, et plusieurs fois on a essayé de classer, de caractériser ces types primitifs et élémentaires auxquels se ramènent toutes les formes systématiques de la pensée humaine. Il y a là certainement un sujet d'étude qui mérite de provoquer la réflexion.

Selon les uns, les systèmes sont des opinions arbitraires et de

fantaisie, nées dans l'imagination des philosophes, comme les épopées et les drames dans l'imagination des poètes : ils n'ont aucune valeur objective. L'histoire des systèmes n'est qu'une partie de la littérature. C'est là évidemment une théorie très superficielle et qui efface tous les caractères principaux des faits qu'il s'agit d'expliquer. Il y a une très grande différence entre les systèmes des métaphysiciens et les œuvres des poètes. Je ne parle pas seulement de la différence de forme, qui est déjà quelque chose de considérable. Il y en a une bien plus importante, et qui est dans la conscience même des uns et des autres. Le poète veut créer, le métaphysicien veut expliquer. Le poète n'a pas besoin que son œuvre ait un objet en dehors de lui : c'est un monde qu'il ajoute au monde, c'est une création dans la création. Le métaphysicien au contraire prétend représenter la nature des choses. Si son œuvre n'a pas d'objet, elle périt par cela même. Or d'où vient cette croyance du métaphysicien, et comment une si grande illusion serait-elle possible, s'il n'y avait en dehors de nous aucune donnée qui justifiât cette supposition fondamentale de toute construction systématique? D'ailleurs soutenir que toutes ces explications prétendues ne sont que des créations arbitraires, est-ce autre chose que le point de vue sceptique, c'est-à-dire précisément un des systèmes qu'il s'agit d'expliquer? Admettre cette explication, ne serait-ce pas absorber tous les autres systèmes au profit d'un seul?

On peut donner de l'existence des systèmes en philosophie une explication plus scientifique et plus profonde en disant qu'ils ne sont que des hypothèses provisoires destinées à lier les phénomènes connus, à en rendre compte dans la mesure de notre expérience et de notre science, à susciter même la recherche de faits nouveaux et inconnus qui viennent soit vérifier, soit renverser l'hypothèse reçue. A mesure que les sciences font plus de progrès, il faut avoir recours à des hypothèses de plus en plus vastes qui sont renversées par d'autres, et ainsi de suite à l'infini. Selon cette vue, les systèmes ne sont que des machines destinées à rassembler les richesses acquises et à en susciter de nouvelles. Ils n'ont point de valeur en eux-mêmes, et représentent seulement les divers degrés de notre science de la nature. Cependant ce ne sont pas de pures conceptions arbitraires, comme dans le cas précédent : ce sont des points de vue relativement vrais, mais dont la vérité s'évanouit dans une synthèse plus large, qui n'a elle-même qu'une part de vérité relative. Cette seconde explication des systèmes, beaucoup plus satisfaisante que la première, n'en vient pas moins échouer devant deux faits. D'abord les hypothèses les plus vastes sont précisément celles qui se sont présentées les premières. En second lieu, le progrès phi-

losophique ne va pas jusqu'à détruire toutes les hypothèses précédentes au profit de l'hypothèse nouvelle; mais l'on voit presque toujours tous les grands systèmes se reproduire ensemble ou du moins se succéder dans une série d'oscillations à peu près les mêmes. Ce n'est pas seulement l'évolution d'une idée qui se développe, c'est le conflit de plusieurs idées coexistantes qui se balancent et se tiennent perpétuellement en échec.

Un autre genre d'explication très répandu (et c'est de tous le plus contraire à l'éclectisme) consiste à supposer que parmi les systèmes il y en a un qui est vrai, et que tous les autres sont faux. Par exemple, s'il y a quatre systèmes fondamentaux, comme on l'a dit, — le mysticisme, le scepticisme, le sensualisme, l'idéalisme, — on exclura les trois premiers comme faux, le quatrième seul étant le vrai; mais l'idéalisme lui-même étant une expression vague qui réunit les systèmes les plus contraires, à savoir l'idéalisme de Plotin et celui de Hegel, celui de Platon et celui de Descartes, on fera encore un choix entre toutes ces formes de l'idéalisme, et on finira par se limiter au pur spiritualisme, entendu dans le sens le plus précis, mais aussi le plus étroit. Or il résulte de cette manière d'entendre les choses un très grand inconvénient, c'est qu'un très petit nombre de philosophes seulement est resté dans le vrai et que le plus grand nombre s'est trompé : conclusion beaucoup trop favorable au scepticisme, car si tant de philosophes se sont trompés, de quel droit supposerais-je qu'un si petit nombre a été hors d'erreur, et que j'ai précisément la chance de me trouver parmi ceux-là? Et si ces philosophes privilégiés me paraissent échapper à mes critiques, ne serait-ce point parce que je ne veux pas leur en faire et que je les dispense du sévère examen que j'inflige aux autres? Par exemple, je dirai l'admirable principe du *cogito, ergo sum*, les sublimes preuves de l'existence de Dieu données par Descartes, etc.; mais si j'appliquais à ces principes le même genre de critique impitoyable que je dirige contre la sensation transformée ou l'impersonnalité de Dieu, qui me prouve que même ces grands principes resteraient debout?

Il y a d'ailleurs dans ce système quelque chose qui n'est pas expliqué : il reste toujours à savoir pourquoi certains hommes sont dans l'erreur. On a dit souvent que la cause des erreurs philosophiques est dans nos passions, et que si les vérités géométriques étaient aussi contraires à nos passions que le sont les vérités morales et religieuses, il y aurait autant d'hommes qui nieraient la géométrie qu'il y en a pour nier Dieu et la vie future. On oublie que, si ces grandes vérités sont contraires à quelques-unes de nos passions, elles en favorisent quelques autres : elles sont conformes

à nos désirs et à nos espérances, de telle sorte que l'argument peut être rétorqué par les athées et l'a été plus d'une fois. La distinction des bonnes et des mauvaises passions n'est pas ici applicable, car les bonnes passions ne sont pas plus aptes que les mauvaises à juger du vrai et du faux.

Cette explication est démentie en outre par la plus forte de toutes les raisons, par l'expérience, car on ne voit pas qu'il y ait une liaison nécessaire entre les doctrines et les mœurs, et l'on a vu trop souvent en philosophie de graves erreurs soutenues par des hommes d'une conduite irréprochable. Épicure, Spinoza, Condillac, Helvétius, Kant, étaient les plus honnêtes gens du monde. Cependant l'un était athée, l'autre panthéiste, l'autre sensualiste et le dernier sceptique. Aujourd'hui encore nous voyons l'exemple des plus austères vertus donné par quelques-uns des hommes dont les doctrines sont le plus justement contredites. A la vérité, parmi les passions, il en est une surtout que l'on a rendue responsable de toutes les erreurs et qui n'est pas inconciliable avec la noblesse du caractère : c'est l'orgueil. L'orgueil, dit-on, est la cause de toutes les mauvaises doctrines : c'est pour se distinguer des autres hommes que l'on se fait incrédule et libre penseur; on est bien aise d'avoir montré ainsi qu'on a secoué le joug. Il y a bien là, si l'on veut, quelque chose de vrai, et cela peut s'appliquer à quelque jeune téméraire sorti des bancs de l'école; mais j'avoue que j'ai bien de la peine à expliquer par des motifs aussi vulgaires les profondes pensées d'un Spinoza ou d'un Kant. A dire vrai, je ne vois pas qu'il y ait sous ce rapport grande différence entre les bonnes et les mauvaises philosophies. Je ne vois pas moins d'orgueil dans Descartes que dans Condillac, dans Malebranche que dans Spinoza. Les meilleurs philosophes sont très piqués quand on touche à leurs idées, et le prédicateur qui vient de faire un sermon éloquent contre l'orgueil des philosophes serait de très mauvaise humeur, si on lui disait que son sermon est mauvais. Il n'y a donc pas là un criterium suffisant pour distinguer le vrai du faux.

On dira encore que tels auteurs que nous désapprouvons sont des esprits faux; mais il y a encore là bien des difficultés. Nous sommes tentés trop souvent d'appeler esprit faux quiconque ne pense pas comme nous : or c'est là un cercle vicieux. Sans doute, si un tel a tort, c'est un esprit faux; mais la question est de savoir s'il a tort, et vous ne pouvez pas en préjuger la solution par une qualification qui la suppose. Je ne méconnais pas d'ailleurs la distinction établie entre les esprits justes et les esprits faux (quoique cette distinction soit assez difficile à expliquer psychologiquement); mais elle me paraît indépendante de la qualité des systèmes. Les meilleures

doctrines peuvent être défendues par des esprits mal faits, et de bons esprits en peuvent soutenir d'erronées : c'est au moins ce qui semble résulter de l'expérience.

C'est en raison de toutes ces difficultés et impossibilités que l'éclectisme a été conduit à donner une théorie nouvelle de l'existence des systèmes, ou du moins une théorie renouvelée de Leibniz, et à laquelle on n'avait pas accordé assez d'attention; tous les systèmes sont vrais par certains côtés, tous représentent un aspect de la vérité. De même que l'on peut faire beaucoup de portraits différens d'une même personne et tous ressemblans (aucun d'eux n'étant un portrait absolu, ce qui est contradictoire), de même les divers systèmes sont les expressions diverses, les interprétations opposées d'un même objet. Ce que Leibniz disait de ses monades, que chacune d'elles est un miroir de l'univers, est vrai des systèmes. Chacun d'eux est comme un microcosme où tout vient se réfléchir sous un angle particulier qui altère et restreint les proportions de l'ensemble.

Quoi de plus vraisemblable que cette manière de voir ? Supposer, encore une fois, que parmi tous ces systèmes un seul est vrai et que tous les autres sont faux, c'est, nous venons de le voir, une hypothèse remplie de difficultés. Supposer, d'un autre côté, que tous sont faux et ne sont que des conceptions absolument chimériques est également un fait bien difficile à comprendre, car prétendre que l'homme cherche le secret des choses, mais qu'il ne peut le trouver en aucune façon, c'est presque, si je ne me trompe, une contradiction. S'il cherche le secret des choses, c'est qu'il croit qu'il y en a un; c'est donc qu'il ne se contente pas du pur phénomène, et qu'il saute par-delà. L'animal ne cherche pas le secret des choses. La question même implique déjà une solution anticipée, qui est la loi primitive et fondamentale de la raison.

On dira peut-être que les systèmes ne correspondent pas aux choses telles qu'elles sont en soi, mais qu'ils ne sont que les divers points de vue que la raison humaine découvre ou plutôt met elle-même dans les choses. Les systèmes ne représenteraient donc plus l'univers : ils représenteraient l'esprit lui-même, ils ne seraient plus que le miroir de la raison. Lors même qu'il en serait ainsi, l'éclectisme serait encore justifié; il le serait même davantage, car aucun système dans cette hypothèse n'aurait plus le droit de se substituer aux autres, et la philosophie, n'étant plus l'expression de la vérité objective, serait engagée plus que jamais à épuiser tous les systèmes, c'est-à-dire toutes les idées fondamentales de l'esprit humain, pour reproduire dans un tableau complet l'image fidèle de la raison tout entière. Dans une théorie où l'on prétendrait qu'il n'y a pas de

choses en soi, les systèmes eux-mêmes deviennent les choses en soi, la raison étant alors ce qu'il y a de plus réel, et même la seule chose réelle. Dans ce système, l'histoire de la philosophie prend une importance beaucoup plus grande encore que dans toute autre, et l'éclectisme n'y est pas seulement une convenance, il y est une nécessité.

Une des objections les plus répandues autrefois contre l'éclectisme, c'est qu'il conduit à l'indifférence et au sceptiscisme. Lorsque l'on croit qu'il y a de la vérité partout, on est bien près de croire qu'il n'y en a nulle part. Si tout le monde a raison, tout le monde a tort, puisque tous se contredisent : ou plutôt on n'a ni tort ni raison, et le vrai et le faux vont se perdre dans l'abîme de l'absolue indifférence. Cette objection, tant répétée il y a trente ans, a été bien démentie par l'expérience, car ce que l'on reproche précisément aujourd'hui, avec la même violence, à l'ancienne école éclectique, devenue l'école spiritualiste, c'est au contraire un certain excès de dogmatisme et une sorte d'intolérance. Au reste, que l'indifférence, la neutralité et le scepticisme puissent être souvent la fâcheuse conséquence d'une trop large manière de concevoir les choses, c'est ce qu'il serait difficile de nier. C'est là un des dangers les plus manifestes des époques très éclairées, qui connaissent trop le fort et le faible de toutes les thèses, le pour et le contre de toutes les questions. Elles savent trop pour conserver des passions et des croyances, et l'énergie des convictions se concilie difficilement avec l'étendue des lumières.

Tout cela peut être vrai; mais il ne faut pas confondre l'un des abus possibles d'une méthode avec cette méthode elle-même. La méthode est incontestable. Après tout, le premier devoir est d'être juste. Même dans le désir si louable de me conserver des croyances fortes, je ne dois pas imputer une erreur à mes semblables, si ce n'est point une erreur, ni même me fermer les yeux sur la part de vérité que cette erreur peut contenir. Je dois à mon esprit la vérité, et j'ai le droit et le devoir de la recueillir partout. Si Lucrèce exprime avec force l'influence du physique sur le moral, je ne dois point me fermer les yeux pour ne pas voir la vérité qu'il me présente, parce qu'un matérialiste et un athée peuvent en abuser. Je ne dois pas le peindre comme un sophiste coupable, lorsque son seul tort est d'être frappé d'un point de vue vrai, mais de négliger les autres, tort dans lequel je tombe tous les jours moi-même. C'est se mentir à soi-même et mentir aux autres que de croire que tout est faux dans un système faux. Que ce soit maintenant une grande difficulté de réunir toutes ces parcelles de vérité, d'en faire un faisceau, de les lier, et de se donner ainsi un *credo* absolu avec tous ses

avantages et tous ses inconvéniens, je le reconnais; mais en revanche n'est-ce donc rien que cet amour de la vérité qui ne nous permet pas de la méconnaître partout où elle se manifeste à quelque degré? N'est-ce pas quelque chose que cet amour de la liberté qui permet à chacun d'exposer son propre point de vue, parce que dans tout point de vue il y a quelque chose de bon? N'est-ce rien enfin que cet amour de l'humanité, cette fraternité en esprit qui nous inspire cette croyance que nul homme ne se trompe d'une manière absolue? Au lieu de deux classes d'hommes, les réprouvés et les élus, les uns dignes du salut éternel, les autres condamnés au feu dans ce monde et à l'enfer dans l'autre, nous ne voyons dans tous les philosophes de bonne foi, quels que soient leurs principes, que des frères en esprit. Tel est le véritable éclectisme, qui n'est autre chose que le plus large libéralisme.

Il n'y a donc qu'une seule manière d'expliquer la diversité des systèmes sans tomber dans la déclamation et dans l'intolérance : c'est de supposer que chacun de ces systèmes représente un des aspects, une des formes de la vérité. Cet aspect des choses, saisi par un esprit supérieur, est devenu pour lui l'univers tout entier. Il a tout ramené à un principe unique, il en a fait tout découler par une déduction arbitraire. On sait à quel prix les esprits systématiques obtiennent ces belles unités, dont la logique est irréprochable : c'est tantôt par des mutilations de la réalité, tantôt par des hypothèses nouvelles venant étayer et compliquer l'hypothèse fondamentale. Souvent aussi la réalité est plus forte que le système et s'y fait sa place. De là des incohérences, des contradictions que l'on dissimule comme on peut, et par de nouvelles machines.

Que doit donc faire l'historien de la philosophie? Il doit recueillir tous ces points de vue, vrais par un certain côté, et les transmettre à la philosophie, qui se charge de les concilier. On doit reconnaître que, malgré les critiques dont l'éclectisme a été l'objet, cette partie de sa méthode a définitivement triomphé. Rien de plus ordinaire aujourd'hui, rien de plus généralement admis (excepté dans les plus bas degrés de la controverse) que ce procédé qui consiste tout d'abord à faire la part du vrai chez ses adversaires, et en général chez tous les penseurs. La part faite au passé est également plus grande qu'elle ne l'était autrefois. Il n'est personne de nos jours qui se résignerait à juger Platon et Aristote comme on les jugeait au XVIIIe siècle. On trouve même de l'or, suivant l'expression de Leibniz, dans le fumier de la scolastique.

Ainsi la méthode éclectique est entrée aujourd'hui dans la philosophie et n'en sortira plus. C'est là un des gains les plus solides et les moins contestables dus à l'étude de l'histoire de la philoso-

sophie; mais si la méthode éclectique est hors de toute contestation sérieuse, en est-il de même de l'éclectisme considéré comme système de philosophie? C'est la dernière question que nous voudrions examiner.

Rien de plus simple, pour peu qu'on ait l'esprit droit, le caractère bien fait et une solide éducation philosophique, que de reconnaître la vérité partout où elle se présente, que de rendre justice successivement à Descartes et à Locke, à Spinoza et à Kant. Cependant, lorsque l'on a ainsi dégagé de chaque philosophie la part de vérité que l'on a cru y découvrir, on a devant soi un travail bien autrement difficile : c'est de concilier, de joindre ensemble toutes ces parcelles de vérité, d'en faire un tout systématique et régulier. C'est là surtout que la faiblesse de la raison humaine se fait sentir : on voudrait pouvoir en quelque sorte faire tenir tous les principes dans un même sac; mais quand on presse d'un côté, ils ressortent de l'autre, comme lorsqu'on veut faire entrer trop de choses dans une boîte trop étroite. Si tel point de vue est vrai, comment tel autre peut-il l'être également? Par quel moyen les mettre d'accord? Quand on lit Kant, on en retire cette impression, que la raison est trop ambitieuse dans ses théories métaphysiques; mais si cela est vrai, comment la métaphysique elle-même est-elle possible? Jusqu'où l'est-elle, et dans quelle mesure? Quelle est la vraie limite de ce que nous pouvons et de ce que nous ne pouvons pas savoir? Admet-on que la raison atteint l'absolu, si peu que ce soit, c'est Kant qui a tort. Admet-on au contraire qu'elle ne l'atteint pas, c'est Kant qui a raison, et tous les autres ont tort. Que devient l'éclectisme? Je prends un autre exemple. Incontestablement il y a du vrai dans le panthéisme. Personne ne peut nier que Dieu ne soit en toutes choses d'une certaine manière. Des choses qui seraient absolument hors de Dieu seraient sans Dieu. Ainsi Dieu est partout, Dieu est en tout, *est Deus in nobis*. Voilà le vrai du panthéisme. D'un autre côté pourtant, il y a des créatures, il y a des individus, il y a des forces indépendantes. Si l'on n'admet pas cela, Dieu est tout; si Dieu est tout, tout est Dieu; si tout est Dieu, il n'y a pas de Dieu. Maintenant comment ces deux vérités peuvent-elles se concilier? comment, si Dieu est en tout et partout, peut-il y avoir quelque chose qui ne soit pas lui? Et, s'il y a quelque chose qui n'est pas lui, comment est-il en tout et partout? comment concilier enfin l'infinité du Créateur avec l'indépendance des créatures? On essaie de remplir l'abîme par la création continuée, les causes occasionnelles, la promotion physique; on invente les émanations alexandrines, le *process* hégélien, etc. Toutes ces hypothèses renferment cependant la même difficulté

fondamentale; on ne fait que tourner sur soi-même et revenir au point d'où l'on est parti. En poursuivant une recherche semblable sur tous les problèmes de la philosophie, on voit combien la conciliation des systèmes est une œuvre difficile; en réalité, cette conciliation ne consiste presque toujours qu'à juxtaposer des principes, à peu près comme en politique on fait des ministères de transaction en réunissant les hommes les plus voisins des partis contraires. Autre chose cependant est la théorie, autre chose est la pratique. La pratique vit de transactions; mais il ne peut y avoir de transaction dans le domaine de la vérité. En politique, on fait comme on peut; en philosophie, on ne devrait concilier qu'en expliquant, c'est-à-dire en liant les vérités l'une à l'autre par des degrés intermédiaires.

Quelques esprits ont clairement aperçu ces difficultés, et ils ont dit que l'éclectisme est un degré nécessaire de la philosophie, mais que ce n'est pas encore la vraie philosophie elle-même. La vraie philosophie consisterait, non pas à ajouter bout à bout les principes des divers systèmes, mais à les lier ensemble à l'aide d'un principe nouveau; à l'éclectisme, en un mot, on propose de substituer la synthèse. De cette manière, on pourrait concilier le respect du passé avec les besoins de l'avenir, tenir compte de ce qui a précédé sans s'y asservir, ne pas sacrifier la philosophie à son histoire, et tout en absorbant les systèmes passés créer cependant des systèmes nouveaux.

Rien de plus juste, je dirai même rien de plus évident qu'une telle opinion, et ceux qui la proposent se tromperaient fort, s'ils croyaient qu'on veut la leur contester. Sans aucun doute, il serait très avantageux de découvrir quelque principe nouveau qui nous permît de lier et d'enchaîner tous les principes antérieurs, il serait très désirable que quelqu'un nous fît cette surprise; mais là même est la difficulté. Rien de plus facile que de dire : « Il nous faut un principe nouveau, ayons des idées nouvelles, découvrons quelque chose; » pourtant, si cela est facile à dire, cela est très difficile à faire, et la plupart du temps on se contente de le dire.

Sans doute nous ne devons pas oublier que notre siècle a vu un grand système dont l'ambition a été précisément de réconcilier et d'absorber tous les systèmes passés dans une synthèse supérieure : c'est l'idéalisme hégélien. Toutefois, sans aborder ni même effleurer ici l'examen de ce système, contentons-nous de faire remarquer qu'il n'est encore lui-même, comme tous ceux qui l'ont précédé, qu'un point de vue pris dans la nature des choses, et ce point de vue, si large qu'on veuille le supposer, n'est encore aussi qu'un côté de la réalité, qu'un éclectisme supérieur doit corriger et compenser

par d'autres points de vue que l'hégélianisme a trop sacrifiés. Par exemple, il n'est personne aujourd'hui qui ne reconnaisse que Hegel a trop sacrifié l'expérience, qu'il a trop exagéré la puissance de la méthode *a priori*. On essaie maintenant de le réconcilier avec l'empirisme; mais cela même, c'est le détruire. On peut donc affirmer qu'à l'heure qu'il est le système hégélien ne subsiste déjà plus à titre de système, et qu'il n'en reste que des débris épars et un certain esprit. Je dis bien plus : l'hypothèse que le système de Hegel serait absolument vrai est en contradiction avec les principes même de son système. S'il est vrai en effet que l'univers ne soit que le développement, l'évolution de l'idée, si l'idée, en sortant d'elle-même, devient la nature, et en revenant à elle-même devient l'esprit, si la plus haute forme de l'esprit est la philosophie, et si la plus haute forme de la philosophie est la doctrine hégélienne, on ne voit pas du tout pourquoi l'idée s'arrêterait là, et pourquoi on lui interdirait tout développement ultérieur. Par la même raison qu'elle s'est développée dans le passé, elle doit se développer encore dans l'avenir. La philosophie de Hegel n'est qu'un moment de l'idée, tout aussi bien que la philosophie de Platon. Par conséquent, son système n'est qu'une forme transitoire qui doit périr comme toutes les autres. La conscience que l'idée prend d'elle-même par la philosophie peut s'éclaircir de plus en plus et lui révéler beaucoup de choses que Hegel n'a pas aperçues. Qui sait même si l'idée ne découvrira pas un jour qu'elle n'avait pas besoin de Hegel, ni même d'aucun esprit humain, pour prendre conscience d'elle-même, et que cette conscience lui est coéternelle, coessentielle, consubstantielle? Ainsi le système de Hegel, pas plus qu'aucun autre système, ne peut enchaîner à jamais dans une forme déterminée le mouvement et l'essor de la pensée.

Je n'hésite point à le dire, tout système est une erreur, et l'éclectisme lui-même, en tant que système, est une erreur. Pour tout concilier, il faut tout savoir : pour enchaîner toutes les vérités, il faudrait être au centre de la vérité même. Le philosophe, qui mesure ses forces à son ambition et à son désir, voudrait tout embrasser, tout observer, tout dévorer d'un seul coup; mais, comme dit le spirituel Emerson, « la bouchée est trop grosse. » Il faut se résigner à en laisser. Nous ne pouvons connaître que des parcelles de vérité, nous ne pouvons former que des synthèses partielles; lors même que nous nous élevons jusqu'au premier principe, nous ne saisissons pas le lien qui l'unit à tout le reste. Sans doute ces synthèses partielles peuvent être de plus en plus larges, les intermédiaires entre l'absolu et le relatif peuvent être plus ou moins bien connus; mais l'éclectisme absolu, comme la science absolue (et

ce serait la même chose), n'est qu'en Dieu et n'est pas en nous.

Ce ne serait pas là du scepticisme, car je crois que ces vérités partielles sont des vérités. Je crois qu'il y a un principe suprême et premier auquel se rattachent et la raison et l'univers; mais quant à la mesure, à la limite, à la détermination précise des rapports entre le tout et les parties, entre l'un et le plusieurs, ce sont là autant de conceptions relatives et provisoires comme disent les positivistes, qui eux-mêmes ont raison dans une certaine mesure. Cette manière d'envisager la philosophie peut paraître assez peu satisfaisante, et j'avoue qu'elle me laisse moi-même fort peu satisfait; qu'y faire cependant? Je ne puis échapper à cette vérité évidente, que « tout système est étroit et erroné, » ni à cette autre non moins évidente, « que la raison ne peut comprendre le tout des choses sans être elle-même ce tout. » Et cependant que deviendrait la philosophie, s'il n'y avait plus de système? Le système est le ferment de la philosophie : c'est lui qui pousse, qui excite à la découverte, et il est lui-même un résultat nécessaire des découvertes déjà faites.

Pour résoudre cette antinomie, voici tout ce que j'imagine, ou plutôt ce que je répète après l'ingénieux Jouffroy (1). On peut faire de la philosophie de deux manières, soit avec du génie, soit avec du bon sens. Le génie découvre et crée, il fait faire un pas en avant; mais en même temps, par une illusion que je croirais volontiers providentielle, le génie se persuade toujours qu'il a trouvé le dernier mot de tout. Le point de vue qui l'a frappé lui paraît la vérité absolue : il coordonne tout autour de ce point de vue unique; par là, il creuse plus avant, il développe et enrichit la science par des faits nouveaux et des analyses nouvelles. Le bon sens se contente de comprendre et de recueillir, sans en faire un système, les vérités découvertes par les hommes de génie : il fait la part à chaque système, à chaque point de vue, il les concilie comme il peut; souvent même il renonce à les concilier, parce qu'il reconnaît que cela lui est impossible; il ne sacrifie point pour cela une vérité à une autre, car il sait que ce qui ne se concilie pas pour nous peut se concilier dans la nature des choses. Il est donc ouvert à toutes les vérités, de quelque part qu'elles viennent, comme un peuple éclairé qui juge sagement dans ses comices les systèmes politiques qu'on lui propose, et qu'il n'eût pas trouvés tout seul. Le bon sens aspire à comprendre le plus de choses possible et à se tromper le moins possible. Le bon sens, ainsi entendu, ne se confondra pas

(1) Voyez, dans les *Premiers Mélanges philosophiques*, les pages sur la philosophie et le sens commun. Cependant le point de vue de Jouffroy n'est pas tout à fait celui que je développe ici.

avec les opinions vulgaires; il pénétrera même aussi avant que possible dans les profondeurs de la pensée, pourvu qu'il soit guidé par les hommes de génie, supérieur à eux en ce qu'il les comprend tous, tandis qu'ils ne se comprennent pas entre eux. Son signe principal est de ne point inventer : il recueille, choisit et transmet. L'invention et la découverte, mais au prix de l'erreur, voilà le don du génie : c'est un rayon sacré, c'est une grâce divine. Heureux ceux qui ont reçu cette grâce, quelle que soit la rançon qui la paie! Malheureux ceux qui ne l'ont pas reçue, mais qui croient l'avoir, et qui se tourmentent pour faire croire aux autres qu'ils l'ont! Heureux encore ceux qui, ne l'ayant pas reçue, ne cherchent ni à se tromper eux-mêmes, ni à tromper les autres en se faisant passer pour inspirés! Ceux-là sont les socratiques, les platoniciens; ils ont pratiqué le précepte : connais-toi toi-même. Ils ne croient pas savoir ce qu'ils ignorent; ils n'affectent pas non plus, par un autre genre d'orgueil, d'ignorer ce qu'ils savent; ils s'instruisent à toutes les écoles, demandent des lumières à leurs adversaires autant qu'à leurs amis. Les philosophes de génie sont les maîtres du monde qui font payer leurs bienfaits et leur gloire par le despotisme. Les philosophes de bon sens sont les magistrats d'un état libre qui font le bien sans éclat, mais sans tempêtes, et qui, respectant tous les intérêts et tous les droits, sont par là même obligés de s'abstenir des grandes aventures.

Des deux philosophies que nous venons de décrire, je n'ai pas besoin de dire quelle est la nôtre; nous n'aspirons qu'à la philosophie du bon sens. Elle n'est pas encore si facile qu'on le pourrait croire, elle a elle-même ses épreuves et ses douleurs. Que l'on n'en veuille pas du reste à la philosophie du bon sens, car elle n'interdit à personne d'avoir du génie. Quelques grands hommes ont su joindre l'une à l'autre, et à la gloire d'inventer et de créer ils ont ajouté celle de comprendre, de recueillir, de concilier. Sous ce rapport, les anciens sont supérieurs aux modernes; ils ne sont point, comme ceux-ci, esclaves du systématique. Ils ont une théorie; mais ils ont plus d'idées que leur théorie n'en peut embrasser, et ils ne les rejettent pas pour cela. Tous les poissons de la mer ne peuvent pas tenir dans un seul filet, et de quelque manière qu'ils nous arrivent, ils n'en sont pas moins savoureux.

PAUL JANET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 janvier 1866.

Tandis que les têtes chenues de la politique s'apprêtent à peu près partout dans notre monde européen à reprendre le collier de travail, tandis que les orateurs officiels aux quatre points cardinaux se disposent à rentrer dans l'ornière des affaires, tandis qu'on pense en France aux charges de l'entreprise du Mexique, en Angleterre à la réforme parlementaire, en Italie à la confection d'un budget économique, en Autriche à la nécessité de concilier l'unité de gouvernement avec la variété des langues et des races, tandis que dans notre hémisphère le génie de l'absolutisme devient visiblement vieux, stérile et morose, — et que par contre une séve généreuse et libérale gonfle sensiblement la veine de la jeune génération survenante l'Espagne s'est chargée du lever du rideau et nous distrait depuis une dizaine de jours par une saynète de sa façon. L'Espagne nous donne le spectacle d'une petite insurrection militaire, d'un petit *pronunciamiento* et d'un grand émoi gouvernemental. L'échauffourée du général Prim et les grandes marches des héroïques généraux qu'on a mis à ses trousses ont déridé les fronts les plus soucieux et ont répandu dans le parterre un courant de belle humeur.

Au risque de passer pour frivoles, nous ferons un aveu : les accès d'indiscipline militaire et les *pronunciamientos* font partie à nos yeux du romantisme de la politique espagnole. L'Espagne nous ennuie quand elle s'abandonne aux solennités monotones de la fausse éloquence parlementaire, quand elle s'engourdit sous les discours pompeux et empanachés de ses prétendus hommes d'état, si nombreux, affublés de tant de titres sonores, constellés de décorations si magnifiques, qui parlent tous si bien et agissent si mal ou si peu. Elle devient amusante au contraire, comme en un jour de *corrida,* quand l'impatience la prend, et lorsque ses ambitieux ou ses patriotes, agiles comme des *banderilleros,* fiers comme des *matadores,* s'élancent à la chasse du pouvoir. C'est sans doute un travers de jeunesse, mais l'Espagne que nous aimons est l'Espagne romantique, l'Es-

pagne accidentée, colorée, ardente, fantasque, celle que nous ont peinte les romanciers et les poètes, et nous aurons toujours pour mie l'Andalouse d'Alfred de Musset. Le général Prim sera certainement un grand coupable, s'il n'a pas la chance d'être aussi heureux que le fut le général O'Donnell en 1854. Il aura toujours eu le mérite de balayer par un court orage la lourde et étouffante atmosphère où l'Espagne suffoquait depuis six mois. Nous n'avons aucun goût personnel pour le général Prim; nous lui gardons une dent pour ses rêves de Vichy, qui ont été révélés à l'histoire, et pour la part qu'il a prise à la conception de l'affaire du Mexique : nous ne pouvons même oublier le ridicule dont il s'est couvert en menaçant, en plein sénat d'Espagne, de sa bonne lame de Tolède, un simple robin tel qu'était feu le pauvre M. Billault. Il nous est indifférent que le marquis de Castillejos devienne premier ministre de toutes les Espagnes ou revienne fumer des *puros* à Tortoni, comme de précédens exils lui en ont déjà fourni l'occasion. Quoi qu'il arrive pourtant, le bouillant général aura eu le plaisir de faire parler de lui, et aura rendu à son pays une sorte de service en brisant une situation devenue intolérable par son épuisante incertitude.

On ne peut dire grand'chose de l'insurrection elle-même, aujourd'hui probablement déjouée, le ministère espagnol ayant mis la main sur tous les journaux et n'ayant laissé arriver à la publicité que les informations de sa façon. Le petit nombre des incidens connus présente un caractère original. Bien que le ministère se vante d'avoir été au courant de la conspiration, laquelle s'étendait, il ne craint pas de le dire, à toute l'Espagne, Prim a pu quitter Madrid avec ses amis comme s'il partait pour une partie de chasse. Les Catalans dont il s'est composé une petite garde étaient cachés d'avance à Madrid et en sont sortis sans difficulté. Prim a enlevé sans obstacle la garnison d'Aranjuez : c'est son premier et dernier succès. Après avoir rallié la cavalerie d'Aranjuez, il vint, dit-on, jusqu'à quatre lieues de Madrid, à Alcala, où étaient établis d'autres régimens de cavalerie qu'il comptait entraîner; mais le maréchal O'Donnell l'avait prévenu : se défiant de l'esprit de ces troupes, il les avait rappelées dans la capitale. On croit que, si Prim eût attiré à lui la cavalerie d'Alcala, il eût disposé de dix-huit cents sabres et eût tenté sur-le-champ un coup de main sur Madrid. Avec une telle force et se trouvant au nord de la capitale, il eût pu du moins se diriger vers l'Aragon et la Catalogne, y recruter de nombreux adhérens, y soulever les grandes villes, et, par une diversion aussi redoutable, provoquer et aider la population de Madrid à se prononcer. Au point de vue militaire, il semble que la cause décisive de l'échec de Prim soit l'avortement de son projet sur Alcala. Ce premier insuccès a rompu toutes ses mesures et fait manquer les insurrections partielles et les adhésions militaires sur lesquelles il comptait. Il s'est alors réfugié au sud de Madrid, dans la sierra de Tolède; mais, quelle que fût la lenteur des généraux qui cherchaient à l'envelopper, il ne pouvait y tenir longtemps, et il est entré dans l'Estramadure en suivant le Tage, comme s'il se dirigeait vers le Portugal. Ce qui permet

de parler de cette entreprise avec une certaine légèreté, c'est que, tout en étant une équipée militaire, on peut croire, d'après ce qui s'est passé jusqu'à présent, qu'elle demeurera bénigne et n'entraînera pas de violence sanguinaire. Le grand mérite du maréchal O'Donnell est d'avoir empêché l'explosion d'une révolte générale par des déplacemens de troupes prompts et opportuns. Des corps étaient-ils suspects, il les a fait venir à temps à Madrid comme les régimens stationnés à Alcala. D'autres corps paraissant plus hostiles et plus dangereux, comme le régiment des Arapiles, il les a fait sortir de Madrid et les a envoyés par les chemins de fer on ne sait où. Il a consigné dans les casernes la garnison de Madrid, et tout ce que cette garnison a gagné jusqu'à présent à l'insurrection, c'est quelques jours de maussades arrêts. Les étrangers qui se trouvent en ce moment dans la métropole espagnole s'apitoient d'un œil, en riant de l'autre, sur ces pauvres soldats qui viennent coller aux vitres de leurs casernes leurs figures ennuyées, tandis qu'aux portes, dans les rues, les officiers supérieurs, les grosses épaulettes, geôliers de leurs hommes, battent la semelle et ont l'air de monter la garde comme des factionnaires. Quant aux exploits des généraux qui se sont mis à la poursuite de Prim, ils sont d'un haut comique. Ces capitaines ont une façon de faire la guerre civile en pantoufles qui restera célèbre. Le général Zabala se laisse arrêter aux environs d'Aranjuez par la destruction d'un pont, et perd des journées en contre-marches lorsqu'il n'aurait à faire traverser paisiblement à quelques centaines d'hommes que le Tage, qui à cet endroit est moins gros que la Marne. Le marquis del Duero, qui s'est trop tôt lassé pour l'amusement du public et qui a eu besoin d'un remplaçant, s'est immortalisé par ces reconnaissances où il a une fois fait saisir un homme qui n'a point dit son nom, et où une autre fois il a entrevu à un demi-quart de lieue, sans doute avec une lunette de courses, une figure de général entouré d'une petite escorte qu'un malin brouillard, ce déguisement des dieux dans les combats d'Homère, lui a soudainement dérobée. Plaisante vicissitude des choses humaines, il y a douze ou quatorze ans, avant la sédition militaire réussie d'O'Donnell, les frères Concha, alors en disgrâce, passaient à Paris pour les fauteurs ardens de l'idée de l'unité ibérienne, et c'est un des Concha qui a voulu marcher contre Prim, accusé lui aussi aujourd'hui de conspirer pour l'unité de l'Ibérie! Mais nous sommes sûrs qu'en cela le général Prim est calomnié. Le général factieux ne peut point méditer le renversement d'Isabelle II. Il n'est point seulement, de par elle, comte de Reus, marquis de Castillejos, grand d'Espagne de première classe, des liens plus délicats encore peut-être que les honneurs officiels l'attachent à sa souveraine : la reine a consenti à tenir un de ses enfans sur les fonds baptismaux! Une circonstance curieuse, et qui n'aide point les étrangers à déchiffrer la vraie situation de l'Espagne, c'est que plusieurs jours après la levée de boucliers de Prim, on rencontrait aussi dans une promenade de Madrid Mme la marquise de Castillejos et ses jeunes enfans. La femme du

chef de la révolte était certainement bien rassurée, et le montrait publiquement, sur les périls que pouvait faire courir à son téméraire époux la terrible poursuite des généraux Zabala et Concha.

Tout en refusant d'accorder à cet incident une importance solennelle, nous ne nierons point, après tout, que le coup de tête de Prim ne puisse fournir matière à quelques réflexions sérieuses. La tentative des rebelles, même en la supposant tout à fait déjouée, aura eu pour effet de simplifier la situation politique intérieure. En ce cas, un élément qui menaçait de devenir très actif, l'élément progressiste, sera pour un certain temps écarté de la lutte. Les diverses opinions conservatrices, modérées ou libérales, qui se sont trouvées en face d'une révolution et en ont été quittes pour la peur devraient profiter de la leçon. Ces partis devraient repousser loin d'eux ce système de défiances mutuelles, de dénigrement réciproque, cette guerre de rumeurs sourdes dont la reine avait été depuis quelques mois la victime universellement désignée. C'est un fait curieux que tous les partis, à travers leurs jalousies et leurs haines, en étaient arrivés à rejeter sur la reine la responsabilité des embarras de l'Espagne. Tous les partis s'imputaient la pensée de conduire la reine à une abdication forcée; même au début du mouvement de Prim, ces accusations persistaient. On attribuait d'un côté à l'union libérale la pensée de donner la régence à O'Donnell; on prétendait d'une autre part que les absolutistes agissaient aussi sur la reine pour la déterminer à quitter le trône et à laisser la régence à son mari. Ces dénonciations intestines, accréditées jusqu'à un certain point par l'attitude chagrine et le langage découragé de tous les hommes politiques d'Espagne, ont failli ouvrir l'accès de la place au troisième larron. La position de la reine Isabelle nous paraît devoir sortir de cette crise dégagée et fortifiée. En dépit des motifs de mauvaise humeur qu'ils croient avoir, les partis gouvernementaux doivent comprendre le danger auquel ils seraient tous exposés par un ébranlement et un déplacement du pouvoir royal; ils doivent sentir combien ils ont tous besoin de l'arbitrage de la reine. Il y aurait deux façons de compromettre et de perdre l'avantage que le gouvernement espagnol peut tirer de la tentative avortée de Prim : ce serait, ou bien que le maréchal O'Donnell crût devoir profiter de son ascendant militaire pour agrandir son pouvoir politique aux dépens de la couronne, ou bien que les fauteurs des doctrines absolutistes songeassent à employer la force que peut avoir gagnée le pouvoir royal à exciter un mouvement réactionnnaire qui menacerait tout d'abord le maréchal O'Donnell lui-même et ses amis. Que de pareilles inclinations puissent exister, il faudrait bien peu connaître la nature humaine pour le mettre en doute. Un conservateur excessif, M. Nocedal, n'a-t-il pas laissé voir la portée des ressentimens réactionnaires en déclarant à la chambre qu'il maudissait les insurrections militaires aussi bien dans le passé que dans le présent? Cette allusion au passé allait directement à l'adresse d'O'Donnell, et un ministre, M. Posada Herrera, a fait voir, tout en la dé-

tournant avec modération, que l'attaque avait été ressentie. Les hommes sages et bien intentionnés doivent souhaiter qu'on réprime ces deux tendances, du côté du ministère et du côté de la cour. Si le ministère et le pouvoir royal ont gagné chacun quelque accroissement de puissance par les derniers événemens, leurs intérêts propres et l'intérêt espagnol leur commandent d'augmenter encore les forces acquises en les unissant au lieu de les user dans des tiraillemens intérieurs et dans une lutte funeste.

L'incident espagnol, à l'envisager de plus haut, pourrait donner lieu à des considérations utiles sur une situation qui est commune aux états continentaux de l'Europe. Après tout, ce que nous voyons en Espagne n'est que l'excès d'un mal dont d'autres peuples souffrent à des degrés différens. Pour des causes qu'il n'est point nécessaire de rappeler ici, l'équilibre est depuis longtemps rompu en Espagne entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. C'est la force militaire qui a surtout contribué à l'établissement politique de l'Espagne contemporaine : de là l'ascendant de l'armée et de ses chefs et la subordination de la politique du pays aux intérêts et aux ambitions militaires. Un ministère, un parti semblent en Espagne dénués de toute force quand ils n'ont point un général à leur tête, et les crises d'où dépend le sort des institutions sont provoquées ou dénouées par l'intervention des chefs de l'armée. Il ne peut pas y avoir de bon gouvernement, de gouvernement conforme aux libertés et aux intérêts nécessaires des sociétés modernes, partout où il en est ainsi, partout où la prépotence militaire dépouille de sa primauté légitime l'autorité civile. La notion du droit s'oblitère, et toutes les grandes questions sont abandonnées à la force. Quelles que soient leurs admirables qualités, les armées, quand elles sont intervenues dans les révolutions intérieures des peuples, ont toujours montré trois grands défauts : elles subissent volontiers la fascination d'un homme; une fois fascinées, elles se croient assez dégagées de responsabilité par la loi de l'obéissance passive, pour aller, si on les y pousse, à l'encontre de l'autorité morale du droit; enfin elles sont très exigeantes sur ce qu'elles considèrent comme leurs intérêts essentiels et distincts. C'est ainsi que souvent, après avoir fait violence à l'institution de leur pays, elles exercent aussi une influence funeste sur sa direction politique. Par le raisonnement et par l'exemple, l'Espagne nous montre les abus et les vices du système militaire. On part de cette idée que, l'armée ayant tiré l'Espagne de la guerre civile, il faut à l'Espagne une grande armée permanente; une telle armée se constitue par des cadres considérables, par un nombreux corps d'officiers, et au sommet par les commandemens influens, les hauts grades, les titres pompeux et les riches émolumens. Or une armée est, comme toutes les choses humaines, gouvernée par cette loi de la marche en avant qui chez les individus produit l'ambition. Une armée éprouve sans cesse le besoin de se renouveler et de progresser dans son personnel. Les grandes fortunes militaires acquises sont le point de mire de toutes les ambitions. Chacun veut avoir la chance

de s'avancer à son tour, et tous les compétiteurs sont pressés. Une armée ne peut donc être satisfaite qu'à la condition d'être employée à l'action qui lui est propre et de voir à sa portée les chances qui excitent sa légitime ambition. Nous plaignons les gouvernemens qui, se croyant redevables de leur conservation à un grand établissement militaire, sont obligés de chercher des satisfactions à l'armée; nous plaignons surtout les peuples qui ont à faire les frais des satisfactions militaires. Voyez l'Espagne; le pouvoir y était aux mains du général borné, mais honnête, qui avait eu le mérite de terminer la guerre civile, le général Espartero. Après plusieurs séditions militaires malheureuses, une grande insurrection, conduite par Narvaez, Prim, Serrano, parvient à renverser Espartero. Voilà tout à coup pour les chefs de l'insurrection militaire une moisson de grades et d'honneurs, le maréchalat par-ci, les duchés par-là, les grandesses et les riches commandemens. En 1854, c'est une autre récolte, des troupes sont embauchées et soulevées, et c'est une autre fournée de maréchaux, de ducs, de grands d'Espagne et de gouverneurs de Cuba. Le maréchal O'Donnell, le général espagnol qui s'entend peut-être le mieux à maintenir la cohésion de l'armée, comprit qu'il fallait tenir l'organisation militaire en action et en haleine, et que, pour l'empêcher de se renouveler et de se rajeunir par un mouvement au dedans, il fallait lui donner de l'occupation au dehors. De là les expéditions lointaines et les querelles extérieures recherchées par ce maréchal. Il fallait satisfaire l'armée, il fallait l'occuper; la pauvre Espagne sait ce qu'il lui en a coûté. On est allé au Maroc, on est allé en Cochinchine, on est allé au Mexique, on est allé à Saint-Domingue, on a cherché noise au Pérou et l'on bloque le Chili. Au bout de tout cela, l'Espagne succombe sous le poids des embarras financiers; le malaise économique du pays produit et aigrit le mécontentement politique. Un vétéran des aventures militaires espagnoles, placé à la tête du parti progressiste, apprend à ce parti à désespérer des moyens légaux d'opposition, à renoncer à l'action civile pour recourir à l'embauchage d'officiers ambitieux et de soldats passifs. On a là en raccourci tous les maux qu'engendre la prépondérance de l'esprit militaire sur le gouvernement politique d'une nation. La leçon est cruelle, et l'on conviendra que plus d'un peuple et plus d'un gouvernement en Europe, quoiqu'ils n'en soient point encore venus à de pareilles extrémités, ont à faire leur profit de cette triste expérience.

L'émotion des affaires d'Espagne nous aura ainsi conduits à l'ouverture de notre session et au réveil de la vie politique en France. Il y aurait de notre part quelque imprudence à émettre des prédictions sur les propositions que le gouvernement présentera aux chambres et sur la direction qui sera donnée aux discussions publiques. Celle des affaires françaises que nous avons à cœur de voir élucider par un échange d'explications complètes et précises entre le gouvernement et l'opposition est l'affaire du Mexique. Cette affaire se présente à nous comme l'intérêt public le plus grand et le plus pressant. Il est temps qu'elle sorte du vague et de l'incer-

tain. Nous recommandons à l'opposition de la traiter avec modération. Nous demandons au gouvernement de s'en expliquer avec une franche confiance. Il importe de ne rien laisser d'obscur dans le passé, de ne plus rien abandonner au hasard dans l'avenir. Il ne siérait pas, ce nous semble, au gouvernement de se renfermer dans un système de réserve affectée et d'assurances générales indécises. Il est des points précis qui devraient être éclairés par des communications officielles suffisantes. Il faudrait savoir, par exemple, avec une exactitude officielle, ce que l'expédition a coûté à la France depuis l'origine, ce que coûte annuellement notre intervention sur le pied actuel; il faudrait savoir le nombre d'hommes que notre armée a perdus au Mexique; il faudrait savoir quelle est la position financière actuelle de l'empire du Mexique, quelles sont ses ressources ordinaires et quelles sont ses dépenses indispensables. Puisque nous parlons de la situation financière du Mexique, il est un point qu'il serait honorable de ne pas omettre. Le motif principal, et celui-là très légitime, de la guerre que nous avons déclarée à la république mexicaine a été la revendication des indemnités pécuniaires que cette république devait à plusieurs de nos nationaux. Qu'a-t-on fait pour la liquidation de ces légitimes créances? Quelles sont celles qui à l'heure qu'il est se trouvent réglées? Quelles sont celles qui resteraient encore en souffrance? Enfin il y aurait une véritable sagesse à publier la correspondance diplomatique avec les États-Unis. Nous l'avons déjà dit, nous ne devons chercher que dans les raisons d'état françaises la direction des déterminations que nous aurons à prendre vis-à-vis du Mexique. Nous avons en outre la conviction que le gouvernement et le peuple des États-Unis ne nous susciteront dans les affaires du Mexique aucune difficulté arbitraire. Les États-Unis ne croient pas plus que tous les esprits sensés en France que nous puissions faire au Mexique un établissement français permanent; ils auront donc certainement pour la France tous les égards qu'ils lui doivent, et ce n'est pas eux qui chercheront à prolonger notre séjour en Amérique en mettant notre honneur en jeu. C'est pour cela même qu'il faut faire avec les États-Unis de la diplomatie au grand jour. Au surplus, les pièces diplomatiques relatives à la question mexicaine vont être communiquées au congrès américain à sa rentrée, qui doit avoir eu lieu le 5 janvier. Il n'y aurait aucune utilité à être avare de documens ici, lorsqu'on va les livrer à la publicité là-bas. Au point de vue de l'intérêt et de l'abondance des communications officielles, le gouvernement des États-Unis offre des exemples qui seraient bons à suivre partout. Il ne nous a pas été donné depuis longtemps de faire une lecture plus intéressante que celle des nombreux rapports qui ont accompagné ou suivi le message du président des États-Unis. Tous les départemens ministériels exposent leurs affaires dans ces documens avec une abondance de détails et une clarté qui ne laissent rien de caché à l'opinion publique. C'est ce qui s'appelle véritablement gouverner dans une maison de verre. Il faut citer parmi ces remarquables papiers d'état le récit énergique et saisissant

que le général Grant a tracé des quinze derniers mois de la guerre, une magnifique page d'histoire militaire que les hommes du métier chez nous étudieront sans doute avec intérêt; le rapport de M. Welles, le ministre de la marine, sur les opérations navales et les armemens maritimes des États-Unis, récit et exposé également remplis des plus utiles enseignemens techniques; le mémoire de M. Mac Culloch sur la situation financière, si curieux par l'idée qu'il donne des prodigieuses ressources de la république et si recommandable par ses conclusions en faveur d'une prompte restriction de la circulation du papier-monnaie; un autre rapport, également instructif au plus haut degré, du quartier-maître général de l'armée, où est présentée la statistique écrasante de toutes les ressources en matériel d'armes, en chevaux, en équipemens, en vivres, en chemins de fer, en lignes télégraphiques, que le gouvernement américain a pu mettre pendant la guerre à la disposition de son armée. Il est impossible d'ailleurs de prolonger cette énumération, dans laquelle il faudrait comprendre les exposés des généraux Thomas, Howard, Schurtz, sur les contingens nègres employés dans les armées fédérales et sur la situation des affranchis dans les états du sud.

Il y a une rencontre qui mérite d'être signalée entre la prochaine réouverture des discussions parlementaires et une publication toute récente qui comble une lacune dans la littérature politique de notre pays. Nous faisons allusion aux discours d'un noble et éloquent ministre de la restauration, M. de Serre, discours réunis pour la première fois par son fils. Ce livre, nous en sommes sûrs, fera les délices de tous ceux qui en France portent intérêt au laborieux enfantement de la liberté politique. Il n'y a pas eu dans les affaires publiques de notre pays de nature plus élevée et plus honnêtement sympathique que M. de Serre. Nous n'avions fait encore qu'entrevoir dans les conversations de ses contemporains cette belle figure, probe, émue et souffrante. Il a laissé non-seulement chez ceux qui l'ont connu de près, mais chez ceux qui ne l'ont vu qu'à la tribune, dans sa robe de garde des sceaux, une impression imposante à la fois et attachante. Nous nous en fions même plus volontiers sur la vérité de cette impression aux souvenirs de ceux qui le regardaient des rangs du public qu'à la tradition de ceux qui étaient ses amis politiques; comme il n'y a guère d'amitiés politiques sans froissemens, les amis sont rarement des témoins assez désintéressés. Il suffit de lire les discours aujourd'hui publiés pour être convaincu de la vérité des témoignages que la tradition nous avait transmis sur la noblesse d'âme et le généreux talent de M. de Serre. Les situations sont bien changées depuis sa mort; il est inutile de dire que les points de vue que son temps justifiait ne peuvent plus en grande partie être les nôtres : la part faite à la différence des époques et à la marche des choses, nous n'hésitons point à dire que M. de Serre restera l'un des plus beaux ornemens de la grande famille libérale française. A lire aujourd'hui ces pages encore toutes palpitantes du sentiment intense de la liberté régulière

et de la dignité qui sied au gouvernement loyal de la France, il semble que la restauration ait eu son idéal dans la pensée de M. de Serre, et ait trouvé sa manifestation la plus pure dans la parole de ce rare ministre. Si la restauration eût consenti à se fixer à cette pensée, si elle eût voulu se reconnaître elle-même dans cette forme, elle eût pu devenir le gouvernement durable d'une France libre et glorieuse; mais, hélas! l'émotion poignante que l'on éprouve à chaque page de ce recueil, c'est le sentiment de l'impuissance de ses efforts. D'autres furent plus forts que lui : un fanatique sombre comme Labourdonnais, un homme de parti matois et opiniâtre comme Villèle, un rêveur acariâtre et fastueux comme Chateaubriand. Parmi les intelligences de ce temps, Royer-Collard était celle avec laquelle M. de Serre avait le plus d'affinité : M. Royer-Collard était un esprit, M. de Serre était une âme, et cette belle amitié politique eut les accidens qu'on connaît. Une autre impression pénible que laisse la lecture de ces discours, c'est celle de l'infériorité où le niveau moral de notre temps semble descendu, si on le compare au milieu d'idées politiques où alors l'éloquence prenait son essor. Quelle différence d'attitude, de ton, de langage! comme ces accens tombent de haut sur nous! A les entendre, on se croirait frappé d'une humiliante déchéance. Certes personne à notre époque n'aurait le droit de se croire plus conservateur que ne l'a été M. de Serre. Écoutez les dernières paroles qui sont tombées publiquement de ses lèvres : il s'agissait d'une liberté que nous ne possédons plus, le jugement des procès de presse par le jury. Voici ce qu'en disait M. de Serre en 1822 dans une péroraison qui mit fin à tous ses discours : « Une loi menaçante pour la presse ordinaire le serait pour tous les Français, pour chacun de nous, messieurs, qui peut avoir à se plaindre de l'injustice, à signaler un danger que la monarchie peut courir... La monarchie constitutionnelle, comme tout gouvernement libre, présente et doit présenter un état de lutte permanent. La liberté consiste dans la perpétuité de la lutte. Il ne faut jamais que la victoire de l'un soit trop complète, soit absolue; une telle victoire serait l'oppression. Les lois elles-mêmes ont donné aux combattans les armes légitimes du combat : ils ne peuvent, sans devenir criminels, en employer d'autres; mais les lois ont aussi pourvu à leur défaite, elles leur ont assuré un refuge, un asile. Ce refuge, cet impénétrable boulevard, c'est le jugement par jury. Honneur, immortel honneur au parti généreux qui l'aura respecté dans sa victoire! Il aura fondé la liberté de son pays; que la reconnaissance nationale, qu'une longue durée de pouvoir soit alors son partage! » Est-ce du passé que nous viennent ces paroles, et sommes-nous condamnés désormais à n'en plus comprendre le sens? Non, nous ne voulons pas le croire : elles sont le cri de la raison et de l'équité française; le souffle qui les a lancées est assez puissant pour aller réveiller, par-dessus l'inerte présent, les échos de l'avenir. Quand la France pourra rédiger le digeste de ses libertés, quelques-unes des harangues de M. de Serre y demeureront attachées comme un immortel commentaire.

Revenons aux affaires présentes : il y avait quelque temps qu'on ne parlait plus de M. de Bismark; l'ouverture des chambres prussiennes arrive à propos pour faire rentrer dans la circulation ce nom retentissant. Au surplus, la Prusse paraît ne point digérer aisément le Slesvig. Il y a décidément dans le Slesvig des Danois, de vrais Danois, sur lesquels la Prusse ne paraît point exercer une suffisante puissance d'assimilation. L'œuvre de la convention de Gastein n'avance guère : le provisoire n'est pas seulement dans la lettre du traité, il est dans la nature même des choses. Si la diplomatie a du loisir cet hiver, elle pourra donc causer de temps en temps des duchés.

L'Autriche marche lentement, elle aussi, dans ces grandes transactions de nationalités et de constitution qu'elle a entreprises; mais ici la lenteur résulte nécessairement de la complexité des intérêts qu'on veut concilier et de l'observation des procédures dans lesquelles les diverses autonomies voient la garantie de leurs droits. Les sentimens de la Hongrie continuent à être favorables. Le cabinet de Vienne a montré un tact habile et un juste sentiment de l'à-propos en concluant dans les circonstances actuelles son traité de commerce avec l'Angleterre, lequel, nous n'en doutons point, ne tardera pas à être suivi d'un arrangement analogue avec la France. Cette intelligente politique commerciale est surtout favorable aux intérêts de la Hongrie, pays essentiellement agricole, qui voit ainsi ouvrir à ses produits des débouchés importans sur les deux plus grands marchés de l'Europe. Ce n'est donc pas seulement par le mouvement politique, c'est dans la sphère des intérêts économiques que la Hongrie va commencer une vie nouvelle.

En Italie, les longues vacances du parlement auront été, croyons-nous, utilement employées par le nouveau ministre des finances. M. Scialoja et ses collègues renoncent au projet d'impôt sur la mouture, qui rencontre une improbation universelle dans le pays et le parlement; il se propose de recourir à d'autres taxes, mais c'est surtout à la réduction des dépenses qu'il demandera l'équilibre financier. Le cabinet paraît être d'accord sur un système de retranchemens radicaux à opérer dans les budgets de la guerre et de la marine. Ces budgets réunis seraient, dit-on, ramenés au chiffre de 200 millions. Il en résulterait que l'effectif de l'armée italienne ne dépasserait guère celui de l'armée piémontaise avant l'annexion. Si le cabinet de Florence a réellement adopté cette résolution, on ne saurait trop vivement l'en féliciter. Rien de plus politique et par conséquent de plus patriotique en réalité qu'une telle réduction des dépenses militaires. Le peuple italien le comprendra facilement. Une grande armée, et toute armée est trop grande quand elle absorbe une part trop considérable des ressources du pays, une grande armée ne peut être supportée que si l'on peut en faire l'emploi immédiat pour un dessein politique déterminé. L'Italie n'a aujourd'hui besoin d'une grande armée ni au point de vue offensif ni au point de vue défensif. Il est clair en effet que l'Italie ne peut songer à conquérir en ce moment par les armes la Vénétie sur l'Autriche; il est

également évident que l'Autriche ne pourrait essayer de troubler le *statu quo* italien sans encourir l'hostilité de la France et s'exposer aux plus funestes dangers. Le bon sens, la raison politique, l'état de l'Europe interdisant l'offensive à chacune de ces puissances, pourquoi se ruineraient-elles de gaîté de cœur à entretenir des excédans de troupes qui ne leur sont d'aucune utilité pratique et actuelle? Les peuples, pas plus que les individus, ne peuvent tout faire à la fois; leurs tâches successives leur sont indiquées par la difficulté, le péril ou l'intérêt du moment. La difficulté aujourd'hui pour l'Italie, c'est la finance; le péril, c'est la banqueroute; l'intérêt, c'est le prompt rétablissement du crédit national. En ce moment, l'ennemi pour l'Italie, ce n'est pas l'Autrichien, le barbare, le *Tedesco,* c'est le déficit. C'est le déficit qu'il faut combattre; or il n'y a qu'un moyen de le vaincre, c'est de renoncer à des dépenses inopportunes et inutiles.

Le travail de la reconstruction se poursuit rapidement aux États-Unis au milieu de la controverse des partis. D'abord l'abolition de l'esclavage, ce résultat moral de la guerre, est constitutionnellement accompli, un nombre suffisant d'états ayant adopté l'amendement qui affranchit les noirs. Voilà le grand fait qui domine l'ère nouvelle où sont entrés les États-Unis. Une autre œuvre grave et délicate, c'est le rétablissement des relations constitutionnelles entre l'Union et les anciens états rebelles. Un dissentiment profond s'est manifesté à cet égard entre le parti radical, qui ne voudrait rendre aux états rebelles leurs droits constitutionnels qu'après de certaines épreuves et en prenant contre eux certaines garanties, et le président Johnson, qui au contraire semble vouloir attacher l'honneur de son nom à la réintégration la plus prompte possible des états séparés au sein de l'Union. C'est ainsi que dans le congrès le parti radical s'oppose à l'admission des sénateurs et des représentans des états du sud, et que le président, de son côté, se hâte de retirer les gouverneurs provisoires et de rendre l'autonomie aux états qui ont voté l'amendement constitutionnel relatif à l'esclavage. Nous ne pensons point cependant que cette dissidence soit poussée jusqu'à un conflit entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Une transaction semble indiquée par la nature des choses. Le président agit généreusement envers le sud et utilement pour le nord quand il presse le rétablissement de l'autonomie des états. Ces états ne peuvent pas se relever sans le concours des capitaux et des immigrans du nord; or jamais les Américains du nord ne porteront le concours de leurs capitaux et de leurs bras à des états qui ne jouiraient point de la plénitude des libertés américaines, qui seraient gouvernés militairement et administrés comme des territoires. Il est donc sage de rétablir le plus tôt possible les autonomies, comme le fait dans l'exercice de son droit le pouvoir exécutif; mais sur la question de la représentation il est juste aussi que le congrès stipule des garanties. La représentation des états esclavagistes était fondée sur une base inique; le nombre des représentans était proportionné à la population en y comprenant les trois quarts des esclaves. C'est ainsi que

les états du sud obtenaient dans la chambre une quantité de voix et une influence bien supérieures à celles qui auraient été la représentation numérique exacte des électeurs blancs et libres. Faire cesser cette anomalie nous paraît être le droit du congrès; ce serait aussi une façon d'intéresser les anciens états esclavagistes à concéder le suffrage électoral aux nègres. Ceux qui accorderaient le suffrage aux noirs continueraient à posséder autant de représentans au congrès qu'avant la guerre; ceux au contraire qui s'obstineraient à refuser le droit électoral aux nègres mutileraient leur propre représentation, et verraient décroître leur influence dans les assemblées centrales de la république.

E . FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

LE GÉNÉRAL PRIM.

Les *pronunciamientos* sont donc décidément l'institution fondamentale de l'Espagne, puisque rien ne peut se faire sans le signal de guerre parti d'un corps de garde. Quand ce n'est pas un sergent imposant une constitution comme en 1835 à la Granja, c'est Espartero enlevant une régence en 1840; quand ce n'est pas Espartero, c'est Narvaez démolissant la grandeur factice du duc de la Victoire; quand ce n'est pas Narvaez, c'est O'Donnell en 1854, et quand ce n'est pas O'Donnell, c'est Prim. Tout aboutit là; mais ce dont ne se doutent guère ceux qui triomphent en rejetant tout sur la révolution, c'est que ces interventions de l'armée dans la politique ont une origine tout absolutiste. Le premier *pronunciamiento* militaire a été celui qui en 1814 aidait Ferdinand VII à se débarrasser de la constitution de Cadix pour rétablir un inepte absolutisme. Tout le reste n'a fait que suivre Après cela, on en conviendra bien, il y a encore *pronunciamiento* et *pronunciamiento*. Le dernier, celui qui tient l'Espagne en suspens aujourd'hui, est certainement un des plus caractéristiques par les circonstances dans lesquelles il se produit et par le personnage qui donne son nom à cette aventure nouvelle. Il y a longtemps que Prim brûle d'avoir lui aussi son rôle dans la politique; il y a longtemps qu'il erre, comme une ombre inquiète, à la recherche d'un habit de consul, de dictateur, ou même de ministre. Il n'a fait que cela toute sa vie, jusqu'au jour où il a cru mettre la main sur l'occasion. Va-t-il réussir? va-t-il échouer? Il était hier lieutenant-général, comte et marquis, grand d'Espagne, sénateur; il sera demain chef de gouvernement ou banni; pour le moment, il se promène dans les monts de Tolède, ou sur le chemin de Portugal, mettant dans tous les cas le pays au seuil de la guerre civile.

Ceux qui se représentent la situation de l'Espagne comme toute simple et le chef de l'insurrection actuelle comme un jeune et bouillant progressiste se levant dans une impatience de liberté, ceux-là se trompent un peu;

progressiste, Prim l'a été sans doute, tout comme il a été modéré ou partisan de l'union libérale. Jeune, il l'a été aussi, il ne l'est plus. Le général don Juan Prim est né vers 1811, à Reus, d'une famille assez obscure. C'est un Catalan petit de taille, d'une physionomie douce et assez peu expressive, liant, facile, séduisant quand il le veut, bouillant autant qu'il faut et pas plus qu'il ne faut, assez habile pour avoir poussé sa fortune à travers tous les camps, ne doutant de rien et se croyant tout naturellement appelé à recueillir l'héritage de tous ceux qui ont été avant lui des chefs de partis. Prim a commencé sa carrière tout jeune comme volontaire pendant la guerre civile de 1833 à 1840, non dans l'armée, mais dans les corps francs de Catalogne; c'est là qu'il devint, en se battant d'ailleurs bravement pour la reine, quelque chose comme lieutenant-colonel, et comme les grades des corps francs n'étaient point reconnus dans l'armée régulière, il risquait de n'être plus rien à la paix; mais il s'était assez bien battu pour se faire connaître dans son pays, et il eut la bonne fortune d'être nommé député. Il était alors progressiste, il avait pris part au soulèvement de 1840. Prim vit bientôt qu'il n'avait rien à espérer du duc de la Victoire, et il se tourna vers les modérés qui, dans l'émigration, travaillaient à la chute du régent. Il avait été de ceux qui avaient soulevé la Catalogne pour Espartero; il fut de ceux qui la soulevèrent contre lui en 1843, et du coup il entrait dans l'armée régulière, il devenait brigadier; il arrivait ainsi à Madrid, avec les galons de général, à la tête de ses volontaires catalans assez dépenaillés. C'était déjà un petit personnage, presque populaire, choyé par les vainqueurs du jour, commençant à sentir son ambition grandir avec sa fortune.

Ce n'est pas tout. Une fois la victoire de 1843 assurée et même attestée par une réaction violente, l'insurrection se redressait sur divers points de l'Espagne, notamment en Catalogne, au nom des progressistes et d'Espartero. Il fallait trouver quelqu'un pour réduire cette insurrection persistante. M. Gonzalez Bravo, qui était à cette époque président du conseil, qui était jeune et hardi, jeta les yeux sur Prim, qui était Catalan et qui fut peut-être le premier à s'offrir. Pour le coup, Prim gagna à cette campagne le grade de maréchal-de-camp, le titre de comte de Reus, sans compter les grands cordons. Quant aux progressistes catalans, ils y gagnèrent d'être bombardés, fusillés et pacifiés. Ici commence une période assez obscure au lendemain de ces succès. Prim disparaît à demi dans l'ombre, mécontent, inquiet : tant il y a que bientôt après, en 1844, on le surprend ou du moins on croit le surprendre dans des conspirations allant jusqu'à des tentatives de meurtre dirigées contre le général Narvaez! Ce qui est certain, c'est que, traduit devant un conseil de guerre, il ne fut sauvé que par le général Narvaez lui-même, qui se rendit sans peine aux touchantes supplications de sa mère, et qui garde encore, je l'ai entendu raconter, une lettre où le comte de Reus se mettait à sa discrétion. On revient vite de ces échauffourées en Espagne quand on n'est pas instantanément fusillé.

Au fond, Narvaez avait si peu de mauvais vouloir pour Prim qu'à son second ministère, en 1847, il l'envoya comme capitaine-général à Puerto-Rico, et au retour du comte de Reus, après quelques années, ce fut encore Narvaez qui aplanit pour lui toutes les difficultés soulevées par son administration passablement aventureuse. Malheureusement tous les cabinets de ce temps-là ont eu un problème à résoudre, celui de traiter le comte de Reus en enfant gâté, s'ils ne voulaient l'avoir pour ennemi. Cette fois la guerre d'Orient venait d'éclater; on imagina pour lui une mission militaire en Turquie, dont le budget du ministère de la guerre a su le prix. Ce fut un contre-temps dans la vie de l'hôte imprévu d'Omer-Pacha : la révolution de 1854 éclata, et il n'était pas là; il était à remplir une mission au nom du ministère San-Luis! Il ne revint que pour être député aux cortès constituantes. Prim essaya dès ce moment, il est vrai, de renouer avec les progressistes, ses anciens amis; mais il ne trouva que froideur et défiance auprès du duc de la Victoire, et comme le comte de Reus voyait clair, comme il était homme à distinguer où était l'ascendant, il ne commit pas la faute de se laisser envelopper dans la défaite des progressistes en 1856 : il se tourna vers O'Donnell et l'union libérale. C'est à O'Donnell qu'il a dû depuis de devenir lieutenant-général, puis marquis de Castillejos et grand d'Espagne de première classe à la suite de la guerre du Maroc en 1861, et enfin commandant de l'expédition du Mexique, qui était restée jusqu'ici le couronnement de sa carrière accidentée.

L'expédition du Mexique, c'est la grande affaire de Prim. Qu'allait-il faire au-delà des mers? Il avait demandé avec ardeur ce commandement, comme il avait sollicité un commandement dans la guerre du Maroc; il avait invoqué auprès du général O'Donnell l'habitude qu'il avait de la guerre de partisans, la nationalité mexicaine de sa femme la marquise de Castillejos. O'Donnell avait cédé, peut-être pour occuper un moment cette activité remuante; mais encore une fois quelle était la pensée du marquis de Castillejos, qui avait été assez habile pour venir préparer sa candidature en France et pour faire dans de hautes conversations, au sujet du Mexique, ce que l'empereur a un jour appelé dans une lettre le *rêve de Vichy?* C'est ce qui est toujours resté un mystère. Le général Prim, je le disais, est un de ces hommes qui ne doutent de rien, et qui, une fois en route, vont jusqu'au bout des ambitions les plus bizarres. Puisqu'on cherchait un roi pour le Mexique, pourquoi ne serait-il pas ce roi ou tout au moins un dictateur?

Une fois au Mexique, le général Prim laissait dire tout cela et se le disait lui-même. Il avait emmené sa famille, et quand la marquise de Castillejos sortait en voiture, les tambours battaient aux champs, les troupes avaient l'ordre de sonner la marche royale. Il traînait après lui un attirail d'imprimerie. Il faisait publier dans son camp un journal l'*Eco d'Europa,* qui lui disait en face et sans qu'il sourcillât : « Il y a des individualités qui sont le symbole d'une grande entreprise; la personne et le nom du général Prim sont le symbole de cette expédition... C'est que nous avons un noble capi-

taine que la Grèce et Rome auraient élevé au rang de leurs dieux, un héros qui, au moyen âge, aurait été le fondateur d'une dynastie de rois... Pour faire son portrait, Homère l'eût comparé à Mars... » Convenez que nous avions choisi là un singulier chef pour lui confier même éventuellement le droit de donner des ordres, ne fût-ce qu'à une escouade de nos soldats, et convenez aussi que quelques-uns de nos journaux choisissent aujourd'hui un singulier porte-drapeau pour leur libéralisme! Ce qu'il y a de curieux et ce qui est un peu plus prosaïque, c'est que quatre mois auparavant le ministre de France à Mexico avait écrit au général Serrano, alors gouverneur de Cuba, une lettre que le gouvernement espagnol a publiée, où il est dit en propres termes : « On continue à affirmer ici que le général Prim commandera en chef l'expédition espagnole, et on affirme aussi que le nouveau ministre des finances, M. Gonzalès Echeverria, oncle de la comtesse de Reus, n'aura besoin que d'une demi-heure de conversation pour régler la question espagnole... » Et fait comme dit, tout se passa ainsi : le rembarquement de Prim se fit après cette demi-heure de conversation avec M. Echeverria, cet oncle d'Amérique, qui fut assez éloquent pour convaincre le *dieu Mars,* son neveu!

Le plus embarrassé fut le ministère espagnol, qui n'osa ni approuver ni désavouer son général. Le plus habile fut Prim, qui réussit à persuader à la reine qu'en s'évadant du Mexique il avait fait acte de patriotisme, acte d'indépendance vis-à-vis de la France. A vrai dire cependant, il ne s'y trompa point; il vit qu'il n'y avait pas moyen de recommencer, qu'il avait épuisé les complaisances de la reine et des chefs modérés qui l'avaient fait ce qu'il était; il leur devait d'être lieutenant-général, marquis, grand d'Espagne, sénateur, chamarré de cordons : il ne lui restait plus à espérer que ce qui se donne ou ce qui se prend dans une révolution. C'est alors qu'il se tourne décidément vers les progressistes engagés dès ce moment dans la voie de l'abstention systématique où il n'y avait de choix qu'entre le suicide et un éclat. Il faut tout dire, Prim s'était prononcé jusqu'à ces derniers temps contre l'abstention. Il a subi la loi du parti pour être le chef. Seulement il y avait ici encore une difficulté. Le parti progressiste a un chef toujours respecté et reconnu, quoique inactif et embarrassant : c'est Espartero. D'un autre côté, Prim n'était pas sans exciter bien des méfiances parmi les progressistes. Il fallait donner des gages, contraindre les méfians, enlever au besoin par l'audace la position de chef du parti. De là tout ce qui est arrivé, le soulèvement avorté de Valence l'été dernier et le *pronunciamiento* d'Aranjuez. Cette fois il n'y avait plus à retarder. Les fournisseurs de fonds étaient las de sacrifices. Le gouvernement avait déjà l'œil ouvert; il venait de donner un ordre de départ au régiment de cavalerie cantonné à Aranjuez. L'épée a été tirée hors du fourreau.

La force de Prim, je ne le nie pas, est dans l'incohérence profonde de l'Espagne. Sa faiblesse est dans les circonstances où se produit l'insurrection, dans son parti et en lui-même. Je ne défends pas le général O'Don-

nell : il expie en ce moment ce qu'il a fait un jour, il voit se tourner contre lui une arme qu'il a employée. C'est pourtant une erreur de voir entre 1854 et 1866 des analogies qui ne sont qu'apparentes. En 1854, les cortès avaient été violemment dissoutes; les généraux les plus renommés étaient exilés, internés et poursuivis; les principaux hommes politiques étaient emprisonnés; la presse était réduite au silence : on marchait à un coup d'état. Aujourd'hui les chambres viennent de s'ouvrir après une extension de la loi électorale, après la reconnaissance du royaume d'Italie. La presse jusqu'à ces derniers jours a parlé avec une liberté que n'imiteraient pas impunément les partisans français de Prim. Le droit de réunion a été assez respecté pour que le parti progressiste ait pu organiser le mouvement actuel. Voilà la différence. L'autre ennemi, le plus grand, de Prim est en lui-même. Ils sont naïfs ou ils connaissent bien peu l'homme et le pays, ceux qui font du comte de Reus un libérateur. Il marche aujourd'hui comme il a marché toute sa vie, en cadet de Catalogne qui cherche fortune. Son grand art a toujours été de faire illusion par de la verve, une certaine séduction personnelle, une audace habile et une bravoure savamment utilisée. Il a passé vingt ans à poursuivre la popularité, il ne l'a pas trouvée autant qu'on le dit; mais il a réussi à faire parler de lui un peu partout. Au fond, c'est toujours l'ancien officier de corps francs, capable d'enlever ses soldats un jour de bataille et se disant que puisque tant d'autres sont arrivés à être premiers ministres ou régens, il doit être, lui aussi, régent ou dictateur. C'est le produit extrême des mœurs politiques et militaires de l'Espagne. La dernière faiblesse de Prim est dans le parti qui le suit aujourd'hui. Que veut le parti progressiste? Les uns rêvent l'union avec le Portugal; les autres veulent l'abdication de la reine et une régence; le plus grand nombre se contenterait d'un changement qui rendrait le pouvoir aux idées progressistes sans froisser trop ouvertement le pays. De là le vague des premières proclamations de Prim. Et puis Prim s'est trompé; il aurait dû attendre le moment où il y aurait eu un personnage civil à la tête du gouvernement. En levant aujourd'hui le drapeau, il se trouve en face d'un homme qui ne lui cède pas en vigueur et en résolution, qui a plus d'autorité et qui est plus froid, qui combat non-seulement pour la reine, mais pour lui, non-seulement pour lui, mais pour tous ses compagnons, dont aucun n'est disposé à subir la loi du comte de Reus : ce qui fait que l'Espagne aujourd'hui se trouve conduite à cette extrémité où la défaite de l'insurrection laissera tous les problèmes debout, et où le succès de Prim ne peut être que le commencement d'une guerre civile nouvelle.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

RIVALITÉ

DE CHARLES-QUINT

ET

DE FRANÇOIS Ier

CAPTIVITÉ DE FRANÇOIS Ier APRÈS LA BATAILLE DE PAVIE (1).

I.

François Ier était prisonnier de Charles-Quint. Quel traitement le politique vainqueur réservait-il au chevaleresque vaincu, et quelle suite aurait pour le royaume de France la captivité du roi? Dans un pays dont toutes les parties avaient été jointes ensemble par l'ambition entreprenante et l'habileté attentive de ses princes, qui en avaient concentré le gouvernement entre leurs mains comme ils en maintenaient le territoire sous leur domination, les destinées de la monarchie étaient étroitement unies au sort du monarque. L'intégrité de la France semblait subordonnée à la puissance du roi. On avait vu, après la funeste bataille de Poitiers et la prise du roi Jean par le Prince Noir, le royaume, livré au désordre, exposé au démembrement, tomber dans la faiblesse de la désunion et sous la dépendance de l'étranger. N'était-il pas à craindre que la défaite de Pavie et la captivité de François Ier ne fussent suivies

(1) Voyez, sur cette lutte et ses incidens antérieurs, la *Revue* du 15 janvier 1854, du 15 mars et du 1er avril 1858, des 15 février, 1er et 15 mars 1860.

de calamités semblables, et que les Espagnols ne devinssent en 1525 pour la France ce que les Anglais avaient été pour elle en 1356?

Le royaume était placé sous l'administration d'une femme, Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, que son fils avait nommée régente en partant pour l'Italie, et dont l'influence avait plus montré jusqu'alors la cupidité que la capacité. Des trois enfans de François Ier, le plus âgé avait à peine huit ans. L'autorité, si nécessaire en ces conjonctures menaçantes, ne résidait avec force nulle part. L'argent manquait dans l'état épuisé. Les troupes avec lesquelles on aurait pu repousser les agressions extérieures avaient été détruites ou dispersées, les meilleurs chefs de guerre étaient morts ou captifs. On semblait également dépourvu des moyens de garder le royaume sans trouble, si le roi en restait longtemps éloigné, de le maintenir sans démembrement, s'il était envahi. La grande infortune de Pavie laissait redouter de plus grands malheurs encore pour la France.

Le lendemain de leur victoire, les chefs des troupes impériales annoncèrent à Charles-Quint cet éclatant succès de ses armes et les résultats immenses qu'il avait pour lui. Le vice-roi de Naples fit partir le commandeur Peñalosa, et le duc de Bourbon dépêcha Le Peloux, qui tous deux avaient pris part à la bataille, afin qu'ils en rendissent compte à l'empereur. Lannoy obtint de François Ier que le commandeur Peñalosa traversât la France avec un sauf-conduit pour arriver plus vite en Espagne. C'est du camp de Saint-Paul, d'où l'avant-veille encore il espérait maîtriser l'Italie, que le monarque prisonnier écrivait à la régente sa mère ces nobles et touchantes paroles : « Madame, pour vous faire savoir comment se porte le reste de mon infortune, de toutes choses ne m'est demeuré que l'honneur et la vie, qui est saulve (1). » Il la conjurait d'user de prudence et il lui recommandait ses petits enfans. Il la priait d'accorder libre passage au commandeur Peñalosa, qui « va, disait-il, devers l'empereur pour savoir comment il voudra que je sois traité. »

Charles-Quint était dans son château de Madrid, fort inquiet sur le sort de son armée. Il savait qu'on n'avait pas d'argent pour la payer, qu'on y mourait de faim, que ses soldats ne pouvaient pas supporter plus longtemps les extrémités auxquelles ils étaient réduits (2), qu'il fallait ou qu'ils se dispersassent, s'ils ne combattaient pas, ou qu'ils s'exposassent à une déroute, s'ils attaquaient le roi de France dans ses positions fortifiées. Il était livré à ces pensées alarmantes lorsqu'arriva l'envoyé du vice-roi, qui, l'instruisant

(1) Lettre de François Ier à la régente sa mère. — *Captivité de François Ier*, par M. Aimé Champollion-Figeac; in-4°. Paris, Imprimerie royale, 1847, p. 129.

(2) Dépêche du Dr Sampson, ambassadeur de Henri VIII auprès de Charles-Quint, écrite de Madrid le 15 mars 1525 au cardinal Wolsey. — Ellis. *Original Letters*, t. Ier, p. 265.

de la grande nouvelle qu'il apportait, lui dit : « Sire, la bataille a été livrée près de Pavie; les troupes de votre majesté ont remporté la victoire, le roi de France lui-même a été pris et se trouve au pouvoir de votre majesté (1). » A cette annonce inespérée, l'empereur éprouva un saisissement. Il resta quelques instans pâle et muet; puis il s'écria, comme s'il avait besoin de le répéter pour le croire : « Le roi de France est en mon pouvoir; la bataille a été gagnée par moi ! » Après ces mots, il entra seul dans sa chambre, se mit à genoux dans son oratoire, et resta longtemps à remercier Dieu de lui avoir accordé une aussi grande faveur (2).

Le soir même, l'ambassadeur de son allié le roi d'Angleterre, le docteur Sampson, étant venu le féliciter, Charles-Quint se montra aussi modéré dans son langage que modeste dans son attitude. Il attribua cette victoire au suprême dispensateur des événemens humains, assura qu'elle pouvait être suivie d'une paix universelle qui établirait dans la chrétienté un repos solide, et permettrait de repousser de ses frontières orientales les attaques des infidèles, d'opérer dans son sein une réformation nécessaire en réprimant de dangereuses erreurs, en remédiant à de grands abus, qu'il ferait profiter de cette victoire ses amis beaucoup plus qu'il n'en profiterait lui-même, parce qu'il n'ambitionnait rien de plus que ce qu'il avait, que, reconnaissant que tout lui venait de la main et de la grâce de Dieu, son intention était d'user d'une telle modération qu'on ne trouvât en lui aucune pensée de ressentiment contre son adversaire abattu.

Il ne paraissait pas plus de joie sur le visage immobile de ce vainqueur de vingt-cinq ans qu'il ne perçait d'ambition dans ses pacifiques paroles. Sa conduite répondit d'abord à sa contenance et fut aussi humble qu'elle. On lui proposait de célébrer avec pompe cet heureux triomphe; il s'y refusa. Il voulut seulement qu'il fût fait le lendemain une procession générale pour en remercier Dieu. Il la suivit à pied, simplement vêtu d'une cape de frise noire, jusqu'à la chapelle de Notre-Dame d'Atocha, où fut dite une messe solennelle. Il défendit au prédicateur qui prit pour texte de son discours : *Laudamini nomen Dei vestri qui fecit nobiscum*

(1) Dépêche de l'ambassadeur de Mantoue Suardin au marquis de Mantoue, du 15 mars, — dans Sanuto, vol. XXXVIII, — citée par L. Ranke : *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, t. II, p. 329.

(2) Dépêche du Dr Sampson du 15 mars, p. 264. — « Se entró en oratorio é retraimiento solo á dar gracias á aqual soberano señor y Dios dispensador de todo, por la victoria avida, y estuvo bien media hora retraido alababando á Dios. » Fol. 2 de la *Relacion de lo Sucedido en la prision de Francisco I.*, por el capitan Gonzalo Hernandez de Oviedo y Valdez. Ms. in-4° de 165 feuillets conservé à la Bibliothèque nationale à Madrid sous l'indication X 227 et extrait par M. Gachard dans l'appendice de *la Captivité de François Ier*, etc., in-8°, Bruxelles 1860.

mirabilia, de le louer d'aucune manière et d'aucune manière aussi de jeter le blâme sur ses ennemis.

Malgré ces premières manifestations d'un désintéressement peu durable, l'empereur cherchait quels avantages il retirerait de sa victoire. Trois moyens semblaient s'offrir à lui d'arriver diversement à ses fins. Il pouvait, poursuivant sans retard ses succès, opérer par plusieurs côtés et de concert avec le roi d'Angleterre l'invasion de la France affaiblie et l'accabler sans rencontrer beaucoup de résistance; il pouvait négocier une paix qu'il croirait rendre solide en amoindrissant la puissance du roi captif par des cessions de territoire exigées comme conséquence de sa défaite et comme rançon de sa liberté; il pouvait enfin s'assurer de l'amitié de François Ier et l'avoir à jamais pour allié aussi dévoué que reconnaissant en usant de magnanimité et en le délivrant sans le dépouiller ni l'humilier. Il mit en délibération le parti qu'il prendrait et comment il agirait envers son prisonnier.

II.

Pendant que Charles-Quint délibérait, l'implacable duc de Bourbon voulait profiter de l'occasion pour pénétrer en France. Il était d'avis de continuer la guerre et d'exécuter l'entreprise qu'il avait quatre mois auparavant proposée par Beaurain au roi d'Angleterre. Il fit dire à ce prince que, s'il le voulait, il mettrait maintenant la couronne de France sur sa tête. Il proposait de pénétrer en France par le Dauphiné, traînant après lui des canons tirés d'Italie et suivi de douze mille hommes de pied et de cinq cents hommes d'armes qui seraient payés pour deux mois par Henri VIII. Il se chargeait ensuite de pourvoir à leur solde. Dans le cas où le roi d'Angleterre préférerait qu'il envahît la France par la Bourgogne, il demandait que l'archiduc Ferdinand lui préparât de l'artillerie et des munitions dans la ville de Brisach, et que le roi de son côté, abordant à Calais avec une armée anglaise, lui indiquât le lieu où il pourrait le joindre. Sir John Russell, qui transmettait de Milan ces propositions à Henri VIII, ajoutait: « Le duc dit que le moment est venu pour votre altesse de recouvrer son droit et de reprendre son héritage, que détient le roi de France. Jamais plus belle occasion ne s'est offerte; mais il faut user de diligence. Avec les pertes que les Français ont faites en Italie, ils ne peuvent pas de quelque temps résister à une attaque en France. Si les deux armées y entrent promptement, ils n'auront pas le loisir de trouver des moyens de défense, encore moins de se pourvoir de bons capitaines (1). »

(1) Dépêche de sir John Russell à Henri VIII du 11 mars 1525. — Cott. mms. Vitellius, B. VII, art. 29, f. 77.

Le roi Henri VIII et son tout-puissant ministre le cardinal Wolsey n'étaient pas cette fois disposés à rejeter le projet d'une invasion, comme ils l'avaient fait cinq mois auparavant. Depuis quelque temps, ils s'étaient singulièrement refroidis à l'égard de Charles-Quint. A partir de l'expédition manquée de 1523 et surtout du siége de Marseille levé en 1524, les liens de leur amitié s'étaient plus que relâchés. Ils accusaient l'empereur de n'avoir tenu aucun des engagemens qu'il avait pris; ils lui reprochaient d'avoir seul profité de l'alliance à l'aide de laquelle il avait recouvré Fontarabie et était devenu victorieux en Italie, d'avoir reçu d'eux des sommes qu'il n'avait pas rendues, de les avoir privés des pensions qu'ils tiraient de la France, et d'avoir fait rompre en pure perte le mariage de la princesse d'Angleterre avec le dauphin de France. Ils attribuaient au duc de Bourbon l'échec subi devant Marseille, et ne voulaient plus entendre parler de donner un denier pour des entreprises à leurs yeux également onéreuses et inutiles.

Aussi Wolsey avait fort mal reçu Beaurain, qui était venu en Angleterre, au mois de novembre précédent, proposer de la part du duc de Bourbon, d'accord avec l'archiduc Ferdinand, d'attaquer, entre la Lorraine et la Franche-Comté, la France, alors dégarnie de troupes, avec une armée que le duc lèverait en Allemagne, et que le roi d'Angleterre solderait en fournissant 200,000 écus d'or. Il s'était même servi d'expressions offensantes et grossières, et il avait dit « que l'empereur était un menteur, l'archiduchesse Marguerite une ribaude, l'archiduc Ferdinand un enfant, et le duc de Bourbon un traître (1). » Accusant Charles-Quint d'aspirer à la monarchie universelle de l'Europe, il avait ajouté que le roi son maître devait s'opposer à une pareille ambition (2). Beaurain n'avait pas pu voir Henri VIII, et Wolsey avait défendu à sir John Russell de remettre à l'armée impériale, dans ce moment dénuée de tout, l'argent qu'il avait porté en Italie. L'irrité cardinal avait même engagé des négociations avec la régente de France.

Le président Brinon, chancelier d'Alençon, et l'Italien Jean-Joachim Passano, sieur de Vaulx, ambassadeurs de Louise de Savoie, s'étaient rendus auprès du cardinal pour traiter d'un accord entre la France et l'Angleterre. L'accord se serait conclu, si le prix auquel

(1) « His majestie seyd also that your grace hath namyd hym to be a lyar, observing no man off faith or promesse, mylady Margarete a ribauwde, don Fernando his brodyr a childe and so governide, the duke of Burbone a treature, and this reporte was browght by M. de Bewreyne. » — Dépêche de Tunstall, évêque de Londres, de Wingfeld, chancelier de Lancastre, et de Sampson, ambassadeurs d'Angleterre, au cardinal Wolsey, de Tolède, le 2 juin 1525. — Cott. mss., Vespasien, C. III, f. 55.

(2) « ... The effect was concerning the emperor's aspyring to the monarchie and the impechement off the same to be made by the king's Highness with your graces advysement and ayde. » *Ibid.*

Wolsey mettait l'alliance de l'Angleterre n'avait pas été jugé trop haut. Il demandait les comtés de Boulogne et de Guines avec la ville d'Ardres comme cession territoriale, 1,500,000 écus d'or comme représentant les arrérages dus pour la cession de Tournay, et les pensions suspendues depuis la rupture. La régente avait refusé d'abandonner la moindre parcelle de territoire (1). Quant à l'argent, elle allait jusqu'à 1,100,000 écus; mais le cardinal répondit qu'il faisait moins d'estime de ces 1,100,000 écus que de son rochet (2), et que le point principal pour obtenir la paix était la cession des terres demandées. Comme les négociateurs de la régente n'avaient pas le pouvoir d'y consentir, Wolsey les renvoya en leur disant qu'ils eussent à partir bien vite, parce qu'il commençait à être suspect et qu'on le traitait de Français. Il ajouta avec une précision singulière « qu'à cette heure on avait donné la bataille au roy devant Pavie, et que le roy estoit deffaict ou pris. »

Lorsque la nouvelle du grand revers de François Ier arriva en Angleterre, Wolsey et Henri VIII se tournèrent du côté de l'empereur avec une ambitieuse agilité. Le roi d'Angleterre réclama sa part de la victoire, à laquelle il était resté complétement étranger. Il envoya en Espagne, vers son allié naguère délaissé, l'évêque de Londres Tunstall, garde de son sceau privé, et sir Richard Wingfeld, chancelier du duché de Lancastre, pour lui proposer la conquête et le morcellement de la France (3). Cela est maintenant aisé, disait-il, son roi étant captif, son armée étant vaincue, ses nobles étant tués ou pris. Sans tête, sans conseil, sans force, elle est incapable de leur résister si, conformément aux accords précédens, ils y pénètrent tous les deux en personne par une invasion simultanée et depuis longtemps convenue. Ils marcheront, chacun de son côté, vers le cœur du royaume en négligeant les forteresses et les lieux fermés. Arrivés l'un et l'autre à Paris, Henri VIII s'y fera couronner, et il accompagnera ensuite jusqu'à Rome Charles-Quint, à qui il donnera 200,000 écus d'or pour l'aider dans son voyage d'Italie, où il ira prendre la couronne impériale et rétablir l'empire dans sa dignité ancienne et dans toute sa grandeur. « L'empereur, disait-il encore, sera bien près d'avoir la monarchie de toute la chrétienté.

(1) « Si petite fust-elle, disait la mère de François Ier à ses ambassadeurs, monseigneur et fils n'y voudroit aucunement entendre, tant pour la conservation de son serment que pour ne desplaire à ses sujets et pour éviter les inconvéniens à venir. » Lettre du 16 février 1525. — *Archives de l'empire*, sect. hist. J. 965, liasse 4, n° 13.

(2) Lettre du président Brinon, chancelier d'Alençon, et de Jean-Joachim Passano, seigneur de Veaulx, à la régente, écrite de Londres le 6 mars 1525. — *Archives de l'empire*, sect. hist. J. 965, liasse 3, n° 8.

(3) Instructions datées du 26 mars à Tunstall, évêque de Londres, et à Rich. Wingfeld, chancelier du duché de Lancastre, envoyés auprès de l'empereur après la bataille de Pavie. — *State Papers*, t. VI, p. 412 à 436.

Au royaume d'Espagne, à une grande partie de l'Allemagne, aux royaumes de Sicile et de Naples, à la Flandre, à la Zélande, à la Hollande, au Brabant, au Hainaut et au reste des Pays-Bas qu'il possède par héritage, il joint par élection l'empire et tout ce qui en dépend soit en Italie, soit en Allemagne, et il aura par le mariage avec la princesse Marie, sa fille unique et son héritière, l'expectative de l'Angleterre, de l'Irlande, de droits éventuels sur l'Écosse, et la réversion de la France. »

Prévoyant le cas où l'empereur se refuserait à opérer l'invasion en personne, Henri VIII demandait qu'elle fût conduite par le duc de Bourbon, qui y emploierait l'armée d'Italie. Le duc de Bourbon prendrait la route qu'il avait indiquée lui-même à sir John Russell, et trouverait à Brisach le secours d'artillerie demandé à l'archiduc Ferdinand. L'empereur inviterait la gouvernante des Pays-Bas à tenir prêts trois ou quatre mille chevaux et autant de fantassins qui viendraient se joindre à l'armée du roi d'Angleterre descendue sur les côtes de France, et il obligerait le pape, les Vénitiens, les Florentins, le duc de Ferrare à fournir une contribution convenable, tandis que lui donnerait 150,000 couronnes au duc de Bourbon. L'invasion ayant réussi, Henri VIII manifestait l'intention de ne pas garder tout entier le royaume de France, dont il laisserait à l'empereur et au duc de Bourbon des parties capables de les contenter. En même temps qu'il restituerait à l'empereur la Bourgogne, il lui céderait la Provence et le Languedoc jusqu'à Toulouse. Il accorderait le Dauphiné au duc de Bourbon, qui réunirait cette province à ses anciens états patrimoniaux recouvrés. Il conserverait le reste de la France ainsi réduite, qui échoirait plus tard à l'empereur, auquel il remettrait sa fille dans Paris même afin qu'il l'épousât.

Si Charles-Quint trouvait cette ambition excessive de la part d'un allié qui était demeuré inactif, s'il n'entendait pas exécuter l'invasion convenue par le traité de Windsor, s'il ne se décidait point à déposséder François Ier de sa couronne, Henri VIII espérait au moins qu'il ne laisserait à François Ier abaissé qu'un royaume fort amoindri. Il demandait alors subsidiairement tout ce qui avait appartenu aux rois d'Angleterre ses prédécesseurs, les duchés de Normandie, de Gascogne, de Guyenne, d'Anjou, le Poitou, le Maine, en y ajoutant la Bretagne. En cas que ces prétentions fussent réputées encore trop considérables, il les réduisait successivement en désignant les provinces qui étaient le mieux à sa convenance, et qu'il lui aurait été le plus avantageux d'acquérir. Ainsi Henri VIII revendiquait le royaume de France, dont une partie serait attribuée à l'empereur et au duc de Bourbon, ou une vaste étendue du pays, dont la cou-

ronne déshonorée et la puissance affaiblie seraient laissées à François Ier et à sa race.

III.

Au moment où ces sinistres propositions furent adressées à Charles-Quint, qui savait que son tiède allié avait été sur le point de lui être infidèle, Charles-Quint avait déjà pris son parti. Deux avis contraires avaient été exprimés et soutenus dans ses conseils. De ses conseillers, les uns pensaient qu'il devait poursuivre ses avantages par les armes et accabler à tout jamais son ennemi vaincu (1). Les autres, à la tête desquels était le chancelier Mercurino de Gattinara, son principal et son plus habile ministre, le dissuadaient de rechercher par la continuation de la guerre ce qu'il se procurerait aisément par un traité de paix. Gattinara assurait que les avantages territoriaux et politiques auxquels l'empereur pouvait prétendre seraient l'inévitable résultat de la victoire de Pavie, le prix forcé de la délivrance du roi. Fixant les conditions de la paix avec non moins de rigueur que de précision, Gattinara avait engagé d'avance l'empereur à repousser l'entreprise que le roi d'Angleterre proposerait contre la France en répondant « qu'il ne trouverait pas de son honneur de faire la guerre à quelqu'un qui, devenu son prisonnier, ne saurait désormais se défendre, et duquel il pourroit obtenir satisfaction sans recourir à la force des armes (2). » Gattinara ne ménageait pas François Ier, mais il détournait Charles-Quint de rendre Henri VIII plus puissant et de l'élever plus haut. « Henri, disait-il, qui s'appelle roi de France et qui prétend avoir des droits à ce royaume, pourroit devenir un jour nuisible aux Pays-Bas et à l'Espagne, tandis que, si la paix est conservée avec la France sous les conditions mentionnées, la France sera mise tellement bas qu'elle n'aura plus les moyens de nuire. »

Charles-Quint adopta de tout point l'avis de son chancelier. Il projeta de traiter avec le monarque captif en le soumettant aux plus durs sacrifices. Il fit partir pour l'Italie Beaurain avec ses propositions de paix, et tandis qu'il y montrait les exigences les plus énormes, il y affectait la plus généreuse modération. « Afin de ne pas être, disait-il, ingrat envers Dieu, qui a fait tomber le roi de

(1) « Plusieurs sollicitoient suyvir la victoire et destruire le roy de France de telle sorte qu'il ne faisit guerre de sa vie. » *Archives des Affaires étrangères de France*, correspondance d'Espagne, vol. V, f. 273. — Charles-Quint, dans une lettre à Ferdinand citée par M. Gachard, p. 12 de sa *Captivité de François Ier*, dit que plusieurs de ses ministres étaient pour la continuation de la guerre et une invasion.

(2) Mémoire du chancelier Mercurino de Gattinara, dans *Geschichte der Regierung Ferdinand des Ersten*, par F. B. von Bucholtz, t. II, p. 287 et *sqq*.

France en notre pouvoir, ayant plus égard à son service et au bien de la chrétienté qu'à notre particulier profit, et voulant plutôt user de douceur que de rigueur,... avons pensé être plus convenable de surseoir à l'exécution de la guerre jusqu'à ce que nous sachions si le roi de France se voudra condescendre aux conditions de paix raisonnables et propres à satisfaire nous, nos sujets, nos alliés, confédérés et amis (1). »

Il aurait pu, prétendait-il, revendiquer le royaume de France ou tout au moins plusieurs de ses provinces; mais il se contenterait de reprendre les possessions récemment soustraites à la maison de Bourgogne. Il demandait donc que le roi de France, s'il désirait la paix et voulait sa délivrance, rendît le duché de Bourgogne, accordé par le roi Jean à Philippe le Hardi et à toute sa postérité, les comtés d'Auxerre, de Mâcon, la vicomté d'Auxonne, le ressort de Saint-Laurent, la seigneurie de Bar-sur-Aube et les autres terres cédées à ses bisaïeux les ducs Philippe et Charles par les traités d'Arras, de Conflans et de Péronne, — abandonnât la ville de Thérouanne avec la ville et le château de Hesdin, perdît ses droits de suzeraineté sur la Flandre et sur l'Artois, renonçât à toutes ses prétentions sur le royaume de Naples, le duché de Milan, le comté d'Asti, la seigneurie de Gênes, — cédât la Provence au duc de Bourbon, qui la réunirait à ses anciens états pour en former un royaume indépendant, et dont tous les complices, rendus à la liberté, seraient remis dans leurs biens, — restituât au roi d'Angleterre tout ce qui lui revenait en France et acquittât en outre lui-même toutes les indemnités pécuniaires que Charles-Quint avait promis de payer à Henri VIII, — enfin rétablît le prince d'Orange dans sa principauté confisquée. François Ier devait, avant de sortir de prison, faire ratifier ce traité par les états de son royaume, qui en jureraient la perpétuelle observation, obtenir qu'il fût enregistré par ses parlemens, et le sanctionner de nouveau quand il serait devenu libre.

En abattant ainsi son adversaire vaincu, Charles-Quint se flattait d'établir une paix universelle et durable dans les pays chrétiens. Il espérait faire de François Ier une sorte de vassal qui unirait ses armes aux siennes pour l'aider à extirper l'hérésie en progrès dans les pays d'Allemagne et à combattre les Turcs, qui s'avançaient de plus en plus sur le territoire de l'Europe. Chacun d'eux fournirait quinze mille hommes de pied et cinq mille chevaux, afin de chasser de la Hongrie les armées de Soliman par une expédition

(1) Instructions du 28 mars, envoyées de Madrid par Charles-Quint au duc de Bourbon, son lieutenant-général en Italie, au comte d'Antremont, son vice-roi de Naples, et au seigneur du Rœulx, son second chambellan et gouverneur d'Arthois, pour traiter de la paix avec François Ier et régler les conditions de sa délivrance. — *Captivité de François Ier*, p. 149-159.

que le pape et les autres princes chrétiens seraient appelés à seconder, et que conduirait l'empereur en qualité de capitaine-général.

Charles-Quint faisait dépendre la paix avec la France de l'acceptation prompte et complète des conditions qu'il imposait au roi prisonnier et à la régente sa mère. « S'ils les rejettent, écrivait-il à son frère l'archiduc Ferdinand, ce que nous saurons dans l'espace de six semaines, je pense alors à poursuivre ma bonne fortune et à m'adresser aussi à tous mes amis et alliés pour qu'ils se mêlent de l'affaire (1). » Il avait le projet, comme il le mandait à ses généraux en Lombardie, de descendre lui-même en France par le Roussillon et le Languedoc et d'opérer sa jonction à Avignon sur le Rhône avec l'armée d'Italie, qui passerait de nouveau les Alpes. Il prévenait en même temps de ses intentions Louis de Praet, son ambassadeur en Angleterre. Il le chargeait d'annoncer à Henri VIII qu'il ne désarmait pas et qu'il le priait de ne pas désarmer lui-même, afin d'être prêt à attaquer la France en cas de refus des satisfactions qu'il exigeait pour ses alliés comme pour lui. Le vice-roi de Naples et le duc de Bourbon informeraient directement le roi d'Angleterre de la réponse que ferait François Ier aux articles portés par Beaurain, et, s'il ne les acceptait pas, on entrerait sur-le-champ en campagne. Beaurain eut ordre de passer par la France et de faire connaître ces conditions à la régente avant de les porter au roi son fils.

IV.

La duchesse d'Angoulême était à Lyon, où elle avait établi son séjour lorsque François Ier était descendu en Italie, pour être plus à portée de lui envoyer des secours. En apprenant sa défaite et sa captivité, elle en avait été bouleversée, mais elle ne s'en était point laissé abattre. Comme elle le dit avec vérité, « en voyant l'urgent besoin de pourvoir aux affaires et à la défense du royaume, elle ne perdit pas le cœur (2). » Elle annonça partout ces funestes événemens dans les termes les plus propres à raffermir les courages, et elle prescrivit à tous ceux qui exerçaient quelque autorité dans l'état de veiller à ce qu'ils n'eussent pas de dangereuses suites. Elle appela auprès d'elle les princes et seigneurs du sang, les gouverneurs des provinces, les délégués des parlemens et quelques notables personnages de la ville de Paris, pour l'aider de leurs conseils en ces difficiles conjonctures. Elle les adjoignit à ses ministres, dont les deux principaux furent le trésorier Florimond Robertet

(1) Lettre de Charles-Quint à Ferdinand du 25 mars 1525. — Bucholtz, t. II, p. 27.

(2) Lettres-patentes de la régente, du 10 septembre, pour imposer 2,661,000 livres. — *Captivité de François Ier*, p. 313.

et le chancelier Antoine Duprat. Il fallait mettre le pays en garde contre les menaces de l'ennemi, en l'empêchant surtout de tomber dans le ruineux désordre des pillages militaires et des soulèvemens intérieurs. Louise de Savoie prit diligemment toutes les mesures que commandait le danger public.

Le royaume la seconda avec un accord tout à fait inusité et par un patriotisme jusqu'alors inconnu dans des circonstances semblables. Il fut ému sans être découragé, et l'agitation ne le jeta point dans la désobéissance. Pour la première fois la royauté affaiblie obtint la fidélité qui ne s'accordait auparavant qu'à la royauté puissante. La France, unie et soumise, ressemblait à une vraie nation qui sent, pense, agit avec ensemble, et que la vue de l'intérêt public conduit à des résolutions communes. On se serra autour de ceux qui, soit au centre, soit aux extrémités du pays, étaient investis de l'autorité royale. Les fragmens réunis du territoire avaient formé un état, et ses habitans rapprochés étaient devenus un peuple.

La capitale donna l'impulsion au royaume. Le parlement de Paris, auquel les villes de Picardie avaient envoyé des députés (1), établit un utile concert pour assurer le bon ordre et la défense générale. Afin de prévenir les réunions dangereuses et d'éviter les tumultes, il provoqua la formation d'une assemblée publique qui fut régulièrement chargée de tout diriger. Il désigna plusieurs de ses membres pour entrer dans cette assemblée, à laquelle furent appelés les députés de la cour des comptes, ceux de l'église et de la municipalité de Paris, et qui tint ses séances au Palais-de-Justice, où se rendirent au milieu d'elle l'archevêque d'Aix, gouverneur de Paris, et le seigneur de Montmorency, père du maréchal et le plus puissant feudataire du voisinage (2). On y résolut de fermer les portes de Paris comme en temps de guerre; on en répara les murs, et, si l'on n'en fit point sortir les étrangers à cause de l'université, qui avait le privilége de les recevoir en tout temps, on n'y laissa point entrer ceux qui pouvaient y venir avec de mauvaises intentions et y apporter du trouble. La rivière, qui traversait la ville et qui était comme une voie toujours ouverte, fut soigneusement surveillée. La garde bourgeoise fut promptement organisée, et personne n'en fut exempt. Les présidens et les conseillers de la cour s'y enrôlèrent comme les autres, et le guet dut parcourir les rues toute la nuit (3). Il y eut de plus à l'Hôtel-de-Ville une assem-

(1) *Captivité de François Ier*, p. 165.

(2) Registres du parlement, t. LVIII. — *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 232-233. — *Captivité de François Ier*, p. 137 à 141.

(3) Extrait de ce qui a esté advisé à l'Ostel de Ville de Paris, etc. — *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1re série, t. V, p. 548.

blée dont firent partie, avec le prévôt des marchands, les quatre échevins et les vingt-quatre conseillers, plusieurs notables habitans, extraordinairement élus dans chaque quartier. Cette assemblée de l'Hôtel-de-Ville fut surtout chargée de l'exécution des mesures prises par l'assemblée supérieure siégeant au Palais-de-Justice.

Dans la province la plus voisine de Paris, et par cela même la plus importante de France, il y eut une entente semblable. L'archevêque, le chapitre, le bailli et les notables de Rouen, l'évêque de Lisieux et les principaux personnages de la Normandie, convoqués par le parlement, se réunirent en conseil au Palais-de-Justice. D'accord avec le grand-sénéchal de Normandie, ils pourvurent à la sûreté de Rouen et à la défense des villes frontières du duché. Ils envoyèrent ensuite des députés vers le parlement de Paris, comme étant « la première cour instituée et la cour capitale du royaume, » et lui offrirent, dans l'intérêt public, leur service et leur obéissance (1).

Celui que la trahison du connétable avait fait le chef de la maison de Bourbon, et que la mort du duc d'Alençon allait rendre le premier prince du sang, le duc de Vendôme, vint montrer sa fidélité aux Parisiens et les louer de la leur. Après avoir mis en état de défense les villes de son gouvernement de Picardie et surtout celles de Montreuil, de Boulogne, de Thérouanne, qui faisaient face aux possessions continentales des Anglais, ou qui se trouvaient placées au débouché des Pays-Bas, il traversa Paris en retournant à Lyon. Il se présenta à l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville, qu'il félicita des loyaux sentimens dont elle avait été animée : « Si, dit-il aux représentans de la patriotique cité, si vous avez été par ci-devant bons serviteurs du roi, continuez à l'être; restez unis et soyez exemple aux autres du royaume, car par vous tout se réglera. Je suis ici venu pour soutenir les affaires et la chose publique. Je m'en vais en cour devers Madame, et là je ferai rapport de la bonne volonté que vous avez eue envers le roi et avez de présent plus que jamais. Je m'emploierai afin qu'elle vous écrive de ce qui sera avisé pour le bien de la ville (2). »

Tandis que sur les divers points de la France on s'unissait pour se défendre, la régente pourvoyait avec une activité habile à la sécurité générale. Elle avait recueilli autour de Lyon les débris de l'armée fugitive. Elle ménagea si bien les finances qu'elle put bientôt donner un quartier de leurs gages aux gentilshommes de la maison du roi, aux archers de ses gardes et aux gens d'armes de

(1) *Captivité de François Ier*, p. 138-139.

(2) « Extraict de ce qui a esté advisé et conclud ès assemblées tenues en l'Ostel de Ville de Paris. » — *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. V, p. 550, 551.

ses ordonnances. Sur les trois mille neuf cents hommes d'armes qu'entretenait la couronne, elle en cassa un cinquième, — c'est-à-dire vingt par compagnie, qui furent renvoyés chez eux après avoir été payés, — tandis que les autres, payés aussi, restèrent sous le drapeau. Elle cassa également une partie des gens de pied étrangers et garda l'autre, en ayant soin de s'acquitter envers ceux qui étaient licenciés et de solder ceux qui étaient retenus (1). La cavalerie et l'infanterie qui furent conservées formèrent l'armée de défense concentrée autour de Lyon, ou gagnèrent les villes frontières, afin d'y tenir garnison et de les mettre à couvert d'une attaque. Gardant auprès d'elle le maréchal de Lautrec, qui aurait commandé l'armée en cas de besoin, la régente envoya le comte de Guise dans la Bourgogne et la Champagne pour veiller à la protection de ces deux importantes provinces, comme le duc de Vendôme l'avait fait en Picardie. Elle ne se borna point à prendre ces mesures de bon ordre et de sûreté, elle sut conserver au royaume l'appui des cantons suisses, qui touchèrent avec une exactitude inaccoutumée une partie de ce qui leur était dû et reçurent en peu de temps jusqu'à 300,000 livres. Elle invoqua l'assistance de Soliman II, que François Ier avait déjà sollicité d'opérer une diversion dans les états héréditaires d'Autriche (2), en attendant qu'elle engageât, comme elle le fit bientôt, les plus utiles négociations, soit au-delà des Alpes, soit de l'autre côté de la Manche. Après que toutes ces dispositions militaires eurent été prises, et qu'il eût été pourvu à la sécurité de la Normandie, de la Picardie, de la Champagne, de la Bourgogne, du Dauphiné, de la Provence, etc., la régente se sentit moins en crainte du côté de l'ennemi, et eut une pleine confiance dans la persévérante fidélité du royaume.

Ce fut sur ces entrefaites que Beaurain arrivait à Lyon. Il apportait à la duchesse d'Angoulême une lettre froide et sèche de l'empereur en réponse à de touchantes supplications et à de maternelles instances qu'elle lui avait adressées par le commandeur Peñalosa (3).

(1) Lettres-patentes de la régente, etc., dans *Captivité de François Ier*, p. 313 à 317. — Lettre du chancelier Duprat au roi, du 13 octobre; *ibid.*, p. 378.

(2) *Correspondenz des Kaisers Karl V*, par Lanz, t. Ier, p. 155. — *Négociations du Levant*, publiées par M. Charrière, t. Ier, p. 114 et 117. — Mémoire de Hammer sur *les premières relations diplomatiques entre la France et la Porte*, dans la *Revue Asiatique* de 1827, t. X, p. 19.

(3) Dans sa lettre, la régente l'appelait son bon fils comme elle l'avait fait autrefois. Elle louait Dieu de ce que François Ier était tombé au pouvoir du prince aux mains duquel elle l'aimait le mieux. Elle espérait que sa grandeur ne lui ferait pas oublier la proximité du sang et de la parenté qui existait entre eux, et encore moins le bien qui reviendrait à toute la chrétienté de leur union et de leur amitié. Elle finissait sa lettre en disant : « Vous obligerez une mère, à laquelle vous avez toujours donné ce nom et qui avec prière a recours à votre affection. » *Archives des Affaires étrangères* (*Espagne*), vol. V, f. 272. — En lui répondant le 25 mars par Beaurain, Charles V ne lui donna

Beaurain communiqua en même temps les conditions auxquelles l'empereur conclurait la paix avec la France et consentirait à la délivrance du roi. La régente était entourée des personnages qu'elle avait appelés à Lyon et qui formaient auprès d'elle comme une petite assemblée d'états. D'accord avec eux, elle rejeta sans hésiter, et avec des paroles altières, les dures et humiliantes exigences de l'empereur. Elle dit que, si l'empereur voulait traiter de la rançon du roi, on prêterait l'oreille à ses propositions; mais quant à céder un seul pied de terre, la France n'était pas assez bas pour le faire, et le royaume était prêt à se défendre, quoique le roi fût prisonnier (1).

V.

Les demandes de Charles-Quint ne devaient pas paraître moins exorbitantes à François Ier. Peu de jours après la bataille de Pavie, le monarque captif avait été conduit dans la forteresse de Pizzighetone, sur l'Adda, entre Lodi et Crémone. Le vice-roi de Naples et le duc de Bourbon l'y avaient laissé sous la garde du capitaine Alarcon et d'une troupe choisie d'arquebusiers espagnols. Il y était soumis à la plus étroite surveillance, bien qu'il y fût entouré des plus grands respects. On ne parvenait jusqu'à lui qu'avec la permission et en la présence de son vigilant gardien, qui avait ordre de lire tout ce qui lui était adressé. De nuit comme de jour, on entrait dans sa chambre afin de s'assurer qu'il n'en avait pas disparu, et son sommeil était souvent troublé par ces visites défiantes. Rien n'était négligé pour rendre impossible son évasion. Sans être tombé dans l'abattement, François Ier ne se consolait pas d'avoir été vaincu et de demeurer prisonnier. Constamment occupé jusque-là de la guerre ou de la chasse, accoutumé aux plaisirs d'une cour qu'il animait de son esprit et que les séductions de l'homme remplissaient encore plus que les commandemens du roi, il s'accommodait mal d'une immobile et sévère captivité. Il se levait tard, jouait de temps en temps à la paume (2) pour prendre quelque exercice, et restait le plus souvent livré à ses pénibles pensées. Dans sa mélan-

point le titre de mère; il l'appela avec une dignité froide madame, et lui dit que, si elle voulait la paix et désirait voir bientôt le roi son fils, elle en trouverait le vrai moyen dans le contenu de l'écrit que portait le seigneur du Rœulx (Beaurain). — *Papiers Granvelle*, t. Ier, p. 263.

(1) C'est ce qu'a écrit Beaurain à l'empereur par un de ses secrétaires qu'il a envoyé en poste de Lyon en Espagne. Dépêche de Sampson à Wolsey écrite de Tolède, du 2 mai 1525. — *State Papers*, t. VI, p. 437.

(2) « .... El rey esta en piciguiton atiende á jugar al palon y a otros juegos de exercicio con que pasa el tiempo lo mejor que puede. » Lettre manuscrite de l'abbé de Najera à Charles-Quint, du 30 mars 1525.

colique solitude, il composait la triste épopée de sa campagne et de sa défaite. Il adressait à sa sœur Marguerite et à sa mère, qu'il unissait dans ses vers comme dans sa tendresse, des rondeaux et des sonnets où les plus heureux accens se trouvaient à côté de paroles obscures ou vulgaires. Ses chevaleresques regrets et ses ardentes effusions étaient surtout pour la dame maîtresse de son cœur, pour celle dont il portait la devise sous son armure dans la journée de Pavie, à laquelle il avait promis de ne pas fuir et avait obéi autant qu'à l'honneur en combattant jusqu'à ce qu'il fût pris (1). Délicat de sentiment plus que de langage, il était parfois commun, bien qu'avec esprit, quintessencié, non sans un certain naturel. La recherche de l'expression, qui n'était pas toujours claire, et qui même de temps en temps était grossière, n'empêchait pas ses mouvemens d'être vrais, ses pensées d'être nobles. Il s'entretenait ainsi dans ses tristesses en les écrivant.

Un mois après qu'il eut été enfermé à Pizzighetone, il fut visité par le nonce du pape, qui lui apportait une lettre de Clément VII, consterné de son revers et craignant que la défaite de la France ne conduisît à l'asservissement de l'Italie. Au moment où le roi allait à la messe, le nonce, évêque de Pistoja, suivi d'Alarcon et d'un assez grand nombre d'Espagnols, lui présenta le bref du souverain pontife. En le voyant, François Ier fit effort pour montrer un visage riant. Il lut fort attentivement la lettre du pape et la remit, après l'avoir lue, à Alarcon, s'excusant d'y être contraint. Le nonce lui exprima au nom de Clément VII des condoléances générales, ne pouvant pas lui parler plus confidemment à cause de la présence d'Alarcon et des Espagnols. Le roi lui répondit que sa sainteté n'avait pas une moindre raison de le plaindre de son malheur que de féliciter le vice-roi de la victoire de l'empereur, car, il le savait, le bon accord qui existait entre lui et sa sainteté existait aussi entre sa sainteté et l'empereur. Il priait le pape, puisqu'il était déjà intervenu avec zèle pour rétablir la paix, d'y travailler maintenant de tout son pouvoir. Il acceptait d'un cœur très reconnaissant ses offres et le suppliait de s'employer auprès de l'empereur pour obtenir sa délivrance.

François Ier se rendit ensuite dans la chapelle, qui était tendue de noir ; il avait un vêtement couleur de cendre, fourré de peaux de martres communes, qu'il avait pris après sa défaite et qu'il ne voulait pas quitter tant que durerait sa captivité. A l'évangile, il se leva, posa sa main droite sur sa tête, qu'il pressa en la secouant; il ne donna pas d'autre signe des préoccupations qui l'agitaient. La

(1) Voir p. 1 à 12, 26 à 44 du volume des *Poésies du roi François Ier*, recueillies et publiées par M. Aimé Champollion-Figeac. In-4°, Paris, Imprimerie royale, 1847.

messe finie, il sortit de la chapelle toujours accompagné d'Alarcon et de ses gardes; toutefois le nonce put lui parler quelques instans sans témoins. François Ier ignorait encore le sort du corps d'armée qu'il avait envoyé vers le royaume de Naples; il demanda vivement alors à l'évêque de Pistoja ce qu'était devenu le duc d'Albany. Le nonce lui raconta toutes les lenteurs apportées dans cette expédition, et il ajouta que le duc d'Albany avait sans doute remis à la voile et quitté l'Italie. En perdant cette dernière espérance d'une diversion, le roi resta quelque temps comme interdit, puis il s'écria en français : « Est-il possible? » Il demanda des nouvelles de Jean de Médicis, qui avait reçu une grave blessure à son service quelques jours avant la bataille de Pavie. Le nonce lui répondit qu'il pourrait bientôt monter à cheval, en ajoutant que du reste tout était désespéré. Ces paroles émurent beaucoup le roi, et il dit qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose. Le nonce ajouta alors : *Percutiam pastorem et dispergentur oves.* Après avoir assisté au dîner du roi, qu'Alarcon servit à table, le nonce prit congé de lui en demandant ses ordres auprès du pape. — Pas d'autres, lui répondit François Ier en italien, que de recommander à notre très saint père mon infortune. — En même temps il détourna les yeux pour ne pas le voir sortir (1).

François Ier avait déjà écrit à Charles-Quint une lettre dans laquelle il exprimait l'espoir que l'empereur userait généreusement de sa victoire et ne voudrait le contraindre à rien qui ne se dût. « Je vous supplie, disait-il, de juger en votre propre cœur ce qu'il vous plaira faire de moi, étant sûr que la volonté d'un prince tel que vous êtes ne peut être accompagnée que d'honneur et de magnanimité. » Il lui demandait de fixer avec une miséricordieuse convenance ce qu'il fallait pour la libération d'un roi de France, en voulant le gagner comme ami et non le désespérer. Il lui proposait de l'acquérir ainsi entièrement, et il ajoutait avec une intention touchante, mais dans un langage trop soumis : « Vous pouvez être sûr, au lieu d'un prisonnier inutile, de rendre un roi à jamais votre esclave (2). »

La lettre dans laquelle François Ier faisait appel à une magnanimité qui eût été de la part de Charles-Quint le plus habile des calculs était à peine partie qu'arrivèrent les dures conditions que le froid empereur mettait à la paix et à sa délivrance. Le duc de Bourbon et le vice-roi de Naples accompagnèrent Beaurain à Pizzighetone pour les communiquer au roi et connaître sa réponse. Elles parurent exorbitantes au prisonnier déçu. « Le seigneur roi,

(1) Lettre latine du nonce, écrite de Milan le 29 mars et insérée dans le tome VI des *State Papers*, p. 409-411.

(2) *Captivité*, fos 130, 131.

écrivirent Bourbon et Lannoy à Charles-Quint, les a trouvées bien difficiles (1). » Cependant il déclara s'en remettre à la régente, et par le retour de Beaurain il écrivit à l'empereur : « J'ai mandé à madame ma mère la résolution de ce qu'il me semble qu'elle doit faire pour ma délivrance, vous suppliant la vouloir recevoir et juger en cour d'empereur qui désire plutôt se faire honneur que me faire honte (2). »

Il ne semblait disposé à aucune concession humiliante ou funeste. Ayant appris la ferme contenance et le fidèle dévouement de tous les habitans de son royaume, il leur en avait, de Pizzighetone, exprimé sa vive satisfaction. « Entre tant d'infélicités, leur disait-il, je n'ai reçu nul plus grand plaisir que sçavoir l'obéissance que portez à Madame en vous montrant loyaux sujets et bons François, la vous recommandant toujours et mes petits enfans, qui sont les vôtres et de la chose publique (3). » Il ajoutait qu'en continuant ainsi ils donneraient à ses ennemis beaucoup plus l'envie de le délivrer que de lui faire la guerre. Il finissait cette lettre à ses sujets, qu'il appelait ses amis, par des déclarations admirables de sentiment et de langage. « Comme pour mon honneur et celui de ma nation, leur disait-il, j'ai plutôt élu l'honnête prison que la honteuse fuite, soyez sûrs qu'il ne sera jamais dit que, si je n'ai été si heureux de faire le bien à mon royaume, pour envie d'être délivré, j'y fasse mal. » Il affirmait qu'il aimerait mieux rester toute sa vie en prison que de causer un détriment à son pays.

Néanmoins, à la persuasion du vice-roi de Naples, qu'il appela auprès de lui, il offrit bientôt des concessions qui ne s'éloignaient pas beaucoup des exigences de l'empereur. Il proposa d'épouser la reine Éléonore, sœur de Charles-Quint, et de faire épouser l'infante Marie sa nièce au dauphin. Il demanda que le différend relatif au duché de Bourgogne fût soumis à la décision de la justice. Si le duché était reconnu appartenir à l'empereur, il le lui restituerait. Sinon, il serait donné en dot à la reine de Portugal, et les enfans mâles que le roi aurait de son mariage avec elle en hériteraient. Dans le cas où elle mourrait sans enfans mâles, le second fils de l'empereur y succéderait, et à défaut il reviendrait au second fils du roi, qui se marierait avec une fille de l'empereur. Rien de cela ne se réalisant, le duché de Bourgogne devait retomber en la pos-

(1) Lettre du duc de Bourbon et du vice-roi de Naples Lannoy à l'empereur, du 26 avril 1525. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

(2) Aux *Archives des Affaires étrangères de France,* correspondance d'Espagne, 1525-1529, f° 285 r°.

(3) Lettre de François Ier à ses sujets. L'original dans Béthune, ms. vol. 8505, f° 1er; imprimée dans *Captivité,* etc., f. 159, 160.

session du dauphin. Ces combinaisons étaient singulières, et le roi croyait sans doute, en les proposant, que la cour des pairs n'attribuerait point une province apanagée au descendant d'une femme incapable, d'après la loi française, d'en être l'héritière, et que cette province ne sortirait pas de la maison de France.

Mais il renonçait pleinement au duché de Milan, à l'état de Gênes, au royaume de Naples, à la pension de 100,000 ducats et aux arrérages qui lui en étaient dus sur ce royaume, à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois; il adhérait à la restitution de Hesdin et il abandonnait toute prétention sur Tournay. Lorsque l'empereur irait se faire couronner en Italie, ou lorsqu'il exécuterait quelque entreprise en Allemagne, François Ier consentait à fournir la moitié de l'armée et à payer la moitié de la dépense. Si l'entreprise était dirigée contre les Turcs, il y prendrait part avec le même contingent de troupes, qu'il entretiendrait de ses deniers et qu'il conduirait en personne. Se substituant à l'empereur dans les engagemens que l'empereur avait pris envers le roi d'Angleterre, il paierait à Henri VIII tout ce qui lui était dû. Il rendrait au duc de Bourbon ses états, ses pensions, ses offices, c'est-à-dire de vastes provinces, des sommes considérables, les grandes charges de chambrier et de connétable, et de plus le gouvernement du Languedoc. Comme il demandait pour lui-même la sœur de Charles-Quint, promise au duc de Bourbon, il offrait de donner en mariage au duc de Bourbon la princesse Renée, fille de Louis XII. Il lui permettait même de poursuivre en justice le droit qu'il prétendait avoir sur le comté de Provence, et il annonçait le dessein de reconnaître ce rebelle, jusque-là détesté, comme son lieutenant-général, en le plaçant à la tête de l'armée qu'il enverrait au secours de l'empereur, s'il ne la commandait pas en personne (1).

Écrites sous la dictée de François Ier, en présence du vice-roi de Naples (2), ces propositions devaient être portées à Charles-Quint par don Ugo de Moncada, prieur de Messine, qui commandait la flotte espagnole avant la bataille de Pavie, avait été fait prisonnier et venait d'être échangé avec le maréchal Anne de Montmorency. En les transmettant à l'empereur, Lannoy le suppliait de conclure une paix qui attacherait pour toujours à lui le roi de France (3). Il

(1) *Captivité de François Ier*, p. 170-173, et *State Papers*, t. VI, p. 446-448.

(2) D'après la lettre des ambassadeurs anglais du 16 juin, elles furent écrites par Moncada en castillan, en présence de Lannoy, sur les offres de François Ier. Ms. cott. — Vespasien, C. III, p. 185; note 2 de la p. 445 du vol. VI des *State Papers*.

(3) « Le roy de Franse... desire fort la pes et que ce soit de sorte que peut demorai votre à james. » Lettre de Lannoy à l'empereur, le 27 avril. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

lui rappelait le danger où avaient été ses affaires, la peine qu'il avait eue tant avec ses sujets qu'avec ses ennemis, et il l'engageait à saisir l'occasion d'imposer la loi à ceux qui voulaient la lui donner. Mais les offres portées par Ugo de Moncada, que la régente de France et son conseil repoussèrent comme excessives (1), l'empereur les regarda comme insuffisantes (2).

Déjà, sur le refus de ses propositions, Charles-Quint se préparait à reprendre la guerre. Il avait envoyé le commandeur Peñalosa en Angleterre pour resserrer l'union un peu relâchée avec Henri VIII, et obtenir de lui l'argent sans lequel ses troupes ne pouvaient pas être mises en mouvement (3). L'armée d'Italie, à laquelle il était dû plus de 600,000 ducats au moment de la bataille (4), n'avait pas été entièrement payée après la victoire, bien qu'il lui eût fait parvenir 80,000 ducats, et que ses généraux eussent imposé aux états italiens des contributions de guerre considérables en châtiment de leur abandon ou de leur infidélité (5).

Dispersée dans le haut de la péninsule, qu'elle pressurait, elle avait besoin d'être renforcée pour entrer en campagne. Charles-Quint le savait, et il cherchait de l'argent partout. Il en demandait à son clergé et à ses ordres de chevalerie, qui refusaient de payer la *crusade*, dont le pape n'avait pas autorisé la levée. Il s'adressait aux cortès afin que les *procuradores* des villes ajoutassent au *servicio* de 400,000 ducats qu'ils avaient voté. Ses sujets se montraient disposés à lui en accorder davantage, s'il consentait à se marier promptement afin d'assurer la succession aux couronnes d'Espagne en épousant une princesse qui pût lui donner tout de suite des enfans. Décidé à suivre leur vœu, il recherchait l'infante Isabelle de Portugal, qui devait lui apporter en dot 1 million de ducats d'or (6); mais, avant de s'engager avec elle, il avait à se

(1) « ...Pour estre telles, les aucunes d'icelles quelles ne se pouvoient bonnement accorder, consentir ni permettre. » Instruction de Pierre de Warty, envoyé à Marguerite d'Autriche. — *Négociations entre la France et l'Autriche,* publiées par Le Glay, t. II, p. 607.

(2) Elles furent soumises à un conseil dont faisaient partie le chancelier Gattinara, le comte de Nassau, le grand-maître, le secrétaire Jean Allemand et communiquées aux ambassadeurs d'Angleterre. — *State Papers,* t. VI, p. 445, note 2.

(3) *State Papers,* t. VI, p. 438-444, 445.

(4) « Vu la grande dette qui monte bien à six cens mil escus qu'est du aux gens de guerre tant de pied que de cheval. » Launoy à la gouvernante des Pays-Bas. — *Négociations entre la France et l'Autriche.*

(5) « Les choses à quoi prétendons sont que le pape et les Florentins payent 150,000 ducats pour leur part de la ligue, que les Vénitiens en payent 130,000 pour n'avoir pas joint leur armée. On travaille à tirer quelque chose de Sienne et de Lucques; le duc de Ferrare prête 50,000 écus. » *Ibid.*

(6) Lettre de Charles-Quint à l'archiduc Ferdinand son frère, du 25 juin. — Bucholtz, t. II, p. 294 et *sqq.*

dégager envers la princesse Marie d'Angleterre, trop jeune encore pour être mariée, et il ne pouvait le faire qu'en la demandant sur-le-champ au roi son père et en ne l'obtenant pas. Il espérait que la rupture ainsi amenée d'un mariage depuis longtemps convenu ne conduirait pas à la rupture de l'alliance qui lui était plus que jamais nécessaire afin de soumettre la France par la guerre, puisque la France ne cédait point à ses volontés par la voie des négociations.

Le commandeur Peñalosa eut l'ordre de demander au roi d'Angleterre que la princesse sa fille fût remise à l'empereur avec sa dot de 600,000 ducats, dont 200,000 seraient immédiatement comptés et 400,000 le seraient de mois en mois. A l'aide de cet argent, l'empereur se proposait d'entrer en France par les Pyrénées à la tête d'une armée et d'y faire entrer par les Alpes l'armée d'Italie. Henri VIII était requis en même temps, aux termes du traité de Windsor, d'opérer par Calais une descente avec ses troupes, auxquelles se joindraient trois mille hommes de cavalerie et mille hommes de pied des Pays-Bas (1). En cas que le roi d'Angleterre ne voulût pas envoyer encore la princesse sa fille en Espagne et remettre sa dot à l'empereur, le commandeur Peñalosa devait réclamer tout au moins en prêt la somme de 400,000 ducats, sans laquelle il lui serait impossible d'effectuer l'invasion de la France. Charles-Quint faisait dire à Henri VIII « qu'il était désireux de conduire sa dernière victoire à une parfaite conclusion et ne pas laisser son ennemi sans le confondre (2). »

L'orgueilleux Henri VIII était en ce moment dans des dispositions bien différentes. Après l'étourdissement de la victoire de Pavie, qui avait ranimé son avidité et lui avait donné la chimérique espérance d'obtenir le royaume de France ou de recouvrer les provinces que les rois ses prédécesseurs avaient autrefois possédées sur le continent, il avait compris que l'empereur songeait presque uniquement à accroître sa propre puissance. La paix que Charles-Quint avait d'abord proposé de conclure n'apportait aucun avantage certain à l'Angleterre; la guerre qu'il voulait maintenant reprendre ne pouvait se faire qu'avec l'argent demandé à Henri VIII sous la forme d'une dot ou d'un emprunt. Cet argent même, Henri VIII ne l'avait pas. Il avait essayé de lever des impôts extraordinaires qui avaient provoqué de dangereux soulèvemens dans plusieurs comtés de son royaume. Malgré ce qu'il avait de hauteur et ce qu'il affectait de pouvoir, il s'était vu contraint de renoncer à ces levées extraordinaires et d'annoncer par une proclamation

(1) *State Papers*, t. VI, p. 444, 445.

(2) Lettre de sir R. Wingfeld du 3 juin. *State Papers*, t. VI, p. 442-43, note 1 de la p. 443.

qu'il n'en exigerait jamais de semblables. Une politique mieux avisée le détourna de concourir à rendre plus puissant l'empereur, qui l'était déjà trop. L'injurieuse autorisation que Charles-Quint lui demanda de rompre les engagemens anciens pris envers la princesse d'Angleterre, pour en contracter de nouveaux avec l'infante de Portugal, le décida enfin à abandonner l'allié qui ne voulait plus devenir son gendre. Le dégageant de la promesse qu'il avait faite d'épouser sa fille (1), il lui refusa tout argent pour continuer la guerre. Il répondit qu'il en avait trop fourni pour des entreprises qui avaient été profitables à l'empereur seul, lequel devait à son amitié le gain de Tournay, de Milan, de Fontarabie, la décharge de la pension de 100,000 écus sur le royaume de Naples, la victoire de Pavie et la capture du roi de France, tandis que lui n'avait retiré de l'amitié de l'empereur que des pertes et des dépenses. Il rappelait les sommes qu'il avait prêtées à Charles-Quint et qui ne lui avaient pas été remboursées, le mariage de sa fille avec le dauphin qu'il avait rompu (2) pour un autre mariage qui maintenant ne devait plus se faire, — les pensions considérables qu'il tirait de la France, et auxquelles il avait renoncé sans recevoir aucun des dédommagemens qui lui avaient été promis. Henri VIII se montra donc bien éloigné de s'unir à l'empereur soit pour imposer la paix à François Ier en l'accablant, soit pour envahir ses états en reprenant la guerre.

VI.

Pendant ce temps, le peu de succès des négociations entamées de loin avec le roi prisonnier avait amené un changement, sinon dans sa position, du moins dans son séjour. François Ier avait été enfermé près de trois mois dans Pizzighetone. Quoique cette forteresse fût inabordable et que François Ier ne pût ni s'en évader par surprise, ni y être délivré de vive force, ceux qui étaient chargés de le garder songèrent à le placer dans un lieu encore plus sûr. L'empereur avait fait recommander par Beaurain au duc de Bourbon et à Lannoy de veiller avec le plus grand soin sur son prisonnier et de le conduire au besoin dans le royaume de Naples (3). Bourbon, Lannoy, Pescara, Antonio de Leiva et l'abbé de Najera, provéditeur général de l'armée impériale, tinrent conseil à ce sujet et décidèrent que le roi de France serait conduit dans le sud de l'Italie. Ils jugèrent qu'il ne serait nulle part plus sûrement que

(1) *History of the reign of the Henry the Eighth*, par Sharon Turner, t. Ier, p. 456.

(2) Ms. cott. Vespas., C. III, f. 62.

(3) Lettre de Charles V au duc de Bourbon et au vice-roi de Naples, du 27 mars 1525, dans les mss. hist. du comte de Wynants, citée par M. Gachard, p. 14 et p. 20.

dans le Château-Neuf de Naples, construit sur une bande de terre s'avançant au milieu de la mer, et ils prévinrent l'empereur de cette résolution.

Le 18 mai, Lannoy alla chercher François Ier à Pizzighetone (1). Sous l'escorte d'Alarcon et d'environ deux mille hommes, il le conduisit par le haut du Milanais, en évitant les villes, jusqu'à Gênes. Après six jours de marche, il pénétra par le dehors de la ville, sans même traverser les faubourgs, dans la citadelle avec son prisonnier. Il l'y laissa peu de temps, et le 31 mai, la flotte espagnole étant prête à quitter le port, il fit descendre de grand matin, du château au môle, François Ier, qui, toujours suivi d'Alarcon et de ses arquebusiers, monta sur la galère capitane de Castille.

Les seize navires composant la flotte, et sur lesquels furent distribuées les troupes espagnoles, se dirigèrent vers Porto-Fino, où les retint le temps contraire. Le roi éprouvait un grand déplaisir de cette translation. Il redoutait le climat de Naples, et disait que le mener au bord de la mer, c'était vouloir le faire mourir (2). Instruit de bonne heure qu'il devait être conduit dans l'Italie méridionale, il avait cru pouvoir recouvrer sa liberté dans le passage de Gênes à Naples. L'armée navale de la France était plus forte que celle de l'Espagne. Les navires réunis d'André Doria, du baron de Saint-Blancard, du frère hospitalier Bernardin, montés par quelques troupes résolues, pouvaient attaquer les navires ennemis et l'enlever à ses gardiens. Dès le 12 mai, François Ier était parvenu à donner secrètement des informations à la régente, et lui avait écrit qu'on n'aurait à combattre que quatorze galères et dix-huit cents arquebusiers espagnols. Il avait ajouté, avec une confiance un peu téméraire, qu'il n'y avait qu'à user de diligence, « car si elle est faite, disait-il à sa mère, j'ai espérance que bientôt vous pourrez revoir votre très humble et très obéissant fils (3). » Les préparatifs pour le délivrer s'étaient poursuivis avec promptitude. Une partie de la flotte française devait se rendre le 31 mai dans les eaux de Gênes, où la joindraient successivement les autres navires qu'on armait. Le maréchal de Montmorency, échangé un mois auparavant avec don Ugo de Moncada, après avoir vu la régente à Lyon, avait rejoint le roi à Gênes, presque à la veille de son embarquement. Il était investi du commandement général des armées de mer, et sans doute il apprit au roi que tout s'apprêtait pour sa délivrance.

Mais François Ier renonça lui-même à une entreprise non moins incertaine que périlleuse en obtenant que Lannoy le menât en Espagne auprès de Charles-Quint. Il désirait ardemment une entrevue

(1) Lettre de La Barre, bailli de Paris, à la régente. — *Captivité de François Ier*, p. 183.
(2) Lettre de sir John Russell du 16 mai 1525. — Ms. cott. Vitell., B. VIII, p. 194.
(3) Cette lettre est dans *Captivité de François Ier*, p. 180.

avec l'empereur, s'imaginant qu'ils arrangeraient ensemble tous leurs différends et établiraient entre eux une solide amitié. Lannoy souhaitait aussi faciliter cette union, qu'il croyait praticable de près, impossible de loin, et de plus il redoutait le climat de Naples pour son précieux prisonnier pendant les mois de juillet, d'août et de septembre (1). Il se rendit donc aisément au vœu de François Ier, et, sans consulter les autres chefs impériaux, sans prévenir même l'empereur, au mépris des uns, à l'insu de l'autre, il changea tout seul ce qui avait été arrêté en commun. Le 8 juin 1525, il conclut à Porto-Fino, avec le maréchal de Montmorency, un accord en vertu duquel six galères françaises se joindraient aux galères espagnoles et l'aideraient à transporter sans risque François Ier à Barcelone. Il ne devait y avoir aucune hostilité de part ni d'autre soit durant le trajet, soit quinze jours après que les deux flottes seraient revenues sur les côtes d'Italie et dans les ports de France (2). Lannoy plaça des soldats espagnols sur les vaisseaux français, et un peu avant de mettre à la voile il écrivit du port de Villefranche à l'empereur : « Sire, nous avons vingt galères bien armées et suis bien asseuré du reste de l'armée de mer de France, qui ne nous fera aucun empêchement. Je vous amène le roi, ce qui, j'en suis certain, vous sera chose agréable, car il ne tiendra qu'à votre majesté de promptement achever ses affaires (3). » Il monta lui-même sur le navire qui avait été disposé avec soin pour recevoir et transporter François Ier.

Le 10 juin, à trois heures avant le jour, on fit voile vers l'Espagne. Le roi, qu'animait l'espoir d'un accord prochain avec l'empereur, était fort content. Entré dans le port de Palamos le 17 (4), il arriva le 19 à Barcelone, où il fut reçu avec les plus grands honneurs. Logé dans le palais de l'archevêque de Tarragone, il y devint l'objet des plus respectueux empressemens. Les conseillers de la principauté de Catalogne lui présentèrent leurs hommages, et le même jour les dames les plus considérables du pays, au nombre de vingt-deux, ayant à leur tête la comtesse de Palamos, dona Isabel de Requesens, veuve de don Ramon de Cardona, ancien vice-roi de Naples, qui commandait les Espagnols aux batailles de Ravenne et de Marignan, et dona Juana de Requesens, femme de don Pedro de Cardona, gouverneur de Catalogne, formant une élégante caval-

(1) Lettre du 8 juin 1525 du vice-roi de Naples à Henri VIII. — Mss. cott. Vitell., B. VII, p. 146. — *Captivité*, p. 210.

(2) *Captivité de François Ier*, p. 212.

(3) Lettre de Lannoy à l'empereur, du 10 juin 1525. — Lanz, t. Ier, p. 164.

(4) Lettre de Lannoy à l'empereur, du 17 juin, dans les *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 605.

cade, vinrent le visiter. François Ier les reçut avec la plus aimable courtoisie : il s'entretint gaîment avec elles et leur dit que rien n'avait autant de prix pour lui que leur agréable visite (1).

Le jour suivant, il alla à la messe dans la principale église de Barcelone, au milieu d'une immense foule avide de le voir et sensible à la grandeur de son courage comme de son malheur. Le vice-roi de Naples et le capitaine Alarcon l'accompagnaient avec beaucoup de *caballeros* soit de la cité, soit de la flotte. Le roi traversa Barcelone entouré des hallebardiers du vice-roi et suivi d'une compagnie de soldats armés d'escopettes et de piques; l'église avait été ornée de riches tentures, éclairée d'une éblouissante quantité de lumières, et près du maître-autel, du côté de la sacristie, se trouvait sous un dais un siége placé pour François Ier : il s'y tint à genoux pendant la plus grande partie de la messe, ayant derrière lui le vice-roi de Naples, Alarcon et quelques grands seigneurs. Après les offices, pendant lesquels on n'omit aucune des cérémonies qui sont d'usage avec les rois, il sortit de l'église, monta à cheval et se rendit dans le palais archiépiscopal, qu'il quitta le lendemain pour s'embarquer de nouveau et faire voile vers Valence. Il y trouva le même accueil. Il alla au palais royal, où il visita sa parente, la reine Germaine de Foix. De là, il fut conduit dans les montagnes des Morisques, à Benisano, qui appartenait à don Geronimo Cabanillas, gouverneur de Valence; c'était un lieu fort agréable, propre à la chasse, dont il prit le divertissement, toujours en compagnie d'Alarcon et de ses gardes. Il y resta pendant quelque temps dans une anxiété croissante par suite du silence prolongé que gardait à son sujet l'empereur.

Charles-Quint était à Tolède, tenant les cortès de Castille et songeant à recommencer la guerre, lorsqu'il apprit le débarquement en Catalogne du prisonnier qu'il avait ordonné de transporter à Naples. Il en fut étonné. L'on remarqua que, contre son usage, il jura par l'ordre de la Toison d'or que le roi avait été conduit en Espagne sans son commandement et à son insu (2). A la surprise qu'il en éprouva se joignit le vif mécontentement de ses généraux en Italie. Ceux-ci ressentirent comme un affront le changement de résolution que le vice roi de Naples avait décidé tout seul, et dont il il ne les avait pas même prévenus. Le duc de Bourbon s'en plaignit

(1) *Commentarios de los hechos del señor Alarcon*, etc., por don Antonio Suarez de Alarcon, in-fol., Madrid 1665, p. lib. 10, f. 300, col. 1.

(2) Lettre du 21 juin 1525 d'Andrea Navagero, ambassadeur de Venise auprès de Charles-Quint. — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, da Emm. Ant. Cicogna dans *delle Inscrizioni Veniziane*, fascicolo 22; grand in-4°, p. 177, col. 1 et note 50 de la page 238.

dans les termes les plus emportés. Il écrivit à l'empereur qu'en agissant ainsi le vice-roi « lui avait fait grande honte (1). » Il soutint d'ailleurs que, par « cette soudaine allée en Espagne, » il ferait perdre à l'empereur le pape, les Vénitiens, les autres potentats d'Italie. Il se plaignit de plus d'avoir été laissé sans argent pour payer les troupes et lever des Allemands afin de rompre les grandes menées qui commençaient à se pratiquer partout. Attaquant avec passion le vice-roi, il déclarait à l'empereur que Lannoy avait moins servi qu'entravé ses prospérités, et il ajouta : « Quand il vous plaira m'en ouyr, je vous dirai en sa présence des choses auxquelles vous connoîtrez qu'il a fallu que bien autre que lui ait mis la main à vos affaires. » Chez le marquis de Pescara, le sentiment de cette injure accrut l'irritation causée par l'oubli où étaient laissés ses éclatans services. Le comté confisqué de Carpi, demandé pour lui, ne lui avait pas même été donné par Charles-Quint, aussi lent à récompenser qu'à se résoudre. Pescara parlait tout haut et très fièrement de ses griefs. Il rendit pour ainsi dire publique la lettre qu'il écrivit à l'empereur pour se plaindre des procédés offensans du vice-roi (2) et lui faire arriver ses autres mécontentemens.

Cependant Lannoy, après avoir établi François Ier à Benisano, était parti pour Tolède afin de connaître et aussi d'éclairer les volontés de son maître. Le roi, de son côté, avait envoyé auprès de Charles-Quint le maréchal de Montmorency, chargé de sa part de lui demander trois choses : une entrevue qui servirait à aplanir en quelques instans toutes les difficultés, une trêve qui permettrait à l'archevêque d'Embrun et à Jean de Selve, premier président du parlement de Paris, munis des pouvoirs de la régente sa mère, de traiter régulièrement des conditions de la paix en Espagne, enfin un sauf-conduit pour la duchesse d'Alençon, sa sœur, dont la présence seconderait la prompte conclusion d'un accord. Charles-Quint hésita quelque temps. Sa première pensée avait été de faire enfermer le roi de France dans sa forteresse de Jativa, que rendaient inaccessible, aux environs montagneux de Valence, un double fossé et trente tours, ou de le placer dans un autre lieu non moins fort et non moins sûr, mais qui serait éloigné des bords de la mer (3). Lannoy, qui jouissait d'une grande confiance auprès de Charles-

(1) Lettre de Charles de Bourbon à l'empereur du 12 juin 1525. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

(2) Pescara le dit lui-même à l'empereur dans la lettre qu'il lui écrivit le 30 juillet. « Todo el mundo visto lo passado ha syempre creydo que yo no estava contento.... Y mucho mas ver despues que yo screvi à V. Mad, etc.... » *Archives impériales et royales de Vienne.*

(3) Lettre de Charles V à Lannoy, dans les manuscrits historiques du comte de Wynants, citée par M. Gachard.

Quint, parvint à changer ses résolutions. Il lui fit entendre qu'il disposerait plus complétement de son prisonnier en Espagne qu'en Italie, et qu'en le rapprochant de lui il arriverait bien mieux à ses fins par un traité auquel le roi de France se montrait enclin que par une guerre que rendaient périlleuse le refroidissement de l'Angleterre et l'animosité de l'Italie. Après un peu d'incertitude, l'empereur se décida à reprendre les voies pacifiques. Il consentit à la trêve qui devait durer six mois, et il accorda le sauf-conduit pour la duchesse d'Alençon, en ayant soin d'avertir que, si elle n'arrivait pas avec le pouvoir de céder le duché de Bourgogne, il était inutile qu'elle vînt. Il se tut sur l'entrevue demandée par François Ier (1), bien résolu à ne voir le prisonnier qu'après que tout aurait été conclu avec le roi.

Mais, puisqu'il traitait de nouveau, il prit le parti d'établir François Ier dans le voisinage de Tolède, afin qu'il fût plus à sa portée, et que les négociateurs de la régente, qui arrivèrent vers ce temps à sa cour, pussent aisément communiquer avec lui. Il ordonna donc de le conduire au château de Madrid (2), situé à huit lieues de Tolède. Le commandeur Figueroa alla porter ses ordres à Alarcon, et l'empereur envoya l'évêque d'Avila au-devant du roi pour le complimenter de sa part. François Ier quitta assez joyeux Benisano le 20 juillet. Le gouverneur de Valence, le comte Abayda, le neveu du comte de la Oliva, beaucoup de seigneurs et de *caballeros* l'accompagnèrent jusqu'à Requeña, où il trouva l'évêque d'Avila. A Santorcáz, il revit le vice-roi de Naples que l'empereur avait dépêché vers lui. Pendant les trois semaines qu'il mit à traverser l'Espagne, de Benisano à Madrid, son voyage fut d'un roi et non d'un prisonnier. A Guadalajara, il reçut du duc de l'Infantado, auquel cette ville appartenait, les plus magnifiques fêtes. Trois jours durant, ce grand seigneur le fit assister à des courses de taureaux, lui donna le spectacle de joutes et de tournois, lui offrit tous les divertissemens qu'on ne trouvait qu'à la cour des princes. De Guadalajara, François Ier vint à Alcala de Henarès. Toute la ville, ayant à sa tête la célèbre université d'Alcala, qui comptait onze mille étudians immatriculés, se porta à sa rencontre et lui fit une réception solennelle (3). Il arriva enfin le 17 août à Madrid, où l'attendait la plus longue et la plus pénible captivité.

(1) Négociation du seigneur de Montmorency, dans *Captivité de François Ier*, p. 238 et 241. — Lettre du 31 juillet 1525 de Charles V à l'archiduc Ferdinand, dans Lanz, t. Ier, p. 166.

(2) « Escrivio luego su magestad al señor Alarcon, ordenandose prosiguiesse el viage encaminandose à Madrid. » *Commentarios de los hechos del señor Alarcon*, f° 301, cot. 2.

(3) Sur le voyage du roi, voir *Commentarios de los hechos del señor Alarcon*, f° 302

VII.

François Ier fut d'abord enfermé dans la tour carrée de los Lujanes, ainsi nommée parce qu'elle appartenait à don Fernando Lujan. Elle avait été choisie comme la plus forte des tours qui flanquaient l'enceinte de Madrid. François Ier n'y resta pas longtemps. L'Alcazar, destiné à lui servir de demeure, étant prêt à le recevoir, il y fut conduit et établi. Le donjon où il devait passer tant de mois dans les tristesses de la prison, les accablemens de la maladie, les angoisses d'une négociation agitée et interminable, était haut, étroit et sombre. Il s'élevait non loin du Manzanarès, presque à sec dans cette saison, et avait vue sur la campagne aride du vaste plateau de Madrid. La chambre disposée pour le roi prisonnier n'était pas très spacieuse; on y arrivait par une seule entrée, et l'unique fenêtre qui y laissait pénétrer la lumière s'ouvrait du côté du midi, à environ cent pieds du sol, à peu de distance du Manzanarès. Cette fenêtre, pratiquée dans l'épaisseur de la muraille, était assez grande pour former comme un cabinet par son profond enfoncement. Vitrée intérieurement, elle se fermait au dehors par une double grille de barreaux de fer scellés dans le mur. Un lit pour le roi, des coffres pour les objets de sa toilette et de son service, quelques tables et des siéges pour ceux qui étaient admis à lui tenir compagnie ou à le visiter, composaient l'ameublement de cette chambre, dont les murailles se couvrirent bientôt de tentures à fleurs de lis apportées de France et sur lesquelles se détachaient, avec l'écusson royal, l'emblématique salamandre de François Ier et son F couronnée (1). Alarcon, placé dans le voisinage du roi avec sa troupe d'arquebusiers, qui occupait surtout la partie inférieure de la tour, n'avait pas de peine à veiller sur le prisonnier confié à sa garde.

Bien avant qu'il entrât dans une demeure où il devait rester plus longtemps qu'il ne le croyait, les ambassadeurs de la régente sa mère, François de Tournon, archevêque d'Embrun, et Jean de Selve, premier président du parlement de Paris, s'étaient rendus auprès de l'empereur à Tolède. Les instructions qu'ils avaient reçues (2) ne leur permettaient d'aller, pour le rétablissement de la paix et la délivrance du roi, ni jusqu'aux propositions portées par

et 303; — lettres du bailli La Barre à la duchesse d'Alençon, et de Bryon à Mme d'Angoulême, dans *Captivité de François Ier*, p. 262, 263;—Sandoval, t. Ier, liv. XXIII, § 10.

(1) Le dessin d'un fragment de cette belle tapisserie a été imprimé, d'après une copie du temps, dans *Captivité de François Ier*, planche VIII, p. 507.

(2) Les instructions sont du 28 avril et du 6 juin, dans *Captivité de François Ier*, p. 174 et 198.

Beaurain à Pizzighetone, ni jusqu'aux offres dictées et remises par François Ier à don Ugo de Moncada. Il leur était défendu de consentir à aucune cession du territoire français, et ils devaient se borner à proposer une rançon en argent, ainsi que le double mariage du roi avec la reine Éléonore, sœur de Charles-Quint, et du dauphin avec l'infante Marie, sa nièce. Ils pouvaient renoncer successivement au royaume de Naples, au duché de Milan, à la seigneurie de Gênes, au comté d'Asti, à la ville de Hesdin, à celle de Tournay, à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois. En aucun cas, ils ne devaient accorder le duché de Bourgogne, qu'ils n'auraient pas plus voulu encourir la responsabilité de céder qu'ils ne reconnaissaient au roi le pouvoir de le détacher de la couronne.

Arrivés le 15 juillet à Tolède, les ambassadeurs de la régente eurent le 17 leur audience de l'empereur. Le premier président, Jean de Selve, adressa à Charles-Quint un long et pompeux discours dans lequel il lui cita tous les grands exemples de magnanimité en faisant un appel trop savant et assez inutile à la sienne. Il discuta les faits de l'histoire qui prouvaient l'annexion de la Bourgogne au domaine de France, et il exposa les lois du royaume qui n'en permettaient plus la séparation (1). Charles-Quint répondit, sur le premier point, qu'il voulait user de libéralité envers le roi, puisqu'il n'entendait lui imposer aucune rançon, et qu'il « ne lui demandait que le sien, » et sur le second point, qu'il ne connaissait pas assez l'histoire et les lois pour en débattre l'exactitude et l'application (2). Il dit aux ambassadeurs de France qu'il les renvoyait à cet égard aux gens de son conseil.

C'est sur le duché de Bourgogne et ses dépendances que le 20 juillet roula la discussion entre les délégués de l'empereur et les plénipotentiaires de la régente. Les premiers étaient : le grand chancelier de Charles-Quint, l'habile et opiniâtre Mercurino de Gattinara, qui avait la principale conduite des affaires de son maître et, plus qu'un autre, exerçait de l'influence sur ses résolutions; son grand-chambellan, le comte Henri de Nassau; le vice-roi de Naples, Lannoy, son grand-écuyer; le gouverneur de Bresse, Gorrevod, son *mayordomo mayor*, le grand-commandeur de Santiago, le vieux Hernando de Vega, qui avait été un des fidèles serviteurs de son aïeul Ferdinand le Catholique, le seigneur du Rœulx Beaurain et le secrétaire d'état Jean Allemand. Les raisons historiques et légales données des deux parts à l'appui des prétentions qu'on voulait faire prévaloir furent exposées surtout par le grand-chancelier Gattinara et par le premier président de Selve.

(1) Ce discours est dans *Captivité de François Ier*.

(2) Lettre écrite de Tolède le 19 juillet 1525 à la duchesse d'Angoulême par l'archevêque d'Embrun et le premier président de Selve. — *Captivité de François Ier*, p. 255.

Le chancelier Gattinara soutint que l'empereur agissait avec une libérale générosité en n'exigeant aucune sorte de rançon du roi et en ne revendiquant qu'une partie de ce qui lui appartenait en France. Sans réclamer tout le royaume qui avait été donné par le pape Boniface VIII à l'empereur Albert, l'un de ses ancêtres, il aurait pu, disait-il, redemander le Dauphiné et tout le territoire situé sur la rive gauche du Rhône qui avait fait partie de l'empire, le comté de Toulouse et le Languedoc, que les rois de France avaient enlevés à la maison d'Aragon, dont l'empereur était l'héritier. Il se bornait à revendiquer les possessions plus récemment arrachées à la maison de Bourgogne par le roi Louis XI et injustement détenues par ses successeurs les rois Charles VIII, Louis XII et François Ier : le duché de Bourgogne, qui était, selon lui, un fief héréditaire et non un apanage; les comtés, villes, terres et seigneuries accordés aux ducs Philippe le Bon et Charles le Téméraire par les traités d'Arras en 1435, de Conflans en 1465, de Péronne en 1468, et parmi lesquels étaient les comtés de Mâcon et d'Auxerre, ainsi que le ressort de Saint-Laurent; enfin la cessation des droits de suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, cessation convenue par les rois Louis XI dans le traité de Péronne et Louis XII dans le traité de mariage de l'archiduc Charles, aujourd'hui empereur, avec sa fille Claude, si les stipulations d'Arras ne s'exécutaient pas et si le mariage était rompu.

Le premier président de Selve répondit que les renonciations auxquelles l'empereur semblait se résigner n'avaient rien d'effectif. Il n'eut pas de peine à prouver que le pape Boniface VIII n'avait pas eu le pouvoir de conférer le royaume de France à l'archiduc Albert, parce qu'il n'en avait pas le droit, que le Dauphiné, la Provence, avaient été régulièrement transmis à la maison de France par des cessions légitimes, que les prétentions de la maison d'Aragon sur le comté de Toulouse étaient moins fondées que ne l'étaient celles des rois très chrétiens sur les royaumes d'Aragon, de Mayorque et de Minorque, sans qu'ils les revendiquassent, — que la France renonçait à des droits très clairs et fort incontestables sur le royaume de Naples, le duché de Milan et la seigneurie de Gênes; qu'elle cédait Hesdin et Tournay, et qu'elle faisait l'abandon de sa suzeraineté sur les comtés de Flandre et d'Artois, mais qu'elle ne pouvait pas rendre les villes sur la Somme cédées par le traité d'Arras au duc Philippe le Bon, et rachetables moyennant 400,000 écus qu'avait payés le roi Louis XI, — qu'elle ne pouvait pas davantage délaisser le duché de Bourgogne, qui était un apanage de même nature que le royaume, et dès lors non réversible aux femmes, et qui, rentré dans le domaine de la couronne parce que la fille du dernier duc de Bourgogne avait été incapable d'en hériter, ne sau-

rait plus être détaché (1). Les conseillers impériaux et les négociateurs français débattirent les intérêts et maintinrent les vues des deux princes avec une ardeur et une opiniâtreté égales dans des conférences qui se prolongèrent en s'animant. D'aucun côté, on n'entendait céder. L'empereur réclamait avant tout la Bourgogne, sans la remise de laquelle il était décidé à ne rien conclure, et les ambassadeurs de la régente avaient pour instruction formelle de ne pas y renoncer. François Ier venait même de le leur défendre expressément. « Le moins que vous pourriez offrir de cela, leur avait-il écrit, serait trop pour mon vouloir (2). » Les conférences, devenant plus agitées et restant tout à fait inutiles, se rompirent. Le président de Selve et l'archevêque d'Embrun en adressèrent la relation au roi prisonnier. En voyant les exigences aussi obstinées que rigoureuses du conseil de l'empereur, François Ier comprit que l'empereur, qui se refusait à une entrevue avec lui, voulait le réduire, en le retenant captif, à abandonner la Bourgogne. Il dicta alors une protestation contre cette violence morale et dit « qu'il aimait mieux tolérer longue prison que faire chose à lui honteuse et dommageable à son royaume (3). » Toutefois, malgré cette noble résolution, prévoyant qu'une captivité prolongée et les nécessités de la France pourraient le contraindre à céder, il déclara d'avance nulle et sans valeur la cession de la Bourgogne faite sous cette contrainte, et annonça que, redevenu libre, il en poursuivrait le recouvrement avec toutes les forces de son royaume contre celui qui la lui aurait ainsi arrachée (4). Il demeura un mois dans l'Alcazar de Madrid sans que l'empereur fît un pas vers lui, et sans que les ambassadeurs de France renouassent à Tolède la négociation, qui ne devait être reprise qu'à l'arrivée de la duchesse d'Alençon.

VIII.

Mais il se prenait alors en Angleterre des arrangemens et il se tramait en Italie des complots qui semblaient de nature à faire fléchir les volontés ambitieuses de Charles-Quint et à le rendre plus accommodant sur les conditions de la paix. La régente de France s'était appliquée à détacher de l'empereur le roi d'Angleterre, jaloux d'une grandeur qu'il ne partageait pas, et à préparer le soulèvement des états italiens contre la puissance de Charles-

(1) Procès-verbaux des conférences de Tolède dans *Captivité de François Ier*, p. 264 et suiv.

(2) Lettre de François Ier à l'archevêque d'Embrun, du 5 août, dans *Captivité de François Ier*, p. 294.

(3) Protestation du 16 août dans *Captivité de François Ier*, p. 302.

(4) *Ibid.*, p. 302, 303. C'est ce qu'il avait annoncé en Italie au vice-roi de Naples, au marquis de Pescara, à Ant. de Leyva, à Alarcon et à l'abbé de Najera, p. 303.

Quint, devenue oppressive pour les uns, alarmante pour les autres. Elle avait de nouveau envoyé auprès de Henri VIII et du cardinal Wolsey J.-Joach. Passano et le président Brinon, qui avaient été sur le point de réussir dans leur précédente négociation. Elle espérait, non sans raison, qu'avec des offres d'argent un peu plus fortes et sans aucune cession de territoire elle parviendrait à rompre l'alliance déjà ébranlée de Henri VIII et de Charles-Quint, et à donner le roi d'Angleterre pour appui à la France.

Les négociations se poursuivirent jusqu'à ce que l'accord fût conclu, l'avide ministre de Henri VIII cherchant à obtenir le plus d'argent et les plénipotentiaires de la régente à en promettre le moins qu'il se pourrait. Il fut enfin stipulé que le roi d'Angleterre recevrait de la France 2 millions de couronnes, dont 50,000 un mois après la publication du traité de paix, et 100,000 tous les ans en deux termes qui échoiraient au 1er novembre et au 1er mai. Ces 100,000 couronnes devaient être payées au roi sa vie durant. Afin de mieux assurer l'acquittement annuel de cette pension, le roi d'Angleterre ne se contenta point de la ratification de la régente; il exigea l'approbation des parlemens de Paris, de Rouen, de Toulouse, de Bordeaux. Il demanda de plus des engagemens de la part des principales villes, comme Paris, Rouen, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Amiens, Tours, etc., et de la part des seigneurs les plus considérables, tels que le duc de Vendôme, le cardinal de Bourbon, le comte de Saint-Paul, le maréchal de Lautrec (1). A ces conditions le traité fut signé et une ligue défensive conclue (2). Wolsey, qui de son côté rentra en jouissance de sa pension et dut même en toucher les arrérages, dit alors aux ambassadeurs de la régente « que le roi son maître et lui avaient trouvé les Espagnols en leur prospérité plus ingrats et superbes que nation qu'ils eussent jamais pratiquée (3). » Il leur fit même concevoir des espérances qu'ils communiquèrent à leur cour. « Le cardinal d'York, ajoutèrent-ils en écrivant à la duchesse d'Angoulême, se propose de faire autres grandes choses qui aideront à la libération du roi notre maître, au grand profit et honneur de vous, madame, de tout le royaume, et à l'humiliation et dépression de l'élu empereur (4). »

(1) Lettres du président Brinon et de J.-Joach. Passano à la régente, des 29 et 31 juillet, 18 août, 3 septembre, 30 octobre, dans les *Archives de l'empire*, sect. hist., J. 965, liasse 3, nos 1, 2, 3, 4, 6.

(2) Le traité est du 30 août 1525, la ratification de la régente du 25 septembre, celle de François Ier du 27 décembre, dans Turner, t. Ier, p. 463; dans Rymer, p. 113.

(3) Lettre de Brinon et de J.-J. Passano du 29 juillet 1525. — *Ibid.*, no 4.

(4) Le 26 octobre, les ambassadeurs de la régente eurent une entrevue avec Henri VIII, qui leur dit « qu'il avoyt toujours veu les Françoys vrays et loyaulx à leur prince, et que depuis ceste dernière victoire l'expérience en a esté faicte plus grande que jamais, car le roy prins, un des plus grands princes de France son ennemy, tous les princes

Tandis que se négociait ce traité qui devait faire passer le roi Henri VIII d'une alliance à l'autre, des projets bien autrement graves s'agitaient en Italie. Ces projets, s'ils réussissaient, devaient amener une confédération de tous les états italiens, enlever aux impériaux le Milanais, déposséder les Espagnols du royaume de Naples et anéantir la domination de Charles-Quint dans toute la péninsule. Les Italiens avaient constamment nourri la pensée de se délivrer des peuples étrangers qu'ils appelaient les *barbares*, et qui avaient successivement pénétré chez eux à partir de l'invasion de 1496. N'étant pas assez forts ni assez unis pour le faire tout seuls, ils se servaient des étrangers les uns contre les autres. Ils avaient d'abord tenté d'expulser les Français, qu'ils redoutaient particulièrement à cause de leur prétention sur le royaume de Naples et de la possession du Milanais, qui n'était un moment perdu par eux que pour être repris de nouveau. A l'aide des Espagnols et des Suisses, ils en avaient chassé Louis XII; à l'aide des Espagnols et des Allemands, ils venaient d'en chasser François Ier. Le pape Jules II s'était mis à la tête de la ligue contre le premier de ces princes, le pape Léon X contre le second. La dépossession des Français paraissant définitive, puisque leurs armées avaient été si souvent contraintes d'évacuer l'Italie à la suite de défaites répétées dont la dernière avait été une catastrophe, le danger qui menaçait les états italiens ne venait plus que du côté des Espagnols. Le prévoyant Clément VII et les habiles Vénitiens l'avaient compris de bonne heure, puisque, sans s'unir à François Ier, déjà moins redouté, quoiqu'il n'eût pas encore été battu, ils s'étaient séparés de Charles-Quint, dont ils pressentaient les succès et craignaient les agrandissemens; mais en se séparant de lui ils n'avaient ni empêché sa victoire, ni prévenu sa domination. Cette domination s'exerçait violemment dans la haute Italie. Répandus sur le territoire du Milanais, dont le duc Francesco Sforza était le souverain annulé, occupant les pays de Plaisance et de Parme, qui appartenaient au saint-siége, les impériaux vivaient à discrétion dans la péninsule assujétie qu'ils avaient mise à rançon (1). Le désir de se soustraire à cette onéreuse dépendance avait été si prompt que, vingt jours après la bataille de Pavie, le pape, les Vénitiens, les Florentins, les seigneuries de Sienne, de Lucques et de Mantoue songeaient à faire avec le duc de Milan une ligue *pour la défense et les libertés de l'Ita-*

chrétiens animés contre le royaulme, il ne s'est trouvé prince, seigneur ne homme de nom en France qui ait branlé, chose singulière et admirable par tout le monde. » Lettre du 30 octobre 1525, *ibid.*, n° 6.

(1) Lettre de l'évêque de Bath, ambassadeur d'Angleterre auprès du saint-siége, écrite le 6 avril 1525 de Rome au cardinal Wolsey. — Ellis, *Original Letters*, 2e série, t. Ier, p. 318 à 321.

lie (1); mais le sentiment de la crainte l'avait emporté d'abord chez eux sur le besoin de la défense. Ils s'étaient tournés à l'envi vers l'empereur avec terreur et avec adulation. Les Vénitiens lui avaient envoyé deux ambassadeurs extraordinaires, Andrea Navagero et Lorenzo Priuli, pour le féliciter des succès qui les inquiétaient et s'excuser de ne l'avoir pas fait plus tôt. « Vous exprimerez, leur disait le sénat de la république, à son impériale et catholique majesté la joie que nous avons ressentie de la victoire glorieuse qu'a remportée son armée et de la capture du roi très chrétien. Vous vous en réjouirez en notre nom avec cette abondance efficace de paroles affectueuses qu'exigent notre perpétuelle révérence envers son impériale et catholique majesté et la confédération qui existait entre nous. Vous le ferez de façon à laisser bien imprimé dans son esprit ce que nous vous recommandons (2). » Clément VII était allé encore plus loin que le sénat de Venise. Tandis que l'astucieuse république rappelait, comme subsistant toujours, l'ancienne ligue dont elle s'était secrètement retirée, le pape effrayé conclut avec l'empereur une ligue nouvelle. Il fit partir pour l'Espagne, où il avait déjà le comte Balthasar Castiglione en qualité de nonce, le cardinal Salviati, revêtu du titre de légat. Tous les potentats italiens, les plus petits ainsi que les plus considérables, avaient des représentans empressés à la cour de l'empereur, et l'Italie semblait beaucoup plus résignée à une entière soumission que prête à un soulèvement.

Cependant l'esprit d'indépendance s'y ranima bientôt, et l'on y reprit le plan d'union et de défense imaginé après la bataille de Pavie. L'ancien duc de Milan, Maximilien Sforza, depuis longtemps prisonnier sur les bords de la Loire, fit proposer à son frère Francesco Sforza, de la part de la régente Louise de Savoie, une ligue de l'Italie avec la France pour renverser au-delà des Alpes la domination accablante de Charles-Quint. La régente offrait de reconnaître le duc, de lui donner une princesse de la maison royale et de le soutenir dans ses états avec une puissante armée. Peu de

(1) « The effect is that the pope, the Venitians, the Florentyns, the duke off Ferrare, the signoryes off Senys, Luke and Mantoua.... Shold make a lygge for the defence and libertys off Italye; wherin they rekyn that the duke off Mylan wold att lenghe, when tyme shold be gladly enter. » Lettre de l'évêque de Bath à Wolsey, du 19 mars 1525, dans Ellis, *ibid.*, p. 305, 306.

(2) « .... Cum lei nostro nomine vi rallegrarete cum quella efficace, affectuosa et larga forma di parole che a voi maggior sera possibile, siccome ricerca la perpetua observantia nostra verso lei et la confederation che habbiamo cum sua cesarea et catholica maesta, de modo che lassiate bene impresso nella mente sua quanto vi predicemo.... » Délibération du sénat du 11 mars. — *Della Vita e delle opere de Andrea Navavgero*, app. docum. M. p. 345.

temps après, elle renouvela ses offres directement par l'entremise d'un Italien nommé messer Lorenzo Toscano, qu'elle envoya auprès du duc de Milan, de la seigneurie de Venise et du souverain pontife (1). S'ils se décidaient à conclure entre eux et avec elle une étroite alliance pour jeter les impériaux hors de la péninsule, elle renoncerait au nom de son fils à tout droit sur le Milanais en faveur de Francesco Sforza, qui épouserait ou la duchesse d'Alençon, devenue veuve, ou la princesse Renée, fille de Louis XII; elle abandonnerait toute prétention sur le royaume de Naples, dont le pape disposerait comme et pour qui il voudrait; enfin elle fournirait à la ligue six cents hommes d'armes et six mille fantassins, sous le commandement du comte de Saint-Paul, et lui compterait 40,000 ducats par mois (2).

Clément VII entra dans ce dessein, poussé surtout par le dataire Giov.-Mattheo Giberto, son intime confident et l'adversaire le plus résolu des impériaux; mais sa cauteleuse prudence voulut s'assurer auparavant de nombreux et solides appuis. Outre les Florentins, qui obéissaient à ses directions et qu'il entraînerait sans peine, il désirait l'active coopération des Vénitiens et du duc Sforza. La république circonspecte de Venise était fort alarmée par le voisinage des troupes espagnoles qui occupaient la Lombardie occidentale, que la ligne de l'Adda séparait seule de la Lombardie orientale, demeurée en son pouvoir. Déjà sollicitée à ce sujet par le comte Ludovico Canossa, évêque de Bayeux et ambassadeur de France, elle s'était montrée prête à suivre le pape et à former avec les autres souverains d'Italie cette confédération libératrice. Clément VII avait envoyé dans le Milanais le Génois Domenico Sauli, ami commun du dataire Giberto et du chancelier du duc de Milan, Girolamo Morone, pour faire comprendre à Francesco Sforza les avantages d'une union qui le tirerait de son assujettissement, et assurerait l'indépendance de toute la péninsule.

Afin de n'avoir que des gouvernemens italiens en Italie, Clément VII et Giberto, de concert avec les Vénitiens, conçurent le projet non-seulement d'arracher le Milanais à l'empereur, mais de lui enlever le royaume de Naples. Suzerain de ce royaume, le pape ne devait pas manquer de prétextes pour le lui ôter ni de raisons

(1) Lettre du dataire Giov.-Mattheo Giberto à Ennio Philonardo, évêque de Veruli, nonce du pape auprès des cantons helvétiques, du 1er juillet 1525. — *Lettere di principi*, t. Ier, f° 164 v°.

(2) Lettre du dataire Giberto au comte Ludovico Canossa, ambassadeur du roi très chrétien à Venise, du 9 juillet 1525. — *Lettere di principi*, t. Ier, f° 168 v° et 169 r°. — « ...Et facendo questo, disait le dataire, l'Italia si congiungera di liga et amicitia perpetua col regno di Francia. » *Ibid.*, f° 168 v°.

pour le donner à un autre. Le choix de celui auquel était réservé le trône de Naples fut singulièrement hardi : on espéra, en l'offrant au marquis de Pescara, priver du même coup l'empereur du plus habile de ses généraux et placer à la tête de la ligue italienne un chef capable de la bien conduire et intéressé à la faire triompher.

Fernand d'Avalos, Espagnol par le sang, était Italien par la naissance. Ses ancêtres étaient venus avec les princes de la maison d'Aragon dans le royaume des Deux-Siciles et s'y étaient établis. Dès sa jeunesse, il avait pris part à toutes les guerres, et il était devenu un capitaine accompli. Les succès qu'avaient obtenus les impériaux depuis quatre années étaient dus surtout à son audace et à son habileté. A la sûreté de vue qui fait entreprendre, il joignait la hardiesse d'exécution qui fait réussir. La prise de Milan en 1521, les défaites successives des Français en Lombardie, la victoire de Pavie, pouvaient lui être attribuées, et il ne manquait pas d'en revendiquer la gloire. Jusque-là les grands services qu'il avait rendus étaient restés sans autre récompense que des louanges stériles. Le fier sentiment de ce qu'il était et de ce qu'il valait lui avait fait quitter un moment l'armée dans les derniers jours de la vie de Prospero Colonna, à qui Fernand d'Avalos ne supportait pas d'être soumis. L'offensant oubli où il avait été laissé après la dernière campagne et la translation du roi de France en Espagne ordonnée par Lannoy tout seul l'avaient profondément blessé. Il avait fait entendre de hautaines et amères paroles. L'éclat de son irritation et les plaintes de son orgueil firent croire qu'il se détacherait aisément de l'empereur, et qu'on gagnerait à la cause italienne cet Italien en l'attirant par l'appât d'une couronne et la satisfaction d'une vengeance.

L'insinuant Morone fut chargé de sonder Pescara et de lui offrir ce qu'il n'aurait jamais osé ambitionner. Il lui parla des sujets qu'il avait d'être mécontent, l'entretint des agitations de l'Italie, et lui demanda ce qu'il en pensait. Pescara convint que l'union des états italiens et de la France serait fort dangereuse pour l'empereur, et qu'elle pourrait bien lui faire perdre le royaume de Naples. — « Et si cela était, ajouta Morone, à qui le donnerait-on? — Je ne sais, répondit Pescara; mais on trouverait bien qui l'accepterait. — Ce serait peut-être votre excellence qui l'aurait, continua Morone en souriant, si toutefois cela lui convenait. » Après cette insinuation, Morone s'arrêta et ne poussa pas l'entretien plus loin (1).

(1) Lettre de Pescara à Charles-Quint du 30 juillet. — *Archives impériales et royales de Vienne.* — « *Esame* di Girolamo Morone in prigione del marchese di Pescara, nel castello di Pavia a' 25 ottobre 1525. » — *Ricordi inediti di Girolamo Morone,* publicati dal C. Tullio Dandolo; Milano 1855, in-8°, p. 148 à 179.

Mais le général de l'empereur ayant entendu cette proposition d'infidélité sans s'y montrer contraire, le chancelier du duc de Milan s'assura encore mieux des intentions du pape, qui lui furent confirmées par le dataire Giberto. Il aborda ensuite nettement le marquis de Pescara. Il lui demanda sa parole de soldat et de chevalier de ne jamais révéler ni à l'empereur ni à personne ce qu'il allait lui dire et de garder le secret le plus absolu, quelque résolution qu'il prît. Pescara la donna sans hésiter. Morone lui dit alors qu'il avait à lui proposer les choses les plus importantes et à lui découvrir les projets du pape en sa faveur. Il l'instruisit en même temps de tout ce qui se tramait en Italie, dont les forces seraient mises sous son commandement, et où il recevrait du souverain pontife la couronne des Deux-Siciles.

Pescara déclara aussitôt que son honneur passait avant tout, qu'il ne l'exposerait pas pour tous les royaumes du monde, et qu'il aimerait mieux mourir de la mort la plus cruelle qu'y porter la moindre atteinte, — qu'il ne pensait pas pouvoir, sans y manquer, quitter l'empereur pour se donner à d'autres, surtout étant son vassal, son capitaine, et ayant dans le moment toute la charge de son armée. Il ajouta cependant qu'au cas où il pourrait garder son honneur, il ferait tout ce que désirait sa sainteté, pour montrer qu'il était quelque chose, se venger des injures qu'il avait reçues, obtenir les grâces du pape et devenir le capitaine-général des Italiens, estimant que rien ne saurait lui être plus agréable ni lui arriver en sa vie de plus heureux que de posséder un royaume dans sa patrie. Il finit en disant qu'il y penserait, et il demanda à Morone de chercher de son côté comment le marquis de Pescara pourrait, sans encourir de blâme envers Charles-Quint, accepter la proposition de Clément VII.

En attendant l'adhésion de Pescara, on n'omit rien pour compléter la grande ligue italienne et lui procurer les moyens d'agir avec ensemble et avec vigueur. Le dataire Giberto, au nom du pape, pressa les Vénitiens de la conclure après l'avoir approuvée. Il écrivait au nonce Ghinucci à Londres afin qu'il décidât Henri VIII et le cardinal Wolsey, auprès desquels se rendait dans le même dessein Gregorio Casale, à s'accorder promptement avec la France (1). Les Suisses avaient été les soldats du pape Jules II et les protecteurs du duché de Milan contre Louis XII. De Rome, on espéra leur faire reprendre le même rôle contre Charles-Quint. Les cantons helvétiques avaient un grand intérêt à empêcher que l'empereur se rendît

(1) Lettre de Giberto à messer Hieronimo Ghinucci du 10 juillet. — *Lettere di principi*, t. Ier, fo 169 vo.

maître du Milanais et cernât ainsi leurs montagnes, qui seraient entourées, du côté de l'Allemagne, par les états héréditaires de la maison d'Autriche, — du côté de la France par la Franche-Comté, — du côté de l'Italie par la Lombardie et le Tyrol. Leur sécurité exigeait que le duché de Milan, débarrassé des troupes impériales, ne reconnût pour maître qu'un petit prince indépendant de la maison Sforza. C'est ce qu'écrivit coup sur coup le dataire Giberto à Ennio Philonardo, évêque de Veruli, nonce du saint-siége auprès des cantons, en le chargeant de préparer mystérieusement une levée de dix mille Suisses, que le pape emploierait partout où il voudrait, sans excepter Naples et sans avoir la crainte que ces troupes fussent rappelées. L'ambassadeur de France, dont la cour avait les mêmes desseins et les mêmes intérêts, devait seconder le nonce du pape. « Les Suisses, écrivait le dataire Giberto à l'évêque de Veruli, auront une occasion de regagner ce qu'ils ont perdu pendant les quatre dernières années et de se montrer de nouveau invincibles, comme ils l'ont été autrefois. Ils seront encouragés par le désir de la France et par le vœu non-seulement de sa sainteté et des seigneurs vénitiens, mais de tout le reste de l'Italie, unie pour se rendre libre (1). »

L'accord n'était cependant point encore terminé. En envoyant messer Lorenzo Toscano à Venise et à Rome, la régente lui avait donné la mission de le préparer et non le pouvoir de le conclure. On dépêcha donc de la cour pontificale Sigismondo de Carpi, secrétaire du comte Alberto Pio, ambassadeur de France auprès de Clément VII, pour qu'il se rendît à Lyon, à travers les états vénitiens et le pays des Grisons, et arrangeât tout avec la régente. La régente devait prendre envers Francesco Sforza les engagemens que naguère elle avait elle-même proposés : laisser le pape disposer du royaume de Naples en faveur du marquis de Pescara, fournir à la ligue italienne six cents lances, six mille fantassins soldés pendant six mois, avec une artillerie bien équipée, — mettre à la disposition de la ligue dix ou douze galères avec quelques gros navires portant quatre mille fantassins destinés à des entreprises contre Gênes ou contre Naples, enfin assister la ligue de 50,000 ducats par mois, en payant les deux premiers mois d'avance (2). En retour, l'Italie devait s'unir à la France par une amitié indissoluble, s'engager, après avoir été délivrée, à mettre en campagne à ses frais mille lances et douze mille fantassins pour tirer de prison le

(1) Lettre de Giberto à l'évêque de Veruli, du 1er juillet.—*Lettere di principi*, t. Ier, f° 165 r°.

(2) Gio.-Mattheo Giberto datario a monsignor di Baiusa, ambasciator di Francia a Venetia. — *Lettere di principi*, t. Ier, f° 168 v°.

roi très chrétien et défendre son royaume. Les Italiens demandaient surtout que la régente ne cherchât point dans cette ligue un moyen d'obtenir plus tôt de l'empereur intimidé la délivrance du roi son fils à des conditions qui seraient moins onéreuses pour lui, mais qui deviendraient fatales pour eux. « La régente peut tout espérer, disaient-ils, d'une union perpétuelle avec l'Italie, tandis qu'un accord avec l'empereur laisserait la France comme asservie et à la discrétion de son ennemi. » Les négociations se poursuivaient en ce moment avec un tel concert, on avait de si grandes espérances de les mener à bonne fin, on se croyait si près d'agir avec des forces irrésistibles, que, dans sa confiance et dans sa joie, le dataire Giberto, dont le cœur était tout italien, s'écriait : « Il me semble voir se renouveler le monde, et, d'une extrême misère, l'Italie arriver à une très grande félicité (1). »

Tout marchait. La levée des Suisses se ménageait en secret. Les Vénitiens se mettaient en armes. Le traité de la France et de l'Angleterre, recommandé par Clément VII, allait se conclure. Selon le désir de Pescara, le pape avait été consulté pour savoir comment il pourrait, sans encourir de blâme, quitter le service impérial et accepter les offres qui lui étaient faites au nom de la ligue italienne. Morone avait établi subtilement que Pescara ne mériterait aucun reproche et ne s'exposerait à aucune honte en servant contre l'empereur dans le royaume de Naples, pourvu qu'au préalable il eût renoncé à tous les offices qu'il tenait de lui et eût quitté le commandement de son armée. Il avait donné par écrit à Pescara toutes les raisons qui lui permettaient de trahir son souverain avec honneur, qui devaient l'induire à monter sur un trône usurpé par patriotisme, et qui l'obligeaient à déférer au vœu du pape par obéissance. Pescara cependant ne se tint pas pour persuadé. Il prétendit qu'il avait besoin, avant de se décider, de consulter un de ses amis, docteur napolitain, sans l'avis duquel il n'entreprenait rien d'important. Il voulait connaître ce que pensait ce casuiste des devoirs difficiles dans les positions délicates, parce qu'il avait à cœur, disait-il, de pouvoir se justifier à tout événement (2).

Pescara semblait sincère dans ses hésitations. On eût dit qu'il flottait entre les scrupules de la fidélité et les convoitises de l'ambition. Il n'en était rien pourtant. Dès le premier moment, il avait pris son parti. En lui, l'Espagnol l'avait emporté sur l'Italien, le

(1) « Provedendo, come si aspetta, mi par di veder rinovare il mondo, et da una estrema miseria, Italia cominciare à tornare in grandissima felicità. » Lettre de Giberto à Ghinucci. — *Lettere di principi*, t. Ier, fo 169 vo.

(2) Lettre de Pescara à l'empereur du 30 juillet 1525. — *Archives impériales et royales de Vienne*, et confession écrite de Gir. Morone dans les *Ricordi*, etc., p. 148-179.

ressentiment du serviteur maltraité avait cédé au dévouement du vassal fidèle, et l'appât d'un royaume n'avait pas séduit son âme avide de grandeurs, soit qu'il crût indigne de l'acquérir par une trahison, soit qu'il en regardât la possession comme chimérique. Il n'écouta ce qui lui fut proposé que pour connaître l'étendue et les ressources de la conspiration contre l'empereur son maître; il n'objecta des scrupules et ne demanda des consultations que pour gagner du temps; il ne rechercha des délais que pour prévenir Charles-Quint des dangers auxquels il était exposé en Italie et l'aider à s'en préserver.

Ce scrupuleux en fait d'honneur s'était condamné à une trahison. S'il ne la commit point envers l'empereur, il s'en rendit coupable à l'égard de ceux auxquels il avait engagé sa foi, et qu'il dénonça pour lui avoir offert un royaume. En découvrant à Charles-Quint ce qu'il avait promis tout au moins de garder secret, il sentit l'indignité du rôle qu'il jouait, et il écrivit à son maître : « Ces pratiques ne me conviennent pas. Cependant, puisque la nécessité les a amenées, je m'en réjouis afin de servir votre majesté, non sans beaucoup de honte, parce que je reconnais que je manque à quelqu'un, bien que ce soit pour ne pas manquer à celui auquel je dois le plus (1). » Il envoya donc en Espagne un homme de sa confiance, Juan-Baptista Gastaldo, qui, formé à son école, devint plus tard un des habiles généraux de Charles-Quint. Gastaldo porta à l'empereur des dépêches très étendues dans lesquelles Pescara lui exposait avec alarme les projets de la confédération qui se préparait en Italie, en France et même en Angleterre. Il lui annonçait que les Vénitiens, les Florentins, le pape, le duc de Milan, etc., ligués avec la régente de France, lèveraient des forces considérables, que la guerre commencerait par la France avec cinq cents lances, dix mille Suisses et un bon équipage d'artillerie, que les Vénitiens et le pape mettraient leurs troupes dans les places les plus voisines du Milanais, les Vénitiens à Brescia et à Crème, le pape à Parme et à Plaisance, et les feraient avancer du côté de Milan, dont le duc Sforza fermerait les portes aux impériaux, comme le doge Adorno leur fermerait celles de Gênes, et qu'ils espéraient par là venir à bout de l'armée impériale dispersée et la détruire.

Afin de parer à un danger qui semblait pressant, Pescara s'assura des places d'Alexandrie et de Verceil, concentra de son mieux les

(1) « Y aunque no me contenten estas platicas, porque la necessitad las trae y el caso lo requiere, huelgo dellas por servyr a V. Mad, y no sin mucha verguença porque no dexo de conoscer que falto a alguno aunque sea por no faltar a quien mas devo. » Lettre du marquis de Pescara à l'empereur du 30 juillet.—*Archives impériales et royales de Vienne.*

troupes espagnoles, demanda en toute hâte à l'empereur 300,000 ducats pour les payer, le supplia d'envoyer avec ses galères et ses gros navires cinq ou six mille hommes de renfort auxquels serait donnée la destination la plus utile dès qu'ils arriveraient à Monaco. Il le conjura en même temps de faire au plus tôt la paix avec le roi de France, sans exiger la Bourgogne, afin que le roi de France lui abandonnât toute l'Italie, qu'il pourrait ainsi mettre à la raison. Il ajouta, en insistant beaucoup sur la nécessité de cette paix à des conditions qui la rendissent possible, que c'était également l'avis d'Antonio de Leyva, de l'abbé de Najera et de ses meilleurs serviteurs. « Si votre majesté ne se hâte point de la conclure, lui écrivit-il avec une franchise hardie, elle s'en repentira, et elle gémira de ne l'avoir pas fait lorsque ses affaires n'auront plus de remède... Il n'y a personne ici qui ne redoute la grandeur de votre majesté: il n'y a personne ici qui n'abhorre le joug de cette armée : votre majesté n'a pas d'amis en Italie, où le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue lui sont aussi contraires que les ducs de Milan et de Gênes, où Lucques est plus française que Paris et où Sienne le sera bientôt autant, et votre majesté y a peu de serviteurs qui ne soient fatigués et découragés (1). »

La connaissance des trames qui s'ourdissaient contre lui et la crainte des périls dont il était menacé devaient-elles décider Charles-Quint à se relâcher de ses prétentions, à conclure promptement une paix prudente avec François Ier? C'est ce qu'on verra bientôt.

MIGNET.

(1) « Que V. Mad acuerde luego sus cosas con el rey de Francia que, sy no ha mudado voluntad se dara todo lo de Italya, y myre V. Mad que sy no lo haze le costara muy caro y lo que agora le ruegan, rogando no lo hallara, y no cure V. M. de Borgogna ny de otra cosa de traer y tener el rey de Francia con sigo hasta dar cabo en esto de Italia con su voluntad y ayuda.... Sy no lo haze se arapentira dello y se dolera en tiempo que no ternan remedio las cosas.... Nynguno hay que no tema la grandeza de V. M., nynguno hay que no aboreza el jugo deste exercito.... Concurren el duque de Ferrara, el de Mylan es principal en ello, y el de Genova no es mas ny tiene mas voluntad del papa, Florentines del dependen y Mantua tambien, Luca es mas francesa que Paris, y Syena lo sera.... Nynguno ay amigo y muy pocos los servidores que no esten cansados y desconfyados. « *Ibid.* — Pescara redit les mêmes choses à Charles-Quint, insiste sur les mêmes dangers, recommande les plus grandes précautions et renouvelle principalement le conseil de s'entendre au plus tôt avec le roi de France en n'exigeant pas de lui la cession de la Bourgogne, dans les lettres du 12 et du 20 août et dans celle du 8 septembre. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

X.

UNE VISITE A L'ARMÉE DU POTOMAC.

---

27 janvier 1865.

Je suis depuis trois jours à l'armée du Potomac (1). La veille de mon départ de New-York, le général de Trobriand, qui malgré sa longue naturalisation américaine n'a pas cessé d'être le plus français des hommes, revenait dans sa famille passer dix jours en congé. Il m'invita à l'aller voir à son quartier-général, à l'extrême gauche de l'armée de Grant. Je savais que les deux armées étaient dans leurs quartiers d'hiver, et que sauf une canonnade quotidienne à l'extrême droite, du côté de Dutch-Gap, sur les lignes de cette armée du James dont Butler vient d'être dépossédé, on semblait avoir fait la convention tacite de ne pas brûler une amorce avant que le temps de l'action fût venu. Le seul ennemi qu'on rencontre en ce moment au camp du général Grant est un froid vif et clair, qui enferme le soldat grelottant sous la tente et m'engourdit les doigts sous mes gants fourrés. Depuis quelques mois, les gens les plus pacifiques, des femmes même, y sont venus, et il a fallu un ordre exprès du général en chef pour empêcher les officiers d'y installer leurs familles. J'ac-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

ceptai de grand cœur la gracieuse hospitalité qui m'était offerte, et dimanche dernier, muni d'une passe autographe du président Lincoln, je partais avec le général par le paquebot de City-Point.

La navigation fut longue et monotone. Au lieu des vingt-quatre heures qui d'ordinaire suffisent au voyage, elle nous en prit au moins quarante. Les glaces qui encombraient le Potomac et parmi lesquelles nous avions à nous frayer un chemin avec nos roues battantes, les brouillards qui survinrent le soir, nous obligèrent à passer la nuit à l'ancre vers l'embouchure du fleuve. Sur ces côtes plates et basses, découpées de baies profondes, où la mer expire sur de longs bancs de sable, la marée glisse mollement au fond des estuaires et n'est ni assez violente ni assez rapide pour rompre et disperser les glaces. En hiver, les bateaux fendent leur passage à travers la croûte solide qui les enveloppe et les serre quelquefois comme dans un étau. Il avait justement fait la veille le plus abominable temps de l'année, un temps particulier au climat américain et qui sort tout à fait des habitudes de notre ciel d'Europe. Avec un vent glacé, il tombait par rafales quelque chose qui n'était ni de la pluie, ni de la grêle, ni de la neige, ni de la neige fondante, ni du grésil fin et léger; c'étaient des morceaux de glace solide couvrant la terre d'un sable glissant qui formait bientôt une croûte épaisse. Rien de plus piteux alors que l'aspect sibérien des choses et des hommes : on les dirait vêtus de haillons neigeux, débris souillés d'une draperie de frimas usée par la pluie et le soleil. Les crinières des chevaux sont enchâssées dans des incrustations de glace; elles forment des cuirasses sur leur dos, des stalactites à leurs queues. Les arbres sont tout entiers revêtus d'une écorce de glace, pris comme les mouches dans l'ambre ou comme les fruits confits dans le sucre liquide. S'il survenait un rayon de soleil, il allumerait un diamant au bout de chaque branche et ferait scintiller la campagne comme un écrin; mais le ciel est gris et terne. Ces rives du Potomac, que j'ai vues l'an dernier brillantes de verdure, sont maintenant d'un blanc triste et sale; cette eau, que je voyais un soir au coucher du soleil resplendir de toutes les couleurs de la palette d'un peintre, dort jaune et limoneuse sous sa croûte livide. La glace éclate et craque sous notre poids, ses débris flottent dans notre sillage, mais nous n'avançons que pas à pas. Voici le vieux port commerçant d'Alexandrie, place de guerre en sentinelle sur la rive virginienne, reprise aux rebelles au début de la guerre; voici Mount-Vernon, l'ancienne résidence et à présent le tombeau du *père* de la république américaine, puis la nuit, le repos, le silence, l'impatience et l'ennui. Le public du bord est uniquement composé d'officiers, de soldats et d'employés de l'armée. J'y vois le jeune visage imberbe du vétéran échappé de collége, presque enfant et qui a fait déjà six campagnes;

la forte et solide carrure du grand fermier de l'Indiana à barbe grise, entré à cinquante ans soldat dans l'armée, qui a conquis à la pointe de l'épée son épaulette de colonel; l'aventurier canadien gouailleur, — l'artilleur allemand, flegmatique et lourd, gauche et gourmé sous sa grosse moustache blonde, avec son grand sabre sur les talons, — puis toute une foule de demi-soldats, d'uniformes dépareillés, de fournisseurs et de marchands en habit de ville. Comme partout on m'observe avec curiosité, en faisant mille suppositions; déjà l'on commence à m'assaillir de questions. — Quel est ce général? de quel corps, quelle division, quelle brigade? Suis-je son aide-de-camp? attaché à son état-major? qui peut m'avoir mis en relations si familières avec lui? Je satisfais brièvement à ces demandes avec la dignité que fait rejaillir sur moi le rang de mon compagnon de route. Tandis que la foule se groupe autour du poêle, sous une des deux lampes écourtées économiquement par le capitaine, le général et moi nous lâchons la bride à une conversation vagabonde qui nous fait en quelques heures aussi bons amis que nous étions étrangers la veille.

C'est une figure très agréable que celle de ce soldat lettré et homme du monde, en qui n'a pas menti le sang d'une race militaire, mais qui joint encore les sensations d'un artiste à l'intrépidité de sa profession nouvelle. Quand un vieil homme de guerre raconte ses campagnes, on sent que la longue habitude l'a rendu insensible aux terreurs grandioses de son métier : il nous inspire plus d'étonnement que de sympathie, et il s'en faut de bien peu que nous n'ayons horreur d'un courage aussi dénaturé. La mitraille est son élément, l'horrible est un jeu pour ses sens endurcis. Il parle de morts, de blessés, de carnage, comme un bourreau parle de tortures ou comme un chirurgien parle d'opérations. Une mine qui éclate et engloutit des centaines d'hommes sous ses débris, un vaisseau criblé de boulets qui sombre, une colonne d'assaut labourée par le canon, fauchée par la mitraille, les brèches sanglantes faites dans cette masse humaine qui pour fuir le danger se précipite en avant, furieuse, hors d'haleine, par-dessus morts et blessés, un combat de deux jours et de deux nuits où amis et ennemis se cherchent et se massacrent dans les ténèbres, un régiment qui va au feu avec 600 hommes et qui revient avec 50, tout cela n'est dans la bouche d'un vieux soldat qu'un bulletin sec et glacé; mais quand un homme est nouveau dans le métier de la guerre, il y éprouve des émotions poignantes qui retentissent dans sa parole; ses récits sont animés, colorés, en même temps qu'effroyables. On aime à voir les émotions de la nature humaine après l'effort héroïque d'une volonté qui se maîtrise.

Le lendemain, nous nous réveillons sur la rivière du Potomac.

Nous levons l'ancre, touchons à Point-Lookout, promontoire sablonneux de la baie de Chesapeake, à l'extrémité de la presqu'île du Maryland, où sont gardés 10,000 prisonniers rebelles, puis nous tournons à droite, le cap sur Fortress-Monroë. La côte noire et basse de la Virginie s'aligne à l'horizon; on rencontre çà et là des *gun-boats* en croisière, des flottes de transport, espèces d'îles mouvantes que meut un petit bateau à vapeur placé au centre du bataillon serré. La côte s'éloigne, la mer grossit, nous tournons la pointe Comfort; nous traversons l'embouchure de la rivière York, rendue fameuse par le long siége de Yorktown, et nous retrouvons les eaux calmes dans la rade de Fortress-Monroë, dont les rivages ne se signalent à la nuit noire que par les feux allumés de toutes parts. Encore une nuit de repos, et nous nous mettons en marche au point du jour.

Voici donc la rivière James; à gauche Norfolk, le petit canton de la Virginie orientale rentré sous l'autorité du gouvernement national, et derrière — les immenses étendues de forêts marécageuses connues sous le nom lugubre de *Dismal Swamp*, terre maudite où maint voyageur égaré s'est effondré sans laisser de traces, et où le poète Longfellow fait chercher refuge parmi les broussailles et les reptiles des marécages à son vieil esclave fugitif; — à droite, cette péninsule restée célèbre depuis la sanglante campagne de Mac Clellan, première et rude leçon de l'inexpérience américaine. La rivière elle-même est large comme un bras de mer, jaune et troublée, écaillée de glaçons flottans. Plus loin, elle se resserre et se laisse embrasser d'un coup d'œil dans le cadre harmonieux de ses rives. D'immenses forêts de pins, des éboulemens rougeâtres, quelques escarpemens de roches friables, des chênes défeuillés aux bras robustes mêlés à la verdure sombre des pins, des lignes grises de futaies régulières aux branches déployées en éventail, sans une feuille jaune ou brune pour festonner la grisaille nue des troncs et des branchages, et toujours un épais manteau de verdure déployé sur les collines, — voilà ce que nous montre un soleil d'hiver à la froide lumière, qui rappelle à peine les splendeurs de la saison chaude en ce pays de sauvagerie féconde et somptueuse. Le fleuve serpente dans la vallée, découvrant sur ses bords des terres cultivées jadis, aujourd'hui livrées en friche aux inondations de l'hiver. Sur la plage même et plongeant dans les eaux du James s'élèvent des arbres étranges dont le tronc massif et noueux, suspendu sur une pyramide de racines, domine les eaux lors même qu'elles baignent et noient son piédestal bizarre. Ces géans bossus de la vallée semblent les piliers de grandes digues déracinées par le fleuve. L'été, quand ils se couvrent de feuilles, leurs touffes épaisses de verdure, sortant du sein des eaux, doivent former un archipel

plein de grâce et de fraîcheur. Quelques maisons blanches couronnent les côteaux sur la gauche, on y voit partout les traces des plantations désertes; mais sur la droite les huttes mêmes sont rares, et l'on reconnaît la forêt hérissée, impénétrable, où l'armée de Mac Clellan se frayait un chemin à coups de hache, traînant ses canons et ses équipages sur les troncs couchés des grands arbres abattus, et dont les *settlers* ruinés, à demi sauvages, fatiguent encore par une guerre d'embuscades et de brigandages les postes clair-semés çà et là sur la côte. — Voilà *Harrison's Landing*, ses jetées de pilotis, son fort, son hameau de tentes et de cabanes, gardé encore par un régiment fédéral, et la vaste trouée de terre grise faite dans la forêt, pour les colons à venir, par les coups de canon. C'est là que l'armée entière, épuisée par ses victoires mêmes, dans cette retraite héroïque et désastreuse dont vous avez gardé le souvenir, vint, régiment par régiment et brigade par brigade, se reformer à portée de la mer et attendre pendant de longs mois une nouvelle campagne qui ne fut jamais faite. Le nom seul d'*Harrison's Landing* rappelle aux rares survivans de cette lutte gigantesque souffrance, anxiété, humiliation, colère, sombre et mortel ennui durant la longue oisiveté où l'indécision des chefs tenait en suspens l'armée impatiente et découragée. — La péninsule, c'est la terre classique de ces temps déjà fabuleux. Hommes, choses, idées, tout a changé depuis ces trois années. La guerre a balayé plus d'une génération de soldats; plus d'une armée a fondu en une seule campagne comme la neige en une journée de soleil; des corps tout entiers qui n'ont pas fini leurs trois ans de service ne remplissent plus un régiment, et les quelques vétérans criblés de blessures qui survivent dans les rangs des recrues nouvelles sont pareils aux témoins de la révolution ou aux contemporains de l'ancien régime, objets d'étonnement et de respect, comme ces colonnes isolées d'un temple en ruine qui servent à soutenir la muraille où les a enchâssées l'architecte moderne. Quelques-uns, enfans au début de la guerre, ont à peine barbe au menton; mais ils peuvent dire qu'ils ont vécu tout un siècle, et que la mort a fauché autour d'eux plus de têtes que si la leur était blanchie et courbée par les années.

Voici enfin *City-Point*, la ville improvisée, le grand arsenal du général Grant, la capitale de cette province qui s'appelle l'armée combinée du Potomac et du James. Depuis une heure environ, nous entendions vers le nord-ouest de sourdes détonations, tantôt ralenties, tantôt pressées : c'est la canonnade, bruit habituel en ces parages, mais plus violente en ce moment et plus opiniâtre qu'elle n'a coutume de l'être dans ces paresseuses journées d'hiver. A peine se demande-t-on ce qu'elle annonce; la flotte marchande qui encombre la rivière dort sur ses ancres; les *steamers* de toute forme

et de toute grandeur s'entre-croisent et soulèvent des vagues. Le port est encombré de ballots et de caisses; une active population d'ouvriers blancs et noirs s'agite sous l'uniforme bleu, et derrière les hangars de planches qui bordent les quais de pilotis voyez la grosse locomotive qui roule avec sa cloche sonore, poussant devant elle un long train de fourgons pesans. C'est le chemin de fer de l'armée du Potomac, long de 19 milles, improvisé en cinq jours par le corps des travailleurs du génie. Voilà comment on fait la guerre aujourd'hui; nous sommes loin de la guerre des forteresses, de la guerre des expéditions lointaines, des siéges mesquins et des combats en plein champ, des campagnes décidées par la prise de quelque place forte isolée ou la conquête stratégique de quelque glorieux champ de bataille. Ce n'est plus le temps des Gustave-Adolphe ou même des Napoléon. Les armées elles-mêmes sont les places fortes qu'il faut prendre, et partout où elles se posent, elles transforment une région tout entière en citadelle. Elles ne se déplacent pas d'un jour à l'autre avec armes et bagages, vivres et munitions, tentes et pieux de défense, le tout sur le dos du soldat, à la façon des légions de César : il leur faut leurs équipages, leurs longs trains de chariots attelés de six mules, leurs chemins de fer provisoires; il leur faut des flottes entières occupées à les nourrir et des bases d'opérations maritimes, et pour les héberger des villes tout entières qu'un coup de baguette fait surgir de la solitude. On ne peut faire l'Annibal ou l'Alexandre que dans un pays sans défense, avec un gouverneur Brown à demi complice et une Georgie aussi riche en vivres qu'épuisée d'hommes. Malheur au général Sherman, s'il eût trouvé devant lui l'armée de Lee, ou s'il lui eût fallu subsister sans chemins de fer dans cette Virginie déserte et désolée par la guerre! Les impatiens demandent pourquoi l'armée du Potomac n'a pas pris Petersburg quand celle de l'ouest prenait la Georgie? Qu'ils y viennent avant d'en juger, et qu'ils se rendent compte du sang qu'il en coûte pour chaque pouce de terre gagné sur le cercle étroit et redoutable où s'est massée la rébellion.

City-Point est situé sur un petit promontoire élevé, au confluent du James et de l'Appomatox; c'est le Balaklava de l'armée américaine et le centre des opérations combinées contre Richmond et Petersburg. C'est là que Grant, généralissime de toutes les armées, a établi son quartier-général. Plus loin, sur le James, Butler ou maintenant son successeur Ord occupe le terrain compris entre le fleuve et son affluent l'Appomatox, qui forme un peu plus loin la limite des deux lignes ennemies, jusqu'au point où celle des rebelles le franchit pour environner le sud de Petersburg. Vers le sud-ouest, Meade, avec l'ancienne armée du Potomac, s'allonge en demi-cercle autour de cette ville, sa droite appuyée sur l'Appo-

matox, sa gauche fortifiée derrière le petit cours d'eau de *Hatcher's Run*. Sheridan, dans la vallée de la Shenandoah, au nord-ouest de Richmond, obéit, vous le savez, aux ordres de Grant, qui vient, la semaine dernière, de se concerter avec lui à Washington. Enfin Sherman lui-même ne fait qu'exécuter les plans conçus par cette espèce de grand-connétable des armées fédérales. Cependant le général Grant travaille activement à étendre ses lignes vers la gauche, afin de mieux envelopper Johnston et Lee. C'est là que Richmond a sa dernière, son unique communication avec le sud, par le chemin de fer de Danville, dont les fédéraux s'approchent à pas comptés. C'est maintenant la seule artère qui alimente le gouvernement rebelle; il en possédait deux l'année dernière, le *Weldon rail-road*, deux fois détruit, que le général de Trobriand a saccagé lui-même il y a six semaines jusqu'à une distance de 30 milles, celui de Danville enfin, que ses avant-postes menacent, et qu'il sera sans doute bientôt chargé de couper. Une fois ce dernier fil tranché, la capitale confédérée meurt de faim, tandis que, chacun de son côté, tous les morceaux du territoire s'en vont à la dérive. Tout à l'heure les fédéraux prenaient Fort-Fisher, la clé de Wilmington, le dernier port commerçant des confédérés : la seule voie qui leur reste ouverte est celle si dangereuse et si lointaine de Galveston, dans le Texas. Chaque nouveau mouvement des armées fédérales est comme un coup de hache qui tranche un nouveau tronçon de leur puissance. On prétend que ces tronçons mutilés se remueront encore comme ceux du serpent; mais ils ont beau essayer de se rejoindre, leurs forces s'épuisent dans ces convulsions d'agonie, et quand la tête aura été écrasée à Richmond, le corps aveugle et énervé sera une proie facile au vainqueur.

Mais je suis loin de City-Point. Le village d'ailleurs est peu remarquable, composé de quelques baraques récentes, de quelques vieilles maisons de bois que les généraux habitent, de plusieurs cabarets sous la tente où par défense expresse on ne vend ni vin ni eau-de-vie, mais où nous déjeunons avec des huîtres bouillies. Au-delà sont des faubourgs immenses, à perte de vue, plantés de huttes couvertes pour la plupart de toile ou de branchages, et qui s'étendent mêlés de bouquets de bois et de forteresses jusqu'à l'autre aile de l'armée, à huit ou dix lieues d'ici. On me montre le quartier du général Grant, un petit groupe de maisonnettes rustiques sous un bouquet de pins sauvages. Je n'ai pas vu le grand homme lui-même : mon compagnon lui fit une visite, et comptait annoncer la mienne au général Meade, d'où par ricochet j'aurais passé au général Grant; mais nous apprîmes que Meade était parti soudainement pour Philadelphie, où l'appelait la maladie de son fils.

Le chemin de fer militaire de l'armée du Potomac s'étend sur une longueur de 20 milles, entre *City-Point* et *Patrick-Station*, sur un plateau coupé çà et là de vallons en pente douce. La voie en est rude, inégale, pleine de montées et de descentes; elle traverse les vallées sur des charpentes grossières à claire-voie au lieu de remblais. Tout y roule cependant sans encombre, et le seul accident qu'on y compte est l'explosion d'une locomotive qui a tué cinq ou six hommes, égratignure insignifiante dans une guerre où on les sacrifie par milliers. Nous nous hissons, faute de mieux, dans un fourgon de marchandises, et là, tantôt assis sur nos sacs, tantôt arc-boutés sur nos jambes pour résister aux secousses variées et imprévues de la machine, soldats, officiers, généraux, civiliens, dans un pêle-mêle tout démocratique, nous grelottons ensemble sous la bise du nord qui souffle par la baie grande ouverte. Les uns mâchent et crachent du tabac, nous bombardant de leurs fusées liquides à la vitesse accélérée d'un ou deux projectiles par minute; d'autres, et moi-même dans le nombre, fument de gros cigares pour se tenir chaud. Les soldats, grimpés sur l'impériale, battent la semelle avec une énergie désespérée. De temps en temps dégringolade soudaine : nous sommes projetés en avant par une force irrésistible, et nous nous ruons en tas les uns sur les autres, ou bien nous perdons tous à la fois l'équilibre, et dans notre effort pour le reprendre nous nous trouvons tous assis par terre avant d'y songer. Cependant le général et moi nous discourions sur les confins de la philosophie et de la littérature, et nous descendions à loisir des sommets de l'esthétique aux vallons coquets de l'art moderne, quand un pauvre diable de nègre, endormi sans y songer, fléchit sur ses jarrets et vint rouler entre nous, après quoi il nous montra ses grandes dents blanches avec un de ces larges rires qui dilatent si expressivement les faces noires. Je me mis alors à regarder autour de moi, et à considérer l'étrange, le monotone aspect de ce vaste plateau dénudé où quelques mois auparavant s'étendaient les forêts séculaires, aujourd'hui si aride, si foulé, si déshonoré qu'on croirait à une longue et ancienne dévastation. Çà et là on traverse encore des bouquets de grands pins éclaircis; mais ceux qui demeurent semblent avoir eux-mêmes subi l'influence de la destruction. De grands troncs abattus gisent à leurs pieds, frappés à coups redoublés par les haches; de longs attelages de mules entraînent leurs tronçons mutilés. Ici des fourgons échoués dans des fondrières, là des chars cahotés péniblement à travers les racines décharnées qui hérissent la terre grise et stérile; là une redoute avec ses fossés, ses murailles de troncs d'arbres et de sable jaune, ses lignes extérieures de chevaux de frise et son drapeau à demi déguenillé flottant au bout d'un mât; partout enfin des fourmilières de huttes

alignées, faites de bois et de branchages, avec des cheminées de terre glaise surmontées d'un tonneau percé d'où s'échappe en rampant une fumée grêle, avec une tente de toile pour unique abri; par places un quartier-général entouré de palissades, et une population de capotes bleues dispersée à travers tout cela, armée de pioches, de pelles, de haches ou de fusils : — voilà ce que c'est qu'un camp de cent mille hommes. Nul si pauvre village, nul hameau perdu, nulle chaumière vermoulue n'a l'air aussi misérable que cette immense ville de boue disséminée sur tout un pays, avec ses maisonnettes basses, rampantes, terreuses comme des taupinières, et quelquefois à demi noyées dans un marécage où clapotent ses tristes habitans. On se figure toujours un camp sous des couleurs pittoresques et poétiques, avec ses rangées de tentes blanches, ses bannières éclatantes, ses faisceaux d'armes, ses groupes animés auprès des feux de bivouac, et la nature fraîche et sauvage alentour. — Voici la guerre véritable, joignant aux horreurs du champ de bataille la misère, la laideur et l'ennui. « Le bivouac, me disait le général, est gai et pittoresque en été, quand on arrive en un lieu nouveau, et que les pavillons se dressent parmi la verdure, à l'ombre des grands pins de la forêt. » — Mais voilà ce que la guerre en peu de semaines fait d'un pays autrefois beau et fertile. Elle use hommes et choses en quelques heures, et les nations en quelques années. Je comprends qu'on s'accoutume et qu'on se plaise même dans l'ouragan de la bataille, mais la plus dure épreuve est de vivre ensuite au milieu des ruines.

Nous approchons déjà. Là-bas, cette maison blanche est dans les lignes ennemies; je vois les huttes des confédérés, leurs tentes, leurs retranchemens sur l'autre versant de la vallée. Ces deux clochers lointains sont ceux de Petersburg. Combien l'année dernière la rumeur de la prise de Petersburg était follement prématurée! On l'attaquait alors par le nord; on s'efforce à présent de l'envelopper par le sud et de balayer les rebelles vers Richmond. — Voici la *Boynton plank-road*, une des rares voies de communication antérieures à la guerre et signalée depuis par bien des combats. — Voici le chemin de fer de Petersburg, détruit déjà depuis l'été dernier. — A droite, à l'horizon, cette silhouette conique qui se dessine sur le ciel est l'observatoire élevé par le général Butler en face de son canal de Dutch-Gap. Plus loin, nous franchissons le *Weldon railroad*, détruit au mois de décembre; à gauche s'étend la ligne sombre des forêts virginiennes. — Ce qui est plus curieux encore, ce sont des rebelles en chair et en os. Regardez-les vite tandis qu'ils courent sur la chaussée pour se dégeler en attendant qu'on les embarque. Sont-ce des prisonniers? — Ce sont des déserteurs qui sans doute

ont franchi les piquets la nuit dernière, au risque de se faire fusiller au passage par les deux partis. Ventre affamé donne du courage, et mieux vaut courir le risque de la baïonnette ou de la potence que de se laisser geler vivant et à-jeûn par le froid terrible des nuits d'hiver. Les voilà bien heureux, car ils sont au moins certains d'avoir à manger tout leur soûl. Cependant ces drôles ne sont pas partis les mains vides. Voyez, ils ont chacun une couverture sur les épaules en guise de manteau, pour cacher leurs haillons. Où ont-ils pris ces objets de luxe? Le quartier-maître vient apparemment de les leur fournir aux frais du gouvernement fédéral, car on sait que le gouvernement confédéré ne donne à ses défenseurs qu'une couverture pour quatre hommes. Ils ont bu ce matin du café *yankee*, et ils l'ont trouvé meilleur que la décoction de seigle bouilli qu'y substitue l'ingénieuse pénurie de leurs maîtres. Les pauvres hères, avec leurs pantalons troués aux genoux, leurs vestes trouées aux coudes, et tout cela sans forme, sans couleur, teint d'une boue jaunâtre! Est-ce là leur uniforme? On dirait plutôt les haillons d'un balayeur des rues. C'est la couleur du *butternut*, cette noix dont ils se servent faute d'autres teintures, et dont le nom leur est resté en sobriquet. On les appelle encore du nom de leur monnaie, *gray-backs*, et le fait est qu'ils ont la mine déguenillée, la saleté indescriptible d'un billet de banque usé. Plusieurs sont des enfans, d'autres se courbent et grisonnent. Leurs longs cheveux pendans, leur mine idiote, leur démarche gauche et pesante, contrastent misérablement avec l'air robuste et martial des gardes qui les conduisent. Ce sont pourtant « les chevaleresques guerriers du sud; » les autres ne sont que de vils *Yankees*, des mercenaires. Parmi ces *soldats-citoyens* il en est bien peu, dit-on, qui sachent lire, tant est grande dans le bienheureux pays de l'esclavage l'ignorance, l'inertie des basses classes : c'est la seconde pierre angulaire de l'aristocratie du sud. Le paysan en Georgie et en Caroline n'est qu'une chose, presque un bétail comme le nègre, qu'on fait voter comme une machine, et qu'on mène en troupeau à la boucherie en lui contant pour l'exciter mille folies qu'il prend pour articles de foi : que les *Yankees* veulent le réduire en esclavage, que désormais l'homme noir exploitera l'homme blanc comme sa chose, que les *Yankees* massacrent tous les enfans nouveau-nés, qu'ils violent les femmes pour les tuer ensuite! Voilà jusqu'où va la crédulité du *petit blanc* du sud, autre esclave que cette révolution va émanciper et instruire; voilà l'état social qu'engendre l'esclavage et qu'admirent sans doute les partisans du sud.

Nous arrivons enfin : une ambulance traînée par deux chevaux vigoureux et velus comme des ours nous cahote à travers bourbiers et troncs d'arbres jusqu'au quartier-général de la première

brigade, 3e division, 2e corps de l'armée du Potomac, une brigade exceptionnelle en nombre et dont le général parle avec fierté, car elle peut mettre environ 3,000 hommes en ligne de bataille. D'autres brigades, déduction faite des malades, des absens et des morts, comptent à peine 1,500 ou 1,600 hommes. Telles sont les armées vues de près, celles surtout qui, comme l'armée américaine, n'ont pas notre heureuse institution du bataillon de dépôt pour combler à mesure les vides de chaque régiment. Une armée est un gouffre où l'on jette les hommes par milliers, et d'où ils ressortent par centaines, si même ils en ressortent jamais.

La première brigade campe en dehors des lignes fortifiées de l'armée du Potomac, — sur un terrain récemment occupé et un peu moins désolé que dans le voisinage de City-Point. Le sol y est sec et solide, ce qui rend le campement plus commode et plus salubre. Les souches même des grands pins décapités n'ont point encore perdu leur écorce et leur séve, tandis que les herbes et les broussailles n'ont pas cessé de croître alentour. Le quartier-général est entouré d'une barrière de verdure faite des branches entrelacées des pins abattus; un portique arrondi et décoré de guirlandes porte en lettres vertes les initiales du général. A l'intérieur, autour d'une petite place d'armes, sont rangées régulièrement les cabanes des officiers de l'état-major, couvertes de la toile de leurs tentes fixée aux pignons pointus. Un autre rideau de branchages percé de deux portes abrite les appartemens particuliers du général : ceux-ci se composent d'un corridor ou plutôt d'un trottoir de planches à ciel ouvert et de deux cabanes aussi coquettement arrangées que possible par la main rude, mais ingénieuse, d'architectes improvisés. La petite maison, à l'intérieur, est tendue de sacs d'avoine décousus et cloués aux murs. On a établi une sorte de parquet avec des planchettes dérobées à des caisses vides et artistement jointes sur un sol bien nivelé. L'âtre, pétri en terre glaise, où pétille un feu clair aux senteurs résineuses, a deux poutres vertes pour chambranles et une véritable cheminée, avec manteau raboté et tablette de bois de pin. La porte se compose de quatre ou cinq traverses et d'une toile tendue, le loquet d'une latte flexible et amincie. Le toit enfin est une tente de cotonnade clouée à la charpente. C'est là le salon, meublé d'une table de bois blanc, de trois chaises pliantes et d'une rangée de patères faisant porte-manteaux. Quant à la chambre à coucher, qui s'ouvre au fond, c'est tout simplement une tente avec un petit poêle de fonte qu'on allume dans les nuits de grande gelée; le lit, large d'un pied et demi, n'a que des sangles et des couvertures. Voilà le petit palais d'un soldat. L'autre cabane, pareille à la première, mais dépourvue de chaises, n'a qu'un lit de lattes, monté sur quatre pieds branlans : c'est le réduit réservé aux hôtes et aux « nobles étrangers. » Cha-

cun de ces petits chalets a sa cloison de verdure et ses dépendances privées, dont l'ingénieuse et simple construction joint le comfort à l'économie. Plus loin est la salle à manger, de construction moins heureuse, toujours pleine d'âcres vapeurs, avec une cheminée qui fume et pour toit une vieille tente de rebut dont les blessures laissent voir le ciel. C'est là dedans qu'on vit, en face d'un brasier de bois de chêne qui chasse à peine la gelée pénétrante, se rôtissant d'un côté sans se réchauffer de l'autre, allumant en vain dans ses veines de grands incendies de café bouilli, de *bitter* et de *whiskey*, mais respirant le grand air de la campagne et contractant des appétits d'ogre sans quitter le coin du feu. En arrière, à distance respectueuse du petit enclos réservé, s'élève une écurie de construction primitive, faite, comme les *corrals* du désert argentin, d'une enceinte serrée de grands pieux fichés en terre et surmontés d'un toit rustique de branches de pins encore vertes.

Des planches et cinq couvertures sous un pareil toit sont une couchette un peu fraîche quand un verre d'eau se convertit chaque nuit en glace solide, et que mon encre même gèle au fond de mon écritoire. La première nuit de bivouac fut donc assez mauvaise. On dit que le froid engourdit, je dis au contraire qu'il réveille. D'ailleurs tous les bruits inusités d'une armée, les tambours se répondant de place en place, les fifres et les grosses caisses promenés par tout le camp sur une musique étrange, les clairons sonnant de temps en temps l'appel et l'alarme, le galop redoublé des chevaux sur la terre durcie, le cliquetis des fourreaux et des épées, le pas retentissant et rapide des patrouilles et des vedettes, le bruit des voix, des rires, le commandement des chefs, les tumultueuses clameurs des bataillons qui passent, mais surtout ce concert toujours grandissant des clairons et des tambours qui battaient à l'unisson une sorte de marche guerrière, tandis que le canon lointain roulait sa lourde voix solennelle avec un bruit de tonnerre, tout me fit croire à quelque alerte inattendue et à quelque ordre soudain des chefs. Je me levai, j'ouvris ma porte; la nuit était belle, étoilée, lumineuse, mais rien ne sentait encore les approches du matin: ce ne pouvait pas être le réveil ordinaire du camp. Le froid me ramena dans mes couvertures, mais le vacarme ne s'apaisait point. Le canon grondait de plus en plus fort; les décharges se suivaient et se pressaient sans relâche. Que se passait-il donc? Allais-je être témoin de quelque engagement? J'essayais, durant les intervalles de la canonnade, de démêler un feu de mousqueterie imaginaire dans les roulemens lointains du tambour. De guerre lasse enfin je me rendormis; quand je rouvris les yeux, le jour commençait à poindre: tout était tranquille, silencieux, rien ne bougeait encore dans les tentes voisines. Avais-je donc rêvé? — On me dit en effet qu'il y

avait eu pendant la nuit un *heavy firing* du côté de Dutch-Gap, causé sans doute par une attaque des canonnières rebelles sur les batteries fédérales. Les grandes eaux ont enfin débouché le canal encombré d'abord par les débris de la mine, de façon que le grand œuvre du général Butler offre non-seulement une brèche à l'artillerie confédérée, mais encore un passage direct et mal défendu à travers nos lignes. Depuis deux jours, nous attendons les journaux pour savoir les détails de l'affaire : journaux et lettres n'arrivent point. Ce soir, la canonnade se ranime encore; mais je ne pourrai vous en dire la cause qu'à mon retour à Washington. On se figure que l'armée est le meilleur lieu du monde pour se rendre compte des événemens de la guerre. Nulle part en effet les nouvelles ne peuvent être plus promptes et plus complètes qu'aux quartiers du général en chef à City-Point. Quant aux chefs de corps et aux officiers subalternes, ce sont des machines qui commandent à d'autres machines. On leur laisse peut-être un certain libre arbitre dans l'exécution des ordres généraux qu'on leur donne; mais ils ne connaissent rien que leur consigne, et ne se rendent même pas compte des manœuvres auxquelles ils sont employés. Quant au branle-bas général qui m'avait tant étonné, j'appris que 300 hommes de la brigade avaient, durant la nuit, reçu l'ordre de se rendre aux avant-postes. Voilà ce qui avait ému mon oreille novice et troublé mon sommeil de conscrit.

Nous montâmes à cheval après le déjeuner pour visiter les divers quartiers voisins : d'abord le major-général Mott, commandant la division, un grand homme de belle figure, qui a de belles manières, un regard doux et bienveillant, tout l'air d'un vrai *gentleman*. On le dit immensément riche, et c'est un remarquable exemple de patriotisme que ce sacrifice fait à cinquante ans par un homme à qui la vie a toujours été si facile. Il a débuté, il y a quatre ans, comme colonel du régiment qu'il avait formé lui-même, et ses épaulettes de général, conquises à la pointe de l'épée, ne sont qu'un dédommagement bien faible de tout ce qu'il a abandonné. Notre seconde visite fut pour le général Humphries, commandant le 2e corps : celui-là est un *West-Pointer*, un homme d'éducation militaire, mais de tournure aussi pacifique que possible avec ses yeux myopes, ses lunettes, sa tête penchée en avant, son uniforme incomplet, ses gants de tricot et sa casquette ronde, — aimable du reste et instruit, ayant une légère teinture de l'Europe, une manière de causer fort agréable. Cet homme si paisible avec son demi-sourire et son sang-froid plein de courtoisie est un des plus rudes combattans de l'armée. Sous le feu, pendant la charge, au milieu des boulets et des balles, il a toujours la même sérénité souriante, fumant des cigarettes et arrangeant son lorgnon sur son nez avec le calme d'un

homme qui réfléchit au coin du feu. Son quartier-général, non moins que sa personne, mérite un mot de description: on y retrouve les goûts soigneux et corrects du maître. Au milieu de la plaine déserte s'élève un bouquet de pins de haute venue, entouré d'un enclos de branchages. A l'intérieur, une double rangée de huttes proprettes borde une sorte de parterre à la française, où des touffes de houx et des branches de pins plantées en terre remplacent les fleurs et les gazons. Les intervalles sont couverts de sable blanc; au fond, la tente du général, défendue par une double cloison formant antichambre, tendue de papier, meublée luxueusement de chaises de paille, ornée d'une cheminée en brique. L'aspect de ce réduit est tout à fait gai quand le soleil illumine la tente qui sert de plafond; les grands arbres, trois fois hauts comme nos pins rabougris de France, balancent leurs larges panaches avec un bruit de forêt dans le ciel bleu vif d'un beau jour d'hiver. C'est une oasis verte au milieu de ce Sahara artificiel, qui plaît par le contraste et récrée les yeux fatigués. Je ne sache pas de grande charmille, de beau parc, de majestueuses prairies ombragées de chênes, pas de Tuileries, de Windsor ni de Versailles qui m'ait fait autant de plaisir que ce petit enclos du général Humphries.

De là nous gagnons les lignes : en face, à quelques centaines de mètres, sont celles de l'ennemi. Dans l'intervalle sont les piquets des deux armées. Nous franchissons le terrain déblayé, préparé aux feux croisés de l'artillerie, et hérissé de place en place d'abatis et de chevaux de frise. Un sentier courant sur l'extrême limite indique la frontière de l'armée, l'espace où il est permis de se mouvoir librement, mais qu'il est interdit, sous peine de fusillade, de dépasser sans l'ordre des chefs. De petites barricades de troncs d'arbres, de branchages et de terre, élevées à mi-hauteur d'homme, protégent de vingt en vingt mètres les petits détachemens disséminés. C'est là derrière que les hommes s'abritent, couchés à plat ventre, pour échanger le coup de fusil avec l'ennemi. En face de chacune de ces petites redoutes, à trente mètres en avant, se tient la vedette, relevée à tour de rôle par ses quatre ou cinq compagnons. Quiconque s'aventure sur ce terrain prohibé est un déserteur. Pour le moment, les piquets sont assis paisiblement au coin de leur feu. Quelques-uns, roulés dans leurs couvertures, se chauffent au soleil : longue et monotone faction de vingt-quatre heures, qui devient cruelle dans le froid de la nuit. Un peu plus loin, ces points bruns sont les vedettes rebelles. Tandis que les *Yankees* vont déblayant le terrain devant eux, les rebelles restent volontiers sous le couvert de leurs forêts, tapis dans les herbes et les broussailles. Il est un point où les deux lignes passent à travers bois. C'est là que, malgré les défenses sévères, on a vu souvent les

ennemis fraterniser ensemble, causer, faire le commerce, échanger le café fédéral contre le tabac rebelle, ou même jouer aux cartes après un dîner fait en commun. Il y a entre les deux lignes une convention tacite et comme un engagement d'honneur de ne pas faire feu sans en donner d'abord l'avis loyal à l'ennemi : *Eh! Yankees, get into your pits! We are ordered to begin the fire* (1). Alors les vedettes se replient, on s'accroupit dans les *rifle-pits*, un ou deux coups sont tirés en l'air en forme de salut; puis l'œuvre de sang commence; chaque homme est là, en embuscade, le fusil en joue, l'œil au guet, la main prête, et tout ce qui paraît, jambe, bras ou tête, est impitoyablement abattu. Il y a deux minutes, ces hommes s'entretenaient amicalement; maintenant ils s'entretuent comme des bêtes fauves, avec une joie féroce. Qu'y a-t-il donc entre eux qui les divise? Ni haine, ni colère, ni même rancune profonde; c'est leur consigne et l'indifférence du soldat pour la vie des autres et pour la sienne propre. Ils tuent par métier, avec plus de sang-froid que le chasseur qui abat un lièvre ou le tireur qui vise la poupée.

La guerre a d'autres contrastes lugubrement comiques. Il y a sur la gauche une maison située entre les deux lignes, spacieuse, presque opulente pour ce sauvage pays de Virginie. Un vieillard l'habite, qui a mieux aimé rester exposé au feu que de l'abandonner : les soldats le nourrissent comme un mendiant. Nous tournions une redoute, après avoir passé un ruisseau à gué, en brisant la glace sous les pas de nos chevaux, quand nous voyons dans l'angle des remparts deux étranges figures courbées, occupées en apparence à semer grain à grain du blé ou du colza. Elles grattaient le terrain sablonneux avec de petites baguettes et semblaient y ramasser ou y déposer je ne sais quoi d'invisible. On eût dit deux maniaques obstinés à semer des récoltes imaginaires dans ce qui fut autrefois leur champ. C'est le châtelain et la châtelaine de céans, peut-être riches autrefois, qui aujourd'hui n'ont plus d'autre ressource que de recueillir les balles perdues et de les revendre au poids du plomb. Triste et pauvre existence que celle de ces deux vieux solitaires sur les confins sanglans des deux armées, récoltant une moisson de balles meurtrières à la place même où l'an dernier peut-être ils avaient planté le maïs ou les ignames qui devaient les nourrir!

Le lendemain, je cavalcade à la revue de la deuxième division, botté et éperonné, dans l'état-major de mon général. C'est toujours une belle chose que ces longues lignes symétriques, immobiles,

(1) « Hé! *Yankees!* rentrez dans vos trous! Nous avons reçu l'ordre de commencer le feu! »

devant lesquelles chevauche l'escadron fringant des officiers généraux et des aides-de-camp. A notre tour, nous prenons position en masse épaisse, les généraux en tête, et les troupes défilent devant nous. Je ne vous parle pas des bannières criblées d'éclats de bombes, déchirées en loques informes, ni même des hampes nues où restent à peine attachées quelques franges d'un haillon flottant. Les soldats vous diront que c'est un emblème souvent trompeur, et qu'il suffit de quelques mois de campagne pour user jusqu'à la dernière miette le plus neuf des drapeaux; mais les régimens, chose plus terrible, ne sont pas moins usés que leurs enseignes. Pleins de recrues nouvelles, comptant tout au plus 50 pour 100 de vétérans, plusieurs pourtant n'atteignent plus à l'effectif réel d'une compagnie. J'en ai vu un qui n'avait pas cinquante hommes. Ils sont commandés soit par un capitaine, soit par un major, soit même par un second lieutenant, seul officier épargné dans la dernière campagne. On en a vu, après certaines batailles, rester sous le commandement d'un sergent. Dans notre armée, les cadres des régimens réduits seraient remplis en une semaine : ici on laisse leurs rangs s'éclaircir jusqu'à ce qu'on les consolide, c'est-à-dire qu'on en rassemble plusieurs en un seul. C'est une conséquence naturelle de cette organisation volontaire qui a prévalu à l'origine, et dont la trace subsiste encore dans l'individualité obstinée des anciens corps. Telle compagnie de tel régiment renferme tout ce qui reste de telle brigade ou de telle division, et dans la formation même des escouades vous retrouvez encore l'ancienne distinction originelle des régimens et des bataillons.

Mais revenons à la revue. Le général Humphries m'aperçoit, m'appelle auprès de lui, tandis que les régimens passent devant nous, chaque drapeau mutilé s'abaissant devant le général, qui chaque fois se découvre avec respect. Les uniformes sont blanchis, tannés par l'usage; les hommes, de tailles inégales et mal assorties, vétérans pour la plupart endurcis au service, marchent en bel ordre et marquent le pas d'un air martial : quelques traînards relégués aux derniers rangs, sans doute des nouveau-venus, ont les mouvemens gauches et comme engourdis par le froid. La forêt mouvante des habits bleus et des baïonnettes se disperse, s'épand dans la plaine au bruit des fanfares. Alors nous mettons pied à terre au quartier du brigadier-général X..., commandant la division par intérim. Nous nous pressons dans sa tente, et là commencent à couler le *whiskey*, les *grogs*, les *cocktails*, les *milk-punchs*, les *mint-juleps*, les *egg-nogs* et autres produits savoureux du génie américain. Nous étions là tous généraux ou colonels commandant des brigades, sauf un autre *civil* et moi. Il faut vous dire qu'en Amérique le *pékin* n'est pas vu avec le même mépris qu'en France

dans une réunion de soldats. Tous ces messieurs se rappellent avoir été *pékins* eux-mêmes, commerçans, avocats, ingénieurs, *clergymen*, et gardent sous l'uniforme les mœurs douces et rangées de leur ancienne profession. Je les examinai attentivement, et malgré l'excitation des liqueurs fortes, dont ils prenaient de copieuses rasades, malgré la franchise d'une réunion où régnait la plus grande licence, pas un, — sauf notre hôte, — n'oublia un seul instant le langage et les manières d'un *gentleman*. Celui-ci, petit homme, maigre et commun, qui a perdu une main, intrépide, à ce qu'il paraît, mais mal embouché, s'excita, se mit à raconter les exploits de son régiment, à nous imposer silence par son bavardage et à nous fatiguer tous; mais Mott, Humphries, Madill et un certain général Smith, une des belles et héroïques figures de l'armée, se tenaient mieux que beaucoup de leurs compatriotes dans un salon. On dirait presque que l'uniforme, la vie militaire, l'habitude de l'obéissance et celle du commandement leur ont donné quelque chose de plus réservé et de plus digne. Dieu sait qu'on trouve des butors partout et qu'ils abondent autant chez nous qu'en Amérique. Tels que les voilà, les officiers généraux de l'armée américaine ne sont certainement inférieurs à ceux d'aucune autre armée.

La visite s'acheva par une petite scène comique que nous donna après boire le général X... « Messieurs, nous dit-il, nous combattons pour l'émancipation des noirs. Je vais vous en montrer les premiers fruits. » Sur quoi la porte s'ouvre, et un petit négrillon d'environ treize ans entre dans la tente. L'histoire de ce petit malheureux est assez curieuse et dénote un caractère. Un jour le général X..., faisant son tour des lignes, se voit abordé par un enfant qui gaillardement lui fait le salut militaire. *I've flanked them, general, I've flanked them* (1). C'était un petit déserteur de la ligne ennemie, échappé seul de chez son maître, allant tout seul chercher fortune dans le pays de la liberté. On en fit un domestique, et un officier le mena à Washington. — « Fameuse ville! disait-il à son retour; fameuse ville où un homme blanc me cire mes bottes pour dix sous! » Pourtant il ne passait que d'un servage à l'autre, et ce n'est pas ce qu'était venu chercher ce petit *Gavroche* africain sur la foi des vagues *on dit* qui pénètrent jusqu'aux oreilles inquiètes et étonnées de la classe servile. On en fit un amusement, un jouet, une sorte de petit chien savant. Le voilà donc introduit parmi nous, un peu ébahi malgré sa hardiesse, qui s'efforce de sourire et de gambader. On le fait chanter, on lui fait pousser des cris d'animaux; le général son maître se fait apporter un fouet, et claque

(1) « Je les ai tournés, général; je les ai tournés. » Littéralement : je les ai pris en flanc.

pour l'exciter. Tout à coup l'enfant s'arrête, l'air tout bouleversé, les yeux gonflés, et de grosses larmes lui roulent sur les joues. La mèche du fouet l'avait touché, effleuré à peine; mais c'était le fouet, cela rappelait l'esclavage et l'humiliation. Quelques-uns des spectateurs le plaignaient à voix basse, mais n'osaient prendre publiquement sa défense; les autres partent d'un éclat de rire. Lentement il se console, il essuie ses larmes, et recommence docilement à danser au son d'un *banjo* qu'on apporte. Le *banjo* est un instrument d'origine africaine et d'harmonie aussi singulière que sa forme. C'est une guitare à quatre cordes, dont la caisse est remplacée par un petit tambourin. Le retentissement des cordes frappées dans cette boîte de peau d'âne a quelque chose de sauvage et d'âpre qui participe à la fois de la guitare et du tambour. L'air qu'on jouait était simple, plus que simple, consistant en une mélopée de deux mesures indéfiniment répétée, et pourtant il n'en fallait pas plus à cette race musicale par nature pour se pénétrer d'une sorte d'extase voluptueuse. La porte s'ouvrait, une tête noire s'avançait timidement, et, encouragée par les éclats de rire, entrait décidément dans la tente. Un soldat pinçait le *banjo*. Un nègre armé de castagnettes s'abandonnait aux torrens de l'harmonie. Les yeux fermés, la tête penchée en arrière, le corps ondoyant, il battait une cadence claire, rapide, variée, entraînante, avec des mouvemens agiles et languissans tels que n'en trouvera jamais nulle *gitana* d'Espagne ou nulle danseuse d'opéra. Chose étrange, il y avait je ne sais quoi d'enivrant et d'harmonieux dans les claquemens de ces morceaux de bois. Les bras, mobiles, ondoyans, fuyans comme des couleuvres, avaient une grâce morbide et sensuelle que n'enseigneront jamais ni les Taglioni ni les Petitpa. En regardant cette figure noire et difforme, on songeait aux bayadères de l'Inde ou aux almées de l'Orient, ou bien on se figurait le soleil d'Afrique, la chaude et humide contrée de ses pères, et tout un peuple de formes noires nonchalantes s'animant avec frénésie au son d'une musique barbare. C'est le magnétisme de l'inspiration musicale, et ce pauvre être dégradé avait sa part d'inspiration et de génie. A chaque instant, l'émotion devenait plus forte, l'enthousiasme plus irrésistible, le roulement des castagnettes plus perçant, plus sonore, plus étincelant de fantaisie; la tête se tordait à demi pâmée, les jambes s'agitaient avec un frémissement de bonheur; enfin les voilà qui partent, et le musicien se met en danse avec les petits singes agiles qui au bruit de la musique avaient surgi de tous côtés. Ils dansèrent ainsi jusqu'à bout de forces, excités et encouragés par nos rires, après quoi on mit les pauvres diables à la porte, et les libations recommencèrent de plus belle. Quand je regagnai mon cheval, si *rationnel* que je fusse d'ailleurs, la terre oscillait sous mes pieds, qui

pesaient mille quintaux, et mes doigts engourdis se refusaient obstinément dans l'épaisse obscurité de la nuit à distinguer les cordons de la bride de ceux du bridon. Grâce à la sûreté merveilleuse de ces chevaux aguerris, j'arrivai pourtant à la maison sans encombre, et me mis gravement à déchiffrer au coin du feu un journal dont les lettres dansaient la sarabande en dépit de mes efforts pour lire posément.

Trois longues journées se sont écoulées sans que j'aie eu le courage d'écrire. C'est que rien n'est moins naturel au camp que d'exercer sa pensée. Le plein air si âpre et si accablant dans cette froide saison de l'année, le feu de souches auprès duquel on s'accroupit et qu'on entretient en grelottant, le continuel chorus des fifres et des tambours, les nuits blanches qu'on passe à se pelotonner sous un monceau de couvertures, les veilles marquées par les tambours, les clairons et le bruyant passage des escouades qui vont aux avant-postes, jusqu'au pas lent et mesuré de la sentinelle qui monte la garde silencieusement à la porte du quartier-général, jusqu'au vent qui frappe les toiles de la tente et chante dans les grands pins, toutes les influences physiques et morales me poussent à l'inaction, au silence, à l'engourdissement et à l'ennui. Je ne m'étonne pas que les soldats aiment la bataille; ils y goûtent le plaisir de l'action après l'existence routinière et monotone des quartiers d'hiver. Point de nouvelles, point d'idées, point de livres et surtout point l'envie d'en lire; le *whiskey*, le tabac, les longues matinées de sommeil et les longs soirs sous la tente, parfois la revue et la parade; enfin, de semaine en semaine, deux heures à passer aux *pickets* avec une couverture sur l'épaule et une carabine au bras, en observation à cent pas des rebelles : il n'y a pas là, même avec la perspective de la gloire et la chance de se faire casser la tête, de quoi enflammer l'imagination d'un homme accoutumé aux douceurs de la vie civile. J'ai vu un major-général crier l'oisiveté et l'ennui, mendier des journaux et des livres, réduit, pour tuer le temps, à monter à cheval pour faire à ses voisins des visites sans objet. Seul mon hôte conserve toute l'activité, tout le brillant de son esprit aimable : il sait dans cet air glacial tenir allumée l'étincelle de l'intelligence et de la bonne humeur.

28 janvier.

Je viens de passer avec le général la revue des ambulances et trains de la division. C'est dans ces détails d'organisation matérielle qu'est la grande et ordinaire faiblesse des armées provisoires. Les Américains s'en sont aperçus au début de la guerre, quand ils lançaient au hasard leurs bataillons à peine formés dans un pays hostile ou sans ressources. Ils ont profité des leçons de l'expérience,

et je ne crois pas qu'à présent il y ait une armée au monde dont les équipages soient mieux entretenus. Ce vaste champ de manœuvres, ces longues lignes noires de caissons et de chariots formées sur trois rangs de profondeur, le bon ordre, la tenue parfaite de ces centaines d'attelages de six mules avec leurs crins coupés en brosse et leurs conducteurs noirs à cheval, immobiles, tenant les rênes dans leurs mains, me donnent l'idée d'une discipline et d'une organisation bien supérieures à ce que les Européens s'imaginent sur le seul mot d'armée volontaire.

C'est que le plus grand ordre règne aujourd'hui dans cette masse, autrefois si peu régulière. Les Américains ont plus peut-être qu'aucun autre peuple du monde le génie de l'organisation et de la discipline; ce que nous faisons par une longue habitude, ils le font par le concert instantané et intelligent de toutes les volontés, et ils improvisent en quelques semaines ce que nous mettons des siècles à former. L'armée dite *volontaire* est maintenant semblable en tout à l'armée *permanente;* en réalité, elle n'est plus volontaire que de nom, puisqu'elle est levée par décret du président, avec l'appât des primes d'engagement, et sous la menace de la conscription; elle ne se compose, à vrai dire, que de mercenaires et de conscrits; ses officiers prennent rang, tant que durera la guerre, à côté de ceux de l'armée régulière. La seule différence sensible est dans la forme du recrutement et dans la durée du service. L'armée volontaire est recrutée par les états particuliers et mobilisée par le gouvernement fédéral; ses officiers sont nommés par les gouverneurs des états. Les engagemens ne doivent durer qu'une, deux ou trois années au plus; cette armée sera licenciée après la paix, et officiers et soldats redeviendront citoyens. L'armée permanente au contraire, qui est, à vrai dire, la seule armée des États-Unis, est recrutée directement par le gouvernement fédéral, et elle a droit éternellement au rang et à la paie. Il en résulte des contrastes et des cumuls singuliers. Comme tous les officiers *en titre* de l'armée régulière ne sont pas en activité de service, on en voit qui acceptent des commissions dans l'armée volontaire, de manière qu'on cite des capitaines de réguliers qui sont généraux de volontaires, et par contre des capitaines de volontaires qui ont dans l'autre armée le rang de colonel. Tout cela du reste est provisoire, et la fin de la guerre amènera probablement un changement radical dans le système militaire des États-Unis. Il est douteux qu'en présence des états du sud vaincus et mécontens on puisse congédier tous les volontaires et réduire l'armée permanente à 40,000 hommes de troupes régulières. J'entends dire qu'on retiendra sous les drapeaux au moins 100 ou 150,000 hommes, qui seront alors définitivement enrôlés. En même temps il faudrait fixer un mode de

recrutement légal, car une organisation permanente ne peut s'établir sans règles. On ne peut employer indéfiniment l'expédient des primes et des mercenaires. Dans un pays comme l'Amérique, où chacun trouve aisément un emploi, les *bounties*, même les plus hautes, ne rempliraient pas en temps de paix une armée de 100,000 hommes. Faudrait-il donc recourir à ces *drafts* irréguliers et discrétionnaires qui frappent le peuple au hasard, et ne produisent jamais ce qu'on en veut obtenir? A supposer même que l'achat des mercenaires pût remplir les rangs de l'armée, continuera-t-on ces pratiques odieuses d'embauchage et de contrainte qui sans doute sont excusables en temps de nécessité pressante, mais qui déshonoreraient à la longue le gouvernement des États-Unis? Doit-on voir les recruteurs rôder en permanence dans les ports de mer, débauchant les matelots étrangers, les menant au cabaret ou chez les filles publiques, et leur faisant boire des drogues empoisonnées qui les mettent en cinq minutes à leur merci? Doit-on importer d'Irlande, d'Allemagne, du Canada, des troupeaux de bétail militaire, et répéter sur les blancs la traite dont on a racheté les noirs? Je sais que plusieurs états, celui de Massachusetts en tête, ne se sont pas fait scrupule d'un pareil commerce, et qu'il y a sous les côtes de la Nouvelle-Angleterre une petite île où des hommes enrôlés en Europe comme ouvriers sont détenus et menacés jusqu'à ce que, de guerre lasse, ils consentent à se faire soldats; mais ces infamies ne peuvent devenir un système. On ne pourra non plus, après la guerre, escroquer aux soldats la moitié de leur prime sous prétexte de la leur remettre à l'expiration de leur engagement, dépôt que la mort du créancier dispense souvent de rembourser. Les enjôleurs ne pourront plus, sitôt que l'attention du pays et du congrès se portera sur ces matières, empocher les 100 dollars de gratification qu'on leur alloue par tête d'homme engagé, et rejeter sur l'état la responsabilité de leurs guet-apens ou de leurs mensonges. Le jour de la justice doit venir au lendemain de la paix, car le peuple maître de lui-même qui encouragerait ces pratiques honteuses mériterait d'être mis au ban de la civilisation et de l'humanité. Il faudra, si, comme on l'annonce, l'armée est maintenue à plus de 100,000 hommes, que le congrès vote une loi de recrutement régulière et irréprochable, et qu'il ne reste du moins aucune trace d'injustice dans ce terrible et désormais inévitable impôt du sang (1).

Le système mercenaire ne fait pas d'ailleurs une armée solide : il

(1) Les réductions de l'effectif ont été plus grandes et plus faciles encore que n'osaient l'espérer les Américains. Aujourd'hui l'armée volontaire a diminué de 800,000 hommes, et le président Johnson veut prochainement réduire à 50,000 hommes toutes les forces

rassemble momentanément par l'appât du gain des individus épars que l'espérance d'un nouveau gain dissémine. Il n'y a pas une armée mercenaire qui puisse durer trois années sans se renouveler incessamment. A peine est-elle organisée qu'elle commence à fondre. Le feu seul, la rude discipline et les dangers de l'évasion peuvent la tenir en main quelques mois. Les rebelles tirent le canon toutes les nuits pour empêcher la désertion de leurs hommes. Du reste la désertion ne fait pas moins de vides dans l'armée fédérale que dans l'armée rebelle. Du mois de mai 1863 au mois de septembre 1864, on a compté jusqu'à 60,000 déserteurs. Il y a toute une classe d'aventuriers dont le métier est de s'engager et de se réengager sans cesse en plaçant chaque fois leur prime en lieu sûr, jusqu'à ce qu'on les découvre et qu'on les fusille. On a vu de ces coquins qui avaient volé successivement jusqu'à dix-sept *bounties*. Il ne se passe pas de semaine à l'armée qu'on n'exécute plusieurs de ces *bounty-jumpers*, comme on les appelle; mais il est rare qu'on arrive à découvrir l'homme véritable sous la couche épaisse de faux noms dont il s'est revêtu. Ils font ainsi de régiment en régiment le tour de l'armée. S'ils ont simplement déserté, on les fusille en soldats; s'ils ont passé à l'ennemi, on les pend comme des traîtres. Le gouvernement de Richmond fait tout ce qu'il peut pour encourager leur profession. Il leur offre bon dîner, bon gîte, et passage gratuit sur ses *blockade-runners* pour s'en retourner dans leur pays. La plupart de ces industriels sont Irlandais, Canadiens ou Allemands. D'où qu'ils viennent, le fait seul n'en reste pas moins la condamnation du système qui voudrait remplir l'armée d'étrangers mercenaires au lieu de soldats citoyens.

En somme, tous ces expédiens n'ont pas beaucoup servi. Ils n'ont pas empêché qu'au fond l'armée des États-Unis ne fût véritablement américaine. Sauf les 100,000 soldats nègres qu'on ne peut appeler étrangers, et qui, plus que personne, combattent pour leur propre cause, il n'y a guère sous les drapeaux que des citoyens des États-Unis. Quelques états du nord ont essayé de remplir leurs cadres avec des esclaves fugitifs : ils n'ont pu, malgré tous leurs efforts, en enrôler que 2,000 environ pendant l'année, et le prix moyen de chaque soldat nègre ainsi obtenu est de 3,500 dollars. L'armée du James contient, avec ses dix régimens noirs, quelques régimens étrangers et cosmopolites. Il y a des Indiens dans le contingent des états de l'ouest, jusqu'à des Chinois dans le contingent de New-York et dans celui de la Californie; mais la grande force de

militaires du gouvernement des États-Unis, en disposant les cadres de façon à pouvoir les porter d'un jour à l'autre à 82,600 hommes. Cette réduction pourra s'accomplir le jour où la police des états du sud sera rendue aux milices locales.

l'armée américaine est dans ces énergiques bataillons de l'ouest, composés de robustes fils de fermiers aguerris d'avance par les fatigues d'une vie rude et militante, — dans cette jeunesse généreuse des états de l'est, qui d'un élan de patriotisme unanime a laissé le comptoir, l'usine, les bancs de l'école, le cabinet de l'avocat, le *pulpit* même du ministre, toutes les espérances et toutes les promesses de la vie, pour aller mourir obscurément sur de lointains champs de bataille. En une seule année, 400 jeunes gens, élèves de l'université de Cambridge et appartenant aux meilleures familles du pays, se sont engagés simples soldats dans l'armée. La seule classe des instituteurs, qui est influente et éclairée, a peut-être fourni 100,000 hommes aux armées fédérales. La conscription n'a pas ralenti ce mouvement patriotique : elle a excité au contraire la générosité des citoyens, et donné une impulsion nouvelle à ces prodigieuses souscriptions volontaires qui se font dans chaque ville, dans chaque paroisse, à chaque appel nouveau du président, pour engager des hommes, exonérer ou remplacer les citoyens tombés au sort. On calcule qu'en définitive, sur presque 3 millions de soldats qui ont été levés pendant la guerre (1), la conscription n'en a pas fourni 35,000. — Cet immense effort d'une nation libre est dû peut-être au caractère d'une race énergique, intrépide et persévérante : mettez à la place des Américains les Chinois, les Mexicains ou les Russes, et sans doute, à moins d'un pouvoir absolu qui leur imposât à coups de bâton la discipline, ils se seraient fatigués de tant de sacrifices et de revers. Il en faut, pour une grande part, attribuer l'honneur à la puissance de la liberté. Croyez-vous que le peuple américain lui-même eût donné ce grand exemple au monde, s'il eût été déshabitué de l'initiative et de la vertu civique par la tutelle d'une administration centralisée et d'une grande armée permanente? La démocratie une fois de plus a prouvé sa force, elle l'avait déjà prouvée alors qu'au milieu de notre révolution elle tenait tête à l'Europe et jetait à la frontière quatorze armées de conscrits qui valaient des vétérans; mais au lendemain de ce triomphe elle tombait épuisée dans les bras du pouvoir absolu. Il lui reste à montrer sa sagesse, sa persévérance et sa vertu : c'est l'ex-

(1) Les comptes officiels et authentiques du ministre de la guerre donnent un total de 2,759,049 hommes appelés sous les drapeaux par le président du 15 avril 1861 au 14 avril 1865. Il en a été levé seulement 2,656,553, qui ont servi dans l'armée ou dans la marine. Les premiers engagemens n'étaient que de trois mois : ils furent étendus successivement de trois à six et neuf mois, puis à un, deux et trois ans; ce dernier terme fut définitif. Les chiffres que j'ai cités ne comprennent pas les milices mobilisées dans l'été de 1863, qui ne servirent que pendant quelques semaines, et qui s'élevaient à plus de 120,000 hommes.

périence qu'aujourd'hui les États-Unis font pour elle en restant fidèles après quatre ans de guerre intérieure aux traditions de leur liberté; c'est ce qu'ils achèveront de prouver au monde après la guerre, le jour où, comme on l'espère, cette armée d'un million d'hommes s'évanouira, rentrera dans la vie civile, et déposera les armes aussi facilement qu'elle les a prises au jour du danger public (1).

Du steamer *Webster*, rivière James, 29 janvier.

Je suis rassasié de la vie militaire. Les deux jours derniers se sont passés d'une façon banale. Quelques promenades à cheval, quelques visites, quelques démonstrations de stratégie où je n'entends pas grand'chose, et de longues flâneries devant l'âtre flambant du général, au bruit mélancolique des grands pins gémissans sous le vent du nord : tel est le programme de la journée. Le soir, pour tout délassement, on joue aux cartes ou aux échecs sur une table branlante, dans l'atmosphère enfumée de la salle à manger, ou bien on fume gravement des pipes entremêlées de verres de liqueurs. Involontairement l'esprit s'endort et le corps même s'engourdit. Parfois je quitte la tente du général pour aller causer avec les jeunes gens de l'état-major. — Polis, prévenans, doux, sérieux, quelques-uns de bonne famille et de bonne société, je n'ai rien à leur reprocher que la somnolence inévitable de la saison.

(1) On évalue à 1,000,516 hommes l'effectif de l'armée des États-Unis au 1er mai 1865. Elle comptait au 1er mars 965,591 hommes, dont 602,598 pouvaient être mis en ligne de bataille. Le reste était dispersé dans les garnisons, les hôpitaux, les prisons du sud, ou absent par congé. Le nombre total des hommes enrôlés dans l'armée et dans la marine pendant les seize derniers mois de la guerre est de 675,452. Les pertes de la guerre s'élèvent pour le nord, en morts et blessés, à plus d'un million. On a compté au moins 326,000 morts. Au 15 novembre dernier, sept mois seulement après la paix, l'armée volontaire était déjà réduite de 800,900 hommes. Cette immense multitude a été licenciée en quelques mois, presque sans désordre, et, sauf dans les états du sud, où sa protection est nécessaire aux affranchis, toute trace du pouvoir militaire a déjà disparu. Les vétérans qui tiennent au métier des armes prennent du service dans l'armée régulière. Les autres, et c'est le plus grand nombre, aiment mieux rentrer dans leurs foyers. M. Stanton, le ministre de la guerre, avait d'abord voulu garder sous les drapeaux, jusqu'à l'ouverture du congrès, le *veteran reserve corps*, ou corps de vétérans réengagés pendant la guerre après l'expiration de leur premier terme de service; mais il vit qu'il aurait peine à les retenir, et qu'il valait mieux les licencier au plus vite. Un voyageur anglais, sir Morton Peto, qui a visité les États-Unis à la fin de l'année dernière, raconte qu'à Chicago il vit une imprimerie dirigée par un ancien secrétaire de l'ambassade de Londres. Le propriétaire le conduisit dans ses ateliers et lui montra ses ouvriers au travail. « Ce sont d'anciens soldats, lui dit-il; celui-ci était major, celui-là capitaine, cet autre lieutenant, cet autre encore simple fusilier. Ils m'ont quitté, il y a trois ans, en me faisant promettre seulement de rendre leur emploi à ceux qui reviendraient de la guerre. On les a licenciés il y a quelques jours, et les voilà tous assidus au travail comme s'ils n'avaient jamais quitté l'atelier. »

Je me fais raconter leurs campagnes. L'un d'eux, l'année dernière, fut blessé et fait prisonnier : on le jeta dans la prison de Libby, si faible qu'il ne pouvait plus se soutenir. Il perdait tout son sang, mais « j'étais résolu, me dit-il, à ne pas mourir. » Par bonheur, il appartenait à une secte de la franc-maçonnerie qui a beaucoup d'affiliés dans les états du sud. Il fit le signe convenu pour appeler du secours; un de ses gardes y répondit, — un officier confédéré qui le soigna, le nourrit et le fit guérir. — Un autre, naïvement héroïque, me disait du ton le plus simple : « J'aime bien les jours de bataille. » En effet, ce sont de terribles fêtes! Pendant la campagne meurtrière qui mena Grant du Potomac au James, on se battit presque tous les jours. 30,000 hommes restèrent couchés dans les forêts de la *Wilderness*. Pendant cinq jours, on se massacra jour et nuit sans se voir, dans des fourrés impénétrables, sans presque avancer d'une ligne. Le soir, les vivans épuisés dormaient pêle-mêle avec les morts. A Chancellorville, le feu se mit au champ de bataille, et morts et blessés furent brûlés ensemble dans les hautes herbes. — Les Américains, qui font tout grandement et qui s'en vantent, peuvent dire que c'est une guerre de géans.

Voilà l'école qui a formé leurs généraux. Vous vous amusez à railler la science improvisée des officiers de l'armée américaine. Le temps est passé, je vous l'assure, où des scribes, des avocats, des *clergymen*, qui peut-être n'avaient jamais tenu un fusil ni une épée, s'improvisaient du premier coup colonels ou capitaines, et où les généraux tombaient du ciel tout formés. Les *West-Pointers*, élèves de l'école militaire, qui sont un peu les aristocrates de l'armée et qui se donnaient d'abord le plaisir d'humilier les autres, sont bien forcés aujourd'hui de les accepter pour leurs égaux. A présent quatre ans de pratique et de rude expérience en ont fait des officiers certainement meilleurs que tel de nos vétérans de garnison qui passe général sans avoir jamais vu le feu. Après tout, nos grands capitaines de la république et de l'empire ont-ils eu d'autre école que celle de l'expérience? — Ces jeunes gens de vingt années à peine sont à la guerre depuis quatre ans. Celui-ci a été blessé cinq fois en une année, tel autre s'est engagé comme simple soldat : un seul était lieutenant dès le début. La liste des camarades morts dépasse de beaucoup celle des vivans. Ils ne font pas la guerre par plaisir ni par ambition, ils n'ont pas d'avancemens, de croix ni de pensions à gagner; mais ils songent à leurs familles, à leurs études, à leur carrière abandonnée, et ils appellent impatiemment l'heure de la délivrance. L'un d'eux me disait qu'il avait sa fiancée qui l'attendait à la maison, et qu'il comptait bien, si Dieu

lui prêtait vie, l'épouser un jour. La guerre n'est pas pour eux un métier, c'est un devoir austère auquel ils sacrifient sans récompense la plus belle part de leur jeunesse. Comparez ces soldats patriotes à certains de nos traîneurs de sabre et de nos beaux fils de famille oisifs qui embrassent le métier des armes pour le plaisir de l'uniforme ou de l'épaulette, et vous comprendrez la distance qui sépare une nation militaire d'une nation de citoyens.

Pénétrons à présent dans la tente du soldat. Elle est plus petite et plus basse que celle de l'officier. Quatre hommes couchent ensemble sur une espèce de table basse, et ils mettent en commun leurs couvertures. Par ce temps froid de l'hiver, ils se blottissent auprès du feu. La discipline leur interdit d'ailleurs de rôder au dehors, et la discipline est à présent fort sévère dans l'armée américaine. Avec l'unité du costume s'est introduite l'habitude de l'obéissance et l'unité du commandement. Les *Yankees* n'ont pourtant pas la gaucherie correcte et la raideur machinale de l'armée anglaise, armée d'automates admirables au feu comme à la parade. Aucun soldat, pas même le nôtre, n'a plus d'initiative et de génie. Donnez-lui une hache, des clous et un rabot; il vous construira des tables, des chaises, tout un ameublement de son invention. Donnez-lui de la terre glaise et des lattes; il se fera des cheminées incombustibles. Il est forgeron, machiniste, armurier, sellier, tailleur et terrassier quand il le faut. Il lit, il passe les journées d'hiver à écrire de longues lettres à sa famille; il emporte même ses tablettes aux piquets et compose des récits de bataille entre deux coups de fusil. C'est le plus civilisé et le plus savant des soldats. Cependant l'ordre hiérarchique est aussi bien observé que dans les armées passivement dociles de la Russie ou de l'Autriche. On cite, comme d'un mauvais exemple, les officiers qui se laissent traiter trop démocratiquement par leurs hommes. — Pour la vie matérielle, elle est abondante et saine : les soldats font trois repas par jour; les rations sont prodigues surtout en viande fraîche, en légumes et en café : c'est la boisson qui remplace ici les liqueurs fortes. Eau-de-vie, vin, bière, tous les spiritueux sont interdits sévèrement. On dit du reste que le général en chef donne lui-même l'exemple de la sobriété qu'il a prescrite en ne laissant boire à sa table que de l'eau pure. Quelquefois le commissaire des subsistances distribue aux hommes une ration extraordinaire de *whiskey*, mais seulement les jours de marche ou de bataille. La présence des femmes n'est pas tolérée, et le général a dit que les autres officiers pourraient recevoir leurs femmes le jour où Mme Grant viendrait elle-même le visiter. S'il arrive aux soldats d'user un peu trop vivement des droits du vainqueur sur les fermières virginiennes, ils sont pendus sans

merci, pour l'exemple, dit-on, et pour faire mentir les calomnies des rebelles. Plusieurs colonels interdisent les cartes dans leurs régimens et veulent faire du soldat un solitaire au milieu du camp. C'est là une rigueur exagérée et une affectation d'autorité puérile. Les sages se dispensent de cette tyrannie et se gardent bien d'étouffer chez leurs hommes cette grande force morale, la bonne humeur.....

Le bruit courait hier que le général Lee venait d'être investi chez les rebelles d'une dignité semblable à celle du général Grant, ce qui, dans l'état désespéré de la Virginie, équivaudrait à la dictature et au pouvoir absolu. Johnston aurait pris le commandement particulier de l'armée de Richmond, et le président Davis serait réduit, si Lee le voulait bien, au rôle d'un très petit garçon. Ceux qui connaissent le caractère des deux hommes pensent que la dictature de Lee ne serait qu'un autre nom pour la toute-puissance de Davis. C'est ce que me disait l'autre jour, chez le général M..., au milieu des libations et des cigares, un certain M. C..., jadis l'intime ami de l'*archi-rebelle*, pour qui il a conservé une grande indulgence et une certaine admiration. C'est assurément une figure originale et fière que ce fils d'un marchand de chevaux taré, ce *Yankee* devenu un homme du sud, ce parvenu de la démocratie adopté pour chef par l'aristocratie de l'esclavage, cet ambitieux obstiné qui, après quatre ans d'une lutte inutile et criminelle, quand tout faiblit et s'affaisse, soutient encore à lui seul le poids de la ruine universelle, sans fléchir sous la redoutable responsabilité qui l'écrase. C'est, me dit M. C..., un *noble fellow*, même dans ses crimes : aussi bon, aussi simple, aussi doux dans la vie privée que fougueux et intraitable dans la vie publique, il a ces passions violentes, cette volonté despotique, cette puissance dominatrice irrésistible, qui n'appartiennent qu'aux hommes supérieurs. Ce n'est point, comme son collègue le vice-président Stephens, un de ces hommes qui suivent l'exemple du crime sans oser le donner eux-mêmes, et qui ne méritent pas l'honneur d'une éclatante punition : ces têtes-là se courbent trop bas pour qu'on songe à les frapper. Davis est un de ces hommes dont la tête hautaine provoque la vengeance. Plus sa cause est désespérée, plus il outrage ses vainqueurs, comme s'il prenait plaisir à défier leur colère et à irriter leur justice. Si c'est un homme criminel, ce n'est pas un homme méprisable, et la grandeur tragique de son caractère contraste avec l'honnêteté faible et timorée du général Lee. Celui-ci voulait l'union, et il a servi les rebelles; il souhaite la paix, et il fait la guerre; — la dictature est sous sa main, et plutôt que de la prendre, il aime mieux obéir à un despotisme qui ruine son pays :

homme intègre, désintéressé, toujours trompé par de généreux sentimens, mais le plus impropre du monde à ce rôle de sauveur qu'on lui attribue, et fait seulement pour servir d'instrument docile à la volonté d'autrui.

Cependant l'air est tout plein de rumeurs pacifiques. On annonce un second voyage de M. Blair à Richmond : il n'est donc pas vrai que ses ouvertures officieuses aient été ignominieusement repoussées. Virginien de naissance, ancien et intime ami de Davis, il saura, dit-on, mieux que personne exercer quelque influence sur cet esprit opiniâtre et hautain. Enfin n'est-ce pas un signe des temps et un bon augure que de voir l'armée elle-même souhaiter la paix de toutes ses forces? On s'attend encore à une dernière campagne, à une ou deux grandes batailles, à beaucoup de sang versé; mais personne ne doute plus que cette année ne doive clore la grande guerre en menant les fédéraux camper au pied du capitole de Richmond.

Je m'arrête. Nous sommes en mer depuis une heure; le bateau grince, le plancher rebondit, la foule s'agite à côté de moi; un nègre qui chante et joue du *banjo* me donne des distractions; enfin le soir avance et la nuit va tomber. Nous avons passé la Fortress-Monroë, et nous nous dirigeons non pas vers Washington, — les glaces du Potomac nous barrent le passage, — mais vers Annapolis, le seul port libre sur la côte du Maryland.

Washington, 31 janvier.

J'ai encore à vous conter mon retour de l'armée. Avant-hier matin, au lever du jour, je montais dans le *car* des officiers avec une bande joyeuse d'aides-de-camp en congé, parcourant de nouveau les étapes connues. Voici la tranchée sur le bord de laquelle on a élevé un parapet de sable pour protéger le chemin de fer contre les bombes, d'ailleurs inoffensives, que l'ennemi a longtemps jetées sur les trains qui passaient. Voilà City-Point, la baraque du *provost-marshal*, la cohue et la poussée autour du guichet où se délivrent les passes, une autre cohue au bas de la colline qui assiége le guichet des billets du bateau à vapeur, deux heures enfin dans la gelée à piétiner sur place pour obtenir nos papiers respectifs. Un aide-de-camp du général de Trobriand me présente à un autre général qui retourne à Washington. Tous les officiers présens de la brigade se joignent à nous, et au nombre de huit ou dix, au grand étonnement des badauds, nous nous constituons son état-major. Tout le long du voyage, le général Madill nous couvre de son ombre, nous faisant, avec la meilleure grâce du monde, part des priviléges attachés à son rang. C'est à lui que je dois d'avoir trouvé

un lit sur le bateau, une place dans le chemin de fer, un abri contre la gelée à la jonction d'Annapolis.

Nous passons le soir à Fortress-Monroë, endroit peu pittoresque et peu attrayant; les gros bastions de la forteresse s'alignent sur une plage basse, les vaisseaux de guerre se balancent lentement sur les vagues : tout est gris, noir ou jaunâtre, d'une froideur triste et blafarde. Il est amusant de voir mes compagnons, qui depuis deux ans peut-être n'ont pas quitté l'armée, découvrir avec admiration une robe de femme sur le rivage et se la montrer avec convoitise comme un objet rare et merveilleux. Ensuite les braves garçons s'entassent comme des sardines dans la cabine du général pour jouer aux cartes sur leurs genoux. Le lendemain, par une radieuse et froide matinée, nous entrons dans la rade d'Annapolis. Le site est riant et aimable; la petite ville, environnée d'arbres, ne fait pas grande figure sur le rivage, mais elle a un aspect gai et champêtre, même au milieu des glaces de ce rude hiver. C'est ici, vous le savez, la capitale du Maryland, et une des plus anciennes villes d'Amérique. Elle a des colléges, une académie navale des États-Unis et d'illustres souvenirs : c'est à Annapolis que Washington se démit de son commandement après la guerre de l'indépendance. Le port, ouvert en toute saison, situé dans cette espèce de mer intérieure qu'abrite la péninsule du Delaware, entouré de deux longs bras de terre qui le protégent, est un des meilleurs de cette côte. Annapolis serait la rivale de Baltimore sans l'espèce de sommeil inerte où l'institution de l'esclavage et une longue habitude d'oisiveté semblent l'avoir engourdie. Les bateaux à vapeur amenés là par les glaces animent la rade et se pressent autour des jetées trop étroites. La ville elle-même, où nous descendons, ressemble à un village : quelques-unes de ses anciennes rues pavées ont l'immobilité et l'ennui de nos villes de province, où l'herbe pousse sous les pieds des passans. Il est visible qu'il y a là, comme chez nous, une petite aristocratie bourgeoise vivant de ses rentes, traînant du café au club une existence improductive. Ce sont peut-être des remarques bien affirmatives pour être faites en quelques minutes et dans l'espace d'un déjeuner. Je vous livre mon impression telle quelle, sans chercher si mes idées ont donné cette physionomie aux choses, ou si les choses ont réellement fait naître en moi ces idées.

Nous trouvons au chemin de fer, assiégeant une salle étroite et grande comme la main, une multitude de soldats en congé, qui se débattent pour obtenir passage sur les trains rares et encombrés. Chaque fois qu'un wagon se présente, il est en un clin d'œil rempli jusqu'à la gorge. Les employés, peu accoutumés à ce mouvement

extrême, ne savent comment faire. Il y a là de malheureux soldats qui, sur leurs quinze jours de congé, en ont déjà passé cinq à solliciter en vain le transport gratuit auquel ils ont droit. La condition de ces malheureux est désolante : pas un sou dans leur poche, car leur paie ne doit leur être comptée qu'à Washington, — et le temps passe dans l'attente vaine d'une justice qu'on ne veut pas leur faire. C'est là le plus grand vice de l'organisation militaire américaine : soldes, transports, feuilles de route, tout reste incertain et irrégulier. Les droits du gouvernement et les devoirs des compagnies de chemins de fer ne sont pas encore bien fixés. Les soldats, blessés ou valides, au lieu d'être conduits à leur destination sous la garde et sous la protection du gouvernement, sont livrés à eux-mêmes et doivent se tirer d'affaire tout seuls. Que de fois dans les salles d'attente encombrées, où à peine ils trouvaient une chaise pour se reposer, ou bien sous la pluie et la neige durant de longues heures, ou bien dans la foule inattentive qui les bouscule, se frayant péniblement un chemin jusqu'au wagon où ils cherchent à se hisser avec leurs mains débiles, — que de fois n'ai-je pas vu des malades, des blessés, des amputés sur leurs béquilles, avec l'expression de la souffrance sur leurs visages pâles, mais sans plaintes ni murmures contre la négligence du gouvernement qui les jetait ainsi mutilés à la porte de ses hôpitaux! — Aujourd'hui les pauvres gens ne savent à qui s'adresser, où trouver un appui. Ils viennent, faute de mieux, parler au général, qui ne peut rien. C'est là un de ces exemples de laisser-aller qui me font regretter notre administration minutieuse et omnipotente; mais les Américains n'en sentent pas le défaut.

Après un long retard, de vaines impatiences, des pourparlers éternels, nous voilà enfin repartis, bourrés à étouffer dans un *car* où nos officiers recommencent leurs bruyans jeux de cartes. Bientôt les bouteilles de *whiskey* sortent des poches, elles circulent à la ronde, passent et repassent maintes fois, recevant de chacun une vigoureuse accolade : plaisirs et gaieté de soldats.

Nous arrivons à *Annapolis-Junction*, lieu désert où s'embranche le chemin de Washington : ici trois heures d'attente, la glace, la bise, et les deux auberges, seules maisons du hameau, fermées par ordre du ministre de la guerre pendant le passage des troupes. Nous frappons en vain aux portes closes, aux fenêtres vitrées. A la fin, le capitaine H..., moitié diplomatie, moitié menaces, en fait ouvrir une pour le général et son état-major : nous nous y précipitons au nombre de trente environ. Les dames, les blessés sont introduits dans la salle voisine; nous autres, avec notre *whiskey* et nos cigares, nous prenons possession d'une grande chambre humide, dépeuplée de chaises. D'abord nous accomplissons grave-

ment la cérémonie d'usage, les rondes de présentations et de poignées de main à l'américaine, suivies d'une rasade générale à notre santé commune. Tous ces messieurs sont ronds, bons enfans et hospitaliers. Il y a dans le nombre quatre costumes civils : moi-même, un certain général Singleton, *peace-democrat* de l'Illinois, adjoint à la mission officieuse de M. Blair et parti avant-hier de Richmond, — véritable homme de l'ouest avec ses longs cheveux fauves, sa barbe inculte, sa grosse casquette de peaux de loutre et sa dégaine d'ouvrier endimanché, — puis un gros *Yankee* massif avec une barbe de bouc recourbée en avant, une petite tête ronde sur un corps d'éléphant et un petit chapeau microscopique sur l'oreille; ce gracieux personnage fait des passes avec ses bras et ses jambes, des grimaces joyeuses avec sa grande gueule édentée, et ses petits yeux bridés pleurent le *whiskey* dont il s'est rempli. — Le dernier est un *gentleman* bouffonnement grave et solennel, affectant en plaisanterie des airs majestueux, disant de pompeuses bêtises d'une voix pâteuse et indistincte, — l'œil vague et fixe, mais rayonnant de cette joie intime dont un ivrogne ne peut jamais maîtriser tout à fait l'expression. Le petit lieutenant W..., donné en escorte par le général Ord à Singleton et à des dames qu'il ramène de Richmond, me présente à ces deux messieurs : ce sont des chapelains de son corps. Le plus grave, avec des poignées de main et des salutations tragiques, me dit : « Vous êtes de Paris? J'y ai longtemps été occupé du grand œuvre. — Quelle œuvre? — La société chrétienne! — Ah çà, dis-je au petit lieutenant, vos aumôniers me paraissent de bien bonne humeur, celui-là surtout est tout à fait jovial. — Oh! me répondit-il, *he's tight, that's all*; traduction libre : le révérend père a un peu bu. Voilà les mœurs de messieurs les chapelains de l'armée américaine, et le plus étrange, c'est que personne ne semble s'en étonner. Il est admis que l'homme de Dieu a, lui aussi, des faiblesses humaines, témoin celui que le général T... a mis à la porte de sa brigade pour délassemens dignes des galères. Ce peuple le plus religieux du monde n'est pas, vous le voyez, très agenouillé devant le ministre de l'Évangile. Il le paie, le met à l'engrais, lui demande des sermons, et n'en exige pas plus long. Il ne voit guère en lui qu'un parleur mercenaire qui l'aide à s'édifier le dimanche, et dont le talent, non la moralité, fait la valeur.

Les camps sont d'ailleurs une mauvaise école pour les manières. J'avais déjà remarqué à Annapolis ce jeune lieutenant W..., dont le visage imberbe, presque féminin, le regard doux, la taille jeune et mince contrastaient singulièrement avec l'équipage sordide et grossier d'un soldat en campagne. On ne pouvait s'empêcher de considérer avec intérêt cette figure frêle et encore enfantine jetée dans

le milieu brutal où je la voyais. Quand j'appris qu'il était fils d'un membre du cabinet et d'une des meilleures familles du pays, je ne m'étonnai plus de cet air de distinction et de bonne grâce que ne pouvait effacer toute la grossièreté convenue des façons militaires. J'éprouvais un déplaisir extrême à voir cette bouche fine et imberbe mordre à pleines dents dans un morceau de tabac concassé et lancer une salive jaunâtre avec l'aplomb d'un vieux loup de mer, ou bien à entendre déborder de ces lèvres enfantines le déluge des gros mots qui composent le vocabulaire habituel du soldat. Ce blanc-bec est plus homme pourtant que beaucoup de grands nigauds barbus frais émoulus du séminaire ou du collége. Avec ses vingt ans à peine, il a fait le tour du monde sur un vaisseau de la marine américaine, où on l'avait engagé comme mousse à quatorze ans. Depuis la guerre, il a passé à l'armée de terre, dont il est déjà un vétéran. Je le regardais avec sympathie et presque avec pitié, en me disant qu'il était dommage de moissonner une si jeune écorce. Je le retrouvai le soir même chez Mme Blair, à qui nous fîmes visite ensemble, — et là pipe, chique, eau-de-vie, jurons, air martial, avaient disparu. Ce n'était plus qu'un jeune homme doux, souriant, un écolier en vacances, modeste, inoffensif et timide comme une jeune fille. Le lendemain pourtant il devait reprendre le sabre, l'uniforme, les bottes ferrées, la rudesse et la vie aventureuse de son métier cruel.

Il me mena dans la salle voisine pour me présenter aux dames fugitives de Richmond. Bien qu'elles semblassent peu disposées à entrer en conversation suivie, je leur arrachai quelques curieux détails sur la vie de la capitale rebelle. Leurs airs de patriotisme offensé quand on semblait croire Richmond dans la misère et le deuil, leurs récits complaisans de ses fêtes et de ses plaisirs étaient en eux-mêmes des traits de caractère amusans et curieux. Tout en élevant fièrement le drapeau rebelle en paroles, elles l'abaissent en fait quand elles cherchent refuge chez l'ennemi, et leur fuite prudente ne parle pas trop pour la solidité de la maison dont elles me vantent les splendeurs. A les en croire, la vie est aussi calme, aussi facile à Richmond qu'à New-York, les subsistances y sont même à meilleur marché, les articles de toilette sont seuls hors de prix. Jamais du reste, m'affirment-elles, la capitale de la Virginie n'a été si gaie ni si pleine de luxe. Les voitures, les chevaux, les concerts, les bals, jusqu'à un théâtre, rien n'y manque pour faire l'illusion de la prospérité... « Au bruit du canon, » leur disais-je. — « Le canon! on l'entend quelquefois quand le ciel est bien pur; mais Richmond est loin de la guerre. » — C'est ainsi que les sociétés s'accoutument à une existence orageuse et précaire, et qu'elles se

croient en sûreté à cinq lieues des armées ennemies, comme le marin sur sa planche fragile, ou le danseur de corde sur son câble au milieu du Niagara.

Mais jetons un coup d'œil sur la foule qui goutte à goutte a suinté du dehors et remplit maintenant la maison. On ne saurait voir plus triste assemblage. Là-bas, couché sur un banc, un malade de la dyssenterie, plus semblable à un mort qu'à un vivant, dont les yeux pourtant tournent encore quand il ne peut plus lever la tête, et qui tout à l'heure va trébucher entre ses deux guides, n'ayant même plus la force de se soutenir sur leurs épaules avec ses bras étendus; ici des amputés que les passans coudoient et qui se garantissent avec peine des chocs douloureux sur leurs moignons malades. Ils n'ont pas encore appris l'usage de leurs béquilles et s'en vont mal assurés, à petits pas, sans vouloir pourtant recevoir d'assistance. Au dehors, une foule de peuple, quelque cinq ou six cents personnes prennent en patience le froid et la neige. Des officiers font des quêtes pour les malades et les besoigneux. Cependant on a fait silence dans l'autre chambre. Nos hommes, l'un après l'autre, se sont couchés par terre, le long des murailles, et, le *whiskey* aidant, ils dorment de ce profond et facile sommeil du soldat que ne réveille ni le clairon ni le tambour. Quelques-uns rêvent les yeux ouverts, une pipe ou un cigare entre les dents; d'autres ont fait cercle au milieu de la salle, et, accroupis près du poêle, jouent joyeusement aux cartes. Au fond, Singleton et mon patron le général sont assis sur les seules chaises de l'appartement, en conversation intermittente et alanguie. On parle de Richmond, et Singleton donne de curieux détails sur la vie qu'on mène dans la capitale confédérée. Nulle part, dit-il, les subsistances ne sont à plus bas prix contre de l'or. Le bon marché relatif que je remarque aux États-Unis, et qui vient de la crise monétaire causée par le régime du papier-monnaie, est encore plus grand chez les rebelles. En revanche, la cherté porte sur les vêtemens, les étoffes, et en général tous les objets manufacturés, toutes les marchandises d'importation étrangère. Cherté et bon marché procèdent de la même cause, qui fait surabonder la matière première inutile, et sont, comme aux États-Unis, le signe de la même gêne, on peut dire ici de la même détresse. Tandis que le coton, la térébenthine, le tabac, s'accumulent sur les plantations ou dans les magasins, et que l'agriculture, frustrée de ses profits ordinaires, ne sème plus que du maïs, des pommes de terre et du blé, les produits des manufactures d'Europe s'encombrent à l'île anglaise de Nassau, sans obtenir passage aux états du sud. L'or cependant oscille entre quarante et soixante contre un, et le plus haut prix des

graybacks confédéres est de trois *cents* le dollar (1), le cours habituel et moyen étant de deux *cents* seulement. Le général Singleton a tiré de sa poche la note d'un dîner fait il y a trois jours à *Spottswood-house*, l'hôtel le plus élégant de Richmond : 80 dollars par tête pour le dîner même, soit pour quatre convives 320 dollars, — plus le vin, les liqueurs, le café, les cigares de la Havane, — total : plus de 800 dollars. En revanche, il rapporte un bloc énorme de tabac à chiquer, lourd comme un quintal et dur comme du bois, où les couteaux de messieurs les officiers du général Ord avaient déjà fait plus d'une blessure : tabac de première qualité et d'arome exquis, acheté pour 25 *cents* en *currency* des États-Unis, ce qui ferait un peu plus de 11 sous de notre monnaie. A la faveur de cette terrible disproportion des marchés, il s'est fait à Richmond, à Wilmington et à Charleston, sans doute aussi à Liverpool et à New-York, d'immenses fortunes parmi les spéculateurs et les négocians. Les *steamers* qu'ils font construire en Angleterre pour courir le blocus (*run the blockade*) ne leur coûtent pas la moitié du profit que leur donne un seul voyage heureux. La valeur du coton varie tellement du marché de Charleston à celui de Nassau, qu'il n'y a pas plus de comparaison possible entre la marchandise avant et la marchandise après le voyage qu'entre l'or anglais et la *currency* confédérée. Je suppose que la double opération réussisse et que le navire, après avoir déposé son tabac, son coton et ses résines à Nassau entre les mains des acheteurs anglais, rapporte à Wilmington une cargaison d'armes, de plomb, d'acier, de souliers, de draps, de toiles, et des cent mille riens dont les dames de Richmond n'ont pas encore appris à se priver. La rareté de ces arrivages fait de l'heureux armateur le maître du marché, et il exige pour ses marchandises n'importe quel prix extravagant qu'il est sûr de trouver. Voilà sa fortune faite d'un seul coup. Ou bien, s'il se contente du profit de l'exportation, et qu'il rapporte à Richmond la livre sterling que les Anglais lui ont donnée en paiement, il se trouve, grâce à la prime de l'or, encore plus riche qu'à Nassau.

L'or est la seule base stable du commerce chez les confédérés comme aux États-Unis, avec cette différence que la monnaie légale a ici une valeur réelle fondée sur un espoir sérieux de remboursement, tandis que chez les rebelles elle n'en a d'autre que la commodité actuelle et l'utilité d'un moyen d'échange. Ce n'est qu'en Amérique qu'on peut voir se soutenir ainsi un papier sans valeur aucune et sans durée possible. La grande habitude que les Américains ont prise de cette monnaie fictive fait qu'ils l'acceptent volon-

(1) Le *cent* est la centième partie du dollar, de la valeur d'un peu plus d'un sou.

tiers pour s'en débarrasser le lendemain, et sans vue plus lointaine que l'usage immédiat qu'ils en vont faire. Lorsqu'ils reçoivent du papier confédéré, ils reçoivent non pas le vingtième, le quarantième, le centième ou toute autre fraction du dollar d'or, mais simplement l'instrument d'échange légal qui circule sur leurs marchés. Peu importe donc si l'or est à 65 ou à 30 contre un; ces variations n'indiquent ni catastrophe, ni résurrection des finances rebelles, mais simplement les vicissitudes d'une spéculation passagère et l'abondance ou la rareté momentanée du métal précieux. Passé certaines limites, il n'y a plus entre le crédit et les espèces de rapport ni de proportions possibles. Il y a longtemps que la monnaie confédérée les a dépassées, et qu'elle n'est soutenue au milieu de la banqueroute vingt fois consommée que par le cours forcé et par l'isolement de la guerre.

C'est ainsi que des spéculateurs habiles et audacieux pêchent dans les eaux troubles et trafiquent honteusement de la misère publique. S'ils craignent beaucoup la prise dont les croisières fédérales menacent toujours leurs vaisseaux, ils trouvent à Nassau et en Angleterre des compagnies d'assurance qui partagent avec eux le risque et le bénéfice. Cependant, à mesure que le blocus se concentre et que les principaux ports de la confédération sont occupés par l'ennemi, ce commerce devient plus difficile et plus dangereux. La prise du fort Fisher, en fermant Wilmington aux *blockade-runners*, leur a porté un coup irréparable. Il y a dans Nassau d'immenses cargaisons destinées aux états du sud, et qui maintenant, faute d'issue pour y pénétrer, devront être expédiées au marché de New-York. M. Singleton dit que la ruine de Wilmington est une perte insignifiante, amplement compensée par la reprise inattendue du commerce de Charleston en dépit des bombes et des escadres fédérales; mais je me défie un peu des jugemens trop favorables d'un *peace-democrat* presque complice des rebelles, et de ses propos encore moins impartiaux que ses jugemens. Singleton, comme tous ceux qui veulent la paix à tout prix, essaie de faire croire à l'éternité de la guerre et à la puissance toujours entière de la confédération du sud. Autant écouter et croire un émissaire de Jefferson Davis que de prendre au mot Singleton sur ce qui touche la grandeur et la force de ses bons amis du sud. Bien que son voyage même et sa mission semi-officielle de négociateur, ou plutôt d'éclaireur pacifique, envoyé pour reconnaître le terrain de l'ennemi, montrent combien la cause de l'Union a gagné depuis l'an dernier, et quel rapprochement d'espérances patriotiques s'est opéré entre l'administration républicaine et les démocrates, même les plus acharnés, il n'a pas assez dépouillé le vieil homme pour n'être pas soupçonné d'un cer-

tain parti-pris. Je le crois pourtant sincère lorsqu'il affirme que le sud a encore les matériaux d'une dernière et terrible campagne, que le gouvernement de Richmond a dans ses magasins 1,070,000 balles de coton, une quantité incommensurable de tabac, et assez de maïs pour nourrir toutes ses armées. La fertilité du sol est si grande dans la plupart des états du sud, que les substances grossières y viennent presque sans culture. L'*indian corn*, les patates douces, le seigle, n'y manqueront jamais, à moins que la terre ne reste en friche. Une population de quelques milliers d'esclaves et de quelques millions de porcs, qui pourvoient tout seuls à leur propre vie, peuvent y nourrir matériellement la population oisive et combattante; mais il ne suffit pas d'avoir du pain de maïs à mettre sous la dent du peuple et de satisfaire tant bien que mal la faim des soldats. Un peuple civilisé a bien d'autres et non moins impérieux besoins que le blocus irrite. Si belles que soient les récoltes, si l'on n'a plus ni routes ni chemins de fer pour les répartir, ni bras pour les moissonner, ni marchés pour les vendre, la misère et la faim domptent bientôt les plus opiniâtres résistances et les plus héroïques résolutions.

Je n'ai pas voulu interroger le général Singleton sur la question de la paix. Je ne tardai point d'ailleurs à voir que lui et M. Blair en faisaient un secret d'état. Hier soir, chez Mme Blair, je hasardai sous forme timide un vœu de curiosité modeste. Elle répondit aussitôt, sans que j'eusse directement provoqué la réponse, qu'elle-même ne savait rien, et que son beau-père n'avait pas parlé. Malgré les injures des journaux de Richmond et les provocations blessantes de celui même qui publie les opinions présidentielles, malgré l'annonce méprisante que Francis P. Blair, *of Lincolndom*, venait les espionner dans leur capitale, Davis, son ancien ami, l'avait à son premier voyage accueilli à bras ouverts, familièrement reçu, invité à prendre le thé en famille. M. Blair, après conférence avec le président Lincoln, vient justement de repartir pour City-Point; mais rien n'a transpiré jusqu'à moi des négociations d'ailleurs tout officieuses qu'il dit avoir entreprises sous sa responsabilité privée et en son nom personnel.

On murmure que les choses sont au fond bien plus avancées, — que le général Grant a reçu cette semaine des ouvertures pacifiques qu'il a transmises au président Lincoln sans vouloir y répondre lui-même. Le lieutenant-général se serait contenté de dire aux envoyés du sud qu'il n'avait aucuns pouvoirs pour entrer en négociations, ni même conclure un armistice, avant que le président les lui eût confiés. Ce soldat, ce victorieux, ce chef rigoureux d'une armée de 100,000 hommes, ce commandant suprême de toutes les

forces militaires des États-Unis ne croit pas pouvoir s'affranchir de l'autorité civile, ni usurper illégalement des attributions qui lui seraient sans aucun doute confirmées par la voix publique. Maître absolu dans son armée, où la volonté même du président cède à la sienne, il ne se croit pas dispensé d'obéir à la majesté souveraine des lois de son pays. Dans cette modestie noble et fière, il faut assurément faire la part du grand caractère, du patriotisme intègre et désintéressé du général Grant : tous les autres généraux populaires ne seraient peut-être pas si réservés ni si honnêtes (1); mais il faut surtout y reconnaître l'influence des institutions et des mœurs républicaines. L'Amérique est peut-être le seul pays du monde où l'on voie cet admirable et rare spectacle du pouvoir militaire incliné volontairement devant l'autorité civile, et ne méditant aucune de ces usurpations fatales qui chez nous couronnent la gloire des grands hommes aux dépens de la morale et de la liberté des peuples.

C'est qu'on n'a pas en Amérique le goût de l'obéissance et de la domination militaires. Si le sentiment national a pu soulever des millions d'hommes, faire surgir coup sur coup dix armées en quatre ans, n'allez pas croire que la guerre civile y ait fait naître cet esprit militaire ou plutôt *prétorien* qui fleurit de préférence chez les peuples où règne encore, sous le voile d'une fausse démocratie, une espèce de sentiment aristocratique dégénéré. Je suppose une société démocratique en apparence, où, par une étrange anomalie, l'oisiveté brillante et inutile soit encore l'objet de l'admiration publique, où les rancunes aveugles et les ridicules préjugés des classes aient survécu au nivellement égalitaire, — où l'on attache moins de prix à l'honnêteté commune et bourgeoise qu'à une affectation d'honneur superficiel et frelaté : cette société sera vouée fatalement à la domination militaire, à l'esprit de charlatanisme et d'antichambre, au despotisme et au bon plaisir, jusqu'au jour du moins où elle rougira de ses vices. Quel est ce portrait? Dieu veuille que ce ne soit pas le nôtre! ce n'est pas à coup sûr celui du peuple américain. Nul autre peuple ne pratique d'une manière plus complète et plus naturelle les principes de l'égalité moderne. On peut dire à la rigueur qu'il n'y a qu'une seule classe en Amérique, la classe laborieuse, commerçante et industrielle, qui comprend tout le peuple. Ces hommes si positifs par nature et par habitude, ouverts seule-

(1) Témoin le général Sherman, qu'on ne peut accuser d'ambition césarienne, et qui pourtant, après la prise de Richmond et la capitulation de Lee, prit sur lui d'accorder au général Johnston, dont il tenait l'armée à sa merci, une espèce d'amnistie politique générale au moins prématurée, que son gouvernement fut obligé de désavouer avec éclat.

ment aux aspects utiles et pratiques des choses, ne se plaisent pas dans une vaine ostentation du point d'honneur. Un officier américain battu par l'ennemi ne couvrira pas sa défaite de gasconnades glorieuses comme un mandarin chinois ou un hidalgo mexicain, et personne ne verra dans son aveu dénué d'artifice une preuve de cynisme ou de lâcheté. — Est-il enfin un autre pays du monde où l'on ait plus de mépris pour ces habitudes d'oisiveté aristocratique dont nous tirons encore vanité? Voilà pourquoi l'esprit militaire n'entrera jamais dans ses mœurs. La guerre n'est pas pour les Américains une occasion de déployer des vertus brillantes et de se faire applaudir sur un grand théâtre, une espèce d'art comme celui du musicien ou du bateleur, c'est une nécessité qu'ils subissent avec courage, et dont ils sauront venir à bout.

N'écoutez pas les faux prophètes qui prédisent à l'Amérique un despotisme militaire couronné par l'avénement prochain d'une monarchie. Ce ne peut être que le rêve des esclavagistes réactionnaires et l'humeur noire de quelques ambitieux désappointés. L'armée américaine ne saurait devenir ni un pouvoir politique durable ni l'instrument d'une longue dictature. L'indépendance des uns, le patriotisme des autres ne le permettront jamais. Si un général victorieux voulait retourner ses armes contre la liberté de son pays, ses troupes l'abandonneraient ou se chargeraient de le punir. Si quelques soldats après la guerre tournent au brigandage au lieu de rentrer dans la vie civile, la fusillade et la potence, dont les Américains savent user comme les autres, en auront vite raison. L'armée permanente, dont l'augmentation demeure certaine, ne sera jamais assez forte pour être un danger. Enfin, quand même un César (et la démocratie américaine ne produit pas de tels hommes) régnerait dans Washington au son du tambour, la république ne serait pas ébranlée. Pour qu'un peuple démocratique passe à la monarchie ou même à la dictature, il faut qu'une longue et lente révolution ait rassemblé tous les pouvoirs en un même lieu. Il n'est pas étonnant que la république romaine soit tombée, quand deux pouvoirs seulement, le peuple de la ville et l'armée, disposaient des destinées du monde. Tout général populaire dans la plèbe romaine était naturellement maître de l'empire. Nous-mêmes, si nous tombons si aisément d'une main dans une autre, c'est que nous avons un centre national et politique dont il suffit de s'emparer pour nous dicter souverainement des lois. L'Amérique a bien raison de ne pas nous l'envier, et de croire que le maintien de ses institutions fédératives est aussi nécessaire que son unité nationale au salut de sa liberté.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LA

PHILOSOPHIE DE GOETHE

IV.

DES TYPES PHILOSOPHIQUES DANS LA POÉSIE DE GOETHE : PROMÉTHÉE, MÉPHISTOPHÉLÈS, FAUST.

1. *Œuvres de Goethe*, traduction nouvelle par M. Jacques Porchat, 10 vol. in-8°. — II. *Œuvres scientifiques de Goethe*, analysées et appréciées par M. Ernest Faivre. — III. *Œuvres d'Histoire naturelle de Goethe*, traduites et annotées par M. Ch. Martins. — IV. *Conversations de Goethe* pendant les dernières années de sa vie, recueillies par Eckermann, traduites par M. Émile Délerot. — V. *Correspondance entre Goethe et Schiller*, traduction de Mme de Carlowitz, annotée et accompagnée d'études historiques et littéraires par M. Saint-René Taillandier. 1863. — VI. *Le Faust de Goethe*, d'après les principaux commentateurs allemands, par F. Blanchet.

Nous avons exposé l'origine et l'ensemble des conceptions de Goethe sur la nature et sur la destinée humaine (1). Nous croyons être fondé à dire, d'après les preuves que nous en avons données, que Goethe a sa philosophie, si l'on ne réserve pas exclusivement ce mot à un dogmatisme régulier, approfondi, qui n'était ni dans le tempérament du poète, ni dans ses intentions. Si la philosophie n'est pas nécessairement circonscrite dans une forme systématique, si elle est aussi bien une manière d'être originale et personnelle de l'intelligence vis-à-vis des choses, une façon individuelle de voir la réalité, pourvu que cette manière d'être et de sentir ait une certaine élévation et que cette vue des choses soit suffisamment compréhensive, qui mieux que Goethe, parmi les grands esprits du

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre, du 1er et du 15 novembre 1865.

XIXe siècle, mérite d'être considéré comme un esprit philosophique pour ses affinités intellectuelles avec des penseurs tels que Spinoza, pour son universelle curiosité, pour l'ardeur de ses recherches et la hardiesse de ses conceptions sur les origines et les lois des êtres?

« Tu es né pour donner à la réalité une forme poétique, » lui disait un jour Merck, un de ses meilleurs amis, un de ceux qui l'ont le mieux connu et le moins flatté. « Ta tendance, ta direction inévitable est de transformer la réalité en poésie, la nature en art. » C'est peut-être le mot le plus juste qui ait été dit sur le génie de Goethe. Là est véritablement le lien entre les deux parties de sa vie qui semblent d'abord si profondément distinctes, entre les deux hommes que l'on s'étonne de rencontrer en lui, l'artiste et le savant. Il semble qu'il y ait une opposition radicale entre ces deux formes de l'activité intellectuelle : l'une qui pour avoir le secret de la vie commence par la détruire, qui pour analyser la pièce maîtresse de l'organisme en comprime le jeu et en décompose les mouvemens, qui dissout l'ensemble vivant pour le comprendre, qui, en isolant les parties, en rompt l'harmonie et en mutile fatalement la beauté, — l'autre qui tend en toutes choses à l'ensemble harmonieux, à la synthèse vivante, qui s'essaie à retrouver partout la force secrète, la vie des choses, à reproduire la forme idéale des objets, la beauté plastique de chaque corps et de chaque figure. A de bien rares exceptions près, ces deux tendances se rencontrent isolées et dans des esprits très différens. Elles se montrent à nous unies et réconciliées dans Goethe. Il a senti de très bonne heure, dans les calmes profondeurs de son âme, la fascination de la nature. Il a obéi à l'attrait vainqueur, mais en le faisant servir à son développement poétique, à la culture secrète de son génie intérieur. Il a mis de l'harmonie dans ses facultés en les subordonnant à un but unique : expliquer le monde par la science pour mieux le reproduire par l'art. La poésie, en effet, n'est pas seulement pour lui une œuvre d'inspiration tout intérieure ni de fantaisie pure : son ambition la plus haute est de s'inspirer de la réalité pour en fixer la brillante et mobile image dans les formes plastiques de son génie. Lui-même déclare que la beauté de la nature l'invite et le dispose à la production. « Celui à qui la nature commence à dévoiler son mystère éprouve un attrait invincible pour l'art, son plus digne interprète. » C'est dans le même sens qu'il dit ailleurs de sa poésie qu'elle est *éminemment objective*, marquant par là que la source en est dans la réalité vivante, — que ses principales œuvres esthétiques sont le dernier résultat, le terme de l'évolution d'une idée philosophique éclose dans l'observation des phénomènes et de leurs rapports, parvenue dans l'art à sa forme suprême, — enfin que sa pensée scientifique, enivrée de ses contemplations et de

ses découvertes, ne trouvait que dans la poésie son apaisement et sa délivrance.

On peut juger, d'après cela, en quel sens il faut entendre la création poétique chez Goethe. Par l'étude constante de la réalité, par la contemplation des lois générales, par la méditation des grands problèmes, il remplit sa pensée de faits, de lois et d'idées scientifiques; mais ce travail assidu et ces vastes connaissances n'étouffent pas la réclamation énergique des facultés créatrices; c'est maintenant à leur tour d'agir. A un jour donné, dans une heure privilégiée d'émotion poétique, cette masse confuse de détails, cette multitude de notions générales, non liées entre elles, s'ébranle. Une conception esthétique apparaît, obscure et vague d'abord, puis se déterminant et se précisant de plus en plus, s'emparant de cet amas de phénomènes et de problèmes enfermés dans chacun d'eux, éliminant les uns, recueillant les autres pour les relier dans un ensemble, imposant à toutes ces notions isolées une direction générale, un centre déterminé, une forme, — les organisant. Quelque type caractéristique, choisi par le poète, fera l'unité de l'œuvre, lui donnera son nom. Le comble de l'art sera atteint, si un grand intérêt, un sentiment humain et puissant domine l'ensemble et attendrit ce drame des idées pures en y mêlant quelque chose de l'homme. C'est alors qu'on peut dire que l'inspiration a fait son œuvre vraiment divine; elle a créé la vie dans ces formes inanimées. Tout avait déjà pris un corps, une figure; tout maintenant va s'animer pour une existence idéale à la fois et réelle. Heureuse l'œuvre ainsi conçue dans les régions les plus hautes de la pensée, et dans laquelle a passé, avec le frisson sacré du poète, la palpitation immortelle de la vie! L'émotion de la foule humaine s'attache à de pareilles œuvres et ne les quitte plus à travers les siècles.

I.

Il y a donc une interprétation nouvelle, en un sens, à donner de cette poésie, à la fois savante et inspirée, qui rappelle à plusieurs égards l'inspiration alexandrine. Nous essaierons de montrer par quels liens l'invention poétique de Goethe se rattache à sa philosophie générale. Ce serait assurément ne rien comprendre à son génie que de ne pas marquer, parmi les sources les plus hautes et les plus actives de son inspiration, cette métaphysique de la nature qui occupe les sommets les plus élevés de son esprit. Il nous a paru intéressant de remonter aussi loin que possible vers ces hauteurs, jusqu'à la source qui en jaillit. Nous allons maintenant descendre avec elle la pente par où elle se précipite, la suivre dans son cours

varié, montrer comment elle se répand à flots pressés et se distribue dans l'œuvre immense de Goethe, communiquant à certaines parties de cette œuvre quelque chose de cette limpidité froide et de cet éclat presque dur des sommets glacés d'où elle descend.

La philosophie de Goethe s'exprime de deux manières dans son œuvre poétique : d'abord par la conception de certains types qui sont des idées autant que des personnages dramatiques, puis par la tentative plusieurs fois répétée de traduire sous forme de symboles et d'allégories la science de la nature. Nous examinerons une autre fois comment il s'est inspiré des notions qu'il s'était formées sur la nature, quelle influence son génie en a ressentie, quelles traces de ses méditations et de ses recherches scientifiques se sont imprimées au cœur même de sa poésie, particulièrement dans le *second Faust*. Aujourd'hui nous voudrions, par une analyse rigoureuse, dégager et mettre en lumière l'idée philosophique qui a présidé à la formation de ces types particulièrement chers au poète, Prométhée, Faust et Méphistophélès.

Un fragment antique, le *Prométhée*, fut la première révélation publique de ce spinozisme poétique qui déjà se formait dans son esprit. L'ouvrage fut composé vers 1775, au retour de ce fameux voyage du Rhin, où le jeune voyageur s'était aventuré de gaîté de cœur à la suite des triomphes équivoques de Lavater, et d'où il était revenu avec des préventions très fortes contre la religion du pieux prédicateur, mélange d'intrigues et de mysticité. Ce beau fragment semble être le contre-coup immédiat du désenchantement de Goethe à l'endroit du christianisme sentimental, et de sa ferveur spinoziste, ravivée, entretenue par Jacobi dans la solitude de Pempelfort. On dirait que le jeune poète s'essaie à la résistance contre les tyrannies mystiques qui ont pesé un instant sur le libre essor de ses facultés créatrices. « Je me séparai *même des dieux*, nous dit-il, à la manière de Prométhée... La fable de Prométhée devint en moi vivante; je coupai à ma taille la robe antique du titan, et, sans autres méditations, je commençai à écrire une pièce dans laquelle est représenté le mécontentement que Prométhée provoque chez Jupiter et les autres dieux en formant les hommes de sa propre main, en les animant par la faveur de Minerve et en fondant une troisième dynastie. Et véritablement les dieux qui régnaient alors avaient tout sujet de se plaindre, parce qu'on pouvait les considérer comme des intrus, injustement établis entre les titans et les hommes... La mythologie grecque présente ainsi une richesse inépuisable de symboles divins et humains... Cependant l'idée titanique et gigantesque d'un assaut livré au ciel ne fournit aucun élément à ma poésie. Il me convenait mieux de retracer cette résistance paisible, plastique au be-

soin, patiente, qui reconnaît la puissance supérieure, mais qui voudrait s'égaler à elle (1). »

La mythologie grecque lui fournissait ainsi fort à propos un des plus poétiques symboles par lesquels pût s'exprimer l'attitude déjà militante de sa pensée. On comprend aisément ce que représente dans l'esprit de Goethe cette deuxième dynastie de dieux, rois intrus, véritables usurpateurs, médiateurs inutiles entre la première et la troisième dynastie, entre les titans et les hommes. Ces dieux qui n'ont pu ni organiser le monde, ni créer l'homme, à quoi servent-ils? Quand ils disparaîtront, ils ne laisseront pas de place vide dans le drame immense de la création, dans l'histoire du monde. Donc à l'origine il y a les titans, c'est-à-dire les forces élémentaires de la nature, et Prométhée, le plus habile, le plus industrieux de tous, qui représente l'instinct secret de l'organisme universel, la force plastique et créatrice, élaborant la masse confuse des choses, dirigeant les énergies aveugles des titans, ses frères, dans le sens de l'ordre et de la loi, formant l'homme enfin. Au terme de ce travail gigantesque, l'homme apparaît, le plus fragile et le plus fort des êtres. Il pense. Dès lors, le règne des titans eux-mêmes est fini. La terre a reçu son vrai maître, qui la domptera en attendant que les propriétés secrètes de la matière et les lois physiques, ramassées dans sa main, lui permettent de conquérir les cieux. Entre les forces aveugles, dirigées par l'instinct artiste de la nature, et la pensée, enfin éveillée dans l'homme et créant en lui la liberté, que vient faire la dynastie de ces dieux fainéans, qui ne savent occuper que par les durs caprices de la tyrannie les loisirs d'une royauté imbécile, méprisée des vrais travailleurs, des titans, ces ouvriers du monde, et du plus grand de tous, désigné par sa grandeur même à des haines plus violentes, Prométhée, l'ouvrier de l'homme? L'allusion est directe, le symbole transparent. Entre la nature et l'homme, tout intermédiaire prétendu divin doit disparaître; la raison dissipe ces fantômes, fils de la nuit et de la peur. Si ce n'est pas là la pensée même de Goethe, nous nous sommes bien mépris.

Qu'on relise, pour s'en convaincre, quelques-unes des brillantes apostrophes de Prométhée contre les dieux, quand il refuse l'offre qu'on lui fait de partager l'empire :

« Prométhée. — Les dieux veulent partager avec moi, et j'estime que je n'ai rien à partager avec eux. Ce que j'ai, ils ne peuvent le ravir, et ce qu'ils ont, je consens qu'ils le gardent. Ici le *mien*, là le *tien*, et de la sorte nous sommes séparés.

(1) *Vérité et poésie*, troisième partie.

« ÉPIMÉTHÉE. — Le *tien*, que comprend-il?

« PROMÉTHÉE. — Le cercle que remplit mon activité. Rien au-dessous et rien au-dessus... Ces étoiles là-haut, quel droit ont-elles sur moi pour m'envisager ainsi? »

Et lorsque Mercure, irrité de l'arrogance du titan, s'écrie : « Misérable! parler ainsi à tes dieux, aux dieux infinis! » Prométhée répond fièrement :

« Aux dieux! je ne suis pas un dieu, et je me crois autant que l'un de vous. Infinis?... Tout-puissans?... Que pouvez-vous donc?... Pouvez-vous resserrer en balle dans ma main le vaste espace du ciel et de la terre? Pouvez-vous me séparer de moi-même? Pouvez-vous m'étendre, me déployer en un monde?

« MERCURE. — Le destin!

« PROMÉTHÉE. — Reconnais-tu sa puissance? Moi aussi! va, je ne sers pas des vassaux! »

Minerve, la bonne conseillère, veut apaiser ce courroux d'une âme libre révoltée contre les puissances qui prétendent mettre une borne à son orgueilleuse liberté; tous ses conseils sont vains.

« MINERVE. — Ta haine est injuste! Les dieux ont reçu en partage la durée et la puissance, et la sagesse, et l'amour.

« PROMÉTHÉE. — Mais ils n'ont pas seuls tout cela. J'ai comme eux la durée! Nous sommes tous éternels!... Je ne me souviens pas d'avoir commencé; je ne me sens point destiné à finir, et je ne vois pas la fin. Je suis donc éternel, car je suis!... Et la sagesse... (Il conduit Minerve auprès des statues.) Considère ce front! N'est-ce pas ma main qui l'a modelé? Et cette forte poitrine, comme elle se porte au-devant du péril, qui l'assiége de tous côtés! (Il s'arrête auprès d'une statue de femme.) Et toi, Pandore, vase sacré où reposent tous les dons qui charment sous le vaste ciel, sur la terre immense, tous les sentimens de joie qui m'ont à jamais vivifié, ce qui m'a versé le soulagement sous les frais ombrages, ce que le soleil amoureux fit jamais éclore en mon sein de joies printanières, ce que les tièdes ondes de la mer y répandirent jamais de tendresse, et toute pure clarté céleste, toute paisible volupté de l'âme que je goûtai jamais,... tout cela, tout, ma Pandore! »

Lisons surtout le célèbre monologue qui termine le drame en lui donnant son vrai sens. L'importance historique de ces strophes nous fait un devoir de les citer entièrement dans leur superbe insolence :

« O Jupiter! couvre ton ciel de nuages, et, comme l'enfant qui abat les têtes des chardons, exerce-toi sur les chênes et sur les cimes des montagnes; il faudra bien pourtant que tu laisses debout ma terre et ma cabane que tu n'as point bâtie, et mon foyer et sa flamme que tu m'envies. — Je ne connais rien sous le soleil de plus pauvre que vous autres dieux! Vous nourrissez misérablement votre majesté d'offrandes et d'encens, et vous

seriez réduits à mourir de faim, n'étaient les enfans et les mendians, pauvres fous qui se repaissent d'espérances. — Quand j'étais enfant et dans la détresse, je tournais vers le soleil mon œil égaré, comme s'il y avait eu par-delà une oreille pour entendre ma plainte, un cœur comme le mien pour compatir à l'affligé. — Qui me vint en aide contre l'orgueil des titans? Qui me sauva de la mort, de l'esclavage?... N'est-ce pas toi, ô mon cœur, n'est-ce pas toi qui as tout fait? Dans ton illusion, jeune et bon, tu rendais de ferventes actions de grâces au dormeur de là haut! — Moi, t'honorer!... Pourquoi?... As-tu jamais apaisé les douleurs de l'opprimé? As-tu jamais essuyé les larmes de l'affligé? Qui m'a forgé un cœur d'homme? N'est-ce pas le temps tout-puissant et le destin éternel, mes maîtres et les tiens? T'imaginais-tu peut-être que je dusse haïr la vie, fuir dans les déserts, parce que toutes les fleurs de mes rêves n'ont pas donné leurs fruits? — Ici je m'occupe à créer des hommes à mon image, une race qui soit semblable à moi, pour souffrir, pour pleurer, pour jouir, — et te dédaigner — comme moi! »

Voilà certes de brillans morceaux lyriques; mais il ne faut pas se méprendre sur le caractère de ces fragmens, ils n'ont d'antique rien absolument que le titre général sous lequel ils sont réunis et le nom des personnages qui s'y succèdent. Ils sont tout modernes d'accent et de pensée. Nous ne reconnaissons plus ici le titan mythologique, le Prométhée grec; nous ne sentons plus ici la terreur sacrée que communique au spectateur l'émotion profonde du vieil Eschyle. Qu'on ne s'y trompe pas, le drame d'Eschyle n'est pas le drame philosophique de la pensée qui s'éveille de son oppression et de la liberté qui s'affranchit : c'est un drame théologique dont les dieux sont les acteurs et dont le sujet véritable est non pas la révolte de l'humanité contre les puissances célestes, mais une lutte entre les immortels, une compétition de pouvoirs entre un dieu subordonné, bienfaiteur imprudent d'une race nouvelle, la race des hommes, et le roi de l'Olympe, qui, maître de la vie, ne peut la laisser surprendre par un autre sans châtier le sacrilége. Le grand vaincu de Jupiter ne nie pas l'autorité du maître et ne conteste pas sa victoire. La Puissance et la Force, ministres aveugles de la colère royale, en l'enchaînant à son rocher, lui ont trop bien prouvé qu'on ne résiste pas à Jupiter, et comme il convient à un dieu vaincu, calme même dans sa colère, il subit la dure loi qui lui est faite. Sa seule vengeance est d'inquiéter l'orgueilleuse prospérité de Jupiter par des prédictions sinistres, et d'agiter dans de vagues et sombres paroles l'espoir des révolutions prochaines. Représentant d'une dynastie déchue, il se console en annonçant des chutes de races royales, des avénemens nouveaux. « Souverains d'hier, s'écrie le captif enchaîné, vous régnez à peine, et vous vous croyez dans une forteresse inaccessible aux revers.

Ne sais-je pas que de là deux rois sont déjà tombés? Le troisième, celui d'aujourd'hui, je verrai aussi sa chute : elle sera honteuse et prompte. » Il n'est pas insensible pourtant; même dans sa fierté résignée, il lui échappe une plainte.

« PROMÉTHÉE. — Hélas!
« MERCURE. — C'est là un mot que Jupiter ignore.
« PROMÉTHÉE. — Le temps est un maître qui enseigne toute chose. »

Ce qui le rassure, ce n'est pas l'impuissance de Jupiter, son maître et celui du monde pendant de longs siècles encore, c'est sa propre immortalité :

« Ni par violence ni par artifice, Jupiter ne m'amènera jamais à parler avant d'avoir relâché mes liens... Il ne fléchira pas ma constance; je ne lui dirai pas qui doit le faire tomber du trône... Être maltraité de son ennemi n'a rien d'étrange. Qu'ainsi donc soient lancés contre moi les traits enflammés de la foudre, que l'air s'ébranle aux roulemens du tonnerre, au souffle impétueux des vents; que la terre soit arrachée de ses fondemens et les flots de la mer lancés dans les routes du ciel; que l'irrésistible tourbillon de la nécessité emporte mon corps au fond du noir Tartare; quoi qu'il arrive, je ne puis mourir. »

Tel est le vrai Prométhée, figure légendaire placée sur les confins des cosmogonies antiques, par-delà l'histoire, à la limite des siècles qui séparent l'âge du chaos de la formation du monde, à cette époque mythique où les puissances célestes, encore mal définies dans leurs droits réciproques et leur autorité nouvelle, se disputent l'empire du monde et de la vie. Tout le drame d'Eschyle est plein de l'âme religieuse du temps et du poète. Sans doute les sympathies du spectateur sont contre la violence mystérieuse de Jupiter : elles sont pour la douleur et le courage de Prométhée, et il semble d'abord que ce soit là presque un effet impie obtenu par l'art; mais qu'on y réfléchisse : Jupiter est un roi nouveau, c'est un usurpateur. Le droit ancien, la légitimité dynastique sont en faveur de Saturne et des titans. En se déclarant pour Prométhée, Eschyle se rattachait au droit antique; il remontait aux origines de la dynastie céleste; il protestait à sa manière contre le droit moderne, qui n'était à son sens qu'une usurpation consacrée par la force. Plus tard, quand le destin a parlé, quand Prométhée lui-même a fait sa soumission en révélant à Jupiter le secret qu'il tient de sa mère Thémis et lui permet ainsi d'échapper à la fatalité, Eschyle se soumet avec son héros, il accepte l'ordre nouveau des choses divines, et célèbre avec magnificence, dans *Prométhée délivré*, la réconciliation des dieux. C'est qu'Eschyle n'est pas seulement le plus grand poète; avec Hésiode, il est le grand théologien de l'antiquité grec-

que. Sa trilogie de *Prométhée* n'était rien moins, aux yeux des Grecs, que les archives sacrées des révolutions célestes, des avénemens et des chutes des dynasties divines dans l'éternité mystérieuse du vieil olympe. Le drame chez lui porte le signe de son origine hiératique. Il est sorti du temple, et il en conserve l'ineffaçable caractère. Issu des théogonies antiques, il en a retenu la solennité et la terreur.

Combien différent est le Prométhée moderne, celui de Byron, celui de Shelley, celui de Goethe! Ici c'est un Prométhée philosophe, qui n'a plus rien d'antique ni de religieux, et dans lequel chacun de ces grands poètes a cherché à retracer le modèle qu'il portait en lui. Le Prométhée de Byron, dans une pièce célèbre de ses *mélanges*, c'est l'homme en lutte avec la destinée, en triomphant par l'indomptable essor de sa liberté, rompant cette trame et ces piéges du sort dans lesquels les faibles seuls restent captifs, se faisant à lui-même son sort et ses destins. Le drame de Shelley célèbre la délivrance du vieux captif du Caucase par l'avénement d'une foi nouvelle, la foi à la puissance de la nature, seule maîtresse, seule reine, la mort des vieilles superstitions, la destruction des vieilles tyrannies. L'idée de Goethe tient le milieu entre celle de Byron et celle de Shelley. La croyance philosophique qui l'inspire, c'est la grande antithèse du destin, résumant toutes les lois mécaniques et physiques dont se compose l'ordre universel, et de l'activité libre, qui n'a de limites que la fatalité des choses; c'est l'opposition et le rapport de la nature et de l'homme qui s'agite au sein de l'ordre universel, s'en distinguant par sa volonté, sans pourtant arriver à s'en séparer jamais; c'est le problème de la liberté humaine de toutes parts enveloppée par la nécessité : pure illusion selon le spinozisme conséquent, insoluble énigme pour les panthéistes tels que Goethe, qui ne vont pas jusqu'au terme de la logique, aussi loin que les conduit le principe de l'unité absolue. Il n'y a que deux réalités, selon Goethe, en face l'une de l'autre : la nature avec l'ensemble des fatalités dont elle se compose, l'homme avec sa pensée et sa volonté libre. Toute puissance qui ne serait ni la nature ni l'homme ne pourrait trouver son rôle et sa place dans l'ordre des choses éternelles. L'universelle fatalité la rendrait inutile et par conséquent la supprimerait. S'ils existaient, ces pouvoirs supérieurs à l'homme ne seraient eux-mêmes que les *vassaux du destin*, et dès lors de quel droit régneraient-ils sur nous, étant vassaux comme nous? Osons suivre jusqu'au fond la pensée de Goethe sous le transparent symbole emprunté au vieil Eschyle. — Il n'y a que les enfans en détresse qui puissent lever au ciel leur regard avec leur prière. Il n'existe pas là-haut un cœur

comme le mien pour compatir à ma misère. Il faut que je le sache et que je m'y résigne. L'homme n'est libre qu'à une condition, c'est dans sa lutte avec la nature de ne compter que sur lui et de n'espérer d'appui que dans son propre cœur; mais là où il agit, il est roi, il est dieu. Il peut dire comme Prométhée : « Je suis maître, je possède tout, aussi loin que s'étend le cercle que remplit mon activité. Rien au-dessous et rien au-dessus! » C'est le cri superbe de l'humanité qui ne veut rien devoir à un maître, et qui prétend être elle-même, elle seule, sous un ciel inflexible et sourd, l'ouvrière de ses destins. Toutes les révoltes philosophiques de Goethe, tout son orgueil, sont dans le cri de Prométhée.

L'Allemagne y répondit. Goethe lui-même s'étonna de l'écho immense et profond qu'il avait éveillé et qui répéta le lyrique blasphème du titan. « Ce fut, nous dit-il, la première étincelle d'une explosion qui découvrit au public les secrètes affinités d'hommes respectables, affinités qui sommeillaient en eux, à leur insu, dans les parties les plus éclairées de la société (1); » mais ce qui donne à l'œuvre du jeune poète une importance inattendue, c'est la profession de foi spinoziste de Lessing, dont le *Prométhée* fut l'occasion. Laissons raconter à Jacobi lui-même cet épisode étrange qui confirme pleinement l'interprétation de cette œuvre, telle que nous l'avons présentée. Son récit, curieux à tant de titres, et en lui-même et par la longue polémique qu'il souleva, se trouve dans la *première lettre* à Mendelssohn, écrite dans le courant de l'année 1783. « J'avais toujours professé beaucoup de respect pour ce grand homme, surtout depuis ses querelles théologiques, principalement après avoir lu sa *Parabole;* j'avais vivement désiré de faire sa connaissance personnelle... » Mon *Alwill* eut le bonheur de l'intéresser. Il m'écrivit en 1779. J'allai le voir à Wolfenbüttel. Entre autres communications que je lui fis, je lui donnai à lire le poème de *Prométhée* de Goethe. Au lieu d'en être scandalisé, Lessing se déclara très satisfait de la forme et du fond. « Le point de vue du poème, dit-il, est le mien. Les idées orthodoxes sur la Divinité ne sont plus les miennes; ἓν καὶ πᾶν est ma devise. — Vous êtes donc de l'avis de Spinoza? lui demandai-je. — Si je dois me nommer d'après quelqu'un, répondit Lessing, oui, je suis spinoziste. » Nous fûmes interrompus ici. Le lendemain Lessing vint me trouver pour s'expliquer avec moi sur son ἓν καὶ πᾶν. Je ne lui cachai pas que j'avais été surpris et affligé de sa déclaration, parce qu'en partie j'étais venu le voir pour implorer son secours contre Spinoza. « Il n'y a pas d'autre philosophie, me répondit-il, que celle de Spinoza.

(1) *Vérité et poésie*, troisième partie.

— Cela peut être, lui répondis-je, car le déterminisme conséquent conduit au fatalisme, et tout le reste découle de là. — Nous nous entendons dès lors, reprit Lessing; je suis d'autant plus curieux d'apprendre de vous ce que vous regardez comme l'esprit de Spinoza. — Cet esprit, répondis-je, n'est autre que l'antique axiome *ex nihilo nihil fit*, que Spinoza appliqua d'après des notions plus abstraites que les anciens *cabbalistes*. Il rejeta tout passage de l'infini au fini, toutes les causes secondes, transitoires, éloignées, et à la place de l'*Ensoph émanant* de la cabbale il mit un principe *immanent*, une cause inhérente éternelle et immuable de l'univers, une et identique avec tous ses effets pris ensemble (1). »

Bien des indications précieuses seraient à recueillir dans cette lettre. On remarquera certainement l'idée que Lessing se fait du spinozisme, embrassant sous ce nom, comme Goethe et comme l'Allemagne elle-même, des doctrines de panthéisme très générales et très vagues; mais cette lettre intéresse particulièrement tous ceux qui suivent avec curiosité les évolutions de l'esprit humain à travers les âges : elle donne une date précise à la première explosion d'une insurrection philosophique qui depuis quelque temps couvait dans les âmes. Au sortir d'un long sommeil dogmatique et orthodoxe, l'Allemagne se réveille comme en sursaut, tout étonnée du travail qui s'est accompli en elle à son insu, un peu inquiète de trouver le panthéisme au fond de sa conscience. Il serait inutile de contester la victoire subite de l'esprit nouveau. Mendelssohn aura beau s'indigner, protester contre Jacobi, s'épuiser dans une polémique irritante où il laissera sa vie; l'œuvre *démoniaque* (2), comme dirait Goethe, est accomplie. Le Méphistophélès germanique s'appelle Spinoza, en attendant qu'il se nomme Schelling, Hegel. L'heure est loin encore, — doit-elle même venir? — où le démon de l'Allemagne, devenu son génie intime et familier, sera exorcisé par une philosophie meilleure. Or celui qui a donné le signal de l'avénement du panthéisme dans l'esprit germanique, ce n'est pas un professeur d'université, ce n'est pas un philosophe, c'est un poète qui a jeté dans un élan lyrique, sous le nom antique de Prométhée, un défi à la vieille orthodoxie philosophique et religieuse. Lessing ne s'y est pas trompé, et l'on nous pardonnera d'avoir aussi longuement insisté sur un simple fragment, presque oublié aujourd'hui, si on considère que, par un concours étrange de circonstances, ce fragment était destiné à marquer une ère nouvelle dans la philosophie allemande.

(1) Traduction de M. Willm.

(2) Nous montrerons plus tard quel sens Goethe donne à ce mot, qui revient à chaque instant dans ses *lettres* et ses *conversations*.

II.

Prométhée n'était que la révolte d'un esprit superbe contre les traditions de l'église et de l'école. C'est dans *Faust* qu'il faut contempler l'épanouissement poétique de cette philosophie nouvelle : dans aucune autre œuvre, on n'en trouverait une expression plus complète, une plus large synthèse; mais, en abordant l'étude philosophique de ce drame, on hésite devant la tâche que l'on entreprend et surtout devant la difficulté particulière qui s'attache à des sujets célèbres. Quel critique, dans ce siècle, n'a pas tenté à sa manière une analyse de *Faust* et présenté au public son interprétation particulière de l'idée du poème (1)?

Ce qui redouble la difficulté, c'est la complexité infinie de l'œuvre privilégiée de Goethe : il y a versé un peu confusément et au hasard de l'inspiration toutes ses conceptions les plus hautes et les plus bizarres, ses notions ou ses rêves sur la nature et l'humanité, sur la politique et l'histoire, sur la morale et sur l'art, son esthétique et sa métaphysique, sa science et son génie, toute son âme enfin et sa vie. Que l'on songe à l'immense intervalle de temps rempli par l'élaboration poétique de *Faust!* Dès 1773, Goethe en avait jeté quelques scènes sur le papier. C'est à l'âge de vingt-quatre ans qu'il rencontra pour la première fois dans la taverne d'Auerbach, à Leipzig, le héros de son poème futur, dans un vieux tableau où le peintre l'avait représenté chevauchant à travers les airs sur un tonneau. La légende lui était déjà familière. Cette peinture populaire donna une forme, un corps à la légende devant les yeux de son esprit. Peu à peu le plan du drame s'organisa, et deux ans après Goethe pouvait lire quelques scènes détachées à Klopstock, qui l'encouragea vivement à continuer. Ce n'est pourtant que quinze années plus tard qu'il publia, sous le titre de *Fragment*, le premier *Faust*. C'était toute la substance et l'action du poème, moins certains développemens qui furent insérés dans la suite, pour compléter ou élargir le sens philosophique du drame, tels que la *Dédicace*, les deux *Prologues*, qui datent de 1797; mais déjà en 1780 Goethe songeait à continuer son poème dans des proportions qui devaient excéder de beaucoup le plan primitif. Il lisait à la cour de Weimar un fragment d'*Hélène*, qui témoigne de son dessein. De 1800 à 1805, sous l'impression vive de cette belle amitié littéraire qu'il entretint avec Schiller et qui fut l'honneur de sa vie, sous l'excitation de ses conseils, il travaille avec une activité nou-

(1) M. Henri Blaze de Bury, le premier, a fait connaître à la France le second *Faust* par une analyse très complète et une traduction.

velle à cet étrange et brillant épisode d'*Hélène*, sans trop savoir encore comment il le rattachera au reste de l'ouvrage. La mort de Schiller, survenue en 1805, sembla lui ravir tout d'un coup son courage et ses forces. Pendant près de vingt ans, il abandonna ce que son ami l'avait habitué à considérer comme l'œuvre et le monument de sa vie; mais vers 1824, à l'âge de soixante-quinze ans (notez bien ce chiffre invraisemblable d'années pour une pareille œuvre), une sorte de jeunesse poétique se refait dans son génie : tout cède à l'impatience qu'il éprouve d'achever ce grand drame et de livrer sa pensée complète à la postérité, qu'il sent déjà prochaine. Ses forces renouvelées s'excitent et se pressent. Le fragment d'*Hélène*, qui marquait le point culminant de l'œuvre, était presque achevé. La conclusion du drame elle-même était prête. Il ne s'agissait plus que de remplir le cadre déjà tracé, d'ajouter quelques épisodes, de combler les vides. En 1831, les dernières scènes furent écrites, et Goethe avait cette joie suprême, quelques mois seulement avant sa mort, de voir paraître l'œuvre entière telle qu'il l'avait portée dans le secret de sa pensée pendant plus d'un demi-siècle de méditations, d'alternatives d'enthousiasme et de lassitude. Quand il vit la seconde partie terminée : « Je peux maintenant, dit-il, regarder le reste de ma vie comme un pur cadeau; il est au fond maintenant très indifférent que je fasse encore quelque chose ou que je ne fasse rien. »

Cinquante-huit ans écoulés depuis la première inspiration, rencontrée dans la taverne de Leipzig, jusqu'à la publication du second *Faust!* Et cela à travers tant d'événemens publics et privés, à travers la période la plus agitée du XIXe siècle, les guerres, les exils et les restaurations des princes, auxquels la fortune, la vie, l'honneur même de Goethe étaient liés, pendant les années convulsives de la révolution française et de l'empire! Dans un si long intervalle d'années, comment ne pas comprendre que le point de vue du poète ait plus d'une fois changé? Faut-il s'étonner du manque absolu d'unité dans le sujet et même, jusqu'à un certain point, dans l'esprit de l'auteur? Le poète jette sur la trame unie et simple de sa conception primitive tous les ornemens, les fantaisies de son art et les idées philosophiques les plus variées, au point de cacher à l'œil le plus expérimenté son dessein véritable et de déconcerter la critique profane qui veut se rendre compte de l'ordre logique des choses et des idées. Il faut en effet une véritable initiation, obtenue par un long commerce avec la pensée de Goethe, pour se démêler quelque peu dans cet entre-croisement de réalités dramatiques et de symboles, dans cette confusion de personnages historiques et mythologiques, dans cette métamorphose perpétuelle du

sujet et du héros, — poème splendide et monstrueux qui irrite et inquiète l'esprit, dépaysant à chaque instant nos idées, nous faisant passer du moyen âge aux siècles antiques, des terreurs de la légende aux dogmes du naturalisme, des sommets magiques du Brocken à la théorie scientifique des tremblemens de terre, de la cuisine des sorcières à l'*Éthique* de Spinoza. Tantôt Goethe se sert du diable à la façon d'un vrai croyant du XVe siècle, puis, comme il le dit poétiquement lui-même, « satisfait d'avoir ainsi mangé son héritage d'enfant du nord, il va s'asseoir à la table des Grecs; » mais bientôt, convive enchanté, ravi d'avoir participé à la faveur de ces dieux et de ces déesses, il se lève du banquet antique et va s'enfermer dans les laboratoires d'Iéna, étudiant avec la même passion le secret des affinités, poursuivant l'origine obscure de la vie, tour à tour dévot, sceptique, amant d'Hélène, adorateur de Spinoza, disciple de Linné, précurseur de Geoffroy Saint-Hilaire. C'est toute une vie qui passe là devant nos yeux, dans ces rapides tableaux, et quelle vie multiple! celle de l'imagination et celle de la science, celle de l'art et celle de la réalité, mille fois mêlées et confondues. On emporte de la méditation prolongée du poème une impression d'éblouissement, d'irritation et de fatigue, dont on ne se délivre que le jour où l'on a renoncé une bonne fois à poursuivre *l'idée* insaisissable pour ne voir que *les idées*, où l'on s'est décidé à sacrifier l'unité esthétique du poème pour n'étudier que les types principaux et les scènes détachées, sans plus se soucier de l'ensemble que l'auteur ne l'a fait lui-même.

Il nous y autorise par les aveux qui lui échappent dans ses conversations avec Eckermann : « Vous venez me demander quelle idée j'ai cherché à incarner dans mon *Faust!* Comme si je le savais, comme si je pouvais le dire moi-même! *Depuis le ciel, à travers le monde, jusqu'à l'enfer*, voilà une explication, s'il en faut une; mais cela n'est pas l'idée, c'est la marche de l'action. On voit le diable perdre son pari, on voit un homme qui sort d'égaremens pénibles et se dirige peu à peu vers le mieux. On dit que le poème raconte l'histoire du salut de Faust. C'est là une remarque juste, utile, et qui peut jeter souvent de la clarté sur l'œuvre; mais ce n'est pas une idée qui puisse servir d'appui et à l'ensemble et à chaque scène détachée. Cela aurait été vraiment joli, si j'avais voulu rattacher à une seule idée, comme à un maigre fil traversant tout le poème, les scènes si diverses, si riches de vie variée, que j'ai introduites dans *Faust!* En général, ce n'était pas ma manière, comme poète, de chercher à incarner une abstraction. Je recevais dans mon âme des impressions de mille espèces, comme mon imagination vive me les offrait; je n'avais plus, comme poète, qu'à donner à

ces impressions, à ces images une forme, à les disposer en tableaux, à les faire apparaître en peintures vivantes, pour qu'en m'écoutant ou en me lisant on éprouvât les impressions que j'avais éprouvées moi-même. L'acte d'Hélène a maintenant une physionomie originale, il forme comme un petit monde à part, qui ne se lie que par un fil léger à ce qui précède et à ce qui suit... C'est là aussi, de vrai, le caractère des autres actes, car au fond les scènes de la cave d'Auerbach, de la cuisine des sorcières, du Blocksberg, du conseil de l'empire, de la mascarade, du papier-monnaie, du laboratoire, de la nuit classique de Walpürgis, forment autant de petits mondes, qui, tout en exerçant l'un sur l'autre une certaine influence, restent indépendans... Il s'agit donc seulement de donner à chaque partie une physionomie nette et bien expressive; quant à l'ensemble, il reste incommensurable, mais comme ces problèmes insolubles que les hommes se sentent entraînés à sonder sans cesse. » Et revenant plusieurs fois sur cette idée : « Le *Faust* est un sujet incommensurable, dit-il ailleurs, et tous les efforts que l'esprit ferait pour le pénétrer entièrement seraient vains. »

Dieu nous garde de mesurer ce que Goethe appelle si naïvement l'incommensurable! C'est proprement là le triomphe de la *poésie objective*, laquelle n'aspire qu'à saisir et à fixer dans une forme esthétique le reflet des mille phénomènes qui passent devant l'esprit du poète. « Je recevais des impressions de mille espèces, physiques, morales; je n'avais plus, comme poète, qu'à les disposer en tableaux, sans me soucier de les enchaîner entre eux. » Que nous voilà loin de cet art grec dont Goethe s'était enchanté! Comme tout cela diffère des procédés de cette poésie si nette, si déterminée dans toutes ses conceptions, admirablement *finie* dans toutes ses œuvres, où rayonne je ne sais quelle sérénité lumineuse dont l'esprit est comme pacifié et éclairé! — Évidemment c'est au lendemain d'une lecture du second *Faust* que Durand, l'illustre Durand d'Alfred de Musset, avait conçu son œuvre immense :

J'accouchai lentement d'un poème effroyable.
La lune et le soleil se battaient dans mes vers;
Vénus avec le Christ y dansait aux enfers.
Vois combien ma pensée était philosophique :
De tout ce qu'on a fait faire un chef-d'œuvre unique,
Tel fut mon but : Brahma, Jupiter, Mahomet,
Pluton, Job, Marmontel, Néron et Bossuet,
Tout s'y trouvait; mon œuvre est l'immensité même.
Mais le point capital de ce divin poème,
C'est un chœur de lézards chantant au bord de l'eau.

Si l'épigramme ne vaut pas contre l'œuvre de Goethe, marquée à chaque page du signe du génie, elle vaut du moins contre le

genre en lui-même et contre la troupe des imitateurs. Un poème qui contient, de l'aveu de Goethe, l'histoire universelle, la métaphysique, la physique, ce n'est plus un poème, c'est une encyclopédie, une *somme* poétique de l'esprit humain au XIXe siècle. Comédie et tragédie, idylle et satire, poésie descriptive et lyrisme philosophique, tous les genres ont été comme à plaisir rassemblés dans cette œuvre unique, qui ne rentre dans aucune des catégories connues, mais qui au contraire les contient et les dépasse toutes. Cependant il faut marquer à cet égard une différence essentielle entre les deux parties du drame. L'*incommensurable*, comme dit Goethe, ne commence qu'au second *Faust :* « la première partie est presque tout entière consacrée à la peinture d'émotions intimes et personnelles; tout part d'un individu engagé dans certaines idées, agité par certaines passions... Dans la seconde partie, presque rien ne dépend plus d'un individu spécial; là paraît un monde plus élevé, plus large, plus libre de passions, et l'homme qui n'a pas cherché un peu, qui n'a pas eu en lui-même quelques-unes de ces idées, ne saura pas ce que j'ai voulu dire (1). » Cette remarque de Goethe éclaire toute notre critique et la confirme. Le premier *Faust* n'a pas pour objet, comme le second, l'humanité dans l'histoire, ou la nature dans ses évolutions plastiques; son objet précis, déterminé, c'est la peinture d'une âme humaine aux prises avec elle-même d'abord, avec l'esprit du mal ensuite. Le sujet est parfaitement circonscrit : c'est la tentation d'une volonté libre par l'orgueil de la science, par les joies de la vie, par les voluptés, par l'égoïsme. L'action est simple, et si quelques épisodes, pour la plupart ajoutés après coup, viennent en ralentir l'effet, l'harmonie de l'ensemble n'en est pas troublée. L'intérêt, l'émotion y croissent sans cesse. Sans doute là, comme dans toute œuvre vraiment poétique, il y a des types, c'est-à-dire encore des idées générales; mais elles y sont exprimées sous des traits individuels, avec un tel relief de réalité et de vie qu'elles semblent se lever devant nous et marcher à l'appel du poète, et qu'elles garderont éternellement le nom qu'il leur a donné. Elles s'appelleront Faust, Marguerite, Méphistophélès. Ce sont des types, mais par la grâce de l'art ils vivent et vivront toujours. Au contraire, dans le second *Faust*, l'élément général, impersonnel, l'abstraction a tout dévoré. L'action ne se déroule pas autour d'un individu dont les idées et les émotions soient celles de l'humanité qui pense, qui s'agite, qui souffre : il n'y a plus même d'action; tout devient symbole, allégorie. Goethe s'en félicite, bien à tort selon nous. Il croit élever, élargir son sujet en l'affranchissant

(1) *Conversations*, etc, traduction Délerot, t. II, p. 253.

de nos misères et de nos passions. Il ne s'aperçoit pas qu'en élevant trop son sujet il l'a rendu étranger à l'humanité. Il croit qu'il nous ouvre un monde plus riche et plus varié; il ne s'aperçoit pas que ces vagues domaines ne sont plus éclairés que de la pâle lumière de l'abstraction, et que ce drame des idées scientifiques ne peut plus avoir pour spectateurs que les penseurs, les critiques ou les rêveurs. La préférence de Goethe n'enchaînera pas celle de l'humanité. La foule humaine n'a jamais mis en balance un amas d'idées avec une émotion. Elle ne s'arrête pas là où elle n'entend pas l'écho de son rire ou de ses sanglots.

III.

De fait, il serait aisé de démontrer que, s'il n'y a pas à beaucoup près la même profusion de science dans le premier *Faust*, la conception philosophique n'en est point pour cela inférieure. Je n'en veux d'autres preuves que ces deux types, celui qui noue l'action et celui autour de qui elle se noue : Méphistophélès et Faust.

Il ne faut pas s'arrêter ici au côté légendaire de la pièce et des caractères. Assez d'autres l'ont expliqué, commenté, et d'ailleurs, en suivant cette voie, nous nous écarterions trop facilement du sujet que nous nous sommes réservé d'étudier. Négligeons dans Méphistophélès toute cette partie du personnage si essentielle pourtant à l'action scénique, que le poète emprunte aux visions et aux terreurs du moyen âge : le diable faiseur de tours et soumis lui-même aux lois de la sorcellerie, le diable du pentagramme, celui de la taverne d'Auerbach ou encore celui du sabbat, voilà le Satan populaire, personnage fort accrédité auprès des paysans et des bourgeois, tel qu'il fallait le présenter à ces bons Allemands. C'est une de ces mauvaises connaissances que le public aime à retrouver sur la scène; mais le masque de Méphistophélès a deux faces très distinctes : l'une tournée vers la foule avec ses grimaces classiques et ses gentillesses traditionnelles, l'autre tournée vers le public qui pense, et celle-ci marquée d'un signe nouveau. C'est un Méphistophélès tout philosophique qui s'annonce dès le prologue dans cette scène hardie, imitée du livre de Job, où s'engage entre le Seigneur et le diable un pari dont l'âme de Faust est l'enjeu. Le Seigneur abandonne Faust comme sujet d'expérience à Satan. « Va, montre-toi librement, lui dit-il; je n'ai jamais haï tes pareils. De tous les esprits qui nient, le rusé est celui qui m'est le moins à charge. L'activité de l'homme peut trop aisément s'endormir; il se complaît bientôt dans un repos absolu : aussi je lui donne volontiers un compagnon qui stimule, qui opère, et qui, en qualité de diable, doit agir... »

Retenons cette curieuse définition du diable; elle est caractéristique. — Et d'ailleurs elle vient d'assez haut: elle vient d'un personnage fort autorisé, qui a ses raisons pour connaître le fort et le faible des créatures. Plus loin, dans la scène de l'évocation, quand le nuage en se dissipant révèle la présence d'un interlocuteur surnaturel, écoutez cet étrange dialogue :

« FAUST. — Comment te nommes-tu? Qui donc es-tu?

« MÉPHISTOPHÉLÈS. — Une partie de cette force qui veut toujours le mal et fait toujours le bien.

« FAUST. — Que signifie cette énigme?

« MÉPHISTOPHÉLÈS. — Je suis l'esprit qui nie sans cesse, et cela avec raison, car tout ce qui reçoit l'existence est digne de périr; aussi vaudrait-il mieux que rien ne prît naissance. Ainsi donc tout ce que vous nommez péché, destruction, en un mot le mal, est mon propre élément.

« FAUST. — Tu te nommes une partie, et te voilà néanmoins entier devant moi.

« MÉPHISTOPHÉLÈS. — Je te dis l'humble vérité. Si l'homme, ce petit monde d'extravagance, se croit d'ordinaire un tout, moi je suis une partie de la partie qui au commencement était tout, une partie des ténèbres qui enfantèrent la lumière, l'orgueilleuse lumière qui maintenant dispute à sa mère, la Nuit, son ancien rang et l'espace. Et pourtant cela ne lui réussit point; quelques efforts qu'elle fasse, elle demeure attachée à la surface des corps, elle émane des corps, elle les embellit; un corps l'intercepte à son passage : aussi j'espère qu'avant qu'il soit longtemps elle sera détruite avec les corps.

« FAUST. — Je connais maintenant tes dignes fonctions : tu ne peux rien détruire en grand, et tu t'y prends en petit.

« MÉPHISTOPHÉLÈS. — Et franchement je n'ai pas fait beaucoup d'ouvrage. Ce qui s'oppose au néant, le réel, ce grossier univers, quelques entreprises que j'aie déjà faites, je n'ai pu l'entamer avec les flots, les tempêtes, les tremblemens de terre, les incendies : la mer et la terre finissent par demeurer tranquilles. Et cette race maudite, cette engeance des animaux et des hommes, on ne peut d'aucune façon trouver prise sur elle. Combien en ai-je déjà ensevelis! Et toujours circule un sang jeune et nouveau. Cela marche sans cesse : c'est à devenir fou. De l'air, de l'eau, comme de la terre, s'échappent mille semences, dans le sec, l'humide, le chaud, le froid. Si je ne m'étais réservé la flamme, je n'aurais rien à part pour moi.

« FAUST. — Ainsi donc à la puissance éternellement active, salutaire et créatrice, tu opposes la main glacée de Satan... Étrange fils du chaos! »

« Je suis l'esprit qui nie sans cesse. » Méphistophélès se révèle lui-même comme le principe abstrait de la négation absolue. Il résume en lui toute la métaphysique du mal, par cela seul qu'il nie. Expliquons-nous.

Goethe, d'un seul mot, vient d'introduire Méphistophélès au centre des idées pures, de marquer son rôle et son rang dans la

philosophie de la création. Que le lecteur veuille bien se souvenir de la conception fondamentale du poète-philosophe sur le principe et l'origine des choses : tout va s'éclaircir à ses yeux. La création est pour Goethe l'éternelle évolution de la substance toujours en acte qui, du fond de l'éternité, réalise sans trêve tous les possibles. La nature est la série des forces et des formes, infinie dans le temps et dans l'espace : les forces et les formes composent une chaîne immense qui relie le plus humble et le plus obscur phénomène aux plus glorieuses manifestations de l'éternelle substance, sans qu'il y ait nulle part une solution dans l immense et vivante chaîne de l'être. Dieu, voilà le nom à la fois vulgaire et sacré de cette puissance de vie qui maintient la perpétuité de l'être dans la perpétuité du temps. A proprement parler, Dieu n'est pas un être, il est l'être. Deux grandes choses manifestent sa présence : dans l'âme humaine, c'est l'amour, c'est la joie, qui n'est que le sentiment de l'accroissement de notre être; dans le monde physique, qui n'est distinct qu'en apparence de l'autre, c'est le soleil, puissance fécondante. L'amour et la lumière, voilà les deux agens de la vie universelle, les signes de Dieu dans le monde.

Cependant quel ennemi secret « oppose sa main glacée à cette puissance éternellement active, salutaire et créatrice? » A mesure que s'étend ou que se répare la trame de l'être, quelle malfaisante industrie s'applique à rompre ou à nouer les fils du divin tissu? Que la vie est prompte à combler les vides dans les générations humaines qui se pressent à travers les siècles! mais que la mort est rapide à les ouvrir! Dans cette série infinie et si habilement liée des forces et des formes qui composent la nature, quelle force a en soi un principe suffisant de durée? Elle éclôt un jour, elle produit à la hâte quelques-uns des effets qui dorment dans son sein, elle s'épuise dans l'effort de sa production, et tout ce qu'elle peut faire, c'est de léguer son éphémère fécondité à une autre force qu'elle a excitée à la vie et qui la transmettra à son tour. — Que ces formes dont la nature est remplie sont harmonieuses! que la beauté est belle! mais hélas! avons-nous le temps seulement de les contempler, au moins dans l'ordre le plus élevé de ces formes, au degré supérieur où, dans l'organisme le plus merveilleusement préparé, éclôt la vie ayant conscience d'elle-même? Il semble que la bienfaisante nature n'ait le droit de nous montrer qu'un instant ces formes enchanteresses, cette Hélène éternelle de la poésie, et que la jalousie de quelque dieu inconnu nous envie même ces idéales voluptés de la contemplation désintéressée. A peine achevées dans leurs gracieux contours, dans l'harmonieuse proportion de leurs parties, ces formes divines s'altèrent, dépérissent, se décomposent. La beauté, cette

fleur de la vie, ne brille qu'un instant, et ne laisse après elle que le regret de notre impuissance à retenir cette frêle apparition; mais élevons-nous aux grands objets de la nature. La lumière, qu'adorait Goethe, la lumière, cette gloire sensible de Dieu, combien d'obstacles l'arrêtent et la brisent! Elle ne remplit que la moitié de la vie humaine, elle n'embellit qu'une faible partie du monde, elle n'éclaire la terre que par ses surfaces. Quel vaste et profond empire elle laisse à la nuit, aux ténèbres! — Quant à l'harmonie générale des êtres, si elle se maintient, c'est à travers des désordres toujours renaissans, à travers quelle lutte et quelle discorde des élémens! Partout où se manifeste dans le monde la puissance créatrice, une ombre se lève à côté, limite cette puissance, et dans une certaine mesure l'anéantit. C'est la destruction, c'est la mort, c'est le mal. De quelque nom qu'on l'appelle, c'est toujours au fond la négation. La négation, c'est bien là l'essence du mal, puisque de l'aveu de tous les métaphysiciens, qu'ils s'appellent saint Augustin ou Plotin, Platon ou Spinoza, Malebranche ou Hegel, le mal n'a pas de réalité positive, n'est pas un être métaphysique : c'est uniquement l'absence, la limite du bien, de même que l'ombre n'a pas de réalité positive, mais qu'elle est l'absence, la limite de la lumière, toujours la négation.

Cette doctrine générale de la métaphysique revêt dans le panthéisme un caractère particulier. Dans ce système, l'évolution divine que l'on appelle abusivement la création ne s'opère qu'à la condition que l'*un* devienne plusieurs, que l'essence absolue se divise, et en se divisant se détruise partiellement elle-même. En effet qu'est-ce que la distinction phénoménale des êtres dans cette doctrine, sinon une destruction momentanée et partielle de l'être absolu, se révélant dans des formes particulières qui ne diffèrent les unes des autres que parce qu'elles se limitent réciproquement? L'infini ne peut donc se manifester qu'en se limitant. Voilà un dogme universel dans toutes les écoles panthéistes, soit que comme chez les alexandrins on considère le monde comme une émanation de la troisième hypostase, et par conséquent déjà comme un affaiblissement du premier principe, un obscurcissement de la divine splendeur, soit qu'avec Spinoza on considère la *nature-naturée* comme l'ensemble des modes produits par les attributs infinis, lesquels sont eux-mêmes une déduction incompréhensible de la substance. Au milieu de toutes ces hypothèses spéculatives, un principe commun subsiste : la nécessité pour l'absolu de se révéler par le relatif, pour l'unité de se révéler par la pluralité, pour l'infini de se limiter afin de se manifester sous la forme du monde. Voilà le principe dont Goethe s'est emparé poétiquement, et qu'il énonce par la

bouche de Méphistophélès. « L'homme, ce petit monde d'extravagance, se croit un tout! moi, je sais que je ne suis qu'une partie de ce qui au commencement était tout, une partie des ténèbres qui régnaient avant la lumière, une partie du chaos qui s'agitait avant que la masse confuse des choses reçût son ordre et sa loi... » ou plutôt, car Méphistophélès est un logicien qui ne se laisse pas prendre à de vagues métaphores, « je suis le *néant* qui s'attaque au *réel*, partout où le réel se produit. » N'est-ce pas comme si, élevé à l'école de Proclus, il disait : « Je suis l'ombre où finit la divine lumière, » ou à l'école de Spinoza : « Je suis celui qui fait la diversité et la fragilité des modes divins, » ou à l'école de Hegel : « Je suis la limite où expire l'absolu en se manifestant? »

Méphistophélès est donc la part du néant dans l'œuvre divine : il est le représentant de *celui qui dit non*. Il n'est que cela, mais c'est assez pour qu'il ait son rôle et son rang en face de Dieu. Ce qui du reste est à noter, c'est que, dans le prologue au ciel, le Seigneur traite sans colère cet ennemi intime qui vit dans son œuvre pour la limiter et la détruire. Le dieu de Goethe est trop bon spinoziste pour s'en étonner ou s'en irriter. Il connaît la loi de sa propre essence; il sait que la substance éternellement active et vivante crée sa limite en se divisant, et qu'en ce sens Méphistophélès est sa première créature, étant le principe négatif attaché à toute la création. « Je n'ai jamais haï tes pareils, » lui dit-il. D'ailleurs il ne lui déplaît pas que le Satan métaphysique inquiète l'homme et même le désespère en lui faisant sentir à chaque instant les cruelles limites de son cœur et celles de sa raison, la fragilité de ses amours qui croyaient s'emparer de l'éternité, l'erreur et l'ignorance qui châtient sa science présomptueuse, l'effrayante stérilité de ses efforts devant l'immensité de l'œuvre qu'il doit accomplir. « L'activité de l'homme s'endormirait, si je ne lui donnais un compagnon qui le stimule sans cesse et le force d'agir... » Les dieux sont des dieux : « ils n'ont qu'à jouir de la beauté magnifique et féconde; » mais l'homme a sa propre destinée à faire et l'avenir de sa race à préparer. C'est le mal inévitable, toujours présent, toujours senti, qui devient ainsi le *stimulus* de l'activité bienfaisante, le principe de l'héroïsme, l'universel agent du progrès humain.

Sortons de la métaphysique où Goethe nous a fait pénétrer à la suite de Méphistophélès et rentrons dans le drame. Considérons le diable non plus comme le principe abstrait de la négation, mais comme un personnage réel, agissant. Nous verrons qu'il garde dans la vie active le même caractère conforme à son principe et à son essence.

Un commentateur allemand, M. Weisse, remarque très justement

que Méphistophélès ne hait pas les hommes, qu'il les méprise. S'il les perd, ce n'est pas pour se réjouir de leurs souffrances, c'est qu'il ne croit pas qu'ils vaillent rien de plus. Cette sombre mélancolie, cette fureur fatale que la foi chrétienne attribue au diable, est aussi étrangère à Méphistophélès que l'élément théologique dont il provient. C'est un diable bien élevé, bon compagnon en apparence, faisant figure dans le monde avec son habit écarlate galonné d'or, en petit manteau de soie, la plume de coq au chapeau, une épée au côté, aimant à causer avec les femmes, à rire toujours de lui-même et des autres. Le trait principal de son caractère est une froide insolence, une malignité qui ne va pas cependant jusqu'à la cruauté proprement dite, qui ne veut pas la méchanceté pour elle-même, mais qui cherche dans la méchanceté l'exercice de la sagacité de l'esprit, de toutes les facultés intellectuelles. — Je soupçonne Goethe, dans le caprice de ses généalogies fantastiques, d'avoir fait venir son diable de l'autre rive du Rhin. Sous les traits bizarres de Merck, le railleur ami du poète, Méphistophélès est un Français du XVIIIe siècle, de son vivant grand seigneur, ayant ses entrées à Versailles, dînant avec les encyclopédistes, un habitué de cette spirituelle marquise du Deffand, « qui n'espérait, disait-elle, que dans le néant. » Quand on vante si fort les charmes du néant, on a reçu les leçons de Méphistophélès, on a vécu dans le même monde que lui.

Remarquons bien le caractère négatif de son esprit. Goethe, s'entretenant avec Eckermann, a pris soin plusieurs fois de définir en ce sens Méphistophélès, de manière qu'on ne puisse s'y méprendre. A toutes les questions que son *famulus* lui adresse sur l'essence de ce grand personnage : « C'est un être essentiellement négatif, répond invariablement le poète; ne lui attribuez aucune énergie positive d'intelligence. » Il représente assez bien ce que l'on entend en France par le mot *esprit*; mais on se tromperait gravement, si on se servait pour le définir du mot allemand *Geist*, qui dit autre chose et plus. « Il y a dans *Geist* une idée de puissance productive qui manque au mot esprit. » Méphistophélès n'a donc de l'esprit que dans le sens le plus étroit de l'expression française. Or comment se traduit la négation dans l'esprit? Par l'ironie. L'ironie est par excellence le principe négatif de l'esprit, la faculté dissolvante à laquelle rien ne résiste, ni le génie, ni l'héroïsme, ni la science, ni la vertu. Il n'est pas de conviction si profonde, pas d'affection si pure où ne puisse pénétrer cette puissance destructive de l'esprit qui nie en riant. On a une défense contre l'attaque directe et les raisonnemens sceptiques. La négation qui, dans l'ombre des universités, s'exprime par les jeux savans de la dialectique suscite des

résistances aussi obstinées, aussi subtiles que l'attaque elle-même. Les antinomies de Kant n'ont jamais réduit au désespoir la raison humaine; mais il n'est pas d'esprit ou de cœur si bien trempé que ne puisse atteindre la pointe aiguë de l'ironie, et qui ne sente du même coup un froid mortel l'envahir, flétrir la fleur la plus délicate de ses idées ou de ses espérances, sécher la racine de ses amours, quand la raillerie satanique a trouvé le défaut de l'armure et la secrète issue d'une âme.

C'est avec un art supérieur que Méphistophélès manie cette arme légère et fatale. Il déploie dans cet exercice je ne sais quelle grâce perfide qui éblouit, et quand on a senti l'atteinte funeste, il est trop tard. Le cœur qu'il a touché pourra maudire son mal, il n'en guerira pas. Comme il gouverne Faust sans jamais tenter d'enlever de vive force sa volonté rebelle! Comme, pour le faire obéir, il lui fait sentir à chaque instant, en riant, la pointe de son glaive d'or! Comme il soumet habilement les dernières révoltes de sa raison et de sa volonté par la peur du ridicule! Faust est une intelligence puissante, il est d'un ordre supérieur; mais est-ce donc la première fois que le génie même tremble devant l'esprit, surtout devant cet esprit qui excelle à détruire et qui joue ce jeu terrible de montrer l'envers des choses divines et humaines, le mal et la laideur dans la création, le côté grotesque ou trivial de tout grand homme, le pédantisme dans la science, l'hypocrisie des grands mots, la fausseté des grands scrupules, la fragilité dans tout amour, la faiblesse dans toute vertu, la malice et la corruption secrète si aisément éveillées dans l'innocence même, pourvu qu'on mette à cette œuvre des précautions délicates et quelque soin! La vertu n'est qu'une affaire de temps : il faut pour en venir à bout plus de patience et de savoir-faire, voilà tout. On sait cela dans le monde, et le pauvre grand homme, qui n'a vécu que dans les universités, rougit des résistances de sa nature bourgeoise. Comment ne pas céder aux prestiges de ces belles manières, de cette gaîté froide, de ce cynisme élégant d'un diable qui assurément a vécu à la cour? La magie la plus dangereuse du vice a toujours été de rendre la vertu ridicule. Lorsque Faust fuit au désert, lorsque dans la solitude des bois il essaie de s'enivrer des charmes austères de la nature et d'oublier ceux qui ont failli le perdre, avec quelle adresse Méphistophélès le ramène à des images plus riantes, d'abord suaves et pures, puis bientôt à des désirs passionnés et brûlans, enfin à une sorte de fureur physique qu'il excite et gouverne à son gré! La gradation est admirable, et le dernier trait magnifique d'insolence.

« FAUST. — Fuis, entremetteur!

« MÉPHISTOPHÉLÈS. — Bien! vous me faites rire avec vos injures. Le Dieu

qui créa les garçons et les filles légitima en même temps le très noble métier de faire naître l'occasion. Allons donc! c'est un grand malheur en vérité! C'est dans la chambre de votre maîtresse que vous courez, je pense, et non pas à la mort! »

L'ironie de Méphistophélès n'est pas sans gaîté; mais la gaîté qu'elle produit n'a rien de commun avec cette joie expansive et confiante qui est un des plus aimables liens des hommes entre eux. C'est une gaîté sèche et dure, nerveuse et vibrante, froide comme l'acier, et dont la présence redoutée met à la torture les âmes naïves. Voyez comme Marguerite s'effraie et se replie sur elle-même au contact de ce personnage, si galant cependant et si spirituel. Dès qu'il est là, elle sent qu'un malheur surnaturel plane autour de ce qu'elle aime. Cette horreur instinctive n'est-ce pas le signe sensible de la puissance du mal dans une âme transparente? n'est-ce pas le dernier avertissement divin donné aux personnages du drame?

« MARGUERITE. — Cet homme que tu as auprès de toi, je le hais du fond de mon âme. De ma vie rien ne m'a blessé le cœur comme cet odieux visage.

« FAUST. — Chère mignonne, ne le crains pas.

« MARGUERITE. — Sa présence bouleverse mon sang.... Je ne voudrais pas vivre avec ses pareils.... On voit qu'il ne prend aucun intérêt à rien: il porte écrit sur le front qu'il ne peut aimer personne au monde.... Cela me domine si fort que, s'il vient seulement à s'approcher de nous, il me semble en vérité que je ne t'aime plus. »

N'est-ce pas l'effet infaillible et le signe des esprits négatifs que de produire autour d'eux, avec la honte du bien, la désaffection dans les âmes? Quand ils sont là, ne dirait-on pas qu'une main glacée s'étend sur les cœurs et en arrête l'essor divin? Reconnaissez au contraire les grandes intelligences, les esprits vraiment féconds à leur puissance d'expansion et à la joie qu'ils répandent autour d'eux. Sous le rayonnement affectueux de leur influence, tout s'anime à leur approche, les âmes s'épanouissent, la plus aimable vie se répand parmi les hommes : leur présence est un bienfait; elle est déjà comme une promesse du bonheur.

IV.

Faust est plus grand que Méphistophélès; il s'élève infiniment au-dessus de lui et par ses aspirations et par ses souffrances que raille l'esprit malin : « il n'use, l'insensé, ni de boisson, ni de nourriture terrestre: l'inquiétude le pousse dans l'espace: il connaît à moitié sa folie; il veut du ciel les plus belles étoiles, de la terre chaque sublime volupté, et rien de ce qui est proche ou de ce qui

est éloigné ne saurait calmer l'agitation profonde de son cœur. » A ces signes, le Seigneur, dans le prologue au ciel, reconnaît son serviteur. « Tout égaré qu'il est, il me sert encore, et je le conduirai bientôt à la lumière. » Ainsi la bonté de Dieu aperçoit jusque dans les tempêtes furieuses qui agitent cette âme le signe de son élection et le titre de sa grandeur. Et de fait après les terribles épreuves que lui suscite l'enfer qu'il porte dans son propre cœur, l'enfer de ses passions, Faust sera sauvé.

Le désir de la vérité, la douleur de ne la pouvoir atteindre, n'est-ce pas là en effet le double titre de l'homme? Faust est en même temps et cette misère et cette grandeur dont parlait magnifiquement Pascal. Il ignore, mais il sait qu'il ignore. Il doute, mais il souffre de douter. Tandis que Méphistophélès nie en riant et jette son froid sarcasme à travers le ciel et la terre, Faust se lamente et se désespère. Ces deux natures d'intelligence sont éternelles dans le monde et s'incarnent dans deux races qui se perpétuent à travers les siècles. Dans tous les temps se renouvelle cette triste famille d'esprits à la fois frivoles et insolens, les vrais fils de Méphistophélès, qui semblent nés pour faire la nuit ou la ruine partout où ils passent, railleurs implacables de tout effort héroïque de la volonté ou de la pensée, et dont l'activité perverse ne s'applique qu'à paralyser l'activité divine de l'homme, l'éternelle ouvrière du progrès. Il serait injuste de confondre avec cette race, née de Méphistophélès, les frères de Faust. Ceux-ci, même dans leur éloignement, restent encore dignes de la vérité. Si parfois ils en désespèrent, c'est pour l'avoir trop aimée. Le doute satanique a pour point de départ et pour but le néant; le doute vraiment humain vient de l'infini et y retourne. L'un nie qu'il y ait nulle part ni bien ni mal, ni vrai ni faux; l'autre se tourmente d'entrevoir à chaque instant des lueurs de la divine aurore et de les perdre sans cesse. L'un est une négation et un blasphème, l'autre est une aspiration de l'homme, du fond de ses ténèbres et de ses angoisses, vers la paix et la lumière. En un sens, il est encore une affirmation; dans quelques intelligences, il se change en une sorte de supplication, il devient presque une prière.

Si jamais ce désespoir dut agiter certaines âmes profondes et sincères, ce fut vers la fin de ce XVe siècle, à l'époque où la légende a placé la vie fabuleuse de Faust, sur ces limites confuses qui séparent la scolastique expirante du grand mouvement de la renaissance. La science officielle des universités était comme un vaste corps de doctrines dont l'âme s'était retirée. Elle ne subsistait plus que par la vénération qui s'attache aux choses antiques et par l'impossibilité de la remplacer. L'enseignement des écoles irritait l'intelligence par ses promesses et la trompait par son néant. Il fau

voir dans les célèbres monologues de Faust quelle sombre peinture de la passion dévorante, du savoir éternellement déçu, de l'exaltation de la pensée dans le vide et de son affaissement sur elle-même, de ses ivresses rapides et de ses défaillances, de l'ambition de tout saisir dans un grand effort et du désespoir de n'étreindre que des ombres et des mots! Faust est rempli de cette tristesse que donne aux esprits supérieurs le vague sentiment de la science vraie, quand ils la comparent à la science illusoire dont ils ont étreint le fantôme. A certaines époques de l'histoire, il y a ainsi comme des interrègnes dans l'esprit humain. L'idée qui les a soutenues longtemps s'est retirée des formes usées de la science : les formes nouvelles n'existent pas encore, et c'est à peine si l'imagination peut en tracer le vague contour. C'est le moment où les Wagner, les philistins de la métaphysique, les écoliers de la routine, triomphent, parce qu'ils ont à leur disposition les livres, les formules, et qu'ils croient dominer la foule humaine du haut de ces débris d'une science morte, que la première flamme va réduire en cendres et en fumée.

Une seule chose pourrait sauver Faust du désespoir et l'arracher aux extrémités où ce désespoir l'entraîne, aux sacriléges folies qui le fascinent. La science traditionnelle des hommes l'a misérablement trompé. La magie, qui est la science de l'enfer, va le perdre. Il pourrait échapper à la fois et aux déceptions du savoir humain et au piége infernal en se livrant aux influences de la bienfaisante nature. Cette voie de salut est offerte deux fois à Faust, deux fois il est près d'y entrer. Une sorte de fatalité le rejette en arrière parmi les hallucinations et les mensonges. Je crois que l'on n'a pas assez remarqué jusqu'à présent le combat qui se livre dans l'âme de Faust entre ces tentations contraires : celle qui l'entraîne dans l'empire ténébreux et qui finira par dominer en lui, celle qui l'attire vers la sérénité lumineuse et les harmonies divines de la réalité vivante, du vaste monde. Là est un des traits les plus philosophiques du personnage de Faust. On nous permettra d'y insister. Assurément ce drame intime s'est passé dans l'âme de Goethe lui-même, et l'on croirait entendre les confidences du poète quand Faust s'écrie : « Oh! si tu voyais ma souffrance pour la dernière fois, lune brillante qui m'as trouvé si souvent à minuit veillant à ce pupitre! Alors, ma triste amie, c'est sur les livres et le papier que tu m'es apparue! Ah! si je pouvais sur les cimes des montagnes marcher à ta douce clarté, planer avec les esprits autour de tes cavernes, à la faveur de tes pâles rayons courir dans les prairies, et, délivré de toutes les fumées de la science, me baigner dans ta rosée! » Il s'enchante à la contemplation de la vie universelle, et la décrit dans un magnifique morceau lyrique avec l'émotion sacrée que Goethe a dû ressentir plus d'une fois : « Quel ravissement à

cette vue s'empare soudain de mon être! Je sens la jeune et sainte volupté de la vie qui se rallume et ruisselle dans mes nerfs et dans mes veines... Suis-je donc un dieu? Pour moi tout s'éclaircit... La nature créatrice se révèle à mon âme... Comme tout s'agite pour l'œuvre universelle! comme une chose opère et vit dans l'autre! comme les puissances célestes montent et descendent, et se passent de main en main les seaux d'or, s'élancent du ciel sur la terre avec leurs ailes d'où la bénédiction s'exhale, et font retentir de sons harmonieux tout l'univers! » Jamais l'œuvre de la nature n'a été célébrée dans une plus belle poésie humaine. Faust, dans son mystique essor, rejoint à travers deux siècles Spinoza, et traduit en strophes splendides les théorèmes abstraits qui raviront un jour la raison de Goethe; mais l'heure n'est pas venue de pénétrer le grand mystère. « Quel spectacle! s'écrie Faust : hélas! ce n'est qu'un spectacle. Où te saisir, nature infinie? Et vous, mamelles, sources de toute vie, auxquelles sont suspendus le ciel et la terre, vers qui se presse la poitrine flétrie,... vous ruisselez, vous abreuvez, et je languis en vain!... »

Et lorsque, cédant à son ardente évocation, l'esprit de la terre apparaît devant lui en spectre de flammes, écoutez comme cet esprit, qui n'a rien de commun avec Méphistophélès et qui n'est rien moins que l'ouvrier divin de la nature, définit son œuvre : « Dans les flots de la vie, dans l'orage de l'action, je monte et je descends, je vais et je viens; naissance et mort, une mer éternelle, un labeur changeant, une vie ardente! Ainsi je travaille sur le bruyant métier du temps, et je tisse la robe vivante de la Divinité. » Qui ne saisirait sous ces belles images, heurtées, pressées, la véritable pensée du poète? « Naissance et mort, une mer éternelle, un labeur toujours changeant, une vie ardente, » voilà bien le spectacle de l'activité universelle et des transformations sans trêve de l'éternelle substance. « Cette robe vivante de la Divinité, tissée sur le bruyant métier du temps, » n'est-ce pas le voile brillant des phénomènes sous lequel se cache l'être immuable dans son austère et inaccessible majesté? N'est-ce pas le monde, avec ses formes et ses couleurs, révélation de l'idée pure, sans couleurs et sans formes, qui en détermine souverainement toutes les évolutions et déploie à travers ses harmonies réglées la loi de son essence, la divine fatalité? Faust croit toucher enfin à la clé de la vraie science : « Toi qui circules autour du vaste monde, laborieux esprit, combien je me sens près de toi! » Mais l'esprit ne juge pas que Faust soit suffisamment initié; il le repousse avec dédain. « Tu es l'égal de l'esprit que tu comprends; tu n'es pas le mien! » répond-il au présomptueux, et il disparaît. Faust retombe en proie au désespoir. Il s'est approché si près de la vérité libératrice, et le voilà plus pauvre, plus déshé-

rité que jamais! Il a vu briller devant lui l'aube d'une philosophie nouvelle, et il est rejeté au plus profond de la nuit. « Je ne suis pas ton égal! De qui donc?... Moi l'image de la Divinité! Et pas même ton égal? Moi qui déjà croyais toucher au miroir de l'éternelle vérité... Moi dont la force libre osait déjà, pleine d'espérance, se répandre dans les veines de la nature, et, devenue créatrice, goûter la vie des dieux, combien dois-je expier mon audace! Une parole foudroyante m'a emporté bien loin... Je ne dois pas me permettre de m'égaler à toi! Si j'ai eu la force de t'évoquer, je n'ai pas eu la force de te retenir! Dans ce moment délicieux, je me sentais si petit, si grand! Tu m'as repoussé cruellement dans l'incertaine destinée de l'humanité... Qui m'instruira maintenant? »

La contemplation des lois générales, l'idée de la vraie science, la vraie philosophie n'a pu sauver le docteur Faust. Il l'a entrevue un instant et l'a perdue aussitôt. Cependant on peut jouir de la nature simplement, sans arrière-pensée, sans aucun but scientifique, et même alors, réduite non en idées, mais en impressions pures, cette jouissance pourrait guérir une âme malade du mal de Faust. Il y a de telles influences maternelles dans l'air que nous respirons, dans le sol qui nous nourrit, dans le ciel qui nous éclaire, dans la limpidité des eaux, dans la sérénité des montagnes ou l'auguste profondeur des bois, que bien des désespoirs s'y sont calmés. Que d'âmes farouches s'y sont amollies! que de cœurs fermés s'y sont ouverts! Faust essaie de ce divin remède, et l'on peut tout espérer d'abord, quand on voit le docteur oublier, au milieu de la foule joyeuse, dans la campagne déjà parfumée par avril, ses soucis, sa fatigue de vivre et de penser, sa résolution de mourir et cette libation suprême que le son des cloches et les chants de la fête de Pâques tout à l'heure ont fait tomber de ses mains. « Montons quelques pas encore jusqu'à cette pierre... Ah! ne troublons pas la jouissance d'une heure si belle par ces tristes pensées. Vois comme dans les feux du soleil couchant brillent les cabanes entourées de verdure! Il marche et décline, le jour expire, mais le soleil hâte sa course, et fait éclore en d'autres lieux une vie nouvelle. Oh! que n'ai-je des ailes pour m'élever de terre et voler toujours, toujours, après lui!... » C'est une extase, et les extases ne durent pas. L'âme de Faust se rajeunissait dans le sein de la grande et féconde nature. Il aurait pu abandonner les rêves ou du moins les transformer en poésie vivante. Il aurait pu être à la fois homme et poète : il eût été sauvé; mais non, il va rentrer dans la nuit de son vieux logis et de ses sombres pensées. Après cette belle journée, après ces pures jouissances, la fatalité l'attend et ne lâchera plus une proie si belle. « Hélas! s'écrie le pauvre désespéré, je ne sens déjà plus la joie s'épancher de mon sein. Pourquoi donc faut-il que sitôt le fleuve

tarisse et que de nouveau la soif nous consume? » Cependant une dernière méditation philosophique l'arrête à cette heure suprême sur la pente qui l'entraîne vers l'illusion, vers le néant, personnifié par Méphistophélès. Il ouvre le Nouveau Testament, et son exégèse ardente et hardie a bientôt dévoré le texte divin. « Au commencement était le *Verbe.* » — « Me voilà déjà arrêté. Qui m'aidera à poursuivre? Je ne puis absolument donner tant de valeur à la *parole;* il faut que je traduise autrement, si je suis bien éclairé par l'esprit. Il est écrit : « Au commencement était l'*intelligence.* » Pèse bien la première ligne, et que ta plume ne se hâte pas trop. Est-ce l'*intelligence* qui fait et produit tout? Il faudrait lire : « Au commencement était la *force...* » Mais à l'instant même où j'écris ce mot, quelque chose m'avertit de ne pas m'y arrêter; l'esprit vient à mon secours : tout à coup je me sens éclairé, et j'écris avec confiance : « Au commencement était l'*action.* » — Voyez-vous par quelle progression subtile et savante le docteur passe de l'orthodoxie chrétienne au panthéisme le plus hardi? Le *Verbe* lui semble présenter un sens trop étroit. Le *Verbe* devient l'*intelligence,* et déjà nous sortons du christianisme pour entrer dans la philosophie pure; mais l'*intelligence* ne peut rien si elle n'est associée à la *force,* si elle ne se transforme en *cause.* Et la cause elle-même, n'est-ce pas une abstraction de rêveur et de métaphysicien? où a-t-on vu des causes en soi? qu'est-ce qu'une force en dehors des phénomènes où elle se réalise? Causes en acte ou forces réalisées, à la bonne heure, mais ne nous parlez pas de ces vagues puissances où dorment éternellement des séries d'effets possibles qui ne se révéleront jamais : tout cela, c'est le monde imaginaire des purs abstraits. Allons au fait, et coupons court à la rêverie métaphysique : disons « l'*action* éternelle. » Et ainsi, par une série de métamorphoses, l'Évangile de saint Jean sera devenu celui des panthéistes. « Au commencement était le Verbe; » lisez : « Au commencement était la nature en acte dans tous les siècles, le vrai Dieu, le seul Dieu. »

C'est le dernier effort de Goethe pour sauver à sa manière son héros des artifices qui l'entourent, pour le délivrer par la philosophie des prestiges où il va succomber. La pensée de Faust est trop vacillante encore pour s'enhardir dans cette carrière des idées nouvelles qui s'ouvre devant son esprit. Il ne s'y maintient pas et retombe dans la magie, qui était la philosophie occulte et défendue de son temps, la philosophie des libres penseurs, assez libres pour oser rechercher jusque dans l'enfer le principe et le secret des choses. Déjà depuis longtemps il s'est adonné à cette poursuite ardente des derniers mystères. « J'ai voulu voir si par la force et la

parole de l'esprit quelques secrets ne se seraient point révélés, en sorte que je n'aie plus besoin de dire avec des sueurs d'angoisse ce que je ne sais pas, que je reconnaisse enfin ce qui maintient l'univers dans ses profondeurs, que je contemple toutes les forces actives et les germes, et ne fasse plus un vain trafic de paroles que je ne comprends plus. » Il n'a que trop bien réussi. Le monde des esprits est à ses ordres, et Méphistophélès paraît devant lui. Alors éclate cette lutte suprême, décisive, entre le docteur, qui veut mourir tout entier avec le vieux monde où il a vécu et qu'il écrase sous un magnifique anathème, — et Méphistophélès, qui se moque de cette triste sagesse du désespoir et propose de lui apprendre ce qu'il ne sait pas, ce que c'est que la vie. « Non! répond Faust: sous tous les vêtemens, je sentirai les misères de l'étroite vie terrestre. Je suis trop vieux pour m'en tenir aux amusemens, trop jeune pour être sans désir. Le monde, que peut-il me donner? « Renonce, il le faut! il le faut, renonce! » Voilà l'éternel refrain qui résonne aux oreilles de chacun, et que durant notre vie chaque heure nous chante d'une voix enrouée... Le dieu qui habite en mon sein peut émouvoir profondément tout mon être; lui qui règne sur toutes mes forces, il ne peut les faire agir au dehors, et par là l'existence est un fardeau pour moi; je désire la mort, je hais la vie... Ah! maudit tout ce qui entoure notre âme de séductions et de prestiges! Soit dès ce jour maudite la haute opinion dont l'esprit s'enveloppe lui-même! Maudits soient les prestiges de l'apparence qui s'empare de nos sens! Maudite l'imposture qui, dans nos rêves, nous montre un fantôme de gloire et d'immortelle renommée!... Maudit soit le suc embaumé du raisin! maudites les suprêmes faveurs de l'amour! maudite l'espérance! maudite la foi! Et maudite, avant tout, la patience! » L'antique univers s'écroule bruyamment avec tous ses prestiges et toutes ses richesses. avec toutes ses réalités et ses mensonges, avec toutes les vertus qui en faisaient la vraie parure et les illusions qui en faisaient la splendeur, monde mêlé d'être et de néant, de bien et de mal, théâtre disposé pour l'activité de l'homme plus que pour son bonheur.

Un monde nouveau, plus brillant et plus magnifique, mais plein de mensonges, sans aucune des réalités ni des vertus qu'il a maudites, se révèle à l'imagination abusée de Faust. L'illusion déployée par un art magique s'élève, s'étend autour de lui, l'enveloppe et l'entraîne. A ce moment, Faust ne nous appartient plus, il entre dans une vie nouvelle. Le drame commence. Marguerite n'est pas loin, et avec elle les amours charmantes et fatales, les enchantemens, les délires, les crimes, toutes ces émotions qui s'enchaînent

et qui forment la trame merveilleuse du poème. Dès lors, comme il était juste, l'idée scientifique et philosophique s'efface de plus en plus devant le sentiment poétique et humain. C'est d'une autre critique que celle de la philosophie que relèvent la terreur et la pitié de ce drame immortel. Elles n'appartiennent plus qu'à l'art qui les a produites, qui les juge et qui les consacre.

Notons cependant le contraste simple et saisissant du caractère de Marguerite avec celui de Faust. A bien prendre les choses, la philosophie n'est-elle pas mêlée partout dans ce poème comme dans la vie?

Certes, s'il y avait dans toute l'Allemagne, à la fin du xve siècle, une âme incapable de comprendre Faust, il semble bien que c'était celle de Marguerite. Elle est séparée de l'intelligence de Faust de tout l'intervalle qui sépare le ciel de la terre. Comment comprendrait-elle cette ardeur dévorante de savoir, cette hauteur et cet orgueil de la pensée, ces lassitudes désespérées qui en sont le châtiment, ces orages qui descendent du cerveau de Faust dans son cœur, et qui tour à tour y produisent des courans furieux de passion et de sensualité? Comment aurait-elle l'intuition de ces phénomènes mystérieux et violens, de cette psychologie morbide de la raison humaine, elle, la simple fille qui appartient à un monde vulgaire par sa naissance, par ses habitudes, par les pensées et les relations au milieu desquelles elle passe sa triste vie? Si Faust est le révolté de l'idéal, à coup sûr Marguerite est bien l'humble fille de la réalité. Elle habite un pauvre logis, où elle élève sa petite sœur, où elle prend soin de sa mère infirme; elle n'a jamais dépassé l'étroit horizon de la rue où elle est née; toute sa société se compose de voisines médisantes ou bavardes. Elle a dû en prendre les vulgarités et les niaiseries. Toute sa littérature se borne à quelques *lieder* qu'elle a appris dès le berceau. Et, quand un sentiment vague commencera d'envahir son âme et de la troubler, elle n'aura pour exprimer ce trouble naissant d'un cœur qui s'ignore que quelques ballades comme celle du roi de Thulé, qu'elle chantera près de sa fenêtre, assise à son rouet, sans même comprendre par quelle harmonie la tristesse de ce chant se met d'accord avec sa peine secrète.

Et cependant, dès qu'elle paraît, un charme immortel se répand sur la scène. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'essence de Marguerite est la candeur; cette âme est la vie ignorante, la nature même; c'est le cœur de la femme avant toute science et toute expérience, dans son idéale transparence et sa naïve pureté. Certes, comme on l'a dit, ce n'était pas une médiocre hardiesse que de représenter une séduction aussi rapide, aussi aisée que celle de

Marguerite, sans blesser en elle l'idée de la dignité féminine. Il n'y avait qu'un être tel que la Marguerite de Goethe qui pût tomber de la manière dont elle tombe, et dans sa chute rester *intérieurement pure*. Un caractère de femme plus réfléchi, plus intelligent, aurait subi une tout autre dégradation. — C'est la science du bien et du mal qui dégrade dans toute faute : une âme inconsciente, comme celle de Marguerite, est chose fragile et profonde à la fois, presque irresponsable à force de candeur. En cela réside la poétique opposition entre les deux amans devenus inséparables par l'émotion du poète et par celle de la postérité. Ce qui a perdu Faust, c'est l'abus de la science; ce qui sauve Marguerite, même dans sa faute, c'est son ignorance presque divine. Elle conserve encore je ne sais quelle innocence qui la protége contre l'avilissement vulgaire de cette triste histoire : la séduction. Et tel est l'art du poète, que Marguerite, même coupable, demeure dans nos souvenirs comme un type de grâce et de pureté.

Chaque poète a dans son œuvre, parmi les créations de son génie, un type privilégié auquel il a confié quelques-unes de ses pensées les plus profondes, quelques-uns de ses rêves les plus chers, qu'il anime de l'essence même de son âme et d'un souffle de sa vie propre. La personnalité du poète se dédouble par un effet merveilleux de l'art, et cette partie détachée de lui-même, vivant par la grâce de la poésie, touchée du rayon de l'idéal, va se joindre à l'élite sacrée qui brille d'un éclat immortel dans la nuit des siècles. Pour Goethe, ce type choisi entre tous, objet de toutes ses tendresses poétiques, le fils privilégié de son âme en même temps que de son art, c'est Faust. Le poète a vécu de sa vie, souffert de ses doutes et de ses lassitudes infinies, aimé avec ces ardeurs des sens et aussi avec ce désespoir de ne pouvoir aimer davantage et de porter jusque dans les orages de sa passion la clairvoyance fatale et la tristesse de sa pensée. Hélas! qui le sait mieux que le poète lui-même? La pensée tue l'amour, et nul mieux que lui n'a connu ces luttes étranges où le cœur, trop éclairé, se désespère de ses sécheresses et de ses langueurs. De tous les supplices infligés à l'humaine nature, le plus cruel peut-être est l'impuissance d'aimer. Or quel amour peut résister à cette intensité d'analyse, à cette dévorante activité de la pensée, à cette puissance funeste de voir le fond des choses, d'apercevoir d'avance l'inanité de ces désirs qui remplissent tout l'être de leur violence et de leur bruit, la misère de ces bonheurs qui, tant qu'ils sont espérés, nous donnent l'image d'une félicité divine et qui, une fois obtenus, effraient l'âme de leur néant, la fragilité enfin de ces belles amours dont les sermens insensés s'emparaient de l'éternité et qui ont à peine la force de

remplir quelques années, s'éteignant misérablement avant la vie éphémère qu'elles devaient charmer? Les grandes âmes comme celle de Faust veulent mettre dans leurs amours l'infini qu'entrevoit leur pensée. Elles ne veulent pas aimer à moins. Et c'est précisément cette pensée qui, par ses puissances fatales, paralyse toutes les ardeurs, glace toutes les illusions, jetant ses froides clartés dans cette nuit enchantée du cœur que l'amour remplit de ses magiques prestiges. Voilà pourquoi, dans les scènes immortelles qui remplissent la première partie du *Faust*, l'amour qui nous ravit, c'est celui de Marguerite, qui seule aime véritablement jusqu'à en mourir, parce qu'elle aime avec toutes ses facultés poétiques d'illusion. Là seulement est l'amour, parce que là seulement est l'inexpérience du mal, la sublime candeur qui ne sait pas que tout ce qui est humain porte en soi sa fin et son néant. Qui oserait dire que Faust a vraiment aimé? Il le voudrait, il l'espère en vain. De tous les bonheurs terrestres, le seul qu'il envie désormais, c'est celui-là, c'est aussi le seul que son triste compagnon ne puisse lui donner jamais. Comment donnerait-il cette félicité suprême du délire sacré, de l'enthousiasme héroïque qui va jusqu'au don de soi-même, et qui est vraiment l'amour, le railleur funeste, destiné par son rôle, dans cette épopée divine et terrestre à la fois, à tout détruire, à tout nier, à tout flétrir? C'est là l'histoire du triste cœur de l'humanité, dans lequel se combattent éternellement ces deux principes, l'enthousiasme et la négation, l'amour et l'ironie. Et n'est-ce pas aussi, prise au plus profond de son âme, l'histoire du poète lui-même? Répondez, ombres tristes et charmantes de celles qu'il a rencontrées au printemps de sa vie, vous surtout, Marguerite, dont il a consacré le nom, vous aussi, Frédérique, et tant d'autres, qu'il a cru peut-être aimer un jour, et qu'il a si prudemment abandonnées sur sa route, de peur de ne les plus aimer le lendemain et d'embarrasser d'un souci inutile l'égoïsme souverain et la marche triomphale de son génie!

Le premier *Faust* est surtout philosophique par la conception des types et la peinture des caractères. C'est dans le second *Faust* que nous verrons la métaphysique du poète et sa philosophie de la nature se donner libre carrière, et qu'il sera intéressant d'assister à cette lutte étrange, où s'épuise le poète, entre la science et l'art : un art dominateur et superbe, s'efforçant de réduire sous l'empire de ses formes et de ses lois la science rebelle, et finissant par se perdre dans le symbole et dans l'abstraction pure.

E. Caro.

BARBERINE AU JOUG

ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE (1).

I.

Le déjeuner, à Bissett-Grange, est exempt de toute formalité. Sir Marmaduke Wentworth, le maître de la maison, s'éveille à six heures, et après avoir absorbé une ample écuelle de potage au gruau, — son unique repas du matin, — quitte le château pour aller tantôt d'un côté tantôt de l'autre visiter ses fermiers, inspecter le bétail, vaquer enfin à ses devoirs de grand propriétaire, que nul ne prend plus à cœur, au moins pendant six mois de l'année. Quant à ses hôtes, il les oublie absolument, et confiés au soin d'une espèce de factotum-parasite, le capitaine Stone, ils disposent d'eux-mêmes à leur gré. La table est servie, et de neuf heures à midi, selon le caprice de son sommeil et de son appétit, chacun des convives y vient prendre place.

Ils sont une douzaine tout au moins, et en bonne conscience on ne saurait en donner ici la liste. Arrêtons-nous à ceux dont le rôle importe à ce récit.

Dans ce personnage sérieux et volontiers muet qui arbore dès le matin un costume presque irréprochable, et qui vient d'entrer don-

(1) L'œuvre que nous voudrions introduire en France a fixé justement l'attention du public anglais sur M. Edmund Yates, déjà connu par quelques recueils d'*essais*, comme les *After office hours*, les *Pages on waiting*, etc. Ce qui a fait le succès du roman de M. Yates, *Broken to harness*, — *Rompu au joug* — (J. Maxwell, édit.), c'est une rare finesse d'observation ainsi qu'une remarquable exactitude dans les tableaux de la vie intime anglaise. Il y a de plus dans cette histoire un intérêt moral qui nous décide à l'interpréter librement, selon notre usage, en nous attachant à faire ressortir les parties qui méritent mieux qu'un succès local.

nant le bras à une charmante jeune fille, reconnaissons un des magnats financiers de la Cité, M. Townshend. Sa fortune est d'origine récente : elle a été faite dans l'Inde, à la suite d'un riche mariage avec la veuve quelque peu mûre d'un des grands spéculateurs de Calcutta. Ses autres antécédens sont perdus dans les ténèbres du passé. On ne lui connaît en Angleterre ni parenté, ni alliance quelconque; s'il fraie avec quelque membre de l'aristocratie, — s'il est par exemple un des hôtes de Bissett-Grange, — ce doit être en sa qualité de *moneyed-man*, fondateur de sociétés, distributeur d'actions à prime, et de par les bénéfices qu'il procure aux nobles cliens de sa maison de banque. Sa fille Alice appartient à la catégorie des jeunes personnes qui se piquent d'être romanesques, sans trop savoir au juste à quoi elles s'engagent. Ses jolis cheveux blonds abritent une cervelle d'assez mince étoffe, et sous sa large ceinture bat un cœur timide, — où ne manquent ni quelques instincts généreux, ni une certaine bonté native, mais que l'éducation a rétréci et dont elle a réduit l'action au plus strict nécessaire; charmante poupée, plastique et passive, dont un bon mari, — celui que lui donneront le hasard et la volonté paternelle, — tirera aisément parti, pourvu cependant que les grandes épreuves soient épargnées à leur félicité conjugale.

A côté d'elle est venu s'asseoir avec un empressement réel, une indolence affectée, un jeune homme auquel sir Marmaduke accorde une affection toute particulière. Fred (ou Frederick) Lyster, élève d'Addiscombe comme tous les cadets de haute race qui se destinent à la profession des armes, a servi dans l'Inde sous les ordres de Gough et d'Outram. Ses débuts étaient brillans et lui promettaient une belle carrière lorsqu'un de ses oncles, venant à décéder, imagina de lui laisser trois mille livres sterling de rente. Il est d'usage en pareil cas de donner sa démission, et Fred Lyster ne manqua pas de se conformer à l'usage. Depuis ce moment, il n'a guère existé, dans le monde élégant où il entrait, un oisif plus oisif, un ennuyé plus à charge à lui-même. Du moins le dit-il ainsi, poussant vers le ciel une plainte incessante; mais ceux qui ne s'arrêtent pas à la surface, — et sir Marmaduke est du nombre, sans qu'il y paraisse, — vous diront que sous cet air de sybarite dolent, sous ces grimaces de dandysme alangui, se cachent une âme droite, une raison solide, un bon sens précieux. Ainsi soit-il. Nous le verrons à l'œuvre.

A sa gauche est le couvert de miss Lexden : mais miss Lexden n'est pas descendue et ne descendra probablement pas. Il est bien rare qu'elle se donne la peine de venir déjeuner. On la sert chez elle d'habitude, chez elle, c'est-à-dire dans la plus belle et la plus

commode chambre du château, une vaste pièce donnant sur la portion la plus pittoresque du parc, et qu'on a remeublée tout exprès pour la lui consacrer exclusivement. Une pairesse d'Angleterre ne l'en ferait pas déloger et n'oserait d'ailleurs disputer aucun genre de préséance à cette altière et mordante personne, célèbre par son esprit, son égoïsme bien trempé, ses rapports avec les notabilités politiques et littéraires du continent. On vous nommerait au besoin les deux ou trois « anciens ministres » qui la tiennent au courant des affaires d'Espagne, d'Italie et de France. Elle correspond avec d'illustres exilés, qu'elle informe à temps et à propos de mille petites transactions diplomatiques soigneusement dérobées aux commérages de la presse. Là, par exemple, se bornent les services qu'ils peuvent attendre d'elle, et jamais une parcelle des amples revenus qu'elle applique exclusivement à la satisfaction de ses goûts individuels ne s'est égarée dans la caisse de ses amis politiques. — *Franchement, ce serait une duperie*, vous dirait-elle en français, avec un sourire à la Talleyrand, si vous vous avisiez en pareille matière de quelque sollicitation indiscrète. N'insistez pas pour savoir comment il se fait qu'une pareille personne, si médiocrement sympathique, exerce sur le propriétaire de Bissett-Grange un ascendant que son titre de cousine n'explique pas tout à fait, et obtient de lui des égards qu'il n'aurait pas pour la duchesse le mieux en cour, — ou si vous y tenez absolument, nous allons être réduit à trahir un des secrets de cet excellent homme. Sir Marmaduke, au beau temps où florissait Brummel, — peut-être un peu plus tard, mais n'importe, — était lancé dans les plus extravagantes dissipations, et Dieu sait ce qui fût advenu de son immense fortune comme de sa robuste santé, si, subitement frappé de la grâce, — de la grâce personnifiée en une jeune parente, — il n'eût été retiré par elle de l'abîme où il allait disparaître tout entier. Il l'aima loyalement, et lui avait déjà sacrifié la plupart de ses périlleuses relations, la plupart de ses tristes accoutumances, lorsqu'elle lui fut ravie après trois mois de mutuel « engagement. » Par bonheur, l'œuvre réparatrice était à moitié faite, et le souvenir de la fiancée qu'il venait de perdre, le respect des promesses qu'ils avaient solennellement échangées, protégèrent sir Marmaduke contre les tentations qui vinrent sans doute l'assiéger encore. Si nous ajoutons que cette cousine défunte était la sœur cadette de miss Lexden, nous aurons suffisamment éclairci, pour les esprits subtils et les cœurs bien doués, les relations presque fraternelles de sir Marmaduke Wentworth et de sa redoutable parente.

Arrivons maintenant à la belle Barberine, la nièce de miss Lexden, et saluons tout d'abord en elle la vogue qu'elle obtint dans le monde

quand sa tante jugea bon de l'y produire. Elle avait alors dix-neuf ans, et depuis ce glorieux début elle a bien perdu quelque chose de son éclatante et radieuse fraîcheur; mais que de grâce et d'élégance lui reste encore! quelle distinction dans cette taille souple et haute, dans ce front qui semble fait pour une couronne, dans la finesse de ce nez légèrement aquilin, dans le tour délicat et sculptural de ces petites oreilles rosées que dégagent les torsades massives d'une chevelure habilement maintenue! Et ces mains, en vit-on jamais de pareilles? Une seule fois peut-être, lors de la vente qui eut lieu à Gore-House, après la mort de lady Blessington. Ce jour-là, soigneusement mises sous verre et mollement étalées sur un coussin de velours noir, apparurent, modelées en cire par un artiste de premier ordre, deux mains fameuses dont nul pinceau, nul burin n'avait pu rendre l'exquise blancheur et l'irréprochable fini. Telles sont celles de miss Barberine, qui le sait de reste, et en joue comme une Espagnole de son éventail, car elle est ambitieuse et ne fait pas bon marché de son ascendant royal. A droite, à gauche, aux premiers rangs, aux derniers, elle entend qu'on plie le genou, et que nul ne résiste au charme vainqueur, pas plus celui-ci que celui-là, l'homme d'épée que l'homme de loi, l'adolescent dont la joue n'a pas désappris à rougir que le vieillard abrité sous sa chevelure de neige. On l'a vue à Oxford, durant la *commemoration-week*, tourner les têtes des vénérables doyens de l'université, comme au bal de la reine elle soulevait une espèce d'émeute parmi la fine fleur de l'état-major, et aux courses d'Ascott tenait groupée autour d'elle l'élite des *gentlemen-riders*, le tout parce que miss Barberine Lexden est passée maîtresse dans le grand art de cette coquetterie agressive et tambour battant, sans masque ni scrupules, qui trouble, déconcerte les idées reçues, s'affiche, se proclame sous le nom de *flirtation*, et de par sa hardiesse même revendique une foule de priviléges que personne au monde n'oserait lui contester.

A cela près, — mais n'est-ce donc rien que *cela?* — nous serions embarrassé de lui découvrir une supériorité quelconque sur la plupart des aimables personnes qui lui disputent les triomphes de salon et l'éphémère empire de la vogue. Elle n'est, en fait de facultés innées ou de talens acquis, ni au-dessus ni au-dessous de ce qu'un statisticien appellerait la « moyenne. » Sa belle voix de *contralto*, qui pourrait être conduite avec plus d'art, n'en a pas moins des vibrations sympathiques auxquelles se rendent, en dépit d'eux-mêmes, les connaisseurs les moins complaisans. Elle parle couramment le français, accentue l'allemand sans ces efforts gutturaux qui le rendent si désagréable; ses doigts courent lestement sur le clavier, et à défaut de solidité parfaite son jeu a tout le brillant re-

quis pour enlever les suffrages vulgaires. Bref, elle a tiré le meilleur parti possible d'une éducation bien incomplète.

Ces derniers mots demandent à être expliqués. Il faut savoir, pour les comprendre, que le père de Barberine, cadet d'une excellente famille, perdit tous ses droits aux libéralités paternelles en enlevant d'abord, en épousant ensuite la fille d'un vicaire du comté de Hereford, chez lequel il se préparait à ses derniers examens. N'ayant plus les moyens de se maintenir à l'université, force lui fut d'accepter un emploi subalterne que le crédit de sa famille lui fit obtenir. Là, comme beaucoup de gens déclassés, il perdit courage, contracta de fâcheuses habitudes, se créa des relations qui hâtèrent sa déchéance finale, et mourut à bout de ressources dans une prison pour dettes, laissant une veuve et une fille qu'il recommandait à sa sœur aînée restée célibataire et à laquelle allait écheoir l'héritage dont il s'était vu dépouillé par sa propre faute. Miss Susan Lexden, dans un premier moment d'émotion, vint voir ces deux pauvres créatures abandonnées qu'elle projetait de recueillir auprès d'elle; mais elle recula effrayée devant le visage flétri, la tournure épaisse, les dehors incultes de sa malheureuse belle-sœur. Cette demi-paysanne, transportée à Londres dans une sphère tout à fait infime, y avait pris un langage et des façons intolérables pour une société comme celle où miss Lexden s'était ménagé, non sans peine, une si brillante position. Aussi pensa-t-elle avoir fait suffisamment honneur à la recommandation de son frère quand elle eut assuré aux deux êtres qu'il lui confiait une petite annuité de cinquante livres sterling. Ajoutant à cet insuffisant revenu le produit de quelques travaux d'aiguille, la veuve parvint à se soutenir, elle et son enfant, jusqu'au moment où la mort vint l'enlever à son tour. Quelques années s'étaient écoulées; Barberine, assez grande pour n'être plus gênante, n'avait pas encore atteint cet âge où deviennent irrémédiables les vices d'une éducation mal commencée. De plus, elle se recommandait par les promesses d'une beauté remarquable. On amena donc l'orpheline dans l'imposante maison de Gloucester-Place, Portman-Square, où la vieille miss Lexden, quotidiennement visitée tour à tour par un ancien sigisbée, un médecin de bonne composition et un certain nombre d'amis intimes, soignant sa santé, faisant chère lie, promenant régulièrement sa précieuse et paresseuse personne dans un ample carrosse grassement attelé, menait une bonne existence, profane et païenne à souhait. La pupille qu'elle venait de se donner y jeta quelques agrémens de plus. A quatorze ans, certaines fillettes ont déjà le don de plaire et d'attirer. Miss Lexden vit quelques-uns de ses amis devenir plus assidus et se mettre en plus grands frais d'amabilité. Ce n'étaient ni les moins riches, ni les moins bien posés, ni les plus jeunes, ni les plus célibataires. —

Affreux pécheurs! disait-elle souvent *in petto;* mais elle savait gré à Barberine de ramener ainsi dans sa ruche l'essaim chaque jour éclairci qui menaçait de s'envoler tout à fait. Elle lui donna des maîtres de toute espèce, encouragée qu'elle était par les rapides progrès de son intelligente protégée. Elle l'envoya même passer un an à Paris dans un pensionnat de premier ordre, pour donner le dernier fini à sa prononciation française, — peut-être aussi pour l'initier à certaines grâces de maintien, à certaines finesses de regard qu'on dit particulières aux reines de Longchamps, aux premiers sujets de la Comédie-Française, et à ces déesses, inconnues ou trop connues, qui viennent aux avant-scènes parisiennes affronter le feu croisé des lorgnettes.

Le sol était riche et la semence abondante, la moisson devait être précoce. A dix-sept ans, miss Barberine avait déjà sur la conscience deux ou trois affaires, peu sérieuses il est vrai, mais qui pronostiquaient un bel avenir. Pour l'amour d'elle, un professeur de chant s'était fait congédier; un comte italien, surpris en flagrant délit de billets doux, avait été rudement malmené par le concierge du pensionnat, et que sais-je encore? Ces historiettes, fidèlement rapportées à miss Lexden, avaient le privilége de la faire rire aux larmes, et jamais elle n'était plus affectueuse, plus caressante pour sa nièce qu'après avoir reçu les confidences de cette gentille espiègle. A dix-neuf ans, celle-ci fut *présentée*, fit fureur comme nous l'avons déjà dit, et vit défiler à ses pieds le cortége des prétendans: tantôt un jeune pair, mal pourvu de biens, et qui guignait le désirable héritage de la vieille tante, ou bien un *commoner* opulent, mais un peu mûr, et d'un sérieux inquiétant, d'une jalousie manifeste, parfois un veuf bien avisé qui comptait sur son expérience du ménage pour écarter toutes les amertumes de l'hyménée et n'en goûter désormais que le miel. La belle les écoutait tous, n'en désespérant tout à fait aucun, et tirait doucement l'hameçon où ils étaient pris jusqu'à ce qu'ils se fussent mis complétement à sa discrétion. Elle les lâchait alors, et les laissait bouche béante sur l'aride grève. Dans la langue des *flirts*, cette situation désagréable s'exprime fort bien par le seul mot *stranded* (engravé), qui implique à lui seul une longue métaphore. Aux sages remontrances que se permettait miss Lexden, Barberine répondait simplement qu'elle ne se souciait d'aucun de ces gens-là, qu'à la loterie le quine seul peut compter, et qu'à tant faire que de se vendre, elle voulait être payée le plus cher possible, — propos d'une sagesse douteuse, mais qui, n'ayant rien de sentimental, ne portaient aucun ombrage aux idées mondaines d'une tante éminemment positive.

Veuillez remarquer en passant qu'un tel portrait ressemble à bien des originaux. On pérore volontiers contre la dureté des pa-

rens et contre leurs sordides calculs, mais très souvent ils jouent un rôle purement passif. Plus fréquemment qu'on ne pense, ces blanches et virginales poitrines logent un « cœur de roche, » comme disaient les romances d'autrefois, où n'a jamais pénétré le moindre rayon de tendresse, et pour lequel l'apogée du bonheur humain se résume par la jouissance d'un équipage et d'une loge à l'Opéra.

Si maintenant on ne connaît pas Barberine, en vérité ce n'est pas notre faute, car nous ne croyons avoir omis aucun détail essentiel. Un mot cependant : nous n'avons pas dit que le bleu était sa couleur favorite, et qu'elle préférait l'odeur de la violette à tous les autres parfums connus.

Pendant que nous nous attardions à la pourtraire ainsi, le maître de la maison est venu rejoindre ses hôtes, et, plongeant ses mains dans ses poches, il en retire deux lettres qu'il décachette sans cérémonie. — Bon, s'écrie-t-il ensuite, deux visages de plus pour ce soir... Stone, mon ami, donnez les ordres voulus en pareille circonstance... Tâchez de trouver deux niches à l'usage de ces nouveau-venus...

— Que vous nommez? interrompit Lyster.

— Que je ne nomme point, repartit sir Marmaduke avec une intention moqueuse... Depuis quand se permet-on de me questionner?

— Je me permets tout, comme vous savez, dit alors Barberine, qui s'était déjà levée de table pour se rapprocher du baronet, fort sensible à ses prévenances indirectes... Vous n'allez pas me rabrouer comme si j'étais un ex-capitaine de l'armée des Indes.

— Oh! vous... c'est une autre affaire... Je vous dirai tout, et d'autant plus volontiers que je ne vous apprendrai pas grand'chose. L'un de ces messieurs que j'attends porte le nom de Beresford. L'autre est un érudit professeur. Là, maintenant que voulez-vous de plus?

— Je ne demande rien à ce vaste univers, répliqua Barberine,... sauf une partie de *croquet* avec M. Lyster, si tant est qu'il soit disponible, ajouta-t-elle en voyant le jeune Anglo-Indien s'absorber imprudemment dans la contemplation de miss Townshend et de ses blonds cheveux.

Le *croquet* doit une bonne partie de sa rapide popularité à ce qu'il met en lumière, et sous le jour le plus favorable, quelques détails essentiels de la grâce féminine. On ne laisse pas traîner sur la pelouse, parfois humide, une robe à longue queue; tout ce qui gêne les mouvemens et dérobe aux regards les perfections d'un buste bien pris doit être écarté sans que personne puisse y trouver à redire; le maniement du marteau, l'agile action des pieds qui maintiennent la boule, le sourire qui accompagne un coup bien réussi,

tout cela compte pour autant de bénéfices nets, et si le calcul n'est pas toujours juste, il n'est jamais déraisonnable.

La partie achevée, les deux antagonistes, jusque-là silencieux, se redressèrent en face l'un de l'autre. Ce n'était pas absolument leur premier duel. Pendant deux fois vingt-quatre heures depuis leur rencontre à Bissett-Grange, ils étaient restés à l'état de puissances belligérantes, chacun d'eux essayant sur l'autre l'ascendant de ses fascinations; mais, se trouvant à peu près de même force, ils avaient, de commun accord, les atouts épuisés, abattu leur jeu et signé un traité de paix, voire un traité d'amitié pure, désintéressée et par conséquent inaltérable.

— Je vous assure, dit tout à coup Lyster à la belle Barberine, je vous assure que vous m'inspirez une pitié profonde.

— Bah! cher capitaine;... expliquez-moi cela, lui répondit-elle avec un sourire narquois.

— C'est que vous allez peut-être me trouver indiscret... Mais non, vous me savez déjà d'une franchise stupide... Eh bien! je vous plains d'être comme Cléopâtre dans *le Songe des Belles* (1), lorsqu'elle se plaint de cette forêt solitaire où elle n'a pas d'hommes à gouverner... Vous avez bien voulu m'épargner, ce dont je vous rends toute sorte de grâces, mais voilà une clémence qui vous réduit à la plus absolue disette... Où trouver désormais un sujet d'expérimentation? Sir Marmaduke, le capitaine Stone,... et puis rien, c'est à-dire rien au total... C'est peu de chose, savez-vous!... Mais j'oubliais les arrivans de ce soir... Connaissez-vous Beresford?

— Qui ne connaît le brillant commissaire de la *tin-tax?* Qui ne l'a quelque peu rencontré dans les salons officiels?... Mais, par cela même, son arrivée me donne peu d'espérance et me laissera probablement dans le fâcheux dénûment où vous étiez vous-même, cher capitaine, avant que la blonde Alice n'y eût mis ordre. M. Charles Beresford est de la race dont le poète français a dit :

. . . . . Corsaires à corsaires,
L'un l'autre s'attaquant, ne font pas leurs affaires.

— Soit; mais l'autre invité... le savant professeur?

— Ah! pour celui-là, mille fois merci!... Je n'aurais jamais pensé que vous me prêteriez les qualités voulues pour disputer à Minerve un de ses plus fervens adeptes... Et puis, veuillez y prendre garde, un si docte personnage doit nécessairement porter des lunettes bleues... Elles sont d'uniforme dans ce régiment-là... Ainsi barbouillé d'azur, comment voulez-vous que je l'éblouisse?... N'importe, il faut réfléchir à vos sages insinuations; mais pour cela quelques instans de solitude ne seront pas de trop.

(1) *The Dream of fair Women*, d'Alfred Tennyson.

Là-dessus, le saluant avec une humilité de commande, Barberine quitta la pelouse. Le capitaine la suivait de l'œil en allumant un *cheroot*. — Bon, se disait-il, je suis sûr qu'elle y pensait déjà... Belle créature, agile, souple, belliqueuse, une vraie panthère qui rentre à la jungle... Pour qu'elle ne m'ait pas tourné la tête, pour qu'elle me laisse aussi impassible, il faut que je sois devenu bien caduc... Miss Townshend cependant... Mais ce n'est vraiment pas la même catégorie de sentimens.

Le premier coup du dîner trouva Barberine à sa toilette. Elle recommençait à nouveau, pour la seconde fois, l'édifice compliqué de sa coiffure, dans lequel passait et repassait un long ruban de velours noir, coquettement fixé de côté par une magnifique turquoise. La robe était de soie bleue ornée de dentelles noires, et le tout s'harmoniait sans doute assez bien, car la belle enfant, sur le point de descendre, laissa un sourire d'adieu à son miroir. Dans le salon à peine éclairé, où dès son entrée sir Marmaduke lui présenta le « professeur Churchill, » qui devait lui donner le bras pour la conduire à table, elle put simplement constater qu'il était de haute taille et ne portait aucune sorte de lunettes, ni bleues ni autres; mais, une fois sous le lustre de la salle à manger, elle faillit laisser échapper un cri de surprise en se trouvant à côté d'un parfait *gentleman* âgé de trente ans au plus, et dont le visage mâle, encadré par une chevelure et une barbe légèrement ondées, était digne en tout point, avec son large front, sa pâleur mate et saine, de figurer sur une toile de Velasquez ou de Titien. Préoccupée en dépit d'elle-même par l'étrange différence de ce type élégant avec celui qu'elle s'était représenté d'avance : — Voyons, monsieur Churchill, demanda-t-elle à son voisin lorsqu'ils eurent échangé quelques lieux communs de politesse obligée, vous n'êtes certainement pas un professeur?

Un joyeux éclat de rire inaugura la réponse du jeune homme. — Si vraiment, reprit-il; du moins suis-je immatriculé comme tel sur les registres de la vieille université de Leipzig, et voilà pourquoi notre excellent amphitryon, qui par parenthèse est mon parrain, m'affuble de ce titre gothique... Je ne m'en pare jamais, croyez-le bien, miss Lexden, et la surprise que je lis dans vos yeux me prouve que j'ai raison... Vous ne me trouvez pas, semble-t-il, le « physique de l'emploi. »

— J'avoue, reprit Barberine un peu décontenancée, que je ne m'étais pas fait de vous une idée bien exacte.

— Je n'en dirai pas autant de vous, miss Lexden, et la réalité ne s'est pas trouvée inférieure à tout ce que j'avais pu entendre de plus flatteur sur votre compte... Au surplus, vous ne m'étiez pas absolument inconnue.

— Vraiment? s'écria Barberine, à qui cette nouvelle ne paraissait pas désagréable.

— Je vous avais entrevue, et plus d'une fois... Il y a dix ans, par exemple, dans un hôtel que vous habitiez tout enfant avec monsieur votre père,... beaucoup plus récemment à l'opéra italien, et enfin dans la grande allée de Hyde-Park, où nos chevaux se sont croisés quelques semaines avant la fin de la saison.

Une interpellation de sir Marmaduke rompit ici l'*à-parte* des deux jeunes gens, et tandis que Frank Churchill prenait le dé de la conversation, qu'il garda pendant le reste du dîner, Barberine restait livrée à ses réflexions : elles n'avaient rien que de favorable au nouveau-venu, dont elle trouvait la physionomie singulièrement spirituelle; il lui plaisait aussi par sa gaîté, son entrain juvéniles, tempérés par un tact exquis, une réserve naturelle, qui les maintenaient invariablement dans de justes bornes. Son attitude, son langage, toujours en parfaite harmonie, ne pouvaient manquer d'être appréciés par une personne chez qui l'habitude des salons avait développé le délicat sentiment des plus subtiles nuances. — Un professeur, se disait Barberine, un professeur ne va guère à l'opéra; un professeur ne monte pas à cheval; un professeur n'a pas ce parfait usage du monde. Jamais je n'ai rencontré un *gentleman* accompli sous l'habit d'un professeur, et le filleul de sir Marmaduke ne saurait être qu'un *gentleman*.

Après huit grandes journées de continuels rapports, de promenades en commun, de cavalcades à trois ou quatre, ces premières impressions de miss Barberine s'étaient plutôt affermies et consolidées. Frank Churchill n'était pas de ces natures superficielles bonnes pour l'apparat et non pour l'usage quotidien. Sa sincérité, sa droiture, donnaient une valeur exceptionnelle à ses plus simples paroles, à l'expression de ses moindres regards. Aucun mystère dans sa vie, limpide comme cristal. — Ma mère, avait-il dit à Barberine, m'a deux fois donné la vie. Je lui dois tout ce que je suis et le peu que je vaux. Vous seriez effrayée, si je les énumérais devant vous, des sacrifices qu'elle s'est imposés pour mon éducation, de la vie laborieuse qu'elle a menée jusqu'au jour où mon travail est devenu un gagne-pain. — Brodant sur ce texte avec une éloquence passionnée, il avait peine à contenir l'élan de la reconnaissance filiale que trahissait sa voix émue. Barberine, étrangère à cet ordre de sentimens, — malgré certaines analogies de situation qui la frappaient vaguement et lui causaient une sorte de remords, — contemplait avec intérêt ce beau visage qui semblait vibrer, ce regard presque humide où brillait une sorte de fierté attendrie. — Mon Dieu! s'écria-t-elle tout à coup. Quel bon fils vous êtes, et comme votre mère,... comme vous devez aimer votre mère! acheva-

t-elle en se reprenant, non sans avoir quelque peu rougi. Lyster, qui était en tiers ou plutôt en quatrième dans cette conversation, ne put s'empêcher de sourire et jeta comme à la dérobée un regard d'intelligence du côté de miss Alice Townshend, qui baissa les yeux, et sur les joues de laquelle on aurait pu remarquer aussi à ce moment même un léger supplément d'animation.

Churchill avait-il surpris quelque chose de ce dialogue muet? C'est ce que nous ignorons; mais il reprit avec plus de feu : — Ma mère résume pour moi toutes les affections de ce monde; espoirs et craintes, je partage tout avec elle; mes aspirations sont les siennes, aux heures de doute elle me fortifie et me console. En même temps qu'une mère, il semble que le ciel m'ait donné une sœur.

— Pourquoi ne dites-vous pas une femme? interrompit Barberine, dont l'accent cette fois avait quelque chose de sardonique... Savez-vous bien que vous nous parlez là d'une combinaison de rôles et de vertus qui se rencontre rarement?

— Pas si rarement que vous le pensez... dans notre classe du moins, reprit Churchill, en qui certaines notions *radicales* existaient à l'état latent, car habituellement il n'en faisait pas étalage. — Dans la vôtre, où la maternité n'est qu'une mission subordonnée...

— Laissons là ces distinctions arbitraires, interrompit encore une fois son interlocutrice. Les joies et les devoirs de la maternité ne sont pas, que je sache, affaire de caste, et je ne comprends guère votre manie de vous poser toujours en véritable paria. Si vous en étiez un, je vous prierais de m'aider à retrouver un gant que je cherche en vain depuis cinq minutes... Alice, capitaine Lyster, venez donc me prêter main-forte... Pourquoi vous écarter ainsi à tout propos?

Cette dernière question était, nous avons lieu de le croire, une réplique au malin sourire que s'était permis l'ex-capitaine et une allusion indirecte aux progrès que miss Townshend faisait évidemment dans son âme indécise. Nos deux couples se rejoignirent, et la conversation redevint assez insignifiante. Quant au gant, on le chercha mal, car il ne fut point retrouvé.

Le soir du jour où cette escarmouche avait eu lieu, Barberine se retira d'assez bonne heure. Elle sentait un vague besoin de se soustraire à une influence qui déjà l'inquiétait. Parker, sa femme de chambre, qui rarement échappait à quelque gronderie quand elle avait à démêler la chevelure touffue de sa jeune maîtresse, la trouva ce soir-là remarquablement accommodante. Deux ou trois écarts du peigne passèrent inaperçus. Une seule fois miss Barberine, à propos de rien, frappa de son pied mignon les fleurs veloutées du

tapis. — Sa classe, ma classe! pourquoi donc parle-t-il sans cesse de ces choses-là? se demandait-elle avec l'impatience d'une enfant gâtée.

Au même moment, Churchill, quittant le fumoir et renonçant aux causeries parfois un peu décolletées que les hommes se permettent au sortir de table, avait requis le sommelier de faire monter chez lui une bouteille de *claret*. Accoudé à la fenêtre du parc, sur lequel planaient les clartés de la lune, il avait allumé son vieux *meerschaum* et tentait cette épreuve délicate qui consiste à se débarrasser, en l'épuisant par elle-même, d'une pensée importune. Ce n'était pas un enfant d'amour féru, s'abandonnant à un rêve malsain; c'était un homme en pleine possession de lui-même, qui sent pour la première fois battre son cœur et lui demande compte de cette émotion inconnue. Revenant sur une idée qui l'obsédait : — Sans doute, se disait-il, sans aucun doute nous n'avons pas vécu dans la même sphère; entre sa position et la mienne il y a disparité complète, inégalité flagrante... Après tout cependant, le niveau de l'éducation existe pour tous : une vie sans reproche légitime des visées encore plus ambitieuses... Et si elle voulait,... si elle voulait...

La phrase ne s'acheva pas, mais Churchill, tirant de sa poche un joli petit gant gris-perle à deux boutons, y appliqua dévotement ses lèvres. Il est à craindre qu'un pareil enfantillage ne le déconsidère aux yeux de bien des gens. Et par exemple qu'aurait dit Harding, le rédacteur en chef du *Statesman*, s'il avait vu son *alter ego*, son plus vaillant acolyte, son collaborateur favori, en extase devant un brimborion pareil?

Le lendemain, Barberine arriva d'assez bonne heure au déjeuner. Par extraordinaire, Frank Churchill n'était pas encore descendu, — son couvert encore intact le prouvait de reste, — et à côté de ce couvert immaculé trois lettres étalées attendaient qu'on les vînt ouvrir. Barberine les remarqua; elle ne put s'empêcher de noter aussi que l'une d'elles, celle de dessus, serrée dans une longue enveloppe rose, portait une suscription singulièrement griffonnée. Les écritures ont leur physionomie, et celle-ci semblait attester une éducation peu soignée, des habitudes, une manière de vivre étrangères à toute espèce de raffinemens. La couleur inusitée du papier faisait ressortir encore l'inélégante disproportion des caractères qu'y avait jetés à la hâte une main de femme, — oui, de femme, sans aucun doute; — mais une main malhabile, brusque en ses mouvemens, une main alourdie par de vulgaires travaux, et dont les doigts, rouges peut-être, peut-être labourés par l'aiguille, carrés du bout à coup sûr, n'avaient jamais eu rien de commun avec les jolies griffes roses de miss Barberine.

Elle venait de s'asseoir, pensive, et n'avait pu détacher encore

son regard de cette lettre suspecte, quand Churchill entra le sourire sur les lèvres. Ce sourire s'éteignit, et la physionomie du jeune professeur prit quelque chose de contraint lorsqu'il eut aperçu à côté de son assiette, et par conséquent sous l'œil de sa jolie voisine, l'enveloppe de couleur rose. Il prit à la hâte les trois lettres, et, sans en rompre le cachet, les glissa pêle-mêle dans sa poche. L'incident ne pouvait avoir et n'eut en effet aucune suite apparente. Barberine se montra tout aussi gaie qu'à l'ordinaire, et quand elle partit avec miss Townshend pour une excursion projetée dès la veille, elle ne parut pas s'apercevoir que Frank Churchill ne caracolait pas comme de coutume autour du *break* qui les emportait toutes deux.

Le capitaine Lyster, quand elle rentrèrent, remontait dans un *dog-cart* l'avenue du château. — Je reviens de Brighton, leur dit-il par manière d'apologie. Il a bien fallu conduire à la station ce pauvre Churchill, que certaines nouvelles, arrivées ce matin, ont forcé de partir pour Londres... Son absence d'ailleurs ne sera pas longue. Nous le reverrons, il me l'a promis, d'ici à deux jours.

Ces derniers mots étant très expressément adressés à Barberine, elle ne se crut pas dispensée d'y répondre. — Avez-vous bien pesé la portée de ce que vous m'annoncez là? demanda-t-elle avec un sourire pervers... Prenez garde, capitaine, de nous induire en illusion!... Vous êtes sûr que Bissett-Grange reverra M. Churchill? Depuis le jour où nous parvint la nouvelle que Sébastopol avait succombé, l'Angleterre, savez-vous, n'a rien appris d'aussi important!

— Raillez, raillez, pensait Lyster; au fond, ma belle moqueuse, vous n'êtes pas aussi indifférente que vous voulez bien nous le donner à croire.

Peut-être bien le capitaine avait-il deviné juste. Ce brusque départ, avec lequel l'enveloppe rose devait avoir une connexité mystérieuse, tourmentait plus qu'elle n'eût voulu se l'avouer à elle-même l'inquiète et jalouse Barberine. Que n'eût-elle pas donné pour qu'un miroir magique lui révélât ce que faisait à cette heure précise l'ingrat fugitif sur les traces duquel s'envolaient ses pensées! — Si le ciel eût exaucé ce vœu, elle aurait vu Frank, tout seul dans un wagon de première classe, un numéro du *Times* à demi déplié sur ses genoux, pétrir entre ses doigts et contempler *con amore* un gant gris-perle.

II.

Faut-il rappeler que deux nouveaux hôtes avaient été annoncés par sir Marmaduke Wentworth aux résidens de Bissett-Grange, et

que de ces deux personnages un seul s'était montré fidèle à sa promesse? Le second, forcé, disait-il, d'ajourner sa visite, s'était excusé par lettre. Un employé du gouvernement est réputé ne s'appartenir point, et le commissaire de la *tin-tax* n'avait rien perdu par son inexactitude dans l'estime de ceux qui attendaient son arrivée. Reste à savoir si leur indulgence eût été la même en supposant que lecture leur eût été donnée du billet qui avait retardé le départ de M. Charles Beresford. Il était ainsi conçu :

« Que devenez-vous, mon bon Charley? Depuis trois grandes semaines, on ne vous a point vu à *la Tanière*. Je pars la semaine prochaine pour Scarborough, où m'attendent un certain nombre de mes élèves, et où l'on m'annonce que je pourrai acheter quelques bêtes de prix avant l'ouverture des chasses. Venez demain me demander à dîner. Vous trouverez quelques braves garçons, heureux de vous revoir, et parmi eux (aussi brave et aussi garçon que pas un) votre humble servante, fort désireuse de constater sur votre front dégarni les progrès de cette calvitie qui vous désole. Venez, Charley. A sept heures je compte sur vous. »

Pour unique signature deux initiales : un K et un M, c'est-à-dire, en toutes lettres, Kate Mellon. Et comme on pourrait là-dessus ranger ce nom dans une catégorie à laquelle il n'appartient point, nous avons hâte de rectifier les idées qu'auraient fait concevoir les familiarités épistolaires de cette demoiselle, demoiselle en effet, et des plus irréprochables, malgré l'accent cavalier de ses billets du matin; demoiselle sans peur, il est vrai, mais aussi sans reproche, car il ne faudrait pas accepter pour bon et prendre au pied de la lettre tout ce qu'en ont pu dire les personnes de son sexe qui jalousent sa beauté ou sa renommée équestre. — Bon, nous direz-vous, une écuyère vertueuse!... — Écuyère tant que vous voudrez; Kate Mellon effectivement l'a été dans sa toute première adolescence, mais depuis quelques années déjà c'est comme professeur d'équitation qu'elle tient l'établissement désigné sous le nom de « la Tanière » par ce nombreux public plus ou moins englobé dans les spéculations du *turf*. Ajouterons-nous qu'elle n'a pas sa pareille dans le grand art de dompter un cheval rebelle, d'assouplir, de discipliner le coursier le plus rétif, et que son intrépidité fait pâlir celle de maint jockey émérite? Sans doute nous dirons tout cela, quitte à toucher médiocrement certaines personnes que laissent déplorablement insensibles les grandes qualités d'un *horse-breaker*; mais, nous le dirons aussi, miss Kate, « bonne enfant » par excellence, a le cœur le plus droit, la conscience la plus tranquille, le bon sens le plus sûr qu'une mère puisse souhaiter à sa fille. Lancée dans le monde le plus aventureux, aussi peu protégée que possible, n'ayant pour sauvegarder sa dignité que les inspirations de son âme haute et pure, elle a su se

maintenir jusqu'ici, — nonobstant sa profession scabreuse, ses relations innombrables avec des gens de toute catégorie, le sans-gêne de ses manières, la liberté de son langage, — en possession de l'estime générale. Personne, on le sait, ne lui manquerait impunément. Une altière *lady*, à qui elle enseignait l'art de mener elle-même sa *barouche*, a voulu certain jour la traiter de haut en bas et la « remettre à sa place; » Kate est descendue sans mot dire, immédiatement, en pleine campagne, jetant les rênes au nez de sa noble élève, qui s'est trouvée fort mal à l'aise, et dont les chevaux rétifs ont failli mettre en cannelle le fragile équipage. Pas un mot équivoque n'est toléré à la table de miss Mellon, et on raconte qu'elle a cravaché en plein défilé de Hyde-Park un apprenti diplomate qui, s'étant impatronisé chez elle, avait donné à penser, par quelques propos tenus au club, qu'il n'y allait pas simplement pour le roi de Prusse. Aussi la connait-on maintenant, et dans la mesure voulue elle obtient le respect qu'elle mérite. Ses intimes sont avec elle sur le pied d'une familiarité que pas une femme du monde ne voudrait tolérer; mais cette familiarité, qu'ils savent sans conséquence, ne dépasse jamais certaines limites et n'encourage chez eux aucun espoir déplacé. *No nonsense about her*, disent les connaisseurs, et les meilleures familles, rassurées par cet arrêt, accordent leur patronage à miss Mellon, dont le manége est devenu le rendez-vous de la jeune aristocratie féminine.

Grand problème que ce succès, car enfin on ne sait rien des antécédens de la belle Kate : elle est sans parens, sans répondans connus. Les mieux instruits sont tentés de croire que son nom même ne lui appartient pas. Du moins n'est-ce pas celui de l'homme qui a traité pour la vente de la petite ferme sur l'emplacement de laquelle « la Tanière » a été organisée telle qu'on la voit maintenant. On a réparé l'habitation, aménagé, décoré les étables, construit le manége et les selleries, tout ceci sans l'intervention de la jeune fille au nom de qui l'achat de *Myrtle-farm* avait été conclu; puis un beau matin elle est venue prendre possession de l'établissement, que son zèle, son intelligence, son économie, ont fait rapidement prospérer. Quant au mystérieux intermédiaire, une fois son œuvre accomplie, on n'a plus entendu parler de lui. Le gnome, le farfadet a disparu sous terre. Cet être ambigu ne portait pas le nom de Mellon, et il approchait de la soixantaine; c'est tout ce que la mémoire des hommes a gardé de son passage.

Cet exposé complet n'était pas de trop, personne n'en disconviendra, pour qu'on voulût bien accompagner Charles Beresford au dîner de garçons que lui proposait si lestement notre amazone. Elle en donnait assez fréquemment de pareils, non sans émouvoir la bile puritaine de quelques-uns de ses voisins, indignés d'entendre

avant et après minuit le retentissement joyeux d'une espèce de bacchanale, des rires, des éclats de voix, souvent même des refrains profanes, sortir de cette maison habitée par une simple demoiselle. En comptant bien les chevaux qui avaient amené les convives ou les voitures de maîtres qui les venaient prendre, on s'assurait aisément qu'aucun d'eux ne s'oubliait après les autres. Aucun doute d'ailleurs n'existait sur ce point; mais il n'en était pas moins assez dépitant et de fort mauvais exemple que des gens si peu réglés dans leurs habitudes parussent aussi satisfaits, aussi exempts de remords, aussi disposés à s'amuser. Ainsi du moins le pensaient nos « saints » embusqués derrière leurs volets, ou se retournant sur leurs maigres oreillers.

Ce soir-là, leur pieuse animosité aurait eu quelques consolations. Tom Burton avec ses chansonnettes, le vieux capitaine Charleville avec ses effets d'argot, ne parvenaient pas à égayer le festin. *Charley* Beresford, ordinairement si plein de verve, — quand une fois il avait secoué les habitudes de la morgue administrative, — semblait ne pouvoir se débarrasser de quelque souci rongeur, et miss Kate, contrairement à ses habitudes peu mélancoliques, le suivait de l'œil avec une sympathie inquiétante. Profitons de sa distraction pour la contempler à loisir. Ses joues pleines et fermes, ses beaux yeux violets au regard loyal, l'or de sa chevelure où les clartés de la lampe allument par instans de fauves éclairs, sa petite taille, un peu forte peut-être, mais remarquable par ses proportions harmonieuses et bien accusées, ses bras dont la vigueur musculaire se laisse deviner plutôt qu'elle ne se révèle sous un derme blanc et serré, l'ivoire étincelant de ses dents mis à jour par le large sourire de ses lèvres opulentes, — en faut-il davantage pour faire comprendre que miss Mellon compte parmi les nombreux admirateurs de son talent plus d'un pauvre diable discrètement épris de ses charmes?

Un peu plus tôt que de coutume le dîner tirait évidemment à sa fin. L'entretien languissait : le rire sonore de miss Kate, enlevé de temps à autre par quelque saillie imprévue, baissait de ton et semblait étouffé par l'épaisse fumée des cigares, car on fumait devant elle : l'intrépide cavalière se serait méprisée, si l'odeur des *puros* et des *panatellas* l'eût incommodée le moins du monde. En ce moment même, une pincée de *latakié*, délicatement roulée dans un *papelito*, venait de se glisser entre ses lèvres roses et charnues. Les convives s'éclipsaient un à un. Il n'en restait plus que trois qui s'apprêtaient à prendre congé. L'un d'eux, Charleville, offrant à Beresford de le prendre dans son phaéton : — Merci, répondit ce dernier; je suis venu à cheval, et ma monture est déjà depuis cinq minutes au bas du perron.

— Je vous en demanderai encore tout autant, lui dit alors son hôtesse presque à demi-voix, mais sans aucun mystère. J'ai quelque chose à vous dire en particulier... Maintenant, Charley, ajouta-t-elle quand ils furent seuls, vous allez tout me conter, tout, absolument tout, sans feinte ni réserve.

Puis, comme Beresford essayait un sourire d'étonnement : — Ne prenez pas de ces airs-là, reprit-elle... vous ne réussiriez pas à me donner le change. Vous êtes battu de l'oiseau, vous n'avez plus le mot pour rire, vous êtes ennuyé, ennuyeux à porter le diable en terre; tout cela, chez un homme trempé comme vous, doit avoir des motifs sérieux... Exposez-les, vos motifs, et pas de vaines défaites!

Malgré ce que cette apostrophe pouvait avoir de familier dans la forme, Beresford ne put se méprendre à l'accent cordial des questions qui lui étaient ainsi adressées à brûle-pourpoint.

— *Vieille dame*, répondit-il (*old lady* étant un de ces nombreux sobriquets sous lesquels miss Kate se laissait volontiers désigner par ses amis), vous êtes un amusant échantillon de votre espèce, mais vous avez bon cœur, et je ne saurais m'empêcher de vous laisser mettre le nez dans mes petites affaires, ce qui est, je vous jure, un privilége assez rare... Je suis sur mes fins, ma bonne Kitty,... distancé, hors de concours... Cette année m'aura été fatale. La balance de mes paris se solde par un effrayant passif,... et je me trouve acculé à mes dernières ressources.

— Pauvre Charley! dit alors la belle enfant, qui l'écoutait avec un intérêt profond. C'est donc une *déveine* complète...

Même aux heures d'émotion, dominée par l'habitude, notre amazone se laissait aller, comme on voit, à parler cette « langue verte, » ce *slang* spécial qui modifie peu à peu le vocabulaire classique.

— Je suis coulé, corps et biens, reprit Beresford, si quelque bon mariage ne me tire de là.

— Un mariage!... Vous pensez à vous marier? s'écria miss Mellon avec un étonnement sincère.

— Et comment n'y pas songer?... Ah! si le ciel m'envoyait une bonne petite femme bien dotée, comme je planterais là le *turf* et ses hasards!... Quelle aimable et bourgeoise existence je m'arrangerais, émaillée de bons dîners et de paisibles habitudes!... Je ne voudrais plus monter que des chevaux d'évêque, et ma femme aurait un mari modèle, c'est moi qui vous en réponds... Le malheur est que les héritières les mieux accommodées sont aussi, de par une invariable compensation, les plus laides et les plus disgracieuses.

— A la bonne heure, Charley; mais on ne peut pas tout avoir...

Marié, vous!... Pourquoi cette idée ne peut-elle m'entrer dans la tête?...

Ils demeurèrent quelques instans silencieux et pensifs, Kate regardant Beresford et celui-ci absorbé en apparence dans la contemplation du hideux fantôme qu'il venait d'évoquer : une femme riche et laide liée à lui en vertu de nœuds éternels! Tout à coup, par un mouvement assez brusque, miss Mellon se rapprocha de la table où il était accoudé, et tambourinant une espèce de pas redoublé :

— La position est grave, dit-elle en personne qui prend son parti; elle veut être pesée à loisir. Nous venons de constater ensemble qu'il ne faut pas s'attendre à trouver avec de l'argent toutes les autres qualités réunies au grand complet... Il y a cependant concessions et concessions... On pourrait sacrifier à la fortune non la beauté, mais le rang...

— D'accord, répondit le brillant commissaire en secouant la cendre de son cigare,... les sacs au besoin tiendraient lieu de parchemins,... et je ne suis pas intraitable sur le chapitre des aïeux... Encore faut-il trouver ce phénix... Vous en chargeriez-vous, *old lady?* Ce serait un fameux service à me rendre.

— Pourquoi pas? reprit Kate, qui le regardait toujours. On pourrait indiquer telle personne dont l'origine, il est vrai, n'a rien de flatteur, mais qui ne manque ni de sagesse ni de bon sens, et qui, sans être absolument belle, n'a pas de quoi se croire déplaisante.

— Vous l'appelez?

— Une brave fille, continua Kate, qui certainement s'attacherait à vous, qui vous soignerait fidèlement, et dont vous n'auriez jamais à vous plaindre.

— Je connais l'antienne, passons sur les qualités... Peut-on savoir?

— Sa modeste fortune, elle l'a honnêtement gagnée. Elle ne vous cacherait rien de son passé, car il n'a rien dont vous dussiez rougir...

Tout en parlant ainsi avec un accent de plus en plus animé, miss Kate s'était peu à peu laissé glisser de sa chaise sur le tapis; les deux mains sur les genoux de son interlocuteur décontenancé, elle tenait fixé sur son visage un regard à la fois brillant et suppliant. Ses mains fiévreuses avaient rejeté en arrière sa chevelure abondante; ses lèvres entr'ouvertes semblaient attendre, altérées, la réponse qui allait décider de son sort.

Cette réponse, suspendue un moment, puis articulée mot à mot, avec lenteur, ne laissait aucun doute, aucun espoir.

— Ceci, chère Kate, est tout simplement impossible.

— Impossible! répéta la jeune fille éperdue.

— Comment vous figurez-vous... Mais à quoi bon entrer dans de pareilles explications?... Votre démarche est la preuve que vous ne les comprendriez même pas... C'est ma faute au surplus; je ne devais pas lever ce lièvre-là... Maintenant adieu, chère petite, et ne me refusez pas une poignée de main amicale... Vous m'écrirez, n'est-ce pas?... Adieu, chère enfant, nous nous reverrons d'ici à peu.

Elle lui avait abandonné ses mains glacées, et demeura immobile, même après avoir entendu, sur le sable des allées, le pas du cheval qui s'éloignait. Peu après néanmoins, elle se redressa, frappant du pied le parquet et des deux mains voilant son visage inondé de larmes; puis elle courut à son bureau. Là, sans s'arrêter, avec une impétuosité passionnée, elle couvrit de son écriture hardie quatre ou cinq feuillets de papier historié qu'elle glissa dans une enveloppe rose. L'adresse fut ensuite ainsi tracée : — Frank Churchill, *esq.*, aux bureaux du *Statesman*.

Peut-être est-il inutile d'ajouter que des bureaux du *Statesman* cette lettre fut renvoyée à Bissett-Grange, où elle passa, on l'a vu, sous les yeux de miss Barberine. En revanche il serait bon de nous demander ce qui autorisait Charles Beresford à regarder comme impossible, « absolument impossible, » d'accepter la combinaison charitablement imaginée par miss Mellon. Dix ans plus tôt, à la bonne heure! Le refus allait de soi. Beresford, quoique sans fortune personnelle, avait à Londres une existence claire et nette, un rôle bien défini, une réputation de jeune homme qui lui ouvraient de brillantes perspectives. Dans la cohue des *routs* aristocratiques, sa haute taille et sa gracieuse figure étaient pour ainsi dire inévitables. Personne n'était plus répandu, plus connu, plus généralement accepté de tous et de toutes. Les officiers des *body-guards*, tout comme les douairières de Portland-Square, les membres du corps diplomatique et les divinités éphémères du corps de ballet vivaient avec lui dans les meilleurs termes. Les comédiens à la mode recherchaient son patronage, et l'imploraient franchement quand il s'agissait de placer les billets de leur « bénéfice; » il avait pour tante la veuve d'un ancien secrétaire d'état et pour oncle un évêque, chez lesquels il dînait trois ou quatre fois par saison, quitte à les planter là de bonne heure pour expier derrière les coulisses de quelque théâtre, ou dans la libre atmosphère d'*Argyll-Rooms*, les sournoises concessions qu'il venait de faire à l'esprit de famille. Ajoutez aux devoirs de la vie de salon, aux plaisirs de la vie de club, les distractions du *sportsman* et celles de ce jeu acharné qui s'établit à propos des courses : vous comprendrez sans peine comment, jusqu'à sa trentième année, Beresford, libre de tout assujétissement et de toute préoccupation sérieuse, fut un des jeunes

gens à la fois les plus oisifs et les plus occupés de ce bas monde. nous ne dirons pas un des plus heureux, car chacun envisage le bonheur à un point de vue particulier.

Mais à cette époque, — sans raisons apparentes, — son étoile sembla pâlir. De secrets embarras entravaient sa marche, autrefois si leste et si dégagée. Il partit pour Bruges, sans qu'on pût assigner d'autres motifs à cette disparition que le désir d'échapper à certaines importunités désagréables; puis, un office public venant à vaquer, on vit l'oncle évêque et la veuve de l'ancien ministre assiéger de leurs instances le personnage le plus influent du cabinet. Il s'agissait d'un friand morceau, un des commissariats de la *tin-tax*, que l'on croyait destiné à M. Simnel, le secrétaire de cette administration spéciale. M. Simnel, malheureusement pour lui, venait de déplaire au ministre par son initiative quelque peu envahissante, et Charles Beresford, le neveu de qui vous savez, revint de son exil momentané pour prendre possession d'un siége au bureau de Rutland-House, les *solicitors* de sa tante et de son oncle s'étant empressés d'arranger ses affaires avec des créanciers que l'espérance rendait plus accommodans. Charles Beresford cadet sans le sou et Charles Beresford fonctionnaire public, certain de recevoir aux guichets de la Banque, sur *cheques* non sujets à protêt, la somme annuelle de mille livres sterling répartie en quatre termes, n'était plus à leurs yeux le même personnage. Il le comprenait du reste ainsi, et mit aussitôt une sourdine à ses habitudes les plus bruyantes. Les héros du pugilat, les hôtes ordinaires des foyers dramatiques, les maîtres de ces tavernes où se tient ce qu'on pourrait appeler la « bourse du *turf* » le voyaient encore, mais plus rarement, et il s'était arrangé pour que son nom, désormais officiel, fût remplacé chez eux par la simple désignation de « Guv'nor (1). » Heureux homme, s'il avait su porter en toute chose le même esprit de prudence et de modération! Mais il avait, comme tant d'autres, la main d'autant plus ouverte qu'il y tombait plus d'argent. Il appartenait à trois clubs différens. Son appartement de South-Audley-street ne ressemblait en rien à ce qu'on appelle un logement de garçon. Un phaéton-poste et trois chevaux, dont un de selle, des parties à Richmond, un grand luxe de gants frais et d'orfévrerie, en fait de vins toutes les recherches du vrai connaisseur, chaque année un voyage à Bade, — il n'en fallait pas davantage pour que, deux ans après son entrée en charge (il en avait alors trente-six), Charles Beresford, en sus de son revenu dévoré jusqu'au dernier *farthing*, se vît en retard de trois ou quatre mille livres. Or il ne pouvait ni transiger avec ses nouveaux créanciers,

(1) Abréviation du mot *governor* qui équivaut à celui de *father* partout où la familiarité domine le respect filial.

ni réclamer devant les tribunaux le privilége de l'insolvabilité. La presse, la maudite presse, eût poussé de beaux cris! Et le ministère, qui avait à sauver du *haro* deux ou trois brebis galeuses, n'aurait pas manqué d'apaiser l'indignation publique en lui sacrifiant, comme naguère on sacrifia Jonas, l'infortuné *commissioner*. Encore s'il se fût agi de simples fournisseurs! mais comment se tirer d'affaire avec la compagnie d'assurance auprès de laquelle deux amis, tous deux riches et bien placés, avaient consenti à lui servir de caution? Comment se débarrasser du *solicitor* Parkinson, qui voulait bien « faire le papier » de Beresford, mais seulement lorsqu'une seconde signature y était apposée?... Non, non, il était bien *sur ses fins*, comme il l'avait avoué à miss Mellon, et le mariage seul pouvait encore sauver ce naufragé du célibat, surnageant à grand'peine et battu des flots.

C'est d'ailleurs ce que lui répéta le secrétaire Simnel, dont le cabinet, protégé contre les intrus par une double escouade d'obséquieux huissiers, abritait leurs conversations intimes, peu faites pour les oreilles du premier venu. Simnel, véritable enfant de ses œuvres, devait sa position à son active entremise dans les élections de Combcardigham, où le candidat ministériel, le candidat whig, eût infailliblement succombé aux influences tories sans les efforts spontanés de ce personnage, alors simple *partner junior* d'une agence d'affaires. Récompensé de son zèle, six mois après, par un emploi relativement inférieur dans le *Tin-tax office*, il avait mis à profit l'ineptie de quelques-uns des commissaires, la vie dissipée de quelques autres, l'ignorance de celui-ci, la paresse de celui-là, pour devenir la cheville ouvrière, l'homme indispensable de cette mécanique administrative. On le respectait pour son infatigable assiduité, la netteté, la vigueur de son esprit, la régularité de sa conduite. On le craignait, et les commis tremblaient devant lui, malgré son affabilité un peu sévère, parce qu'on le savait à l'occasion froidement implacable. Beresford, qui s'était mis dans sa dépendance en lui empruntant par cent et deux cents livres une somme assez élevée, éprouvait pour lui ces deux sentimens presque à dose égale. Jamais il n'entrait chez le secrétaire du conseil sans une certaine palpitation de cœur, un certain émoi que tout écolier connaît bien pour les avoir éprouvés sur le seuil de la classe. D'un autre côté, par un inexplicable phénomène, il ne pouvait rien cacher à ce mentor sardonique et froid, dont la pénétration eût d'ailleurs déjoué ses ruses les mieux ourdies.

C'est en riant d'un air contraint et en affectant un dédain, selon nous, assez déplacé, qu'il fit part à Simnel de la sentimentale proposition de miss Mellon. Son récit fut accueilli avec un silence de mort. Le secrétaire était sérieux, attentif, et si son interlocuteur

avait étudié avec plus de soin le jeu de sa physionomie, il eût constaté çà et là les symptômes d'une émotion contenue. De l'incident en lui-même Simnel ne parut tenir aucun compte : le refus de Beresford était tout naturel; l'union d'un fonctionnaire de cet ordre avec une maîtresse d'équitation offrait des inconvéniens trop palpables pour qu'il pût exister à cet égard deux opinions. En pareil cas, on hausse les épaules, et tout est dit. D'autre part, la nécessité d'un hymen mieux assorti — et surtout plus avantageux encore sous le rapport de la fortune — n'était pas d'une moindre évidence. Une occasion de ce genre pouvait se rencontrer à Bissett-Grange; il fallait donc partir, se montrer, vaincre et conclure au plus vite. Les deux avisés personnages passèrent en revue les hôtes de sir Marmaduke. Tout compte fait, Barberine et miss Townshend furent les seules dont on pesa sérieusement les qualités et le mérite : encore la première fut-elle à peu près écartée. Beresford, qui l'avait souvent rencontrée, désespérait d'une prise si difficile, redoutant une coquetterie si expérimentée; il se méfiait surtout de miss Susan Lexden, cette tante armée en guerre, ce Talleyrand en jupons que n'éblouirait certainement pas son auréole officielle et qui, d'une lieue, flairerait en lui le coureur de dot aux abois. Quant à miss Townshend, il ne la connaissait que par les propos du monde : on la disait très douce, très naïve, très romanesque, et rien en elle n'écartait l'idée d'un rapide entraînement. On pouvait donc tenter l'aventure, mais une question préalable qui se présente d'elle-même au début de toute campagne arrêtait net l'entreprenant commissaire : le nerf de la guerre faisait défaut. Devait-il espérer que Simnel lui vînt encore en aide?

A son grand étonnement, ce créancier modèle fit lui-même un premier pas dans ce sens. — M. Townshend est puissamment riche, dit-il à Beresford, mais son passé ne m'a jamais paru d'une limpidité complète. C'est ce qui empêche bien des gens de songer à sa fille, et ce qui pourrait le déterminer en votre faveur. Allons, allons, l'heure est venue de donner un coup de collier... N'est-ce pas huit cents livres que vous me devez? ajouta-t-il en consultant pour la forme un petit registre de comptabilité.

— Huit cent vingt-cinq, répondit Beresford avec une légère grimace; mais je ne demanderais pas mieux que la dette fût portée à mille... Les chiffres ronds ont toujours eu mes sympathies. D'ailleurs, continua-t-il pour prévenir toute objection, le taux de l'intérêt...

— Oh! mon cher, interrompit Simnel, nous ne parlerons pas de ceci... Vos six pour cent, je les trouverais facilement avec de tout autres garanties... Les actions privilégiées de Bombay, le Grand-Central Luxembourg, vingt autres compagnies que je pourrais vou

nommer paient au moins cela, et mieux que cela... Si donc vous pensez me rendre service...

— Pouvez-vous donc douter de mes intentions? interrompit à son tour le commissaire. Ne sais-je pas tout ce que je dois à votre obligeante amitié? Si jamais j'étais à même de m'acquitter...

— Vous le pourrez, si vous épousez miss Townshend, ajouta vivement Simnel, qui semblait pressé de le ramener à la question.

Quand Beresford fut parti, emportant un bon de deux cents livres sterling sur la *London and Westminster bank*, Simnel, renversé sur son fauteuil et tenant ses genoux à deux mains, resta comme perdu dans la contemplation des choses futures. — Va, disait-il *in petto*, va te heurter à une porte fermée. Pour que ce banquier te donnât sa fille, il faudrait qu'il ne l'eût pas déjà promise au vieux Schröder... Par parenthèse, à quoi répond cette combinaison, en elle-même assez étrange?... Les *Pernambucos*, les *Cotopaxis* y doivent être pour quelque chose. Townshend en avait gardé plus que sa part. Il y a aussi la faillite de cette compagnie d'assurance qui lui emporte de dix à quinze mille livres sterling... Ah! mais dites donc, n'allez pas vous ruiner! ajouta-t-il, toujours à part lui, avec un sourire dont il avait le secret, et sans qu'il fût aisé de savoir à qui s'adressait une telle recommandation... Que vaudrait alors ce morceau de papier déposé là, dans le double fond de ce tiroir, comme une poire pour la soif?... Il sera bientôt temps de s'en servir... Quant à épouser Kate, mon bon Charley, c'est une affaire qui ne se conclura pas de mon vivant, et j'ai barre sur vous aussi, mon aimable cadet.

III.

Quand une passion naissante obtient quelque répit, elle est sujette à d'assez brusques retours. Après trois ou quatre jours passés à Londres, Frank Churchill, rendu au sentiment des réalités humaines, s'étonnait presque d'avoir pu rêver un mariage avec la fière miss Lexden. — Est-ce donc là, se demandait-il, la femme qui convient à un pauvre diable comme moi. Ai-je un cadre à lui offrir qui soit digne de cette beauté splendide? N'y aurait-il pas anomalie flagrante entre les habitudes de sa vie passée et celles qu'il faudrait bien, de toute nécessité, lui faire adopter, lui imposer au besoin? Elle qui se meut jusqu'ici dans les sphères supérieures, comment la plier à nos modestes usages? Suis-je d'ailleurs en état de la maîtrîser, de la guider comme il convient? — En se posant cette dernière question, le jeune homme interrogeait les souvenirs des relations, assez limitées d'ailleurs, qu'il avait eues avec quelques-unes de ses contemporaines plus ou moins attentives à ses hommages;

mais ces souvenirs cosmopolites ne lui fournissaient aucune indication applicable à sa situation présente. Comment naviguer au milieu de tant d'écueils? Il ne pouvait se dissimuler que Barberine eût manifesté pour lui des dispositions éminemment favorables; mais fallait-il abuser de ce flatteur entraînement? Sa beauté, son esprit, ses relations, tout légitimait chez elle l'espoir d'un brillant mariage. Ces avantages lui constituaient une sorte de « capital » sur lequel il ne pouvait se croire aucun droit, puisqu'il n'avait pas à lui en offrir les équivalens, — une vie ample et commode, un certain état de maison, mille superfluités que l'accoutumance lui rendait indispensables. Transplantée du West-End en pleine Mésopotamie (1), comment se ferait-elle aux solitudes de Great-Adullam-Street et de Teglat-Pileser-Square, quartiers inconnus du beau monde, et les seuls cependant que pût habiter un rédacteur habituel du *Statesman*, sous peine de dépenser en loyer d'abord, puis en voitures, le plus clair de son revenu, gagné jour par jour? Plus de dîners priés, plus de bals, plus de soirées! De temps en temps une loge d'opéra, revenant-bon de la profession littéraire dû à l'obligeante camaraderie du critique musical! Mais Barberine monterait-elle volontiers jusqu'à cette loge haut perchée? Habituée des avant-scènes, consentirait-elle à se laisser voir dans le voisinage presque immédiat de ces niches triangulaires auxquelles un public irrévérent a donné le nom pittoresque de *bonnets d'évêque?*

Une fois entraîné au courant de ces vulgaires considérations, le pauvre Frank voyait crouler successivement ses châteaux en Espagne. Il voyait aussi arriver à la file un nombre indéfini de marmots, et son humble logis devenir trop étroit, et les privations engendrer les privations, car il ne spéculait en aucune façon sur les problématiques générosités de la tante Susan. Qu'arriverait-il dans telle hypothèse désastreuse, si son travail venait à manquer, sa santé à décliner, le *Statesman* à changer de propriétaires? « Impossible, cent fois impossible! s'écriait-il intérieurement avec une conviction désespérée. C'est du repos qu'il me faut, et ce repos, les huit jours passés à Bissett-Grange ne me l'ont pas donné, bien au contraire... J'y reviens, mais seulement pour toucher barre et m'enfuir bien vite... Où donc alors? A Scarborough peut-être?... Oh! non, j'ai mes raisons pour ne m'y pas montrer... J'irai quelque part, au bord de la mer, passer tout un mois à prendre du poisson et à faire des ricochets sur l'eau... Je dormirai, je fumerai, je m'abêtirai à plaisir... Nous reprendrons ensuite le harnais, sans trop de regrets, il faut l'espérer, et dans tous les cas sans avoir failli à nos devoirs. »

(1) *Mesopotamia*, équivalent d'*Old-Jewry* (Vieille-Juiverie), un des quartiers les moins aristocratiques de la capitale anglaise.

C'est dans le wagon du chemin de fer que maître Frank formait ces résolutions héroïques. Et cependant où était le gant gris-perle? Où voulez-vous qu'il fût, si ce n'est entre les doigts du jeune voyageur solitaire? Au bout de la longue avenue, il renvoya le tilbury qui l'avait amené de la station, il voulut gagner à pied le château. Les arbres, à peine effleurés par l'automne, étaient d'une couleur magnifique; le ciel resplendissait. La brise, un peu fraîche, balayait çà et là les premières feuilles tombées. Un chevreuil, de temps à autre, avançait la tête hors des taillis, où il rentrait en froissant les branches sonores, effrayé par quelque bruit lointain. Un de ces paysages anglais, calmes, opulens, bien ordonnés, dont la main de l'homme respecte en les émondant la richesse et la grâce! Churchill, tout en l'admirant, ne put s'empêcher de porter envie à l'heureux possesseur d'un si beau domaine, car son radicalisme, assez légèrement trempé d'ailleurs, ne l'empêchait pas de comprendre, à la vue de ces splendeurs héréditaires, les bienfaits relatifs de la primogéniture féodale. Aux électeurs indépendans de Brighton ou de Southwark, il eût paru bien peu digne de leurs suffrages; mais nous saurons compatir à sa faiblesse, nous saurons comprendre les regrets et les aspirations d'un pauvre amoureux empêché d'épouser celle qu'il aurait choisie, faute d'un château, d'un parc et d'un équipage à lui offrir.

Tout à coup, en plongeant ses regards dans une grande allée de pins, embranchement de l'avenue où il marchait, Frank aperçut tout au fond de cette allée, adossée contre une barrière, seule, immobile, la tête inclinée en avant, une femme qu'il reconnut à l'instant même malgré la distance; c'était, ce ne pouvait être que Barberine. — Irait-il à elle? passerait-il son chemin? — L'alternative lui appartenait complétement, et la question fut vite résolue. Trois minutes s'étaient écoulées à peine, qu'il arrivait près de miss Lexden.

Le cœur de Frank battit d'une singulière force lorsque Barberine, en se retournant au bruit des pas, tressaillit de prime abord comme une personne prise en flagrant délit. — Déjà de retour! s'écria-t-elle ensuite avec un petit rire nerveux... Personne ici ne s'attendait à vous revoir si tôt.

— Et moi qui me croyais en retard! répliqua Churchill. Mon séjour à Londres s'est prolongé au-delà de toutes mes prévisions... Je n'en suis pas moins très heureux de vous retrouver, et de vous retrouver ici,... sur le théâtre même d'une de nos meilleures promenades... Vous n'êtes certainement pas venue y chercher des souvenirs.

— En vérité, non, car je les estime à leur juste valeur, dit Barberine, qui, remise une fois, semblait se draper dans un manteau de glace... Mon expédition de ce côté avait un objet beaucoup

moins romanesque. Il s'agit simplement d'un gant que j'ai perdu, mais auquel je tiens, et que je voudrais retrouver... C'est tout près d'ici qu'il a dû tomber, monsieur Churchill...

— Serait-ce par hasard ce gant? demanda tout à coup le jeune homme en tirant de sa poche une boîte de cuir de Russie achetée tout exprès pour servir d'asile au cher petit gant gris-perle.

— Précisément, reprit sans autre observation la belle promeneuse, dont les paupières abaissées laissèrent jaillir un vif éclair.

— Je l'ai trouvé l'autre jour en revenant de la chasse, reprit Churchill, et je m'étais promis de vous le restituer sans retard... Veuillez excuser cet oubli...

Tout en lui donnant une si vaine explication, il la regardait fixement, et, comme elle n'ajouta plus un mot, ils marchèrent quelques instans à côté l'un de l'autre dans le plus complet silence.

— Connaissez-vous M. Beresford?... Charles Beresford? reprit enfin Barberine.

— Il m'est arrivé de le rencontrer; mais nous ne voyons pas le même monde.

— Quelle importance vous attachez à ces questions de caste, et comme vous y revenez avec acharnement! Après cela, chacun a sa marotte. M. Beresford n'est donc pas de vos amis?

— Je n'ai pas l'honneur de compter parmi les siens. Pourrais-je savoir à quelle pensée répond la question que vous me faites?

— Je vous le dirais si je le savais moi-même... Ce monsieur est amusant, il a du succès à Bissett-Grange,... et je regrette qu'il soit venu si tard... Nous partons jeudi, ma tante et moi...

Cette dernière phrase, savamment amenée, ne fit pas tressaillir Churchill, qui répondit du ton le plus naturel : — Je profiterai encore moins que vous du séjour de M. Beresford, car je ne serai plus ici demain soir.

— Demain!... je m'en doutais, poursuivit Barberine, un peu honteuse de son exclamation... Ceci d'ailleurs va de soi,... vous devez avoir tant à faire...

— Pas le moins du monde... Je compte employer tout un mois à bayer aux corneilles dans quelque établissement de bains de mer.

— Naturellement : c'est assez l'usage en pareille circonstance... Où serez-vous, je vous prie? Avez-vous en vue l'île de Wight ou les côtes du Devonshire?

— En pareille circonstance! s'écria Churchill, abasourdi cette fois. De quelle circonstance voulez-vous parler, miss Lexden? Il me semble que nous jouons aux propos interrompus.

— Croyez-vous? Après cela, je suis peut-être indiscrète, — indiscrète comme la renommée, monsieur Churchill. Elle nous a porté la nouvelle de votre prochain mariage.

— Mon mariage? Je me marie, moi! Vous avez pu prendre au sérieux cette mauvaise plaisanterie?

Il n'y avait pas à se méprendre sur la valeur d'une si chaleureuse dénégation, et Barberine, voyant son interlocuteur trembler de la tête aux pieds, commençait à se sentir dans un fort grand embarras; mais elle tâchait de faire bonne contenance.

— Pourquoi donc aurais-je refusé de croire à un bruit dont M. Beresford se faisait l'écho? reprit-elle avec une fausse assurance. — Elle continua ensuite d'une voix bien moins élevée : — On nous avait donc trompés, monsieur Churchill?

— Miss Lexden me permettra de penser qu'elle aurait pu s'en douter plus tôt... Ou bien elle ne m'a pas compris, ou bien elle a de mon caractère une idée bien fausse... J'en suis réduit à la prier d'écouter sans trop de colère un aveu dont je comptais m'abstenir, tant je trouve moi-même qu'il est insensé... Si jamais une femme porte mon nom, mademoiselle, cette femme sera Barberine Lexden...

Ici la jeune fille ne put s'empêcher de tressaillir et sembla un moment vouloir parler, mais Frank continuant : Permettez, encore quelques mots, et j'ai fini... Vous savez que je comprends, que j'apprécie toute la distance qui nous sépare (Barberine à ces mots laissa échapper un geste d'impatience)... Mon orgueil, ma susceptibilité, ma délicatesse, — donnez à ce sentiment le nom que vous voudrez, — aurait certainement clos mes lèvres... A présent qu'elles ont trahi mon secret, je ne saurais m'humilier en le désavouant... Veuillez me répondre, Barberine, ne me laissez pas cet affreux doute!

Excessivement pâle et s'étayant à la barrière auprès de laquelle, sans s'en apercevoir, ils étaient revenus, elle ne répondait rien à ces pressantes adjurations. — Miss Lexden, s'écria-t-il de nouveau,... je demande, j'implore une décision immédiate.

Pour toute réponse, elle lui tendit le gant qu'il venait de lui rendre.

Barberine, l'instant d'après, était enlacée dans les bras de Frank.

Il est tout un ordre de sentimens que la parole humaine semble déflorer en y touchant, et nous ne suivrons pas dans les sentiers fleuris de leur rêve ces jeunes gens que le hasard d'une rencontre venait ainsi d'engager l'un à l'autre, sans qu'une volonté délibérée, un calcul froid et conforme aux lois de la raison, eussent précédé cette résolution, également imprévue pour tous les deux. Pendant trois ou quatre jours, encore maîtres de leur secret, ils éprouvaient un véritable ravissement à se chercher, à se rejoindre furtivement, à échanger çà et là quelques paroles à double entente,

quelques regards d'intelligence. Un serrement de main chaque soir, un ou deux baisers muets à l'abri de quelque charmille, des nuits sans sommeil où chacun devinait que l'autre ne dormait point, et qui se trahissaient à leur rencontre matinale par d'étranges pâleurs, — voilà, pour ainsi dire réduite en chiffres, la somme totale de leurs félicités. Churchill partait régulièrement pour la chasse avec les autres invités de sir Marmaduke. Après le *lunch*, il se dérobait sans qu'on y prît garde, — car il avait accoutumé ses compagnons à l'indépendance de ses allures, — et venait retrouver Barberine, encore plus habile que lui à s'isoler, à se *retraire*. Tout ceci était charmant et empreint de l'enfantillage qui est le plus grand charme des premières amours; mais il fallut bien à la longue que leurs causeries, jusque-là si douces, si abandonnées et d'une poésie si vagabonde, prissent enfin un tour plus pratique et plus positif. Le premier qui s'en avisa fut naturellement Frank Churchill. — Nous menons une vie de lotophages, dit-il à Barberine, — assise près de lui sur un banc de gazon et dont il tenait la petite main dégantée, — tout en suivant du bout du doigt les ramifications des petites veines violettes qui couraient sous le délicat épiderme... Il serait imprudent de s'endormir ainsi sur « l'amarante et les lentisques » chantés par Tennyson (1). Mes vacances expirent à la fin du mois... Ne faut-il pas d'ailleurs, *my darling*, que j'aille tout préparer pour vous recevoir? Vos résolutions ne sont pas ébranlées par tout ce que je vous ai dit de votre existence future? Vous êtes bien décidée à me sacrifier le monde, ses pompes, ses fêtes, ses enivremens?... Vous ne voulez pas, comme j'ai cru devoir vous le proposer, suspendre pour quelques mois votre décision finale?

— Qu'il ne soit plus question de cela! s'écria sa jolie compagne avec un accent résolu. Rien ne me répugne autant que l'idée de vivre loin de vous, au milieu de ce monde que je prends chaque jour en horreur, et de vous savoir seul, attelé à d'ingrats travaux... Tout cela pourquoi? pour nous retrouver ensuite plus vieux de six mois ou d'un an, et nantis de quelques guinées que vous n'avez pas aujourd'hui!... Vraiment non... Qu'ajouterait, qu'enlèverait à notre bonheur un peu plus, un peu moins d'aisance? continua Barberine, qui, depuis l'âge de discrétion, n'avait pas eu à se refuser un seul de ses caprices.

— Pauvreté n'est pas vice, disait-on à un philosophe, reprit Churchill. D'accord, mais c'est un ennui de premier ordre, riposta le sage en faisant la grimace. Pensez, enfant, à la Mésopotamie et à ses laideurs, pensez aux abominables fiacres où il vous faudra monter; pensez que Parker, votre élégante soubrette, ne sera plus là

(1) Allusion au poème intitulé : *The Lotos-eaters.*

pour tresser vos cheveux de ses mains adroites, pensez à vos triomphes de Rotten-Row (1), qui ne se renouvelleront plus!... Ah! vraiment, lorsque j'y songe, il me prend de furieux remords, et je suis tenté de me sauver comme un homme sollicité à mal faire.

Sa pantomime n'était pas tout à fait d'accord avec son langage. Soulevé sur son coude, il passait et repassait une main caressante sur les noirs bandeaux de sa bien-aimée. Pour lui répondre, elle se pencha tellement qu'un souffle tiéde passa sur les joues de l'heureux fiancé. — Répétez ce blasphème, lui disait-elle... Voyons si vous osez le répéter! — Au lieu d'accepter ce défi, maître Frank se haussa de manière à mettre ses lèvres de niveau avec le front candide qu'on semblait lui présenter. — Vous oubliez donc que j'ai connu la pauvreté, moi? continua l'aimable enfant. Quand je vivais avec mon malheureux père, nous luttions contre une misère implacable, et qui vous ferait envisager comme le comble de l'opulence cette vie dont vous prétendez m'exagérer les rigueurs. D'ailleurs ne serons-nous pas deux à les partager? Taisez-vous, monsieur, vous n'avez pas le sens commun!... Achetez-moi seulement un de ces livres... comment les appelle-t-on?... un *Parfait cuisinier*, je crois,... et vous verrez à l'œuvre un talent que vous ne me supposez guère...

— Ceci me décide, reprit l'amoureux, riant aux éclats. Après tout, l'idée de renoncer à vous n'a rien qui me charme. Maintenant passons aux voies et moyens. Les difficultés ne nous manqueront pas. Votre tante...

— Ma tante vous a toujours marqué beaucoup d'égards.

— Sans doute, sans doute, elle me traite, vu ma position... Barberine, veuillez ne pas froncer le sourcil!... elle me traite, dis-je, fort poliment, sous toutes réserves, et avec cette affabilité particulière dont les gens du monde ont le secret quand ils veulent bien accueillir un écrivain, un peintre, un sculpteur, un *professional-man* enfin, de n'importe quelle catégorie. — Nous ne vous regardons pas comme des nôtres, semble-t-elle dire; mais, tout mal né que vous êtes et réduit à vivre de votre métier, vous n'en possédez pas moins une sorte de distinction, quelquefois même une sorte d'agrément qui nous permet de vous ajouter aux curiosités de notre salon... Voyons, Barberine, votre aimable tante ne fait-elle pas à peu près ce raisonnement?

— Vous avez à coup sûr la monomanie de ces anciens préjugés qui tenaient à la division des castes, repartit avec quelque froideur la nièce de miss Susan. N'importe, je verrai ma tante, et nous saurons à quoi nous en tenir.

(1) La grande allée de Hyde-Park.

— Supposons que nos projets lui déplaisent, supposons de sa part une résistance catégorique : sur quoi dois-je compter, Barberine?

— Sur moi, répondit-elle avec un accent de fierté tout à fait digne d'une Romaine.

Le capitaine Lyster, en attendant, et son rival Beresford entouraient miss Alice Townshend des prévenances et des soins les plus assidus. Le premier y portait néanmoins quelque peu de cette nonchalance, de cette hésitation qui semblaient inhérentes à sa nature, tandis que Beresford ne laissait perdre aucune occasion et brûlait successivement toutes ses cartouches, en homme bien décidé à vaincre ou à mourir. La gentille Alice semblait touchée du loyal dévouement que lui témoignait le premier, avec qui d'ailleurs elle se sentait plus à l'aise, et qui avait sur le second les avantages d'une liaison plus ancienne, d'une plus grande familiarité; mais le brillant commissaire n'en gardait pas moins quelques chances, dues à la supériorité de son bel esprit, à sa haute mine, à la rare distinction de ses manières. Malheureusement pour tous deux, un malin génie, sous les traits du grave M. Townshend, semblait prendre à tâche de contrecarrer leurs efforts avec une application, une impartialité désespérantes. A eux trois, ils faisaient et défaisaient chaque jour la trame de Pénélope. Lyster se trouvait-il, par grande fortune, dans la bibliothèque où miss Alice venait rapporter un livre et commençait-il à balbutier quelque exorde significatif, le banquier ne manquait jamais d'arriver, rappelant à sa fille tel ou tel devoir omis, une lettre à écrire, un compte à régler. Une promenade à cheval était-elle projetée, où Beresford espérait servir de cavalier à miss Townshend, le père de cette aimable personne se trouvait indisposé, ou bien partait tout à coup pour Brighton, et réclamait, faute d'un cocher disponible, l'assistance de sa fille, qui conduisait à merveille. Beresford d'ailleurs resterait libre de les accompagner, si bon lui semblait.

Sans entrer dans le détail de cette double tactique, il nous suffira de savoir qu'elle avait laissé les affaires en plein *statu quo* lorsque, le jour même où Barberine devait s'expliquer avec miss Susan, la table de sir Marmaduke s'enrichit à dîner d'un nouveau convive. C'était M. Schröder, un capitaliste allemand fixé en Angleterre depuis longues années et chargé d'y représenter la puissante maison Schröder, Stutterheim, Hinterhaus et Cie. Jamais, à le voir, on n'aurait supposé à M. Gustave Schröder une supériorité quelconque, non, pas même une certaine subtilité financière. — Approchant de la soixantaine, il avait une physionomie insignifiante, des cheveux gris taillés en brosse et fort irrégulièrement plantés, des yeux presque sans regard et des lèvres minces qu'il rentrait sans cesse comme pour les ronger sournoisement. Il était de plus très

gauche dans tous ses mouvemens et d'une taciturnité remarquable; mais bien qu'il ne parlât guère à personne, pas même à miss Townshend, il semblait prendre à la contempler un plaisir qui agaçait on ne peut davantage le pauvre Lyster. Quant à Beresford, un simple coup d'œil lui suffit pour juger la situation ; il se reconnut hors de concours et accepta sa défaite avec le sang-froid d'un capitaine expérimenté en ces matières. C'était Napoléon voyant déboucher Blücher sur les plaines ondulées de Waterloo. Son visage demeura impassible; il n'eut ni moins de gaîté, ni moins de verve railleuse. Seulement, « rappelé à Londres par ses devoirs officiels, » il annonça son départ pour le surlendemain.

Miss Susan occupait, nous l'avons dit, la plus belle chambre de Bissett-Grange; elle y passait, ajouterons-nous, le plus clair de ses journées, occupée tantôt de ses éternelles correspondances, tantôt de quelque lecture médiocrement orthodoxe. L'ouvrage à la mode, si avancé qu'il pût sembler aux esprits simples, trouvait inévitablement son chemin jusqu'à elle. Il semblait même qu'elle prît plaisir à scandaliser son monde en exaltant les écrivains français ou allemands que les fidèles de toute croyance regardent comme à l'index, les plus frivoles tout comme les plus sérieux, les licences du romancier tout comme les témérités du théosophe, le tout sans trop de choix et de discernement.

Telle Barberine la trouva dans cette solennelle occasion, telle nous la voulons dépeindre : figure de vieil enfant, ronde et sans rides, teint un peu blafard, relevé de roses factices, chevelure équivoque et laissant douter si elle est admirablement conservée ou admirablement teinte : la robe est de moire antique brune; un magnifique châle de dentelles s'étale sur de larges épaules. Les mains de la dame, — deux petites mains grasses et constellées de bagues précieuses, — ont laissé rouler sur le tapis l'ouvrage qu'elle parcourait; il est démontré par là et par l'ensemble de son attitude que la lectrice fatiguée va bientôt se laisser aller à quelque somnolence. L'entrée de sa nièce la réveilla en sursaut. — Bon Dieu! s'écria-t-elle, est-il donc déjà temps de s'habiller?

— Rassurez-vous, répondit Barberine, pressée d'en venir à ses fins, six heures sont à peine sonnées. Nous avons tout le temps de causer, et j'ai justement de quoi rendre la causerie intéressante... Voici longtemps que vous ne m'avez parlé de mes soupirans.

— Pourquoi m'en serais-je préoccupée du moment où vous-même n'y pensez guère? J'aurais voulu vous voir accepter lord Hinchenbrook, d'abord parce qu'il était le *parti* de la saison, puis afin de désespérer cette odieuse poupée de miss Musters; mais vous n'avez pas voulu de lui. Je portais quelque intérêt au jeune Chaldecot à cause de l'intimité qui a toujours existé entre nos deux

familles et aussi parce que la plus belle terre du Yorkshire sera toujours assez intéressante en elle-même : vous l'avez renvoyé aux calendes grecques... Vous devez probablement savoir ce que vous faites en agissant de la sorte, et comme je n'ai pas encore appris à me méfier de votre bon sens, j'attends en paix le résultat de vos longues hésitations.

— Merci, chère tante, de votre bonne opinion... Vous touchez d'ailleurs au terme des ennuis que j'ai pu vous donner... Un mariage vient de s'arranger pour moi.

— A la bonne heure! s'écria miss Lexden, tellement hors de garde que son imprudent sourire laissa paraître la monture dorée de ses fausses dents, sir Charles Chaldecot s'est positivement offert, et...

— Non, chère tante,... ce n'est pas tout à fait cela, et vous n'entendrez plus parler de sir Charles... J'épouse un des *gentlemen* qui partagent avec nous l'hospitalité de Bissett-Grange...

La physionomie de miss Lexden perdit tout à coup son expression animée. On ne vit plus l'or dans lequel ses dents étaient serties : elle secoua les épaules d'un air soucieux. — La, dit-elle, c'est ce dont je m'étais toujours méfiée... Enfin, si trois mille livres sterling de rente vous suffisent, et si vous vous arrangez d'une constitution fatiguée par le climat de l'Inde, c'est votre affaire...

Barberine se mordit les lèvres pour dissimuler un sourire. — Votre pénétration est encore en défaut, ma bonne tante. Jamais le capitaine Lyster ne m'a honorée d'une demande. — Puis elle ajouta, sérieusement cette fois : — Je vais épouser M. Churchill.

— Vous dites! cria la vieille fille de sa voix la plus aiguë... Mais elle reprit, sur un mode moins sauvage, après un instant de silence : Excusez-moi, Barberine, si j'ai cru comprendre que vous parliez d'épouser monsieur,... monsieur Churchill, un des commensaux de cette maison...

— Vous avez parfaitement compris, chère tante. C'est bien cela que je suis venue vous apprendre.

— En ce cas, reprit miss Lexden, modérant encore la portée de son organe, je vous demanderai de vouloir bien sonner Withers... Il est temps de commencer ma toilette.

Barberine, étonnée, allait reprendre la parole, quand elle vit sa tante se lever et, lui tournant le dos, s'acheminer vers la psyché. Machinalement alors elle sonna la femme de chambre, et s'en alla sans qu'un mot de plus fût sorti de ses lèvres.

Le résultat peu satisfaisant de cette première conférence fut communiqué à Churchill dans un court dialogue *sotto voce* qu'il eut avec Barberine pendant qu'ils semblaient tout occupés d'un stéréoscope dressé dans un des coins du salon. La figure du jeune homme se décomposa d'abord, mais il sentit une petite main qui venait

chercher la sienne et reçut en plein cœur un coup d'œil qui lui disait de ne rien craindre. Les dédains de la tante avaient raffermi, bien loin de l'ébranler, la détermination de sa vaillante nièce, désormais piquée au jeu et décidée à tout affronter plutôt que de se démentir elle-même. — Puis-je parler à sir Marmaduke? lui demanda tout bas son prétendu. — Vous le pouvez et le devez... Ce soir même, entendez-vous? lui répondit-elle également à voix basse.

Le propriétaire de Bissett-Grange s'était retiré dans sa chambre et commodément installé devant son feu, — le journal du soir sur ses genoux, à côté d'une petite table où étaient groupés tous les élémens d'un grog en préparation, — lorsque son filleul vint lui faire part de la grande nouvelle.

— Malepeste! s'écria le digne gentilhomme, évidemment fort surpris... Vous n'y allez pas de main morte, mon cher garçon... Barberine Lexden, rien que cela!... Si quelqu'un se plaint que la mariée est trop belle, ce sera vous très certainement... Qui m'eût dit que la petite Barberine?... mais, non ; ce n'est plus la *petite Barberine*... J'oublie, moi aussi, que les années passent... Et la tante,.. la tante qui prétendait pour le moins à un marquis,.. sait-elle ce qui se prépare?... Il y aura, comme on dit, « des perruques sur le gazon, » quand elle apprendra de quoi il retourne... Vous dites qu'elle est déjà informée de tout? Comment s'arrange-t-elle de sa déconvenue?

— Je crains, insinua Churchill, que nous n'ayons à nous passer de son aveu.

— Permettez, Frank Churchill, permettez!... Comme l'ancien ami de votre père, j'imagine que j'ai un coup d'épaule à vous donner en cette circonstance... Ne doutez pas que je ne m'emploie à réconcilier la tante et la nièce, soit avant, soit après le mariage... En attendant, j'envoie par vous un baiser à la jolie fiancée.

Le même sujet se traitait tout différemment, à la même heure, dans une autre aile du château. Barberine, mandée chez sa tante, la trouva, elle aussi, au coin de son feu, roulée dans un peignoir de cachemire bleu-foncé. Withers fut provisoirement congédiée, et le débat s'engaga aussitôt. — Je ne vous retiendrai pas longtemps, commença miss Lexden. Il m'importe seulement de savoir si je dois prendre au sérieux ce mariage dont vous êtes convenue, prétendez-vous, avec la personne que vous m'avez nommée... Remarquez bien que je parle ici du « mariage » seulement... Je ne m'arrêterais pas beaucoup à une légère *flirtation*, telle qu'on peut parfaitement se la permettre, faute de mieux, avec un homme agréable, pour charmer les ennuis d'une résidence comme celle où nous sommes.

— Je ne puis, répondit Barberine lentement et sans baisser les yeux, je ne puis que vous répéter ce que vous savez déjà. M. Chur-

chill m'a fait l'honneur de me demander ma main. J'ai accepté d'être sa femme. Il a ma parole, il y compte, et je ne lui manquerai certainement pas.

— Fort... bien, à mer... veille, reprit miss Lexden avec une forte et significative aspiration... Je tenais simplement à être renseignée... Vous pouvez, ceci est évident, disposer de vous-même sans aucune sorte de contrôle... Vous avez fait votre choix, et vous en subirez les conséquences... Je ne chercherai pas le moins du monde à vous influencer. Sachez seulement et retenez bien ceci : m'arrivât-il de vous voir avec une santé détruite, à bout de forces et de courage, maltraitée, abandonnée, mourant de faim, — ce qui ne m'étonnerait pas, étant données votre déchéance et les mœurs de ces gens-là, — je ne lèverais pas un doigt pour vous venir en aide après l'espèce de dégradation que vous m'infligez aujourd'hui. C'est chose dite, et vous ne devez pas ignorer que, moi aussi, je tiens ma parole... Maintenant restons-en là. Pas de querelles entre nous! Laissons les gens qui ne savent pas vivre fournir matière à la médisance et faire hausser les épaules du prochain... Puisque nous ne devons plus demeurer ensemble, je vous serai obligée de prendre vos arrangemens de manière à ne point trop prolonger cette situation gênante... Bonne nuit là-dessus!... Withers, vous pouvez rentrer!... Reconduisez miss Lexden!... Bonne nuit, chère, bonne nuit!...

Ici la vieille demoiselle tendit sa joue plâtrée sur laquelle Barberine appliqua le bout de son nez, — touchante caresse qui permit à la tante et à la nièce de se séparer avec les dehors de la plus parfaite amitié.

Sir Marmaduke, en promettant d'intervenir auprès de sa redoutable cousine, avait consulté sa bienveillance plutôt que son courage. Il lui savait le cœur inflexible et la dent mauvaise. Aussi délégua-t-il ses pouvoirs au capitaine Stone, son fidèle *factotum*, et cet intrépide militaire, quand il reçut ordre de porter à miss Susan les remontrances du maître de Bissett-Grange, témoigna par une grimace éloquente que cette mission ne lui convenait pas autrement. Forcé d'obéir, il partit pour la chambre de miss Lexden comme s'il allait à la tranchée. Contre son attente, il fut reçu avec une exquise politesse. On le pria de s'asseoir, on lui demanda de ses nouvelles; mais quand sa vanité doucement caressée lui eut rendu l'aplomb nécessaire pour aborder le sujet de sa visite, miss Lexden l'arrêta court. — Elle ne comprenait pas, lui dit-elle avec une dignité glacée, qu'un étranger s'immisçât dans des affaires de famille, surtout, prit-elle soin d'ajouter, quand cet étranger n'a aucune sorte de rapports avec l'une ou l'autre des parties et manque

de toutes les qualités requises pour apprécier les délicatesses de certaines situations... Sir Marmaduke n'aurait-il pas eu lieu d'être surpris si, pour traiter les questions de cet ordre, elle lui avait dépêché... Withers?...

Cette assimilation d'un major à la demi-solde avec une impertinente soubrette déconcerta si complétement le pauvre Stone, qu'il sortit de la chambre sans savoir au juste comment on l'avait mis à la porte. Sir Marmaduke prit fort mal cette retraite précipitée et plus mal encore la rude leçon infligée à son représentant. Il saisit en conséquence la première occasion de se présenter chez miss Lexden, curieux de savoir, disait-il, si elle le chasserait de la chambre qu'il lui avait fait meubler. Son parti étant bien pris, il aborda résolûment la question, et après un insignifiant échange de banalités polies : — Je suis venu, Susan, pour vous dire que vous prenez fort mal l'affaire de nos deux jeunes gens.

— Ce n'est pas la première fois, repartit aussitôt la vieille fille, que vous m'aurez rebattu les oreilles de vos absurdes sensibleries.

Miss Lexden, en parlant ainsi, se ménageait les honneurs du premier sang. Cette allusion à l'époque lointaine où sir Marmaduke sollicitait auprès de la sœur cadette l'intervention de la sœur aînée, — et où celle-ci se moquait de lui à dire d'experts, — cette allusion cruelle lui fit perdre un moment contenance.

— Je comprends, reprit-il, que vos espérances déçues ne vous disposent pas en faveur de cet amour dont la sincérité, la loyauté, le désintéressement, m'ont touché... Que voulez-vous? chacun a ses idées là-dessus... La mienne est que la plupart des jeunes personnes destinées à se marier le printemps prochain donneraient ou devraient donner tout au monde pour aimer leur prétendu comme Barberine aime le sien. Je trouve donc ridicule...

— Un moment, Marmaduke!... votre style manque de grâce, et si vous n'y prenez garde, vous allez tomber dans la grossièreté, interrompit miss Lexden, qui battait le rappel du bout du pied sur un tabouret placé devant elle... Mais puisque vous voulez à toute force traiter ce sujet, que j'aborde malgré moi, voici comment j'ai arrêté mes projets. Je vais quitter Bissett-Grange dans le plus bref délai: une fois partie, je ne reverrai plus Barberine. Je ne lui donnerai pas six *pence* pour son trousseau. Je n'augmenterai pas sa garde-robe d'un jupon ni d'une paire de bas. Elle n'aura jamais un liard de ma fortune, et je vais tâcher d'oublier qu'elle ait jamais existé. Cet amour qui vous frappe d'admiration, je ne sais pourquoi, ne l'empêche pas d'être à mon égard tout à fait égoïste, tout à fait ingrate... Je n'en ferai pas le moindre bruit, les scènes de mélodrame n'étant pas à mon usage; il me suffira d'ignorer ce qu'elle peut devenir et de me conduire comme si elle n'était pas née.

Sir Marmaduke quitta la partie dans une véritable exaspération. Une heure plus tard, il fit appeler Barberine dans la bibliothèque, et, tout en lui glissant dans la main un billet de cent livres, il la prévint qu'une femme de confiance était chargée de la conduire à Londres, où elles feraient de concert, aux frais de sir Marmaduke, les emplettes du trousseau. Les arrangemens étaient pris pour la noce. Une des dames invitées à Bissett-Grange, mistress Vincent, remplirait le rôle de *chaperon* à la place de miss Lexden. Miss Alice Townshend serait la *bride's maid.* Il n'y aurait ni grand étalage ni réjouissances extraordinaires, mais jamais personne ne pourrait prétendre que ce mariage eût été tenu secret ou désavoué par la famille. Le digne *gentleman* ajouta un baiser à cette harangue paternelle, dont la péroraison avait été que, lui vivant, ni Frank ni Barberine ne manqueraient d'un ami fidèle et sûr. — Quant à votre tante, avait dit l'orateur par manière de *post-scriptum,* si elle veut faire la sotte, libre à elle! Ceci la regarde.

Churchill était parti pour annoncer à sa mère le changement qui allait se faire dans leur paisible intérieur. Le jour même où il rentrait à Bissett-Grange fut celui que choisit miss Lexden pour quitter à petit bruit le château, sans prendre congé du propriétaire, ni, à vrai dire, d'aucune des personnes présentes. M. Townshend, un peu intimidé par cet exemple, n'aurait pas mieux demandé que de s'enfuir aussi; mais sa fille, aidée de M. Schröder, qui prenait de plus en plus auprès d'elle l'attitude d'un prétendant accueilli, insista fortement pour rester auprès de Barberine. Lyster, suivant un peu tard les traces de Beresford, s'était dérobé au chagrin de voir la docile Alice écouter d'autres vœux que les siens.

Au jour fixé pour la cérémonie, le ciel était pur, et le soleil voulut bien se montrer, sans chaleur, il est vrai, mais non sans éclat. Barberine apparut charmante et radieuse. Sur sa robe de soie blanche, on remarqua d'anciennes dentelles, les plus belles du monde, et qui constituaient à elles seules tout l'héritage de famille. Les fermiers de sir Marmaduke, sans être convoqués, tinrent à honneur de grossir le cortége nuptial. Quand vint l'heure du départ, Churchill, donnant à son excellent parrain la poignée de main des adieux, reçut en échange une enveloppe sur laquelle étaient écrits ces mots : *pour la lune de miel.* Le pli renfermait une *bank-note* de cinquante livres. Les cadeaux ne manquèrent pas non plus à Barberine. La veille au soir, elle avait reçu un écrin renfermant un collier de feuilles de lierre en émail rattachées par des ciselures d'or mat, avec les boucles d'oreille assorties. Au-dessous était la carte du capitaine Lyster avec ses vœux pour le bonheur de la nouvelle mariée. Alice Townshend et Gustave Schröder s'étaient entendus pour lui offrir à deux un splendide bracelet de diamans, pré-

sent symbolique en ce qu'il faisait présager leur union prochaine, qui eut lieu effectivement quelques mois plus tard.

Mais dans l'intervalle bien des incidens avaient déjà marqué l'existence du jeune ménage que nous venons d'accompagner à l'autel, et que nous u'aurons pas l'indiscrétion de suivre dans son voyage d'*honey-mooning*. Pour les mieux faire comprendre, il faut revenir sur le passé, les choses d'autrefois ayant presque toujours leur part d'influence sur celles que nous voyons se produire.

Il faut pourtant, au préalable (et ne fût-ce que pour mémoire), mentionner un épisode qui fit grand bruit parmi les employés du *tin-tax-office*. Un des plus jeunes surnuméraires, qui, sous l'habit d'un simple commis, gardait les instincts d'un chef de division, et dont le cœur trop inflammable était de ceux que la grâce équestre de miss Mellon avait complétement subjugués, ne manquait jamais une occasion de la rencontrer au parc. De manière ou d'autre, il était parvenu à lui manifester le vif attrait qui l'attachait ainsi à ses pas, et « Kitty, » depuis longtemps familiarisée avec de pareils succès, lui accordait de temps à autre, en passant, quelque sourire, quelque bonne parole. C'était bien le moins qu'il méritât, pensait-elle, et du reste elle l'avait charitablement prévenu qu'il n'obtiendrait jamais autre chose. Or, un jour qu'elle avait mis son cheval au pas tout exprès pour laisser à cet humble soupirant la chance de l'entretenir quelques minutes, il l'avait vue tout à coup fort préoccupée d'un cavalier qui arrivait à leur rencontre, et dans lequel il reconnut avec terreur le secrétaire du conseil, M. Simnel en personne, mis avec une recherche exceptionnelle, et qui avait l'air, disait le pauvre Alan Prescott (notre amoureux expéditionnaire), d'un « homme en bonne fortune. » Miss Kate n'eut pas besoin d'éloquence pour déterminer son humble adorateur à s'éclipser vivement: en deux sauts, il disparut au sein des fourrés qui bordaient l'avenue; mais il vit de là Simnel et l'amazone échanger, après une cordiale poignée de main, quelques propos qui lui semblèrent presque suspects. Ils se quittèrent cependant après un quart d'heure de causerie, et Prescott crut comprendre qu'ils se donnaient rendez-vous à *la Tanière* pour un des jours de la semaine suivante.

Quel sens pouvait-on attacher à la rencontre de ces deux personnages? Quel lien mystérieux existait entre eux? Entre le grave Robert Simnel et l'aimable Kate Mellon, où choisir un trait d'union? Questions vraiment ardues, à la solution desquelles travailla plusieurs jours de suite, sous les inspirations d'Alan Prescott, le personnel bavard de Rutland-house.

E.-D. Forgues.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA

POLITIQUE RUSSE

DANS LES MERS D'ORIENT

La politique a des épisodes éclatans qui entrent avec toute sorte de fanfares officielles dans l'histoire; elle a aussi des épisodes obscurs, peu connus, difficiles à saisir, et où ne se laisse pas moins lire la pensée d'un gouvernement, quelquefois l'ambition d'une race. La politique russe plus que toute autre se distingue par ce travail multiple, confus, qui embrasse tant de contrées à la fois en Europe et en Asie. Au moment où elle semble arrêtée et vaincue d'un côté, elle se relève et s'étend de l'autre; sous le coup d'une défaite, elle renoue tous les fils de ses vastes et persévérans desseins. L'immensité de sa sphère d'action, la diversité de ses territoires, lui rendent facile un mystère favorable à ses vues; elle n'est pas cependant impénétrable, et c'est ainsi qu'aidés de documens dont la Russie elle-même ne déclinerait pas le témoignage, nous pouvons la suivre encore aujourd'hui dans un de ces épisodes qui se lient au mouvement des intérêts contemporains.

On a peut-être oublié, tant les impressions survivent peu aux événemens, on a oublié sans doute l'émotion excitée chez les nations alliées aux premiers instans de la guerre d'Orient, en 1854, par une simple nouvelle venue de Hong-kong et signalant la présence d'une escadre russe dans les eaux du Japon. L'émotion fut extrême, surtout en Angleterre, où tant d'intérêts commerciaux se sentaient menacés; elle retentit dans la presse, jusque dans le parlement; ce fut un moment une véritable panique. Le danger, on l'a bien su

depuis, n'était pas des plus grands. Le chef des forces russes, l'amiral Putiatine, n'avait pas les velléités belliqueuses qu'on lui supposait; les quelques navires qu'il commandait et dont il allait être bientôt séparé par un naufrage, ces navires en assez mauvais état, quoique réparés plusieurs fois dans les arsenaux britanniques, étaient moins pressés de combattre que de chercher asile dans un port neutre ou sous la protection des forts de Petropavlovsk; mais l'émotion qui s'était produite si bruyamment en Angleterre, et qui passa vite comme toutes les paniques, ne resta pas inaperçue de la Russie; elle devint un trait de lumière pour le cabinet de Saint-Pétersbourg en lui révélant les points vulnérables de ses adversaires, et c'est ce qui le mit sur la voie de deux mesures destinées à se compléter, deux mesures hardies et qu'on était loin de soupçonner alors. La Russie conçut aussitôt la pensée d'équiper en toute hâte une escadre de corsaires, et c'est à partir de ce jour qu'elle résolut d'étendre ses possessions dans la direction de l'Océan-Pacifique, de s'établir sur le littoral d'une manière permanente, afin de se ménager comme une embrasure toujours ouverte sur ces mers sillonnées de milliers de bâtimens.

L'idée commençait à prendre corps dès le mois de mai 1854. On mit aussitôt en mouvement les chantiers d'Archangel, et on décida qu'il fallait avoir à tout prix pour le printemps de 1856 les premiers navires russes appropriés exclusivement au service de la course. Ce devaient être des *sea-dispatch-boats* à hélice, fins voiliers, chacun armé d'un canon à pivot et de deux caronades. Au terme fixé, ces bâtimens étaient en effet construits, et quelques-uns ont pu être vus depuis dans les ports anglais. Il ne manquait que le signal d'entrée en campagne. Par cette mesure préparée dans le mystère, exécutée à l'improviste, au moment où l'on ne s'occupait plus guère des flottes du tsar, qu'on croyait bloquées ou détruites, la Russie pouvait, il faut l'avouer, jeter momentanément un grand trouble dans le commerce de ces mers lointaines. La suspension des hostilités au commencement de 1856 d'abord, le traité de Paris ensuite, vinrent réduire à l'inaction cette force qui n'avait pas eu le temps de se montrer, et dont nul alors ne soupçonnait l'existence. Le cabinet russe en était pour ses frais d'armement; seulement, une fois la paix conclue avec les puissances occidentales, il restait de cette tentative une pensée à laquelle tous ces incidens communiquaient plus d'intensité, plus de précision, et qui dépassait de beaucoup dans sa portée quelques essais d'expéditions de corsaires.

A ce moment en effet, c'est-à-dire pendant ces deux années de lutte avec l'Europe, la Russie venait d'envahir les territoires du Bas-Amour. Elle avait envahi ces territoires tout simplement, sans

s'inquiéter des droits de la Chine, trouvant bon à garder ce qui avait été bon à prendre. C'est l'époque, si l'on s'en souvient, où l'escadre russe, abritée d'abord sous les forts de Petropavlovsk, avait été obligée de quitter ce port, emmenant avec elle la garnison et la population tout entière, pour se réfugier dans le delta de l'Amour, où elle fut immédiatement bloquée par les alliés. Saisissant l'occasion, le général comte Mouraviev, gouverneur de la Sibérie, s'étant avancé au-delà de la frontière, avait occupé les possessions chinoises jusqu'à l'embouchure du fleuve, et s'y était établi sans façon, comme si ces possessions avaient été toujours partie intégrante de la Russie, — le tout sous le prétexte d'aller ravitailler la flotte bloquée et affamée. Bien loin de désavouer son lieutenant, le tsar apprécia si bien au contraire l'importance d'une telle acquisition, qu'après la paix il résolut de l'agrandir encore d'autres territoires vers le sud et de l'île de Sakhaline (Saghalien), appartenant alors par moitié aux Japonais et aux Chinois. C'est ainsi que, sortant à peine d'une lutte qui avait menacé son ascendant en Europe et sa domination dans le Caucase, la Russie allait poser à l'autre extrêmité du globe la base d'un nouveau système de conquêtes. Le prince Gortchakof pouvait dire à peu de frais dans ce temps-là que la Russie se recueillait; on ne se doutait guère du genre de recueillement qu'elle pratiquait dans l'extrême Orient. L'amiral Putiatine et le comte Mouraviev furent mandés à Saint-Pétersbourg, on voulait s'éclairer de leurs avis et de leur expérience avant d'arrêter définitivement le plan de la politique à suivre en Chine, au Japon, et même peut-être du côté des États-Unis d'Amérique.

L'amiral Putiatine, qui depuis a eu des malheurs comme ministre de l'instruction publique à Pétersbourg et dont le nom est resté associé à une réaction violente contre les universités, l'amiral Putiatine passe aux yeux de tous ceux qui ont pu le connaître pour un marin distingué et encore plus pour un habile diplomate. Les diverses missions qu'il a remplies postérieurement au Japon et en Chine ont grandi sa renommée en Russie; mais c'est peut-être lors de sa première expédition dans ces contrées de l'extrême Orient qu'il donna les marques les plus signalées d'énergie et de sagacité. L'amiral Putiatine avait éprouvé la disgrâce la plus cruelle pour un marin : dès le début de la guerre de 1854, il avait perdu son navire à Simoda et s'était vu séparé de sa flotte, qui se repliait vers Petropavlovsk, tandis qu'il restait lui-même retenu chez les Japonais, avec lesquels il venait de conclure un traité d'amitié. Victime d'un malencontreux hasard, il avait profité du moins de ce séjour forcé pour étudier le pays et se ménager les moyens d'assurer à la Russie une influence considérable, si ce n'est prépondérante.

Entouré d'un état-major intelligent et nombreux et d'un équipage de quatre cents hommes avec armes et bagages, il avait pu tirer parti de ces avantages et avait réussi non-seulement à gagner la sympathie des Japonais, mais encore à leur inspirer un certain respect, malgré ce que pouvait avoir de quelque peu ridicule la situation d'un si grand personnage échoué sur leur île et bloqué de près par les alliés sur les lieux mêmes de son naufrage. Le camp russe établi à Simoda, non loin de Yeddo, se trouvait littéralement assiégé d'une foule de fonctionnaires de tout grade et de toute espèce de curieux empressés de voir les étrangers, d'observer les habitudes de leur vie quotidienne. Il faut se souvenir qu'à ce moment encore aucune nation européenne, à l'exception des Hollandais, enfermés dans leur factorerie de Nangasaki, n'avait de représentant dans ce mystérieux empire, et les Japonais, jugeant du souverain de la Russie d'après son amiral, s'en étaient fait une idée qui ne s'est plus affaiblie sensiblement dans leur esprit.

C'est le séjour prolongé du diplomate russe au Japon qui a desservi le plus le prestige des alliés d'alors et des autres Européens en général dans ce pays. C'est de cette époque que les Japonais apprenaient à croire et à dire entre eux que les Hollandais n'étaient que de vils marchands, les Anglais des habitans perfides et rapaces d'une île insignifiante, et l'empereur des Français le neveu d'un homme mis autrefois à la raison par le tsar, qui, à bout de patience, avait donné aux Anglais l'ordre de le prendre et de le garder dans une île lointaine. — L'amiral Putiatine avait eu d'ailleurs le temps de visiter tous les ports de la Chine, les Philippines, les Lou-tchou, la Corée, les côtes de la Mandchourie, avant d'aller échouer au Japon, et ce n'est qu'après bien des mois de ce séjour, si fructueusement employé, on le voit, qu'il réussit enfin à passer à travers les lignes du blocus pour aller rejoindre, au milieu de tous les périls de la navigation la plus aventureuse, l'escadre russe de l'Amour. Il remonta le fleuve sur un bateau à vapeur, prit ensuite la route de la Sibérie et se retrouva en 1856 à Saint-Pétersbourg. C'était, on le comprend, un personnage précieux à consulter dans la voie où on entrait et où on était décidé à marcher. La première mesure proposée par le marin diplomate et approuvée par le tsar fut d'armer une escadre de dix navires à vapeur portant 120 canons et 1,800 hommes d'équipage, et de l'envoyer sans retard relever l'honneur du pavillon moscovite sur le théâtre même où pendant toute la guerre de Crimée il avait joué un rôle assez piteux. Une autre circonstance d'ailleurs parlait encore en faveur de cette expédition. Suivant les renseignemens fournis par le général Mouraviev, arrivé aussi de son côté à Pétersbourg, deux députations chinoises étaient déjà venues auprès de lui

pour protester contre l'invasion dont il s'était fait spontanément l'exécuteur, et les préparatifs faits dans les provinces chinoises limitrophes de l'Amour ne laissaient plus de doute sur la nature des résolutions du frère du soleil. La guerre pouvait être considérée comme imminente, et l'escadre dont Putiatine proposait la formation devait être appelée à jouer un rôle aussi utile qu'opportun. Il est vrai que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'entrevoyait cette éventualité qu'avec répugnance, qu'il aurait préféré ne pas attirer aussi ostensiblement l'attention sur la marche de sa politique dans l'extrême Orient. Avant tout, il était cependant bien décidé à ne pas se dessaisir de ses récentes acquisitions territoriales et à combattre les Chinois, s'il ne pouvait faire autrement. Ici comme sur bien d'autre points les événemens vinrent en aide à la politique russe, et lui permirent de suivre sa ligne inflexible en évitant cette publicité pour laquelle elle a toujours eu si peu de goût.

C'était en 1857. La France, l'Angleterre et les États-Unis venaient de se décider à employer les moyens coercitifs contre la Chine pour protéger leur commerce compromis. La Russie fit mine de s'associer à la grande démonstration des puissances maritimes. N'ayant pas ou feignant de ne point avoir d'intérêt direct dans cette question, elle expliquait sa conduite par la volonté bien arrêtée de marcher désormais d'accord avec les autres états dans la voie du progrès et de la civilisation. L'amiral Putiatine se vit encore une fois investi du commandement supérieur de l'escadre russe, dont la force et la composition avaient été indiquées par lui, et il reçut l'ordre de prendre de sa personne la route de la Sibérie, afin d'arriver sur les lieux encore à temps pour joindre sa protestation à celles de lord Elgin, du baron Gros et de M. Reed. L'Europe ne s'occupait que médiocrement des vues particulières dont la Russie pouvait poursuivre la réalisation à l'autre extrémité du globe. L'invasion des immenses contrées du Bas-Amour avait eu lieu pendant la grande bataille qui se livrait sous les murs de Sébastopol, et elle était passée à peu près inaperçue. C'est le malheur de l'Europe de professer, à l'égard de ces régions, une indifférence que l'éloignement explique sans doute, et qui conduit à n'avoir quelquefois que des données insuffisantes sur la géographie même du pays. C'est ainsi qu'au dire des officiers russes, qui assurent avoir tiré parti de la circonstance, les cartes marines à bord des vaisseaux anglais et français, pendant la guerre de 1855, auraient laissé beaucoup à désirer. Il serait arrivé que, trompé sur la configuration véritable de l'île de Sakhaline, les vaisseaux alliés auraient été occupés à guetter la flotte russe dans le passage méridional du détroit de La Pérouse sans soupçonner qu'au même instant elle échappait en passant au

nord, entre l'île et le continent, à travers le détroit de Tartarie. Ces méprises, si tant est qu'elles aient eu la portée que leur attribuent les officiers russes, sont le résultat inévitable du peu d'intérêt qu'excitent d'habitude les péripéties dont cette partie du monde est le théâtre, et ce peu d'intérêt explique à son tour comment les ambassadeurs et agens de toute sorte, envoyés en éclaireurs du monde civilisé vers les contrées de l'extrême Orient, arrivent si souvent avec une provision légère ou incomplète de notions utiles et de renseignemens. Plus intéressée, la Russie est aussi mieux renseignée, et par cela même elle a facilement l'avantage. On allait en avoir encore une fois la preuve.

La situation était celle-ci. Les négociations semblaient engagées entre les représentans des quatre puissances, agissant en commun, et la Chine. Par le fait, l'action des plénipotentiaires était très différente, et cette différence était tout à l'avantage de la diplomatie moscovite. L'amiral Putiatine, avec son habileté ordinaire, n'avait pas eu de peine à persuader à ses collègues d'Europe que le différend entre le cabinet de Pétersbourg et la Chine se réduisait à une rectification de frontières peu importante, à la réparation de quelques dommages essuyés par des sujets russes. Il réussit de cette façon à rester vis-à-vis des Chinois dans une attitude à demi expectante. Pendant que les plénipotentiaires alliés passaient des représentations aux menaces pour finir par une déclaration de guerre et par l'occupation de Tien-tsin, Putiatine, de son côté, faisait tout son possible pour paraître désolé du retard mis à l'arrivée de sa flotte, et en réalité il poursuivait des négociations par des voies jusqu'ici assez peu connues, ce nous semble. Les seuls Européens autorisés depuis quelques siècles jusqu'à ces derniers temps à habiter Pékin étaient les moines de la mission religieuse russe qui se trouvaient en même temps chargés des affaires diplomatiques des tsars dans l'empire du Milieu. Ce fut à l'intermédiaire de ces moines que l'amiral Putiatine recourut pour arriver plus promptement à une entente avec le gouvernement chinois, et il s'en trouva si bien que, entré à Tien-tsin à la suite des alliés, sans avoir combattu, sans avoir même sa flotte, il fut cependant le premier à signer un traité. Faisant ensuite ressortir la différence entre les procédés du gouvernement du tsar et l'attitude impérieuse des puissances de l'Occident, il sut se faire accepter comme conseiller par les Chinois, et se présenter, d'un autre côté, comme un intermédiaire précieux aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, en s'imposant presque comme un médiateur de fait entre les parties belligérantes.

Le traité conclu à Tien-tsin entre la Chine et la Russie recon-

naissait comme appartenant à cette dernière les pays situés sur la rive gauche de l'Amour, — plus, sur la rive droite, les territoires allant de la côte maritime à l'Oussouri, l'un des principaux affluens du fleuve. Cette heureuse issue des négociations de Putiatine était le fruit d'une sagace et habile appréciation des circonstances; mais ce qui est plus étrange, c'est qu'au même instant le général Mouraviev, appuyé d'une force armée considérable, engageait sur le Haut-Amour des pourparlers différens avec d'autres ambassadeurs chinois, signait à deux semaines de distance un traité à part qui s'est appelé le traité d'Aïgoun, et obtenait pour la Russie non-seulement d'autres possessions dans cette partie du Céleste-Empire, mais encore le droit de navigation sur tous les affluens de la rive droite de l'Amour. Ces deux conventions d'ailleurs ont été fondues en un seul traité, ratifié à Saint-Pétersbourg le 10 septembre 1858, et à Pékin le 24 août 1859. Outre les immenses acquisitions qu'elle venait de s'attribuer d'un trait de plume, la Russie entrait de plus en possession de la partie chinoise de l'île de Sakhaline, longue et large langue de terre voisine du Japon. Elle s'assurait la jouissance de tous les avantages commerciaux, de tous les priviléges que la Chine accordait ou qu'elle pourrait accorder dans l'avenir aux *barbares* d'Occident. Enfin, d'après une clause réservée du traité, une commission spéciale devait s'occuper de la démarcation définitive des frontières des deux empires, et c'est dans cette clause, on va le voir, que le général Ignatief, successeur de l'amiral Putiatine, allait trouver bientôt un point de départ pour un nouveau triomphe de la politique russe, marchant encore une fois pour ainsi dire à l'abri des armées alliées, recueillant, elle aussi, et plus effectivement peut-être, sa part des victoires de Takou et de Pékin.

Le jour même où ils entrèrent à Pékin, les alliés se trouvèrent en quelque sorte arrêtés par l'immensité de leur succès. L'empereur de Chine et ses ministres avaient perdu complétement la tête et n'avaient songé qu'à prendre la fuite. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre ne voyaient par conséquent personne avec qui nouer des négociations qui pourtant étaient dans leurs vœux. Ils devaient dès lors s'estimer heureux de rencontrer le diplomate russe, qui venait leur offrir ses bons offices et se prêtait à servir d'intermédiaire. En se mettant ainsi entre les belligérans et en facilitant la conclusion d'une paix désirée par les vainqueurs autant que par les vaincus, le général Ignatief ne pouvait manquer de chercher à tirer avantage d'une position si favorable. Il n'y manqua pas en effet, et la Russie gagna plus que si elle avait combattu. Le général Ignatief, pour prix de ses bons offices, obtint du gou-

vernement chinois un nouveau traité, bientôt ratifié à Pétersbourg le 1er janvier 1861. Par ce traité, la Chine cédait encore de vastes possessions sur l'Amour, et reconnaissait comme frontière en Mandchourie le cours de la petite rivière de Tumen. Le tsar devenait le maître d'un port ouvert à la navigation pendant tout l'hiver, et y fondait la ville de Vladi-Vostok, le *dominateur de l'Orient*. Voilà de quelle façon, et sans brûler une amorce, le gouvernement russe reculait en peu d'années jusqu'au 42e degré dans la mer du Japon sa frontière, située encore en 1855 dans la mer d'Okhotsk, au 62e degré de latitude nord. Il n'est rien de tel qu'une rectification de frontières quand on a l'Empire-Céleste pour voisin!

Devant de si prodigieux changemens territoriaux, un soupçon vient naturellement. On serait tenté de croire qu'en se dépouillant si facilement au profit de la Russie, la Chine ne faisait peut-être que payer des services secrets rendus ou tout du moins promis. Ce n'est pas cependant absolument exact, ou plutôt c'est là encore un côté curieux de ces étranges relations. Il est bien vrai que le gouvernement russe avait promis de mettre à la disposition du Céleste-Empire quarante mille carabines et cinquante canons; mais canons et carabines, expédiés trop tard ou arrêtés à dessein en route, n'arrivèrent qu'après la fin de la guerre, et ils furent refusés par les autorités chinoises elles-mêmes. La mission militaire russe, composée d'officiers de différentes armes, et qui devait organiser, instruire l'armée chinoise, ne servit à rien. Le chef de cette mission, le colonel Baluzek, ne put jamais s'entendre avec les autorités du pays, et s'il resta à Pékin, ce ne fut plus comme instructeur militaire, ce fut comme chargé d'affaires de Russie pendant l'absence du général Ignatief, tandis que les autres officiers attachés à la mission regagnaient leur patrie.

Il est bien vrai aussi qu'à plusieurs reprises, durant ces années, la Chine avait demandé au gouvernement moscovite son assistance contre les *barbares* de l'Occident; mais à ces appels naïfs la diplomatie russe avait invariablement répondu en substance qu'il fallait réserver le secours matériel de la Russie comme une dernière ressource pour des circonstances plus extrêmes, et que pour le moment son assistance diplomatique était infiniment plus utile, qu'en servant d'intermédiaire la Russie était à même de faire tourner au profit du céleste empereur l'influence qu'elle conservait sur ses ennemis, mais que pour obtenir ce résultat elle devait paraître favorable aux alliés et entretenir avec eux les meilleures relations. — « D'ailleurs, ajoutaient les envoyés du tsar, nous serons toujours votre dernier appui, comme nous sommes déjà vos seuls amis fidèles et désintéressés. Il suffit de comparer notre manière

d'agir avec les procédés de tous ces marchands d'opium et autres empoisonneurs de votre brave peuple, pour arriver à la conviction que nous prenons à cœur vos intérêts comme les nôtres, que nous considérons votre sécurité comme faisant partie de la nôtre. Par conséquent, moins d'espace vous aurez à défendre contre l'ennemi commun, mieux vous réussirez à le garantir, tandis que, comme un mur inébranlable, nous vous protégerons du côté où la Providence nous a si visiblement placés pour vous protéger. » Bref, la Russie s'était servie de ses intelligences en Chine pour maintenir sa situation auprès des alliés, et elle s'était servie de son influence sur les alliés pour arracher à la Chine une série de concessions proportionnées aux circonstances. C'était là, somme toute, le secret de son action; on vient d'en voir les conséquences.

Les Chinois se laissaient-ils tromper jusqu'au bout? Il y a eu un moment où ils ont paru commencer à se tenir un peu mieux en garde. Cette méfiance un peu tardive se manifestait sensiblement en 1862, lorsque l'empereur de Chine déclina l'offre que lui faisait la Russie de lui venir en aide contre l'insurrection des Taïpings, de mettre une escadre et un corps de débarquement à sa disposition. Il s'en fallut cependant de peu que cette proposition ne fût acceptée, et les Russes attribuèrent cet échec de leur diplomatie à la confiance où vivaient alors les Chinois de voir arriver d'un moment à l'autre la flotte du capitaine américain Osborne. Il serait peut-être plus simple de croire que les conditions qui accompagnaient l'offre de l'intervention russe firent aussi réfléchir les Chinois, et entrèrent pour beaucoup dans ce refus. Ces conditions étaient en effet moins rassurantes encore que les démonstrations passées de Putiatine et de Mouraviev. La Russie proposait cette fois de déplacer de nouveau la frontière entre les deux empires dans la Mandchourie et de la transporter du cours de l'Oussouri à celui du Sangari, autre tributaire de l'Amour, afin d'annexer encore à ses possessions la magnifique vallée qui se déploie entre ces deux grands cours d'eau. Elle proposait ensuite de prolonger cette nouvelle ligne de démarcation jusqu'à la rivière de Leao, dont le cours vers le golfe de Leaoting formait, à ce qu'elle prétendait, la frontière naturelle des deux empires. — Toujours la rectification de frontières! — Cette combinaison hardie amenait la Russie dans la Mer-Jaune, en face du golfe de Petcheli, à quelques heures de l'embouchure du Peïho, et il n'y a rien d'étrange à supposer qu'une combinaison qui mettait la Russie à si peu de distance de Pékin ait pu ouvrir les yeux aux ministres du céleste empereur. Pour cette fois, le grand coup préparé par le cabinet de Saint-Pétersbourg fut donc manqué. Il faut avouer cependant que si l'arrière-petit-fils de Ca-

therine II était le fils de Philippe de Macédoine, il n'aurait marché ni plus vite ni plus facilement.

Une chose très digne de remarque, c'est que dans tous ces plans d'agrandissemens territoriaux la Russie ne fait jamais allusion à la terre promise dont la possession, selon les prophètes hommes d'état moscovites, doit couronner l'œuvre des conquêtes russes sur ce point de l'extrême Orient : c'est de la Corée que nous voulons parler. Bien loin d'afficher ses prétentions sur cette terre, le cabinet de Saint-Pétersbourg au contraire craint presque de laisser supposer qu'il connaît son existence, et fait défense à tout navire russe d'y aborder avant que l'heure n'ait sonné. Si les derniers projets d'annexion avaient réussi, la Corée serait déjà séparée de la Chine, dont elle est tributaire, par un coin de territoire moscovite, et si cette séparation existait, il est infiniment probable que les vues du gouvernement de Pétersbourg ne tarderaient pas à se dévoiler et à se préciser. Cernée du côté de la terre ferme, la Corée, dont les habitans sont querelleurs par tempérament et mal disposés pour l'étranger, donnerait bientôt des occasions d'intervention, et les Russes sont trop habitués à ces procédés, trop intéressés d'ailleurs, pour ne pas saisir ces occasions, pour ne pas les créer au besoin. Si l'on se rappelle que les premières reconnaissances sur l'Amour se firent sous le prétexte de poursuivre des déserteurs qui n'existèrent jamais, il n'est certes pas téméraire de prévoir que la Russie pourra bien un jour trouver quelque prétexte de ce genre pour préparer et justifier l'envahissement de la Corée.

Cette presqu'île, habitée par une population nombreuse, belliqueuse et très apte à la navigation, fournirait de précieuses recrues aux flottes russes de ces parages. Toutes les traditions de ces populations roulent sur des guerres continuelles avec le Japon et la Chine, et rien ne serait plus facile que de se servir de leurs passions, de leurs ressentimens contre des voisins qu'elles sont accoutumées à détester. Installé dans cette immense langue de terre, le tsar aurait d'un côté la main étendue sur la Mer-Jaune et de l'autre arriverait facilement à faire de la mer du Japon une mer fermée, où le Japonais de Yeddo ne tarderait pas à jouer le rôle du fameux *malade* de la Mer-Noire. On verrait alors le télégraphe de Vladi-Vostok transmettre des ordres de Saint-Pétersbourg à Hakodadé, Yeddo, Miako et Nangasaki, aussi bien qu'à Varsovie, Tiflis, Archangel et Tachkend. La Corée présente de plus la meilleure base d'opérations dans l'Océan-Pacifique, tout comme dans la mer de Chine, et assurerait à la Russie la prépondérance maritime dans cette partie du monde. C'est une sentinelle avancée à cheval sur la grande route du commerce universel, et à ce titre le point stratégique le plus impor-

tant de l'Asie centrale. Vienne le moment, et il n'est peut-être pas éloigné, où la Chine, tombant sous sa corruption séculaire et sous l'influence des idées étrangères importées par des milliers d'aventuriers agissant au nom de tel ou tel gouvernement, se laissera enlever pièce à pièce ses plus belles provinces par celui qui voudra s'en emparer, — ce jour-là ce ne sera certes pas la Russie qui s'abstiendra de prendre part à la curée. Il n'est même pas absolument impossible que, spectatrices de l'anarchie et de la chute de l'Empire-Céleste, les puissances européennes, la Grande-Bretagne la première, ne voient avec une résignation impuissante les empiétemens de la Russie. En présence de toutes ces éventualités, ne serait-il pas de l'intérêt de l'Europe de fixer quelque peu ses regards sur la Corée, de réserver son indépendance, de la protéger contre une domination qui, une fois établie sur ce point, ne pourrait plus être facilement délogée? Mais ceci est du domaine de l'avenir, — d'un avenir qui peut cependant n'être pas fort éloigné.

Pour le moment, la base d'opérations pour la Russie reste dans ces magnifiques contrées de l'Amour que son habileté, sa persévérance et sa hardiesse ont su conquérir. Voyons un instant l'état actuel de ces possessions et ce que la politique moscovite y peut trouver de ressources. L'Asie, devenue russe depuis le 42e degré de latitude nord jusqu'au détroit de Behring, met dès ce moment à la disposition du tsar des baies et des ports dont un certain nombre, situés vers le sud, restent ouverts à la navigation pendant l'année entière, et grâce à des défenses naturelles peuvent devenir autant d'arsenaux imprenables. Sur toute cette étendue de côtes, les bois de construction abondent. Le charbon de terre, signalé dans beaucoup de localités en Mandchourie et vers le Haut-Amour, est déjà exploité avec succès dans l'île de Sakhaline depuis sept ans. Les métaux les plus variés se trouvent partout où on peut faire arriver assez de malheureux déportés pour fouiller la terre, et des usines fondées sur le Haut et le Bas-Amour sont déjà sortis des bateaux à vapeur qui sillonnent ce fleuve gigantesque. Navigable sur un espace de 1,800 milles géographiques, l'Amour arrose des plaines où se montrent le pin et le chêne aussi bien que la vigne et le noyer, et poursuit son cours à travers la Sibérie orientale, pays des plus riches, qui sous une autre administration serait pour le Pacifique ce qu'est devenu pour l'Atlantique le *Far-West* de l'Amérique du Nord. C'est la Sibérie qui aujourd'hui fournit du chanvre, des toiles et des approvisionnemens de toute sorte aux arsenaux de Nicolaïefsk sur le Bas-Amour, d'Olga, de Vladi-Vostok, et c'est grâce à ces ressources sibériennes que l'escadre russe put être ravitaillée par le général Mouraviev en 1855 après l'évacuation de Petropav-

lovsk. Le seul commerce d'exportation qui existe est celui de la viande salée. Les flottes sont par conséquent assurées de trouver les articles de première nécessité, et le cabinet de Saint-Pétersbourg a donc tous les moyens d'exécution ostensibles ou clandestins pour créer dans ces parages une base d'action maritime en compensation de celle qu'il a perdue dans la Mer-Noire.

On a essayé plus d'une fois d'expliquer et de justifier l'occupation des pays de l'Amour par la nécessité à laquelle se trouve réduit le gouvernement du tsar d'assurer à ses sujets des provinces sibériennes des débouchés vers la mer, la Chine, le Japon et la Californie. Le prétexte peut être spécieux et n'est pas sans analogie avec cette théorie du « droit à la mer, » invoquée récemment par des publicistes allemands à propos de l'invasion du Danemark. Par malheur il semblera difficilement admissible à quiconque connaît le système et les tendances du gouvernement de Pétersbourg, lequel ne se préoccupe certainement pas outre mesure de cette nécessité de stimuler le progrès de la colonisation, l'essor de l'industrie, le développement du commerce de la Sibérie, qui verrait plutôt des dangers dans cette transformation. Il faut être un peu neuf dans ces matières pour supposer que la politique des tsars ira de propos délibéré favoriser l'importation d'idées nouvelles et de l'esprit de liberté dans ces régions où elle envoie les condamnés, qu'elle ouvrira des ports et rendra plus accessibles à l'étranger ces pays séparés de la métropole par la chaîne de l'Oural, préparant ainsi l'émancipation plus ou moins lointaine de ces contrées. Les hommes d'état russes n'ont pas de ces naïvetés ou, si l'on veut, de ces préoccupations tout européennes. Ils savent bien, car les lumières ne leur manquent pas, que, fécondée par les cendres de milliers de proscrits, la Sibérie porte en elle-même le germe et les conditions de l'indépendance, et que, relevée de sa situation actuelle par le contact habituel d'hommes libres, elle ne tarderait peut-être pas à briser le lien qui l'attache de loin au palais d'Hiver de la Néva. Cette probabilité, cette possibilité tout au moins, de la séparation de la Sibérie est parfaitement comprise à Pétersbourg, et tout accroissement de la prospérité de ce pays qui ne tournerait pas au profit des ressources militaires de l'empire est envisagé par les hommes d'état moscovites comme une menace et un danger à prévenir. Au fond, la politique russe, en prenant pied dans l'extrême Orient, en y étendant ses possessions et en consolidant sa domination, n'a songé qu'à se créer des forces propres à lui permettre de peser un jour d'un poids plus décisif et plus efficace sur toutes les questions pendantes dans le monde. Pour se convaincre de ceci, il suffit de considérer le système de colonisation toute militaire pra-

tiqué dans ces contrées, les conditions auxquelles sont assujétis les déportés surtout depuis la dernière guerre de Pologne; on n'a qu'à constater enfin la répugnance du gouvernement à laisser pénétrer en Sibérie les colons de race européenne ou anglo-américaine. On peut voir comme une *illustration* des vraies tendances de la politique russe dans deux faits d'un ordre très différent.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg, qui, depuis bien des années, a toujours entretenu une propagande panslaviste plus ou moins active dans l'empire d'Autriche, chargea en 1860 ses agens d'engager les Tchèques, qui émigrent continuellement vers les États-Unis, à aller s'établir dans les pays du Bas-Amour. On élabora même à Pétersbourg divers plans sur ce sujet; mais, cette propagande ayant éveillé les méfiances du cabinet de Vienne, il fut résolu qu'en attendant des circonstances plus propices on essaierait au moins d'attirer vers les possessions russes de l'Amour les Tchèques déjà établis en Amérique et peu satisfaits du sort qu'ils trouvaient dans leur nouvelle patrie; le premier pas fait, on espérait pouvoir ensuite plus facilement détourner vers l'Amour le courant d'émigration venant de cette partie de l'Allemagne. On expédia donc des émissaires russes à Chicago, dans l'Illinois, le Wisconsin et autres districts où vont habituellement se fixer les Tchèques à leur débarquement en Amérique. Ces émigrés, fortement attachés à leur nationalité comme tous les hommes d'origine slave, mal disposés d'ailleurs pour l'élément *yankee*, qui tendait à les absorber, pouvaient facilement se laisser décider à émigrer une seconde fois pour aller s'établir sur un territoire appartenant à la Russie, cette protectrice si empressée et si tendre des Slaves. Dans l'espoir que l'exemple des premiers volontaires entraînerait le reste de la population, qui paraissait fort indécise, les agens russes n'épargnèrent rien pour tenter les plus crédules. Des avantages de toute sorte furent promis, frais de route, établissement d'une ligne de communication régulière entre Vladi-Vostok et la Californie. On capta les journaux tchèques publiés à Chicago et ailleurs; on réussit un instant à en faire des organes aussi dociles que *l'Invalide* ou la *Gazette de Moscou*, et au bout du compte on amena les Tchèques à envoyer des délégués pour choisir l'emplacement des colonies qu'on voulait établir, pour prendre tous les arrangemens nécessaires avec les autorités locales.

Cette députation fut de la part des Russes l'objet des soins les plus empressés et parut satisfaite du climat aussi bien que du sol; mais elle n'avait pas eu de peine à s'apercevoir du peu de liberté dont jouissaient les autres colons, et alors elle exigea comme condition première pour ses compatriotes le droit de s'administrer eux-

mêmes, le droit d'élire leurs magistrats, la garantie formelle qu'ils seraient à toujours exempts du service militaire. Elle proposa, si on l'exigeait, de former une garde nationale plutôt que de courir la chance de fournir des recrues à l'armée russe. Dès que ces propositions furent formulées par les délégués tchèques et présentées comme une sorte d'ultimatum, les Russes, sans insister, les renvoyèrent immédiatement, rejetant de telles prétentions sur l'esprit républicain et anarchiste, qui, selon eux, avait infecté ces braves gens pendant leur séjour en Amérique. L'idée de renforcer la colonisation de l'Amour de milliers d'émigrans laborieux et agriculteurs par excellence fut donc abandonnée dès qu'on entrevit comme condition la nécessité de faire la part d'un certain esprit d'indépendance et de liberté qui aurait fini sans doute par gagner le reste d'une population accoutumée à obéir sans raisonner. De leur côté, les Tchèques ne s'y sont plus laissé tromper; non-seulement ils ont refusé d'émigrer en masse, mais ils ont profité de la leçon; leurs sentimens ont naturellement changé à l'égard du gouvernement russe, et bientôt après ils n'étaient pas les moins chauds, les moins prodigues de protestations dans les manifestations qui avaient lieu aux États-Unis en faveur de la Pologne à l'époque de la dernière insurrection.

Autre fait significatif. S'il est un personnage ayant rendu d'immenses services à la Russie, c'est certes le général Mouraviev, qui a reçu le nom de Mouraviev-Amourski, et qui n'a rien de commun avec le proconsul de Wilna, dont il n'est pas même parent. C'est le général Mouraviev qui est le véritable conquérant du pays de l'Amour. C'était d'ailleurs un homme assez supérieur, assez intelligent pour vouloir introduire dans la nouvelle colonie des institutions qui auraient eu sans doute des résultats bienfaisans. Porté d'un autre côté à poursuivre les malversations et les dilapidations continuellement pratiquées par les fonctionnaires russes au détriment même de l'état, il adressa un jour à Pétersbourg un rapport dans lequel, s'appuyant sur des faits et des chiffres, il démontrait l'absurdité du système adopté pour le transport des métaux précieux de la Sibérie à la métropole, et l'économie qui serait réalisée si on battait monnaie sur place. Il serait difficile de préciser des chiffres. On assure que, dans ce transport de métaux ayant à passer par les mains d'employés de toute sorte, il y a une déperdition de quelque chose comme 17 pour 100. Le général Mouraviev citait et examinait en détail les mesures adoptées dans une situation analogue par le gouvernement américain en Californie, par le gouvernement anglais dans la Nouvelle-Hollande. Ce rapport fit à Pétersbourg l'effet le plus étrange et provoqua contre l'auteur

une explosion de méfiance et d'animadversion; peu s'en fallut que l'on ne vît en Mouraviev le premier, le principal séparatiste de la Sibérie, et par le fait on lui adressa une mercuriale sévère pour avoir osé se mêler d'une question qui ne le regardait pas. Cela ne suffit pas d'ailleurs aux rancunes que le gouverneur de la Sibérie avait soulevées. Suspect depuis ce moment jusque dans ses succès, contrarié dans toutes ses résolutions, exposé à des chicanes sans nombre, il finit par demander à être rappelé d'un poste qu'il ne pouvait plus occuper dignement, et à quitter une province que son habileté et son énergie avaient donnée à la Russie. Sa démission fut acceptée en 1860, et le général s'éloigna de ce pays de l'Amour dont le sort l'intéressait vivement, où il avait obtenu une popularité méritée. Disgracié peut-être pour toujours, le comte Mouraviev-Amourski s'est vu réduit à s'exiler complétement des affaires, et, si nous ne nous trompons, vit aujourd'hui tranquillement à Paris.

Bien évidemment ce système, — avec les préoccupations, les craintes, les habitudes qu'il entraîne, — ne peut que paralyser l'essor de la colonisation sibérienne, et l'effet qu'il produit sur les possessions européennes de la Russie, il doit le produire également sur l'Amour et vers l'Océan-Pacifique. Le fait est que ces contrées, si richement dotées par la nature, voisines immédiates des marchés de la Chine et placées de façon à prendre un développement aussi brillant que rapide, sont restées jusqu'ici complétement improductives. Le budget de la Russie pourvoit à toutes les dépenses de colonisation, d'armement, — sans que cet immense pays de l'Amour y contribue en rien. Le cabinet de Saint-Pétersbourg sait bien quelles lourdes charges lui impose une telle situation; mais, plutôt que de renoncer à ses plans, à ses rêves de domination, il aime mieux encore recourir à tous les expédiens financiers et multiplier les sacrifices. Ces sacrifices sont réellement énormes. Sans doute ils ont été forcément ralentis dans ces dernières années par les frais extraordinaires de la guerre de Pologne et aussi sous l'influence d'une crise financière qu'on essaie vainement de pallier. Ces circonstances ont, pour un instant, empêché le gouvernement russe de poursuivre aussi énergiquement qu'il l'aurait désiré l'exécution de ses projets favoris du côté du Pacifique. Le budget de la marine reste néanmoins sous le poids de dépenses considérables et croissantes, d'autant plus considérables que, pour la Russie, il ne s'agit de rien moins que d'avoir à Vladi-Vostok une flotte composée de deux divisions toujours prêtes à appareiller sur un signe du télégraphe, quand ce fameux télégraphe, auquel on travaille toujours, sera construit. L'une de ces divisions, dite défensive, formée de *monitors* et de canonnières cuirassées, serait des-

tinée à repousser les attaques des navires de bois dont se composent ordinairement dans ces régions reculées les escadres européennes. Elle pourrait encore, au besoin, jouer vis-à-vis de la Chine et du Japon le rôle que la flotte de Sébastopol a joué vis-à-vis de la Turquie à Sinope. La seconde division, destinée exclusivement à la course, serait composée de navires légers, bons marcheurs, et de sept ou huit frégates capables de tenter de ces coups de main dont s'est préoccupé plus d'une fois le commerce anglais. On a décidé à Pétersbourg qu'on consacrerait à la construction de la première division les sommes destinées d'abord à élever des fortifications sur différens points des possessions russes dans ces parages. On est arrivé de cette façon à pouvoir disposer de ressources considérables qu'on emploie à fonder de nouveaux ateliers et à préparer des armes défensives, sur lesquelles on fonde de grandes espérances. Quant à la division de corsaires, elle est toute construite, et sans la pénurie d'argent, jointe au manque d'équipages qui se faisait sentir à Cronstadt vers cette époque, il est probable que les trois frégates et les trois corvettes qui ont paru à New-York dans l'hiver de 1864 n'auraient pas été toute la force de l'escadre russe de l'Atlantique.

Depuis la guerre d'Orient, l'amirauté russe s'est occupée incessamment et presque exclusivement de la construction de cette marine multiple, et quoique les machines de ces navires n'égalent pas celles des navires anglais, français ou américains, il est certain toutefois qu'on a obtenu sous quelques rapports des résultats qui ne laissent pas d'être remarquables. Quant au nombre réel de ces bâtimens, il serait assez inutile de se fier aux chiffres que donnent les journaux officiels, par cette raison bien simple que ces chiffres sont faits pour tromper l'Europe et peut-être l'empereur lui-même. Toute défalcation faite des navires qui, pour cause de vétusté ou pour d'autres défauts, ne peuvent être pris au sérieux, on pourrait cependant admettre que cette escadre de Vladi-Vostok compte une trentaine d'assez beaux navires, frégates, corvettes, bâtimens légers, les uns de 400 à 600 chevaux de force nominale, les autres de 300 à 400, les derniers de 200 à 300. — Que peuvent faire ces corsaires russes, dira-t-on? Est-ce qu'ils sont en état de soutenir la lutte, et ne sont-ils pas assurés de périr dès qu'ils seront aux prises avec les forces d'une des grandes puissances maritimes? C'est une perspective que dans notre confiance naturelle d'Occidentaux nous devons admettre; nous irons plus loin : le gouvernement russe l'admet lui-même. Il ne prétend nullement avoir une escadre invincible, et il se fait au fond peu d'illusions sur le sort de cette poignée d'enfans perdus sacrifiés d'avance, comme ces soldats qu'on envoie enclouer une batterie ou enlever une position extrême. Le gouvernement russe ne compte ni sur des succès éclatans ni sur

une résistance indéfinie; il compte seulement qu'avant de succomber ou de se laisser bloquer dans les ports neutres, ses corsaires sont en état de faire essuyer au commerce, surtout au commerce anglais, de telles pertes que le gouvernement britannique y réfléchirait désormais avant de s'engager dans une voie d'hostilité contre la Russie. Ce calcul peut n'être pas si mal fondé. Il y a eu un jour, vers la fin de 1864, où le plus grand organe de l'Angleterre, le *Times*, mis en présence de cette éventualité que lui signalait un correspondant de Melbourne, prenait bravement son parti et faisait honneur à la sagesse britannique de tenir compte de ces menaces, de songer à éviter des aventures redoutables pour tant d'intérêts anglais engagés dans l'extrême Orient. Au lendemain de circonstances où une guerre nouvelle avait été tout au moins possible, il semblait dire : Nous l'avons échappé belle, et nous avons été bien inspirés de ne rien faire. Si ce sentiment prévalait, le cabinet de Pétersbourg, on le voit, n'aurait pas mal calculé.

D'ailleurs la Russie n'a pas dit son dernier mot en fait de marine. Si elle a rencontré jusqu'ici dans sa marche des obstacles de plus d'un genre, il est certes permis de prévoir que ces obstacles ne sont pas insurmontables. Les difficultés découlant du délabrement des finances une fois vaincues, l'Europe désarmant d'un autre côté et l'introduction d'un nouveau système de recrutement militaire s'accomplissant en Russie, les cadres des équipages moscovites se rempliront aisément — avec la grande docilité des hommes du peuple, toujours prêts à obéir au tsar, — avec la facilité d'éducation du matelot russe, qui n'exige pas beaucoup de temps, surtout depuis que l'emploi de la vapeur simplifie la manœuvre. L'amirauté russe ne se sent point embarrassée à cet égard, et c'est à la formation d'un corps d'officiers, de canonniers, qu'elle travaille de longue main. Les états-majors de la marine moscovite comptent déjà bon nombre de commandans et d'officiers distingués ayant l'habitude de la mer, et c'est l'escadre de l'Océan-Pacifique qui sert d'école à ces jeunes marins, acteurs futurs du drame qui se prépare obscurément. Les navires de cette escadre changent tous les trois ou quatre ans, et des *midshipmen*, des jeunes officiers qui quittent périodiquement Cronstadt, pas un ne revient en Europe avant d'avoir gagné au moins un grade en mer, avant d'avoir visité dans ses campagnes maritimes tous les ports du vieux et du nouveau monde.

Les possessions russes du Pacifique, où le commerce moscovite compte à peine, sont le prétexte de l'entretien de cette escadre et de ses expéditions dans ces mers éloignées; le but réel de la croisière est tout simplement l'éducation des jeunes marins formés à la navigation dans les contrées mêmes où ils peuvent avoir à déployer leur action. Il y a tout le long de la côte d'Asie, dans les îles de

l'Océanie, sur les côtes de l'Australie, des Moluques, des Philippines et de l'Amérique occidentale, une multitude de passes, de baies, de criques, dont la parfaite connaissance peut être d'une utilité immense pour des capitaines lancés à la course et pour des amiraux qui peuvent avoir à conduire des escadres. Le ministre de la marine de Pétersbourg ne perd pas de vue cette circonstance. On peut en voir la preuve dans la présence si souvent signalée de navires moscovites dans toutes les mers, dans tous les ports où il y a d'utiles observations à faire, et comme il est à la connaissance de tous les marins qu'on peut faire le tour du monde sans rencontrer un seul bâtiment marchand russe, ce ne peut être la protection du commerce qui motive ce mouvement perpétuel, d'ailleurs fort coûteux pour l'état. Le seul et vrai motif est la préoccupation d'étudier d'avance tous les points vulnérables des intérêts européens.

Depuis la fin de la guerre d'Orient, les navires russes visitent tous les ans les deux Indes, l'Australie, tous les caps et toutes les îles. Ils vont sur tous les points déployer périodiquement le pavillon moscovite; cependant s'il est un pays pour lequel ils montrent une prédilection toute particulière, c'est le Japon. Là ils se sentent comme chez eux, ils connaissent les baies et les passes de ce pays beaucoup mieux que leurs propres côtes et leurs ports de la Mandchourie. La station principale de l'amiral du tsar dans ces mers n'est même pas dans un port russe : elle est à l'île de Matsmaï, dans le port japonais de Hakodadé, situé dans le détroit de Sangar. De plus les navires russes n'apparaissent presque jamais à Yeddo, où depuis quelques années s'agite la diplomatie européenne, où se débattent les grands intérêts des puissances, et cette absence calculée a une cause qu'il n'est peut-être pas impossible de saisir. Après le traité signé à Tien-tsin avec la Chine en 1858, l'amiral Putiatine quitta le port de Petcheli pour se rendre au Japon. Il y fut reçu comme un hôte connu, mieux encore, comme un ami, et il put remarquer que son séjour forcé à Simoda, lors du naufrage de sa frégate en 1854, n'était point sans avoir porté d'heureux fruits. De tous côtés il rencontra des sympathies qui lui parurent encourageantes, et qui ont dû avoir leur influence sur la politique de la Russie vis-à-vis de l'empire japonais. Les Russes prévoyans, et ils ne sont pas rares, se sont dit que, puisque de longtemps encore on ne pouvait songer à étendre une domination directe sur le Japon, le mieux était de gagner l'amitié de ce pays, de se tenir bien avec lui, de l'enchaîner par une étroite alliance, par des rapports habilement multipliés. Dès lors le programme de la politique russe était à peu près trouvé et pouvait se résumer ainsi : employer tous les moyens pour s'insinuer dans l'intimité des Japonais, ne jamais les contrarier même dans leurs exigences les plus inadmissibles,

et se trouver toujours au moment propice pour donner un bon conseil, particulièrement à propos des relations et des démêlés avec les puissances européennes, — faire ressortir à leurs yeux la différence entre l'amitié désintéressée du tsar et les procédés des souverains des autres pays, les exciter indirectement à la résistance, les engager même dans des embarras et les pousser à des actes d'hostilité envers les nations occidentales, ce qui ne ferait que mettre en relief le caractère éminemment pacifique de leurs rapports avec le gouvernement de Pétersbourg, puis un jour se rendre indispensable et faire sentir alors aux Japonais qu'ils ne peuvent être sauvés que par la protection toute-puissante des tsars.

Le rôle d'un agent russe imbu et muni d'instructions de ce genre devenait assez embarrassant, s'il résidait dans la localité où se trouvaient les autres représentans européens, et il lui aurait été impossible de rester neutre en présence de leurs fréquentes protestations, faites habituellement sous la forme de notes collectives. L'amiral Putiatine prévit si bien toutes ces difficultés que pour les détourner il stipula dans le premier article du traité signé par lui avec le Japon que la légation russe pourrait s'établir non à Yeddo, mais à Hakodadé, l'un des ports les plus insignifians parmi ceux qui furent ouverts aux étrangers, le plus éloigné du mouvement commercial européen, mais appelé par sa position vers le nord, dans le détroit de Sangar, à commander un jour de ce côté l'entrée de la mer japonaise. La position isolée de Hakodadé, visité à peine par quelques baleiniers américains, rend l'importance du représentant du tsar d'autant plus frappante, lui laisse une liberté qu'il ne trouverait pas dans la capitale du Japon, assure à la propagande russe des facilités qu'elle n'aurait pas ailleurs.

Tout se prête du reste à ce mirage. La résidence de l'envoyé moscovite, placée au sommet d'une montagne, domine la ville qui s'étend en amphithéâtre à ses pieds, et, comparée aux habitations fort simples des autres agens européens, elle ressemble à un palais de quelque gouverneur du pays. Entourée d'une haute muraille et d'une vaste esplanade, elle a l'aspect et les avantages d'un camp retranché. L'enceinte enfin contient les bureaux, les logemens des employés, un hôpital de trente ou quarante lits pour les malades de l'escadre russe, une école pour les jeunes Japonais, et toutes les dépendances dont aiment à s'environner les diplomates moscovites à l'étranger. Le pavillon russe flotte ainsi au-dessus de tous les autres, et semble être là parfaitement chez lui. De l'autre côté de la baie, il y a encore des bains pour les équipages, des boulangeries, des magasins et autres établissemens indispensables à une station maritime solidement constituée. C'est dans les villages voisins et chez les marchands de Hakodadé que les états-majors et les équi-

pages vont dépenser leur argent; c'est à Hakodadé que vont se réparer les croisières, et tout cela, en fin de compte, profite aux habitans, qui ne peuvent que désirer la présence de tels hôtes et prendre une haute idée du tsar, d'autant plus qu'ils n'avaient vu jusqu'ici aucune puissance aussi grandement représentée. De toutes les langues étrangères qu'on entend à Hakodadé, c'est déjà la langue russe qui est la plus répandue. De jeunes Japonais, instruits au consulat, la parlent avec une extrême facilité, l'écrivent même, et deviennent en quelque sorte des missionnaires naturels au profit de la politique moscovite. Ce sont aussi les livres russes qu'on lit le plus, et, chose curieuse, le livre qu'on répand avec le plus de soin est une histoire de la campagne de 1812.

Le système pratiqué par la Russie, et principalement inauguré par l'amiral Putiatine, consiste, on le voit, à ne dédaigner aucun moyen, à marcher lentement, mais à marcher toujours, à s'infiltrer pour ainsi dire, et il n'est point impossible qu'au moment d'une crise, sur laquelle on compte, toute cette population ne se trouve déjà plus qu'à demi subjuguée. Ce moment peut n'être pas tout à fait prochain sans doute. Il faut considérer cependant que les embarras du Japon commencent. Il est aisé de prévoir que les idées, les influences étrangères auront pour effet de miner cette féodalité religieuse, sous la forme d'un double pouvoir, qui compose le gouvernement japonais. Il en résulterait alors une révolution sociale, religieuse et politique, qui amènerait inévitablement une guerre civile acharnée et dont on peut déjà distinguer les premiers symptômes. L'empire japonais se verrait d'un coup partagé en autant de camps et de factions qu'il y a d'îles dans cet archipel. Ce jour-là, qu'il soit éloigné ou prochain, le rôle de la Russie n'est-il pas tout tracé d'avance? Pourquoi n'étendrait-elle pas sa protection sur son voisin le plus rapproché, le prince de Matsmaï, le seigneur de cette île où elle se crée aujourd'hui des partisans et des moyens d'action? En fermant les détroits de La Pérouse et de Sangar, elle ferait de ce côté de la mer du Japon une mer close. Hakodadé deviendrait facilement un autre Sébastopol dans ces parages, et les petits princes japonais pourraient se préparer dès lors à aller faire leur éducation dans les écoles militaires et dans les régimens de la garde impériale à Saint-Pétersbourg. Le système réalisé au Caucase pourrait être appliqué sur une grande échelle au Japon, et il faut bien l'avouer, c'est un système pratique, peu moral, mais efficace, consistant à corrompre les grands par les honneurs, à acheter les petits, pour arriver à dominer la masse par la solidarité des uns et des autres dans la trahison. C'est ainsi, on peut s'en souvenir, que longtemps avant la fin de la guerre de Circassie les princes de Gouriel, de Mingrélie, et bien d'autres combattaient déjà dans les rangs de

l'armée du tsar contre ceux de leurs compatriotes qui défendaient encore l'indépendance de leur pays.

Au sud du Japon, c'est à Nangasaki que la politique russe avait essayé d'abord son action. Là aussi les escadres allaient stationner, mettant au besoin leurs équipages à terre et les cantonnant dans les villages de la côte opposée à la ville; là aussi il y avait quelques essais d'établissemens, — un hôpital, des écoles, des bains. — Une courte expérience fit bientôt reconnaître que Nangasaki était un mauvais choix, qu'on était sans cesse en présence d'une multitude d'étrangers qui vont de préférence se fixer dans cette ville et qui pouvaient devenir des rivaux ou des surveillans incommodes. L'attention des marins russes parut alors se porter sur les îles Tsousima, dont la possession aurait une bien autre importance. Ces deux îles, en effet, sont situées dans le détroit de Corée, en face de la presqu'île de ce nom, objet principal des ambitions de la politique moscovite. Séparées par un petit bras de mer profond, échancrées de baies spacieuses, elles réalisent tout ce que l'amirauté russe peut désirer pour un établissement maritime de premier ordre. Les flottes les plus nombreuses pourraient s'abriter dans leurs bassins naturels, tandis que la double entrée du détroit qui les sépare pourrait facilement être rendue inabordable. C'est sans nul doute sous l'influence de ces idées que les îles Tsousima devinrent, il y a quelques années, le théâtre d'une tentative assez maladroitement exécutée, mais qui ne reste pas moins un des épisodes curieux de cette singulière histoire : essai manqué qui peut toutefois se renouveler.

On était en 1860, lorsqu'un jour une corvette de guerre russe, le *Posadnik*, parut dans le détroit de Tsousima toute désemparée et faisant des signes de détresse. L'entrée des îles étant interdite aux étrangers, cette apparition inattendue mit en grand émoi les autorités locales, qui voulaient d'abord empêcher le navire de pénétrer dans le port; mais le commandant fit si bien jouer tous les ressorts, il parla si hautement des conséquences que pouvait avoir cette violation des plus simples lois de l'hospitalité et de l'humanité, cette absence d'égards envers le souverain le plus puissant du globe, que non-seulement on le laissa jeter l'ancre, mais encore que le gouverneur finit par accepter les présens qui lui étaient offerts, et permit au capitaine Birulof de débarquer son artillerie, tous ses bagages, de former enfin un véritable camp retranché, une vraie colonie militaire. Une fois à terre, les Russes se hâtèrent de mettre leurs canons en batterie comme s'ils avaient à redouter quelque attaque du côté de la mer; ils élevèrent des redoutes, construisirent des magasins, faisant flotter le pavillon russe au-dessus de ces établissemens improvisés, et surtout on se mit à lever des cartes dé-

taillées des baies, des plans de terrains, — tout cela en paraissant s'occuper de radouber un navire qui, pour le dire en passant, n'avait pas le moindre besoin de réparation. Cela dura des mois, les autorités ne disaient rien, soit qu'elles fussent gagnées, soit qu'elles se sentissent sans appui. Les choses étaient vraiment dans la meilleure voie lorsque le jeune capitaine russe compromit tout par quelques brusqueries ou de trop libres allures. La population finit par s'ameuter et pesa sur le gouverneur, qui à son tour ne put faire autrement que de rendre compte de tout ce qui se passait au gouverneur de Nangasaki.

Or ici l'affaire tombait entre les mains de l'amiral anglais, sir Charles Hope, et du chef de la station française, qui témoignaient une extrême surprise qu'un tel événement eût pu s'accomplir à une distance de dix-huit ou vingt heures de Nangasaki, presque en face des deux stations, sans qu'on eût rien su. Sir Charles Hope se rendit sur les lieux avec deux de ses navires, et après avoir tout vu par lui-même il adressa une protestation en règle à l'amiral Likhatchef, commandant en chef de la station russe, avec sommation à cet officier-général de faire évacuer immédiatement les îles Tsousima. L'amiral Likhatchef, qui pendant tout ce temps s'était tenu à dessein dans le nord et qui avait laissé courir le bruit que le *Posadnik* s'était perdu corps et biens dans un ouragan, affecta d'être très étonné de cette aventureuse équipée; il déplora beaucoup l'imprudence du capitaine conquérant, désapprouva sa conduite et fit évacuer la place immédiatement. Le *Posadnik* partit en effet trois jours après avoir reçu cet ordre. Birulof fut disgracié pour quelque temps; l'amiral Likhatchef fut aussi rappelé : c'était juste, puisqu'ils n'avaient pas réussi. Le gouvernement de Pétersbourg désavoua complétement toute cette entreprise manquée et envoya l'amiral Popof pour remplacer Likhatchef; mais voici où commence le plus curieux de l'histoire et ce qui en fait la moralité secrète. Le ministre de la marine de Pétersbourg fit remettre à tous les navires de l'escadre de l'amiral Popof les cartes détaillées des îles Tsousima levées par les soins du capitaine Birulof, et sur une de ces cartes se trouvait même approuvé le plan des fortifications, usines, établissemens à élever, si on se trouvait ramené à pareille aventure. Là où Birulof et Likhatchef ont échoué, d'autres peuvent être un jour plus heureux. Il n'est pas impossible assurément que l'occasion ne se reproduise, et la Russie est trop habile pour la laisser échapper, pour ne pas profiter de tous les avantages. Il faut avouer du reste que, malgré tout ce qui peut la rendre suspecte, les événemens ont tourné dans ces derniers temps de façon à favoriser singulièrement la politique moscovite dans ses rapports avec le Japon, et les autres puissances elles-mêmes, faute de se rendre un

compte suffisamment exact de ce terrain nouveau où elles sont appelées à se montrer, ont aidé à faire de l'influence russe l'influence la plus écoutée des Japonais, quoique la plus menaçante pour eux.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Russie joue son rôle dans cette partie de l'Orient. Elle y a précédé l'Europe, elle y reste plus forte qu'elle par le voisinage, par la pratique des choses et des hommes, par un système de ruse rehaussé au besoin d'audace et fondé sur la connaissance de tous les ressorts du caractère japonais. Tout son art consiste à faire son chemin sans éclat et sans bruit autant que possible, à se distinguer en tout des autres états, à envelopper les Japonais, à leur passer au besoin beaucoup de méfaits, sans laisser pourtant s'affaiblir dans leur esprit l'idée d'une puissance exceptionnelle, en leur inculquant soigneusement au contraire cette pensée, — que ses condescendances ne sont que la modération d'une force amie, bienveillante et naturellement protectrice. Il y a plus de dix ans déjà que la Russie s'était mise à négocier pour obtenir la cession de la partie japonaise de l'île de Sakhaline, et, n'ayant pas réussi alors, elle a su attendre en ne négligeant pas de s'assurer pendant ce temps la possession de la partie de cette île qui appartenait à la Chine. Les autres états tourmentent le Japon pour des meurtres ou des violences dont leurs nationaux sont les victimes; la Russie jette un voile sur ces faits, elle les représente comme des incidens malheureusement trop ordinaires de la vie des peuples, qui n'ont rien de politique, qui ne peuvent surtout devenir une occasion d'hostilités, et tandis que l'Angleterre, la France, les États-Unis usent de la force, elle se contente de satisfactions qui seraient bien médiocres, si elle ne poursuivait pas un plus grand but. C'est ainsi que, lorsqu'en 1854 un officier et des matelots de l'escadre russe furent à Yokohama victimes d'une des premières tentatives de meurtre dirigées contre les Européens, l'envoyé du tsar, au lieu de se montrer irrité et de faire un exemple éclatant, se borna à recevoir des excuses assez bénignes en ajoutant, il est vrai : « C'est dans ces occasions que vous apprendrez à connaître la différence entre l'amitié chevaleresque de mon souverain et celle de ces gouvernemens de l'Occident, qui vous poursuivraient de leurs protestations et de leurs exigences. »

Cette tactique, si on y regarde bien, a été singulièrement trompeuse pour les Japonais. D'un côté, elle a fait apparaître à leurs yeux la politique russe comme un modèle de désintéressement, de l'autre elle les a poussés dans la voie de la résistance aux autres états avec qui ils avaient affaire. Ils se sont dit tout naturellement que, puisque le tsar, un souverain si puissant, s'abstenait d'employer les armes, ils ne devaient pas se laisser intimider par des

démonstrations européennes, qui seraient probablement d'ailleurs sans effet. De là attaques sur attaques, violations de traité suivies de représailles qui ont mis d'autant plus en relief la modération du gouvernement de Pétersbourg, seul capable de considérer avec une indulgente amitié des faits qui attiraient des coups de canon de la part de la France et de l'Angleterre. Voilà comment la Russie est aujourd'hui plus que jamais en situation d'arriver à ses fins. Elle ne rétrograde pas, elle avance.

Le jour où la politique russe sera parvenue à prendre la position qu'elle ambitionne dans les mers de l'extrême Orient, la seule force qui pourrait facilement et sérieusement contrecarrer ses desseins est cette autre puissance riveraine de l'Océan-Pacifique qui, elle aussi, tend à dominer sur le continent où elle joue un si grand rôle : nous voulons parler des États-Unis d'Amérique; mais entre ces deux puissances qui ont des ambitions égales, qui sembleraient destinées à se rencontrer, à se heurter sur ce vaste théâtre des mers lointaines, il y a encore plus d'affinités que de raisons d'antagonisme et d'incompatibilité. Elles sont séparées par l'esprit, par les mœurs, par les institutions; elles se rejoignent, il ne faut pas se le dissimuler, dans un sentiment plus ou moins latent, plus ou moins ostensible d'hostilité à l'égard de l'Europe, et c'est surtout par les intérêts dans la paix et même dans la guerre, c'est par une certaine solidarité qu'elles se rapprochent, qu'elles sont conduites à multiplier, à resserrer leurs relations. Cette alliance, à peine ébauchée sans doute, mais dont on a pu voir, depuis quelques années, plus d'un symptôme dans des circonstances significatives, cette alliance se fortifiera de tous les rapports de commerce qui ne tarderont pas à s'établir entre la Californie et l'Amour dès que sera ouverte la grande communication qui doit relier New-York, Boston et les principales villes industrielles du littoral de l'Atlantique avec San-Francisco, ce futur entrepôt du mouvement commercial américain avec la Chine et le Japon. Les Américains pourront alors remonter l'Amour, se répandre par la Sibérie jusque dans l'intérieur de la Russie d'Europe, et ils défieront facilement toute concurrence anglaise, française ou allemande, par la raison assez simple que les marchandises qui seront livrées sur l'Amour après trente ou quarante jours de navigation pourront être vendues meilleur marché que celles qui, embarquées à Hambourg, à Londres ou à Marseille, auront à doubler le cap de Bonne-Espérance, et mettront au moins cent trente ou cent quarante jours pour arriver au même point.

Pour le moment, il est vrai, la Russie n'en est pas à favoriser ce mouvement d'expansion des Américains vers ses possessions orientales. Elle redoute les émigrations, on l'a vu, plus qu'elle ne les appelle; elle craint le génie entreprenant des *Yankees*, la propa-

gande de leurs idées et de leurs mœurs, l'esprit de liberté marchant à la suite du commerce et des capitaux. Le jour cependant où le trésor russe, qui est assez gravement malade déjà, ne pourra plus suffire aux dépenses ruineuses d'une colonisation purement militaire, d'un système qui coûte tant à l'état sans lui rapporter rien, il faudra bien se relâcher un peu et accepter le secours de ceux qui ne demandent pas mieux que de porter le mouvement dans ces immenses contrées. Tout ce que pourra faire la Russie sera de cantonner pour ainsi dire les Américains, de leur livrer l'exploitation de ses mines, de ses fleuves, de ses pêcheries, de ses marchés, sans les laisser pénétrer trop avant dans l'intérieur. On peut se faire une idée des avantages matériels que les Américains du nord peuvent trouver dans cet ordre de rapports avec la Russie par ce qu'ils y gagnent déjà. Il suffit de rappeler un fait qu'on peut lire d'ailleurs dans les statistiques officielles, c'est que depuis 1847 jusqu'en 1861 les navires baleiniers américains allant pêcher dans les mers d'Okhotsk et du Kamtchatka ont jeté entre les mains des armateurs un bénéfice de 700 millions. Quels seront donc les profits que les Américains pourront retirer des riches possessions russes, quand on leur abandonnera sans concurrence les lignes de bateaux à vapeur entre l'Amour, la Chine, le Japon, la Californie et l'intérieur de la Sibérie, l'exploitation des houilles, les travaux de chemins de fer, la construction des télégraphes, comme on le fait déjà aujourd'hui pour la grande ligne télégraphique de l'Océan-Pacifique!

Les Américains, qui sont des hommes pratiques, ne manqueront pas assurément de sentir le prix de telles relations et d'une bonne amitié avec l'empire russe. Il se trouvera parmi eux, il s'est même déjà trouvé des esprits pour propager cette idée bizarre d'une grande mission civilisatrice dévolue en commun à la Russie et aux États-Unis. Est-il même impossible que dans des circontances données le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne trouve dans les *Yankees* un concours plus ou moins actif et dans tous les cas efficace? L'Angleterre est ici peut-être la puissance la plus intéressée. Supposez en effet une guerre éclatant à un certain moment de l'avenir entre la Russie et l'Angleterre : ne serait-ce pas une merveilleuse chance pour les armateurs américains, qui auraient à embarquer sur leurs navires neutres les cargaisons précieuses que le commerce de la Chine craindrait de confier au pavillon belligérant de la Grande-Bretagne dans des parages infestés de corsaires moscovites? Un amiral russe qui par un télégramme de Pétersbourg recevrait l'ordre de sortir de Vladi-Vostok pour se jeter sur le commerce ennemi pourrait être sûr, après avoir lancé ses navires dans toutes les directions, de trouver un refuge et un secours dans les ports, les arsenaux, les magasins américains; il trouverait des na-

vires américains qui lui apporteraient de San-Francisco des vivres, de la houille, des munitions, qui se chargeraient des prises qu'on aurait faites sur le commerce ennemi. N'entrons pas plus avant dans cet ordre de faits. Qui sait pourtant si ces éventualités n'ont pas pesé sur les résolutions de l'Angleterre depuis quelques années? Qui pourrait dire que ces perspectives n'ont pas contribué à inspirer à la France elle-même une prévoyante et énigmatique retenue dans les affaires de l'Europe, que le Mexique par exemple n'a point été entrevu comme pouvant contribuer à créer une alliance plus étroite, plus décidée, entre la Russie et les États-Unis?

Il suffit de poser ces questions pour se trouver en face des problèmes de toute sorte que soulève la marche de la politique moscovite dans l'extrême Orient. Le plus clair indubitablement, c'est que cette alliance de la Russie et des États-Unis n'est point précisément une vision chimérique, que non-seulement la politique orientale du gouvernement de Pétersbourg ne l'empêche point, qu'elle la sert au contraire, — que non-seulement elle est possible, mais qu'elle est même indiquée dans certaines circonstances, et qu'elle ne paraît nullement extraordinaire aux Américains eux-mêmes. C'est en un mot, comme on dit, un des élémens de la politique aujourd'hui. Il y a seulement une compensation, fille de la force des choses et de la marche nécessaire des événemens : de cette situation qui n'est pas sans trouble et sans péril le remède peut sortir de lui-même. Si la Russie se décide à ouvrir les vastes solitudes de ses possessions orientales au génie aventureux et entreprenant des Américains, il est impossible que l'activité de ces hommes nés libres, accoutumés à l'indépendance, ne provoque pas ce mouvement d'idées contre lequel jusqu'ici le gouvernement de Pétersbourg est resté si inflexiblement armé, qu'il craint et qu'il combat. L'alliance avec les États-Unis, et elle n'est possible qu'à ces conditions, c'est la fin de ce système, c'est pour la Russie la nécessité d'une transformation dont on ne peut calculer les suites. Pour les habitans de ces régions orientales arrosées par les larmes de tant de condamnés, c'est un jour ou l'autre toute une situation nouvelle qui finira par rendre à l'humanité ces territoires peuplés jusqu'à présent de soldats et de déportés, et par une mystérieuse combinaison ce qui était une menace, sans cesser d'être quelque chose d'obscur et d'étrange, peut devenir un acheminement vers un ordre moins décourageant pour la liberté des peuples, moins fait aussi pour exciter la surprise et les soupçons de l'Europe.

V. DE MARS.

L'AGRICULTURE

EN 1865

Les années 1864 et 1865 marquent une phase nouvelle dans l'histoire de notre économie rurale. Pendant les dix ans qui ont précédé 1864, les principaux produits de l'agriculture avaient haussé dans une proportion inquiétante pour les consommateurs. Le prix moyen du blé était monté à 30 francs l'hectolitre en 1856, et après une baisse en 1858 et 1859 s'était relevé à 25 francs en 1861; en même temps le prix du vin avait au moins doublé, celui de la viande et des autres produits animaux, comme le beurre, les œufs, les volailles, avait suivi une hausse plus lente, mais graduelle. Dans ces deux dernières années au contraire, et notamment en 1865, le prix moyen du blé est retombé à 16 francs l'hectolitre; le vin a baissé de près de moitié, et si le prix de la viande n'a pas précisément diminué, il a du moins cessé de monter. De là une crise en sens inverse qui soulève des plaintes générales de la part des producteurs. Ces plaintes s'élèvent surtout dans le midi, où les blés et les vins sont les principaux et presque les uniques produits; mais elles retentissent aussi dans le nord, que la variété de ses cultures n'a pas mis complétement à l'abri.

La première pensée des agriculteurs atteints dans leurs intérêts a été de s'en prendre à la législation nouvelle établie en 1861 et à l'ordre d'idées qu'on a l'habitude de désigner sous le nom de *libre échange*. Il était facile de s'y attendre, car notre public agricole s'est laissé si longtemps leurrer des chimères du système protecteur, qu'il ne peut pas y renoncer en un jour; mais ce n'en est pas moins une erreur profonde, et qui peut avoir de funestes effets en détournant les esprits de la recherche des véritables causes.

Il est aisé de prouver par des chiffres authentiques que la liberté du commerce, au lieu d'abattre les prix, a contribué à les soutenir, puisque la somme des exportations de produits agricoles a excédé de beaucoup les importations. L'administration des douanes vient de publier le tableau de notre commerce extérieur pendant les onze premiers mois de 1865; voici ce qu'on y trouve :

Importations de blé.	
Grains	1,837,000 quintaux métriques (1).
Farines	15,000 — —
Exportations de blé.	
Grains	1,855,000 quintaux métriques.
Farines	2,175,000 — —

Ainsi les importations et les exportations de blés en grains se sont balancées, et l'exportation des farines a été plus que centuple de l'importation. En convertissant les quintaux métriques de farine en blé à raison de 70 de farine pour 100 de blé, on trouve à l'exportation un total de 5 millions de quintaux métriques ou beaucoup plus du double de l'importation. En évaluant les uns et les autres en argent, aux prix de 23 francs le quintal métrique pour le blé et de 32 francs pour la farine, on trouve 43 millions pour l'importation et 112 millions pour l'exportation. L'exportation de l'année entière dépassera certainement 120 millions.

Voilà pour le froment proprement dit; passons maintenant aux autres grains.

	Importations.	Exportations.
Seigle	5,000 quint. métr.	734,000 quint. métr.
Maïs	175,000 —	64,000 —
Orge	54,000 (2) —	903,000 —
Avoine	283,000 —	199,000 —
Sarrasin		82,000 —
Totaux	517,000 quint. métr.	1,982,000 quint. métr.

Les importations atteignent ici le quadruple des exportations. Nous importons un peu plus de maïs et d'avoine que nous n'en exportons, mais nous reprenons l'avantage pour le seigle, l'orge et le sarrasin.

Pour bien apprécier la portée de ces chiffres, il faut savoir que les grains étrangers entrent maintenant chez nous en franchise absolue. Le seigle, le maïs, l'orge, l'avoine et le sarrasin sont affranchis de tout droit d'entrée par la loi de 1861. Le blé proprement dit est grevé en apparence par cette même loi d'un droit de 50 c.

(1) Déduction faite de 183,000 quintaux venus d'Algérie.
(2) Déduction faite de 207,000 quintaux venus d'Algérie.

par quintal métrique; mais une fiction tolérée par l'administration permet de l'éluder. Tout blé étranger importé en France pour être réexporté à l'état de farine est admis en franchise, et, comme il sort beaucoup plus de farines qu'il n'en entre, les importateurs prétendent que tous les blés introduits sont réexportés, ce qui est accepté par l'administration des douanes; le droit devient donc absolument nominal. Ainsi, même avec la franchise absolue, voilà tout ce qui a pu entrer dans les onze premiers mois de 1865, le tiers à peu près de ce qui est sorti. Dans les 2 millions de quintaux métriques de froment importé, la Russie figure pour 873,000 quintaux; c'est tout ce que cette Russie tant redoutée a pu nous vendre, — la consommation de la seule ville de Marseille! L'Angleterre au contraire nous a acheté pour plus de 70 millions de grains et farines, et ses achats pour l'année entière s'élèveront à 80 millions. Il est impossible, en présence de pareils faits, d'attribuer à la liberté du commerce une action quelconque pour faire baisser les prix.

Ceux qui veulent absolument s'effrayer répondent que les prix ne baissent pas en proportion de ce qui entre, mais de ce qui *peut* entrer. « Sans doute, disent-ils, il est entré peu de blés étrangers; mais, si les prix haussaient, il en entrerait davantage, et c'est ce qui maintient les bas prix. » On a peine à comprendre cet argument, qui rencontre cependant une assez grande faveur. On n'a jamais vu que les prix sur un marché fussent affectés par des marchandises qui n'y sont pas, dont l'existence même est problématique. Ces blés dont on annonce toujours l'invasion, où se cachent-ils? Sans doute une hausse en attirerait, mais en quantités proportionnées à la hausse même. Pour arriver à des importations un peu sensibles, l'expérience l'a prouvé dix fois, il faut dépasser 25 francs l'hectolitre à Marseille, ce qui suppose au moins 20 francs en moyenne sur l'ensemble du territoire, et nous en sommes bien loin. Malheureusement il n'y a rien à répondre à la peur, et on ne peut nier que ce fantôme, d'autant plus gigantesque qu'il ne repose sur rien, n'obsède violemment les imaginations. Tout ce qu'on peut faire, c'est de retourner l'argument et de dire que les prix ne haussent pas seulement en proportion de ce qui sort, mais de ce qui *peut* sortir; si les prix baissaient, il en sortirait davantage, ce qui soutient le niveau. Pourtant il est à craindre que ce raisonnement, quoique absolument le même, n'ait pas le même succès, puisque la réalité de l'exportation frappe beaucoup moins les esprits prévenus que la terreur d'une importation imaginaire.

Un dernier coup d'œil jeté sur les denrées agricoles autres que les céréales achèvera de montrer à quiconque n'a pas de parti-pris que nos producteurs ne perdent pas à la liberté du commerce :

	Importations.	Exportations.
Chevaux	9 millions de francs.	6 millions de francs.
Mulets		13 — —
Bestiaux	70 — —	30 — —
Viandes	4 — —	9 — —
Fromage et beurre	17 — —	54 — —
Œufs		35 — —
Vins	5 — —	253 — —
Eaux-de-vie	4 — —	52 — —
Totaux	109 millions de francs.	452 millions de francs.

Ici encore, les exportations sont le quadruple des importations; nous importons plus de bestiaux que nous n'en exportons, mais pour le reste, surtout pour les vins, nous reprenons l'avantage. Il y a bien une observation à faire sur le chiffre donné par l'administration des douanes pour les vins : l'exportation s'élève en tout à 2 millions 600,000 hectolitres, et, pour arriver à ce chiffre de 253 millions, il faut évaluer chaque hectolitre près de 100 francs. Sans doute les vins qui sortent de France appartiennent presque tous aux premières qualités, cette évaluation paraît cependant élevée pour une moyenne; même en la supposant exacte, l'agriculture ne profite pas de la somme entière, et il en revient au commerce des vins une part qu'il est difficile de préciser. L'exportation de nos vins atteint dans tous les cas une somme énorme.

La laine doit être considérée à part. Nous avons importé, dans les onze premiers mois de 1865, déduction faite des exportations, pour 203 millions de laines : même en les ajoutant aux importations de denrées agricoles, celles-ci seraient encore inférieures aux exportations; mais ce n'est pas ainsi qu'il est juste de procéder, il faut mettre l'importation des laines en regard de l'exportation des fils et tissus de laine, et on trouve alors les 203 millions d'importation plus que compensés par une exportation de 368 millions. La même observation s'applique à la soie, au lin, au chanvre, aux peaux, aux huiles et autres matières premières, dont l'importation est plus que couverte par l'exportation des produits manufacturés avec ces matières. L'importation et l'exportation des fruits et des légumes se compensent, avec un léger avantage en faveur de l'exportation. Le sucre présente un excédant d'importation. Somme toute, on peut affirmer que les exportations de produits agricoles pour 1865 excéderont les importations de 500 millions.

Quelle est donc la véritable cause de la baisse? Elle n'est pas difficile à trouver, du moins pour les deux principaux articles, le blé et le vin. D'après les documens recueillis par l'administration, la récolte du blé avait été de 75 millions d'hectolitres en 1861; elle

a été en 1863 de 117 millions d'hectolitres et en 1864 de 111 : de pareilles différences dans les récoltes ne peuvent qu'entraîner de brusques secousses dans les prix. La récolte de 1863 a été de beaucoup la plus abondante qu'on ait jamais vue en France, et celle de 1864 l'a suivie de près. Il en est de même pour le vin. L'administration des contributions indirectes avait constaté que la production du vin avait diminué des trois quarts en 1854 par l'invasion de l'*oïdium;* elle s'était relevée lentement depuis dix ans, mais sans arriver encore au même point qu'autrefois. En 1864, elle est revenue à l'état normal, et en 1865 elle l'a fort dépassé, la température de cette dernière année ayant été extrêmement favorable au vin, et beaucoup de nouvelles vignes plantées pendant la période des hauts prix ayant commencé à produire.

Qu'on mette en regard maintenant de cette production surabondante l'état de la population, qui ne s'accroît presque plus, et on comprendra aisément que l'équilibre entre la production et la consommation soit pour le moment rompu. Dans d'autres temps, la population se serait accrue en quinze ans de 3 millions d'existences; elle ne s'est accrue, de 1846 à 1861, que de 1,300,000, différence en moins : 1,700,000, qui manquent aujourd'hui parmi les consommateurs. Ce n'est pas un petit incident pour un peuple qu'un ralentissement si marqué dans le progrès de sa population; on a beau chercher à l'oublier, il n'en porte pas moins ses fruits. L'agriculture en souffre doublement; en même temps qu'elle y perd des consommateurs, elle se voit privée des bras dont elle a besoin, et les frais montent quand les produits baissent. L'exportation ne suffit pas pour rétablir complétement l'équilibre, pas plus que l'importation ne suffit en temps de disette; dans l'un et l'autre cas, le mal est atténué, non détruit, car les prix d'une grande nation comme la nôtre se règlent par l'état du marché intérieur ; l'importation et l'exportation ne peuvent être que des appoints.

Quelques producteurs prétendent que ce n'est pas là ce qu'on leur avait promis. D'après eux, les défenseurs de la loi de 1861 avaient annoncé qu'à l'avenir il n'y aurait ni hausse ni baisse sur le blé. Nous n'avons pas à justifier dans toutes ses dispositions la loi de 1861, puisque nous avons combattu l'un de ses principaux articles, celui qui ne met sur le blé étranger qu'un droit fixe de 50 centimes par quintal métrique (1); mais à part ce point de détail le système de la loi de 1861 nous paraît bon, et l'expérience qu'on prétend avoir tourné contre lui s'est prononcée, selon nous, en sa faveur. On n'a jamais dit qu'il n'y aurait à l'avenir ni hausse ni

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1861.

baisse sur le blé. Après une mauvaise récolte, la hausse n'est pas seulement nécessaire, elle est bonne, pourvu qu'elle n'aille pas trop loin, en ce sens qu'elle empêche la ruine du producteur, qui retrouve sur le prix ce qu'il perd sur la quantité; après une récolte abondante, la baisse n'est pas seulement nécessaire, elle est bonne, pourvu qu'elle ne soit pas excessive, en ce sens qu'elle fait profiter le consommateur des bienfaits de la Providence sans nuire aux intérêts légitimes du producteur. Tout ce qu'on a promis en établissant la liberté du commerce des grains, c'est que, par le libre jeu de l'importation et de l'exportation, on préviendrait l'excès de la hausse et l'excès de la baisse plus sûrement que par le jeu intermittent de l'échelle mobile, et les faits ont répondu dans ce sens.

Nous avons eu, depuis 1861, deux périodes, l'une de disette, l'autre d'abondance. Nous avons vu, dans la première, l'importation s'accroître et l'exportation se réduire d'elles-mêmes; nous avons vu, dans la seconde, l'effet contraire se produire, l'importation décroître et l'exportation se développer spontanément : tout s'est passé comme on l'avait annoncé d'avance, sans l'intervention d'aucun agent artificiel. « Mais, dit-on, l'exportation agit en temps de baisse avec moins d'énergie que l'importation en temps de hausse, et ce qui le prouve, c'est que la hausse a été arrêtée en 1861, tandis qu'aujourd'hui la baisse ne l'est pas. » Cet argument serait fondé, qu'il n'atteindrait pas ceux qui avaient demandé un droit fixe plus élevé; mais il ne faut pas le grossir et s'en faire une arme contre le régime tout entier.

Prenons les faits tels qu'ils sont. En 1861, la hausse n'a pas dépassé 25 francs l'hectolitre en moyenne, et en 1865 la baisse n'a pas dépassé 16 francs. Il y a eu sans doute des points où les prix ont monté plus haut en 1861, et d'autres où ils sont descendus plus bas en 1865; mais nous ne pouvons raisonner que sur des moyennes. Or, si nous remontons dans le passé, nous trouvons des années où la hausse a excédé la limite de 1861, et d'autres où la baisse a excédé la limite de 1865. En prenant pour point de départ 1820, le prix moyen a dépassé *quatre fois*, dans cette période de quarante années, 25 francs l'hectolitre.

1847.....	29 fr.	01 cent.
1854.....	28	82
1855.....	29	32
1856.....	30	75

Dans le même laps de temps, le prix moyen est tombé *sept fois* au-dessous de 16 francs.

1822.....	15 fr.	49 cent.
1826.....	15	85
1833.....	15	62
1834.....	15	25
1849.....	15	37
1850.....	14	32
1851.....	14	48

Ainsi, sous le régime de l'échelle mobile, on a vu le blé monter plus haut et descendre plus bas que sous le régime de la loi de 1861. L'effet attendu s'est donc produit, les extrêmes se sont rapprochés. On est parfaitement en droit de conclure de ces chiffres que, si l'échelle mobile avait duré, les prix auraient été plus hauts en 1861 et plus bas en 1865.

Quant à la quantité des importations et des exportations, les prévisions des défenseurs de la liberté commerciale ont été dépassées sur un point et justifiées sur tous les autres. On avait pensé, d'après l'expérience de 1856, que les importations en temps de disette ne dépasseraient pas 9 millions d'hectolitres; elles ont atteint 14 millions d'hectolitres en 1861. C'est là sans doute une différence sensible, mais il faut remarquer d'une part qu'elle est loin de justifier les appréhensions de nos adversaires, qui annonçaient une invasion bien autrement formidable, et de l'autre que cette introduction a été supérieure aux besoins, puisque le commerce de Marseille y a perdu des sommes considérables. On a procédé *à la française*, on a cru que les importations pouvaient être faites à tort et à travers, et on a été surpris par la baisse. Cette leçon permet de croire que le commerce sera plus circonspect à l'avenir. Dans tous les cas, l'échelle mobile n'aurait pas empêché cette large introduction, puisqu'elle aurait levé tous les droits d'entrée; le petit droit de 50 centimes n'aurait même pas existé.

Toutes les autres prévisions se sont vérifiées. Il y aura toujours, avions-nous dit, même dans les temps d'abondance, une petite importation par Marseille, pour parer au déficit de la production des grains dans la vallée du Rhône; d'après l'expérience de 1858 et 1859, nous avions pensé que cette importation n'excéderait pas 2 millions de quintaux métriques. C'est en effet ce qui est arrivé, l'importation de 1865 n'a été que de 2 millions de quintaux. En même temps nous avions constaté qu'en 1858 l'exportation avait été de 5 millions de quintaux métriques de tous grains et en 1859 de 8 millions de quintaux; nous en avions conclu que les mêmes faits se reproduiraient dans les mêmes circonstances. En effet, l'exportation de 1864 s'est élevée à 5 millions de quintaux métriques, et celle de 1865 sera de 8 millions de quintaux.« Il est en outre à

remarquer, ajoutions-nous, que le tiers au moins de cette immense exportation se fait en farines, c'est-à-dire qu'au profit agricole vient se joindre le profit industriel, et que les issues, si précieuses pour la nourriture du bétail, restent en France, sans diminuer le bénéfice en argent. » C'est encore ce qui est arrivé et ce qui paraît même devoir prendre de plus grandes proportions, car l'exportation de nos farines va toujours en croissant.

Il se peut qu'on se soit attendu à une exportation plus forte; telle qu'elle est, elle réalise ce que nous avions annoncé. Que ce soit là son dernier mot, nous ne le pensons pas. Soit en 1864, soit en 1865, l'Angleterre nous a acheté la moitié environ de ce que nous avons vendu à l'extérieur; le reste va en Belgique, en Suisse et en Allemagne. On a quelque peine à croire que l'Angleterre s'en tienne là. Une circonstance particulière a réduit ses demandes dans ces dernières années. Avant la guerre civile, les États-Unis n'envoyaient de blé en Europe que dans les temps de cherté; en temps ordinaire, le sud, qui ne produisait pour ainsi dire que du coton et du tabac, consommait les blés produits par le nord; pendant la guerre, les blés du nord n'ont plus trouvé leur écoulement vers le sud, et ils ont reflué sur l'Europe en quantités énormes. C'est ce qui explique ces avalanches de grains qui se sont précipitées sur l'Angleterre à travers l'Atlantique en 1863 et 1864; mais, depuis que la guerre est finie, tout a changé, et ces envois, qui ont fait aux nôtres une rude concurrence, se sont arrêtés. L'ordre naturel se rétablit, les prix ont remonté à New-York, et l'Angleterre reprend ses achats en Europe.

On dirait, à entendre certaines clameurs, que l'importation des céréales est un fait nouveau et sans précédent. On a importé des blés en tout temps, et pendant les quarante ans qu'a duré le régime de l'échelle mobile, les importations ont excédé les exportations, tout compte fait, de 40 millions d'hectolitres. Jamais on n'avait moins importé de blé étranger à Marseille que dans le moment présent, et l'inutilité radicale du mécanisme compliqué de l'échelle mobile n'a jamais été plus clairement démontrée.

Les détracteurs de la liberté du commerce se servent comme d'un argument décisif de la récolte de 1865, qui a été au-dessous de la moyenne, surtout dans le midi. « Voilà, disent-ils, un fait nouveau; la récolte est médiocre, et les prix ne remontent pas! » Le fait n'est pas si nouveau qu'ils le prétendent. Qu'on revienne encore aux prix d'autrefois, et on verra qu'une seule récolte n'a jamais suffi pour exercer une action sensible sur les prix, soit en hausse, soit en baisse. Il en faut au moins deux à cause des excédans qui restent dans les greniers et qui s'écoulent peu à peu. Nous vivons au moins autant

aujourd'hui sur les blés de 1864 que sur ceux de 1865. Les battages de la dernière récolte ne sont pas terminés, et on ne connaît pas au juste le rendement définitif. Les déclamations contre la loi de 1861 aggravent d'ailleurs le mal qu'elles prétendent guérir, en ce qu'elles répandent le découragement parmi les vendeurs : à force d'entendre dire que les prix ne remonteront plus, tout le monde se presse de vendre, et l'encombrement des marchés ne diminue pas.

Voilà bien notre caractère national. Quand les blés étaient en hausse, on se figurait que la baisse n'arriverait jamais. Aujourd'hui la baisse est venue, on se figure que la hausse est impossible. Illusion dans les deux cas! L'expérience du passé nous prouve que la hausse et la baisse se suivent avec la régularité d'un mouvement astronomique. La moyenne des prix depuis le commencement du siècle a été de 20 francs l'hectolitre; mais on ne trouve pas une seule année à ce taux : trente-cinq ans sur soixante ont été au-dessous, et vingt-cinq au-dessus. Le plus souvent cinq ans de baisse succèdent à cinq ans de hausse, et réciproquement. Quelquefois ces périodes s'abrégent et se rapprochent, mais l'intermittence revient toujours.

Il est vrai qu'en Angleterre la moyenne des prix a baissé depuis la réforme de sir Robert Peel, mais pourquoi? Parce que les prix étaient plus élevés que partout ailleurs, et tendaient toujours à monter à cause des progrès rapides de la population. Nous ne sommes nullement dans le même cas. Les prix moyens étaient chez nous inférieurs de 25 à 30 pour 100 aux prix anglais, et l'importation, énorme et constante en Angleterre, n'agit chez nous que par accident. En rapprochant les marchés anglais des marchés français, la même cause qui fait baisser les prix sur les premiers doit les faire monter sur les seconds; la tendance au même niveau doit agir dans les deux pays en sens inverse. Cet effet s'est déjà produit, nous n'en pouvons douter, puisque l'exportation a excédé l'importation; s'il n'est pas encore bien sensible, il le deviendra davantage. Voilà ce que nous sommes forcé de répéter, puisqu'on ne se lasse pas de répéter le contraire.

Maintenant quels sont les remèdes à la situation présente? Les plus efficaces dépendent des cultivateurs eux-mêmes, et le gouvernement ne peut presque rien pour eux, du moins en ce qui concerne le régime douanier. Dans la plupart de leurs réclamations, les producteurs expriment plus ou moins le désir de supprimer les importations de céréales. Ils abandonnent presque tous l'ancien système de l'échelle mobile, dont on a fini par reconnaître l'impuissance; mais ils le remplacent par un système beaucoup plus protecteur, l'établissement d'un droit fixe, que quelques-uns portent

jusqu'à 5 francs l'hectolitre; ce dernier droit ne serait pas seulement protecteur, il serait prohibitif, car certainement aucun hectolitre de blé étranger n'entrerait en France, si aux frais de production et de transport il fallait ajouter un droit de 5 francs. C'est là une nouvelle illusion qu'il importe de dissiper.

Premièrement, un pareil droit rencontrerait une résistance invincible de la part de la marine marchande, pour qui le transport des céréales est un élément considérable de fret. La ville de Marseille, qui reçoit tous les ans pour 40 millions au moins de céréales et qui dans les années de disette voit presque décupler ce chiffre, ne renoncerait pas aisément à cet immense trafic, et rencontrerait un puissant appui dans tous les intérêts liés à la prospérité de notre commerce maritime.

Secondement, en admettant qu'un droit de ce genre fût établi par la loi, le gouvernement ne manquerait pas de le supprimer à la première disette, et il ferait bien, car l'exclusion des blés étrangers amènerait alors une véritable famine. Une fois supprimé, comment pourrait-on le rétablir? On retomberait dans les embarras et les incertitudes de l'échelle mobile.

Troisièmement, ce droit, impossible en temps de cherté, n'aurait en temps de bon marché aucune efficacité. Croit-on que si, dans l'année qui vient de s'écouler, on avait hermétiquement fermé nos ports aux 2 millions de quintaux métriques qui se sont présentés, on eût relevé le prix à l'intérieur d'une quantité appréciable? Ceux qui espèrent qu'en mettant à l'entrée des blés étrangers un droit de 3 francs par exemple, on relèvera de 3 francs le prix des blés français, se trompent complétement; c'est la quantité importée qui agit sur les prix et non le droit perçu, et quand cette quantité est aussi faible qu'en 1865, l'action en est insignifiante.

Quatrièmement enfin, on paraît croire qu'en rendant l'importation impossible on conservera les bénéfices de l'exportation; c'est une erreur. On peut être certain que, si par hasard un droit prohibitif ou seulement protecteur était adopté, les représentans des consommateurs réclameraient, et obtiendraient des restrictions à l'exportation, et même en temps de cherté une prohibition absolue. On perdrait d'un côté ce qu'on gagnerait de l'autre, et ce n'est pas là encore l'argument le plus décisif. Quand même les pouvoirs publics ne prendraient aucune mesure pour arrêter l'exportation, elle se restreindrait d'elle-même dans le rapport des entraves mises à l'importation. L'importation et l'exportation sont solidaires; qui touche à l'une touche à l'autre. Ces blés étrangers que vous auriez écartés de vos ports ne seraient pas détruits, ils refluieraient sur le marché général, où ils feraient concurrence aux vôtres; l'Angle-

terre et la Belgique les achèteraient à votre défaut, et réduiraient d'autant leurs demandes de blés français. La Russie elle-même, si elle vous vend des blés, vous achète autre chose, et si vous vous barricadiez contre ses produits, elle se barricaderait contre les vôtres. Vous auriez le mauvais renom qui s'attache à tout calcul égoïste, surtout en matière de subsistances, et vous n'en auriez pas le profit.

Nous avons nous-même parlé des premiers d'un droit fixe, soit dans les discussions de la Société centrale d'agriculture en 1859, soit dans l'enquête devant le conseil d'état en 1860; mais il faut, pour donner à ce droit son véritable caractère, commencer par déraciner dans son esprit toute idée de prohibition ou de protection, accepter complétement l'importation des blés étrangers, la désirer même, et ne chercher dans le droit fixe qu'une perception fiscale, un impôt qui n'apporte aucune entrave sérieuse à l'importation, qui ne justifie aucune atteinte portée à la liberté d'exportation, et qui puisse être maintenu en temps de cherté, parce qu'il n'impose aux consommateurs qu'une charge insensible. Ce n'est pas un droit de 5 francs, ni même un droit de 4, de 3, de 2 francs l'hectolitre, qui répond à ces conditions.

Quand le droit actuel de 50 centimes par quintal métrique de blé importé par navire français a été proposé, nous nous sommes permis de le critiquer comme insuffisant; voici ce que nous disions (1) : « Ce droit devrait, selon nous, être au moins doublé pour représenter la contribution du blé étranger aux frais de notre organisation nationale. Depuis la lettre impériale du 5 janvier 1860, le gouvernement fait une guerre à mort aux droits de douane; 100 millions de recettes annuelles ont ainsi disparu du budget. Ce serait un bien, si 100 millions de dépenses avaient disparu en même temps; mais, comme les dépenses ne font que s'accroître au lieu de diminuer, ces 100 millions et bien d'autres encore n'ont fait que changer de forme. Ce que paient en moins les produits étrangers, les produits français doivent le payer en sus. Nous ne comprenons pas, quoique partisan très déclaré de la liberté commerciale, cette faveur accordée aux produits étrangers aux dépens des nôtres. Qu'on efface jusqu'aux dernières traces du système protecteur, rien de mieux; mais il est bon de maintenir les perceptions fiscales qui ont pour but de répartir le fardeau de l'impôt. Décharger la douane pour charger à l'intérieur les contributions, c'est sortir de la justice et de l'égalité, c'est faire de la *protection à rebours*. En même temps qu'on réduit à 50 centimes le droit sur le froment et sur le méteil, on affranchit de tous droits le seigle, le

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1861.

maïs, l'orge, le sarrasin et l'avoine. Cette disposition n'a que peu d'importance, car il entre très peu de ces grains. Il n'y a donc ici aucun intérêt de protection. Il nous paraît seulement contraire aux bons principes d'une bonne administration fiscale de laisser introduire en France une denrée quelconque sans payer de droits. »

Ces observations n'ont pas été écoutées, et le droit de 50 centimes a prévalu, ainsi que la franchise absolue pour les autres grains. Nous ne pouvons que le regretter. En entrant et en circulant en France, les produits étrangers profitent de nos routes, de nos canaux, de nos chemins de fer; ils jouissent de la sécurité que donne notre organisation militaire, administrative et judiciaire: ils doivent donc supporter leur part de ces frais. Pour que l'égalité soit complète, sans aucun mélange de protection et de préférence, il faut que l'impôt perçu sur les produits étrangers soit l'équivalent de l'impôt perçu sur les produits français, rien de plus, rien de moins. Or, en évaluant le total des produits de l'agriculture française à 5 milliards et le total de l'impôt foncier sur le sol à 250 millions, on trouve que nos produits paient en moyenne 5 pour 100 de leur valeur. Pour le blé spécialement, en estimant la production annuelle à 100 millions d'hectolitres, réduits à 85 par le retranchement des semences, et en admettant que le blé représente à lui seul le tiers de nos produits agricoles, on trouve qu'il supporte un impôt de 85 millions ou 1 fr. par hectolitre, ce qui revient encore à 5 pour 100 de la valeur moyenne. Il est donc juste, pour établir la balance, de soumettre le blé étranger importé par navires français à un même droit de 1 franc par hectolitre ou 1 fr. 25 par quintal métrique, comme nous l'avions demandé en 1861. Ce droit s'élèverait par le fait, avec l'addition du double décime, à 1 fr. 50.

Un pareil droit remplit les conditions exigées. Il n'est pas assez fort pour nuire à l'importation, surtout en temps de cherté, car à mesure que le prix du blé monte, la proportion baisse; quand le blé est à 15 francs l'hectolitre, le droit est le quinzième du prix, et quand le blé est à 30 francs, il n'est plus que le trentième. Il peut être accepté par les ports sans difficulté et maintenu en temps de disette, comme l'a été le droit actuel de 50 centimes; il n'autorise aucune atteinte à la liberté d'exportation. L'effet en serait complétement insensible sur les trois quarts du marché national; il n'aurait quelque action sur le prix que dans la région méridionale qui entoure Marseille, où de temps immémorial le blé a été plus cher que dans le reste du territoire, et où par conséquent les producteurs ont droit à des ménagemens particuliers. On peut hésiter à modifier une loi qui n'a que quatre ans de durée, mais il n'est jamais trop tôt pour rentrer dans la justice.

On pourrait d'ailleurs, en même temps qu'on réviserait sous ce

rapport la loi de 1861, soumettre à un nouvel examen toutes les questions de douanes. On a évidemment passé le but en supprimant certaines perceptions qui donnaient au trésor un grand revenu. Un droit de 5 pour 100 n'a jamais passé pour un droit protecteur, c'est un droit purement fiscal. Or, en soumettant les autres denrées agricoles, aussi bien que les céréales, à des droits spécifiques calculés sur le pied de 5 pour 100 de la valeur moyenne, on arriverait à une perception annuelle de 25 à 30 millions qui combleraient le déficit du budget, ou qui permettraient, si nous sommes réellement entrés, comme on le dit, dans la voie des économies, de réduire d'autres impôts fort lourds sur les produits indigènes, comme l'impôt des boissons. Les taxes populaires ne sont pas communes; quand on en a sous la main, on a grand tort de les négliger pour maintenir à leur place des taxes impopulaires.

La liberté du commerce n'entraîne nullement la suppression des douanes, pas plus que la liberté de la production intérieure n'entraîne la suppression des impôts. Dans l'un et l'autre cas, le principe veut qu'on supprime toutes les taxes qui gênent sans nécessité le libre mouvement des transactions, ou qui ont pour but de favoriser certains produits aux dépens des autres. Quant à l'impôt proprement dit, c'est-à-dire à la somme de perceptions nécessaires pour subvenir aux dépenses publiques, le libre échange n'y porte aucune atteinte. Dans ce système, les douanes sont comme les autres impôts, elles doivent s'élever ou se réduire suivant que les besoins de l'état sont plus ou moins grands, et dans la même proportion que les autres taxes. Quand les impôts montent ou descendent à l'intérieur, les douanes doivent les suivre, et il n'est nullement logique, quand on est forcé de charger les produits indigènes, comme on l'a fait depuis quelques années, de décharger les produits étrangers.

Dans le pays du *free trade* par excellence, — l'Angleterre, — les douanes rapportent près de 600 millions de francs (23 millions sterling), et dans ce chiffre les céréales figurent pour 600,000 livres sterling ou 15 millions de francs. Or, s'il est un pays où les céréales étrangères dussent entrer en franchise de droits, c'est bien l'Angleterre, puisque la population y est si condensée que, malgré la première agriculture du monde, le déficit annuel en céréales dépasse 30 millions d'hectolitres. En France, au contraire, où la population spécifique n'égale pas la moitié de la population anglaise, la récolte des céréales donne plutôt un excédant qu'un déficit. Il n'y a donc absolument aucun motif pour accorder chez nous aux céréales étrangères un privilége que l'Angleterre elle-même leur refuse, et ce qui est vrai des céréales ne l'est pas moins des autres produits agricoles.

On peut dire, il est vrai, que le droit de 50 centimes par quintal métrique équivaut au droit fixe perçu en Angleterre; mais encore une fois nous n'avons pas les mêmes raisons que les Anglais pour accorder une faveur aux blés étrangers. Les Anglais ont à remplir un déficit annuel et régulier; sans une introduction continue, la famine règnerait chez eux en permanence, et les prix du blé indigène monteraient à des taux intolérables. C'est d'ailleurs ici le lieu de rappeler que ce droit de 50 centimes, réellement perçu en Angleterre, ne l'est pas en France, ce qui constitue le second grief dont l'agriculture nous paraît en droit de réclamer le redressement.

On comprend que, pour faciliter en France la mouture des blés étrangers pour la réexportation, on admette en franchise de droits les blés réexportés à l'état de farines; mais il ne faut pas que cette latitude dégénère en abus. Or l'abus est maintenant évident; ce qui devait être l'exception est devenu la règle. En permettant de compenser les blés qui entrent à Marseille avec les farines qui sortent à Dunkerque, on a supprimé dans la pratique la perception du droit, et par conséquent violé la loi même de 1861. Les blés qui entrent à Marseille passent presque tous dans la consommation française, et les farines qui sortent par les ports du nord sont fabriquées avec des blés français. La réexportation est donc ici une fiction, puisque ce ne sont pas les mêmes blés qui entrent d'un côté et qui sortent de l'autre. Si l'on ne veut plus du droit établi par la loi de 1861, qu'on change la loi, car les lois ne sont pas faites pour être éludées. On aurait à la rigueur le droit de demander que toute espèce de compensation fût interdite, car la loi ne distingue pas; il n'est pas nécessaire d'aller jusque-là : la faculté d'introduire des blés en franchise en les réexportant peut être conservée, mais à la condition que l'importation et l'exportation aient lieu par le même port ou tout au moins par la même côte.

Si l'exécution de la loi devait porter quelque atteinte à notre exportation de farines, il serait bon d'y regarder à deux fois; mais on peut affirmer qu'il ne sortira pas un quintal de farine de moins : une exemption de 50 cent. par quintal métrique de blé à partager entre l'importateur et l'exportateur ne peut pas être une grande affaire. Quand même le droit serait porté à 1 franc 25 cent., les prix à l'intérieur n'en recevraient pas une assez forte impulsion pour restreindre l'exportation. L'exemption actuelle du droit agit comme une prime à la sortie des farines, et les primes à l'exportation ne sont pas moins contraires aux principes de l'économie politique que les droits protecteurs contre l'importation. Ce qui prouve, à n'en pas douter, l'inutilité de la prime, c'est qu'une partie seulement des farines qui sortent jouit de cette faveur; il n'entre pas assez de blé étranger pour compenser toutes les farines exportées.

Voilà donc les deux concessions qu'il nous paraît raisonnable d'accorder aux plaintes de l'agriculture, l'élévation modérée du droit fixe et la perception sérieuse de ce droit. Outre les considérations d'équité qui les recommandent, elles auraient pour effet d'amortir le mal d'imagination, qui est en ce moment le plus grave, sans toucher au principe fécond de la liberté du commerce. C'est le midi qui se plaint le plus et qui a le plus le droit de se plaindre, car il supporte tout le choc des blés étrangers, tandis que le nord a seul ou presque seul les bénéfices de l'exportation. La réalité du droit fixe élèvera les cours à Marseille, et à mesure qu'on s'éloignera de la côte, l'action du droit ira en diminuant, si bien que la généralité des consommateurs ne s'en apercevra pas; le prix du pain en sera peut-être augmenté à Marseille d'un centime et demi par kilo, et à Paris l'effet sera nul.

Mais, il ne faut pas se le dissimuler, ni un droit fiscal de 5 pour 100, ni un droit protecteur plus élevé, ni l'échelle mobile, ni la prohibition absolue, rien ne peut empêcher le blé de baisser quand il est abondant. La liberté du commerce a plus d'efficacité que tout autre système pour rapprocher les prix, et son action même est limitée, comme nous venons de le voir. Il faut en prendre son parti, et tout en s'adressant au gouvernement pour réclamer ce qui est juste et raisonnable, les producteurs doivent surtout se défendre eux-mêmes.

Dans toute espèce d'industrie, lorsqu'on voit qu'un produit baisse au point de n'être plus rémunérateur, on réduit la fabrication jusqu'au moment où le prix, en remontant, permet de la reprendre avec avantage. L'industrie agricole n'est pas plus qu'une autre à l'abri de cette nécessité. Que les cultivateurs qui se plaignent de produire à perte réduisent leur production comme ferait à leur place tout autre industriel, et ils n'auront besoin de personne pour faire remonter les prix. Ce conseil fort simple, qui contient la solution pratique de la difficulté, est pourtant accueilli de très mauvaise humeur par la plupart d'entre eux; il vaudrait mieux sans doute qu'on pût leur en donner un autre, mais, s'il n'existe aucun moyen de faire monter le prix du blé quand il y en a trop, on ne peut que se résigner à prendre celui-là à défaut d'autres.

Quelques représentans de l'agriculture affectent de croire qu'en leur conseillant de réduire leurs emblavures, on leur demande de renoncer à tout jamais à la culture du blé. C'est là une exagération manifeste. La production du blé a doublé en France depuis cinquante ans, elle a passé d'une moyenne de 50 millions d'hectolitres à une moyenne de 100 millions; mais cette progression n'a pas été régulière, elle s'est ralentie et même arrêtée à la suite des

années de bon marché, elle s'est précipitée à la suite des années de disette. D'ici à la fin du siècle, la production moyenne s'augmentera sans doute de 50 nouveaux millions d'hectolitres, car il n'y a pas de sol plus propre que le nôtre à la culture du blé, et cette progression subira les mêmes intermittences que par le passé, un peu adoucies par la liberté du commerce et non supprimées.

Depuis dix ans, l'étendue cultivée en blé s'est accrue de près d'un million d'hectares. De 6 millions d'hectares ensemencés en 1857, on s'est élevé à près de 7 millions en 1863, et de 90 millions d'hectolitres en moyenne la récolte a passé à plus de 100. Cette extension s'explique par les hauts prix de cette période, mais il est maintenant évident qu'on a été trop vite, la consommation n'a pas eu le temps de suivre le progrès de la production. Que faut-il donc faire? Non renoncer à la culture du blé, ce qui est absurde, mais réduire provisoirement ses emblavures, d'un cinquième par exemple, et attendre en toute confiance le résultat infaillible de cette réduction.

La consommation fait des progrès continus, mais ces progrès sont eux-mêmes soumis à des intermittences par suite des causes générales qui agissent sur la marche de la population et de l'aisance publique. Ce qui prouve les progrès accomplis, c'est qu'une réserve qui était autrefois excessive ne suffit plus aujourd'hui. Ainsi il suffisait, dans les premières années de la restauration d'une récolte de 60 millions d'hectolitres pour faire tomber les prix à 15 ou 16 francs : c'est ce qui est arrivé en 1822, 1823, 1824, 1825 et 1826 malgré l'échelle mobile; aujourd'hui une récolte de 75 millions d'hectolitres, comme celle de 1861, amène une hausse considérable, parce qu'elle laisse un énorme déficit. C'est que depuis quarante ans la consommation moyenne a presque doublé. Ce progrès s'est ralenti dans ces dernières années par suite du temps d'arrêt survenu dans le progrès de la population; laissons les choses reprendre leur cours naturel, et une récolte de 110 millions d'hectolitres, qui écrase aujourd'hui les prix, deviendra elle-même insuffisante dans un temps donné.

On peut d'autant plus revenir sur ses pas que l'extension donnée aux emblavures depuis dix ans a été le plus souvent obtenue aux dépens d'autres cultures non moins utiles. L'étendue du sol cultivé n'a pas beaucoup changé dans cette période; ce qu'on a gagné pour le blé, on a dû le prendre sur autre chose. Quand on a mis du froment à la place du seigle par exemple, on a eu raison, à la condition toutefois que le sol fût en assez bon état pour que le froment y rapportât plus que le seigle ; mais quand on a étendu la sole de froment aux dépens des cultures fourragères, on a eu

tort. Les cultures fourragères doivent marcher au moins aussi vite que la culture du blé, pour maintenir l'équilibre entre les produits qui fertilisent le sol et ceux qui l'épuisent, et plus d'un symptôme semble indiquer que cette loi suprême de l'agriculture a été fort négligée depuis quelque temps.

Le premier de tous est la diminution considérable des bêtes à laine d'après les documens statistiques recueillis par le gouvernement. On avait constaté, dans le dénombrement de 1852, 33 millions 510,000 têtes de population ovine; cinq ans après, en 1857, on n'en a plus trouvé que 27 millions 185,000 : différence en moins, 6 millions 325,000, près d'un cinquième. Ce désastre a été surtout marqué dans une vingtaine de départemens qui appartiennent presque tous au centre de la France, comme le Cher, l'Indre, le Cantal, la Creuse, etc.; les troupeaux y ont perdu du quart au tiers de leur effectif. On a dû faire un autre recensement en 1862, mais nous n'en connaissons pas les résultats, et il paraît peu probable qu'une pareille perte ait pu se combler en si peu de temps. Tous les cultivateurs se rappellent les grandes mortalités qui ont frappé les moutons dans ces terribles années de 1853 et 1854, si funestes à la population humaine elle-même; la cachexie aqueuse a emporté des troupeaux entiers. Le mal était récent en 1857, et tout annonce qu'il n'est pas encore complétement réparé.

Les porcs ont subi depuis vingt ans une diminution analogue, qui s'explique par la maladie des pommes de terre. Les chevaux sont restés stationnaires. Quant au gros bétail, nous manquons de renseignemens précis; mais, s'il est permis de hasarder une conjecture, on peut dire que le gros bétail a dû s'accroître dans les parties de la France qui approvisionnent Paris et qui ont en même temps les bénéfices de l'exportation; dans la moitié méridionale du territoire, il doit plutôt avoir reculé à cause du déficit que plusieurs années de sécheresse ont amené dans la production des fourrages. On comprend très bien la préférence qu'une agriculture sans capital donne à la culture du blé sur celle des fourrages; la culture du blé est la plus facile, la plus courte et la plus sûre, tandis que l'élève du bétail présente des difficultés, des lenteurs et des chances qui découragent la plupart des cultivateurs, même au prix actuel de la viande. Le véritable progrès, le progrès durable et permanent est pourtant à ce prix.

Quand on demande aux agriculteurs de changer du soir au matin leur système entier de culture, ils se récrient avec raison, car un tel changement exige des efforts et des capitaux qui ne sont pas à la portée de tout le monde. Il a fallu trois quarts de siècle à notre agriculture pour doubler ses produits; elle peut sans doute marcher plus vite à l'avenir, mais à des conditions qui ne se réalisent pas

toujours. Ce qu'elle a de mieux à faire, c'est de s'approprier aux circonstances, sans révolution brusque et radicale, comme sans routine aveugle et obstinée. Tout le monde peut semer un peu moins de blé et un peu plus de fourrages, sans bouleverser de fond en comble l'atelier agricole. Que dis-je? non-seulement on peut le faire, mais on le fait; certainement on a réduit les emblavures cette année à cause de la baisse, de même qu'on les avait étendues pendant la hausse. Il en a toujours été ainsi. Le blé est à bon marché aujourd'hui parce qu'il était cher il y a quatre ans; il sera cher un jour ou l'autre parce qu'il est à bon marché aujourd'hui. Ainsi va la production, se réglant sur le débouché.

Pour le vin, la baisse actuelle a un autre caractère; le vin était réellement trop cher depuis dix ans, il rentre dans son prix naturel. L'exportation, de même que la consommation intérieure, ne peut prendre de nouveaux développemens qu'à cette condition : pour que la France vende à l'Europe ce qu'elle doit lui vendre, il faut que le prix du vin de bonne qualité ne dépasse pas 25 francs l'hectolitre chez le producteur. A ce prix, les vignerons peuvent encore faire des bénéfices, et la consommation peut s'étendre indéfiniment, pourvu que l'impôt ne vienne pas trop contrarier cette expansion, soit en France, soit à l'étranger. Améliorer leur fabrication sans trop élever leurs prix et lutter contre les entraves de l'impôt, tel est le double but que doivent se proposer nos viticulteurs.

Au surplus, la baisse sur les blés et sur les vins aura eu ce bon résultat, qu'elle a tiré les intérêts agricoles de la torpeur où ils sommeillaient. L'agitation qui s'est déclarée dans les sociétés d'agriculture, et qui a gagné jusqu'aux conseils-généraux, a pu s'égarer dans les chimères du système protecteur; elle n'en est pas moins un bon signe. Ce grand pays reprend goût à ses affaires, il sort de sa mort civile volontaire sous un souffle de liberté. Le gouvernement a compris la nécessité de céder à ce réveil; après avoir refusé une enquête publique sur l'état de l'agriculture, il vient de l'accorder. Les enquêtes se multiplient depuis quelque temps; ceux qui croient à l'efficacité de la discussion ne peuvent qu'y applaudir. Tous les intérêts et toutes les opinions vont se faire entendre; la vérité jaillira du choc, comme elle a jailli en 1860 de l'enquête sur l'échelle mobile. Ce n'est plus seulement le système douanier qui est en jeu, c'est tout l'ensemble des questions qui se rattachent au développement agricole. Il faut qu'on sache pourquoi la France est, de tous les pays de l'Europe occidentale, celui où l'agriculture a fait le moins de progrès. La petite question du droit fixe n'est qu'un des moindres détails de cet immense problème qui embrasse toute notre organisation civile, politique et économique.

Pour nous, la question capitale, nous avons à peine besoin de le

dire, c'est celle de la population. Quelles sont les causes qui ont, depuis vingt ans, diminué le nombre des naissances et accru le nombre des décès, de manière à rendre la population presque stationnaire? Tel est le point précis à élucider, car sans consommation point de production, et sans population point de consommation. Nous avons dit souvent notre avis, nous n'y reviendrons pas; nous appelons seulement sur ce grave sujet toute l'attention de ceux qui peuvent être invités à déposer dans l'enquête. Il serait bien à regretter que ce point fondamental disparût sous les accessoires.

On a déjà cherché et on cherchera probablement encore à passionner ce débat en opposant les intérêts des consommateurs à ceux des producteurs. C'est là une tactique facile que les représentans de l'agriculture doivent déjouer. Il n'y a entre ces deux grands intérêts aucune opposition réelle : les consommateurs n'ont pas plus à gagner à la ruine des producteurs que les producteurs à la ruine des consommateurs, ou pour mieux dire producteurs et consommateurs se confondent, car tout le monde produit et consomme à la fois. Pour rendre l'économie politique odieuse à ceux qui portent le poids du travail, on a prétendu qu'elle ne s'inquiétait que du bon marché; il suffira, pour démontrer le contraire, de citer ce qu'écrivait, il y a plus d'un siècle, le fondateur de l'économie politique en France, le sage Quesnay : « Qu'on ne croie pas que le bon marché des denrées est profitable au menu peuple, car le bas prix des denrées fait baisser le salaire des gens du peuple, diminue leur aisance, leur procure moins de travail et d'occupations lucratives et anéantit le revenu de la nation. Qu'on ne diminue pas l'aisance des dernières classes de citoyens, car elles ne pourraient pas contribuer à la consommation des denrées. »

La vie à bon marché est le premier des biens pour un peuple, mais on ne peut obtenir la vie à bon marché que par la prospérité de l'agriculture. Il faut donc éviter avec le même soin ce qui tend à faire baisser artificiellement les prix que ce qui tend à les faire monter sans nécessité. C'est ce que voulait dire Quesnay dans un temps où tous les efforts de la législation n'avaient qu'un but, — le bas prix des grains, sans songer aux conséquences qu'un extrême avilissement pouvait avoir pour l'exploitation du sol et pour la condition de la population laborieuse.

LÉONCE DE LAVERGNE.

LA

CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE

AU MEXIQUE

SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES

II.

LA GUERRE DE PARTISANS DANS L'ÉTAT DE TAMAULIPAS.

I.

Le 15 mars 1864, la rade de Vera-Cruz offrait un singulier aspect d'animation. Sur le môle, épars en groupes bruyans, s'agitait tout un régiment de soldats à la veste rouge. La plage était encombrée de chevaux effrayés de voir rejaillir à leurs pieds les vagues grossies par le dernier coup de *norte*. Le contraste des types rapprochés par l'uniforme, les mille propos joyeux échangés en idiomes divers faisaient aisément reconnaître la contre-guérilla française, prête à continuer dans une région nouvelle du Mexique, — l'état de Tamaulipas, limitrophe des État-Unis, — la tâche si vaillamment commencée dans les terres chaudes de Vera-Cruz (1). La veille, les partisans avaient dit un dernier adieu au bivouac de Camaron, où ils avaient passé l'hiver. Durant toute cette journée du 15 mars 1864, le port de Vera-Cruz fut sillonné de barques char-

(1) Voyez sur la contre-guérilla française dans l'état de Vera-Cruz la *Revue* du 1er octobre 1865.

gées de troupes. Lorsque le transport de l'état l'*Eure* eut englouti dans ses flancs cinq cent cinquante hommes et deux cents animaux, il leva l'ancre et longea la côte, le cap au nord. Appuyés sur les bastingages, les contre-guérillas regardaient s'enfuir les terres chaudes dominées par la cime imposante du pic d'Orizaba. A travers la brume qui envahissait peu à peu l'horizon, chacun revoyait par la pensée et non sans émotion ce pays mystérieux et plein de dangers qu'on avait tant de fois parcouru, ces sentiers où l'on avait souffert; mais à ces sensations mêlées presque de regrets s'ajoutait encore un sentiment de fierté légitime. N'était-ce pas le pauvre partisan qui, par ses courses hardies, avait secondé l'action française dans une partie importante de l'état de Vera-Cruz? Sa tâche était accomplie. Aussi, dès que la côte eut disparu dans le brouillard, le passé s'effaça, et les contre-guérillas, couchés sur le pont, ne parlèrent plus que de l'avenir. A l'idée de l'inconnu, tous les instincts des aventuriers se réveillaient. L'inconnu s'appelait Tamaulipas; c'était un pays presque ignoré des Français, que des sites étranges, une population belliqueuse recommandaient suffisamment à l'ardeur entreprenante d'une troupe de partisans. L'état de Tamaulipas est la large bande de terres chaudes qui succède à l'état de Vera-Cruz sur le golfe du Mexique, et qui s'étend sur un espace de cent-cinquante lieues jusqu'à la frontière des États-Unis.

Après quarante-huit heures de traversée, l'*Eure* avait remonté de quatre-vingt-dix lieues environ au nord, et jetait l'ancre devant la barre de Tampico. Le débarquement commença. Les troupes descendirent sur la plage, près du télégraphe qui relie la mer à la ville. La contre-guérilla, qui avait été récemment renforcée d'élémens et d'officiers pris dans l'armée française, formait presque une petite brigade légère destinée à se suffire à elle-même. Deux compagnies d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, une section d'artillerie suivie d'une ambulance de campagne, se mirent en route le soir. En tête de la colonne marchait M. Du Vallon, capitaine au 3e chasseurs d'Afrique, jeune officier d'un rare mérite sur qui le général Bazaine avait jeté les yeux pour conduire à Tampico et y commander par intérim la contre-guérilla en l'absence du colonel Du Pin, tombé malade. Après une heure de marche, on entrait à Tampico.

Cette cité, la plus importante du Tamaulipas, le second port du Mexique, s'élève, à deux lieues de la mer, sur la rive gauche du Panuco et au confluent de ce fleuve avec le Tamesis. C'est une ville de nouvelle création, fondée en 1824, et qui doit un jour attirer à elle tout le commerce de l'intérieur, toutes les marchandises importées d'outre-mer, et cela aux dépens du premier port

mexicain, celui de Vera-Cruz. Ses comptoirs sont puissans par leurs ramifications dans tout le pays et se relient aux comptoirs d'Europe et d'Amérique. Elle est baignée par les deux principaux fleuves du Mexique, qui, si les travaux publics recevaient une vigoureuse impulsion, deviendraient les deux grandes artères de la navigation. Le Panuco, naturellement navigable à plus de cinquante lieues de son embouchure, traverse, en remontant à sa source, la vallée de Mexico. Le Tamesis, qui, de son côté, offre soixante lieues de parcours facile, s'enfonce à plus de cent lieues dans les terres, suivant la direction de San-Luis. Malheureusement, pour aller de la mer à Tampico, il faut, avant d'entrer en rivière, traverser une barre dangereuse en temps calme, infranchissable quand soufflent les vents du nord. Les terres sont basses, et une ceinture presque continue de bancs où les vagues déferlent avec fureur interdit l'accès de la côte.

Tampico est facile à défendre. Protégé sur le devant par la largeur du Tamesis, sur les derrières par une vaste lagune, à l'extrémité sud par le fort Iturbide, le port domine à son extrémité nord la route qui conduit d'Altamira, la ville la plus voisine, à Ciudad-Vittoria, la capitale du Tamaulipas. Malgré son excellente position, Tampico a été pris et repris dans la guerre de l'indépendance; en 1829, Santa-Anna y remporta une victoire décisive sur les troupes royales. La population s'élève à dix mille âmes environ, dont la cinquième partie est européenne.

Le chef de la contre-guérilla avait été nommé commandant supérieur du port mexicain et du territoire qui en dépendait. Sa mission était donc militaire et politique. Pour bien faire comprendre l'esprit des populations qui allaient relever de notre autorité, il suffira de retracer les derniers événemens dont Tampico avait été le théâtre pendant dix-huit mois : on remontera jusqu'à l'automne de 1862.

Au mois d'octobre de cette année, on n'avait pu réunir encore en nombre suffisant dans le camp français les chevaux et les mulets nécessaires au succès du siége de Puebla. On jeta les yeux, pour combler le déficit, sur le Tamaulipas et principalement sur le port de Tampico. Le 81e régiment de ligne fut chargé d'y faire une descente. L'opération donna de fort médiocres résultats; la remonte de la cavalerie du moins ne fut guère facilitée, car les *haciendas*, gardées par les libéraux, qui tenaient la campagne, reçurent défense d'amener leurs produits chevalins dans la cité occupée par les troupes françaises. Peu de temps après, l'ordre d'évacuer la place fut donné à la colonne expéditionnaire; sa retraite, accomplie sous le feu de l'ennemi, coûta à notre marine la canonnière la *Lance*, qui se perdit sur la barre en protégeant l'arrière-garde de notre infante-

rie. Le port, ainsi abandonné, retomba tout de suite au pouvoir des juaristes, dont il était la principale source de revenus. D'après les statistiques du consulat de France, les recettes annuelles de cette douane maritime s'élevaient à 1,200,000 piastres (6 millions de francs). Après le départ de nos forces navales, les populations compromises s'enfuirent dans les bois, mourant de faim et maudissant la France. Les fonctionnaires accusés d'avoir servi l'intervention furent pendus comme traîtres à la patrie. Les caisses de la douane, où, dans la précipitation de la retraite, on avait laissé une somme d'argent considérable, furent vidées par les libéraux à leur rentrée dans la ville.

En août 1863, la réoccupation de Tampico fut décidée. Un régiment d'infanterie de marine, comptant treize cents baïonnettes et appuyé par l'escadre naviguant sous les ordres du contre-amiral Bosse, opéra son débarquement. Au passage de la barre, le yacht à vapeur la *Jeanne-Darc* fut coulé à fond par la lame. La ville fut cependant reprise sans coup férir. Le drapeau tricolore y flotta pour la seconde fois; mais les guérillas des chefs Carbajal, Pavon, Canales et Mendez se répandirent dans les campagnes voisines. Le commerce avec l'intérieur fut coupé; les recettes annuelles de la douane tombèrent au dessous de 500,000 piastres (2 millions 1/2 de francs). Les troupes restaient agglomérées sur la place; le cimetière était voisin du principal casernement, et la fièvre jaune, qui s'abattit sur la ville, y causa d'affreux ravages. A la fin de mars 1864, le *vomito* sévissait encore à Tampico, et les guérillas étaient toujours aux portes de la ville. C'est à ce moment que la contre-guérilla fut chargée de remplacer le régiment d'infanterie de marine, décimé par la maladie et rappelé en Europe. Quelques jours après notre installation, le colonel Du Pin, redescendu de Mexico, reprit son service. Le capitaine Du Vallon devint commandant en second.

De jour en jour, la situation de Tampico s'aggravait. Les guérillas avaient réussi à couper les communications, même par eau. Sur les rives droites du Panuco et du Tamesis s'étendent les jardins cultivés par les Indiens, dont les produits alimentaient d'ordinaire le marché de la ville. Aucune embarcation chargée de fruits et de légumes n'osait plus désormais franchir le fleuve, et les *aguadores* qui se risquaient pour aller chercher l'eau potable aux sources voisines des remparts étaient salués par des balles. Le second port du Mexique allait être réduit aux viandes salées et à l'eau saumâtre. Un pareil état de choses ne pouvait se prolonger, car notre influence, amoindrie déjà aux yeux des habitans de la cité mexicaine par une première évacuation, était loin de faire des progrès dans ce petit coin du Tamaulipas, le seul encore de cette vaste province

si importante pour le commerce du Haut-Mexique où fût arboré le drapeau français. D'autres signes plus inquiétans révélaient les tendances de l'esprit public. En plein jour, on coudoyait dans les cafés et sur les places des chefs de guérillas bien connus, qui, tout en ayant accepté les profits de l'amnistie, n'avaient pas renoncé à leur projet de soulèvement. En attendant une occasion favorable, ils agissaient en secret dans la place même. La nuit, plusieurs de nos soldats avaient été frappés dans l'ombre. M. de Saint-Charles, chancelier du consulat de France, qui avait toujours fait preuve d'énergie dans un poste vraiment dangereux, avait vu sa vie menacée. Ces faits alarmans se compliquèrent bientôt de tentatives d'agression qui se produisirent au sud comme au nord du Tamaulipas.

Au sud, entre Vera-Cruz et Tampico, à cinquante lieues environ de ce dernier point, se trouve sur le golfe du Mexique le port de Tuxpan, où l'on arrive par mer en remontant six milles de rivière. Depuis deux années, c'était le port libéral, où venaient débarquer les chargemens d'armes et de munitions expédiés des États-Unis et de la Havane à l'armée juariste. A peine le colonel mexicain don Manuel Llorente en avait-il pris possession au nom de la régence de Mexico, que le général Carbajal, attaché à la cause républicaine, réunissant à lui toutes les troupes disponibles, était accouru pour l'en chasser. Le colonel Llorente, poursuivi sans trêve, s'était réfugié, avec trois cents hommes restés fidèles à son drapeau, dans Temapache, village de la Huasteca (1). Au mois d'avril 1864, tous les centres les plus importans de cette région étaient au pouvoir des libéraux : c'étaient les villes de Huejutla, Tancanhuitz et Ozuluama. Le général Carbajal, les commandans Pavon et Canales y guerroyaient au nom de la république avec des forces régulières et avaient fait appel à tous les contingens voisins pour la défense du sol national, foulé aux pieds par les envahisseurs. Le colonel Llorente ne tarda pas à être assiégé dans Temapache, et un courrier vint en son nom à Tampico supplier les Français de courir à son secours pour sauver l'honneur du drapeau de l'intervention déployé dans la Huasteca; mais outre les guérillas qui cernaient Tampico, outre les douze cents soldats de Carbajal, devenu le maître de la Huasteca, une force non moins imposante se concentrait d'un autre côté, prête à se jeter sur Tampico dès que cette ville serait dégarnie de troupes.

Sur la droite, à 60 lieues plus au nord et à 50 lieues dans les

(1) La Huasteca est la contrée des terres chaudes comprise entre le port de Tuxpan et le fleuve du Panuco. C'est un pays accidenté, couvert d'épaisses forêts dont la végétation est si vigoureuse que les murailles de verdure qui bordent les chemins sont impénétrables. C'est le terrain le plus difficile de tout le Mexique, par conséquent le plus propice à la guerre de partisans.

terres, Vittoria, la capitale du Tamaulipas, est couchée au pied des premières montagnes qui vont s'élevant jusqu'au plateau de la ville de San-Luis. Vittoria servait de quartier-général au gouverneur de la province, le général Cortina (1), et à une division juariste qui de jour en jour recevait de nouveaux renforts. Dès les premiers jours d'avril 1864, Cortina avait ordonné à Carbajal, aussitôt après la destruction des forces de Llorente, de courir sur Tampico. Ce mouvement devait être combiné avec la propre division de Cortina, ainsi qu'avec les guérilleros, qui n'attendaient que la nouvelle de la prise de Temapache pour se mettre en route. D'un moment à l'autre, près de 3,000 hommes, aidés par le parti hostile séjournant dans Tampico, pouvaient paraître aux portes de la ville, défendue seulement par 550 contre-guérillas. Il ne nous était plus permis de rester inactifs.

Le 11 avril 1864, sur la grande place de la cathédrale de Tampico, la foule compacte se pressait inquiète au bruit des clairons français. La contre-guérilla marchait à l'ennemi. L'ennemi, c'était Carbajal (2), un officier de grande valeur, de race indienne, brave, intelligent et désintéressé. Avant tout, Carbajal combattait pour la liberté; mais dans son passé politique il y avait un crime, celui d'avoir allumé la guerre civile. Carbajal, comme les gouverneurs d'autres provinces, avait réclamé l'indépendance de son état et avait voulu s'affranchir de l'autorité du président de la république. En haine de Mexico, il s'était jeté dans les bras des Américains du nord, dont la secrète influence croît chaque jour dans cette province du Tamaulipas, qu'ils convoitent ardemment. Il faut reconnaître aussi cependant qu'au premier cri de la patrie en danger il avait offert son épée à Juarès pour la défense de la république. Tel était l'adversaire qu'on allait combattre sur son propre terrain. Chaque fois en effet que le général Carbajal, qui tient depuis longtemps la campagne et qui n'a pas cessé de nous résister avec une vaillante énergie, s'est senti serré de trop près, il a transporté le théâtre de la guerre dans la Huasteca, qu'il parcourt depuis son enfance, et où il exerce une action immense sur les populations indiennes. C'est dans la Huasteca que la contre-guérilla devait se rendre à marches forcées au secours de Llorente, gravement compromis.

(1) Le gouverneur Cortina, agent reconnu des Américains du nord, ne devait son grade de général qu'à une insurrection militaire où il avait été surtout servi par son audace.

(2) Depuis trois ans de luttes, plusieurs chefs de bandes nommés Carbajal ont été poursuivis par nos armes dans les états de Puebla et de Mexico; mais tous ces généraux improvisés n'étaient que des aventuriers ou des détrousseurs de grands chemins, abrités malheureusement sous la bannière républicaine, qui favorisait leurs exactions. Quant au général Carbajal du Tamaulipas, c'est un type d'homme de guerre trop rare au Mexique.

II.

On ne se rendrait pas un compte exact des élémens de résistance que Carbajal allait opposer aux armes françaises, si l'on ne connaissait un peu le caractère de la Huasteca et de ses habitans. Les terres chaudes connues sous le nom de *Huasteca* comprennent quatre districts relevant de trois états différens. Au sud, les districts de Tuxpan et d'Ozuluama appartiennent à l'état de Vera-Cruz. A l'ouest, celui de Huejutla dépend de la province de Mexico, et au nord le district de Tancanhuitz se rattache à l'état de San-Luis de Potosi. Par suite de la grande distance de leurs capitales respectives, les principales villes de ces districts, Huejutla et Ozuluama en première ligne, ont su étendre au loin leur autorité politique et militaire, et l'esprit d'indépendance locale s'est développé dans la Huasteca d'autant plus librement que la population, presque entière d'origine indienne, était facile à manier. Quelques familles blanches, abusant sans scrupule de l'autorité, réduisirent d'abord la race indienne à l'état de vassalité. Plus tard, après avoir dépouillé les Indiens de leur sol, ces familles s'emparèrent des individus, et l'esclavage le plus honteux convertit les hommes en bêtes de somme. Les travaux d'agriculture, les défrichemens et les transports de marchandises devinrent le lot naturel des pauvres Huastèques, qui dans leur décadence pouvaient évoquer de fiers souvenirs. Le bâton répondait à leurs demandes quand ils osaient réclamer après un rude travail le modique salaire gagné à la sueur de leur front. Ces traitemens barbares eurent bientôt décimé les aborigènes, et le plus fertile pays d'Amérique, faute de bras indispensables aux cultures, se couvrit de forêts, où quelques Indiens fugitifs, condamnés à vivre de grains de maïs et de viande sauvage, cherchèrent un refuge contre le *lasso* qui les enlevait à leur famille pour le service militaire. Carbajal connaissait l'ancienne énergie de ses compatriotes; il la réveilla en exploitant secrètement la haine des ilotes contre la race blanche. La Huasteca tout entière s'insurgeait à sa voix dès le début de la guerre. Les mots de liberté et de propriété eurent de l'écho jusqu'au fond des bois, et les villages préparèrent leurs armes pour repousser les Français, qui ramenaient avec eux, assurait-on, le règne de l'oppression et de la violence espagnoles. Comme en Algérie, sur les pics de la Kabylie, les feux s'allumèrent au sommet des *cerros* (montagnes), et par ces signaux les Huastèques purent apprendre que la contre-guérilla sortait de Tampico se dirigeant vers le sud. La colonne expéditionnaire n'était pourtant pas bien forte. Cent quarante fantassins, cent vingt-cinq cavaliers et vingt artilleurs suivis de deux obusiers de

montagne, tel était l'effectif du petit corps de partisans dont l'audace allait défier un ennemi imposant par le nombre. La moitié de la contre-guérilla restait chargée de veiller à la défense de la ville, prête à déjouer les projets hostiles des habitans, qui attendaient avec impatience l'amoindrissement de la garnison pour appeler le chef libéral Cortina.

A un quart de lieue au-dessous de Tampico, en face du fort Iturbide, le Panuco, grossi des eaux du Tamesis, a plus de 800 mètres de large. A ce point seul, les deux berges sont d'un abord facile. Le Tamaulipas est la province du Mexique le plus arrosée de vastes cours d'eau, mais les ponts y sont inconnus. Des embarcations réunies dans la nuit à cet endroit du Panuco se chargèrent de troupes. Ce fut un curieux spectacle que ce passage de rivière. Près de deux cents chevaux ou mulets, sans selle ni harnais, sont lancés dans le courant au milieu des cris des cavaliers qui les poussent par derrière. Ce troupeau en liberté traverse le fleuve à la nage; les uns sont essoufflés, les autres lèvent la tête en hennissant. Les hommes, avec les selles, les canons et le matériel, emportés dans des canots, abordent à l'autre rive. A peine à terre, chacun de courir après sa monture. En une heure, le passage était terminé. On marcha sur la Huasteca.

Plusieurs exprès avaient déjà été expédiés au colonel Llorente, lui portant avis du départ des renforts qui devaient le dégager et lui permettre de poursuivre à son tour l'ennemi, pris entre deux feux. Tout faisait donc présumer que Carbajal, rapidement prévenu de la sortie de la contre-guérilla, lèverait aussitôt le siége de Temapache pour venir occuper la ville d'Ozuluama, placée à égale distance de Temapache et de Tampico. De cette ville, perchée sur une éminence qui offre une position des plus fortes à ses défenseurs, une poignée d'hommes peut barrer la route à une division tout entière, d'autant que, si de nombreuses citernes approvisionnées par les pluies offrent à l'assiégé une précieuse ressource, la plaine, dans un rayon de dix lieues, ne contient pas une goutte d'eau potable. En trois jours, la colonne française franchit une distance de vingt-cinq lieues à travers des sables brûlans et des marécages desséchés. Pendant la dernière nuit, les sons du tocsin d'Ozuluama, qui appelaient aux armes tous les contingens, arrivèrent jusqu'au bivouac. Carbajal de son côté approchait. Cependant avant midi la contre-guérilla, luttant de vitesse, occupa la ville, d'où la population s'enfuit à son approche. Seuls les malades et les blessés juaristes, évacués depuis le commencement du siége de Temapache, étaient couchés dans les maisons, qui furent respectées. Huit caisses de fusils et de munitions avaient été abandonnées par les fuyards. A la nuit tombante, un courrier de Cortina à Carbajal, croyant en-

trer dans une ville encore amie, tomba dans nos avant-postes. Il arrivait de Vittoria. Une dépêche fut trouvée soigneusement cachée dans un morceau de viande saignante pendu à sa selle. Cortina appelait en toute hâte Carbajal sous les murs de Tampico, en lui recommandant d'éviter le combat avec les Français, qui se préparaient, ajoutait-il, à une expédition sur la rive droite du Panuco. Comme on le voit, malgré les distances, Cortina recevait d'exacts et de prompts renseignemens. De son côté, Carbajal avait levé le siége de Temapache et s'était avancé à marches forcées pour barrer le chemin à la contre-guérilla; mais il avait été devancé dans l'occupation d'Ozuluama. Devant ce mécompte, il s'était prudemment arrêté à douze lieues de la ville indienne. Le colonel Llorente, désormais libre, n'avait pas encore donné signe de vie.

Il importait de couper toutes les communications de la Huasteca avec le Tamaulipas, il importait surtout de laisser ignorer à Carbajal les projets de Cortina, afin de pouvoir combattre séparément les deux corps avant qu'ils eussent opéré leur jonction, qui eût inévitablement amené la prise de la ville de Tampico, vouée d'avance par le général en chef juariste, d'après la dépêche interceptée, à quarante-huit heures de pillage en punition de son inertie devant l'étranger. Aussi le courrier saisi avait-il été attaché à un poteau avec de bonnes cordes et confié à la garde d'un petit poste. Vers le matin, le courrier s'évada; ses liens avaient été tranchés par derrière. Le tirailleur Estrade, séduit par l'or du prisonnier, avait trahi ses compagnons d'armes. Le châtiment fut prompt. En présence des blessés mexicains sortis de leurs maisons, le traître fut dégradé militairement sur la place d'Ozuluama, déclaré indigne de la qualité de Français et chassé comme infâme. De la place, il fut conduit aux avant-postes, avec promesse de recevoir une balle comme espion, s'il cherchait à rejoindre le corps où il s'était volontairement engagé et dont il était expulsé à jamais. Le malheureux avait mérité qu'on le fusillât; mais la sévérité de cette dégradation militaire et le mépris jeté à la face du coupable produisirent peut-être un meilleur effet sur une troupe qui comptait alors vingt-deux nationalités dans son sein (1), et chez qui il fallait éveiller le point d'honneur pour la mieux diriger.

Les troupes de Carbajal, qui occupaient le pays depuis plus d'un an, avaient une véritable réputation de solidité. Elles comptaient cinq bouches à feu. Dans les derniers temps, elles s'étaient recrutées de *vaqueros* (gardiens de troupeaux) du Tamaulipas, d'Américains du Texas et (chose triste à dire) de déserteurs français échap-

(1) Un des types les plus curieux était un noir de Tombouctou aussi brave qu'infatigable. Il ne parlait jamais que par monosyllabes et traitait les nègres avec le plus grand mépris; il avait peut-être été roi dans son pays.

pés de Puebla et de Mexico. Carbajal était assez intelligent pour savoir que la contre-guérilla ne retournerait pas à Tampico sans lui offrir le combat. Il fit un mouvement en arrière pour l'attirer davantage au plus épais des terres chaudes, là où il pouvait d'avance choisir le meilleur terrain et le fortifier. Il établit son camp à San-Bartolillo. C'est un groupe de cabanes, de *ranchos*, couverts de branches de palmiers, cachés sous d'épais orangers, qui commande la plaine tout en se reliant par derrière à une forêt vierge. Deux jours après, la contre-guérilla venait prendre position en face de San-Bartolillo, dans une petite bourgade nommée Tantima. Celle-ci était déserte; la population de Tantima est pourtant blanche et métisse, mais on avait fait courir le bruit par d'adroits émissaires répandus dans toute la Huasteca que les contre-guérillas étaient d'une grande férocité, sans respect pour les choses les plus sacrées. Les *noirs*, ajoutait-on (1), mangeaient les enfans. Cette absurde réputation, compréhensible pourtant dans le voisinage des Indiens *bravos*, qui sont anthropophages, nous a précédés dans tout le Tamaulipas, et longtemps les femmes se sont présentées seules devant leurs maisons lors de notre passage dans plusieurs localités. Le stratagème, quoique grossier, avait réussi, et la peur des *colorados* avait chassé toutes les familles de leurs foyers. Depuis le départ de Tampico, les vivres étaient devenus rares; à Tantima, il n'y avait même pas de volailles, cette grande ressource du pays. On dut aller à la découverte, puisque l'ennemi faisait le vide partout où passait la colonne. Vers le soir, dans un champ de maïs, un détachement envoyé en reconnaissance essuya une vive fusillade. Carbajal ouvrait le feu : c'est qu'il était prêt et que ses espions lui avaient sans doute rapporté que le colonel Llorente, dont on n'avait aucune nouvelle, ne marchait pas sur ses derrières.

Malgré la maigre soupe qu'on avait mangée, cent fantassins se préparèrent à une attaque de nuit dirigée contre Carbajal à San-Bartolillo. Le reste de la troupe devait former la réserve. Des Indiens rencontrés sur le chemin s'étaient offerts pour guider la colonne d'attaque; au moment du départ, ils avaient disparu. Vers deux heures du matin, on apprit que l'ennemi levait le camp à la hâte et se dirigeait sur le gros village de San-Antonio, situé à trois lieues plus en arrière. Ce mouvement de nuit, ces guides disparus, cette brusque retraite qui semblait faite pour amorcer la poursuite, tout présageait une ruse de guerre. Carbajal n'avait-il pas fortifié San-Antonio pendant les deux derniers jours, et n'avait-il pas masqué ses travaux défensifs en bivouaquant à San-Bartolillo?

(1) Notre cavalerie comptait en effet deux pelotons d'Arabes plus ou moins foncés, qui avaient conservé la coutume africaine de pousser des cris aigus pendant le combat.

Le 18 avril, à six heures du matin, lorsque la contre-guérilla sonna la marche, ses éclaireurs fouillaient déjà San-Bartolillo, que l'ennemi venait d'évacuer. Les feux fumaient encore; les vautours, troublés dans la curée, tournoyaient au-dessus des débris des animaux fraîchement abattus; mais, à bien compter les peaux étendues sur le sol, il était aisé de voir que les douze cents soldats de Carbajal n'avaient pas tous campé dans ce même bivouac. A la sortie du village, le pays devenait montueux et tourmenté. Sur la cime la plus voisine, éclairée par un beau lever de soleil, se profilaient à l'horizon les silhouettes de cavaliers aux aguets, couchés sur l'encolure de leurs chevaux et sondant du regard les chemins creux de San-Bartolillo, encore noyés dans l'ombre. Une décharge de coups de carabine tirés par l'avant-garde, qui s'était glissée à bonne portée dans les rochers, mit du désordre dans le groupe mexicain, qui commença de battre en retraite, mais lentement, sans brûler une cartouche, contre l'habitude des guérillas. Peu à peu ils pressèrent l'allure de leurs chevaux, parfois on les voyait disparaître au sommet d'une colline ou au détour d'un sentier. Plusieurs taches de sang qui avaient rougi les feuilles mortes marquaient la halte qu'ils venaient de quitter. La contre-guérilla s'était élevée lentement au faîte d'un mamelon; sur l'autre versant, le terrain changea brusquement d'aspect. C'était une petite plaine boisée; au bout de la plaine, sur un plateau aride aux pentes blanchâtres et ravinées, se groupaient les maisons du village de San-Antonio. Le silence était complet. En arrière du village, sur le dernier plan, quelques vedettes circulaient dans les broussailles.

La rue principale de San-Antonio était parallèle au chemin par où débouchait la colonne française. Au centre, la hauteur était couronnée par une église solidement construite, quoiqu'en pisé. L'église était défendue par une palissade de gros pieux en bois dur étroitement serrés et hauts de quatre pieds; on eût dit un rectangle dont le grand côté avait quarante mètres de long. Sur le derrière, l'enceinte était fermée par un mur en pierres sèches. Au pied de la façade principale, la raideur des escarpemens rendait la place inexpugnable. Toutes les ouvertures des maisons voisines étaient fermées et percées de meurtrières. A trois cents mètres sur la droite, un second mamelon dominait San-Antonio; c'était un cimetière aussi fortement palissadé que l'église. Sur la gauche, le village était bordé de fourrés où l'on voyait reluire les fusils, comme les faux dans les blés un jour de moisson; çà et là des touffes d'aloès. Tel était le champ de bataille choisi par Carbajal.

La contre-guérilla avait donné quelques momens aux préparatifs du combat. Lorsqu'elle fut massée, elle s'engagea résolûment dans la plaine; derrière un pli de terrain qui l'avait masqué aux re-

gards, un *arroyo* à sec coupait la route. Les débris du pont, détruit la veille par l'ennemi, gisaient au fond du ravin. Le capitaine Du Vallon s'élança bravement à la tête d'un escadron; s'enfonçant au grand trot dans un chemin qui s'ouvrait à gauche dans la broussaille, il entreprit de tourner le village, encore silencieux. Le colonel Du Pin, suivi d'un groupe de cavaliers, franchit l'*arroyo* et monta directement vers l'église; mais l'église, les maisons et les jardins vomirent aussitôt le feu par toutes les ouvertures; les projectiles mexicains, dirigés avec une précision inouie, balayèrent la route où s'était avancé le colonel. Au même instant, dans les fourrés de gauche, retentit le bruit d'un engagement livré par la troupe de cavalerie lancée en reconnaissance. Il était huit heures et demie du matin. Le second escadron se replia pour s'abriter dans le lit du torrent pendant qu'une compagnie d'infanterie s'avançait par la droite en se glissant dans la broussaille. Sur la berge de l'*arroyo* furent mis en batterie les deux obusiers de montagne pour soutenir le mouvement des fantassins; de là ils envoyaient obus et mitraille sur l'église, le véritable réduit de la place. Les balles des Mexicains frappaient sans relâche; le fourré n'en fut pas moins enlevé à la baïonnette. Après le fourré, il restait à traverser à découvert le plateau dominé par les meurtrières des maisons qui flanquaient l'église. On traversa le plateau; mais morts et blessés tombèrent parmi les assaillans. Le capitaine qui marchait en tête de la compagnie d'infanterie, M. Vallée, officier de zouaves, avait eu le haut de la cuisse transpercé d'une balle : il resta à son poste; lorsque ses forces furent épuisées, il défendit qu'on l'emportât à l'ambulance dans la crainte de diminuer le nombre des combattans, déjà trop réduit. Sur tous les points d'ailleurs, la lutte était engagée; vis-à-vis la façade de l'église, une partie de l'infanterie s'était précipitée à l'assaut par les pentes les plus raides. Cette attaque de front était la plus acharnée, car en avant du réduit se trouvaient une vingtaine de cases garnies de tirailleurs mexicains. Du premier élan nos soldats emportèrent quelques maisons; mais, arrêtés par un feu plongeant à 100 mètres environ de la palissade, ils payèrent cher leur succès d'un instant : le sol se joncha de vestes rouges. — Le sous-lieutenant Prieur, qui dirigeait cette colonne, s'affaissa, la jambe gauche brisée et les reins déchirés, sans qu'on pût l'emporter; pendant trois heures, il resta sur le sol sous un ciel brûlant. Presque à ses côtés le sous-lieutenant Perret, frappé d'un coup de feu à la hanche, tenait encore ferme à la tête des siens. Un peu plus loin, le capitaine Du Vallon, à peine entré sous bois, s'était vu accueilli par une grêle de balles: sur ses deux flancs étaient embusqués des fantassins mexicains; sur la route l'attendait face à face la cavalerie de Carbajal. La charge fut entraînante,

et la déroute de l'ennemi complète. Des bandes de chevaux sellés et bridés, galopant en liberté, dépassèrent le village sans leurs cavaliers; mais à moitié course le capitaine Du Vallon avait jugé la gravité de la situation de l'infanterie française. Résolu à profiter de l'élan de ses hommes, doublé par un premier succès, sans hésiter il se lança à fond de train sur l'église, du côté où ne se découvrait aucun obstacle, et escalada la dernière pente qui l'en séparait. Le choc devait être décisif; mais l'escadron vint se briser contre une muraille infranchissable : là, d'habiles tireurs se levèrent d'un fossé intérieur et ripostèrent par plusieurs décharges à bout portant; hommes et chevaux roulèrent au pied de la pente. Il fallut se retirer. Le capitaine Du Vallon avait le haut de la poitrine traversé de deux balles de *rifle;* malgré la perte de son sang, après avoir chancelé sous le coup, il resta en selle et ramena l'escadron mutilé, mais en bon ordre; arrivé près du colonel, à bout de force, mais non d'énergie, il se fit descendre de cheval et placer près des deux obusiers de montagne dont il surveillait le tir; son regard était calme, mais triste. C'est qu'en effet la journée s'annonçait mal : il était midi, le soleil frappait d'aplomb; ni hommes ni bêtes n'avaient pris aucun aliment depuis la veille malgré la marche de la nuit. Les pertes étaient déjà sensibles, et le tir des pièces, trop éloignées de la place, produisait peu d'effet.

Par bonheur, les canons de Carbajal étaient restés muets : sans doute, pour rendre sa marche sur Ozuluama plus rapide, il les avait laissés en arrière. L'affaire urgente était de rapprocher les obusiers du village, de les porter sur une éminence qui dominât l'église : à cette heure, l'unique salut était là; mais les hisser sous le feu et à dos d'homme était difficile. Pourtant il fallait agir sans retard. L'ennemi, bien barricadé, subissait peu de pertes; il attendait que la contre-guérilla fût fortement entamée pour faire à son tour une sortie. Déjà des hauteurs voisines on voyait descendre les contingens des environs, accourus au bruit du canon pour assister et prendre part au massacre des Français, dont les munitions commençaient à s'épuiser. Trois fois il avait fallu lâcher pied. Enfin les artilleurs se dévouèrent. Dans le trajet, l'un d'eux, en portant un affût, eut une jambe traversée. On ordonna de l'évacuer. « J'ai encore une jambe au service de la France, » répondit-il, et il continua son ascension. Quelques pas plus loin, il tomba, l'autre jambe brisée. Après deux heures de travail, les obusiers couronnèrent les hauteurs du cimetière. La journée était gagnée. Les pièces étaient à bonne portée; à chaque coup d'obus, les pieux de la palissade volaient en éclats, éclaboussant les défenseurs pris d'écharpe. Les projectiles enfilaient les portes de l'église, où étaient entassés plus de six cents soldats, déjà moins confians dans l'épaisseur des mu-

railles. — Ralliement au cimetière fut le mot d'ordre. Vers trois heures et demie, on avait pu réunir quatre-vingts fantassins. Les cavaliers grimpèrent à pied, traînant leurs montures par la bride. On forma deux colonnes serrées. L'artillerie redoubla ses ravages, et la contre-guérilla se lança à l'assaut en faisant un suprême effort. Le cri de « vive la France » fut poussé par bien des poitrines; pour plusieurs, c'était l'adieu à la patrie. On s'empare des maisons au pas de course; portes et défenseurs tombent sous les coups de crosse. L'officier Sudrie, à la tête de la charge, veut franchir la palissade; il enlève son cheval, qui s'éventre en retombant sur les baïonnettes, et lui-même roule à terre l'épaule baignée de sang. Fièrement campé à la brèche de la palissade, un officier mexicain (volontaire des États-Unis) barre le passage : un *revolver* à chaque main, il fait feu sur les assaillans et arrête les fuyards de sa propre troupe; mais le passage devient libre. La mêlée s'engage, les vestes rouges se ruent au galop jusqu'au pied de l'autel, où la boucherie commence. Dans une chapelle latérale, dans toutes les attitudes de la mort, on voit couchée une file de cadavres abattus par le même projectile. Les contre-guérillas, exaspérés de leurs pertes et des insultes grossières des Mexicains, ne font pas de prisonniers. La poursuite se continue dans toutes les directions. Au coucher du soleil, lorsque la cavalerie fut ralliée, on fit l'appel. Les pertes des partisans français étaient sérieuses : sur deux cent quatre-vingt-cinq combattans, onze tués et trente-deux blessés, sans compter les contusionnés. Parmi dix officiers présens, six étaient grièvement atteints. Le baptême de sang de la nouvelle contre-guérilla avait été glorieux.

Après le combat, on ramassa un seul prisonnier; il avait deux trous à la poitrine. C'était don Adolfo de la Garza, aide-de-camp de Carbajal; il avoua la mort de quinze officiers juaristes dont il donna les noms. Il désigna parmi les morts les cadavres de trois capitaines américains et d'un commandant mexicain, ancien déserteur français. A l'entrée du cimetière était étendu le cheval de bataille de Carbajal : sa seconde monture était au pouvoir du colonel Du Pin. A la selle, on trouva suspendu un long poignard dont le manche en acier portait cette devise en espagnol : « Carbajal. Libre ou mourir. » La mitraille avait fait dans sa troupe de grands ravages. Près de deux cents fusils, cinquante-six *rifles* américains sortant récemment de fabrique, le drapeau du 1er bataillon du Tamaulipas percé d'une balle, le guidon de Carbajal déchiré par un éclat d'obus et cinq balles, l'étendard de sa cavalerie, la caisse contenant 796 piastres (près de 4,000 francs), tels furent les trophées conquis par deux cent-quatre-vingt-cinq contre-guérillas, vainqueurs de mille deux cents Mexicains retranchés. San-Antonio regorgeait

de provisions de toute sorte. On songea d'abord aux blessés, installés déjà dans une bonne ambulance, grâce aux soins du docteur Thomas, qui avait passé la journée à faire des opérations sous le feu de l'ennemi. Quatre habitans étaient seuls restés dans le village, le curé et trois Espagnols, qui s'empressèrent d'ouvrir leurs *tiendas* et de se rendre utiles. Les ombres de la nuit avaient grandi; tout retomba bientôt dans le silence.

III.

Pendant le combat, Carbajal, mal secondé par sa troupe dès qu'elle se sentit écrasée par la mitraille, s'était multiplié sur les points les plus périlleux. Plusieurs fois pendant l'action, on avait aperçu bravement monté sur les parapets un Mexicain à l'allure vigoureuse, de taille moyenne, aux cheveux bruns et au teint cuivré, coiffé d'un *sombrero* de paille, vêtu d'une courte pelisse de noir astrakan et de *calzoneras* (1) de cuir jaune à boutons d'argent. Il était armé d'une carabine Sharp qui plus tard devait enrichir la galerie d'un collectionneur émérite, le général Neigre. C'était Carbajal, qui visait lui-même avec une remarquable adresse les officiers français, reconnaissables à leurs insignes. Le capitaine Du Vallon avait été frappé de sa main. Au moment du dernier assaut, le général juariste s'était adossé à l'angle de l'église. Au fort de la déroute, il avait été blessé à la jambe droite : pressé vivement par nos cavaliers, il disparut dans le fourré après avoir sauté dans un ravin où il se luxa l'épaule. Cloué par la douleur, il resta caché dans une mare d'eau jusqu'à la nuit. Quand l'obscurité fut complète, brisé de souffrance et grelottant de froid (il s'était dépouillé de sa pelisse dans la crainte d'être reconnu), il put s'emparer d'un cheval tout harnaché qui paissait en liberté. Il se mit péniblement en selle et s'en alla errant au hasard, le *revolver* au poing. Un Indien qu'il rencontra lui servit de guide. Le lendemain, il passait à Ozuluama, ramassait quelques fuyards, et huit jours après son désastre entrait à Vittoria dans la maison de Cortina, suivi d'une centaine de soldats de San-Antonio ralliés sur le parcours. Il confia lui-même tous ces détails à son cousin don Martin de Leon, consul américain à Sotto-la-Marina, ville du Tamaulipas où, six mois plus tard, ce parent de Carbajal nous racontait à table cet épisode. Pendant que nous écoutions son récit, il faisait évader Car-

(1) Pantalons collans du pays, se boutonnant extérieurement sur les deux côtés et s'ouvrant de bas en haut, pendant les chaleurs, jusqu'au genou; de cette ouverture s'échappe un second pantalon flottant sur la cheville, en étoffe blanche et aux larges plis.

bajal, caché à quelques lieues de là dans un de ses *ranchos* où nous devions aller le surprendre la nuit suivante.

Le combat de San-Antonio fit grand effet dans la Huasteca, et les conséquences en furent heureuses. Pendant la lutte, le village avait été fort maltraité. Plusieurs cases avaient été enfoncées et brûlées. De grand matin, les Indiens, inquiets sur le sort de leurs maisons, rentrèrent peu à peu en se glissant à travers les jardins. Quand un certain nombre d'habitans fut de retour, le colonel donna l'ordre de les amener avec douceur au camp, dont l'aspect ne leur parut pas trop farouche. Là, en compensation de leurs pertes, méritées probablement pour plusieurs d'entre eux, ils reçurent des piastres et bon nombre de chevaux ou mulets enlevés à l'ennemi. Ces braves gens restèrent ébahis de ces libéralités, habitués qu'ils étaient à toujours donner au plus fort et à ne jamais rien recevoir. Depuis un an surtout, les bandes juaristes avaient frappé le pays de réquisitions de toute nature, et les Indiens commençaient à sentir tout le poids de la guerre sainte prêchée par Carbajal. Son désastre porta un nouveau coup au prestige de ses armes, et de village en village se répandit la nouvelle que les Français étaient humains et payaient les denrées qu'ils demandaient. En outre une proclamation du colonel Du Pin, appelant la race huastèque à un prochain affranchissement, appuyée aussi d'actes de prompte justice contre des métis convaincus de cruautés commises sur leurs terres, acheva d'opérer dans cette partie du pays une réaction immédiate. Les Indiens, qui étaient descendus de leurs collines le 18 avril pour applaudir à la défaite de la contre-guérilla, qui semblait perdue vers le milieu de la journée, affluèrent à San-Antonio, offrant leurs services et leurs marchandises. Les *pueblos* désertés se repeuplèrent, et de bonnes provisions d'*ojite* (1) apportées au bivouac vinrent à propos réparer les forces des chevaux, qui étaient privés de fourrage depuis le départ de Tampico. Pour témoigner de leurs bonnes dispositions, les Indiens d'un village distant de trois lieues, — Amatlan, — appelèrent, malgré les métis, les contre-guérillas, qu'ils dirigèrent dans leur recherche de l'artillerie de Carbajal, restée en arrière. Munitions, affûts, roues et canons, tout tomba au pouvoir de la contre-guérilla, qui s'empara ainsi de trois obusiers de montagne et de deux *esmeriles*, petites pièces en fer montées sur pivot, qui envoient des boulets de deux livres.

Il fallut bien songer au départ de San-Antonio. La contre-guérilla avait rendu les derniers honneurs à ses morts. L'ambulance

(1) L'*ojite* est le fourrage de ce pays, où les pâturages sont rares et de mauvaise qualité. Ce sont les feuilles tendres et vertes d'un arbre très répandu dans certaines zones des terres chaudes, et qu'il faut cueillir à l'extrémité des branchages.

était organisée. Les blessés, presque tous grièvement atteints, reposaient sur des litières fabriquées à la hâte avec des nattes; l'évacuation sur Tampico était urgente, si on voulait les sauver. On était rassuré d'ailleurs sur le sort du colonel Llorente, qui, sans répondre aux six courriers qu'il avait reçus, était tranquillement rentré à Tuxpan, dès qu'il avait été dégagé. Pour lui rendre justice, il faut dire qu'il avait peu inquiété Carbajal sur ses derrières; il avait préféré lui tourner le dos. Les résultats du combat eussent été tout autres, si les fuyards avaient été cernés : c'était la destruction complète d'une bande qui devait renaître plus tard. Un septième courrier, impérieux cette fois, fut expédié à Llorente, lui intimant l'ordre de se rendre au camp du colonel Du Pin.

Au départ, les Indiens se pressèrent en foule pour porter les litières sur leurs épaules. Le convoi se mit en route. Les porteurs se relayaient toutes les dix minutes. La chaleur était suffocante, et le sentier difficile. Amatlan se trouvait sur le passage : l'église, vaste et bien aérée, fut convertie en hôpital. La population d'Amatlan se compose d'Espagnols et de métis blancs; elle s'était levée aussi en faveur de Carbajal. Là, comme dans le reste du Mexique, les métis étaient les ennemis naturels du nom français, car ils savent que nos principes de liberté changeront tôt ou tard en hommes libres les pauvres ilotes indiens qu'ils pressurent. Les Indiens *mansos* (agriculteurs) commencent d'ailleurs à se lasser de la servitude; ceux de la Huasteca en particulier méritent un meilleur sort; ils sont travailleurs et aiment leur sol. Leurs cultures, quoique restreintes, sont soignées, et l'art de l'irrigation est poussé fort loin parmi eux. Leur costume est primitif; il se compose d'une tunique brune serrée à la ceinture, d'une culotte blanche et d'un chapeau de paille qu'ils tressent eux-mêmes. Les pieds nus ou chaussés de la sandale de cuir, ils parcourent facilement de grandes distances, comme les coureurs kabyles, souvent avec une lourde charge sur la tête. Ils se plaisent à tailler dans le bois et la pierre des saints dont les formes dures ont la raideur hiéroglyphique de leurs anciennes idoles. Le goût des fleurs est si vif chez eux qu'avec un simple couteau ils découpent des bouquets dans le premier morceau de bois tendre. Ils se servent artistement des plumes de ces grands oiseaux aux couleurs vives qui les visitent pendant l'hivernage. Rien de gracieux comme l'éventail fait avec les deux ailes rosées du flamant spatule. Sur leurs lagunes, on retrouve ces *chinampas* qui animaient jadis les lacs de Mexico, ces bateaux plats convertis en jardins flottans. La race féminine est belle, d'un sang riche. Les Indiennes portent aussi la tunique brune nouée à la taille et le *rebozo* jeté sur la tête comme la mantille. Leurs cheveux noirs

tombent en longues nattes sur leurs épaules. La déférence des Indiens pour le curé tient presque de l'idolâtrie. Dans la nuit que nous passâmes à Amatlan, nous en eûmes un exemple curieux. Une case de chaume prit feu : le vent soufflait avec impétuosité; les cases voisines s'enflammèrent en communiquant l'incendie à l'église, qui servait d'hôpital. En un instant, les Indiens se pressèrent pour enlever les blessés et les installèrent sous de grands platanes, dont le dôme de verdure les préservait de l'humidité. Sur le maître-autel de l'église, la statue d'un christ en bois était déjà enveloppée par les flammes. C'était l'héritage sacré de leurs pères, réputé au loin pour ses miracles. Les Indiens, pleins de douleur, s'étaient agenouillés pour prier; pas un n'osait porter la main sur la sainte image : le curé était absent. Un Grec de la contre-guérilla traversa le feu et l'enleva prestement. Les Indiens emportèrent le christ en triomphe, et chacun voulut baiser les mains du héros. Le lendemain au départ, ils firent au Grec un brillant cortége, les mains chargées de fleurs et de fruits.

La population de Temcoco, village purement indien, où l'on se reposa le soir, accueillit avec empressement les Français. L'hospitalité fut généreuse. Les habitans étaient venus en masse au-devant du convoi. Les porteurs de litières, fatigués d'une étape parcourue sur les cailloux, furent vite remplacés. Le zèle des nouveau-venus n'avait pas attendu la distribution d'une piastre qui se fit le soir, devant le feu de bivouac, à chacun des porteurs, alignés sur deux rangs et stupéfaits de leur bonne aubaine. Les soldats de Carbajal n'étaient pas si généreux.

La route pour le retour n'était pas la même que celle que la contre-guérilla avait suivie à sa sortie de Tampico. L'itinéraire adopté à cette heure se rapprochait de la mer; on voulait gagner le village de Tamiahua, placé au bord de la lagune qui communique avec le Panuco. Le chemin par eau devait abréger les souffrances des blessés, dont les membres endoloris souffraient le jour de la chaleur et la nuit des piqûres des maringouins. Dans ce dernier trajet, l'arrière-garde signala un nuage de poussière qui grossissait à l'horizon en se rapprochant de la colonne. On fit halte : un brillant cortége d'officiers couverts de broderies déboucha au galop. C'était le colonel Llorente, fièrement entouré de son état-major et de sa cavalerie, quarante et un officiers et neuf simples soldats armés de lances ! Ce sont les proportions ordinaires au Mexique; comment le budget pourrait-il y suffire? L'entrevue des deux colonels fut animée. Le chef mexicain désirait voir la contre-guérilla revenir sur ses pas, pour l'installer dans son commandement de Tuxpan avec toute la pompe désirable. De plus, il demandait de

l'argent et les canons pris à Carbajal pour protéger sa résidence. Il est à croire que les canons auraient eu eux-mêmes bientôt besoin de protection. Toutes ces prétentions furent rejetées, et on lui témoigna l'étonnement qu'avait causé son humeur pacifique et sa mollesse à poursuivre Carbajal; néanmoins la séparation fut assez cordiale.

Le chemin était raviné et rocailleux. Les Indiens s'attelèrent aux pièces pour les traîner jusqu'à Tamiahua. On y passa vingt-quatre heures à organiser l'évacuation des blessés. Tous les bateaux plats du lac étaient réunis à un seul embarcadère; lorsqu'ils furent chargés, on partit sous escorte. La flottille s'avançait lentement; la lagune était déjà basse à cette époque. Les Indiens marchaient sur les flancs, à l'avant et à l'arrière, avec de l'eau jusqu'aux genoux ou jusqu'à la ceinture, poussant les embarcations de leur mieux. Vers le soir, la brise fraîchit : chacun d'arborer au vent mouchoirs, chemises et couvertures; autant de voiles improvisées pour filer plus vite. Les blessés trouvaient encore la force de plaisanter, et de temps à autre une voix criait : « Combien de nœuds au loch? »

La contre-guérilla, rassurée sur le sort de ses malades, retourna sur ses pas pour rentrer de son côté à Tampico par la voie de terre. En repassant à Temcoco, elle fut reçue au son des cloches. Les paysans offraient en cadeau toutes leurs provisions. Le soir, il y eut bal sous les orangers. On retrouvait là les danses nègres des Antilles. La mesure était lente et parfois saccadée comme dans le *bamboula* de la Martinique; hommes et femmes se mêlaient avec accompagnement de gestes et de poses. L'eau-de-vie brûlante du pays servait de rafraîchissement, et les verres étaient souvent remplis. L'orchestre était conduit par un violoniste qui parfois semblait inspiré. A sa droite chantait une flûte; à sa gauche résonnaient deux instrumens indigènes, espèces de claviers en bois ou en paille à quinze touches isolées reposant sur des morceaux de cire. Les joueurs frappaient en cadence avec deux bouchons de liége; les sons n'en étaient pas moins harmonieux. Pendant la marche du retour, on s'aperçut que les bourgades désertes la semaine précédente s'étaient repeuplées. De nombreuses députations apportaient la soumission de divers *pueblos* de ce pays, presque inconnu des étrangers jusqu'à ce jour. Les habitans profitaient du passage de la contre-guérilla pour lui livrer les bandits les plus redoutés. Grâce à leurs indications, on en pendit un dont les états de service étaient anciens déjà. Depuis sept ans, il rançonnait le pays sous le nom de *Benito* (béni). Malgré ses méfaits, toutes les geôles l'avaient laissé échapper, tant était grande la terreur qu'il inspirait : personne n'osait s'exposer à des représailles certaines, puisqu'on

savait que les juges, soit par corruption, soit par peur, acquitteraient le coupable. C'est à cette impunité et à la lâcheté des juges que le Mexique doit l'envahissement du brigandage, qui démoralise la nouvelle génération. Le misérable était couvert de haillons; pourtant il offrit 2,000 francs pour le rachat de sa vie. Il avait un banquier! Pendant cinq jours, les paysans de tous les environs vinrent en procession au pied de l'arbre où se balançait le corps du bandit, et afin de se bien convaincre de son identité et de son trépas ils montaient aux branches pour le toucher eux-mêmes.

La ville d'Ozuluama, sur le faux bruit de la victoire de Carbajal, s'était de nouveau prononcée en faveur des juaristes. L'alcade, suivi de tous les notables, vint à la rencontre du colonel Du Pin lui offrir un acte d'adhésion couvert de signatures. Les habitans furent désarmés et payèrent une forte contribution de guerre. Le soir, une salve de coups de canon apprit à la Huasteca que sa ville la plus rebelle avait fait sa soumission, et dans les premiers jours de mai 1864 la contre-guérilla rentrait à Tampico.

Les drapeaux pris au combat de San-Antonio et les deux *esmeriles* furent envoyés au quartier-général de Mexico. Le succès obtenu par la contre-guérilla produisit une vive sensation. Le général en chef adressa au colonel Du Pin des complimens mérités, et signala par un brillant ordre à l'armée la journée de San-Antonio. Plusieurs récompenses arrivèrent à temps pour adoucir les derniers momens de blessés mortellement atteints. Le capitaine Du Vallon, nommé chevalier devant Puebla, était fait officier de la Légion d'honneur à vingt-huit ans. Le séjour de Tampico lui était funeste : aux deux balles qui lui avaient troué de part en part la poitrine s'était jointe la dyssenterie. Il fut embarqué sur la *Dryade* pour retourner en Europe. Son départ de Tampico, où pendant son court commandement supérieur son caractère lui avait concilié l'estime générale, fut accompagné de vifs regrets. Quand on le transporta sur le fleuve, il n'était déjà plus que l'ombre de lui-même. Malgré les soins qui lui furent prodigués par les officiers de marine pendant la traversée, malgré sa mâle énergie, la fièvre l'emporta. Il mourut à la hauteur de La Havane.

La défaite de Carbajal avait profondément déconcerté le parti hostile de Tampico, qui avait fondé de grandes espérances sur la destruction de la contre-guérilla pour tenter un *pronunciamiento* et rendre le port aux autorités juaristes, dont les besoins d'argent devenaient plus impérieux que jamais à mesure qu'elles étaient refoulées des principaux centres. Les libéraux n'avaient pu croire qu'une troupe s'élevant à moins de trois cents hommes pénétrerait dans la Huasteca et en sortirait victorieuse de contingens dont la

réputation de solidité était bien connue dans le pays. Grâce à la malveillance, un instant le bruit avait couru que les armes de Carbajal l'avaient emporté. L'illusion n'était plus possible. Jusqu'à cette époque, certains salons de Tampico étaient restés fermés; ils s'ouvrirent pour recevoir les officiers français. Cette prévenance fut un indice certain de la réaction : la confiance renaissait. Quelques habitans osèrent se compromettre à moitié; des révélations importantes sur les menées des partis et des chefs les plus turbulens furent faites, avec quelques réticences pourtant, au commandant de la place chargé de la sécurité publique. Peu à peu nous eûmes des intelligences dans le camp ennemi. C'était un grand pas de fait pour la réussite des opérations futures, car la guerre de partisans est impossible, si l'on manque de renseignemens précis et rapides.

Pendant le combat du 18 avril, le commandant indien Pavon, qui prenait le titre de général et dont les troupes étaient engagées à San-Antonio, s'était tenu à l'écart dans un *rancho* voisin de la Huasteca. Il est rare que les chefs soient tous réunis à leurs troupes; quelques-uns marchent toujours isolément. Une personne bien informée vint donner l'avis secret que Pavon était arrivé mystérieusement la dernière nuit à sa maison nommée *las Milpas*, située sur le Panuco, à dix lieues au-dessus de Tampico. Ce chef juariste exerçait une influence réelle sur une partie de la province, autant par ses relations de famille que par ses intrigues. Il y avait intérêt à s'assurer de sa personne. Dans la nuit, l'*Emma*, qui faisait le service du transport des marchandises depuis l'embouchure du fleuve jusqu'aux navires qui viennent s'ancrer devant la barre, chauffa à toute vapeur et remonta le Panuco chargé d'infanterie; il remorquait sur un chaland un peloton de cavaliers. Malgré les précautions prises, le bruit du débarquement trahit la petite expédition. Pavon se gardait comme les Mexicains savent se garder : à l'arrivée du détachement, la maison de *las Milpas* était vide. Au matin, de la demeure du commandant il ne restait que des ruines fumantes. Cet incendie était contraire aux lois de la guerre. Pavon défendant sa cause les armes à la main, à ses risques et périls, n'était pas un brigand. Sa personne seule devait être en jeu. Un pareil procédé allait fournir des armes aux agitateurs : on dut le désavouer.

La ville de Panuco, baignée par le fleuve du même nom, est voisine de *las Milpas*. A la voix de Pavon, la population s'y souleva; les fuyards de la Huasteca vinrent s'y rallier et grossir le nombre des insurgés. Quelques jours après, ces derniers campaient entre Panuco et Tampico, interceptant toutes les communications du fleuve et ravageant les bourgades voisines qui retombaient sous leur autorité. Le chef de la famille San-Pedro, riche propriétaire foncier de

la province, vivait au milieu de nous à Tampico, où il dirigeait lui-même un grand comptoir commercial, tandis que ses deux jeunes frères servaient sous le drapeau de Pavon. On lui fit sentir qu'il pourrait être dangereux d'avoir un pied dans chaque camp, et par son entremise officieuse les habitans de Panuco furent éclairés sur les véritables sentimens de l'intervention, qui n'avait qu'un but, celui de les arracher au brigandage et à la guerre civile pour assurer la protection de leurs personnes et de leurs intérêts. Sur ces entrefaites la contre-guérilla se mit en marche pour Panuco, afin d'appuyer de sa présence ses propositions de paix. A son arrivée, les deux jeunes frères San-Pedro, d'après les conseils de leur aîné, acceptèrent l'amnistie complète qui leur était offerte. La défection des insurgés, qui reçurent des preuves de la loyauté et de la bienveillance françaises, força Pavon à se replier en arrière de la ville, suivi seulement de quelques fidèles. A l'offre de l'oubli du passé, faite dans des termes honorables pour son amour-propre, le chef vaincu répondit textuellement que ses opinions lui défendaient tout compromis, que, reconnaissant les difficultés d'une guerre dans son propre pays, il allait se réunir aux derniers défenseurs de l'indépendance nationale qui suivaient encore la bannière du président Juarès. Il partait en recommandant à la générosité de la France sa famille et ses biens, qu'il laissait derrière lui. Pavon remonta sans retard vers Huejutla, ville principale du sud de la Huasteca, où s'organisait la nouvelle défense des mécontens et des rebelles refoulés de la côte ou de l'intérieur. La soumission de Panuco eut des résultats immédiats : la navigation interrompue reprit son cours; les eaux du fleuve qui traverse la Huasteca se chargèrent de bateaux apportant des denrées. La disette de maïs, ce pain des Mexicains, s'était presque fait sentir à Tampico faute d'arrivages. Le quintal de maïs tomba de 2 piastres (10 francs) au-dessous du cours à notre rentrée dans la ville.

IV.

On avait couru au plus pressé en poussant une pointe dans la Huasteca au secours des forces de Llorente. Désormais le véritable but de nos efforts devait être la réouverture de la route de la mer à San-Luis et aux capitales des principaux états du centre, telles que Guanajuato et Guadalajara, par où le golfe du Mexique communique avec le Pacifique et la Sonora. Si le sud s'était calmé, le nord au contraire, totalement au pouvoir de l'ennemi, était en feu. Le général Cortina continuait son recrutement, et la *leva* (1), sorte de

(1) Depuis 1863, elle a été abolie par décret de la régence dans l'armée régulière.

presse qui enrôle les paysans pour le service militaire, était toujours en vigueur chez les libéraux, dont les troupes s'élançaient de Vittoria pour courir sus aux convois du commerce montans et descendans. Quant à ses projets sur Tampico, Cortina y avait renoncé pour le moment d'après les conseils de Carbajal.

Pour assurer la liberté d'action de la contre-guérilla française, destinée à une mobilité constante, le général en chef décida la création d'une nouvelle contre-guérilla purement mexicaine, formée sur le modèle de son aînée, appelée à coopérer avec elle selon les besoins du moment et à garder seule plus tard le port de Tampico dès que les circonstances politiques permettraient de confier des postes sérieux aux troupes du nouvel empire. Le commandement, qui restait subordonné au colonel français, en fut confié au colonel Prieto. Ce vieux soldat, qui depuis vingt-huit ans fait le coup de fusil en montagne comme en plaine, qui a été de toutes les déroutes et de toutes les victoires de l'armée dite régulière depuis le commandement du fameux Santa-Anna, l'ancien président de la république, a réellement gagné ses grades au feu. C'est une rare exception dans un pays où le premier bandit venu, moyennant une paire de grosses épaulettes et un *revolver*, s'il est appuyé d'une poignée de coquins, se fait reconnaître général. Malheureusement sous l'enveloppe du vieux soldat se retrouve le lansquenet. Indien d'origine, de taille athlétique, aux mœurs rudes, brave à l'heure du danger, couvert de cicatrices, Prieto fréquente aussi bien les *leperos* (hommes du bas peuple) que les *caballeros*. Quelques minutes après sa sortie d'un salon officiel où il s'est présenté en grande tenue, on le retrouve dans une *tienda*, le verre de *mescal* (anisette du pays) à la main, jouant en compagnie de ses propres soldats.

Les engagemens pour la nouvelle contre-guérilla mexicaine ne se firent pas attendre. Une solde élevée, quoique inférieure de 10 piastres à celle de la contre-guérilla française, hâta le développement de cette force indigène, qu'une création nouvelle ne tardait point à compléter. Le Panuco et le Tamesis sont deux artères navigables à plus de cent cinquante milles au-dessus de Tampico. Être maître du parcours de ces deux fleuves, c'est dominer militairement les localités environnantes qui se sont groupées le long de leurs rives. Une canonnière eût couru des risques sur ces deux rivières, dont le lit cache dans ses profondeurs des barrages imprévus, formés par les énormes troncs d'arbres que charrient les crues de l'hivernage. Un petit vapeur à aubes, d'un faible tirant d'eau, solidement construit, sur le type des bateaux qui sillonnent le Mississipi, était appelé cependant à faciliter les opérations militaires, dont le secret était trop souvent éventé par les espions qui

garnissaient toujours le quai de la *Marine*. Il pourrait protéger à toute heure les intérêts commerciaux, et d'ailleurs on obtiendrait ainsi une économie financière. Les remorqueurs du port, spéculant sur les nécessités politiques, avaient exigé des sommes fabuleuses de l'administration française. Le débarquement seul de la contre-guérilla avait coûté plus de 6,000 francs.

La construction d'un vapeur fut décidée. L'idée était heureuse: mais la lenteur de l'exécution en fit presque avorter les bons résultats. Il faut le dire du reste, la science maritime est peu avancée sur les côtes mexicaines. On a le droit de s'en étonner en jetant les yeux sur la carte; le contact de la magnifique marine américaine aurait dû exciter l'émulation d'un peuple voisin. La coque fut mise en chantier à Tampico. Un officier français se rendit à New-York pour acheter une machine éprouvée; il eût été préférable d'ordonner la construction complète dans un port américain. Le nouveau bateau, baptisé le *Contre-Guérilla*, devait tirer son personnel de notre corps même, qui comptait des matelots et des mécaniciens : le long du fleuve, des coupes de bois préparées assuraient le chauffage de la machine. Dans quelques semaines, on pourrait donc embarquer deux cents fantassins et les jeter en une nuit à trente lieues de distance.

Tous ces préparatifs prolongèrent la durée de notre séjour à Tampico. C'est surtout dans ces heures de calme et de réflexion que notre pensée, échappant à la discipline et à l'animation de la lutte, s'attristait d'une guerre implacable, poursuivie sans espoir de résultat sérieux. Après Magenta et Solferino, tout un peuple s'était levé pour saluer nos drapeaux; là-bas, tout semblait glacé. Nulle part l'enthousiasme n'éclatait, et le devoir réchauffait seul le feu sacré de nos soldats. Même l'attitude du parti mexicain, celui-là qui devait tout aux armes françaises, était décourageante, et quoique la prochaine opération militaire de la contre-guérilla, qui allait rouvrir la route de San-Luis, interceptée par les libéraux, intéressât avant tout le commerce de Tampico, les négocians de cette place étaient, eux aussi, animés de fâcheuses dispositions à notre égard.

Il n'y a pas de ville au Mexique où dès le début le haut commerce indigène et surtout étranger n'ait été l'ennemi déclaré de l'intervention française. Quelle a été l'origine de cette hostilité? Si on veut le savoir, il faut consulter le grand-livre de la dette mexicaine. On y verra que depuis longtemps les gros négocians s'étaient faits les banquiers de l'état, qu'à mesure que l'état s'obérait, il se voyait forcé de contracter des emprunts de plus en plus onéreux. Aussi, en raison des chances de courte durée des gouvernemens

qui se succédaient à Mexico, qui tous avaient besoin d'argent pour se soutenir et qui croulaient comme des châteaux de cartes, les intérêts exigés par les prêteurs s'accrurent progressivement. — Ceci établi, on s'étonnera moins du taux fabuleux de 320 pour 100 en songeant que depuis la déclaration de l'indépendance, proclamée en 1821, jusqu'à la chute de Juarès, il n'y a pas eu moins de deux cent quarante et une révolutions dans le pays conquis par Cortez. Par suite de l'anarchie, le budget n'était devenu qu'un vain mot. Plus tard, sept conventions passées avec l'étranger, créancier de fortes sommes réclamées au nom de nationaux lésés, augmentèrent encore le passif de la république. Si la France, dans la convention qui fut signée par l'amiral Baudin, n'exigea pas d'intérêts, l'Angleterre fut moins généreuse : l'une de ses cinq conventions stipulait à son profit 25 pour 100 d'intérêt. Comprendra-t-on que les négocians n'aient pu voir tarir une source de pareils gains sans protester de toutes leurs forces contre un régime qui allait essayer de faire pénétrer la moralité et l'économie dans l'administration financière d'une nation dépouillée par tant de mains?

Les ports de Vera-Cruz et de Tampico surtout avaient spéculé sur les débris de la république défaillante. Sous certaines présidences ou dictatures éphémères, l'état, pressé par la pénurie, en échange de numéraire payé comptant, avait abandonné aux bailleurs de fonds une partie de ses revenus pendant une période déterminée. Les négocians devinrent bientôt plus exigeans; ils ne consentirent à délier leurs bourses que si l'*hacienda publica* (ministère des finances) leur affermait les douanes maritimes de ces deux ports, c'est-à-dire les ressources les plus liquides du trésor public. Des fortunes scandaleuses s'élevèrent en peu de temps, et la France apparut sur les rives mexicaines un peu comme Ruy-Blas parmi les nobles castillans si ardens à la curée, si prompts à oublier l'Espagne agonisante. L'hostilité de Tampico était bien plus grave encore que celle de Vera-Cruz, car les comptoirs commerciaux de Vera-Cruz ne sont que les succursales des maisons principales d'Orizaba, de Puebla, de Mexico et de Queretaro (1); des millions passent dans leurs caisses sans s'y arrêter. Tampico au contraire est le centre des raisons sociales qui se font représenter jusqu'au Pacifique et à la frontière du Rio-Grande par des comptoirs intermédiaires; ces comptoirs reçoivent des ordres de Tampico, qu'ils enrichissent de toutes leurs recettes. Chaque année, avant l'occupation, en paiement des marchandises expédiées dans l'intérieur, deux ou trois *conductas* (con-

(1) Pendant la guerre contre Juarès, Vera-Cruz a étendu ses relations commerciales aux dépens de Tampico, dont les communications étaient coupées. En temps normal, Tampico est la véritable route de tout le nord.

duites) d'argent monnayé descendaient à Tampico, qui à cette heure, mécontent de l'interruption causée dans ces envois par la guerre, réagissait sur les provinces centrales d'une façon fâcheuse. Tampico réagissait avec d'autant plus de force que les premiers négocians de la place sont espagnols et anglais, peu disposés déjà par leurs sympathies politiques à voir flotter le drapeau tricolore près de leurs résidences. Pour contre-balancer cette sourde opposition, le commerce français ne comptait comme représentant sérieux à Tampico que la maison Prom, de Bordeaux. Quant aux établissemens mexicains, ils ne sont que secondaires dans cette ville, et si leur influence est minime, en revanche l'instruction commerciale n'y est pas négligée sous certains rapports. Chaque soir, après le couvre-feu, les boutiques se ferment : c'est l'heure où commencent les cours préparatoires d'où les enfans qui se destinent au négoce doivent sortir éprouvés; sous les yeux des patrons, ils s'exercent pendant une heure à auner les tissus, et leur succès est assuré dès qu'ils savent suffisamment allonger l'étoffe, en la déployant, pour la faire miroiter sous les yeux du client et gagner trois doigts par *vara* (la vara a 82 centimètres) grâce à la rapidité de l'aunage. Ce curieux apprentissage est la conséquence de la démoralisation complète d'un pays où les directeurs des douanes s'entendent avec les contrebandiers patentés. Que de fois des négocians, à la réception de cargaisons de provenance européenne dont le paiement des droits devait enrichir la caisse publique de 20 ou 30,000 piastres, sont tombés d'accord avec la direction douanière pour frauder complétement l'état et partager entre eux le total du montant exigible! Par suite de ces malversations trop souvent publiques et jamais réprimées, le budget mexicain, privé de ses revenus naturels, ne payait plus ses employés, qui forcément à leur tour vivaient de concussions.

La présence de la contre-guérilla donna naissance à un nouveau grief, qui raviva les mauvaises dispositions du haut commerce de Tampico. Le petit corps français dans cette province éloignée n'avait été suivi d'aucun service administratif ni financier. Par décret du général en chef contre-signé par la régence, la douane de Tampico avait reçu l'ordre de payer à la contre-guérilla sa solde de chaque mois sur présentation de ses feuilles de journées ordonnancées et émargées par son conseil d'administration. Depuis deux mois, la troupe n'avait reçu aucun argent, la douane n'ayant pas en caisse les fonds nécessaires. Il était urgent de remédier à un retard de paie qui pouvait compromettre gravement la discipline. Après examen, il fut constaté par les livres publics que les négocians de la place étaient les débiteurs de la douane d'une somme s'élevant à plus de 200,000 piastres (1 mil-

lion de francs). Ces derniers, mis en demeure de s'acquitter, protestèrent hautement, invoquant, pour échapper à leurs obligations, le prétexte que la dernière *conduite* de 3 millions de piastres (15 millions de francs) destinée à leur port avait été, par mesure arbitraire, indûment dirigée par Mexico et Vera-Cruz, — que ce changement de voie pour l'Europe les avait privés de leurs remboursemens annuels, et par suite du numéraire même nécessaire aux échanges de chaque jour.

Le prétexte était spécieux. Les intérêts des commerçans avaient souffert, il est vrai, mais ils eussent été bien autrement compromis, si une *conduite* aussi importante, descendue directement de San-Luis par une route infestée de juaristes, était tombée au pouvoir de l'ennemi. Il fut en outre prouvé que chaque mois la place de Tampico trouvait encore assez de numéraire pour expédier en Europe de 60 à 100,000 piastres à des correspondans chargés de les vendre à prime (1). La mauvaise volonté des négocians était évidente : ils durent s'exécuter et renoncer peut-être à l'espérance de voir, comme cela s'était déjà vu, s'éteindre leurs dettes dans le désordre des *pronunciamientos !*

Par malheur, en même temps que des résistances passionnées, soulevées par le commerce indigène et étranger, paralysaient notre action, l'appui moral donné à la cause de l'intervention par les maisons françaises établies au Mexique était nul, car quiconque a traversé en observateur impartial dans ces dernières années les terres chaudes comme les hauts plateaux, depuis le golfe jusqu'au Pacifique, reste en droit de se demander où sont les nationaux qui ont appelé nos armes au secours de leurs personnes ou de leurs fortunes menacées. Partout sur notre passage nous avons été tristement surpris d'entendre nos compatriotes s'écrier à la vue de l'uniforme français : « Que venez-vous faire ici ? Vous nous ruinez ! et après l'évacuation il ne nous restera plus qu'à plier bagage, car les représailles seront cruelles. » Triste déclaration, si on ne devait trouver quelque autre part le bénéfice de tant de sang et de tant d'or dépensés !

Le préfet politique de Tampico, dont la première mission était de ramener le calme, la concorde et la moralité dans la province dont l'administration lui avait été confiée, devait naturellement unir

(1) Les piastres mexicaines, dont le titre est supérieur, donnent lieu à un agio très actif sur les marchés de Londres et de Paris, qui les envoient à leur tour avec bénéfice en Chine et au Japon. C'est là la provenance et la destination de ces millions de piastres dont les journaux enregistrent pompeusement l'arrivage mensuel en Europe par la compagnie transatlantique ou par les *steamers* anglais, sans que d'ordinaire les gouvernemens aient rien à y prétendre.

ses efforts à ceux du chef de la contre-guérilla; mais ce haut fonctionnaire, nommé Apollinar Marquez, n'avait pas voulu comprendre sa position. Dans le principe, il avait essayé sans succès de capter la confiance du capitaine Du Vallon (1), trop pénétré de la dignité nationale pour laisser l'autorité militaire s'effacer devant certaines intrigues. Au mois de juin 1864, l'harmonie entre le colonel Du Pin, qui avait repris son commandement, et le préfet n'existait plus qu'à la surface. Les mesures concertées dans l'intérêt public étaient dénaturées par M. Marquez, qui s'empressait de les rendre odieuses et se chargeait de transmettre en secret à Mexico les plaintes les plus virulentes. Aussi sept mois plus tard le préfet politique de Tampico se vit destitué par décret supérieur. Après sa chute, deux dossiers judiciaires accablans pour son administration furent apportés au tribunal. Tous ses excès d'autorité, toutes ses concussions étaient connus depuis longtemps et flétris par l'opinion publique, qui n'en était pas moins demeurée silencieuse tant qu'il avait eu le pouvoir en main. Beaucoup de fonctionnaires mexicains comprennent, il faut le dire, leur devoir comme Apollinar Marquez. Les nations sont vraiment frappées d'impuissance quand la presse et la tribune, ces deux grands échos de la conscience publique, sont devenues muettes.

A toutes ces causes de dissolution qui travaillaient Tampico s'en ajoutait une autre non moins funeste, dont l'action lente et continue se faisait secrètement sentir dans tout le Tamaulipas. Après l'heureuse campagne accomplie en 1848 par le général Scott, le vainqueur du Mexique, les Américains s'étaient retirés, mais sans cacher leurs projets d'envahissement futur. « Le fruit n'est pas assez pourri, » disaient les *Yankees;* « nous attendrons la putréfaction pour repasser la frontière du Rio-Grande la cognée à la main. »

Au mois de juin 1864, les Américains avaient commencé à tenir parole. Le recrutement du général Cortina, qui venait d'ouvrir la campagne dans le Tamaulipas au nom de Juarès, avait amené déjà au quartier-général des républicains de la province, à Vittoria, bon nombre de *Yankees* enrôlés dans les agences mêmes de New-York ou de Philadelphie. Le colonel Perfecto Gonzalès, originaire du Texas, que je fis plus tard prisonnier porteur de ses lettres de service et de proclamations incendiaires prêchant le meurtre de tous les Français, se chargeait de les amener par le Texas sur le territoire mexicain, où ils pénétraient par bandes. Ces bandes se disaient pacifiquement envoyées pour faire de gros achats de troupeaux pour

(1) Par décret du général en chef, le colonel de la contre-guérilla française avait été nommé commandant supérieur de Tampico et du territoire qui en dépendait. Le préfet politique de cette ville était donc subordonné en quelque sorte à l'autorité française.

le compte des confédérés. La moitié des groupes était armée de *rifles* et de *revolvers* sous prétexte que les escortes étaient nécessaires pour repousser les attaques des Indiens *bravos*, qui attendaient leur retour, embusqués dans les grandes prairies. Une fois le pied sur le territoire mexicain, les bandes se déclaraient juaristes et s'éparpillaient en guérillas à la voix du général Cortina. C'étaient ces guérillas qui infestaient le parcours de Tampico à San-Luis, et que nous devions poursuivre au premier jour.

V.

Le 7 juin, la contre-guérilla quittait Tampico; jamais ses rangs n'avaient été aussi compactes : 290 fantassins, 260 cavaliers et deux bouches à feu, dont une rayée, défilèrent par la porte d'Altamira. Les deux pelotons de cavaliers arabes ouvraient la marche : au moment du départ, l'avant-garde eut une rude tâche à remplir pour écarter les blanches Mexicaines et les Indiennes cuivrées qui formaient cortége. La garnison désignée pour garder le port pendant cette sortie s'était renforcée des *cargadores*, espèce de corporation privilégiée de portefaix indiens, vigoureux gaillards employés à charger les cargaisons sur le quai de la douane. Mariés presque tous et vivant en ville, ils étaient intéressés par leur salaire à la continuation du travail et résolus à repousser les coups de main qui pouvaient l'interrompre.

La route d'Altamira, qui devait nous conduire dans cette ville d'abord, puis à Santa-Barbara, à Tula, et de là à San-Luis, s'engage, à deux kilomètres de Tampico, sous les voûtes d'une splendide forêt vierge. Des deux côtés se cachent à l'ombre de grands arbres à caoutchouc des cahutes d'Indiens, entourées de champs de maïs et de bananiers. A l'aspect de nos vestes rouges, des enfans nus et effarés se sauvent dans les touffes de bambous. Plus loin, le chemin devient désert, c'est partout un long silence; bientôt les éclaireurs s'arrêtent pour fouiller une redoute abandonnée : c'était hier le bivouac des guérillas. Les branches entremêlées de lianes forment partout un rideau impénétrable; en les écartant, on découvre une foule de petits sentiers bien battus, semblables à des coulées de bêtes fauves. Les pieds des marcheurs s'enfoncent dans les sables humides qu'on retrouve encore à une quinzaine de lieues du littoral. Le soleil de juin est dans toute sa force et l'eau manque; malgré des haltes répétées, plusieurs fantassins tombent frappés d'insolation : après quelques minutes de délire, ils succombent. On sait qu'une lagune, dont l'eau est assez bonne, se trouve à moitié route d'Altamira : on s'y traîne péniblement; après quatre heures

de repos, on repart pour Altamira, où l'on arrive la nuit. Nous avions mis quatorze heures à parcourir les cinq lieues qui séparent cette ville de Tampico.

Altamira, comme son nom l'indique, est située sur une éminence au sortir de la forêt vierge. C'était, du temps des Espagnols, un lieu favori de villégiature. Une place carrée sans autre ornement qu'une simple colonne rostrale surmontée d'un aigle national à moitié brisé, une église délabrée, de longues maisons à arcades bâties en pierres de taille rongées par les pluies, un cimetière profané, quelques jardins dévastés où broutent des chèvres, voilà les restes de la ville où depuis deux ans ont campé les guérillas. En sortant d'Altamira, l'horizon s'élargit; une ligne bleuâtre de montagnes se découpe dans le lointain. Le terrain monte en ondulant. Toutes les dix lieues, on rencontre près d'un ruisseau un pauvre *rancho* perdu dans la broussaille. L'herbe à couper dans les ravins, les taureaux en liberté à abattre sous bois, telles furent les seules ressources de deux longues étapes.

Nous avions laissé, au sortir d'Altamira, l'infanterie et l'artillerie s'embarquer sur le fleuve du Tamesis à bord de bateaux appelés en toute hâte de Tampico. Pendant qu'elles remontaient le courant, la cavalerie poursuivait sa route par terre et marchait toute la nuit, chaque cavalier portant suspendue à sa selle une peau de bouc gonflée d'eau en prévision du café de la halte, car depuis deux ans pas une goutte de pluie n'était tombée dans les terres chaudes du Tamaulipas. Les plus grands lacs étaient desséchés et convertis en véritables ossuaires : c'était là le dernier rendez-vous des troupeaux qui venaient s'y désaltérer; les animaux qui avaient eu la force de s'y traîner y mouraient les membres cloués dans la vase.

Après quatre nuits d'insomnie, Antonio, charmant village indien aux coquettes maisons blanches, mystérieusement couché au bord du Tamesis au milieu d'une ceinture de platanes séculaires, apparut comme l'oasis dans le désert. La population nous fit bon accueil, et le repos du soir ne fut troublé que par le sifflet du vapeur, qui remontait lentement en traînant à sa remorque les chalands chargés de contre-guérillas. Le lendemain infanterie, cavalerie et artillerie se donnaient la main à Tancasnequi, sur la rive gauche du Tamesis, à 40 lieues de Tampico. Les libéraux surpris venaient d'évacuer en toute hâte. Malgré la rapidité de notre marche, les chances de combat s'étaient évanouies. Tancasnequi est une belle *hacienda* entourée de riches cultures de maïs; la maison d'habitation, bâtie à l'italienne, quoique peu solide, est de belle apparence. L'administrateur, M. Garagoya, y vivait avec sa famille. Autour de sa demeure se groupaient les cases des Indiens

peones (journaliers) attachés à l'exploitation et de vastes porcheries (1).

Au point de vue commercial, l'occupation de Tancasnequi, que l'ennemi venait d'abandonner, avait un immense intérêt. En face, sur la rive droite du fleuve, s'élève Tantoyuquita : c'est le nom qu'on donne aux docks de Tampico, qui servent à emmagasiner les cargaisons que ce port expédie par le fleuve. Là, des mules descendues des hauts plateaux, sous la conduite d'*arrieros*, sont chargées de ballots et remontent vers San-Luis pour se disséminer ensuite dans toutes les directions de l'intérieur. La valeur des marchandises qui alors y étaient accumulées en dépôt s'élevait à près de 2 millions de piastres. Les opérations de cet entrepôt étaient considérables : aussi, dès que Tampico eut été réoccupé par les Français, les libéraux, privés des revenus du port, s'empressèrent d'établir un second cordon douanier à Tancasnequi, par où passaient forcément les colis débarqués à Tantoyuquita, la route de terre étant jusqu'à ce point impraticable pour les convois. Ils lancèrent un décret par lequel toutes les marchandises existant déjà en magasin, ainsi que les nouveaux arrivages, seraient frappées d'un second droit de trente pour cent, et en appuyèrent l'exécution rigoureuse par l'établissement d'un poste militaire. Pendant la crise commerciale qui suivit ce décret, toutes les transactions entre Tampico et l'intérieur avaient donc cessé; l'arrivée de la contre-guérilla leur rendit un libre essor. Une commission de négocians assistée des consuls fut aussitôt mandée à Tancasnequi pour établir le bilan de l'actif et des pertes que les libéraux avaient fait subir au commerce local pendant leur séjour, pertes heureusement minimes en raison de leur évacuation précipitée. Les dommages causés avaient principalement porté sur les conserves alimentaires que les États-Unis expédient en grande quantité, sur les caisses de cigares de la Havane, et sur les vins fins venus d'Europe (2). Avant les hosti-

(1) Le cochon est l'animal le plus répandu au Mexique et le plus productif. Sur le plateau de San-Andres, au pied du pic d'Orizaba, il y a des *haciendas* splendidement construites, entre autres San-Francisco Algives, dont les colonnades de granit ont un aspect grandiose. Elles renferment des fortunes princières; dans une vingtaine de cours communiquant entre elles et contenant chacune des milliers de niches comme une ruche d'abeilles se prélassent vingt mille cochons; chaque animal vaut en moyenne de 8 à 10 piastres. L'élevage y est perfectionné. Toute cette gent à longs poils, peu farouche, quoique d'aspect aussi sauvage que les sangliers d'Europe, va successivement disparaître dans d'énormes chaudières de cuivre, d'où sortent des quantités incalculables de lard et de graisse réservée moitié à la consommation, moitié à la fabrication du savon.

(2) On sait que la vice-royauté espagnole, résolue pendant son règne à ne pas laisser naître de concurrence aux produits de la mère-patrie, avait banni la plantation de la vigne, à laquelle le terroir mexicain convient à merveille. De très heureux essais tentés

lités, M. Garagoya cumulait les fonctions d'administrateur de l'*hacienda* de Tancasnequi et de directeur de l'entrepôt de Tantoyuquita, où il avait été délégué par les négocians de Tampico pour recevoir et expédier leurs marchandises. Aussi fin que poltron, il était resté à son poste malgré l'arrivée des juaristes, décidé naturellement à ne se compromettre vis-à-vis d'aucun parti. L'apparition des Français le força à sortir de la réserve que, d'accord avec l'alcade, il s'était promis de garder. Les libéraux, en abandonnant Tampico devant les baïonnettes du régiment d'infanterie de marine, s'étaient autrefois emparés des archives de la douane et de trois embarcations chargées de munitions. Le tout avait été conduit à l'*hacienda* de Tancasnequi; les renseignemens étaient sûrs, les archives avaient leur prix. De plus, au nombre des embarcations enlevées se trouvait la baleinière de la *Lance*, qui était venue s'échouer, on le sait, à la barre de Tampico. Les guérillas avaient remis à flot cette baleinière, et, pour célébrer leur mince triomphe, l'avaient décorée en grande pompe du nom du gouverneur actuel du Tamaulipas, le général républicain La Garza. On fit de vaines recherches. M. Garagoya et l'alcade, consultés, déclarèrent avec mille sermens ne rien connaître de cette affaire.

Deux routes partent de Tancasnequi, si on peut appeler routes deux coupures dans la broussaille : l'une à l'ouest va sur San-Luis: l'autre au nord conduit à Vittoria. A un kilomètre du bivouac, la route nord était semée de boulets tombés de voitures parties récemment. Il était évident qu'un convoi ennemi s'enfuyait vers le quartier-général de Cortina, vers Vittoria. On interrogea de nouveau l'administrateur et l'alcade. Même silence. Dès lors l'alcade fut mis au secret, et l'administrateur gardé à vue. Après un court interrogatoire à huis clos, on entendit retentir au fond du bois des cris de douleur. Deux de nos vigoureux turcos bâtonnaient à coups redoublés le fonctionnaire récalcitrant. M. Garagoya fut amené à son tour sur le terrain de l'exécution. Alors seulement les deux Mexicains demandèrent à parler; on les écouta. Un quart d'heure après, embarcations et archives étaient retrouvées; la comédie était jouée. L'alcade et son ami, voulant se ménager l'avenir, avaient fait comprendre à voix basse qu'ils étaient bien disposés à nous servir, mais qu'il était utile avant tout de les maltraiter publiquement pour leur laisser plus tard invoquer le bénéfice de la violence au cas où l'ennemi ferait un retour. Les deux soldats, qui avaient reçu le mot d'ordre, simulèrent une rude bastonnade : les

près de la ville d'Aguas-Calientes, quoique sur une modeste échelle, ont prouvé que dans l'avenir la viticulture aurait de grandes chances de réussite, si on lui consacrait des soins intelligens.

serviteurs de l'*hacienda* assistaient à la scène. Les prisonniers, après leurs aveux, furent relâchés. Les archives étaient enfouies dans les docks de Tantoyuquita, d'où les libéraux n'avaient pas eu le temps de les enlever, grâce à la rapidité de leur retraite. Les barques avaient été cachées sous des amas de lianes au milieu des halliers. L'alcade déclara en outre que le chef de bandits Bujano, — qui, à la tête de quatre-vingts routiers, faisait métier de détrousser les voyageurs sur les grands chemins et dont les négocians de Tampico avaient cru sage d'invoquer la protection pour leurs propres marchandises moyennant une part dans les bénéfices, — était parti le matin même de Tancasnequi. Il avait emmené des voitures chargées de munitions d'artillerie à destination du parc de Vittoria, et des provisions de liqueurs et de vins demandées par les négocians de cette ville pour la table du général Cortina, qui devait fêter le retour du général Carbajal, le vaincu de San-Antonio. Les deux escadrons de contre-guérillas furent bientôt en selle et malgré les dernières fatigues lancés à la poursuite du chef de bandits. De son côté, l'alcade (ce qu'on sut plus tard) faisait secrètement prévenir Bujano que les *chinacos* (terme injurieux né des guerres civiles) de Français étaient sur le point de l'envelopper. En effet, toute la nuit on courut. A la pointe du jour, le convoi fut saisi à l'*hacienda* des *Alamitos*, à vingt-deux lieues de Tancasnequi; mais le chef et sa troupe avaient disparu. La poursuite avait été ardente : on avait fait une marche forcée dans l'obscurité, à travers des plaines inconnues coupées de bois et de *barrancas*. Après la dispersion de la bande Bujano, la contre-guérilla continua sa marche ascendante vers San-Luis; mais à mi-chemin de Tampico elle se rencontra avec une brigade appartenant à la division du général Mejia (1) : quatre mille Mexicains étaient entrés dans la ville de Tula. Leur présence sur ce point intermédiaire assurait définitivement la sécurité de la route de Tampico à San-Luis. La mission de la contre-guérilla était donc terminée dans ces parages. A vrai dire, elle avait été aussi pénible que courte, car durant cette promenade militaire, où l'ennemi avait toujours opéré le vide devant nous, la maladie avait fait plus de ravages dans nos rangs que le feu des guérillas, dont pourtant l'inaction apparente fut de courte durée.

Avant la fin de juin 1864, en effet, le pays retentit de sinistres nouvelles. Huejutla, la ville rebelle où s'étaient réfugiés Pavon et tous les mécontens, avait entraîné sous le drapeau de la révolte la Huasteca, qui s'était levée de nouveau tout entière. Ozuluama et

(1) L'armée régulière comptait deux divisions mexicaines, la première sous les ordres du général Mejia, la seconde commandée par le général Marquez, tous deux ralliés à l'intervention française.

Panuco, pour la troisième fois, avaient déchiré leur pacte et s'étaient prononcés en faveur de Juarès en fêtant le fameux Noriega, qui, chassé des montagnes de l'état de Puebla par le 3e zouaves, venait de faire irruption dans le pays à la tête de ses *plateados* (1). Le général Moreno, commandant militaire de toute la Huasteca au nom de l'empereur Maximilien, s'était sauvé la nuit, désertant son poste, sans même essayer la résistance : ses lieutenans l'avaient suivi. Seul, San-Martin, village indien envahi par les insurgés, avait pris les armes pour lutter; lâchement abandonné par le colonel Velarde, le second du général Moreno, il avait subi les horreurs du sac. Les impérialistes étaient partout en déroute, et les gardes nationales de nouvelle formation avaient abandonné les armes qui leur avaient été confiées sans brûler une cartouche. De tous côtés arrivèrent des messages implorant le secours de la contre-guérilla. De plus, les *hacenderos* s'engageaient à lever tous leurs serviteurs et à marcher en tête des Français. La route de San-Luis était désormais libre. Le colonel Du Pin leva donc le camp, et, se jetant brusquement sur sa gauche, pénétra dans la Huasteca en passant le 21 juin sur la rive droite du Tamesis. La contre-guérilla prit la direction de Huejutla, où s'étaient concentrés les libéraux réguliers et toutes les bandes insurgées.

Il n'y a point lieu d'énumérer les divers incidens de cette expédition, où la Huasteca fut sillonnée dans tous les sens. Un mois entier se passa en marches et en contre-marches, nécessaires à la pacification des *pueblos* que nous avions déjà traversés avant le combat de San-Antonio. Parfois on rencontrait encore des peuplades ignorées et ignorantes des Européens. On se faisait jour à travers les forêts vierges. Tantôt les contre-guérillas apparaissaient sur les crêtes de montagnes volcaniques, flamboyantes de lumière sous le soleil couchant; tantôt ils s'enfonçaient dans des vallées mystérieuses. Cependant l'ennemi ne perdait pas un seul instant de vue notre colonne en marche, et cinq fantassins de la contre-guérilla Prieto, attardés à l'arrière-garde, furent enlevés silencieusement. Longtemps leur mort resta le secret de la broussaille; plus tard, des révélations apprirent quels cruels supplices ils avaient endurés. C'était bien là dans tous ses hasards, dans toutes ses fatigues, la vie de partisan. Chaque nuit alertes et embuscades, de temps à autre on capturait des bandits qu'on passait par les armes. Aujourd'hui abondance de fruits et de bétail, demain la misère dans

(1) Les *plateados*, les bandits les plus audacieux du Mexique, sont réputés pour la richesse de leurs vêtemens et de leurs armes surchargés d'argent (*plata*). Ils ont l'habitude de s'élancer de leurs montagnes comme l'oiseau de proie, et après leurs coups de main entraînent leurs prisonniers dans la *sierra* jusqu'à paiement de fortes rançons.

le vrai pays de la soif. A mesure que la contre-guérilla gagnait du terrain, les Indiens grossissaient spontanément notre colonne dans l'espoir de raser Huejutla, qui leur avait déjà causé tant de dommages; mais le zèle des *hacenderos* s'était refroidi. Chacun d'eux trouvait un prétexte pour ne pas prendre un fusil. En revanche, les populations indiennes nous revoyaient avec plaisir, et leur enthousiasme était de bon aloi.

Le colonel Ortiz, lieutenant du général Moreno, avait été un des plus ardens en parole à châtier l'audace des libéraux. Dès qu'il eut la conviction que des forces françaises descendaient de Mexico et que d'autres remontaient de Tampico, se sentant à l'abri, il rentra dans les gorges de la Sierra-Gorda, cette chaîne la plus montagneuse du Mexique, qui traverse l'ouest de la province de San-Luis-de-Potosi. Moreno, qui était le commandant militaire de la Huasteca, était aussi celui de la Sierra-Gorda; mais en vérité ce double titre était bien illusoire. Pouvait-il en être autrement? Ce général a la réputation bien légitimement gagnée du chef mexicain le plus souvent mis en déroute. En un pays où les revers même se changent presque toujours en victoires, c'est un trait assez significatif D'ailleurs son caractère, sa physionomie, ne s'accordent que trop bien avec les faits. D'un âge déjà mûr, il consacre tout son temps aux soins de sa personne et d'une chevelure qui noircit à mesure qu'il vieillit. Clérical et républicain tour à tour, il sert volontiers tous les partis moyennant prime. Quelques années auparavant, le général Mejia, aujourd'hui général en chef de l'armée austro-belge-mexicaine, après avoir enlevé Tampico aux libéraux, en avait confié le commandement à Moreno, qui jura de mourir à son poste. Les républicains parurent bientôt aux portes de la ville : Moreno la leur vendit au prix de 17,500 piastres (92,500 francs), payable moitié comptant, moitié en billets à son ordre, qu'il s'empressa par prudence de faire escompter à la caisse de M. Lastra, le riche négociant de Tampico. Qu'on ne s'étonne donc plus de ces défaillances inouies que l'armée mexicaine vient d'enregistrer parmi les partisans du nouveau régime, puisque Moreno, malgré ses antécédens, était redevenu commandant militaire de deux états pour le compte de l'empereur Maximilien.

De tous les chefs impérialistes battus par les gens de Huejutla, malgré le devoir et l'honneur, malgré toutes les promesses faites, deux seulement rallièrent la contre-guérilla, accourue à leur secours. Moreno se présenta avec vingt-huit officiers, vingt-trois fantassins et quinze cavaliers! Le colonel Velarde apparut avec trente et un cavaliers, dont quatorze officiers! C'étaient là les derniers débris d'une brigade entière qui s'était dispersée à San-Martin de-

vant une poignée d'assaillans. Il restait encore trois étapes à parcourir pour arriver au pied de Huejutla, dont l'attaque devait payer à la contre-guérilla le prix de cinq semaines de fatigues et de privations excessives; mais l'honneur de prendre cette véritable place forte fut réservé à d'autres plus heureux (1). Le 25 juillet 1864, une dépêche du général en chef donnait l'ordre au colonel Du Pin de réunir toutes ses troupes à Tampico et de marcher en toute hâte sur Vittoria, pour soutenir le mouvement offensif du général mexicain Mejia. La grande expédition du nord, qui mit en mouvement, à la fin de juillet 1864, l'armée franco-mexicaine, allait commencer. La contre-guérilla, après avoir parcouru nuit et jour à l'époque la plus brûlante de l'année près de deux cents lieues de terres chaudes en moins de six semaines, après plusieurs heureux engagemens, après avoir misérablement vécu, puisqu'elle ne traînait jamais avec elle aucune provision, reprit en toute hâte la route de Tampico.

Pendant que la contre-guérilla se dirigeait vers cette ville, le chef juariste Noriega, à la tête de cent cinquante chevaux, faisait précisément une vigoureuse pointe vers la mer, dans l'espoir de surprendre et de piller Tampico, qu'il croyait sans défense. A peine les *cargadores* eurent-ils signalé son arrivée à Pueblo-Viejo, bourgade située sur la rive droite du Tamesis, en face du port, que deux pelotons de notre cavalerie, restés en garnison dans Tampico, s'élancèrent à sa poursuite. La rencontre fut sanglante; mais les *plateados* laissèrent vingt-deux cadavres dans les champs, vingt-neuf chevaux, lances et mousquetons. Le capitaine Perez, pris avec un de ses *plateados*, fut passé par les armes. Ce nouveau succès fut le bienvenu au milieu de la contre-guérilla en marche sur Tampico; il nous fut annoncé par le courrier chargé des paquets d'Europe. Au commencement d'août 1864, la colonne expéditionnaire rentrait dans ses quartiers de Tampico. Elle avait besoin d'un court repos. Cependant les partisans *colorados* ne désapprenaient pas le métier de coureurs de bois, toujours prêts aux incursions en pays ennemi. Depuis quelque temps, une guérilla commandée par un nègre nommé Roman s'embusquait sur les rives du Tamesis, arrêtait au passage les bateaux qui sillonnaient le fleuve, et ne relâchait les bateliers qu'après les avoir pillés et rançonnés. La retraite de ces bandits était cachée au fond des bois, au *rancho* du Caïman, où ils se croyaient en sûreté, grâce à la distance de dix-neuf lieues qui les séparaient de Tampico. Une nuit, on courut sus à la bande. Cinq de ces brigands furent enlevés, garrottés et conduits à Tam-

(1) Ce fut le lieutenant-colonel Tourre, du 3e zouaves, récemment victime de son dévouement dans un incendie à Mexico, qui, descendu de cette capitale à la tête de zouaves et de hussards, s'empara de Huejutla après un combat aussi brillant que meurtrier.

pico. Dans le nombre, on retrouva deux déserteurs mexicains. Le colonel Du Pin les condamna tous à être pendus, sur la grande place de la Douane, au *farol* (grand candélabre situé au centre) et aux réverbères des quatre angles. Au coucher du soleil, les trottoirs étaient couverts de curieux. Parmi les coupables étaient un père et son fils. A la lecture de l'arrêt, pas un des condamnés ne broncha. Le prêtre récitait ses litanies : le père et l'enfant, au moment d'un adieu suprême, n'eurent même pas la pensée d'une dernière étreinte. Le jeune homme, avec un cynisme révoltant, railla la maladresse des exécuteurs, inhabiles dans l'art de manier le nœud coulant, art dont il possédait, disait-il, la pratique à fond; puis de ses propres mains il se passa la corde autour du cou, et, comme il était gêné par les rayons du soleil, abaissé à l'horizon, il demanda comme dernière grâce qu'on lui tournât la tête du côté du levant pour ne pas souffrir de la réverbération dans ses derniers momens. La race mexicaine, métis et Indiens, est d'un calme effrayant et sinistre devant la mort. Rarement elle demande grâce à l'approche du dernier coup. Pour ces hommes, passer de vie à trépas est une petite affaire. Leur temps est fait ici-bas; ils ont pris la somme de jouissances et de peines qui leur était réservée. Absurde fatalisme qui nous présage de longues et terribles luttes! Jusqu'au lendemain matin, les cadavres se balancèrent au bras des lanternes sous le souffle de la brise de mer. Cette exécution causa quelque émoi à Tampico. Quoique approuvée au fond, dans la forme elle excita des plaintes qui eurent de l'écho jusqu'à Mexico. Le général en chef interdit désormais ce mode de châtiment, en vigueur du reste dans toute l'Amérique, et ordonna de déférer aux cours martiales tout guérilla pris les armes à la main.

Cette concession, dictée par des principes d'humanité, a eu de fâcheux résultats dans un pays habitué à la pendaison et où il est nécessaire d'agir fortement sur les esprits. Ce genre de supplice, expéditif d'ailleurs, laisse après lui une salutaire terreur. Aux yeux des Mexicains, l'exécution par le fusil est presque un honneur militaire. Le supplice par la corde n'a été inauguré par nous que lorsque depuis longtemps déjà les guérillas tuaient ainsi nos prisonniers de guerre en prolongeant le martyre de leur agonie par des raffinemens de cruauté. Malgré ces atroces sauvageries, les Français peuvent être fiers d'être restés impassibles en rendant la justice. Toujours la passion s'est tue pour laisser parler la conscience, qui seule dictait l'arrêt de mort ou de délivrance. Le soir de cette exécution, lorsque la foule fut écoulée, toutes les jalousies des maisons situées aux angles de la place de la Douane se fermèrent malgré une chaleur étouffante, excepté celles d'un café qui est le rendez-

vous du monde élégant de Tampico et de tous les chefs de guérillas ralliés ou déguisés, le café Reverdy. L'animation y fut grande. Reverdy seul, au milieu des menaces sourdes qui éclataient par moment contre l'auteur de l'exécution, restait souriant. Reverdy est presque un personnage qui mériterait les honneurs d'un portrait. D'origine française, établi depuis vingt-sept ans à Tampico, c'est un type curieux et amusant qui connaît toutes les traditions du pays aussi bien que les haines des partis. Ce vieillard affable vit en bonne intelligence avec tous les chefs qui successivement s'emparent de la ville et viennent se désaltérer chez lui. La maison Reverdy a résisté à la guerre des États-Unis. Grâce aux croiseurs qui bloquent rigoureusement tous les ports, les chargemens de glace ont manqué à Tampico; malgré ce dur mécompte pour les amateurs de boissons réfrigérantes, l'établissement est toujours fréquenté, car c'est là que se traitent toutes les affaires de commerce; c'est là qu'on apprend toutes les nouvelles du jour, qu'on entend toutes les sonneries du télégraphe qui domine la douane pour se relier avec celui de la barre, et qui, à l'aide de pavillons multicolores disposés en signaux, prévient les courtiers maritimes s'il y a *vela ad sur* ou *al norte* (voile au sud ou au nord), ou si, grâce à la mer et au vent, la *barra* est *cruzada* ou *buena* (si la barre est croisée ou bonne à franchir). En matière politique, Reverdy garde toujours un profond silence; mais je le crois sceptique, car, en apprenant le départ de la contre-guérilla, qui s'en allait pacifier le Tamaulipas, il est sorti de sa réserve, il a souri légèrement et a prétendu que les millions dépensés au Mexique étaient de l'argent perdu. N'y avait-il pas un fond de vérité dans cette réflexion humoristique? La France ne possède-t-elle pas des colonies auxquelles ces millions eussent été bien autrement profitables? Ce qui est certain, c'est que toutes ces campagnes, tous ces combats, notre séjour même dans les villes du Tamaulipas, ne révélaient que trop à la contre-guérilla deux faits significatifs : l'esprit hostile des populations mexicaines, la froideur de nos propres compatriotes, qui se demandaient avec appréhension quels seraient les résultats de tant de luttes et de fatigues.

Cte E. DE KÉRATRY.

LES MŒURS

ET

LE THÉATRE

Si l'on considère les principaux événemens dramatiques de l'année 1865, et si l'on s'attache aux œuvres qui, ayant eu le don d'attirer la foule, semblent, indépendamment de leur mérite propre, répondre le mieux à un certain état des esprits, on n'a point lieu d'espérer que nous touchions encore au terme de la fâcheuse réaction qui s'est produite, au théâtre comme dans le roman, au lendemain de la révolution de 1852. Les poètes, les romanciers et les philosophes de l'époque précédente s'étaient fait de l'homme, de ses sentimens, de ses passions et de sa destinée en ce monde une idée peut-être un peu trop haute. Nous sommes bien descendus de cet empyrée. La sympathie pour notre espèce, ce que Goethe, ce que Molière lui-même, devançant Goethe d'une centaine d'années, appelaient si bien « l'humanité, » tend à disparaître de notre littérature avec la croyance à l'idéal et la croyance au bon goût. Elle a, en tout cas, disparu à peu près complétement de notre théâtre. Châtier les vices est bien moins la loi de nos auteurs comiques que flageller la nature humaine, et, lorsqu'ils prétendent corriger les mauvaises mœurs, nous ne savons comment cela se fait, mais le plus sûr résultat qu'ils atteignent, c'est d'offenser les bonnes. Quiconque s'est formé autrement que par la littérature du jour et voudra s'interroger au sortir d'un de nos drames en vogue se sentira blessé au fond du cœur et atteint dans un je ne sais quoi d'indéfinissable qui est ce qu'il y a de plus noble en nous. Il a été amusé; il a même été, par momens, ému; il a trouvé

telle scène charmante, telle autre écrite avec feu, telle autre semée de mots spirituels et justes. Cependant il est mécontent, et il sent qu'il a raison de l'être. Nous voudrions essayer ici de rechercher s'il n'y a point à ce vague malaise des causes précises. Ce ne sera point faire étalage d'un rigorisme toujours peu séant chez ceux qui, selon le mot du poète, sont « amis de la vertu plutôt que vertueux. » Ce sera tout uniment faire œuvre de critique. Quand un honnête homme est choqué au fond de sa conscience d'un spectacle auquel il vient d'assister, on peut conjecturer d'avance que son honnêteté eût moins souffert, si son goût avait été plus ménagé. L'art parfait ne sauve point toujours la morale, et ce n'est point son but de la sauver; il réussit toujours à nous épargner le scandale. C'est donc l'art qui nous préoccupera alors même que nous paraîtrions plus particulièrement exposer des mœurs et les juger.

Il y a en effet un art du théâtre avec ses règles propres, et nous sommes un peu confus d'avoir à énoncer avec autant de solennité une proposition aussi ingénue; mais les bonnes traditions comme les bonnes études ont été si complétement abandonnées et l'inexpérience est devenue si générale, qu'on a presque l'air de soutenir un paradoxe quand on parle de règles quelconques. Personne ne croit plus aux règles, et la critique y croit moins que personne. La critique a prodigieusement étendu de nos jours son domaine; elle se confond volontiers elle-même avec l'histoire, la philosophie et la morale, et nous ne songerions point à l'en blâmer, si elle n'oubliait trop, sur les sommets nouveaux où elle plane, sa première fonction, bien modeste, mais bien utile, qui a été d'apprécier le mérite littéraire des œuvres de l'esprit, d'en montrer les défauts, d'en signaler les qualités, de chercher à maintenir les saines méthodes de composition et de style. Non-seulement la critique dédaigne de remplir son ancien office, mais encore elle désavoue et renie les préceptes élémentaires sur lesquels il était fondé. Il s'est formé et développé deux écoles de critique, la première trop exclusivement historique, la seconde purement mécanique et dynamique, qui sont venues aboutir toutes deux par des chemins divers à l'indifférence en matière de goût. La première n'étudie dans un auteur que ses passions et ses instincts; à ce titre, elle admet pour excellent tout ce qui a du relief et elle fait autant de cas des grossièretés de Shakspeare que de ses beautés. La seconde se contente de dégager dans une œuvre la quantité de talent et d'esprit qu'elle contient, comme le chimiste dégage la quantité d'alcool répandue dans une liqueur généreuse. Le talent une fois mesuré et l'esprit une fois décomposé en ses divers élémens, l'une et l'autre école jugent futile de se demander jusqu'à quel point est légitime l'emploi qui a été fait de ce talent et de cet

esprit. C'est qu'il n'existe point pour ces observateurs empiriques un type de perfection, relatif à chaque art, qui a été quelquefois atteint et dont il faut faire effort pour se rapprocher le plus possible. N'est-il pas évident néanmoins, pour en revenir au sujet particulier qui nous occupe, que le théâtre a des lois? N'est-ce pas là un fait confirmé par l'expérience elle-même? Pourrait-on soutenir, par exemple, que *Phèdre* n'est pas une pièce mieux composée que *Hamlet?* Si l'on transporte *Hamlet* sur la scène, devant un public anglais, sans rien changer à la pièce, telle que l'auteur l'a écrite, si le lendemain on donne *Phèdre* au même public, si d'ailleurs les deux ouvrages sont interprétés avec un art égal, y a-t-il un Anglais au monde, malgré toutes les raisons tirées de la race et du climat, malgré la supériorité du génie de Shakspeare sur celui de Racine, qui refusera de convenir qu'il a commencé par assister à un spectacle où les sensations sublimes étaient mêlées d'une insurmontable fatigue causée par le choc de contrastes trop brusques, et qu'il a ressenti le lendemain le plaisir aisé et sans mélange d'un spectacle constamment pathétique? D'où vient cela, si ce n'est que l'une des deux pièces a été accommodée aux nécessités de la scène, et que l'autre est restée à l'état brut? Qu'est-ce qu'observer les nécessités de la scène, si ce n'est pratiquer des règles et reconnaître un art? Comment expliquerions-nous ces inévitables définitions de la langue commune de tous les peuples, « œuvre bien composée, œuvre mal composée, œuvre *mieux* composée, » s'il n'existait des préceptes universels de composition applicables à toutes les œuvres de l'esprit, à quelque langue et à quelque genre qu'elles appartiennent, quelque différentes qu'elles soient par leur objet, par les sensations qu'elles expriment, par le moment de la civilisation qui les a produites. Puisqu'on aime aujourd'hui à expliquer la littérature par des similitudes tirées de l'histoire naturelle, c'est ici le cas d'user une fois de plus de la fameuse comparaison de la plante. Un poème, un roman, à plus forte raison une pièce de théâtre, ne sont point des corps qui puissent se former par juxtaposition; comme la plante, ils doivent présenter aux yeux un organisme complet, et là où l'organisme est défectueux, tout le talent, tout l'esprit, tout le génie possible ne saurait faire que l'œuvre accomplie soit bonne et qu'elle soit douée de vie.

Le talent, l'esprit et même l'imagination ne manquent point aux auteurs en vogue; mais hormis cette matière première, qui ne vaut son prix que par la mise en œuvre, on est tenté de dire que tout le reste fait défaut à la plupart d'entre eux. Il y a une remarque qu'il faut faire d'abord, c'est qu'on ne met presque plus des hommes au théâtre. L'ancienne scène française connaissait des amoureux, des

avares, des jeunes gens, des vieillards, des sots, des méchans, des coquins et des imbéciles. Tous ces gens-là, même ceux qui comme Turcaret tenaient le plus parfaitement de la brute, ne laissaient pas que d'être des créatures douées d'un certain discernement intellectuel et moral. Ils avaient, de quelque manière qu'on veuille définir l'âme, ce qui s'appelle une âme. C'étaient en un mot des personnes. On les a remplacés trop souvent par de purs pantins. Il n'y a pas à l'heure qu'il est, dans les deux hémisphères, un montreur de marionnettes plus étourdissant et plus étincelant que M. Sardou; mais enfin ce n'est qu'un montreur de marionnettes, et comme nos défauts, quand nous ne luttons pas vigoureusement contre eux, croissent avec l'âge, plus M. Sardou écrit de comédies, plus il acquiert l'expérience de la scène, plus il développe les qualités de son dialogue, qui sont réelles, plus il devient habile à créer dans le drame le mouvement et la vie, plus le succès croissant l'anime, l'excite et le soutient, et plus de ses doigts de prestidigitateur jaillit un bataillon serré et divers de polichinelles accomplis. Il n'en a laissé tomber que deux ou trois dans *les Vieux Garçons*. *La Famille Benoîton* ne possède pas autre chose, si l'on excepte Didier et sa femme, avec les deux *impresarii*, Clotilde et Champrosé, chargés de faire au public l'explication du spectacle qui lui est offert. Descendons d'un ou deux degrés au-dessous de *la Famille Benoîton*; au lieu des gais et honnêtes vaudevilles de la génération précédente, nous n'aurons plus que d'écœurantes parodies où nous verrons défiler un cortége d'idiots et de brutes. On dirait la danse macabre de l'imbécillité humaine, s'il restait à de tels personnages quelque chose d'humain. Il est si vrai qu'une forte part des créations du théâtre actuel sont des automates et rien de plus, que les personnages chargés de les passer en revue pour le compte du spectateur et de débiter la légende ne sauraient éviter les métaphores qui expriment le mieux l'idée d'un acte mécanique : « pendule, coucou de la Forêt-Noire, machine, marmotte, » telles sont les définitions peu engageantes qui reviennent le plus souvent sur leurs lèvres. Ils ne sauraient éviter surtout les tirades longues et fastueuses. Un homme, un homme en chair et en os, agissant bien ou mal dans une situation donnée, s'explique par ses propres actes et par ses propres paroles. Essayez donc de comprendre les gestes, les mouvemens et même les paroles d'un pantin doué de l'organe de la voix, s'il n'y a pas à côté de lui un être intelligent qui s'épuise en éloquence et qui s'évertue à vous dire : Voilà ce qui se passe, voilà ce que vous allez voir, et voilà ce que tout cela signifie. Aussi dans ces pièces la tirade est de rigueur, toujours élégante et spirituelle; mais on en goûte moins l'esprit lorsqu'on a fini par s'apercevoir qu'on n'y peut

pas plus échapper qu'à la faconde et à la verve démonstrative d'un *cicerone* chargé d'interpréter une collection de figures de cire.

Une conception si abaissée de l'homme, quand on la transporte au théâtre, rend le théâtre en somme assez mélancolique. On comprend que, malgré le mouvement de la scène et la gaîté du dialogue, un spectateur qui s'en est pénétré emporte chez lui une impression latente, mais profonde de malaise. Reconnaissons cependant que les auteurs dramatiques ne sont pas tout à fait responsables du système d'après lequel ils façonnent les personnages de leur invention. Ils ont pris, peut-être à leur insu, le spectre primitif et le type uniforme de leur homme-machine dans les diverses philosophies aujourd'hui en possession des intelligences, et il se peut que cette réduction des mouvemens de l'âme à des mouvemens automatiques, dont nous sommes choqués dans les pièces de M. Sardou et de quelques-uns de ses contemporains, atteste moins la décadence de l'art dramatique que l'altération de nos plus vieilles et de nos plus saines croyances. Mais où la décadence de l'art et le dédain absolu des règles élémentaires sans lesquelles il n'existe plus réellement d'art véritable nous paraissent incontestables, c'est dans le dessein général des pièces et dans la conduite des caractères. Sur ces deux points, le sans-façon est sans bornes. Chacun noue et dénoue son action comme il lui plaît. Chacun compose ses personnages selon sa fantaisie et sa commodité. On accumule dans une même esquisse les traits les plus contradictoires. Veut-on retracer le type parisien de la femme qui est « toujours sortie, » on s'en va choisir une féconde bourgeoise qui a élevé cinq enfans. Cinq enfans, et toujours sortie! Cela est faux, de toute fausseté. La femme qui sort sans cesse a soin de n'être pas aussi chargée de famille. Ou bien on prend un habitant du faubourg Saint-Denis qui a eu la patience de s'enrichir « dans les sommiers élastiques » et on le représente donnant à son neveu le conseil d'être « sans scrupules en affaires, » de brusquer la fortune par un coup hardi, de chercher le scandale, qui n'est qu'une réclame gratuite, et de ne s'inquiéter jamais, lorsqu'il s'agit de réussir, des « trente-six morales, » qui peuvent s'opposer au succès. Cela non plus ne saurait être vrai. On n'est ni un honnête homme ni un héros de vertu pour s'être fait cent mille francs de rente avec les sommiers élastiques; mais quand on a derrière soi quinze ou vingt années passées dans une industrie sans caractère aléatoire, on parle plus volontiers pour la morale que contre la morale; on a un pressant besoin de devenir chevalier de la légion d'honneur ou juge au tribunal de commerce, et l'on conforme ses discours à ses ambitions. Ne confondons pas les vices de Mercadet avec les infirmités de M. Perrichon.

Le laisser-aller chez nos auteurs est peut-être pire encore quand il s'agit de construire une pièce. Ils ne se donnent plus la peine de lier le dernier acte au premier et de choisir entre cinq ou six péripéties possibles la seule qui naisse naturellement et nécessairement du drame tel qu'ils l'ont exposé, et du choc des caractères tels qu'ils paraissent les avoir conçus. Tous les personnages viennent, s'en vont, reviennent, entrent ou sortent, comme passe et repasse la foule des désœuvrés sur nos boulevards. Tous les dénoûmens tombent des nues. Tous les incidens destinés à préparer de près ou de loin le dénoûment ressemblent à la chute fortuite d'une cheminée sur la tête d'un passant. Un débauché plus que mûr est provoqué par un jeune homme; il se trouve qu'il est le père du provocateur; il ne se doutait pas seulement qu'il eût jamais été père, il ne s'en fût douté de la vie, s'il n'avait été amené à brûler de vieilles lettres d'amour et à jeter par hasard un regard distrait sur le cachet de l'une de ces lettres. Voilà comment nous parvenons à sortir des complications de la vie de garçon dans *les Vieux Garçons*. Sans ce bienheureux accident du cachet, la pièce durerait encore à l'heure qu'il est, il n'y aurait pas eu moyen de la finir. Elle a cinq actes : elle en aurait dix, elle en aurait cent. Vraiment est-ce là une comédie? C'est une simple succession de scènes. On peut mêler ensemble *la Famille Benoïton* et *les Vieux Garçons*; avec quelques raccords aux jointures, les deux pièces n'en paraîtraient faire qu'une, et l'action ne marcherait ni plus ni moins mal dans les deux pièces réunies que dans chacune d'elles prise à part. On peut d'un autre côté détacher tel ou tel de ces dix actes; il fera à lui seul une comédie fort tolérable, tant il est vrai que dans les œuvres de ce genre on ne discerne plus ni commencement, ni milieu, ni fin. Nous citons *la Famille Benoïton* et *les Vieux Garçons* parce que c'est pour ces deux pièces qu'ont été les succès les plus bruyans de l'année. Nous pourrions citer le drame que les censeurs interdisent en ce moment, et d'où ils demandent à retrancher tout uniment ce qui s'y trouve d'original et de large, le premier acte; ce drame pivote tout entier autour d'une histoire parasite de général russe sans aucun rapport avec l'action qu'elle sert à dénouer. Nous pourrions citer encore une comédie pour laquelle le public n'a pas été assez juste, *Fabienne*, et qui, remplie de scènes charmantes, n'a péri que par le dénoûment. *Fabienne*, par cela même qu'elle révèle une fois de plus les qualités solides d'un jeune auteur auquel ne sont pas encore venus les triomphes définitifs, nous paraît un exemple beaucoup plus concluant que *les Vieux Garçons* et *la Famille Benoïton* de la parfaite ingénuité avec laquelle nos contemporains gouvernent les conceptions de leur esprit et des libertés

qu'ils se croient en droit de prendre avec un public trop facilement enthousiaste. L'ingénieux auteur des *Curieuses* met en présence une mère et une fille éprises du même homme. Pendant deux actes sur trois, le prince Henri de La Roche-Targé, adoré sans le savoir de Fabienne, recherche en mariage sa mère, la comtesse Amélie. Déjà ce mariage est décidé, et Fabienne se meurt. Comment M. Henri Meilhac se tirera-t-il d'une situation aussi ardue? Très simplement, en n'essayant pas de s'en tirer. Il se fait une révolution dans le cœur du prince Henri, et il épouse la fille, au grand contentement de la mère. Mais cela est-il bien possible? est-ce ainsi que va le cœur humain? est-ce ainsi que va la vie? est-ce ainsi que peut aller le théâtre? Cette rivalité d'une mère et d'une fille, quand elle a une fois éclaté, quand elle est devenue publique, quand les passions qui en sont la source se sont accusées avec aussi peu de ménagement que cela a lieu dans *Fabienne*, se termine-t-elle jamais autrement que par d'affreux déchiremens ou par quelque transaction plus affreuse encore? Et si un auteur dramatique prétend ne tirer d'un sujet éminemment tragique ou éminemment sinistre qu'une sorte de pastorale de salon, plus ou moins touchante et plus ou moins innocente, peut-on dire qu'il est maître de son drame et qu'il le développe selon la nature réelle du sujet?

Nous n'osons parler de la leçon morale qui se dégage de la plupart de ces pièces. Quelque disposé qu'on soit à admettre que l'art a son domaine distinct de la morale, il y a une vérité hors de doute, c'est qu'il existe en littérature des œuvres saines et des œuvres malsaines, tout aussi bien que des œuvres accomplies et des œuvres médiocres. Cependant une œuvre n'est pas nécessairement corruptrice parce qu'elle contredit les principes ordinaires de la morale ou qu'elle les omet, et elle n'est pas nécessairement salutaire parce qu'elle nous rappelle *ex professo* à la pratique de nos devoirs habituels. Une œuvre est saine ou malsaine surtout par l'impression qu'elle nous laisse dans l'esprit et dans le cœur. En appliquant ce principe, combien, parmi les succès des années qui viennent de s'écouler, pourrons-nous compter d'œuvres complétement salutaires? Morales, nos comédies le sont toutes. Ce n'est pas seulement de la tirade spirituelle et émue que nos auteurs abusent un peu, c'est encore de la tirade vertueuse. Cependant tout choque l'honnêteté, tout révolte la conscience dans ces pièces si ambitieusement morales. Rien n'est plus fâcheux au théâtre que le spectacle du vice sans la passion, et les vicieux qu'on nous peint, au lieu d'être victimes de leurs mauvais penchans, les exploitent devant nous avec une tranquillité, une impudence et un bonheur intolérables. Qu'est-ce que c'est par exemple qu'un auteur qui prétend flétrir le vice et qui finit tout dou-

cement une comédie dirigée contre les coureurs d'aventures et les chasseurs d'amour illicite par le bucolique tableau d'un Lovelace suranné devenu soudain le plus fortuné des beaux-pères, et par l'idylle du vice vieilli s'abritant au nid de la jeunesse innocente? Quel spectacle peut nous paraître plus humiliant pour la société où nous vivons, et nous rabaisse nous-mêmes avec plus de certitude, si nous le supportons d'un esprit paisible, que celui d'une famille dissoute par le luxe, l'avidité, les mauvais exemples, où le père, les fils, les filles, le mari, la femme, échangent entre eux les injures brutales, font assaut de mépris et quelquefois d'ignominie, supputent sur la mort les uns des autres, et continuent à vivre ensemble comme si de rien n'était? Mais si parmi ces personnages il n'en est pas un seul à qui il reste une lueur de dignité et de bon sens pour contenir, dominer ou expulser les autres, si les enfans ne savent plus respecter, si le père ne sait plus commander ou maudire, et si derrière tout ce monde charmant l'auteur, qui le fait mouvoir, incapable d'indignation, incapable de pitié, ne songe qu'à jouer et à s'amuser, c'est au spectateur à faire justice de ces mœurs odieuses et triviales. Au contraire le public d'aujourd'hui s'y délecte, et il s'y délecte en toute sécurité, sous prétexte qu'en fin de compte l'auteur conclut contre le vice et que les principes restent saufs. Eh! qu'importent les plus belles et les plus sévères conclusions, quand le long du chemin qui nous y mène le sens moral s'altère et la délicatesse morale se flétrit? Craignons à la fin de prendre pour la haine du vice ce qui ne serait que la conviction réfléchie et froide des inconvéniens du vice! Prenons garde de croire que nous nous sommes remis à aimer nos devoirs parce que nous nous sommes effrayés sur le péril des situations irrégulières!

C'est pourtant là ce qu'a pour objet de nous persuader une des comédies les plus caractéristiques de ces dernières années, *le Supplice d'une femme*. Ce drame sobre ne tombe sous le coup de presque aucune des critiques générales qu'on est en droit d'adresser au théâtre contemporain. Malgré des invraisemblances auxquelles on ne songe qu'après réflexion, et quoique toute la pièce pèche par la base, la vulgarité du personnage d'Alvarez et de sa liaison avec Mathilde, la conception est d'une simplicité classique; l'action, rapide et conséquente à elle-même, se déroule suivant les meilleurs préceptes de l'art; la situation, vigoureusement ramassée, est à la fois claire et forte, et si les caractères sont trop dominés par la situation, trop absorbés en elle pour qu'il ait été possible de leur donner du relief, du moins aucun de ces personnages ternes et effacés, qui ne valent et ne vivent que par les rapports légaux et sociaux qu'ils expriment, ne s'inflige à lui-même

de démenti puéril durant le cours du drame. Mais l'accent profond de l'honnêteté, où est-il? mais le cri du repentir, le vrai cri de l'âme, quand l'entendez-vous? Chez cette femme écrasée sous le poids de sa faute, la douleur et la honte du supplice supporté pendant sept années parlent seules. Quelle sécheresse! quelle dureté! Et cette morale d'airain, ce serait toute la morale! Au fond, il ne s'agit pas ici de nos devoirs, il s'agit des nécessités du mariage et des retours vengeurs de la loi sociale. De tels exemples peuvent rendre plus sages et plus prudens ceux qui les reçoivent, ils ne les convertissent point. L'impression morale dans *le Supplice d'une femme* est mesquine autant que l'émotion dramatique y est forte. J'ai peur, si je pense à Indiana et à Valentine après Mathilde, de trouver plus de vertu dans les sacriléges défis jetés par les héroïnes de Mme Sand au mariage que dans la soumission où la femme de M. Dumont se décide à rentrer, de guerre lasse, uniquement pour se soustraire aux fascinations assommantes de M. Alvarez. Et j'ai peur aussi pour cette cause que la leçon soit perdue, même comme simple leçon de sagesse. Quelle femme déjà entraînée par la passion ne pourra se dire avec quelque apparence de raison qu'après tout elle a rencontré mieux qu'Alvarez et qu'elle vaut mieux que Mme Dumont?

Indiana! Valentine! Lélia! quels noms venons-nous de prononcer! et quels souvenirs avons-nous évoqués! Chose singulière et bien digne de fixer l'attention du philosophe qui observe les vicissitudes de nos sentimens et de nos idées! ce qui nous perdait, il y a trente années, c'était l'excès de passions généreuses qui ne voulaient point subir le frein vulgaire de la loi; c'étaient les rêves d'une poésie splendide qui ne voulait point s'emprisonner dans les devoirs terre-à-terre de la vie domestique; c'était une soif insatiable de l'idéal qui nous soufflait la révolte contre toutes les réalités de la vie; c'était un besoin d'être sublime que rien ne satisfaisait, si ce n'est l'orgueil qu'on éprouvait à fouler aux pieds, au nom de quelque sentiment supérieur, les obligations les plus sacrées qu'imposent le monde, la société et la famille. On mettait alors la vertu tout entière dans les beaux sentimens dégagés des préceptes positifs: pourvu qu'on eût conscience d'admirer ce qui était grand et héroïque, sans trop se soucier de pratiquer ce qui était bien, on se trouvait toujours assez honnête, et l'on ne s'apercevait point que les plus profonds précipices sont voisins des cimes les plus ardues. Ces grands désordres d'imagination ont fait place peu à peu à un goût implacable de l'ordre. L'idée nette et claire qu'il faut observer l'ordre, parce que l'ordre se venge tôt ou tard de ceux qui le violent, est la plus haute conception de la vertu où puissent atteindre

les moralistes de l'heure présente. C'est de la vertu légale, précise et concrète qui ne vaut pas mieux, qui vaut beaucoup moins que le genre de vertu trop éthérée et trop en essence où les poètes de la génération de 1830 prétendaient hausser les âmes à travers toutes les violations possibles du code pénal. Je ne hais pas le code, j'aime surtout un code moral; mais je ne l'aime que vivifié par les sentimens nobles et délicats. S'il fallait à toute force choisir entre le mysticisme romanesque d'autrefois, qui nous égarait si terriblement hors des sentiers réguliers de ce monde, — et la vertu selon le code, la vertu qu'on se démontre à soi-même par formule algébrique, — mon choix serait fait. Il y a dans l'un la foi sans les œuvres, il y a dans l'autre les œuvres sans la foi, et ce n'est pas seulement la théologie qui a raison de mettre la foi au-dessus des œuvres, et de juger l'action de la grâce supérieure à l'action de la loi.

Au fond de la morale, un peu trop pratique, dont *le Supplice d'une femme* nous recommande la stricte observation, au fond des scènes de satire violente que nous retracent M. Sardou et les auteurs dramatiques de son école, au fond de l'art tel qu'on l'entend et qu'on le pratique actuellement, on trouverait un même phénomène qui est le fait saillant de l'histoire de notre société depuis quinze ans : le développement outré de l'esprit positiviste. Dureté des cœurs, brutalité des mœurs et des œuvres de l'imagination, rétrécissement des idées philosophiques, vulgarité des maximes morales, tout nous vient de là et tout nous y ramène. Le romanesque et le chimérique (et qu'est-ce que la vie sans un peu de chimère et de roman?) ont fui pour ne plus laisser derrière eux que le respect superstitieux des réalités tangibles et des nécessités palpables. On surprend partout la trace de ce triomphe trop complet de la sagesse positive sur la poésie. Et cette année même, pourquoi ne le dirions-nous pas? le dernier des chantres de l'idéal, le plus fidèle jusqu'ici aux dieux vaincus, le plus populaire et le plus aimé parmi les écrivains qui savent encore de temps à autre faire descendre le ciel sur la terre, M. Octave Feuillet, n'a-t-il pas trop rendu les armes à l'esprit impérieux du jour? O vous qui nous confiiez naguère, au milieu de tant de larmes, *le Roman d'un jeune homme pauvre*, qu'avez-vous fait sous ce titre séduisant, *la Belle au bois dormant*, si ce n'est transporter à votre tour au théâtre le panégyrique du jeune homme riche et du jeune homme pratique, auquel appartient désormais le globe? Eh quoi! il y avait quelque part, dans le monde enchanté de votre imagination, une sœur jeune et brillante de Maxime de Champcey et de Mlle de Porhoët. Fière et chaste fille de la Bretagne expirante, elle n'aimait que l'honneur et l'orgueil de son nom; elle appartenait tout entière à ses hymnes, à ses aumônes, à ses ballades,

à la généreuse inutilité du bon vieux temps; elle haïssait l'argent et le travail productif; tout l'or du Pérou ne l'eût pas décidée à subir une atteinte à la moindre des croyances, au moindre des préjugés qu'elle avait reçus de ses pères; bref, elle était tout à fait telle que vous seul savez les faire, chimérique et adorable. Et quand déjà le cloître l'avait recueillie et lui donnait l'asile suprême qui lui convenait, loin du siècle et de ses marteaux, vous êtes allé l'arracher à l'église et à Dieu, pour la jeter dans les bras de ce forgeron de Morel! Blanche de Guy-Châtel reniant l'idéal! jamais le *tu quoque* n'aura été plus à sa place. De toutes les victoires que l'économie politique, armée du code de commerce, a remportées depuis quelques années dans le domaine des lettres et ailleurs, la plus étonnante, la plus inattendue, est certainement celle qui a mis à ses pieds, avec Blanche de Guy-Châtel, Marguerite, Bellah, Sabine et Mme de Palme. A Dieu ne plaise qu'en signalant ce caractère trop peu remarqué d'une œuvre où M. Octave Feuillet a mis d'ailleurs beaucoup plus qu'on ne le croit et qu'on ne l'a dit des séductions ordinaires de son talent, nous prétendions ranger *la Belle au bois dormant* dans le groupe des comédies brutales; autant vaudrait marier le Turc et Venise. Rien ne jure plus que le caractère et le tempérament de M. Feuillet avec les peintures à la mode. L'auteur de *la Belle au bois dormant* garde sa place à part; mais, dans la place écartée où il se tient, les préoccupations qui dominent le théâtre contemporain sont venues le chercher, et notre devoir d'historien était de relever dans le dénoûment de sa pièce un spécimen curieux des influences qui envahissent, sans qu'ils s'en doutent, les esprits les plus élevés et les plus droits.

Faut-il cependant exagérer la portée de ces influences? Chacun des amis de l'art délicat nous opposerait à l'instant le nom de M. Octave Feuillet lui-même. Il serait injuste de méconnaître qu'il reste des écrivains qui soignent patiemment leur talent et lui interdisent les victoires faciles, achetées au prix du scandale, comme il en est d'autres qui, s'ils s'engagent en quelque tentative hardie et contestable, n'y sont du moins poussés que par une témérité d'artiste désintéressé. Sans parler de telle comédie de mœurs ou de caractère qui, malgré la tristesse du sujet, eût mérité d'être mieux accueillie du public lettré, quelques-unes des meilleures traditions de notre scène se retrouvent en d'agréables tableaux de genre, tels que *le Second mouvement*, de M. E. Pailleron, et *les Révoltées*, de M. Gondinet; c'est l'esprit aisé et inventif de Scribe, c'est la verve et la bonhomie de Picard, avec le don des vers en plus. Qui ne se sent rafraîchi lorsqu'il passe des duretés ordinaires de nos comédies à ces légères satires des communes faiblesses du cœur

humain? Le drame domestique nous a donné également plus d'une œuvre, sinon tout à fait irréprochable, du moins étudiée et sympathique. Sedaine n'a point fait assez école parmi nous; Mme Sand, qui a porté au théâtre un esprit de sérénité et de paix trop étranger à beaucoup de ses romans, ne rencontre pas autant d'imitateurs, de disciples et d'émules que nous pourrions le souhaiter. Et cependant quelques-uns de nos jeunes auteurs s'aperçoivent et sentent que du côté de la tragédie et de l'idylle bourgeoise il y a bien des filons d'or à suivre, bien des diamans à extraire et à polir. Il n'est pas rare que dans une pièce dont l'idée première a été empruntée à ce fonds de mœurs dures et de mauvaise compagnie qu'il est, à ce qu'il paraît, impossible d'éviter, on rencontre tout à coup une physionomie originale, heureusement esquissée, des émotions honnêtes, des traits d'une moralité pathétique et presque austère, des mouvemens vrais, un ton mesuré, un dénoûment à peu près concluant, tout ce qui enfin, transporté en un sujet qui n'aurait pas le tort d'évoquer les souvenirs les moins purs et les images les plus tristes, pourrait produire une œuvre élevée ou à tout le moins satisfaisante. Encore une fois nous ne fermons pas les yeux à de tels mérites; mais des épisodes isolés et rares ne sauraient modifier le jugement général que nous inspire un ensemble de phénomènes continus. L'accueil favorable qu'un public trop restreint est toujours disposé à faire à certaines œuvres délicates et consciencieuses ne nous console qu'à demi des spectacles funestes où la foule s'habitue de plus en plus à courir. Le succès même qu'obtient en ce moment *le Lion amoureux*, et qui rappellera enfin, nous voudrions l'espérer, la Comédie-Française à ses devoirs et à son vrai caractère, ne suffit pas pour nous rassurer sur l'avenir de notre théâtre. Ce succès a beau avoir éclaté à la manière de ces coups de foudre qui viennent quelquefois dissiper les vapeurs malsaines de l'atmosphère : il y a des ébranlemens passagers qui ne purifient l'air que pour un jour ou deux. A peine la première représentation du *Lion amoureux* finissait-elle que le drame d'*Héloïse Paranquet*, d'ailleurs émouvant et humain en quelques-unes de ses parties, mais qui nous ramène trop, comme d'autres pièces contemporaines, à la religion et à la poétique du code, venait de nouveau éveiller chez nous des impressions bien mêlées.

Il serait temps que tous ceux dont l'exemple, la parole ou les actes peuvent faire autorité prissent le parti de s'inquiéter de la contagion de brutalité, de sécheresse et de violence qui s'est emparée de notre littérature. On ne nous persuadera point que la comédie forte ne subsiste qu'à la condition de braver toutes les bienséances et de briser toutes les barrières. La force est justement

ce qui manque le plus aux crudités de la scène actuelle. Un style robuste, une trame serrée et ferme, un caractère vicieux développé avec audace, vigueur et suite, sont peut-être plus difficiles encore à rencontrer présentement au théâtre qu'une pièce d'une moralité saine et d'un effet irréprochable. Nous croirions plutôt que c'est faute de puissance que la comédie actuelle, ne sachant comment échapper à la platitude, se jette dans la grossièreté et l'excès : encore est-il çà et là des auteurs particulièrement favorisés de la muse qui trouvent le moyen d'être à la fois outrés et ternes. A vrai dire, cette dégradation à froid n'est pas seulement le fait des écrivains qui nous en offrent le tableau et qui l'exploitent dans l'intérêt de leur renommée ou de leur fortune. Chacun en est complice, chacun doit s'en accuser : le public d'abord, qui paraît se complaire plus particulièrement aux spectacles les plus violens et les plus informes; les directeurs de nos premières scènes, qui ne savent pas en défendre les traditions et en maintenir l'honneur; la critique, qui perd par des éloges excessifs et inconsidérés des écrivains désormais célèbres, dont elle a bien fait d'encourager les débuts, dont elle a tort de ne pas redresser le talent déjà mûr; le gouvernement lui-même, qui, mal informé par des agens dénués ou d'expérience ou de goût, place quelquefois d'une façon bien singulière ses distinctions et ses faveurs et couvre de son patronage de bien étranges chefs-d'œuvre; nos lois préventives enfin, dont l'action lente et sûre a peu à peu abaissé le niveau des intelligences et finira, si l'on n'y prend garde, par ruiner l'esprit public. Cependant la plus forte part de responsabilité dans ces spectacles injurieux pour notre société incombe encore aux spectateurs qui s'y pressent. On les cingle au visage, ils applaudissent. On les dissèque tout vivans, ils frémissent de plaisir. On les ravale au-dessous de la brute, ils ne se sentent pas d'aise. On insulte à leur jugement en les traitant comme des gens capables de tout croire et de tout accepter, ils acceptent tout avec enthousiasme, ils croient tout avec béatitude. *In servitium ruunt*, ils se précipitent tête basse dans les plus niaises crédulités. Observez la salle pendant la représentation d'une pièce à succès. S'il y a sur la scène une femme aimable occupée à tenir paisiblement à son seigneur et maître des discours tels que le mari le plus débonnaire devrait en bonne justice et préalablement à toute explication la jeter par la fenêtre, ce sont précisément les maris qui crient *bravo* avec le plus de conviction. Si un fils rompu à l'arithmétique s'entretient avec son père d'intérêts communs sur le ton d'un chevalier d'industrie qui traiterait avec un loup-cervier, ce sont les pères, et après tout d'honnêtes pères de famille, pères honorés de fils respectueux, qui sont les premiers à se pâmer et

qui s'écrient : « Comme c'est attrapé ! » Et n'allez pas au moins, vous, homme de goût, vous permettre un léger murmure quand un trait cynique, lancé avec certitude par une main qui ne tremble pas, vient vous atteindre en pleine poitrine. Tous vos voisins ouvriront des yeux surpris et se demanderont de quelle province arrive ce novice qui réclame justement aux plus beaux endroits. Ces dispositions du public nous effraient, nous l'avouons, plus que tout le reste. Rien ne donne mieux la mesure des inclinations d'une société que les mœurs qu'elle supporte ou qu'elle recherche au théâtre, alors même que ces mœurs ne seraient pas réellement les siennes. A ce signe, il est permis d'affirmer que l'esprit et le caractère national subissent en ce moment chez nous une altération sensible. La cause en est sans doute plus haut qu'au théâtre ; mais c'est le théâtre qui démontre avec le plus de clarté et qui permet d'apprécier avec le plus de certitude l'effet produit.

Arrivée à ce point où l'éclipse momentanée du goût et de l'esprit est si évidente, une société doit faire son examen de conscience ; mais ceux qui sont en possession de la gouverner, de la diriger et de l'administrer ont peut-être aussi à s'interroger sérieusement sur l'usage qu'ils ont fait de leurs pouvoirs, surtout si ces pouvoirs, pendant une longue période d'années, ont été à peu près illimités. Nous avons accusé et nous accusons principalement le public ou une notable portion du public, parce que c'est en lui que réside la source de toute force réelle, parce qu'il est, dès qu'il le veut, souverain juge et souverain maître, parce que, surtout en matière de littérature et de goût, aucune domination ne s'établit et ne dure, s'il ne la soutient de sa complicité effective. Dans un pays tel que la France cependant, les lois et les formes sous lesquelles se manifeste l'autorité de l'état ont toujours pu beaucoup pour exciter l'opinion ou la paralyser. Elles peuvent aujourd'hui plus que jamais. Il nous semble donc difficile d'absoudre notre système légal des mauvais penchans du public et de mettre hors de cause, lorsque nous nous inquiétons des vices du théâtre, les principes d'après lesquels s'exerce l'action administrative. Si le public s'humilie, comme à plaisir, devant les mortifiantes peintures que lui apporte la littérature du jour, c'est qu'il a pris l'habitude de s'humilier dans les mille liens dont il est enlacé par les règlemens en vigueur, et c'est qu'à chaque effort que nous voudrions faire pour nous hausser le caractère et le jugement, nous rencontrons devant nous l'obstacle déprimant d'un décret préventif quelconque. Si la critique littéraire est sans force, c'est que la critique politique elle-même, à quelques exceptions près, a été contrainte de s'affadir et de s'énerver sous la pression administrative. Dès lors

le ton d'une critique littéraire sincère jurerait trop pour être supporté et pour être efficace avec celui de la critique politique. Quiconque voudrait garder sa franchise d'allures et dire nettement ce qu'il pense de la pièce du jour, du romancier qu'on reçoit dans les bonnes maisons, du dramaturge sans style qui passe en carrosse sur nos boulevards, regardé avec admiration par la foule, tandis qu'un écrivain de mérite se consume dans la pauvreté et l'obscurité, — quiconque aurait cette audace serait signalé dans la mollesse générale à l'animadversion de tous comme un puritain incommode et comme un misanthrope tourmenté d'un âpre besoin de dénigrement; on le tiendrait à la lettre pour une peste publique. Si enfin les auteurs dramatiques eux-mêmes ne nous servent que des satires sans art de la vie privée la plus infime ou des pièces à grand spectacle, c'est que sur le chemin qu'ils ont choisi on ne rencontre point la censure. Quoique beaucoup de bons esprits, tout en souhaitant une autre organisation de la censure théâtrale que celle qui fonctionne en ce moment, jugent cette institution indispensable, même dans l'état de liberté, il est vrai de dire que la censure devient aisément capricieuse et peut gêner ce qui est bon, en laissant passer ce qui est mal, quand on ne se sent pas une liberté suffisante pour discuter ses arrêts.

Ainsi, de quelque côté que l'observateur tourne ses regards et quelque sujet qu'il examine, quand c'est un sujet d'intérêt public, il est amené à toujours souhaiter le même remède à des maux en apparence divers. C'est une plus grande liberté politique, consacrée par les institutions, qui, en donnant aux mœurs plus d'élévation, arriverait par un effet indirect à corriger la licence du théâtre. Beaucoup de lois qu'on a promulguées il y a une quinzaine d'années dans l'intérêt de la société, de l'ordre, de la religion, de la famille, du principe d'autorité, n'ont pas réussi cependant à sauver le respect des notions essentielles sur lesquelles sont fondés et l'ordre social et l'ordre domestique. On demande d'ordinaire la réforme de ces lois bien rigoureuses au nom d'un parti ou d'une théorie politique. Nous venons de relire les œuvres de notre temps, et cette réforme salutaire, nous serions tenté de la demander aujourd'hui au nom des mœurs françaises et de l'esprit français.

J. J. Weiss.

THÉATRE-FRANÇAIS

LE LION AMOUREUX, DE M. PONSARD

Le public de nos jours est souvent accusé de faire défaut aux ouvrages qui témoignent d'un effort sérieux et exigent à ce titre une sérieuse attention. Ce reproche est-il toujours fondé? On sait quelle rude et juste leçon avait été dernièrement infligée à la Comédie-Française; une récente soirée en a été la contre-partie. Un poète, à qui l'on souhaiterait plus d'invention et de vigueur, mais grave, honnête, animé du respect de son art, se tenait éloigné de la scène depuis plusieurs années; il rompt enfin ce long silence, il apporte une œuvre laborieusement conçue, exécutée avec soin, et les spectateurs du premier soir ne se demandent pas si l'action est originale, si les caractères sont bien soutenus, si les épisodes, habilement enchaînés, concourent à l'effet de l'ensemble; ils ne voient que l'intention élevée, le labeur scrupuleux, et, tout heureux d'être délivrés enfin du spectacle de la corruption effrontée ou de la niaiserie prétentieuse, ils croient posséder une œuvre à la vieille marque. Comment, se disent-ils, ne pas sympathiser avec le poète qui a conservé le goût d'un art sévère quand on voit déborder de toutes parts la littérature qui abêtit ou qui énerve? Comment ne pas le remercier du plaisir que causent un langage noble, une tentative sérieuse, un effort persévérant, alors même que la tentative est incomplète et l'effort trop visible? Nous ne croyons pas nous tromper en interprétant ainsi les sentimens de l'assemblée brillante qui a salué de ses acclamations *le Lion amoureux* de M. Ponsard.

Le trait le plus intéressant de la physionomie littéraire de M. Ponsard, c'est l'idée qu'il a eue de porter sur la scène les événemens de la révolution française. Pour un poète classique, la tentative est neuve. On croyait, au XVIIe siècle, que l'éloignement des temps était nécessaire à l'optique théâtrale. Racine, en s'excusant d'avoir osé offrir aux spectateurs une histoire aussi récente que celle de Bajazet, et tout en déclarant qu'il n'a rien vu dans les règles du poème dramatique qui dût le détourner de son entreprise, a bien soin d'ajouter qu'il ne conseillerait une telle hardiesse à personne, si l'action s'était passée dans le pays où l'ouvrage doit être représenté. L'éloignement des lieux est donc un correctif, selon l'auteur de *Bajazet*, à la trop grande proximité des temps; mille lieues ou mille ans de distance, c'est même chose aux yeux du public, et voilà pourquoi les Turcs du XVIIe siècle ont droit de cité sur notre théâtre comme les héros de l'antiquité grecque ou romaine. Quand les écrivains du siècle suivant voulurent secouer le joug de ces règles qui inspiraient des doutes à Racine lui-même, ils le firent d'une manière bien timide. L'auteur du *Siége de Calais*, pas plus que l'auteur de *Zaïre*, de *Tancrède*, d'*Adélaïde Duguesclin*, n'aurait osé dépasser les limites du moyen âge, d'un moyen âge factice auquel manquait la vie. Introduire sur le théâtre quelque événement tragique du monde moderne, cela semblait monstrueux. C'est qu'un talent créateur peut seul consacrer un art nouveau; aussi, quand l'étude de Shakspeare, de Schiller même, coïncidant avec les approches de la révolution, inspira plus de hardiesse aux écrivains dramatiques, il eût fallu certes un autre poète que Marie-Joseph Chénier, un autre drame que celui de *Calas*, pour rompre une tradition tyrannique et fonder le droit de la scène. Les tentatives médiocres de la période révolutionnaire disparurent sans laisser de traces, et la vieille routine, favorisée par l'esprit littéraire du temps de l'empire, reprit possession de son domaine. Si les brillans novateurs de la restauration et de la période suivante n'essayèrent pas de peindre les hommes de 89, comme Shakspeare avait peint les York et les Lancastre, cela tient sans doute à des causes très complexes, les unes toutes politiques, les autres simplement littéraires, et parmi celles-ci ne faut-il pas ranger en première ligne la loi indiquée par Racine, la nécessité d'un certain éloignement pour la juste perspective de la scène? Seulement, dans notre société hâtive, *les morts vont vite*, comme dit la ballade; les mille années que réclamait l'auteur de *Bajazet* ne sont plus indispensables aujourd'hui, et il s'est trouvé qu'après 1848, malgré des circonstances peu propices, un de nos contemporains a pu faire parler sur la scène Danton, Robespierre, Marat lui-même, avec

cette gravité de langage sans laquelle il n'est pas d'innovation durable. Une chose à noter encore une fois, c'est qu'une telle hardiesse, souvent incomplète, souvent heureuse et féconde, ait été accomplie par un écrivain d'un goût volontiers timide et d'une inspiration toute classique.

Il est vrai que l'auteur de *Charlotte Corday* a toujours essayé de rajeunir la tradition dont il relève et de remonter à travers le XVIIe siècle jusqu'à ce théâtre des Hellènes, dont l'héroïque naïveté ressemble si peu aux bienséances majestueuses du règne de Louis XIV. Corneille pour les mœurs théâtrales, les Grecs pour ce goût du naturel qu'il tâche de leur dérober, voilà le double objet de son culte. Il n'est pas étonnant que de pareils maîtres lui aient ouvert des horizons nouveaux. Corneille étouffe dans les liens que le goût de son siècle commençait à imposer aux poètes, liens nécessaires à cette date, puisqu'ils ont obligé l'esprit français à se concentrer, à ramasser ses forces, et puisque lui-même, tout en grondant, n'a pas essayé de les briser; il n'en est pas moins certain que l'étude du *Cid* et d'*Horace*, de *Don Sanche* et de *Nicomède*, ne peut qu'encourager en ses innovations un poète classique du XIXe siècle. Quant aux poètes grecs, si attachés qu'ils fussent aux peintures de l'âge héroïque et sacré, ont-ils reculé devant les grands sujets que leur fournissait leur plus récente histoire? Quand on se rappelle que le vieil Eschyle a chanté l'invasion des Perses, le danger de la Grèce, cette crise immense qui, rassemblant les fils dispersés de la race hellénique, a été le début d'une vie nouvelle et le commencement d'un monde, on conçoit qu'un poète, inspiré par cet exemple, ait voulu aussi prendre pour sujet de ses drames cette grande crise de l'humanité moderne, la révolution française. En fait d'émotions tragiques, qu'est-ce que les lamentations d'Atossa dans le palais de Xerxès auprès des douleurs de la royauté de saint Louis dans la prison du Temple? En fait d'enthousiasme et de patriotisme, les jeunes tribus de l'Hellade écrasant l'invasion orientale sont-elles plus grandes que nos soldats de 92 arrêtant l'Europe conjurée? Félicitons M. Ponsard d'avoir trouvé dans la tradition classique elle-même la première idée de ses hardiesses. Désormais l'arène est ouverte. Quelles que soient les imperfections de son œuvre, l'auteur de *Charlotte Corday* a prouvé que ces sujets effrayans peuvent être consacrés par les ressources de l'art. Heureuse conquête, à mon avis, conquête dont la société profitera autant que la poésie même, car si un des maîtres du théâtre a eu raison de dire : « La vie est sombre, l'art est serein, » c'est surtout au théâtre issu de la révolution qu'il est permis d'appliquer ces paroles. L'art vrai purifie ce qu'il touche, il apaise les

passions, il honore les victimes, il dégage du chaos des luttes violentes les idées qui ne doivent pas périr.

Qu'on nous pardonne de placer haut notre idéal : nous ne songeons pas à l'auteur du *Lion amoureux* en écrivant ces lignes, nous songeons à l'avenir. M. Ponsard a indiqué la voie, d'autres y marcheront d'un pas mieux assuré. Qu'il reste encore de progrès à faire, de questions à résoudre! Nos peintres n'ont pas trouvé du premier coup le ton qui convient à la reproduction des scènes révolutionnaires; la poésie fera peut-être encore bien des essais avant de forger le style franc et souple qui doit idéaliser les réalités tumultueuses sans en altérer la physionomie. Ce n'est pas assez en telle matière de l'adresse des transformations et des soudures, il faut ici ce poète créateur dont nous parlions plus haut, le poète qui saurait enfanter d'un seul jet le fond et la forme de son théâtre. Un de nos amis, préoccupé de ces questions d'art, a dit ici même en vers ingénieux, quelques années après la *Charlotte Corday* de M. Ponsard :

A nos fastes vivans si ton âme s'inspire,
Écris d'après toi seul, comme faisait Shakspeare.
Aux rhéteurs de jeter dans un moule pareil
Des choses que deux fois ne vit pas le soleil.
Parfois humble est la forme, elle est parfois hardie:
La forme sort du fond de toute tragédie;
Mais quel que soit le fond, ou profane ou sacré,
Que chaque spectateur, de terreur pénétré,
Ou d'une pitié douce ému pour la victime,
Sorte ami du malheur et détestant le crime!

Créer le fond, créer la forme, rester fidèle à l'humanité, fidèle à la justice, faire œuvre d'historien et de penseur en même temps qu'on fait œuvre de poète par la vivante peinture des passions, voilà bien des conditions à remplir; mais aussi que le champ est vaste et que la victoire serait belle!

L'époque choisie par l'auteur du *Lion amoureux* est celle où la société essaie de renaître après les massacres de la terreur, époque bizarre, confuse, incohérente, heure de fièvre autant que de faiblesse, en un mot, de toutes les périodes révolutionnaires, la plus propre à la comédie. Que de contrastes! quels changemens de rôles! les bassesses mêmes semblaient tragiques au fort des luttes sanglantes; comme elles vont désormais reprendre leur vrai caractère! On verra les choses à nu; toutes les formes de la perversité humaine seront subitement dévoilées pour l'observateur attentif; le lâche, le méchant, l'agioteur, ceux qui poursuivaient leurs intrigues personnelles à la faveur du drame public, bref tous les tartufes de révo-

lution laisseront tomber leurs masques : excellente fortune pour la comédie ou la satire. Des choses gracieuses se mêleront aux laideurs morales, des épisodes touchans aux épisodes hideux. Ici les femmes ouvrant leurs salons, organisant les fêtes, annonçant le dessein de réveiller parmi nous la société polie, mais ne réussissant guère qu'à favoriser les revanches effrénées du plaisir, c'est-à-dire à précipiter la dissolution des mœurs au détriment de l'état; là des citoyens austères, un Daunou, un Lakanal, s'efforçant de maintenir les traditions de 89 et de renouer la chaîne des travaux de la pensée. C'est le moment où Mme de Stael écrit son livre de *l'Influence des passions*, livre mâle et stoïque destiné à l'éducation morale des cœurs républicains; par malheur, la jeunesse court à des leçons d'une autre sorte, et le tumulte des voluptés grossières cache la conspiration du royaliste qui insulte dans les sections la république déconcertée. C'est le moment où Daunou réorganise l'Institut, prononce ses graves discours et semble inaugurer un âge nouveau; hélas! en dépit de ces promesses, la réaction est partout, non pas la réaction des Camille Jordan, des Royer-Collard, qui annoncera le retour des esprits aux doctrines libérales, mais la réaction aveugle, odieuse, altérée de vengeance, et quels lendemains elle présage au pays!

Il y a bien des sujets de comédie à puiser dans ce tableau. Celui qu'a choisi M. Ponsard atteste la noblesse de ses intentions bien plus que la précision de son esprit. L'idée qui l'a frappé au milieu de tant d'élémens contraires, c'est l'idée de la réconciliation des castes. La convention et l'ancien régime, représentés par les deux personnages principaux de la comédie, s'unissent à la dernière scène; les autres adversaires ont beau s'obstiner dans leurs pensées étroites, le poète leur rend justice et leur démontre à tous qu'ils se doivent une mutuelle estime : idée fort sage assurément, mais un peu singulière au moment où les luttes vont recommencer au sein de l'anarchie et préparer le despotisme. Le titre et les premières scènes de la comédie semblaient annoncer un sujet tout différent; on eût dit que l'auteur du *Lion amoureux* voulait montrer l'action énervante des sirènes sur les acteurs du terrible drame. Humbert, le conventionnel, le secrétaire du comité, un des gouvernans de la France, est visité dans son humble mansarde par une patricienne de l'ancien régime, la marquise de Maupas, qui vient lui demander la grâce de son père. La marquise est une des reines de salon réunies par Mme Tallien et qui ont entrepris d'apprivoiser les lions. Humbert est un soldat que la vie active a préservé de toutes les chutes. La révolution l'a pris jeune, ardent, généreux, elle l'a fait grandir dans l'armée pendant que la terreur décapitait la France; ses mains sont

pures, il n'a vu de la convention que les œuvres héroïques, et dans l'exaltation de sa foi jamais faiblesse mondaine n'a entamé son âme. Or, dès les premiers mots que lui adresse la jeune veuve, cet Hippolyte se trouble, et un instant après le voilà docilement sous le joug. En vain se rappelle-t-il les humiliations auxquelles sa caste était condamnée naguère, ô fascination de la grâce! il est soumis, il est vaincu. Tout à l'heure il repoussait son ami le général Hoche, qui voulait le conduire chez Mme Tallien; maintenant il est décidé à s'y rendre pour y retrouver celle qu'il aime. La métamorphose semblera un peu rapide; mais n'est-ce pas de l'amour qu'il s'agit, de l'amour qui dompte l'orgueil, qui transforme la nature, qui fait que le citoyen disparaît sous l'amant? Puisque le lion est devenu amoureux, sans doute il est perdu. On se représente déjà la belle patricienne qui lui rogne les griffes, qui lui lime les dents. Le noir bastion de 93 capitulant devant les thermidoriennes et démantelé pièce à pièce, tel semblait le sujet attaqué par l'auteur. Nous nous trompions; M. Ponsard avait changé ses batteries. Ce Humbert si faible au début, si facile à prendre, ce farouche personnage à qui la vue d'une femme arrache tous ses principes et qui court chez Mme Tallien afin de revoir au plus tôt l'apparition éblouissante, c'est un cœur de titan ou du moins un cœur à la Corneille; placé entre l'amour et le devoir, il n'hésitera pas une seconde. Il y a là du premier acte aux suivans une transformation singulière, première faute contre l'harmonie de l'ensemble. Le sujet véritable, c'est le tableau du conventionnel épris d'une patricienne et qui aspire à se faire aimer d'elle sans renoncer à aucun de ses devoirs envers la patrie. Soit : le poète est libre de choisir tel ou tel aspect de la société française dans la période qu'il veut peindre, et certes la vieille lutte cornélienne du devoir et de l'amour peut être rajeunie d'une façon originale dans un monde où s'agitent tant d'inspirations révolutionnaires et de passions voluptueuses. Voyons donc comment il a su traiter son sujet et l'encadrer dans le mouvement de l'époque.

Humbert est allé chez Mme Tallien, où il doit retrouver la marquise de Maupas; grande victoire pour la brillante Circé : tant que les derniers représentans de la révolution farouche, tant que les Spartiates du comité ne sont pas venus aux fêtes de Mme Tallien, son œuvre est incomplète. Elle réunit autour d'elle les vainqueurs et les vaincus de 89, tous ceux qui ont intérêt à empêcher le retour des violences, les uns enrichis et satisfaits, les autres ruinés et impatiens de prendre une revanche. Quel mouvement dans ces salons! quelle bizarre cohue! des femmes sorties hier de prison et dont le règne recommence; des fournisseurs qui ont gagné des mil-

lions en nourrissant nos héroïques armées; un général que le génie et l'inaction dévorent obligé de solliciter une protection équivoque pour ne pas manquer à sa fortune; Barras le voluptueux qui sera demain un des chefs de la république; le thermidorien Léonard Bourdon, celui que Mme Tallien, du fond de la prison des Carmes, avait lancé contre Robespierre; des muscadins qui folâtrent, des émigrés qui s'amusent, la jeunesse dorée de Fréron donnant la main aux freluquets de l'ancien régime, tous les soldats de la réaction, d'une réaction sottement frivole ou odieusement lâche, voilà ce que nous présentent dans la comédie nouvelle les salons de Mme Tallien : vive image de l'anarchie sociale après les convulsions d'où sortira plus tard un monde meilleur, image surtout de l'avilissement temporaire d'un grand peuple par l'exécrable système de la terreur! Mme Tallien a beau se jouer avec grâce au milieu de ces élémens contraires, elle sent bien que la sérieuse victoire pour elle, ce serait d'amener dans ses salons les vrais témoins de la foi de 89, ceux dont les mains sont pures et qui ont servi un idéal sublime en combattant l'Europe à la frontière. Humbert est de ceux-là (j'entends le Humbert de M. Ponsard, qui n'a guère de rapport avec celui de l'histoire), Humbert a conservé la flamme des grands jours; attirer un tel homme à ses fêtes, c'est montrer que la foi révolutionnaire peut se concilier avec les mœurs françaises, avec les plaisirs de la société polie, de même que Daunou, en inaugurant l'Institut le 4 avril 1796, montrait ce qu'une société républicaine peut devoir et inspirer aux plus sérieux travaux de l'esprit humain. Humbert arrive, présenté à Mme Tallien par le général Hoche, mais amené, nous le savons, par l'ordre souverain de la marquise de Maupas. Le père de la jeune femme a obtenu, grâce à lui, le droit de revenir en France; heureux d'annoncer cette nouvelle à celle qu'il aime, heureux de la voir, de l'entendre, il ne prête d'abord qu'une oreille distraite aux propos des muscadins qui insultent la convention ; mais bientôt, au risque de froisser la main si douce qui le tient en laisse, emporté par sa colère, il éclate comme la foudre. Un seul rugissement dissipe la nuée bourdonnante des insectes.

Le mouvement est beau; les vers, transformés par la diction de l'interprète, s'y dégagent des scories comme la statue dans le moule de feu. Est-il nécessaire de dire que des applaudissemens frénétiques ont accueilli ce réveil du lion? La fibre révolutionnaire est toujours si vive chez nous que l'apologie de toutes les œuvres de la convention, succédant aux impertinences du muscadin, aurait peut-être excité le même enthousiasme; remercions donc M. Ponsard de ne pas nous avoir exposés à cette périlleuse surprise. Ce que la salle

tout entière a salué de ses acclamations, ce n'est pas la convention des jours funestes, ce ne sont pas les régicides, les terroristes, les Torquemada du fanatisme jacobin, c'est Vergniaud appelant la France à la frontière. Bien plus, en relisant après coup cette défense de la convention, je la trouve plus timide que hardie. Lorsque le poète des *Iambes* nous parle de ce vaisseau qui, secoué par le roulis populaire,

> Sur une mer d'écueils, sous des cieux sans étoiles,
> Au vent de la terreur qui déchirait ses voiles,
> S'en allait échouer la jeune liberté;

lorsqu'il nous montre les rois, effrayés du choc inévitable, se jetant sur les flancs dégarnis du colosse, et que soudain, tout mutilé qu'il soit, le navire se dresse sur sa quille, se hérissse d'un peuple de héros, lâche comme une bordée quatorze armées à la fois et fait reculer l'Europe, certes cette grande image où sont rassemblés tous les traits de la vérité est une justification bien autrement complète que celle du Humbert de M. Ponsard. Aucune concession au jacobinisme, et pourtant tout ce qui rehausse la victoire de la convention sur l'Europe est exprimé en quelques mots. Il est bon de rappeler que les provocations de l'étranger ont amené les jours néfastes, le général Humbert avait le droit de le dire avec plus de force; il est bon de rappeler également (M. Ponsard l'a oublié) que la convention, si elle a sauvé la patrie sur la frontière, lui a creusé des abîmes à l'intérieur, et que dans cette traversée horrible c'est bien le vent de la terreur qui *déchirait nos voiles*.

Une autre question se présente à propos des ingénieux détails qui amènent l'explosion du républicain. Le tableau de l'époque est vivement tracé dans cette première partie du drame; où est l'action cependant? L'action ne s'engagera point si quelque obstacle ne vient séparer Humbert de la marquise; jusqu'ici leur aventure est une histoire d'amour, une idylle au lendemain de la tempête, mais un drame ou une comédie, pas le moins du monde. La jeune femme n'a eu qu'à se montrer, à sourire, et le conventionnel, qui a reconnu la compagne de son enfance, s'est mis à chanter avec elle le duo des affections premières. Quand il se fâche à la scène suivante contre les muscadins ridicules, croyez-vous qu'il se compromette beaucoup auprès de la patricienne déjà plus qu'à demi transformée? La jeune femme ne hait pas cette colère dont le jeune tribun viendra le lendemain lui demander pardon. Ils se prêtent donc l'un à l'autre quelque chose d'eux-mêmes, le tribun initiant la marquise aux sentimens d'un monde nouveau, la marquise apprivoisant le tribun et l'amenant à sentir que la rudesse n'est pas l'accompagnement né-

cessaire de l'héroïsme. Gracieux tableau sans doute, idylle sociale, si je puis ainsi parler; où est l'action encore une fois? Que devient la comédie ou le drame?

La comédie, ce serait une étude psychologique où l'on verrait les difficultés de cette éducation réciproque, l'embarras, la pudeur, la gaucherie de l'un et de l'autre personnage en ces domaines si nouveaux pour chacun d'eux; le drame, c'est un obstacle tout à coup dressé entre les deux amans et la lutte qu'il fait naître. Le poète a choisi ce dernier parti. Le père de la jeune veuve, celui-là même que Humbert a fait rayer de la liste des émigrés, vient d'arriver à Paris, non pas au nom de la faveur qui lui est faite et qu'il repousse, mais en ennemi de l'ordre nouveau. La Vendée est en feu, les Anglais vont favoriser une descente des émigrés sur les côtes de Bretagne; c'est là que le vieux gentilhomme se croit appelé par son devoir. On devine aisément sa stupeur lorsqu'il apprend que sa fille veut donner sa main à un conventionnel. La jeune femme a pu vaincre ses propres préjugés, elle n'essaie pas de lutter contre l'indignation du vieillard. En vain a-t-elle laissé entrevoir à Humbert, après avoir mis sa magnanimité à l'épreuve, qu'elle consentirait à devenir sa femme, en vain a-t-elle allumé l'espoir en cette âme impétueuse, la piété filiale l'oblige à violer sa promesse. Humbert au quatrième acte est dans cette même mansarde où nous avons vu la pièce commencer. La marquise va venir, il l'attend, et comment douter du motif qui l'amène? C'est un aveu qu'elle vient faire, c'est un engagement qu'elle vient prendre. O extases! ivresses d'un cœur viril et pur! avec quelle joie il sème les fleurs sur les pas de la jeune femme! comme il est heureux de donner un air printanier à son austère cellule! La marquise arrive, et c'est pour dire à son amant un adieu éternel : « Je t'aime et je te fuis! » les pleurs, les reproches, les supplications de Humbert n'y feront rien; elle a son devoir à remplir. Une inspiration heureuse au milieu de ces péripéties trop symétriques où la chaleur fait défaut, c'est le cri du conventionnel lorsque, demeuré seul et sentant au fond de son cœur le citoyen amoindri par l'amant, il redemande ses enthousiasmes d'autrefois à celle qui l'a désarmé.

La guerre de Vendée offrira au général l'occasion de se retrouver lui-même. Hoche va partir, Humbert n'hésite plus à le suivre. Nous voici sur les côtes de Bretagne, au lendemain de la journée de Quiberon. Paysans et soldats racontent les incidens de la bataille: c'est la transposition populaire et révolutionnaire des récits classiques de l'ancienne tragédie. Une femme voilée les écoute du seuil de l'hôtellerie villageoise; la marquise de Maupas prévoyait trop bien l'issue de la lutte, elle est accourue de Paris pour essayer de sauver son père. Le vieillard, en effet, est prisonnier, et comme

le comité du salut public a défendu de capituler avec l'ennemi, les émigrés seront passés par les armes. Humbert peut l'arracher à la mort, s'il consent à faire un mensonge que la marquise lui demande à genoux; en déclarant qu'il a reçu la capitulation du vieux gentilhomme, il encourrait le blâme de ses chefs, mais il sauverait le père de la femme qu'il aime. Après cela, quel empêchement s'opposerait encore à son mariage? Non, le général Humbert n'a pas manqué à son devoir, que la justice militaire suive donc son cours; le cœur de l'amant sera brisé, le stoïcien n'aura point menti. Hoche, qui a deviné le secret de son lieutenant, intervient ici avec sa cordialité généreuse; il trouve un subterfuge pour sauver le vieillard et rendre possible l'union du général Humbert avec la jeune marquise. Ainsi les deux amans s'unissent, quoique séparés jusque-là par des abîmes, et tel est le symbole de cette réconciliation, dont la pensée domine l'œuvre entière de M. Ponsard. Cependant que d'obstacles encore! le vieil émigré, en acceptant sa grâce, ne s'engage pas à déposer les armes; il ira chercher partout des ennemis à la république détestée. Quant aux autres vaincus de Quiberon, celui qui les représente en ces dernières scènes est le plus frivole des gentilshommes, et lorsqu'on le voit marcher au supplice avec une intrépidité si insouciante, on pressent trop, hélas! combien il sera difficile de réconcilier la vieille France avec la France de l'avenir. L'auteur du moins voudrait contribuer à ce résultat par la justice et l'impartialité. « Ce sont aussi des braves, » dit le général Hoche. Des hommes qui se méprisaient naguère et qui apprennent à s'estimer seraient-ils donc condamnés à d'éternelles haines?

Cette pensée morale et sociale est à notre avis la meilleure recommandation de l'œuvre nouvelle de M. Ponsard; il s'en faut bien que l'intérêt dramatique proprement dit offre la même valeur. On est trop souvent arrêté en l'écoutant par des objections de divers ordres, les unes qui s'adressent au peintre, les autres qui concernent l'inventeur. C'est le danger de ces œuvres composites où l'histoire, la politique et le drame sont perpétuellement en équilibre; elles donnent prise à des critiques de toute nature. Si l'inventeur dramatique dominait le politique et l'historien, il faudrait bien passer condamnation sur maintes choses; entraîné par le poète dans le cercle enchanté de la passion, le spectateur aurait-il le droit, aurait-il seulement le loisir de remarquer les lacunes du tableau ou les contradictions des doctrines? Chez l'auteur du *Lion amoureux*, il y a tout ensemble un historien, un moraliste, un écrivain qui travaille pour la scène; la critique, afin d'être équitable, est obligée de diviser son jugement comme l'auteur a divisé son inspiration, et de considérer tour à tour sous ce triple aspect l'œuvre qu'elle ne peut ni approuver ni condamner en bloc.

Le poète-historien, dans *le Lion amoureux*, mérite assurément plus d'un éloge; il a étudié avec calme, avec impartialité le temps où il a placé son drame; il s'efforce d'en reproduire les principaux traits suivant les conditions du théâtre. Il a même cherché dans cette étude impartialement curieuse un moyen de dissimuler le défaut d'unité que présentent, on l'a vu déjà, la conception des caractères et le développement de l'action. Plus il avait besoin de couvrir la lenteur de sa marche, plus il a pris plaisir à orner la partie accessoire de l'ouvrage. Un grand nombre de scènes ingénieuses, de personnages épisodiques, sont rassemblés avec art et donnent une image assez vraie de la France en 1795. Ces personnages sont tout à fait exempts de reproche quand l'auteur les tire du sein de la foule anonyme : le jeune émigré, tout frais arrivé de Coblentz pour assister de près au grand remue-ménage comme à une parade grotesque, aimable fou qui conspire si gaîment et qui mourra si bien; le jacobin en carmagnole qui retire ou restitue son amitié au général Humbert suivant les péripéties du drame; la citoyenne, tour à tour déesse dans les fêtes civiques et vivandière à l'armée, offrent des types vivans exécutés avec finesse. On n'en peut dire autant des physionomies particulières empruntées à l'histoire. Sans doute, ce n'est pas une mauvaise idée d'avoir montré le général Bonaparte sollicitant l'appui de Mme Tallien pour obtenir une armée: cette parole brève, nette, impatiente, ce génie de l'action, ce besoin du commandement, tout cela au milieu de l'anarchie qui s'agite et de la corruption qui s'étale forme un trait nécessaire de la peinture entreprise par l'auteur; mais que dire du général Hoche jouant un rôle de comparse? Poétiquement parlant, le futur vainqueur d'Arcole n'est pas diminué quand on le voit errer comme une âme en peine au milieu des oisifs; le général Hoche au contraire est-il représenté avec la grandeur qui lui appartient lorsqu'il traverse la pièce pour donner la réplique à Humbert et favoriser ses amours? Il n'y a pas de plus haute figure que celle de Hoche dans l'histoire de la révolution; c'est une faute contre la poésie que d'attribuer à un tel homme un rôle insignifiant.

J'ai dit que le moraliste social était animé des intentions les plus droites et que la pensée conciliante de son œuvre en était la meilleure recommandation. Toutefois sur ce point encore il y a des réserves à faire. Rien de mieux sans doute que de rendre une justice impartiale à chacun des personnages, d'honorer le patriotisme chez le conventionnel, la générosité chez la patricienne, la foi inflexible chez le vieux royaliste, l'intrépidité souriante chez le jeune échappé de Coblentz, les bons instincts chez le jacobin brutal, le courage naïf et joyeux chez la fille du peuple; cela suffit-il pour-

tant quand il s'agit de représenter, c'est-à-dire, en définitive, de juger toute une période? L'impartialité de l'auteur, excellente en soi, excellente surtout pour qui combine les choses à distance, produit aux dernières scènes du drame je ne sais quelle impression équivoque. On dirait que la conclusion de l'ouvrage pourrait être formulée en ces termes : « La révolution est finie, c'est au temps désormais à éteindre les passions, à triompher des ressentimens; les castes jadis ennemies, aujourd'hui nivelées, n'ont plus qu'à s'unir librement au sein du droit commun, comme le tribun et la patricienne. » Et ceux à qui on tient ce langage sont à la veille du directoire, et l'anarchie va tout remettre en question, et la dictature est inévitable : étrange moment pour annoncer la réconciliation des partis! Cette objection qu'il est impossible d'écarter prouve combien la tâche entreprise par l'auteur offre de difficultés et de périls. La prédication des sentimens de concorde est toujours honorable dans la bouche de l'écrivain qui s'adresse à la foule ; encore faut-il que ces lieux communs arrivent à propos et ne donnent pas une fausse idée de la période qu'il s'agit de peindre. C'est en cela que la reproduction dramatique des événemens modernes exige bien autrement de précision que la peinture des âges éloignés. Il y a une tradition si vivante encore, nous avons sous les yeux tant de confidences, de mémoires, de documens qui parlent et protestent! les historiens qui se renouvellent sans cesse font à l'inventeur dramatique une concurrence si redoutable! Pour ne citer que le plus récent, ce n'était pas certes un médiocre danger à M. Ponsard d'avoir à faire représenter sa comédie au moment où M. Edgar Quinet venait de publier son livre.

Quel était le moyen d'échapper à cette comparaison ? C'était de faire avant tout œuvre d'artiste et de poète. Or c'est précisément sur ce point que l'auteur paraît le plus en défaut. Nous avons fait certaines réserves en parlant de l'historien et du moraliste; nous sommes obligé d'en faire plus encore au sujet de l'écrivain dramatique. L'action est indécise et souvent languissante; la même scène entre le conventionnel et la jeune femme est répétée jusqu'à trois fois avec des modifications insensibles. L'étude approfondie des caractères peut-elle au moins racheter la lenteur et la monotonie de l'intrigue? Je ne le pense pas. Si nous voulions résumer ici les traits vivans de chacun des personnages, un seul, celui de la marquise, serait en mesure de subir cette épreuve; il y a en elle autant d'énergie que de grâce. La physionomie du tribun, qui devait concentrer tous les rayons d'une double flamme, est mollement dessinée. On sent là un travail successif, des tâtonnemens, des remaniemens, au lieu de ce fond plein et solide, produit d'une conception unique. Le style enfin appelle des objections du même genre. Clarté,

correction, bon sens, parfois un souffle généreux que soutient l'honnêteté de la pensée, voilà les mérites de M. Ponsard, mérites très estimables à coup sûr en ce temps de productions hâtives et de caricatures réalistes; est-ce la langue que réclame la reproduction dramatique de notre moderne histoire? est-ce le poétique idiome renouvelé si heureusement, il y a une quarantaine d'années, dans l'ordre des sentimens lyriques, et que nous attendons encore au théâtre? Non certes. Il y a eu là une déviation fâcheuse dans la marche de l'art contemporain. Tandis que des ciseleurs sans idées, affectant de mépriser ce qui leur manque, s'éloignent chaque jour de la grande tradition française, M. Ponsard de son côté espère trop aisément que l'honnêteté morale de sa pensée suppléera chez lui à l'élégance soutenue de la forme. Il y a trop de disparates dans ses vers. Après de fermes élans, où se reconnaît l'imitation de Corneille, l'accent baisse tout à coup, et la prose apparaît. Il semble que l'auteur ait sous les yeux un programme tracé d'avance, et qu'il le transpose d'un ton avec rime et césure. Une inspiration librement, spontanément poétique produirait de tout autres résultats. Alors, soit que l'auteur s'élève avec le sujet, soit qu'il redescende aux choses simples, sa langue se conforme aux mouvemens de sa pensée; les mots se transfigurent sur ses lèvres, les images abondent en son discours, il passe du sublime au familier sans cesser d'être poète.

C'est un regret que nous formulons ici, un regret sympathique, et non pas une leçon. Conviendrait-il de rappeler à M. Ponsard des principes qu'il connaît aussi bien que personne? Un écrivain qui a le respect de son art n'en ignore pas les exigences, et s'il n'atteint pas son idéal, ce n'est pas faute d'avoir visé haut. En signalant les disparates de langage, les fautes de conception et d'harmonie que présente cette œuvre ingénieuse, la critique doit féliciter l'auteur du grand effort qu'il a tenté. Ce n'est pas une tâche médiocre que de creuser le premier sillon en ces domaines rebelles; il y a là un bon exemple et un encouragement. Voilà pourquoi nous saluons en M. Ponsard les continuateurs que son succès même nous permet d'espérer. Si le théâtre n'est pas condamné pour jamais aux vulgarités qui corrompent la démocratie de nos jours, si la société issue de 89, retrouvant sa conscience, suscite parmi nous un Shakspeare, s'il nous arrive du moins un poète assez bien inspiré pour consacrer sur la scène l'héroïque et terrible crise d'où est sorti le monde nouveau, l'auteur de *Charlotte Corday* et du *Lion amoureux* aura sa part dans ce progrès; il est assuré de garder une place à l'ombre du rameau qu'une main plus heureuse aura cueilli.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 janvier 1866.

Nous ne cacherons point que nous attendions avec une émotion profonde l'ouverture de la présente session. Il y avait longtemps, nos lecteurs le savent, que l'affaire du Mexique et l'état de nos rapports avec l'Union américaine étaient pour nous l'objet d'une prévoyante et vive anxiété. Retenus par cette timidité forcée que ressentent si douloureusement ceux qui tiennent encore en France une plume politique, nous avons bien tardé à dire ici, avec une netteté suffisante, notre pensée sur les conséquences de l'expédition mexicaine. Il nous sembla enfin, il y a un mois, impossible d'en retarder plus longtemps l'expression. Ce qui s'est publié et ce qui s'est passé depuis a prouvé si nous avions été coupables en cela d'impatience et de hardiesse intempestive. Nous ignorions, à la fin de décembre, à quel point la controverse diplomatique était arrivée entre le cabinet des Tuileries et le gouvernement américain; nous ne soupçonnions point l'existence des dépêches de M. Seward, qui arrivaient à peine alors à Paris. Nous avions bien pourtant, on nous l'accordera, le sentiment juste de la maturité de la question; nous avions le sentiment juste de l'intérêt patriotique engagé, lorsque nous demandions que la question mexicaine fût envisagée en elle-même au point de vue des principes français, et résolue par le prompt rappel de nos troupes, lorsque nous exprimions le vœu que cette affaire ne fût réglée que par des raisons d'état françaises et fût dérobée aux déviations et aux chances d'une contestation diplomatique entre notre gouvernement et la grande république américaine.

Le discours de l'empereur à l'ouverture des chambres, la correspondance communiquée au congrès par ordre du président Johnson, notre *livre jaune* nous ont à la fois appris officiellement que les choses avaient été plus avancées et plus graves que nous ne l'avions supposé, et que cependant on en pouvait espérer pour un prochain avenir l'arrangement satisfaisant. L'empereur, dans son discours, nous a informés que « l'émotion produite aux États-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain

s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. » Il nous a annoncé que « notre expédition touche à son terme, » et qu'il s'entend avec l'empereur Maximilien « pour fixer l'époque du rappel de nos troupes. » La note adressée par M. Seward à M. de Montholon le 6 décembre, la dépêche du même ministre à M. Bigelow du 16 décembre, nous ont appris que les États-Unis refusent de reconnaître, même comme pouvoir de fait, l'institution impériale de Maximilien au Mexique; cependant la condition de cette reconnaissance n'est plus mise par le cabinet des Tuileries au rappel de nos troupes. La dépêche de M. Drouyn de Lhuys à notre ministre à Washington, datée du 9 janvier 1866, nous montre que le gouvernement français serait disposé à se contenter de la part des États-Unis d'une simple déclaration de stricte neutralité. « Nous espérons que le but légitime de notre expédition sera bientôt atteint, écrit M. Drouyn de Lhuys, et nous nous efforçons de prendre avec l'empereur Maximilien les arrangemens qui, en satisfaisant nos intérêts et notre dignité, nous permettent de considérer comme terminé le rôle de notre armée sur le sol mexicain. L'empereur m'a donné ordre d'écrire dans ce sens à son ministre à Mexico..... Confians dans l'esprit d'équité qui anime le cabinet de Washington, nous attendons de lui l'assurance que le peuple américain se conformera à la loi qu'il invoque en maintenant à l'égard du Mexique une stricte neutralité. Lorsque vous m'aurez informé de la résolution du gouvernement fédéral à ce sujet, je serai en mesure de vous indiquer le résultat de nos négociations avec l'empereur Maximilien pour le retour de nos troupes. » Ainsi le dernier mot de la controverse en atténue les difficultés antérieures : une déclaration de neutralité ne peut rien coûter au gouvernement des États-Unis, puisqu'au fond une neutralité correspondante est tout ce que ce gouvernement demande au nôtre depuis l'origine du débat.

Nous avions hâte d'aller à ce qui nous pouvait rassurer, et c'est pour cela que nous avons signalé tout d'abord les phrases significatives du discours de la couronne et des plus récentes dépêches de notre ministre des affaires étrangères. Il semble certain que nous nous apprêtons à quitter le Mexique dans un délai convenable, pour employer une expression heureuse de M. Seward. Ceci posé, il est un point qu'il importe, suivant nous, d'établir clairement et fortement · c'est que dans ce terme mis à notre expédition, ce sont avant tout et surtout les devoirs et les intérêts de la France et non les objections seules d'une nation étrangère que nous avons à consulter. Sans doute, nous devons tenir grand compte des dispositions d'un peuple tel que le peuple américain, à qui nous sommes liés par une amitié traditionnelle et naturelle. Les Américains ont des principes, des intérêts, des susceptibilités, des préjugés même, pour lesquels nous devons avoir les ménagemens et les égards que professent entre elles les nations qui s'estiment et se respectent; au point de vue pratique, il est clair que nous ne pouvons rien faire en Amérique de solide, de durable, de fécond, en froissant leurs sentimens, en faisant échec à leurs tendances, et qu'une

pareille conduite aboutirait à la plus déplorable des luttes, parce qu'elle serait la plus stérile. L'attitude et les inclinations du peuple américain doivent donc être prises par nous en sérieuse considération dans les combinaisons justes et sensées que nous pourrons avoir à préparer à l'égard du Mexique; mais dans l'acte décisif de notre politique mexicaine il faut que nous prenions notre parti par des raisons bien manifestement françaises, et que nous n'ayons pas l'apparence, même fausse, de céder à des raisons américaines. C'est pour cela que nous eussions voulu, quant à nous, que l'initiative du gouvernement français dans la résolution du retour de nos troupes n'eût point attendu les remontrances du cabinet de Washington; c'est pour cela que nous eussions mieux aimé voir décider ce rappel après une discussion et même un vote de la chambre des députés qu'après une correspondance diplomatique vive et serrée échangée pendant plusieurs mois entre les cabinets de Washington et des Tuileries; c'est pour cela enfin que nous plaçons encore notre espoir dans le patriotisme intelligent de nos chambres et au besoin de l'opposition libérale, et que nous faisons des vœux pour que les prochaines discussions parlementaires mettent en évidence la prépondérance des raisons purement françaises qui nous conseillent le prompt achèvement de notre expédition mexicaine.

C'est précisément pour que la question du Mexique fût débattue et décidée sur ce qu'on pourrait appeler ses propres mérites, en dehors de toute préoccupation de controverse avec les États-Unis, que nous eussions désiré que le gouvernement eût fait aux chambres d'amples communications de documens touchant les affaires mexicaines. Nos vœux sur ce point, nous le constatons à regret, n'ont pas été exaucés. Les rapports ministériels sur la situation de l'empire ne nous offrent aucun renseignement instructif sur notre position au Mexique. Le rapport du ministre de la guerre se contente de présenter des événemens militaires un récit fort vague et très court, où l'on ne peut recueillir aucun élément d'appréciation vraiment politique. On dirait un de ces résumés sommaires dont se composent les précis historiques écrits à l'usage des établissemens d'instruction primaire. L'empereur, dans son discours d'ouverture, nous a donné, à nous, un motif d'espérance tout en adressant aux États-Unis une amicale flatterie, en signalant une certaine analogie entre nos institutions et celles de l'Amérique. Cette comparaison autoriserait de curieux rapprochemens. Au début de sa dépêche importante du 16 décembre 1865, M. Seward prend grand soin d'indiquer la part qui appartient au congrès dans l'affaire mexicaine. « Ce n'est pas le seul département exécutif de ce gouvernement, se hâte-t-il de dire, qui soit engagé et intéressé dans la question de savoir si l'état de choses qui existe au Mexique doit être continué. Il s'agit là d'un intérêt national, et à tout événement le congrès aujourd'hui réuni en session est autorisé à diriger législativement l'action des État-Unis relativement à cette importante affaire. » Cette sollicitude à réserver et à provoquer l'autorité

du congrès est digne de remarque; voilà un trait par lequel il serait à souhaiter que l'assimilation indiquée par l'empereur fût vérifiée. Ce qui frappe aux États-Unis, c'est la multiplicité et l'intérêt des informations officielles que l'exécutif fournit spontanément au congrès, ou que le congrès obtient par le vote de simples résolutions. Notre corps législatif, pour bien connaître l'état des choses au Mexique, a tout à demander. S'il avait des attributions égales à celles du congrès américain, il aurait à voter bien des résolutions. Il devrait demander un état des forces occupées au Mexique, un état des mouvemens de troupes durant l'année, un état de la mortalité des soldats, un état des dépenses de l'expédition. L'objet de notre entreprise ayant été le redressement des griefs de nos nationaux contre l'ancienne république mexicaine et la réclamation des indemnités qui leur étaient dues, le corps législatif devrait être tenu au courant de cette affaire des indemnités : il devrait savoir quelles sont les indemnités reconnues, et sur celles-ci quelles sont celles qui ont déjà été payées et celles qui demeurent en souffrance. Quand il n'y aurait ici qu'un intérêt de curiosité, il y aurait lieu de le satisfaire : quelle curiosité plus naturelle, plus légitime, plus patriotique, que de vouloir connaître tous les détails d'une vaste affaire où les ressources et l'honneur de la France sont engagés à un degré si considérable? Mais ce n'est pas à la curiosité, c'est à l'appréciation, à la délibération, à la détermination d'un grand intérêt du pays que les informations sont dues.

Qu'on y réfléchisse en effet : il doit ressortir de la connaissance complète de la situation du Mexique la démonstration que la France peut et doit mettre fin aux sacrifices que cette entreprise lui a imposés. Quel avantage y a-t-il à laisser dans l'ombre les élémens essentiels et positifs d'une démonstration semblable qui maintient intacte la liberté d'action de la France et lui conserve tout l'honneur de son initiative au moment même où le résultat auquel nous conduit l'appréciation indépendante de notre intérêt nous est demandé par une puissance étrangère? Pourquoi donner place à de fausses apparences par une affectation de mystère incompréhensible? Les points principaux de la politique française à l'égard du Mexique sont très faciles à résumer. Il résulte de toutes les déclarations officielles que nous n'avons entendu exercer contre le Mexique que le droit de la guerre, afin d'obtenir des satisfactions qui nous étaient refusées et qui nous étaient dues. Ce droit de la guerre, nous n'avons pas voulu le pousser jusqu'au droit de conquête; nous n'entendons posséder et exploiter pour nous-mêmes aucune portion du territoire mexicain. Nous professons en outre que nous n'avons point voulu intervenir entre les partis qui divisaient le Mexique : parmi ces partis, il en est un qui a été renversé par les accidens même de la guerre qu'il a soutenue contre nous; il en est un autre, le parti monarchique, dont ces accidens ont relevé les chances. Nous n'avons pas voulu décourager le parti monarchique, nous avons traité avec le gouvernement qu'il a formé, nous avons donné à ce gouvernement le concours de

notre alliance. Ainsi nous ne tentons au Mexique ni conquête ni colonisation; nous y avons fait uniquement la guerre à des ennemis; cette guerre est finie, et nous ne sommes restés que pour les intérêts et les devoirs d'une alliance. Notre position étant définie avec cette netteté, nous n'avons besoin de délibérer qu'avec nous-mêmes, nous n'avons à entrer en pourparlers avec aucune puissance étrangère, pour juger et décider de ce que nous avons à faire. C'est ici que l'on se convaincrait avec une certitude plus manifeste de la sagesse du parti que nous aurions à prendre, si l'on possédait tous les documens et toutes les informations que nous réclamons. Il n'y aurait qu'à mettre en balance l'objet poursuivi par nous et les frais, les risques de la continuation de notre expédition. L'objet poursuivi, toutes les déclarations officielles annoncent qu'il est atteint; elles affirment que l'empereur Maximilien, soutenu par la volonté populaire, est reconnu partout; elles affirment que Juarès n'exerce plus d'autorité régulière et ne conserve même plus le titre légal de son ancien pouvoir; il ne reste plus que quelques résistances éparses que l'on assimile au brigandage. L'annonce de tels résultats suffit pour montrer que la présence au Mexique de trente mille Français n'est plus nécessaire, car apparemment personne n'oserait prétendre que nous devions transformer nos soldats en gendarmes pour aller à deux mille lieues de leur patrie arrêter et fusiller dans une terre étrangère des meurtriers et des voleurs. Un pareil objet ne pourrait plus être mis en balance, nous ne disons pas seulement avec l'honneur de notre armée, mais avec les frais énormes d'une démonstration de forces si considérables. Allons plus loin. Lors même qu'il y aurait quelque exagération dans la façon dont les déclarations officielles nous parlent de la pacification intérieure du Mexique, le bon sens et le calcul des charges de l'entreprise nous imposeraient encore une conclusion semblable. Peut-on donner à une alliance plus de trois années d'un concours si onéreux? Ne serait-ce point une œuvre étrange et sans exemple dans l'histoire que celle d'un peuple qui se grèverait indéfiniment des charges d'une conquête qu'il n'accomplirait point pour lui-même, à laquelle il travaillerait pour le compte d'un prince étranger? Trois années ne seraient-elles pas un temps assez long pour mesurer la durée d'une telle entreprise? Comment d'ailleurs en pourrait-on concilier la poursuite illimitée avec les professions de principes mises en avant? Protéger par les armes pendant plus de trois ans un gouvernement contre ses ennemis intérieurs, ce ne serait plus exercer les droits de la guerre et les devoirs d'une alliance, ce serait faire œuvre d'intervention prolongée dans les luttes intestines d'un état, ce serait s'arroger une prépotente tutelle. On le voit donc, la nécessité du prompt rappel de nos troupes est la conséquence naturelle et directe d'un examen de la question mexicaine conduit d'après la seule notion des principes et des intérêts de la France; il fallait la laisser sortir spontanément des données toutes françaises de la question; il fallait éviter qu'elle éclatât comme le dernier mot d'une controverse diplomatique.

Devant la résolution qui termine la correspondance échangée entre la France et les États-Unis, nous oublions cependant volontiers les désagrémens passagers de cette polémique. Tout est bien qui finit bien. Nous ne demandons pas autre chose au gouvernement américain, pour lui annoncer le rappel de nos troupes, qu'une déclaration de neutralité envers le Mexique. et cette déclaration, nous sommes bien sûrs de l'obtenir, puisque les États-Unis nous l'ont maintes fois donnée et l'ont exprimée par des actes plus encore que par des paroles en licenciant leurs soldats et en faisant descendre à soixante mille hommes le chiffre de leur armée. Malgré cet heureux dénoûment, que nous n'hésitons point, quant à nous, à regarder comme une solution définitive, on ne peut se défendre d'une sorte d'anxiété dramatique en lisant la correspondance relative aux affaires du Mexique. De toutes les dépêches dans lesquelles M. Drouyn de Lhuys a eu, dans le cours de sa carrière ministérielle, à traiter les grandes affaires de la France, il n'en est point qui aient présenté à nos yeux un si puissant intérêt. On y sent souvent, sous la gravité du langage diplomatique, l'émotion de l'homme d'état. Le ministre est évidemment pénétré de la solennité d'une situation qui pourrait provoquer entre la France et les États-Unis un conflit pour ainsi dire contre nature. Il lutte bravement pour concilier avec l'intérêt primordial et permanent de l'amitié de la France et des États-Unis les exigences accidentelles de l'honneur de son gouvernement. On dirait une belle et vaillante retraite. On rendra justice d'ailleurs à l'habileté de notre ministre des affaires étrangères. Pour nous, cette habileté nous a rassurés tout de suite, lorsqu'au moment le plus critique de la négociation nous avons vu M. Drouyn de Lhuys refuser de répondre aux représentations du ministre américain sur certains actes de l'empereur Maximilien, tel que le décret qui met hors la loi les républicains pris les armes à la main ou le règlement relatif au *péonage*. Notre ministre, en restreignant l'objet et le caractère de notre présence armée au Mexique, restreignait en même temps notre responsabilité, et du même coup avançait nécessairement la fin de notre coopération militaire. Devant la question ainsi engagée, nous avons pressenti tout de suite que la logique de la négociation allait infailliblement aboutir à la retraite de nos troupes. Si nous eussions maintenu notre concours militaire sans limite de durée, nous n'aurions pas pu décliner longtemps la responsabilité des actes de l'empereur Maximilien; alors le fait eût parlé plus haut que les paroles, et en dépit des dénégations notre action eût été une intervention caractérisée. M. Drouyn de Lhuys a donc répudié toute solidarité avec ce décret de mise hors la loi, qui, nous l'espérons bien, n'aura jamais pour exécuteurs des soldats français, et, en repoussant pour notre action militaire le caractère d'une intervention, il en a simultanément abrégé la durée. Ceci accompli, il n'y avait plus à défendre que l'honneur de notre retraite; on a demandé aux États-Unis de reconnaître le gouvernement de fait de l'empereur Maximilien. A-t-on vraiment espéré obtenir de l'Union américaine une marque de générosité si gratuite

et si prématurée? Nous avons de la peine à le croire. L'attitude naturelle des États-Unis dans la question mexicaine est passive et négative : ce ne sont pas eux qui ont fait naître la question, ce n'est point à eux de faire des avances et de s'imposer des sacrifices pour la dénouer. Les États-Unis n'ont pas pu ignorer la lettre écrite au général Forey, et, quoiqu'ils s'abstiennent de le dire dans les documens officiels, ils ont toujours considéré l'expédition du Mexique comme une sorte de corollaire de la rébellion qui leur a fait courir de si grands dangers. Il n'est pas nécessaire de remonter à la doctrine de Monroë pour comprendre qu'ils ne sont guère tenus de hâter et de devancer la fin naturelle de notre expédition par une sorte de compensation morale telle que la reconnaissance du régime récemment établi au Mexiqne. La continuation de notre intervention devait être plutôt pour eux un obstacle à un acte de cette nature. Une fois nos troupes parties, ils seront bien plus à l'aise pour reconnaître le gouvernement de fait de Maximilien, si leurs intérêts et leur appréciation pratique des affaires mexicaines les y portent. La France n'avait donc aucune raison légitime pour exiger des États-Unis la reconnaissance du nouveau régime mexicain; elle ne pouvait insister sur une condition semblable. Après avoir défendu le terrain pied à pied avec une vigueur honorable, l'empereur et M. Drouyn de Lhuys ont sagement agi en s'arrêtant à la conclusion depuis longtemps indiquée par l'intérêt français, en se contentant, de la part des États-Unis, d'une assurance qui ne peut rien leur coûter, puisqu'ils l'ont déjà donnée spontanément à plusieurs reprises.

On a donc lieu d'espérer que la question mexicaine est maintenant à l'abri des déviations et des complications qui pouvaient nous conduire à un conflit extérieur. Ce résultat sera, nous en sommes persuadés, accueilli aux États-Unis avec une satisfaction sincère et générale. On doit croire également que le peuple américain ne sera point insensible aux paroles sympathiques qui lui sont adressées par le discours impérial. Certes nous aurions le droit d'être jaloux, nous autres Français, des flatteuses préférences qui ont été manifestées pour le peuple américain. Le discours impérial en effet, tout en indiquant une certaine analogie entre les institutions américaines et les nôtres, n'a point l'air de nous reconnaître le droit à jouir de toutes les franchises que possède le peuple des États-Unis. En y regardant de près, la ressemblance signalée entre notre constitution et celle des États-Unis se réduit à fort peu de chose. En Amérique comme en France, la responsabilité n'est point placée sur la tête des ministres, elle est attachée au chef du pouvoir exécutif; mais, si l'on cherche la sanction de la responsabilité, on s'aperçoit vite que la différence entre les deux pays est immense. Aux États-Unis, la responsabilité du pouvoir exécutif a pour sanction l'élection à laquelle ce pouvoir est soumis tous les quatre ans. En France, le pouvoir exécutif est perpétuel et héréditaire; en logique comme en pratique, il ne semble guère facile de concilier l'idée de responsabilité avec l'idée d'un pouvoir perpétuel et héréditaire. L'em-

pereur se plaint de l'impatience de certains esprits inquiets qui, « sous le prétexte de hâter la marche libérale du gouvernement, voudraient l'empêcher de marcher en lui ôtant toute force et toute initiative. » Nous ne savons point à quelles inquiétudes intellectuelles s'est adressé l'empereur. Nous croyons qu'il y aurait bien du chemin à faire pour ôter au pouvoir en France toute force et toute initiative, et que sur la route, des esprits, non point inquiets, mais fort modérés, n'auraient pas de peine à trouver place à un reposoir où, tout en laissant au pouvoir une grande initiative, il serait possible de rendre une saine et digne spontanéité à un grand nombre d'intérêts politiques et de forces sociales qui en sont aujourd'hui dépourvus. On pourrait citer à l'appui de cette opinion l'exemple aimé de l'empereur, celui des États-Unis. Le président de l'Union a certes une initiative qui lui crée parfois une puissance égale à celle d'un dictateur; mais le congrès dans sa sphère législative jouit, lui aussi, d'une initiative semblable, qui domine le président lui-même et qui fait défaut à notre corps législatif. Sur la question de l'opportunité des améliorations constitutionnelles, la pensée de l'empereur n'est point encourageante. « Ces modifications, dit-il, résulteront de l'apaisement des passions et non de modifications intempestives dans nos lois fondamentales. » Les passions ne sont-elles point assez apaisées? Les ardeurs et les élans de la passion sont-ils le mal moral de la société contemporaine? Ne semble-t-il pas au contraire que notre société fatiguée aurait besoin d'être rafraîchie par des courans nouveaux? Ne semble-t-elle pas demander du mouvement et de l'air? Quant à nous, nous ne pensons point que le moment soit bien choisi pour protester contre le développement de l'initiative politique, lorsque nous nous trouvons au milieu des difficultés de l'affaire mexicaine, dont la responsabilité ne saurait être imputée à la volonté mobile d'un ministre parlementaire ou d'un parti chimérique et turbulent. Au surplus, le discours impérial est le programme naturel des débats de l'adresse. En parlant avec une gravité sévère du progrès public, l'empereur a indiqué lui-même le thème des améliorations politiques aux discussions de nos chambres; il a interrogé l'opinion. Des voix éloquentes, nous n'en doutons point, répondront avec élévation et modération à cet austère appel.

L'intermède du *pronunciamento* du général Prim s'est terminé de la façon qu'on avait prévue. Il n'y a pas eu de rencontre entre la petite troupe insurgée et les corps qui la poursuivaient. Il est évident que le maréchal O'Donnell ne se souciait pas d'avoir Prim pour prisonnier, et qu'il lui a suffi de l'éconduire en le rejetant vers la frontière portugaise. Du côté de la Catalogne, on n'a pu éviter tout à fait l'effusion du sang; quelques bandes ont escarmouché avec la troupe, mais se sont promptement dispersées. L'ordre matériel est donc rétabli en Espagne. Il faudrait s'en réjouir tout à fait, si l'on pouvait en dire autant de l'ordre moral. La capacité personnelle et l'autorité militaire du maréchal O'Donnell ont réussi à comprimer une explosion d'anarchie; ce maréchal se trouve encore une fois maître

des destinées de son pays. Que fera-t-il de la grande occasion et du grand rôle qui s'offrent à lui de nouveau? L'expérience passée lui signale les écueils qu'il doit éviter. La précédente administration du duc de Tétouan a succombé par la négligence obstinée qu'elle a montrée vis-à-vis des questions financières et par la prodigalité aventureuse avec laquelle elle s'est engagée dans toute sorte d'entreprises guerrières inopportunes et stériles. Le ministère actuel se trouve justement aux prises avec des embarras financiers aggravés et de semblables hasards de politique extérieure. La détresse financière de l'Espagne s'est accrue, et l'Espagne est brouillée avec les deux plus importantes républiques de l'Amérique méridionale. Le gouvernement ferait bien d'aller au plus pressé et de finir ses différends avec le Chili et le Pérou. Sans doute les derniers accidens de la question chilienne sont pour l'Espagne de pénibles contre-temps. La prise de la *Cavondoga*, le tragique suicide de l'amiral Pareja, ont envenimé une triste querelle. Cependant la France et l'Angleterre ont offert leurs bons offices avec le désir très sincère d'amener une conciliation honorable entre l'Espagne et le Chili. Le maréchal O'Donnell montrerait une véritable sagesse, il préviendrait les désordres où de nouvelles et ruineuses dépenses de guerre conduiraient son pays, s'il savait tirer parti de ces bons offices de la France et de l'Angleterre.

En Italie, l'affaire brûlante est toujours la question financière. Le nouveau ministre des finances, M. Scialoja, s'est mis à l'œuvre avec courage et résolution. Des étrangers tels que nous sont plus à même de juger de l'énergie de ses efforts que de la justesse de ses mesures. M. Scialoja a opéré sur le budget des dépenses des économies telles que ce budget peut désormais être considéré comme irréductible. Il n'y a plus à cette heure rien à demander aux économies pour arriver à un équilibre approximatif qui soit une garantie suffisante de la solvabilité financière de l'Italie. C'est du côté des créations de ressources qu'il faut se tourner, c'est maintenant aux contribuables et à leurs représentans parlementaires de remplir leur devoir. Les projets de M. Scialoja paraissent être un peu rudes pour la propriété foncière. L'impôt foncier est fixé; une taxe de 10 pour 100 est proposée sur les revenus, et comme la plus grande partie des revenus en Italie provient de l'industrie agricole, ce sont encore les propriétaires qui seront le plus lourdement atteints; enfin il s'agit d'établir des taxes de consommation sur le vin et les principaux produits agricoles. La propriété se trouverait donc frappée sous toutes les formes par l'impôt direct comme par l'impôt indirect. Même en supposant le succès de ces créations de taxes, il resterait encore un déficit que l'on pourrait couvrir à l'aide d'opérations financières et par la progression du revenu. Nous ne savons si la chambre italienne adoptera le système de M. Scialoja : il serait à souhaiter cependant que le parlement s'arrêtât le plus tôt possible à une combinaison positive, fût-elle rigoureuse, et ne recourût point trop souvent, en matière de finances, à l'expédient des crises ministérielles. Il

est possible que les premiers temps de l'application des nouveaux impôts paraissent durs aux Italiens; mais, s'ils ont le patriotique courage de les supporter avec patience, la réaction favorable ne tardera point à se produire. Quand un raisonnable équilibre sera établi, le crédit italien se relèvera sur le marché européen, et tous les intérêts ressentiront promptement dans la péninsule l'heureuse influence d'une amélioration durable et progressive du crédit public.

Il serait désirable à plus d'un point de vue que l'Italie se hâtât de régulariser ses finances. Ce travail de restauration devrait être efficacement entrepris au moment où s'exécutera la convention du 15 septembre. En ce moment en effet, la tranquillité intérieure sera plus que jamais nécessaire à l'Italie, et l'ordre est difficile à maintenir dans un pays accablé d'embarras et de soucis financiers. La convention du 15 septembre fait sans bruit son œuvre. La cour de Rome s'y prépare avec une entière résignation; notre livre jaune contient à ce sujet des informations intéressantes. Il est certain aujourd'hui que la cour romaine accepte le transfert de sa dette à l'Italie pour la part qui correspond aux provinces détachées des états de l'église. Quel que soit le biais qu'on adopte pour opérer cette division de la dette pontificale, l'effet pratique sera le même. La coopération de la cour de Rome à l'arrangement sera une reconnaissance implicite des faits accomplis au détriment du pouvoir temporel. De même le cardinal Antonelli paraît s'appliquer à réunir la petite force militaire jugée nécessaire pour le maintien de l'ordre dans le patrimoine de saint Pierre. La convention du 15 septembre va donc être exécutée. Cette transition d'un ordre de choses à un autre attirera sur l'Italie les regards du monde. Il faut que l'Italie à cette heure critique fasse bonne contenance. Le génie politique n'abandonnera point le peuple italien dans cette délicate épreuve; nous y comptons. Cependant il y a lieu de regretter surtout dans ces circonstances la fin prématurée d'un de ces hommes, M. d'Azeglio, que l'Italie nouvelle comptait parmi les plus dévoués et les plus sages de ses conseillers. On ne peut point en passant rendre un hommage digne de lui à ce bon citoyen et à cet honnête politique. D'autres parmi ses compatriotes ont eu plus de finesse dans la combinaison des affaires et ont exercé plus de puissance sur les événemens; mais le grand mérite de M. d'Azeglio, le trait par lequel il s'est montré supérieur aux hommes d'état italiens de ce temps, c'est d'avoir apporté dans la politique une franchise généreuse, une sorte de loyauté chevaleresque dont le charme sympathique demeurera attaché à sa physionomie historique. Si l'Italie avait besoin de quelque bon conseil au moment de l'échéance de la convention du 15 septembre, on regretterait que M. d'Azeglio ne fût plus là pour le lui donner.

Il y avait quelque temps que la Hollande ne nous avait pas fourni l'occasion de parler d'elle; c'est par une crise ministérielle qu'elle attire notre attention. C'est d'un sentiment de susceptibilité constitutionnelle, qui pa-

raîtra bien naïf en France, que cette crise est née. Il s'était trouvé en Hollande un ministre, M. Betz, qui avait osé essayer d'influer sur les élections du Limbourg, en adressant à un de ses amis une lettre que celui-ci avait eu l'imprudente audace de publier. L'honnête ministre des finances de Hollande ne put se tirer de ce mauvais pas; il fut bien absous par la majorité de la chambre, mais il ne se pardonna point à lui-même, et rendit au roi son portefeuille. Cette démission fut le point de départ de la dislocation du cabinet. On voit où peut conduire dans un pays arriéré, — qui ne s'est point encore élevé à la théorie des candidatures recommandées par l'administration et l'ensemble de ses fonctionnaires, — un abus d'influence électorale commis par un ministre. Cet orage passé, le cabinet hollandais fut travaillé de dissentimens intérieurs. Tandis que le ministre des colonies, M. Fransen van de Putte, préparait et soutenait devant la chambre un projet d'organisation des cultures de Java, un autre projet intéressant les colonies divisait le cabinet. Il s'agissait de l'introduction d'un nouveau code pénal aux Indes. Le ministre le plus remarquable par le talent et l'autorité politique, M. Thorbecke, aidé de M. Olivier, ministre de la justice, voulait que la réforme du code colonial fît la matière d'une loi votée par les chambres. Leurs collègues prétendaient au contraire que, les lenteurs d'une élaboration législative étant incompatibles avec les exigences du service colonial, il fallait promulguer le code par un simple arrêté. Devant cette opinion de la majorité de leurs collègues, MM. Thorbecke et Olivier ont sacrifié leurs places à un scrupule constitutionnel et se sont retirés. Le cabinet Thorbecke durait depuis quatre ou cinq ans. Le nouveau ministère, qui s'organise sous la direction de M. Van de Putte, avec la plupart des anciens ministres, sera-t-il capable d'obtenir une majorité dans la chambre, ou faudra-t-il recourir à un changement complet de cabinet? Telle est la question qu'on se pose en Hollande, et dont la solution ne se fera pas longtemps attendre.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

M. ALPHONSE PERIER.

Quand la mort nous enlève un véritable homme de bien comme celui que Grenoble vient de perdre, un esprit ferme, un cœur loyal et généreux, ce n'est pas assez que sa famille le pleure, que sa ville natale tout entière se porte à ses funérailles, que des honneurs inaccoutumés lui soient spontanément rendus, moins par l'empressement de cette foule que par l'affliction des visages et la sincérité du deuil et des regrets; il faut encore quelque chose de plus. Si cet homme, malgré sa modestie, malgré sa vie presque cachée, a payé sa dette au pays, si dans l'arène politique il a dignement

tenu sa place, s'il a fait preuve de constance, de vrai courage, de désintéressement, il faut que la France le sache, il faut lui dire la perte qu'elle a faite, lui rappeler des services qu'elle ne soupçonne plus, essayer même de lui peindre les traits de l'homme, cette physionomie vraiment originale, qui ne lui fut jamais qu'imparfaitement connue.

Ce soin serait inutile si nous étions à vingt ans en arrière. Que la mort eût surpris M. Alphonse Perier pendant qu'il siégeait à la chambre, l'émotion de tous ses collègues, sur tous les bancs, dans toutes les opinions, aurait dit au public ce qu'il était, ce qu'il valait, et quelle place, à son insu pour ainsi dire, il occupait dans l'assemblée. Son nom sans doute entrait pour quelque chose dans la situation qu'il s'était acquise. Ce nom, qu'avaient mis en lumière, dès la veille de 89, les premiers vœux, les légitimes exigences de la liberté naissante et encore pure d'excès, venait récemment d'emprunter un éclat tout nouveau au dévouement, aux succès, à la mort même d'un ministre intrépide, celui qui nous avait appris qu'à force de courage on peut contenir une révolution sans l'enchaîner ni la trahir. Ce nom devenait donc une sorte de symbole de l'esprit de gouvernement uni au sincère amour des libertés publiques, l'opinion conservatrice en faisait son drapeau, et c'était avant tout à leur illustre frère que MM. Alexandre, Camille, Alphonse et Joseph Perier devaient la faveur bienveillante que leur accordait la chambre et qu'ils se conciliaient d'ailleurs par leurs titres personnels et pour leur propre compte.

Ce qui distinguait le député de Grenoble, c'était une façon à lui particulière de professer ses opinions, de les émettre, de les soutenir; une vivacité franche, nette, impétueuse, souvent même un peu brusque et parfois agressive, mêlée de quelque causticité, mais toujours tempérée par une bonhomie spirituelle, affectueuse, un air ouvert et souriant. Il n'abordait guère la tribune, semblable à beaucoup d'autres qui se taisaient aussi, moins par indifférence ou par langueur d'esprit que faute d'habitude, défiance de leurs forces, excès de modestie, peut-être aussi désir de trop bien faire; mais s'il avait peu de goût pour ce genre de champ clos, il en cherchait un autre volontiers. Personne moins que lui ne renonçait à la parole et ne redoutait ses adversaires. Dans les bureaux, dans les couloirs, il les arrêtait au passage, rompait avec eux des lances, s'attaquant aux plus vifs, aux chefs comme aux soldats, sans jamais baisser pavillon, et rendant à l'opposition dans ces petites guerres plus de coups qu'il n'en recevait.

Il était, ce qu'il y a de plus rare en France, un esprit politique, le moins souple des hommes et le plus discipliné, sachant ce qu'il voulait, le voulant constamment, et, sauf à sentir parfois quelques piqûres d'épingle, à ne pas satisfaire tous ses goûts, toutes ses fantaisies, ne marchandant jamais un concours qu'il savait nécessaire au triomphe de ses convictions. Nul n'a peut-être mieux compris les vraies nécessités du pouvoir et plus

sincèrement aimé le vrai libéralisme. C'était chez lui comme un don de nature. Longtemps avant qu'il entrât à la chambre, il avait fait ses preuves en ce genre. Lorsqu'en 1815, le 7 mars, Napoléon sous les murs de Grenoble fut accueilli par l'armée et la population avec un enthousiasme qui assurait son succès et décidait d'une entreprise presque incertaine jusque-là, M. Alphonse Perier, qui commandait une compagnie de la garde nationale, ne céda point à cet entraînement et refusa de s'y soumettre. L'empereur lui fit offrir le commandement de toute la garde nationale, M. Perier refusa de plus belle, sans ignorer à quels ressentimens il s'exposait ainsi. Ce n'était chez lui ni passion ni colère; il n'était pas royaliste, loin de là, mais il jugeait le retour de l'île d'Elbe en ami prévoyant de son pays; puis, quatre mois plus tard, le 6 juillet, il prenait sa revanche en défendant avec sa compagnie les remparts de la ville contre les Autrichiens.

Dans toutes les circonstances, malheureusement fréquentes, où nos institutions, nos libertés lui semblèrent menacées, il fit la même résistance. En juillet 1830, devant les ordonnances royales qu'il croyait illégales et qu'il refusait comme maire de laisser afficher; en mars 1848, devant le despotisme de la démagogie triomphante; en décembre 1851, devant l'urne où la France disposait de ses destinées; en juin 1863, devant une autre urne électorale, dans cette guerre locale, mais acharnée, qu'on déclarait à son neveu, le fils de Casimir, et qui se terminait par une de ces défaites qui valent une victoire, il déployait le même caractère, toujours franc, courageux, énergique à quatre-vingts ans comme à trente. On peut dire qu'il était le type du conservateur indépendant, de cette espèce d'hommes, la force des états, et qui, si Dieu voulait permettre qu'elle pullulât jamais chez nous, nous aurait bientôt fait une France aussi libre que ce pays voisin qu'on nous invite à ne pas imiter.

Dans cette rapide esquisse, c'est seulement à la vie publique de M. Alphonse Perier que nous rendons hommage. S'il fallait peindre l'homme privé, dire ce qu'il y avait de trésors dans ce cœur et d'agrémens dans cet esprit, nous serions entraîné trop loin. C'est d'ailleurs à Grenoble, au Dauphiné, à ses concitoyens qu'appartient ce côté du tableau. Déjà nous savons par eux bien des traits inconnus qui l'honorent et qui le font bénir. Chrétien dans l'âme, fidèle à ses croyances comme à ses opinions, sa bienfaisance inépuisable ne se divulguait jamais. Ses funérailles l'ont trahi : elles ont révélé une partie de ses secrets. C'est presque respecter sa mémoire, c'est au moins satisfaire à ses vœux, que de taire ses vertus, et tout au plus laisserons-nous échapper ici l'expression du plus affectueux souvenir et de nos intimes regrets.

L. VITET.

V. DE MARS

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

XI.

BALTIMORE, UNE VILLE DU SUD. — PHILADELPHIE. — NÉGOCIATIONS PACIFIQUES.

Baltimore, 31 janvier 1865.

J'arrive de Washington (1), et je viens, suivant ma coutume quand je débarque dans une ville nouvelle, de me promener à l'aventure à travers Baltimore pour en observer la physionomie. J'ai achevé mon voyage de découverte par une ascension au monument de Washington, qui s'élève au plus haut sommet des collines sur lesquelles la ville est bâtie, dans le quartier élégant de Mount-Vernon-square et de Charles-street. C'est, au centre d'un square en forme de croix grecque, incliné vers le sud, un massif carré de maçonnerie sur lequel se dresse une grande colonne toute nue dominée par une statue colossale de Washington. Le socle porte diverses inscriptions où il est parlé du grand homme lui-même et de l'état du Maryland, qui lui dédie ce monument. Le gardien

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

allume une lanterne, et je gravis dans l'obscurité, comme un mineur, l'étroit escalier en spirale qui conduit au sommet de la tour. D'en haut, les maisons avoisinantes s'abaissent, s'effacent presque; les passans paraissent comme des points noirs. C'est vraiment une vue à vol d'oiseau, au-dessus de la région des hirondelles. Suspendu sur le chapiteau renflé de la colonne, avec le vide sous ses pieds, on éprouve involontairement la crainte qu'un coup de vent ne renverse cette haute tige isolée, dont l'équilibre paraît si précaire. Le panorama d'ailleurs est admirable. Les maisons rouges de la ville s'étendent au loin vers le sud; elles s'étagent en amphithéâtre le long des molles collines qui bordent la Chesapeake et qui se creusent çà et là d'un vallon rapide où maisons et rues semblent s'effondrer. Cent clochers, flèches, tours, beffrois, avec leurs masses agrandies par le brouillard du soir, dressent leurs aiguilles brunes ou grises sur cette mer ondulée. A gauche, le port avec sa forêt de mâts hérissés, le golfe et sa blanche étendue qu'embrassent de lointains promontoires, en face la rivière Patapsco, où se meuvent de minces lignes noires déroulant après elles de légères colonnes de fumée; — à droite enfin, les collines et les campagnes enveloppées de neige, bordées seulement de silhouettes noires, mais gardant encore sous ce froid vêtement un air de grâce et de gaîté, — voilà la moitié du panorama de Baltimore. Au nord, les maisons s'éclaircissent, les rues s'interrompent ou se continuent en longues lignes droites à travers les faubourgs inachevés. Un petit cours d'eau serpente au fond d'une vallée arrondie; des usines, des cheminées fumantes, les longs toits couleur de brique des magasins et des manufactures, parlent d'une industrie jadis active, mais étouffée à présent par la concurrence de ces *Yankees* entreprenans qu'on tient à Baltimore en si grand mépris, sans doute parce qu'ils sont des rivaux si dangereux. Divers bruits confus s'élèvent et planent sur la ville: j'y distingue le grondement d'airain et la cloche perçante des locomotives; on les voit courir au fond de la vallée, semblables à de gros insectes luisans et bardés de fer. Il y a un plaisir singulier à voir ainsi s'agiter en miniature, comme une fourmilière, ce monde où vivent deux cent mille âmes.

Descendons maintenant de notre perchoir aérien, et promenons-nous un peu à travers la ville. Voici d'abord le quartier aristocratique avec ses belles *résidences* à l'anglaise, ses squares et ses rues bâties tout entières sur le plan uniforme des maisons américaines de vingt-cinq pieds sur cent. Il y règne un grand silence et comme un grand sommeil. Des femmes bien mises sont assises aux fenêtres du rez-de-chaussée, et regardent défiler à travers leurs vitres les rares passans de la rue. Ceux-ci sont tous élégamment vêtus, de

bonne tournure, beaucoup d'entre eux en grand deuil, et tous ont un air d'oisiveté ennuyée. La gaie société de Baltimore a reçu un grand coup dans la guerre civile. Divisée contre elle-même, sombre et irritée, décimée par des pertes innombrables et douloureuses, aigrie par les discordes politiques qui déchirent les familles, vaincue enfin et domptée par les victoires du parti de l'Union, elle a les façons des aristocraties détrônées, et elle attend dans une réserve fière une revanche qui ne viendra jamais. La haute ville, en somme, a l'air d'un tombeau. Un à un, les promeneurs solitaires sortent de leurs maisons pour prendre l'air. J'ai rencontré, dans Charles-street, deux ou trois fois les mêmes personnes qui arpentaient la rue au hasard. Cette flânerie n'est pas commune en Amérique, et indique un état social tout différent de celui du nord. Baltimore au fond est une ville du sud; elle en a l'inertie, le sommeil immobile, — auquel viennent s'ajouter aujourd'hui les deuils privés et publics, et cette résistance hautaine, mêlée de terreur, qu'affectent toujours en temps de révolution les vaincus incorrigibles. Cette aristocratie de l'esclavage ne vivait autrefois que par les amusemens et les plaisirs : les malheurs publics, au lieu d'exciter son énergie, la frappent d'impuissance et la paralysent.

A mesure qu'on descend vers la basse ville, les rues se peuplent et s'animent. Charles-street est déjà bordée de boutiques, le commerce s'en empare. Voici enfin le *Broadway* de Baltimore, une large rue pleine de mouvement, qui rappelle les autres grandes villes de l'est. C'est ici le règne de l'étranger, de l'émigrant, du *Yankee*, qui, bravant la répulsion de ses frères hautains et oisifs des états du sud, est venu, comme en pays conquis, s'emparer d'un commerce qu'ils négligent. Ceux-ci le traitent un peu comme la féodalité traitait les Juifs et les Lombards, ou la noblesse les procureurs; mais qu'importent les prétentions vieillies d'une caste impuissante? Les Juifs et les Lombards, avec leur or, n'en ont pas moins dominé le monde; les marchands de Venise ou de Hollande n'en ont pas moins dicté des lois à l'Europe. — Et quant à ces avocats, à ces procureurs tant bafoués de l'ancien régime, ils n'en sont pas moins devenus la classe dominante, la seule avec laquelle les gouvernemens aient à compter, tandis que les dédaigneux obstinés, aussi impuissans qu'inutiles, sont comme des émigrés volontaires et des exilés à l'intérieur, exclus de toute participation à la vie matérielle, politique et même intellectuelle du pays. C'est ainsi que les *Yankees*, après la conquête militaire du sud, en feront la conquête pacifique, — conquête inévitable, prévue d'avance, et que les gens du sud, en essayant de la repousser par la guerre, ont rendue plus prompte et plus radicale. Qu'on ne parle pas de

tyrannie et de spoliation : c'est la force des choses, c'est la justice des événemens qui l'a voulu. L'influence ne s'éternise jamais dans les classes oisives et inutiles; le haut du pavé est à qui sait le prendre, à qui seul le mérite : il reste toujours au plus énergique et au plus actif.

Sauf cette rue commerçante, le bas Baltimore est laid et sordide, comme le bas New-York. Des ruelles étroites et boueuses découpent irrégulièrement les vastes massifs que séparent les grandes rues. Le dessin même en est fantasque et tortueux. C'est le quartier des matelots, des nègres, des *castaways*, et en général de toute la population pauvre de la ville. Je tourne au hasard vers la droite, et Liberty-street me ramène droit à mon hôtel. — A demain un coup d'œil rapide à l'intérieur de la société de Baltimore. Avant de vous introduire dans la ville morale, j'ai voulu vous montrer la ville de brique et de plâtre, et nous ne la quitterons pas sans faire un second tour de découverte au-delà de la grande rue, vers les lointains quartiers du sud.

Ils sont bruyans, encombrés, boueux, et plus semblables qu'ailleurs à nos ports de mer européens. Les vaisseaux y mouillent dans des bassins creusés de main d'homme et bordés de quais comme au Havre ou à Marseille. Je ne sais quel air méridional y rappelle cette dernière ville. Une nombreuse population noire, toujours originale dans sa laideur, y donne du pittoresque à la saleté même. Plus loin s'étend un quartier aux rues larges, aux maisons basses et misérables, occupées par la partie pauvre et émigrante de la population. La langue allemande y domine, et la platitude de ce faubourg me ramène en hâte vers la haute ville. Il n'y a dans l'architecture des maisons de Baltimore qu'un seul trait remarquable et caractéristique : elles sont souvent ornées du haut en bas de grandes *verandahs* en fer moulé, travaillées à jour, avec des colonnettes, des entablemens et des dentelles de fonte, et formant à chaque étage un grand balcon circulaire. Telle est la façade de l'hôtel Barnum et de plusieurs autres édifices qui veulent être élégans. On dit cette ornementation fort commune à Charleston, à Savannah, à Augusta et dans les autres cités du sud, surtout dans les quartiers aristocratiques, où les habitations entourées de jardins, avec leurs balustrades entrelacées de vigne et de fleurs grimpantes, donnent aux villes mêmes un air de gaîté champêtre.

1er février.

Grand et glorieux événement! Hier soir, à l'heure même où je me promenais dans Baltimore, l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage était voté triomphalement au congrès, parmi les trépi-

gnemens et les cris de joie d'une foule immense. Cette victoire toute pacifique vaut bien la prise de Savannah ou celle même de Richmond. Les succès des armées fédérales n'abattent que la puissance matérielle de la rébellion : l'amendement à la constitution en détruit la cause même et rend à jamais impossible une rébellion nouvelle. La rébellion n'est après tout, comme l'a dit M. Sumner, que l'esclavage en armes, et l'union ne deviendra sûre que le jour où l'esclavage sera bien déraciné. Il n'y a de salut pour le pays que dans la mesure à la fois sage et radicale dont le congrès donne en ce moment l'exemple, et dont la nouvelle soulève d'un bout de l'Amérique à l'autre un bruit d'universelle acclamation.

Pour que l'amendement devienne la loi du pays, il reste encore à le faire sanctionner par les trois quarts des législatures d'états. C'est une affaire de temps, et l'adoption définitive de l'amendement est aussi certaine que la victoire des états du nord. Depuis cinq ans, le courant des opinions et des choses a poussé constamment de ce côté. Les abolitionistes, dédaignés autrefois comme une minorité factieuse, ont pénétré d'abord dans le sénat; ils ont envahi la chambre des représentans, rallié les républicains, converti les deux tiers du congrès à leur politique. Ils se sont élevés insensiblement sur le flot de l'opinion publique, si bien qu'à présent ils sont devenus la majorité du pays, et qu'ils poussent à leur gré le vaisseau du gouvernement. Les démocrates mêmes commencent à les suivre. S'il surgit plus tard un nouveau parti conservateur et héritier du nom de démocrate, ce ne sera plus qu'un fils illégitime de celui dont vous voyez aujourd'hui la dissolution et la déroute. Cette démocratie régénérée pourra peut-être un jour relever le drapeau libéral contre un radicalisme trop exigeant et trop unitaire; mais ce ne sera qu'après avoir abdiqué l'esclavage, souscrit sincèrement aux conquêtes de l'abolitionisme et reconnu solennellement le droit qu'a le gouvernement national de maintenir l'unité du territoire en répondant par la guerre à l'insurrection (1).

(1) On sait qu'aujourd'hui même, et depuis deux mois, le vote des législatures de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord et de la Georgie a donné force de loi à l'amendement constitutionnel en complétant le nombre des vingt-sept états qui devaient y adhérer, et que l'esclavage, aboli déjà de fait dans la plupart des états du sud, a cessé d'y exister légalement. Chose étrange, le vote de l'amendement a rencontré plus de résistance dans certains états du nord et dans certains *border-states*, où cependant la cause de l'Union comptait de nombreux défenseurs, que dans les états du sud, courbés par leur défaite et pressés de remplir les conditions mises par le président Johnson au retrait des gouverneurs provisoires. Les états de New-Jersey, de Delaware, du Kentucky même (qui cependant avait failli l'année précédente abolir l'esclavage par mesure locale et dans l'intérieur de l'état, pour sortir de l'anarchie d'une demi-émancipation, aussi funeste aux propriétaires blancs qu'aux travailleurs nègres), se sont

L'amendement constitutionnel n'est d'ailleurs qu'un premier pas dans la voie de progrès égalitaire et d'assimilation nationale où la force même des choses entraîne l'Amérique. Les radicaux qui l'ont rédigé y ont introduit à dessein une clause élastique qui leur permet à l'avenir d'en étendre les conséquences et d'en imposer l'application. « Il n'existera plus, dit le paragraphe premier, ni aux États-Unis ni en aucun lieu soumis à leurs lois, d'esclavage ni de servitude involontaire, si ce n'est comme punition d'un crime dont la personne réduite en servitude aura été bien et dûment convaincue. » Et le second paragraphe ajoute : « Le congrès aura le pouvoir de fortifier cet article et de le mettre en vigueur par une législation appropriée. » Voilà donc la porte ouverte aux réformes radicales.

Il ne suffit pas en effet, pour émanciper la race noire, de rebâtir le frontispice des constitutions et de changer pour ainsi dire le costume de l'esclavage. Le jour où les états du sud, vaincus et pacifiés, auront souscrit à la grande réforme, il faudra encore abolir toute une législation barbare née avec l'esclavage et faite pour le perpétuer. Qu'importerait le mot de liberté, si l'on devait maintenir et renforcer toutes ces lois de détail qui en feraient une autre forme de la servitude? A quoi bon proclamer l'abolition, si les noirs doivent être ensuite exclus de la société politique et civile, écartés systématiquement des écoles, bannis des cours de justice, pourchassés comme des bêtes sous prétexte de vagabondage et de mendicité, internés de force dans les plantations, asservis à leur ancien labeur sous le nom de travailleurs libres, mais pour des salaires dérisoires et fixés par leurs anciens maîtres, — fouettés, maltraités, exposés sans défense à tous les caprices des blancs? Il faudra bien qu'on les protége contre la brutalité d'un maître dépossédé qui sera devenu pour eux un ennemi, et c'est ce que le congrès entend faire, si les

obstinés jusqu'au bout à en refuser l'adoption. Ce qui est maintenant acquis, c'est qu'avant même d'avoir été décidément ratifiée par le vote des états du sud, l'abolition de l'esclavage était un fait accompli. Les anciens partis se sont réorganisés sur des *plateformes* nouvelles. Il s'agit seulement de savoir si le dernier mot restera aux *démocrates*, qui veulent la réadmission pure et simple, sans condition, des députés du sud dans le congrès, et l'abandon des noirs affranchis au bon plaisir de leurs anciens maîtres, — aux *radicaux*, qui veulent obtenir pour les noirs l'égalité absolue dont le droit de suffrage est le symbole, traiter jusque-là les états du sud en *territoires* et en pays conquis, et payer même la dette contractée pendant la guerre avec le produit d'une confiscation générale de tous les biens des rebelles, — ou enfin aux républicains modérés, qui, avec le président Johnson à leur tête, se contentent d'exiger du sud les garanties indispensables pour la liberté des noirs, en laissant à l'avenir le soin de développer pacifiquement les principes dont la violente application serait dangereuse. Le retour au passé n'est plus possible, et quelle que soit, des modérés ou des radicaux, l'opinion qui l'emporte cette année, chaque jour sera marqué par un progrès nouveau dans le sens de l'égalité.

états du sud ne se décident pas d'eux-mêmes à entourer de garanties sérieuses la liberté des affranchis. La seconde partie de l'amendement constitutionnel lui réserve ce droit nécessaire, et prépare même aux radicaux un prétexte sérieux à l'extension du droit de suffrage aux noirs, s'ils prouvent qu'il soit indispensable de leur donner le pouvoir politique pour en faire véritablement des hommes libres (1).

Peut-être bien sera-t-on forcé d'en venir là. Il y a dans les états du sud tout un système d'institutions politiques et sociales, tout un réseau d'habitudes et de traditions morales qu'il faut détruire avant de se flatter d'avoir affranchi les noirs. L'esclavage y a façonné les lois et les consciences, il s'est enraciné dans la vie privée, et il sert de fondement à toutes les distinctions sociales. La comparaison du nord et du sud est un des spectacles qui font le mieux comprendre la souveraine importance et l'influence incalculable des questions sociales sur le jeu des institutions politiques. Voilà deux pays qui jouissent en apparence d'institutions démocratiques et républicaines à peu près semblables, et qui sont peuplés par des hommes de même race et de même famille. Le principe de la démocratie règne d'une manière aussi absolue dans les états du sud que dans les états du nord; les libertés y sont les mêmes, les lois inspirées du même esprit, les formes du gouvernement surtout sont pareilles, et cependant il y a entre les deux pays des différences si profondes qu'un Américain distingue à première vue s'il est dans un état à esclaves ou dans un état libre. Déjà Tocqueville, il y a trente ans, signalait cette différence alors que, naviguant sur l'Ohio, il entendait d'un côté le bruit des cités, le murmure de l'industrie et de l'activité humaine, et ne voyait de l'autre que la solitude, la sauvagerie et la mort.

C'est l'esclavage qui condamne le sud à cette immobilité fatale. Si le sud n'a jusqu'à présent qu'une richesse agricole, c'est que l'agriculture peut seule y fleurir avec la routine du travail esclave. On n'y connaît que deux genres de valeurs, la terre et le bétail humain qui sert à l'exploiter. Encore les terres, n'étant pas disputées par la concurrence du travail libre, n'ont-elles d'autre valeur que celle des esclaves qu'on y établit. La seule richesse véritable dans les états du sud, c'est donc l'esclave lui-même, seul instrument de travail et seul agent de production. Les plus opulens planteurs du sud

(1) C'est ce que comprennent fort bien les états du sud, et c'est pour cela que plusieurs d'entre eux ont volontiers aboli l'esclavage par mesure locale, sans pourtant se décider facilement à l'adoption de l'amendement constitutionnel. Quelques-uns même, et entre autres celui de Mississipi, ont ratifié le premier article de l'amendement et repoussé le second.

n'ont pas souvent des capitaux : ils sont obligés d'en emprunter aux financiers et aux négocians du nord sur le profit des récoltes futures. Ceux-ci ne pouvaient les leur prêter qu'à des conditions onéreuses, car tout commerce est difficile dans un pays perdu, sans voies de communication praticables, où le seul débouché possible est quelquefois une rivière qui n'est point navigable tous les ans. Aussi les terres sont-elles souvent hypothéquées, et les produits vendus d'avance. Ces grandes fortunes territoriales d'apparence si solide sont presque toutes minées par la base et près de tomber comme des châteaux de cartes. On s'en aperçoit à la mort du maître, quand les créanciers s'abattent sur les biens de la famille et vendent indistinctement les choses, les bêtes et les hommes à une meute de spéculateurs avides accourus comme des loups à la curée. Ces catastrophes sont fréquentes dans les familles des grands planteurs du sud, et c'est alors que se montre dans toutes ses horreurs la sainte et patriarcale institution de l'esclavage.

Tant que l'esclave vit à côté du maître, sur la plantation même où il est né, sa condition n'est certes pas digne d'envie : elle participe de celle de la bête de somme et de celle du galérien; on le parque, on le mène en troupeau, on le fait travailler à coups de fouet, on l'accouple au gré de ses maîtres, on lui refuse toute éducation religieuse, intellectuelle ou morale, et vous savez qu'il y a dans les états du sud des lois sévères qui interdisent même d'apprendre à lire à un nègre; si enfin il tente de s'enfuir, on le chasse à coups de carabine, avec des chiens féroces dressés à le poursuivre; on le bat ou bien on le tue sans autre forme de procès. Cette justice patriarcale est la seule en usage et la seule possible dans un pays où sans doute la lettre de la loi prétend défendre la vie de l'homme noir contre les fantaisies homicides de l'homme blanc, mais où l'opprimé n'a pas le droit de se plaindre et d'en appeler aux lois (1). L'esclave, en un mot, n'est plus un membre de la famille humaine, il dépend tout entier de la douceur ou de la dureté du maître; mais il peut jouir quelquefois de la félicité modeste du bœuf bien nourri, qui se dédommage en ruminant sur sa litière des fatigues de la journée; il peut même espérer la condition bienheureuse d'un cheval ou d'un chien familier, docile et choyé du maître. Ceux qui ont vécu dans les états du sud disent que les esclaves des planteurs sont leur famille à plus d'un titre; les uns par plaisir,

(1) On sait que l'ancienne législation des états du sud refusait aux gens de couleur le droit d'ester et de témoigner en justice contre un homme blanc. Celles même des nouvelles législatures qui ont repoussé cette odieuse exception n'autorisent encore la présence des noirs dans les tribunaux que lorsqu'il s'agit des intérêts d'un homme de couleur.

les autres par calcul et par avarice, ils travaillent, dit-on, assidûment à augmenter ces familles d'un produit qu'ils vendront plus tard. Plusieurs de ces grands propriétaires aristocrates sont de véritables éleveurs d'hommes qui utilisent même leurs plaisirs; la plupart ont dans leur maison, à côté de la famille légale, une ou deux familles plus ou moins clandestines où ils recrutent leurs serviteurs intimes, et l'on cite plus d'un *gentleman* de noble race qui a pour *body-servant* (espèce de valet de chambre ou d'écuyer servant qui ne quitte jamais son maître) un frère ou un fils resté son esclave. Au bout de plusieurs générations, cette race de serviteurs héréditaires est devenue presque blanche : alors, si le chef de famille est généreux, il les fait élever, les affranchit, les envoie en Europe pour les soustraire au préjugé de la naissance et de la couleur; mais il ne prend pas toujours cette peine, et l'on a vu plus d'une fois, à la mort du père, des jeunes gens élevés en maîtres se réveiller esclaves d'un héritier jaloux ou avide, des jeunes filles qui avaient grandi dans toutes les délicatesses de la vie moderne tomber aux mains d'une belle-mère irritée qui les vendait par vengeance aux jeunes ou vieux débauchés des villes.

Ce que l'esclave redoute le plus, c'est d'être ainsi vendu en servitude lointaine; alors tous les souvenirs, toutes les affections, tous les liens de famille sont brisés sans retour, le mari est séparé de la femme, on arrache les petits enfans des bras de la mère. L'esclave qui roule ainsi de par le monde sans se fixer jamais perd bientôt toute foi, toute conscience, et se décourage de contracter des unions durables. Son maître d'ailleurs n'est pas moins dénaturé que lui-même : le grand Jefferson, pressé de dettes, avait mis ses esclaves en coupe réglée et vendait ses propres enfans. Je sais un riche planteur qui avouait naïvement et sans embarras qu'il avait fait de même. « J'en ai tant! disait-il; est-ce que je puis les garder tous? » Il faut aller en Chine ou en Turquie pour trouver de pareilles mœurs! Encore les Chinois qu'on accuse de noyer leurs enfans, les Turcs qui les abandonnent et les envoient mendier leur vie, n'ont-ils pas conçu l'horrible pensée de les vendre pour de l'argent. Les défenseurs de l'esclavage croient se tirer d'affaire en disant qu'après tout ces atrocités sont rares; il est heureux que la nature humaine, si pervertie qu'elle soit par les lois et les usages, ne les permette pas souvent! Elles n'en sont pas moins dans l'esprit de l'esclavage et dans les nécessités d'une institution qui permet de faire de la paternité un trafic infâme.

C'est surtout quand la loi met la main sur les fortunes privées qu'il faut venir admirer l'institution patriarcale! La loi ne connaît ni tendresses cachées, ni liens d'affection secrète; elle développe

impitoyablement dans toute sa rigueur la logique de l'institution. Il faut assister à ces enchères publiques où hommes, femmes, enfans, vieillards, depuis le nègre grossier qui ne sait que manier la hache jusqu'à la blanche et gracieuse fille élevée sous les yeux du père, viennent s'exposer tour à tour sur la table infâme aux yeux des connaisseurs en même temps que les chevaux ou les meubles de la maison! On voit alors accourir tous les hommes de proie : au premier rang, ce marchand d'esclaves, toujours armé d'un fouet énorme, de deux pistolets chargés et d'un large coutelas, joyeux et effronté personnage qui plaisante et blasphème à haute voix. Il palpe, il dévisage, il débat les prix, il destine cette vieille femme au champ de coton, ce grand gaillard robuste aux rizières, cet autre au travail meurtrier des *swamps*, cette autre enfin, une enfant de quinze ans, au grand marché central de la Nouvelle-Orléans, où il espère en tirer ses 3,000 dollars. Tout à l'heure, quand son butin sera fait, vous le verrez s'acheminer à cheval, le fouet levé, poussant devant lui son troupeau de prisonniers qui marchent tristement, enchaînés quatre à quatre, vers le lieu inconnu de leur éternel exil.

Voilà pourtant cet esclavage qu'on nous représente comme l'école de tous les sentimens chevaleresques et de toutes les vertus viriles! L'*aristocratie du sud*, comme elle s'est elle-même appelée, a deux ministres dévoués, le piqueur de nègres et le marchand d'esclaves. Ces deux estimables personnages sont ses favoris, ses commensaux, et se vantent d'avoir leur place marquée dans sa hiérarchie. Ils ont raison, puisque cette aristocratie tout entière n'a d'autre fondement que l'esclavage, dont ils sont les serviteurs nécessaires. Le pouvoir et l'influence de chacun, comme sa richesse, s'évaluent par le nombre de ses esclaves. Quant aux pauvres et aux gens de rien, ils trouvent un titre de noblesse ineffaçable dans la couleur blanche de leur peau. Nul ne se distingue avec plus d'orgueil des hommes noirs ou jaunes que ces *petits blancs* que leur dégradation physique et morale rapproche peut-être encore plus de la brute que les esclaves repoussés avec un si souverain mépris. Leur vanité de race est incroyable et pire même que celle des grands planteurs; chez eux bien plus encore que chez les *Yankees* leurs cousins, toutes les femmes sont des *ladies* et tous les hommes des *gentlemen*. Au fond de leurs huttes misérables, dans leurs haillons et leur saleté, couchant comme des pourceaux sur la terre nue, vivant comme les loups de chasse et de rapine, ou quêtant les aumônes de leurs voisins plus riches, ce sont pourtant des aristocrates, car ils se donnent le noble privilége de l'ignorance et de l'oisiveté. N'ayant guère pour tout bien au monde que leur cara-

bine et leur couteau, ils vivent, les bras croisés, dans une indolence superbe et se croient sincèrement bien supérieurs aux vils *Yankees*.

Les grands planteurs, qui appuient sur eux leur influence, les entretiennent soigneusement dans cet état de barbarie et d'abjection. Quoique victimes eux-mêmes de l'institution de l'esclavage et d'un état social qui les condamne à l'oisiveté et à la misère, ils s'en glorifient plus que personne et s'en montrent les plus acharnés défenseurs. On leur avait persuadé au début de la guerre que les *Yankees* ne sauraient pas se battre et que les gens du sud n'auraient qu'à se montrer pour vaincre. On leur avait dit et ils croyaient naïvement que le président Lincoln était un nègre, ainsi que tous les abolitionistes ses amis. Dans la plupart de leurs hameaux solitaires, ils n'ont ni écoles, ni églises, si ce n'est à dix ou vingt lieues. Les aventuriers *yankees* qui leur apprennent à chanter des psaumes ou à épeler leur alphabet sont tous de vils pensionnés de l'*aristocratie* qui leur prêchent ou leur enseignent ce qu'elle ordonne. Torpeur, ignorance, orgueil dans l'abjection et la misère, tout cela vient de l'esclavage et sert à l'entretenir. Quel progrès et quelle liberté possible avec une institution qui rend le travail infâme et pareil à la servitude?

On dit cependant qu'en apparence les mœurs de la société du sud sont les plus populaires et les plus démocratiques du monde. Le paysan à demi sauvage qui mendie à la porte du riche planteur lui parle avec la fierté d'un frère et d'un égal : il n'abdique pas son rôle de citoyen du peuple-roi. Parfois les gens de sa classe se réunissent aux *camp-meetings* pour hurler des hymnes, et aux *barbacues* (nom sudiste des *meetings* politiques) pour entendre des *stump-speeches*; en même temps on se grise, on se bat, on fait bombance, on vide en un jour le fond de sa bourse. Quand il y a des élections, le peuple entier y paraît en armes, les partis se font près des *polls* une espèce de guerre civile : on les dirait animés d'un farouche esprit d'indépendance; mais au fond ces saturnales ne sont pas sérieuses, et c'est l'aristocratie qui les soudoie. Les planteurs méprisent du plus profond de leur âme ce bas peuple dont ils se servent en lui laissant l'illusion d'une souveraineté vaine. Ils tiennent aussi sous leur main tous ces petits propriétaires bourgeois, habitans des petites villes, trop pauvres pour vivre de leurs rentes, trop indolens pour les accroître, possesseurs oisifs de quelques esclaves qu'ils louent aux grands propriétaires agriculteurs tout en vivant de leurs libéralités ou de leurs aumônes. Cette classe oisive et turbulente domine dans toutes les villes du sud, où elle forme une oligarchie des plus oppressives.

Elle fait la police des opinions, persécute les unionistes, expulse les ennemis de l'esclavage, supprime, arrête, brûle les journaux et les livres qui viennent du nord, et exerce au profit de l'esclavage une insupportable tyrannie.

Telles sont les influences qui doivent tomber avec l'esclavage. Il y a en revanche dans les états du sud une classe nouvelle qui depuis vingt ans grandit en silence, c'est celle des *petits blancs* émancipés et enrichis par leur travail, devenus eux-mêmes propriétaires, mais cultivant le sol de leurs mains : ils ont fait longtemps la guerre à l'aristocratie sécessioniste et ne l'ont suivie qu'à regret dans cette révolte. C'est dans cette classe, comme dans celle des fermiers-laboureurs des états du nord, qu'est l'avenir de la liberté américaine, le salut de l'union fédérale. Laborieuse, indépendante, ne demandant qu'à être éclairée, recrutée sans cesse dans les états du nord, c'est à elle qu'il est réservé de fonder sur les ruines de l'esclavage la nouvelle société du sud.

2 février.

Si jamais j'ai regretté de quitter une ville, c'est ce soir en prenant congé de ceux qui m'ont si bien reçu à Baltimore. J'ai surtout à me louer de MM. Eaton et Morris, deux des hommes les plus considérés de la ville, excellens l'un et l'autre et parfaitement distingués. Ils sont tous les deux unionistes, quoique de nuances diverses et vus très différemment dans la société sudiste du pays. M. Eaton est un républicain, net et franc dans ses opinions, sans *si* et sans *mais*, voyant d'un œil juste et ferme, quoique modéré, les devoirs et les nécessités du moment. Il a soutenu M. Lincoln dans la dernière campagne électorale, il s'applaudit de la destruction radicale de l'esclavage, et, tout en le respectant malgré elle, la coterie sécessioniste de la ville le met à l'index comme un suppôt des *Yankees*. M. Morris est moins décidé, moins ferme dans sa politique. Ancien propriétaire d'esclaves, démocrate et mac-clellanite, gendre du sénateur sécessioniste Reverdy Johnson, beau-frère du député radical Winter Davis, mais tiraillé par d'autres amitiés et parentés sudistes, — c'est un de ces hommes qui regrettent plus qu'ils ne condamnent, et ne prennent qu'à contre-cœur le parti inévitable de la guerre, de l'émancipation et de la conquête. Son *credo*, c'est l'Union avant tout, l'intégrité de la nationalité américaine et son rétablissement à tout prix, mais non sans gémissemens de sympathie et de tendresse pour les chevaleresques aristocrates du sud. Il a soutenu la candidature de Mac-Clellan de concert avec les sécessionistes déclarés, mais dans l'espoir et avec la conviction que son candidat aurait à la fois la main plus douce et plus ferme, et qu'il ferait à la

fois mieux la guerre et mieux la paix. Il a ainsi un pied dans les deux partis : d'abord chez les républicains, dont il n'est qu'à demi l'adversaire, et parmi lesquels il compte ses meilleurs amis, ensuite chez les rebelles, à qui l'unissent d'anciennes relations de famille et de société et l'alliance passagère de la dernière élection. Les unionistes de la ville ne l'en comptent pas moins comme un des leurs, car ici la question ne s'agite pas, comme dans le nord, entre des partis politiques qui se proposent ou feignent de se proposer un même but par des moyens divers; elle s'agite ouvertement entre les patriotes et les ennemis déclarés de la nationalité américaine, qui ne déguisent même pas leur trahison. Il y a dans le peuple, dans la classe laborieuse et commerçante, un esprit d'*unionisme* qui pèse souverainement sur la balance électorale; mais les classes riches et brillantes ont pour mot d'ordre et en quelque sorte pour bon ton la haine aveugle et implacable des républicains et la conspiration permanente contre le gouvernement de leur pays.

M. Eaton m'a invité hier à dîner dans sa jolie maison de Mount-Vernon-square et dans son ménage de garçon, toujours si hospitalier pour les nouveau-venus. Nous étions six à table. Il y avait là un frère de M. Eaton, homme extrêmement franc, cordial et carré par la base, qui me déclara tout d'abord s'accorder aussi bien avec moi sur la politique française que je m'accorde avec lui sur la politique américaine. Il y avait aussi M. Kennedy, l'Everett ou le Motley de Baltimore, homme politique devenu homme de lettres dans la retraite, et dont j'avais mauvaise grâce à ignorer la grande réputation. Ancien ministre de la marine, ancien membre influent du congrès, mêlé à tous les événemens du temps passé, contemporain de Calhoun, de Webster et de Jackson, il est en même temps l'auteur d'une série de romans que les Américains mettent au premier rang de leur littérature. C'est déjà un vieillard de santé un peu chancelante, quoique d'extérieur encore robuste, avec sa barbe blanche, ses façons courtoises, sa figure ouverte, intelligente et bonne. Jamais homme ne m'a été à première vue plus sympathique. — Il nous a raconté des anecdotes vives, originales, — tant sur le président Jackson, cette grotesque et grossière figure, à qui les événemens ont fait une si grande place dans l'histoire, que sur les mœurs encore sauvages de la *chevalerie* du sud. Le *free fight* du Kentucky, ce jeu qui consiste à s'entre-tuer de bonne amitié après boire, dans une chambre close et obscure, — les duels publics où les deux combattans se donnent rendez-vous dans une auberge, et là, devant la foule assemblée comme à un spectacle, s'escoffient à coups de pistolet ou de poignard jusqu'à ce qu'il en reste un sur le carreau, — l'indifférence superbe de ces populations à demi barbares à la vie humaine, le

meurtre mis en honneur, — le devoir de verser le sang pour devenir un homme, — mille autres traits de cette société anarchique et violente dépeints avec une saisissante énergie me faisaient comprendre la brutalité sanguinaire des hordes du Missouri ou du Texas. Telles sont les mœurs féroces qu'engendre l'humaine institution de la servitude. Ce sont là les hommes qui enferment les prisonniers fédéraux dans des cloaques, sans abri, sans vêtemens, sans feu, sans pain, pour les y laisser pourrir comme un troupeau de chiens galeux, leur permettant à peine d'enterrer leurs morts et s'exerçant avec un plaisir sauvage à abattre des *Yankees*. Ce sont les hommes qui dans l'ouest ont fusillé par plaisir des populations entières et emporté les scalpes en trophées, ne laissant plus que des cadavres mutilés au milieu des villages en flammes; les hommes qui au Kentucky, au Tennessee, dans tous les *border-states*, ont pendu les patriotes pour intimider le parti de l'Union, et aujourd'hui même assassinent sous prétexte de rétaliation tous les anciens soldats qui tombent dans leurs mains. C'est le même esprit enfin qui anime les chefs du gouvernement rebelle lorsqu'ils encouragent, qu'ils ordonnent ces atrocités, et qu'ils ont encore l'audace de se plaindre si le gouvernement des États-Unis, en représaille timide, retire à ses prisonniers le sucre et le café, ou refuse de leur fournir des couvertures à moins que l'ennemi lui-même n'offre de les payer!

La conversation, promenée d'abord en digressions capricieuses, roula ensuite sur le grand, l'unique sujet qui absorbe ici toutes les pensées, sur la question fondamentale et toujours discutée du prétendu droit des rebelles à la sécession. Là encore ce fut la voix de M. Kennedy qui domina les nôtres. Sa parole lucide, passionnée, éloquente, portait l'intérêt et la vie dans cette scolastique étroite et subtile de la science constitutionnelle. Je ne vous répète pas ses conclusions, qui sont aussi les miennes; mais jamais dans cette question tant rebattue je n'ai vu la vérité plus claire, plus lumineuse et plus forte. M. Morris, qui ne se rendait qu'à contre-cœur et qui reprochait à M. Kennedy sa trop grande vivacité, me disait en sortant de là : « Violent comme vous le voyez, c'est le plus bienveillant et le plus généreux des hommes. Il n'a pas l'ombre de rancune personnelle pour ces coupables qu'il dénonce à la colère publique. » M. Eaton aussi, en me parlant de la mauvaise santé de son ami et des craintes qu'elle lui avait plus d'une fois inspirées, rendait hommage à cette générosité si peu commune chez les hommes convaincus et passionnés. — « Chaque fois, me disait-il, qu'un rebelle a besoin d'un protecteur, soit pour sa liberté menacée, soit pour ses intérêts en souffrance, soit même pour obtenir une faveur du gouvernement contre lequel il conspire, il s'a-

dresse à M. Kennedy, qui remue ciel et terre pour lui venir en aide. »

Le soir, M. Morris m'a mené à un bal où était réunie la fleur de la société sécessioniste. Les temps sont bien changés depuis la guerre, et les réceptions privées deviennent de plus en plus rares; mais on se rassemble encore une ou deux fois la semaine dans une grande salle de bal, où l'on se dédommage du deuil public. La société, me dit-on, y est un peu mêlée, et tout le monde en effet n'avait pas les belles manières, la figure parisienne et le français irréprochable de mon compagnon. J'ai remarqué pourtant la bonne tenue et la bonne éducation des femmes. Quant aux hommes, frères, pères, fils, la plupart sont à Richmond ou sur l'Océan, dans quelque vaisseau corsaire au pavillon confédéré. Je ne puis pas d'ailleurs connaître un monde où je n'ai passé que deux heures, et où mes plus longues connaissances ont duré dix minutes.

Aujourd'hui, du matin au soir, je n'ai pas quitté M. Eaton, qui s'est donné à moi avec une complaisance et une bonne grâce bien rares même en ce pays hospitalier d'Amérique. Je ne vous parle pas de ses livres, de ses objets d'art, de ses dessins, des mille souvenirs de ses longs voyages : c'est l'homme lui-même que je veux vous faire connaître, et qui est un échantillon remarquable de cette classe éclairée d'Américains voyageurs et cosmopolites qui sont les vrais grands seigneurs de cette société mercantile. A trente ans, maître d'une belle fortune, il s'est retiré des affaires et s'est mis à voyager. Je ne sais pas quel pays du monde il n'a point vu ni dans quelle capitale de l'Europe il n'a pas longtemps séjourné. Indépendant de tout parti politique, désintéressé de toute ambition personnelle et n'essayant d'exercer quelque influence qu'au profit de la cause nationale, sa plus grande affaire est aujourd'hui la direction du *Peabody-Institute*, établissement littéraire de fondation privée, qui doit plus tard prendre les proportions d'une grande université. Vous concevez qu'un tel homme ne peut avoir aucun des préjugés anti-européens qui rendent parfois déplaisante la société de ses compatriotes. Il ne ressemble lui-même ni aux vendeurs d'or de New-York, ni aux ignorans, inutiles et vaniteux *cock-fighters* et *negro-whippers* du sud. S'il réprouve un peu l'esprit trop positif et trop avide du Yankee, il en veut bien plus encore à la futilité et à la nullité dédaigneuse de ces planteurs qui ont l'orgueil des aristocraties sans en avoir la culture et la dignité. Je vous disais que les grands propriétaires du Maryland jouaient dans la révolution américaine le rôle anti-national de notre noblesse émigrée, et que la même impuissance serait le châtiment de la même obstination. Tandis qu'on s'assemble encore pour danser et

faire toilette, on se retire systématiquement de toute entreprise bienfaisante ou utile. L'abstention, une abstention sotte, opiniâtre, poussée jusqu'à l'inertie, est devenue parmi eux une règle d'honneur. Plusieurs ne veulent même pas prendre part aux élections; ils dédaignent de se mêler à la vile multitude qui leur fait la loi. Ils craindraient, en participant à la chose publique, même par une opposition légale, de faire acte de citoyens et de reconnaître la honteuse suprématie des Yankees. S'ils sont membres d'une association charitable, ils lui retireront leurs conseils et leurs subsides; s'ils sont administrateurs d'une banque, ils mettront vanité à contrarier leurs collègues républicains; s'il y a dix sécessionistes sur vingt-sept *trustees* du *Peabody-Institute*, ce sont dix membres morts, qui protestent par leur absence, contre quoi? ils n'en savent rien eux-mêmes. Ils essaient de faire le vide autour de leurs adversaires, sans songer que le désert est autour d'eux et que leur dépit ne nuit qu'à eux-mêmes. Libre à eux de faire les morts et de s'endormir d'une feinte léthargie; leurs ennemis cependant leur passent sur le corps, et chaque jour ajoute une pelletée de terre à leur fosse. Quand, fatigués de ce rôle ingrat, ils voudront se relever et revivre, ils se trouveront bel et bien enterrés.

Vous n'avez pas oublié que le Maryland était presque un état rebelle. Les confédérés prétendent n'avoir pas renoncé à le ressaisir. Cette fameuse ligne de Mason et de Dixon, qui n'est autre chose que la frontière de l'esclavage, embrassait le Maryland dans ses limites. Pour le conserver à l'Union, il a fallu que Butler, dans toute l'inexpérience audacieuse d'un soldat improvisé, se jetât avec un régiment au milieu de ces populations ennemies : quand il traversa les rues de Baltimore, on lui tira des coups de fusil des fenêtres. Il a fallu aussi que le général Mac-Clellan (et le Maryland en a gardé le souvenir) prît au collet la législature rebelle et la mît sous clef avant qu'elle n'eût suivi l'exemple contagieux des ordonnances de sécession. Cette justice révolutionnaire a laissé des rancunes profondes. Il est au Maryland une classe qui se regarde comme conquise, et qui, livrée à elle-même, ne se contenterait pas, comme certains démocrates, de laisser la confédération « aller en paix, » mais embrasserait la cause des rebelles et ajouterait un débris de plus à leur ruine : c'était, il y a quatre ans, la majorité. Depuis, les événemens ont fait tourner la roue, et comme toujours l'influence de la majorité nationale a fait grandir la minorité locale sur laquelle elle s'appuyait dans l'état. Je doute qu'aujourd'hui, malgré toutes leurs protestations contre la tyrannie de l'Union, aucun des sécessionistes de Baltimore souhaite sincèrement qu'on l'envoie à Richmond. On fait des vœux pour la cause, mais on ne

fait rien que des vœux et quelques trahisons gratuites, qui ne servent qu'à prolonger l'épreuve sans la rendre moins désespérée. Pour tout le temps que durera la guerre, le Maryland sera dans un état de sourde agitation civile, étouffée seulement par la force. M. Eaton avoue que sans le pouvoir militaire on aurait eu la guerre dans les rues au moment de l'élection; il doute même de la parfaite sincérité du vote, il n'ose affirmer que Lincoln eût été élu sans la présence et sans le vote de l'armée. Quant à la nouvelle constitution, qui abolit l'esclavage dans l'état, il ne doute pas qu'elle n'eût été repoussée sans la pression et l'effort persévérant des troupes fédérales. Telle est la force du fait accompli que la majorité abolitioniste, auparavant de quelques centaines de voix à peine, en compterait aujourd'hui plusieurs milliers; mais l'irritation n'en est que plus grande chez ceux que cette mesure dépouille, et qui n'ont pas su consentir d'avance à la nécessité. Aujourd'hui l'Union et l'abolition se donnent la main, et il ne peut plus y avoir d'équivoque entre les partis : il faut ou bien préférer l'Union à l'esclavage et rentrer dans les états rebelles par la brèche de l'émancipation, ou bien se dire l'ennemi de l'unité nationale et avouer le sud comme sa patrie. C'est ce que fait le monde de Baltimore en y mettant la colère implacable des causes perdues. Les femmes sont les plus furieuses et les plus intrépides : elles bravent le général Wallace, commandant militaire du Maryland, avec un héroïsme digne d'une meilleure cause.

Je me suis toujours demandé comment il se faisait que les femmes du sud fussent si passionnées pour une institution domestique qui fait de la famille ce que vous savez et remplit la maison sous leurs yeux d'un troupeau de petit bétail illégitime dont elles connaissent très bien l'origine. Sans doute elles lisent la Bible et trouvent tout naturel qu'Agar partage avec Sarah le patriarche, pourvu qu'Ismaël soit plus tard vendu ou chassé comme un chien. Une dame de Baltimore, une mère de famille grave et respectable, femme d'un *Yankee* de la Nouvelle-Angleterre, me disait un jour sous forme plaisante, mais au fond très sérieusement, qu'elle ne l'aurait jamais épousé, si elle avait prévu cette guerre civile et connu d'avance les abominables opinions de son mari. — « Comment donc se fait-il, lui demandai-je, que vous aimiez tant les maîtres d'esclaves et que vous soyez si zélées pour l'esclavage, vous autres femmes qui en sentez plus que personne les petits inconvéniens? — Oh! reprit-elle en riant, les hommes qu'on aime le mieux ne sont pas les meilleurs. » — Le fait est qu'aux yeux de ces dames on n'est point *gentleman* si l'on n'est vendeur d'hommes. « Qui avez-vous vu à Washington? me demandait avant-hier une dame rebelle, tenant par

son père et par sa mère à deux des plus grandes familles de l'aristocratie de l'esclavage et fière outre mesure de son *pedigree*, bien qu'aujourd'hui la femme d'un simple négociant. — J'ai vu M. Chase (cri de surprise), M. Sherman (cri de dégoût). — Sherman! Sherman! ce n'est pas là du monde. — Pardon, M. Sherman me semble un homme honnête et de bonne compagnie. » Nouvelles exclamations de mépris. « Est-ce donc que pour être républicain on cesse d'être un *gentleman?* — Mon Dieu oui, à peu près. » Ne croirait-on pas entendre quelque royaliste renforcée de la restauration? Ces dépits viennent aux grandeurs déchues qui se sentent petites et n'ont plus que la mesquine consolation du dédain. La même personne, lorsque je sonnai à la porte de la maison où nous eûmes cette conversation mémorable, apprenant qui allait venir, fit la grimace « parce qu'elle avait entendu dire que j'étais unioniste. » Ainsi le mot même de l'Union est criminel à prononcer et le nom d'unioniste est un opprobre. « Gardez-vous bien, — me disait une autre dame également rebelle au fond du cœur, mais d'un sécessionisme tolérant, par la bonne raison que toute sa famille est dans l'administration, dans la marine et dans l'armée au service du gouvernement fédéral, — gardez-vous bien de vous dire unioniste à Baltimore, c'est d'un mauvais effet. Je regrette pour vous que cette réputation vous y ait précédé : elle vous fera fermer toutes les portes. »

Il faut dire que quelques-unes de ces héroïnes ont été rudement maniées par le général Wallace. Celle dont je vous parle fut citée un jour devant lui, et sur la question : « Madame, êtes-vous unioniste? répondit audacieusement : — Je ne le suis pas. — Votre famille, ajouta-t-on, est suspecte, vous avez des parens dans le sud. — Je ne les renie pas. — Vous êtes surveillée; prenez garde à vous. » La politesse d'un officier *yankee* n'est pas toujours raffinée, même envers les femmes, surtout quand elle est doublée de rudesse patriotique. Je ne prétends pas excuser le général Wallace : il faut avouer pourtant que ces dames se sont montrées tellement supérieures à la faiblesse de leur sexe, qu'elles ont droit à tous les honneurs de la virilité. Elles ne se contentent pas de faire des quêtes, des souscriptions, d'abondantes aumônes en faveur des prisonniers rebelles, tandis que les soldats de l'Union n'obtiennent pas d'elles un dollar, et que leur opposition a fait échouer la *sanitary fair* (1) à Baltimore; c'est leur droit d'agir ainsi, et personne ne le leur conteste. Ce qui est pire, c'est que la plupart des trahisons viennent

(1) Voyez, sur la vente de charité de la commission sanitaire, la *Revue* du 15 août 1865.

des femmes. Comment se fait-il que jusqu'à ce jour aucun dessein militaire n'ait pu rester secret une semaine? Quelle oreille le sud a-t-il dans ces conseils privés de la guerre où quelques chefs seuls assistèrent en compagnie du ministre et du président? Où est donc l'espion subtil et insaisissable qui se glisse invisible au milieu d'eux? C'est la femme, souvent sécessioniste, qui cueille encore une fois et leur fait manger la pomme d'Ève pour dérober la science mystérieuse. Pas une famille de Baltimore qui n'ait quelque parent ou quelque intime ami au service des rebelles! « Mon frère qui est dans l'armée du sud, — mon frère qui est dans la marine, dans celle du sud, *of course* (1), » voilà ce que bavardent les petites demoiselles avec qui je dansais hier. On leur apprend le respect de l'esclavage avec l'amour de Dieu et la haine de l'Union avec l'horreur du diable. Quel autre gouvernement ne perdrait pas patience sous ces piqûres d'épingles empoisonnées, et n'enverrait de temps en temps quelques-unes de ces brebis enragées exercer sur un plus grand théâtre leurs vertus patriotiques? Le serment de fidélité même, cette mesure oppressive et révolutionnaire, est excusable en face de cette guerre civile de détail et de cette trahison quotidienne. Rappelez-vous les procédés de la convention nationale en face d'un ennemi bien plus faible et bien plus innocent, les échafauds dressés pour les suspects, les listes des têtes proscrites envoyées à l'abattoir, enfin l'odieuse brutalité du peuple le plus poli du monde contre des victimes suppliantes, et vous vous prendrez à estimer ce *Yankee* mal élevé, qui ne se pique pas de belles manières, mais sait si bien tempérer sa légitime vengeance et montrer sans ostentation tant d'humanité aux vaincus.

Je voudrais vous parler de la grande nouvelle du jour, la paix, ou du moins les négociations pacifiques, la mission de M. Stephens, envoyé en ambassade au président Davis par le président Lincoln, le départ pour Fortress-Monroë de M. Seward, allant à sa rencontre, le départ enfin du président lui-même par un train spécial, l'empressement des deux gouvernemens à se faire visite et la question de savoir s'ils vont se donner le baiser de paix; mais tout en bavardant je me laisse dépasser par l'heure. Je prends donc congé de Baltimore, de M. Eaton, qui déjà me prenait en amitié et qui me dit en me serrant la main : *God bless you!* Je boucle ma malle à la hâte, et je cours au chemin de fer de Philadelphie.

Philadelphie, 3 février.

Laissez-moi maudire une dernière fois les chemins de fer américains. Je suis arrivé cette nuit de Baltimore; jamais wagon ne m'a-

(1) *Of course,* naturellement, comme de raison.

vait semblé plus nauséabond et plus étouffant. Imaginez une charretée de paysans et de soldats empilés dans une voiture de troisième classe et chauffés à blanc par un poêle de fonte. Tous les miasmes, depuis celui du *whiskey* jusqu'à celui du tabac et de la graisse humaine, y sont combinés avec une atmosphère d'oxyde de carbone qui pèse sur les poumons et sur les yeux comme une demi-asphyxie. Si vous n'avez pas à votre bras le talisman magique d'un cotillon pour vous faire ouvrir le *car* des dames, il faut bien que vous entriez dans cette caverne et que vous vous y tassiez contre un soldat ivre ou contre un fermier trempé de fumier, car il gèle au dehors et il suffirait d'une heure passée sur la *plateforme* pour vous changer en un bloc de glace. Où vous asseoir? Voici une demi-place vide auprès d'un lourdaud vautré tout de son long sur un banc, où il feint de dormir pour y rester seul. Secouez cet homme, faites-vous faire à contre-cœur un petit espace à côté de lui et ne craignez pas surtout la malpropreté de son voisinage, car il promène ses gros souliers sur vos jambes, vous tamponne dans votre coin comme le fer sous le pilon et vous envoie de temps en temps des coups de coude dans la poitrine. Des soldats en congé, qui depuis trois jours se dédommagent amplement de la sobriété disciplinaire de l'armée, jurent, crient, se collettent et vous tapent sur l'épaule, vous offrant fraternellement un baiser de la dive bouteille. Quelques-uns sont comiques dans leur extravagance, s'injurient eux-mêmes, font de grandes dissertations politiques et militaires, prennent pour ami et pour confident le premier venu et se laissent mener comme des enfans par quiconque s'amuse à les faire parler, rappelant par leur humeur communicative l'éloge que Rousseau fait de la franchise et de la bonhomie des ivrognes. Enfin je débarque à quatre heures du matin dans le grand vestibule de marbre du Continental-hotel.

6 février.

Je suis encore à Philadelphie, où m'a retenu la cordiale et gracieuse hospitalité que j'y trouve. D'ailleurs quitter Philadelphie sans avoir vu ni ses écoles, ni ses églises, ni ses prisons et toutes les institutions qui sont ses vrais monumens moraux, ce serait m'être arrêté inutilement sur le chemin de Baltimore à New-York. J'ai donc cédé aux sollicitations aimables de mes nouveaux amis, M. Field et M. Haseltine; mais en acceptant leur offre obligeante de services, il a fallu du moins me livrer à eux tout entier. D'abord M. Field m'a promené à travers la ville. Il est remarquable qu'en Amérique ce qu'on montre en premier lieu à l'étranger, ce ne sont pas les églises, les palais, les monumens de luxe; ce sont les travaux d'utilité publique, les seules œuvres d'art qu'on y connaisse, à vrai dire, les seules du moins qui peignent le génie industriel du pays. M. Field

m'a donc montré avant tout les réservoirs des eaux de Philadelphie. Ils sont construits au bord de la Schuylkill, dans un lieu appelé Fairmount, au sommet d'un petit coteau où les eaux de la rivière sont portées par d'énormes pompes adaptées à des roues colossales qui sont mues par le courant. C'est un site aimable et riant, où les Philadelphiens aiment à venir patiner en hiver et prendre en été l'ombre et la fraîcheur des charmilles qu'on y a plantées. La Schuylkill, arrêtée là par un barrage où elle fait cascade, descend avec ses eaux abondantes et limpides d'un beau vallon plein d'arbres de haute venue, de jardins et de maisons de plaisance.

M. R..... s'empare ensuite de moi. C'est un jeune homme de vingt-six ans, grave, studieux, instruit, possesseur d'une belle fortune, mais qui depuis un an s'emploie volontairement à la rude et ingrate besogne du recrutement municipal. Il a fait la guerre pendant deux ans comme officier d'état-major, et il me contait qu'il n'avait jamais tant appris que dans ses campagnes, lorsqu'il passait ses heures d'oisiveté à lire sous la tente des livres qu'on lui envoyait chaque semaine et qu'il semait ensuite sur tous les chemins de la Virginie. — Nous entrâmes d'abord aux cours de justice. J'y vis un vieil avocat de façons paysannes, — un des premiers de Philadelphie, me dit mon guide, — qui en apprenant que j'étais étranger et que j'arrivais de l'armée du Potomac, me dit avec la naïveté inimitable de l'orgueil national américain : « Quelle armée que la nôtre! Vous n'en avez pas de pareille, il n'y en a pas de pareille au monde. N'est-ce pas, monsieur, ajouta-t-il avec emphase, n'est-ce pas que nous sommes un grand peuple? » Ma réponse apparemment dut lui paraître assez froide, car rien ne rabat plus sûrement mon enthousiasme que cette manière naïve de quêter la louange. Comment pourtant se fâcher d'une aussi franche et aussi sincère admiration de soi-même? Le patriotisme est par tout pays le proche parent du *chauvinisme*.

Je ne vous parle que pour mémoire de la bibliothèque Franklin, dirigée encore, suivant la règle des statuts, par un membre de la famille de son illustre fondateur. J'y vois pourtant un plan et une vue d'ensemble de la Philadelphie de William Penn, avec ses maisons clair-semées à pignons pointus et ses quelques barques mouillées dans la rivière. Nous gagnons de là le collége Girard, immense édifice de marbre à frontons doriques, où s'abrite l'école d'enfans orphelins fondée par le riche Français Étienne Girard, nom resté fameux par toute l'Amérique comme l'est chez nous celui de tel grand financier cent fois millionnaire. Vous savez que le fondateur, esprit fort à la façon du XVIIIe siècle, a formellement interdit par son testament l'accès du collége aux ministres d'aucune religion positive. N'en concluez pas toutefois que les trois cents

jeunes gens pauvres qui sont élevés dans ce palais avec tout le luxe de la richesse soient privés absolument d'éducation religieuse. Tous les dimanches, le directeur leur fait une leçon de morale et de religion naturelle où il commente l'Évangile et la Bible. On chante des psaumes, des hymnes comme dans un temple protestant. Au moment où je visitai la chapelle, la congrégation allait justement s'y réunir pour célébrer les funérailles d'un des jeunes gens de l'école. Ce pur déisme est en réalité bien voisin de la foi chrétienne.

C'est qu'il est bien difficile de faire pénétrer aux États-Unis la libre pensée à la française, le dédain philosophique qui traite la religion de chimère. En revanche, le culte laïque et abstrait qu'on professe en dépit du fondateur dans le temple élevé par lui à l'incrédulité n'a rien que d'assez conforme à l'esprit religieux de l'Amérique et d'assez acceptable pour les instincts libéraux de ses plus fervens sectaires. L'Américain en général est également contraire et à la grande ferveur des sectes intolérantes et à la révolte philosophique qui ne fleurit que dans les pays où la religion s'impose. Il fait dériver la foi des croyances individuelles, et, mettant la source de la religion dans le témoignage de la conscience de chacun, lui laisse le sentiment de l'indépendance avec celui de la vénération. Il y a toute espèce de sectes à Philadelphie : quakers, wesleyens, svedenborgiens, indépendans, anabaptistes et tant d'autres noms plus ou moins barbares, sans compter l'église catholique et les quatre ou cinq grandes communions protestantes. Je vous ai déjà montré comment cette extrême division conduit à l'abaissement des barrières de doctrines, et comment un christianisme général et philosophique ressort des diversités infinies de la société religieuse aux États-Unis. Je vous ai parlé de ces églises où, comme à *Girard college*, on ne s'astreint aux formules d'aucune secte, mais où l'on s'assemble pour prier et lire la Bible en commun. C'est le seul culte officiel qu'on connaisse dans les établissemens publics. Tandis que les congrégations se multiplient au point que chaque pasteur est, pour ainsi dire, le père de sa propre église, les préoccupations d'orthodoxie s'effacent, et le christianisme tombe dans le domaine public. C'est là le terme naturel, la forme la plus épurée des religions positives et la fin dernière de cette grande révolution protestante qui n'a pu s'accomplir pleinement qu'en Amérique, à la faveur d'une liberté religieuse illimitée. Si l'Américain éprouve une sorte de répulsion pour celui qui s'avoue sans croyance religieuse, c'est l'antipathie naturelle de l'homme qui a fait son lit pour l'incendiaire et le démolisseur; mais, pourvu que vous soyez chrétien, on s'inquiétera peu de la communion où vous êtes né, et l'on s'unira volontiers à vous pour la

prière commune, comme des propriétaires qui chacun bâtissent leur maison sur un plan différent de celui des autres, mais qui n'en restent pas moins unis dans la défense et la conservation de leur bien.

Rien de bien remarquable non plus au fameux pénitencier cellulaire de Cherry-hill, modèle de ceux de l'ancien monde et lieu de pèlerinage consacré de tous les voyageurs étrangers. C'est une espèce de Mazas avec des murailles de forteresse, des cellules étroites, des promenoirs longs de six pieds et de longues galeries voûtées en forme de croix. Arrêtons-nous seulement à la maison pénitentiaire ou *école de réforme* des petits enfans. On nous introduit dans une cour où une vingtaine de négrillons luisans s'ébattent au soleil. Sur un signe du maître, leurs jeux bruyans cessent tout à coup, et les voilà qui, avec une dernière gambade et une dernière grimace, se rangent en bon ordre pour retourner au travail : on les emploie à faire des baguettes de parapluies. A d'autres heures, ils quittent l'atelier pour l'école, qui occupe au moins la moitié de leur temps. Le maître nous dit qu'en général il les trouve aussi bien doués que les blancs, mais moins attentifs et moins persévérans au travail.

Nous passons ensuite dans le quartier des blancs, car on ne songe pas encore, comme au Massachusetts, à confondre ici les deux races. Je me promène dans des corridors lambrissés, garnis de tapis de laine, dans de beaux dortoirs spacieux et bien chauffés, le long desquels s'alignent deux rangées de jolies chambrettes avec des lits et des rideaux blancs. Le parloir aussi est élégant, orné de dessins et d'estampes; les enfans que j'y rencontre ont un air d'aisance et de propreté que je vois à peine dans nos colléges. Ce ne sont pourtant que des enfans rétifs, de jeunes repris de justice, ou de pauvres petits abandonnés que la ville recueille et élève gratuitement. Comme les noirs, on les fait travailler de leurs mains pour leur apprendre un métier. Je visite plusieurs de leurs ateliers : ici ils fabriquent des bottines d'enfant, de gros souliers ferrés pour l'armée ou pour la *commission sanitaire*, — ailleurs des boîtes d'allumettes chimiques et des brosses de chiendent, — le tout avec une promptitude et une prestesse inimaginables. On les emploie autant que possible à ces petits ouvrages improductifs que l'industrie abandonne, où ils peuvent rendre service au consommateur sans nuire à l'ouvrier par leur concurrence. L'établissement d'ailleurs a pour loi de ne faire aucun profit.

Je traverse, en revenant, d'immenses quartiers monotones bâtis de maisonnettes en brique à deux étages, qui toutes se ressemblent avec leurs perrons de pierre et leurs façades rouges. C'est là, me dit-on, que demeurent les petits bourgeois et les artisans de la ville.

Ces quartiers tout modernes sont dus à la puissance de l'association. Des ouvriers se réunissent, se concertent pour acheter un terrain, l'hypothèquent pour en payer le prix; puis, dans la morte saison, ils se cotisent pour acheter les matériaux, et chacun à son tour ils travaillent eux-mêmes à leurs maisons. — Le maçon élève les murs, le charpentier établit les poutres, le plombier fait les toits et les gouttières. C'est une entreprise industrielle faite en commun, car l'association vend celles des maisons qui ne lui sont pas nécessaires : le reste se divise entre ses membres suivant la répartition convenue; puis, la besogne faite, l'association se dissout, et chacun prend possession de son domaine. C'est, vous le voyez, une association de fait plutôt qu'une savante et permanente organisation dirigée par des économistes philanthropes qui aiment à faire le bien du peuple en lui fournissant les bouchées toutes cuites et en lui imposant des règlemens de leur façon. Pour qui connaît le mouvement industriel et agricole de l'Amérique, le manque de bras, le haut prix des salaires, il n'est pas probable que beaucoup de familles aient besoin de se mettre ainsi à l'hôpital. L'*alms-house* est ouvert aux infirmes, les enfans sont recueillis dans les écoles, les valides n'ont pas besoin de recevoir la charité ni de subir la tutelle de personne. On ne fait d'ailleurs ni rapports administratifs, ni enquêtes détaillées, ni théories savantes. Cela est bon pour nous autres Français statisticiens et paperassiers, gâcheurs d'encre et de temps précieux, qui mettons les idées à la place des choses et nous étonnons de l'impuissance pratique qui nous paralyse. Nous sommes de vrais Chinois formalistes qui passons une heure en salutations avant de nous mettre à table. Les Américains vont plus vite en besogne; ils se mettent à l'œuvre dans le bloc même, sans perdre de temps à dessiner des plans symétriques et superflus. Ils commencent par le fondement, c'est-à-dire par la mise de fonds. Ce n'est pas eux qui mettront jamais une science creuse et sonore au service d'une caisse vide.

J'ai fini ma journée dans une galerie d'histoire naturelle fondée par souscription, où M. H... tenait à me faire admirer, malgré mon ignorance, la plus belle collection d'oiseaux du monde; après quoi il m'a fallu voir de la cave au grenier le nouvel et somptueux bâtiment de l'*Union-league-club*, un cercle de plus de quinze cents membres, qui est en même temps une institution politique et qui a rendu de grands services, dans l'élection dernière, à la candidature du président Lincoln. — Je vous parlerai demain des écoles.

7 février.

M. Field m'a présenté hier à son ami M. Shippen, un des membres les plus influens du *board of controllers*, nommé par le peuple

et chargé, comme à Boston, de diriger l'instruction de la ville. M. Shippen, qui appartient à l'une des plus anciennes familles de Philadelphie, n'a pas dédaigné de briguer la faveur populaire pour avoir le droit de servir ses concitoyens. Il me disait lui-même que le système de l'élection directe et populaire, qui partout ailleurs qu'en Amérique serait regardé comme une folie, donne ici les résultats les plus heureux et les choix les plus sages. Dans ce pays où les haines sociales ne rendent pas les classes riches et éclairées suspectes à la démocratie, le peuple sent bien que l'éducation publique est pour lui la grande affaire, le vrai moyen de s'élever en influence et en dignité, et il en confie la direction aux plus capables sans acception d'opinions ni de personnes.

Le premier district scolaire de Pensylvanie, comprenant la cité de Philadelphie, est divisé en vingt-cinq sections, qui nomment chacune un délégué à l'assemblée générale. Le *board of controllers*, issu de cette élection, nomme à son tour un bureau, composé d'un président, d'un secrétaire, d'un aide-secrétaire et d'un *messager*, qui forment pour ainsi dire le gouvernement de cette petite république. Il organise en outre dix comités exécutifs spéciaux, dont le président du *board* fait toujours partie de droit, et qui partagent avec lui les soins de l'administration. Cependant il y a aussi dans chacune des vingt-cinq sections un *board* de douze membres élus par le peuple, et ces assemblées locales sont en quelque sorte les conseils départementaux de l'instruction publique, siégeant sous la dépendance et sous la direction du conseil central. Celui-ci fixe leurs attributions, limite leurs pouvoirs, contrôle leurs dépenses, exerce sur eux un droit de surveillance et de tutelle et se réserve même absolument la décision de toutes les affaires d'intérêt purement général. Il ne peut cependant voter aucune dépense si ce n'est sur l'avis et en confirmation du vote des *boards* particuliers des sections, à moins qu'il ne s'agisse de l'école supérieure, sur laquelle il a plein pouvoir, ou de dépenses extraordinaires votées en dehors des services réguliers. Vous le voyez, c'est un véritable gouvernement fédératif et parlementaire, taillé sur le modèle du gouvernement des États-Unis.

Toute cette organisation républicaine ressemble beaucoup à celle que nous avons déjà vue à Boston. L'enseignement y est à peu près le même, et les écoles s'y divisent aussi en plusieurs degrés où l'on ne s'élève que par ordre de mérite et après des examens successifs. Seulement, aux trois ordres que déjà nous connaissons, — l'école primaire, l'école de grammaire, l'école supérieure, — la municipalité de Philadelphie ajoute l'école *secondaire*, intermédiaire utile entre les humbles commencemens de l'école primaire et les études déjà sérieuses de la *grammar-school*. Les bons élèves

peuvent d'ailleurs traverser tous ces degrés en quelques mois. On compte à Philadelphie 2 écoles supérieures, 58 écoles de grammaire, 70 écoles secondaires et 177 écoles primaires, plus 59 écoles non classées, au total 366 écoles fréquentées par 72,000 élèves et dirigées par 1,239 maîtres ou maîtresses. Comme à Boston, les professeurs mâles sont très rares et n'occupent que les emplois supérieurs. Le personnel de chaque école se compose d'un *principal*, souvent une femme, et d'un ou plusieurs aides ou maîtresses-adjointes, suivant le nombre des élèves et les besoins du service. Le moindre traitement d'une *assistante* de dernier rang dans les écoles primaires est de 300 dollars (environ 1,500 francs de notre monnaie); il est de 320 dollars dans les écoles secondaires, et de 340 dans les écoles de grammaire; les *premières assistantes* gagnent dans celles-ci jusqu'à 450 dollars. Les *principales* reçoivent 400 dollars dans les écoles primaires, 450 dans les écoles secondaires et 750 dans celles de grammaire; dans les écoles de grammaire des garçons, le *principal* est toujours un homme et reçoit 1,500 dollars. Quant aux professeurs de la *high school* des garçons et de la *high and normal school* des filles, leurs traitemens sont beaucoup plus élevés : le moindre est de 1,200 dollars pour les professeurs mâles, de 600 pour les femmes; les *principaux* reçoivent même 1,800 et jusqu'à 2,500 dollars. En règle générale, le plus bas salaire des instituteurs mâles doit dépasser au moins 400 dollars.

Dans les écoles primaires et secondaires, les garçons et les filles sont réunis ou séparés suivant leur nombre, les exigences du local et la commodité du service. Ils sont toujours séparés dans les écoles supérieures ou dans celles de grammaire. Il y a aussi çà et là des écoles hors classement, où tous sont admis, jeunes gens et jeunes filles, pour y recevoir l'enseignement sans traverser les épreuves des examens et des avancemens réguliers. Dans les rangs inférieurs, ces promotions sont faites par les professeurs eux-mêmes; mais quand il s'agit de passer de l'école de grammaire à l'enseignement supérieur, c'est un des comités du *board of controllers* qui préside aux examens : les filles d'ailleurs n'y sont admises qu'à quatorze ans, et les garçons à treize. C'est à dix-sept ans seulement que celles qui veulent faire du professorat leur carrière peuvent se présenter devant une autre commission du *board*, le *committee on qualifications of teachers*, qui a pour mission spéciale de juger les candidats. Les diplômes qu'il leur délivre sont de première, deuxième ou troisième classe suivant leur mérite, et donnent droit à des rangs divers dans les divers degrés de l'enseignement. Le rang de *principal* ne s'obtient pas avant vingt et un ans dans les écoles secondaires, avant vingt ans dans les écoles primaires. Il faut

enfin un an de service dans les grades inférieurs pour obtenir le diplôme de seconde classe, deux ans pour celui de première. On voit quelle émulation salutaire cet ensemble de règlemens ingénieux éveille dès le début chez l'élève et entretient jusqu'au bout chez le maître : partout on y retrouve l'examen et le concours à tous les degrés.

L'organisation matérielle dans ces écoles n'est pas moins admirable que la discipline morale. Sur les 737,000 dollars (un peu plus de 10 dollars par tête d'élève) que la ville dépense annuellement pour l'éducation publique, elle en consacre environ 226,000 à l'entretien même des locaux et des maisons d'école. J'y ai fait avec M. Field et M. Shippen une visite dont je conserverai toujours un agréable et touchant souvenir. On ne peut plus oublier, quand on les a vus une fois, ces vastes édifices, ces longues salles élégamment décorées, ces troupes d'enfans propres, bien vêtus, silencieux et dociles, que l'on pourrait comparer avec avantage à ceux de nos bourgeois de province, et qui sortent pourtant des populations les plus pauvres de la ville, — ces institutrices simples, soigneuses, modestes, quoique fières du résultat de leurs peines, et sorties souvent des rangs de leurs élèves. Je vois une frêle jeune fille de dix-sept ans dicter à de gros garçons de quatorze la composition du concours qui doit les faire passer à la classe supérieure. Quelle saine atmosphère morale on respire ici! Partout un air studieux et grave, une volonté sérieuse de s'élever par le mérite. La semaine dernière a été justement consacrée à ces concours semestriels, longue et terrible épreuve après laquelle un quart à peine des prétendantes peuvent être admises à l'école normale où se forment les maîtresses. Cent jeunes filles chantaient devant nous des chœurs nationaux, qu'elles venaient à tour de rôle accompagner sur le piano, quand les concurrentes entrèrent en courant dans la salle, apportant le résultat de l'examen. L'école où nous étions s'était signalée parmi toutes celles de la ville, elle avait gagné tous les premiers rangs. Les petites arrivaient l'une après l'autre, tout essoufflées, tant elles avaient couru dans la neige, et se jetaient dans les bras de la directrice, qui les embrassait comme ses enfans. M. S...., l'inspecteur-général, prenait une part toute paternelle à la fête : on se tenait debout respectueusement devant lui, mais personne ne semblait étonné ni effarouché de le voir. Il y avait parmi les élèves tels visages pâles, souffrans, quoique rayonnans d'une joie profonde, qui disaient les efforts que ce triomphe avait coûtés. « La première, nous dit la directrice, passe depuis deux mois la moitié des nuits sur ses livres. » Puis il y eut une scène de chagrin après cette scène de joie : l'inspecteur avertit les jeunes filles qu'étant reçues à l'école normale, elles ne devaient plus revenir à l'école de gram-

maire, dont elles ne faisaient plus partie. La directrice intercéda pour qu'au moins la porte de son école leur restât ouverte, les enfans baissèrent les yeux d'un air triste. — Comme tout cela ressemble peu à nos écoles, toujours menacées de la férule ou de la verge, et où retentit toujours soit la voix aigre du maître en colère, soit le tumulte des écoliers indisciplinés! Encore une fois, c'est l'école publique et gratuite qui fait les peuples libres, ou, si elle ne les fait pas, elle est du moins le signe et la mesure de leur liberté.

Jamais cette vérité ne s'est montrée à moi si évidente. Il y a des gens à qui une certaine noirceur d'idées naturelle ou systématique fait envisager le progrès comme un leurre, la science comme une déception, et qui se moquent volontiers de cette panacée universelle. Ils pensent qu'il faut mesurer les connaissances des hommes et les réduire autant qu'on peut au strict nécessaire. Un ouvrier, disent-ils, ne doit pas savoir tout ce que sait un riche, un laboureur n'a pas besoin de grande science pour retourner son fumier : un peu de lecture, un peu de calcul, et juste assez d'écriture pour signer son nom, en voilà bien assez pour son usage. Plus d'instruction serait dangereux : — dangereux à la vérité, — pourquoi ne pas le dire? — pour ceux qui veulent l'enchaîner dans son humble et misérable sphère; — dangereux pour la poignée d'hommes qui veulent, au nom de leur droit de parvenus, lui interdire de s'élever au-delà du cercle inflexible qu'ils lui tracent; dangereux enfin, puisqu'elle le ferait sortir de sa classe, et que les lisières d'une société paternelle ne pourraient plus l'enchaîner sous prétexte de soutenir sa faiblesse! — Ne comprendrons-nous jamais en France les nécessités de la démocratie? Nous avons inauguré dans le monde un régime qui ne s'est vu nulle part, et que l'Amérique elle-même ignore, — le suffrage universel sans limites, le droit absolu apporté en naissant par toute créature humaine de contribuer par son vote et pour une part souvent chimérique au gouvernement de son pays. Nous avons fait une question de théorie pure de ce qui partout ailleurs est une question d'expérience, d'utilité et de progrès social; nous avons préféré cette abstraction stérile à la liberté de fait, qui seule peut la rendre féconde. Nous demandons enfin au suffrage universel jusqu'à des constitutions et jusqu'à des couronnes, — et nous en sommes encore à nous demander si nous apprendrons à lire à tous les citoyens français!

8 février.

Je rentre du bal, et je pars dans une heure pour New-York. Hier soir, quand je me suis acheminé vers le dîner qui m'attendait chez M. Field, j'avais la ferme intention de partir cette nuit même;

mais un orage de neige s'abattait sur la contrée, et tombait à si gros flocons que je craignis d'être bloqué en route. Mes hôtes aussi me représentèrent les charmes d'une station d'un jour ou deux au fond d'un *car* pris dans la neige, en compagnie de tout un convoi de voyageurs gelés et affamés comme moi : bref, au lieu de me rendre au chemin de fer, je me laissai conduire au bal. J'y fus présenté par une dame qui m'y fit grandement *mousser* par son obstination à m'appeler « le comte, » titre auquel je finis par répondre quand je vis qu'il s'adressait bien à moi. Vous savez qu'en Amérique, dans le monde élégant, un Français de bonne compagnie ne peut manquer d'être au moins comte ou marquis; c'est sans doute par modestie, par respect pour le démocratisme américain, qu'il se ravale momentanément au niveau des simples mortels. De même que les hommes du peuple m'appellent *capitaine* lorsqu'ils veulent me rendre honneur, de même les dames et les demoiselles m'appellent *comte*, parce qu'il est invraisemblable, incompréhensible qu'un homme aussi distingué ne soit rien du tout que Gros-Jean ou Gros-Pierre. Je suis accoutumé à ces usurpations involontaires, et je les supporte sans sourciller avec un sérieux impassible. — Me voilà donc au bal, affublé d'un titre, présenté de droite et de gauche, choyé par les demoiselles, et cela sans intérêt, sans calcul possible, sans autre raison que le désir d'être agréable à un étranger qui passe et qu'on sait devoir disparaître demain. Cette bienveillance empressée, cette hospitalité gracieuse méritaient bien en retour quelque effort de politesse. Je me plaisais d'ailleurs dans cette société aimable et presque européenne. Toutes ces dames parlaient un français élégant et correct dont elles semblaient très fières, et qu'elles étaient heureuses de faire apprécier par un bon juge. Leur conversation, peut-être nourrie de peu, comme toutes les causeries du monde, mais roulant au moins sur quelque chose, m'empêchait de regretter les heures et le sommeil perdu. Deux ou trois fois je tentai de m'enfuir, mais on me ramena de force. Bref, je ne sortis du bal qu'à trois heures du matin, emportant un excellent souvenir de cette société plus provinciale, moins à la mode peut-être, mais au fond plus délicate que celle de New-York.

La neige avait fondu. Il ne restait plus dans les rues qu'une espèce de compote pâteuse comme une *granite* fondante, et sur les dalles des trottoirs, aux places où l'eau avait coulé plus abondante, des arabesques en relief de glace mouillée, le plus glissant et le plus dangereux terrain sur lequel puisse marcher un homme. J'étais venu là en voiture, avec des dames, et je ne savais pas où j'étais. Je m'informe de la direction de Chesnut-street; on me l'indique vaguement, et je me mets en route, tantôt clapotant avec mes souliers de bal dans la bouillie neigeuse, tantôt, et malgré des pré-

cautions infinies, patinant sur les dalles incrustées de glace fondante. Même de jour, toutes les rues de Philadelphie se ressemblent, et il faut un œil exercé pour les reconnaître : de nuit, c'est un immense labyrinthe. Je ne tardai pas à m'y perdre, et je marchai longtemps à petits pas, faisant des efforts surhumains pour conserver mon équilibre. Pas de gaz allumé, pas d'écriteaux aux coins des rues; çà et là seulement une lanterne pâle et une solitude obscure, sans que de ces profondeurs silencieuses mes exclamations de mauvaise humeur fissent sortir un seul *policeman*. La municipalité de Philadelphie, qui fait tant pour l'instruction publique, fait peu de chose pour la voirie et pour la police. Elle laisse se creuser entre les pavés rompus des trous qui forment le soir des chausse-trapes boueuses; elle laisse l'eau et la neige s'amasser dans cette grande ville sans écoulement, sans égouts, sans pentes naturelles, sans rien pour l'assainir que l'absorption de la terre et l'évaporation du soleil. — En même temps un immense incendie commençait à embraser l'horizon et à rougir la moitié du ciel; la voix lente et lugubre du tocsin d'alarme planait au loin sur la grande ville endormie; on entendait par intervalles s'élever les cris stridens ou retentir sur le pavé sonore les pas précipités des escouades de *firemen* qui accouraient à la fête. C'est un magasin d'huile de pétrole qui vient de brûler en une heure; mais l'huile enflammée déborde dans les rues et inonde tout le quartier d'une mer de feu. — Enfin un passant attardé me montre ma route, et je rentre à l'hôtel trempé, glacé, après mainte chute et maint faux pas, avec mes habits souillés et mes souliers en loques. A présent vite au chemin de fer, et je serai ce soir même à New-York.

12 février.

Depuis trois jours, je n'ai pas touché une plume ni un livre. Ce grand New-York est un gouffre qui dévore les heures. Cependant les événemens se pressent, s'accumulent; l'anxiété de la paix ou de la guerre, les rumeurs contradictoires, les négociations, les ruptures, les coups de théâtre imprévus de Davis, l'approche d'une ou deux grandes batailles, enfin l'évidence d'un dénoûment prochain, d'un radoucissement forcé dans les fureurs démoniaques du gouvernement confédéré, jouent devant moi un drame tragi-comique dont l'intérêt augmente tous les jours. Comme aujourd'hui la bombe mystérieuse a éclaté et que les rapports des deux présidens à leurs peuples nous en montrent à nu l'histoire secrète, je puis vous dire les choses telles que je les ai vues, telles que les a jugées l'opinion publique, telles enfin que le résultat les montre à nos espérances désappointées.

Quand j'étais à l'armée, il n'était bruit que de l'ambassade de

M. Blair. Tout le monde en augurait, sinon la paix immédiate, au moins un grand pas vers l'accord amiable et le rétablissement de l'Union. Pour ma part je n'y croyais guère, car j'avais lu dans les journaux de Richmond de telles invectives contre quiconque ne ferait pas de l'indépendance des états confédérés la condition *sine quâ non* de la paix, que je ne pouvais supposer le gouvernement rebelle, qui est l'âme de la presse virginienne, en disposition de se sacrifier pour le bien public. Horace Greeley d'ailleurs était mêlé à l'affaire, et si bien que je respecte ses efforts persévérans, infatigables pour inspirer aux confédérés l'esprit de paix et de soumission, les négociations de Niagara sont encore trop récentes pour que j'aie grande confiance dans la diplomatie chimérique de cet esprit élevé et convaincu, mais rêveur et fantasque. Ce que je me figurais plus volontiers et ce que ma raison pouvait admettre, c'est que l'ambassade de Blair ou toute autre semblable démarche fortifierait au sud ce parti toujours grandissant de la paix, dont l'insubordination menaçait de renverser Davis. Alexandre Stephens, le vice-président malgré lui de la prétendue république, pouvait saisir cette occasion de se mettre à la tête des convertis et faire à l'obstiné dictateur une opposition domestique qui aurait bientôt paralysé tout à fait le corps malade et mutilé de la rébellion; mais je comptais sans la faiblesse de l'un et sans l'énergie dominatrice de l'autre. Ce qui devait être la ruine du président Davis a été pour cet homme extraordinaire l'occasion de ressaisir tout son ancien ascendant sur les timides et de pousser devant lui le troupeau de moutons enragés qu'il a mordus.

M. Blair revint, puis s'en retourna, puis revint encore, et déjà l'on ne semblait plus y songer. New-York seule, comme tous les centres financiers dont l'instabilité s'ébranle aux moindres secousses, se partageait entre l'espoir et la crainte, et, tout en souhaitant la paix, redoutait déjà qu'elle ne fût trop prompte. Les journaux, aux aguets de tous les bruits qui peuvent remplir leurs colonnes, donnaient par métier vingt récits et conjectures opposés à un public incrédule et indifférent. Quelques-uns, prenant le contre-pied de la rumeur courante, s'amusaient à la travestir en manœuvre financière et à nier même que Blair fût parti, — quand tout à coup une dépêche arrive de Fortress-Monroë, annonçant que le vice-président Stephens, le juge Campbell et le sénateur Hunter sont dans les lignes fédérales et sollicitent l'autorisation d'aller jusqu'à Washington porter des propositions de paix. M. Seward est allé à leur rencontre avec les pleins pouvoirs du président. On va même jusqu'à énoncer les conditions qu'il leur porte : il exige tout d'abord que les rebelles mettent bas les armes, qu'ils se soumettent aux lois des États-Unis, telles que la révolution les a faites; il offre

en revanche une compensation pour les esclaves émancipés et l'adoption de la dette confédérée par le gouvernement des États-Unis. — Ces concessions sont exorbitantes; mais on explique comment l'indemnité sera minime et proportionnée à la présente valeur de cette propriété des esclaves, plus onéreuse aujourd'hui que profitable, — comment, d'autre part, les États-Unis ne promettront jamais de remplir tous les engagemens illusoires qu'a pris un gouvernement désespéré. Ils reconnaîtront le principal de la dette, et ce serait déjà un bienfait immense que de donner ainsi une valeur réelle et la certitude du remboursement à un capital emprunté au taux de l'usure la plus extravagante et considéré depuis longtemps comme perdu. Quant à l'intérêt de dix pour cent qu'a promis le gouvernement rebelle, il serait réduit à trois pour cent qui, en monnaie fédérale, vaudraient encore vingt fois le revenu actuel. Ainsi les États-Unis achèteraient la soumission des rebelles, ou plutôt, après les avoir désarmés, réduits à merci, ils les recevraient dans l'Union en leur faisant un magnifique cadeau de bienvenue et en les aidant à réparer la ruine que s'est attirée leur folie! Voilà le joug intolérable sous lequel on a voulu faire passer les rebelles, voilà l'insulte, l'humiliation qu'on a voulu leur infliger, et que des gens voisins du gouvernement m'ont donnée pour certaine! C'était presque leur payer les frais de la guerre et les punir de leur obstination criminelle en les admettant, comme l'enfant prodigue, à une plus grosse part des bienfaits publics (1).

Cependant les journaux de Richmond, obéïssant à un commun mot d'ordre, faisaient les dédaigneux et les sceptiques. *La Sentinelle*, porte-voix accoutumé du président Davis, appelait Stephens et les autres « les soi-disant commissaires du gouvernement confédéré. » — « Nous ne ferons pas, disait-elle, la paix sur une autre base que celle de l'indépendance, et toute autre proposition de l'ennemi sera considérée comme une insulte. Notre gouvernement n'a ni l'intention ni même le droit de traiter avec les *Yankees*. L'ambassade officieuse du vice-président ne servira qu'à montrer que la paix est impossible, et que la guerre à outrance est le seul parti qui puisse nous sauver. » Ces rodomontades, assaisonnées de quelques injures chevaleresques à la façon de l'aristocratie rebelle, paraissaient dans

(1) Ces détails ont été confirmés depuis par le récit que le vice-président Stephens a fait lui-même des négociations de Hampton-Roads. Les rebelles n'ont plus le droit de se plaindre qu'on les oblige à répudier la dette confédérée : ils l'ont condamnée eux-mêmes le jour où ils ont repoussé les offres trop généreuses du président Lincoln. Ils ne se sont d'ailleurs jamais fait illusion sur le sort probable de leurs expédiens financiers. Le discours prononcé autrefois par M. Stephens dans la législature de la Géorgie pour l'exhorter à prendre sa part de l'emprunt confédéré prouve très bien que les états rebelles savaient, en contractant cette dette, qu'elle était perdue, si la guerre tournait contre eux.

le journal officiel de Jefferson Davis à l'heure même où ses émissaires portaient aux fédéraux des paroles de paix et des espérances de soumission. Quelle politique était donc la sienne? Quel dessein inconnu s'enveloppait de ce double langage, et de quel côté enfin était le mensonge?

Il y avait, nous disions-nous, deux partis en présence à Richmond, dans le peuple, dans l'armée, dans la législature, et jusque dans le pouvoir exécutif : celui de la reddition pure et simple et du retour docile à l'Union, composé des hommes prévoyans et éclairés qui savaient combien peu de temps la corde tendue pouvait résister au poids de la guerre, et celui des *fire-eaters* (mangeurs de feu), composé d'une masse ignorante guidée par des chefs ambitieux et fanatiques, volontairement aveugles dans leurs efforts pour aveugler la foule. Entre ces deux factions extrêmes flottait la multitude indécise qui désirait la paix sans oser la faire et faisait la guerre sans trop la vouloir, cette multitude docile et molle dont le vice-président Stephens, intelligence sans caractère et sans volonté, était à la fois le chef et le représentant. Ces rebelles à contre-cœur sont depuis quatre ans les instrumens de la volonté puissante qui les gouverne, et à force d'y obéir ils se sont fait par habitude une espèce de dévouement à la cause qu'ils défendent. On se rappelle l'éloquent discours d'Alexandre Stephens dans la convention de la Georgie contre la sécession, et la violence inaccoutumée avec laquelle il dénonçait alors comme des ambitieux criminels ceux dont il s'est fait depuis l'humble satellite. Aujourd'hui que les désastres essuyés par la confédération rebelle justifient sa résistance première à la sécession et que le jour de sa revanche est arrivé, M. Stephens et tous les hommes débiles qui ont suivi son exemple n'osent pas encore relever la tête et répudier une foi qui n'est pas sincère. Au lieu de montrer au peuple ce qu'ils voient, ce qu'ils comprennent, la ruine inévitable qui s'approche, et de renier le mensonge insensé de l'indépendance, ils n'osent parler de paix qu'en prononçant ensuite ce mot chimérique qui entretient tant d'illusions funestes. Ils savent que la paix sera la soumission, le retour à la nationalité première, l'abolition des dernières traces de l'esclavage et la fin du nom confédéré, — qu'en revanche la guerre ne peut aboutir qu'à l'extermination, et qu'il ne reste plus aux survivans de cette lutte fatale qu'à se livrer eux-mêmes, en acte de repentir, à la générosité des États-Unis, ou bien à faire parade d'un faux héroïsme et à s'engloutir dans un naufrage théâtral et criminel. Ils le savent, mais ils n'osent pas le dire, et ils encouragent toujours l'espérance chimérique d'une paix à termes égaux, servant ainsi par leur opposition timide l'adversaire même qu'ils veulent renver-

ser. Pourtant le nombre de ces partisans honteux de la paix a tellement grandi depuis les dernières défaites, ils ont élevé si haut la voix dans le congrès et dans la presse, que le gouvernement pouvait craindre qu'ils ne jetassent le masque. Davis, malgré sa dictature et l'appui assuré du général Lee, commençait à chanceler sur ce fauteuil présidentiel qu'on l'accuse d'avoir voulu changer en trône. L'ambassade de Stephens et de Campbell, sincère ou non, était évidemment conçue pour rallier à lui les mécontens et raffermir le pouvoir entre ses mains.

Ici toutefois revenaient les doutes. N'était-ce qu'une feinte, une ruse de guerre, comme le disaient les journaux de Richmond, et fallait-il prendre à la lettre cet article de *la Sentinelle*, qui, pour mieux déguiser la vérité, aurait pris le malin parti de la crier sur les toits? Davis n'avait-il voulu que prendre les *pacifiques* dans leurs propres filets et adopter un instant leur politique pour les réduire ensuite au silence en leur démontrant l'impossibilité de leurs espérances? Quand les commissaires confédérés ont traversé les lignes, les deux armées les ont acclamés avec enthousiasme, unissant dans un *cheer* pacifique leurs voix accoutumées aux provocations du cri de guerre: mais il ne faut pas croire que l'armée rebelle, en saluant l'espoir de la paix, entendît applaudir la soumission. On a tant de fois répété aux hommes ignorans du sud que jamais on ne pourrait les vaincre, que jamais leurs ressources ne seraient épuisées, ni la nation confédérée subjuguée par le conquérant *yankee*, qu'ils ont fini par croire à sa durée et par s'imaginer que la paix leur assurerait cette indépendance qui maintenant serait vaine, mais à laquelle ils tiennent, comme on tient toujours aux hochets inutiles pour lesquels on a combattu. Davis, alors même que tout espoir et toute énergie l'auraient abandonné, ne pourrait pas sans transition avouer sa défaite à son peuple. Le flot populaire, soudainement arrêté, se rejetterait contre lui avec la fureur des réactions inattendues, et les commissaires pacifiques n'iraient à l'ennemi que sur le corps de l'auteur criminel et détesté de la rébellion, car les changemens soudains de politique amènent la ruine de ceux même qui les conseillent, et le peuple détrompé voit dans les anciens instrumens de sa folie les auteurs premiers de l'égarement qui l'a perdu : justice brutale, mais rigoureuse, à laquelle Davis ne peut échapper, s'il ne la conjure par les détours, les lenteurs, les mensonges prudens et bien ménagés qui peuvent amener son peuple du fanatisme de l'erreur à la vue calme et sensée de la vérité.

Cependant la première conférence avait eu lieu. On racontait que Stephens n'avait tenu partout qu'un langage de conciliation, qu'il avait pris congé des officiers chargés de le conduire en « espé-

rant les revoir sous de meilleurs auspices, » que même il avait dit : « Nous ne sommes qu'un seul et même peuple. » L'anxiété grandit quand on apprit que le président Lincoln, sur une dépêche du secrétaire d'état, était parti subitement pour Fortress-Monroë. La paix était-elle si proche? Les plus incrédules se rendaient à demi, et l'on s'étonnait que sur cette grande nouvelle l'or n'eût pas soudainement baissé de 50 pour 100.

L'or, à vrai dire, faisait bien d'attendre. Le *Herald*, l'*Express*, les paradoxaux et les haussiers de la presse, avaient raison d'opposer à l'espérance générale leur moqueuse incrédulité. Le lendemain, négociations rompues; — Lincoln et Seward s'en retournaient à Washington, disant tout haut que la paix n'était pas possible. Stephens et Hunter rentraient dans leurs lignes, et, suivant le lieu commun tant rebattu des journalistes, « Grant, Thomas et Sherman étaient redevenus les vrais commissaires et les vrais négociateurs de la paix. » Que s'était-il passé? Maintes rumeurs avaient couru; mais en attendant le message officiel que le président préparait pour le congrès, il fallait se contenter du fait laconique et des narrations de fantaisie qui couraient la presse. Les premiers détails nous arrivèrent de Richmond : à peine les négociateurs avaient-ils reparu dans la ville que tous les journaux en masse avaient ouvert à pleines bordées un feu préparé d'avance. Je ne puis vous décrire ce délire d'indignation calculée, ce déluge d'invectives et d'injures qu'ils se mirent à vomir, comme des batteries chargées jusqu'à la gueule que le canonnier allume au premier signal. On eût dit que le nord avait dévoilé au dernier moment des prétentions si inattendues, si odieusement exorbitantes, que l'ambassade avait reculé épouvantée. Lincoln, le tyran *yankee*, leur avait tendu un abominable guet-apens. Il avait refusé de reconnaître l'indépendance des états du sud, il avait exigé des rebelles un retour absolu et immédiat aux lois des États-Unis, poussant même l'insolence jusqu'à leur promettre, en cas de soumission, l'indulgence qu'on doit à des frères égarés, — l'indulgence des vils *Yankees!* Les *Yankees* oser se dire les frères de la nation chevaleresque du sud! Évidemment ce piége était calculé pour fournir à « l'ignoble Lincoln » et au « sanguinaire Seward » l'occasion de souffleter les nobles citoyens et le sublime peuple des états confédérés : outrage qu'il fallait laver dans le sang et venger par une extermination universelle de toutes les armées qui avaient osé violer la terre sacrée de la rébellion!

La fureur et l'injure ne dispensent pas de la logique. La veille, ces mêmes journaux, ce même Davis qui leur soufflait leur opinion, parlaient avec mépris de ces prétendues négociations qui ne serviraient qu'à montrer l'incorrigible arrogance de l'ennemi et la nécessité d'une guerre impitoyable. Aujourd'hui ils vocifèrent, ils

prétendent qu'on les a déçus, que Lincoln, pour attirer leurs négociateurs dans ses lignes, leur faisait croire qu'il allait humblement se soumettre à leurs conditions de paix. S'il est vrai qu'on ait voulu les tromper, ils ne s'y sont pas laissé prendre, et cet air d'innocence leur sied mal après la hautaine condescendance dont ils se sont vantés. Il serait bien étonnant d'ailleurs qu'après les avoir combattus quatre années, dans la bonne et dans la mauvaise fortune, on choisît pour s'avouer vaincu le moment même où on tient le loup par les oreilles et où on le serre à la gorge; mais c'est peine perdue que de démontrer leur folie et de dénoncer leur mauvaise foi.

Le rapport du président Lincoln au congrès fut enfin publié, avec une lettre écrite par M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis près la cour d'Angleterre, et le monde put voir jusqu'où ce Tibère et ce Séjan avaient poussé le délire de la tyrannie. — Les plénipotentiaires rebelles et le président des États-Unis se rencontrèrent à Hampton-Roads, sur la rivière James, à bord du bateau à vapeur qui les avait amenés; leur entrevue fut cordiale, franche, bienveillante; ils burent ensemble du vin de Champagne, et quand ils se séparèrent, Seward poussa l'ignominie jusqu'à dire, à la façon américaine, à son ancien ami Hunter, qui lui serrait les mains : *God bless you, Hunter!* — « Mieux vaudrait, s'écrie le *Richmond Dispatch*, la malédiction de l'enfer que la bénédiction de Seward! » — M. Stephens avait commencé la conférence avec un sincère désir que la paix y fût conclue; mais il conservait une grande illusion : il se figurait que le gouvernement des États-Unis pouvait reconnaître temporairement l'existence et la légitimité du gouvernement rebelle, lui accorder une amnistie, retirer ses armées, lui rendre le territoire auquel il prétend toujours, et attendre patiemment, sur la foi d'une promesse verbale, que les choses et les hommes fussent mûrs pour la reconstruction proposée. Dans cette attente, la confédération se serait alliée aux États-Unis pour appliquer sur le continent américain la politique de la doctrine Monroë, c'est-à-dire pour affranchir le Mexique de l'occupation des armées françaises et peut-être même s'emparer du Canada contre les Anglais. Le président Lincoln dit dans son message qu'en général les commissaires confédérés ne se sont point positivement refusés à l'union, mais qu'ils ont demandé seulement d'ajourner et de réserver le différend. M. Seward aussi dit en propres termes que M. Stephens a proposé pour compromis un traité d'alliance politique et d'action commune contre les puissances qui attaquent la doctrine Monroë. De cette façon, la guerre aux puissances européennes eût été employée comme dérivatif pour donner aux haines engendrées par la guerre civile le temps de s'effacer et de s'éva-

nouir. Voilà la bienveillance des rebelles pour leurs bons amis d'outre-mer, amis timides, j'en conviens, mais qui, pour récompense de leurs secrètes espérances et de leur demi-complicité, méritent mieux que la haine systématique qu'on semble leur avoir vouée à Richmond bien plus encore qu'à Washington. On ne songe plus maintenant à les flatter pour obtenir leur aide, encore moins à se donner à eux pour les forcer à prendre parti. Le président Davis a compris qu'il ne gagnerait rien à ramper devant l'Europe, et voilà les sentimens que cachait le rideau de flatterie officielle qui nous a si longtemps abusés.

Quant aux États-Unis, qui n'ont pour le présent aucun souci de la guerre européenne, le marché qu'on leur offre est aussi improfitable qu'inadmissible et incompatible avec leur dignité. L'assistance des populations décimées et des belles finances du sud serait d'un prix médiocre dans l'hypothèse même d'une guerre extérieure. Enfin n'est-il pas étrange, après quatre ans de luttes sanglantes pour le maintien de l'Union, de ne leur offrir en prix de la victoire qu'une vague promesse d'alliance, en leur demandant d'abandonner le principe et le nom national même pour lesquels ils ont combattu? Ce n'est pas aux vaincus de faire la loi aux maîtres, et quand à la lettre du président Davis annonçant à M. Blair qu'il était prêt à négocier une paix *entre les deux peuples* le président Lincoln a répondu par la même voie détournée qu'il entendait rendre la paix *au peuple de leur patrie commune*, il était bien clair qu'il ne reviendrait pas sur cette parole. Les commissaires confédérés savaient donc ou devaient savoir ce qui leur serait proposé, et s'il y a insulte et arrogance, c'est plutôt du côté de ces vaincus qui veulent dicter aux vainqueurs les conditions de la paix qu'on leur accorde.

On dit aussi que M. Stephens a essayé d'une autre issue, non moins impraticable et non moins ridicule que la première. Il a fait entendre que les états confédérés reviendraient à l'Union en temps et lieu, si le gouvernement des États-Unis voulait d'abord reconnaître leur souveraineté individuelle absolue et leur droit inaliénable à la sécession; ce qui revenait à dire : « Vous aurez gain de cause à la condition d'avouer que vous avez tort. » Admettre la souveraineté absolue des états, c'eût été non-seulement un acte indigne d'une nation qui a affirmé sa propre souveraineté dans cent batailles, mais la plus impolitique et la plus funeste des concessions. Cette clause purement théorique en apparence n'aurait pas tardé à ranimer le fléau proscrit des *nullifications* et des sécessions d'états, elle aurait fait une révolution dans le droit constitutionnel des États-Unis et rendu l'autorité nationale impuissante contre les fantaisies d'une rébellion nouvelle. Ces prétendus compromis ne

sont que des façons ingénieuses de désarmer le gouvernement de l'Union et de lui arracher un *meâ culpâ* dont on n'aurait pas manqué ensuite de se prévaloir. Je ne crois pas qu'il y ait un homme assez insensé dans le gouvernement rebelle pour s'imaginer que ces termes fussent acceptables, et qu'on pût sans dérision les offrir à un président réélu pour avoir déclaré qu'il ferait triompher l'autorité nationale tout entière. A ces propositions dérisoires M. Lincoln a répondu et devait répondre un *non possumus* irrévocable, et personne ne peut de bonne foi s'étonner qu'il l'ait prononcé.

Il a fait en revanche toutes les concessions qu'autorisaient l'honneur national et le mandat qu'il a reçu du peuple, exigeant seulement que la loi des États-Unis fût souveraine dans les états dits confédérés, que le gouvernement de la confédération fût dissous, — non ceux des états, — que l'armée mît bas les armes, que l'amendement constitutionnel fût adopté comme le fondement du droit public, et l'esclavage aboli dans les états rebelles du jour où, suivant la constitution, qui est la loi suprême, les trois quarts des états l'auraient ratifié. Il promettait ensuite que dans la pratique et l'exécution des lois, dans l'application surtout du décret de confiscation qui pèse encore sur les rebelles, il userait de toute l'indulgence compatible avec son devoir et ferait grâce des peines trop rigoureuses, pourvu seulement qu'on admît son droit de les infliger. On dit même qu'il a donné sa parole qu'il aiderait de tout son pouvoir le sud à se relever de ses ruines. Rien ne suffit aux envoyés du sud. Puisque leur gouvernement veut l'usurpation ou la guerre, qu'on s'en prenne à lui du sang versé!

Voilà les faits tels qu'ils ressortent du rapport succinct du président Lincoln et des récriminations mêmes des rebelles. C'est aux journaux de Richmond que j'emprunte les détails qui témoignent le plus hautement de leur opiniâtreté intraitable. Les récits qu'ils font de l'entrevue de Hampton-Roads sont les actes d'accusation les plus concluans contre eux-mêmes et les plus claires justifications de celui qu'ils appellent le tyran Lincoln, car leurs excès les plus odieux sont à leurs yeux les actes les plus nobles d'héroïsme patriotique. Le gouverneur de la Virginie William Smith, plus connu sous le sobriquet d'*Extra-Billy Smith*, a convoqué le peuple de Richmond à un immense *meeting* « pour répondre dignement à l'outrage que leur a fait (aux gens du sud) le président des États-Unis, » en ne les suppliant pas humblement de se contenter de l'indépendance et de ne plus vouloir conquérir les états du nord. Le général Lee et tout son état-major y sont venus en grand appareil, et 10,000 personnes ont voté par acclamation qu'elles rejetaient « avec l'indignation que mérite une aussi grossière insulte » les conditions que Lincoln a mises à la paix entre les deux peuples. Jefferson Davis a

parlé. « Tout, dit-il, doit être sacrifié sur l'autel de la patrie. Nous prouverons bien à Lincoln que nous sommes ses maîtres. On verra bientôt que Sherman a conduit en Georgie sa dernière armée. Avant l'été, ce sera l'ennemi qui nous mendiera des conférences et des occasions de lui dicter nos lois. » MM. Benjamin, Hunter, Oldham, d'autres encore, ont parlé, tandis que les journaux faisaient feu de toutes leurs batteries. *La Sentinelle*, dans un article éloquent et insensé dû à la plume de Jefferson Davis lui-même, fait appel aux souvenirs de l'histoire romaine, et propose aux rebelles l'exemple des héroïques vaincus de la bataille de Cannes. « Les lâches, dit l'*Examiner*, doivent être pendus à la lanterne. — On ne peut, dit l'*Enquirer*, nous ravir le droit de remplir une tombe glorieuse. » Puis des indignations burlesques : « sommes-nous des rebelles? sommes-nous des traîtres? » Le dessein du président Davis en jouant cette comédie pacifique apparaît dans son audacieuse et habile impudence : il a voulu clore la bouche aux amis de la paix et mettre encore une fois le feu à l'opinion publique. Il a momentanément réussi. Stephens, résigné à la guerre, va, en docile instrument d'une politique qu'il déteste, révolutionner la Georgie. Lee fait blanc de son épée; le peuple de Richmond est revenu au fanatisme des premiers jours. Malheureusement ces grands coups de théâtre sont bien connus; on appelle cela *fire the southern heart* (enflammer le cœur du sud), et chacun de ces beaux incendies a toujours laissé des cendres et des ruines. Tandis que Jefferson Davis poussait à Richmond son cri de guerre, répété par dix mille voix, Sherman coupait à Branchville le chemin de fer d'Augusta à Charleston, et la gauche de l'armée du Potomac faisait autour de Petersburg un de ces mouvemens modestes qui, deux ou trois fois répétés, intercepteraient les communications de Lee. Tandis qu'on se préparait à prendre des mesures rigoureuses contre les déserteurs et les réfractaires, ils n'en occupaient pas moins les montagnes de la Caroline du Nord, d'où ils donnent la main à l'ennemi. Enfin, à l'heure même où les négociations officielles étaient rompues en Virginie, la législature de la Caroline du Nord nommait pacifiquement cinq négociateurs tirés de son sein et invitait les autres états à suivre son exemple. A Richmond même, deux jours après les *mass meetings* belliqueux du président, le congrès, qui s'y était associé en grande pompe, repoussait unanimement la proposition renouvelée d'armer les nègres. Les négociations ont échoué avec Davis, mais elles réussiront ailleurs avec d'autres. Ceux même qui jurent de résister jusqu'à l'extermination seront les premiers à faire leur paix quand le jour viendra de faire honneur à leurs sermens téméraires.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

RIVALITÉ

DE CHARLES-QUINT

ET

DE FRANÇOIS Ier

TRAITÉ DE MADRID ET DÉLIVRANCE DE FRANÇOIS Ier.

I.

Vers le même temps où l'empereur Charles-Quint apprenait par le marquis de Pescara les projets menaçans des princes italiens et où il recevait d'Angleterre l'avis que son ancien allié Henri VIII concluait un traité avec la régente de France, il était informé du dangereux état dans lequel la captivité avait fait tomber le roi son prisonnier (1). Après que les négociations pour la paix avaient été suspendues, François Ier, voyant que Charles-Quint se refusait à une entrevue, sentant que la possibilité d'un accord et l'espoir de sa délivrance s'éloignaient de plus en plus, craignant que son royaume, où des dissentimens commençaient à se montrer entre le parlement et la régente, ne fût exposé à d'irrémédiables désordres par son emprisonnement prolongé, fut en proie à une mélancolique tristesse. La fièvre le saisit; cette fièvre, continuant avec des redoublemens, fut le signe d'une maladie des plus graves. François Ier

(1) Voyez, sur cette lutte et les incidens antérieurs, la *Revue* du 15 janvier 1854, du 15 mars et du 1er avril 1858, des 15 février, 1er et 15 mars 1860, et du 1er février 1866.

perdit peu à peu ses forces, et la vie sembla sur le point de l'abandonner. Quoique le mal eût un siége intérieur que les médecins n'apercevaient pas encore, on crut autour du roi que la cause en était toute morale. C'est ce qu'annonça le capitaine Alarcon à l'empereur. Charles-Quint s'empressa d'écrire à François Ier, et il fit partir don Juan de Zuñiga pour lui témoigner l'intérêt qu'il prenait à son rétablissement (1). Les nouvelles devenant plus mauvaises, il lui envoya son propre médecin pour le traiter et le vice-roi de Naples pour ranimer ses espérances (2); mais les soins du médecin impérial ne furent pas plus efficaces que ceux des deux médecins français, Bourgancy et maître Jean de Nismes, que le roi avait auprès de lui (3), et François Ier fut insensible aux consolations que lui apportait Lannoy de la part de Charles-Quint. Un abcès profond s'était formé vers le haut de la tête, et la compression douloureuse que cet abcès produisait en se développant jetait de plus en plus le malade dans un accablement qui semblait mortel. Le lundi 18 septembre, après plus de vingt jours de maladie, François Ier était sans mouvement et presque sans connaissance. Alarcon dépêcha un courrier à l'empereur pour l'en informer et lui dire qu'une visite de sa part pourrait seule tirer le roi de l'état léthargique dans lequel il était tombé, et que s'il voulait le voir encore et chercher à le relever par sa présence et ses paroles, il avait besoin de se hâter. L'empereur était allé à la chasse du côté de Ségovie; il avait écrit à François Ier qu'apprenant la durée de sa maladie, et regrettant d'avoir passé naguère près du lieu où il était alors bien portant sans le voir, il n'y passerait pas cette fois sans le visiter, et qu'il serait auprès de lui le mardi. Le mardi était le 19 septembre. Charles-Quint arriva des environs de Ségovie à San-Agustin le lundi 18, quelques heures avant la fin du jour. Il comptait coucher à San-Agustin lorsqu'il reçut la dépêche d'Alarcon. Il sentit sur-le-champ que son prisonnier lui échappait, s'il ne s'empressait pas de le soutenir, et qu'il perdrait avec lui tous les avantages qu'il se promettait de sa délivrance. Sans attendre le lendemain, il résolut d'aller visiter François Ier pour lui donner la satisfaction qu'il avait si ardemment désirée et essayer de le ramener à la vie par l'espérance de sa prochaine liberté. Il dit à ceux qui l'accompagnaient qu'ils eussent à se préparer, s'ils voulaient le suivre. Il monta à cheval avec les ducs de Calabre, de Bejar et de Najara, Pedro Giron et don Beltran de la Cueva, qui ne le quittèrent point, et il parcourut à toute bride en

(1) Lettre de l'empereur à François Ier, dans *Captivité*, etc., p. 322.
(2) *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, par Cicogna, p. 179.
(3) *Captivité de François Ier*, p. 133 et 135.

deux heures et demie les six grandes lieues qui le séparaient de Madrid (1). Il y arriva entre huit et neuf heures du soir, et se rendit sur-le-champ à l'Alcazar. Laissant à la porte de la chambre du roi les ducs qui lui faisaient cortége, de peur de fatiguer le malade, il y entra avec le seul vice-roi de Naples, éclairé par le maréchal de Montmorency, qui portait devant lui un flambeau.

En voyant l'empereur, François Ier se releva avec effort sur son lit et s'inclina. Charles-Quint se jeta dans ses bras, et ils se tinrent pendant quelque temps étroitement embrassés sans proférer une parole. François Ier rompit le premier le silence, et dit : « Seigneur, vous voyez devant vous votre prisonnier et votre esclave. — Non, répondit affectueusement l'empereur, mais mon bon frère et véritable ami que je tiens pour libre. — Votre esclave, ajouta le roi. — Mon bon frère et ami qui deviendra libre, repartit avec insistance l'empereur. Je ne désire rien plus que votre santé, ne pensez qu'à elle; tout le reste se fera, seigneur, comme vous pouvez le souhaiter. — Il en sera ce que vous ordonnerez, continua le roi, car c'est à vous de commander; mais, seigneur, je vous en supplie, qu'il n'y ait pas d'intermédiaire entre vous et moi (2)! » François Ier retomba fatigué, et lorsque l'empereur sortit après avoir passé quel-

(1) *Relacion de lo sucedido en la prision de Francisco I,* por Hernandez de Oviedo, fol. 15 v°. — Dans Gachard, *Appendice,* p. 87. — *Commentarios de los hechos del señor Alarcon,* p. 306. — Sandoval, t. Ier, liv. XIII, § 16.

(2) « In questo mezzo peggiorando il re, cesare volle visitarlo in persona a Madril. Accostatosi al letto il re si sforzò di sollevarsi il meglio che potè ed abbraciato cesare, gli disse in francese queste formali parole : *Imperator mio signor, ecco qui un tuo servitore e schiavo.* Cesare rispose che così non era, ma suo bueno amico e fratello, che tale sperava gli sarebbe, che attendesse pure a star allegro, e non pigliasse altro pensiero che di risanare, perchè alla venuta di madama d'Alanson siguirebbe tra loro buena pace, perch' egli non voleva se non il dovere, e pensava che anche dal re non sarebbe mancato di fare il dovere, e perciò sarebbe presto in libertà. » — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero,* p. 179. — Ce récit de la visite de Charles V est conforme à la relation inédite qu'en fait Gonzalo Hernandez de Oviedo, qui l'avait appris le soir du retour de Charles V à Tolède de la bouche même du duc Ferdinand de Calabre. — Cette relation, qu'extrait et cite M. Gachard dans son *Appendice,* p. 87, est conservée à la bibliothèque de Madrid; elle s'accorde avec ce qu'en dit Sandoval (liv. XIII, § 16). Elle diffère un peu de la version de François Ier, qui fait dire à Charles-Quint : « Mon frère, ne vous souciez d'autre chose que de guarison et santé, car quand vous voudriez demeurer prisonnier, je ne le voudrois pas, et vous promets que vous serez délivré à votre grand honneur et contentement, et après que madame la duchesse sera venue à Tolède, nous ferons chose pour votre délivrance dont vous serez joyeux et content. » *Captivité de François Ier,* p. 471. — Il y a un peu d'exagération des deux côtés sans aucun doute. Il n'est pas vraisemblable que Charles-Quint dans ce moment ait insisté sur ce qui lui était dû, puisque, selon lui, ce qui lui était dû était la Bourgogne, que François Ier ne voulait pas lui céder. Il n'est pas vraisemblable non plus qu'il soit allé jusqu'à lui dire que quand il voudrait demeurer prisonnier, lui ne le voudrait pas.

ques instans encore à ses côtés, François Ier ne put pas donner la main aux ducs de Calabre, de Bejar, de Najara, etc., qui entrèrent pour lui faire la révérence.

Le lendemain, l'empereur retourna auprès du roi. Il n'oublia rien pour lui rendre la confiance; mais le royal prisonnier se sentait profondément atteint, et il parla à l'empereur comme s'il ne croyait pas survivre à son mal. Il le supplia, s'il succombait, « d'avoir ses fils pour recommandés, de ne pas trop exiger d'eux, de les prendre sous sa protection et de les défendre contre ceux qui les attaqueraient (1). » Charles-Quint le rassura et lui dit que tout s'arrangerait selon ses vœux lorsque arriverait sa sœur la duchesse d'Alençon. On annonça en même temps que Marguerite de Valois était entrée dans Madrid et qu'elle approchait de l'Alcazar.

Cette princesse, d'un cœur si tendre, d'un mérite si haut, d'un esprit si rare et si orné, était partie de France au milieu des plus grandes chaleurs de l'été pour aller au fond de l'Espagne travailler à la délivrance de son frère. Sa mère l'avait investie de tous les pouvoirs nécessaires pour cette délicate négociation avec l'espérance que sa beauté et son habileté, les charmes de sa personne et les ressources de son dévouement la conduiraient à bonne fin. Dès que la trêve avait été conclue définitivement et que le sauf-conduit tout à fait en règle lui avait été remis, elle s'était rendue de Lyon à Aigues-Mortes en descendant le Rhône avec la régente sa mère, qui l'avait accompagnée jusqu'au lieu de son embarquement. Montée le 27 août (2) sur la flotte qui devait la transporter en Espagne, elle avait traversé la Méditerranée comme l'avait fait son frère deux mois et demi auparavant, et elle avait pris terre à Barcelone, où l'empereur avait envoyé don Ugo de Moncada à sa rencontre. Sur la route de Barcelone à Madrid, elle avait appris la grave maladie du roi son frère, et, remplie d'anxiété, elle avait mis encore plus de hâte à parcourir l'espace qui la séparait de lui (3). Le corps fatigué, l'âme troublée, elle faisait de dix à douze lieues d'Espagne par jour (4). Le cardinal légat Salviati que Clément VII avait dépêché vers l'empereur, qu'elle rencontra et dépassa en route, dit qu'elle se rendait en volant à Madrid, où elle arriva le 20 septembre 1525, le lendemain de la première visite que Charles-Quint avait faite à François Ier. L'empereur descendit jusqu'au bas de l'escalier de

(1) *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 179.

(2) *Lettres de Marguerite d'Angoulême, sœur de François Ier*, publiées par M. Génin, Paris 1841, in-8°, p. 182.

(3) Lettre de Marguerite au maréchal de Montmorency, *ibid.*, p. 187.

(4) Lettre du cardinal Salviati, écrite d'Alcala le 22 septembre et continuée à Tolède le 3 octobre. — Imprimée dans Molini, *Documenti storici*, t. Ier, p. 191 et suiv.

l'Alcazar pour la recevoir. Elle était vêtue tout en blanc à cause de la mort récente de son mari, le duc d'Alençon, et elle avait le visage en pleurs. L'empereur l'embrassa, lui adressa quelques paroles de consolation et la conduisit auprès du roi son frère. Après quelques instans passés avec eux, il les laissa, et le même jour il repartit pour Tolède (1).

La visite de l'empereur, ses bonnes assurances, la venue et la présence de sa sœur ranimèrent un moment François Ier : il parut mieux; mais le mal était au-dessus des remèdes moraux. Trois jours après le départ de Charles-Quint et l'arrivée de la duchesse d'Alençon, l'état du roi empira. La fièvre devint plus forte et l'accablement du malade excessif. Le jour suivant (24 septembre), il tomba dans une insensibilité complète, et les médecins de l'empereur comme les siens déclarèrent qu'il était perdu. Il resta pendant plusieurs heures sans parler et sans entendre, ne voyant rien et ne reconnaissant personne. La duchesse d'Alençon était dans le désespoir et ne comptait plus désormais sur aucun remède humain. C'est alors qu'elle fit dresser un autel dans la chambre du roi et dire par l'archevêque d'Embrun la messe à laquelle assistèrent, en priant et en pleurant, les gentilshommes de son frère et les dames de sa suite. Au moment de l'élévation, l'archevêque d'Embrun, s'adressant au roi, qui depuis quelque temps ne donnait aucun signe de vie, l'exhorta à regarder le saint-sacrement. Le roi ouvrit les yeux et leva les mains. La messe finie, la duchesse fit présenter au roi le saint-sacrement pour qu'il l'adorât. « C'est mon Dieu, dit-il, qui me guérira l'âme et le corps, je vous prie que je le reçoive. » Comme on lui représenta qu'il ne pourrait avaler l'hostie, « si, répliqua-t-il, je le ferai. » Alors, l'hostie ayant été partagée en deux à la demande de la duchesse, le roi en reçut la moitié dans la plus grande dévotion, et sa sœur, communiant avec lui, reçut l'autre moitié au milieu de toute l'assistance, qui fondait en larmes (2). La secousse morale qu'il avait éprouvée avait produit une crise salutaire. L'abcès qu'il avait dans la tête, et qui l'avait jeté dans cet état d'anéantissement, s'était heureusement ouvert en dehors, ce qui le sauva (3); mais, s'il fut rendu à la vie, il demeura dans une grande faiblesse.

(1) *Relacion de lo sucedido*, etc., f° 15. — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 120. — Sandoval, t. Ier, lib. XIII, § 16.

(2) Lettre du président de Selve, du 1er octobre, au parlement de Paris. — *Captivité de François Ier*, p. 332.

(3) « Stette alli XXIII del passato in fine di morte, senza parlare molti hori et senza virtu alcuna et desperato et tenuto morto da tutti, mismo en la mattina de XXIIII, nella quale comincio a ribaversi et purgar la materia che li andava a la testa per il naso. » Lettre du cardinal Salviati. Dans Molini, *Docum. stor.*, t. Ier, p. 191 et suiv. — Navagero le dit également dans ses dépêches : « Avendo scoperto i medici ch' egli era oppresso da

L'empereur apprit avec une vive satisfaction le rétablissement inespéré de son prisonnier. Il avait ordonné qu'on fît à son intention des prières publiques. Au moment où François Ier paraissait sur le point de succomber, Charles-Quint, se résignant à sa perte avec cette gravité stoïque qu'il montra dans les positions diverses de la fortune, s'était borné à dire : « Dieu me l'avait donné, Dieu me l'ôte (1). » Dès qu'il connut la soudaine amélioration qui était survenue, il fit partir le vice-roi de Naples pour visiter François Ier, à qui il écrivit « que les choses, au plaisir de Dieu, viendraient à bonne fin (2). »

II.

Marguerite de Valois quitta son frère convalescent pour aller suivre auprès de Charles-Quint la grande négociation qui l'avait conduite en Espagne. Elle arriva le mardi 3 octobre à Tolède. L'empereur envoya au-devant d'elle le duc de Medina-Celi à une lieue de la ville. Il sortit lui-même de son palais pour la recevoir, accompagné du duc de Calabre, de l'archevêque de Tolède, du duc de Bejar, du duc de Najara, du connétable de Navarre, de l'amiral des Indes, du marquis de Villafranca et de beaucoup d'autres seigneurs et *caballeros*. Il la rencontra sur la place de Zocodover, ayant à ses côtés l'archevêque d'Embrun, quelques grands personnages de France, et suivie de vingt de ses femmes à cheval comme elle. Du plus loin qu'il la vit, l'empereur ôta son bonnet et s'approcha d'elle avec la plus gracieuse courtoisie. L'ayant placée à sa droite, il la conduisit lui-même au palais de don Diego de Mendoza, comte de Melito, où son logis avait été préparé. A la porte, il prit conge de la duchesse le béret à la main et retourna à son palais (3).

Le lendemain, il y reçut la visite de Marguerite de Valois, qui vint l'entretenir du projet de paix avec la France et discuter les conditions auxquelles pourrait être délivré le roi son frère. Charles-Quint demeura pendant deux heures en conférence avec elle. Il n'avait auprès de lui aucun des membres de son conseil ni des grands officiers de sa cour, et il avait voulu, par une aimable déférence, que la porte de la chambre dans laquelle il conférait avec la duchesse fût gardée par une de ses femmes (4); mais, s'il se mon-

un' appostema nella testa, si che ad ogni momento parea dovesse morire. » *Della Vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 180, col. 2.

(1) *Navagero. Ibid.*

(2) *Captivité de François Ier*, p. 334.

(3) Relation manuscrite de Gonzalo Hernandez de Oviedo, citée par M. Gachard.

(4) Lettre de Marguerite à François Ier, dans *Captivité*, etc., p. 342. Elle engageait

tra courtois envers la duchesse, il reprit toutes ses exigences à l'égard du roi. Ce qu'il avait dit à François Ier pour le relever de l'abattement où l'avait jeté sa maladie, il ne parut plus s'en souvenir lorsque François Ier fut revenu à la santé. Il fit voir que, s'il lui avait donné des espérances, c'était pour le sauver de la mort et non pour le délivrer de la captivité.

La duchesse d'Alençon proposa, en même temps que la renonciation aux souverainetés de l'Italie et aux suzerainetés sur une partie des Pays-Bas, le mariage du roi son frère avec la reine Éléonore, qui recevrait de l'empereur le duché de Bourgogne en dot (1). Cette combinaison avait à l'égard de la France le tort de reconnaître un droit réel sur le duché au petit-fils de Marie de Bourgogne, qui pourrait le donner à sa sœur, et vis-à-vis de l'empereur le désavantage de le priver de la possession du duché, tout en le lui concédant; Charles-Quint n'y adhéra point. Il tenait à l'acquisition effective de cette grande province et entendait la reprendre avec toutes ses dépendances. Il répondit d'abord que la reine sa sœur, qu'il avait eu soin d'éloigner peu après l'arrivée de la duchesse d'Alençon en la faisant partir pour un pèlerinage à Notre-Dame-de-Guadalupe, était promise au duc de Bourbon et ne pouvait pas être accordée à François Ier. La duchesse d'Alençon offrit vainement la somme qui conviendrait à l'empereur pour la rançon de son prisonnier. Charles-Quint assura qu'il ne voulait point de rançon et qu'il ne demandait pas autre chose au roi que la restitution de ce qui lui appartenait (2); mais cette restitution prétendue était un démembrement considérable du territoire incorporé à la couronne. François Ier la trouvait contraire à son honneur et déclarait qu'il aimerait mieux demeurer en prison toute sa vie que d'y consentir. Cependant la demande de l'empereur était si péremptoire, et si vif était le désir de délivrer le roi d'une prison où sa santé était exposée à se perdre et son royaume à tomber dans le trouble, — que la duchesse d'Alençon offrit à Charles-Quint la mise en possession du duché de Bourgogne aussitôt que le roi serait rentré dans son royaume, mais à une double condition : 1° que le droit au duché serait jugé par le parlement de Paris garni de pairs; 2° que l'empereur donnerait des otages de la restitution du duché, si le jugement n'était pas en sa

le roi à paraître plus faible qu'il n'était : « Vous supplyant, monseigneur, fere devant le sieur Larcon contenance foible et ennuyée, car vostre debilité me fortifiera et advancera ma depesche. »

(1) *Captivité de François Ier*, p. 360. — Lettre de l'empereur à L. de Praet, dans Lanz, t. Ier, p. 188.

(2) Lettre de Charles V, dans laquelle il rend compte de la négociation de la duchesse d'Alençon. — *Archives des Affaires étrangères de France, Espagne*, t. V, f° 204-205.

faveur. Charles-Quint refusa encore. Il était résolu à ne pas délivrer le roi avant d'avoir le duché entre ses mains, et il n'admettait point que le parlement de Paris siégeant par la grâce et sous l'autorité du roi, et les pairs du royaume placés dans sa dépendance, pussent être des juges impartiaux et équitables. Il consentit toutefois à faire décider le différend par des arbitres nommés de part et d'autre. La duchesse d'Alençon ne rejeta point cette proposition, qu'elle communiqua aux commissaires français, qui ne furent pas d'avis de l'accepter. Ils trouvèrent avec raison que soumettre le droit de la France à un arbitrage, c'était l'infirmer et même l'exposer. Ils décidèrent la duchesse à retirer son adhésion, au grand contentement de l'empereur, qui, de son côté, était fâché d'avoir donné la sienne. Afin d'accorder à Charles-Quint, sinon le pays qu'il revendiquait, du moins le titre auquel il semblait tenir, la duchesse d'Alençon lui offrit la vicomté d'Auxonne, qui serait réunie à la comté de Bourgogne, érigée en duché; mais l'empereur rejeta bien loin une offre qu'il traita de dérisoire (1). Il se croyait assuré de reprendre le duché de Bourgogne ou de garder son prisonnier, d'affaiblir la France par l'amoindrissement de son territoire ou par la captivité prolongée de son roi.

Après plusieurs entretiens de Marguerite de Valois et de Charles-Quint, après de nouvelles conférences entre les commissaires français et les commissaires impériaux, il fut convenu de mettre par écrit les articles proposés de part et d'autre. L'empereur regarda comme insuffisans ceux qui furent présentés au nom de François Ier et qui renfermaient les offres précédemment faites et refusées. Les siens contenaient des conditions toujours aussi excessives. Charles-Quint acceptait la renonciation de François Ier au royaume de Naples, au duché de Milan, au comté d'Asti, à la seigneurie de Gênes, ce qui le rendait maître de l'Italie, laissée sous sa domination ou son influence. Il obtenait que la Flandre avec Tournay, Mortagne, Saint-Amand, et l'Artois, accru de la ville de Hesdin, et dont la frontière cesserait d'être menacée par les fortifications renversées de Thérouanne, fussent dégagés du lien féodal qui les attachait à la couronne de France. Non-seulement il entrait ainsi dans la pleine souveraineté des Pays-Bas tout entiers, mais il prétendait les étendre jusqu'à la rivière de Somme en revendiquant de plus les villes de Roye, de Montdidier, etc., autrefois cédées à un des ducs ses ancêtres et légitimement revenues au royaume. Il persistait dans sa première et invariable prétention aux vastes domaines repris par Louis XI à son aïeule, qui n'avait pas eu droit

(1) « C'est plus tost moquerie que aultre chose. » — *Archives*, etc.

les conserver, et il réclamait opiniâtrément le duché de Bourgogne, le comté de Mâcon, le comté d'Auxerre, la vicomté d'Auxonne, la châtellenie de Bar-sur-Seine, ce qui aurait singulièrement réduit à l'est le royaume de France, déjà si resserré au nord. Il demandait impérieusement que le duc de Bourbon, dont la condamnation serait annulée et dont les complices seraient réhabilités, rentrât dans tous ses biens, pût faire valoir ses droits sur la Provence, et, protégé par une formidable alliance politique, appuyé d'une étroite parenté matrimoniale, fût rétabli en souverain dans ses provinces centrales, et pût braver impunément le roi désarmé au cœur du royaume amoindri. En même temps qu'il exigeait des satisfactions aussi dangereuses pour ce rebelle vassal, il imposait au roi qu'il affaiblissait l'humiliante condition d'abandonner d'anciens alliés : le duc de Gueldre, le duc Ulrich de Wurtemberg, le sire de La Marck, seigneur de Bouillon, de Sedan et de Jamets, le sire d'Albret, prince de Béarn et roi de Navarre, et de les livrer ainsi à son inimitié. Charles-Quint allait encore plus loin à l'égard de François Ier. Il le soumettait à des dépendances onéreuses et à des obligations militaires; il voulait que François Ier fût son suivant dans les grandes cérémonies de son règne, son second dans ses entreprises, son allié dans ses guerres. Il l'astreignait à l'accompagner en Italie avec sa flotte et ses troupes lorsqu'il irait y prendre la couronne impériale dans l'appareil d'un vainqueur et d'un dominateur. Après avoir orné son couronnement, François Ier serait tenu de le suivre dans ses campagnes en mettant sur pied des forces égales aux siennes et en pourvoyant à leur entretien. Il l'aiderait à repousser les Turcs de la Hongrie, à dompter les luthériens en Allemagne, et s'associerait ainsi aux deux grands projets qu'avait Charles-Quint de protéger la chrétienté contre les infidèles, de soutenir la catholicité contre les hérétiques par l'expulsion des Ottomans de l'Europe orientale, qu'ils avaient envahie, et par la soumission des novateurs à l'église, qu'ils avaient abandonnée (1).

Telles étaient les exigences et tels étaient les desseins de l'ambitieux et entreprenant empereur, qui se croyait modéré en ne demandant que ce qu'il appelait *le sien* et magnanime en refusant une rançon. Il ne considérait pas comme une rançon exorbitante cet abandon complet de l'Italie, cet affranchissement de provinces de tout temps assujetties, cet amoindrissement d'un royaume dont la frontière facile à franchir serait de nouveau rapprochée de la capitale, non moins aisée à atteindre, — enfin cette dépendance d'un

(1) *Captivité de François Ier*, p. 363-366.

roi forcé d'abandonner qui l'avait servi, de servir qui l'avait accablé. A toutes ces prétentions, Charles-Quint en ajoutait une autre. Il voulait que le roi ainsi dépouillé se montrât satisfait, et qu'il fût à jamais son ami fidèle. Il n'entendait pas qu'il se tînt pour mécontent dès qu'il serait libre, qu'il cherchât à reprendre par la force ce qu'il aurait cédé sous la contrainte, et il exigeait l'assurance de son affection non moins que la résignation à ses sacrifices. Il abusait de la victoire sans pour ainsi dire s'en apercevoir, et il était si aveugle dans son avidité, si tranquille dans son immodération, qu'il croyait être généreux en ne réclamant pas davantage. Il n'en était pas moins inhabile par défaut de clairvoyance, et pour vouloir se procurer trop d'avantages il s'exposait à n'en obtenir aucun.

Ces propositions furent portées le 9 octobre à Madrid par l'archevêque d'Embrun et le premier président de Selve, qui les communiquèrent à François Ier. Le prisonnier les connaissait déjà. Malgré ce que lui avait écrit la duchesse sa sœur sur les tenaces prétentions de l'empereur, si peu conformes aux espérances qu'il lui avait récemment données, il s'en étonna. Il y répondit sur-le-champ (le 10 octobre) avec hauteur et avec esprit. Il dit que c'était la crème des articles dont l'empereur avait chargé Beaurain lorsqu'il était enfermé à Pizzighetone et de ceux qu'il avait adressés lui-même de Pizzighetone à l'empereur. Il consentit à ce qu'il avait offert et rejeta fièrement le reste, en accompagnant ses refus d'observations amères ou ironiques (1). Il écrivit ensuite cette lettre à Charles-Quint : « Monsieur mon frère, j'ai entendu par l'archevêque d'Embrun et mon premier président de Paris la résolution que leur avez dite sur le fait de ma délivrance, et me déplaît de quoy ce que demandez n'est en mon possible : car vous cognoistriez qu'il ne tiendroit à moy que je fusse et demeurasse votre amy. Mais cognoissant que plus honnestement vous ne pouvez dire que vous me voulez toujours tenir prisonnier que de me demander chose impossible de ma part, je me suis résolu prendre la prison en gré, estant sûr que Dieu, qui sçait que je ne l'ay méritée longue, estant prisonnier de bonne guerre, me donnera la force de la pouvoir porter patiemment, et n'ay regret sinon que le fruit de vos honnestes paroles qu'il vous pleust me tenir en ma maladie n'ait sorti son effect, ayant peur que le bien de la chrétienté ne soit doresnavant si bien conduit au service de Dieu qu'il eust été, moy demeurant par sang et mariage vostre bon frère et amy François (2). »

(1) *Captivité de François Ier*, p. 366-368.

(2) Cette lettre est en original dans le volume VI de la correspondance d'Espagne aux

Charles-Quint demeura insensible à ces fiers regrets et ne crut pas à ce ferme langage. La duchesse d'Alençon, n'ayant plus rien à attendre, prit congé de l'empereur. Le 13 octobre, elle quitta Tolède pour se rendre à Madrid auprès du roi son frère (1). La négociation entreprise par elle avait été aussi infructueuse que la négociation d'abord engagée par l'archevêque d'Embrun et le premier président de Selve; elle n'avait duré que quelques jours. Elle sembla complétement abandonnée pendant un mois.

Mais François Ier, dont la santé s'altérait par la prolongation d'une captivité à laquelle il se résignait moins aisément qu'il ne l'avait cru ou qu'il ne l'avait dit, et qui n'était ni d'humeur ni en position d'attendre avec la même patience que Charles-Quint, se lassa le premier de ce silence. Il prit occasion de l'arrivée de Gabriel de Gramont, évêque de Tarbes (2), accrédité comme ambassadeur de France auprès de Charles-Quint, pour renouer la négociation et faire encore une tentative. L'évêque de Tarbes demanda que les plénipotentiaires français fussent admis à présenter des propositions nouvelles au nom du roi leur maître. Charles-Quint y consentit. Croyant sans doute que l'énormité de la somme pourrait disposer le nécessiteux empereur à accepter une rançon en argent sans l'exiger en territoire, les commissaires français lui offrirent trois millions d'écus d'or, en revenant toujours sur le mariage de la reine Éléonore, qui recevrait le duché de Bourgogne en dot (3). L'empereur répéta qu'il ne voulait pas prendre de rançon du roi, qu'il voulait rentrer seulement dans les domaines héréditaires enlevés à son aïeule par un des prédécesseurs du roi. Il avait dit que la duchesse d'Alençon avait entrepris à tort un si long voyage, puisqu'elle n'avait pas le pouvoir de les rendre; il déclara aux ambassadeurs de la régente qu'ils renouaient en vain la négociation, s'ils n'offraient pas de les céder. Cette reprise des pourparlers dans laquelle l'empereur se montra plus que jamais résolu et posa comme condition absolue de la paix sa mise en possession de la Bourgogne préalablement à la délivrance du roi, qui serait garantie par des otages, n'eut pas plus de suite et eut encore moins de durée que les précédentes. Elle cessa au bout de quelques jours par la visible impossibilité de s'entendre.

archives des affaires étrangères de France, *Documens relatifs aux traités de Madrid et de Cambrai,* — et en copie dans le volume V, f° 301.

(1) L'empereur sortit lui-même ce jour-là de Tolède et alla chasser du côté d'Aranjuez jusqu'au 21 octobre.

(2) Louis de Bruges, sieur de Praet, avait été en même temps accrédité par l'empereur auprès de la régente.

(3) Lettre de Nicolas Perrenot, écrite le 13 novembre à l'archiduchesse Marguerite. Dans les *Négociations entre la France et l'Autriche,* t. II, p. 642. — Lettre de Charles V à L. de Praet, son ambassadeur en France, du 20 novembre. Dans Lanz, t. Ier, p. 188.

III.

François Ier n'avait rien pu obtenir de l'inexorable Charles-Quint, que n'avaient ébranlé ni l'abandon du roi d'Angleterre, ni l'attitude menaçante de l'Italie. Ses concessions n'avaient pas satisfait Charles-Quint; ses prières et sa confiance ne l'avaient pas fléchi; sa maladie, qui semblait l'avoir mieux disposé pour un moment, ne l'avait au fond pas touché; l'offre d'une immense rançon ne l'avait pas tenté. Il essaya si la crainte de perdre tous les avantages qu'il pouvait retirer de sa délivrance ne rendrait pas l'empereur moins inflexible dans ses résolutions. Il parut résigné sérieusement à une captivité durable et prêt à donner un autre roi à la France en cessant de l'être lui-même. Il ne laissait plus dès lors qu'un prisonnier ordinaire entre les mains de l'empereur. En présence de l'archevêque d'Embrun, du maréchal de Montmorency, du premier président de Selve, de La Barre, prévôt de Paris, il abdiqua en faveur du dauphin son fils. Dans les lettres-patentes (1) destinées au couronnement de son successeur, qu'il signa devant eux et qu'il fit contre-signer par le secrétaire Robertet, il disait : Qu'il avait plu à Dieu de lui sauver la vie et l'honneur à la bataille de Pavie; que, mis entre les mains de l'empereur, il en avait espéré humanité, clémence et honnêteté comme d'un prince chrétien et d'un proche parent; que, gravement malade pendant sa prison et dans un état désespéré, cette maladie extrême n'avait pas ému le cœur de l'empereur et ne l'avait pas porté à le délivrer; que, pour obtenir sa délivrance et conclure une paix profitable à toute la chrétienté, il avait fait les offres les plus considérables; que les ambassadeurs de la régente sa mère et sa sœur la duchesse d'Alençon, venue à travers la mer et la terre, n'avaient rien omis de ce qui pouvait disposer l'empereur à faire acte d'honneur et d'humanité, tout en recevant la plus grande rançon qui pût se donner pour le plus grand prince du monde et en établissant une étroite alliance au moyen d'un double mariage de sa sœur avec lui et de sa nièce avec le dauphin; que l'empereur s'y était refusé et n'avait pas voulu le délivrer jusqu'à ce qu'il fût mis en possession du duché de Bourgogne, des comtés de Mâcon et d'Auxerre, de Bar-sur-Seine, outre d'autres demandes non moins déraisonnables et dommageables qu'il avait rejetées. « Nous avons plus tôt résolu, disait-il dans un pathétique langage, endurer telle et si longue prison qu'il plaira à

(1) Lettres-patentes du roi François Ier pour faire couronner en France son fils le dauphin François. — *Captivité*, etc., f° 418-424, d'après l'original en parchemin.

Dieu que nous portions... Nous la lui offrons avec nostre liberté pour le bien, union, paix, conservation de nos subjets et royaulme, pour lesquels vouldrions employer non-seulement nostre vie, mais celle de nos très chers enfans, qui sont nés non pour nous, mais pour le bien de nostre royaulme et vrays enfans de la chose publique de France. »

Il prescrivait en même temps que le dauphin, son fils aîné et son successeur, fût couronné et sacré avec les solennités accoutumées, et fût dès à présent tenu pour roi très chrétien par ses sujets. Il désignait la duchesse d'Angoulême, sa mère, pour exercer la régence pendant la minorité de son fils, lui substituait en cas de mort la duchesse d'Alençon, sa sœur, les invitait à prendre dans les actes du nouveau règne le conseil des princes, des prélats, du chancelier, du président, des autres officiers du royaume. S'il était délivré plus tard, il se réservait de remonter sur le trône, ce qui, sans annuler le couronnement de son fils, en suspendrait les effets jusqu'à son trépas. Rien ne manquait à ce grand dessein, ni la patriotique résignation ni l'habile prévoyance. François Ier pensait sans doute par là se faire rendre une liberté qui rapporterait quelque chose à l'empereur en faisant cesser une captivité qui ne lui rapporterait plus rien. Afin de compléter l'arrangement qui intéressait la France par un arrangement qui touchait à sa personne et pour faire croire à la sincérité de ses sentimens comme à la réalité de ses mesures, il parut vouloir s'établir d'une manière commode dans une prison qui ne devait plus s'ouvrir. Il envoya le maréchal de Montmorency demander à l'empereur soixante personnes qui resteraient attachées à son service pendant sa captivité. Il désigna parmi elles le prévôt de Paris La Barre, le maître d'hôtel Monchenu, l'écuyer tranchant Pommereul, Robertet pour secrétaire, La Pommeraye pour portier, des valets de chambre, de garde-robe, de fourrière, un barbier, un tailleur, un tapissier, des cuisiniers et des aides de bouche, des sommeliers de gobelet, un fruitier, un aumônier, le médecin Burgancy, un apothicaire, un chirurgien, des officiers ordinaires, comme pâtissier, boulanger, garde-vaisselle, etc., et, afin de le distraire et de le divertir, quatre pages qui savaient chanter, avec ses trois joueurs de luth, d'espinette et de viscontin (1). C'était toute une maison destinée à adoucir ou faciliter une captivité perpétuelle.

Que ferait Charles-Quint? Il recevait des conseils contradictoires. Pescara, qui avait prêté l'oreille aux offres des conspirateurs italiens sans les accepter, s'était décidé à lever le masque. Après avoir pris des précautions qu'il jugeait cependant insuffisantes, et

(1) Archives des Affaires étrangères, *Correspondance d'Espagne*, vol. V, f° 301.

afin de prévenir une dangereuse explosion contre la puissance espagnole, il avait fait arrêter le chancelier Morone à Novare, et il assiégeait le duc Sforza dans la citadelle de Milan. Connaissant toutes les menées des Italiens et craignant que la péninsule ne se soulevât tout entière si l'on n'empêchait pas qu'elle s'unît avec la France, il conjurait de nouveau l'empereur de délivrer le roi prisonnier sans exiger la Bourgogne, pourvu que le roi lui cédât l'Italie (1). En paix avec la France, il soumettrait à jamais la péninsule italienne, tandis qu'il s'exposait par leur mécontentement commun et par leur union à recommencer la guerre avec l'une et à perdre l'autre. Si le hardi capitaine qui avait trompé l'attente de l'Italie conseillait à Charles-Quint dans un langage passionné de la soumettre après s'être entendu avec le roi de France, le profond chancelier Gattinara, qui aimait l'Italie et qui haïssait la France, engageait l'empereur son maître à gagner les Italiens et à ne se départir d'aucune des demandes faites au roi prisonnier. Il affirmait qu'il n'aurait rien à craindre tant qu'il tiendrait François Ier éloigné de la France, qui, privée de son roi, restait hors d'état d'entreprendre et de nuire (2). Tandis que Pescara conseillait des arrangemens avec le roi de France pour s'assurer de l'Italie et Gattinara des ménagemens envers l'Italie pour isoler la France, l'ambassadeur que Charles-Quint avait accrédité auprès de la régente, Louis de Bruges, sieur de Praet, lui annonçait le projet d'abdication de François Ier. Tout en avouant que retenir ce prince à jamais en prison c'était paralyser pour toujours sa puissance, il insinuait que peut-être il valait mieux se montrer généreux à son égard que trop exigeant, et ne pas lui imposer des conditions dures et humiliantes auxquelles il ne se soumettrait qu'avec l'intention de s'y soustraire. Il assura que cela serait facile à François Ier une fois rentré dans son royaume, qui, tout épuisé qu'il était, le seconderait avec une adhésion ardente et une fidélité dévouée. Il concluait à le garder toujours prisonnier ou à le renvoyer pleinement satisfait (3), à l'annuler par la captivité comme ennemi, ou à le gagner par la magnanimité comme ami.

Charles-Quint n'était nullement enclin à suivre l'avis de Pescara, et les habiles insinuations de Louis de Praet n'éveillèrent pas en lui une générosité qui aurait été politique. S'il désirait que François Ier restât son ami après avoir été délivré, il ne voulait pas le délivrer sans avoir reçu de lui tout ce qu'il revendiquait. Avec cette

(1) Lettres du marquis de Pescara à l'empereur, des 20 août et 8 septembre. — Archives impériales et royales de Vienne.

(2) *Della Vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 183.

(3) Lettre de Louis de Praet à l'empereur, du 14 novembre. Dans Lanz, t. Ier, p. 182.

fixité dans les résolutions une fois prises qui tenait autant à son esprit inflexible qu'à son caractère opiniâtre, il ne céda à aucune considération de sûreté ou d'utilité. Suivant donc ses propres dispositions autant que les conseils du chancelier Gattinara, il résolut de ne jamais délivrer le roi, si le roi ne lui restituait pas la Bourgogne. Le projet d'abdication de François Ier ne l'ébranla point, soit qu'il le considérât comme réel, soit qu'il n'y vît qu'un subterfuge. Il se montra prêt à lui rendre plus commode le séjour d'une prison sans terme.

Il recevait en même temps avec grand éclat (1) le duc de Bourbon, qu'il avait appelé d'Italie pour le consulter dans les arrangemens qui le concernaient. Le 15 novembre, par une pluie très forte, il alla au-devant de lui avec le cardinal légat Salviati et toute sa cour jusqu'à une certaine distance de Tolède. Il lui fit l'accueil le plus cordial et lui dit qu'il était la personne au monde qu'il désirait le plus de voir. Il rentra dans Tolède en ayant le cardinal légat à sa droite et le duc à sa gauche. « Sire, lui dit Bourbon, j'ai perdu mon état à votre service, et de ma personne j'ai fait ce que je vous offris comme chevalier, bon serviteur et vassal, et je rends grâce à Dieu de ce que les choses en sont à ce point, pour la grande gloire et avec la victoire de votre majesté... S'il avait fallu perdre un royaume, comme j'ai perdu mon état, je l'aurais fait volontiers, et à cela l'aurais trouvé bien employé. — Duc, répondit Charles-Quint, votre état n'est pas perdu et ne se perdra pas; je vous le rendrai, et en outre je vous en donnerai un plus considérable. Je sais que tout ce que vous dites est vrai; le temps et mes œuvres montreront la volonté que j'ai de vous agrandir. — Seigneur, ajouta le duc, après la bataille de Pavie, je voulais suivre la fortune. Si je ne le fis pas, c'est que je ne trouvai point la même volonté dans plusieurs des principaux de votre armée. Il me parut alors qu'il convenait mieux au service de votre majesté de pourvoir à la garde du roi de France et des prisonniers les plus considérables. — Vous avez mieux fait comme cela, ajouta l'empereur, et tout a été bien conçu et bien exécuté. Je sais que vous avez été, avec l'aide de Dieu, une des causes les plus décisives de cette victoire, et je le reconnaîtrai comme je le dois (2). »

Pendant que l'empereur accueillait ainsi l'ancien connétable de

(1) Lettre de l'ambassadeur anglais évêque de Bath, dans Turner, t. Ier, p. 466. — Lettre du secrétaire d'état Jean Lallemand à L. de Praet, dans *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 649. — *State Papers*, t. VI, p. 511.

(2) *Relacion de lo sucedido en la prision de Francisco I*, por Gonzalo Hernandez de Oviedo, f° 32. — Extrait dans l'appendice à la *Captivité de François Ier*, par M. Gachard, p. 90.

France et qu'il comblait de félicitations et de promesses le grand traître qui l'avait servi en combattant contre son pays et en aidant à vaincre et à prendre son roi, le triste prisonnier, qui ne pouvait pas sortir de captivité à des conditions acceptables, et qui ne voulait pas donner pour rançon une partie de son royaume, cherchait à s'évader par des moyens peu dignes d'un roi. Au moment même où l'on négociait pour la troisième fois avec la certitude que les propositions des commissaires français seraient repoussées, tout était disposé mystérieusement pour l'évasion de François Ier. Un capitaine mantouan nommé Emilio Cavriana, qui avait été au service du roi, parcourait l'Espagne, comme beaucoup d'autres, à l'aide de la trêve, sans exciter de soupçons. Par ses soins, des chevaux avaient été placés de distance en distance pour faciliter la fuite du roi (1). Mais comment échapper à la surveillance d'Alarcon et sortir de l'Alcazar à travers les soldats qui le gardaient? Un esclave nègre qui était chargé d'entretenir le feu dans la chambre du roi, et qui entrait et sortait librement sans que les gardes fissent attention à lui, fut facilement gagné. Le roi, après s'être teint en noir le visage et les mains, devait prendre les vêtemens du nègre et le laisser dans la chambre à sa place, en profitant pour s'évader de l'obscurité du soir. Le subterfuge n'était pas noble, mais il était sûr. François Ier quittant l'Alcazar sans être aperçu, ayant une nuit d'avance pour fuir, se servant des chevaux qui avaient été échelonnés dans cette intention, pouvait arriver à la frontière sans être atteint et la franchir sans qu'on y fût prévenu assez à temps de sa fuite pour l'empêcher de pénétrer en France. Le secret de ces préparatifs d'évasion n'était connu que de ceux qui devaient y concourir. Il fut livré non par trahison, mais par vengeance.

La Rochepot, frère du maréchal de Montmorency et l'un des gentilshommes venus auprès du roi, se prit de querelle avec Clément Le Champion, valet de chambre de François Ier, et lui donna un soufflet. Cet outrage, dont le valet de chambre ne put obtenir réparation d'un Montmorency, le mit hors de lui, et, ne pouvant pas se venger du grand seigneur qui l'avait si gravement insulté, il trahit le roi. Il courut à Tolède et révéla les projets d'évasion dont il avait la confidence, et auxquels l'empereur ne voulait pas croire (2). Charles-Quint s'étonna que François Ier consentît à prendre, pour fuir, un déguisement si indigne d'un grand prince comme lui (3). Il

(1) Lettre de Nicolas Perrenot à l'archiduchesse Marguerite, écrite le 18 novembre de Tolède. — Dans *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 644.

(2) Sandoval, t. Ier, liv. XIII, § 18. — Ferreras, t. XI, p. 51.

(3) « No se podia persuadir que un principe como el rey de Francia quisiesse intentar cosa tan fea. » — Sandoval, *ibid.*

fit arrêter le capitaine italien Emilio Cavriana, défendit à Alarcon de laisser entrer le nègre dans la chambre du roi (1), et s'apprêta à confiner son prisonnier dans un lieu où il pût être placé avec encore plus de sécurité et sous la surveillance d'une garde moins considérable. Il se disposa en même temps à se rendre à Séville pour y recevoir et y épouser l'infante Isabelle de Portugal, en attendant de recommencer la guerre à l'expiration de la trêve.

IV.

C'est alors que la régente Louise de Savoie fit partir pour l'Espagne Chabot de Brion, chargé de ses dernières instructions pour ses ambassadeurs à Tolède. Si la pensée de retenir un prisonnier inutile et la crainte de voir monter sur le trône de France un autre roi ne portaient pas Charles-Quint à délivrer François Ier, la régente autorisait ses négociateurs à conclure la paix en cédant à l'empereur tout ce qu'il demandait. Elle leur disait que la délivrance du roi était d'un prix inestimable pour le royaume, que la longue captivité du roi aurait les inconvéniens les plus graves, que le dauphin ne serait de longtemps en âge et en état de gouverner, qu'elle-même ne saurait porter toujours un si grand faix, que le royaume pourrait tomber dans la confusion et souffrir des maux irréparables, que chacun regretterait alors de n'avoir pas racheté le roi, qu'on avait cédé bien davantage par le traité d'Arras afin de séparer le duc de Bourgogne du roi d'Angleterre; que le roi Jean, fait prisonnier à la bataille de Poitiers, avait été racheté par bien plus de terres et d'argent, quoiqu'il eût un fils en mesure de gouverner; qu'en croyant sauver un duché on exposerait le royaume à se perdre, le roi à rester prisonnier, ses enfans à être détruits (2).

Ces raisons, se joignant à l'impatience qu'éprouvait François Ier d'obtenir une liberté qu'il ne pouvait pas se procurer autrement, semblèrent le décider au grand sacrifice de la Bourgogne. Il fit dire à l'empereur, par Charles de Lannoy, que s'il voulait désigner de nouveau des plénipotentiaires, la paix cette fois serait bientôt faite (3). Charles-Quint n'en nomma que trois, et il les choisit parmi ceux qui étaient le plus favorables à François Ier. Il chargea le vice-roi de Naples Charles de Lannoy, le prieur de Messine, Ugo de

(1) Sandoval et lettre de Perrenot à l'archiduchesse Marguerite, du 18 novembre. — *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 644, 645.

(2) Dernières instructions de la régente à ses ambassadeurs, de la fin de novembre. — *Captivité de François Ier*, p. 413, 414.

(3) Sandoval, t. Ier, liv. XIII, § 14.

Moncada, et le premier secrétaire d'état Jean Lallemand, de cette négociation définitive, que le roi confia à l'archevêque d'Embrun et au premier président de Selve, auxquels il adjoignit Chabot de Brion. Il leur donna des instructions semblables à celles qu'ils venaient de recevoir de sa mère. — Voyant, disait-il, que l'empereur avait constamment persisté dans sa première résolution, qui n'avait fléchi devant aucune offre, considérant l'état de son royaume, dont sa mère l'avertissait chaque jour, et qui serait en danger d'un grand déclin à cause du bas âge et de la faiblesse de ses enfans, s'il était enlevé de ce monde, comme il y avait été exposé depuis deux mois et comme il le serait encore en demeurant en captivité et en ne respirant pas l'air de son pays, seul capable, avec la liberté, de le tirer de l'état d'affaiblissement où il était tombé, il engageait ses ambassadeurs non-seulement à renoncer de sa part au duché de Milan, au comté d'Asti, à la seigneurie de Gênes, au royaume de Naples, à toutes les prétentions des rois ses prédécesseurs sur l'Aragon, la Catalogne, le Roussillon, non-seulement à abandonner la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, à céder Tournay et le Tournaisis, Mortagne, Saint-Amand, la cité et le comté d'Arras, mais à restituer le duché de Bourgogne et ses dépendances, avec exemption de droit de ressort à la couronne de France. Il ne se bornait pas à les y inviter, il le leur commandait, et, de peur qu'ils ne se crussent pas le droit de le faire, il les déchargeait de toute responsabilité, s'ils lui obéissaient, et les menaçait de son animadversion, s'ils s'y refusaient. Il leur disait que c'était chose forcée pour arriver à sa délivrance. « Par là vous rendrez à nous et à notre royaume un service qui jamais ne sera oublié : si vous différiez au contraire de faire ce que vous commandons, vous nous feriez desservice, dommage et desplaisir irréparable (1). »

Mais de même que les plénipotentaires français ne pouvaient être décidés à signer une pareille cession que s'ils y étaient contraints par le commandement royal, de même cette cession ne paraissait exécutable que si le roi était présent dans son royaume. Son retour devait y précéder une restitution si difficile à effectuer, et son autorité était seule capable d'amener ses sujets à y consentir. Il demandait toujours à épouser la sœur de Charles-Quint, à qui il donnerait ses deux fils aînés pour otages de la cession promise et entre les mains duquel il retournerait, s'il ne parvenait point à détacher le duché de Bourgogne de la couronne de France.

Cette fois Charles-Quint ne pouvait pas s'opposer à un mariage

(1) Instructions dernières du roi à ses ambassadeurs de France, décembre. — *Captivité de François Ier*, p. 426-430.

qui était une condition de la paix et le moyen de rentrer en possession de ce qu'il avait si opiniâtrément demandé et de ce qu'il arrachait avec tant de peine au monarque captif; mais pour donner à François Ier la reine de Portugal il fallait la refuser au duc de Bourbon. L'engagement envers celui-ci était ancien, formel, et jusque-là Charles-Quint n'avait pas eu la pensée d'y manquer. Le duc de Bourbon comptait sur la fidèle exécution de cet engagement, et le chancelier Gattinara en déclarait la rupture impossible. Comment faire renoncer le duc à un mariage depuis si longtemps convenu, qui était pour lui un honneur éclatant et comme le gage certain d'une souveraineté indépendante? Aussi, loin d'obtempérer à un semblable arrangement, il s'en plaignit tout haut. Il dit qu'il avait perdu ses états à cause de l'empereur et pour son alliance, qu'il aspirait moins à recouvrer son ancienne grandeur qu'il ne tenait à la parenté qui lui avait été offerte (1), et que ce serait étrangement reconnaître les sacrifices qu'il avait faits et payer les services qu'il n'avait cessé de rendre que de lui refuser celle qui lui avait été si solennellement promise. L'empereur, placé entre sa parole et sa politique, était fort embarrassé. Il consulta la volonté de sa sœur. Lorsque la duchesse d'Alençon l'avait demandée la première fois en mariage pour François Ier, la reine Éléonore, alors en pèlerinage à Notre-Dame-de-Guadalupe, avait annoncé que la volonté de l'empereur serait la sienne. Lannoy était plus que jamais en lutte ouverte avec Bourbon, qui le détestait autant qu'il en était haï. Ils avaient eu les plus vives altercations en présence de l'empereur soit au sujet de l'expédition de Provence, où Bourbon prétendait avoir été abandonné par le vice-roi, soit au sujet de la campagne d'Italie, où Bourbon taxait le vice-roi de faiblesse avant la bataille, d'orgueil après la victoire. Lannoy, aussi prononcé pour la paix avec François Ier et aussi favorable à sa délivrance que le chancelier Gattinara (2) était bien porté pour le duc de Bourbon et trouvait conforme à une bonne politique d'affaiblir François Ier, Lannoy fit demander à la veuve du roi de Portugal si elle voulait devenir reine de France ou être la femme d'un duc fugitif. Éléonore eut une volonté cette fois, et sans hésitation elle déclara sa préférence pour

(1) Lettre du nonce B. Castiglione, écrite de Tolède, le 9 décembre, à l'archevêque de Capoue N. Schomberg. — *Lettere del conte Baldessar Castiglione,* Padova 1769, in-4°, t. II, p. 8.

(2) Le chancelier Gattinara voulait que le mariage de la reine Éléonore se fît avec le duc de Bourbon. Il y insistait, « even so far as to incur the displeasure of the emperor by sayng that he had trained tke duke out of France only upon hope of that marriage, and that now breaking it off would be to dishonour of the emperor. » Dépêche du docteur Lee à Henri VIII, du 26 janvier, à Tolède. — *State Papers,* t. VI, p. 521 et 522, note 2.

François Ier (1). L'empereur, que le choix de sa sœur aidait à se dégager envers le duc de Bourbon, fit d'ailleurs entendre à celui-ci que ce mariage était la condition de la paix, qu'il ne pourrait pas recouvrer ce que la maison de Bourgogne avait perdu et le réintégrer lui-même dans les états qui lui avaient été enlevés, s'il ne s'accordait point avec le roi de France en lui donnant sa sœur. Il lui demanda son acquiescement, et pour le dédommager de ce coûteux sacrifice il lui réserva le duché de Milan (2), dont il se proposait de dépouiller le duc Sforza à cause de sa récente rébellion.

En vue de ce mariage, Charles-Quint abandonnait les comtés de Mâcon et d'Auxerre, ainsi que la seigneurie de Bar-sur-Seine, annexes du duché de Bourgogne qu'il laissait en dot à sa sœur (3). Mais, après avoir jusque-là déclaré qu'il ne rendrait pas François Ier à la liberté avant d'avoir été mis en possession du duché de Bourgogne, consentirait-il à délivrer d'abord le roi sous la promesse de recouvrer ensuite le duché? Il consulta son conseil à ce sujet. Lannoy surtout fut de cet avis (4). Comprenant les difficultés d'une pareille cession de territoire, il soutint qu'elle ne pourrait être arrachée à la France que par l'active volonté du roi. La présence de François Ier dans son royaume lui parut dès lors indispensable pour la restitution dont l'empereur faisait le fondement de la paix et dont la délivrance préalable du roi était le seul moyen. Les avantages considérables de cette paix n'étaient pas moins certains, quoique un peu retardés, en acceptant les sûretés offertes par le roi lui-même. L'empereur pourrait arranger sans obstacle et sans dépense ses affaires d'Italie, où il consoliderait sa domination après s'y être fait couronner, — mettre à l'abri de tout péril et de toute sujétion les Pays-Bas agrandis et indépendans, — poursuivre les desseins qu'il avait de repousser les Turcs de la Hongrie, de rétablir en Allemagne la foi religieuse ébranlée, et de se rendre ainsi, comme il en avait la pensée, le défenseur de la chrétienté et le restaurateur du catholicisme, sans être troublé par l'opposition de personne et en étant secondé par les forces de son ancien adversaire, devenu son nouvel allié.

(1) Sandoval, liv. XIII, § 19. — Lettre du 19 mars 1558, de Charles V à Luis Quijada, dans *Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste*, par M. Gachard, t. II, p. 534.

(2) Sandoval, lib. XIII, § 19.

(3) « Et pourceque l'affaire de Masconnois, Auxerrois et Bar-sur-Seine est condicionné en dot. » Déclaration de l'empereur du 26 décembre, l'original signé de sa main aux archives des affaires étrangères, *Espagne*, vol. V, f° 335 et suiv.

(4) Sandoval, liv. XIV, § 2. — Lettre de Lannoy à l'empereur, du 7 avril 1526, dans les *Négociations entre la France et l'Autriche*, où il exprime plus tard ses regrets de l'avis qu'il a eu alors; t. II, p. 658.

Le chancelier Gattinara fut d'une opinion contraire. Il détourna l'empereur de délivrer François Ier avant d'avoir reçu le duché de Bourgogne, affirmant que s'il n'en exigeait pas la restitution immédiate, il ne l'obtiendrait jamais; que le roi de France devenu libre ne lui rendrait point ce qu'il avait refusé de lui donner pour le devenir; qu'il ne tiendrait pas plus l'engagement qu'il prenait aujourd'hui qu'il n'avait tenu les promesses qu'il avait faites précédemment; qu'il voudrait se soustraire à la contrainte qu'il prétendrait lui avoir été imposée, se relever de sa défaite et venger les déplaisirs de sa captivité; que la guerre recommencerait et que tout serait remis en question; que ses fils donnés en otage de sa parole seraient laissés en captivité, sans profit pour l'empereur et sans détriment pour le roi, tandis que, le roi restant prisonnier, à moins qu'il ne restituât la Bourgogne et qu'il n'accomplît d'avance toutes les conditions de l'accord, l'empereur n'avait rien à craindre de personne, et pouvait s'arranger avec l'Italie, qui, se trouvant sans appui, se soumettrait sans difficulté (1). Il dit résolûment qu'il fallait rendre le roi libre sans lui imposer de conditions ou le retenir toujours prisonnier (2). Il dissuada donc l'empereur de conclure un traité qu'il refusait d'ailleurs de dresser en qualité de chancelier, parce qu'il le regardait comme devant compromettre et peut-être faire perdre entièrement les fruits de la dernière victoire.

Charles-Quint ne suivit pas cette fois les conseils de son grand-chancelier, qu'une animosité extrême pouvait conduire à une défiance excessive. Il ne crut pas devoir rejeter les avantages d'une paix à laquelle son prisonnier semblait se résigner sincèrement, puisqu'il avait mis si longtemps et eu tant de peine à s'y résoudre. D'ailleurs un refus de sa part ne l'eût pas placé dans une position meilleure. La trêve était sur le point d'expirer, la guerre, en recommençant, rendrait incertain tout ce qui était assuré par le traité. L'empereur n'avait plus l'appui de ceux qui l'avaient jusque-là soutenu ou la neutralité de ceux qui l'avaient laissé vaincre. Le roi d'Angleterre, sans se déclarer encore son ennemi, était devenu l'allié de François Ier. Les potentats italiens qui avaient été précédemment ses confédérés ourdissaient contre lui des trames dangereuses. Il connaissait les projets d'union des Vénitiens, des Florentins, du pape, du duc de Milan avec la France (3). Ce que Pescara

(1) Sandoval, liv. XIV, § 2. — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 183.

(2) « El chanciller dixo resueltamente que o le soltasse libremente, o le tuviesse simple preso y seguro. » Sandoval, liv. XIV, § 2.

(3) Il avait reçu les informations les plus complètes sur la conspiration italienne, et déjà vers la fin d'août Charles-Quint, parlant à l'ambassadeur vénitien Navagero du dataire Giberto, qui en était l'âme, disait avec emportement que *Giammateo Giberto* était

lui avait révélé en lui conseillant d'être moins difficile sur les conditions de la paix avec le roi, la régente l'avait laissé entendre à son ambassadeur, Louis de Praet, dans l'espérance que cette crainte porterait l'empereur à se montrer plus accommodant (1). La lutte même avait commencé au-delà des Alpes. Pescara, qui, après avoir arrêté le chancelier Morone, assiégeait le duc Sforza dans la citadelle de Milan, n'était pas loin de sa fin, et la mort prévue de cet habile capitaine allait priver du chef le plus accrédité comme le plus résolu la petite armée avec laquelle l'Italie pouvait être contenue et la guerre entreprise. — L'empereur, dans un complet état d'isolement, loin de pouvoir envahir la France, serait obligé de se défendre dans la péninsule italienne, dont la possession lui serait de nouveau disputée, et dans les Pays-Bas, dont la pleine souveraineté lui échapperait. Il perdrait ainsi ce qui se trouvait gagné, et tout au moins aurait-il besoin de victoires nouvelles pour s'assurer des acquisitions qui étaient dues à ses victoires passées et qui allaient être ratifiées par un traité. Il se décida donc à accepter les avantages qui lui étaient concédés sous les conditions où ils lui étaient offerts; mais il crut les rendre certains en rendant le traité inviolable. Prenant envers François Ier les sûretés les plus variées, il tint à l'engager comme père, comme roi, comme gentilhomme. Le père dut livrer ses deux fils aînés pour otages, le roi se lier par son serment et sa signature, le gentilhomme donner sa parole sous la foi de chevalier. François Ier adhéra à toutes ces précautions qu'il devait rendre inutiles.

Le traité aux dures conditions duquel il avait donné l'ordre à ses ambassadeurs de se soumettre fut, le 19 décembre, dressé conformément à toutes les cessions convenues. François Ier promettait de le ratifier six semaines après être redevenu libre, de le faire accepter par les états et les parlemens du royaume en moins de quatre mois, et, s'il ne parvenait pas à effectuer les restitutions stipulées, il s'engageait à rentrer dans sa prison et à y reprendre la place du dauphin son fils aîné et du duc d'Orléans son second fils, qui, au moment de sa délivrance, seraient remis à l'empereur comme otages de sa fidélité (2).

villaco e traditore; p. 179, *della Vita e delle opere di Andrea Navagero.* Navagero s'étonne de cet emportement : « Sendo cesare tanto moderato in ogni sua azione e massime nel parlare. » Dépêche du 23 août, *ibid.*, p. 246, note 75.

(1) La régente lui a dit que le marquis de Pescaire était malade à mort, « aussi que merveilleuses choses se demeneroient en l'Italie, si elle y vouloit prester l'oreille, ce que non, sur espoir de bon traitement que ferez au roy son filz. » Lettre de L. de Praet à l'empereur, du 14 novembre, dans Lanz, t. Ier, p. 187.

(2) Dans Dumont, *Corps diplomatique,* t. IV, 1re partie, p. 400 et suiv.

V.

Toutes les clauses de cet accablant traité étaient arrêtées, et le 14 janvier 1526 le traité devait être apporté à François Ier dans l'Alcazar et recevoir de lui la plus formelle adhésion. La veille du jour où le roi, en apparence résigné, était appelé à prendre, à signer et à jurer cet engagement, il réunit dans sa chambre le premier président de Selve, l'archevêque d'Embrun, le maréchal de Montmorency, Chabot de Brion, le prévôt de Paris La Barre, le secrétaire Bayard, et, après avoir pris leur serment de tenir secret tout ce qui allait se faire, il protesta (1) contre le traité auquel il était contraint de se soumettre, et il annula de lui-même les obligations qu'il était sur le point de contracter, comme attentatoires aux droits de sa couronne, dommageables à la France, injurieuses à son honneur. Il rappela qu'il avait plusieurs fois annoncé, soit en Italie, soit en Espagne, à Lannoy comme à Alarcon, que si on le forçait de les prendre, il ne se croirait pas tenu de les observer. Il fit l'historique de sa captivité; il raconta les promesses de l'empereur pendant sa maladie et l'inexécution de ces promesses après son rétablissement; il énuméra les tentatives multipliées de négociations pour sa délivrance, les offres si considérables et les raisons si fortes données avec tant d'inutilité par les ambassadeurs de la régente sa mère et par la duchesse d'Alençon sa sœur, et il condamna les exigences de l'empereur comme iniques en soi, impossibles pour lui, inacceptables pour son royaume. « C'est pourquoi, dit-il, l'empereur lui faisant promettre choses exorbitantes qu'il ne peut tenir en son honneur et qui mettraient la France en servitude, il déclare devant Dieu et en présence des dessus nommés,... qu'il cède, par contrainte et longueur de prison et pour éviter les maux qui pourroient en advenir, à ce que l'empereur lui impose; mais il proteste que tout ce qui est convenu au traité sera nul et de nul effet, et qu'il est délibéré de garder les droits de la couronne de France. »

Il se dégage de ses promesses comme roi, parce qu'il les trouve injustes, et il projette même de manquer à sa parole de chevalier, parce qu'elle ne lui est pas demandée avec confiance et qu'il ne la donnera pas en liberté. Il assure qu'il aimerait mieux mourir que de l'enfreindre s'il la donnait en étant libre, mais que, l'empereur l'exigeant d'un prisonnier qu'il surveille, il n'est pas tenu, d'après les lois de la chevalerie, de la lui garder. Tout en avançant ces maximes sur la violation légitime des engagemens onéreux et sur

(1) Sa protestation du 13 janvier, dans *Captivité de François Ier*, p. 467-476.

le manquement régulier aux paroles contraintes, il est saisi de certains scrupules, et il déclare qu'il ne veut pas frustrer l'empereur de ce qu'il lui doit pour la liberté qu'il va prendre. Seulement ce qu'il doit, il se reconnaît le pouvoir de le déterminer lui-même. Il dit « que pour mettre Dieu et la justice de son côté, il entend faire envers l'empereur tout ce qu'un roi prisonnier de bonne guerre peut et doit raisonnablement faire. La rançon qu'il offrira rendra manifeste à chacun qu'il veut faire justice de lui-même et se mettre en son devoir. » Après s'être attribué subtilement un droit qu'il n'avait pas, avoir annoncé la rupture audacieuse du traité qu'il allait conclure, il commanda de nouveau à ses trois ambassadeurs de signer le lendemain l'engagement qu'il rompait d'avance la veille, les rendant ainsi confidens et complices de son futur parjure.

Le 14 janvier en effet, ce traité lui fut solennellement soumis, et rien ne fut oublié de ce qui pouvait le lier de la manière la plus irrévocable. Un autel avait été dressé dans sa chambre. L'archevêque d'Embrun y dit la messe. La messe finie, le traité fut lu en présence des six plénipotentiaires qui l'avaient négocié, et le roi fit serment sur l'Évangile de l'exécuter fidèlement. Les plénipotentiaires en jurèrent aussi l'observation, et le traité fut signé par François Ier, l'archevêque d'Embrun, le président de Selve et Chabot de Brion, d'un côté, par le vice-roi de Naples Lannoy, le prieur de Messine Ugo de Moncada, et le secrétaire Jean Lallemand, de l'autre (1). Charles-Quint ne devait signer que plus tard. Après l'engagement du monarque, François Ier fut invité à prendre l'engagement du chevalier. Lannoy le lui demanda de la part de l'empereur, et François Ier n'hésita point à accorder cette sûreté de plus, bien qu'il eût, dit-il, donné suffisamment sa foi en jurant et en signant le traité qui venait d'être lu. Il ajouta qu'il tenait Lannoy pour gentilhomme de nom et d'armes connues, et que, l'empereur lui ayant conféré le pouvoir de prendre son serment, il le rendait de son côté apte à le recevoir. Alors debout, la tête découverte, la main placée dans celle du vice-roi de Naples, il prononça, conformément aux termes du traité et à haute voix, ces paroles : « Je, François, roi de France, gentilhomme, donne ma foi à l'empereur Charles, roi catholique, gentilhomme, en la personne de vous, Charles de Lannoy, commis et habilité par lui et par moi pour la recevoir, que, en cas que six semaines après le jour que l'empereur m'aura fait délivrer et effectivement mis en liberté dedans mon royaume de France, je ne lui accomplisse la restitution du duché

(1) Procès-verbal dressé par le secrétaire Lallemand, le 14 janvier. Il est en copie aux archives du royaume de Belgique, *Collection de documens historiques*, t. III, f° 172, et cité par M. Gachard.

de Bourgogne et autres pièces déclarées par le traité de paix que j'ai maintenant juré et signé, et pareillement en cas que les ratifications et autres seuretés mentionnées audit traité ne fussent délivrées dedans quatre mois, je retournerai au pouvoir de l'empereur et viendrai incontinent, passé ledit temps, par devers lui, quelque part qu'il soit, et me rendrai son prisonnier de guerre, comme suis de présent, pour tenir prison là où il plaira audit empereur me ordonner, tant et si longuement que le contenu audit traité soit entièrement fourni et accompli (1). »

Le secrétaire d'état Lallemand, comme notaire impérial, dressa acte de cette déclaration, faite de gentilhomme à gentilhomme. Charles-Quint devait être aussi satisfait que François Ier était obligé de le paraître. Il était arrivé à ses fins. Il avait arraché à son prisonnier ce que son prisonnier avait soutenu être impossible à l'égard de son royaume et contraire à son honneur. L'exécution de ce traité, qui devait commencer par la délivrance du roi, à laquelle s'était longtemps refusé l'empereur, et qui devait se poursuivre par la restitution de la Bourgogne, que le roi avait si souvent repoussée, François Ier semblait craindre qu'elle ne fût différée, et Charles-Quint qu'elle ne fût pas accomplie. Ils ne négligèrent l'un envers l'autre aucune des démonstrations propres à se rassurer mutuellement. François Ier écrivit à Charles-Quint pour lui exprimer sa satisfaction du traité conclu, demander à le voir et rendre par là sa délivrance plus prompte. Charles-Quint lui répondit en se réjouissant d'une paix qu'il avait tant souhaitée, et dont il avait, disait-il, un merveilleux plaisir à cause du bien qui en résulterait, s'ils l'observaient fidèlement, « comme, ajoutait-il, ne fais doute que vous de votre côté et moi du mien ferons (2). » Il témoignait le même désir de voir le roi qu'avait exprimé le roi de se trouver avec lui, et il annonçait amicalement qu'il y satisferait dès qu'il aurait dépêché tout ce qui concernait les affaires dépendantes de la paix conclue (3). La lettre de Charles-Quint à la régente de France, pour se concilier la bonne volonté et l'efficace influence de la mère du roi par les témoignages d'une extrême confiance et d'une vive tendresse, était non moins habile qu'affectueuse. Il lui donnait alors adroitement le titre de mère qu'il lui avait donné autrefois, et qu'elle avait réclamé sans l'obtenir après la bataille de Pavie. « Puisque j'ai recouvré dans le roi votre fils un bon frère, disait-il, et que je vous baille la reine ma sœur pour fille, il m'a semblé que je devais reprendre le nom dont autrefois j'avais usé et vous

(1) *Collection*, etc. — Sandoval en parle aussi, t. Ier, liv. XIV, § 4.

(2) Lettre de Charles-Quint, dans Lanz, t. Ier, p. 190.

(3) *Captivité de François Ier*, p. 483.

tenir pour bonne mère. Et puisque pour telle vous tiens, je vous prie que vers la reine ma sœur et aussi vers moi en veuillez faire les œuvres (1). »

Charles-Quint s'était hâté d'affermir les liens d'une aussi avantageuse amitié en les resserrant par le mariage convenu de François Ier et de la reine Éléonore. Six jours après la conclusion solennelle du traité, dans la chambre même où François Ier en avait entendu la lecture et juré l'observation, entra le vice-roi de Naples, muni de la procuration de la reine de Portugal (2), pour la fiancer avec le roi. Il était houssé et éperonné, prêt à partir pour Tolède afin d'y rendre compte de la mission dont l'avait chargé l'empereur. Il trouva François Ier couché et repris de la fièvre depuis la veille. Ce fut du lit que François Ier accomplit la cérémonie en prononçant les paroles des fiançailles, que le vice-roi de Naples répéta au nom de la reine Éléonore (3). L'union fut consacrée par ce double engagement, pris d'une manière assez peu usitée, et dès ce moment l'empereur dit que François Ier devait appeler Éléonore sa femme.

Devenu l'ami du frère par la paix conclue, le mari de la sœur par l'union contractée, François Ier demeurait toujours prisonnier. Retenu à l'Alcazar, il restait soumis à une perpétuelle surveillance. De jour et de nuit, des soldats étaient à sa porte, et pendant son sommeil l'on venait jusqu'au bord de son lit vérifier s'il y dormait (4). La garde qui l'observait sans cesse dans le château le suivait avec une assiduité importune lorsqu'il en sortait; elle l'accompagnait partout. Depuis la conclusion du traité, sans être plus libre de sa personne, il était moins gêné dans ses mouvemens. Il descendait de l'Alcazar dans Madrid, qu'il parcourait en litière ou monté sur sa mule. Il allait entendre la messe aux églises célèbres, faire des visites à des couvens où les religieuses lui offraient des collations et se rangeaient avec curiosité autour de lui. Le peuple se pressait sur son passage, et ceux qui avaient les écrouelles lui demandaient de les toucher de ses mains royales, qui passaient pour avoir le don unique de les guérir (5). Cette surveillance, qui devait s'exercer à

(1) Lettre de Charles-Quint à Louise de Savoie. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 653.

(2) Dumont, *Corps diplomatique*, t. IV, Ire partie, p. 410.

(3) *Captivité de François Ier*, p. 506. — Sandoval, liv. XIV, § 5.

(4) « A esté contraint messire Jean de La Barre, chevalier, prevost de Paris, tant devant la maladie du roy, durant icelle et apres, laisser entrer de nuict les gardes et gens du guet dedans la chambre du roy, à l'heure qu'il dormoit, pour veoir s'il y estoit. » *Captivité de François Ier*, p. 507.

(5) Lettre de La Barre, du 1er février, à la duchesse d'Alençon. — *Captivité de François Ier*, p. 487.

son égard jusqu'à ce qu'il eût donné ses fils comme ôtages de sa personne, était commandée par la politique, mais elle attestait une défiance dont il s'autorisa encore plus pour se dégager de sa parole, qu'il ne se crut pas tenu d'observer, puisqu'on ne s'y était pas fié. Selon lui, le serment du chevalier obligeait à la délivrance du captif, et la détention prolongée du captif annulait la parole donnée par le chevalier.

L'empereur, malgré les objections alarmantes et les résistances opiniâtres du chancelier Gattinara, qui n'avait pas plus voulu signer que dresser le traité de Madrid, le confirma par sa ratification le 11 février. Il se félicitait de cette paix, si remplie d'avantages pour lui et si favorable à ses futurs desseins. Aussi écrivait-il à sa tante l'archiduchesse Marguerite, gouvernante des Pays-Bas : « Mon honneur et bien particulier y a été bien gardé (1). » Il prétendait cependant qu'il aurait pu en tirer plus grand profit, s'il n'avait pas songé au bien universel de la chrétienté, au soulagement de ses royaumes, à l'entreprise contre le Turc et à l'extirpation de l'hérésie en Allemagne. Il comptait être bientôt en mesure d'exécuter ces divers projets.

VI.

Le 13 février, après avoir signé la paix à Tolède, Charles-Quint s'achemina vers Madrid pour voir son prisonnier, devenu son beau-frère, et gagner entièrement le rival qu'il croyait avoir transformé en ami; il voulait passer quelques jours avec lui avant de le laisser retourner en France. Instruit de sa venue, François Ier se rendit au-devant de lui. Monté sur sa mule richement enharnachée, portant une cape et une épée à l'espagnole, ayant à sa droite le grand-maître de Rhodes Villiers de l'Isle-Adam et à sa gauche le capitaine Alarcon, suivi de trois cents hommes de sa garde, il alla jusque vers le pont de Tolède sur le Mançanarès. Charles-Quint arriva bientôt à cheval, vêtu de velours noir, accompagné des principaux de sa cour, et ayant pour escorte une troupe magnifique de deux cent cinquante hommes d'armes en costume de guerre, et dont l'armure de tête était portée par des pages qui les suivaient à cheval (2).

(1) Lettre de Charles-Quint à l'archiduchesse Marguerite, du 9 février 1526. — Dans Lanz, t. Ier, p. 191.

(2) « ... El martes trece del dichomes de febrero, havia llegado á Madrid el emperador, é salió el rey de Francia á lo recivir, é fue desta manera : iba el rey, con una capa de paño frisado é una espada á la española, en una mula bien guarnecida é a su mano

Les deux monarques ne s'étaient pas vus depuis le jour où le vainqueur inquiet avait visité dans l'Alcazar le prisonnier moribond. Aussitôt qu'ils s'aperçurent, ils s'avancèrent l'un vers l'autre, tenant à la main, François Ier son bonnet, Charles-Quint son chapeau, et ils s'embrassèrent étroitement (1). A la cordialité de leur longue étreinte, on les eût pris pour deux amis heureux de se retrouver. Dans l'effusion de leur nouvel attachement, ils semblèrent oublier, l'un le triomphe de ses prétentions imposées, l'autre l'amertume de ses humiliantes condescendances. Ils luttèrent de courtoisie à qui des deux céderait le pas à l'autre. François Ier finit par l'emporter dans ce combat de politesse, et il obtint que l'empereur prît cette fois la droite (2). Ils entrèrent ainsi dans Madrid, au grand contentement du peuple, accouru de tous les côtés pour jouir du spectacle de cette heureuse réconciliation, et dont François Ier, par la renommée de son courage et par les grâces de sa personne, avait gagné l'admiration. Ils se rendirent à l'Alcazar, où ils soupèrent et s'entretinrent longtemps ensemble.

Ils demeurèrent ainsi, durant plusieurs jours, dans la plus parfaite union, se donnant les témoignages réciproques d'une amitié qu'ils disaient sincère et d'une confiance qui paraissait inébranlable. Ils faisaient leurs dévotions dans les mêmes églises et se montraient à côté l'un de l'autre au peuple ravi de leur apparente intimité (3). François Ier demanda à voir la reine sa fiancée, et il

derecha el gran maestre de Rodas, é á la sinistra el señor Alarcon que tenia en guarda al dicho rey, é muchos caballeros con ellos.... É como supo que el emperador pasava ya la puente que llaman toledana, que está sobre el rio... procedió per el camino. É ivan entorno todos los campos llenos de gente, ansi por ser la paz deseada, como por ver é notar como se havrian estos principes en sus cortesias e cuando juntos fuesen. Ivan de los continuos del emperador, de la capitania de don Alvaro de Luna é de otros hombres d'armas, hasta docientos e cincuenta muy bien aderezados é armados, sin armaduras de caveza, las quales llevahan detrás de ellos sus pages de la lanza á cavallo, é ivan per los costados de fuera del camino, trecientos infantes de la guarda que el dicho señor Alarcon tenia ordinaria al rey di Francia; é poco adelante de una cruz estañada que está en aquel camino, se encontraron el emperador é el rey. El emperador venia en cuerpo en una hacanea con un sayo de terciopelo negro, é una espada en la cinta. » *Relacion de lo sucedido en la prision de Francisco I*, por el capitan Gonzalo Hernandez de Oviedo y Valdez, f° 40 v°. — Cité par M. Gachard dans l'appendice de la *Captivité de François Ier*, p. 91, 92, et Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 5.

(1) « É en viéndose, se quitaron á la par el rey el bonete, é el emperador un chapeo, é se embrazaron muy estrechamente é gran rato é con mucho placer. » Hernandez de Oviedo, *ibid*, et Sandoval, *ibid*.

(2) « É luego comenzaron á porfiar sobre cual iria a la mano derecha : en fin el emperador, vencido de cortesia, tomó al rey a su mano siniestra; é ansi fueron hasta el Alcazar, donde se apearon, é comieron é cenaron juntos en un banquete suficiente... á tan grandes principes. » Hernandez de Oviedo, *ibid;* Sandoval, *ibid*.

(3) Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 5.

exprima le désir qu'elle le suivît à quelques journées de marche, lorsqu'il se dirigerait vers la frontière de France, afin qu'elle pût le rejoindre aussitôt que, rentré dans son royaume, il aurait rempli les principales conditions du traité. Charles-Quint y consentit sans peine (1) : c'était ce qui lui convenait le mieux en le rassurant le plus. De son côté, mettant à profit les facilités de leur amitié, il hasarda des demandes nouvelles. Il tenait à contenter le duc de Bourbon, que le roi avait en haine comme un rebelle qui l'avait trahi, comme un ennemi qui l'avait vaincu. L'empereur avait exigé que ses possessions lui fussent rendues, que ses complices fussent remis dans leur liberté et dans leurs biens, que sa prétention au comté de Provence fût débattue en justice. Il lui avait accordé le duché de Milan pour le récompenser des services qu'il en avait reçus et pour le dédommager du mariage qu'il avait rompu. Il pria alors le roi d'accorder au duc de Bourbon 20,000 livres de pension jusqu'à ce que le procès touchant la Provence fût vidé, et il renouvela le désir, déjà exprimé dans la négociation et repoussé par le traité, que le Bourbonnais, l'Auvergne, le Forez, et tous les autres pays qui seraient restitués au duc de Bourbon fussent tenus par lui en pleine souveraineté. C'eût été faire de lui un potentat indépendant et détacher de la couronne le centre de la France, comme devaient en être séparés, par le traité de Madrid, la Flandre, l'Artois, la Bourgogne et toutes les provinces frontières appartenant à l'empereur. François Ier consentit à la pension, mais il refusa nettement la souveraineté (2).

Le 16 février, les deux monarques partirent à cheval de Madrid pour aller voir la reine Éléonore, venue de Tolède à Illescas, l'une des possessions de l'opulent archevêque primat des Espagnes. Ils s'arrêtèrent ce jour-là à Torrejon de Velasco, dont le château appartenait au comte de Puñon Rostro. Ils y établirent leur résidence, et le lendemain ils se rendirent à Illescas, qui n'en était éloigné que de deux lieues. La reine Éléonore attendait dans une galerie (3), avec la reine Germaine de Foix (4) et les dames de sa suite, l'empereur son frère et le roi son fiancé. Après les révérences d'usage, lorsque François Ier s'approcha d'Éléonore, celle-ci tomba à genoux

(1) Lettre de Lannoy à l'archiduchesse Marguerite, du 14 février. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 653.

(2) Procès-verbal du traitement fait à François Ier, dans *Captivité*, p. 507-508.

(3) « É las reynas estavan en pié en un corredor esperándolos á la puerta de la escalera. » *Relacion de lo sucedido*, etc., por Hernandez de Oviedo, fol. 49.

(4) Veuve du vieux roi Ferdinand le Catholique; elle venait de perdre son second mari, le margrave de Brandebourg, et devait bientôt en épouser un troisième, le duc de Calabre, fils du roi Frédéric de Sicile.

et voulut prendre sa main pour la baiser. « Ce n'est pas la main que je vous dois, lui dit le roi en la relevant, c'est la bouche (1). » — Et il l'embrassa. Il embrassa aussi Germaine de Foix et donna aux autres dames sa main à baiser. Prenant ensuite sous le bras la reine sa fiancée tandis que l'empereur conduisait de la même manière la veuve de son aïeul le roi Ferdinand, ils entrèrent dans une salle qui avait été préparée pour la danse. Les deux monarques assistèrent à cette fête pendant deux heures et retournèrent fort avant dans la nuit coucher à Torrejon (2). Le lendemain, ils revinrent à Illescas dans la même litière, et ils visitèrent de nouveau la future reine de France. Cette fois Éléonore, qui, sans être belle, était encore jeune et qui avait toute la grâce de la bonté, dansa à l'espagnole devant François Ier avec la marquise de Zenette (3). — François Ier et Charles-Quint reprirent ensuite le chemin de Torrejon dans la même litière qui les avait portés à Illescas. Après sept jours passés dans la plus grande intimité, le 19 février, ils partirent ensemble de Torrejon à cheval, l'un pour se rendre à Madrid et de là en France, l'autre pour aller se marier à Séville avec l'infante Isabelle de Portugal. Charles-Quint accompagna François Ier jusqu'à un jet d'arc de Torrejon. Arrivés à un chemin qui se bifurquait et où ils devaient se séparer, l'empereur, se rappelant les défiances du chancelier Gattinara et ne pouvant se défendre lui-même de quelques inquiétudes sur l'exécution du traité, tira le roi à part et lui dit : « Mon frère, vous souvenez-vous des engagemens que vous avez pris avec moi ? — Sans doute, répondit François Ier, et je puis vous répéter tous les articles du traité que nous avons conclu. — Assurez-moi que vous les exécuterez fidèlement de votre côté comme je vais les exécuter du mien ; celui de nous deux qui manquerait à l'autre serait réputé justement un méchant homme et un lâche. — Je les accomplirai exactement dès que je serai dans mon royaume, répliqua François Ier ; rien ne saurait m'en empêcher. — Dans la longue guerre que nous avons eue ensemble, continua Charles-Quint, je ne vous ai jamais haï ; mais si vous me trompiez, en ce qui touche surtout la reine votre femme et ma sœur, je le prendrais à si grande injure que j'aurais

(1) « Estando á dos pasos el uno del otro, la reyna se hincó de rodillas, é le pidió la mano ; el rey le dixo : « No es de dar sino la boca, » é la abrazó é besó, é se dió por todos los caballeros una grita mostrando mucho regocijo. » *Relacion*, etc.

(2) Hernandez de Oviedo, *ibid.* — Sandoval, liv. XIV, § 5. — Relation de ce qui se passa à Madrid depuis la signature du traité, dans *Captivité de François Ier*, p. 503 et aussi p. 509.

(3) Femme du comte de Nassau, marquis de Zenette et grand-chambellan de l'empereur.

votre personne en haine, et chercherais tous les moyens d'en tirer vengeance et de vous faire le plus de mal que je pourrais. — Je vous jure, dit en finissant François Ier, que je veux maintenir tout ce que j'ai promis (1). » — Après ces mots, ils se saluèrent en se recommandant l'un et l'autre à la garde de Dieu.

VII.

Le lendemain, 20 février, François Ier espérait se mettre en route pour la frontière de France. Aux termes du traité, il devait redevenir libre le 10 mars et rentrer dans son royaume; mais ce départ tant souhaité fut retardé d'un jour, afin que les soldats d'Alarcon reçussent leur paie et pussent le suivre en continuant à le garder (2). Enfin le 21 François Ier quitta avec joie ce triste château de Madrid, où il avait été enfermé six mois, où la mort s'était montrée à lui de plus près que sur le champ de bataille de Pavie, où aux souffrances de la maladie s'étaient ajoutées toutes les amertumes de la captivité, où il s'était appelé l'esclave de son vainqueur sans obtenir de lui le prix de cette soumission, où, se débattant sous les étreintes de la nécessité, il avait résisté longtemps aux dures conditions imposées à son adversité, et où, après avoir fièrement préféré une prison perpétuelle à une paix honteuse, il avait fini par sacrifier sa parole à sa liberté et promis sous un double serment ce qu'il était décidé à ne pas tenir.

Il partit sous la conduite du vice-roi de Naples (3) et sous l'escorte d'Alarcon. A mesure qu'il approchait de la France, les précautions redoublèrent à son égard. Le vice-roi, à qui l'empereur avait confié le soin d'accompagner son prisonnier jusqu'à la frontière et de l'y échanger avec les otages désignés par le traité, était d'autant plus attentif à sa garde (4) qu'il s'était montré plus favorable à sa délivrance. Il avait été accusé d'une partialité qui le laissait suspect, et il se trouvait chargé d'une responsabilité qui le rendait inquiet. On eût dit, aux arrangemens qu'il prit, qu'il craignait une

(1) Sandoval, liv. XIV, § 7.

(2) Procès-verbal du traitement fait à François Ier en Espagne, dans *Captivité de François Ier*, p. 509.

(3) « L'empereur m'a commandé mener le roi, prendre M. le dauphin et M. d'Orléans, ou le dauphin et les douze autres prisonniers qui se doivent bailler pour la sûreté du traité de paix, et bailler lesdits seigneurs au connétable, lequel a charge de les garder. » Lettre de Lannoy, du 15 février 1526, à l'archiduchesse Marguerite. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 653.

(4) Procès-verbal du traitement fait à François Ier depuis la signature du traité de Madrid jusqu'à son arrivée en France, dans *Captivité*, etc., p. 509.

évasion ou un enlèvement. Arrivé à Aranda, sur le Douero, étant encore éloigné de cinquante lieues du royaume de France, il régla, le 26 février, d'accord avec le roi, comment il serait procédé à sa délivrance. Dix jours avant et dix jours après, il ne devait y avoir, à vingt lieues de distance de la frontière, ni réunion d'hommes de guerre, ni assemblée de gens du pays. Douze personnes envoyées par le vice-roi, au nom de l'empereur, visiteraient préalablement la frontière dans toute son étendue et lui rendraient un compte exact de ce qu'ils y auraient vu. Le jour de l'échange, entre Fontarabie et Andaye, au milieu de la Bidassoa, d'où toutes les barques seraient éloignées et de l'embouchure de laquelle, dans le golfe de Biscaye, n'approcheraient plus les navires français et espagnols, aucun gentilhomme de la maison du roi, aucun archer de sa garde, aucun cavalier de son royaume ne pourrait dépasser Saint-Jean-de-Luz (1).

D'Aranda, François Ier et le vice-roi dépêchèrent Chabot de Brion et le commandeur Peñalosa, le premier pour avertir la régente sa mère de venir diligemment à sa rencontre avec les otages, le second pour lui porter la capitulation qui réglait le mode de délivrance du roi son fils. Six jours après, le 4 mars, François Ier atteignit Vittoria, non loin du revers méridional des Pyrénées, dans la plaine de l'Alava. Comme on n'avait encore reçu aucune nouvelle de la régente, le vice-roi n'avança pas davantage (2).

La régente n'avait cependant pas perdu de temps. Le maréchal de Montmorency, le 29 janvier 1526, avait apporté à Lyon le traité de Madrid. Louise de Savoie avait quitté la résidence qu'elle y occupait à Saint-Just depuis un an et demi, et le 1er février elle s'était mise en route pour traverser la France et se rendre à Bayonne. Elle était suivie d'une partie de la cour et accompagnée du docteur Taylor et de Louis de Praet, ambassadeurs de Henri VIII et de Charles-Quint. De la route elle annonça cette paix au royaume, sans en faire connaître les désastreuses conditions (3). Elle se bornait à montrer les heureux résultats qu'aurait la délivrance du roi, et elle demandait une levée de deniers pour faire face aux engagemens contractés envers le roi d'Angleterre (4). Arrivée à Roanne, elle s'embarqua sur la Loire, grossie par des pluies extraordinaires, et se ren-

(1) *Cérémonial réglé pour la délivrance du seigneur roy. Ibid.*, p. 510, 511.

(2) Lettre de Lannoy à l'archiduchesse Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, écrite le 29 mars 1526 de Vittoria. — Archives des Affaires étrangères de France, *Espagne*, vol. V, f° 250-252.

(3) Extrait des registres du parlement, dans *Captivité de François Ier*, p. 497 et suiv.

(4) Lettres-patentes de la duchesse d'Angoulême pour lever une aide extraordinaire. *Ibid.*, p. 490-496.

dit, non sans lenteur et sans péril, d'abord à Blois, puis à Amboise, où étaient les enfans de France (1). Dans l'alternative laissée par le traité de Madrid de livrer comme otages ou le dauphin et douze des principaux personnages du royaume, parmi lesquels étaient le duc de Vendôme, le duc d'Albany, le comte de Saint-Pol, le maréchal de Lautrec, le maréchal de Montmorency, le comte de Guise, le grand-sénéchal de Normandie, Chabot de Brion, le seigneur de Laval de Bretagne, bref tous ceux qui avaient survécu au désastre de Pavie et qui étaient capables de défendre le pays, ou bien de remettre les deux fils aînés du roi, elle choisit, d'accord avec son conseil, ce dernier parti. Par un sacrifice qui coûtait à son affection, mais qui pouvait tourner à l'avantage du royaume, elle se décida à donner en otage un de ses petits-fils de plus et à conserver en France ceux qui restaient les derniers soutiens de l'état. Prenant avec elle le dauphin, âgé de huit ans et demi, et le duc d'Orléans, qui allait atteindre sa septième année, elle ne laissa dans le royaume que le duc d'Angoulême, beaucoup plus jeune que ses frères. Quoique tourmentée par la goutte, elle s'achemina vers Bayonne avec ses deux petits-fils, réservés à la plus attristante captivité. L'ambassadeur d'Angleterre, qui les vit à Amboise, écrivit au cardinal Wolsey : « Tous deux m'embrassèrent, me prirent par la main et me demandèrent des nouvelles de l'altesse du roi et de votre grâce, en me témoignant le désir d'être recommandés au roi et à vous dans mes lettres. En vérité, ce sont deux charmans enfans; le filleul du roi (le duc d'Orléans, qui régna après son père sous le nom de Henri II) est d'un esprit plus vif et plus hardi, à ce qu'il me semble (2). » Ces aimables et pauvres enfans allaient être conduits au-delà des Pyrénées, bientôt séparés de leurs serviteurs, enfermés dans le château de Pedraza au milieu des montagnes, sous la garde de quelques grossiers soldats de don Juan de Tovar, marquis de Verlanga, fils du connétable de Castille, privés presque de lumière et d'air autant que de liberté, laissés dans un indigne dénûment, avec des vêtemens usés, un petit chien pour toute compagnie, sans qu'il leur parvînt, pendant plus de trois années de guerre, aucun souvenir de leur famille, sans qu'ils entendissent

(1) Lettre du docteur Taylor au cardinal Wolsey. Ms. Calig. D. 9, p. 153; et dans Sharon Turner, t. II, p. 3, notes 8 et 9.

(2) « And after dinner I was brought to see the dauphin, and his brother Harry; both did embrace me, and took me by the hand, and asked me of the welfare of the king's higness, and your grace, and desired that in my writing I should truly commend them to the king and your grace. Verely they be too goodly children. The king's godson is the quicker spirit and the bolder, as seemeth by his behaviour. » Lettre du Dr Taylor au cardinal Wolsey. Ms. Calig. D. 9, p. 153; et dans Sharon Turner, t. II, p. 4, note 10.

prononcer un mot de la langue de leur pays, dont ils perdirent l'usage à tel point qu'après la paix de Cambrai ils ne comprenaient déjà plus le messager qui vint les visiter de la part de leur aïeule et de leur père, et les instruire en français de leur prochaine délivrance (1).

La régente écrivit au roi son fils et au vice-roi de Naples qu'elle se rendait en toute diligence vers la frontière, mais qu'elle n'y arriverait jamais au terme convenu. En apprenant son approche et ce retard, le vice-roi partit le 7 mars de Vittoria (2), où la reine Éléonore, qu'escortait le connétable de Castille, remplaça bientôt François Ier, qui fut conduit par Lannoy dans la forte place de Saint-Sébastien, à trois lieues de l'embouchure de la Bidassoa. Là fut dressé entre Chabot de Brion, envoyé par la régente, qui fit son entrée dans Bayonne le 15 au soir, et le vice-roi de Naples, une nouvelle convention pour fixer le jour et régler le mode de la délivrance du roi. Ce fut le 17, à sept heures du matin, que dut se faire, avec les plus minutieuses et les plus défiantes précautions, l'échange de François Ier et de ses deux fils sur la rivière qui séparait le royaume de France des terres d'Espagne.

Ce jour-là, à l'heure fixée, arrivèrent, aux bords déserts de la Bidassoa, le vice-roi accompagnant François Ier, Lautrec conduisant le dauphin et le duc d'Orléans. Au milieu de la rivière, entre Fontarabie et Andaye, avait été placé un ponton en forme d'estrade que des ancres retenaient immobile à une égale distance des deux rives, et où il était convenu qu'aborderaient ensemble le roi et ses enfans, pour passer en même temps le roi en France, ses enfans en Espagne. Deux barques de semblable dimension, montées par un pareil nombre de rameurs, étaient préparées sur chaque rive. A l'heure marquée, Lannoy entra dans l'une avec François Ier, et Lautrec dans l'autre avec le dauphin et le duc d'Orléans. Chacun d'eux avait pour escorte dix gentilshommes, armés seulement de leur épée et de leur poignard. Les barques parties ensemble s'avancèrent d'un mouvement égal vers le ponton, où elles arrivèrent au même moment. Lannoy, que suivit Alarcon, monta sur l'estrade avec François Ier, pendant que Lautrec y paraissait tenant par la main les enfans de France. Les dix gentilshommes de chaque côté restaient immobiles dans les barques arrêtées (3). Si Alarcon ac-

(1) Rapport de Bordin, huissier de la régente, envoyé pour visiter les princes après la paix de Cambrai, en 1529. — Archives de Simancas, série B, liasse 2, n° 40.

(2) Lettre de Lannoy à l'archiduchesse Marguerite d'Autriche, du 29 mars 1526. — Archives des Affaires étrangères, *Espagne*, vol. V, f° 250-252.

(3) Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 13, et *Comentarios de los hechos del señor Alarcon*, p. 311.

compagnait le vice-roi tandis que Lautrec n'était accompagné de personne, c'était en continuation de la même défiance et pour que l'égalité de nombre maintînt l'égalité de force entre François Ier et Lautrec d'une part, Lannoy et Alarcon de l'autre. Le dauphin et le duc d'Orléans, s'approchant de leur père, dont ils allaient prendre la place, lui baisèrent la main, et le vice-roi dit alors à François Ier : « Sire, maintenant votre altesse est libre; qu'elle accomplisse ce qu'elle a promis! — Tout sera fait, répondit François Ier (1). » Il embrassa ses enfans, et, descendant dans la barque qui les avait conduits, il fut ramené au rivage. En abordant la terre de France, il ne put contenir la joie que lui inspiraient le sentiment de la liberté et le retour dans son royaume. Il s'élança sur un cheval et il s'écria : « Maintenant je suis roi! je suis roi encore (2)! » Puis il se rendit à Saint-Jean-de-Luz, où les seigneurs de la cour, le chancelier Duprat et l'ambassadeur d'Angleterre étaient venus à sa rencontre, et il arriva le même jour à Bayonne. En mettant pied à terre, il alla dans la grande église de cette ville rendre grâce à Dieu de sa délivrance (3), et combler de joie par sa présence et les vifs témoignages de sa reconnaissante affection la régente sa mère, qui avait gouverné le royaume pendant sa captivité avec un dévouement si actif et une capacité si soutenue. Félicité par l'ambassadeur de Henri VIII de son retour dans ses états, il en fit remonter le bienfait jusqu'au roi d'Angleterre, dont il devait avoir bientôt besoin, et il lui dit avec une effusion de gratitude qui n'était pas sans habileté : « Monsieur l'ambassadeur, je connais parfaitement les bonnes intentions de mon bon frère d'Angleterre, lequel, après Dieu, je remercie de ma liberté. Il a fait pendant ma captivité un acte qui lui assure une gloire éternelle et qui oblige à tout jamais moi et les miens à lui faire service (4). »

MIGNET.

(1) Sandoval, t. Ier, liv. XIV, etc.

(2) *Comentarios de los hechos del senor Alarcon*, f° 311. — Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 13.

(3) Lettre de Jean de Selve au parlement, dans *Captivité*, p. 518.

(4) Taylor à Wolsey, 19 mars 1525. Dans Ellis, *Original letters*, 2e série, t. Ier, p. 333.

UN

PRINCE ALLEMAND

DU XVIIIE SIÈCLE

D'APRÈS DES MÉMOIRES INÉDITS

II.

CHARLES DE HESSE ET LES ILLUMINÉS.

Il y a dans les mille et une scènes de *Gil Blas* un personnage trop peu remarqué, chez lequel on voit les hardiesses de la libre pensée unies de la façon la plus singulière aux niaiseries de la superstition. Vous rappelez-vous l'histoire de la marquise de Chaves? On dirait un pressentiment des dernières aventures du XVIIIe siècle, on dirait l'image anticipée de cette fièvre de mysticisme ou du moins de ce besoin de thaumaturgie qui saisit la société européenne entre la mort de Voltaire et les premiers jours de la révolution. La marquise de Chaves vit entourée des plus beaux esprits du monde, poètes, savans, philosophes, disputeurs à outrance. « Et Dieu veuille que la religion ne soit pas intéressée dans la dispute! » Sa maison est appelée par excellence « le bureau des ouvrages d'esprit; » son nom, répété en tout lieu, « emporte l'idée d'un génie supérieur. » Notez pourtant le trait final : aux heures où la marquise est seule, on voit souvent entrer chez elle un petit homme contrefait, bossu, et d'une assurance imperturbable. « Je viens parler à Mme la marquise. — De quelle part? — De la mienne. » Et il passe. Gil Blas, qui l'introduit, est tout stu-

péfait de son aplomb et plus stupéfait encore des succès qu'il obtient. Chaque fois que le bossu reviendra, on devra le faire entrer dans la chambre de la marquise aussi secrètement que possible. Quel était donc ce visiteur mystérieux, et pourquoi ces longues conférences avec la reine des philosophes? On le sut bientôt; la reine des philosophes avait ses superstitions cachées, elle croyait à la magie, à la cabale, aux sciences hermétiques, et le petit bossu venait lui révéler les secrets du monde invisible. Voilà tout le fruit que la marquise de Chaves avait retiré de son commerce avec les premiers génies de son siècle! Cette brillante dame qui a passé sa vie à écouter les entretiens des philosophes et des gens de lettres, n'est-ce pas la société européenne vers l'année 1780? Le soir vient, l'assemblée se disperse, Fontenelle et Montesquieu sont partis les premiers, Rousseau a disparu, Voltaire a quitté la place; Buffon, Diderot, d'Alembert ne sont plus là... Tout à coup, dans le silence du salon désert, une porte s'ouvre mystérieusement, et nous voyons entrer un hôte inconnu qui s'installe comme chez lui; c'est Cagliostro ou le comte de Saint-Germain.

Cette fine peinture de la marquise de Chaves est bien plus significative que ne l'a soupçonné l'auteur de *Gil Blas*. Complétée par des événemens que Le Sage n'a pu connaître, elle devient pour nous un symbole, et un symbole qui exprime de la manière la plus vive une des lois fondamentales de l'esprit humain. Au lendemain de la mort de Voltaire et avant que le soleil de 89 se lève sur une nouvelle humanité, l'apparition des mystiques et des thaumaturges n'est pas une chose fortuite, c'est une conséquence nécessaire. Quand les croyances saines et pures ont disparu, l'heure de la superstition n'est pas loin, tant il y a au fond du cœur de l'homme, suivant l'expression des Allemands, un instinct de l'*au-delà*, une aspiration vers les réalités idéales, un besoin d'échapper aux entraves de notre condition d'ici-bas! « Captif dans les bornes du monde, a dit M. Edgar Quinet, l'infini s'agite pour en sortir. » Qu'arrive-t-il donc si on lui fait obstacle? Plutôt que de renoncer à son espérance, il s'agite à l'aveugle, et, rejeté hors de la lumière, il s'enfonce dans les ténèbres: c'est l'heure malsaine des sciences occultes. Ce fait, selon les temps et les lieux, peut se produire sous les formes les plus diverses, il est impossible qu'il ne se produise pas. Les lois morales, régissant des êtres libres, ne donnent pas des résultats perpétuellement semblables, comme font les lois du monde physique; on ne saurait pourtant y échapper, et cette sanction inévitable se manifeste à l'heure même où l'on y songe le moins. Ainsi s'explique trop bien l'apparition des thaumaturges à un certain moment du XVIIIe siècle. A la défense des droits les plus sacrés on a mêlé les erreurs les plus funestes; on a dégradé l'humanité

en combattant pour elle; on a insulté le ciel en affranchissant la terre; on s'est moqué du christianisme, du spiritualisme, de la philosophie de l'esprit et de l'idéal, c'est-à-dire qu'avec une légèreté hautaine on a fermé toutes les voies ouvertes à nos légitimes élans. Qu'arrive-t-il encore une fois? L'élan se détourne, l'instinct sublime dévie, et l'esprit qui aspirait à Dieu devient la dupe du premier charlatan qui passe.

Non pas, certes, qu'il faille confondre dans une même accusation de charlatanisme tous les personnages extraordinaires qui composent l'étrange et ténébreuse mêlée du XVIIIe siècle à son déclin. C'est en cela que l'histoire de la marquise de Chaves cesse d'être un symbole complet. Il y a autre chose que les tireurs d'horoscopes et les montreurs de fantômes parmi ces visiteurs inattendus. Les contemporains, amis ou ennemis, ont rangé sous le même drapeau les rêveurs et les insensés, les mystiques et les fourbes; mieux placés à distance pour discerner les masques des figures, nous reconnaissons aujourd'hui trois catégories très distinctes au milieu de cette confuse assemblée. Ce sont d'abord les fourbes, les jongleurs, ceux qui, exploitant les dispositions crédules de l'esprit public et mettant à profit les découvertes mal connues des sciences non constituées encore, ont fait un si grand nombre de dupes dans toutes les classes de la société européenne : tels sont l'Allemand Schrepfer, le Hongrois Saint-Germain, le Sicilien Cagliostro. Bien au-dessus d'eux ou plutôt dans un ordre d'idées tout différent viennent les mystiques, les rêveurs inspirés, âmes tendres et un peu folles, mais de cette folie qui est souvent l'exaltation de la sagesse, âmes profondes à coup sûr, car elles ont senti avant toutes les autres le besoin de se soustraire aux sèches doctrines d'un siècle épuisé, et, prenant leur vol les premières, elles ont cherché à travers mille dangers les rivages inconnus. Il n'y a pas de rapprochement à faire entre ces élans désordonnés et le spiritualisme viril qui demeurera l'honneur de notre siècle; avons-nous tort pourtant de rendre hommage, comme l'a fait si éloquemment Mme de Staël, à ceux qui ont protesté contre des doctrines funestes et rouvert aux âmes les perspectives infinies? Trois hommes, un Suédois, un Suisse, un Français, composent ce mystique cénacle; il suffit de nommer l'enthousiaste et poétique Svedenborg, l'ingénieux et ardent Lavater, le doux et subtil Saint-Martin. Le troisième groupe enfin est celui des mystiques révolutionnaires. Sont-ce bien des mystiques? Eux-mêmes le disent, puisqu'ils se nomment les *illuminés;* il semble pourtant que ce soit là une simple prétention accommodée à l'esprit du temps et du pays où la secte a pris naissance. A vrai dire, ce sont des hommes d'action, et ils se proposent bien moins de pénétrer les mystères du monde idéal que de re-

nouveler la face de la terre : secte bizarre, mal connue, difficile à connaître, bien que deux ou trois de ses chefs appartiennent à l'histoire de la littérature allemande. Que de physionomies diverses dans cette assemblée! A côté de l'ardent Weisshaupt, le jurisconsulte d'Ingolstadt, j'aperçois ici le baron de Knigge, gentilhomme démocrate, romancier populaire, cœur et tête à l'évent, ainsi que le candide Wilhelm Bode, un des collaborateurs de Lessing.

Telles sont à grands traits, et sans tenir compte des particularités sans nombre, les trois classes de personnages confondus par l'imagination effarouchée des contemporains. Cette confusion même et l'effroi qui en fut la suite sont un des signes de l'époque. Ces hommes n'ayant de commun que leurs mystérieuses allures, il fallait qu'il y eût dans l'air un singulier besoin de merveilleux pour qu'un Saint-Germain par exemple ou un Cagliostro fût nommé par les publicistes à côté de Saint-Martin ou de Lavater. Or il se trouve que le prince dont nous interrogeons les mémoires inédits a connu fort intimement des personnes appartenant à ces trois classes (1); il a vu, il a aimé l'un des principaux mystificateurs du XVIIIe siècle, il a été en relations directes avec l'école des rêveurs inspirés; enfin il a été initié à l'illuminisme et revêtu même d'un commandement occulte pour l'Europe du nord. S'il ne parle que des mystificateurs et des révolutionnaires, des fourbes et des illuminés, c'est là déjà une assez bonne part dans la mêlée qui nous occupe. Écoutons les confidences du prince Charles en les contrôlant au besoin par le témoignage des contemporains.

I.

Le premier de ces coureurs d'aventures que nous présente le landgrave Charles est le comte de Saint-Germain en personne. N'allez pas vous méprendre; il ne s'agit point ici de ce Saint-Germain général disgracié sous Louis XV, organisateur et commandant de l'armée danoise sous Frédéric V, ministre de la guerre sous Louis XVI, qui devint le collaborateur des réformes de Turgot après avoir été trente ans auparavant l'élève du maréchal de Saxe. Celui-là, victime de l'insolent hasard, n'avait fait que remplir avec honneur des fonctions éminentes, et, après une vie toute de labeurs et de disgrâces, il lui arrive encore d'être confondu sans cesse avec l'aventurier qui lui a pris son nom. L'autre, j'allais dire le *vrai* Saint-Germain, pour me conformer à l'ironie de la destinée, l'homme dont ce nom évoque ordinairement le souvenir, le favori de Louis XV et l'hôte du landgrave Charles, c'est celui qui se mê-

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1865.

lait, disait-il, au train des choses humaines depuis deux ou trois sièles, qui représentait la tradition vivante, qui avait vu la cour de France sous François Ier, qui racontait aux Bourbons les anecdotes intimes des Valois, qui pouvait enfin, grâce à des secrets magiques, défier la vieillesse et vaincre la mort. Les rose-croix du XVIIe siècle, nous dit la *Logique de Port-Royal*, prétendaient être parvenus à l'immortalité, « ayant trouvé le moyen, par la pierre philosophale, de fixer leur âme dans leur corps. » Le difficile n'est pas d'imaginer ces choses-là, mais de les faire accepter aux autres. Des chercheurs de pierre philosophale, il y en a dans tous les temps et sous tous les costumes; un homme d'esprit qui prend le rôle d'un fou et qui le joue avec assez d'adresse pour mystifier la plus brillante société du monde, voilà une curiosité plus rare. Tel était le personnage sur lequel les mémoires du landgrave nous apportent des renseignemens nouveaux.

S'il est souvent question du comte de Saint-Germain chez les écrivains du XVIIIe siècle, presque tous se bornent à répéter ce qu'en en ont dit les premiers témoins oculaires. « Je l'ai vu plusieurs fois, écrit Mme du Hausset; il paraissait avoir cinquante ans, il n'était ni gras ni maigre, avait l'air fin, spirituel, était mis très simplement, mais avec goût; il portait aux doigts de très beaux diamans ainsi qu'à sa tabatière et à sa montre. Un jour où la cour était en magnificence, il vint chez madame avec des boucles (de souliers et de jarretières) de diamans fins si belles que madame dit qu'elle ne croyait pas que le roi en eût d'aussi belles. Il passa dans l'antichambre pour les défaire et les apporter pour les voir de plus près (1), et, en les comparant à d'autres, M. de Gontaut, qui était là, dit qu'elles valaient au moins deux cent mille francs. Il avait ce même jour une tabatière d'un prix infini et des boutons de manche de rubis qui étaient étincelans. On ne savait pas d'où cet homme était si riche, si extraordinaire, et le roi ne souffrait pas qu'on en parlât avec mépris et raillerie. » Ainsi s'exprime la confidente de Mme de Pompadour. Le roi permettait si peu la raillerie sur le compte du mystérieux personnage qu'il l'employa bientôt à sa diplomatie secrète. Le 14 mars 1760, M. de Kauderbach, ministre de Saxe à La Haye, écrivait à son gouvernement cette curieuse dépêche, que l'Allemagne vient de nous révéler. M. de Kauderbach est encore un des témoins qui ont vu et pratiqué le comte de Saint-Germain; son rapport nous fera mieux apprécier la conduite et les paroles du prince Charles :

« Nous avons actuellement ici un homme très singulier et des plus extra-

(1) Mme du Hausset était femme de chambre de Mme de Pompadour. On voit qu'elle se préoccupe fort peu de la correction du langage.

ordinaires, qui se nomme le comte de Saint-Germain. Il a l'air tout au plus d'un homme de quarante-cinq ans, et cependant on prétend prouver qu'il en a cent dix bien comptés. M. d'Affry (1) m'a assuré qu'il avait beaucoup plus d'années que lui et moi ensemble, et cependant nous avons passé l'un et l'autre le demi-siècle. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un membre des états-généraux qui approche de soixante-dix ans m'a dit avoir vu cet homme extraordinaire dans la maison de son père lorsqu'il était encore enfant, et l'avoir vu à peu près tel qu'il est aujourd'hui. Cependant il a l'air leste et dégagé comme un homme de trente ans. Il a la jambe comme faite au tour, porte ses propres cheveux, noirs et bien plantés, et n'a pour ainsi dire pas une ride au visage. Il ne mange presque jamais de viande, excepté un peu de blanc de poulet, et borne sa nourriture aux gruaux, aux légumes et aux poissons. Il prend de grandes précautions contre le froid, mais il ne se ménage pas excessivement pour les veilles, et il nous a tenu compagnie jusqu'à une heure après minuit par une espèce de complaisance, sans qu'il s'en soit ressenti le lendemain. Si je peux escamoter à ce bon vieillard son secret, je croirai rendre au roi un service essentiel en vous le communiquant, monseigneur, pour conserver à sa majesté une vie si précieuse et si utile à son service. Cet homme possède des richesses immenses. A l'en croire, il est au fait des plus beaux secrets de la nature; il en parle savamment sans affecter aucun mystère, et tâche de convaincre par ses démonstrations les plus incrédules sans qu'il paraisse avoir aucun dessein. Ses richesses sont constatées et connues de toute la France. Il est dans la plus haute faveur auprès du roi très chrétien, qui lui a donné le château de Chambord pour sa vie (2). Il nous a étalé des pierreries d'un prix inestimable, toutes d'une grandeur et d'une beauté incomparables. Je joins ici, pour la curiosité de votre excellence, la dimension de l'une de ses opales, qui a toutes les perfections et est d'une beauté ravissante. Il soutient qu'aucun monarque au monde ne possède les trésors qu'il prétend avoir en pierreries. Il se déclare indifférent pour toutes les grandeurs du monde et n'aspire qu'au titre de citoyen. Touché des malheurs de la France, il s'est offert au roi très chrétien pour le sauver, et c'est dans ce dessein qu'il est venu en Hollande. Il ne fait pas mystère de sa commission ou du moins de son objet. Nous sommes curieux de voir ses moyens, qui, à l'en croire, ne peuvent pas manquer, parce qu'ils dépendent de lui seul. Il est grand apologiste de Mme de Pompadour et tâche d'effacer le vernis qu'on lui a donné dans ce pays-ci. Il lui attribue le meilleur cœur, les intentions les plus droites, un désintéressement sans égal. J'ai eu avec lui une longue conversation sur les causes du malheur de la France et sur les variations dans le choix des ministres de cette couronne. Voici, monseigneur, ce qu'il m'a dit à ce sujet : — « Le mal radical est le manque de fermeté du monar-

(1) M. d'Affry était chargé d'affaires de France à La Haye, et c'est à son insu que le comte de Saint-Germain avait une mission de Louis XV auprès du gouvernement des Pays-Bas.

(2) C'est trop dire. Louis XV n'avait fait que mettre à sa disposition une aile du château pour qu'il y établît son laboratoire de chimie; il s'agissait surtout de la préparation de certaines couleurs dont on se promettait des merveilles en vue des soieries et des étoffes françaises.

que. Ceux qui l'entourent, connaissant l'excès de sa bonté, en abusent, et il n'est entouré que de créatures placées par les frères Pâris, qui seuls font tout le malheur de la France (1). Ce sont eux qui ont tout corrompu et traversé les dispositions du meilleur citoyen qui soit en France, le maréchal de Belle-Isle. De là la désunion et la jalousie parmi les ministres, qui semblent tous servir un monarque différent. Tout est corrompu par les frères Pâris : périsse la France, pourvu qu'ils parviennent à leur objet d'acquérir huit cent millions de bien! Malheureusement le roi n'a pas autant de sagacité que de bonté pour apercevoir la malice des gens dont ils l'environnent, et qui, connaissant son peu de fermeté, ne sont occupés qu'à flatter son faible, et par là même sont écoutés de préférence. Le même défaut de fermeté se trouve dans la maîtresse. Elle connaît le mal et n'a pas le courage d'y remédier. » — C'est donc lui, M. de Saint-Germain, qui veut entreprendre de le guérir radicalement; il se fait fort de mettre à bas par ses opérations en Hollande deux hommes si nuisibles à l'état et qu'on a regardés jusqu'ici comme indispensablement nécessaires. A l'entendre parler avec tant de liberté, on doit le considérer comme un homme sûr de son fait, ou bien comme le plus grand étourdi qu'il y ait au monde. Je pourrais entretenir votre excellence bien plus longtemps sur cet homme singulier et sur ses connaissances physiques, si je ne craignais de la fatiguer par des récits qui doivent paraître plus romanesques que réels, et sur lesquels cependant je suspens encore mon jugement. M. d'Affry a pour lui les plus grandes attentions et semble le considérer comme un prodige. Ce M. de Saint-Germain a voyagé par tout le monde et parle la plupart des langues connues. Il a été plusieurs fois à Dresde, et il m'a dit qu'il était bien connu du feu roi. Il excelle encore dans la musique, joue en perfection du violon et du clavecin, et chante à ravir. Il est couru ici comme une merveille, et il est en effet d'une société très agréable (2). »

Ainsi à La Haye comme à Paris, dans toutes les cours, chez les diplomates de toute contrée, le comte de Saint-Germain fascinait les esprits par les agrémens de sa conversation, la singularité de son savoir, l'éclat de ses pierreries, et je ne sais quoi de mystérieux attaché à sa personne. Il avait trop de tact assurément pour essayer de faire croire à tout le monde qu'il avait « fixé son âme dans son corps » depuis les commencemens de l'ère chrétienne; son art était de choisir ses dupes et de donner à chacune d'elles ce qu'elle pouvait supporter. Peut-être même n'était-il pas l'auteur de ces fourberies grossières; il suffisait que son air de jeunesse, ses cheveux noirs bien plantés, sa jambe faite au tour, toute sa personne si habilement conservée grâce à la sobriété de son régime dans une époque de plaisirs fiévreux et de précoce épuisement, il suffi-

(1) Les frères Pâris-Duverney, les grands financiers, les souverains de la banque au temps de Louis XV.

(2) Voyez le recueil publié par M. Charles de Weber, directeur des archives saxonnes : *Aus vier Jahrhunderten*, 1er volume, pages 306-323.

sait, dis-je, que ce privilége éveillât l'idée de quelque secret de jouvence; là-dessus l'imagination de la foule se donnait carrière, et Saint-Germain laissait dire. « Je laisse dire, je laisse croire; » il explique ainsi lui-même à Mme de Pompadour les prétentions extravagantes que lui attribuait la renommée. Il savait d'ailleurs en profiter à propos : quand le désir du merveilleux s'est emparé des intelligences, c'est à l'homme d'esprit d'en varier les doses. Une fois maître de la confiance de Louis XV, admis dans la familiarité de la marquise de Pompadour, installé à Chambord avec ses alambics, employé dans la diplomatie secrète, il ajoutait aux prestiges de sa petite sorcellerie le prestige d'une position considérable. Le diplomate saxon dont nous venons de citer la singulière dépêche est manifestement sous le charme. Il est vrai que la faveur de Louis XV est changeante et que le jour où elle manquera au brillant sorcier, celui-ci sera exposé à de cruelles mésaventures. Dès lors, adieu le laboratoire de Chambord! adieu les missions secrètes au nom du roi très chrétien! Saint-Germain était l'homme du maréchal de Belle-Isle dans ses négociations souterraines à La Haye; le comte de Choiseul déjoue ses intrigues, le dénonce au roi, et obtient du gouvernement hollandais un ordre d'arrestation qui doit le livrer à la France. Si des amis ne préviennent le coup, le mystificateur ira loger à la Bastille. Dès lors aussi un diplomate qui se respecte peut-il parler autrement qu'avec mépris de l'homme qu'il vantait la veille comme un prodige? Ce revirement est des plus comiques, et nous en devons encore la révélation aux archives saxonnes. M. de Kauderbach, celui-là même que Saint-Germain avait si complétement fasciné, écrit tout à coup cinq semaines après (24 avril 1760) :

« J'apprends dans ce moment que le courrier que le comte d'Affry reçut lundi dernier lui a apporté un ordre de demander à l'état l'arrêt et l'extradition du fameux Saint-Germain comme d'un esprit dangereux et dont sa majesté très chrétienne a lieu d'être mécontente. M. d'Affry ayant communiqué cet ordre au pensionnaire, ce ministre d'état en a fait rapport au conseil des députés commissaires de la province de Hollande, collége dont M. le comte de Bentinck est le président. Ce dernier a averti l'homme et l'a fait partir pour l'Angleterre... La veille de son départ, Saint-Germain a été quatre heures avec le ministre anglais. Il s'est vanté d'être autorisé à faire la paix. J'ai vu cependant les papiers dont il voudrait se prévaloir pour se faire regarder comme un homme de confiance, et je n'y ai rien trouvé qui autorise à le croire effectivement tel. M. de Belle-Isle est coutumier d'entretenir correspondance avec les plus vils nouvellistes et faiseurs de projets, et de payer leurs almanachs fort cher. Ce Saint-Germain nous a fait tant d'autres contes si grossiers et si misérables qu'on est rebuté de l'entendre à la seconde vue, à moins qu'on ne veuille s'amuser à ces sortes d'impostures. Il n'est pas possible que cet homme puisse trom-

per un enfant de dix ans et encore moins des personnes éclairées. Je le regarde comme un aventurier de premier ordre qui est au bout de ses ressources, et je serais bien trompé, s'il ne finit tragiquement. Parmi les officiers anglais qui ont passé ici, il y en a qui l'ont connu à Londres il y a vingt ans, et qui parlent de lui avec le plus grand mépris. Ils le croient un simple joueur de violon. »

Quinze jours plus tard, dans une dépêche en date du 2 mai 1760, le diplomate saxon, revenant encore à la charge contre le spirituel aventurier qu'il avait eu le tort d'admirer à cœur ouvert, ajoutait ces paroles :

« L'aventurier s'était donné ici les airs de négociateur secret détaché par M. le maréchal de Belle-Isle, dont il a montré des lettres où il y avait en effet quelques traces de confiance. Il a voulu faire entendre que les principes du maréchal, différens de ceux de M. de Choiseul et plus conformes au goût de Mme de Pompadour, tendaient ardemment à la paix; il a rembruni le tableau en peignant des couleurs les plus fortes les cabales, les nécessités et la zizanie qu'il prétend qui règnent en France, et par ces flatteries il a cru captiver la confiance du parti anglais. Il avait écrit d'un autre côté au maréchal de Belle-Isle que M. d'Affry ne savait ni apprécier ni ménager les dispositions de M. le comte de Bentinck-Rhoon, qui était l'homme du monde le mieux intentionné et ne désirait que se rendre utile à la France pour faire réussir ses négociations avec l'Angleterre. Ces lettres ont été renvoyées à M. d'Affry avec ordre de défendre à Saint-Germain de se mêler d'aucune affaire sous peine d'expier sa témérité le reste de ses jours dans une basse-fosse à sa rentrée en France. Malgré cette défense, Saint-Germain a continué de tenir des propos et de faire des démarches pour soutenir les airs d'un homme important. Il a vu assidûment le ministre anglais, qui cependant a paru le mépriser. M. de Rhoon l'a protégé, caressé, fêté par pique, et lorsque M. d'Affry l'a réclamé, il l'a fait partir à la face de tout La Haye pour Londres. Je crains que ce misérable ne cause bien des *piquanteries* et des histoires. Il a dit qu'il publiera toutes les pièces avec un mémoire justificatif. C'est un misérable qui veut s'illustrer. »

Ces dépêches si plaisamment contradictoires du diplomate saxon de La Haye nous préparent à mieux apprécier l'attitude du comte de Saint-Germain auprès du prince de Hesse. Il est évident que Saint-Germain a été victime de ses prétentions à un rôle politique. Le jeu du brillant aventurier, c'était d'entraîner l'imagination des hommes dans les domaines du rêve, non pas de se laisser conduire par eux sur le terrain des affaires et de l'action. Même dans un temps où la folie du merveilleux commence à devenir une sorte d'épidémie, les politiques sont les derniers à se laisser prendre. Je suis persuadé que M. de Belle-Isle n'était pas dupe du comte de Saint-Germain, de celui que Frédéric II, en ses lettres à Voltaire, appelait un *conte pour rire;* je suis persuadé qu'il l'a employé seulement à titre d'homme

d'esprit et de personnage à la mode. M. de Choiseul n'était pas sa dupe non plus, puisqu'il l'a démasqué si vite et si vigoureusement désarçonné. Quant au diplomate saxon, acteur en cette comédie qu'il nous raconte lui-même avec une si parfaite candeur, j'ai oublié de dire que son correspondant, M. le comte Wackerbarth, ministre du roi de Pologne Auguste III, l'arrêtait dès ses premières confidences et modérait ainsi son enthousiasme : « Prenez garde! Votre tableau du comte de Saint-Germain est fort intéressant... à distance; il faudrait examiner de près si toutes les figures sont correctes. J'en doute fort. J'ai connu, il y a une cinquantaine d'années, certain personnage qui jouait le même rôle; il s'appelait Huldashop, prétendait avoir quatre-vingts ans passés, et trente ans après il épousa une princesse de Holstein qui le tua pour lui dérober ses secrets. Ces sortes de phénomènes éblouissent quelque temps, on les perd de vue quand on y pense le moins. » Ces simples mots avaient rendu M. de Kauderbach plus circonspect. Ainsi, des divers personnages politiques avec lesquels le comte de Saint-Germain s'était trouvé en contact, un seul, l'envoyé saxon à La Haye, avait subi le charme de ses mensonges; encore l'avait-il subi en homme de salon et pour un temps bien court. Décidément le théâtre de la politique ne lui convient pas. S'il recommence à essayer de son prestige dans quelque autre contrée, il fera sagement de s'en tenir à l'alchimie, aux diamans, aux couleurs, aux choses éblouissantes et même aux choses utiles. Telle a été précisément sa ligne de conduite auprès du prince de Hesse; mais aussi quelle page nouvelle dans sa vie! quel succès inattendu! Grâce à cette discrétion, fruit d'une expérience amère, le comte de Saint-Germain ne sera plus seulement un homme d'esprit comme l'a dépeint Mme du Hausset, un homme d'une société prestigieuse tel que nous l'a montré M. de Kauderbach; le landgrave Charles saluera en lui un grand homme, un homme de génie, capable d'arracher à la nature quelques-uns des secrets de la puissance créatrice.

La rencontre du prince Charles et du comte de Saint-Germain eut lieu une vingtaine d'années après les événemens qu'on vient de raconter. Saint-Germain, chassé de La Haye, avait vécu en Angleterre, en Allemagne, en Russie (1), et, courant de ville en ville, avait fini par se fixer aux portes de Hambourg, dans Altona. Le prince Charles, outre ses services en Norvége et en Prusse, qui avaient fait de lui un des personnages considérables de l'Europe du nord, devait avoir une réputation d'affabilité cordiale et de curiosité scientifique, car nous voyons Saint-Germain se jeter pour ainsi

(1) Il était à Saint-Pétersbourg en 1762 et il paraît bien qu'il joua un rôle dans la tragédie qui donna le trône à Catherine II.

dire en ses bras, s'attacher, s'imposer à lui, comme si un ordre exprès du ciel lui eût envoyé ce disciple attendu depuis des années. Le vieux comédien se retrouve tout entier dès cette singulière entrée en matière.

« Je vis à mon retour à Altona le fameux comte de Saint-Germain, qui parut se prendre d'affection pour moi, surtout lorsqu'il apprit que je n'étais point chasseur, ni n'avais d'autres passions contraires à l'étude des hautes connaissances de la nature. Il me dit alors : « Je viendrai vous voir à Slesvig, et vous verrez les grandes choses que nous ferons ensemble. » Je lui fis comprendre que j'avais bien des raisons pour ne point accepter dans le moment la faveur qu'il voulait me faire. Il me répondit : « Je sais que je dois venir chez vous et que je dois vous parler. » Je ne sus aucun autre moyen pour éluder toute autre explication que de lui dire que le colonel Koeppern, qui était resté en arrière malade, me suivrait dans une couple de jours, et qu'il pourrait lui en parler. J'écrivis alors une lettre à Koeppern pour lui dire de prévenir et de dissuader au possible le comte de Saint-Germain de venir ici. Koeppern arriva à Altona et parla avec lui, mais le comte lui répondit : « Vous pouvez dire ce que vous voudrez; je dois aller à Slesvig, et je n'en démordrai point. Le reste se trouvera. Vous aurez soin de me tenir un logis préparé. » Koeppern me dit ce résultat de leur conversation, que je ne pus approuver. Au reste, je m'étais beaucoup informé de cet homme extraordinaire à l'armée prussienne, où j'avais parlé de lui particulièrement avec le colonel Frankenberg, mon ami. Celui-ci me dit : « Vous pouvez être persuadé que ce n'est pas un trompeur, et qu'il possède de hautes connaissances. Il était à Dresde; j'y étais avec ma femme. Il nous voulait du bien à tous deux. Ma femme désirait vendre une paire de boucles d'oreilles. Un joaillier lui en offrit une bagatelle. Elle en parla devant le comte, qui lui dit : « Voulez-vous me les montrer? » Ce qu'elle fit. Alors il lui dit : « Voulez-vous me les confier pour une couple de jours? » Il les lui rendit après les avoir embellies. Le joaillier, auquel ma femme les montra ensuite, lui dit : « Voilà de belles pierres; elles sont tout autres que les précédentes que vous m'avez montrées! » et lui en paya plus du double.

« Saint-Germain arriva peu après à Slesvig. Il me parla des grandes choses qu'il voulait faire pour le bien de l'humanité. Je n'en avais aucune envie, mais enfin je me fis un scrupule de repousser des connaissances très importantes à tout égard par une fausse idée de sagesse ou d'avarice, et je me fis son disciple. Il parlait beaucoup de l'embellissement des couleurs, qui ne coûtait presque rien, de l'amélioration des métaux, ajoutant qu'il ne fallait absolument point faire de l'or, si même on le savait, et resta absolument fidèle à ce principe. Les pierres précieuses coûtent l'achat, mais quand on entend leur amélioration, elles augmentent infiniment en valeur. »

Ainsi voilà le prince de Hesse devenu le disciple du comte de Saint-Germain. Est-ce donc une dupe que le prince Charles? Serait-il exposé par sa loyauté candide, comme d'autres par leur superstition, à être le jouet des mystificateurs? Je suis obligé de

convenir que sa crédulité est grande, et que, même dans les circonstances où il condamne les artisans de magie, il est soutenu par les scrupules de sa foi religieuse bien plus que par la vigueur de sa raison. On a dit spirituellement que la religion chrétienne était souvent un garde-fou; le christianisme un peu enfantin du prince Charles ne remplit pas chez lui cette fonction virile. Le prince de Hesse n'est pas absolument défendu contre les superstitions de son temps, puisque certaines jongleries lui apparaissent comme des pratiques infernales. Il les repousse, non comme des sottises qui révoltent le sens commun, mais comme des maléfices qui alarment sa foi. N'est-ce pas encore une façon d'y croire? Qu'il me soit permis d'ouvrir ici une parenthèse. Au moment où le comte de Saint-Germain attirait l'attention de l'Allemagne après avoir occupé longtemps la France et l'Angleterre, il y avait dans les contrées saxonnes un personnage qui évoquait les esprits et les faisait parler. Il s'appelait Jean-George Schrepfer. Ce nom, aujourd'hui si peu connu en France, y était fort célèbre il y a quatre-vingts ans. Les écrivains qui se sont occupés du désordre intellectuel de l'Europe avant 89, depuis Mirabeau jusqu'au marquis de Luchet, ne manquent jamais de le citer pêle-mêle avec les Lavater et les Saint-Martin, avec les Mesmer et les Cagliostro. Schrepfer, ancien garçon de salle dans une auberge de Leipzig, avait réussi, à force d'adresse et d'audace, à fasciner les personnages les plus considérables de la société allemande. Des hommes d'état, des diplomates, des ministres, des princes, des savans lui reconnaissaient je ne sais quel pouvoir surnaturel. A ses opérations thaumaturgiques se joignirent bientôt de véritables escroqueries; au moment de se voir démasqué, il prévint par le suicide l'ignominie qui allait succéder à ses triomphes, et se fit sauter la cervelle aux portes de Leipzig, dans les jardins de Rosenthal. Or le prince Charles, tout en éprouvant une profonde horreur pour la thaumaturgie de Schrepfer, y croit encore à sa façon, puisqu'il y voit une œuvre démoniaque.

« A Leipzig, dit-il, je pris des informations exactes chez plusieurs personnes sur le fameux Schrepfer, entre autres les professeurs Eck et Marche, qui me racontèrent les détails de ses ouvrages magiques, auxquels ils avaient été présens et où il citait des esprits qui non-seulement se montraient, mais parlaient même aux spectateurs. J'en avais déjà beaucoup entendu parler par le prince Frédéric de Brunswick et Bischofswerder (1), et aussi par le digne colonel Frankenberg, qui ne l'avait point vu, lui, mais un de ses principaux disciples, Frœlich, à Goerlitz. Je conseillai très vivement à celui-ci d'abandonner cette liaison dangereuse et de s'en tenir uniquement à Notre Seigneur: en quoi il me suivit fidèlement... »

(1) M. de Bischofswerder, entré plus tard au service de la Prusse, devint un des favoris de Frédéric-Guillaume II; il fut général, ministre et ambassadeur à Paris.

On voit que le prince Charles demande un refuge à sa foi contre la puissance diabolique de Schrepfer. Il est dupe par conséquent. N'y a-t-il pas ici néanmoins une différence essentielle? Au milieu de ses crédulités, le prince sait distinguer entre Schrepfer et Saint-Germain, ce que ne font ni Mirabeau, ni le marquis de Luchet, ni aucun des écrivains de l'époque. « A Schrepfer, dit Mirabeau, succéda Saint-Germain. » Ce rapprochement est inexact, et le prince Charles l'a bien senti. Maintenant que des documens nombreux permettent de discerner les physionomies, les rangs s'établissent d'eux-mêmes dans l'armée des mystificateurs. Schrepfer est un fourbe, Saint-Germain est un comédien. Schrepfer est un escroc, Saint-Germain un artiste. Schrepfer ne songe qu'à exploiter les superstitions de son temps; Saint-Germain ne se refuse pas à employer au bien de l'humanité ses connaissances en chimie, en minéralogie, en thérapeutique, et bien que cette idée soit encore pour lui un moyen d'assurer son crédit auprès d'un honnête homme, elle met pourtant une grande distance entre l'ami du prince de Hesse et le suicidé de Leipzig.

Après les renseignemens moraux viennent aussi les renseignemens biographiques. D'où était-il sorti, ce comte de Saint-Germain? Était-ce bien son nom qu'il portait? Quel était son père, sa race, son pays? Là-dessus, on le sait trop, l'aventurier avait trompé tout le monde. Ni Mme du Hausset, ni le diplomate saxon que nous citions tout à l'heure ne donnent de réponse précise à ces questions. « C'est un homme qui ne meurt point, » écrivait un jour Voltaire à Frédéric le Grand. Un homme qui ne meurt point serait sans doute un peu embarrassé de sa personne, s'il n'avait soin de changer de nom de siècle en siècle. Celui-ci en avait changé du moins de pays en pays. D'abord marquis de Montferrat, il était devenu comte de Bellamare à Venise, chevalier Schœning à Pise, chevalier Welldone à Milan, comte Soltikof à Gênes, comte Tzarogy à Schwalbach, et finalement en France le comte de Saint-Germain. Quant à ses origines, s'il en parlait quelquefois, c'était pour décrire les splendeurs au milieu desquelles s'était écoulée son enfance, et ces vagues descriptions semblaient indiquer tantôt l'Italie, tantôt l'Espagne du XVe siècle, Florence ou l'Alhambra. Il n'était pas fâché que l'imagination des dupes soupçonnât en lui un héritier des Médicis ou des rois de Grenade. Au milieu de ces obscurités que le mystificateur combinait avec art, il y a peut-être quelque intérêt à recueillir ses déclarations au moment où le goût et le besoin de mentir semblent avoir disparu chez lui. Si le comte de Saint-Germain a jamais dit la vérité, on peut croire qu'il s'y est décidé enfin à ses derniers jours sous l'influence du prince de Hesse. Il honorait la loyauté de son hôte; quoique matérialiste et anti-chrétien, il avait été pres-

que ramené par lui au respect des choses divines; enfin l'heure de la mort allait bientôt sonner; on peut l'écouter, ce semble, avec une certaine confiance. Voici donc ce qu'il affirmait au prince Charles et ce que nous révèlent aujourd'hui les mémoires du prince :

« On sera curieux peut-être de connaître son histoire; je la tracerai avec la plus grande vérité, selon ses propres paroles, en y ajoutant les explications nécessaires. Il me dit qu'il était âgé de quatre-vingt-huit ans lorsqu'il vint ici. Il en avait quatre-vingt-douze ou treize quand il mourut. Il me disait être fils du prince Rakozky de la Transylvanie et de sa première épouse, une Tékély. Il fut mis sous la protection du dernier Médicis, qui le faisait coucher encore enfant dans sa propre chambre. Lorsqu'il apprit que ses deux frères, fils de la princesse de Hesse-Rheinfels ou Rothenbourg, si je ne me trompe, s'étaient soumis à l'empereur Charles VI et avaient reçu les noms de Saint-Charles et de Sainte-Élisabeth, d'après l'empereur et l'impératrice, il se dit : « Eh bien! je me nommerai *Sanctus Germanus*, le saint frère! » Je ne puis, à la vérité, garantir sa naissance; mais qu'il fût protégé prodigieusement par le dernier Médicis, c'est ce que j'ai aussi appris d'autre côté. Cette maison possédait, comme il est connu, les plus hautes sciences, et il n'est pas étonnant qu'il y ait puisé les connaissances premières; mais il prétendait avoir appris celles de la nature par sa propre application et ses recherches. Il connaissait les herbes et les plantes à fond, et avait inventé les médecines dont il se servait continuellement, et qui prolongeaient sa vie et sa santé. J'ai encore toutes ses recettes, mais les médecins se déchaînèrent fort contre sa science après sa mort. Il y avait un médecin, Lossau, qui avait été apothicaire, et auquel je donnais douze cents écus par an pour travailler les médecines que le comte de Saint-Germain lui dictait, entre autres et principalement son thé (1), que les riches achetaient et que les pauvres recevaient pour rien... Après la mort de ce médecin, dégoûté des propos que j'entendais de tous côtés, je retirai toutes les recettes, et je ne remplaçai point Lossau.

« Saint-Germain voulait établir la fabrique des couleurs dans ce pays. Celle de feu Otte, à Eckernfoerde, était vide et délaissée; j'eus l'occasion d'acheter ces bâtimens à bon marché et j'y établis le comte de Saint-Germain. J'achetai des soies, des laines, etc. Il y fallut avoir bien des ustensiles nécessaires à une fabrique de cette espèce. J'y vis teindre (selon la manière dont je l'avais appris et fait moi-même dans une tasse) quinze livres de soie dans un gros chaudron. Cela réussit parfaitement. On ne peut donc dire que cela n'allait point en grand. Le malheur voulut que le comte de Saint-Germain, en arrivant à Eckernfoerde, y demeurât en bas, dans une chambre humide où il prit un rhumatisme très fort, et dont malgré tous ses remèdes il ne se remit jamais entièrement. J'allais souvent le voir à Eckern-

(1) Mirabeau, parlant des *miracles* de Saint-Germain, mêle dans sa vigoureuse ironie les prétentions dont se targuait l'aventurier et celles que lui attribuait le vulgaire. « Ce Saint-Germain, dit-il, avait vécu des milliers d'années; il avait découvert un thé devant lequel disparaissaient toutes les maladies; il faisait, en se jouant, des diamans gros comme le poing. » Voyez *De la Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, par le comte de Mirabeau; Londres, 1788, t. V, p. 69.

foerde, et je n'en repartais jamais sans de nouvelles instructions fort intéressantes.

« Dans les derniers temps de sa vie, je le trouvai un jour très malade et se croyant sur le point de mourir. Il dépérissait à vue d'œil. Après avoir dîné dans sa chambre à coucher, il me fit asseoir seul devant son lit et me parla alors bien plus clairement sur bien des choses, m'en pronostiqua beaucoup et me dit de revenir le plus tôt possible, ce que je fis; je le trouvai moins mal à mon retour, cependant il était fort silencieux. Lorsque j'allai en 1783 à Cassel, il me dit qu'en cas qu'il mourût pendant mon absence, je trouverais un billet fermé de sa main qui me suffirait; mais ce billet ne se trouva point, ayant été peut-être confié à des mains infidèles. Souvent je l'ai pressé de me donner encore pendant sa vie ce qu'il voulait laisser dans ce billet. Il s'affligeait alors et s'écriait : « Ah! que je serais malheureux, mon cher prince, si j'osais parler! »

« C'était peut-être un des plus grands philosophes qui aient existé. Ami de l'humanité, ne voulant de l'argent que pour le donner aux pauvres, ami aussi des animaux, son cœur ne s'occupait que du bonheur d'autrui. Il croyait rendre le monde heureux en lui procurant de nouvelles jouissances, de plus belles étoffes, de plus belles couleurs à bien meilleur marché, car ses superbes couleurs ne coûtaient presque rien. Je n'ai jamais vu un homme avoir un esprit plus clair que le sien, avec cela une érudition, surtout dans l'histoire ancienne, comme j'en ai peu trouvé. Il avait été dans tous les pays de l'Europe, et je n'en sais aucun presque où il n'eût fait de longs séjours. Il les connaissait tous à fond. Il avait été souvent à Constantinople et dans la Turquie. La France paraissait pourtant le pays qu'il aimait le plus. Il fut présenté à Louis XV chez Mme de Pompadour et était des petits soupers du roi. Louis XV avait beaucoup de confiance en lui. Il l'employa même sous main pour négocier une paix avec l'Angleterre et l'envoya à La Haye. C'était la coutume de Louis XV d'employer des émissaires à l'insu de ses ministres; seulement il les abandonnait dès qu'ils étaient découverts. Le duc de Choiseul eut vent des menées de Saint-Germain et voulut le faire enlever, mais il se sauva encore à temps. Il quitta alors le nom de Saint-Germain et prit celui de comte Welldone.

« Ses principes philosophiques dans la religion étaient le pur matérialisme, mais qu'il savait représenter si finement qu'il était bien difficile de lui opposer des raisonnemens victorieux; j'eus pourtant le bonheur de confondre souvent les siens. Il n'était rien moins qu'adorateur de Jésus-Christ, et comme il se permettait des propos peu agréables pour moi à son égard, je lui dis : « Mon cher comte, vous êtes libre de croire ce que vous voulez sur Jésus-Christ; mais je vous avoue franchement que vous me faites beaucoup de peine en me tenant des propos contre lui, auquel je suis si entièrement dévoué. » Il resta pensif un moment et me répondit : « Jésus-Christ n'est rien, mais vous faire de la peine c'est quelque chose; je vous promets donc de ne vous en reparler jamais. » Au lit de mort, pendant mon absence, il chargea un jour le docteur Lossau de me dire, quand je reviendrais de Cassel, que Dieu lui avait fait la grâce de lui faire changer, d'avis avant sa mort; il ajouta qu'il savait combien cela me ferait plaisir et que je ferais encore beaucoup pour son bonheur dans un autre monde. »

Telle fut la fin de ce personnage, qui avait occupé si longtemps l'imagination de ses contemporains. A l'époque où il faisait merveille à la cour de France, le charlatan chez lui dominait l'homme d'esprit et méritait peu les regards. Le moment où il disparaît de la scène du monde est celui où il est le plus digne d'attention et même d'une certaine estime. Savez-vous comment Mirabeau résume la fin de sa vie? « Il s'attacha, dit-il, au prince Charles de Hesse et oublia, comme ses prédécesseurs, de ne pas mourir. » Pas un mot de plus; le mystificateur est relégué chez un petit prince allemand crédule et débonnaire; l'obscurité d'où il n'aurait pas dû sortir recouvre à jamais ses derniers jours; laissons-le mourir dans l'ombre; voilà ce que signifient les paroles de Mirabeau. Eh bien! c'est précisément à cette heure d'abandon et d'oubli qu'il me paraît le plus intéressant comme phénomène psychologique. Le masque tombe, un homme reste, un homme qui semble vouloir racheter ses fourberies, qui est charitable, humain, et dont la conscience même, si longtemps engourdie par l'habitude du mensonge, se réveille à la pensée d'une vie future. On hésite pourtant, et c'est la punition de l'imposteur, on hésite à croire ces *novissima verba*, on craint encore d'être mystifié, on se demande si la dernière parole du mourant n'est pas une comédie dernière, on résume enfin ses impressions par ces mots qui ne s'appliquent pas seulement au XVIIIe siècle et au comte de Saint-Germain : Il y a des temps où l'effronterie est dans l'air, il y a des hommes qui ont besoin de frapper les esprits, d'étonner l'opinion, de changer sans cesse de costume, de faire dire à tout propos : Qui est-il? d'où vient-il? Vraies natures d'histrions, méchans poseurs d'énigmes! N'est-ce donc pas une dernière énigme qu'il jette à son hôte lorsqu'il s'écrie avant de mourir : « Ah! mon cher prince, que je serais malheureux si je parlais! » A tout prendre, et malgré la curiosité qu'inspirent les révélations du landgrave, le personnage le plus intéressant ici, c'est le prince lui-même, le prince humain et simple que sa cordialité livre si naïvement aux chercheurs de trésors et aux confréries mystérieuses.

II.

« Au printemps de l'année 1774, je fus reçu maçon dans la loge de Slesvig, alors assez peu nombreuse. Ce pas a eu sur le reste de ma vie une plus grande influence qu'on ne saurait le croire, en partie par les liaisons intimes que je fis dans cette société, en partie par les connaissances que j'y acquis. » C'est en ces termes que le prince Charles ouvre le récit de ses rapports avec les francs-maçons et et les illuminés. On ne retrouvera plus dans ce récit le

tableau continu de sa vie active, comme au temps de son séjour à Copenhague, de son commandement en Norvége et de son amitié avec Frédéric le Grand. Par bonheur, une tradition vivante encore vient s'ajouter aux *Mémoires*. De nombreux écrits nous représentent le prince Charles comme le protecteur des mystiques de toute nature à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du nôtre. C'est ainsi que le désigne l'historien Schlosser chaque fois qu'il le rencontre sur sa route; c'est ce caractère que lui attribue le docteur Vehse dans sa minutieuse peinture des cours allemandes (1). Si Schlosser et le docteur Vehse n'ont pas eu entre les mains assez de documens pour établir avec précision le rôle du prince au milieu de ces étranges aventures, du moins la tradition qu'ils constatent, et dont il y a beaucoup d'autres témoignages dispersés çà et là, prouve bien que le cabinet du prince de Hesse a été un des centres de ce mystérieux mouvement. Quel rôle y a-t-il joué? On l'ignorait. Or les mémoires inédits dont nous consultons les pages ont beau ne pas satisfaire complétement sur ce point notre curiosité, ils nous indiquent pourtant certains traits que n'ont pas connus les écrivains allemands et qu'il est nécessaire de recueillir. Ils nous fournissent surtout l'occasion d'étudier le bizarre épisode des illuminés plus sûrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici parmi nous. Il y avait en cette matière tant de secrets à pénétrer, tant de fables à éclaircir, tant de pièces enfouies à mettre en évidence que l'historien ne pouvait prendre avec certitude la place du romancier. Pendant bien des années, c'est à l'auteur de *Consuelo* et de *la Comtesse de Rudolstadt* qu'il a fallu demander l'image de cette fermentation mystique. Aujourd'hui d'excellens travaux publiés en Allemagne, entre autres un mémoire très curieux dans l'*Encyclopédie* d'Ersch et Gruber, et l'étude si nette, si philosophique, de M. Hermann Hettner dans sa récente *Histoire du dix-huitième siècle*, nous permettent de nous orienter au milieu des ténèbres. Profiter de ces recherches, y ajouter les nôtres, détacher des mémoires du prince Charles quelques pages qui sont des traits de lumière, voilà notre tâche. Qu'importe que la figure du prince s'efface par momens dans ce tableau, si nous éclairons, grâce à lui, quelques fragmens d'une histoire où règnent encore toutes les obscurités de la légende?

Dès le premier trait de son récit, le prince Charles nous donne une vue assez juste de tout ce mystérieux épisode du XVIIIe siècle. Le jour où il fut reçu franc-maçon, il avait dîné à Louisenlund, au bord de la mer, avec le colonel Koeppern, qui devait être admis dans l'ordre en même temps que lui, et plusieurs autres personnes sur les instances desquelles il s'était décidé à cette démarche. Or

(1) *Geschichte der deutschen Höfe*, von Dr Edouard Vehse; t. XXVII, Hambourg 1853.

la mer forme une baie assez large aux environs de Louisenlund, et la maison où devait se faire la cérémonie était située sur le rivage opposé, en face du château où le repas avait eu lieu ; pour aller de l'un à l'autre, il fallait suivre les contours du rivage ou traverser la baie. On était convenu de partir après le dîner et de faire la route à cheval. Je ne sais quel obstacle imprévu empêcha de réaliser ce projet; nos voyageurs n'eurent d'autre ressource que de monter dans une barque. On avait perdu beaucoup de temps, le jour baissait, les brouillards commençaient à s'épaissir, et la barque, à peine en mouvement, alla donner dans des filets de pêcheurs dont on eut toutes les peines du monde à la débarrasser. La voilà dégagée pourtant; les rameurs ont repris leur poste, et l'esquif léger glisse sur les eaux : nouvel obstacle, on est pris une seconde fois dans les mailles des filets. La baie en était couverte; un pêcheur de la côte aurait pu seul trouver son chemin au milieu de ces embûches, et, faute d'un pilote initié aux habitudes du lieu, la barque imprudente eut encore plus d'un démêlé avec les sentinelles invisibles. Enfin, après un trajet laborieux, on aperçoit une faible lumière sur une sorte de promontoire; on se dirige vers ce phare incertain, on touche le rivage, on aborde; est-ce le terme? Pas encore; on s'est trompé de route, et il faut traverser un marais avant d'entrer par derrière dans la maison de la loge. « Si je voulais, dit le prince, tirer un horoscope, ce voyage figurerait assez exactement la route tortueuse et difficile que je fus obligé de suivre dans la maçonnerie, ainsi que l'état où je la trouvai alors. »

Ceci se passait en 1774, au moment où Lessing, reçu franc-maçon lui-même en 1771, allait écrire cette spirituelle comédie intitulée : *Ernst et Falk, dialogues pour les francs-maçons*. Ernst et Falk sont deux amis qui conversent en souriant sur les matières les plus graves comme des personnages de Platon. Falk est franc-maçon depuis quelques jours; Ernst l'interroge à ce sujet, et l'initié, au lieu de le satisfaire, porte le trouble dans son esprit par des réponses ingénieusement équivoques. « Est-il vrai, ami, que tu sois franc-maçon? — La question est d'un homme qui ne l'est pas. — Sans doute, mais réponds, je te prie : es-tu franc-maçon? — Je crois l'être. — La réponse est d'un homme qui n'est pas sûr de son fait. — Oh! pardon; j'en suis passablement sûr. — Alors tu dois savoir si tu as été reçu, où, quand, par qui. — Je pourrais le dire assurément, mais cela ne signifierait pas grand'chose. — Pas grand'chose? — Qui donc ne reçoit pas et qui donc n'est pas reçu? — Explique-toi. — Je crois être franc-maçon, non parce que des francs-maçons, mes aînés, m'ont reçu dans une loge officielle, mais parce que je vois, parce que je comprends ce qu'est la franc-maçonnerie et pourquoi elle existe, en quel temps, en

quel lieu elle a existé, comment et par quels moyens elle a été suscitée ou entravée. » Ainsi commence cette comédie philosophique à deux personnages, et Falk, passant de l'ironie à l'enthousiasme, de l'enthousiasme à l'ironie, irritera si bien la curiosité de son interlocuteur que celui-ci, après le troisième dialogue, ira se faire admettre dans la confrérie mystérieuse. Il faut l'entendre alors exprimer son désappointement. « Quoi! c'est là cette terre promise! c'est là cette société idéale où s'effacent toutes les distinctions, toutes les inégalités de la société civile! Des fous, des maniaques, des aveugles, l'avidité la plus grossière et la superstition la plus crasse! Celui-ci veut faire de l'or, celui-là prétend évoquer les esprits, un troisième s'est mis en tête de restaurer l'ordre des templiers. Ah! quelle sotte démarche ai-je faite en me laissant prendre à tes discours! » Cette critique amère de l'initié ne trouble pas l'initiateur; il sourit, car la contemplation de l'idéal qu'il aperçoit dans l'avenir le console assez des misères et des inepties du présent : vrais enfantillages que tout cela, mais l'enfant deviendra un homme. La franc-maçonnerie, de quelque nom qu'on l'appelle, n'est-elle pas cette idée de fraternité humaine qui corrige les inconvéniens inévitables de toute société civile? Si elle n'est point cela, elle n'est rien. Le XVIIIe siècle a vu des tribuns éloquens maudire la société pour les maux qu'elle engendre et s'efforcer de ramener les hommes à je ne sais quelle condition primitive; Falk ou plutôt Lessing, réfutant ici les erreurs de Jean-Jacques, affirme énergiquement que le progrès est devant nous et non pas en arrière. La société civile est nécessaire à l'homme, elle le protége, elle développe ses facultés, elle est à la fois le produit et le complément de la nature, elle contribue au perfectionnement et au bonheur de chaque individu. Seulement, en réunissant les hommes que l'isolement eût dégradés, la société civile établit entre eux de nouvelles barrières, car dans la voie du progrès le bien conquis entraîne toujours quelque mal à sa suite, la lutte ne cesse jamais, et ce n'est point ici-bas que l'humanité peut espérer le repos. Le mal que la société civile, au milieu de tous ses bienfaits, ne peut pas ne pas enfanter, ce sont les séparations inévitables qui rendent les hommes étrangers ou hostiles les uns aux autres. Comme il est impossible qu'une même société embrasse tous les enfans de la terre, des sociétés particulières se forment, et chacune d'elles a ses mœurs, ses principes, ses intérêts distincts; de là les antagonismes de patrie, de religion, c'est-à-dire autant d'obstacles au principe de la solidarité humaine. Faut-il cependant, comme Rousseau, maudire une institution qui a trompé l'espoir de l'homme? Faut-il rompre avec elle et retourner en arrière? Non certes; le progrès est devant nous. Gardons

les avantages que nous devons à la société civile et corrigeons les inconvéniens qui s'y mêlent. Au-dessus des barrières civiles qui parquent les individus, établissons le domaine de la fraternité. Qu'il y ait un lieu où l'on ne soit plus ni Français ni Anglais, ni chrétien ni bouddhiste, où l'on soit fils de l'homme.

Telle est la doctrine que Lessing expose en ses jolis dialogues avec un mélange de chaleur cordiale et de socratique ironie. Il est évident que par cette conception idéale Lessing supprime la maçonnerie au moment même où il paraît la glorifier. Cet idéal n'est en effet ni une chose nouvelle, ni la propriété d'une secte particulière. De tout temps, les grandes âmes ont eu l'instinct de la fraternité humaine, et cet instinct est devenu une lumière qui brille à chaque page de l'Évangile. Celui qui a raconté l'histoire du voyageur frappé par le bandit, dédaigné par le prêtre et secouru par le Samaritain, celui qui a mis l'hérétique charitable et cordial au-dessus de l'orthodoxe indifférent et sec, celui-là nous a divinement enseigné, il y a deux mille ans, que l'humanité domine tout aux yeux du père commun. Si les hommes ont peu profité de l'enseignement, c'est que l'esprit d'égoïsme et d'orgueil, impossible à déraciner, renaît à mesure qu'on l'extirpe. Si nulle institution n'est venue réaliser dans toute son étendue la merveilleuse doctrine de la parabole, cela prouve seulement que le christianisme est loin d'avoir épuisé ses trésors et terminé sa tâche. Lessing, je le sais, ne croit pas faire une œuvre chrétienne, mais certainement il conçoit une idée très haute quand il se préoccupe de la solution d'un tel problème. Seulement ce qui est un trait d'exquise ironie chez l'écrivain ami de la lumière, c'est de proposer ce problème à une confrérie ténébreuse et de confronter son idéal sublime avec l'indigence morale des francs-maçons. *Dialogues pour les francs-maçons*, ce second titre de la comédie en explique le véritable sens : Lessing s'amuse à indiquer aux francs-maçons les principes élémentaires de la science qu'ils croient posséder et dont ils ne se doutent pas. C'est comme s'il leur disait : « Vous avez des secrets, des rites, des cérémonies, toutes formes absolument vides; voulez-vous une idée pour les remplir? En voici une. Prenez garde pourtant : elle est si grande et si lumineuse qu'elle fera voler en éclats vos machines vermoulues. » La dédicace rend l'ironie plus sensible encore et plus directe. A qui sont dédiés ces *Dialogues pour les francs-maçons?* Au duc Ferdinand de Brunswick, grand-maître des francs-maçons d'Allemagne.

Ainsi le premier trait que nous offre l'histoire des sociétés secrètes dans l'Allemagne du XVIIIe siècle, c'est le contraste si ingénieusement signalé par Lessing entre la mystérieuse solennité des formes et la nullité absolue du fond. Goethe a décrit en souriant le

même caractère dans les deux sociétés dont il fit partie pendant ses années d'études à Wetzlar, car tous les rangs de la société allemande présentaient alors un spectacle analogue : partout des confréries occultes, partout des rites singuliers éveillant l'idée de quelque secret considérable. Et qu'y avait-il sous ces voiles? Le néant (1). Le second trait à mettre en lumière, c'est l'apparition subite d'une légion d'hommes d'intrigue qui essaient de s'approprier ces cadres et de les utiliser à leur profit. Une chose certaine, c'est que les confréries dont nous venons de parler, francs-maçons et autres, ces confréries si nulles, si vides au moment où le prince Charles de Hesse y est introduit pour la première fois, deviennent quelques années après le théâtre du plus étrange vacarme. Tout à l'heure, comme Lessing en ses *dialogues*, le prince trouvait la franc-maçonnerie germanique singulièrement insignifiante; à présent il en a peur. Que s'est-il donc passé?

L'événement décisif en cette affaire, c'est la suppression de l'ordre des jésuites. Lorsque le bref pontifical du 21 juillet 1773 eut supprimé la fameuse compagnie, les jésuites d'Allemagne se montrèrent les plus impatiens à ressaisir sous une autre forme la domination qui leur était enlevée. Ne pouvant plus s'immiscer dans les affaires temporelles sous le masque des intérêts religieux, l'idée leur vint de prendre le masque de la franc-maçonnerie. En peu de temps, les jésuites bavarois (j'entends les hommes d'action et d'intrigue, non pas les âmes religieuses assurément) eurent pied dans toutes les loges. Insensiblement la franc-maçonnerie de l'Allemagne du sud se serait transformée en une vaste association jésuitique, si l'Allemagne du nord n'avait poussé un cri d'alarme à réveiller les morts.

Son principal interprète fut Nicolaï, écrivain médiocre, mais tenace, qui appelait les choses par leur nom. Nicolaï parcourut la Bavière, l'Autriche, le Wurtemberg, démasquant l'ennemi en toute rencontre et disant aux siens : Défiez-vous! Qu'il y ait beaucoup d'exagérations, d'erreurs, de fantômes, qu'il y ait des alarmes niaises et de niaises platitudes dans les dix volumes où est consignée son enquête, il serait difficile de le nier; comment ne pas reconnaître pourtant la gravité de cette crise singulière? Dans l'affai-

(1) Un des deux ordres institués le plus sérieusement du monde par les jeunes juristes de Wetzlar était à la fois si prétentieux et si nul qu'on eût dit vraiment une parodie organisée tout exprès pour justifier l'opinion de Lessing. La confrérie n'avait pas de nom, excellent moyen, pensait-on, de se rendre insaisissable et de défier tous les ennemis. Les différens degrés de l'initiation étaient également anonymes, c'est-à-dire qu'ils étaient représentés par des désignations abstraites. Le premier, à partir du bas de l'échelle, c'était la *transition*, puis venait la *transition de la transition*, puis la *transition de la transition vers la transition*... Mais la langue française ne se prête pas plus que l'esprit de la France à ces subtilités puérilcs, et c'est dans le charmant récit de Goethe qu'il faut lire cet exposé cabalistique.

blissement des croyances chrétiennes, au milieu de ces ardeurs superstitieuses qui là comme en France et bien plus encore succédaient naturellement à la sécheresse d'une philosophie sans idéal, les intrigans de toute robe avaient beau jeu à exploiter la folie humaine. Si les francs-maçons, avertis à temps, ne se laissaient pas envahir par les jésuites de Bavière, ceux-ci ressuscitaient les vieux ordres du moyen âge, templiers, rose-croix, et c'était une mêlée de confréries occultes à dérouter l'observateur le plus clairvoyant. Telle était la manie des sociétés secrètes, tel était le goût des cérémonies ténébreuses, que plus d'un membre du clergé protestant se faisait affilier aux rose-croix, et insensiblement devenait catholique ou à peu près sans y avoir songé. Étrange catholicisme en vérité! les évocations théurgiques, les folles promesses, les espérances fiévreuses, avaient remplacé les dogmes. « Voyez, s'écriait Mirabeau sous le coup des révélations de Nicolaï, voyez en Allemagne tant de princes, ivres de l'espoir et de l'attente de moyens surnaturels de puissance, évoquer les esprits, explorer l'avenir et tous ses secrets, tenter de découvrir la médecine universelle, de faire le grand œuvre, et, pour étancher leur soif insatiable de domination et de trésors, ramper à la voix de leurs thaumaturges que dirige un sceptre inconnu! Voyez des ministres protestans, oubliant tous les motifs qui les séparent du catholicisme, leur antagoniste éternel, louer, prôner, colporter des livres de religion imbus de toute la mysticité du XVIe siècle, publier eux-mêmes des écrits pour proclamer les rites du catholicisme, recevoir les ordres sacrés tout en restant ministres protestans, ou du moins en être publiquement accusés sans pouvoir s'en défendre nettement et sans ambages: voyez toutes ces choses, et tremblez sur les dangers des associations secrètes (1)! »

Au milieu de cette mêlée, un ancien disciple des jésuites, devenu, comme cela s'est vu tant de fois, leur implacable ennemi, conçut le projet de déjouer à jamais leurs manœuvres. Il connaissait à fond le système de la célèbre compagnie supprimée par Clément XIV; il avait vu de près sa discipline et sa tactique. « Le moment est venu, se dit-il, d'organiser une milice du même genre pour le triomphe des doctrines philosophiques et morales du XVIIIe siècle. Gouvernement des âmes au moyen d'une hiérarchie puissante, voilà le programme à réaliser. » Là-dessus notre homme médite, combine, dresse ses plans, et après deux ans de réflexions il décrète en

(1) *De la Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, par le comte de Mirabeau; Londres, 1788. t. V, pages 86-87. Ces rapports des jésuites et des francs-maçons d'Allemagne paraîtraient une invention ridicule ou haineuse, s'ils n'étaient attestés sur mille points par l'impartiale histoire. Schiller n'a pas dédaigné de peindre cette situation dans son roman du *Visionnaire*.

son cabinet solitaire, le 1er mai 1776, l'établissement de la société des *illuminés*. Quel est ce personnage qui se propose avec une telle confiance la conquête du monde spirituel? Un jeune jurisconsulte, professeur de droit canonique à l'université d'Ingolstadt. Il s'appelait Adam Weisshaupt et n'avait pas plus de vingt-huit ans.

Adam Weisshaupt, né à Ingolstadt le 6 février 1748, avait fait toutes ses études chez les jésuites de sa ville natale, et il y avait déjà plusieurs années qu'il s'était détourné d'eux avec une répugnance invincible, lorsque, vers la fin de 1773, quelques mois après la suppression de l'ordre, il fut nommé professeur de droit ecclésiastique à l'université. Cette chaire appartenait depuis quatre-vingt-dix ans à la compagnie de Jésus. Il n'est pas nécessaire pourtant de rappeler cette circonstance pour expliquer les projets de Weisshaupt. Que le jeune jurisconsulte libéral, succédant aux jésuites dans une chaire de droit ecclésiastique, ait été en butte à des perfidies de toute sorte, personne n'en sera surpris; mais ces tracasseries particulières ne suffiraient pas à justifier l'étonnante conception du fondateur des *illuminés*. Il y a ici une cause qui domine tout, c'est l'agitation subite, immense, mystérieuse, produite dans les sociétés secrètes de l'Allemagne par les jésuites supprimés à Rome, et l'effroi que cette agitation, fort exagérée sans doute par la rumeur publique, inspirait à un homme qui connaissait bien leur pouvoir. A jésuite jésuite et demi; Weisshaupt voulut être un nouvel Ignace de Loyola, le Loyola de la philosophie et des lumières du XVIIIe siècle. « Étrange et folle pensée! nous dit-il en ses confidences. Un homme sans nom, sans expérience, sans connaissance du monde, sans relations ni appui d'aucune sorte, en rapport seulement avec quelques étudians de sa petite ville, aurait-il bien la prétention de poser à lui seul les fondemens d'une telle œuvre! » Il hésitait quand un aiguillon douloureux le fit bondir. Un officier, nommé Ecker, venait d'établir une loge de francs-maçons dans une ville du voisinage, et l'alchimie, les miroirs magiques, les évocations de fantômes, y opéraient des merveilles. Ecker cherchait des collaborateurs, ou, comme on disait, des *adeptes;* il vint à Ingolstadt et recruta quelques jeunes gens de l'université. C'étaient précisément ceux à qui Weisshaupt avait pensé tout d'abord, ceux qui devaient être ses premiers disciples. Ainsi on lui prenait ses enfans dans les bras, et que voulait-on en faire? Des maniaques ou des charlatans, des chercheurs de pierre philosophale. Destinés par lui à combattre l'influence des jésuites, ils allaient appartenir à cette œuvre des francs-maçons bavarois où tant de pratiques insensées offraient si beau jeu aux intrigues de l'ennemi! Dès lors Weisshaupt n'hésita plus; il dévoila son secret, son plan, ses espérances à ces enfans qu'on voulait lui ravir,

et la société fut fondée. Les membres devaient s'appeler les *perfectibles;* mais, ce nom lui ayant paru un peu bizarre, il le remplaça comme nous avons dit. Les premiers *illuminés* furent donc ces étudians d'Ingolstadt, vrai symbole d'avenir pour l'imagination confiante de Weisshaupt : de même qu'il les avait arrachés et aux superstitions de la franc-maçonnerie et aux séductions du jésuitisme, il espérait aussi affranchir toute l'Europe de ce double péril.

Pendant quatre ans environ, la société des *illuminés* ne se recruta guère que parmi les étudians d'Ingolstadt ou leurs amis des villes voisines. C'est la première période, la période de préparation, ce que Goethe appelle les *années d'apprentissage*. Au mois de juillet 1780, un jeune gentilhomme hanovrien, le baron Adolphe de Knigge, se fait admettre parmi les initiés, et dès lors tout change de face. On ne sera plus enfermé dans de petites villes de Bavière, ni réduit au cercle restreint des écoles; le monde s'ouvre aux conquérans. Knigge était une tête légère et folle, toujours prête à prendre feu. Longtemps occupé de songeries cabalistiques, associé au thaumaturge Schroeder, dévoué à la franc-maçonnerie, désolé, comme Lessing, de la voir si dépourvue d'idées et rêvant pour elle une transformation radicale dont il aurait la gloire d'être le chef, il rencontra dans ses courses vagabondes un des initiés de Weisshaupt, le marquis de Costanza, qui lui dit en confidence : « Cette transformation que vous souhaitez si fort, elle est faite. La société existe, et votre place y est marquée. » Knigge devient donc le grand auxiliaire de Weisshaupt; il remanie avec lui toute l'organisation de la secte, il institue les degrés, règle les cérémonies, établit les rapports des membres selon le rang qu'ils occupent, détermine pour chacun d'eux la série des droits et des devoirs. *Illuminatus minor*, *illuminatus major*, *illuminatus dirigens*, voilà les trois grandes divisions. Quand ces cadres seront remplis, quand des princes souverains y auront accepté un rang sans connaître l'esprit qui les mène, une révolution immense s'accomplira insensiblement. C'est la révolution célébrée dans les livres saints et que le Christ a commencée : *deposuit de sede potentes et exaltavit humiles*. Élever les petits, abaisser les grands, créer l'humanité nouvelle, telle est l'ambition des deux chefs.

Des prétentions comme celles-là sont chose si extraordinaire que l'esprit français se refuse à les comprendre. Les écrivains de l'Allemagne, tout en blâmant l'entreprise de Weisshaupt au nom des principes de notre siècle, admettent sans difficulté que les conspirateurs d'Ingolstadt, si le temps ne leur eût manqué, auraient pu exercer une action considérable sur la société de leur temps. Pour nous, à chaque ligne de leur programme, les objections se dressent. Ce qu'ils veulent, on le voit bien; ce qu'ils rêvent, on peut se

le figurer; mais où puisent-ils leur autorité? où est la sanction des lois qu'ils établissent? Il ne suffit pas de constituer une hiérarchie secrète et de faire parvenir à tel membre de l'association un ordre mystérieux qu'il est tenu d'accomplir; s'il refuse, comment le contraindre? Le punira-t-on de sa révolte en le frappant dans l'ombre? osera-t-on bien lui tendre des embûches, lui susciter des ennemis, l'attaquer dans son honneur ou dans ses intérêts? Les tribunaux vehmiques avaient le poignard, les sociétés jésuitiques avaient l'arme non moins terrible de l'intrigue et de la calomnie; voudra-t-on recourir à de tels moyens? Assurément tout cela est possible dans une société secrète, si les adhérens sont disséminés du haut en bas de l'ordre social et qu'une direction énergique fasse mouvoir à propos ces instrumens divers; mais que devient alors l'ambition de régénérer le monde par la morale? Quelle contradiction entre le but et les moyens! prêcher l'égalité, l'humanité, vouloir transformer en une sorte de religion pratique les doctrines du XVIIIe siècle, et aboutir aux institutions barbares du fanatisme!

C'est sans doute sur ce point que les deux premiers organisateurs de l'illuminisme, Weisshaupt et Knigge, eurent dès le commencement beaucoup de peine à se mettre d'accord. Weisshaupt comptait avant tout sur les générations futures, et c'était par un système nouveau d'éducation qu'il voulait mener son œuvre à bonne fin. Des livres de morale où le stoïcisme et l'Évangile se mêlaient aux doctrines de Jean-Jacques Rousseau, tels étaient les agens de la révolution que méditait le professeur d'Ingolstadt. M. Hermann Hettner, qui a pris la peine de débrouiller le fatras de ses écrits, a parfaitement analysé ce singulier amalgame (1). Il résulte de cette enquête que Weisshaupt, sans la moindre originalité de pensée, avait une foi ardente dans la morale du XVIIIe siècle pratiquement et religieusement enseignée. Chaque affilié, d'après son plan, devait être l'apôtre de cette foi : *Ite et docete.* Le visionnaire était persuadé que, dès la seconde génération, une armée de disciples serait constituée, et qu'un grand chef, un grand pontife, lui-même ou son successeur, posséderait bientôt avec l'empire des âmes la direction des choses temporelles. Tandis que Weisshaupt ajourne ainsi ses espérances, Knigge, plus impatient, veut utiliser au plus tôt cette manie de sociétés secrètes et de pratiques mystérieuses qui agitent l'Allemagne entière. De là, entre les deux chefs, des causes de défiance qui menacent de les séparer dès le premier jour. Les rêveries de Weisshaupt paraissent un peu timides au jeune baron hanovrien; les précipitations de Knigge semblent bien légères et bien indiscrètes au professeur d'Ingolstadt. Il

(1) *Literaturgeschichte des achtzehnten Jahrhunderts,* von Hermann Hettner. Voyez la seconde partie du tome III, p. 333. Brunswick, 1864.

est facile de deviner que les deux chefs ne pourront vivre longtemps sous le même toit. Cependant l'heure du conflit n'est pas encore venue. Knigge, toujours plein de zèle, s'en va de ville en ville, de loge en loge, et bientôt presque tous les francs-maçons, ceux-là du moins qui ne subissent pas l'influence des thaumaturges ou des jésuites bavarois, ont pris rang parmi les illuminés. Des princes même, en haine du jésuitisme, n'hésitent pas à se faire inscrire. En quelques mois, la propagande fait des progrès inouis, car une recrue en amène une autre, et toutes les causes que nous venons d'expliquer se réunissent pour accélérer le mouvement. Si l'on ne tenait compte ni de la fièvre générale des esprits, ni de l'agitation des jésuites de Bavière, ni du besoin de résistance provoqué par ces menées occultes, ni de la pauvreté doctrinale des francs-maçons signalée par Lessing, ni enfin de ces cadres vides qui attendaient une âme, comment comprendre qu'une société organisée par un penseur médiocre et un gentilhomme vaniteux ait pu, en si peu d'années, couvrir l'Allemagne du nord, se répandre dans les pays scandinaves, pénétrer au sein même de la Russie?

Une des plus utiles recrues du baron Knigge fut Bode, un libraire alors célèbre, éditeur et ami de Lessing, écrivain lui-même, à qui l'on doit une bonne traduction allemande des *Essais* de Montaigne. Bode était un parfait honnête homme; il jouait depuis longtemps un rôle considérable dans la franc-maçonnerie de l'Allemagne du nord quand le baron Knigge le décida, en 1781, à devenir un des directeurs de la société nouvelle. Or les francs-maçons devaient tenir une assemblée générale à Wilhelmsbad en 1782. Gagner un tel personnage à la veille de la grande réunion, c'était une victoire qui en promettait beaucoup d'autres; Bode n'était-il pas un des meilleurs auxiliaires du grand-maître, le prince Ferdinand de Brunswick? Sa franc-maçonnerie, n'était-ce pas celle de Lessing, — un sentiment idéal de l'humanité? S'il prenait en main la cause des illuminés, quel succès pour l'œuvre de Weisshaupt! Il s'en occupa en effet, mais dans un tout autre sens qu'on ne l'avait cru jusqu'ici. C'est sur ce point que les mémoires du prince de Hesse donnent des renseignemens inattendus.

« L'année 1782 fut fixée pour la convention maçonnique de Wilhelmsbad. Le duc Ferdinand, grand-supérieur de l'ordre, m'en avait parlé déjà une couple d'années auparavant et la désirait avec empressement. J'avoue que je ne la désirais point, au moins de si tôt; mais après beaucoup d'écritures et de correspondances de toute espèce elle fut décrétée et rassemblée dans l'été à ce bain. Nous y fîmes la connaissance de bien des personnes fort intéressantes, et qui possédaient beaucoup de science. J'étais dans ce temps-là grand-maître provincial des deux provinces allemandes, — et de l'Italie, mais que je cédai alors pour faire une province séparée. Je ne puis

me permettre de parler des ouvrages qui s'y firent. Il suffit de dire qu'on améliora infiniment cet ordre, et qu'une tendance religieuse remplaça les buts précédens.

« Dans ce même temps, une nouvelle société s'était formée en Allemagne, surtout en Bavière, qui se nommait les *illuminés*. Plusieurs de ses inventeurs se tenaient à Francfort ou se montraient aussi, sans qu'on les connût pour tels, à Hanau. Ils tâchaient de gagner plusieurs des députés à ce système inique qui avait beaucoup de rapports dans son principe avec le jésuitisme et surtout avec le jacobinisme. Ils firent bien quelques prosélytes parmi les députés, mais sans y gagner beaucoup. Ce n'est que l'année d'après que l'un d'eux, M. Bode, vint chez moi à Cassel pour me parler de ce nouvel ordre, qui se masquait sous les premiers degrés de la maçonnerie. Le commencement paraissait mener au bien, la fin était le renversement de l'église et des trônes. M. Bode était un fort honnête homme et très bien intentionné. Il me remit les cahiers en me disant : « Voici un système qui peut faire le malheur de l'humanité, s'il tombe en de mauvaises mains ; mais, gouverné par un homme qui pense sagement, il peut aussi faire beaucoup de bien. Je remets ceci dans vos mains en ayant les pleins pouvoirs de l'ordre, et vous voudrez bien en être un des chefs. C'est le nord de l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Russie qui dépendent entièrement de vous. » Il me laissa les papiers et me dit qu'il reviendrait prendre mes ordres dans quelques heures. Je les parcourus le plus promptement que je pus, priant Dieu du fond de mon cœur de me guider dans une affaire d'une importance aussi majeure pour le bien du monde. Je vis bientôt de quoi il s'agissait, et mon premier mouvement fut de témoigner combien je repoussais les horreurs qui s'y trouvaient; mais bientôt je sentis, comme Bode, le mal qui en pouvait résulter dans des mains ambitieuses, égoïstes et se mettant au-dessus des lois de la religion et de la morale. Je ne balançai point et je répondis à Bode, quand il revint chez moi, sur la question qu'il me fit : « Eh bien! avez-vous lu les papiers? Comment les trouvez-vous? Acceptez-vous la charge qui vous est offerte? — Je n'ai point lu encore jusqu'à la fin, mais j'accepte la charge, avec la condition coutumière dans les hauts grades de l'ordre de la maçonnerie, que personne ne puisse être reçu qu'avec ma permission. — Cela s'entend, répondit-il, et vous pouvez être sûr de pouvoir tout arranger comme vous le trouverez bon. »

« Le nom de la charge s'appelait *le national du Nord*. C'était un plan parfait de l'introduction du jacobinisme. Je reçus les listes des membres déjà existans; elles n'étaient heureusement pas fortes, et lorsque je retournai en Danemark, je parlai à plusieurs des premiers, prenant chacun d'eux séparément, — des premiers, dis-je, mais qui n'avaient pourtant pas encore les hauts grades et ne connaissaient aussi point l'abîme où on les entraînait. Je les en instruisis en leur disant que je n'avais accepté d'être le *chef du Nord* que pour arrêter les progrès de cette monstrueuse société. Dieu soit loué! elle ne fit plus un pas dans le nord, au moins de mon su- Les persécutions commencèrent en Bavière, et le jacobinisme ne put prendre racine en Allemagne, comme il le fit en France, où j'appris déjà à Wilhelmsbad qu'on préméditait une révolution. »

Qu'est-ce à dire? La société qu'on a vue se former contre les jongleries des thaumaturges et les menées occultes des jésuites bavarois a donc bien dévié de ses principes? Quand on l'étudie aujourd'hui sur les documens authentiques, quand on interroge les actes, les règles, tout ce qui a été saisi chez Weisshaupt et ses amis après la dissolution de l'ordre, on la trouve en vérité plus niaise que redoutable. Weisshaupt est un médiocre élève de Rousseau; il veut réformer l'éducation, développer les sentimens naturels et ramener les hommes à une sorte de christianisme pastoral. Knigge, en sa mobile ardeur, n'a guère de vues plus précises; toute la révolution qu'il espère se borne à un enseignement moral, banal, sans nulle hardiesse comme sans élévation, — l'enseignement qu'il continuera plus tard dans ses romans diffus, dans l'histoire de sa vie, dans ses honnêtes et triviales peintures de mœurs destinées au peuple, dans ces prétendus *Gil Blas* germaniques où il croit représenter son époque, enfin dans ses règles si sages, si correctes, mais si peu nouvelles, sur l'art de converser avec les hommes. Désabusé des sociétés secrètes, le baron Knigge deviendra tout naturellement un instituteur populaire; il fera aux yeux de tous ce qu'il aurait fait dans l'ombre, il fera de sa plume de conteur ce qu'il aurait fait orgueilleusement avec un mystérieux appareil. Voilà, il faut en convenir, d'étranges destructeurs de l'église et des trônes! Quant à Bode, dont le nom a été injurié dans des centaines de pamphlets comme ceux de Weisshaupt et du baron Knigge, on vient de voir par les confidences du prince Charles si c'était un homme de sang et de ruines. Weisshaupt, Knigge, Bode, sont les trois chefs de l'illuminisme, et si l'on regarde au fond des choses, leur doctrine est la même : désir de propager une religion morale à la Jean-Jacques, rien de plus.

En ce cas, dira-t-on, le prince Charles a grand tort de tenir ce langage, et son imagination est obsédée de fantômes!... Je ne le pense pas. Fantômes, si l'on veut; en cette circonstance, le prince ne se trompe guère. Remarquez d'abord que son épouvante lui est inspirée par Bode lui-même, un des trois chefs de la secte. C'est que Bode était clairvoyant, tandis que Weisshaupt et Knigge, aveuglés tous les deux, l'un par sa candeur enthousiaste, l'autre par son étourderie vaniteuse, ne soupçonnaient pas tous les périls de l'œuvre qu'ils avaient fondée. Imposer la vertu aux hommes et l'imposer au moyen d'une dictature, quelle source de fanatisme! On a trop vu quelques années plus tard, avec les Robespierre et les Saint-Just, ce qu'une telle entreprise pouvait produire dans des têtes étroites et médiocres. Et s'il ne s'agit pas, comme en 93, d'une dictature agissant du moins au grand jour, s'il s'agit d'une dictature occulte, inconnue, irresponsable, que d'horreurs! quels

abîmes! le despotisme assuré de l'impunité, la terreur sans le 9 thermidor! Je ne sais pas, on ne saura peut-être jamais si Bode avait soupçonné parmi les hauts dignitaires de la secte quelque Robespierre naissant; il suffit que la chose fût possible pour que ses craintes soient justifiées. Les révélations du prince Charles sur les alarmes prévoyantes de Bode nous expliquent même la conduite du baron Knigge. En 1784, quelques mois seulement avant que la société des illuminés, circonvenue par les jésuites, trahie par un de ses membres, devînt l'objet d'une proscription violente au nom de l'électeur de Bavière, Knigge s'était séparé de Weisshaupt. Était-ce simplement une dispute de prééminence entre les deux chefs, comme on l'a cru généralement? Était-ce une trahison, comme l'ont affirmé de graves historiens? Il semble aujourd'hui très naturel de croire que Knigge ouvrit enfin les yeux, comme Bode lui-même, sur les dangers d'une telle corporation. Bode s'était contenté de chercher pour la société des chefs honnêtes, comme le prince Charles de Hesse; Knigge se retira, rendit ses titres, ses papiers, ses secrets, rentra dans le sein de la vie civile, et traça d'une plume tremblante ce curieux livre de morale sociale où il condamne, en homme qui s'y connaît, l'établissement de toute société occulte. Des trois fondateurs primitifs, Weisshaupt resta seul, et quand l'orage éclata en 1785, quand ses associés furent en butte aux plus odieuses persécutions, il trouva un asile chez un des membres de la secte, le duc Ernest de Saxe-Gotha.

III.

Les craintes si vivement ressenties dès le congrès de Wilhelmsbad par Bode et le prince de Hesse nous expliquent la terreur universelle que causa bientôt ce nom d'*illuminés*. Quand deux personnages si haut placés dans la hiérarchie mystérieuse ne peuvent y penser sans frémir, comment s'étonner qu'en dehors de la secte les imaginations travaillent, s'exaltent, dénaturent toutes choses, et, de méprises en méprises, de confusions en confusions, arrivent à composer un tissu d'erreurs inextricable? De 1785 (je prends cette date, parce que c'est le moment où la secte des *illuminés* est révélée au public par les proscriptions qui la détruisent), de 1785 à 1815 et au-delà, presque tous les publicistes qui s'occupent des *illuminés* ne cessent de voir derrière ce nom aboli une effroyable conspiration perpétuellement renaissante. On ignore que la société n'a duré que neuf ans, de 1776 à 1785; on lui attribue des événemens qui ont précédé sa naissance et des événemens qui ont éclaté longtemps après sa ruine. Les choses les plus opposées, catastrophes révolutionnaires ou réactionnaires, on la rend responsable

de tout. Ici, qui le croirait? Mirabeau lui impute le coup d'état par lequel Gustave III a détruit l'oligarchie féodale et donné à la royauté un pouvoir absolu. « Quand on réfléchit, s'écrie-t-il en 1788, que c'est par une association secrète que la Suède a su renverser sa constitution (car c'est sous le voile de cette association que s'est tramé le projet qui a mis le pouvoir absolu entre les mains du roi, et, quoi qu'en dise la flatterie, quoi qu'on raconte même des désordres du gouvernement précédent, depuis quinze ans que cette révolution a eu lieu, le royaume en est-il devenu plus florissant?), on frémit à l'idée des associations secrètes. » Un an plus tard, en 1789, le marquis de Luchet, un des amis et le premier biographe de Voltaire, publie à Paris tout un livre *sur la secte des illuminés*, où il jette ce cri d'épouvante : « Peuples séduits, ou qui pouvez l'être, apprenez qu'il existe une conjuration en faveur du despotisme contre la liberté, de l'incapacité contre le talent, du vice contre la vertu, de l'ignorance contre la lumière! Il s'est formé au sein des plus épaisses ténèbres une société d'êtres nouveaux qui se connaissent sans s'être vus, qui s'entendent sans s'être expliqués, qui se servent sans amitié. Cette société a le but de gouverner le monde, de s'approprier l'autorité des souverains, d'usurper leur place en ne leur laissant que le stérile honneur de porter la couronne. Elle adopte du régime jésuitique l'obéissance aveugle et les principes régicides du XVIIe siècle; de la franc-maçonnerie, les épreuves et les cérémonies extérieures; des templiers, les évocations souterraines et l'incroyable audace. Elle emploie les découvertes de la physique pour en imposer à la multitude peu instruite, les fables à la mode pour éveiller la curiosité et inspirer la vocation, les opinions de l'antiquité pour familiariser les hommes avec le commerce des esprits intermédiaires. Toute espèce d'erreur qui afflige la terre, tout essai, toute invention, servent aux vues des *illuminés* (1)... » Ces accusations si vagues se précisent de plus en plus. Un officier polonais de l'armée suédoise qui s'était trouvé au bal masqué où Gustave III tomba sous le pistolet d'Ankarström publie à Paris, en 1797, une histoire de l'assassinat du roi son maître, et ne manque pas d'attribuer le crime des nobles aux *illuminés*, *ces assassins des rois*, *ces destructeurs d'empires* (2). L'officier polonais, en s'exprimant de la sorte, invoquait tacitement une opinion fort répandue alors parmi les gens de son parti, et qui trouva le plus étrange des interprètes l'année suivante. Si l'on veut savoir quelles hallucinations hantaient certaines cervelles incapables de rien comprendre au renouvellement du monde, il faut lire les cinq volumes

(1) *Essai sur la Secte des Illuminés*, Paris 1789, in-8°; ch. v, page 46.

(2) *Histoire de l'assassinat de Gustave III, roi de Suède*, par un officier polonais témoin oculaire. In-8°; Paris, 1797.

de l'abbé Barruel sur le jacobinisme. Après Voltaire, après Rousseau, qui ont préparé la grande conspiration, ce sont les *illuminés* d'Allemagne qui ont mis le feu aux poudres! Ce sont les *illuminés* qui ont fait la révolution française! C'est Weisshaupt, c'est Knigge, c'est Bode, qui ont organisé le jacobinisme et institué la terreur! Et pourtant, en ce qui concerne les illuminés, l'auteur des *Mémoires sur le Jacobinisme* avait puisé aux sources; il connaissait les écrits de Weisshaupt, il avait lu les souvenirs du baron Knigge, il avait consulté la correspondance de Bode. Vaines recherches! tout cela s'était confondu dans son imagination effarouchée, et le savoir sans lumière avait produit le chaos.

Pour mettre un terme à ces épouvantes, il fallut que le grave et timide Mounier, l'homme du jeu de paume si vite désarçonné dès les journées d'octobre, réfutât tous ces sophismes dans un livre *ex professo* et prouvât que la révolution française n'était pas l'œuvre des illuminés d'Allemagne. Singulière thèse vraiment! Eh bien! cette démonstration était nécessaire pour un grand nombre d'esprits. Et quoique Mounier l'ait faite avec une autorité péremptoire, on aurait pu répéter dans les premières années de la restauration ce qu'il écrivait à Weimar en 1801 : « A ce mot d'illuminé, les personnes crédules sont saisies d'effroi; il rappelle aussitôt à leur imagination une puissance secrète qui frappe dans les ténèbres, pour qui les massacres, les pillages et la désolation ne sont que des jeux, et dont il est impossible de se garantir. En effet, quel terrible pouvoir que celui d'une société qui, du fond de l'Allemagne, a fait tomber une grande monarchie et ébranlé toute l'Europe (1)! »

Quand on interroge l'histoire des illuminés à la lumière de la critique, on s'aperçoit bientôt que cette idée de renouveler le monde au moyen d'une société secrète est une idée tout allemande qui ne pouvait réussir parmi nous. Quels sont les hommes qui se sont laissé prendre à ces amorces? Des philanthropes comme Pestalozzi, des âmes généreuses comme Herder, des curieux de toute espèce comme le grand Goethe (2) et l'évêque catholique Dalberg, des princes débonnaires comme le landgrave Charles de Hesse, d'autres princes à la fois rêveurs et rusés, enfin, du haut en bas de la société, cette multitude d'esprits mécontens, inquiets, avides, qui se consolaient des misères du

(1) *De l'Influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la revolution de France,* par J.-J. Mounier. In-8°, Tubingue, 1801, page 183.

(2) Un homme qui connait parfaitement la tradition du XVIIIe siècle, M. Perthès, dans un livre très curieux sur la vie publique en Allemagne avant la révolution (*Das deutsche Staatsleben vor der Revolution*), a prouvé sur pièces authentiques, sans laisser prise au moindre doute, que Herder et Goethe avaient fait partie de la société des *illuminés*.

présent par de vagues appels à l'inconnu. Nos Français au contraire, même au XVIIIe siècle, n'ont accepté la franc-maçonnerie qu'à cause de son insignifiance; quand l'heure de la lutte a sonné, ils ont agi à visage découvert. Je sais bien que Mirabeau a dit : « Peut-être aussi longtemps que les associations secrètes dureront avec une importance comparable à celle qu'elles ont aujourd'hui, les bonnes têtes et les cœurs généreux doivent-ils y entrer et même chercher à y jouer un rôle actif. C'est le plus sûr moyen d'en éventer les machinations souterraines, d'en faire avorter les infâmes complots et même de les détruire. *Je ne saurais agir là où je ne suis point*, disait un homme sage, vertueux, profondément versé dans ces matières. » Étranges paroles sous la plume d'un Mirabeau! Ce n'est là pourtant qu'une concession de l'éloquent écrivain à l'esprit germanique; on devine aisément qu'il trace ces lignes à Berlin sous l'influence de son ami M. de Mauvillon, le secrétaire du duc Ferdinand de Brunswick. Redevenu lui-même, il maudira dans ce même livre toutes les sociétes occultes. Il conclura par cette sentence, véritable jugement en dernier ressort sur toutes ces confréries équivoques : « Le temps des associations secrètes et *vertueuses* est passé. » Voilà le cri de la révolution : plus de secrets, plus de ténèbres, plus d'embûches! *Que la lumière soit!* nous combattrons en présence de Dieu!

Le prince Charles de Hesse, qui certainement avait vu sans peine la disparition des *illuminés*, est resté franc-maçon jusqu'à la fin de sa vie. Avec cela, on s'en souvient, il était chrétien fidèle, ami de l'humanité, pénétré du sentiment de l'égalité moderne, curieux d'innovations bienfaisantes et accessible par bonté d'âme à tous les nobles rêves. Peut-être, en se rappelant ce mélange de candeur et de curiosité, ne trouvera-t-on pas inadmissible qu'il soit venu à Paris dès 1790 et se soit fait inscrire aux jacobins. Les mémoires inédits que nous avons sous les yeux s'arrêtent malheureusement quelques années avant cette date, à la mort de Frédéric le Grand. Toutefois, au milieu même du grand remue-ménage, se pouvait-il que la présence d'un prince allemand parmi les jacobins restât inaperçue? Nous en trouvons la trace dans une brochure fort curieuse de l'un de ses compatriotes publiée le 6 octobre 1790, — *Anacharsis à Paris ou Lettre de Jean-Baptiste Clootz à un prince d'Allemagne.* — Arrivez, prince, s'écrie le célèbre baron prussien, arrivez sans crainte, puisque « votre passion est d'assister au grand spectacle que nous donnons à l'univers. » Arrivez au plus tôt; Paris est plein « de singularités sublimes! » Et après avoir indiqué ces merveilles avec le délire de la joie, il termine par ce trait qui couronne tout : « Vous irez aux Jacobins, où votre cousin le prince de Hesse, que nous appelons monsieur Hesse, est assis entre son tail-

leur et son cordonnier. » Ce *monsieur Hesse*, c'est bien le landgrave Charles, le gouverneur de la Norvége, le beau-frère de Christian VII et de Gustave III, celui qui avait reçu les dernières confidences de Frédéric le Grand, le protecteur et l'ami du comte de Saint-Germain, le *directeur national du Nord* dans la phalange des illuminés. Que faisait-il aux Jacobins? Quelles étaient ses impressions pendant que Duport, Barnave, les deux Lameth, l'œil fixé sur Mirabeau, l'empêchaient d'arrêter le mouvement qui devait les briser tous? Ah! c'était autre chose que le congrès de Wilhelmsbad et les conciliabules des *illuminati dirigentes!* Il semble que le prince ait eu peur de remuer ces souvenirs; il clôt son livre brusquement, il s'arrête en-deçà de 89, et, réfugié dans ses récits du vieux monde, il disparaît de l'histoire nouvelle.

Il a beau s'effacer pourtant, il tient encore sa place avec honneur. En interrogeant les petites cours allemandes depuis 1815, je vois que le landgrave Charles continue d'y représenter avec bonhomie le libéralisme humain et confiant de certains princes du XVIIIe siècle. En 1821, un écrivain de la Hesse, M. Gerber, propagateur des idées de Benjamin Constant, écrit un livre sur la réforme de la franc-maçonnerie et le dédie au landgrave Charles, qui accepte cet hommage avec la sympathie la plus vive (1). Il paraît bien toutefois qu'il finit par se désabuser complétement des sociétés secrètes; la religion chrétienne, dont il ne s'était jamais séparé, attira de plus en plus son attention. L'ancien ami de Lavater et de Jung-Stilling voulut être un réformateur du luthéranisme. Il établit une petite église qui compte encore des adhérens en Angleterre et aux États-Unis. Son symbole était une interprétation mystique de la Bible, aussi éloignée, dit le docteur Vehse, du rationalisme protestant que de l'absolutisme catholique. Il voulait, sous la protection de l'Évangile, poursuivre en liberté les rêveries qui avaient été une des grandes occupations de sa carrière. Comme les millénaires du moyen âge, il attendait, il annonçait la prochaine arrivée d'une période merveilleuse qui devait durer mille ans et précéder la fin du monde. Mille ans de bonheur, de paix, d'égalité, avant le jugement dernier du genre humain, tel était le songe de ce visionnaire. Il rattacha même ses prophéties à une explication fort singulière d'un monument fameux de l'astronomie antique; lorsque le zodiaque du temple de Denderah, acheté par la France en 1822, fut déposé au musée du Louvre, de vives discussions s'élevèrent entre les savans sur la date et le sens des figures. Le land-

(1) Voyez le recueil intitulé : *Grundlage zu einer hessischen Gelehrten, Schriftsteller- und Künstler-Geschichte vom Jahre 1806 bis zum Jahre 1830*, von Karl Wilhelm Justi; Marburg, 1831. — M. Gerber, dans une autobiographie intéressante, y publie lui-même la lettre du landgrave.

grave Charles prit la parole, et ce débat, qui inspirait à M. Letronne des œuvres d'une science si magistrale, ne fut pour lui que l'occasion de déployer ses rêveries (1). M. Letronne, dans cette discussion mémorable, avait en face de lui les derniers représentans de l'archéologie du XVIIIe siècle, les disciples attardés de l'auteur de l'*Origine des cultes*; il ignorait sans doute que parmi ses contradicteurs se trouvait aussi le dernier représentant du mysticisme au temps de Voltaire.

Ce dernier des mystiques du XVIIIe siècle était en même temps une intelligence active, généreuse, amie de toutes les causes libérales. Ses superstitions n'avaient pas engourdi la curiosité de son esprit. Il travaillait sans cesse, et comme sa devise était : *omnia cum Deo*, cette piété même l'enhardissait à s'occuper de toutes choses. Il passait de l'Évangile à l'alchimie, comme il était allé de Frédéric le Grand au comte de Saint-Germain et des lacs de la Norvége aux jacobins de Paris. Illuminé candide, il voyait partout la main de Dieu. Ce fut là sa force dans certaines circonstances critiques où son grand âge aurait pu le dispenser des devoirs de l'action. En 1831, après la révolution qui oblige son neveu Guillaume II à prendre la fuite, il paraît à la chambre des députés, prête serment à la constitution nouvelle, et la présence de l'excellent vieillard est une sauvegarde pour son petit-neveu, héritier du souverain détrôné. Une de ses filles était mariée au roi de Danemark Frédéric VI. Partageant sa vie entre les contrées danoises, pleines pour lui de vivans souvenirs, et le duché de Hesse, où se perpétuaient contre son gré des traditions illibérales, il paraît bien qu'il empêcha beaucoup de mesures funestes. Il s'éteignit doucement le 17 août 1836, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Ce fut seulement après sa mort que commencèrent entre un gouvernement provocateur et le loyal peuple de la Hesse ces luttes douloureuses, scandaleuses, où l'Autriche et la Prusse blessèrent également tous les cœurs germaniques, la première en écrasant le bon droit, la seconde en le protégeant si mal (2).

Je ne puis terminer cette étude sans songer au rôle actif du prince de Hesse en des circonstances dignes d'être mentionnées par l'histoire, à cette curiosité tour à tour hardie ou timide, crédule ou défiante, mais toujours honnête, qui le porte vers les mystiques de son temps, et il m'est impossible de ne pas signaler en lui un type très particulier au XVIIIe siècle. Les phénomènes de ce

(1) Une de ces études de M. Letronne a paru ici même le 15 août 1837 : *De l'origine grecque des zodiaques*. Le mémoire du prince porte ce titre : *La pierre zodiacale du temple de Denderah expliquée par S. A. le landgrave Charles de Hesse.*

(2) Nous avons exposé dans la *Revue* ce triste épisode en dessinant la figure du général de Radowitz; voyez la livraison du 15 avril 1851.

genre n'ont pas échappé à Goethe, le grand observateur des singularités de l'espèce humaine. Les aventures du landgrave Charles m'ont rappelé souvent un épisode du *Wilhelm Meister* que Schiller admirait comme une révélation. *Confessions d'une belle âme*, tel est le titre de ces pages. On a dit que cette belle âme était une jeune fille de noble race, très pieuse, très mystique, enthousiaste de Lavater, affiliée à la communauté des moraves qui exerça une vive influence sur la jeunesse du poète de *Faust*, Mlle de Klettenberg; d'autres souvenirs que celui-là ont dû entrer dans la combinaison de son héroïne, car il est certain que Goethe, si intimement mêlé à l'élite sociale de son temps, si curieux de toutes les bizarreries psychologiques, avait rencontré sur sa route plus d'un esprit de cette famille. Il conserva toute sa vie un tendre respect pour Jung-Stilling, qu'il avait connu dès ses années d'études à Strasbourg, et qui devint plus tard un des confidens du prince de Hesse. Bien plus, ce n'est pas seulement chez Goethe que se trouvent ces sympathies pour les mystiques du XVIIIe siècle; les meilleurs de ses disciples, par conséquent les moins mystiques des hommes, ont éprouvé la même curiosité bienveillante. Il suffit de citer ici M. Varnhagen d'Ense et ses études sur le théosophe Saint-Martin. Pourquoi donc l'auteur de *Wilhelm Meister*, pourquoi M. Varnhagen d'Ense à son exemple, ont-ils écouté si attentivement de tels songeurs? Parce que ces songeurs étaient sincères et qu'en eux se révèle tout un aspect de la société européenne au XVIII siècle. Le prince curieux, candide, qui rêve pour le genre humain une sorte de paradis sur terre, qui, partagé entre la soumission chrétienne et les espérances des philosophes, cherche à les unir sous les voiles d'une doctrine mystérieuse, c'est bien là un des types de l'Allemagne à la veille de la révolution. Les vœux, les songes que Bernardin de Saint-Pierre adressait à Louis XVI dans les dernières pages des *Études de la nature* étaient familiers de l'autre côté du Rhin à plus d'un prince désœuvré, avec cette différence toutefois que la philosophie de Jean-Jacques suffisait au rêveur français, tandis que le rêveur allemand avait besoin de mysticisme. Ce sont tous ces motifs qui recommandent le souvenir du prince de Hesse : avec sa candeur et ses contradictions, il représente tout un groupe de *belles âmes*, comme dit Goethe, il ajoute du moins une figure de plus à cette galerie singulière. On peut sourire en l'écoutant; comment ne pas s'intéresser à un homme qui, de Struensée à Gustave III, des illuminés aux jacobins, de Frédéric le Grand à la révolution de 1830, a pris part à tant d'événemens et traversé tant de couches sociales sans désespérer jamais ni de la religion, ni de la philosophie, ni de l'avenir du genre humain?

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

BARBERINE AU JOUG

ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE.

SECONDE PARTIE (1).

IV.

Un très simple récit suffira pour montrer que Frank Churchill ne s'exagérait nullement les mérites de sa mère et les droits qu'elle avait à sa reconnaissance. La vie d'Eleanor Churchill, tissue de longs ennuis et de dévouemens mal payés, ne pouvait compter parmi les plus heureuses. Fille d'un vicaire de campagne aux environs de Bath et orpheline avant d'avoir atteint ses dix-huit ans, elle demeura, comme sous-maîtresse *au pair*, dans le pensionnat où on avait bien voulu la garder après la mort de ses parens. Un des professeurs de dessin attachés à cet établissement s'éprit d'elle et voulut lui plaire. C'était un très jeune écervelé, d'ailleurs rempli de talent, et dont les habiles retouches donnaient un relief singulier aux « compositions » de ses élèves. Il rachetait par là les inconséquences de sa conduite, et on patienta vis-à-vis de lui jusqu'au jour où certain vieux collègue, l'ayant vu parler bas à la sous-maîtresse et glisser pour elle un écrit furtif entre les feuillets des *Principes de la Perspective*, jugea bon de le dénoncer à la vertueuse indignation des *misses* Inderwick, propriétaires et directrices de *Minerva-House*. Les deux coupables furent congédiés le même jour, et, n'ayant rien ni l'un ni l'autre, ne faillirent pas à

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

l'occasion qui s'offrait si favorable : ils se marièrent et vinrent se fixer à Londres. Vance Churchill, qui par momens déployait une rare faculté de travail, se mit immédiatement à toute besogne. Le bois, la pierre, lui devinrent familiers : tantôt il dessinait pour les marchands de musique ces têtes inspirées qu'on voit à la première page des romances en vogue; tantôt il crayonnait des caricatures politiques, des scènes bouffonnes, à l'usage de certains *périodiques;* de temps à autre, dans les intervalles de loisir, il terminait quelque laborieuse aquarelle. Par malheur tout cela ne rapportait guère, et le jeune ménage, à peu près mourant de faim, venait d'enterrer un premier *baby* lorsqu'un petit tableau, une *lady Macbeth,* qui s'était faufilé on ne sait comment à l'exhibition de Somerset-House, fut remarqué, fut acheté par sir Jasper Wentworth, l'oncle de notre ami Marmaduke, auquel il devait laisser quelques années plus tard son titre de *baronet.* Sir Jasper, qui passait pour un fin connaisseur, recommanda le jeune artiste et lui procura d'autres cliens. Marmaduke, à peu près du même âge que Vance Churchill, ne manqua pas de le prendre en amitié; il fut le parrain d'un second enfant qui venait de naître, ce même Frank avec qui nous avons déjà fait ample connaissance. Désormais, sans qu'ils fussent précisément riches, l'argent ne manqua plus chez les Churchill; mais Eleanor connut d'autres misères et de plus poignantes que celles dont elle était ainsi délivrée.

Vance Churchill en effet, qui n'avait pas lâché pied quand il fallait combattre, inconnu, l'oubli et le dénûment, ne résista pas, une fois dans une espèce d'aisance, à l'entraînement du monde. Grand et beau garçon à la physionomie joviale, montrant volontiers sous ses épaisses moustaches une double rangée de dents magnifiques, volontiers employant sa belle voix de baryton à faire valoir un *duo* bouffe ou une chansonnette à moitié sentimentale, il faisait rire ou pleurer, selon l'occasion, la portion féminine de son auditoire, tandis que l'autre, honteuse de son émotion, se décontenançait et se troublait à vue d'œil. Ces succès le mirent à la mode dans ces hautes sphères de la bohême où se rencontrent les *fast young men,* — les « jeunes gens *lancés,* » — de toute caste et de toute provenance : bohême qui n'a rien de trop misérable et de trop sordide, bohême élégante au contraire, bohême gourmande et spirituelle, qui peuple les coulisses, alimentait alors les soupers du Wauxhall, les déjeuners à Richmond, et ne se serait pas accommodée, comme l'autre, de jouer au *vingt-et-un* ou aux dominos tout en fumant la pipe de terre dans quelque triste sous-sol.

Vance Churchill, est-il besoin de le dire? n'entraînait pas sa femme dans le tourbillon auquel il s'abandonnait lui-même. A part toute délicatesse, il aurait eu pour agir ainsi d'excellentes raisons. Les

femmes comptaient pour beaucoup dans le succès du jeune peintre, qui ne se montrait nullement ingrat envers elles : non qu'il eût cessé d'aimer Eleanor, non qu'il ne se reprochât amèrement de temps à autre les méchans tours qu'il jouait à cette pauvre créature patiemment assise au chevet de leur enfant, et dont l'unique reproche était un redoublement de pâleur, un silence de plus en plus obstiné; mais quoi? dans le moment même où il maudissait, en frappant du pied, sa déplorable facilité, tantôt une visite de Marmaduke Wentworth, tantôt l'arrivée d'un petit billet musqué (que la cuisinière avait soin de lui porter en tapinois dans le coin d'un tablier indigne d'une telle mission), mettaient à vau-l'eau ses remords et ses projets de réforme. Il partait, une fleur à la boutonnière, un gai refrain aux lèvres, et... *da capo*.

Belle existence en vérité, si seulement elle eût pu durer toujours! Mais quand on allume une bougie par les deux extrémités, il faut s'attendre à ce qu'elle se consume en un clin d'œil, ce dont bien des gens n'ont pas l'air de se douter le moins du monde. Vance avait bon nombre de commandes, et en se montrant plus jaloux de tenir ses engagemens il aurait pu réaliser de beaux bénéfices. Malheureusement ses nobles patrons ne se dessaisissaient de leurs guinées qu'à bonne enseigne; le tableau, même livré, n'était pas toujours soldé rubis sur l'ongle, et Vance, toujours au-dessous de ses affaires, était forcé d'emprunter pour attendre le loisir de l'acheteur. L'inconduite aggrave fatalement ces situations embarrassées. Vance, après plusieurs échecs successifs, fit un effort désespéré. Son dernier tableau révéla l'épuisement de sa tête et de sa main. Le mal était fait, la chute irrémédiable : aussi trouva-t-on un beau matin le malheureux artiste mort dans son lit, tenant encore entre ses doigts crispés la fiole de laudanum qui lui avait procuré ce repos suprême; à côté de lui, une lettre déchirante, adressée à sa femme, où il lui demandait pardon et de sa vie déréglée et du suicide qui la terminait.

Peu s'en fallut que Frank ne demeurât orphelin, car sa mère, écrasée par ce dernier coup, fit une grave maladie et faillit y succomber. Une fois rétablie, elle se retira dans un petit village du Devon, où l'appelait le ministre de l'endroit, ancien ami de son père. A peine lui restait-il de quoi subsister; mais quelques parens lui vinrent en aide : l'honnête *vicar* se chargea de donner à Frank les premiers élémens de l'éducation classique; on se réduisit, on vécut de peu. A la mort de celui qui les avait secourus, encouragés, maintenus jusqu'alors, la pauvre veuve et son fils se trouvèrent hériter de sept cents livres sterling qu'il léguait à Eleanor pour achever l'éducation du petit écolier, lequel comptait alors une quinzaine d'années. Ce modeste pécule fut tout entier consacré à

soutenir Frank dans l'université allemande où sa mère avait toujours rêvé de lui faire compléter ses études. Au sortir de Leipzig, il fut présenté solennellement à son parrain, maintenant sir Marmaduke Wentworth, dont le premier soin, quand il était entré en possession de sa *baronetcy*, avait été de constituer une rente viagère de deux cents livres sterling sur la tête de mistress Churchill. — J'acquitte une dette, lui avait-il dit pour vaincre les refus qu'elle lui opposait en cette circonstance... C'est en partie ma faute si votre pauvre mari a donné dans les travers qui l'ont perdu. Votre dénûment serait pour moi un insupportable remords. — Puis il exigea que cette transaction si honorable pour lui demeurât ignorée de Frank. — Je me souviens, disait-il encore, de ce qu'était Vance dans son meilleur temps : si le petit lui ressemble, il me jetterait l'argent à la figure...

A peine ses degrés obtenus, le jeune docteur de Leipzig fut choisi par le plus riche brasseur de la péninsule indienne pour accompagner son fils qui était venu faire son tour d'Europe. A moitié cornac, à moitié secrétaire, il promena de ville en ville, sur tout le continent et pendant trois années consécutives, ce fier rejeton de la *plouto-cratie* orientale. Un peu las enfin de ce métier parasite et bien décidé à se frayer une voie indépendante, il se mit sérieusement à l'œuvre, aborda résolûment la profession des lettres, et se fit une position dans la presse, où il ne rencontrait guère d'émules aussi bien préparés que lui. C'est alors qu'il connut l'honnête George Harding, devint collaborateur du *Statesman*, et s'installa définitivement au n° 57 de Great-Adullam-street, où sa mère transporta ce qu'il y avait de mieux dans leur pauvre mobilier du Devonshire; le reste fut acheté peu à peu et très économiquement, car Eleanor avait horreur des dettes.

Si jamais la pauvre femme connut le bonheur, ce fut positivement à cette époque. Certes elle avait aimé son mari et gardé de lui un souvenir beaucoup plus tendre, surtout beaucoup plus respectueux que de raison; mais à présent que leur fils vivait près d'elle, l'image ancienne s'effaçait pour faire place à une idole bien autrement adorée. Aux brillantes facultés de son père Frank joignait des qualités sérieuses que son père n'avait jamais eues : une activité soutenue, un zèle, une ardeur infatigables, une rare susceptibilité d'honneur. N'allons nous figurer là-dessus ni un raffiné de sentiment, ni un pharisien aux graves dehors; voyons plutôt un *gentleman* imbu de l'esprit chrétien et prémuni par là, dans une juste et salutaire limite, contre les impulsions d'une nature ardente, même alors que celle-ci prenait le dessus. Nous ne vous le donnons pas comme impeccable; il avait eu ses faiblesses, ses *flirtations*,

peut-être même çà et là quelque intrigue un peu plus caractérisée, mais il n'en était pas moins resté le digne fils et le meilleur ami d'une honnête mère.

Que de belles soirées ils passaient ensemble, au coin du feu, sous la lampe, travaillant tous deux et devisant tour à tour! Il lui rapportait son butin de nouvelles et d'anecdotes; ils traitaient à leur manière les questions politiques et les questions d'art. Parfois il lisait tout haut, pour Eleanor, les chapitres les plus saillans d'un livre tout frais éclos dont il allait rendre compte; parfois il ramenait chez lui (était-elle fière ces jours-là!) un de ces hommes investis d'une réputation européenne qui étaient venus le chercher au bureau du *Statesman* pour lui demander tel service dont leur grande tâche avait besoin. Il les présentait à sa mère et la signalait en quelques mots à leur considération, à leurs respects. Nous le répétons, jamais Eleanor n'avait été si complétement heureuse; mais elle tremblait pour cette félicité si chèrement acquise et dont elle pressentait le terme prochain : un beau règne, mais éphémère, et le sceptre allait passer en des mains plus jeunes!

Marié, il était donc marié!... Quand il était venu lui parler de cet hymen en projet, elle l'avait accueilli avec un sourire ému derrière lequel se dissimulaient bien des larmes. Elle l'avait béni, lui et cette compagne inconnue qui, pour l'avoir choisi, accepté entre tous, méritait la reconnaissance de la mère et du fils. Que ne devait-elle pas être, ayant su plaire à Frank, dompter ce cœur si haut, répondre aux exigences de cette raison si sûre, de ce jugement si infaillible! Sans doute un miracle d'intelligence comme un miracle de beauté, — un noble cœur, au-dessus de toutes les infirmités humaines, un ange devant lequel il faudrait s'humilier et dont il n'était pas permis d'être jalouse. Comment un ver luisant serait-il jaloux du soleil?

Ces réflexions et bien d'autres, tantôt douces et tantôt pénibles, occupaient la bonne mistress Churchill au moment où nous la retrouvons, assise près d'une fenêtre, dans la chambre qu'elle a quittée, malgré la résistance de Frank, pour la donner à Barberine. — Soyez tranquille, avait-elle dit, je resterai près de vous, bien à portée de vous voir souvent; mais ici je vous gênerais. L'appartement n'est pas assez vaste. — Elle est donc là, dans cet ancien *chez elle* d'où elle s'est volontairement exilée. Le crépuscule se fait; il est six heures du soir. Great-Adullam-street n'a jamais été classée parmi les belles rues de Londres, et les passans qui, au sortir des éblouissemens d'Oxford-street, arrivent par une série de ténèbres graduées à cette voie étroite et noire éprouvent la sensation du voyageur en Égypte, quand il est transporté brusquement de la plaine embrasée aux profondeurs des cryptes sépulcrales. Ajoutons qu'il pleut à

verse, et que le monotone gazouillement des gouttières encombrées, se mêlant à la plainte des rafales, ne constitue pas une mélodie des plus rassérénantes. Autour de mistress Churchill piétine d'un air grognon la vieille Lucy, la fidèle compagne de ses jours de misère, devenue peu à peu, avec les progrès ordinaires de l'âge et de la laideur, une de ces domestiques, *immeubles* en quelque sorte par destination, chez qui le sentiment de l'inamovibilité développe, dans d'effrayantes proportions, l'indépendance du caractère et les tendances belliqueuses d'une humeur acariâtre. Pour elle, Frank est un ingrat, tout simplement un ingrat. Il devait à sa mère, il devait à Lucy de ne leur donner jamais de rivale. Que pouvait-il leur reprocher? n'avaient-elles pas toujours été ses esclaves? — C'est en de telles dispositions que Lucy bat les tapis, époussette les meubles, frotte et refrotte l'acier de la grille à feu, avec un zèle d'autant plus méritoire, mais non sans se répandre à demi-voix contre la nouvelle venue en imprécations indiscrètes.

Il pleut toujours cependant, et la soirée avance, et les jeunes époux n'arrivent point. Ce n'est pas leur faute certainement; il ne faut s'en prendre qu'aux chemins de fer, toujours responsables en pareil cas. Mistress Churchill, pour tuer le temps, relit le petit billet par lequel Barberine lui annonçait sa venue et celle de Frank en priant sa « chère mère » de ne pas se trop fatiguer à leur service. Ce billet est signé : « votre fille bien affectionnée, B. C. » Et Dieu sait combien de fois déjà la mère de Frank a médité sur cette formule, si simple en apparence! Elle a beau se raisonner, l'idée de recevoir sa belle-fille lui cause une sorte de terreur intime, et, toutes réflexions faites, elle va retourner dans le logement garni où elle s'est provisoirement réfugiée. Il ne serait peut-être pas délicat d'ajouter pour Barberine aux fatigues du voyage celle d'une première entrevue. Une fois ce parti pris, mistress Churchill s'en repent. Ne ferait-elle pas mieux, passant par-dessus un vain scrupule, de rester au n° 57 pour y faciliter la première installation de sa bru? Pendant qu'elle délibère encore, le roulement d'un *cab* tranche la question. Nul doute que ce ne soit celui de nos voyageurs. A cette heure et dans ces quartiers, le passage d'un *cab* est chose rare. D'ailleurs il s'arrête au n° 57, la porte s'ouvre; Lucy accourt une lampe à la main. Mistress Churchill reconnaît Frank, elle entrevoit sa belle-fille, qui d'un élan rapide se dérobe à la pluie. — Elle me paraît d'une beauté rare, murmure la digne femme, mais d'où vient cet air effaré?...

Le fait est que le premier regard de Barberine est tombé sur le visage revêche de la vieille Lucy, et que ce visage n'était pas tout à fait l'emblème d'une gracieuse bienvenue. Deux autres femmes de service, récemment engagées, s'épuisent vainement en sourires;

Barberine a décidément pris peur. Dès qu'elle se voit seule avec Frank : — Quelle est, lui demande-t-elle, cette horrible créature?... Je l'ai prise tout d'abord pour ma belle-mère, et j'en suis encore toute tremblante...

— Rassurez-vous, répond Frank, ma mère ne ressemble aucunement à Lucy, qui est du reste, malgré l'apparence, une créature excellente... Vous vous ferez à sa mine, je vous en réponds.

— A Dieu ne plaise que j'aie l'occasion de m'y faire !... Mais tenez, Frank, je me sens un peu faible.... Menez-moi dans ma chambre,... je veux me déshabiller avant de me mettre à table.

Frank allume docilement une bougie et précède sa femme sur l'escalier; on y a posé un tapis neuf. Il la conduit dans la chambre nuptiale, où le tapissier travaillait encore le matin même. — Mon Dieu, s'écrie-t-elle avec une candeur désespérante, quel affreux papier!... et ce tapis, c'est une vraie brosse! — Puis, Frank l'ayant quittée pour aller surveiller le débarquement des bagages, la pauvre enfant examine avec une sorte d'angoisse le grand lit à potences, l'immense armoire d'acajou, les sacro-saintes gravures à sujets bibliques qui donnent un faux air de tombe à l'ancienne chambre de mistress Churchill, — la plus belle, à coup sûr, du domicile conjugal. Tout à coup elle suspend cette espèce d'inventaire, mais c'est pour tomber affaissée sur un fauteuil et pleurer à chaudes larmes, la tête dans ses deux mains.

Ainsi la retrouva Frank, et on peut juger de sa consternation. — Je suis un peu lasse, lui dit-elle, expliquant par là l'émotion qu'il lisait sur son visage bouleversé... N'y prenez pas garde, je vous en supplie!... Le dîner, un peu de sommeil, il n'en faudra pas davantage pour me remettre.

— J'en accepte l'augure, répliqua Frank, promptement rassuré... Le moment serait mal choisi pour s'attrister, *my darling*, maintenant que vous êtes *chez vous*.

Chose étrange, ces deux derniers mots appelèrent de nouvelles larmes dans les beaux yeux de Barberine.

V.

Il n'en allait pas tout à fait de même chez les Schröder, dont la noce avait mis en émoi, six semaines plus tôt, le quartier dont la chapelle Saint-George, *Hanover-square*, est pour ainsi dire la cathédrale. Un évêque, l'obligé de M. Townshend, avait dû se résoudre à bénir cet hymen bourgeois; les grands seigneurs de la haute banque, le beau monde des agens de change, le ban et l'arrière-ban du commerce d'exportation tout entier avaient donné ce jour-là. Jamais tant de somptueux équipages et de chevaux frin-

gans n'obstruèrent George-street, où tous les oisifs des environs s'étaient donné rendez-vous, et dont les fenêtres regorgeaient de spectateurs. On se montrait M. Heinrich Schröder, le représentant de la maison de Francfort, véritable figure de casse-noisette, pliée en deux et ridée à plaisir, dont le profil franchement israélite scandalisait les rares champions de la foi protestante; — puis M. Ludwig Schröder, le Schröder de Paris, tout au plus âgé de quarante ans, bonne tête carrée et joyeuse, où l'ardeur du gain se lit sans doute, mais où l'on discerne en même temps le goût des jouissances et l'instinct des larges prodigalités; — puis d'autres Schröder encore, venus de tous les coins de l'Allemagne, sans parler de celui qui, calciné par le soleil des Indes, arrivait en droite ligne de Ceylan. Quatre jolies *bride's maids* entouraient la fiancée marchant à l'autel, mais pour arriver à les grouper, à les assortir, elle avait eu fort à faire et quelques refus polis à essuyer. Quant à Barberine, elle était encore à ce moment en pleine lune de miel, et Alice avait eu la bonne pensée de ne pas inviter le capitaine Lyster.

Parlons un peu des cadeaux, étalés avec pompe sur un magnifique dressoir. Les notables de la Cité, convoqués par M. Townshend, avaient très convenablement fait les choses. Les services à thé, les glacières à vin, les *ice-pails*, les couteaux et fourchettes à poisson, les gobelets d'ivoire à reliefs, foisonnaient de leur côté. Quant aux Schröder, ils procédaient par rivières de diamans, écrins de turquoises et d'opales, montres lilliputiennes du bon faiseur, à trois mille francs l'une, bronzes de Paris et bois sculptés que la *Zeil* de Francfort avait fournis. Deux jours avant la noce, le fiancé avait conduit sa future à *Long-Acre* pour lui montrer l'élégante calèche découverte et le délicieux brougham qu'il venait de faire faire tout exprès pour elle. De là ils étaient allés chez Rice, où les attendaient les chevaux de pas et de trot qu'on avait choisis pour qu'Alice, écuyère inexpérimentée, les essayât à loisir. — Et c'est à tout cela qu'elle s'efforçait de penser, devant l'autel, à côté de ce bon petit homme dont les yeux rougis par le travail et les cheveux gris taillés en brosse ne laissaient pas de la déconcerter un peu.

Après quelques semaines passées en partie à Bruxelles, en partie à Paris, les nouveaux mariés vinrent prendre possession de leur hôtel, situé dans Saxe-Coburg-square, sur les terrasses qu'un habile constructeur sut mettre en valeur il y a quinze ans, et où il éleva une quarantaine de maisons modèles, — c'est-à-dire fort laides, mais sans non-valeurs possibles. Celle de Schröder, meublée avec assez de goût, visait à une sorte de splendeur. On y voyait beaucoup de lustres, beaucoup de glaces, voire beaucoup de tableaux, beaucoup de livres, — deux bibliothèques achetées en bloc au feu des enchères, — et les envieux même étaient forcés de reconnaître

que le banquier allemand n'était pas si mal logé... pour un parvenu, ajoutaient-ils charitablement.

La crémaillière fut pendue dans ce ménage opulent avec une grande solennité, Schröder étant de ces hommes qui n'aiment pas à tenir la lumière sous le boisseau. Beresford figurait au dîner. Jamais, aux plus beaux jours de sa *courtship*, il ne s'était montré plus empressé, plus aimable pour Alice Townshend, qu'il ne le fut ce jour-là, papillonnant autour de mistress Schröder. Était-ce oubli du passé, rancune du présent, ou bien quelque malin espoir d'avenir? Question complexe et difficile à trancher d'un mot. Pendant le repas, il fut question des Churchill, invités aussi, et qui s'étaient excusés. Le commissaire de la *tin-tax* prit la balle au bond : — A propos, mistress Schröder, que deviennent-ils, vos bons amis? S'aiment-ils toujours d'amour tendre, comme les pigeons de la fable? Où roucoulent-ils, je vous prie?... Ce Churchill n'est vraiment pas sot... J'ai lu de ses articles, qui m'ont paru remarquables; mais il eût mieux fait de se marier dans sa sphère... Une fille d'imprimeur ou d'éditeur, voilà ce qu'il lui fallait, et non pas ce bel astre, cette *étoile* qu'il a fait descendre de notre ciel.

Une voix s'éleva tout à coup de l'autre côté de la table, celle du capitaine Lyster. — Qu'entendez-vous, monsieur Beresford, par *la sphère* de notre ami Churchill? Je le mets, pour ma part, au niveau du plus parfait *gentleman*. Qui vous hantez, je l'ignore; mais je doute que vous ayez dans vos connaissances un homme mieux élevé.

Beresford hésita un instant, surpris par cette attaque à brûle-pourpoint; mais un gracieux sourire montra qu'il ne voulait pas la relever d'une manière hostile. — Pour rien au monde, capitaine, je ne me permettrais de mettre en question la bonne éducation d'un homme que vous honorez de votre amitié... Vous conviendrez en revanche qu'un mariage de pure inclination, sans fortune des deux côtés, n'a jamais passé pour un acte de sagesse.

Dieu sait quelle réponse eût trouvée Lyster; mais par bonheur se rencontrait là un de ces personnages à qui la Providence a départi le don de l'*in-à-propos*, et ce personnage, décoré de favoris cannelle, ne manqua pas une si belle occasion de se mettre en lumière. — Un mariage d'inclination! s'écria-t-il d'une voix perçante... Eh bien! après? pourquoi donc en médire?... Deux jeunes cœurs fortement liés l'un à l'autre n'aborderont-ils pas « la grande bataille de la vie » avec plus de chances victorieuses qu'un de ces couples unis par quelque sordide calcul, par quelque combinaison hors nature? — Ainsi pérora cet homme avisé, brodant ensuite sur le texte qu'il avait si bien choisi, et ce malgré l'embarras évident de mistress Schröder, qui finit par se lever de table avec le reste des dames. Peut-être jaserait-il encore à l'heure qu'il est; mais Beresford rom-

pit les chiens en se rappelant qu'il était chargé par Simnel d'une mission toute spéciale. Il s'agissait, ainsi que la chose avait été convenue dans une de leurs conférences intimes, sans que le secrétaire du conseil de la *tin-tax* eût daigné s'en expliquer autrement avec son très obéissant débiteur, — il s'agissait de prononcer, devant M. Townshend, certains noms, investis, semblait-il, d'une puissance magique et d'observer l'effet qu'ils produiraient sur le père d'Alice. Le commissaire amena fort adroitement la conversation sur les avantages de la carrière commerciale, et comme les brasseurs d'affaires dont il était entouré semblaient disposés à ne pas admettre sans restriction les éloges enthousiastes qu'il faisait de leur beau métier : — A d'autres! reprit gaîment Beresford; vous croyez parler à un profane, mais le commerce ne m'est pas aussi étranger que vous vous le figurez peut-être... Quand j'habitais avec mon ami Pigott, de la maison Pigott et Wells...

A ces noms, M. Townshend ne put s'empêcher de tressaillir et jeta un regard inquiet du côté d'où ils partaient. Beresford parut lire une question dans ce regard, et avec lenteur, sans quitter des yeux le riche banquier : — Ce sont des négocians de Combcardigham, continua-t-il en s'adressant directement à lui... Peut-être connaissez-vous cette raison sociale?

— Je... oui... peut-être bien... non... je ne crois pas, répondit M. Townshend, dont les dents claquaient sur le verre qu'il venait de porter à ses lèvres pour se donner une contenance. Son interlocuteur s'étonnait lui-même de l'effet qu'il venait de produire. Fort heureusement le marteau de la porte, ébranlé à plusieurs reprises, annonçait l'arrivée des personnes invitées pour le concert. Comme d'ordinaire, l'élément étranger dominait dans le programme de cette fête musicale, où l'on entendit successivement un des pianistes les plus célèbres de l'Allemagne, un Polonais réputé comme le violoncelliste par excellence, et une de ces nombreuses filles du Nord que les succès de Jenny Lind ont aidées à se produire dans nos salons, mais qu'une incurable médiocrité condamne à regagner leur *vaterland* sans avoir réalisé le million de leurs rêves. Ces trois « étoiles » en étaient à la moitié de leur évolution, lorsque vers minuit et une heure du matin les Churchill firent leur entrée.

L'impératrice d'Autriche en personne — ou la reine des Caraïbes — n'eût pas déployé plus de majesté ni produit plus d'effet que Barberine. Le front superbe, les narines ouvertes, elle défiait ouvertement toute malveillance, tout dédain, et la simplicité calculée de sa toilette, — robe de soie grise unie, châle de dentelles noires, branche de géranium rouge posée sur les cheveux, — était comme une réponse anticipée aux remarques désobligeantes que pouvait soulever sa rentrée dans ce monde à part, d'où sans doute on la

croyait exclue. Son mari, beaucoup moins ému qu'elle et gardant au dehors une impassible sérénité, n'en remarqua pas moins l'impression produite; il en parut satisfait. Il goûtait probablement cette légère contraction des traits de Barberine, qui reprirent en quelques secondes l'immobilité d'un masque de marbre, ou bien encore la vibration métallique de sa voix, ordinairement contenue dans les limites du diapason le plus doux et le plus modéré. Quant à Barberine, en reprenant possession pour quelques heures de ce monde élégant où sa jeunesse s'était épanouie, en recevant ses hommages courtois, en aspirant son atmosphère embaumée, elle croyait sortir d'un songe et se reprendre aux réalités de la vie. Alice s'était précipitée à sa rencontre et la comblait d'affectueuses prévenances, lui reprochant d'arriver si tard. — Prenez-vous-en à mon mari, répondit Barberine; ses travaux l'ont retenu...

— Hélas, madame, ai-je donc besoin de me justifier? interrompit Frank... Vous savez que nous sommes, ainsi que dans les *Mille et une Nuits*, les très humbles esclaves de la lampe merveilleuse.

— Vous discuterez ce point avec M. Schröder, reprit Alice; pour moi, je vous prends votre femme, avec qui j'ai grand besoin de causer un peu...

Une fois réfugiées dans un boudoir reculé, nos deux amies traitèrent plus d'un sujet essentiel, entre autres la couleur de ce boudoir, qu'Alice aurait voulu tendre en soie vert-de-mer pour se conformer au goût de Barberine, mais qui était rose-thé, suivant les indications de M. Schröder. — Et le vôtre? ajouta étourdiment la gentille hôtesse... Ah! pardon, reprit-elle aussitôt, un peu confuse de sa bévue... Je devrais connaître votre appartement... Mon cocher m'a déjà perdue une fois dans ce quartier lointain qu'il assure n'avoir jamais pratiqué... Il faudra bien qu'il en apprenne le chemin... J'irai vous prendre souvent en allant au parc.

— Vous n'y pensez pas, repartit Barberine avec un sourire légèrement attristé. Un si long détour doublerait vos promenades.

— Ceci regarde mes chevaux: mais pourquoi loger si loin?

— Pour mettre Frank à portée de son journal... Songez donc, il rentre quelquefois si tard!

— Et vous l'attendez, n'est-il pas vrai?... Comme la soirée doit vous paraître longue! Que vous devez parfois vous ennuyer! A votre place, moi, je me ferais lire quelque roman par ma femme de chambre.

— Franchement, répondit Barberine avec le même sourire contraint, je n'ai pas encore été réduite à de telles extrémités. Frank jusqu'à présent s'est arrangé pour travailler chez lui... Mais il peut survenir telles circonstances...

— Ah!... capitaine Lyster, vous m'avez fait peur, interrompit

ici la maîtresse de maison avec un petit cri de souris effarouchée.

— Désolé, véritablement désolé, répondit le capitaine d'une voix traînante en se rapprochant alors des deux jeunes femmes; mais il est affreux de vous absorber ainsi l'une l'autre, tandis que nous restons là-bas, vous appelant de tous nos vœux, en face de ce roi chevelu occupé à démolir votre piano.

— Entendez-vous, Barberine, comme ces mécréans parlent d'un grand artiste?... Allons, allons, capitaine, je vois bien où vous en voulez venir, et je vous laisse avec madame... Absorbez-vous à votre tour, je ne m'y oppose point, dans vos souvenirs de Bissett-Grange.

Là-dessus elle se leva et regagna les salons, où Barberine, qui la suivait du regard, vit la figure de M. Schröder, — occupé en apparence à causer avec Frank, — s'éclairer tout à coup lorsqu'il constata que l'entretien de sa femme et de Lyster n'avait pas duré plus de quelques secondes. Le capitaine, qui venait de s'asseoir à côté de Barberine, lui parla longtemps et avec plus de bon sens sérieux qu'il n'en montrait d'ordinaire. Après avoir épuisé les sujets qui la concernaient directement, ils en vinrent à causer de mistress Schröder, et l'attitude, l'accent du capitaine, subirent aussitôt un changement qui étonna l'amie d'Alice. Elle entrevit pour la première fois, dans quelques allusions délicates au choix de miss Townshend, à son excessive docilité, aux chances de bonheur que l'hymen lui gardait, combien de regrets et quel désappointement se dissimulaient sous l'insouciance apparente du candidat évincé.

Au moment où ils quittaient le boudoir, les regards de Barberine se portèrent encore une fois machinalement sur ses deux hôtes. Derrière le fauteuil de mistress Schröder, Beresford, légèrement incliné, causait avec un feu remarquable; au seuil d'une porte, et continuant avec Frank un entretien distrait, M. Schröder semblait presque aussi inquiet que lorsque peu d'instans auparavant il avait vu Lyster se mettre en quête d'Alice.

VI.

Ce cavalier qui pénètre dans Hyde-Park en passant sous le portique de Decimus Burton, et, après avoir parcouru dans toute sa longueur la *Row*, en ce moment assez dépeuplée, s'arrête par-delà *Ealing-Common*, à l'entrée d'une espèce de ruelle suburbaine, nous représente M. Simnel se rendant à la *Tanière*. Sa mise, toujours simple, n'en a pas moins le cachet de l'élégance telle que l'entendaient les hommes d'autrefois; elle est d'une précision, d'une correction irréprochables. Un sourire agréable illumine sa physionomie, et pour la plupart de ceux qui, le voyant passer, le recon-

naissent, ce sourire est la garantie d'une parfaite sérénité, d'un absolu repos de conscience.

Maintenant qu'il arrive au terme de sa course, son affabilité semble redoubler. Il répond avec courtoisie au salut des jockeys occupés à promener par couples les chevaux de miss Mellon. Il questionne la concierge de l'établissement, accourue pour lui en ouvrir la grille, sur la santé de son « petit dernier, » et quand le vieux Freeman, le factotum de miss Kate, lui propose d'aller chercher sa maîtresse, c'est en lui demandant « pardon de la peine » qu'il accepte cette offre obligeante.

On reconnaîtrait difficilement cette créature animée, vaillante, un peu brusque, remplie de verve et d'entrain, que nous avons essayé de peindre, en voyant s'avancer, après quelques minutes d'attente, la divinité du lieu. Un air de lassitude et de découragement, fortement empreint sur son visage pâli, se retrouve dans le négligé de sa toilette équestre. Ses cheveux, échappés du filet qui les retient, pendent au hasard; son habit de cheval, éclaboussé, flétri, traîne après elle; ses joues fermes et rondes se sont creusées et se marbrent çà et là de plaques rouges; elle a l'œil et le teint fiévreux. Tout cela, — nous le savons, nous le devinerions au besoin, — est l'œuvre de ce *gentleman* souriant et poli qui lui tend si familièrement la main. C'est lui qui a révélé sans ménagemens à la pauvre Kate les méprisantes indiscrétions de l'homme à qui elle avait si vainement dédié son cœur et offert sa main; c'est par lui qu'elle est au courant des campagnes matrimoniales de Beresford et de l'oubli complet auquel il a voué la pauvre fille dont il était l'idole. Simnel a même exagéré les choses; il a voulu détruire jusqu'au plus léger vestige de cette passion qui l'offusquait et gênait ses vues : il a promené une main cruelle sur ces illusions fleuries qui obstruaient son chemin. Maintenant, à la vue des ravages qu'il a laissés derrière lui, peut-être bien se repent-il quelque peu; mais il ne lui conviendrait pas d'en rien laisser paraître, et les inspirations de la pitié sont subordonnées, chez cet homme éprouvé par les luttes de la vie, à celles d'une volonté patiente et inébranlable. — On dirait, enfant, que vous n'allez pas tout à fait aussi bien qu'à l'ordinaire, commença-t-il en pressant la main brûlante qui lui était amicalement offerte.

— Moi? Jamais je ne me suis mieux portée, répondit Kate avec un léger effort... On se fait à tout, mon cher Simnel, à l'ingratitude, aux insultes, au mépris... Bast! la vie est si courte!... N'accepterez-vous pas un petit *lunch?* J'ai là un certain madère comme vous n'en boirez pas souvent, et qui est, à mon avis, le meilleur *fard* de la création... Essayez-en, mon camarade. Vos joues ne sont guère plus roses que les miennes.

Simnel mouilla ses lèvres dans ce vin généreux, transformé en une véritable liqueur de prix dans les caves d'un directeur de la compagnie des Indes. Kate lui enleva le flacon, et, remplissant jusqu'au bord le verre qu'elle avait devant elle, le vida pour ainsi dire d'un seul trait. — Qu'en dites-vous? reprit-elle ensuite avec une forte aspiration; oui ou non, est-ce du vin? Tient-il ce qu'il promet? Vous abuse-t-il par de faux dehors?... Parlez-moi d'un ami pareil! Je ne saurais dire le bien qu'il me fait. Il raffermit mes nerfs, il me rend la vie. Qu'avez-vous donc à secouer ainsi la tête?

— Je n'aime pas, Kitty, à vous entendre tenir un pareil langage... Vos nerfs, à coup sûr, n'ont pas besoin de fortifians, et je ne voudrais pas que vous eussiez recours à ceci pour...

— Pour me consoler, n'est-ce pas? interrompit Kate avec un discordant éclat de rire... Merci! je n'ai besoin ni de ces consolations ni de celles que vous m'offririez, vous, si je consentais à les accepter... Me consoler, et de quoi?... Je n'ai pas le plus léger chagrin, et si j'en avais... A propos, vous savez nos conventions, et sur quel pied vous êtes admis ici. Vous m'avez promis de me tenir bien informée. Que se passe-t-il? Que devient-il?

Comprimant un vif mouvement de dépit, et, toujours magnanime, toujours disposé au pardon, Simnel n'éluda point la question qui lui était posée. — Celui dont vous me parlez, et à qui je m'étonne que vous portiez encore tant d'intérêt, marche dans une voie de plus en plus semée d'écueils... Chaque jour aggrave sa position, et au lieu de poursuivre l'unique objet qui devrait le préoccuper, au lieu de chercher à se marier avantageusement...

— Eh bien! pourquoi ne pas achever?

— Il est allé s'empêtrer dans une sorte de liaison équivoque avec une femme du monde.

— Vraiment? Et le nom de cette dame?

— Je vous le dirai quand il en sera temps... si jamais, ce que je ne puis admettre encore, elle se perdait pour lui.

— Savez-vous bien, Simnel, reprit Kate avec l'accent irrité de la passion déçue, que je ne crois pas un seul mot,... non, pas un seul,... de tout ce que vous venez de me dire?.. Les dénonciations d'un rival malheureux...

— Soit, j'ai menti, j'ai calomnié Beresford, interrompit Simnel avec un haussement d'épaules significatif. N'oubliez pas cependant que j'ai simplement répondu à vos questions. Je n'étais pas venu pour cela, veuillez vous le rappeler; j'étais venu pour avoir, sur vos premiers pas dans le monde, des renseignemens indispensables à mes recherches.

— Ah! oui, oui. Vous vous êtes mis en tête de me retrouver une

famille. Il fallait vous y prendre plus tôt... Peut-être, si vous aviez réussi, Beresford ne m'aurait-il pas dédaignée...

En parlant ainsi, elle étendait la main vers le flacon aux reflets ambrés; mais Simnel fronça le sourcil, et Kate, sans se rendre compte de sa docilité, consentit, par un accord tacite, à laisser son verre vide.

— A quoi bon ces enquêtes, ces démarches? à quoi bon se donner tant de peine? continua-t-elle, fauchant du bout de sa cravache les fleurs qui décoraient la salle à manger. Pour élever des chevaux, pour former des jeunes gens à les monter, ai-je donc besoin d'un extrait de baptême?... Tenez, Simnel, en deux mots comme en cent, je n'ai plus qu'un désir, un intérêt, une passion... On m'a foulée aux pieds, trahie, livrée aux calomnies du monde, et je prétends ne pas mourir sans m'être vengée... Ce que vous voulez savoir servira-t-il mes projets?... Vous me comprenez sans doute, et quoi que j'aie pu dire tout à l'heure, je ne vous crois pas capable de mensonge.

— J'estime que vous obtiendrez une ample réparation, si vous m'accordez une entière confiance, répondit Simnel du ton le plus sérieux et le plus convaincu.

Les yeux fixés sur lui, étudiant l'effet de chaque parole et avec l'accent de la plus complète sincérité, l'étrange fille alors lui raconta par le menu l'histoire de son enfance, comment elle avait grandi dans les coulisses d'un cirque ambulant, dont les directeurs-propriétaires, — le vieux Phil Fox et sa femme Bella, — reniant avec elle tout lien de parenté, s'attribuaient cependant sur elle les droits résultant d'un contrat d'apprentissage. Après avoir joué les fées, les Colombines, elle monta, de par ses dispositions toutes spéciales, au rang d'écuyère, et s'y fit une sorte de renommée. — Je venais d'avoir dix-neuf ans, continua-t-elle. C'était à Warwick, un soir de grande recette... Le patron m'appelle, je le vois encore; à côté de lui se tenaient deux *gentlemen*, un vieux et un jeune. — *Express*, me dit-il (c'était là mon nom de guerre), voici la personne de qui je vous ai reçue. Ces messieurs viennent vous reprendre pour faire, disent-ils, votre fortune. — Je pleurais, je ne voulais pas quitter les braves gens qui m'avaient mise à cheval. Que m'importait la fortune? A la fin, je me laissai persuader. C'est alors que la maison où nous sommes fut achetée en mon nom. Je l'habite depuis cette époque, au vu et au su de tout Londres.

— Il ne manque plus que le nom des deux *gentlemen*.

— C'est là justement ce que je ne puis... parlons vrai, ce que je ne *veux* pas vous dire... Inutile de prendre cet air piqué!... Tout ce que j'ajouterai, c'est que le plus âgé des deux était mon oncle,... mon véritable oncle, autant que je puis croire,... et là-dessus tirez-vous d'affaire!

— Mais l'autre, le plus jeune?

— Ah! pour celui-ci, néant! Sachez seulement que je le préfère à n'importe qui dans ce bas monde.

— Comment! vous le préférez même à...

— Je sais quel nom vous allez prononcer... Eh bien! oui, certainement, et de beaucoup... Seulement,... seulement ce n'est pas la même chose.

— Vous ne ménagez guère ma jalousie.

— Où prenez-vous le droit d'être jaloux? repartit, aussitôt sur ses gardes, la fière amazone.

Malgré tout, à mesure que la conversation se prolongeait, Simnel, manœuvrant avec une extrême habileté, louvoyant contre vent et marée, tournant les obstacles, ménageant les transitions, put se flatter d'avoir atténué, par les égards sérieux qu'il lui témoignait, par l'intérêt sincère dont il lui donnait des preuves multipliées, les préventions défavorables de sa belle compagne. L'aide, les conseils, le dévouement de cet homme, lui devenaient de plus en plus précieux, et, sans qu'elle s'en aperçût elle-même, il gagnait insensiblement du chemin auprès d'elle. Moins que tout autre, il pouvait méconnaître la valeur de ces premiers succès, si peu décisifs, il est vrai, mais obtenus à si grand'peine. Aussi, en quittant la *Tanière* plus épris que jamais... et, malgré la jalousie que lui inspirait l'attachement mystérieux dont lui avait parlé Kate, avec des espérances que pour la première fois il n'estimait point trop chimériques, Simnel, naturellement très temporiseur, éprouvait le besoin d'agir, de marquer un progrès quelconque dans l'exécution de ses plans à longue date. Or justement depuis quelque temps il avait été mis en éveil par certains bruits répandus sur le compte de M. Townshend. Une fois sa fille mariée avec le banquier allemand, le père d'Alice avait complétement modifié ses habitudes; on le voyait hanter les clubs, et çà et là se laisser aller à des excès de table qui jusqu'alors lui étaient restés étrangers. On eût dit qu'il cherchait dans l'intempérance un palliatif à quelque souci rongeur, et ses ennemis ne manquaient pas d'attribuer ce fâcheux symptôme à l'état embarrassé de ses affaires. Enfin on annonçait même assez publiquement depuis quelques jours que sa santé le forcerait à partir bientôt pour l'Italie. — Pas avant que j'aie signé son passeport, s'était dit Simnel, qui, en descendant de cheval, sauta dans un *cab* et se fit conduire aux bureaux de M. Townshend, *Austin-Friars*. Il eut quelque peine à forcer l'accès du cabinet où le banquier abritait, loin des profanes, ses méditations quelque peu suspectes. Un salut glacial fut échangé entre ces deux hommes, et M. Townshend, tenant encore à longueur de bras, mais à portée de lorgnon, la carte que lui avait fait passer son visiteur inattendu, semblait se de-

mander quelle affaire pouvait le mettre en rapport avec le secrétaire de la *tin-tax*. Celui-ci ne le laissa pas longtemps incertain. — Ma démarche auprès de vous n'a rien d'officiel, commença-t-il, brusquant un peu son exorde... Vous êtes sur le point de quitter Londres, et il m'importait de vous entretenir avant votre départ; ce sera l'affaire de quelques minutes. Tel que vous me voyez, je suis originaire de Combcardigham.

Ce seul nom fit légèrement pâlir M. Townshend. — Je ne pense pas, dit-il, avoir aucun rapport avec cette ville... C'est à Calcutta...

— Que vous avez fait fortune... Mais avant de passer dans l'Inde ne résidiez-vous point à Combcardigham?... A moins pourtant que vous n'y eussiez un frère jumeau... Et dans ce cas j'aurais une curieuse chronique à vous raconter.

— Monsieur, se récria Townshend en se levant, il resterait à savoir si j'ai le loisir de l'entendre.

— Vous le trouverez, monsieur, si je vous dis qu'il s'agit d'une affaire concernant la maison Pigott et Wells.

Comme au banquet nuptial des Schröder, ces deux noms produisirent un singulier effet sur M. Townshend, qui se rassit les yeux baissés et prêta l'oreille.

— Pigott était mort depuis longues années, reprit Simnel, et Wells menait seul la maison. Il avait pour *solicitors* MM. Blair et Banner, dont vous avez peut-être ouï parler. Banner prit un jour à part leur principal clerc, appelé à devenir leur associé. — Robert, lui dit-il, je tiens à ce que vous soyez témoin de ce qui va se passer ici. Mettez-vous là, derrière cette porte vitrée dont nous allons légèrement écarter les rideaux. Remarquez bien toute chose, ayez l'œil surtout aux physionomies d'un chacun; cela vous sera utile pour l'avenir...

— Eh bien? interrompit ici le banquier, qui essayait de reprendre contenance.

— Vous voyez, et je n'en doutais pas, que mon récit vous intéresse, repartit Simnel en souriant. Quand le clerc fut à son poste d'observation, deux hommes entrèrent... L'un était M. Wells; l'autre..., pourquoi vous dirais-je son nom?.. Devant ces deux hommes Banner donna lecture d'un document par lequel celui qui l'allait signer se déclarait coupable d'avoir fabriqué au nom de ses patrons une fausse traite de cent vingt livres sterling, et s'engageait, moyennant que l'on renoncerait à le poursuivre devant les tribunaux, à quitter l'Angleterre pour toujours. Le témoin de rigueur était là pour valider la signature, qui fut donnée en toute connaissance de cause. — Ce n'est pas pour vous, malheureux, c'est pour votre mère, disait Wells en montrant ensuite la porte au commis infidèle. Le clerc dont je vous ai parlé, embusqué derrière

le rideau, s'était fortement gravé dans la mémoire les traits du faussaire au châtiment duquel il assistait invisible. Il a été fort longtemps sans le rencontrer. Aujourd'hui même, il l'a revu... Que dis-je? monsieur, il le revoit...

— Monsieur, monsieur, balbutiait Townshend, il y a ici quelque abus de confiance. Wells s'était engagé à détruire tout vestige de cette transaction... Il a dû le faire... Ce document n'existe plus.

— L'excellent vieillard aurait à coup sûr tenu sa promesse, s'il n'eût été enlevé par une mort subite; mais le document en question existe encore. Je l'ai retiré moi-même du coffre-fort de mon défunt patron. Arguer de faux ce document serait une entreprise désespérée. Le témoin qui le vit signer n'est pas mort... C'est lui qui dirige maintenant l'ancienne étude Banner et Blair. Il est là pour affirmer au besoin votre signature placée à côté de la sienne... Véritablement, monsieur, je crois vous bien tenir, continua Simnel avec son agréable sourire.

Ce sourire rendit quelque courage à son interlocuteur, jusque-là terrifié. — Si je comprends bien, vous avez en vue quelque transaction pécuniaire... A quel prix mettez-vous ce papier? demanda-t-il avec une secrète angoisse.

— Pour le moment, monsieur, je n'ai pas de prix à fixer, ni même de conditions à faire... Il en serait autrement, si j'avais pu, avant de vous voir, débrouiller une généalogie assez enchevêtrée dont je travaille à me rendre compte... Nous nous expliquerons là-dessus un peu plus tard. L'essentiel est que vous sachiez qui je suis et ce que je puis... Partez maintenant, si bon vous semble; mais tenez-vous prêt à revenir dès qu'on aura besoin de votre présence. Je compte sur vous, c'est bien entendu.

A cette dernière parole, Townshend ne répondit que par quelques mots inarticulés et comme entrecoupés de sanglots. — Pourquoi vous désoler ainsi? reprit Simnel, toujours souriant, vous verrez que je suis facile à vivre; mais il faut garder ses avantages dans le monde où nous vivons... Je ne pense pas que vous soyez homme à oublier mon nom... Quand on aura besoin de vous, soyez tranquille, on ne manquera pas de vous écrire...

En disant ces derniers mots, il avait la main sur l'épaule du banquier. Son geste, son accent, restaient empreints d'on ne sait quelle bonhomie familière plus terrible et d'un effet plus sûr que les menaces les plus violentes. Townshend, quand il fut parti, retomba écrasé dans son fauteuil.

VI.

Quelques mois de mariage avaient bien changé Barberine. Ce n'est pas qu'elle eût rien perdu de son grand air, de son allure impériale, de son élégance raffinée. Parker n'était plus là, nous le savons de reste; mais la magnifique chevelure de sa maîtresse n'en était pas moins artistement disposée comme au temps de cette habile soubrette. Quant à la toilette de la jeune mariée, elle n'avait plus sans doute ce caractère spécial de nouveauté à outrance qu'un extrême bon goût contient seul dans de justes bornes; mais il fallait méconnaître, pour s'en apercevoir, le cachet de grâce exquise, de distinction suprême que Barberine savait imprimer aux plus simples accessoires de la mise la plus ordinaire. Où donc était ce changement dont nous venons de parler? en quoi consistait-il? A quels momens, dans quelles circonstances était-il le mieux en relief?

Si Frank eût été chargé de répondre à ces questions, voici, ce semble, comment il aurait, et bien timidement, formulé son opinion : — Barberine est toujours charmante, son affection ne se dément pas; aucune de ses paroles n'implique le moindre regret du grand parti qu'elle a pris en se donnant à moi. Sa tendresse, même sa douceur, ne me laissent pas un désir à former. Pourtant je ne la quitte jamais sans la retrouver « un peu abattue. » C'est son mot, et il revient sans cesse. Je surprends parfois, au bord de ses yeux rougis, les traces de quelques larmes récentes. Si je m'en inquiète, si je la questionne, si je m'enquiers de ce qui a pu survenir en mon absence, si la logique de mon esprit se refuse à concevoir un effet sans cause, je n'obtiens jamais que la même réponse : « je n'ai vraiment rien,.. aucun chagrin, aucun ennui, aucune contrariété;.. un peu d'abattement, voilà tout. » Quelques bonnes paroles pendant le dessert, quelques câlineries au sortir de table ont bien vite remis les choses; mais l'heure du travail venu, quand je m'absorbe dans ma lecture, quand se fait autour de nous un silence interrompu seulement par le bruit de ma plume courant sur le papier, l'abattement revient. Barberine essaie en vain de se distraire par quelque ouvrage à l'aiguille. Tapisserie, broderie, tombent de ses mains lassées; elle contemple vaguement les jeux de la flamme dans le foyer, et se retire à la longue avec des soupirs comprimés qui me vont au cœur...

Frank se consolait néanmoins et tâchait de rassurer par mille raisonnemens subtils sa conscience alarmée. C'était un temps à passer, un pli à prendre. Barberine après tout n'avait aucun tort. Il était naturel que le séjour d'Adullam-street, — même embelli par l'amour, — ne lui semblât pas tous les jours un paradis. Il était non

moins naturel que, faite aux empressemens d'une jeunesse oisive, elle trouvât un peu restreint l'ordinaire des attentions conjugales, forcément limitées par les exigences du métier. Et Frank lui eût vraiment passé de bien autres fantaisies lorsque, par-dessus son livre entr'ouvert, jetant sur elle un furtif regard et la voyant si belle, si peu semblable au commun des femmes, il s'applaudissait d'avoir enlevé un pareil trésor aux nobles et riches prétendans qui se le disputaient.

Peut-être ce cher garçon aurait-il pu se dire que la distinction parfaite, l'élégance suprême, le raffinement des instincts et du goût, ne sont pas des mérites absolus, mais relatifs. Peut-être aurait-il pu s'apercevoir que Barberine, — par cela même qu'elle avait de quoi suffire aux plus hautes situations où sa beauté l'eût portée, — n'était pas à l'unisson du milieu social qu'elle abordait maintenant, et que ce désaccord flagrant entre ses manières et sa position constituait pour elle, comme pour son mari, une gêne incessante.

Nous connaissons les anxiétés de la pauvre mistress Churchill lorsqu'elle attendait encore sa brillante belle-fille. Malgré le bon vouloir réciproque de ces deux êtres si bien faits pour se comprendre et s'aimer, ils n'avaient pu, même dès le principe, éviter quelques froissemens. — Pourquoi donc m'appeler *madame?* demandait affectueusement la mère de Frank dès la fin de leur première entrevue à cette bru si imposante. Vous vous dites ma fille, et je ne demande qu'à devenir votre mère. — Vous le serez, chère mistress Churchill, repartit Barberine; mais daignez m'excuser si, par respect pour la mémoire de celle que j'ai perdue, je ne vous donne pas le nom qu'elle seule a jamais reçu de moi... Véritablement cela me serait impossible....

Bien qu'atténué par les plus douces intonations de voix et l'attitude la plus caressante, ce refus était fait pour comprimer chez mistress Churchill une foule de bons sentimens sur le point de s'épanouir. Elle avait deviné l'existence d'une barrière invisible entre elle et la femme de son fils. Aussi, sans se formaliser le moins du monde, avec une résignation douce et triste, elle s'était retirée en elle-même, bien décidée à ne plus aller au-devant d'une seconde déception.

Légère blessure après tout, et qui semblait avoir à peine effleuré la peau; mais combien verrez-vous de plaies béantes et saignantes qui n'ont pas eu d'autre origine! Et à quelles complications infinies n'arrivent pas au sein des familles ces malentendus si légers en apparence! Mistress Churchill s'était bien promis d'initier Barberine aux « mystères » du ménage; mais jamais elle ne put venir à bout de lui apprendre à obtenir des fournisseurs le plus léger

rabais, à vérifier le prix des choses et à tenir en échec les propensions rapaces de la cuisinière. Ces ennuyeux, mais utiles détails déplaisaient singulièrement à la nouvelle épousée, qui aimait à dormir tard et passait à son piano une bonne partie du jour, sans croire aucunement, comme le pensait sa belle-mère, que ce fussent là d'irrémissibles délits. De tels rapports engendraient à chaque instant de nouvelles méprises. Barberine par exemple, qui s'était vue suspecte de « cérémonies, » avait cessé, après les premières entrevues, d'inviter mistress Churchill à venir la voir, et celle-ci, s'abstenant de toute visite, demanda bientôt à Frank « ce qu'elle avait fait pour être exilée de chez lui. » Calmée, pacifiée par mille excuses et mille tendres protestations, elle vint, revint tous les jours, à toute heure, et Barberine se plaignit à son tour de cet excès de surveillance, avouant d'ailleurs humblement ce qui lui manquait pour être une ménagère modèle. Elle croyait faire merveille en n'ajoutant rien à leur modeste ordinaire lorsque mistress Churchill venait dîner chez ses enfans, — et de fait, en agissant d'autre façon, elle se fût exposée à des reproches; — mais sa belle-mère, causant du jeune ménage avec ses amies, ne s'en étonnait pas moins de ces repas si succincts, si économiques. — Je ne sais vraiment, disait-elle, à quoi peut passer l'argent de Frank; mais ce n'est pas en frairie, je vous en réponds... Ses dîners quelquefois m'attristent.

Mistress Harding, la femme du rédacteur en chef du *Statesman*, fréquemment honorée de ces doléances maternelles, prenait fort à cœur les déboires de mistress Churchill. Sans le moindre atome de fiel, mais un peu préoccupée de son importance, elle avait mal débuté avec Barberine, qu'elle voulait, elle aussi, protéger, instruire, mettre au courant, morigéner au besoin, et vis-à-vis de qui, somme toute, elle ne savait trop « sur quel pied danser, » comme elle le disait elle-même en son style quelque peu bourgeois, car au bout du compte la déférence muette avec laquelle ses charitables conseils étaient accueillis ne lui semblait pas toujours de bon aloi, et Barberine deux ou trois fois, par quelqu'une de ces reparties dont sa terrible tante Susan ne possédait pas seule le secret, avait littéralement « interloqué » mistress Plutarque...

Mistress Plutarque!... Oui, c'est bien là le surnom qu'avaient donné à la femme de leur rédacteur en chef dans un jour de gaîté les collaborateurs du *Statesman*. Mistress Harding le devait à son horreur pour toute lecture frivole et à son étonnement majestueux quand on lui demandait son avis sur quelque roman nouveau. — Jamais, disait-elle, jamais vous ne verrez de ces livres-là sur ma table. — En effet, on n'y voyait qu'un seul volume, — toujours le même, — de la *Vie des hommes illustres*. L'ingénieux sobriquet

en question avait arraché à Barberine un de ces sourires, — devenus de plus en plus rares, — qui raffermissaient le courage de Frank et lui donnaient bon espoir dans l'avenir.

Malgré son ferme propos d'optimisme, il ne pouvait se dissimuler que sa femme n'agréait pas complétement à ses amis. Pas un d'entre eux ne refusait hommage à l'éclatante beauté, aux manières parfaites, à l'irréprochable élégance de Barberine; mais elle ne leur était pas tout à fait sympathique, et leur admiration, çà et là tempérée par quelque discrète épigramme, n'avait rien de commun avec l'assentiment sans réserve, le culte fervent, la courtoisie recherchée, auxquels miss Lexden s'était trop longtemps habituée pour que mistress Frank Churchill pût s'en voir privée sans regret. De ce qu'elle ne frayait pas avec eux sur un certain pied de camaraderie familière, ces irrévérens chevaliers tiraient cette conclusion désobligeante, qu'elle se croyait « d'une autre pâte » que celle dont ils étaient eux-mêmes pétris. Sa dignité naturelle leur semblait affectée. Le silence qu'elle gardait volontiers, — et qu'elle n'aurait pu rompre la plupart du temps, vu le sujet habituel de leurs causeries professionnelles, sans risquer des naïvetés qu'ils eussent cruellement relevées, — ils lui en faisaient, l'attribuant à son dédain, une espèce de crime. Quelques-uns la croyaient sotte et obtuse, d'autres, moins malveillans, la traitaient seulement de « prétentieuse péronnelle. » Le samedi soir, Frank les réunissait volontiers dans l'espèce d'atelier qui était en même temps son cabinet de travail et son salon; Barberine y restait en vertu de cette jalousie secrète qu'éprouve toute nouvelle mariée à l'endroit des « soirées de garçons; » elle y restait malgré une épaisse fumée de tabac et malgré l'insupportable ennui qu'elle éprouvait à n'entendre jamais parler que de tel article, de tel livre, discutés, loués à outrance. La première demi-heure passée, personne ne prenait plus garde à cette beauté silencieuse. Tout au plus sa présence arrêtait-elle certaines licences de langage qu'on se fût permises, si elle n'avait fait partie de la réunion; mais du reste, — chose inouie pour elle, — la conversation ne lui était aucunement destinée ni dédiée. Nul ne prenait souci de lui interpréter le jargon, souvent inintelligible, dont se servent ces *initiés* d'une espèce particulière. Si parfois on l'interpellait, — sans trop de gêne vraiment, et d'un ton qu'elle trouvait singulièrement leste, — c'était avec quelque préméditation maligne, le désir de la mettre dans l'embarras en l'obligeant à traiter quelque sujet hors de sa portée. On lui demandait, par exemple, si elle avait lu le dernier article de son mari. Or il faut avouer que Barberine, malgré d'héroïques efforts, n'était pas encore parvenue à débrouiller les arcanes de la politique extérieure, domaine réservé à Frank dans la rédaction du *Statesman*. La question des princi-

pautés danubiennes n'avait pu intéresser à aucun degré cette fille d'Ève, fort indifférente, le croira-t-on? aux faits et gestes du prince Couza, et qui s'étonnait de l'indignation éloquemment dépensée par son mari au bénéfice de la race roumaine. Parfois elle s'était surprise à baîller en dépliant le numéro que M. Harding lui envoyait régulièrement à titre d'hommage personnel.

N'allez pas croire cependant que Barberine eût bouche close lorsqu'un de ces mauvais plaisans dont nous parlons s'avisait de vouloir la relancer dans son coin. Les devoirs de l'hospitalité ne l'enchaînant que dans une certaine mesure, elle savait aussi bien que personne remettre un impertinent à sa place. En pareil cas, Frank se montrait à la fois inquiet et radieux. Il était heureux de retrouver « sa Barberine » de Bissett-Grange, et se demandait d'un autre côté si les blessures qu'elle infligeait à des amours-propres essentiellement irritables ne lui attireraient pas un jour ou l'autre quelque terrible revanche. Peut-être Barberine le craignait-elle aussi, car, après ces passes d'armes d'où elle était sortie avec tous les honneurs de la guerre, elle quittait d'ordinaire la réunion, et lorsque Frank allait la rejoindre un peu plus tard, il lui arrivait parfois de la trouver encore éveillée, ou feignant le sommeil, sur un oreiller humide de larmes. Un jour surtout que la conversation avait roulé sur l'incompatibilité du mariage avec le culte assidu de la littérature ou des arts : — Dites-moi, Frank, dites-le-moi sans détours, s'écria-t-elle en se jetant au cou de son mari, ces odieux railleurs ont-ils raison? Je suis quelquefois tentée de les croire; mais alors, Frank, notre mariage a été une folie insigne!... Et malgré moi, oh! oui, bien malgré moi, je suis destinée à faire votre malheur!

Le premier coup porté à Barberine lui vint du côté où elle l'attendait le moins. Frank travaillait seul un matin dans son cabinet, lorsque sa mère y pénétra, comme de coutume, à fort petit bruit. Pendant quelques instans, il l'entendit, ainsi qu'autrefois, rôder de tous côtés, remettant chaque chose en ordre, enlevant la poussière aux meubles, changeant l'eau des vases de fleurs, et murmurant à voix basse quelques observations sur la négligence qui rendait nécessaires tous ces menus soins. Ceci continua jusqu'au moment où le jeune écrivain, moins préoccupé de son travail, finit par lever la tête. Mistress Churchill alors se permit de l'embrasser. — Toujours à la besogne! toujours la plume à la main! C'est donc comme jadis, comme dans ce beau temps où je vous voyais à mon aise?

— Je ne suis pas devenu invisible, répondit gaîment le jeune homme sans faire attention au demi-soupir qui accompagnait ce demi-reproche. Non vraiment, pas plus pour vous que pour Barberine.

— A propos, comment va-t-elle? demanda, se ravisant, mistress Churchill.

— Moins bien que je ne voudrais. Elle s'est éveillée avec une de ces migraines auxquelles elle est sujette... Je l'ai engagée à déjeuner dans son lit.

— Et sans doute elle ne s'est pas fait tirer l'oreille pour obéir... Autrefois à son âge on était un peu moins douillet. Après cela, elle vous avait peut-être attendu fort tard.

— Dieu merci, non... Quand je suis revenu de nos bureaux, elle était endormie, et depuis longtemps...

— Depuis le départ de la personne qui avait passé la soirée avec elle.

— De qui parlez-vous, bonne mère?

— Comment?... elle ne vous aurait pas dit?... Le capitaine Lyster était ici hier au soir. Je suis venue chercher un volume dont j'avais affaire, et je l'ai trouvé jasant avec votre femme... Vraiment, elle ne vous en a pas parlé?...

— Bon, elle dormait à poings fermés... Du reste, elle ne fait pas mystère de ses visites et me l'a nommé maintes fois.

— En effet, il vient assez fréquemment depuis quelques semaines.

— Un charmant garçon, reprit Frank en toute innocence.

— Vous trouvez?... Je ne vous savais pas lié avec lui.

— Ah çà! bonne mère, où avez-vous la tête ce matin?... Que viendrait faire ici un homme avec lequel je ne serais pas dans des termes assez intimes pour autoriser sa présence?

— Le capitaine pourrait être un ami de votre femme.

— Les amis de ma femme sont les miens.

— Cela ne va pas absolument de soi, repartit avec calme la digne veuve; mais, s'il en est ce que vous dites, ce monsieur devrait venir *quelquefois* lorsque vous êtes chez vous.

Frank, à ces mots, se sentit rougir.

— De mon temps du moins, reprit mistress Eleanor Churchill, on ne recevait pas dans ces conditions des visites qui peuvent donner lieu à mauvais propos... Maintenant je m'en vais, se hâta-t-elle d'ajouter pour esquiver une réplique désagréable... Si Barberine avait été levée, je l'aurais menée prendre l'air... Ce n'est pas que nos courses dans Londres paraissent l'amuser beaucoup. Elle a peur des voitures, peur des chevaux, peur des passans... A vrai dire, elle est fort regardée; mais je suis là. — Et sur ces mots la vieille dame sortit, laissant maître Frank assez mal à l'aise.

Barberine étant descendue à l'heure du *lunch :* — On me dit, mon enfant, que vous avez eu hier au soir le capitaine Lyster, commença-t-il du ton le plus modéré.

— C'est vrai, j'avais oublié de vous le conter... Il est même resté assez tard.

— Ne trouvez-vous pas qu'il vient un peu souvent?

— En vérité, je l'ignore, dit Barberine, levant les yeux. Je ne m'amuse pas à tenir registre de nos entrevues. Vous en êtes d'ailleurs régulièrement informé.

— Oserais-je solliciter de vous une complaisance?

— De quoi s'agit-il?

— Oh! de presque rien... De dire à Lyster tout uniment que ses visites me seraient encore plus agréables, s'il venait lorsqu'il est sûr de me trouver.

— Comment faudra-t-il expliquer cette aimable requête? demanda Barberine en soulignant le mot *aimable*.

— Mon Dieu! bégaya Frank, qui commençait à se troubler. Je ne saurais trop... D'ailleurs, vous comprenez,... il y a des choses parfaitement innocentes en elles-mêmes, et le monde est tellement stupide...

Barberine, impitoyable, le laissait s'enferrer. A la fin cependant elle reprit la parole.

— Permettez-moi de décliner la mission que vous me destiniez... Je me garderais bien de me donner un pareil ridicule... Si je ne savais à quelle influence vous obéissez, mon pauvre Frank, je serais honteuse de vous et de l'honnête proposition que vous venez de me faire...

— Vous vous trompez, Barberine; j'agis indépendamment de toute influence... Je voudrais...

— Je voudrais, moi, interrompit-elle en se levant de table, que vous eussiez assez de bon goût pour confier à toute autre personne que votre femme le soin de porter à vos amis un message insultant.

— Enfin, Barberine, si j'insistais...

— Je vous conseille de ne pas insister. Vous semblez ignorer à qui vous avez affaire.

Sur quoi la jeune femme sortit, jetant la porte derrière elle avec une vivacité qui n'était guère dans ses habitudes.

VIII.

Honni soit qui mal pense de Barberine et des assiduités du capitaine Lyster! Mais telle est notre propension à juger défavorablement le prochain que nous ne saurions, sans péril pour la femme de Frank Churchill, la laisser sous le coup de certains soupçons, même invraisemblables, et nous avons hâte de fournir les éclaircissemens qui l'eussent justifiée vis-à-vis de Frank, si elle eût voulu lui reconnaître le droit de les demander.

On sait à peu près dans quels termes étaient miss Alice Townshend et Charles Beresford à l'époque où la première était devenue

mistress Schröder. Dès qu'il eut vu se conclure cette union mal assortie, le commissaire de la *tin-tax*, par un calcul mental familier aux gens de son espèce, classa l'héritière qu'il avait naguère couchée en joue dans une catégorie où figuraient déjà plusieurs femmes mariées de sa connaissance. C'étaient, pour la plupart, de jeunes et jolies personnes pourvues d'époux trop âgés pour elles, — ou plongés dans un océan d'affaires, — ou, ce qui revient exactement au même, emportés dans un tourbillon de plaisirs et plus attentifs pour la femme du prochain qu'ils ne le sont pour la leur. Ces dames, — entendons-nous, celles qui en valaient la peine, — étaient, par un accord tacite, recherchées, soignées, entourées par une classe correspondante de jeunes gens avisés, prévoyans, patiens, dont Beresford était un type assez réussi. Éloignons l'idée de projets tout à fait criminels. Il y a dans l'éducation de la jeune fille anglaise, — nonobstant ce qu'en peuvent penser les habitués de la *Divorce-court*, — il y a, disons-nous, une tradition *familiale*, un respect des parens et du foyer domestique qui maintiennent les vertus les plus fragiles et qui imposent à la corruption elle-même, étonnée de faiblir devant ce prestige sacré. Néanmoins le besoin de n'être pas confondue avec le vulgaire et le désir de ne pas rester « incomprise » existent en Angleterre comme ailleurs : ils y ont créé peu à peu une sorte de monde interlope qui est au *demi-monde* d'un pays voisin ce qu'un club, par exemple, serait à une taverne. Les mêmes instincts trouvent à s'y satisfaire; seulement la liberté humaine s'y meut dans de plus étroites limites, et le décorum y est un peu mieux respecté. On y reste à mi-chemin du sentimentalisme allemand et de la licence parisienne; les gens de la haute bohême, tels que nous les représentent certains romanciers français, s'y trouveraient probablement gênés par un excès de prudence et de correctes allures.

Une fois décidé à introduire mistress Schröder dans cette région spéciale dont les frontières indécises sont assez faciles à franchir, Beresford se constitua insensiblement son chevalier, — son « tenant, » disait-on autrefois, — et ne recula devant aucune des corvées afférentes à ce rôle. Jamais dans un salon où ils se trouvaient ensemble, jamais il ne la perdait de vue; il s'attachait à deviner, à devancer ses moindres désirs, de manière à bien la convaincre qu'elle l'absorbait tout entier; jamais non plus il ne lui parlait sans baisser la voix, dût-il l'entretenir des plus simples bagatelles. Il mettait un zèle infini à scruter, à contrôler, à louer les moindres détails de son ajustement ou de sa coiffure, à l'instruire, toujours en riant, de ce qui pouvait lui épargner une démarche maladroite, une parole inopportune. Et comme il lui offrait ainsi, sous une forme agréable, les suggestions d'un goût presque infaillible, ses

conseils étaient reçus avec une vive reconnaissance, suivis avec une docilité de bon augure. Mistress Schröder en effet, ne l'avons-nous pas insinué déjà? était imbue de certaines tendances romanesques, tant bien que mal combinées avec ce que nous oserons appeler le « cynisme » du XIXe siècle, ce besoin caractéristique d'affronter les idées reçues, de les battre en brèche comme autant de gothiques préjugés. Une faute héroïque, impliquant de coûteux sacrifices, elle ne l'aurait jamais commise: de même elle était garantie à bien des égards, par toute sorte de défenses mixtes, dues à la nature et à l'éducation, contre une chute vulgaire; mais elle comptait parmi ces êtres parasites qui cherchent invinciblement un appui extérieur, et après l'avoir trouvé quelque temps chez Barberine, dont la vaillance la fascinait, elle n'imagina pas un moment de le demander, quand celle-ci lui fit défaut, à M. Schröder, un homme d'argent presque aussi vieux que son père. Ce n'était pas ce digne banquier, laborieusement claquemuré huit heures par jour dans les bureaux de la Cité, qu'elle eût consulté sur la couleur d'une robe ou la monture d'un joyau. Ce n'était pas à lui qu'elle eût pu jeter furtivement ce « petit regard à travers la foule (1) » dont les poèmes d'Owen Meredith ont célébré la douceur. Aussi en vint-elle assez promptement, quoique par degrés, à se ménager les occasions de rencontrer Beresford, à se plaire avec lui, à goûter ses complimens et ses délicates attentions. Et M. Schröder baissait d'autant dans la mince petite cervelle de sa chère moitié. Quant à l'objet de cette affection naissante, il en était, faut-il le dire? aussi ennuyé que flatté. Son amour-propre y trouvait quelque douceur, mais il eût voulu, par une étrange inconséquence, un peu moins d'expansion dans la reconnaissance dont il était l'objet. — Les choses marchent trop vite et trop à découvert, se disait-il parfois avec impatience. Cette jeune écervelée ne garde pas assez de mesure. On jasera d'ici à peu, et je ne serai pas en position d'affronter le scandale. Que s'il fallait l'enlever ou s'exposer à quelques poursuites, ce serait une ruine complète, le pire des malheurs, une véritable catastrophe.

Les choses en étaient là quand un beau soir Beresford et Simnel entrèrent bras dessus bras dessous au club des *Flybynights* (coureurs de nuit). Cet établissement unique dans son genre, trépassé maintenant, et qui ne méritait pas une si éphémère existence, n'avait pas, comme tant d'autres, un hôtel entier pour s'y développer à l'aise. Il était installé dans un vaste salon, — une antique et sombre pièce, — dépendant de la taverne d'*Orphée*. Point de luxe, à peine les meubles nécessaires, un service banal et fort irrégulier, mais

(1) « Little look across the crowd. »

par contre, en fait d'habitués, — membres honoraires ou membres souscripteurs, — l'élite des intelligences les mieux douées, ou du moins l'élite des hommes arrivés par leur mérite à de grandes positions indépendantes. Une qualité officielle n'était pas un titre d'exclusion, puisque Beresford était du club; mais un administrateur sérieux devait s'en exclure lui-même, puisque Simnel avait toujours refusé d'en faire partie. En toute candidature, la seule question posée était celle-ci : — qu'a-t-il fait? quelle est sa valeur? — Si la réponse était satisfaisante, la profession importait peu. Aussi le mélange était-il des plus bizarres : deux ou trois avocats célèbres surtout au « grand criminel, » cinq ou six peintres d'histoire ou de paysage, autant de célébrités *équines* triées parmi celles qui peuvent parler d'autre chose que *stud-book* ou *betting-book*, quelques boursiers ou *city-men* habitués à déserter quelquefois l'autel de Mammon pour celui du dieu Bacchus, des membres du parlement d'opinions très diverses, mais auxquels il était scrupuleusement interdit de parler politique, des publicistes à plus petite dose, enfin un certain nombre de gens du monde sans profession définie, mais réputés pour l'indépendance de leur esprit et de leur attitude, — telle fut, en ses plus beaux temps, la composition de ce cercle où régnaient le plus complet sans-gêne, le franc-parler sous toutes ses formes, et dont les membres étaient tenus de laisser à la porte, avec leurs manteaux, toute prétention personnelle, toute susceptibilité gourmée.

Simnel, qui s'y montrait rarement, et toujours sous le patronage de Beresford, y était accueilli à bras ouverts. Ce soir-là surtout, il obtint un véritable triomphe en se raillant impitoyablement d'un langoureux poète qui avait fait le matin même, devant un auditoire composé de nobles et belles dames, une lecture sur les « mouvemens du cœur. » Le malheureux était déjà persiflé à dire d'experts et ne savait plus quelle contenance garder quand Simnel conclut froidement par une écrasante saillie. — Tenez, Plimlimmon, vous êtes distingué, mais froid, monotone et lent... A vous tout seul, vous ne produirez jamais d'effet... Croyez-moi, si vous parlez désormais, cher ami, que ce soit,... que ce soit *avec accompagnement de piano!...*

L'éclat de rire qui suivit ces derniers mots n'avait pas encore cessé, lorsque Beresford se vit aborder par une des célébrités médicales de Londres, le docteur Prater, le plus répandu, mais le moins discret des disciples d'Esculape. Ses commérages et ses dîners, aussi recherchés les uns que les autres, avaient mis à la mode ce spécialiste habile, voué presque uniquement aux maladies du cœur et des poumons. Étonné de ne pas connaître Simnel, — lui qui connaissait à peu près tout le monde, — et attiré vers lui par le

succès de l'épigramme que le secrétaire de la *tin-tax* venait de se permettre, il désirait lui être immédiatement présenté. Une conversation assez intime ne tarda pas à s'engager entre ces trois hommes, le docteur parlant beaucoup, selon sa coutume, et les deux autres l'écoutant avec la déférence due à quiconque peut vous tuer, — ou vous guérir, — d'un jour à l'autre.

Comme la dernière rencontre du médecin et de Beresford avait eu lieu dans les salons de Saxe-Coburg-square, le nom de mistress Schröder fut naturellement prononcé. — Charmante femme! dit Prater, ouvrant une parenthèse légèrement ironique... C'est bien votre avis, cher Beresford?...

— Charmante soirée! repartit l'autre, parant le coup de son mieux.

— Oui, pour un *parvenu*, son mari ne fait pas trop mal les choses... Après cela, quand on est si riche, si riche...

— Dites donc quand on est juif, s'écria Simnel. Juif et Polonais tout à la fois, c'est en vérité, par le temps qui court, un peu trop de bonheur... Avoir tant de millions, une si charmante femme, une si belle existence, et cela probablement pour en jouir bien longtemps!... Ce gaillard-là, tout âgé qu'il est, me paraît fièrement solide.

— Peuh! interrompit le docteur en hochant la tête.

Une réticence est quelquefois éloquente; un simple monosyllabe, dans telle circonstance et pour tel individu, peut valoir de longs discours. Simnel, dont le regard attentif était en ce moment fixé sur le visage de leur interlocuteur, se tourna machinalement du côté de Beresford. Celui-ci, comme frappé d'un choc électrique, sentit entre ses deux épaules une sorte de sueur froide.

L'oracle se taisait maintenant; mais il ne devait pas être bien difficile de lui rendre la parole.

— Douteriez-vous de la solidité *financière* des Schröder? demanda Simnel, feignant tout exprès d'avoir mal compris.

— Oh! de celle-là nullement, répondit Prater, plus sentencieux que jamais.

— Mais le reste me semble tout aussi bien garanti, reprit Simnel. Beresford, que vous en semble?

— Permettez-moi de récuser le témoignage de monsieur, s'empressa d'objecter le docteur, à qui l'on semblait faire tort quand on lui retirait la parole. L'œil du médecin voit des choses qui restent cachées aux simples mortels...

— C'est ce qu'on dit effectivement, recommença Simnel, rapprochant sa chaise de celle où le médecin s'était assis, et j'ai toujours pris intérêt à ces phénomènes de clairvoyance.

— Pour moi, dit Prater, enchanté de son auditoire, je déteste le

charlatanisme, et ce sont principalement les charlatans qui cherchent à se poser par des prédictions de cet ordre... Mais vous n'êtes pas gens à vous y méprendre, et ce n'est pas avec des hommes de votre espèce que je craindrais de voir mes révélations mal interprétées... En réalité, la vie de Schröder ne tient qu'à un fil.

Ses deux auditeurs tressaillirent, et Simnel, entre ses dents serrées, comprima une exclamation presque blasphématoire.

— A un fil! continua le médecin, rapprochant son index de son pouce, comme s'il eût tenu le fil dont il parlait. D'un instant à l'autre, il peut disparaître... Vous savez dans quelles immenses affaires il est engagé; or il suffirait d'une émotion forte, d'un chagrin subit, d'une colère ou d'une peur instantanée, pour qu'il arrivât de lui ce qui arrive de la bougie sur laquelle on souffle...

— Et... le sait-il? demanda timidement Beresford.

— Vous n'y songez pas!... En le lui disant, je l'aurais tué net... Non, non, je le soigne pour un gros rhume, et je me borne à lui prescrire le plus grand calme.

— C'est affreux pourtant lorsqu'on y songe, reprit Simnel d'un air pensif.

Puis, une fois dans la rue et cheminant en compagnie de Beresford : — Savez-vous, lui dit-il, que vous avez du bonheur?

Beresford s'arrêta court, et le regardant entre deux yeux : — Que voulez-vous dire, mon cher Simnel?

— Pour vous l'expliquer, repartit l'autre, nul besoin de faire halte à quatre pas d'un *policeman* étonné... Je veux dire, continua-t-il quand ils se furent remis en marche, que M. Schröder me paraît atteint d'un anévrisme et sous le coup d'une mort subite. Il me semble d'autre part, — si j'en crois vos propos et beaucoup d'autres, — que vous êtes fort bien vu de sa femme.

— Eh bien?

— Vous n'avez pas l'esprit aussi ouvert que d'ordinaire, très honoré maître Charley. La partie est belle, si vous savez la jouer,.. et on peut prendre quelque peine pour devenir millionnaire. J'aurais donné ce matin à cinquante pour cent de perte les mille livres que vous me devez. On m'en offrirait neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qu'on ne les obtiendrait pas à l'heure qu'il est... Veuillez seulement vous rappeler qu'une *flirtation* et une *courtship* sont deux choses tout à fait différentes... Méditez là-dessus une fois couché; nous en causerons demain matin.

Beresford fut naturellement exact au rendez-vous; mais il semblait que la nuit, au lieu de lui porter conseil, n'eût fait que lui suggérer des scrupules. Se parant d'une délicatesse qui ne pouvait faire illusion à Simnel, il trouvait honteux, disait-il, d'aspirer à « chausser les souliers d'un mort. »

— C'est pourtant ce qu'il y a de mieux à faire, répliqua son terrible interlocuteur, quand on a des souliers percés.

— A ma place, recommença Beresford, vous ne songeriez pas...

— Est-ce que j'y suis, à votre place? repartit Simnel en haussant les épaules. Est-ce que j'ai à mes trousses tous les usuriers de la ville? Suis-je criblé de dettes, réduit à éviter mes fournisseurs, exposé à une ignominieuse faillite et à la perte de l'emploi qui me fait vivre?.. Allons, allons, pas de comédie!.. Vous savez fort bien que votre action n'est plus libre... Vous savez même que votre parti n'est plus à prendre... Qui pensez-vous tromper avec cet étalage d'incertitudes?

Beresford baissa la tête, et ce fut toute sa réponse. Simnel redevint aussitôt beaucoup plus calme et beaucoup plus cordial.

— Je veux bien, reprit-il, qu'on puisse trouver dans une telle combinaison quelque chose qui répugne; mais vous conviendrez avec moi qu'une foule de gens portant la tête haute et salués de quiconque les rencontre ont acquis leur position par des moyens encore moins avouables. Donc il faut courir cette chance unique et suprême... Comment? Voilà toute la question... Vous étiez jusqu'à présent en commerce de coquetteries réglées, et les affaires s'engageaient vivement... Maintenant, si je puis me permettre de tracer sa marche à un galant aussi expert que vous, un changement complet de tactique devient indispensable. Deux alternatives, pas davantage : ou bien compromettre cette femme...

— Simnel! interrompit Beresford, les dents serrées.

— Permettez... je ne prétends pas toucher au duvet immaculé de votre vertu... J'examine, j'étudie, rien de plus. En la compromettant d'une certaine façon, vous obtenez prise sur elle, vous la mettez dans une sorte de dépendance dont elle ne peut s'affranchir à un moment donné; mais le procédé n'est pas seulement injuste et cruel, — ce sont là des inconvéniens relatifs, — il me semble périlleux, ce qui m'en éloigne. Prématurément découvert, il fait crouler tout l'édifice.

— Ah! soupira Beresford, évidemment soulagé. Passons à l'autre expédient.

— L'autre est une méthode absolument opposée, dont vous ne vous êtes jamais servi, j'en suis certain. Si, comme je le devine, vous en êtes encore aux longs regards, aux tressaillemens, aux grimaces langoureuses, il faut immédiatement vous déclarer,... entendons-nous bien,... vous déclarer sans aucune emphase, et surtout sans aucune de ces manifestations passionnées qui nous éloigneraient de notre but, essentiellement vertueux, c'est connu. Voici à peu près le thème : vous êtes trop profondément épris pour pouvoir vous taire et trop pénétré de respect pour oser rien espérer...

Ah! si vous l'eussiez rencontrée plus tôt!... Maintenant que faire?... L'aimant pour jamais, il faut pour jamais la quitter, il faut chercher sous d'autres cieux...

— Vous oubliez que je ne puis m'absenter...

— Elle ne l'oubliera pas, elle, et ne songera pas un moment à se priver de votre chère présence... En ce qui touche le passé, ou je connais mal ces dames, ou vous la verrez d'accord avec vous sur tous les points. Vous la verrez aussi se défendre avec chaleur d'avoir la moindre pensée coupable à se reprocher; mais il lui en coûterait, elle en conviendra, de vous condamner à un exil éternel. En conséquence elle vous suppliera de rester et d'être... son frère.

— Son frère!...

— Excellente position qu'elle vous offrira là! Quel beau prétexte à une affection de plus en plus tendre! comme vous la verrez déférer à tous vos avis, consulter vos goûts, écarter les importuns qui viendraient troubler vos conférences, et surtout, — c'est là l'essentiel, — faire le vide autour d'elle et se garder avec soin de toute rivalité susceptible de vous porter ombrage! De qui pourrait-elle espérer tant de résignation et une délicatesse poussée aussi loin?... Si bien que dans telle circonstance prévue vous avez une avance énorme et vous gagnez de toute nécessité le prix de la course.

— Tout à fait admirable et d'une profondeur étonnante! s'écria Beresford, surpris qu'un ancien avoué de province esquissât un pareil plan de campagne. Mais, pardon de la curiosité, d'où vient que vous portez un si chaleureux intérêt à mes petites affaires?

— Vous oubliez donc mon auguste qualité de créancier? repartit Simnel.

— Non certes, l'oubli ne m'est malheureusement pas permis en pareille matière; mais il me semble qu'il doit y avoir autre chose là-dessous. Cela n'aurait-il pas quelque rapport avec ces noms de Pigott et Wells que vous m'avez chargé de prononcer devant M. Townshend?

— Pigott et Wells, de Combcardigham?... Peut-être bien, dit le secrétaire en détirant ses bras pour mieux bâiller.

Il est assez naturel de penser que pas un mot de ce remarquable entretien n'arriva aux oreilles du capitaine Lyster; mais le penchant qu'il avait eu pour Alice Townshend, — malgré l'opinion généralement adoptée sur l'amour sans espérance, — subsistait encore au fond de son cœur. Il la suivait de l'œil avec un tendre intérêt, et bien avant que personne y eût pris garde, il s'était rendu compte des manœuvres de Beresford autour de cette jeune femme, si mal défendue par elle-même et si peu surveillée par son laborieux époux. Sans aucun titre pour se jeter entre elle et l'abîme où il la voyait courir, presque sûr de la compromettre autant par sa protection

qu'elle pouvait se compromettre elle-même par ses imprudences, n'osant se fier à l'entière pureté des motifs qui le poussaient et qui devaient paraître suspects à tout le monde, voire à l'objet de ses cordiales sollicitudes, il cherchait depuis quelque temps par quelle influence autre que la sienne, par quels conseils autres que les siens, il pourrait arrêter les progrès incessans de cette lente et savante séduction poursuivie par Beresford à l'instigation de Simnel. Ce fut alors que, venant à rencontrer Barberine, il crut avoir trouvé en elle l'ange sauveur qu'il appelait de tous ses vœux. Ce fut pour l'associer à ses craintes, à ses préoccupations un peu jalouses, et pour solliciter son appui de plus en plus nécessaire à mistress Schröder, qu'il était venu à plusieurs reprises la chercher au fond d'Adullam-street, choisissant de préférence et sans assez de réflexion les heures où il pouvait se flatter de l'entretenir librement. De là ces allures équivoques dont s'était inquiétée mistress Churchill, de là ce premier mouvement d'irritation, auquel Frank avait cédé si mal à propos, et qui lui avait fait commettre une véritable bévue; de là cette première lutte de volontés qui était venue obscurcir un horizon déjà chargé, il faut en convenir, de quelques légers nuages.

IX.

Les Schröder, qui devaient voyager en Suisse, furent retenus chez eux par les impérieuses exigences de la spéculation, et quand le moment arriva où il fallait quitter pour la saison d'été leurs somptueux appartemens de Saxe-Coburg-square, ils s'estimèrent fort heureux de trouver à louer une belle villa, — bâtie à l'italienne, avec parc, haute futaie, serres, pièce d'eau et tout ce qui s'ensuit, — dont un joueur malencontreux, subitement exilé par un coup de bourse, leur céda volontiers le bail.

Ils inaugurèrent leur installation à Uplands, — ainsi se nommait leur nouvelle résidence, — par une *garden-party*, une matinée champêtre, à laquelle furent invités et se rendirent leurs nombreux amis. Barberine, comme de raison, ne manqua point à la fête et reçut de son amie l'accueil le plus empressé. La petite querelle conjugale dont nous avons parlé plus haut n'était plus pour elle qu'un vague souvenir, effacé déjà par mille tendres expiations; mais on eût pu penser que Frank y songeait encore quelquefois en le voyant aborder Lyster avec un embarras visible et n'accepter qu'en hésitant la poignée de main de l'innocent capitaine.

Plusieurs parties de *croquet* furent organisées sur les vastes pelouses. Barberine y prit part comme « chef de camp » avec une joyeuse ardeur. Lyster avait été choisi par la maîtresse de la maison pour commander la troupe ennemie. La lutte fut longue, achar-

née; mais la victoire demeura du côté de mistress Churchill, à qui le vaincu demanda presque aussitôt un moment d'audience particulière. Devinant de quel sujet il avait à l'entretenir et confiante dans la loyauté chevaleresque du champion d'Alice, elle le suivit sans hésiter, et Beresford ne les vit pas d'un œil indifférent s'éloigner des groupes formés autour de la villa. Il croyait avoir déjà remarqué chez ces deux personnages une sorte d'entente hostile à ses projets. Lyster le gênait par une surveillance presque incessante, et Barberine, avec tous les avantages d'une expérience consommée, semblait prendre plaisir à déjouer, à contrecarrer les manœuvres de ce tacticien émérite.

Au pauvre Frank s'était attaché obstinément, pendant et après les jeux, l'honnête Alan Prescott, ce jeune expéditionnaire du *Tintax office* que nous avons vu jouer son rôle épisodique dans une autre partie de ce récit. Prescott était tout émerveillé de frayer avec un de ces hommes de talent, un de ces écrivains connus dont la fécondité lui semblait le merveilleux résultat de quelque sorcellerie. Il est beau, disait-il naïvement à Frank, tout en le suivant de sentier en sentier dans l'épaisseur des bocages, il est beau de tenir en échec avec sa plume les puissans de la terre. La dernière attaque du *Statesman* a démonté les plus gros bonnets de notre administration,... et nous vous avons tous reconnu malgré l'anonyme... Voilà ce qui s'appelle écrire, voilà une faculté dont le secret m'échappe... Pour des romans, passe encore; il me semble que je m'en tirerais comme un autre. En effet, de quoi s'agit-il? De reproduire ce qui se passe à chaque instant sous vos yeux,... tenez, par exemple, l'entretien de cet heureux couple qui s'en va là-bas, le long de la charmille... Voyez le cavalier se pencher à l'oreille de la dame, voyez avec quel zèle il plaide sa cause! Ne lui donne-t-elle pas la main? Que je meure s'il ne la porte à ses lèvres!

— Damnation! s'écria tout à coup Churchill.

— Miséricorde! quelle mouche vous pique?

— Rien, rien absolument... Une entorse que j'allais me donner, répliqua Frank, affectant de sourire.

Barberine chercha vainement son mari pendant le reste de l'après-midi; elle voulait lui faire partager l'espèce d'enthousiasme qu'elle éprouvait en se retrouvant ainsi parmi « les siens, » en plein luxe, encensée, adulée comme autrefois. Quand ils remontèrent en voiture, elle était radieuse, et, dans son enivrement triomphal, ne remarqua point le malaise et la souffrance que révélait la physionomie de son époux. Il la contemplait tristement, et, la voyant ainsi dans tout l'éclat de sa beauté souriante, il était presque tenté de lui épargner les reproches amers qu'elle lui paraissait avoir en-

courus. Pourtant, lorsqu'elle lui demanda où « il s'était caché » toute la journée : — Je me promenais dans le parc, lui répondit-il avec quelque âpreté. J'étais fort près de vous, au fond des bosquets, lorsque le capitaine Lyster vous baisait la main...

— Comment dites-vous? s'écria Barberine, réveillée en sursaut. Je ne dois pas m'abaisser à me justifier d'une calomnie pareille; mais, pour vous ôter cet absurde soupçon, il m'est, je crois, permis de vous affirmer que vos yeux vous ont abusé.

— Soutiendrez-vous par hasard, reprit Frank avec plus d'amertume encore dans la voix, soutiendrez-vous qu'il ne s'est pas promené seul avec vous, et que vous n'avez pas eu ensemble une longue conférence?

— Je ne nie rien de tout cela, répliqua Barberine. Il avait à me parler, à me parler d'un objet essentiel; je n'ai pu faire moins que de l'entendre.

— Et de quoi s'agissait-il?

— D'un secret que je ne puis trahir, attendu qu'il touche à l'honneur d'une tierce personne et qu'il doit rester ignoré, même de vous.

— En ce cas, dit Frank, emporté par un soudain élan de colère, je prétends, moi, que ceci ne doit pas continuer. Écoutez-moi, Barberine. Ma femme n'est pas faite pour recevoir de qui que ce soit des confidences auxquelles on ne juge pas à propos de m'initier... Je n'admets pas que le premier venu, capitaine ou autre, promène ma femme à l'écart, en lui parlant tout bas, le long des allées couvertes. Il se peut que les choses se passent ainsi dans le monde où vous viviez; mais, pardieu, j'entends que ces allures ne soient plus à votre usage!

Que n'aurait-il pas donné pour reprendre cette apostrophe irritée, lorsque Barberine, l'instant d'après, lui répondit d'un ton glacial : — Dans le monde où *vous* vivez, il est possible qu'on ait coutume de jurer en parlant à sa femme et de mettre un cocher en tiers dans les reproches qu'on lui adresse à tue-tête; mais j'entends qu'on m'épargne de telles indignités, et je vous préviens que je ne les tolérerai point.

Ceci dit, elle n'ouvrit plus la bouche, refusa la main que Frank lui offrait pour l'aider à descendre de voiture, et, toujours silencieuse, se retira dans sa chambre.

Nous n'envierons pas à maître Frank les réflexions dans lesquelles il s'abîma pendant la demi-heure qui suivit son retour d'Uplands. Était-ce bien ainsi qu'il avait rêvé l'existence à deux, l'intime union des cœurs, le mutuel dévouement? Allait-il avoir à vivre sous le même toit qu'une femme intraitable et révoltée par

les reproches les plus mérités, les plus légitimes, sans confiance en elle, sans autorité sur elle, placé dans ce terrible dilemme d'une servitude ignominieuse ou d'une haïssable et méprisable tyrannie? Le repos, le calme d'esprit si nécessaires à ses ardus travaux de chaque jour, seraient-ils compromis à tout instant par d'avilissantes querelles, des soupçons plus avilissans encore?

Puis, au plus fort de son indignation, un retour généreux lui montra Barberine ayant renoncé pour lui à toutes ses relations de famille, isolée désormais et n'ayant d'autre protection que la sienne, d'autre bien-être que celui dont il pourrait l'entourer... N'avait-il pas déployé contre cet être qui s'était mis à sa merci une rigueur, un emportement hors de saison? Le baiser sur la main qui l'avait si fort suffoqué, pourrait-il en bonne conscience répéter qu'il le lui avait vu recevoir? Elle le niait formellement, et jamais il n'avait entendu mentir Barberine : en aucun cas, son orgueil ne se ravalerait jusqu'au mensonge; mais, si elle disait vrai, n'était-il pas, lui, coupable d'une imputation calomnieuse?...

On devine la conclusion. Frank monta quatre à quatre chez sa femme, laissant là son *meerschaum*, qu'il venait d'entamer à peine. Il trouva Barberine déroulant et rangeant, en face de la psyché, sa luxuriante chevelure, — un peu pâle d'ailleurs, les yeux un peu bouffis, un peu rouges, et les lèvres strictement closes. Elle sembla ignorer que la porte se fût ouverte et continua du plus grand calme sa besogne compliquée. Frank s'avança doucement, puis, debout derrière la chaise où elle était assise, posa la main sur sa blanche épaule. — *Darling!* murmura-t-il avec l'accent de la prière.

Point de réponse. Il vit seulement trembler quelque peu les industrieuses mains qui séparaient et rassemblaient tour à tour ces boucles emmêlées.

— Daignerez-vous prendre garde que je suis là?

— C'est à moi que vous parlez? demanda Barberine très froidement, et en tournant la tête pour lui jeter un vague regard sans flamme et sans expression.

Puis, comme il semblait étonné de la question : — Je suis habituée, reprit-elle, à vous voir toujours conséquent, toujours *logique* (ce dernier mot accentué avec une nuance d'ironie), et puisque vous me parliez en jurant il y a moins d'une heure, veuillez m'excuser de n'avoir rien compris tout d'abord au changement survenu dans votre langage.

— Barberine, vous êtes bien dure et bien implacable pour un mouvement irréfléchi. Ne pourriez-vous excuser ces inégalités d'humeur en les attribuant à leur unique et véritable cause? Si je suis exigeant, ignorez-vous pourquoi?... Et cette ridicule jalousie...

La voix ici lui manquait. Sa femme comprit l'immense effort qu'il venait de faire pour se rétracter, et, lui épargnant l'embarras de finir sa phrase, elle reprit avec plus de douceur :

— Bien certainement vous n'aviez pas cru le premier mot d'une imputation si bizarre et si invraisemblable... Comment imaginer que j'eusse permis?...

A son tour, elle trouva impossible d'aller plus loin. Un sanglot lui coupa la parole, et d'abondantes larmes lui vinrent aux yeux... Ce ne fut pas son mouchoir qui les étancha.

De telles réconciliations ne sont pas rares. On pourrait les appeler « le pain quotidien » des jeunes ménages; mais si tendres qu'elles puissent paraître, est-il bien certain que le prestige d'un mari leur survive toujours? En ce qui touche Barberine et celles qui lui ressemblent, la question est douteuse. Le grand sacrifice qu'elle avait fait à Frank en toute connaissance de cause ne lui avait ni coûté beaucoup de délibérations, ni même laissé de véritables regrets après qu'elle l'eut consommé; mais pour qu'il restât justifié à ses propres yeux, encore fallait-il que l'idole à laquelle il lui avait plu de s'immoler conservât la prééminence infaillible, l'incontestable supériorité qu'elle lui prêtait au début. Sans cela, toutes les menues misères dont elle ne voulait tenir aucun compte, — la vulgarité de son entourage, la gêne d'une habitation exiguë, la monotonie de son existence habituelle, — redevenaient pour elle d'insupportables fléaux. Elles lui paraissaient plus odieuses encore après des journées comme celle d'Uplands, — où elle retrouvait, avec toutes les jouissances, tous les épanouissemens de la vanité satisfaite, les douceurs, les splendeurs de la richesse, une carrière illimitée pour l'essor de ses caprices, un cadre étincelant pour sa beauté, mise alors dans tout son relief, une sorte de retour à la « terre natale » pour son intelligence et ses instincts dépaysés. Tout cela, on l'aurait volontiers sacrifié au « prince Charmant » des contes de fées; mais, le prince venant à se montrer jaloux, taquin, emporté, voire un peu brutal, il était dur de rentrer avec lui dans cette affreuse rue, juive de nom, juive aussi d'aspect, pour y retrouver mistress Churchill avec son éternelle robe de taffetas noir, les soirées assommantes de mistress Plutarque, et ces longues causeries parfumées de tabac, où l'on discutait les vers de Brown, la prose de Smith, les *premiers-Londres* de telle feuille, les épigrammes de telle autre, comme si les intérêts de l'univers étaient tous compris dans les étroites limites d'une coterie politique et littéraire. N'eût-il pas été plus doux de s'envoler, ainsi que toutes ces jeunes femmes dont elle s'était un moment rapprochée, soit vers les eaux d'Allemagne, soit au bord des lacs italiens?

A coup sûr, de telles pensées n'avaient rien de sain, rien de raisonnable. Pas un « Mésopotamien » n'eût manqué de remontrer à Barberine qu'elle était complétement à côté du vrai. Elle-même, comprenant la nécessité de se plier aux conséquences d'une détermination qu'elle avait librement adoptée, luttait de son mieux contre l'abattement dont elle se sentait prise; elle éloignait de sa pensée les contrastes décourageans, les comparaisons terribles qui l'assiégeaient; elle cherchait, tout en s'humiliant, à replacer Frank sur le piédestal qu'elle lui avait dressé de ses mains. Et peut-être bien, dans ce combat du passé contre le présent, celui-ci fût-il demeuré vainqueur; mais Barberine devint jalouse.

Son mari, depuis quelque temps, semblait en proie à d'étranges préoccupations; il sortait beaucoup plus fréquemment que dans les premiers temps de leur mariage. Elle avait cru remarquer, dans ses entretiens avec ses collaborateurs, qu'il recherchait certains travaux de nature à l'éloigner de chez lui, et à deux ou trois reprises il accepta telle mission en province qui n'était ni dans ses goûts ni dans l'ordre habituel de sa participation à l'œuvre commune. Quel sens attacher à tous ces symptômes? En y réfléchissant, Barberine aurait sans peine éloigné les interprétations qui devaient le plus la froisser, et c'est ce qu'elle n'eût pas manqué de faire, si elle eût été de sang-froid; mais le besoin de trouver un tort de plus à son mari se cachait au fond des rancunes qu'elle lui gardait *in petto*, et d'ailleurs un intérêt nouveau, dans sa vie si dénuée de tout excitant, ne pouvait manquer de séduire cet esprit mobile. C'était une souffrance, il est vrai; mais quand on souffre, on existe, et Frank s'aperçut bientôt que sa femme « existait » aux piqûres sans nombre, aux allusions obscures, aux vivacités capricieuses qui tout à coup remplacèrent les « abattemens » dont elle était redevenue coutumière. Ses amis le virent alors, en proie au souci, perdre petit à petit tout son entrain, toute sa verve; autour de ses yeux s'inscrivirent deux ou trois rides précoces; on put compter quelques fils d'argent parmi les touffes brunes qui ombrageaient son front. Barberine redevint pour les commérages de Great-Adullam-street un aliment substantiel et de haut goût. On s'entretint, on se préoccupa de la « zizanie » qui s'était peu à peu glissée dans le jeune ménage. Si bonne et si simple qu'elle fût, jamais la mère de Frank n'avait été l'objet de pareils empressemens; jamais elle n'avait vu ses trois petites chambrettes envahies par tant d'amies intimes stimulées par une insatiable curiosité, jamais elle n'avait reçu tant d'invitations aux *thés* du quartier. On recueillit précieusement tous les renseignemens échappés de ses lèvres, on en chercha, on en rassembla d'autres, et il fut avéré que Barberine était « paresseuse, prodigue, romanesque, pétrie d'orgueil, tracassière, querelleuse, unique-

ment préoccupée de ses atours, dédaigneuse du prochain et de ses œuvres, — qu'en somme il valait mieux être moins jolie, faire moins de bruit à son piano, donner moins de temps aux frivolités littéraires, et mieux tenir sa maison, mieux vivre avec son seigneur.

M. Harding ne fut pas le dernier à constater ce mouvement d'opinion. Il aimait avec une tendresse presque paternelle ce jeune collaborateur auquel il avait toujours prédit, — si Frank épousait une femme digne de lui, — l'emploi meilleur, le complet développement de facultés hors ligne, jusqu'alors mal administrées et méconnues. On croira sans peine qu'il prit à cœur, et très vivement, la fâcheuse issue de ce mariage d'amour, auquel il avait applaudi l'un des premiers. Il se promit de saisir la plus prochaine occasion d'en parler à Frank. Aux premiers mots, le mari de Barberine répondit par un haut-le-corps si violent que l'honnête Harding crut avoir tout compromis. Quelques réflexions cependant amenèrent le jeune rédacteur du *Statesman* à mieux se rendre compte du mobile qui faisait agir et parler son vieil ami. — Je ne vois pas, lui disait ce sage conseiller, je ne vois pas qu'il y ait rien d'irremédiable dans votre situation. C'est celle de deux jeunes gens qui se sont unis un peu à l'étourdie après deux mois seulement de relations habituelles, et dont les caractères n'ont pas encore appris à se modeler l'un sur l'autre. Pour user les angles qui se rencontrent, assouplir les ressorts encore un peu durs, il faut du temps, il faut de la patience... J'ajouterai qu'il faut chez le mari, appelé à prendre l'ascendant, un peu plus d'énergie qu'on ne vous en attribue; il faut une main vigoureuse qui serre à propos le frein...

— Belle recette avec un cheval rétif!... On le fait se cabrer, et voilà tout... Vous sauriez cela, mon brave Harding, si vous alliez plus souvent au manége.

— N'ayez pas peur, essayez toujours, reprit l'autre avec toute l'autorité de ses vingt années d'hymen. Ce qui est difficile aujourd'hui demain serait impossible. Devant un devoir, il n'y a pas à reculer, croyez-moi...

Convaincu à demi, Frank s'en revint en méditant les paroles du rédacteur en chef, et avant d'avoir pris un parti décisif il s'assit devant son bureau, où quelque manuscrit attendait qu'il y mît la dernière main. A peine au travail, il vit entrer Barberine.

Elle avait son chapeau sur la tête; le long de ses yeux gonflés et de ses joues frémissantes, on entrevoyait la trace de larmes récentes. Refermant la porte derrière elle et marchant droit au bureau : — J'ai une question à vous faire, dit-elle d'une voix mal assurée et tremblante.

Déjà dominé par l'espèce d'angoisse que révélait la physionomie de sa femme : — Barberine! répondit Frank, qui étendait en même

temps la main pour attirer à lui la belle éplorée. Elle recula vivement avec une impérieuse exclamation. — Ne me touchez pas, dit-elle, avant de m'avoir répondu!... Voici une lettre que vous avez oubliée ce matin sur la table de toilette. Vous me direz qui l'a écrite et ce qu'elle contient.

Elle avait lancé la lettre sur le bureau, et de la main s'appuyait au mur. — Cette lettre, répondit Frank avec une lenteur calculée, cette lettre est à moi... Je ne vous reconnais en aucune façon le droit de m'interroger au sujet de ce qu'elle renferme, et je refuse absolument toute satisfaction à une curiosité que je blâme.

— Vous employez là un mot pour un autre. Je n'obéis pas à une vaine curiosité. C'est la seconde fois, à ma connaissance, que vous recevez des communications aux dehors suspects, comme celle-ci. Je reconnais parfaitement l'écriture, une écriture de femme, osez-le nier!... A Bissett-Grange, il ne m'appartenait pas de vous questionner; mais ici j'ai le droit d'en finir avec un pareil mystère... Vous me connaissez, Frank, ou vous devez me connaître assez pour ne pas persister dans le refus que je lis déjà sur vos lèvres... Je n'insiste pas sur le parti que j'aurai à prendre, si je n'obtiens satisfaction.

Frank, bien résolu cette fois à « serrer le frein, » se mit en devoir de reprendre son travail interrompu. — Je n'ai pas, ajouta-t-il, à modifier ma réponse.

— Vous persistez donc à me refuser toute explication?

— Je ne vous en dois aucune.

Barberine, sur ces dernières paroles, recula d'un pas et quitta le cabinet. Frank, l'instant d'après, entendit fermer la porte extérieure, et, courant à la fenêtre, il vit sa femme faire signe à un *cab* où, sans retourner la tête, elle monta précipitamment.

— Bon! se dit-il, première leçon donnée. D'ici à l'heure du dîner, elle aura eu le temps de se calmer... Nous la verrons revenir plus raisonnable.

Ensuite il acheva son travail, qu'il porta lui-même dans les bureaux du *Statesman*. Au retour, il trouva sous le vestibule un commissionnaire en conférence avec la femme de chambre. Cette dernière, quand il lui demanda si sa maîtresse était rentrée, lui tendit pour toute réponse un billet qu'il ouvrit sur place. Ce billet ne contenait que quelques lignes ainsi conçues :

« Vous l'avez voulu, nous sommes séparés pour jamais. Mistress Schröder, auprès de qui je suis, enverra sa femme de charge prendre une caisse que j'ai laissée toute prête et fermée. Je vous souhaite avec vos anciens amis, vos correspondans d'autrefois, plus de bonheur que n'a su vous en donner Barberine. »

E.-D. Forgues.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

LA

CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE

AU MEXIQUE

SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES

III.

LA GUERRE DE PARTISANS DANS L'ÉTAT DE TAMAULIPAS.

EXPÉDITION DU NORD. — MEJIA ET L'ARMÉE MEXICAINE. — CARBAJAL ET LES AMÉRICAINS.

I.

L'expédition vers les frontières du nord du Mexique, qui allait mettre en mouvement la moitié de l'armée franco-mexicaine et la contre-guérilla (1), était la conséquence naturelle de la grande campagne entreprise dans l'intérieur par le général en chef Bazaine et terminée si heureusement pendant l'hiver de 1864. Cette expédition était d'une haute importance au point de vue de la politique française. Juarès, refoulé avec son gouvernement et ses adhérens jusqu'à la frontière américaine du Rio-Bravo par les colonnes franco-mexicaines qui s'étaient entre-croisées sans relâche sur les hauts plateaux, s'était réfugié dans l'état de Nuevo-Leon, à deux cent cinquante lieues au nord de Mexico. A une telle distance de notre centre d'occupation, il se croyait à l'abri de toute atteinte. La lenteur de nos premières opérations devant Puebla en 1862-1863 avait même donné naissance chez les juaristes

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

à un jeu de mots tant soit peu humiliant pour les Français, qui se piquent de tout enlever à la baïonnette. « *El inimigo*, disaient-ils, *es como la gelatina : se mueve, pero non avanza* (l'ennemi est comme la gélatine : il se remue, mais n'avance pas. » Depuis cette époque, il est vrai, les libéraux ont été cruellement désabusés. Donc en août 1864, pendant que l'empereur Maximilien montait sur le trône à Mexico, à deux cent cinquante lieues de son palais de Chapultepec, dans l'état de Nuevo-Leon, entouré de fonctionnaires, de généraux et de soldats, abattu par les désastres, mais non désespéré, le président de la république mexicaine restait debout, résolu à ne pas déserter son mandat légal. Un pareil état de choses ne pouvait durer.

Une des deux divisions françaises commandée par le général de Castagny, qui depuis six mois avait pris position dans la gracieuse ville d'Aguas-Calientes, capitale de l'état du même nom, placé presque au centre des hauts plateaux, se mit en mouvement pour descendre au nord sur Monterey, la ville principale du Nuevo-Leon. Entre Aguas-Calientes et Tampico, la division mexicaine sous les ordres de Mejia, dont le quartier-général était à San-Luis, reçut mission de se rabattre des hauteurs vers la mer, d'enlever Vittoria au chef juariste Cortina et de courir sur Matamoros, le port frontière qui sépare le littoral mexicain du littoral des États-Unis, et qui était alors occupé par les libéraux. Sur la droite, la contre-guérilla, remontant de Tampico jusqu'à Vittoria, où elle se rencontrerait avec le général Mejia, devait balayer toutes les terres chaudes du Tamaulipas depuis Tampico jusqu'à Matamoros, en passant par Vittoria. Rejeter au-delà des frontières Juarès et les siens, ou les forcer à gagner le Nouveau-Mexique, dont la route restait encore libre, et conquérir à la couronne l'état de Nuevo-Leon et le port de Matamoros, tel était le double résultat que l'on attendait de ce mouvement combiné sur une largeur de cent cinquante lieues (1). Une bonne part était promise à la contre-guérilla dans cette expédition : il lui était réservé cette fois encore de pénétrer dans un pays rebelle où ne s'étaient jamais montrées les armes de la France.

Depuis un mois, les chaleurs avaient redoublé : les lacs des terres chaudes qui s'étendent sur les rives du Tamesis étaient desséchés; on pouvait les traverser à pied sec presque en ligne directe, ce qui permettait de réduire le trajet de Tancasnequi, pénible à parcourir sous une température aussi élevée et au milieu de ter-

(1) L'état de Nuevo-Leon est très riche en mines d'or, d'argent et de plomb. Au moment de l'expédition, le gouverneur Vidaurri venait de faire des ouvertures au maréchal Bazaine. La conquête du port de Matamoros était d'une grande importance, car non-seulement les revenus des douanes y étaient considérables, mais il assurait aux libéraux des facilités de communication avec l'Amérique qu'il s'agissait de leur enlever.

rains sablonneux. L'infanterie et l'artillerie remontèrent le fleuve en barques. La cavalerie, après avoir franchi à la nage les *Esteros*, petits bras qui enveloppent le côté nord de Tampico, marcha droit devant elle à travers broussailles, marais et prairies. Les fantassins du colonel Prieto, chef de la contre-guérilla mexicaine, suivaient à courte distance, courant sans être essoufflés du même pas que nos chevaux.

La colonne s'en allait joyeuse, la campagne s'annonçait comme pleine d'intérêt. Les officiers de cavalerie, appartenant tous aux chasseurs d'Afrique, se connaissaient de longue date, et les souvenirs de Crimée et d'Algérie, parfois évoqués, ne manquaient pas de charmes sur cette terre du Mexique. A six lieues de Tampico, nous fîmes halte le soir au centre d'une vaste plaine où s'abrite, sous les poiriers sauvages aux longues et odorantes grappes de fleurs rouges, l'*hacienda* de Caracol. C'est un des domaines de ce riche Mexicain, San-Pedro, que nous avons montré dans un autre récit obtenant par son influence la soumission aux Français de la ville de Panuco. La maison de maître est blanche et proprette, ce qui est rare dans les *haciendas* de la province. San-Pedro pratique largement les lois de l'hospitalité dans sa résidence de Caracol. Une table abondamment servie de mets indigènes aux sauces brûlantes et pimentées attendait les officiers de la contre-guérilla. Les moustiques, devenus féroces à la tombée de la nuit, rendaient le sommeil impossible. On se laissa bientôt aller à la vivacité de la causerie, et vers une heure, aux premières lueurs de la lune, on se mit en selle. L'étape à parcourir comptait quatorze lieues de pays. On avait sans cesse à traverser des étangs d'où l'eau s'était évaporée. Des crevasses d'un terrain encore vaseux, souvent brûlant, s'exhalaient sous les pieds des chevaux des miasmes qu'un séjour de quelques heures eût rendus mortels. Rarement on y trouvait une goutte d'eau pour étancher sa soif.

En moins de trois jours, malgré les difficultés accumulées sur notre route, nous n'en avions pas moins franchi trente lieues; nous étions à Tancasnequi. Les magasins de cette place avaient été protégés jusqu'à cette époque par un détachement du corps de Mejia, qui avait dû rejoindre la division mexicaine opérant son mouvement offensif sur Vittoria. La contre-guérilla confia la garde des docks de Tancasnequi à un de ses officiers et à soixante-dix de ses fantassins. A chaque angle des bâtimens s'éleva un petit fortin d'où une poignée d'hommes repousserait sans peine désormais les coups de main tentés contre l'entrepôt.

Cinquante-huit lieues séparent Tancasnequi de Vittoria. On ne peut se faire une idée de ce que cette distance à franchir nous coûta d'efforts. Notre colonne, nécessairement légère, puisqu'elle

était appelée à des marches rapides, impossibles de jour à cause de la température humide et constante de trente-cinq degrés qui régnait dans ces parages, n'emportait avec elle aucun bagage. Les *arrieros* seuls conduisaient des mulets chargés de maïs destiné à la nourriture du soldat et des animaux pendant dix jours. La contre-guérilla, composée de tempéramens robustes et éprouvés, ne vit mourir en quatorze jours de marche que quatre hommes, qu'on enterra au bord du bois en murmurant une prière; mais pas une étape ne s'achevait sans qu'au soleil naissant quinze ou vingt cavaliers et fantassins ne tombassent subitement asphyxiés ou frappés d'accès pernicieux, suivis d'un délire immédiat auquel ils eussent succombé sans de prompts secours. Quarante et quelques kilomètres parcourus chaque nuit dans des défilés de bêtes sauvages, à travers bois et marécages, sans trouver une goutte d'eau sur notre parcours, du maïs écrasé par nos mains et cuit sur la gamelle, de la viande encore chaude provenant du maigre bétail trouvé et abattu au *rancho* qui servait de bivouac, voilà un léger aperçu de la vie que nous menions dans ce pays nouveau. Nulle part la moindre trace d'industrie ou d'agriculture. Fréquemment on foule aux pieds des tas de pierres écroulés, souvent surmontés d'une croix grossière plantée à la hâte et indiquant le théâtre de quelque meurtre. Les routes n'existent que sur la carte officielle, où elles sont pompeusement tracées, et l'unique mesure kilométrique connue des naturels est marquée par un crâne de cheval blanchi aux intempéries de l'air et accroché par la mâchoire à une branche d'arbre. Cette mesure primitive est presque l'équivalent de notre lieue de terre.

De Tancasnequi à Vittoria, les *haciendas* sont en complète décadence. Faute d'irrigations, les cultures de maïs étaient restées stériles, et la *fanega* (90 kilogrammes environ) se payait jusqu'à dix et douze piastres, le double du prix ordinaire. La diminution des bras est aussi la cause de l'élévation des tarifs; le Tamaulipas, qui comptait jadis de quinze à dix-huit habitans par chaque lieue carrée, en compte à peine aujourd'hui six ou sept. L'*hacienda* de la Concepcion, située à sept lieues de Tancasnequi, est encore une des plus fertiles, mais la population y est chétive et minée par les fièvres paludéennes. L'horizon est toujours aussi morne; çà et là, on aperçoit quelques pousses de chênes verts et de genévriers. Le territoire fut parcouru au bruit de nombreuses acclamations parties de nos rangs, où les amateurs de chasse étaient nombreux. Des troupeaux de grands lièvres, par groupes de trois ou quatre, se levaient sous les pieds des chevaux; ils avaient le poil plus clair que celui des lièvres d'Europe. Le Mexicain méprisant la viande de cet herbivore, qu'il accuse de trop hanter les cimetières, la race s'est propagée en toute sécurité. Depuis le départ de Tampico, l'atmosphère

était en feu. Enfin, dans la nuit, des pluies désirées depuis deux ans changèrent en torrens les plus petits ravins; pendant soixante kilomètres, on fut transpercé. Par bonheur, on put coucher le soir à l'abri sous les cases des Indiens du Pretil, véritable nid d'aigles perché au sommet de rochers escarpés, espèce de forteresse construite pour soutenir le siége des guérillas. Le neuvième jour de marche, on fit halte à la Panocha, renommée par ses chevaux au sabot si résistant qu'ils n'ont jamais besoin de ferrure. La Panocha était le domaine de deux colonels libéraux du nom de Jauregui et d'Ostos, qui trouvèrent bénéfice à céder leurs produits chevalins à la contre-guérilla de passage. Le marché d'achat fut précédé de l'offre de leur soumission à l'intervention; mais après le paiement ils eurent bientôt violé leur parole.

Le 24 août, au soleil levant, à la descente d'une colline assez raide, nous découvrîmes enfin Vittoria. Cette capitale est une ville ouverte, comme toutes les cités mexicaines. De loin, avec ses *miradores* aux vives couleurs, la ville paraît charmante. Couchée au pied d'une montagne élevée, dernier chaînon des hauts plateaux, elle est semée de jardins et de champs de cannes à sucre arrosés par un gros ruisseau. Sur la droite, un cimetière, vaste *campo santo* de construction espagnole, entouré d'une forte muraille percée de meurtrières et criblée de balles, paraît le seul point défensif et dominant.

A un kilomètre de Vittoria, le général Mejia, accompagné du général de brigade Olveira, suivi de dragons rouges au casque de forme bizarre, se portait avec beaucoup de cordialité à la rencontre du colonel Du Pin, qui avait mission d'appuyer les forces mexicaines de l'armée régulière. Arrivée sur la grande place, la contre-guérilla se forma en bataille et resta sous les armes, en attendant qu'un de ses officiers assisté de l'alcade eût pu désigner à chaque fraction les rares logemens restés disponibles après l'installation du corps d'armée mexicain, qui comptait 4,700 hommes, 800 chevaux et dix-huit pièces d'artillerie, dont six rayées. Rien dans Vittoria ne rappelait l'animation d'une cité, c'était plutôt une place de guerre. Escadrons bivouaqués dans les rues, clairons et fanfares aux notes criardes, dont les Mexicains abusent surtout la nuit, canons devant le quartier-général, postes et sentinelles presque à chaque demeure, *avanzadas* hors de la ville, tout cet appareil donnait un aspect des plus sinistres à la capitale du Tamaulipas. On jugera des dispositions qui nous y accueillirent par un épisode où je fus engagé personnellement. L'officier commandant un des deux escadrons de la contre-guérilla, désigné pour préparer le logement de la troupe, avait reçu avis de se présenter dans la maison du négociant don Ignacio Iguera, située au coin de la place principale.

Conduit par le propriétaire, il traversait une des chambres donnant sur la rue, lorsqu'un Mexicain vêtu d'habits bourgeois se précipita sur ses pas un *revolver* Colt à la main, puis, lui barrant le passage, lui tira en pleine figure deux coups de pistolet, qui firent successivement long feu. L'officier de contre-guérillas, qui recueille ici ses souvenirs personnels était sans armes. A cette brusque attaque, jaloux de l'honneur de son uniforme, il s'avança sur son agresseur en lui disant : « Assassinez-moi, si vous l'osez. » A ces mots, un second Mexicain, en tenue militaire, tira son sabre et porta un coup de pointe, heureusement paré par un jeune maréchal-des-logis, nommé Bruneau, qui accompagnait son capitaine d'escadron, et qui s'était bravement jeté en avant pour le couvrir. Sur l'appel des deux agresseurs, comme par enchantement, 12 soldats, baïonnette au canon, firent irruption dans la chambre où ils retinrent prisonnier l'officier français. En un clin d'œil, un bataillon entier, le fusil amorcé, se forma en bataille dans la rue, devant la demeure du négociant Iguera. Le jeune sous-officier put s'échapper pour porter avis au colonel Du Pin. Le premier agresseur, c'était le colonel don Mariano Larumbide, chef d'état-major du général Mejia; le Mexicain qui avait tiré le sabre était le commandant de l'artillerie de sa division.

A peine les cavaliers de la contre-guérilla eurent-ils appris cette tentative de meurtre qu'ils accoururent le sabre à la main pour dégager leur chef. Heureusement l'arrivée du colonel Du Pin calma une effervescence déjà menaçante; le général Mejia, suivi lui-même de son état-major, l'accompagnait. Il fut hautement constaté, d'après les propres déclarations de don Iguera, qui, malgré sa nationalité, eut le courage de rendre hommage à la vérité, que le colonel Larumbide, sans provocation aucune, avait attaqué l'officier français. Le général Mejia prononça un mois d'arrêts forcés, qui furent levés sur la prière du colonel Du Pin, car une punition disciplinaire était illusoire pour un attentat de cette nature; d'ailleurs la satisfaction donnée en présence de tous avait été assez humiliante pour les coupables en raison de leur grade. L'émotion causée par cet incident avait été vive, même dans l'armée mexicaine, où une grande partie des chefs avait énergiquement réprouvé un pareil acte. Dans la crainte d'un conflit, toutes les troupes furent consignées à leurs quartiers respectifs. Des précautions plus grandes encore furent prises, car certains renseignemens trop justifiés plus tard par les événemens prouvaient que la scène accomplie le matin était préméditée, et qu'on cherchait déjà au sein du corps d'armée impérialiste le prétexte d'un *pronunciamiento* militaire fomenté par les excitations juaristes, et qui eût pu réussir, si le sang avait coulé. Dans ce cas, la contre-guérilla eût péri sous le nombre et

eût été seule accusée d'avoir fait naître par son agression un mouvement insurrectionnel. Le maréchal Bazaine, informé des faits, répondit que bonne justice serait demandée à l'empereur Maximilien (1).

Vittoria n'est en somme qu'une triste bourgade aux maisons délabrées. Une église inachevée est le seul monument qui l'enrichisse. Désolée tour à tour depuis trente ans par les factions cléricale et libérale, elle est presque déserte et n'offre aucune ressource. Quoiqu'elle date de la domination espagnole, les archéologues n'y trouvent nulle curiosité. Rien d'attachant dans cette capitale d'état, qui tiendrait tout entière sur notre place de la Concorde. Aussi, lors de leur dernière invasion, les Américains du Nord, le lendemain même de leur entrée à Vittoria, en sortirent sans ombre de regret. Une étroite et longue *alameda*, ombragée de gigantesques platanes, jadis rendez-vous galant des élégantes *señoras*, aujourd'hui pleine de silence et de fraîcheur entretenue par l'eau courante, est le seul souvenir qu'elle ait gardé de son ancienne splendeur. L'espoir d'y trouver un bon ravitaillement fut aussi promptement déçu. Les magasins étaient à sec. Les roues des moulins avaient été brisées par l'ennemi battant en retraite : on eût payé à prix d'or un sac de farine sans pouvoir le trouver. Les *tiendas* étaient même vides de tabac et de cette eau-de-vie du pays qu'on trouve d'ordinaire dans les plus modestes localités. Il fallait bien se résigner à ne pas modifier le triste ordinaire dont on s'était contenté en pleine lande, — l'eau du torrent et la ration de maïs. La population, tout à fait républicaine, s'était enfuie à l'approche de la division Mejia dans les plus humbles *ranchos* voisins pour ne pas assister à une occupation passagère. Les femmes de la classe élevée étaient surtout hostiles au nouveau régime, et se déclaraient ardemment pour tous les chefs qui tenaient la campagne au nom de la république. Il faut le reconnaître, la race féminine montrait ici une indépendance d'opinion, une franchise d'allures qu'on rencontre rarement chez les Mexicains.

Au bruit de la marche de front exécutée depuis Aguas-Calientes jusqu'au littoral par l'armée franco-mexicaine, toutes les forces libérales, craignant d'être coupées de leur retraite, tendaient à se concentrer à Monterey autour du président déchu, en attendant le choc du général français de Castagny. Seul, dans le Tamaulipas, sans parler de petites guérillas, Cortina restait devant la contre-guérilla

(1) Cinq mois après, le même colonel Larumbide rentrait cependant à Vittoria à la tête d'une brigade pour remplacer la contre-guérilla. En l'absence du colonel Du Pin, mon ancienneté de grade m'avait appelé au commandement provisoire de la ville, ce qui, en vertu de la convention de Miramar, plaça le colonel Larumbide quelques jours sous mes ordres.

à la tête de ses 1,500 hommes et de dix pièces d'artillerie rayées du dernier modèle américain, ravageant le pays compris entre Matamoros et Vittoria, dans l'espérance de pouvoir, en se glissant entre nous et la mer, tomber à l'improviste sur nos derrières et attaquer par surprise Tampico, si faiblement défendu.

Pour éviter tout prétexte de conflit entre les impérialistes et la contre-guérilla, il fut décidé que la division mexicaine sortirait de Vittoria, remonterait au nord-ouest par la ville de Linares pour aller donner la main à la division de Castagny marchant sur Monterey, et de là se rabattrait par sa droite sur Matamoros, pour y attaquer Cortina, s'il s'y réfugiait dans l'intention de se rapprocher de la frontière américaine. Le lendemain, la colonne Du Pin pointerait directement sur la mer pour donner la chasse aux bandes éparses de Cortina et se saisir, s'il était possible, de son parc d'artillerie avant qu'il n'eût pu gagner le port de Matamoros, que l'escadre française allait bloquer du même coup.

Le 26 août au matin, la division mexicaine commença son mouvement en éveillant Vittoria au son de mille fanfares. Le colonel et les officiers de la contre-guérilla escortèrent à quelques kilomètres de la ville le général Mejia, qui leur avait témoigné une grande affabilité. Le soir même de l'incident Larumbide, il avait envoyé sous les fenêtres du colonel français une musique de ses régimens et était venu en personne lui faire une visite des plus cordiales. Le défilé de la troupe mexicaine dura sept heures; la tête de colonne était déjà rendue à l'étape que l'arrière-garde n'était pas encore en route. Cependant, des deux divisions qui forment l'armée impérialiste, c'est sans contredit la meilleure. Elle est composée des plus anciens soldats, elle est plus éprouvée que celle du général Marquez. Les officiers ont de la tenue; trois ou quatre parmi eux sont décorés de la Légion d'honneur, qu'ils ont vaillamment gagnée au siége de San-Luis, et qu'ils ont reçue des mains du général Bazaine. Les hommes, vêtus de neuf à leur départ de Mexico, en six mois de route, avaient déjà mis en lambeaux leurs capotes et leurs pantalons de drap gris de fer. Ils ont l'air malpropre, et la cavalerie a triste aspect; mais, somme toute, c'est une troupe bien trempée, qui, au contact de la discipline européenne, pourrait faire une bonne armée. Depuis la veille, les pluies avaient redoublé d'intensité, et c'était pitié de voir s'enfoncer dans les boues du chemin les *soldaderas* chargées de tout leur attirail de route. La *soldadera*, c'est la compagne du soldat mexicain. Si les maîtresses des officiers, toujours trop nombreuses, marchent aux premiers rangs confondues dans les états-majors, les unes à cheval, les autres à mule, la face soigneusement enveloppée sous le chapeau de paille aux larges rebords, les *soldaderas* marchent à pied à la suite des fantassins ou

des cavaliers. Ce sont de vrais bataillons de femmes qui remplacent l'administration militaire, service inconnu au Mexique. Leur accoutrement est bizarre. Elles portent sur leur dos ou sur leur tête, toujours en courant, les ustensiles de ménage et les maigres provisions de la journée; souvent elles ont un enfant dans les bras. Elles furètent partout sur leur passage afin d'augmenter la ration de leur soldat; elles se jettent comme une nuée de sauterelles sur les champs de maïs ou de cannes à sucre, qu'elles dépouillent sans que personne songe à s'en plaindre : c'est un usage reçu. Le soir, elles allument les mille cuisines du bivouac, fument la cigarette, puis couchent en plein air pêle-mêle avec la soldatesque. En garnison, elles ont accès à toute heure dans les quartiers et vont glaner sous le nez des chevaux, dont elles diminuent trop souvent la ration de maïs pour en faire leurs *tortillas*. Au combat, elles sont à leur poste et marchent d'une allure non moins résolue; nous en avons vu, à la prise de San-Lorenzo (1), plusieurs étendues à terre, le crâne emporté par nos obus. Cette organisation excentrique, préjudiciable à tant d'égards, sera nécessaire tant que le gouvernement n'assurera pas directement par ses propres soins la ration de ses soldats, qui se changent en maraudeurs aux momens parfois les plus critiques. Sans les *soldaderas*, l'armée mexicaine mourrait de faim.

Le général dont la division allait nous quitter restera comme une figure à part dans les annales historiques de son pays. Mejia, aujourd'hui général en chef de l'armée austro-belge-mexicaine, est un Indien pur sang. Pour parvenir en dépit de son origine, il a commencé sa carrière par la rébellion. Taille très petite, cheveux noirs, front déprimé, teint pâle, yeux brillans, visage impassible, démarche lente et pleine de raideur, tels sont ses traits distinctifs. Taciturne, il aime néanmoins le clinquant dans sa tenue, toujours militaire, et cache sous une apparence de grande modestie une vaste ambition, que justifient vingt-cinq ans de fidélité à son parti, son influence sur plusieurs états du centre et un caractère aussi remarquable par son sang-froid qu'entraînant par sa bravoure. Plein de finesse, il se laisse pourtant dominer par son entourage; dès qu'il ne sent plus la poudre, il manque de résolution dans les circonstances graves. La réputation de Mejia est presque légendaire; elle s'est formée dans les brouillards de la Sierra-Gorda, où longtemps, à la tête de vaillans Indiens qui lui sont encore dévoués corps et âme à cette heure, il a guerroyé comme chef de partisans. Vainqueur et vaincu tour à tour, il a toujours été le ferme soutien de la réaction cléricale, à qui il doit tout, même sa fortune militaire. C'est à coup sûr le premier soldat

(1) Gros village, voisin de Puebla, où le général Bazaine livra et gagna sur Comonfort, ministre de la guerre, le combat qui entraîna la chute de Puebla.

de l'empire, dont il est aujourd'hui la sentinelle avancée sur les rives du Rio-Bravo, menacées par les flibustiers américains; mais la figure du héros presque mystérieux des gorges de la Sierra-Gorda a pâli au souffle de la révolution, car l'élu du clergé mexicain, aux yeux de ses compatriotes, est l'ennemi de la liberté, qui seule vivifie les hommes et les peuples.

Le général Mejia, avant de quitter Vittoria, avait laissé à la disposition du colonel Du Pin cent volontaires de la ville de Queretaro enrôlés sous sa bannière et un de ses bataillons, commandé par le colonel de Perald, Espagnol d'origine, officier de valeur et d'un caractère très sympathique. Pendant que le gros des forces convergeait vers Monterey, notre contre-guérilla allait se porter sur la ville de San-Fernando, où les espions arrivés de la veille assuraient que Cortina s'était retiré. Dans la nuit qui suivit le départ de la division mexicaine, les pluies firent déborder tous les ruisseaux et les fleuves dont était sillonnée la route que nous allions parcourir. Notre mouvement fut donc forcément ajourné. On profita de ce retard pour fortifier Vittoria, changer la place en réduit, élever de forts retranchemens garnis de chevaux de frise et capables de mettre les habitans et leurs biens à l'abri d'une surprise ou d'un retour offensif. Ces mesures d'ailleurs étaient conseillées par le voisinage d'une bande forte de trois cents coureurs de bois, restés en arrière de Cortina pour saccager et rançonner les *pueblos*. On redoubla de surveillance à l'annonce faite par la police, récemment réorganisée, que pendant les deux dernières nuits des guérillas avaient pénétré dans la ville, où ils entretenaient des intelligences en vue d'un mouvement que devait favoriser une partie de la population hostile à l'intervention française, hostile parce qu'elle est libérale, hostile parce que le Tamaulipas, comme la province de Yucatan, située à l'autre extrémité du golfe du Mexique, près de l'île de Cuba, à l'époque même où la république mexicaine était florissante, a toujours lutté contre la centralisation. De tout temps, ce pays a pris les armes en faveur de son autonomie et de son indépendance, qu'il ne consentirait à aliéner, du propre aveu des *hacenderos*, qu'en faveur des États-Unis. Le Tamaulipas devait naturellement repousser l'intervention française, destinée au contraire à resserrer les liens des différens états; mais grâce aux expéditions nocturnes des contre-guérillas cette tentative avorta dès son début. Vers huit heures du soir, le 2 septembre, trois Mexicains armés de *revolvers* et de *machetes* assassinèrent deux des nôtres. On put s'emparer d'eux, et le lendemain la cour martiale, assemblée d'urgence, les condamnait à mort, comme bandits mis hors la loi déjà depuis un an par les autorités du pays et comme coupables de meurtre. Les trois condamnés étaient nés à Vittoria. En présence de leurs familles, au même

roulement de tambour, ils tombèrent sous les balles. La maison qui leur appartenait, où le crime s'était accompli, fut rasée. En même temps fut affiché et répandu au loin un décret qui, sous peine de mort, interdisait le port d'armes à tout Mexicain sans distinction de parti. Deux jours après la publication de ce décret, le chef régulier des libéraux de la province, ancien gouverneur du Tamaulipas, le général La Garza, vint faire sa soumission à Vittoria. Cette démarche fit sensation; la défection du général La Garza fut le signal du retour de nombreuses familles qui avaient déserté Vittoria à l'approche de Mejia, et qui désormais avaient confiance dans la parole française. Le général La Garza, marié à la fille d'une des premières familles du pays, est un homme bien élevé, ambitieux comme un *licenciado* (la classe des *licenciados*, c'est-à-dire ceux qui ont pris leurs degrés aux facultés, s'est toujours disputé le pouvoir). Dans les guerres civiles, il a marqué par ses idées libérales : à la tête de deux cents républicains, il a défendu heureusement Vittoria contre trois mille cléricaux qui l'assiégeaient. Peu versé dans l'art de la guerre, quoiqu'il eût été placé à la tête des forces qui attaquèrent les Français lors de l'évacuation de Tampico, il combat surtout par la ruse. Quelque secret dessein que voilât sa soumission, elle concourut à semer le désordre parmi les républicains, et les opérations que la contre-guérilla devait poursuivre dans le nord du Tamaulipas se trouvèrent ainsi facilitées.

II.

L'état des routes semblait permettre enfin de rentrer en campagne; les pluies avaient cessé, le terrain s'était raffermi. Le 12 septembre 1864, dans la nuit, la contre-guérilla française quitta Vittoria, et marcha droit à la mer par Sotto-Marina, pour fermer définitivement le passage vers Tampico aux troupes de Cortina, qui pouvaient se mouvoir librement encore entre Matamoros et la ville de San-Fernando, où s'étaient accumulées leur artillerie et leurs munitions. Le mouvement de la division Mejia, qui leur coupait la seule autre route, celle du nord, était assez accusé : nous venions d'apprendre que, malgré les pluies, elle était arrivée à Cadeyreta, ville située près de Monterey. En sortant de la capitale du Tamaulipas, si on se tourne vers le golfe du Mexique, on domine au loin l'horizon. Le pays, couvert d'un vaste manteau de verdure aux teintes monotones, paraît plat; mais dès qu'on s'est engagé sous la forêt, ravins et mamelons, torrens desséchés et cours d'eau retardent la marche. Le tracé de Vittoria à Sotto-Marina compte trente-deux lieues, toujours à travers bois : tracé est vraiment la seule dénomination qui convienne à ces coupures faites jadis dans

la broussaille par les Espagnols; les Mexicains, qui n'ont rien créé, ont tout laissé dépérir. La route que nous suivions était livrée à tous les caprices de la végétation : aussi paraissait-elle presque effacée. Seuls, les piétons ou les mulets avaient creusé à la longue une *vereda* (petit sentier) où le pied se heurtait sans cesse aux racines.

Dès le lendemain du départ, il fallut reconnaître que nous nous étions mépris en regardant la mauvaise saison comme terminée. Un *temporal*, une de ces averses violentes qui durent souvent une quinzaine de jours, se déclara. Pendant la nuit passée au *rancho* de Grangeño, des bruits sinistres nous annoncèrent le commencement de l'inondation. Chaque dépression de terrain se changeait en torrent. Malgré ces fâcheux pronostics, on ne pouvait plus reculer, et pourtant les trente-deux lieues de pays qu'on allait franchir jusqu'à Sotto-Marina n'offraient aucune ressource. A quatre lieues de Grangeño coule le Rio-Purificacion : l'eau montait déjà jusqu'aux fontes de nos selles, et au réveil suivant, après dix heures passées sans aucun abri, sous une pluie battante et sur un terrain fangeux, la colonne put voir le courant, devenu invincible, emporter majestueusement des arbres séculaires. A 50 kilomètres de Vittoria, à travers une éclaircie du fourré, se dresse une colline couverte d'habitations. C'est Croy, vieille bourgade espagnole; il n'en reste que des pierres de taille encore debout et alignées autour d'une grande place : çà et là, sur les ruines des anciennes villas seigneuriales, se sont élevées de misérables cases. Tout était silencieux à l'arrivée des contre-guérillas. Peu à peu quelques figures de femmes aux traits flétris et inquiets apparurent sur le seuil des portes entr'ouvertes, et à la tombée de la nuit elles se rapprochèrent de nos feux de bivouac. Interrogées sur les causes de l'absence complète des maris et des enfans, elles répondirent avec aplomb qu'ils devaient être dans le *monte* (bois fourré) à la recherche du bétail égaré. C'est que Croy est le refuge d'une population bâtarde et des bandits de la province; c'est là qu'ont lieu des orgies nocturnes où amans et maîtresses célèbrent leur victoire après le pillage des convois. Aussi, dans la crainte des surprises de nuit, jamais les hommes du village ne couchent qu'au plus épais du *monte*, où les femmes vont leur porter quelques maigres provisions quand leur industrie a chômé. On a le cœur serré en entrant dans ce repaire aux maisons délabrées, aux figures insolentes et ruinées par la débauche. C'est l'atmosphère d'un coupe-gorge. Jadis des jardins et des cultures faisaient contraste avec ces masures : partout maintenant croissent des herbes parasites pleines de débris d'animaux sur lesquels s'abattent en croassant les oiseaux de proie; c'est là le charnier où viennent mourir de faim et

de fatigue les bêtes de somme enlevées aux caravanes dévalisées et emmenées à toute vitesse par les fuyards. De Croy à Sotto-Marina, toujours la solitude : pendant quatre jours de marche, deux misérables *haciendas* écroulées attestent seules que l'homme a passé par là. Des troupeaux sauvages se dérobant sous la broussaille, des guérillas postés en éclaireurs et fuyant à toute volée pour reparaître à l'horizon, nos cavaliers et leurs chevaux marchant la tête courbée sous la pluie, nos fantassins poussant aux pièces embourbées et piétinant sept ou huit heures de suite dans les marais, c'était là le tableau de chaque jour, assombri par le temps et la souffrance. Nous n'avions pour nous soutenir que l'espoir d'un combat à Sotto-Marina, où le général Carbajal, au dire des Indiens, organisait la résistance.

Dès qu'on a traversé le précipice de la *Puerta* (porte), vaste déchirement souterrain qu'on rencontre sur la route, le paysage change brusquement. C'est la vraie terre chaude, où le repos devient impossible de nuit comme de jour; on est assailli par des myriades d'insectes dévorans. Quoique l'on restât botté pour dormir, la chique, insecte presque invisible, s'introduisait sous les ongles des pieds, où elle déposait des centaines d'œufs dont la lente éclosion causait d'affreux ravages. Le *carapate* (pou de bois), qui tombait des branches, s'attaquait à toutes les parties du corps. Les moustiques nous harcelaient, et bien peu d'entre nous échappaient à la gale bédouine, aussi brûlante qu'un acide.

Le matin de la dernière étape, les averses redoublèrent d'intensité. Hommes et chevaux, transpercés depuis neuf jours, n'avaient plus un grain de maïs à mettre sous la dent; malgré tout, la gaîté renaissait dans nos rangs, et les Arabes fredonnaient en chœur leurs chansons amoureuses en souvenir du désert. Soudain un cri joyeux partit de l'avant-garde. « Sotto-Marina, dix minutes d'arrêt! » Du haut d'un mamelon se découvrait une petite ville blanchâtre dormant au fond de la vallée. Malgré la boue et l'ouragan de pluie, les chevaux retrouvèrent leur vigueur et hennirent. Encore une lieue de fatigue, et la poudre ferait tout oublier.

Nos illusions s'évanouirent bientôt. Le combat espéré nous manquait. Au pied de Sotto-Marina, la Corona, large de deux cents mètres, débordée de son lit, roulait furieuse. Pas un pont, et déjà les premières ombres de la nuit succédaient à un court crépuscule. Sur la rive opposée cependant nous attendait une députation de notables, apportant leur soumission au colonel Du Pin. A l'aide de deux canots, la traversée se fit le soir même pour la cavalerie, sans aucune perte. Le lendemain matin, infanterie, pièces et munitions entraient en ville à leur tour. A notre arrivée, fêtée par le son des cloches, plusieurs maisons étaient pavoisées aux couleurs de

l'Union américaine. Les Français y trouvèrent un accueil très cordial. L'*aguacero* tombait toujours avec violence; mais des abris nous avaient été préparés par les habitans, dont la bonne réception était d'autant plus surprenante que Sotto-Marina est la patrie du général Carbajal et que sa famille y résidait encore et y exerçait une grande autorité. Or on savait que le vaincu de San-Antonio avait récemment paru sur ce territoire en appelant à la défense du sol national tous les *hacenderos* et les *peones* des environs. Cependant personne n'avait bougé. C'est que le président de la députation qui venait d'acclamer les Français était le cousin même du général Carbajal : il avait nom don Jesus de La Serna. A ses côtés se tenait un autre parent et ami intime de Carbajal, don Martin de Leon, agent consulaire des États-Unis à Sotto-Marina.

Don Jesus de La Serna est un personnage qui semble appelé à jouer un rôle dans son pays. Fils du général La Serna, qui s'est acquis une haute réputation militaire dans les guerres de l'indépendance comme gouverneur de la province et chef du parti libéral, il a hérité de l'influence paternelle en même temps que d'un immense patrimoine. C'est peut-être le plus riche propriétaire foncier du pays. Ses *haciendas* couvrent une étendue de près de soixante lieues le long du littoral depuis Sotto-Marina jusqu'à Tampico, et à lui seul il possède des milliers de chevaux et de taureaux. Pendant tout le séjour de la contre-guérilla dans le Tamaulipas, ce sont ses *manadas* (troupes de chevaux en liberté) qui ont remonté nos escadrons au prix moyen de 25 piastres (125 francs) chaque cheval. Allié par sa femme à la riche famille des Lastra, de Tampico, il doit son légitime ascendant sur ses compatriotes et ses Indiens à un caractère aussi généreux que brave. D'une imagination fine et brillante, quoique un peu emportée, il parle facilement l'anglais et le français, qu'il a pu apprendre pendant son séjour en Europe, où il a recueilli en même temps bien des notions précieuses sur les moyens de propager la civilisation au Mexique. A l'arrivée des Français, il fit preuve de tact politique. Moins ardent que son cousin Carbajal, libéral aussi, il pensa peut-être, et cela avec raison, que les troupes ne feraient que passer à Sotto-Marina, que leur action serait de courte durée, que sa présence calmerait de part et d'autre certaines susceptibilités, tout en empêchant de frapper de confiscation ses propres domaines. Toutefois il était décidé à ne pas compromettre l'avenir. Sa maison, bâtie à la mauresque et somptueusement meublée, fut offerte au colonel français, qui devint son hôte.

Sotto-Marina a été une petite ville; aujourd'hui c'est à peine une bourgade, dont l'aspect est joyeux encore. Elle compte tout au plus une centaine de maisons, d'apparence assez propre, et une église coquette, semblable à nos élégantes paroisses de campagne. La

même grille de fer ouvragé réunit au temple un *campo santo* ombragé de palmiers. Le long du fleuve, on retrouve encore quelques *ranchos* vivant de modestes cultures. Ce petit pays a dû être florissant et industrieux ; mais la population y est trop clair-semée. Sotto-Marina était autrefois un port ouvert au commerce, qui lui donnait de la vie; il a succombé sous les intrigues des négocians de Matamoros, le port voisin, qui en ont fait décréter la fermeture. Pourtant Sotto-Marina, par sa position géographique, doit attirer l'attention de tout pouvoir qui voudra s'affermir au Mexique. A douze lieues de la mer, baignée par la Corona, d'une navigation large et sûre jusqu'à ses rives, cette petite cité, placée entre Tampico et Matamoros, a l'avantage sur ces deux dernières villes d'avoir trois mètres d'eau de plus à la barre en tout temps et d'offrir une baie abritée des coups de *norte*. Il suffirait d'ouvrir ce havre pour que toutes les marchandises abandonnassent Matamoros. Le commerce, au point de vue de l'économie de temps et de parcours, préférerait sans nul doute Sotto-Marina, qui est la route directe de Vittoria et des hauts plateaux. La réouverture de ce port ramènerait en outre la vie au centre du Tamaulipas, déserté totalement à cette heure par une population qui y mourait de faim et qui a dû se rejeter sur Tampico et Matamoros, les deux points extrêmes de la province, d'où elle tire son alimentation. Si Sotto-Marina n'est pas rayée de la carte, c'est qu'elle est peuplée surtout d'Américains qui se livrent au trafic des cuirs verts ou secs qu'on expédie en contrebande par le fleuve. Cet élément de race étrangère expliquait la présence, surprenante au premier abord, dans cette bourgade perdue de l'agent américain Martin de Leon, qui avait pris place dans la députation de la veille aux côtés de La Serna. Martin de Leon, *Yankee* dans l'âme, plutôt roué que fin, agissait sourdement sur les esprits afin de détacher du Mexique une de ses plus belles provinces. Son frère, Pancho de Leon, avait été un des chefs de guérillas les plus ardens à harceler les Français dans les deux occupations de Tampico et guerroyait encore. Enfin, son parent Carbajal recevait certainement d'Amérique toutes les armes et les munitions nécessaires à la continuation de la lutte. Martin de Leon, malgré des dehors un peu rudes, se montra fort empressé pour les officiers français, qui durent accepter le lendemain de leur arrivée un splendide banquet arrosé des meilleurs vins, mais où le colonel, par un sentiment de réserve que commandaient les circonstances politiques, refusa d'assister. Les toasts patriotiques n'y furent pas oubliés. Au plus fort de la mêlée, le capitaine d'un des escadrons de la contre-guérilla s'esquiva sans bruit et se glissa dans l'ombre hors de la ville, où il trouva une cinquantaine de ses cavaliers déjà en selle. Carbajal venait d'être signalé dans un

rancho voisin, distant de deux lieues, où il devait passer la nuit avec ses fidèles. La capture du chef rebelle était bonne à tenter; mais au moment où la petite colonne allait s'ébranler, arriva un nouvel espion, apportant la nouvelle qu'à la tombée de la nuit Carbajal, prévenu secrètement, s'était échappé en toute hâte. A ce même moment, Martin de Leon contait tranquillement à ses convives le dernier épisode du combat de San-Antonio, où son parent, vaincu, blessé et perdant son sang, avait pu s'échapper des mains des Français, et c'était notre amphitryon lui-même, ce que nous sûmes plus tard, qui, inquiet de l'absence du colonel Du Pin, avait jeté l'alarme chez le général ennemi en l'avertissant de se tenir sur ses gardes.

Une nouvelle municipalité inaugurant le régime impérial avait été organisée à Sotto-Marina. La Serna, ami de l'ordre avant tout, avait promis son appui contre les guérillas convaincus de banditisme et s'était engagé à donner l'exemple de la résistance en armant ses propres Indiens. Le départ fut arrêté pour le lendemain, 15 septembre, avec d'autant plus de raison que la troupe française avait déjà dévoré les modiques ressources alimentaires de Sotto-Marina, que le maïs était devenu rare même chez les habitans, et qu'à quinze lieues plus loin, sur la route de Matamoros, une *hacienda* nommée *Buena-Vista* (Belle-Vue), qui avait été jusqu'alors respectée par la guerre, devait nous fournir les provisions indispensables. Malheureusement un nouveau *temporal*, plus violent encore que le premier, s'abattit, dans la nuit même du 15 septembre, sur les terres chaudes. Il fallut renoncer à gagner la campagne. Quarante-huit heures après, les contre-guérillas et les habitans se trouvèrent réduits à la famine, bloqués de toutes parts et privés de toutes communications. La Corona n'était plus franchissable, même en canot, tant elle charriait de grandes pièces de bois arrachées aux berges du fleuve. Sotto-Marina s'élève sur un point légèrement culminant. Les prairies environnantes n'offraient plus qu'une nappe d'eau : il était devenu même impossible de poursuivre le bétail dans les bois. Le peu de maïs qui restait en ville fut réuni sur la place et distribué pour la nourriture des hommes. Nos chevaux, attachés à la corde en plein air, au milieu des boues, durent se contenter de la verdure qu'on coupait dans les arbres; mais cette dernière ressource fut vite épuisée. Il fallait envoyer les escadrons au vert, si l'on ne voulait voir périr toute la cavalerie; le vert, c'était l'écorce des arbres. C'était un triste spectacle de voir tous ces chevaux, lâchés en liberté comme un troupeau de moutons, ronger des broussailles épineuses, entourés par un large cercle de contre-guérillas faisant faction et piétinant dans un océan de vase. En sept jours, une trentaine de ces pauvres bêtes périrent de

froid et de faim. Au milieu de ce désastre, un *vaquero* apporta une curieuse nouvelle qui fit sensation sur les officiers réunis à l'heure du déjeuner autour d'une table vide et en train d'accabler de reproches le camarade chargé des provisions de bouche; ce dernier venait même de déclarer qu'il donnait sa démission d'un emploi trop ingrat. — A six kilomètres de Sotto-Marina, nous apprit le *vaquero*, un sloop américain, après avoir fui la mer devant le gros temps et avoir remonté la Corona, s'était amarré dans une crique à l'abri du courant de la rivière. Il devait avoir un chargement. — Chacun fut bien vite en selle, et malgré cours d'eau et cloaques nous fîmes une course échevelée à travers bois. Le patron du sloop n'avait à bord que les vivres nécessaires à son modeste équipage. Ému pourtant de notre état et moyennant 20 piastres (100 francs), il nous céda une part de sa cambuse. Bientôt nous rapportions en triomphe cinq kilogrammes de pommes de terre, une grappe d'oignons, quelques feuilles de tabac et deux bouteilles de whiskey. A l'arçon de ma selle, comme une fière dépouille, était suspendue une morue sèche que chacun regardait avec amour. Inutile d'ajouter que le banquet fut splendide, et que l'officier démissionnaire de son grade de chef de table retira sa note comminatoire. Enfin le 24 l'horizon se dégagea, et le soleil reparut dans toute sa force. Pour remplacer les morts, les *ginetes* (1) de La Serna se lancèrent à la recherche des *manadas*, et le soir ramenèrent une bande toute frémissante de chevaux sauvages qui le lendemain, au moment où notre cavalerie se mit en route, se mêlèrent dans ses rangs, bondissant de rage sous leurs nouveaux maîtres parfois désarçonnés.

Depuis le départ de Vittoria, le général Mejia n'avait pu donner signe de vie. Les voies défoncées avaient arrêté sa marche sur Matamoros, où Cortina s'était réfugié avec le gros de sa troupe, conservant sur ses derrières une force destinée à nous arrêter et à défendre la ville de San-Fernando, d'où une partie de son artillerie et tout son parc n'avaient pu sortir par suite du *temporal*. La contre-guérilla, laissant la mer à sa droite, se dirigea sur San-Fernando. Au sortir de Sotto-Marina, la route de San-Fernando, quoique encore inondée, s'annonçait large et bien tracée sous la forêt. La longue étape qu'on allait franchir d'une traite jusqu'à l'*hacienda* de Buena-Vista, si on ne voulait pas périr de faim, s'annonçait moins pénible; mais après trois kilomètres de parcours toute trace de chemin avait disparu. Des *veredas* fréquentées d'habitude par les troupeaux se croisaient en tous sens. Faute de guide, on s'y fût égaré. Aussi La Serna, précédé de ses hardis *vaqueros*, avait-il

(1) Les *ginetes* sont les dompteurs de chevaux sauvages, ces centaures vêtus de cuir des pieds à la tête, qu'on voit traverser les halliers, lancés au galop à la poursuite des *manadas*.

tenu à escorter le chef français et à lui faire les honneurs de son propre territoire. Le *gentleman* de la veille aux habits européens avait fait place au véritable *hacendero*, moitié gentilhomme campagnard, moitié homme de guerre prêt au coup de feu. On se plaisait à voir ce cavalier portant avec une mâle prestance le costume national et franchissant les obstacles, emporté sur son noir étalon. A entendre sa parole brève, on comprenait qu'il avait l'habitude de commander et d'être obéi. Vers le soir, d'une poche de cuir il tirait un morceau de viande boucanée, et après son mince repas s'étendait sur le sol du bivouac, le long du feu. Cette sobriété donne le secret de la guerre de partisans. Tout Mexicain, riche ou pauvre, est toujours prêt à vivre en plein air et se condamne sans sourciller aux intempéries comme aux privations. La cigarette est son seul luxe nécessaire.

Trente-huit lieues séparent Sotto-Marina de San-Fernando. Sauf l'*hacienda* de Buena-Vista, où, malgré les dénégations du major-dome, nous trouvâmes de grands magasins de maïs dissimulés derrière une double muraille, trois pauvres *ranchos* perdus dans l'immensité sont les seuls gîtes où le voyageur puisse abriter sa tête, sans toutefois pouvoir s'y restaurer. Le 29 septembre, après cinq jours de route et une étape doublée, la contre-guérilla arrivait vers midi au *rancho* de l'Ermita, au bord du Rio-Tigre, à quatre lieues en dessous de San-Fernando, qu'on avait résolu de tourner. Le *rancho* était plein de poudres. A la même heure, la fraction mexicaine laissée par le général Mejia, sous les ordres du colonel de Perald, à la disposition du chef français et venue de Vittoria par une route plus directe débouchait au rendez-vous de l'Ermita. Cette troupe avait été moins heureuse que la nôtre dans son trajet, car un de ses officiers et sept hommes s'étaient noyés au passage de la Corona. Le Rio-Tigre, dont les eaux jaunâtres avaient baissé, était profondément encaissé, et ses berges étaient couvertes du limon déposé par les dernières crues. Dans la soirée, à force de travail, nos deux escadrons le franchirent en ne perdant que deux chevaux dans ses vases; lancés sur la ville ennemie, San-Fernando, ils y entrèrent sans coup férir à la chute du jour. Le général Cortina, menacé par le débarquement de six cents marins français établis solidement à Bagdad, petite ville située sur l'embouchure du Rio-Bravo à cinq lieues environ au-dessous de Matamoros, inquiété par la descente de la division Mejia, qui arrivait de Monterey, s'était en effet transporté à Matamoros pour se mettre à l'abri de notre marche et ne pas se laisser couper de la frontière. Il avait confié la défense de San-Fernando à son lieutenant Palacios, un *vaquero* du voisinage, soutenu par un ramassis d'hommes armés.

San-Fernando, presque entouré par le Rio-Tigre, était défendu

par huit pièces de canon qui enfilaient le gué du fleuve. La ville dominait à pic le cours du *rio* d'une soixantaine de mètres. Cette position était admirable pour la défensive; si notre troupe eût abordé de front le passage de la rivière, elle eût été écrasée sous le feu des pièces, n'eussent-elles été servies que par une poignée de soldats, à qui il était facile de s'enfuir sans pouvoir être atteints à cause de la raideur de la rampe. Carbajal d'ailleurs avait visité San-Fernando deux jours auparavant, et après mûr examen du terrain et de ses défenseurs il avait renoncé pour sa part et conseillé de renoncer à toute tentative contre les *colorados*, dont il redoutait l'élan. Aussi Palacios, se sentant tourné, avait-il pris peur et s'était-il enfui, laissant entre nos mains deux canons de six rayés, un obusier de seize, une pièce de campagne de douze et une magnifique couleuvrine en bronze. Cette longue bouche à feu d'origine étrangère méritait les honneurs de la prise. Baptisée *il Phevo*, fondue à Manille en 1780 par Bernardo-Antonio Guerrero, ornée des armes de Charles III, roi des Espagnes et des Indes, elle était décorée de la Toison d'or et remarquable par le fini de ses gravures bien conservées. Singuliers retours que ceux de la guerre! bizarre fortune que celle de cette coulevrine, qui d'abord dit adieu aux mers de Chine pour aller tonner au golfe du Mexique, puis, enlevée aux Espagnols par les Mexicains, tombe entre les mains des guérillas et d'une contre-guérilla française! A cette heure, ce bronze plein de souvenirs, fatigué de son demi-tour du monde, repose silencieux dans un musée de Paris.

Le lendemain de notre entrée à San-Fernando, nous étions rejoints par le reste de la contre-guérilla et la troupe de Perald, qui avaient franchi difficilement le Rio-Tigre. La population, étonnée de voir l'uniforme français, nous lançait des regards sombres. Trois autres canons de bronze avaient été cachés dans les bois. Après un *speech* un peu accentué du colonel Du Pin, les notables crurent sage de les retrouver. Ils avaient pourtant espéré les sauver du désastre, dans l'attente d'un retour de Cortina après le départ de *los invasores*. A l'extrémité de la ville s'élevait une haute maison voûtée, solidement bâtie et sans fenêtre apparente. Une seule porte y donnait accès; on y pénétra de force. Au fond d'une petite pièce vide on apercevait encore les plinthes d'une porte fraîchement murée. Le socle mal déguisé était noir de poudre écrasée. On fit crouler les pierres, et lorsque les yeux furent habitués à l'obscurité, on découvrit une vaste poudrière. Quatre mille boulets et obus chargés, des projectiles à grille du modèle américain, pareils à ceux que nous recevions sous les murs de Puebla, quatre cents tonneaux de poudre évalués à douze mille kilogrammes, cartouches et capsules d'infanterie, s'y trouvaient accumulés. C'était le

fameux parc de Cortina. Le silence qu'avaient gardé les notables sur cette poudrière attestait bien leur hostilité. Une caisse fermée contenait en outre tous les A majuscules et minuscules enlevés à l'imprimerie de l'état de Tamaulipas, qu'on voulait mettre hors de service à l'arrivée du général Mejia. Le fleuve roulait avec fracas. Pour déjouer les projets des républicains, dans la crainte de leur retour offensif, du haut des rochers de la ville, on précipita dans les eaux vaseuses du Rio-Tigre deux mille huit cents projectiles et trois cents barils de poudre. Le reste des barils et les boulets de calibre furent réservés pour l'approvisionnement des pièces de prise; les capsules, qui commençaient à manquer, furent respectées. L'amnistie fut proclamée. Une partie de la bande de Palacios vint aussitôt déposer les armes; mais le chef demeura caché au fond des bois, déclarant avec emphase qu'il attendait les ordres de Cortina.

Ce même jour nous parvint la nouvelle de la chute de Matamoros et de la reddition de Cortina. L'ancien gouverneur du Tamaulipas, après avoir franchi le Rio-Bravo, repoussé par les confédérés (1), maîtres encore de Brownsville, située sur l'autre rive du fleuve, était rentré à Matamoros, où il avait extorqué 500,000 piastres aux négocians, sous prétexte de solder sa troupe. Malgré ces rapines, ses soldats ne reçurent rien; 1,500 d'entre eux l'abandonnèrent pour se répandre en guérillas, et le reste menaça de se révolter. Il crut dès lors prudent de se rendre au général Mejia. Cortina, général de brigade de rencontre, le pillard des commerçans, chef de bandes délaissé des siens, bloqué sans espoir de retraite, acculé par nos marins sortis de Bagdad, réduit à vaincre ou à mourir, ne tira pas un coup de fusil; déshonorant jusqu'au bout la cause qu'il invoquait, il demanda grâce. Le soir même, les poches encore pleines du larcin dont sa reddition sauvait le fruit, il fut amnistié et élevé par le général Mejia au grade de général de division de l'empire avec un commandement actif dans Matamoros, dépouillé par ses mains. En vérité, c'était plus que de l'aveuglement. Aussi cinq mois après, au mois de mars 1865, le nouveau général de division, après avoir embauché une partie des troupes restées jusqu'alors fidèles à leur chef Mejia, se prononçait-il de nouveau pour Juarès! A cette heure, il tient encore la campagne. Il faut ajouter, à l'honneur de la marine française, que le capitaine de vaisseau Veron, sur le point d'enlever Matamoros à la tête de ses matelots, avait refusé de traiter avec Cortina et avait exigé qu'il se rendît à discrétion, comme un simple brigand.

(1) Les Américains du sud avaient mis à prix la tête de Cortina, qui avait lâchement assassiné quelques mois auparavant un de leurs compatriotes, le secrétaire de Vidaurri, gouverneur du Nuevo-Leon.

Dans la nuit qui suivit l'arrivée de cette nouvelle, nous arrêtâmes un émissaire de Cortina porteur de lettres déjà timbrées de son nouveau quartier-général et adressées au chef de guérillas Palacios, qui errait encore dans les bois. Par ordre de Cortina, le *vaquero*, qui ne savait ni lire ni écrire, J. Palacios, était promu au commandement militaire de San-Fernando et du district. Tout cela était vraiment scandaleux. Le choix du nouveau commandant de San-Fernando était d'autant plus funeste que cette petite ville est un point militaire d'une grande importance, relié à la mer, distante seulement de douze lieues, par le Rio-Tigre, qui coule à ses pieds; c'est en même temps un point central d'où l'on peut rayonner sur toutes les terres chaudes du Tamaulipas.

Quoi qu'il en soit, le 3 octobre 1864, le Tamaulipas semblait, sinon rallié, du moins soumis. Toute résistance ouverte avait disparu; il ne restait plus que des coupeurs de routes, ne pouvant plus invoquer le titre de libéraux.

III.

Après la chute de Matamoros, le général Mejia fut nommé commandant militaire de trois états : le Cohahuila, le Nuevo-Leon et le Tamaulipas pour le district nord de Matamoros, par conséquent de toute la frontière voisine des États-Unis. Le colonel Du Pin était chargé de pacifier et d'organiser les districts sud et centre du Tamaulipas, Tampico et Vittoria, que limite le Rio-Tigre. San-Fernando relevait directement de l'autorité mexicaine. La contre-guérilla reprit donc le fusil et se prépara à remonter vers Vittoria; son rôle isolé de partisans allait recommencer. Les difficultés du départ furent excessives. La contre-guérilla ramenait avec elle, pour l'armement de Vittoria, sept pièces de canon, dont deux très lourdes et sans affûts, et un parc de munitions. Il fallut se procurer des attelages, des chariots et des conducteurs. Grâce au colonel de Perald, à qui restait confiée la garde provisoire de San-Fernando, puisque sa troupe appartenait à ce ressort militaire, les habitans mirent en réquisition tous leurs moyens de locomotion, rares encore, car une partie de la population avait fui à notre approche. San-Fernando est une jolie ville de 1,500 âmes en temps ordinaire; c'est déjà, comme Matamoros, une ville plutôt américaine que mexicaine. Presque tous les propriétaires des *tiendas* sont originaires du Texas ou étrangers. Des caravanes chargées de cuirs et de cotons, se dirigeant vers la frontière, viennent de temps à autre y ranimer le commerce. Une vaste église, abandonnée du culte, sert de caserne, car tous les curés ont, depuis la guerre civile, émi-

gré du Tamaulipas. San-Fernando, qui avait toujours accepté avec peine l'idée de relever de Mexico, goûta peu le programme français, tout en rendant d'ailleurs hommage à nos idées de justice.

Le 3 octobre au matin, la contre-guérilla descendait la rampe de San-Fernando au Rio-Tigre. Deux attelages de huit mules et trois de dix bœufs traînaient les pièces. Les deux gros canons de bronze sans affûts devaient suivre plus tard, dès que le sol aurait acquis plus de consistance. Le colonel de Perald se chargeait de les expédier à Vittoria. Malgré les terrassemens exécutés par nous pour adoucir les berges du fleuve, le passage du gué fut pénible. Les bœufs, en dépit de l'aiguillon et de leur nombre doublé, s'arrêtaient en mugissant au milieu du courant; plus loin, ils enfonçaient dans les boues et glissaient sur la terre détrempée à la sortie de la rivière. Depuis quelques heures, la crue des eaux avait augmenté. Les essieux, plus tard les roues des caissons, disparaissaient sous le remous. Au soleil couchant, le Rio-Tigre était franchi, et les marmites, en rang de bataille, chantaient sur les feux de cuisine, allumés au sommet de la berge; mais une avalanche d'eau fouettée par des rafales de vent tomba sans relâche pendant toute la nuit. Il fallut s'éloigner du fleuve grossissant, dont le bruit était sinistre, et notre colonne s'allongea sur la route ravinée par l'orage. Ce fut là le bivouac. De grands arbres allumés par le milieu du tronc, tandis que les racines plongeaient dans les ruisseaux, éclairaient le paysage. Officiers et soldats, montés sur de gros cailloux et groupés à l'envi autour de ces brasiers, se brûlaient la figure pendant que le reste du corps grelottait sous l'ondée. A 2 kilomètres de nous, à travers les branchages, scintillaient les lumières de San-Fernando, où l'on eût été si doucement abrité!

Ici allait vraiment commencer la plus rude partie de l'expédition. La contre-guérilla mit dix-huit jours à parcourir quarante-huit lieues pour rentrer à Vittoria. Le Rio-Tigre, la Corona, le Rio-Purificacion, le Pilon, et tous leurs petits affluens courent de l'ouest à l'est en descendant des plateaux du Nuevo-Leon, et traversent le Tamaulipas dans toute sa longueur. Il fallut les franchir tous sans jamais trouver un toit, et pendant toute notre marche les cataractes du ciel restèrent ouvertes. Si durant trois années les terres chaudes avaient été brûlées par la sécheresse, à cette heure elles étaient largement abreuvées. Aussi le parcours fut-il marqué par de nombreux incidens.

Cette route de Vittoria à San-Fernando est le chemin direct de Matamoros; elle a été dessinée et construite à moitié par les Espagnols. Là où les chaussées n'ont pas cédé sous les efforts des eaux ou les empiétemens de la végétation, on en retrouve encore des

tronçons. Les autres parties sont des trouées dans les bois, mais ce n'est plus cette solitude complète qui énerve l'imagination du voyageur. D'abord on tourne le dos à la mer, et dans les rares instans d'éclaircie nous découvrons à travers et au-dessus des brouillards de la plaine les premiers chaînons des Cordillères, qui revêtent mille formes à mesure que les rayons du soleil glissent sur leur tête, ou fouillent de leur lumière les mille renfoncemens de la montagne. Toutes ces teintes sont chaudes, volcaniques, entremêlées de vapeurs fugitives et irisées. Quand les yeux s'abaissent, fatigués de ces pics vertigineux qui n'ont peut-être jamais été foulés par un pied humain, ils se reposent sur quarante lieues de tapis vert, parsemé de quelques taches blanchâtres. Ces points blancs sont les villes de Ximenès, Padilla et Guemès, qui marquent presque les étapes du tracé de San-Fernando à Vittoria : ce sont aussi des *haciendas* jadis florissantes, aujourd'hui le dernier asile des Indiens que la guerre n'a pas encore arrachés au sol, et qui, à la vue de tous leurs souvenirs et de toutes leurs croyances dispersés, de leurs temples livrés au pillage, commencent à se corrompre au contact des vices de leurs maîtres ou à désespérer de leur sort.

Sur la droite, vers le nord, ce massif de rochers isolés, ce bloc aux reflets fauves et rosés, hérissé d'aiguilles de granit, semblable à un gigantesque lion au pelage hérissé, couché dans la plaine sablonneuse du désert, c'est le royaume des bandits et des guérillas. A mi-côte, ce nid d'aigles, cette cité aérienne aux bâtisses grisâtres, où l'on grimpe par des escaliers taillés dans le roc et dont deux roches inclinées l'une vers l'autre forment la porte d'entrée, c'est la ville de San-Carlos, la nouvelle retraite du général Carbajal. A moitié route de Vittoria, la première ville où nos attelages épuisés purent prendre un léger repos, ce fut le premier point blanchâtre qu'on avait signalé du haut des collines à l'entrée de la plaine, —Ximenès, connu aussi sur les vieilles cartes sous le nom de Santander. Dix kilomètres environ avant d'arriver au premier *mirador* de la ville, d'où les guetteurs chargés d'épier l'arrivée des bandes dominent tout le pays, s'ouvre en ligne droite une large voie. Si l'on augure du développement de la cité par cette avenue, par les pignons et les clochers qui se dessinent dans la brume, par le bruit des cloches sonnant à toute volée, tout nous présage les délices de Capoue. A l'angle de la place se dresse un fier hôtel, à l'autre extrémité une vieille église de belle architecture gothique, et qui paraît grandiose; mais tout cela n'est que ruines, les murailles sont fendues, de larges gouttières ont creusé les plafonds. Ximenès, qui ne renferme pas d'étrangers, a un caractère national. Quelques familles mexicaines plus industrieuses que de coutume, des Indiens vivant

des produits du sol y luttent contre l'envahissement de la misère; ce qui leur manque, c'est la sécurité dans le travail.

Les diverses autorités attendaient la contre-guérilla à son entrée, et réclamèrent hautement de la France le secours de ses soldats pour ramener la paix; leur voix suppliante était pleine de tristesse : c'est que le voisinage de San-Carlos, qui les dépouille sans relâche, les glace de terreur. Mais est-il possible de laisser un petit détachement français à pareille distance de Vittoria, sur ce point presque perdu dans la solitude? C'est vouer d'avance les contre-guérillas au massacre et à la famine. Et pourtant un appui serait utile pour sauver du banditisme ce petit centre isolé qui ne veut pas mourir; nous ne pouvons donner que des armes aux habitans qui auront l'énergie de s'en servir; puis demain viendra la guérilla! Si elle est vaincue, après-demain elle reviendra plus forte encore, toujours grossissant jusqu'à l'heure où les défenseurs de la ville auront succombé. Leur cri d'agonie se perdra dans l'espace, et les autres habitans, désormais sans force pour sauver leur vie, courberont de nouveau la tête; c'est en pareil cas que se trahissait notre impuissance dans la lutte mexicaine, car nous ne pouvions réellement opposer le remède au mal.

A la sortie de Ximenès, que nous avions quitté de grand matin pour couper en deux l'étape, trop pénible aux attelages de bœufs, une chute d'eau bien aménagée met en mouvement un moulin à farine : c'est le premier que nous rencontrons dans le Tamaulipas. En pareil pays, cet essai industriel a sa valeur et sa signification. A une heure de la ville coule un petit ruisseau, le Rio-Salado, en temps ordinaire profond de 50 centimètres et large de 2 mètres. C'était maintenant un fleuve. Tout le sol voisin était détrempé, les roues des canons enfonçaient jusqu'au moyeu; il fallut faire demi-tour, et ce ne fut qu'au bout de trois jours qu'on put gagner Marquesote, cinq lieues plus loin. Marquesote est un *pueblo* (village) de peu de ressources; mais à partir de ce point jusqu'à Vittoria les cases sont moins disséminées. Tous les 10 ou 15 kilomètres le long de la route, on trouve quelques feux, jusqu'au Pilon, qui coule au pied de l'*hacienda* de San-Antonio, la résidence actuelle de la sœur de La Serna. Jusqu'à ce moment, nous avions surmonté tous les obstacles; mais cette fois il fallut s'armer de résignation et devenir ingénieux.

Le Pilon avait 30 pieds de profondeur sur 50 mètres de largeur. Ce n'était plus un torrent, c'était une débâcle, un tourbillon, un gouffre où s'engloutissaient des arbres entiers. Nous ne pouvions songer à rétrograder, et pourtant l'*hacienda* était vide de provisions; il fallait passer. Deux canots en troncs mal équarris, sans

proue ni gouvernail, tels étaient nos seuls moyens de traversée pour des canons du poids de 2,500 kilogrammes. L'*hacienda* ne contenait ni clous ni cordages. Alors commença une véritable odyssée. D'adroits tireurs se glissent sous bois et tuent des taureaux sauvages; officiers et soldats mettent la main à l'œuvre. Les cuirs des animaux dépecés servent à faire des lanières; les lanières, fortement tressées à l'aide d'une roue de canon transformée en roue de cordier, se changent en câbles; des peaux gonflées servent d'outres. Plus loin, on démolit un hangar dont les madriers forment un tablier. En trois jours, on a improvisé un radeau soutenu par les deux canots et allégé par les outres. Dès que le gros câble de cuir est prêt et solidement amarré, on lance le pont volant, on installe le va-et-vient; puis les pièces d'artillerie passent. Cinquante contre-guérillas, au bruit des clairons qui sonnent la charge, les entraînent à bras au sommet de la berge opposée, dont la pente boueuse a été comblée de pierres et bien nivelée. En six heures, toute la contre-guérilla et son matériel avaient touché l'autre rive. Le même jour nous traversions le Rio-Purificacion, d'une imposante largeur, mais presque guéable : l'eau ne montait plus qu'à la selle. Malgré la rapidité du courant, les escadrons, formés en bataille, s'avançaient en rompant le fil de l'eau, chaque cavalier portant armes, chaussures et cartouches attachées autour du cou. En face du gué, au-dessus du fleuve plein de clameurs et troublé par le clapotement des chevaux, la ville de Padilla restait plongée dans un profond silence. Padilla n'est plus ni cité ni bourgade, c'est une nécropole. Un clocher écroulé et enseveli sous les herbes, une vieille prison publique dont les pierres sont rongées et les portes de fer brisées, quelques pâles fiévreux qui glissent dans les rues solitaires le long de murailles criblées de projectiles, tel est le triste tableau qui s'offre à la vue. C'est là, en face de l'église, devant cette palissade qu'est tombé en 1823, la poitrine trouée de balles mexicaines, Iturbide, le premier empereur du Mexique.

Padilla est pauvre; il faut marcher encore pour chercher notre nourriture. On se remet en route, et après cinq heures de marche, où plusieurs chevaux tombent morts de fatigue et d'épuisement sous leurs cavaliers, la colonne arrive au bord du dernier fleuve qui nous sépare de Vittoria. Le passage est impossible, la Corona roule ses eaux sur plus de 400 mètres de largeur. Nous campons en face de l'*hacienda* de San-Juanito, dont tous les Indiens se disposent à nous servir et à nous apporter des provisions dès que le *paso* (gué) se pourra franchir à la nage. Si les feux de cuisine étaient inutiles, faute de quoi faire la soupe, nous avions besoin de réchauffer nos vêtemens détrempés; mais les arbres, dont les écorces sont mouillées,

ne s'enflamment que difficilement. Nos bêtes sont moins à plaindre; l'herbe a grandi sous les dernières ondées : aussi la ration des chevaux sert à préparer notre *tortilla*. Vers minuit, le vent sauta brusquement de l'ouest au nord. Le ciel enfin s'étoila, et à la lueur de la lune, qui perça sous la feuillée, le bivouac avait un aspect magique. Sur nos têtes, les géans de la forêt, de leurs rameaux entrelacés avec les lianes et les lichens, formaient une immense voûte de verdure, tandis qu'au dernier plan de la forêt vierge les eaux du fleuve, éclairées en plein de pâles rayons, emportaient avec elles des troncs et des branchages qui passaient rapidement, semblables de loin à des radeaux chargés d'ombres silencieuses.

Au soleil levant, tout frissonnant encore du froid de la nuit, chacun courut au bord de la Corona. Les eaux avaient sensiblement baissé; les Indiens de l'*hacienda* San-Juanito, déjà groupés au nombre d'une cinquantaine sur la berge opposée, avaient préparé trois canots. Avant de les lancer, un des *peones*, pour apprécier la force du courant, se jeta dans le fleuve, et dès qu'il eut dépassé l'endroit le plus rapide, il fit un signe aux bateliers, qui, la pagaie à la main, suivirent la direction de son sillage. Aussitôt la troupe d'Indiens, jeunes et vieux, à moitié nus, se précipita à la nage en fendant les flots : ce fut là un des épisodes les plus émouvans de la campagne. Les embarcations suffisaient pour la contre-guérilla et son matériel, et malgré les difficultés d'abordage tout allait bien; mais restaient les animaux et les canons. Les Indiens se proposèrent bravement pour ces deux opérations. Comme d'habitude, on lance les chevaux en troupe; les nageurs les escortent sur les deux flancs. Les uns écartent les branches qui peuvent frapper les pauvres bêtes; les autres soutiennent la tête des retardataires fatigués. La première épreuve a réussi. Sans prendre de repos, la bande des tritons est déjà revenue aux cinq grosses pièces d'artillerie; quarante des nageurs attelés à un cordage les entraînent successivement séparées de leurs caissons. Au départ, tout disparaît brusquement sous l'eau; des plongeurs poussent aux roues, devenues invisibles, et en quelques minutes tout le cortége sort du lit de la Corona en poussant des cris de joie. Le soir, nous couchions à Guemès, triste village qui aux temps passés a dû être un lieu de plaisance, grâce à sa proximité de la capitale et à la richesse d'un sol aujourd'hui inculte. Le 20 octobre 1864, la contre-guérilla, malgré toute sa résignation, saluait avec enthousiasme les premières maisons de Vittoria. Près de deux mois de solde (300 fr. par homme, déduction faite des besoins personnels prévus par le corps) étaient dus aux troupes. Quarante-huit heures de liberté entière furent accordées, et les *tiendas* de Vittoria purent se féliciter des prodigalités françaises.

IV.

Pendant ce repos, le colonel de la contre-guérilla dut organiser tous les services des deux districts de la province qui lui étaient confiés. Les hommes dignes de remplir les premiers postes étaient fort rares; les principaux notables ne voulaient point accepter de fonctions compromettantes, ou la moralité de ceux qui s'offraient donnait des craintes sérieuses pour l'administration de la chose publique. Il y avait pourtant à Vittoria un homme doué de certaines qualités, et qui avait embrassé la cause de l'empire avec ardeur. C'était un beau-frère de M. Aguilar (1), M. Torribio de la Torre, désigné déjà pour les fonctions de préfet politique par le choix provisoire du général Mejia. Son activité et sa connaissance du pays le firent élever à cette première dignité locale, et tout d'abord il nous rendit de vrais services; mais plus tard, dès qu'il prévit le départ de la troupe française, il la desservit de façon à regagner les faveurs des libéraux. — Les bureaux d'octroi, de police et de contributions furent réinstallés avec d'autant plus d'avantage que Vittoria, depuis la rentrée de la contre-guérilla, avait repris un tout autre aspect, que la majeure partie des habitans avait reparu dans ses foyers, et que désormais les convois de commerce et même de fruits arrivaient facilement de San-Luis et de Tampico, ce qui doublait la population flottante.

Malheureusement la sécurité des grands chemins n'était point encore complète malgré les mesures qui avaient été prises avant notre départ pour Sotto-Marina. La nécessité d'une gendarmerie volante avait fait choisir et armer quarante cavaliers mexicains destinés à courir sus aux bandits. Durant notre absence, après avoir été bien équipés et bien payés, les quarante gendarmes avaient déserté avec armes et bagages pour travailler à leur compte. L'insuccès de ce premier essai, le seul qui eût chance de ramener le calme dans la province, était inquiétant pour l'avenir, car donner des fusils aux citoyens pour leur propre défense, c'était ouvrir une nouvelle ère de désordres. Pour parer à la perte de cet élément de pacification, un décret du maréchal Bazaine augmenta l'infanterie de la contre-guérilla d'une compagnie de deux cents fantassins, qui fut bientôt formée avec les meilleurs soldats libérés descendus, pour gagner l'Europe, à Orizaba, où les engageait un de nos camarades

(1) M. Aguilar di Marrocho, ancien ministre sous Santa-Anna, qui prononça un éloquent discours en faveur de l'archiduc Maximilien à la junte de Mexico, qui fut député à Miramar pour y porter la couronne, puis ambassadeur du Mexique en 1865 à Rome et aujourd'hui à Madrid, *licenciado* d'une haute valeur, et clérical aussi honorable que passionné.

de la contre-guérilla, détaché pour le service du recrutement. De nouveaux renforts d'ailleurs, et nous en avions besoin, nous étaient expédiés des trois provinces d'Algérie par ordre du ministre de la guerre. Une colonne de trois cents hommes, Africains éprouvés, venait de débarquer à Tampico. La contre-guérilla, qui allait compter près de mille combattans, n'eut pas le temps de s'endormir dans les minces délices de Capoue.

Pedro Mendez, un des chefs de guérillas qui, comme on se le rappelle, avait harcelé nos régimens enfermés dans Tampico, et qui plus tard avait vu sa bande réduite à une quinzaine de malfaiteurs, tenait garnison dans la ville de San-Carlos. Par suite de l'éparpillement en guérillas des quinze cents Mexicains révoltés contre l'autorité de Cortina à l'heure de sa capitulation, il s'était subitement entouré de quatre cents partisans. Les gendarmes déserteurs s'étaient à leur tour ralliés à son drapeau, qui portait pour seule devise « guerre aux Français! » Le général Carbajal, oublieux de sa dignité, mais résolu à se servir de tous les instrumens pour renverser l'empire, s'était aussi réfugié à San-Carlos, d'où, sans paraître, il donnait le mot d'ordre au bandit Mendez. On devait désormais tout craindre de Carbajal, car son cousin La Serna avait consenti à lui transmettre de la part du colonel Du Pin une lettre dans laquelle ce dernier l'adjurait au nom de son pays, lui Carbajal, vieux soldat éprouvé, de se rallier, d'apporter toute son activité au service d'une cause qui pouvait être libérale, et la preuve qu'on lui donnait de la loyauté de ces intentions, c'était de lui offrir un commandement. Le général Carbajal avait repoussé ces propositions en exprimant combien il était sensible à pareille offre venant des Français; mais il annonçait qu'il ne déposerait pas les armes qu'il n'eût vu flotter sur Vittoria la bannière de l'indépendance. — Pedro Mendez, *ranchero* du Tamaulipas, lâche et hardi tout à la fois, est de taille peu élevée. Cet homme, d'une figure un peu efféminée, est renommé pour la petitesse de son pied, avantage auquel les Mexicains et surtout les Mexicaines attachent un très haut prix. Infatigable cavalier, toujours en selle, il passe sa vie nomade au plus épais de la broussaille. Fuyard aujourd'hui, demain prompt à l'attaque sans jamais se jeter de sa personne dans la mêlée, c'est le partisan insaisissable, quoiqu'il soit facile à reconnaître aux lunettes vertes qu'il porte toujours en marche et à son costume invariable : *sombrero*, veste de peluche noire, *revolvers* à la ceinture, culotte blanche et petites bottes à éperons ciselés. Marié à une charmante Mexicaine qu'il aime avec passion, malgré les pleurs de sa femme, qui gémit sur son genre d'existence chaque fois qu'il va la retrouver secrètement, il ne vit que pour le pillage. Quand il se

sent en forces, de sa propre main il assassine froidement quiconque lui résiste, ou quiconque lui inspire un soupçon. Voilà le nouvel allié de Carbajal. L'imprimerie de Vittoria, dont nous avions retrouvé à San-Fernando les caractères enlevés par Cortina, fonctionnait de nouveau et publiait le journal officiel de la province. Mendez y répondit par la création d'une feuille nommée *El Cosaco*, semée sur toutes les routes, où il jetait à notre face les plus sanglantes invectives toujours couronnées par la formule : *libertad et independencia*.

Huit jours s'étaient à peine écoulés depuis que la contre-guérilla y tenait garnison, que la panique se répandit à Vittoria. On annonçait l'irruption de la bande de Mendez. Sa guérilla, au nord de San-Carlos, avait pillé un convoi considérable appartenant aux négocians de Monterey, puis, faisant brusquement volte face, s'était jetée sur Ximenès, en avait pendu l'alcade et les autorités qui s'étaient présentées à notre passage, avait pris 11,000 piastres (55,000 fr.), tout ce que possédait la malheureuse ville, et s'était emparée des deux grosses pièces d'artillerie laissées en arrière par nous, au moment où elles s'acheminaient à petites journées sur Vittoria. Ces bouches à feu étaient déjà en route sur San-Carlos, qui se transformait de jour en jour en fort réduit, comme le quartier-général de Carbajal, et qui devait être bientôt inexpugnable, si on réussissait à l'armer de canons. Or la Huasteca était totalement apaisée; le commandant Pavon venait de faire aussi sa soumission. Les districts de Tampico et de Vittoria étaient rentrés dans l'ordre, et Pancho de Léon, le frère de Martin de Leon, avait déposé les armes. Les deux villes principales du Tamaulipas, Tampico et Vittoria, protégées par des travaux sérieux et un armement bien approvisionné, se reliaient déjà par des colonnes mobiles fort redoutées; le commerce reprenait, quand cette étincelle partie du nord vint mettre le feu à la province. Il n'y avait pas de temps à perdre, si on voulait arracher à l'ennemi les pièces capturées. Par bonheur, les chemins étaient encore pleins de vase, les pièces étaient de gros calibre, et vingt-cinq lieues séparaient San-Carlos de Ximenès. Sans plus tarder, les deux escadrons de contre-guérillas se mirent en route, n'emportant qu'un jour de vivres.

L'officier le plus élevé en grade, M. Isabey, reçut le commandement de l'expédition. Par un temps frais, on a vite franchi le parcours de Guemès. On n'aperçut que les loups des prairies rongeant encore sur la lisière de la forêt les squelettes de nos chevaux, tombés morts au retour de San-Fernando. A l'entrée du village de Guemès, l'alcade, personnage au regard faux, nous révéla mystérieusement qu'un avant-poste ennemi venait de s'enfuir devant

nous, que Mendez, avec le gros de sa troupe, avait bivouaqué la dernière nuit à l'*hacienda* de San-Juan, trois lieues plus loin, couvrant ainsi de sa personne ses guérillas occupés à entraîner à San-Carlos les deux pièces de bronze. On demanda un guide à l'alcade, qui paraissait peu disposé à nous servir. Sur sa réponse qu'il était impossible de s'en procurer un seul, on l'engagea poliment à enfourcher sa mule, et, pour éviter de le compromettre, on l'entoura d'un rideau de cavaliers. Pendant qu'un des deux escadrons courait sur la route de Padilla, l'autre fit un écart de trois lieues sur la gauche et se dirigea sans bruit à travers bois sur l'*hacienda* de San-Juan. On était à mi-chemin : pour obtenir des renseignemens précis sur le nombre et la position de l'ennemi, un des nôtres, le jeune Dumont, toujours prêt à se dévouer, se proposa pour pousser seul en avant. Vêtu d'un costume de cuir, il se déguisa en *vaquero*, et, monté sur un cheval sauvage, il partit au galop, certain d'avance, s'il était fait prisonnier, de périr martyrisé, car Mendez est implacable (1). Une demi-heure, longue aux camarades qui attendaient son retour, s'était écoulée quand il apparut enfin sur sa monture blanchissante d'écume. L'alcade avait menti par peur, car Mendez n'avait pas encore paru à San-Juan. Les *peones* étaient au travail; mais sur l'autre rive de la Corona circulaient quelques *avanzadas*. La vue de nos vestes rouges encore inconnues dans ces parages causa grand émoi dans l'habitation, car les Indiens sont tellement habitués à voir des bandes de toute couleur, que le nom de Français n'avait pour eux que la signification commune, c'est-à-dire la menace de corvées et de réquisitions qu'entraînent toujours les partis à leur suite. Aussi, à peine notre arrivée eut-elle été signalée du haut du *mirador* de l'*hacienda* que tous les *peones* s'enfuirent avec le majordome à travers les hautes cannes à sucre dont San-Juan est entouré. Cette *hacienda*, dont La Serna est propriétaire, offre de splendides cultures; mais le sol, d'une rare fertilité, y est malsain pour les nombreuses familles attachées à l'exploitation malgré le comfortable aménagement de leurs cases : les fièvres y naissent des mille irrigations qui baignent les plantations et du voisinage de la Corona, marécageuse dans cette partie basse. La maison principale, qui domine les écuries et les bâtimens pourvus des nombreux outillages nécessaires à une agriculture déjà avancée, a vraiment l'air seigneurial. Au bord du fleuve, la construction d'un beau moulin à sucre, sur le modèle des moulins de La Havane, ces types du genre, est restée inachevée. C'est dom-

(1) Dans une récente entreprise de ce genre, le sous-lieutenant Dumont est tombé aux mains de l'ennemi et a disparu.

mage, car sans la guerre civile ce petit coin de la province serait florissant. Les communs de l'*hacienda* renfermaient sous leurs hangars onze magnifiques étalons de toute robe, croisés d'arabe et d'américain, et trois élégantes voitures importées de La Havane à grands frais. San-Juan est la plus belle exploitation du Tamaulipas, et ses produits agricoles et chevalins prouvent que, si les bras venaient à y abonder, la terre ne se montrerait pas ingrate.

Le majordome, un peu rassuré, avait reparu : il s'était cru un instant envahi par les gens de Mendez, dont il connaissait trop les procédés pour ne pas prendre la fuite. Cet administrateur, aussi intelligent que laborieux, était dévoué à La Serna, et sa responsabilité était lourde, car l'*hacienda* de San-Juan égalait en importance, par le chiffre de la population, une petite ville du Tamaulipas. Un vieux secrétaire du majordome, un *escribano*, lui servait de second. A tous ces détails, cet *escribano* ajoutait les informations qui nous intéressaient le plus. Mendez était campé sur l'autre rive de la Corona, prêt à se jeter dans n'importe quelle direction, car San-Juan est le carrefour de toutes les routes qui mènent aux quatre coins du Tamaulipas : au nord San-Carlos, à l'est Padilla et Ximenès, au sud Croy, et à l'ouest Guemès et Vittoria. Le majordome redoutait pour la nuit suivante, disait-il, une sérieuse attaque ; aussi comptait-il se jeter avec sa nombreuse famille dans le *monte* dès notre départ, qui s'annonçait déjà. D'après les derniers renseignemens, Mendez devait avoir pris position entre San-Juan et Padilla. C'était justement le chemin que nous allions parcourir pour rejoindre l'autre escadron dans la ville de Padilla, où était le rendez-vous.

Après une heure consacrée au repas des hommes et des chevaux, on se mit en route par une nuit brumeuse, coupant en pleine forêt à la suite de deux guides sûrs, des *peones* de San-Juan. Ce fut une marche de dix heures à travers huit lieues de marais boisés et sur une terre encore noyée par les dernières pluies. Parfois on s'arrêtait pour prêter l'oreille et laisser le temps à l'arrière-garde de rejoindre la colonne, surtout au passage des *barrancas*, fréquentes dans ces parages ; on était couvert de boue et harcelé de maringouins. Vers deux heures du matin, la moitié de l'escadron s'égara malgré toutes les précautions prises. La nuit était si noire que presque tous les contre-guérillas avaient la tête ensanglantée par les branches qui leur fouettaient le visage et les oreilles. On dut s'arrêter court, appeler et écouter longtemps ; personne ne répondit. Malgré le voisinage présumé de l'ennemi, il fallut se décider à faire sonner les trompettes. Rien ne produit une longue et douloureuse sensation comme ces notes graves et plaintives lancées de nuit dans

l'espace au milieu du silence, surtout lorsqu'elles appellent des compagnons quelquefois perdus pour toujours. L'anxiété fut grande; enfin après vingt longues minutes les égarés ralliaient nos rangs. L'appel fait, on marcha encore trois heures. Au lever du soleil, nous entrions à Padilla, où l'autre escadron nous attendait pour se mettre à la poursuite des pièces d'artillerie. Vers midi, une fois le gué du Rio-Purificacion traversé, on eut à franchir le Pilon, toujours gros et emporté dans son cours. Sous le choc d'une pièce de bois courant à la dérive, un de nos canots chavira, et dix cavaliers disparurent bottés et armés au milieu du gouffre. Un instant on vit cette grappe d'hommes suspendue au faible cordage d'attache, qui finit par céder sous tant d'efforts désespérés. En un clin d'œil, les bons nageurs de la contre-guérilla s'élancèrent au secours des naufragés. Huit seulement purent être sauvés; un Arabe et un Français, tous deux vieux soldats de Crimée et d'Italie, furent entraînés; trois ou quatre fois apparut une tête suppliante, puis le tourbillon se referma. Chacun de nous s'en alla le cœur serré, quittant les chemins battus, jusqu'à la Partadero, *rancho* solitaire dans la direction de la route de Ximenès à San-Carlos, la petite ville vers laquelle roulaient les canons. En trente-six heures, on avait parcouru trente et une lieues. La chute du jour était proche; à peine le café versé, chaque cavalier se laissa tomber de fatigue sur le sol, confiant dans la vigilance des petits postes. Vers onze heures, dès que la lune éclaira les sentiers, on recommença la poursuite en pleine forêt vierge. Un guérilla lancé à toute bride se jeta brusquement dans notre avant-garde. C'était un émissaire de Mendez qui retournait à lui après s'être assuré que les canons s'avançaient sans encombre vers San-Carlos. On le retint prisonnier, sans obtenir de lui aucun éclaircissement. Aux premières lueurs de l'aube, nous débouchions sur la grande route; les empreintes de roues tracées sur le sol dataient de la veille. On partit au galop, et à un détour du chemin on tombait sur le *rancho* de la Garita. Sous les arcades du péristyle étaient couchés bien endormis, les armes sous la main, onze bandits; avant d'avoir pu se défendre, ils étaient saisis. A 500 mètres plus loin, au bas d'une côte, les canons reposaient sur des chars embourbés dans un ruisseau. Un fort parti de cavaliers les entourait; mais, stupéfaits d'apercevoir les vestes rouges à pareille heure, ils s'enfuirent dans la direction de San-Carlos à bride abattue. Les prisonniers étaient vraiment hideux dans leur accoutrement. Les cheveux et la barbe incultes, des chemises garnies de dentelles déchirées et souillées, des vêtemens moitié bourgeois, moitié militaires, salis par la débauche, des ceintures enrichies de broderies d'or et d'argent, les mains encore tachées

de sang, tout accusait en eux les meurtriers des victimes de Ximenès. Lorsque leurs noms eurent été inscrits et que l'interrogatoire eut été achevé, ils se placèrent sur un rang où ils attendirent bravement la mort. Grâce fut faite à un seul qui demanda la parole au moment suprême. C'était un *peon* enlevé de force par les guérillas et qui avait été contraint de les suivre. Renseignemens pris auprès des conducteurs de voitures que nous reconnûmes, on lui pardonna, et plus tard, à Vittoria, il fut élevé au grade de jardinier sur un petit coin de terre réservé où se semaient les légumes destinés à la nourriture des malades de la contre-guérilla. Dix cadavres tombèrent et restèrent sans sépulture; les pièces étaient reprises, les chevaux des condamnés remplacèrent nos montures les plus épuisées, et le soir même San-Carlos, au pied duquel nous allions bivouaquer, apprenait par ses fuyards le sort de ses partisans.

Dans la nuit, le colonel Du Pin nous avisait qu'il était sorti lui-même avec de l'infanterie pour couvrir Guemès, que Mendez menaçait de San-Juan, où il avait pénétré. Le lendemain, nos escadrons couchaient à l'*hacienda* de San-Juan, où ne restaient que des familles éplorées. La veille au matin, Mendez, à la tête d'une partie de sa guérilla, avait fait irruption, et au moment même où les siens tombaient à trente lieues de là, il pendait le majordome, le vieil *escribano* et nos deux guides. Chevaux et voitures avaient disparu; de plus quarante Indiens *peones*, pris au *lasso*, avaient été emmenés comme recrues. C'était là le premier avertissement donné par le général Carbajal à son cousin La Serna, qui, penchant encore entre la cause juariste et le régime impérial, finit par accepter la présidence de la grande *junta* convoquée à Vittoria pour le 15 novembre 1864; cette *junta* devait réunir tous les notables du Tamaulipas, appelés à discuter les intérêts de leur état. Le 3 novembre, le capitaine Isabey, après avoir si bien réussi, ramenait les escadrons à Vittoria; la cavalerie avait ainsi parcouru soixante-sept lieues en quatre nuits et quatre jours. Cette course donne une idée des services que peut rendre le cheval du Tamaulipas.

V.

Les nouvelles qui suivirent ces événemens furent très fâcheuses. Les deux officiers de la contre-guérilla française retenus à Tampico par les besoins du service avaient succombé au *vomito;* 87 soldats faisant partie de nos 300 Africains récemment débarqués, en quelques jours d'épidémie, avaient été aussi enlevés par le fléau, qui décimait plus encore la population indigène. Le reste du déta-

chement avait été mis aussitôt en marche sur Vittoria. Malgré ces mesures, le chemin fut semé de morts. Pour redonner du courage aux survivans frappés de terreur à la vue de ce mal aussi étrange que rapide, la contre-guérilla leur expédia en toute hâte des secours et des médicamens. Là où leurs aînés avaient passé au milieu de chaleurs caniculaires avec des pertes minimes, les nouveau-venus s'affaissaient presque foudroyés, et il n'en arriva que 117 à Vittoria. L'insurrection en même temps faisait des progrès. Les villes de Croy, de Padilla, s'étaient soulevées à la voix d'un ancien commandant de Cortina, Ingenio Abalos. Ce nouveau rebelle avait déjà coupé les communications de Sotto-Marina et de Tancasnequi, tandis que Mendez interceptait celles de Monterey et de San-Fernando. Le but évident de cette levée de boucliers était d'empêcher tous les notables de la province d'arriver à la *junta* de Vittoria. Pour réussir, Carbajal, par l'organe de Mendez, n'avait pas craint de prêcher cette fois la guerre sociale, devant laquelle il avait reculé jusqu'au moment où il avait compris que l'ouverture de la *junta* allait consacrer l'union des grands propriétaires, désireux de resserrer leurs liens, et que l'insurrection perdait ses meilleures chances d'avenir. Ses espérances furent dépassées. Ce que le gouvernement eût dû tenter avec sagesse et promptitude, l'émancipation des Indiens, ses ennemis l'entreprenaient, mais sans imposer aucun frein aux convoitises et aux haines déchaînées. Tous les Indiens, qui formaient le seul élément sérieux de reconstitution mexicaine, se levèrent en masse contre leurs *hacenderos* en réclamant le partage des terres. Tous les petits *pueblos* prirent les armes, les maisons restèrent désertes, et les bois s'emplissant de rebelles, les canons de fusil bordèrent les haies des sentiers.

Le 8 novembre 1864, un *vaquero*, venu de Sotto-Marina à franc étrier, entrait à la maison de commandement de Vittoria. Jesus La Serna faisait savoir que ni les notables du district du centre ni lui-même ne pourraient se rendre à la prochaine *junta* du 15 novembre; leur tête avait été mise à prix, s'ils bougeaient, et malgré toute leur résolution ils ne pouvaient, disaient les notables, songer à se mettre en route sans force armée au moment où tous les chemins étaient barrés par les bandes de Mendez, grossies à vue d'œil. La défection, même non calculée, de La Serna, qui comptait un puissant parti et qui seul pouvait contre-balancer l'influence de son parent Carbajal, avait une trop grande portée pour que l'autorité française ne voulût pas lui ôter tout prétexte d'abstention; d'ailleurs l'intérêt du pays exigeait qu'on cherchât à compromettre La Serna de façon qu'il ne pût désormais reculer. Les deux escadrons de la contre-guérilla se remirent en route pour Sotto-Marina, l'un à gauche par

le chemin de Padilla, l'autre à droite par celui de Croy, balayant ces deux parcours pour se donner la main au *rancho* de la Puerta. Guemès et Padilla étaient vides; Croy était en pleine insurrection, et toutes les cases en étaient abandonnées. La *maison des rentes publiques* avait même été démolie et pillée par le chef Ingenio Abalos. L'alcade récemment installé, fait prisonnier par les guérillas, avait pu s'échapper dans la broussaille, où il avait été poursuivi à coups de fusil. On dut bien se garder pendant la nuit passée à Croy. Un guérilla de mine repoussante fut fait prisonnier. Résigné d'avance au sort qui l'attendait, il s'accroupit auprès du feu du bivouac, et pendant que le chef de contre-guérillas, assisté de l'alcade de Croy, qui nous avait ralliés, et d'une cour martiale, lui faisait subir un dernier interrogatoire, le Mexicain lui demanda cavalièrement une cigarette. Sur son propre aveu, il fut reconnu coupable d'espionnage et de rapines. Le cœur se serrait de voir à la lueur rougeâtre du foyer ce bandit, intelligent d'ailleurs, assis tranquillement et savourant cette dernière fumée de tabac. Quand il eut achevé sa cigarette, toujours impassible, il se leva en proférant le mot sacramentel : *A la disposicion de Vd, señor* (à votre disposition); c'est ainsi qu'il s'en alla dans l'autre monde. L'alcade nous apprit à son tour qu'une femme galante, la maîtresse d'Ingenio Abalos, connue sous le nom de Pepita, partageait ses loisirs entre les Français à Vittoria et les chefs de guérillas à Croy, où elle avait sa demeure, que sa maison était le rendez-vous des orgies et des conciliabules où elle nous trahissait, que le soir même, une heure avant notre apparition à Croy, elle y était entrée à l'improviste, éventant notre marche près de la bande réunie dans une partie de *monte*. Il ajoutait que les guérillas, après s'être concertés devant elle à voix basse, s'étaient lancés en toute hâte sur la route de la Puerta, où nous devions passer de nuit, pour nous y dresser une forte embuscade.

Après perquisitions faites, la charmante espionne fut trouvée cachée sous un tonneau, au fond d'un faux grenier de sa maison. Le sol de la case était encore jonché de cartes, de verres et de robes fanées. La Mexicaine refusa, malgré nos prières, de donner des renseignemens sur la nature et la position de l'embuscade. Alors une corde à nœud coulant fut attachée à la poutre du toit, une montre fut placée en évidence sur la table, et la prisonnière fut prévenue que, si elle n'avait pas parlé au bout de cinq minutes, elle allait être pendue : elle resta muette. De temps à autre, prête à s'élancer comme une panthère, les yeux fixes et ardens, elle observait les *revolvers* passés à la ceinture des Français; la cinquième minute était expirée que la femme n'avait pas encore rompu le silence. La

corde s'abaissa lentement et fit tressaillir le cou de Pepita. La menace avait réussi : elle fit des aveux complets.

On partit de Croy. L'alcade, craignant ses concitoyens, voulut nous suivre; Pepita, gardée par deux contre-guérillas, marchait en tête comme une fière amazone. Pas un coup de feu ne partit de la forêt, et un des guérillas, tombé plus tard entre nos mains, avoua que la bande de Croy, à la vue de la favorite du chef Abalos devenue notre prisonnière, s'était blottie dans le lit d'une *barranca* sans oser nous attaquer. Le lendemain, sur tout notre parcours nous entendîmes les mugissemens des taureaux sauvages; mais nous savions qu'Ingenio Abalos avait le talent d'imiter parfaitement les mugissemens de ces animaux; il comptait ainsi nous inspirer de la confiance, puisque d'ordinaire les bandes de bétail s'enfuient à la vue de l'homme. A une heure convenue, les deux escadrons se rejoignirent au précipice de la Puerta, et attendirent vingt-quatre heures au *rancho* voisin les notables de Sotto-Marina, qui nous avaient avertis de leur départ. Toutes les chambres du *rancho* étaient semées de poudre; l'ennemi venait de les évacuer. Le soir, La Serna, suivi d'un nombreux cortége, nous donnait la main.

Le 15 novembre 1864 au matin, les coups de canon prescrits par le cérémonial faisaient retentir la grande place de Vittoria. La *junta* entrait en séance dans la salle de l'*ayuntamiento*. L'assistance était nombreuse; La Serna fut acclamé président. Tampico, comme ville importante, accepte mal la suprématie de Vittoria, sa capitale en décadence. Aussi son préfet politique, Apollinar Marquez, déjà hostile à l'intervention française (1), refusa-t-il de déférer à l'invitation qu'il avait reçue et usa-t-il de mille stratagèmes, sans réussir entièrement, pour arrêter le départ des notables du district du sud. D'un autre côté, deux des villes les plus éloignées du Tamaulipas dans la direction du nord, Hidalgo et Villagran, menacées qu'elles étaient par San-Carlos, n'avaient pu répondre à l'appel du gouvernement. Cela était d'autant plus regrettable que dans leur rayon est englobée la zone la plus riche de l'état de Tamaulipas.

Pendant que la contre-guérilla battait la campagne pour ouvrir les chemins aux Indiens amenant leurs produits à Vittoria et défendre la ville contre les incursions de plus en plus hardies des guérillas, une nouvelle colonne expéditionnaire, composée de cavaliers et de fantassins, fut chargée d'aller chercher les notables à Hidalgo et à Villagran, sur la demande de La Serna, désireux de rallier tous les centres de la province en un seul faisceau et d'or-

(1) Après la *junta*, ce fut La Serna qui le remplaça dans ses fonctions de préfet politique. Carbajal fit raser les troupeaux de La Serna, et mit à prix pour 100,000 piastres la tête de son cousin.

ganiser les gardes rurales. On tenta encore de former une gendarmerie; douze Indiens, robustes et braves cavaliers, en furent le premier noyau. Le lendemain, on trouvait le sous-officier de cette troupe pendu à une lieue de la ville. Les nouveaux engagés ne se découragèrent pas, et même deux d'entre eux partirent comme guides de la colonne envoyée dans un pays nouveau dont ils connaissaient toutes les localités.

La route qui conduit à Hidalgo, et qui pendant une vingtaine de lieues court le long des dernières pentes des montagnes, est parsemée d'*haciendas* fertiles où abondent le tabac, le maïs, la canne à sucre et les oranges. C'est la meilleure route du Tamaulipas et la plus fréquentée. Presque à la sortie de Vittoria, un premier coup de feu nous fit dresser l'oreille. A la hauteur de l'*hacienda* de Caballeros, notre avant-garde se heurta la tête dans les jambes d'un pendu; c'était un pauvre cordonnier de Vittoria, nommé Serapio Ernandez, parti la veille en courrier de la *junta* expédié à Hidalgo. La clairière était pleine de feux encore fumans et de débris de bestiaux fraîchement tués. Ce tableau était sinistre. On atteignit bientôt l'*arroyo* de la Palmita, torrent desséché, au lit encaissé, dont les bords étaient hérissés de lianes et de ronces. A peine engagés dans la pente, un nuage de fumée enveloppa tout à coup les partisans français; mais, comme on ne marchait qu'avec méfiance, chacun fut vite couché sous la décharge de l'embuscade, qui passa comme un ouragan par-dessus les têtes; puis on se releva. Pas un ennemi n'était visible. Alors fantassins à la baïonnette et cavaliers le sabre nu s'engouffrèrent sous les halliers; presque aussitôt on entendit des cris étouffés. Dix minutes après, la contre-guérilla était ralliée; on essuya sur l'herbe les lames rougeâtres, et malgré les insultes des bandits galopant dans tous les sens nos tirailleurs et nos flanqueurs éclairèrent le pays, le doigt sur la détente de la carabine, ripostant de temps à autre. Le soir, on coucha au bord d'une rivière dont le clapotement troubla seul le silence de la nuit. Ce même jour, un peloton de contre-guérillas, envoyé au secours de l'alcade de Guemès, fut moins heureux; après avoir sauvé l'alcade, nos camarades furent chaudement reconduits par une guérilla supérieure en nombre et grossie des habitans du village, et l'officier français rentrait à Vittoria les deux cuisses traversées d'un coup de feu.

La première étape que nous avions parcourue sur la route d'Hidalgo ne comptait pas moins de dix lieues. Le lendemain de bonne heure, tiraillés sans cesse par des *avanzadas* toujours invisibles, nous traversions la Corona. Moitié des fantassins montèrent en croupe des cavaliers; mais les autres, moins bien servis, furent

condamnés à un bain de jambes glacial, car le vent du nord avait soufflé toute la nuit, et au moment du lever du soleil, heure à laquelle le froid est toujours le plus intense, le thermomètre était descendu à dix degrés au-dessous du zéro : à midi, le jour même, il atteignit trente-six degrés de chaleur. La rive opposée de la Corona était couronnée par une *hacienda* qui a été une résidence princière. En avant de ses deux ailes, deux villages, habités par les serviteurs de l'habitation, s'échelonnent sur la pente. En arrière des bâtimens, d'immenses plantations d'orangers produisent par an, en temps d'exportation facile, de 6 à 7,000 piastres. C'est aujourd'hui le domaine du général La Garza, l'ancien gouverneur qui s'est rallié à nous, et qui, pour ménager la situation, s'est rendu à Mexico, confiant ses biens à son frère cadet Bautista La Garza. Ce dernier, qui s'était tenu à l'écart de la *junta*, déguisa mal son antipathie pour les Français pendant la courte halte qu'ils firent à cette *hacienda* de Santa-Engracias. Nous apprîmes aussi que Mendez avait passé la soirée et la nuit précédentes en compagnie du jeune La Garza après son embuscade infructueuse de la Palmita, que sa troupe s'était ravitaillée dans les magasins de Santa-Engracias, et que Mendez, après avoir pompeusement annoncé l'intention de nous attendre et de nous détruire dans cette position, avait décampé le matin à notre approche et s'était rejeté en arrière vers Hidalgo.

A la sortie des plantations de Santa-Engracias, le pays est accidenté : ce n'est plus ni la terre chaude ni la plaine, ce n'est pas encore la montagne. C'est une succession de bosquets favorables aux embuscades. Aussi notre avant-garde se glissait silencieuse, fouillant du regard tous les recoins du bois, tenant toujours à distance l'ennemi qui battait en retraite. Au détour d'une *vereda*, elle surprit un brigand armé, qui se cacha sous un faux nom, mais qui fut vite reconnu par un de nos guides comme le célèbre Galindo, le plus fameux bandit de tout le Tamaulipas, et passé par les armes. Un peu plus loin, un vrai *gentleman*, lancé au galop, à qui sans doute Galindo servait d'éclaireur, se croisa au sommet d'un mamelon avec nos *avancées*. Il avait fort bonne mine et parlait français. Il déclara être Rafael de La Garza, frère aîné du général. Sa présence dans ces parages était fort suspecte, car malgré le décret il était armé de *revolvers*, marchait sans passeport, et ne s'était encore présenté à aucune autorité. Il voyageait seul, à son aise, sans peur des guérillas, et de plus il sortait de l'*hacienda* voisine, Santa-Maria, domaine de M. Ortiz, son beau-frère, où l'ennemi avait aussi campé la dernière nuit. Cependant il donna sa parole qu'il était étranger aux bandes et qu'il se présenterait avant cinq jours au colonel Du Pin; il réclama même une lettre d'introduction. On lui

remit une lettre confidentielle bien fermée, et, malgré de justes soupçons inspirés par son ancien grade de colonel juariste, on le relâcha.

A la tombée du jour, on finit par découvrir, à l'extrémité d'immenses cultures de maïs, l'*hacienda* de Santa-Maria. La cour intérieure était encore pleine de litière fraîche; une trentaine de guérillas avaient en effet campé sous les fenêtres de M. Ortiz, qui, pour éviter nos questions, prétexta une maladie et resta couché toute la soirée. Nos deux gendarmes, en faisant causer les nombreux *peones* de Santa-Maria, apprirent bientôt qu'un nouveau parti de cavaliers levés la veille dans la ville d'Hidalgo avait passé là pour se réunir à Mendez, dont le *rancho*, appelé *Enchillado*, est perché sur la rive gauche de la Corona, en face de Santa-Maria. En fouillant Enchillado, nos éclaireurs s'emparèrent d'un Indien qui déclara courageusement que depuis vingt ans il était le serviteur de Mendez. Le prisonnier dut sa liberté à la franchise qu'il montrait dans ce moment suprême. Mendez répondit à cet acte de générosité par un *bando* qui ordonnait à tous de faire le vide devant les Français sous peine de pendaison. En effet, plus nous avancions, plus la solitude était menaçante; elle n'était troublée que par les coups de fusil échangés entre nous et les vedettes éventées par les chiens galopant nuit et jour en tête de notre colonne. Pourtant la route d'Hidalgo est semée de *ranchos* et d'*haciendas*.

La ville d'Hidalgo, moitié moins grande que Vittoria, avait été évacuée à la hâte dès l'apparition du *bando*. Toute la population, chargée de ses effets les plus précieux, avait gagné les bois. Les maisons étaient désertes; partout on trouvait des traces de cartouches récemment fabriquées. Au coin de la place principale, près de l'église où la contre-guérilla débouchait au pas de course, en travers et sur le seuil de l'unique porte ouverte, était étendu un large pavillon américain. Derrière le pavillon, un homme pâle, les bras croisés, de haute stature, la tête découverte, attendait immobile. Pressées à ses côtés, pleuraient de terreur sa femme et ses deux filles. C'était un consul américain, M. Daniel Hastings. Après un échange de cordiales paroles, le consul déclara en secret à l'officier français que Mendez en personne lui avait dit la veille qu'il voulait attirer les contre-guérillas à Hidalgo, leur couper les communications, et les attaquer à outrance au moment de leur retour avec des forces bien supérieures. Mendez connaissait exactement le chiffre de notre effectif, qu'il avait fait compter. Tous les notables d'Hidalgo s'étaient enfuis à Villagran; la mission dont nous étions chargés ne pouvait donc se terminer que douze lieues plus loin, à Villagran même.

En quittant Hidalgo, on parcourt un terrain toujours varié : on

passe d'une forêt vierge à une vallée presque nue, partagée par un fleuve qui serait couvert d'usines, si les Américains s'établissaient sur ses rives; plus loin, c'est une petite chaîne de collines aux rudes descentes, aux pentes ravinées. En face, l'horizon est barré par une ligne de hauts mamelons : c'est au pied de ces collines, sur le bord d'une rivière encaissée et rocailleuse, qu'est bâti Villagran. Du sommet de la pente escarpée que descendaient les contre-guérillas, la ville se découvrit tout entière. Elle nous parut charmante au premier aspect, mais soudain, sur la grande place, on vit miroiter aux reflets du soleil des canons de fusil ; puis les armes s'entremêlèrent et se dispersèrent dans un tourbillon de poussière que le vent emporta rapidement sur la route latérale de San-Carlos. C'était le contingent de Villagran, une cinquantaine de cavaliers appelés sous la bannière de Mendez; à leur tête marchait, nous dit-on, le lieutenant-colonel Perfecto Gonzalès, l'homme du Texas et le recruteur d'Américains; le *revolver* sur la gorge des habitans, il venait d'extorquer toutes les piastres et les armes de la ville.

Les notables de Villagran, réunis à ceux d'Hidalgo, s'étaient prudemment réfugiés dans la ville de Linarès, cité importante du Nuevo-Leon et distante d'une quinzaine de lieues. Un brave *arriero* qui nous accompagnait depuis quatre jours s'offrit, malgré le péril, pour porter un message au préfet politique de Linarès, où vivait sa propre famille. Le lendemain même, le chef des contre-guérillas recevait un pli du préfet politique, Guillermo Moralès, qui annonçait le retour de plusieurs des notables confians en notre protection, et qui, sur le récit des attaques répétées de la bande de Mendez, toujours grossissante, récit que lui avait fait l'*arriero*, nous offrait l'appui de la moitié de ses forces. En pareil temps, de la part du préfet mexicain, pareille offre, qui fut du reste refusée, était un véritable acte de bravoure. On passa vingt-quatre heures à Villagran; c'est une vieille cité provinciale, pleine d'animation, digne de la curiosité du touriste. La population, qui s'élève à près de 3,000 âmes, est énergique et industrieuse; elle se ressent déjà du voisinage de la frontière; malgré la terreur qu'y faisait régner depuis quatre jours la bande de Perfecto Gonzalès, tous les habitans étaient au travail. Villagran a de l'avenir, car c'est le rond-point où viennent se croiser les routes de Matamoros, de Monterey, de San-Luis et de Tampico; mais il lui manque des forces régulières pour la protéger.

Prévenue que neuf des notables étaient sortis de Linarès pour la rallier, la troupe française se porta à leur rencontre jusqu'au Pilon. Le Pilon sert de limite à l'état de Tamaulipas, qu'il sépare du Nuevo-Leon ; ce torrent de funeste mémoire n'est encore qu'un

ruisseau s'échappant de la montagne et entouré de fermes. Les notables, qui avaient déjà couru plusieurs dangers, ne cachèrent pas leur satisfaction à la rencontre des *colorados*, et tout le cortége reprit la direction de Vittoria en gagnant la traverse. Nous avions trente-sept lieues à franchir. Dès la première halte, à peine étendus sur l'herbe pour déjeuner, nous fûmes troublés par une avalanche de coups de fusil; mais deux guérillas tombés avec leurs chevaux dans une de nos embuscades payèrent pour leurs camarades. Le soir, on découvrit par hasard un *rancho* perdu au fond des bois et perché sur un petit mamelon dénudé. La position était bonne pour la nuit, et en pénétrant dans les cases on trouva quatre jeunes Mexicaines aussi élégantes sous la mantille que séduisantes de taille et de visage. C'était la retraite des quatre maîtresses des chefs républicains d'Hidalgo et de Villagran. La villa d'été, quoique bien meublée, avait misérable apparence; mais les Mexicains l'avaient choisie comme étant très sûre. Par galanterie française, à la porte des belles recluses fut posté un factionnaire chargé d'éloigner les curieux de tous grades. Les pauvres femmes tremblaient fort; mais peu à peu, tout en conservant leur fierté nationale, la curiosité les porta à venir partager le frugal repas des officiers. L'une d'elles, la favorite du chef Rafael Cerda d'Hidalgo, pendant que le babil de ses compagnes étouffait le bruit de ses confidences, se rapprocha de mon oreille et me dit vivement à voix basse : « Vous êtes perdus; un cercle de guérillas vous enserre. J'ai peine à vous voir mourir, car les Français valent mieux que leur réputation. Depuis votre départ de Vittoria, vous avez adressé au colonel Du Pin neuf courriers. Un seul a pu traverser les lignes : vous trouverez huit cadavres se balançant aux arbres du chemin ; prenez garde, car toutes les *veredas* sont gardées et pleines d'embuscades. » Et pour preuves la jeune femme cita plusieurs passages des lettres confidentielles interceptées, dont un entre autres n'était pas flatteur pour le caractère de son amant. La nuit était venue avec un épais brouillard; aucun feu ne trahissait le bivouac, chacun s'endormit la main sur son arme. Vers deux heures du matin, deux *qui-vive* furent poussés par nos sentinelles : il y fut répondu par le majordome du *rancho* et un négociant de Burgos, ville voisine du Texas. Ce voyageur, malade et fatigué, demandait à se coucher dans une des cases. Le majordome interrogé déclara que son compagnon, rencontré en route, lui était resté inconnu. L'étranger fut fouillé; il était armé de *revolvers*, et dans la garniture intérieure de son *sombrero* on trouva plié son brevet de lieutenant-colonel juariste au milieu de proclamations terroristes appelant les Indiens au massacre des Français et des traîtres. C'était

Perfecto Gonzalès lui-même, le pillard de Villagran, car, malgré sa barbe fraîchement coupée, les citoyens de Villagran, dépouillés par ses mains, l'avaient reconnu. Gonzalès finit par avouer qu'il était venu en espion, qu'il allait rejoindre Mendez, et que, surpris par le brouillard, il était tombé dans nos avant-postes, dont il ne soupçonnait pas le voisinage. A l'annonce du sort réservé aux espions, le désespoir s'empara du prisonnier; supplications, menaces, promesses de rançon s'échappaient de ses lèvres : cela était triste à voir, et il mourut mal. Ce fut le premier et le seul Mexicain que nous rencontrâmes lâche à l'heure suprême.

Depuis trois jours, telle était la terreur inspirée par Mendez, que nous n'avions pu, même au prix de dix onces d'or (800 fr.), trouver un courrier de bonne volonté. Aussi, le colonel Du Pin restant sans nouvelles de la troupe partie pour Villagran, des bruits alarmans n'avaient pas tardé à circuler à Vittoria. On savait d'abord que toutes les guérillas de Croy, de Guemès et des environs s'étaient dirigées sur Hidalgo. Toutes ces forces avaient donc dû se grouper autour de Mendez. Pressé par l'inquiétude, le colonel Du Pin partit à marches forcées à la tête d'une seconde colonne pour dégager ses contre-guérillas. Tous les notables, par l'organe de leur président La Serna, demandèrent à s'armer et à courir sus à l'ennemi commun.

Ce premier réveil d'énergie civique, cette démonstration spontanée des *hacenderos* devait produire un bon effet sur les esprits des Indiens égarés, car les *peones* de La Serna étaient seuls restés fidèles à leur maître. Aussi Mendez, prévenu du mouvement de Vittoria et ne se sentant plus en sûreté entre deux feux, renonça bien vite à la poursuite annoncée par la maîtresse de Rafael Cerda et rebroussa chemin jusqu'à l'*hacienda* de Santa-Maria, que M. Ortiz avait évacuée. Tous les *peones* de l'*hacienda*, enrôlés de force, durent construire sous les yeux de Mendez des barricades et des retranchemens autour des bâtimens. Ces préparatifs de résistance furent brusquement interrompus par l'apparition inattendue de la dernière colonne sortie de Vittoria. Le colonel Du Pin, venu à travers bois, déboucha par Enchillado en face de Santa-Maria. Mendez fut aperçu au balcon de l'*hacienda*. Un escadron précédé des notables fut lancé à la charge; malgré les eaux de la Corona et les décharges des défenseurs, l'élan ne fut pas ralenti, et les guérillas, mal abrités derrière des travaux inachevés, furent mis en déroute en perdant plusieurs des leurs. Mendez avait encore disparu. Parmi les membres de la *junta*, seul l'alcade de Croy reçut une blessure grave : une balle lui avait brisé la hanche. Le lendemain, les deux troupes de la contre-guérilla se retrouvaient et se donnaient la main

à Hidalgo. Il était urgent que la grande assemblée de Vittoria, interrompue violemment, reprît son cours, puisque les représentans de toutes les villes du Tamaulipas étaient réunis.

Notre mouvement rétrograde commença donc; mais, à l'imitation des Arabes, les guérillas, qui se dispersent devant le moindre mouvement offensif, excellent dans l'art de harceler l'ennemi qui se retire. Sur tout le parcours, à travers les arbres, on essuya une série de coups de feu laissés sans réponse, et à chaque pas les buissons s'illuminaient. Nos éclaireurs, se faisant jour à travers les halliers, tenaient parfois les guérillas à distance et parfois les surprenaient d'un coup de baïonnette : on ne pouvait d'ailleurs avancer que lentement à cause du transport des blessés. Un soir, à quinze cents mètres de notre bivouac, les guérillas, se croyant à l'abri, campèrent sur l'autre rive du fleuve dans un grand *rancho*. Leur bande était forte; tous les chevaux sellés étaient attachés autour des cuisines allumées en plein vent. A la nuit, nos deux canons rayés furent silencieusement portés à bras et mis en position. Quatre obus lancés coup sur coup et placés comme avec la main éclatèrent en plein dans le cercle, et firent voltiger marmites, bras et jambes. Les chevaux affolés s'échappèrent, et plusieurs vinrent même se joindre à nos montures; mais le lendemain les guérillas s'empressèrent de prendre une revanche. A la rentrée dans l'*hacienda* de Santa-Engracias, notre tête de colonne tomba dans une embuscade au passage d'une *barranca* qui ne pouvait se tourner, et deux de nos contre-guérillas furent grièvement touchés. C'était d'ailleurs sur le territoire des frères La Garza, presque à leur porte : le colonel Rafael La Garza fait prisonnier quinze jours auparavant, malgré sa parole, ne s'était pas présenté aux autorités. Un espion révéla que Mendez avait encore dîné la veille avec les deux frères, qu'il avait passé la nuit chez eux et disposé lui-même l'embuscade qui eût tué plusieurs notables, si les meurtriers embusqués avaient fait preuve d'un plus grand sang-froid. On s'assura de la personne des deux frères : la lettre confiée la semaine précédente à l'honneur de Rafael avait été communiquée à Mendez; elle fut représentée grossièrement recachetée. Les La Garza furent emmenés prisonniers et internés provisoirement à Vittoria.

Le parcours de Santa-Engracias à Vittoria était funèbre. Une file de cadavres pendus par ordre de Mendez s'agitaient au souffle de la brise; un soleil ardent avait saisi et desséché ces corps dépouillés de leurs vêtemens. Pendant cette dernière marche, notre avant-garde rencontra au milieu de la route une tombe fraîchement remuée que surmontait une croix décorée de l'inscription : « mort aux assassins français! » Un des contre-guérillas arracha violemment la

croix; soudain une immense machine infernale fit explosion en ébranlant les échos comme une canonnade, puis la fusillade éclata derrière une barricade élevée au détour du chemin. Les défenseurs de cette barricade étaient déjà tournés par un de nos détachemens lancés à la découverte; le terrain fut vite déblayé, et le 1er décembre 1864 nous étions de retour à Vittoria, où la *junta* reprenait ses séances.

Deux bonnes nouvelles nous attendaient à Vittoria. — Pendant que Mendez tenait la campagne, San-Carlos avait été occupé après une courte résistance par les troupes du général Mejia. — La contre-guérilla française recevait l'ordre de rejoindre les forces du maréchal Bazaine, pour prendre part aux opérations contre le *paisano* (compatriote) de Juarès, son partisan le plus tenace, Porfirio Diaz (1), qui à la tête d'une nouvelle bande organisait la résistance dans la ville d'Oajaca (2). Nous allions donc quitter le Tamaulipas, traverser la Huasteca, les terres chaudes de Vera-Cruz, le plateau de l'Anahuac et revoir des Français. C'était dire adieu à la mort obscure, à la guerre de broussailles, pour entreprendre un magnifique voyage qui nous promettait les émotions d'un siége et un peu de gloire. Le Tamaulipas et sa capitale devaient être remis à l'armée impérialiste, déclarée assez forte désormais pour défendre le territoire. Malheureusement la brigade du général Mejia n'arriva que tardivement à Vittoria; il fallut renoncer à toutes nos espérances. Ce dernier mois de décembre 1864 fut encore bien employé par la contre-guérilla, dont la moitié monta jusqu'à San-Luis chercher un convoi de 10 millions d'argent monnayé, portés à dos de mulets, qu'elle escorta sans accident jusqu'à Tampico. Les autres partisans français livrèrent aussi quelques combats heureux aux bandes disséminées et privées de leur dernière retraite par la prise de San-Carlos. Mendez et Carbajal, réduits aux abois, tentèrent contre nous un dernier effort, et ce fut près de l'*hacienda* de Caballeros qu'eut lieu le dernier choc entre les guérillas et les contre-guérillas.

Le 21 décembre, un de nos convois était sorti le matin de Vittoria; il devait rapporter le lendemain de l'*hacienda* de Caballeros un chargement de maïs. Vers midi, nous apprîmes à Vittoria que toutes les guérillas se concentraient à mi-route de Caballeros pour envelopper le convoi à son retour. Un officier, Corse d'origine, nommé Giovanetti, fut envoyé en reconnaissance avec vingt fantassins de la contre-guérilla mexicaine. Vers le soir, une fusillade nourrie

(1) Juarès est né à Oajaca comme Diaz.

(2) La prise rapide de cette ville et de tous ses défenseurs, qui eut lieu en janvier 1865, est un des plus beaux titres de gloire du maréchal Bazaine.

éclata au loin, puis tout redevint silencieux; Giovanetti n'avait pas reparu. Une seconde colonne légère partit de nuit de Vittoria; sa mission était de marcher à la rencontre des deux premiers détachemens mis en route la veille et de leur prêter appui, si besoin était. Dans ce trajet était un point nommé *Hilladero* (fourré) : c'est la partie la plus boisée de la forêt, formant une espèce d'entonnoir coupé par un ravin, avec pentes assez rapides à la montée comme à la descente. La route encaissée, large à peine de cinq mètres, était ombragée de futaies entremêlées de buissons épineux. Vers sept heures du matin, les deux troupes de contre-guérillas s'y rencontrèrent. A ce moment même, une effroyable fusillade s'ouvrit sur toute la ligne; quatre mines fortement chargées de pierres, de madriers et de terre, éclatèrent successivement sous nos pas. Le convoi fut entouré en tête, en queue et sur les deux flancs, au bruit de clairons mexicains sonnant la charge et de cris sauvages sortant des bois. Au-dessus de ma tête, à quinze mètres du sol, au bout d'une branche décharnée d'un cèdre majestueux était pendu par une jambe le cadavre de Giovanetti, nu, criblé de balles et de coups de couteau, le cœur arraché hors de la poitrine; au-dessous de son visage était attaché son chien. L'attaque devint alors acharnée; les bœufs, effrayés par les explosions des mines, refusaient de traîner les charrettes à roues massives chargées de maïs. Les contre-guérillas eurent bientôt franchi les barricades et poussèrent trois fois la charge dans les broussailles. Après une heure de lutte, le terrain restait à la contre-guérilla victorieuse, qui ramenait ses morts et ses blessés à Vittoria. L'ennemi avait abandonné sans sépulture plus de cinquante victimes.

Le 7 janvier 1865, la contre-guérilla fit ses adieux à Vittoria après avoir remis la ville, ses canons rayés et son parc de munitions au colonel Balderas, gouverneur provisoire; puis elle évacua le Tamaulipas sans essuyer un coup de fusil jusqu'à sa rentrée dans Tampico. A peine le départ des Français, dont la nouvelle se propagea comme un éclair dans toute la province, fut-il connu, que la ville de Linarès, pour prix de l'appui qu'elle avait offert à la contre-guérilla, fut mise à feu et à sang par Mendez. Carbajal, se mettant à la même heure à la tête de l'insurrection, leva de nouveau l'étendard républicain.

Le 24 mars 1865, le général Cortina trahissait l'empire; mais, avant de se prononcer, il avait eu le soin de faciliter la grande levée de boucliers de Carbajal, que le colonel Larumbide à son tour laissait ouvertement échapper au moment où les Français allaient s'emparer de sa personne. Le bandit Mendez s'emparait de Vittoria et des canons rayés qu'y laissait le colonel Balderas, mis en fuite.

On peut s'imaginer de quelles représailles la population fut victime. A Tula, la contre-guérilla mexicaine était écrasée, et son colonel, Prieto, n'échappait à ce désastre qu'avec une poignée d'hommes. Seules de tout le Tamaulipas, les villes de Tampico et de Matamoros n'étaient pas retombées au pouvoir des libéraux; Mejia pourtant était assiégé à son tour dans ce dernier port. « Enfin le général Carbajal, après avoir laissé le gouvernement du Tamaulipas à Pancho de Leon, soulevé de nouveau, partait pour la frontière à la recherche des Américains (1). »

Là s'arrête l'histoire de la contre-guérilla en terres chaudes. Depuis son départ de Vittoria, elle a encore eu l'honneur de partager les luttes des régimens français sur un théâtre qui nous est inconnu; on a pu voir que les partisans s'étaient montrés dignes de leur tâche. Cette page de l'histoire du Tamaulipas contient de curieux enseignemens. L'avenir seul dira si un souverain d'origine étrangère, soutenu par une armée recrutée d'élémens rivaux et étrangers, entouré de ministres étrangers, pourra réunir en un solide faisceau les partis pleins de haines ravivées par la lutte. Au souffle d'un nouveau patriotisme, les Mexicains affirmeront-ils leur patrie, ou bien le Mexique ne sera-t-il vraiment une nation que lorsqu'il aura cessé d'être le Mexique? Si toutes ces questions intéressent la France, celle de l'évacuation de nos soldats lui importe bien autrement, car s'il a été glorieux de promener notre drapeau des mers du Japon aux rives du Pacifique, l'intérêt de notre pays commande de mettre promptement un terme aux sacrifices prodigués dans une entreprise lointaine, qui sans doute ne devait être de prime abord qu'un hardi coup de main, encouragé par un premier succès remporté en Chine. Dieu veuille que le départ de notre dernier bataillon ne donne pas le signal des représailles, et ne soit pas suivi du massacre de nos compatriotes et des populations compromises par notre politique! Il serait pénible de songer que de si longs efforts sont restés stériles pour la régénération d'un pays qui a déjà coûté tant d'argent à notre trésor, tant de victimes à notre armée, tant de larmes à la France.

Cte E. DE KÉRATRY.

(1) Extrait d'une lettre du cousin de Carbajal, La Serna, préfet politique à Tampico.

DE

L'EXTRADITION DES ACCUSÉS

ENTRE

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Ce n'est point sans quelque surprise que le public français a brusquement appris par le *Moniteur* la dénonciation officielle de la convention d'extradition conclue en 1843 entre la France et l'Angleterre. Cette dénonciation, notifiée au gouvernement anglais le 4 décembre 1865, doit avoir, aux termes de la convention, son plein effet six mois plus tard, c'est-à-dire que dès le 4 juin de cette année, si la convention de 1843 n'a pas été renouvelée ou remplacée dans l'intervalle, un banqueroutier frauduleux ou un assassin qui aura réussi à traverser en temps opportun la Manche pourra, dans l'un ou dans l'autre pays, jouir ouvertement et impunément du fruit de son crime. Certes l'anxiété serait grande des deux côtés du détroit, si l'on considérait la question de cette manière, et si l'on ne regardait plutôt comme inévitable la conclusion d'un nouveau traité propre à donner aux deux nations les garanties que l'intérêt social réclame. Mais quel peut être ce nouveau traité? quelles modifications le gouvernement français désire-t-il introduire dans la convention de 1843, et ces modifications peuvent-elles être acceptées par l'Angleterre? Enfin quels principes ont guidé jusqu'ici les deux gouvernemens en cette matière, et d'où vient le dissentiment qui les sépare? Ces questions ont aujourd'hui une assez grande importance pour mériter un sérieux examen.

Si l'on s'en tient au texte de la dépêche en date du 29 novembre 1865, dans laquelle le gouvernement français expose les raisons

qui le portent à dénoncer la convention de 1843, il semble d'abord qu'aucun dissentiment touchant les principes n'existe entre les deux gouvernemens. En effet, lorsque notre ministre des affaires étrangères déclare que « les états contractans, en pareille matière, ne doivent se demander réciproquement, pour accorder l'extradition réclamée, d'autres preuves que celles qui sont indispensables pour vérifier si les poursuites sont sérieuses, dirigées par le juge compétent et motivées par des crimes communs, » il n'avance aucun principe que le gouvernement anglais et les jurisconsultes de la couronne ne soient disposés à reconnaître et à prendre eux-mêmes pour règle de conduite. Où donc commence le désaccord, et quel est le point sur lequel on cesse de s'entendre? Il suffit de parcourir le reste de la dépêche du 29 novembre, sans avoir recours à bien d'autres documens dont nous parlerons tout à l'heure, pour s'apercevoir que la difficulté porte exclusivement sur le sens qu'il convient de donner à cette expression de *preuves indispensables*, et que ce qui est une preuve suffisante aux yeux de l'une des deux parties n'a pas la même valeur aux yeux de l'autre. La dépêche du 29 novembre cite, par exemple, comme un refus injuste opposé à une demande légitime d'extradition, le cas d'un certain Teissier compromis dans l'affaire du *Fœderis-Arca*. « L'avocat-général du gouvernement de l'Inde et les avocats de la couronne, dit le ministre français, ont déclaré que, pour autoriser l'arrestation et le renvoi en France du fugitif, il aurait fallu joindre au mandat d'arrêt des copies des dépositions déjà reçues dans l'information et dont l'authenticité aurait été attestée par le serment de la personne qui les aurait exhibées, de telle sorte que le magistrat de police de Calcutta pût constater si le fugitif était, *prima facie*, coupable du crime pour lequel son extradition était réclamée. De telles exigences constituent un obstacle permanent aux succès des demandes d'extradition et diffèrent de la pratique suivie par les autres puissances de l'Europe. » Voilà donc le terrain du débat entre les deux gouvernemens nettement déterminé; ce qui constitue aux yeux du gouvernement français une preuve suffisante, c'est la production d'un mandat d'arrêt signé par un magistrat compétent, tandis que les Anglais entendent par preuve suffisante l'ensemble des témoignages, donnés par écrit ou de vive voix, qui seraient nécessaires pour envoyer l'accusé devant une cour d'assises anglaise, si le crime avait été commis sous la juridiction britannique, et si l'accusé n'était point réclamé par son gouvernement. En d'autres termes, pour accorder l'extradition, il faut que le magistrat anglais trouve dans l'instruction publique et contradictoire, poursuivie selon l'usage anglais contre l'accusé réclamé, les mêmes indices suffisans de

culpabilité qui l'obligeraient à envoyer l'accusé devant le jury, s'il était sujet de la reine. C'est donc dans cette instruction publique et contradictoire que doivent figurer les charges fournies par le gouvernement étranger qui réclame l'extradition de l'accusé, et ces charges doivent emporter la conviction du juge, non pas sur la question de savoir si l'accusé est certainement coupable, mais sur cette question préalable : — y a-t-il contre l'accusé des indices suffisans de culpabilité pour constituer ce qu'on appelle en Angleterre un *prima facie case* et pour justifier sa mise en accusation devant le jury, s'il était Anglais? A cette théorie le gouvernement français répond que la production de son mandat d'arrêt doit suffire, et que ce document constitue une preuve d'un assez grand poids pour déterminer l'extradition qu'il réclame. On voit la distance qui sépare ici l'opinion des deux gouvernemens, et l'on comprend sans peine les difficultés qui devaient sortir de deux façons de voir si différentes.

Avant d'examiner si la théorie du gouvernement français est conforme aux termes de la convention de 1843, ou si au contraire la manière anglaise de procéder n'a pas été prévue et explicitement acceptée par cette convention, demandons-nous d'où vient entre les deux gouvernemens une différence d'opinion si marquée sur le plus ou moins de facilité que doivent s'accorder entre elles les nations civilisées pour l'extradition réciproque de leurs nationaux. On a lieu de penser, en lisant les documens relatifs à cette affaire, qu'aux yeux du gouvernement français le plus ou moins de facilité que s'accordent mutuellement les peuples pour l'extradition de leurs nationaux est en raison de leur civilisation même, et que plus leur civilisation est avancée, plus cette facilité est grande. Si quelque peuple se montre difficile en matière d'extradition, s'il entoure cet acte de conditions rigoureuses, c'est qu'il a gardé quelque chose de la notion barbare du droit d'asile, c'est qu'il n'est point suffisamment pénétré de l'idée nouvelle que recouvre le mot également nouveau de *solidarité* des peuples, c'est qu'il n'a pas suffisamment compris que les nations civilisées doivent former aujourd'hui une grande famille.

Il nous en coûte de ne pouvoir adopter sans restriction cette façon philanthropique et élevée de traiter la question si délicate de l'extradition des accusés; mais nous ne pourrions, sans fermer les yeux à l'évidence, souscrire d'emblée à cette opinion que la civilisation d'un peuple peut se préjuger d'après le plus ou moins de facilité que cette extradition des accusés rencontre sur son territoire. Une classification qui, aux termes mêmes de la dépêche du 29 novembre, nous obligerait à placer l'Angleterre au dernier rang des nations

civilisées de l'Europe ne saurait être acceptée avec trop de réserve, et il suffit d'un court examen pour reconnaître que cette classification singulière repose heureusement sur une vue trop étroite, et partant fausse, des élémens de la question. Pour quiconque prend la peine d'y réfléchir, deux intérêts sont en présence dans le problème que toute demande d'extradition soulève : d'une part, le bien-être et la moralité de la société humaine sont intéressés à ce qu'il ne suffise pas au coupable de franchir une frontière pour trouver contre la justice des hommes un inviolable asile, et à ce point de vue on peut se croire en droit de soutenir que le plus ou moins de facilité que s'accordent mutuellement les peuples pour l'extradition des accusés est un signe de leur civilisation même ; mais d'autre part il n'importe guère moins à la sûreté et à la dignité de la société humaine que l'étranger réfugié ou simplement établi chez un peuple ne soit point privé de cet asile ou de ce séjour, ni rejeté de cette hospitalité sans une juste cause, et à ce point de vue on peut dire encore que la civilisation d'un peuple se mesure aux garanties dont il entoure sur son territoire la liberté et la sécurité de l'étranger. Si notre ministre des affaires étrangères avait bien voulu considérer ces deux côtés de la question, ces deux intérêts, non moins respectables l'un que l'autre, qui se trouvent en présence lorsqu'il s'agit d'extradition, il eût été sans doute moins rigoureux dans ses conclusions et moins sévère à l'égard du peuple anglais. Il y a en effet deux façons de s'écarter de la civilisation et de tomber dans l'état barbare lorsqu'il s'agit de l'extradition des accusés. Si cette extradition est impossible, si l'impunité est assurée au coupable assez prompt et assez heureux pour franchir à temps une frontière, la civilisation reçoit de cet état de choses un dommage qui n'est pas sans honte ; mais le dommage et la honte ne sont pas moindres si l'extradition de l'étranger est trop facile, s'il suffit à un gouvernement de réclamer partout ses nationaux pour les reprendre, si les frontières qui maintiennent entre les peuples une indépendance et une diversité salutaires sont décidément abaissées devant l'esprit de persécution et de vengeance, si les pouvoirs humains peuvent atteindre en tout lieu leurs ennemis ou leurs victimes, comme les centurions des césars rejoignaient sans peine, aux extrémités du monde alors connu, des hommes qui étaient le dernier exemple et le dernier honneur de leur patrie dégénérée.

Le but véritable de la civilisation, l'objet légitime des conventions qui interviennent à cet égard entre les peuples est donc de trouver un juste milieu, un terme raisonnable entre la trop grande difficulté et la trop grande facilité de l'extradition de l'étranger. Or il est aisé de comprendre que le degré de facilité accordé par

chaque peuple, en ce qui touche l'extradition des accusés, doit varier selon la situation légale que ce même peuple fait à l'étranger dans son sein. Chez une nation, par exemple, qui ne se piquerait point de garantir la liberté et la sécurité de l'étranger, qui mettrait légalement l'étranger sous la main et à la discrétion du pouvoir, il est clair que l'extradition rencontrera peu d'obstacles, et que, pour le gouvernement qui la réclame, la difficulté de l'obtenir sera réduite à son *minimum*. Chez une nation au contraire qui accorde à l'étranger réputé innocent une somme considérable de liberté et de sécurité, l'extradition devient naturellement une plus grande affaire et ne s'obtient qu'avec beaucoup plus de peine. Ces vérités sont trop simples et s'imposent trop nécessairement à l'esprit pour y insister plus longtemps.

Si l'on cherche maintenant d'où vient que la situation légale de l'étranger est si différente selon le peuple chez lequel il réside, on s'aperçoit aussitôt que la quantité de liberté et de sécurité accordée par chaque état aux résidens étrangers est en proportion constante avec les garanties que cet état accorde à la liberté et à la sécurité de ses propres citoyens. Dans l'empire ottoman par exemple, où le citoyen indigène a le minimum de garanties qu'on puisse concevoir dans un état civilisé, l'étranger, même innocent, reste sous la main du gouvernement de son pays et peut être à chaque instant, sur la simple demande de ce gouvernement, chassé ou enlevé du territoire. Dans les autres états du continent européen, la position de l'étranger est plus ou moins précaire et toujours relative à la situation du citoyen. Il serait difficile en effet que l'étranger eût plus de droits que le citoyen, que sa liberté et sa sécurité fussent mieux garanties que celle de tous ceux qui l'entourent; s'il existe entre eux et lui une différence, il est plus naturel qu'elle soit à son préjudice, et que sa situation légale, s'élevant ou s'abaissant avec le niveau général, soit d'un degré au-dessous de la liberté et de la sécurité communes. C'est ainsi qu'en Angleterre le vote d'un *alien bill*, qui peut apporter en temps de crise des restrictions à la liberté et à la sécurité de l'étranger, coïncide naturellement avec la suspension de l'*habeas corpus*, qui apporte aussi des restrictions exceptionnelles à la liberté et à la sécurité du citoyen. En un mot, la situation légale de l'étranger varie selon les temps et les lieux, elle est en général au sein de chaque peuple en rapport constant avec la condition légale du citoyen.

Il suffit d'avoir saisi ces vérités si simples pour comprendre aussitôt combien est chimérique la prétention aujourd'hui à la mode d'établir, au milieu de cette variété inévitable et tenant à la nature des choses, une règle générale ou une procédure commune en ma-

tière d'extradition, et combien même il est injuste et impraticable d'exiger d'un peuple telle ou telle facilité en cette matière par cette raison qu'on la lui accorde soi-même sans balancer. Parler de la sorte, c'est oublier qu'un traité d'extradition ne peut être chez aucun peuple un acte à part, isolé et indépendant de sa vie générale, qu'il doit être dans un certain accord avec l'ensemble de sa constitution intérieure, avec la situation légale qu'il a faite à l'étranger, avec la condition même du citoyen, avec une foule d'élémens qui font partie de son existence et qui tiennent pour ainsi dire à ses entrailles. Il s'ensuit nécessairement qu'à moins d'être conclu entre deux états qui ont les mêmes lois et la même procédure criminelle, comme l'Angleterre et les États-Unis, les traités d'extradition ne peuvent être fondés, comme le sont les traités de commerce, sur le principe d'une complète égalité, et qu'on ne peut y réclamer d'un contractant telles ou telles facilités par cela seul qu'on les lui accorde ou plutôt qu'on les lui offre soi-même. Il dépend en effet des états de s'entendre pour abaisser d'un commun accord le droit d'importation prélevé sur le vin ou sur les métaux, mais il ne dépend pas d'eux d'abaisser d'un trait de plume le niveau de la situation légale de l'étranger, afin de suivre le voisin jusqu'au point où il lui a plu de descendre. Le roi de Dahomey, par exemple, ne ferait aucune difficulté pour livrer sans forme de procès à la reine d'Angleterre tout sujet anglais établi ou réfugié sur son territoire; serait-il fondé à réclamer en conséquence de la reine d'Angleterre la même facilité pour l'extradition de ses propres sujets? C'est pourtant faire un raisonnement de ce genre que de dire à son voisin, quel qu'il soit : « Je vous offre telles facilités pour l'extradition de vos nationaux, vous êtes tenu de m'accorder les mêmes facilités en retour. »

La première question et la plus importante qu'on soit donc obligé d'examiner lorsqu'il s'agit de conclure un traité d'extradition, c'est celle de savoir quelle est la situation légale que chacun des contractans a antérieurement faite aux résidens étrangers, car toute l'économie du traité à intervenir ne peut manquer d'en dépendre. Et, pour nous en tenir au sujet qui nous occupe, il est évident *à priori* qu'un traité d'extradition entre la France et l'Angleterre doit se ressentir dans ses dispositions principales de la condition si différente faite par la loi au résident étranger dans chacun de ces deux pays. La loi française met l'étranger, quel qu'il soit, à la discrétion de l'autorité administrative; — sur un mot du ministre de l'intérieur, l'étranger peut être reconduit par la gendarmerie de brigade en brigade jusqu'à la frontière. Si, après avoir été l'objet d'une semblable mesure, l'étranger se retrouve sans autorisation

spéciale sur notre territoire, sa présence seule est un délit; il est punissable de la prison, et nos tribunaux correctionnels ne peuvent éviter de lui appliquer cette peine aussitôt qu'ils ont constaté son identité et pris connaissance de l'arrêté d'expulsion qui le concerne. Voilà parmi nous l'état de la loi, et l'on voit suffisamment qu'elle n'accorde à l'étranger d'autre garantie pour sa sécurité et sa liberté que la modération de l'autorité administrative. On voit aussi, conformément à la proportion constante dont nous parlions tout à l'heure, que la liberté et la sécurité de l'étranger chez nous sont, dans une certaine mesure, inférieures à la liberté et à la sécurité du citoyen. Si en effet la loi de sûreté générale conférait naguère encore à l'autorité exécutive le pouvoir de bannir administrativement des citoyens, il fallait du moins que ces citoyens eussent déjà été punis pour certains délits ou atteints à une époque antérieure par des mesures exceptionnelles; mais le pouvoir discrétionnaire de l'administration française à l'égard de l'étranger n'est point soumis à des restrictions de ce genre. Peu importe l'innocence réelle ou présumée du résident étranger, il peut en tout temps, d'un seul mot, être légalement banni du territoire, et il est puni de la prison, s'il vient à y reparaître. Il en est tout autrement en Angleterre : l'étranger ne peut naturellement prendre part à la chose publique (bien qu'il puisse cependant publier des journaux, s'il le croit utile); mais il jouit en tout le reste de la même sécurité et de la même liberté que le citoyen anglais. Il ne peut donc être arrêté, détenu, jugé qu'avec les mêmes formalités et sur les mêmes indices que s'il était sujet de la Grande-Bretagne. C'est assez dire que, s'il est poursuivi, il doit comparaître publiquement devant le juge, qu'il peut aussitôt se faire assister d'un avocat, produire ses témoins, interroger ceux qu'on invoque pour le perdre et réclamer enfin sa mise en liberté, si un *prima facie case* n'est pas établi contre lui, c'est-à-dire si le juge ne considère pas que les indices recueillis sont suffisans pour l'envoyer devant le jury d'une cour d'assises. De plus, si l'accusé étranger doit franchir cette dernière épreuve, il peut demander et doit obtenir que le jury destiné à le juger soit composé par moitié d'étrangers, afin que ce jury soit capable d'apprécier avec meilleure connaissance de cause les actes d'un homme peu familier avec les lois et les mœurs du pays. Telle est la situation légale de l'étranger en Angleterre; il est inutile d'insister sur le contraste qu'elle offre avec la situation de l'étranger sur notre territoire.

Il est donc inévitable qu'un traité anglo-français d'extradition se ressente de cette différence; il est inévitable surtout que le droit de l'étranger étant beaucoup plus étendu en Angleterre, la difficulté de

le livrer n'y paraisse plus grande. Chez nous, l'étranger est normalement sous la main de l'administration; il est donc naturel que celle-ci soit juge souveraine de la demande d'extradition et de la suite qu'il convient de lui donner. En Angleterre, l'étranger est comme le citoyen sous la protection de la justice; il faut donc que la justice le livre, par conséquent qu'elle apprécie, comme le fait chez nous l'administration, les motifs de le livrer, et qu'elle les apprécie à sa manière, c'est-à-dire dans une instruction publique et contradictoire. Il s'ensuit cette différence, qu'on ne saurait avoir trop présente à l'esprit pour comprendre la question en litige : en France, l'extradition est naturellement une affaire d'administration; en Angleterre, elle est nécessairement une affaire de justice. Il est tout simple qu'en France chaque demande d'extradition soit appréciée à huis clos par le ministre compétent, et que la même autorité qui a le droit de bannir l'étranger ait le pouvoir de le livrer; il n'est pas moins naturel qu'en Angleterre chaque demande d'extradition prenne la forme d'une instance engagée devant le juge avec la publicité et les garanties accordées indistinctement par la loi à tous les accusés. Qui peut, en effet, décider de l'extradition de l'étranger sinon le même juge qui décide en tout temps de son sort? Le ministre anglais qui de sa propre autorité porterait la main sur l'étranger serait aussi certainement condamné pour arrestation illégale que s'il avait attenté à la liberté d'un citoyen. Il faut donc que l'étranger réclamé par son gouvernement soit privé de sa liberté selon les formes ordinaires, et qu'un motif suffisant soit fourni aux juges pour l'en priver. Si l'on cherche à quel point de la procédure anglaise le fait de l'extradition peut se produire sans rompre l'économie de cette procédure et sans en détruire les garanties salutaires, on sentira sans peine que c'est à ce point de l'instruction publique et contradictoire où le juge, déclarant qu'il y a lieu à suivre, renverrait l'accusé en cour d'assises, s'il n'était pas un étranger réclamé par son gouvernement. L'effet d'une convention d'extradition sera donc de faire prononcer l'extradition par le juge au même moment où, dans une affaire ordinaire, il aurait prononcé le renvoi en cour d'assises, et sur les mêmes indices qui l'y auraient déterminé.

Cette marche différente d'une demande d'extradition, cette manière différente d'y donner suite découlent si naturellement des lois des deux pays et sont si bien déterminées par la nature des choses que la convention de 1843 tient compte de cette différence, et n'est dans ses termes qu'une application logique des principes que nous venons d'énoncer. « L'extradition sera effectuée, dit l'article 2 de cette convention, de la part du gouvernement français *sur l'avis du garde des sceaux* ministre de la justice, après production d'un mandat

d'arrêt ou autre acte judiciaire équivalent émané d'un juge ou autorité compétente de la Grande-Bretagne, énonçant clairement les faits dont le fugitif se sera rendu coupable, et elle sera effectuée de la part du gouvernement anglais *sur le rapport d'un juge ou magistrat commis à l'effet d'entendre le fugitif sur les faits mis à sa charge* par le mandat d'arrêt ou tout autre acte équivalent émané d'un juge ou magistrat compétent en France et énonçant d'une manière précise lesdits faits. » On voit que la différence des deux procédures stipulées dans la convention reproduit fidèlement celle des deux législations : d'un côté du détroit, le garde des sceaux décide souverainement sur la vue du mandat d'arrêt; de l'autre côté, un magistrat est commis pour entendre l'accusé dans ses moyens de défense sur les faits mis à sa charge, et doit consigner sa décision dans un rapport. La convention de 1843 s'est donc rapprochée autant que possible de l'état des lois et de la nature des choses en faisant de l'extradition sur le territoire français une affaire d'administration et de l'extradition sur le territoire anglais une affaire de justice.

Si pourtant la convention de 1843 est fondée sur l'état vrai des choses, si elle tient un juste compte de la différence de la législation des deux pays, d'où naissent les difficultés qui n'ont cessé d'en entraver l'exécution, et qui viennent enfin d'inspirer au gouvernement français la grave détermination de la détruire? Ce qui a rendu si troublée et si stérile l'existence de la convention de 1843, ce qui vient enfin de lui porter le coup mortel, c'est l'éloignement insurmontable du gouvernement français pour la procédure anglaise; c'est son habitude d'interpréter la convention en ce sens que le gouvernement anglais serait tenu d'obliger ses propres juges à considérer nos mandats d'arrêt comme un indice suffisant de la culpabilité de l'accusé; c'est enfin le parti pris, selon les termes de la dépêche du 29 novembre, de ne point « faire juger le procès en Angleterre, » expression peu exacte, puisqu'il ne s'agit que de l'instruction préparatoire, et prétention peu fondée, puisque la convention de 1843 stipule expressément que l'accusé sera entendu par le juge anglais *sur les faits* mis à sa charge, ce qui suppose que ce juge sera nanti lui-même des élémens d'information nécessaires pour décider de l'extradition en connaissance de cause. Ce sont ces élémens d'information que l'administration française a tant de répugnance à fournir, soit qu'elle regarde ce devoir comme trop onéreux ou trop pénible, soit plutôt qu'elle se soit piquée d'honneur à être crue sur parole, et qu'elle regarde ses mandats d'arrêt comme une preuve qui doit suffire, si on ne veut point l'offenser. De là cet échec constant des demandes d'extradition formées par l'autorité française, de là aussi le désir constant du gou-

vernement français de réformer la convention de 1843 dans le sens de ses opinions et de ses vœux.

Il vint un jour où le gouvernement français crut avoir touché le but : c'est lorsqu'il eut conclu avec le comte de Malmesbury la convention de 1852. Cette convention, signée le 28 mai, ratifiée le 2 juin, et destinée à remplacer la convention de 1843, établissait autant que possible sur le sol anglais le système français d'extradition, et obligeait le magistrat anglais à ordonner cette mesure sur la simple production d'un mandat d'arrêt ou d'un arrêt de condamnation venu de France, sans qu'il eût désormais d'autre rôle à remplir que de vérifier les pièces et de constater l'identité du Français réclamé (article 4). L'article 2 de la convention énumérait les crimes auxquels elle devait être applicable, et tandis que la convention de 1843 concernait seulement les crimes de meurtre, de faux ou de banqueroute frauduleuse, la nouvelle nomenclature portait à une vingtaine les cas d'extradition. Enfin l'article 7, spécialement destiné à prévenir les défiances du parlement et de l'opinion en Angleterre, stipulait que nul prévenu ou condamné livré à la France en vertu de cette convention ne pourrait être poursuivi dans son pays pour aucun délit politique antérieur à son extradition, et qu'en cas de poursuite de cette nature la preuve que l'accusé aurait été extradé en vertu de la présente convention suffirait pour entraîner de droit son acquittement. Cette précaution n'empêcha point, on le sait, la convention de 1852 d'échouer devant l'opposition du parlement, et l'histoire de cet échec mérite d'être rappelée avec quelque détail, non-seulement parce qu'elle est curieuse en elle-même, mais parce qu'elle peut nous servir à mesurer les difficultés que doit rencontrer aujourd'hui toute tentative du même genre.

C'est dans la séance de la chambre des lords du 8 juin 1852 (1) que le comte de Malmesbury soumit la convention nouvelle à l'approbation de cette haute assemblée. Il exposa les plaintes du gouvernement français sur les difficultés d'exécution de la convention de 1843, démontra la nécessité de faire quelque sacrifice aux réclamations d'une puissance amie, et insista sur les garanties que l'article 7 avait ménagées aux délits politiques, garanties qui devaient suffire à rassurer la chambre contre l'abus possible de la convention. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, nombre de lords s'élevèrent aussitôt contre la *nouveauté* du principe introduit dans la loi anglaise par l'effet de la convention ; ni lord Aberdeen, ni lord Brougham, ni lord Campbell, ni lord Cranworth, ni lord Grey ne pouvaient admettre qu'il suffît désormais d'un mandat d'arrêt suivi

(1) Hansard, tome CXXII, p. 191.

d'une simple constatation d'identité pour priver un étranger des garanties de la loi anglaise et le livrer sans autre forme de procès aux mains de son gouvernement. Pourquoi, disait-on, renoncer à ce principe qu'un étranger ne doit être livré que sur les mêmes indices qui motiveraient son renvoi par le juge en cour d'assises (*committing him for trial*), et pourquoi ce système ne fonctionnerait-il pas aussi bien entre la France et l'Angleterre qu'entre le Canada et les États-Unis, qui, étant limitrophes, l'appliquent tous les jours et s'en contentent? Si le gouvernement français répugne à envoyer des témoins, comme nous le faisons nous-mêmes aux États-Unis, quelle difficultés éprouve-t-il à envoyer des dépositions certifiées, des élémens authentiques d'information de nature à établir un *prima facie case* à la charge du Français réclamé? S'il craint une mise en liberté trop prompte de l'accusé faute de preuves, nous modifierons volontiers la loi en donnant au juge plus de latitude pour surseoir à décider en attendant la production de ces preuves (*powers to remand for evidence*); quant à supprimer l'instruction même pour la remplacer par une simple constatation d'identité, c'est impossible.

C'est principalement sur l'article 7, destiné à prévenir la mise en jugement du Français réclamé pour un délit politique antérieur, que porta la discussion, et c'est ce même article qui fournit aux adversaires de la convention le moyen de la faire d'abord ajourner par la chambre. Lord Campbell avait déjà fait observer qu'on ne peut enlever par traité à aucun gouvernement la facilité de poursuivre des délits politiques sous le nom des délits communs qui s'y trouvent ordinairement mêlés. Un chef d'insurgés peut avoir arrêté la malle, forcé une maison, tué un adversaire les armes à la main, et l'on avait vu récemment au Canada un esclave fugitif réclamé par les États-Unis aux termes du traité d'extradition pour vol, parce qu'il avait enlevé le cheval nécessaire à sa fuite (1). Comment se rendre compte de la nature véritable des actes incriminés, si pour l'extradition un mandat d'arrêt doit suffire? Lord Malmesbury crut alors relever la valeur des garanties contenues dans l'article 7 en déclarant que c'était une concession importante du gouvernement français, et qu'on ne l'avait pas obtenue sans peine. Le gouvernement français, poursuivit le noble lord, a en effet exprimé

(1) Nous connaissons un fait curieux qui montre que les gouvernemens les plus honnêtes peuvent n'être pas à l'abri de la tentation de poursuivre sous le nom de délits communs des délits purement politiques. Un honorable habitant du Var, M. Jourdan, qui fut après 1830 préfet de la Corse, avait pris parti pour Napoléon, en 1815, dès le débarquement de l'île d'Elbe. Il s'empara de quelques fusils rouillés dans la mairie de Saint-Raphaël et abattit le drapeau blanc arboré sur l'église. Il fut, au retour des Bourbons, traduit devant la cour d'assises du Var sous l'accusation suivante : vols commis à main armée dans la mairie et dans l'église de Saint-Raphaël.

la crainte de voir les réfugiés français coupables de crimes politiques et résidant en Angleterre se faire fictivement poursuivre et réclamer par leurs amis de France pour des délits communs, afin qu'une fois en France ils fussent couverts par la convention et à l'abri de toute recherche pour le passé. Cet article 7 était donc aux yeux du gouvernement français le germe d'une trop grande liberté (*too unrestrained a liberty*). Cependant le gouvernement français se résignait à cet inconvénient par égard pour les scrupules de l'Angleterre. Ce singulier compte-rendu de cette partie des négociations frappa vivement l'esprit de la chambre, à laquelle lord Brougham avait déjà fait remarquer que cet article 7 serait légalement sans effet en France aussi longtemps qu'une loi française ne l'aurait pas sanctionné, car il était impossible d'empêcher une poursuite ou une condamnation devant les tribunaux français en vertu d'un article de traité qui ne serait pas d'abord inscrit dans la législation. Il convenait donc d'attendre que le gouvernement français eût fait passer une loi conforme aux stipulations de l'article 7, et l'on pourrait reprendre alors l'examen du traité.

La délibération fut ajournée, et dès le 11 juin (1) lord Malmesbury reparut devant la chambre les mains pleines de promesses. Si la chambre tenait à modifier la convention, ces modifications, disait-il, pouvaient être faites en vingt-quatre heures, tant la bonne volonté du gouvernement français était grande. On joindrait, s'il le falllait, certains documens au mandat d'arrêt; on irait jusqu'à la production d'un arrêt de mise en accusation, si c'était nécessaire. La chambre ignorait peut-être ce que c'est qu'un juge d'instruction en France. C'est un magistrat en possession d'une pleine indépendance et nullement intéressé à être agréable au pouvoir. Quant à l'article 7, le gouvernement français s'engageait à faire passer une loi pour en assurer l'exécution, et lord Malmesbury ajoutait, à l'adresse de l'opposition, qu'il ne voyait pas qu'il y eût là de quoi rire. Le débat qui suivit cette harangue fut fort court et ne s'écarta guère du terrain de la discussion précédente. On s'était séparé sans rien conclure lorsque le 14 juin tout changea brusquement de face.

Ce jour-là (2), lord Brougham prit le premier la parole et exhorta avec une extrême vivacité le comte de Malmesbury à se désister de ses efforts pour faire accepter au parlement la convention nouvelle. La loi française, dit-il, vient de subir un changement complet en ce qui touche précisément le sujet soumis aux délibérations de la chambre des lords. « En effet, répondit lord Malmesbury, je crois qu'il serait extrêmement dangereux pour le gouvernement de sa majesté d'insister en ce moment auprès de la chambre pour l'adop-

(1) Hansart, tome CXXII, p. 498.
(2) *Id.*, *ibid.*, p. 561.

tion de la convention. Il paraît qu'une nouvelle loi, qui vient d'être passée en France, confère au gouvernement français le pouvoir de poursuivre et de réclamer un accusé dans quelque partie du monde qu'ait été commise l'offense dont on l'accuse, c'est-à-dire alors même que le fait incriminé n'aurait pas eu lieu en France, et que l'accusé ne serait pas Français. » Lord Brougham et lord Lyndhurst confirmèrent cette déclaration de lord Malmesbury, et le sort de la convention de 1852 parut fixé.

Il en fut cependant question une fois encore dans la séance du 25 juin (1), et lord Malmesbury donna à ce propos à la chambre des lords un renseignement curieux qui prouve combien le gouvernement français tenait à l'adoption de la convention de 1852, et quel sacrifice il était prêt à faire dans l'espérance de la voir acceptée par le parlement anglais. Revenant sur la nouvelle loi française dont il avait été question le 14 juin, lord Malmesbury s'exprima en ces termes : « La nouvelle de l'introduction de la mesure dont on a parlé dans cette enceinte a causé dans cette chambre, on s'en souvient, une impression défavorable; le gouvernement français n'a pas plus tôt été averti que cette impression était hostile au projet de loi alors en délibération en France qu'il m'a donné l'assurance que ce projet de loi serait abandonné (*that they gave me an assurance that the* projet de loi *would not be persevered in*). En entendant ces paroles, lord Normanby ne put s'empêcher de dire que, pendant la longue suite de ses efforts pour maintenir la concorde entre les deux pays, il n'avait jamais reçu de nouvelle plus agréable que ce récit de la manière dont le gouvernement français s'était comporté en retirant ce projet de loi (*the manner in which the French government have acted with respect to the withdrawal of the* projet de loi *referred to.*)

Quelle était donc cette mesure qui, présentée inopinément en France, avait contribué par ses dispositions redoutables à l'échec de la convention de 1852 devant le parlement anglais, et que le gouvernement français avait promis de retirer en apprenant l'impression défavorable qu'elle excitait dans la chambre des lords? C'était un projet de loi portant modification des articles 5, 6 et 7 du code d'instruction criminelle relatifs aux crimes et délits commis en pays étrangers. Voici les deux articles que la loi nouvelle introduisait dans nos codes, et qui ont fait entrevoir au gouvernement anglais, derrière la convention de 1852, des profondeurs qu'il n'avait pas soupçonnées.

« Article 5. Tout Français qui hors du territoire de la France s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit puni par la loi française peut être pour-

(1) Hansart, tome CXXII, p. 1285.

suivi et jugé en France, mais seulement à la requête du ministère public.

« Article 6. Tout étranger qui hors du territoire de la France s'est rendu coupable d'un crime soit contre la chose publique, soit contre un Français, peut, s'il vient en France, y être arrêté et jugé conformément à la loi française. »

On comprend qu'à la lecture de cette loi nouvelle l'idée d'accorder l'extradition des accusés sur la seule production d'un mandat d'arrêt, d'un acte d'accusation ou d'un extrait de condamnation, et après une simple constatation d'identité, ait paru à la chambre des lords de plus en plus inacceptable. La lecture du rapport fait sur cette loi au corps législatif par feu M. Vernier montrait d'ailleurs quel esprit de rigueur en avait dicté les dispositions. Le rapporteur insistait en effet sur l'avantage qu'on pouvait trouver à prononcer pour un crime ou délit commis à l'étranger, et contre un accusé demeurant à l'étranger, une peine définitive. Cet avantage, disait-il (1), « sera de substituer à la prescription possible de l'action encourue la prescription bien plus grave de la peine prononcée. L'action publique périt par trois ou dix années d'inaction, suivant qu'elle a pour objet un crime ou un délit; mais ce n'est que par des tourmens qui dureront cinq ou vingt années que le condamné pourra se soustraire à l'exécution de la peine dont il sera frappé. » La loi passa pourtant sans difficulté devant le corps législatif; elle fut adoptée le 4 juin 1852 par 191 voix contre 5 (2), et aucun des députés qui la votaient ne s'imaginait sans doute que la désapprobation de la chambre des lords pût mettre obstacle aux dernières formalités qui restaient à remplir pour inscrire cette loi dans nos codes.

C'est pourtant ce qui arriva, car la promesse faite à cette occasion par le gouvernement français à lord Malmesbury a été loyalement tenue, comme on va le voir. On pourrait s'étonner d'abord que cette loi, votée le 4 juin par le corps législatif, fût connue et discutée seulement le 14 juin à Londres; mais les travaux du corps législatif n'étaient pas à cette époque entourés de l'éclat et de l'attention qui les environnent aujourd'hui; de plus ses discussions, analysées d'une manière concise, ne recevaient alors qu'une publicité tardive aussi bien que restreinte, et la séance du 4 juin, dans laquelle cette loi fut adoptée, n'a été, par exemple, publiée que le 10 juin dans *le Moniteur*. On comprend ainsi qu'elle ne produisit son effet que vers le 14 juin à Londres. Quant à l'exécution fidèle de la promesse faite par le gouvernement français à lord Malmes-

(1) *Moniteur* du 4 juin 1852.

(2) Les cinq députés qui votèrent contre cette loi sont MM. Bouhier de l'Écluse, de Civrac, Montané, de Parieu et Taillefer.

bury au sujet de cette mesuré, il suffirait, pour la constater, de dire que cette loi, toute votée qu'elle fût par le corps législatif, n'a jamais été transformée en sénatus-consulte ni insérée au *Bulletin des lois*. Pourtant nous avons une preuve plus directe encore de la bonne volonté du gouvernement français lorsqu'il donna l'assurance à lord Malmesbury que cette loi serait abandonnée (*would not be persevered in*). Nous lisons en effet, à la page 56 de la table analytique des procès-verbaux du corps législatif pour la session de 1852, la note suivante, relative à cette loi même : « ce projet de loi envoyé au sénat après le vote du corps législatif en a été retiré par le gouvernement. » S'il dépendait cependant du gouvernement français de renoncer à une loi adoptée par le conseil d'état et votée à la presque unanimité par le corps législatif pour calmer les scrupules de la chambre des lords, il n'était pas aussi facile à lord Malmesbury d'obtenir en retour la sanction parlementaire pour cette convention de 1852 qui avait soulevé de telles difficultés et si vivement ému l'esprit public. Il y renonça donc; le sacrifice de la loi du 4 juin fut inutile, et la convention de 1843 continua de servir de règle ou, si l'on veut, d'obstacle aux demandes d'extradition entre la France et l'Angleterre.

Voilà l'état présent des choses, et grâce à l'expérience de 1852 le gouvernement français a pu mesurer d'avance les difficultés qu'il doit rencontrer sur son chemin en essayant de nouveau de le changer; mais y a-t-il urgence de changer à tout prix cet état de choses? est-il d'ailleurs réellement aussi intolérable qu'on l'assure? Si la convention de 1843 est une lettre morte en ce qui concerne l'extradition de nos nationaux, à qui la faute? Et qui peut prétendre qu'il en serait ainsi un seul jour de plus, si, acceptant et pratiquant cette convention dans son esprit aussi bien que selon sa lettre, notre gouvernement se résignait enfin à établir un *prima facie case* contre l'accusé qu'il croit avoir un intérêt public à réclamer? Où est la difficulté d'exécution en pareille matière, et, pour nous en tenir à l'exemple cité dans la dépêche du 29 novembre 1865, qui peut douter qu'un agent français partant pour Calcutta avec les pièces authentiques ou certifiées conformes de l'instruction n'eût ramené Teissier prisonnier à Marseille? Or ce qu'on pouvait faire pour Teissier, quel est l'accusé réclamé pour lequel on ne soit aussi aisément en état de le faire? Nous devons supposer en effet, à moins de mettre en doute le bon sens ou l'intégrité de notre magistrature, que le mandat d'arrêt signé par un juge français n'a pas été lancé sans un commencement de preuves, que certains indices ont été recueillis, certaines charges établies, certaines dépositions faites sous la foi du serment et consacrées par des procès-verbaux authentiques; en un mot, il existe déjà chez nous un

prima facie case, à moins que notre mandat d'arrêt n'ait point de raisons d'être. Or que demande la loi anglaise? que les documens qui établissent ce *prima facie case* accompagnent le mandat d'arrêt et la demande d'extradition, et que la partie poursuivante les fasse valoir, afin que la conscience du magistrat anglais soit éclairée avant qu'il ne prenne la résolution grave de priver un étranger de sa liberté et la résolution irréparable de lui retirer l'asile qu'il avait imploré en se réfugiant au foyer du peuple anglais. Encore une fois, où est la difficulté, si le mandat d'arrêt a un objet légitime, s'il est fondé sur des charges suffisantes, en d'autres termes si la demande d'extradition est juste?

Comment oublier de plus que cette prétendue difficulté d'extradition qui nous arrête, dit-on, en Angleterre n'arrête nullement les États-Unis dans les possessions anglaises, ni les Anglais en Amérique, où ils ont à remplir exactement les formalités qu'ils nous demandent? Et pourtant ce n'est pas seulement le gouvernement anglais, c'est le moindre banquier de l'Angleterre qui trouve moyen de réclamer et de ramener un fugitif des États-Unis, s'il croit y avoir intérêt ou s'il veut faire un exemple, car personne n'ira jusqu'à prétendre que les traités d'extradition aient pour but pratique de réclamer et d'obtenir sans distinction tous les malfaiteurs qui fuient leur patrie et qui, pour éviter la prison, se condamnent souvent à l'exil. L'utilité réelle de ces traités est dans la menace permanente qu'ils tiennent suspendue sur la tête des coupables, et cette crainte salutaire a seulement besoin d'être renouvelée de temps à autre par quelque éclatant exemple. C'est ainsi que chez nous la compagnie des chemins de fer du Nord a cru avec raison, il y a quelques années, devoir établir par un exemple qu'il ne suffisait pas, pour la voler avec impunité, de fuir en Amérique. Elle a donc réclamé et obtenu à New-York, selon les formes de la procédure anglaise, l'extradition de ses caissiers infidèles. Comment se persuader cependant que le gouvernement français trouve trop difficile de faire à Londres, pour bénéficier de la convention de 1843, ce que les Anglais font tous les jours aux États-Unis, ce qu'une compagnie française n'a pas hésité à faire lorsqu'elle a pensé y avoir quelque intérêt?

Aussi n'est-ce pas seulement la difficulté d'exécution qu'on allègue en pareille matière, c'est le point d'honneur. On soutient chez nous cette singulière théorie, que c'est offenser nos magistrats que de ne point considérer un mandat d'arrêt lancé par eux comme une preuve suffisante de culpabilité. Nous savons qu'il est de mode aujourd'hui de considérer la modération ou l'honneur de ceux qui gouvernent comme une garantie propre à tenir lieu de beaucoup d'autres; mais c'est étendre bien loin le domaine du point d'hon-

neur que de se déclarer offensé, si l'on n'est pas cru sur parole en affaire criminelle. Si l'erreur et la passion ne jouent aucun rôle dans les affaires de ce monde, si le point d'honneur tient lieu de tout, à quoi bon ces prescriptions de défiance dont les lois humaines sont sagement remplies? Pourquoi notre cour des comptes ne se contente-t-elle pas de la parole d'honneur des comptables publics? Pourquoi chez nous ces débats judiciaires, ces plaidoiries, ce verdict du jury, si le magistrat instructeur est infaillible? Et doit-il, comme Vatel, se passer son épée au travers du corps lorsqu'un acquittement déclare qu'il s'est trompé? Enfin, sans établir aucune comparaison entre la magistrature de France et celle d'Angleterre, dira-t-on que les magistrats anglais, qui ne peuvent considérer leur état comme une carrière à parcourir, qui n'ont au-dessus d'eux que le parlement et qui n'ont rien à demander ou à espérer d'aucune puissance terrestre, sont des gens sans honneur? Et cependant demandent-ils à être crus sur parole à New-York, et s'opposent-ils le moins du monde à ce qu'on cesse chez nous de les croire sur parole, si nous devenions pour notre bien un peu plus soucieux de notre liberté individuelle et des droits de l'étranger? Le juge anglais qui a délivré le mandat d'arrestation de l'assassin Müller n'a-t-il pas envoyé en Amérique tous les documens qu'on nous priait d'envoyer à Calcutta pour Teissier? N'a-t-on pas plaidé contre son mandat à New-York, n'a-t-on pas cherché à lui disputer l'accusé devant le juge américain par tous les moyens et tous les argumens imaginables? Enfin ne sommes-nous point nous-mêmes exposés à traverser les mêmes épreuves, si nous réclamions un fugitif aux États-Unis, car nous devons avoir un traité d'extradition avec cette puissance, et nous n'avons pas encore entendu dire qu'il fût question de le dénoncer?

Si cependant nous supportons cet état de choses aux États-Unis, pourquoi nous paraît-il intolérable en Angleterre? Et comment prétendre sérieusement qu'il est intolérable lorsqu'on regarde de près la question comme nous venons de le faire? La loi anglaise nous dit simplement : « Établissez publiquement contre l'accusé fugitif ces mêmes indices qui ont motivé votre mandat d'arrêt, et, le privant aussitôt du droit d'asile que j'accorde à tout étranger, je vous le livre. » Plus on examine cette condition que l'Angleterre s'impose volontiers à elle-même en pays étranger, plus on reconnaît qu'il n'est ni difficile ni déshonorant de la remplir; en revanche, l'inexécution de la convention de 1843 et l'avortement de la convention de 1852 indiquent assez clairement quels obstacles l'on rencontre et à quelles déceptions l'on s'expose lorsqu'on a pris le parti de s'en dispenser.

PREVOST-PARADOL.

REVUE MUSICALE

La question des prix de Rome est un de ces vieux thèmes auxquels semble acquis le privilége de servir périodiquement aux amplifications bien senties des aristarques de la littérature musicale. Chateaubriand disait : « Nous passons notre vie à mener avec des brides d'or trois ou quatre vieilles rosses de souvenirs que nous prenons pour des espérances. » Combien, dans leur écurie, ont de ces dadas familiers toujours prêts à répondre à l'appel de langue! Au premier mot de la réplique, ils dressent l'oreille, commencent à piaffer; le maître arrive, enfourche la monture, puis, après avoir fort gravement exécuté la sarabande accoutumée, ramène le poulet d'Inde au râtelier jusqu'à ce qu'une nouvelle occasion se présente de reproduire le même tour. Il y a de ces questions qui sont de vieux chevaux de manége à l'écurie. La question des prix de Rome en est une, et des plus commodes; sous un cavalier expert à la manœuvre et pas trop cacochyme, je n'en sais point qui *rende* davantage. Que veut l'état? à quoi pense l'état? Voici un jeune homme qui lui doit son éducation, ses talens, qui lui doit cinq années de bien-être et de liberté, et lorsqu'après un long séjour à Rome, en Italie, lorsqu'après un voyage à travers toutes les capitales de l'Allemagne, le lauréat rentre dans son pays, c'est pour y subir la loi commune, pour y apprendre qu'il ne faut en ce monde se fier qu'à son mérite, et qu'au théâtre comme ailleurs on n'arrive qu'à la condition d'être quelqu'un. « Eh quoi! monsieur, vous ne vous appelez ni Meyerbeer, ni Auber, ni Halévy, et vous prétendez composer de la musique, et vous vous imaginez que vos opéras, je les jouerai, moi directeur? Vous m'affirmez que vous avez eu le prix de Rome, c'est possible; mais en attendant, moi, je ne vous connais pas! » L'homme d'esprit qui, dans ses loisirs de l'Opéra-Comique, s'amusait à ces sortes de boutades donnait peut-être simplement couleur d'*humour* à la sagesse de tout directeur de spectacle. La sentimentalité n'a rien à voir dans les affaires, et c'est une affaire, je suppose, que de conduire un théâtre, et si laborieuse, si in-

grate, qu'on n'a pas de peine à comprendre que le personnage ayant engagé là sa fortune prête une oreille assez médiocrement attentive aux recommandations. Or le prix de Rome ne saurait être jamais qu'une recommandation, la meilleure, si l'on veut, puisque l'état y met son apostille, mais dont il s'agit avant tout pour un artiste de ne point escompter l'influence. D'ailleurs n'y aurait-il par hasard au monde que les musiciens qui fussent dignes d'un si beau transport d'intérêt pathétique? Pourquoi ne point parler aussi des lettrés, des poètes, de cette légion de triomphateurs universitaires que leurs lauriers académiques ne préservent pas davantage des rudes épreuves de la carrière? En est-il dans la littérature autrement que dans la sphère musicale? Voyons-nous les éditeurs s'arracher de confiance les manuscrits d'un prix d'honneur de la Sorbonne? voyons-nous les directeurs se disputer la gloire de jouer ses tragédies?

Est-ce à dire qu'au temps où nous vivons on doive être célèbre pour pouvoir arriver à quoi que ce soit? Sans prétendre si loin, je maintiens qu'il faut du moins avoir donné à la publicité de sérieuses garanties de sa valeur personnelle, et que le scepticisme du capital en matière littéraire et autre n'a point toujours si grand tort. A une époque comme la nôtre, où les moyens d'action abondent tellement, où la multiplicité des journaux, des orchestres, des expositions, offre à l'écrivain, à l'artiste, d'incessantes occasions de se produire, celui qui ne réussit pas à faire miroiter autour de son nom l'attractive lueur d'une électricité quelconque est décidément condamné et n'a droit qu'aux élégiaques ritournelles des prud'hommes larmoyeurs. Que M. Gounod, en écrivant sa première messe, pensât ou non au théâtre, il n'en est pas moins vrai que ses compositions le désignaient d'avance à l'attention publique d'une façon bien plus profitable que tous les précédens académiques. J'en dirai autant de M. Félicien David et de ses symphonies. L'auteur de *Mireille* et l'auteur de *Lalla-Rook* ont ils seulement jamais eu le prix de Rome? Je l'ignore. En tout cas, ils ont fait l'un et l'autre comme s'ils ne l'avaient jamais eu, et en agissant ainsi montré leur sens pratique. Laissons les lieux communs aux gens qui les aiment; de vrai talent absolument méconnu, il n'en existe pas. Tout le monde arrive à son heure, à sa place. Les amis d'Hérold se sont plaints que ses contemporains, tout en l'honorant beaucoup, n'aient pas eu pour lui le culte qu'il méritait; en revanche, nous nous attachons à le surfaire. Stendhal, il y a vingt-cinq ans, ne comptait guère qu'aux yeux d'un petit nombre d'esprits d'élite; aujourd'hui c'est à qui se donnera le ton de l'avoir inventé et partant de le déifier. Toute renommée cherche son équilibre et le trouve, et il ne dépend pas plus de nos critiques de la maintenir au-dessous de son niveau qu'il ne dépend d'un directeur de théâtre de couper court par ses rebuffades au chef-d'œuvre que porte en lui tel prix de Rome déplorablement congédié, si tant est que chef-d'œuvre il y ait.

On nous reprochera sans doute d'être sévère jusqu'à la dureté pour une

classe si intéressante de jeunes artistes. Ce n'est certes pas la sympathie qui nous manque. Quand on nous dit : L'auteur de cet acte d'opéra-comique que vous venez d'entendre, ancien prix de Rome, en est réduit, faute de pouvoir faire représenter ses partitions, à racler du violon dans un orchestre de vaudeville après avoir couru le cachet toute la journée, nous en éprouvons un serrement de cœur, bien que notre émotion et nos regrets ne dépassent point la douleur que nous cause la vue d'un écrivain de savoir et de style usant ses veilles dans les traductions, ou d'un poète d'ordre supérieur gagnant à donner des leçons de grec et de latin le pauvre argent que ses beaux vers ne lui rapportent pas. Notre tort est de voir les choses telles qu'elles sont. Combien de ces navrantes infortunes seraient évitées si dans le principe on eût davantage tenu compte de la vocation! Il semble que le Conservatoire mène à tout. Oui, si vous avez le génie d'un Boïeldieu, d'un Hérold, d'un Auber, l'invention instrumentale et l'âpre volonté d'un Berlioz, la studieuse application d'un Reber, la piquante ingéniosité d'un Ambroise Thomas, d'un Victor Massé, la mémoire et l'habileté d'un Gounod; mais pour quelques individualités de ce genre, dont trois ou quatre pendant une vie d'homme vont occuper la scène, que de déclassés, de parasites! Illusions de la syntaxe, vanité des prix d'honneur! ils obsèdent les librettistes, harcellent les directeurs. Enfin de tant de sollicitations, de démarches, d'efforts, un acte résulte, un acte gros de toute la science du passé, de toutes les presciences de l'avenir. Cela se joue dix ou quinze fois en manière de lever de rideau, la critique encourage, applaudit, et le théâtre, estimant avoir assez fait pour l'acquit de sa conscience, passe à d'autres combinaisons en disant : « Fort bien! mais n'y revenez plus! » Encore un homme à la mer! un juste précipité du paradis de l'art dans les carrières du métier, et malheureusement sans que l'exemple profite à personne, car nous ne serions pas des hommes, si l'expérience du voisin nous rendait plus sages. J'en ai vu cependant qui prenaient l'aventure en patience, et d'évêques, ou du moins d'aspirans évêques, se résignaient à devenir d'excellens meuniers, faisant bien leurs affaires; mais ceux-là forment l'exception. Les plus nombreux restent voués à l'amertume, aux sourdes colères, aux récriminations impuissantes, et continuent jusqu'à la fin à donner de la tête contre ce mur de l'enfer dantesque qui, après s'être entr'ouvert une fois sur l'illusoire invocation du prix de Rome, s'est inexorablement refermé devant eux, et qu'il leur eût mieux valu n'avoir jamais franchi.

Que tout ceci pourtant ne nous empêche pas de rendre justice à la nouvelle combinaison que le Théâtre-Lyrique vient de mettre à l'essai avec honneur. Sans rien préjuger d'un tel système de concours, sans crier d'avance par-dessus les toits les mirifiques résultats qui nécessairement se vont produire, commençons toujours par approuver. Il importe de montrer aux jeunes gens que l'état s'occupe d'eux, et que, loin de leur vouloir fermer la carrière, on s'attache à leur en élargir les ouvertures. En ce sens, la mesure sera profitable, elle aura aussi cet avantage immense de

nous débarrasser pour un temps de l'éternelle cavatine en mineur sur le triste destin fait aux lauréats de l'Institut. Espérons que nous en avons fini avec ce rabâchage. Voilà un vieux cheval de bataille qui désormais n'a plus d'emploi, une haridelle qu'il faut maintenant conduire à l'équarrisseur, quitte à faire de sa peau un tambour pour célébrer la gloire du nouveau triomphateur.

Ce vainqueur olympique d'hier s'appelle M. Barthe, et son opéra *la Fiancée d'Abydos*. On racontait merveilles de cette partition; le théâtre, après avoir fait acte de libéralisme envers la jeunesse, s'arrangeait de manière à tirer de sa vertu le meilleur parti possible. C'était son droit; en conséquence un grand luxe d'avant-propos, beaucoup de bruit, de mise en scène prémonitoire, et comme témoignage irrésistible, suprême, d'une confiance sans bornes dans le succès, l'étoile de la troupe sur l'affiche! L'événement, hélas! n'a rien tenu de ce qu'on en attendait, je devrais dire de ce qu'on se donnait l'air d'en attendre, car c'est assez l'habitude de la maison d'aimer les clairons haut sonnans et de monter au Capitole aux veilles de défaite. Quant au mérite de la partition, on aurait tort de n'en pas tenir compte. Ce n'est certes point là un coup de maître, mais le très intéressant début d'un musicien, d'un homme qui, si jeune qu'il soit, sait son affaire et vous le prouve. Dès les premières mesures de l'introduction, vous sentez une main habile aux curiosités instrumentales, et, une fois à l'œuvre, cette dextérité ne s'arrête plus, si bien que vous finissez à la longue par regretter tant de force acquise dont le déploiement prestigieux ne laisse aucune place à la personnalité. Je fais la part la plus large aux tâtonnemens de la première heure, je sais que le Rossini d'*Aureliano in Palmira* n'est point le Rossini de *Guillaume Tell*, du *Comte Ory*, pas plus que le Meyerbeer d'*Emma di Resburgo* n'est le Meyerbeer du *Prophète* et de *l'Africaine*. Il n'en est pas moins vrai qu'on pouvait, dès cette période de début, saisir chez les deux compositeurs un semblant de physionomie, un trait caractéristique, et cette physionomie, ce trait, c'était, si l'on veut, l'inexpérience, ce quelque chose de naïf propre au génie, au talent supérieur, qui, tout en prodiguant les premiers dons par lesquels il s'affirmera plus tard, ne prend même pas la peine de déguiser ses plagiats. Or la partition de *la Fiancée d'Abydos* ne me montre rien de semblable, j'y vois partout l'habileté, la *maestria* dans la rouerie, et, à la place de ces généreuses bouffées d'imitation, de ces réminiscences instinctives, dont l'exemple se retrouve à chaque pas chez les plus grands maîtres, une sorte de reproduction parfaitement consciente de toutes les écoles et de tous les styles.

Êtes-vous comme sir John Falstaff? aimez-vous le vin d'Espagne? En voici tout un flot. Si, au contraire, vous préférez les grands crus de France, d'Italie ou d'Allemagne, vous n'avez qu'à tendre votre verre. C'est l'histoire de ce fameux tonneau de Cette. Demandez, et sur l'instant vous serez servi. D'ailleurs rien qui sente le frelaté, la contrebande; le franc goût de raisin

est au fond de tout cela; une seule qualité manque, la saveur native, le terroir. Je salue au passage le finale du *Comte Ory* au premier acte, au second la symphonie du *Désert*, le trio de *la Juive*, au troisième le rhythme pointé de *l'Africaine*. Rossini, Félicien David, Halévy, Meyerbeer, c'est, on le voit, comme un bouquet de fleurs! Mais, je le répète, la main qui s'entend à lier ces parties, à combiner, fondre ces couleurs, à coordonner cet ensemble, est une main d'artiste et fort savante. En outre, à ce parfait talent de mise en œuvre, il faut joindre une vigoureuse aptitude dont le secret ne se trouve pas dans les conservatoires : je veux parler d'un sentiment dramatique très accusé. Ainsi les beautés de l'ouvrage ne sont point épisodiques, elles sont prises au cœur même de la situation franchement abordée et franchement rendue. Plus de ces éternels *poncifs*, de ces morceaux à côté, — chœurs de vieillards regardant couler l'eau, refrains de soldats en vacances, — au moyen desquels les talens purement admiratifs s'efforcent de détourner l'attention du public, mais du mouvement, de la vie où il convient, et parfois de la passion, comme dans cette phrase du beau duo entre Zuleïka et Sélim au troisième acte. — A côté d'une cantatrice telle que Mme Miolan-Carvalho, M. Monjauze est, il faut l'avouer, une haute-contre bien peccable. Ce ténorino maigrelet sortant d'une poitrine plantureuse produit sur l'oreille un désappointement toujours nouveau, et lorsque, comme dans *la Fiancée d'Abydos*, les passions brûlantes sont en jeu, il résulte du contraste de ce filet de voix avec le caractère et le costume du personnage un effet qui vraiment tourne au comique; on dirait un galoubet déguisé en trombone. M. Ismaël, qui dans ce mélodrame byronien représentait le féroce Giaffir, ne brille guère aussi que par des qualités négatives. Le comédien chez lui ne semble occupé qu'à couvrir les défaillances du chanteur : voix cotonneuse, mal posée, incessamment portée à ralentir, à traîner un air en mélopée. Tout ce monde-là, je le sais, montre beaucoup de zèle et ne demanderait qu'à bien faire. Malheureusement un théâtre n'est point le royaume du ciel, et la bonne volonté n'y suffit pas pour être sauvé. De cette bonne volonté d'ailleurs combien depuis cinq ans n'a-t-on pas tenu compte au Théâtre-Lyrique! Le public aime ces allures militantes et commença par prodiguer l'encouragement à cette crânerie d'une entreprise particulière qui, tête haute, prétendait venir en remontrer aux grandes scènes rivales, et, remettant en honneur Gluck, Weber, Mozart, tous les dieux de l'olympe, s'écriait : « Voilà ce que je fais et ce que vous ne faites pas, vous autres, avec tout le crédit et toutes les ressources de vos situations exceptionnelles! »

Le Théâtre-Lyrique a réussi comme réussissent les oppositions. Aujourd'hui son rôle change, les priviléges à son tour lui sont venus. Il a des titres, des subventions; il est aux affaires, et nous devons compter qu'il justifiera son nouveau rang. Un talent tel que Mme Carvalho ne saurait vivre ainsi éternellement dépareillé, et tout ce bruit qu'on mène autour de l'exécution de *Martha* n'empêchera point le sourire d'arriver aux lèvres de qui-

conque a la moindre habitude des Italiens. On ignore trop généralement l'énorme influence qu'exerce sur la manière dont une salle va juger un chanteur l'ensemble au milieu duquel ce chanteur se produit. Si l'atmosphère est, comme à Ventadour, de fière et puissante résonnance, il arrivera parfois que des talens vraiment supérieurs y passeront, je ne dirai pas inaperçus, mais sans exciter de grands enthousiasmes, tandis que dans des centres plus modestes vous verrez de simples coryphées de la veille s'installer tout de suite en virtuoses. Quand, par exemple, M. Troy, après s'être endormi tantôt à l'Opéra-Comique le baryton obscur que vous savez, se trouve subitement à son réveil être le Ronconi du Théâtre-Lyrique, il n'y a là qu'un pur phénomène de réactivité; le chanteur est resté le même avec ses qualités médiocres et ses rudes imperfections, seulement le niveau où tout cela s'exerce s'est abaissé d'un cran.

Comme on demandait à Fontenelle mourant s'il souffrait beaucoup, il répondit que non, mais qu'il éprouvait « une grande difficulté d'être. » Je ne puis assister à la représentation d'un opéra de Mercadante sans songer à ce mot du philosophe. Cette grande difficulté d'être, il l'éprouve, lui, le malheureux, depuis qu'il est au monde. Voilà un compositeur du mérite le plus sérieux, dont le nom n'a jamais eu d'autorité sur le public, un véritable maître que bien des gens confondent encore avec les partitionnaires à la douzaine qui peuplent l'Italie. Que lui manquait-il donc pour réussir? Presque rien : l'individualité, l'air du visage! Venu avant Donizetti, Verdi, il semble leur imitateur, leur plagiaire. On crie au voleur quand c'est au contraire son propre bien qu'il reprend chez les autres, et ni sa sensibilité profonde, ni sa science n'ont prévalu contre le manque de personnalité. Des vingt ou trente ouvrages écrits par lui, pas un ne reste; à peine si vous apercevez çà et là quelque morceau surnageant à l'aventure : *disjecti membra poetæ,* le duo d'*Elisa e Claudio,* le duo du *Giuramento.* Trop heureux encore l'octogénaire directeur du conservatoire de Naples, quand de ces illustres épaves la foule, qui volontiers prête aux riches, ne fait pas honneur tantôt à Rossini, tantôt à Donizetti! « Vous ici, général, je vous croyais mort! » Le grand empereur avait dans son sac aux disgrâces de ces foudroyantes apostrophes. C'est, à quelque variante près, la manière ordinaire dont le public salue la présence de cet excellent homme de musicien; nous n'admettons même pas qu'il soit encore en vie.

Je ne pense guère que la partition de *Leonora* représentée aux Italiens doive en aucun point modifier cet état de choses : musique estimable, mais d'où toute force jeune et inventive est absente, des cavatines faciles et brillantes, des duos et des morceaux d'ensemble redondans de bravoure et au besoin de pathétique, des finales admirablement distribués pour les voix, en un mot l'opéra de concert avec la scène de folie au dénoûment et tel que la plupart du temps Donizetti l'a fabriqué! Vous croiriez assister à la représentation de quelque *Linda di Chamouni*... Et penser que c'est à la terrible ballade allemande qu'a trait une si bénigne illustration musicale,

à la *Lenore* de Bürger, un sujet plein d'émotions farouches, d'épouvantes, et qui réclamerait tout le romantisme strapassé d'un Weber! Quand on nous apprit que cette *Leonora* de Mercadante n'était autre en effet que la vraie *Lenore,* involontairement notre sympathie s'en accrut, et l'idée nous vint que si par un coup de fortune (d'ailleurs peu supposable) Mercadante avait écrit là un chef-d'œuvre, il se pourrait bien faire que nous fussions nous-même, quoique de loin, intéressé dans la question. — Mais, dit-on, vous n'êtes ni Bürger, ni Carl de Höltei. — Non, sans doute, et pourtant voici comme les choses auraient pu se passer et comme nous les représentent nos souvenirs de première jeunesse et de *primavera* poétique. Mme Dorval, à bout de rôles, cherchait une nouvelle création : nous lui indiquâmes l'héroïne de la légende. A ce nom, sa joie ne se contint pas: c'était une vraie trouvaille! Ary Scheffer venait de mettre la ballade en peinture, il ne s'agissait plus que de la mettre en drame; nous laissâmes ce soin à de plus habiles, nous contentant de tracer quelques scènes et de proposer la note. Il va sans dire que notre *dominante* tout d'abord effraya; c'était aussi par trop de clair de lune! S'engager si avant dans le fantastique, au théâtre on ne le pouvait. Nous répondîmes : Faites, et revînmes à Goethe, dont le *Faust,* que nous traduisions à cette époque, nous occupait bien autrement que Bürger et sa *Lenore.* La pièce cependant se montait, allait en scène. J'assiste encore à la première représentation : une salle comble émue, frémissante sous le jeu de l'actrice passionnée qui, dans les adieux à Wilhelm, fut sublime. Le rideau était déjà tombé qu'on applaudissait toujours avec furie, on acclamait Mme Dorval. A ce déploiement d'enthousiasme, impossible de ne pas comprendre que la pièce était perdue; en effet, le public, lancé à fond de train dans les espaces de l'imagination, entendait ne plus s'arrêter, et quand il vit le cavalier funèbre quitter l'arçon et descendre comme un conscrit de *la Permission de dix heures* à l'hôtellerie de *la Grâce de Dieu,* le public se mit à siffler. *Sibi constet,* a dit Horace, c'est le grand précepte. Bürger et Mme Dorval tiraient d'un côté, les auteurs de l'autre, et pendant ce temps la pauvre pièce, écartelée, tombait pour ne plus se relever, ce qui prouve qu'il ne faut pas toujours trop se défier de l'audace, et que souvent au théâtre la meilleure manière de tourner les difficultés, c'est de les aborder carrément, de prendre le taureau par les cornes et le cheval de Lenore par les naseaux.

Weber, Meyerbeer l'eussent fait, Mercadante n'y pouvait songer; connaît-il seulement la ballade allemande? S'il a pris cette pièce, c'est par la raison bien plus simple qu'elle ressemblait à *Lucia,* à *Linda,* à tous les vieux *sujets* du répertoire. Aller au fond d'un pareil drame n'était d'ailleurs ni de la nature de son talent, ni du génie de la langue qu'il parle. Il faut que les pommiers portent des pommes, et les opéras italiens des cavatines et des scènes de folie. Quoi qu'il en soit, Lucia, Linda, Leonora, la Vitali tient tête au rôle, très surchargé de musique et des plus fatigans.

Elle dit son air du quatrième acte avec une vaillance à toute épreuve, et dans le beau duo du premier trouve l'accent, et même, à côté de Fraschini, enlève l'applaudissement. C'est du reste un spectacle charmant de voir en scène le fier vainqueur entourer de mille prévenances cette jeune fille, sa parente et son élève, presser ou ralentir les mouvemens, enfler ou diminuer le son pour qu'elle y trouve son avantage, et ramener toujours à elle, qui commence, ces salves de bravos qui, s'il les laissait faire, viendraient à lui.

Mais de qui parlons-nous là, Fraschini, la Vitali? Le public des Italiens a bien autre folie en tête. Si vous voulez qu'on vous écoute, donnez-nous des nouvelles de la Patti. Elle est donc revenue, la mignonne idole, et les mandarins d'accourir en masse à la pagode; génuflexions et pâmoisons, encensoirs, pluies de fleurs, le rite n'a point changé! L'unique différence avec les années précédentes est que cette fois, à l'offrande, on paie double; il faut bien que les fidèles subviennent aux frais du culte, et quand une divinité coûte à la fabrique trois mille francs par soir, la fabrique a raison de se faire indemniser par qui de droit. Dans un système d'exploitation, tout se tient. Usant ou abusant d'une situation que, plus encore peut-être que son talent, une fantaisie de la mode lui attribue, Mlle Patti trouve bon d'exiger du directeur des Italiens une somme en disproportion avec les recettes même extraordinaires du théâtre; à son tour, le directeur, pour rétablir l'équilibre, augmente les prix. La combinaison, étant des plus simples, se justifie d'elle-même; aussi ce que nous en disons n'est pas pour jeter aucun blâme sur une administration à tous les points de vue très méritante, encore moins serions-nous tenté de regretter cette manière de surtaxe imposée au dilettantisme: certains plaisirs, certains raffinemens ne sauraient être payés trop cher. Il importe qu'il y ait des concerts populaires comme il importe qu'en toutes choses le nécessaire soit à bon marché, que la foule puisse venir, moyennant une rétribution modique, entendre Haydn, Mozart, Beethoven, Mendelssohn, et nourrir son esprit du pain des forts. Le reste après cela n'a guère qu'une utilité secondaire; c'est affaire aux délicats de payer leur gourmandise et à ceux qui veulent qu'on leur serve du vin de Chypre dans le plus pur cristal de Bohême de ne pas ergoter sur l'addition.

Avouons pourtant qu'à ces sortes de pratiques exceptionnelles la dignité de l'artiste n'a rien à gagner, sans compter que tôt ou tard ce beau système ne saurait manquer d'amener la ruine du théâtre. Quelle troupe en effet résisterait aux mille froissemens d'amour-propre causés par de telles ivresses de personnalité? Spéculer sur sa voix, sa jeunesse, son succès, en se disant: Tout cela n'a qu'un temps! n'est point d'une grande artiste. Les Malibran placent plus haut leur idéal. Il est vrai que celles-là succombent à la peine, et mieux vaut vivre en se jouant que mourir en combattant. Des *créations* de la Patti, des ouvrages qu'elle aura suscités, je ne

suppose pas qu'on en parle jamais beaucoup après elle. S'il fut donné à certaines cantatrices de génie d'exercer sur la musique de leur temps l'action fécondante d'un rayon de soleil, d'autres auront passé comme un feu d'artifice. C'est cher, fort cher; mais combien c'est exquis, merveilleux! Une voix rompue à toutes les prouesses, conservant à travers des prodiges de gymnastique la limpidité, la résistance du diamant; dans la personne comme dans le talent, quelque chose de phosphorescent, de démoniaque, le complet dans le joli, le mignon! Chaque année, le spectacle recommence; rien de moins, rien de plus : même perfection, mêmes *staccati,* mêmes succès; de loin en loin seulement, quelque rôle dont on enrichit son répertoire. Il convient cependant de montrer au public qu'on s'occupe un peu de varier ses plaisirs, et que si c'est plus cher, c'est aussi beaucoup plus beau. J'ai pratiqué jadis un brave homme de professeur de grec qui pour cinquante francs par mois expliquait Homère à ses élèves; mais dès que vous lui parliez d'aborder les tragiques, c'était cent francs! Mlle Patti me paraît appliquer à l'*opera seria* la méthode dont usait mon vieux savant avec Eschyle et Sophocle. L'autre hiver nous eûmes *Linda,* un acheminement; aujourd'hui on nous promet la Ninette de *la Gazza,* l'Elvire des *Puritains,* et c'est ainsi que tous les rôles du petit, du moyen et du grand répertoire seront *pointés* alternativement dans ce joli gosier plein d'argentines résonnances, où, comme dans ces curieux bijoux d'horlogerie musicale que monte et gouverne une main habile, la valse de Beethoven succède à la cavatine de *Norma,* le motif d'Auber à la séguidille espagnole.

L'Opéra voulait se passer un divertissement en un acte : il a pris *le Roi d'Yvetot;* c'était un titre sur l'affiche, rien de plus. Une gaudriole de Béranger mise en action, — vaudeville ou ballet, — cela vous a toujours son charme pour les cœurs. Ici la bucolique tourne au militaire, l'idylle se panache ou s'empanache. Comment s'y prendre pour émoustiller un brin la circonstance, jeter quelque pittoresque parmi tous ces bonnets de coton? Un Scribe serait embarrassé, il se dirait : Que faire? qu'inventer? L'auteur du *Roi d'Yvetot* ne se pose pas même la question; que son idée s'encadre ou non dans le programme, peu lui importe. Le colonel Eugénie Fiocre paraît à la tête de ses hussards, et l'intérêt de la soirée commence. Chose rare et charmante que deux jolies jambes, mais hélas! quelle désolation de voir cette plasticité unie à tant de gaucherie! La Terpsichore de nos jours est en vérité trop accommodante. Il suffit qu'on ait un gracieux minois, de l'agrément dans sa personne, pour pouvoir prétendre à tenir l'avant-scène. Que deviendra le corps de ballet, si toutes les figurantes veulent ainsi faire acte de premiers sujets? Mlle Eugénie Fiocre, colonel des hussards d'Yvetot, passe encore; mais en faire une Fenella dans *la Muette,* lui confier un écot dans le fameux pas du second acte du *Dieu et la Bayadère,* voilà de ces exemples qu'on ne doit point donner. La danse,

comme la pantomime, est un art, un très grand art. Il y faut pour réussir de la vocation, beaucoup d'étude, sans quoi le rhythme manque, l'effort n'est que grimace et sauterie, et fussiez-vous la Diane en personne, tous vos airs de visage, vos mouvemens de bras, vos ronds de jambes et vos *taquetés* produisent sur le spectateur qui s'y connaît l'effet discordant et fâcheux d'une belle voix qui ne sait ni poser le son ni faire une gamme. Certaines gens toujours pressés de marier le Grand-Turc avec la république de Venise ont raconté que le prince Metternich avait pris une part quelconque à la composition de la musique du *Roi d'Yvetot*. C'est là une évidente calomnie qu'on ne saurait trop haut démentir, attendu que si le prince Metternich se mêlait de composer de la musique, il en écrirait assurément de moins mauvaise. La nationalité seule qu'il représente parmi nous suffirait pour l'y obliger. Les grands seigneurs de son pays ont de tout temps trop vécu dans la familiarité des plus illustres maîtres pour se complaire à ces enfantillages d'amateur. Quand ils touchent à la musique, c'est par ses grands côtés. Qui dit Haydn dit presque Esterhazy; les noms des archiducs Rodolphe et Charles, des Lobkowitz, des Kinsky, des Liechtenstein, s'enguirlandent partout en Autriche avec les noms immortels des Mozart et des Beethoven. « Comme je passais vers midi sous ses fenêtres, j'entendis préluder sur le piano : c'était l'archiduc qui employait ses momens de loisir à méditer. » Ainsi parle Varnhagen de l'archiduc Charles. Au lendemain d'Essling, à quelques heures peut-être de Wagram, quelle musique pouvait donc improviser sur son *piano de campagne* le prince généralissime? L'historien de cette vie austère, pleine d'héroïsme et de recueillement, Varnhagen ne le dit pas; mais on peut conjecturer sans paradoxe que ce n'étaient ni des *polkas*, ni des *redowas*, ni des *schottisch*.

Autre ballet, ce *Dieu et la Bayadère*, autre chanson; mais cette fois la chanson est de Goethe et la musique de M. Auber. On sait ce que nous pensons de l'orientalisme de cette partition. Nous nous sommes suffisamment expliqué à ce sujet dans notre étude sur *l'Africaine* pour n'avoir pas besoin d'y revenir. C'est de la fantaisie française très spirituelle, de la couleur locale dans le goût du XVIIIe siècle, vous croiriez par momens lire un chapitre des *Lettres persanes*. Partout l'allusion, le trait piquant aux mœurs contemporaines; tandis que la pompe du spectacle, le pittoresque du décor et des costumes cherchent à vous persuader que vous êtes sur les bords du Gange, l'orchestre et les voix vous chuchotent à l'oreille mille badinages parisiens, mille épigrammes à l'adresse du moment. Ce Brahma qu'on évoque est un dieu sceptique, un ténor philosophe qui chante sa divinité sans y croire; cet Olifour, un juge des *Plaideurs*.

Tous ces mignons chefs-d'œuvre du passé, quand on les veut reprendre de nos jours, n'ont plus d'attrait. Au lendemain de *l'Africaine* ou des *Huguenots*, ce joli papotage de douairière rêvant dans son fauteuil *Indes galantes* vous paraît suranné, chevrotant. Ce genre même d'opéra-ballet, que

la présence d'une Taglioni pouvait motiver, perd toute espèce d'intérêt dans les circonstances actuelles. On se demande, dès la première scène, pourquoi l'auteur, au lieu de prendre son parti, s'entête ainsi à faire chanter des airs de danse à ses chanteurs et danser des cavatines aux danseuses. Mlle Salvioni n'a rien d'une Zoloë; tant de vigueur physique, de joyeuse santé à fleur de peau, se prêtent mal à rendre les vapeurs et les pâmoisons d'une pauvre courtisane en proie à l'ivresse de son dieu. Les qualités mêmes du talent de Mlle Salvioni, au lieu de l'aider dans ce rôle, semblent plutôt lui faire obstacle. Elle déploie une énergie d'amazone, des attitudes de Fornarine, alors qu'il faudrait tout simplement être légère, diaphane, s'enlever. La force musculaire de son jarret, ses *pointes* si remarquables de sûreté, de précision, l'attachent davantage au sol, qu'à peine elle devrait raser. Taglioni jouant ce rôle n'était qu'élancement, fluidité, nuage. Elle dansait des pieds, des bras, de tout son être. Ce fut, avec *la Sylphide*, sa création par excellence, car les deux rôles se jouaient à vol d'oiseau pour ainsi dire, et Taglioni ne savait que danser, planer, fendre l'espace, et disparaître. La danse lui tenait lieu de tout, c'était sa beauté, son langage, son style, et comme chez elle la nature primait l'art, pour qu'elle sortît des conditions ordinaires de son talent et figurât autrement que dans ces *pas* qui étaient son triomphe, il fallait que l'action dramatique reproduisît exclusivement sa personnalité *dansante*. Admirable dans Zoloë, dans la sylphide, vous ne retrouviez en elle qu'une comédienne insuffisante dès qu'il s'agissait, comme dans *la Révolte au sérail* par exemple, de créer ce que j'appellerais le rôle de tout le monde. Composer un personnage, poser le geste, *phraser* une scène, ce ne fut jamais le propre de Taglioni, mais bien plutôt de Fanny Elssler, la vraie mime de cette grande période. Insister sur la pantomine de Taglioni, autant vaudrait célébrer le *canto spianato* d'une Catalani. Singulière confusion qu'un brin de temps amène dans l'appréciation de ces charmantes gloires du théâtre! A vingt ans de distance, on ne se souvient plus de rien; ceux-là mêmes dont la jeunesse fut contemporaine des triomphes de ces reines d'un moment, dès qu'ils les ont perdues de vue, en parlent comme on parlerait d'une fille des pharaons. — A quelques milles de Salzbourg, au centre d'une des villes d'eau les plus courues du Tyrol édénique, est une maison de plaisance moitié villa, moitié *palazzo,* dont le charme aussitôt vous impressionne. — A qui cette habitation? « A Mlle Fanny Elssler, » nous répondit une svelte et fringante créature qui passait là, sa cruche sur la tête, un bouquet de cerises à son corsage. Vous entrez, c'est le conte de *la Belle au bois dormant :* même grâce qu'autrefois, même séduction dans le regard, dans le sourire. Elle a su tout conserver, jusqu'à ses amis, et vous parle au présent de cette bienheureuse époque du *Diable boiteux,* sans avoir l'air de se douter que les capitaines d'état-major de ce temps-là sont devenus des généraux, et les secrétaires d'ambassade, — des ministres à portefeuille!

J'étais absent lors des débuts de Mlle Mauduit. Il y a quelques jours, l'Opéra donnait *Robert;* l'occasion s'offrait à moi d'entendre la jeune cantatrice; je la saisis. Déjà dans les concours publics du Conservatoire, cette nature d'artiste avait très sympathiquement agi sur son auditoire, et, passant de la Leonora du *Trovatore* à la Colombine du *Tableau parlant,* montré sa flamme et sa bravoure. A l'Académie impériale, cette fière énergie ne se dément pas, et si la gracilité physique du sujet disparaît un peu dans l'immense cadre, — sur cette voix limpide, chaude, passionnée, capable des accens les plus dramatiques, l'étendue de la salle ne peut rien. Tant de vibration, d'intensité, de calorique musical dans une organisation si délicate, si menue! Involontairement on pense à l'oiseau. — Je ne connais pas au répertoire de rôle plus difficile que celui d'Alice : dans le drame, l'élévation tragique, le geste inspiré, côte à côte avec la simplicité, l'enjouement, et dans la musique, un mélange continuel des deux styles qui chez la plupart des virtuoses semblent s'exclure. Il y faudrait toutes les aptitudes d'une comédienne consommée unies au double ascendant d'une voix à la fois puissante et légère, pathétique et pourtant toujours prête aux évolutions chromatiques les plus brillantes. Des fusées de notes, des points d'orgue, ce que la vocalisation italienne a de plus lancé, succédant, comme dans les couplets du troisième acte, à cette période si ample, si émue de la première romance en *mi majeur*, servant de prélude aux solennelles mélopées du trio final! Aussi l'idéal du personnage ne fut-il peut-être jamais atteint que par Jenny Lind, la virginale apparition des premiers jours, qui seule un moment, au physique comme au moral, en possèda toutes les cordes. Vocaliste agréable et correcte, Mme Dorus, qui chez nous créa le rôle avec une simplicité pleine de charme, y manquait pourtant d'autorité dans les passages dramatiques, et Mlle Falcon, à peine au sortir du Conservatoire, abordant ce caractère comme Mlle Mauduit fait aujourd'hui, sans avoir eu le temps de se reconnaître, y brûlait d'une flamme trop académique. Quant à la Schroeder-Devrient, sublime dans le duo avec Bertram au pied de la croix, pour ne citer qu'un exemple, elle faisait entièrement disparaître l'humble jeune fille sous l'héroïne envoyée de Dieu; elle ne figurait pas, elle transfigurait le personnage.

J'avoue que pour ma part j'aime beaucoup les débuts à l'Opéra, pourvu qu'ils soient sérieux. Les débuts ont cela d'excellent qu'ils remettent en lumière certains ouvrages du grand répertoire sur lesquels il est toujours bon de revenir quand on les a quelque temps perdus de vue. L'expérience a ses dangers, tous les chefs-d'œuvre n'y résistent pas. Nous le savions si bien que nous redoutions presque l'impression nouvelle qu'à distance allait produire sur nous ce fameux *Robert le Diable*. La défiance était exagérée, et nous aurions pu nous en épargner le souci, car le chef-d'œuvre tient, et malgré le temps, malgré les variations climatériques qui depuis le jour de son avénement ont tant ébranlé l'atmosphère, il demeure ferme et carré

sur sa base. Même en faisant la part la plus large à la critique, en désavouant les *siciliennes,* les fanfares, et çà et là quelques vulgarités qui encore ne méritent pas tout le mal qu'on en a dit, tout homme ayant le sentiment du beau sera forcé de reconnaître l'immense valeur de cette musique, dont l'ensemble n'a pas fléchi. Où trouver un chant plus pur, plus inspiré que cette adorable romance d'Alice au premier acte, une phrase plus éperdument douloureuse que l'air de Bertram au troisième, une imploration plus émouvante que la cavatine de *grâce?* Je me tais sur la couleur de la scène des nonnes, sur les magnificences de cet *oratorio* qu'on appelle le cinquième acte. Et c'est à un pareil musicien, à un pareil maître, que l'on vient reprocher de ne point placer assez haut son idéal!

J'aime fort l'esthétique, mais à la condition que les esthéticiens ne la gâteront pas, et que ce grand mot, superbement mis en honneur par Hegel en Allemagne, ne signifiera point en France art de parler avec pleine impunité sur les sujets qu'on ignore. Autre chose est la statuaire au temps de Périclès, autre chose est la musique au XIXe siècle. La musique, art de conception toute moderne, a son histoire, sa *technique,* qu'un philosophe même doit connaître pour en discourir. Traitons l'olympe avec respect, vénérons les marbres d'Égine; mais ne perdons jamais de vue le solfége et son histoire. Prétendre par exemple que depuis *la Vestale* et *Moïse* le finale était trouvé semblerait indiquer qu'avant Spontini et Rossini nul maître encore n'avait inventé rien de pareil à ces puissans morceaux. Et le finale de *Don Juan,* qu'en ferons-nous? D'ailleurs l'invention ici importe peu. Prendrait-on par hasard la *bénédiction des poignards* dans *les Huguenots,* le chœur des évêques dans *l'Africaine,* pour des finales? Les grands ensembles de Meyerbeer, ce prodigieux maniement des sonorités instrumentales et vocales dont, par condescendance pure, on veut bien tenir quelque compte à son *talent,* n'eurent jamais rien à voir dans le *finale,* qui est une forme italienne particulière à des traditions dramatiques avec lesquelles tout au contraire l'auteur des *Huguenots* et du *Prophète* s'efforçait de rompre. Donc ni Spontini, ni Rossini n'ont inventé le finale, qui, bien avant *la Vestale* et *Moïse*, avait, dans *les Noces de Figaro* et *Don Juan,* brillé, grâce à Mozart, d'un double et incomparable éclat. Et en outre parmi tant de morceaux que la gloire a déjà consacrés, — le trio de *Robert,* le duo de Valentine et de Raoul, les grands épisodes concertans des *Huguenots,* du *Prophète,* de *l'Étoile du Nord*, de *l'Africaine*, — vous ne trouverez pas un seul finale proprement dit. L'aimable Halévy n'y mettait point tant de façons. Il savait que ce n'est pas aux musiciens de fixer la théorie de la gravure en taille-douce, pas plus qu'il n'appartient aux architectes de professer le contre-point. Au lieu de disserter sur l'art, il causait de l'artiste, racontait sa vie et ses travaux, et promenait agréablement l'auditoire à travers les familières digressions. S'agissait-il d'un architecte par exemple, il évitait avec le plus grand soin de parler architrave, et se serait bien

gardé de reprocher à Erwin de Steinbach de ne point avoir construit le Parthénon. A défaut de compétence, sa complaisance le servait; il savait, comme cette maîtresse de maison, remplacer le rôti absent par une anecdote, et tout le monde s'en allait content, même M. Cousin, qui avait fini par découvrir un prosateur français du meilleur style dans l'auteur de *la Juive* et des *Mousquetaires de la Reine*.

Qui ne connaît *Graziella, Geneviève, Fior d'Aliza,* ces sœurs charmantes, quoique tardives, de la Laurence de *Jocelyn,* ces harmonies en prose d'un grand poète? Il est de mode aujourd'hui de manquer de respect à Lamartine; on raille sa décadence, on jette la pierre à ses désastres; et sous cet écroulement, dont chacun parle, nul ne songe à recueillir bien des richesses enfouies, à compter les parcelles d'or que, parmi tant de décombres, roule encore dans ses flots ce noble fleuve en allant aux abîmes. Tant de pages du poète des *Méditations* et des *Harmonies* écrites au hasard, tant d'improvisations vouées d'avance à l'oubli vous rappellent certaines partitions italiennes de l'auteur de *Guillaume Tell,* ce fatras rossinien qu'au moment le plus inattendu traverse un éclair de génie, vibration de harpe éolienne dans les ténèbres, voix d'en haut perdue pour les oreilles du profane, et qui parlent aux cœurs initiés. De ce cycle de nouvelles lamartiniennes, *Fior d'Aliza* est la dernière venue. Le poète y raconte ses souvenirs d'Italie, et, le lointain aidant, il idéalise à perte de vue. « Elle était debout, les pieds nus, *plus blancs et plus délicats que les cailloux qui sortent de la source;* sa robe, à gros plis noirs perpendiculaires, tombait avec *majesté* sur ses chevilles; son corset rouge, à demi délacé, laissait l'enfant sucer le lait et le répandre de sa bouche rieuse comme un agneau désaltéré qui joue avec le pis de la brebis. *Je retenais ma respiration pour mieux contempler cette divine figure!* » Là est le point critique du système, son *noli me tangere,* le côté dangereux par où la figure la plus aimable, la plus touchante, glisse à sa perte et finit par devenir, comme Atala, un délicieux sujet de pendule. Les gens habitués à se payer de mots appellent encore aujourd'hui romantisme cette prose cadencée et vide que Lamartine, à ses mauvais momens, emprunte à Chateaubriand, et que l'auteur du *Dernier des Abencerrages* s'était faite en ôtant les rimes au récit de Théramène. Il n'importe; les amours du jeune *zampognaro* et de la belle contadine sous le grand châtaignier patriarcal ne se lisent point sans émotion; l'intérêt dramatique, sous la diffusion du discours, se laisse entrevoir. Le sujet d'ailleurs était musical au premier chef, et ce poème de *Fior d'Aliza* devait d'autant plus naturellement fournir l'étoffe d'un opéra nouveau, qu'il en contenait déjà lui-même trois anciens. Le chef des sbires, comme ce podestat lubrique et féroce de *la Gazza,* relance et persécute de son amour une jeune fille qu'il tient sous sa dépendance comme l'épervier tient dans sa griffe un pauvre oiseau. Geronimo emprisonné après avoir d'un coup de carabine abattu le misérable, Fior d'Aliza se dé-

voue, et, pour pénétrer jusque dans la geôle, pour sauver la vie à son amant, s'habille en homme comme la Léonore de *Fidelio*. Seriez-vous en peine du dénoûment? Attendez un peu; *le Déserteur* y pourvoira.

Dramatique, on le voit, la pièce le serait à moins. D'ailleurs qui ne sait que l'opéra vit de certaines situations éternellement reproduites, et que le musicien renouvelle et transforme au gré de son talent, de son génie? Dans ce poème où Monsigny, Beethoven et Rossini, avant lui, avaient passé, l'auteur des *Noces de Jeannette*, des *Saisons*, de *Galathée*, de *la Reine Topaze*, a très victorieusement trouvé sa voie. Son inspiration, sans rien perdre de cette heureuse veine mélodique dont les ouvrages que je viens de citer indiquent les meilleurs momens, son inspiration s'est élargie, affirmée. On remarque un progrès du côté du style. Ces développemens mêmes que blâment à juste titre les purs amateurs d'opéra-comique témoignent d'une vue d'ensemble, d'un effort puissant vers la grande composition. Enfiler d'agréables motifs à la suite les uns des autres, faire succéder des duos à des cavatines, et des chœurs à des chansonnettes, cela peut être d'un musicien habile, ingénieux; il n'appartient qu'aux maîtres d'écrire des opéras. « Trop de musique! » s'écrient les mécontens. Il est évident qu'au lendemain du *Voyage en Chine* cette accentuation dramatique et passionnée, ce vigoureux parti-pris musical avait de quoi déconcerter un certain monde; mais en bonne justice il y a aussi d'autres goûts à satisfaire. Et si l'histoire de France nous enseigne que l'opéra-comique touche au vaudeville, *Joseph, les Deux Journées, Zampa, l'Étoile du Nord* et *le Pardon de Ploërmel* sont là pour démontrer qu'il confine également à l'Académie impériale. Je veux bien accepter vos opéras, dont le plus grand mérite est de pouvoir se passer de musique, à la condition qu'à votre tour vous ne viendrez pas me chicaner sur la symphonie; j'emploie le mot à dessein, car la musique de M. Victor Massé a par instans tout le pittoresque d'un tableau. Ceux qui reprochent à cet ouvrage sa couleur sombre n'ont pour se réjouir les yeux qu'à regarder à l'orchestre, si varié de teintes, si curieusement travaillé sans cesser d'être ému. L'épisode de la noce traversant la scène au moment où Fior d'Aliza tombe inanimée, un souffle de chanson sur ses lèvres, est un morceau traité en coloriste, et qui, pour l'entrain villageois, la disposition des groupes et des contrastes, rappelle les meilleures toiles de Knaus. L'auteur des *Noces de Jeannette* se retrouve là tout entier; mais ce qui vaut encore mieux que le pittoresque et la musique imitative la plus réussie, c'est un chant large, pathétique, inspiré : la phrase que propose le frère Ilario en manière d'invocation au châtaignier, et qui, reprise ensuite par toutes les voix, termine ce superbe quintette par une péroraison digne de son exorde. La saltarelle du troisième acte produit l'effet que tout le monde avait prévu aux répétitions. Un pareil rhythme et la vocalisation fulminante d'une Caroline Duprez, c'est irrésistible.

Au reste, Mme Vandenheuvel apporte dans tout le rôle les rares qualités

qui la distinguent. Comme la plupart des grandes musiciennes au théâtre, elle a le sentiment parfait du caractère qu'elle représente, et suffit à la situation sans jamais en dépasser la mesure. La cantatrice, chez elle, crée la comédienne, comme on pourrait presque dire qu'elle crée la voix. L'art a de ces ressources admirables. Vous entendez à chaque instant le vulgaire s'écrier : Il n'y a plus de sopranos, il ne se fait plus de ténors. — Ce ne sont point les belles voix qui manquent aux artistes, mais les artistes qui manquent aux belles voix. Qu'est-ce qu'une belle voix sans le style? Soyez musicienne d'abord, et tout le reste vous viendra par surcroît; voyez Pauline Viardot, Caroline Duprez. Lorsque Meyerbeer songea à lui confier *l'Étoile du Nord*, il semblait que sous le puissant fardeau de cette musique une organisation si délicate, si fragile, infailliblement dût succomber. Meyerbeer laissa dire, et cette fois encore l'événement donna raison à son instinct. M. Victor Massé, qui sait à son tour ce que vaut cette force du style et de la volonté, a suivi l'exemple du maître, et bien lui en a pris, car ce rôle, musical à outrance, écrasant, ne pouvait avoir d'autre interprète. Ce que nous l'avons vue jadis dans *l'Étoile du Nord*, Caroline Duprez l'est aujourd'hui dans *Fior d'Aliza*. On dirait une réduction, au point de vue de l'heure présente, du *Fidelio* de Beethoven. — M. Achard joue et chante avec un sentiment exquis la partie de Geronimo, l'amant plaintif et déplorable de Fior d'Aliza. C'est là du moins un ténor dont on peut parler, une voix aimable et charmante qui, tout en restant dans les conditions du genre, sait se prêter, lorsqu'il convient, à la grande expression musicale. Impossible de mieux enlever la belle phrase avec Fior d'Aliza, qui se détache en majeur des masses vocales dans le quatuor des bûcherons, de montrer dans l'air du quatrième acte plus de goût, de nuance, de chaleur dramatique. Du reste l'ensemble de l'exécution est parfait. On y sent quelque chose de plus que l'émulâtion ordinaire. La confraternité parmi les artistes n'est pas toujours un mot si vain. Tout le monde à l'Opéra-Comique souhaitait, voulait un succès éclatant pour l'auteur des *Saisons*, de *Galathée*, des *Noces de Jeannette*, une sorte de mise en lumière définitive de son nom encore trop effacé. Toutes les sympathies étaient dans son jeu, c'était beaucoup sans doute; mais ce n'était point assez pour lui faire gagner la partie, s'il n'eût très galamment payé de sa personne et composé cette partition de *Fior d'Aliza* qui le place au premier rang des jeunes maîtres.

F. DE LAGENEVAIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 février 1866.

Des devoirs à la fois très graves et très élevés sont imposés en ce moment, en France, aux hommes de droite raison et aux gens de cœur qui s'efforcent, par la revendication des libertés légitimes et nécessaires, de régénérer et d'assainir la vie politique de notre pays. Nous ne savons si nous nous trompons, mais il nous semble que rarement à notre époque des occasions aussi importantes que les circonstances actuelles ont dû émouvoir ceux qui s'occupent des affaires publiques. Le mal, si l'on veut, n'est aigu nulle part, et cependant tout ce que l'on voit et l'on entend ne laisse dans les esprits réfléchis que des impressions tristes. Ceux qui ont cru qu'un système de compression temporaire serait utile aux intérêts de l'ordre et de la conservation peuvent commencer à s'apercevoir de la méprise qu'ils ont commise. Le silence forcé, les entraves artificiellement opposées aux compétitions naturelles de la vie politique, ne produisent point, on le voit bien aujourd'hui, la paix des intérêts et des idées, la conciliation des esprits, la santé des âmes. Ne dirait-on pas qu'à force de rester muettes et solitaires les opinions sont devenues plus extrêmes, plus violentes, plus intraitables? Est-on sûr que le pouvoir ait gagné en prévoyance, en activité, en esprit de suite, tout ce que l'on attendait pour lui d'une concentration d'autorité sans exemple et de l'anéantissement des limitations anciennes? Nous avons sous les yeux le spectacle d'une anarchie morale d'une forme nouvelle. Ne pouvant pas se rencontrer sur le terrain de la vie politique pratique, où l'on est sans cesse obligé de transiger en se combattant, on lutte, on se passionne, on s'opiniâtre dans l'antagonisme des principes absolus et irréconciliables. L'ardeur des sentimens ne connaît plus ces apaisemens gaillards que donne la franchise; on ne sait plus appeler les choses par leurs noms; on ne dit pas ce qu'on a sur le cœur; on fermente et l'on s'aigrit dans la dissimulation et dans la réticence. Au milieu de préoccupations très graves, on s'emporte à une incroyable fureur

de frivolités. On a la manie du luxe et on reste grossier; on ne demande au théâtre que l'amusement de caricatures brutales ou des sensations les plus matérialistes. La presse à bon marché s'établit chez nous, et nous n'avons pas la joie de la voir servir, comme dans les pays libres, comme aux États-Unis, en Angleterre, en Belgique, à l'élévation intellectuelle et morale du peuple, à l'instruction politique et scientifique de la classe la plus nombreuse et la moins aisée. Le tempérament de la société française est démocratique; tous les progrès de notre époque dans l'ordre économique sont démocratiques; la force des choses crée et active avec une rapidité irrésistible l'organisme matériel de la démocratie. Nous avons le suffrage universel. Que faut-il pour que la société française soit appelée à exercer avec un ascendant invincible, et cela au moment où on s'y attendra le moins, le rôle politique auquel elle est manifestement destinée? Une inspiration fortuite du pouvoir, qui a toutes les initiatives, un hasard peut-être, une surprise des circonstances, un rien.

En cet état de choses, comment ne se demanderait-on point avec anxiété si nous avons choisi le meilleur système pour préparer la démocratie française au rôle auquel elle peut être appelée au premier jour? N'est-il pas évident au contraire que c'est par le prompt usage des libertés pondérées, où les opinions s'assouplissent et se disciplinent, que l'on mettra l'avénement définitif de la démocratie à l'abri de toutes les secousses, de tous les excès, de tous les périls que la société paraissait redouter il y a quinze ans? Il est parmi les accidens préliminaires de la révolution française un épisode qui nous a toujours frappés. La mode est aujourd'hui au *Louis XVI,* comme disent les amateurs de curiosités; la mode est si étrange dans ses caprices qu'elle va chercher des motifs de costume pour nos fêtes bruyantes chez des figures qui ne semblaient plus vivre dans l'imagination attendrie des hommes que par le souvenir douloureux d'une tragédie immortelle; on nous pardonnera donc une réminiscence historique de l'époque de Louis XVI. Le malheureux roi, après l'évanouissement des illusions et l'échec des expédiens de Calonne, plaça le cardinal de Brienne à la tête de son ministère. Parmi les remèdes que tenta Brienne, il en est un auquel l'histoire n'a pas assez pris garde. Le cardinal voulut gagner l'opinion, et il crut qu'il y réussirait en donnant libre carrière aux écrivains politiques. L'ancien régime, qui jusque-là n'avait employé à l'égard des écrivains que la censure, les arrêts du parlement et la pénalité administrative des lettres de cachet avec la Bastille au bout, leur accorda tout à coup à l'improviste la liberté absolue. La France en un moment fut inondée de brochures politiques où l'on découvre le conflit et le désordre d'idées qui devaient faire de la révolution une œuvre si difficile et si orageuse. L'instinct du cardinal de Brienne cherchant le salut dans la liberté des opinions n'était point faux en soi : il est des cas assurément où la liberté de la presse peut être pour le pouvoir un salutaire moyen de gouvernement; mais il était trop tard pour invoquer

cette ressource. L'ancien régime avait refusé aux écrivains et au public l'éducation de la liberté; les écrivains et le public furent trompés par leur inexpérience. Il en arrive toujours ainsi aux pouvoirs qui n'ont pas su accorder à temps à la prudence les concessions qu'ils se laissent surprendre et arracher par la force des choses, aux pouvoirs qui attendent pour céder que la sibylle ait brûlé son dernier feuillet.

Les faits politiques contemporains nous suggèrent trop souvent malgré nous ces soucieuses pensées. Les personnes qui auront lu dans *le Moniteur* le compte-rendu des débats de l'adresse au sénat ne nous accuseront certainement point d'un excès d'humeur noire. Quand nous songeons que cette assemblée, d'après notre constitution, est la réunion des illustrations de la France, nous avouerons que nous sommes médiocrement flattés de voir notre pays illustré aux yeux du monde par certaines harangues dont au surplus le sénat a l'air de n'être pas moins embarrassé que nous-mêmes. Nous ne savons au juste ce qu'il est permis ou interdit à la presse d'exprimer au sujet des discussions de nos assemblées. Une note récemment insérée au *Moniteur* a plutôt intimidé qu'éclairé les journaux sur ce point délicat. Peut-être n'encourrait-on aucun risque, si l'on n'avait à décerner que des éloges; mais le moyen de trouver quelque chose à louer dans le discours de M. de Boissy, si ce n'est ses vœux en faveur du régime parlementaire et sa protestation contre l'introduction en France de garnisons de régimens arabes! Si M. de Boissy n'était point sénateur et si son discours était une brochure, nous serions moins embarrassés pour signaler dans les disparates, le décousu, les naïvetés de ses opinions et de son langage l'image vivante de l'anarchie morale et de l'insuffisance d'éducation politique qui nous affligent dans la société actuelle. On pensera ce qu'on voudra des opinions et du talent de M. de Boissy; mais qu'il puisse faire entendre au sénat certaines choses dites par lui, — et elles sont dites, — comme il le constate lui-même, c'est un phénomène extraordinaire qui demeure attaché à la bizarre figure de notre époque. Certains passages de son discours produisent une stupéfaction dont on ne revient pas, on lit avec un égal ébahissement certaines interruptions qu'il provoque, et l'on n'est pas moins étonné de la docilité avec laquelle la sténographie du *Moniteur* reproduit ces choses-là. N'insistons pas sur ces audaces qu'un public trop narquois excuse parce qu'il s'en amuse; mais la partie sérieuse des discussions du sénat révèle des aspirations et des conflits d'opinions qui excitent aussi de curieuses surprises. Quoi de plus singulier par exemple que la statistique présentée par M. de Vincent, adversaire de l'instruction laïque, touchant les résultats obtenus par les établissemens d'éducation que dirigent les communautés religieuses? S'attendait-on à apprendre que le quart de la promotion de l'école de Saint-Cyr a été fourni l'année dernière par le collége des jésuites de la rue des Postes? Nous ne sommes nullement intolérans; si la France jouissait de la plénitude de sa liberté, nous n'aurions aucune

frayeur du croquemitaine jésuitique; ce sont les jésuites qui ont fait l'éducation des générations du XVIIIe siècle, et l'on ne voit pas ce qu'ils y ont gagné. Quoi qu'il en soit, il n'est pas moins surprenant que la rue des Postes ait fourni l'an passé à Saint-Cyr soixante-quatre candidats, jeunes aspirans au bâton de maréchal de France. L'honorable sénateur à qui nous devons cette information, exalté par de tels succès, a lancé contre notre université d'injustes censures, qui ont été d'ailleurs très vigoureusement et très honnêtement réfutées par M. Rouland.

La question d'Italie et de Rome a donné lieu aussi à d'excentriques sorties. On a pu remarquer sur ce point que la ferveur des défenseurs laïques de la papauté temporelle a dépassé le zèle du banc des cardinaux. Un orateur, M. de Ségur d'Aguesseau, n'a point hésité à demander que la France, en quittant Rome, fît restituer au saint-siége la portion des états de l'église qui s'est annexée au royaume d'Italie. D'autres voudraient que la France s'engageât à maintenir pour l'éternité ce qui reste de pouvoir temporel. Le président Bonjean, qu'anime le souffle des vieilles traditions de notre magistrature, a protesté avec énergie contre ces exagérations cléricales. Le ministre d'état, M. Rouher, visiblement affligé par ces divagations, y a mis fin en ramenant la question à ses termes pratiques. — La convention du 15 septembre est un contrat politique et ne peut s'élever à la sphère où s'agitent les prétentions dogmatiques et religieuses. Politiquement cette convention a défini deux souverainetés territoriales qui se trouvent en présence l'une de l'autre, celle de l'Italie et celle du patrimoine de saint Pierre. L'Italie s'est engagée vis à vis de la France à ne point faire sur la cour de Rome la conquête du patrimoine; voilà tout. Veut-on aller plus loin, veut-on sonder l'avenir, veut-on faire sortir d'un traité des garanties éternelles : on n'aboutit qu'au contradictoire et à l'absurde. La France et l'Italie ne peuvent que répondre d'elles-mêmes, elles ne peuvent écarter des chances de ruine auxquelles le pouvoir temporel demeure soumis, comme tous les pouvoirs humains, que celle qui résulterait d'une agression du royaume italien. Ni la France ni l'Italie n'ont le droit et le pouvoir d'assurer le gouvernement du saint-siége contre ses propres fautes et d'aliéner à perpétuité les droits des populations romaines. C'est pour prévenir les chances défavorables de l'avenir que M. Rouher fait appel à une disposition qui ne supprime point les difficultés et les chocs inévitables, mais qui peut les atténuer et les ajourner, l'esprit de conciliation. Quant à ceux qui prennent plaisir à soulever les hypothèses extrêmes et à réclamer des engagemens absolus, il n'y a qu'une réponse à leur faire; cette réponse leur a été faite deux fois, par M. Drouyn de Lhuys et par le général de La Marmora. Chose curieuse, nos cléricaux n'ont trouvé d'autre organe pour leurs prétentions romaines dans la politique européenne que la diplomatie espagnole, et c'est cette diplomatie qui s'est attiré la double réplique à laquelle nous faisons allusion! « Si le pape, disait M. Drouyn de Lhuys au ministre espagnol d'après

une dépêche soumise aux cortès, si le pape rejette les moyens qu'on lui donne, s'il ne veut pas se débarrasser de la plus grande part de sa dette en la faisant endosser par l'Italie, s'il ne veut pas négocier avec l'Italie et s'il persiste à la traiter en ennemie, s'il ne s'organise pas une armée, s'il ne réforme pas son administration et ne donne pas certaines satisfactions aux aspirations de ses sujets, la France dégage sa responsabilité des conséquences. La France peut aider le pouvoir temporel à vivre, elle ne peut l'empêcher de se suicider. » Tandis que, pour résister à l'engagement inconditionnel qu'on lui demandait, le ministre français se plaçait au point de vue des fautes possibles de la papauté temporelle, le chef du cabinet italien, le général La Marmora, dans la ferme dépêche qu'il vient d'adresser au gouvernement espagnol, revendique avec dignité les droits imprescriptibles des populations romaines. « Je ne puis me dispenser, dit-il, de me prononcer en principe sur les démarches du gouvernement de sa majesté la reine, qui viennent d'acquérir une notoriété officielle, car elles s'inspirent d'une doctrine qui est la négation même de notre droit public, celle d'après laquelle le territoire et la population de Rome seraient frappés d'une espèce de mainmorte au profit de la catholicité, et elles tendent à préjuger une épreuve dont le résultat doit dépendre des populations romaines. » Les cléricaux, si bien représentés en cette circonstance par la diplomatie espagnole, n'ont pas le droit de se plaindre de ces répliques, puisqu'ils les provoquent eux-mêmes par leurs indiscrètes exigences.

Au milieu de ce désarroi universel, l'opposition libérale au corps législatif peut rendre à la France d'éminens services en profitant de l'occasion du débat de l'adresse pour imprimer à l'esprit public une direction qui lui fait manifestement défaut, et dont il saura tenir compte à ceux de qui il la recevra. L'esprit public demande la clarté, la lumière; il a soif de franchise. Nous augurons bien du rôle que jouera au corps législatif l'opposition libérale. Les premiers débats de la session, bien qu'ils eussent des objets secondaires, des questions d'élection, ont présenté de favorables symptômes. Tout le monde a remarqué que les orateurs qui ont pris part au débat de ces questions, MM. Buffet, Lanjuinais, Segris, en s'opposant aux conclusions de la majorité, ont eu pour eux l'avantage de la logique et de la bonne tradition. Leur attitude et leur langage avaient en quelque sorte la véritable couleur gouvernementale. Aucune aigreur personnelle ne se mêlait à ces discussions, puisqu'il s'agissait de l'élection de personnes aimées ou estimées, telles que le président même de la chambre, M. Walewski, et M. Larrabure, l'auteur d'un rapport très applaudi sur les crédits supplémentaires où étaient jugées, il y a deux ans, avec une prévoyance très sensée, les conséquences financières des expéditions lointaines, et notamment de celle du Mexique. Les torts que, suivant l'opposition, l'administration s'était donnés à propos de ces élections étaient surtout des torts de forme. On pardonne trop facilement en France les torts de ce

genre; mais pourquoi s'en charger gratuitement, comme par nonchalance et laisser-aller, lorsqu'après tout on n'en avait nul besoin, et qu'on pouvait arriver aux mêmes fins en suivant la marche la plus régulière? Ce serait un triste goût et une regrettable habitude de préférer l'apparence de l'arbitraire à la correction réelle, lorsque les deux voies peuvent conduire au même résultat. A quoi bon afficher des trocs trop visibles entre un siége au sénat et un siége au corps législatif? Pourquoi passer si lestement sur la question constitutionnelle du droit de démission des sénateurs? pourquoi rendre si mobile une fonction déclarée inamovible? Pourquoi ne pas laisser à la démission d'un député le temps d'arriver au corps seul qui en peut consacrer la validité, c'est-à-dire à la chambre même? On a beaucoup recommandé les vertus de la constitution actuelle au nom du principe de la division des pouvoirs; pourquoi alors ne pas respecter les attributions hiérarchiques du corps législatif dans sa sphère naturelle et légitime, et vouloir que la démission d'un député, au lieu d'être soumise à l'acceptation de la chambre, puisse être adressée dans l'intervalle de la session à un agent du pouvoir exécutif? Ce sont ces anomalies, ces inconséquences, ces négligences insouciantes que les orateurs libéraux ont fait ressortir avec une modération et une dignité de ton qui ont donné grand crédit à leurs paroles auprès du public.

L'opposition abordera les discussions de l'adresse avec un esprit d'union qui sera pour le pays d'un exemple salutaire. L'union est une garantie de modération et de loyauté. C'est parce que l'esprit d'union est nécessaire au bon gouvernement d'un peuple libre que parmi les institutions et les libertés les plus efficaces sont celles qui rapprochent les citoyens les uns des autres, les invitent à traiter en commun les affaires publiques et les conduisent naturellement aux transactions nécessaires. Personne ne s'avisera de voir en nous des adversaires de la presse; nous n'hésiterons point cependant à confesser que les journaux servent moins à la conciliation des idées, à la concentration des efforts sur les points utiles, à l'unité des conduites, que le rapprochement des citoyens dans les associations et surtout que la réunion et le contact des représentans des opinions dans les assemblées délibérantes. Sous le régime actuel de la presse, l'action des journaux est plus exposée encore à se diviser et à s'éparpiller; la difficulté qu'ils éprouvent à s'occuper des questions vraiment principales du présent les porte à se réléguer dans les théories exclusives de leurs opinions, à s'obstiner dans les querelles du passé, à vivre de vieilles thèses historiques où se perpétuent des malentendus, des passions, des haines, qui n'ont plus de prétexte et ne devraient plus avoir de sens à notre époque. Et que les autoritaires ne se réjouissent point de ces divagations auxquelles la privation de la liberté condamne les journaux! Les intérêts conservateurs n'ont rien à y gagner, à moins qu'on ne se figure qu'il est préférable que les journaux s'attaquent aux dogmes essentiels du christianisme plutôt que

de contester le pouvoir, et qu'on trouve leur temps mieux employé à diviniser Robespierre et à enfanter de petits jacobins qu'à faire de l'opposition à un préfet. La différence que nous signalons est bien visible aujourd'hui : l'entente utile et pratique des opinions se fait bien mieux dans l'opposition libérale de la chambre que parmi les journaux. L'opposition au corps législatif établira cette entente en donnant aux questions qui l'unissent la prééminence sur les questions qui pourraient la diviser. Les premières sont d'ailleurs plus importantes, plus opportunes, plus urgentes que les secondes. Parmi les premières sont la question des libertés intérieures, la question du Mexique, les questions financières. Nous ne saurions avoir la pensée d'anticiper sur ces débats; nous ne dirons qu'un mot de la question du Mexique. Notre vœu a toujours été, nos lecteurs le savent, que l'on évitât la complication extérieure qui devait être un jour ou l'autre apportée par les observations des États-Unis dans cette pénible affaire : pour la prévenir, il eût fallu la prévoir de loin, et c'est malheureusement ce qu'on n'a point fait. Pour le moment, il semble néanmoins que la question du Mexique puisse être examinée en elle-même et dégagée des diversions américaines. Le gouvernement des États-Unis vient heureusement de montrer qu'il est aussi sincère et aussi prompt que décidé dans sa politique. Il a désavoué, réprimé, puni la tentative flibustière de Crawford sur Bagdad avant même de recevoir nos représentations. Il a démontré par un acte décisif qu'il pratique la neutralité dont notre ministre des affaires étrangères lui a demandé l'assurance. Notre discussion avec les États-Unis doit être considérée comme terminée sur la base de la note du 9 janvier de M. Drouyn de Lhuys. L'opposition libérale au corps législatif pourra donc examiner l'affaire du Mexique en elle-même sans se préoccuper des réclamations américaines. Il faut, pour l'honneur de notre retour du Mexique, que cet examen ait lieu. Il est des points sur lesquels il est indispensable que des explications soient demandées et données. On nous parle toujours des indemnités dues à nos nationaux, pour lesquelles l'expédition aurait été entreprise; il serait temps enfin de savoir si, comme l'ont dit les journaux étrangers, l'une de ces indemnités aurait été payée, tandis que les autres n'auraient point été liquidées. Un des incidens les plus fâcheux de la question mexicaine a été le décret du 3 octobre 1865, qui soumet les Mexicains pris les armes à la main au jugement des conseils de guerre et à une exécution sommaire. Nous avons longtemps refusé de croire à l'existence d'un pareil décret; mais puisqu'il a été en effet rendu, puisqu'il est devenu l'objet d'une représentation diplomatique des États-Unis, puisqu'il a été qualifié dans les chambres belges avec une juste sévérité, il ne nous paraît pas possible qu'il ne provoque pas dans notre chambre une protestation généreuse. Nous ne savons s'il faut considérer comme authentiques des pétitions écrites par des soldats belges prisonniers du général juariste Riva-Palacio et une lettre du maréchal Bazaine à ce général autorisant un échange

de prisonniers, documens publiés par plusieurs journaux étrangers et français. Nous voudrions que la lettre attribuée au maréchal eût été écrite : elle soulagerait la conscience française; elle nous donnerait le droit d'espérer que l'armée française n'a jamais prêté d'exécuteurs au décret du 3 octobre. Il est enfin nécessaire qu'une récapitulation des dépenses que nous a coûtées l'entreprise du Mexique soit établie contradictoirement dans notre corps législatif, et que l'on y jette aussi un regard assuré sur les perspectives financières qu'ouvrira la fin de notre expédition.

L'Angleterre vient de recommencer sa vie parlementaire. Une circonstance touchante a marqué l'ouverture des chambres. La reine a inauguré la session. C'est la première fois depuis la mort du prince Albert que la reine Victoria a consenti à remplir cette fonction de la couronne constitutionnelle. L'épreuve était douloureuse pour cette princesse : elle lui rappelait d'une façon poignante sa solitude vis-à-vis de la nation. La reine n'a point prononcé le discours; elle en a écouté la lecture, assez mal bredouillée par le lord-chancelier, les yeux baissés, la physionomie empreinte de douleur. Le public anglais a su gré à la reine du courage avec lequel elle a accompli sa douloureuse tâche. La première journée de la session a été d'ailleurs assez maussade. Le discours du trône, qui, comme on sait, parcourt succinctement toutes les affaires qu'a l'Angleterre à la surface du globe, n'a pas fourni à la discussion de l'adresse le thème superficiel qu'il lui offre ordinairement. La discussion à la chambre des lords et moins encore à la chambre des communes, où par extraordinaire elle a duré deux jours, n'a point imité le discours de la couronne : elle n'a pas fait le tour du monde; elle s'est concentrée sur le fléau dont souffre cruellement l'Angleterre, la maladie des bêtes à cornes, la *cattle-plague*. Le ministère a reçu des coups de tous les côtés dans cette morose bataille. Lord Derby à la chambre des lords, M. Lowe et lord Cranbourne (l'ancien lord Robert Cecil) dans la chambre des communes ont attribué la durée et l'aggravation du fléau aux mesures mal concertées et aux hésitations du cabinet. Après la grande victoire qu'il a remportée dans les élections, il semble que le parti libéral, fier de sa majorité triomphante, eût dû signaler par sa belle humeur sa première réunion. Il n'en a rien été. Cependant le comte Russell a l'air de vouloir aborder sa carrière ministérielle en donnant au parti libéral déterminé tous les gages qui peuvent le satisfaire. Il vient notamment de recomposer son administration avec une hardiesse qu'on n'attendait pas de lui. On reprochait ordinairement aux whigs de constituer leurs cabinets en oligarchies patriciennes et de fermer systématiquement l'accès du pouvoir aux hommes jeunes, aux orateurs de talent qui n'étaient point de provenance aristocratique. Lord Russell a définitivement rompu avec cette routine. Il a introduit dans le cabinet M. Göschen; il a rappelé dans l'administration M. Stansfeld, qui représentera le gouvernement de l'Inde à la chambre des communes; il a donné une sous-

secrétairerie au plus brillant des orateurs radicaux, M. Forster; il a rallié ainsi à lui les hommes du parti libéral qui sont le plus en évidence. Il a résolu en même temps de proposer un projet de réforme parlementaire combiné dans des conditions qui ont paru satisfaisantes au grand agitateur consulté, M. Bright. Ceci fait, et M. Gladstone ayant la *leadership* de la chambre des communes, lord Russell a dû se croire en règle vis-à-vis du parti libéral et en mesure de diriger un gouvernement fort. Cependant les premiers symptômes apparens ne répondent guère à cette attente. Les questions de personnes et les questions politiques donnent lieu à des incertitudes. En s'adjoignant les membres les plus avancés du parti libéral, le premier ministre a laissé décidément en dehors du pouvoir des libéraux qui unissent un grand talent à des tendances assez conservatrices, — tels par exemple que MM. Lowe et Horsman, — qui paraissent devoir se montrer des adversaires redoutables du ministère dans la question de la réforme parlementaire. On doute qu'il existe un accord parfait dans le cabinet; on prétend que le ministre des affaires étrangères, lord Clarendon, est loin d'être un réformateur ardent, et on assure qu'il a fait une vive opposition à la rentrée de M. Stansfeld dans le cénacle ministériel. Ce qu'on connaît du projet de réforme de lord Russell est assez froidement accueilli : à toucher à la loi électorale, les Anglais aimeraient que ce fût une fois pour toutes, et qu'il n'y eût plus à remanier de longtemps l'institution fondamentale du système représentatif; mais rien n'est plus compliqué que les lois électorales d'Angleterre, il n'y règne aucune harmonie préconçue, aucune unité préméditée. Le droit électoral est sorti des priviléges du système féodal, et il a pris les formes diverses, capricieuses et confuses des œuvres du moyen âge. On dirait un amas de constructions gothiques hétérogènes et de ruines enchevêtrées. C'est dans ce labyrinthe que les architectes politiques d'outre-Manche ont mission de préparer à la démocratie anglaise des logemens commodes, aérés, salubres et raisonnablement disposés. La tâche n'est guère aisée, et il est bien difficile de tenter dans ce glorieux et pittoresque fouillis des réparations sans courir le risque de tout détruire. Sans entrer dans le détail des choses, il y a deux grandes données du problème de la législation électorale anglaise, c'est le titre du suffrage, la condition de l'électorat d'une part, et de l'autre la répartition des siéges parlementaires entre la population du royaume-uni : à quel titre sera-t-on électeur? comment les colléges électoraux seront-ils distribués? Pour nous Français, amateurs des constructions neuves et de l'alignement, la question serait simple : chacun serait électeur aux mêmes conditions, et quant à la répartition des colléges, elle ne serait que le quotient approximatif du total des électeurs divisé par le nombre des places de députés dont la représentation parlementaire serait composée. Les Anglais ont horreur de cette logique égalitaire servie par une arithmétique inexorable. Ils ont des conditions, des qualifications, comme ils disent, diverses

pour les électeurs; ils ont des districts électoraux qui, avec moins de trois cents électeurs, nomment deux membres au parlement et des districts de dix et vingt mille votans qui n'élisent également que deux représentans. Pour bien réformer, il faudrait porter au moins partout à la fois la réforme; il faudrait réduire le cens électoral pour introduire la démocratie dans la vie politique, et il faudrait en même temps faire un nouveau partage des colléges électoraux, de telle sorte que la représentation fût mieux proportionnée à l'importance numérique des populations. Or on assure que le projet de lord Russell ne résoudra que la moitié du problème, la question du cens, et laisserait à l'avenir l'œuvre d'une nouvelle distribution des districts électoraux. Lord Russell garderait les cadres tels qu'ils sont; il se contenterait d'en ouvrir l'accès aux classes laborieuses en abaissant le loyer qui confère le droit électoral de 10 livres à 6 dans les bourgs et de 50 livres à 15 dans les comtés. Cette idée d'une demi-réforme appelle dès à présent la défaveur sur le projet du ministère; elle soulève de nombreuses et solides objections parmi les libéraux aussi bien que dans le camp des conservateurs. Rien n'est donc moins certain que la durée du cabinet anglais; les dissidences d'opinions et les rapprochemens de personnes peuvent amener des évolutions et des combinaisons de parti singulières.

L'Italie inspire aujourd'hui à ses amis du dehors une anxiété qu'il est inutile de dissimuler. Le parlement de Florence consentira-t-il à prendre d'accord avec le gouvernement les mesures nécessaires pour subvenir aux engagemens financiers du pays et relever le crédit italien? Le parlement laissera-t-il vivre le ministère actuel? Voilà les questions qui tiennent en suspens les amis de l'Italie. La responsabilité du parlement italien est des plus graves. Avant tout, c'est le péril financier qu'il faut conjurer. Les dissidences intérieures et les prétentions extérieures, quelque fondées que puissent être les unes et les autres, doivent être subordonnées à l'intérêt dominant de l'ordre financier. Si le parlement ne vote pas promptement les ressources indispensables, si la nation n'est pas prête à s'imposer les sacrifices les plus patriotiques, on ouvre la voie à toute sorte de tristes désordres et d'humiliantes défaillances. La destinée de l'Italie, on devrait en être persuadé à Florence, se joue sur une question de budget. Quand on est sous le coup d'une préoccupation si pressante, est-ce en vérité le moment de se livrer au jeu des incessantes crises ministérielles? Sans doute il est difficile de former un ministère qui puisse complétement satisfaire le parlement et le pays. C'est un malheur qu'il n'y ait pas en Italie une réunion d'hommes d'état animée d'une résolution assez forte, investie d'une autorité morale assez puissante, pour conquérir et entraîner la confiance nationale; mais enfin, puisque ce malheur est un fait qu'il n'est point possible de supprimer en un jour, les Italiens n'ont d'autre parti à prendre que de s'imposer les taxes nécessaires, d'établir l'indépendance de leurs finances, de se sauver enfin eux-mêmes avec des cabinets mé-

diocres. On serait en vérité bien avancé si, au risque de prolonger la crise financière au point de la rendre incurable, on se donnait le passe-temps de renverser le général La Marmora! Nous savons ce qu'on reproche au brave général, nous savons que la dépêche de M. de Malaret, du 2 janvier, publiée dans notre livre bleu, a péniblement affecté les Italiens, et leur a donné l'idée que les droits des Romains étaient abandonnés sans réserve par leur ministre. Cette impression nous paraît fausse et puérile : elle est démentie du côté de la France par les paroles de M. Drouyn de Lhuys citées par nous tout à l'heure; elle est démentie, pour ce qui regarde le gouvernement italien, par la récente dépêche du général de La Marmora à l'Espagne, dont nous avons reproduit aussi la déclaration la plus significative. Les Italiens devraient comprendre qu'il importe que le général La Marmora, qui, avec son abnégation et son patriotisme ordinaire, est venu en aide à son pays en acceptant le pouvoir au lendemain de la convention du 15 septembre, au milieu des tristes troubles de Turin, continue à les représenter devant l'Europe, dont il a l'estime, jusqu'à l'entier accomplissement du traité qui retire de Rome les troupes françaises. Si le parlement italien ne sent pas de la sorte ses devoirs envers lui-même et envers le général La Marmora, si le cabinet actuel doit tomber avec son chef, nous faisons des vœux pour que le pouvoir soit donné au général Cialdini, à un homme de sens et d'énergie dont la mâle éloquence a révélé une véritable supériorité intellectuelle.

Bien que le gouvernement espagnol ait reconnu l'Italie, on a vu par les extraits de sa correspondance diplomatique qui ont été publiés qu'il ne s'est point fait faute de chercher à susciter des embarras au cabinet de Florence au moment même où il renouait officiellement avec ce cabinet les bons rapports. Voilà un nouvel encouragement au panlatinisme, un nouveau trait de la touchante sympathie qui unit les diverses familles de la race latine! Il ne faut pourtant point être trop sévère envers le cabinet espagnol. On fait ce qu'on peut. La reconnaissance de l'Italie a été de la part du maréchal O'Donnell un acte de hardiesse, on est obligé d'en convenir après la discussion du sénat de Madrid sur le paragraphe relatif à cette reconnaissance. Le ministre des affaires étrangères a présenté de bons argumens à l'appui de la politique adoptée envers l'Italie par le cabinet. Nous avons vu avec plaisir se prononcer dans le même sens M. Llorente, qui, ministre des affaires étrangères dans les commencemens du dernier cabinet Narvaez, avait eu le mérite de pousser dans cette voie le gouvernement espagnol. Cependant le paragraphe de l'adresse n'a obtenu qu'une petite majorité, et il paraît même que la majorité eût été contraire, si la reine, ayant un juste égard à la position du maréchal O'Donnell, n'eût obtenu des vingt évêques qui siégent au sénat et de plusieurs sénateurs cléricaux qu'ils ne prendraient point part au vote. Quand on connaît ces difficultés intérieures de l'Espagne, on est obligé de réclamer l'indulgence pour le maréchal O'Donnell et même de lui savoir gré de ses bonnes ten-

dances et de ses sages velléités. Nous croyons d'ailleurs que le ministre espagnol est décidé à faire profiter l'Espagne de la force que lui a value l'avortement de la tentative du général Prim. On dit le ministre des finances, M. Martinez, très sérieusement appliqué au règlement des vieilles dettes qui ont si longtemps et si désastreusement tenu en échec le crédit espagnol. Que de maux on eût épargnés à l'Espagne, si le maréchal O'Donnell eût prêté plus d'attention à ces questions financières quand nous lui signalions, il y a plusieurs années, les conséquences inévitables des résistances obstinées de son ministre des finances de ce temps-là, M. Salaverria!

La petite crise ministérielle hollandaise est terminée. MM. Thorbecke et Olivier sont définitivement sortis du cabinet, remplacés le premier à l'intérieur par M. Geertsema, et le second à la justice par M. Pické. M. Franzen van de Putte est chef du cabinet et ministre des colonies; les autres ministres sont M. Cremers aux affaires étrangères, le général Blanken à la guerre et par intérim à la marine, et M. Van Bosse aux finances. Déjà, à l'attitude prise par le parti libéral, dont M. Thorbecke est le chef, et par les conservateurs, on peut prévoir que le ministère hollandais aura sur les bras une opposition redoutable. C'est sur le projet des cultures des Indes qu'on se livrera bataille. Heureuse Hollande, où l'émulation des hommes publics n'a plus pour objet que des intérêts positifs tels que ceux qui sont attachés à l'administration de ses opulentes colonies! Le pays est petit, mais on ne se bat plus pour les droits primordiaux de la liberté politique, comme dans les grands états. Dans une position bien plus critique sont par exemple l'Autriche et la Prusse : l'Autriche, à qui la diète hongroise va faire connaître par le vote de l'adresse les conditions qu'elle met à son cordial concours; la Prusse, où un ministre bizarre dans ses audaces entreprend d'avilir la représentation nationale en soumettant les paroles des députés à la juridiction des tribunaux ordinaires. Nous avons lu attentivement le projet d'adresse au roi de Hongrie rédigé par M. Deák; nous n'oserions essayer d'apprécier toutes les conditions du programme hongrois et en taxer quelques-unes d'excessives. Ce qui nous a surtout intéressés dans le rapprochement qui se tente entre l'empereur François-Joseph et le peuple hongrois, c'est que des deux côtés nous avons vu des intentions honnêtes. Sans entrer dans les discussions de détail qui échappent à notre compétence, nous nous contentons d'espérer qu'un effort si loyal aboutira à une conciliation sincère. Nous désirons que les Hongrois, si un léger sacrifice était demandé à leur modération, veuillent bien se souvenir que le sort des autres nationalités de l'empire, le sort des Tchèques de Bohême, des Polonais de Galicie, des Croates, etc., est suspendu au succès de l'expérience qui se tente. Voilà des peuples intéressans qui espèrent dans un meilleur avenir, et qu'une impatience, une imprudence, pourraient rejeter dans la vieille centralisation autrichienne. Quoi qu'il en soit, si ce qui se passe en Hongrie nous cause encore quelque anxiété, le spectacle donné par le gouvernement autrichien est grand et sympathique. On n'en peut

dire autant de la lutte entreprise par M. de Bismark contre la seconde chambre prussienne. M. de Bismark élève contre les droits de la représentation nationale une prétention que soutenaient en Angleterre les juges de Charles Ier, et que le long parlement a pour toujours anéantie. M. de Bismark rêve pour lui et pour la couronne de Prusse de hautes destinées; comment concilie-t-il son ambition avec la mesquinerie pitoyable de sa politique intérieure? Quel Allemand voudrait donner l'hégémonie à un état dont les institutions seraient à ce point mutilées? quel Allemand n'aimerait pas mieux être le sujet du grand-duc de Bade ou du roi de Wurtemberg que d'appartenir à la Prusse que M. de Bismark cherche à faire? On ne peut trop applaudir à la fermeté patiente avec laquelle la chambre prussienne résiste à ces provocations persécutrices et à ces assauts de l'absolutisme le plus repoussant, comme l'a dit si éloquemment M. Schulze-Delitsch, celui qui se cache sous le masque des formes constitutionnelles.

E. FORCADE.

REVUE SCIENTIFIQUE.

LES LACUNES DU SYSTÈME SOLAIRE.

L'impatience fiévreuse avec laquelle la génération actuelle s'élance dans la voie du progrès et des découvertes, aborde des problèmes nettement posés d'avance et les résout d'emblée, cette noble impatience que le succès exalte au lieu de la calmer, nous la rencontrons dans toutes les branches de la science. La physique, la chimie, la physiologie, ont dû à l'élévation des théories générales qui les dominent, non moins qu'à la précision des expériences, leurs plus fécondes, leurs plus audacieuses découvertes. L'astronomie a suivi l'impulsion : le télescope ne lui suffit plus, elle a demandé à l'analyse mathématique un nouveau et plus puissant moyen d'investigation. Il est permis de parler aujourd'hui d'une astronomie de l'inconnu : des planètes que nul œil humain n'avait encore aperçues, des étoiles dont la faible lumière échappait aux regards des observateurs qui les rencontraient au bout de leurs lunettes, ont été devinées, dévoilées par le calcul. L'observation n'a eu qu'à donner à ces découvertes en quelque sorte métaphysiques la consécration solennelle qui les érige en faits acquis.

C'est une découverte de ce genre qui, depuis quelques années, occupe le monde savant, et l'occupe d'autant plus vivement qu'elle est fort contestée encore. Le télescope s'est montré moins complaisant cette fois à vérifier les indications de la théorie. S'il y a, d'un côté, des témoins qui assurent avoir vu les objets célestes dont l'existence a été annoncée *à priori* par un astronome célèbre, il faut avouer, d'un autre côté, qu'une sorte d'évidence négative semble résulter des recherches infructueuses d'un grand nombre

d'observateurs distingués. Le lecteur devine qu'il s'agit ici des petites planètes qui, dit-on, circulent en dedans de l'orbite de Mercure, à deux pas du feu central, véritables éthiopiens du système solaire.

L'existence de ces planètes, dites *intra-mercurielles*, est encore, pour le moins, très douteuse. Ce qui leur donne un intérêt particulier, c'est leur rôle dans la mécanique céleste. D'après les calculs de M. Le Verrier, il existe dans le mouvement de Mercure une petite irrégularité que les forces connues ne suffisent point à expliquer. Mercure, paraît-il, avance comme une montre mal réglée; son orbite est sujette à un déplacement progressif dont Vénus, la Terre, Mars, Jupiter et les autres planètes connues ne nous offrent nul exemple. Or, pour rendre compte de cette anomalie, il n'y a pas d'autre parti à prendre que de supposer qu'il existe, dans le voisinage immédiat du soleil, des amas planétaires, globes ou anneaux, dont la sourde attraction entrave la marche de Mercure. Ces planètes ou masses planétaires encore inconnues combleraient donc une véritable lacune du système solaire; elles rétabliraient l'harmonie du calcul et de l'observation jusque dans les détails les plus subtils. L'avenir nous en réserve-t-il la découverte?

Ce ne serait pas la première fois, nous l'avons déjà dit, qu'une découverte matérielle aurait confirmé une prévision purement spéculative. L'histoire de l'astronomie nous en offre plus d'un exemple, et peut-être y a-t-il quelque intérêt à raconter ce qui se rapporte à ces questions avant d'entrer dans plus de détails sur les planètes mystérieuses qui circulent dans le giron même du soleil.

Les anciens ne connaissaient en tout que cinq planètes : Mercure, Vénus, Mars, Jupiter et Saturne, auxquelles on ajoutait, dans le système de Ptolémée, le Soleil et la Lune, en faisant tourner ces sept astres autour de la Terre. Toutefois l'idée d'un nombre plus grand de globes errans remonte déjà à une haute antiquité, tout comme l'idée de la rotation de la Terre. Un siècle avant Jésus-Christ, Artémidore d'Éphèse soutenait que le nombre des planètes est infini. Démocrite, suivant ce que rapporte Sénèque, disait qu'il y a beaucoup plus de planètes que nous n'en voyons; mais il ne paraît pas qu'avant Képler cette idée ait pris corps et consistance en sortant des généralités d'assertions aussi vagues.

Guidé par des spéculations théoriques, assez obscures il est vrai, ce grand astronome se vit conduit à placer entre Mars et Jupiter une planète inconnue qui devait combler l'apparente lacune (*hiatus*) laissée entre ces deux corps. *Inter Martem et Jovem interposui planetam*, dit-il dans son *Mysterium cosmographicum*. Cette hypothèse fut mal accueillie, et il y renonça dans la suite lui-même. Sizzi, astronome florentin, protestait surtout avec vivacité contre cette doctrine. « Il n'y a, dit-il, que sept trous dans la tête : les deux yeux, les deux oreilles, les deux narines et la bouche; il n'y a que sept métaux; il n'y a que sept jours dans la semaine; il ne peut donc y avoir que sept planètes. » Bien plus tard, le philosophe Kant crut

même de son devoir d'expliquer pourquoi il n'existait pas de planètes entre Mars et Jupiter. A l'origine des choses, disait-il, Jupiter avait attiré à lui toute la matière nébuleuse qui devait engendrer la planète intermédiaire. Mars était si petit et manquait de satellites pour une raison analogue : une portion de son contingent lui avait été enlevée par la planète colossale.

Cependant l'idée de Képler germa dans les esprits. Lambert appela de nouveau l'attention des astronomes sur le vide qui semblait exister entre Mars et Jupiter. Le professeur Titius découvrit une loi, ou, si l'on veut, une analogie extrêmement curieuse, qui semblait venir à l'appui de ces spéculations. Il avait imaginé d'écrire la série suivante, dans laquelle chaque nombre est le double du précédent : 0, 3, 6, 12, 24, 48, 96, 192 (1). En ajoutant 4 à chacun de ces nombres, il obtenait cette autre série : 4, 7, 10, 16, 28, 52, 100, 196. Les quatre premiers termes, ainsi que le sixième et le septième, exprimaient à peu de chose près les distances relatives qui séparent du soleil les six planètes connues du temps de Képler : 4 représentant la distance de Mercure, 7 représentait celle de Vénus, 10 celle de la Terre, 16 celle de Mars, 52 celle de Jupiter, et 100 la distance de Saturne; mais le nombre 28 (comme aussi 196) ne représentait rien, et de là à supposer l'existence d'une planète encore cachée dans les limbes de l'inconnu il n'y avait qu'un pas.

La loi de Titius, publiée dans sa traduction allemande de la *Contemplation de la nature* de Bonnet, fut popularisée par l'astronome Bode, directeur de l'observatoire de Berlin, qui la considérait comme une révélation; il en a tant parlé qu'on a fini par l'en croire l'auteur et par attacher son nom à cette suite de nombres. La découverte fortuite de la planète Uranus, par William Herschel, en 1781, vint d'ailleurs apporter une confirmation inattendue à la loi de Bode-Titius. La distance d'Uranus au soleil, déterminée par les observations, diffère très peu du nombre 196, dernier terme de la fameuse série. Cette série aurait permis, disait-on, de pressentir la découverte d'une planète au-delà des confins connus du système solaire; n'était-il pas dès lors infiniment probable qu'un jour elle serait complétée par la découverte du terme intermédiaire entre Mars et Jupiter ? Le baron de Zach alla jusqu'à publier à l'avance les élémens de la planète supposée, et Lalande organisa en 1796 une association de vingt-quatre astronomes, dont chacun explora minutieusement la vingt-quatrième partie du zodiaque. Cette recherche fut sans résultats. Joseph Piazzi, directeur de l'observatoire de Palerme, travaillant depuis dix ans à dresser un catalogue complet des étoiles, remarqua que l'une d'elles, qu'il avait observée le 1er janvier 1801, n'était plus le lendemain à la place où il l'avait marquée sur sa carte; en revanche, il y avait un peu plus loin une étoile que Piazzi n'avait pas remarquée la veille. Le 3 janvier, il put constater un changement analogue. Dès lors, plus de doute : il avait rencontré une étoile er-

(1) En faisant abstraction du premier terme zéro.

rante; mais Piazzi la prit d'abord pour une comète. Il la suivit jusqu'au 11 février, jour où le mauvais temps interrompit ses observations, qu'une grave maladie l'empêcha de reprendre.

Piazzi avait, dès le mois de janvier, annoncé sa découverte à Bode et à quelques autres savans; mais ses lettres n'arrivèrent que deux mois après, quand le nouvel astre était perdu dans les rayons du soleil. Bode fut persuadé qu'il s'agissait ici d'une nouvelle planète, opinion à laquelle Piazzi finit par se ranger aussi; mais il fut impossible de retrouver la fugitive, et l'on dut se résigner à attendre jusqu'à l'automne suivant.

Comment faire pour revoir Cérès (c'est le nom que Piazzi donnait à sa planète) lorsqu'elle sortirait du voile de lumière qui la cachait? Il aurait fallu calculer son orbite d'après six semaines d'observations seulement, problème tout nouveau dans la pratique astronomique. Beaucoup d'essais furent tentés dans cette voie; mais la discordance des divers résultats obtenus fut si grande, que plus on allait et plus on perdait l'espoir de retrouver la planète entrevue par Piazzi.

Parmi ceux qui avaient entrepris de déterminer la route de Cérès dans le ciel se trouvait un jeune homme obscur, un débutant, Charles-Frédéric Gauss, de Gœttingue. Il avait résolu le problème à sa manière et publié les résultats de son calcul, mais les astronomes y prêtèrent fort peu d'attention. Seul, le savant médecin Olbers, astronome dans ses heures perdues, avait examiné le mémoire de Gauss, en avait apprécié toute la portée, et l'avait pris pour base de ses recherches. Il n'eut qu'à s'en louer, car le 1er janvier 1802, un an jour pour jour après sa première découverte, Cérès fut retrouvée par le médecin de Brême, et prit son rang définitif parmi les planètes, car, la forme et les dimensions de son orbite une fois connues et fixées, il n'y avait plus à craindre qu'elle pût se perdre. On s'imagine sans peine combien les partisans de la loi de Bode durent être satisfaits. La grande lacune était donc enfin comblée, car le hasard avait voulu que la distance de Cérès au soleil se trouvât être à très peu de chose près celle que lui assignait cette loi tout empirique.

La nouvelle planète était douée d'un éclat si faible qu'elle devait toujours se dérober à la simple vue : c'était une planète essentiellement télescopique. Pour en faciliter à l'avenir la recherche au milieu des étoiles, Olbers avait commencé à construire des cartes célestes très complètes, où il inscrivait une foule de petites étoiles. En les comparant avec le ciel, il aperçut un jour (le 28 mars 1802) une petite étoile qui n'avait pas encore été vue à cette place, et il n'eut pas de peine à s'assurer qu'elle possédait un mouvement propre très prononcé. Évidemment c'était là encore une planète : Olbers lui donna le nom de Pallas; mais cette découverte, à laquelle personne assurément ne s'attendait, jeta le trouble parmi les astronomes. Entre Mars et Jupiter, la place était prise; où placer la nouvelle venue? On la mit dans les comètes. La forte inclinaison de son orbite semblait justifier cette découverte, il se trouva même un témoin, Schrœter, qui déclara

qu'il lui avait vu une sorte d'enveloppe lumineuse analogue à la chevelure cométaire; mais l'on reconnut bientôt qu'il avait été le jouet d'une illusion d'optique due à l'état défectueux de son instrument, et Pallas fut appelée à s'asseoir à côté de son aînée.

Deux ans plus tard, en 1804, l'astronome Harding aperçut Junon, et en 1807 Olbers rencontra lui-même une quatrième planète, qui reçut le nom de Vesta en raison de la blancheur et de la pureté de sa lumière. Tous ces astres se meuvent autour du soleil dans l'espace compris entre les orbites de Mars et de Jupiter. Olbers tenta d'expliquer le rapprochement de ces quatre orbites entrelacées en supposant que les nouvelles planètes étaient des éclats d'un astre plus considérable qu'une cause quelconque aurait détruit à une époque très reculée; mais cette hypothèse, quelque ingénieuse qu'elle soit, n'est point confirmée par la situation relative des orbites.

Olbers continua ses recherches encore pendant dix ans, mais sans résultat. Ce n'est qu'en 1845, à trente-huit ans de distance de la découverte du quatrième astéroïde, qu'un maître de poste de Driesen en Prusse, M. Hencke, renoua le fil de ces découvertes en nous donnant Astrée. A dater de cette époque, les astéroïdes se sont succédé si rapidement que leur nombre s'élève déjà, en ce moment, à quatre-vingt-six; leurs distances du soleil varient entre les limites 22 et 34, la moyenne est 28 : c'est précisément le nombre prévu par le professeur Titius.

La découverte physique des astéroïdes a été, nous l'avons déjà dit, purement fortuite. Les recherches qui avaient eu cette découverte pour but avoué et ostensible avaient été infructueuses et n'étaient d'ailleurs, disons-le, autorisées par aucune certitude théorique. La loi de Titius n'est point d'une exactitude rigoureuse : ce n'est pas une vérité mathématique basée sur un principe quelconque; on va même voir qu'elle n'embrasse point toutes les planètes connues, puisqu'elle se trouvera en défaut pour Neptune. Néanmoins elle a été vérifiée après coup pour Uranus et pour plusieurs des petites planètes. Peut-être un jour cette loi mystérieuse nous sera-t-elle expliquée à son tour; elle est si frappante qu'elle doit avoir une signification.

Une découverte bien plus inattendue que celle des astéroïdes avait été celle de la grosse planète Uranus par sir William Herschel. Le 13 mars 1781, ce grand astronome aperçut dans le champ de son télescope une étoile d'un diamètre très appréciable. Il prit note de la position de l'astre suspect, et la nuit suivante il put déjà constater un déplacement sensible. Toutefois il était si éloigné de songer à une nouvelle planète qu'il prit sa trouvaille tout d'abord pour une comète; mais l'on ne tarda pas à en reconnaître la véritable nature. Il fut même prouvé que cette planète était déjà venue dix-neuf fois depuis 1690 se faire inscrire dans les catalogues d'étoiles en dix-neuf positions différentes. Les observations anciennes d'Uranus étant combinées avec celles que les astronomes avaient obtenues depuis 1781, on pouvait songer à construire des tables qui permettraient

de prédire la marche de cette planète jusque dans l'avenir le plus éloigné. Les premières tables d'Uranus, encore très défectueuses, sont dues à Delambre. En 1821, Alexis Bouvard en publia d'autres beaucoup plus exactes. Dans la préface, il signale une étrange difficulté : si l'on se sert, pour déterminer l'orbite d'Uranus, des observations antérieures à sa découverte, l'orbite obtenue représente très mal les observations plus modernes, et *vice versâ* l'orbite déduite des quarante années 1781-1821 est en contradiction avec les positions anciennes (1). Forcé de prendre un parti, Bouvard s'est décidé à négliger les dix-neuf observations antérieures à 1781. « Je laisse, dit-il, aux temps à venir le soin de faire connaître si la difficulté tient réellement à l'inexactitude des observations anciennes, ou si elle dépend de quelque action étrangère et inaperçue qui aurait influencé la marche de la planète. »

Quelques années s'étaient à peine écoulées qu'il était prouvé que les tables de Bouvard avaient cessé de s'accorder avec le ciel. Évidemment il y avait là une énigme à déchiffrer. L'idée d'une planète trans-uranienne commença de germer dans les esprits, et l'on parla déjà, mais timidement, de la possibilité d'arriver à sa découverte par les perturbations qui en révélaient l'existence. En juin 1829, M. Hansen écrivait à Bouvard que, pour rendre compte du mouvement d'Uranus, il faudrait recourir aux perturbations de deux planètes inconnues. Bouvard lui-même, pénétré de l'importance du problème, s'occupa d'en préparer la solution en confiant à son neveu Eugène Bouvard le soin de refaire les tables d'Uranus. Il espérait qu'une discussion approfondie des mouvemens de cette planète permettrait de remonter à l'astre qui la troublait, et cette espérance était partagée par Bessel, le grand astronome de Kœnigsberg, qui parle de la planète trans-uranienne dans une lettre à Humboldt et qui s'occupait activement de la question. En 1842, l'académie des sciences de Gœttingue mettait sans résultats le sujet au concours; en 1843 et 1844, un jeune astronome anglais, M. Adams, essayait de déterminer la planète inconnue en lui supposant une orbite circulaire et, faute de mieux, une distance au soleil conforme à la loi de Bode; il était aidé des observations antérieures sur Uranus que lui communiquait avec complaisance, mais sans grande foi dans le succès définitif, le directeur de l'observatoire royal. Au mois d'octobre 1845, M. Adams déposait à l'observatoire de Greenwich un mémoire sur les élémens de l'orbite hypothétique de la planète; à la même époque, M. Le Verrier, saisi par Arago de la question, communiquait à notre Académie des sciences ses premières recherches, et peu après (juin 1846) annonçait qu'il était en possession d'une position approchée de la planète inconnue, déterminée par les perturbations d'Uranus.

L'émotion fut générale. L'observatoire de Greenwich, reprenant le tra-

(1) Depuis cette époque, on en a encore signalé deux autres, de telle sorte que nous connaissons aujourd'hui vingt et une observations anciennes d'Uranus.

vail oublié de M. Adams, chargea M. Challis de rechercher la planète d'après ces données; peu de jours après (4 août), M. Challis, tenant la planète au bout de son télescope, la marquait sur sa carte comme une étoile fixe; il ne se doutait pas quelle découverte lui glissait des mains. Le 29 septembre, il la revoyait encore et constatait qu'elle avait un disque appréciable (comme toutes les grandes planètes), mais il ne se croyait pas si près de la découverte; il ignorait surtout que cette découverte était faite et la planète reconnue et constatée depuis une semaine (23 septembre) par M. Galle de l'observatoire de Berlin, sur les indications de M. Le Verrier, reçues le matin même à Berlin.

On sait quel enthousiasme, et aussi, c'est le propre du succès, quelles controverses souleva cette magnifique consécration du calcul par les faits. La question est aujourd'hui jugée, et l'année 1846 a comblé une lacune du système solaire que les astronomes avaient devinée depuis plus de vingt ans. Existe-t-il encore d'autres planètes au-delà de Neptune? Rien ne s'y oppose, mais rien non plus ne nous force à les rechercher. Neptune suffit pour expliquer Uranus.

Cette brillante découverte a trouvé son pendant, il y a trois ans, dans la découverte du compagnon de Sirius. L'examen du mouvement propre de cette étoile avait fait reconnaître à Bessel des oscillations périodiques qui ne s'expliquaient d'une manière satisfaisante qu'en admettant que Sirius était soumis à l'influence d'un corps considérable auquel il devait être enchaîné par la loi de la gravitation. L'hypothèse de Bessel rencontra quelque opposition; mais en 1851 elle fut reprise par M. Péters, qui démontra qu'elle rendait un compte parfait de toutes les circonstances du phénomène, et détermina les orbites de Sirius et de son invisible compagnon, auxquels il assigna un temps de révolution de cinquante ans. Le satellite de Sirius fut cherché longtemps en vain par les astronomes qui disposent d'instrumens puissans. On avait fini par le croire privé de lumière, lorsqu'il fut découvert en Amérique, par M. Alvan Clark, au mois de janvier 1862. Depuis cette époque, il a été observé à Paris et ailleurs à plusieurs reprises. M. Goldschmidt assure même qu'il a entrevu plusieurs satellites de Sirius au lieu d'un seul. Aujourd'hui on cherche le satellite d'une autre étoile fixe, appelée Procyon.

Ces découvertes d'étoiles inconnues, que l'on fait sortir de toutes pièces d'une formule, ont fini par si bien passer dans les habitudes des astronomes qu'il en est déjà résulté des méprises assez plaisantes, comme celle de M. Klinkerfues, qui avait bâti sur une erreur d'impression tout un roman de satellites obscurs et de compagnons perturbateurs d'une petite étoile fort innocente. M. Le Verrier lui-même a voulu renouveler son triomphe de 1846. Cette fois ce n'est plus sur les frontières de notre système, c'est à proximité même du soleil qu'il a constaté la sourde influence d'un corps troublant.

Dans une lettre adressée à M. Faye, au mois de septembre 1859, il an-

nonce que la forme ou plutôt l'orientation de l'orbite de Mercure subit des changemens séculaires qui resteraient sans explication, à moins d'admettre l'action de masses troublantes qui circulent entre Mercure et le soleil. Ces masses pourraient, ou être concentrées en une seule planète, ou former un essaim de corpuscules disséminés sur toute la circonférence de l'anneau; cette dernière supposition serait même la plus probable, parce qu'elle nous expliquerait, par la petitesse même de ces corps, leur apparente invisibilité. « L'hypothèse à laquelle nous nous trouvons ainsi ramené, dit M. Le Verrier, n'a plus rien d'excessif. Un groupe d'astéroïdes se trouve entre Mars et Jupiter, et sans doute on n'a pu en signaler que les principaux individus. Il y a lieu de croire même que l'espace planétaire contient de très petits corps en nombre illimité circulant autour du soleil. Pour la région qui avoisine l'orbite de la Terre, cela est certain. » Ainsi M. Le Verrier pose résolûment l'existence de planètes intra-mercurielles.

De telles planètes, s'il y en a, doivent rester toujours inaperçues dans les circonstances ordinaires. La planète Mercure, dont la distance au soleil est environ le tiers de la distance moyenne de la terre au même astre, en est déjà trop voisine pour qu'il soit facile de l'observer. Noyée la plupart du temps dans les feux de l'astre radieux, nous ne pouvons la voir à l'œil nu qu'aux momens où le soleil est caché par un écran naturel, par exemple lorsqu'il se trouve à une faible profondeur au-dessous de l'horizon, ou bien lorsqu'il est éclipsé par la lune. Et encore, pour que nous puissions voir la planète à la pointe du jour, est-il nécessaire qu'elle précède le soleil; de même elle doit le suivre pour se montrer dans le crépuscule du soir. D'un autre côté, l'horizon est souvent brumeux, et l'on comprend dès lors que les occasions d'observer Mercure sont assez rares, si rares que le grand Copernic laissa échapper un jour cette remarque chagrine : qu'il descendrait dans la tombe avant d'avoir jamais vu la planète. Aujourd'hui, grâce aux progrès qui ont été réalisés dans la construction des lunettes, la difficulté qui affligeait si fort l'illustre chanoine de Thorn a été vaincue en partie; nous observons Mercure au grand jour, à côté du soleil, surtout lorsqu'il est placé de manière à pouvoir être vu de profil, c'est-à-dire lorsqu'il nous montre seulement la moitié de son hémisphère éclairé, absolument comme la lune dans son premier ou dans son dernier quartier. Dans cette position, la planète nous paraît plus éloignée du soleil que lorsqu'elle est éclairée en plein, ou qu'elle se réduit à un mince croissant en tournant vers la terre sa face obscure. Quand elle est dans son plein, elle passe en arrière du soleil; quand elle s'évanouit, elle passe en avant; mais aux époques de ses quartiers (des quadratures) elle se trouve placée latéralement : c'est donc alors qu'elle semble le plus se séparer du soleil et qu'elle souffre le moins de son voisinage.

Mais, s'il s'agissait de planètes beaucoup plus voisines du soleil que Mercure, il faudrait renoncer à l'espoir de les observer de profil ou de face, c'est-à-dire éclairées à demi ou en plein, à moins de guetter pour cette

observation une éclipse totale de soleil; dans ce cas seulement, le soleil étant caché derrière la lune, il serait possible qu'on vît briller ces planètes, comme de faibles points lumineux, dans les environs de l'astre éclipsé. Toutefois il nous resterait encore une chance de les découvrir d'une autre manière : nous pourrions les voir de dos, lorsqu'elles passeraient au-devant du soleil. Mercure se présente dans cette position à peu près treize fois dans le cours d'un siècle. On n'en voit alors que l'hémisphère où il fait nuit, et la planète se dessine comme une petite tache très noire et parfaitement circulaire sur le disque lumineux du soleil, où elle chemine lentement dans la direction de l'orient à l'occident. Ce phénomène du passage de Mercure peut avoir lieu seulement aux époques où la planète se trouve sur la même ligne droite avec la terre et le soleil, ce qui n'arrive que dans les mois de mai ou de novembre. Un passage de Mercure peut d'ailleurs durer cinq heures et plus, selon la région du disque solaire où il s'effectue. Le dernier passage a été observé le 12 novembre 1861; il y en aura un autre le 5 novembre 1868.

Les planètes dites intra-mercurielles devraient, comme Mercure, se montrer de temps à autre sur le disque lumineux de l'astre. On peut même dire que nous devrions les y rencontrer beaucoup plus fréquemment. En effet, plus les planètes se rapprochent du soleil, moins elles mettent de temps à en faire le tour; par conséquent, nos planètes inconnues étant supposées plus voisines du soleil que Mercure, elles accompliraient deux ou trois révolutions pendant une seule révolution de Mercure, et auraient par suite deux ou trois fois plus de chances de s'interposer entre le soleil et la terre. On les verrait alors projetées sur le disque solaire sous la forme de petites taches rondes et noires qui entreraient par le bord oriental, mettraient quelques heures à parcourir la surface lumineuse d'un mouvement uniforme, et disparaîtraient finalement par le bord opposé.

Mais si ces corps mystérieux existent réellement, nous dira-t-on, comment se fait-il qu'on ne les ait jamais vus depuis tant d'années qu'une foule d'astronomes observent le soleil presque journellement? A cela nous devons répondre que plus d'une fois on croit les avoir vus. Malheureusement la plupart de ces observations ne résistent pas à un examen sérieux. Il faut écarter tout d'abord celles qui ont été faites à l'œil nu. D'après Lycosthène, Mercure passa sur le soleil le 17 mars 778; Adelmus raconte dans sa *Vie de Charlemagne* que l'on vit la même étoile dans le soleil le 17 mars 807 ou 808, comme une petite tache noire; l'astronome arabe Avén Rodan, qui vécut vers 1160, rapporte qu'il a vu le même phénomène; Képler lui-même a cru voir Mercure dans le soleil, le 28 mai 1607, en observant l'image solaire projetée dans une chambre obscure à travers un trou du volet. Aucune de ces époques cependant ne coïncide avec un passage de Mercure, et quand même cela aurait été vrai, le disque de la planète n'eût pas été perceptible à l'œil nu. Képler, interpellé par Fabricius, convint plus tard lui-même de son erreur, et imagina qu'il devait avoir vu une simple tache solaire.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage sur quelques apparences bizarres de taches traversant le disque du soleil soit avec une certaine lenteur, soit avec une rapidité qui éloigne toute supposition de passage d'une planète. Telles sont les observations de MM. de Lichtemberg et de Pœlnitz, le 19 novembre 1862, de M. Hoffmann en mai 1864, du professeur Ritter et de M. Jules Schmidt en 1857, et diverses autres qui ont fait un certain bruit dans leur temps. — Quelle que soit la cause à laquelle on doive attribuer ces faits singuliers, il ne peut dans aucun d'eux, d'après les circonstances où ils se sont produits, être question de planète.

Mais voici des faits qui paraîtront susceptibles d'être interprétés en faveur des planètes intra-mercurielles. En 1761, Abraham Scheutten, de Crefeld, annonça qu'il avait vu un petit corps noir accompagner Vénus dans son passage sur le soleil. Cette petite tache ronde et nettement terminée, d'un diamètre égal au quart de Vénus, avait mis environ trois heures à faire son trajet. Scheutten se vanta alors d'avoir découvert le satellite de l'étoile du berger, opinion qui s'accrédita si bien à cette époque que le grand Frédéric proposa de donner à cette lune le nom de son ami d'Alembert; mais celui-ci s'en défendit en déclarant qu'il n'était ni assez grand pour devenir au ciel le satellite de Vénus, ni assez bien portant pour l'être sur la terre. Pour beaucoup de raisons, on ne peut pas admettre que Vénus possède un satellite; l'observation de Scheutten demande donc une autre explication.

Vers la fin de février 1762, Jean-Gaspard Staudacher, de Nuremberg, observateur assidu des taches solaires, aperçoit un point noir et bien rond qui a disparu le lendemain, et il se demande aussitôt s'il ne s'agit pas là d'une nouvelle planète. Des taches rondes, très noires et très petites, se déplaçant sur le disque du soleil et mettant plusieurs heures à le traverser, ont été vues en 1798 à Tarbes par le chevalier Dangos, dont la bonne foi est malheureusement suspecte et l'autorité douteuse, à Quedlinbourg, à diverses reprises, de 1798 à 1802, par le pasteur Fritsch. Des observations analogues ont été faites: le 29 mars 1701 par Cassini à Montpellier, — le 6 janvier 1818 à Ipswich par Capel Lofft, — les 26 juin et 9 octobre 1819, le 12 février 1820 et le 31 juillet 1826 par le chanoine Stark, à Augsbourg, — en octobre 1839 par M. de Cuppis, à Rome, — en 1847 par M. Benjamin Scott et M. Wray à Londres, — en 1853 par M. Jaennicke à Francfort-sur-le-Mein, — en 1857 par l'avocat Ohrt à Wandsbeck, etc. L'une des observations de Stark a été confirmée d'une manière très curieuse. Stark aperçut, le 12 février 1820, à midi, une petite tache bien ronde, de couleur orange, qui avait disparu vers quatre heures et demie du soir. *Le même jour,* l'abbé Steinheibel, d'Engesfeld près Vienne, vit à dix heures trois quarts une petite tache de forme circulaire et de couleur orange qui mit cinq heures à traverser le disque solaire. Cette coïncidence de deux observations indépendantes n'est-elle pas très significative? De 1834 à 1836, le conseiller von Pastorff, qui avait un petit observatoire dans sa terre de

Buchholtz, près de Francfort-sur-l'Oder, fut témoin de neuf passages de deux petites taches rondes d'un noir de jais, qui chaque fois accomplirent leur trajet en quelques heures, et qui paraissaient tantôt très serrées l'une contre l'autre, tantôt plus distantes.

Toutes ces observations, disséminées dans un grand nombre de recueils, étaient oubliées. Aussi, quand on annonça, en 1860, l'observation du docteur Edmond Lescarbault, médecin à Orgères (Eure-et-Loir), cette nouvelle fit beaucoup de sensation.

Le 26 mars 1859, vers quatre heures du soir, M. Lescarbault était occupé à explorer la surface du soleil, lorsqu'il aperçut tout près du bord un point noir parfaitement rond dont il estima le diamètre au quart de celui de Mercure, observé par lui lors de son passage de 1845. M. Lescarbault nota l'instant de cette observation, et détermina, tant bien que mal, la position de son point noir; il en guetta ensuite la sortie, qui eut lieu à 5 heures 22 minutes 44 secondes. Le passage avait duré 1 heure et 17 minutes; si la tache eût passé par le centre du disque lumineux, la durée du phénomène aurait été de 4 heures 1/2.

M. Lescarbault attendit neuf mois avant de faire connaître son observation; il a expliqué ce retard par le désir qu'il aurait eu de revoir le petit astre avant d'en parler. Les détails qu'on vient de lire furent communiqués à l'Académie des sciences le 2 janvier 1860, et la nouvelle planète reçut le nom de *Vulcain*, qui lui convenait en effet très bien; mais peu de temps après un astronome français, M. Liais, président de la commission géodésique du Brésil, déclara qu'il avait examiné, le même jour et à la même heure, à Olinda, la région du soleil où M. Lescarbault affirmait avoir vu sa planète, et qu'il avait trouvé cette partie du disque absolument pure et exempte de taches. Cette preuve négative ne pouvait pas être d'un grand poids pour infirmer le témoignage si positif du docteur Lescarbault. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que sa planète n'a pu encore être retrouvée. D'après les données de son observation, Vulcain devrait se montrer assez souvent sur le disque solaire, vers la fin de mars et au commencement d'octobre; mais d'actives recherches, qui ont été faites aussi bien par les astronomes européens que par ceux de l'Amérique, de l'Inde et de l'Australie, sont restées absolument sans résultat. M. le conseiller Schwabe (en Allemagne tout le monde est conseiller) observe le soleil depuis 1826 dans l'espoir de découvrir une planète intra-mercurielle; jusqu'à ce jour, il n'a jamais rien aperçu. Il est vrai que deux observations de ce genre ont été faites en 1862 et en 1865; mais elles ressemblent si peu à celles de M. Lescarbault qu'on n'ose les revendiquer en sa faveur. M. Lummis, employé au bureau des chemins de fer à Manchester, affirme avoir vu un point noir bien défini cheminer sur le soleil, dans la matinée du 19 mars 1862; mais l'observation a été interrompue, et, si l'on s'en rapporte au croquis de M. Lummis, le point noir n'aurait mis que de une à deux heures à parcourir le diamètre solaire, ce qui est trop peu pour Vulcain. La même chose peut se

dire de l'observation de M. Aristide Coumbary, qui a vu, le 8 mai 1865, à Constantinople, un point noir se séparer d'une tache voisine du bord oriental du soleil; il l'a suivi pendant quarante-huit minutes, jusqu'à ce qu'il disparut par le bord occidental. D'après le croquis adressé à M. Le Verrier, un passage central eût duré environ une heure. Si donc cette observation se rapporte à une planète, il est certain que ce n'est pas celle de M. Lescarbault.

Voilà où en est la question des planètes intra-mercurielles. Les verrons-nous quelque jour figurer parmi les planètes officiellement reconnues? C'est ce que l'avenir peut seul nous apprendre. En attendant, la lacune signalée par M. Le Verrier existe toujours.

R. RADAU.

ESSAIS ET NOTICES.

QUATRE FEMMES AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION,

par l'auteur des *Souvenirs de Mme Récamier.*

Les traités de morale, les livres d'éducation, les recueils de préceptes, tous ces moyens abstraits et didactiques de fortifier les âmes et d'agir sur les cœurs n'ont aujourd'hui qu'une faible vertu. Nous aimons peu les leçons qu'on nous donne; tout au plus souffrons-nous celles qui nous viennent d'elles-mêmes au spectacle des luttes qu'ont soutenues nos pères, des souffrances qu'ils ont endurées. Notre amour de l'histoire, voilà notre sauvegarde : nous permettons qu'on nous raconte ce qu'il nous ennuierait d'entendre professer, et à défaut de la morale proprement dite la morale en action conserve encore la chance d'être enseignée avec profit.

C'est là, ce nous semble, la pensée qu'a dû prendre pour guide l'auteur des esquisses historiques réunies dans ce petit volume que nous avons sous les yeux. Ce sont des portraits de femmes, et tels que la main d'une femme a pu seule les tracer, portraits qui ont entre eux ce trait d'analogie que les modèles, si différens qu'ils soient d'origine, de rang, de sentimens et de croyances, ont tous soutenu la même épreuve avec un courage presque égal, un courage héroïque et viril. Parmi ces femmes, il en est une qui les domine toutes, qui est hautement hors de pair, moins encore par sa couronne et sa naissance que par la grandeur de son infortune et de son âme; c'est l'héroïne du Temple et de la Conciergerie, la plus attrayante des femmes et la plus noble des victimes, la reine Marie-Antoinette. En face de l'auguste martyre viennent deux autres femmes frappées de la même hache et la regardant aussi sans pâlir, Mme Roland et Charlotte Corday; l'une portant sur l'échafaud l'exaltation d'un orgueil généreux à défaut du bienfaisant secours de la grâce chrétienne, l'autre les illusions brûlantes du dévouement patriotique. Puis enfin c'est un groupe de modestes figures moins connues de la foule, d'un héroïsme plus humain, plus simple et tout chrétien, la gloire et le deuil éternels d'une illustre maison; nous parlons de ces cinq sœurs, dignes filles d'une admirable mère, dont la plus

jeune et la moins éprouvée peut-être, Mme de Montagu, nous a raconté les douleurs, et qui, en traversant ces temps calamiteux, semblent avoir lutté entre elles pour nous laisser comme à l'envi les plus merveilleux exemples d'abnégation, de force et de sainteté.

Telle est cette série de portraits si différens les uns des autres, de physionomies si diverses, et cependant tous éclairés de la même lumière, du reflet sombre et sinistre de nos plus néfastes journées. L'auteur s'est bien gardé de forcer les couleurs : son pinceau délicat et sobre se borne à tracer les faits et les laisse parler et s'expliquer eux-mêmes. Nous l'avons déjà dit, c'est une main de femme qui manie ce pinceau, sans prétention d'artiste, avec un talent qui s'ignore et qui parfois s'élève jusqu'à l'art, à force de clarté, de bonne grâce, de convenance dans le récit. Le but évident de ce livre est de montrer ce que valent les femmes aux prises avec le malheur, de le leur dire à elles-mêmes, de leur donner l'exemple, de leur tracer la voie des grands courages. Espérons que les générations présentes ne seront pas appelées à voir grossir le nombre de nos illustres héroïnes; mais en supposant même que l'adoucissement des mœurs nous préserve à jamais de ces tristes retours de maux toujours possibles, ce n'en est pas moins un enseignement solide et profitable, même pour les vertus paisibles du foyer domestique, que la contemplation de vies si noblement sacrifiées et de vertus si saintes et si hautes. L. VITET.

DONANIEL, DE M. LÉON GRANDET (1).

Parmi les tentatives poétiques de notre temps, il en est bien peu qui ne soulèvent une question chagrine. Qu'avons-nous gardé des anciennes ardeurs, et s'éveille-t-il enfin quelques élans nouveaux? Voici un livre qui porte l'empreinte à la fois des réminiscences et des aspirations inquiètes auxquelles est livrée depuis si longtemps la poésie contemporaine. L'empreinte des réminiscences est très vive, et à première vue, surtout après avoir lu les vers qui servent d'épigraphe, on serait presque tenté de ranger M. Léon Grandet parmi quelques champions attardés du vieux romantisme. Cependant, à mesure qu'on avance dans la lecture de ce récit poétique, on se rassure, et on reconnaît, à travers bien des inégalités d'exécution, un accent satirique, une verve railleuse de bon aloi. Le tort de l'écrivain, c'est de ne s'être pas consulté assez sévèrement lui-même sur la vraie direction de son esprit, sur la véritable portée de ses forces. Il est évident que l'influence salutaire et très visible exercée sur lui par la lecture de *Namouna*, de *Rolla*, des *Nuits*, a été combattue par mille courans contraires, surtout par l'action du faux pittoresque et du moyen âge de fantaisie d'après 1830. Quoi qu'il en soit, la vie circule dans quelques parties de ce poème, et fait excuser les négligences trop nombreuses d'exécution, les rimes impossibles, les fautes mêmes contre la grammaire. Quel travail d'épuration, de concentration, se fera plus tard chez l'auteur de *Donaniel*, c'est ce que ses nouvelles tentatives nous apprendront. En attendant, nous

(1) 1 vol. in-18, Achille Faure.

voudrions montrer par quelques citations la voie où il semble surtout appelé à réussir. Donaniel, il est bon qu'on le sache, est le fils de don Juan et d'une bohémienne; il quitte l'Espagne pour la France, où il mène une vie digne de son père, passant du palais à la taverne, de la reine à la courtisane, pour venir s'agenouiller, dans un cimetière, sur la tombe d'une jeune fille tendre et pieuse, la seule qui lui ait inspiré un véritable amour. Voici une page où l'auteur salue l'arrivée de son héros en France, et qui appartient à cet ordre d'inspirations satiriques où il peut rencontrer un jour l'originalité :

Jeune homme, tu nous viens dans un temps misérable.
Nous n'avons rien gardé des antiques vertus.....
As-tu, jeune insensé, quelque idéal dans l'âme?
Portes-tu dans ton cœur quelque amour, quelque foi?
Tourne bride, et va-t'en! Notre contact infâme
T'aurait bientôt souillé. Tourne bride, crois-moi!
Le saint enthousiasme est mort sous les risées.
A nous rendre meilleurs nul n'a pu réussir,
Et nous n'espérons plus les célestes rosées,
Et nous n'attendons plus le Messie à venir!

Comment se finit le voyage? On l'a vu, dans un cimetière, et la douloureuse apostrophe à la nature qui échappe alors au fils de don Juan marque encore chez M. Grandet un de ces momens où une heureuse influence poétique s'exerce en lui et l'enlève à de puériles réminiscences.

O nature, on le sait, toi seule es immortelle,
Et tu n'es qu'une tombe et qu'un vaste berceau;
Mais pourquoi, réponds-nous, ô nature cruelle,
A quelques-uns de nous fis-tu la part moins belle
Qu'à la fauvette blanche et qu'au brun passereau?
Pourquoi nous donnas-tu la pensée et l'étude
Pour irriter nos cœurs sans les rassasier?
Pourquoi nous remplis-tu de telle inquiétude
Qu'en regardant des cieux la morne solitude,
Faibles, nous ne savons que gémir et prier?
Puisque quelques instans nous ne couvrons la terre
Que pour rentrer bientôt dans les gouffres profonds,
Pourquoi ces maux qu'on craint, ces bonheurs qu'on espère?
Pour créer l'homme heureux, sainte nature, ô mère,
Il fallait enlever la pensée à nos fronts!

Nous en avons dit assez pour montrer qu'il y a dans ce volume, comme dans beaucoup d'autres essais poétiques de ce temps, les souvenirs d'un passé qui déjà s'éloigne et la recherche d'un avenir qui n'est que confusément entrevu. Quand à ces signes caractéristiques s'unit une sorte de verdeur, de confiance juvénile, on ferme le volume avec un sentiment d'espoir, sinon de satisfaction complète. C'est ce qui nous a engagés à signaler le *Donaniel* de M. Grandet comme un de ces essais où, parmi de nombreuses imperfections, on n'en remarque pas moins un entrain, une facilité de bon augure.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE ET UNIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVIe ANNÉE.

JANVIER — FÉVRIER 1866.

Livraison du 1er Janvier.

Les Chemins de fer français en 1866 et leur influence sur la prospérité du pays, par M. Charles LAVOLLÉE. 5

Les Russes dans le Caucase. — II. — L'Exode des Circassiens et la colonisation russe, par M. Édouard DULAURIER, de l'Institut. 41

Une Annexion d'autrefois. — Philippe II et le roi dom Antonio de Portugal, par M. Charles de MAZADE. 68

Huit mois en Amérique a la fin de la guerre, lettres et notes de voyage. — 1864-1865. — VIII. — Un Monastère protestant. — La Campagne de Georgie et le jour de l'an a New-York, par M. Ernest DUVERGIER de HAURANNE. 105

Les Sociétés coopératives en France et en Angleterre, par M. J. SIMON, de l'Institut. 151

La Marquise de Cireix, par M. Henri RIVIÈRE. 176

De l'Instruction du Peuple au XIXe siècle. — II. — L'Intervention de l'État dans l'enseignement en Angleterre et dans les colonies anglaises, par M. Émile de LAVELEYE. 214

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 241

Revue Musicale. — *Le Voyage en Chine,* de M. Bazin, etc., par M. F. de LAGENEVAIS 253

Essais et Notices. 262

Livraison du 15 Janvier.

L'Italie et la Vie italienne. — VII. — Florence, le Moyen Age, le XVe siècle et la Renaissance, par M. H. TAINE. 273

Proudhon et ses Œuvres complètes, par M. Eugène PELLETAN. 328

Madame de Nailhac, un Sphinx de la vie mondaine, par M. ***. 353

Expéditions projetées au Pôle nord. — De la Possibilité d'atteindre le Pôle

NORD, NOUVEAUX PLANS DE CAMPAGNE PROPOSÉS EN ANGLETERRE ET EN ALLEMAGNE, par M. CHARLES MARTINS. 398
ÉTUDES SUR LES TRAVAUX PUBLICS. — LES CHEMINS DE FER VICINAUX, par M. H. BLERZY. 435
HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — IX. — LA VIE POLITIQUE A WASHINGTON, LE CAPITOLE ET LA MAISON-BLANCHE, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. 459
L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE ET L'ÉCLECTISME, par M. P. JANET, de l'Institut. 504
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 529
ESSAIS ET NOTICES. — LE GÉNÉRAL PRIM, par M. CHARLES DE MAZADE. . . . 540

Livraison du 1er Février.

RIVALITÉ DE CHARLES-QUINT ET DE FRANÇOIS Ier D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS. — CAPTIVITÉ DE FRANÇOIS Ier APRÈS LA BATAILLE DE PAVIE, par M. MIGNET, de l'Académie Française. 545
HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — X. — UNE VISITE A L'ARMÉE DU POTOMAC, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. 585
LA PHILOSOPHIE DE GOETHE. — IV. — LES TYPES PHILOSOPHIQUES DANS LA POÉSIE DE GOETHE : PROMÉTHÉE, MÉPHISTOPHÉLÈS ET FAUST, par M. E. CARO. . . 623
BARBERINE AU JOUG, ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE, de M. Edmund Yates, première partie, par M. E.-D. FORGUES. 656
LA DIPLOMATIE ET LA MARINE RUSSES DANS LES MERS D'ORIENT, par M. V. DE MARS. 693
L'AGRICULTURE EN 1865, par M. LÉONCE DE LAVERGNE, de l'Institut. 719
LA CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE AU MEXIQUE, SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES. — II. — LA GUERRE DE PARTISANS DANS LE TAMAULIPAS, par M. É. DE KÉRATRY. 738
LES MŒURS ET LE THÉATRE EN 1866, par M. J. J. WEISS. 776
COMÉDIE-FRANÇAISE. — *Le Lion amoureux*, de M. Ponsard, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 791
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 804

Livraison du 15 Février.

HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — XI. — BALTIMORE, UNE VILLE DU SUD. — PHILADELPHIE. — NÉGOCIATIONS PACIFIQUES, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. . . 817
RIVALITÉ DE CHARLES-QUINT ET DE FRANÇOIS Ier. — TRAITÉ DE MADRID ET DÉLIVRANCE DE FRANÇOIS Ier, par M. MIGNET, de l'Académie Française. 856
UN PRINCE ALLEMAND DU XVIIIe SIÈCLE D'APRÈS DES MÉMOIRES INÉDITS. — II. — CHARLES DE HESSE ET LES ILLUMINÉS, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. . 891
BARBERINE AU JOUG, ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE, de M. Edmund Yates, seconde partie, par M. E.-D. FORGUES 926
LA CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE AU MEXIQUE, SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES. — III. — EXPÉDITION DU NORD. — MEJIA ET L'ARMÉE MEXICAINE. — CARBAJAL ET LES AMÉRICAINS, par M. É. de KÉRATRY. 996
DE L'EXTRADITION DES ACCUSÉS ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE, par M. PREVOST-PARADOL. 1012
REVUE MUSICALE. — *Fior d'Aliza*, de M. Victor Massé. — LES REPRISES ET LES DÉBUTS, par M. F. DE LAGENEVAIS 1029
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1045
LES LACUNES DU SYSTÈME SOLAIRE, par M. R. RADAU. 1057

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7 rue Saint-Benoît.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 516 194